MEUSE GRAND SUD Bar-le-Duc Sud Meuse

CONSEIL DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION BAR-LE-DUC SUD MEUSE

PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 15 AVRIL 2021

Le Conseil de la Communauté d'Agglomération BAR LE DUC SUD MEUSE s'est réuni en séance plénière le jeudi 15 avril 2021 à 18h45, à La Barroise à Bar-le-Duc, sous la présidence de Madame Martine JOLY, Présidente de la Communauté d'Agglomération Bar-le-Duc Sud Meuse, Maire de Bar-le-Duc, suite à convocation du 1er avril 2021.

Sont présents :

Martine JOLY, Présidente ; Patricia CHAMPION, Conseillère Communautaire ; Marie-Josée HORNBERGER, Conseillère Déléguée ; Sébastien FRANZ, Conseiller Communautaire ; Nathalie PLATINI, Conseillère Communautaire ; Bertrand PANCHER, Conseiller Communautaire ; Emilie ACHARD, Conseillère Déléguée ; Vincent REMOND, Conseiller Communautaire ; Fatima EL HAOUTI, Vice-Présidente ; Alain HAUET, Vice-Président ; Benoît DEJAIFFE, Conseiller Communautaire ; Mathias RAULOT, Conseiller Communautaire ; Pierre-Etienne PICHON, Conseiller Communautaire ; Nathalie MATHIEU, Conseillère Communautaire ; Frédéric VERLANT, Conseiller Communautaire ; Joël SWARTENBROEKX, Conseiller Communautaire Suppléant ; Gérard FILLON, Vice-Président ; Michel LAGABE, Conseiller Communautaire ; Benoît HACQUIN, Conseiller Communautaire ; Francis JOURON, Conseiller Communautaire ; Gérard ABBAS, Vice-Président ; Anne MOLET, Conseillère Communautaire ; Michel ROUSSELOT, Conseiller Communautaire ; Michel VIARD, Conseiller Délégué ; Patrick BERNARD, Conseiller Communautaire ; Jean-Michel GUYOT, Vice-Président ; Elisabeth GUERQUIN, Vice-Présidente ; Fabrice VARINOT, Conseiller Communautaire ; Franck BRIEY, Conseiller Communautaire ; Serge NICOLAS, Conseiller Communautaire ; Loup KNAVIE, Conseiller Délégué ; Lionel BEAUFORT, Conseiller Communautaire ; Anthony YUNG, Conseiller Communautaire ; Sylvain GILLET, Vice-Président ; Marc DEPREZ, Vice-Président ; Marie-Françoise NAVELOT-GAUDNIK, Conseillère Communautaire ; Hervé VUILLAUME, Conseiller Communautaire ; Luc FLEURANT, Conseiller Communautaire ; Alexandre AUBRY, Conseiller Communautaire ; François GATINOIS, Conseiller Communautaire ; Céline MAYEUR, Conseillère Déléguée ; Gérald MICHEL, Vice-Président ; Michel RIEBEL, Vice-Président ; Marie-France BERTRAND, Vice-Présidente ; Thierry GRIMONPREZ, Conseiller Communautaire Suppléant ; Daniel BRIAT, Conseiller Délégué ; Claudine BARBIERI, Conseillère Communautaire ; Jean-Paul REGNIER, Vice-Président ; Guillaume MAIRE, Conseiller Communautaire Suppléant ; Jean-Claude MIDON, Conseiller Communautaire

Sont excusés avec pouvoir de vote :

Jean-Paul LEMOINE par pouvoir à Martine JOLY, Atissar HIBOUR par pouvoir à Marie-Josée HORNBERGER, Juliette BOUCHOT par pouvoir à Fatima EL HAOUTI, Fabrice COLLIGNON par pouvoir à Sylvain GILLET, Bernard DELVERT par pouvoir à Alain HAUET, Lydéric ENCHERY par pouvoir à Emilie ACHARD, Michel FAYS par pouvoir à Fabrice VARINOT, Emmanuelle SIMON par pouvoir à Jean-Michel GUYOT

.../...

Sont excusés :

Pascale CAMONIN, Atika BENSAADI-TRAMONTANA, Christophe GALOPIN, Philippe GERARD

Secrétaire de Séance : Serge NICOLAS

Nombre de Conseillers en exercice : 62 - le quorum est donc atteint.

DESIGNATION DU SECRETAIRE DE SEANCE

Le Conseil Communautaire accepte, à l'unanimité, la nomination de Monsieur Serge NICOLAS comme secrétaire de séance.

Mme la Présidente
Je vous demande de bien vouloir ajouter un point à l'ordre du jour, qui est le rapport n° 50 portant sur la convention de mise à disposition d'agents auprès du GHT.

Mes chers collègues, le Président de la République a annoncé une extension des restrictions sanitaires à compter du 3 avril jusqu'au 2 mai prochain. L'ensemble des élus et des services de la Communauté d'Agglomération se sont mobilisés pour s'adapter à cette situation sanitaire. D'abord, la mise en télétravail du personnel partout où cela est possible afin de nous conformer aux mesures sanitaires pour préserver la santé de nos agents. Ensuite, en garantissant les services publics que nous rendons : services d'eau et assainissement, ordures ménagères, urbanisme, transport, accès aux médiathèques... L'ensemble des services restent accessibles dont certains sur rendez-vous.

La Communauté d'Agglomération est également engagée dans la campagne de vaccination nationale. Si celle-ci est pilotée par l'Agence Régionale de Santé avec une coordination assurée par le Groupement Hospitalier de Territoire, la Communauté d'Agglomération -en lien avec la Ville de Bar-le-Duc et le Conseil Départemental de la Meuse- participe bien sûr activement à cette campagne. Ainsi, du personnel administratif a été mis à disposition du centre de vaccination, afin de garantir le meilleur accueil possible des personnes venues se faire vacciner. Depuis le 12 avril, pour répondre à des besoins en vaccination supplémentaires, le gymnase Beugnot a été mis à disposition. Le centre de vaccination installé salle Dumas y a été transféré, plus grand, qui permet d'accueillir plus de personnes car plus de lignes de vaccination. Madame EL HAOUTI nous a dit tout l'heure que nous étions passés de deux à quatre lignes de vaccination. Je tiens publiquement à remercier l'ensemble des personnes, les professionnels de santé et administratifs mobilisés pour cette campagne de vaccination. Ce centre est ouvert depuis lundi dernier et j'ai d'ailleurs pu me rendre compte par moi-même du bon fonctionnement du site en m'y rendant ce mardi.

Dans le cadre de cette crise sanitaire, l'Agglomération poursuit son soutien au monde économique. Dans ce cadre, nous continuons l'attribution de subventions à certaines structures. C'est le cas notamment ce soir dans le cadre d'un rapport pour l'achat de matériel visant à lutter contre la pandémie en faveur des TPE/PME, mais par aussi la réduction du délai de carence entre deux demandes de subvention auprès de notre assemblée. Nous renforçons ainsi notre soutien auprès de nos TPE/PME.

Suite aux annonces de la Garde des Sceaux, Madame BELLOUBET, faites en 2019 sur la carte judiciaire, j'étais monté au créneau avec d'autres élus locaux, nationaux et nos parlementaires. Nous avons saisi ces derniers mois le nouveau Garde des Sceaux, Eric DUPOND-MORETTI, sur ce sujet et sur les risques pour notre territoire de voir disparaître le poste de juge d'instruction sur la juridiction de Bar-le-Duc, qui englobe -vous le savez- le

.../...

territoire de l'Agglomération. Nous avions eu -et je vous en avais fait part- des annonces orales positives il y a quelques semaines et j'ai reçu cette semaine -comme les autres élus qui ont soutenu cette démarche- une réponse écrite du Garde des Sceaux confirmant bien la pérennité du poste de juge d'instruction sur la juridiction de Bar-le-Duc.

Je me réjouis également de l'inauguration du nouveau pôle alimentaire du lycée agricole EPL Agro de Bar-le-Duc, un projet exemplaire porté par Bernard MEURISSE, son directeur et financé à plus de 7 millions d'€ par la Région Grand Est. Ce nouveau pôle va permettre d'étoffer les prestations des producteurs locaux (transformation de viandes, conditionnement de fruits et de légumes.) avec une vocation pédagogique. Nous avons eu le plaisir d'inaugurer ce nouvel équipement avec Jean ROTTNER, Président de la Région, que je remercie ici publiquement, ainsi que nos élus régionaux et au premier lieu Atissar HIBOUR. J'ai demandé à Bernard MEURISSE s'il pouvait venir faire une présentation de ce pôle agroalimentaire et vous ouvrir largement les portes pour une visite, parce que je pense qu'il y a effectivement des retombées par rapport à nos producteurs locaux, y compris les petites productions locales qui peuvent être tout à fait valorisées dans le cadre de cet EPL Agro.

La séance de ce soir, particulièrement chargée, démontre que la Communauté d'Agglomération continue son action sur le territoire. Il vous est proposé d'adopter ce soir plusieurs rapports relatifs aux finances de l'Agglomération : les comptes administratifs, l'affectation de résultats, les comptes de gestion. De plus, il vous est également proposé d'adopter le budget primitif de l'année 2021, ainsi que le vote des taux pour l'année 2021. Ce budget primitif s'inscrit dans un contexte sanitaire sur lequel il n'est pas nécessaire de revenir. Toutefois, ce contexte sanitaire inédit doit vraiment nous interroger sur nos priorités notamment au regard du Contrat de Relance et de Transition Ecologique sur lequel nous sommes mobilisés avec l'ensemble de l'exécutif. J'en profite pour remercier Bernard DELVERT, notre Vice-Président aux finances, pour son travail et son engagement pour la collectivité. Il est absent ce soir pour raisons de santé, mais nous pensons tous bien à lui et souhaitons le voir revenir très vite parmi nous. Je remercie Jean-Claude MIDON, Président de la Commission Finances qui présentera à ce titre les différents rapports techniques ce soir.

Ce budget reste marqué par un contexte budgétaire défavorable, puisque la crise économique COVID viendra très probablement impacter nos recettes budgétaires -si ce n'est cette année- l'an prochain. S'ajoutent à cela une réforme de la taxe d'habitation et des évolutions défavorables de la CVAE qui, d'une année sur l'autre, nous privent de près de 500 000 € de recettes fiscales, 135 000 € pour la TH et 359 000 € pour la CVAE.

Pour autant, ce budget prévisionnel rappelle nos ambitions et nos priorités. D'abord, le développement économique sur notre territoire qui doit être l'objectif ultra prioritaire de notre travail ; travail de longue haleine portant engagements concrets et ambitieux. C'est à la fois un engagement concret comme la requalification de la friche SODETAL qui demande beaucoup d'énergie et de volonté. C'est un suivi au quotidien de nos entreprises, un accompagnement sur leurs projets par l'octroi de subventions au travers d'un règlement que nous avons décidé ensemble. C'est encore le recrutement du manageur de centre-ville, un atout supplémentaire dont nous nous sommes dotés et qui va permettre de créer un lien tout particulier avec l'ensemble des commerçants de notre territoire.

Ce budget est aussi marqué par un soutien continu aux communes, puisque nous adopterons ce soir un règlement de fonds concours avec des niveaux d'intervention favorables aux plus petites communes. Cela nous permettra, dès la séance de juin, d'accompagner le financement des projets communaux prêts à être lancés.

Ces objectifs, nous continuons à les travailler en adéquation avec notre projet de territoire dont les éléments vous ont été envoyés et qui feront l'objet d'un travail en commun.

Notre prise de compétence pour l'élaboration d'un PLUI nous apportera l'outil stratégique et opérationnel nécessaire à un développement de notre territoire ambitieux et respectueux des enjeux de la transition écologique. Nous y reviendrons en Conférence des Maires en mai prochain, puis en Conseil Communautaire en juin, afin de rendre effectif le lancement du PLUI. En attendant, l'adoption ce soir du diagnostic du PCAET que

.../...

la Communauté d'Agglomération a eu l'ambition de proposer à tout le Pays Barrois consolide cette orientation stratégique pour agir à des échelles pertinentes sur notre environnement.

Je voudrais aussi souligner notre engagement dans l'appel à projet pour l'extension des consignes de tri. Si tout va bien, nous aurons vers la fin de cette année la capacité de proposer aux habitants de notre territoire un service de collecte du tri élargi à de nombreux déchets restant à ce jour dans les ordures ménagères résiduelles.

Enfin, à l'occasion de nouvelles délibérations techniques que je vous propose ce soir, je voudrais remettre l'accent sur les formidables opportunités qui se présentent avec l'engagement de notre OPAH d'une part et de notre campagne 2021 de ravalement de façades. C'est un soutien important que la Communauté d'Agglomération, aidée de l'Etat et de la Région, apporte aux propriétaires de notre territoire avec un formidable effet levier pour la commande en direction de nos PME et artisans de proximité. Je vous remercie.

ORDRE DU JOUR

1. Centre Intercommunal d'Action Sociale (C.I.A.S.) - Election d'un représentant
2. Adoption des comptes administratifs 2020
3. Affectation des résultats 2020
4. Adoption des comptes de gestion 2020
5. Adoption du budget primitif 2021
6. Vote des taux 2021
7. Fixation du taux de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (T.E.O.M.) pour 2021
8. Candidature appel à projet "Extension des consignes de tri"
9. convention de collecte des déchets d'équipements électriques et électroniques
10. Validation du diagnostic du PCAET du Pays Barrois
11. Coopération décentralisée - soutien à l'association Niger Ma Zaada - année 2021
12. Eau et Assainissement - création de régies dotées de l'autonomie financière pour la gestion des services publics industriels et commerciaux relatifs à l'eau potable et à l'assainissement
13. Projet de renouvellement de réseau d'eau potable à ROBERT-ESPAGNE préalablement aux travaux de requalification de voirie (projet de la Commune) - validation de l'avant-projet
14. Rapport annuel 2019 sur le prix et la qualité des services publics de l'eau et de l'assainissement - Syndicat Mixte Germain Guérard
15. Travaux d'assainissement et d'accessibilité sur les bâtiments communautaires rue Ernest Bradfer
16. Recrutement d'un maître d'œuvre pour la définition d'un programme de travaux sur les centres nautiques
17. Signature d'une convention territoriale globale avec la Caisse d'Allocations Familiales de la Meuse
18. convention servitude avec Sté ENEDIS/parcelle AB N° 882 Commune de LIGNY EN BARROIS
19. Valorisation des charges supplétives 2020
20. Subvention de fonctionnement aux Amicales des Sapeurs-pompiers - année 2021
21. Attribution d'un fonds de concours aux communes membres de la Communauté d'Agglomération - Programme et Règlement 2021
22. Réalisation de travaux de voirie ZAC de la Grande Terre II
23. Aménagement de l'aire de grand passage
24. Approbation du règlement d'intervention de la Communauté d'Agglomération pour l'OPAH et l'OPAH-RU
25. Subvention de fonctionnement aux associations au titre de l'année 2021 - Accueil des Jeunes
26. Programme d'aide au ravalement de façades privées - Année 2021
27. Avenant n°3 à la convention de mutualisation de circuits scolaires
28. Avenant n°8 à la Délégation de service public en matière de transport
29. Ratios avancement de grade
30. Convention de mise à disposition de service passée avec la Ville de Bar le Duc
31. Constitution d'un groupement de commandes pour la fourniture de carburants pour le parc automobile
32. Constitution d'un groupement de commandes pour la réalisation de travaux au sein et aux abords du site communautaire 59 Rue Bradfer
33. Constitution d'un groupement de commandes pour la fourniture de titres restaurants

.../...

34. Pertes sur créances irrécouvrables
35. Subvention d'équilibre 2021 au CIAS
36. Recouvrement des charges de centralité 2021
37. Approbation du résultat de clôture de la deuxième tranche de la ZAC Grande Terre
38. Examen du rapport de gestion du CA 2019 de la SPL Xdemat
39. Attribution de compensation aux communes d'implantation d'éoliennes -2021
40. Demande de classement de l'Office de Tourisme Sud Meuse
41. Attribution d'une subvention 2021 à l'office de tourisme sud Meuse
42. Attribution d'une subvention aux associations pour des manifestations touristiques - Année 2021
43. Aménagement des équipements touristiques
44. Attribution des subventions de fonctionnement et d'investissement à l'association "La Cité des Leuques" - Année 2021
45. Attribution d'une subvention au GIP Maison de l'Emploi pour l'organisation du forum des métiers édition 2021
46. Modification du règlement de subvention aux activités commerciales et artisanales pour les PME et TPE du territoire
47. Demande de subvention à la Région dans le cadre du dispositif Grand Est Transformation Digitale - parcours collectif
48. Attribution d'une subvention exceptionnelle à l'IME de Vassincourt la Meuse dans le cadre de la réhabilitation du poste de garde de la zone de Troisfontaines
49. Attribution de subventions dans le cadre de la crise sanitaire
50. Convention de mise à disposition d'agents auprès du GHT

Affaires diverses.

CENTRE INTERCOMMUNAL D'ACTION SOCIALE (C.I.A.S.)
ELECTION D'UN REPRESENTANT

2021-04-15-01

Lors de la réunion d'installation du Conseil Communautaire en date du 16 juillet 2020, Madame Atissar HIBOUR avait été élue pour siéger au sein du Conseil d'Administration du CIAS.

Par courrier en date du 29 mars 2021, elle a fait part de sa démission en tant que membre du CIAS.

En conséquence, le Conseil Communautaire, sur avis conforme des commissions compétentes, décide de :

- Procéder à l'élection d'un nouveau représentant au sein du Conseil d'Administration du CIAS :

L'article L 2122-7-2 du Code Général des Collectivités Territoriales prévoit qu'«*en cas d'élection d'un seul adjoint, celui-ci est élu selon les règles prévues à l'article L. 2122-7.*»

Conformément à l'article L. 2122-7 de ce même code, cette élection a donc lieu « *au scrutin secret et à la majorité absolue. Si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est déclaré élu.* ».

Avant de procéder à cette élection, il convient de désigner deux scrutateurs. Sont désignés :

- Fatima EL HAOUTI
- Franck BRIEY

Le scrutin pour cette élection est ouvert.

.../...

Est candidat :

- Alain HAUET

Chaque Conseiller Communautaire ayant remis son bulletin de vote, il est procédé au dépouillement :

Nombre d'inscrits :	62	
Ne prennent pas part au vote :	2	(Benoît DEJAIFFE, Mathias RAULOT)
Nombre de votants :	56	
Nombre de bulletins :	56	
Nombre de bulletins nuls ou blancs :	11	
Suffrages exprimés :	45	

Ont obtenu :

- Alain HAUET 44 voix – Elu
- Serge NICOLAS 1 voix

Monsieur Alain HAUET ayant obtenu la majorité absolue au premier tour, est désigné pour siéger au sein du Conseil d'Administration du CIAS.

ADOPTION DES COMPTES ADMINISTRATIFS 2020

2021-04-15-02

M. MIDON
Mes chers collègues, vous avez tous reçu le document de synthèse qui vous a été envoyé avec les rapports. Mes commentaires sur le compte administratif 2020 de l'agglo s'appuient donc sur ces documents.

Vous avez tout d'abord une vue schématique du compte administratif 2020, tant en investissement qu'en fonctionnement et je vais commencer ma brève analyse par cette dernière.

On peut tout de suite constater un résultat 2020 excédentaire de 1 852 000 €. Cet excédent provient de recettes moindres de 134 000 € et de dépenses moindres de plus de 2 060 000 €. Cela s'explique par un taux de réalisation apparent de 90,21 % (qui inclut l'autofinancement qui ne se réalise que l'année suivante) et un taux effectif de 90,64% sur les opérations réelles (hors bien sûr les opérations d'ordre). Si l'on rentre un peu dans le détail, on s'aperçoit sur ces dernières que le chapitre 011 s'exécute à 71,66 %, le chapitre 012 à plus 97,15 %, le chapitre 65 à plus de 94 % et le chapitre 014 (allocations de compensation versées aux communes de l'Agglomération) à près de 100 % (en fait 99,99%). Vous trouverez en page 12 de la synthèse le détail des éléments que j'évoque, ainsi que les libellés des chapitres.

Quant aux recettes, on constate un déficit de près de 135 000 €, le taux d'exécution apparent est de 99,33 % hors reprise de résultat antérieur évidement ; si l'on retire les opérations d'ordre, on obtient quasiment le même taux d'exécution de 99,36 %. Celui-ci provient d'un taux d'exécution sur le chapitre 73 fiscalité de près de 102 % et 97 % sur le chapitre 74 participations et subventions. Par contre, les produits d'exploitation du chapitre 70 possèdent un taux d'exécution de 71,57 % dû notamment à la fermeture, lors du 1er confinement, des établissements communautaires (piscines, CIM, médiathèque, musée). Vous trouverez en page 14 de la synthèse ces éléments de recettes.

Sur la page 11, vous avez la décomposition par activité en dépenses / recettes.

A ce disponible de plus de 1 925 000 €, il convient d'ajouter le disponible non utilisé en 2020 de près de 2 823 000 € pour obtenir un excédent cumulé brut de 4 748 000 €. A cet excèdent, on doit retirer le besoin de la section d'investissement 2020 pour obtenir le disponible cumulé permettant de financer les actions à partir de 2021.

.../...

En 2020, le besoin de la section d'investissement est de 1 397 500 €, le disponible est donc de près de 3 350 500 € qui sera affecté aux financements des actions à partir de 2021.

Pour revenir un moment sur l'investissement et son besoin de financement en 2020, la réalisation 2020 dégage un solde déficitaire de plus de 722 000 € qui se trouve financé par l'excédent de l'année 2019 (reprise du solde antérieur) de 2 268 500 € auxquels il convient d'ajouter le solde déficitaire des reports de 2020 de 3 357 000 € ; cela donne un besoin de la section d'investissement de 1 397 500 €. Ce besoin de la section d'investissement provient de dépenses moindres à hauteur de 3 317 000 € et de recettes déficitaires de 4 715 000 €.

Si l'on prend un peu en détail la réalisation 2020, en dépenses on constate un taux de réalisation effectif de 38,60 %. Et si l'on rajoute les restes à réaliser (qui correspondent aux opérations engagées mais non mandatées au 31/12/20), le taux est de près de 80 %. Le taux de réalisation relativement faible s'explique entre autres par le 1er confinement qui a gelé de nombreuses actions.

Nos investissements en réalisation 2020 se caractérisent de la façon suivante :

- tout d'abord, dans les grands projets :
  - la réalisation principale est le solde de la Barroise (1 400 000 €),
  - les maisons de santé (467 000 €),
  - le CFHVS (769 000 €),
  - les actions économiques (685 000 €),

- Ensuite, les investissements courants dans les différents domaines d'activité de la compétence de l'Agglomération :
  - la culture (42 000 €),
  - le sport (187 000 €),
  - l'annuité EPFL (182 000 €),
  - le tourisme (43 000 €) (camping),
  - l'informatique (106 000 €)

Le détail de ces éléments se trouve de la page 6.

Quant aux reports, le montant des dépenses est de 4 304 000 € dont les principales opérations en cours d'exécution sont :

- le fonds de concours à l'EHPAD (1 000 000 €),
- la maison de santé de Ligny (1 735 000 €),
- le CFHVS La Suzanne (266 000 €),

mais également sur nos compétences traditionnelles :

- la fibre optique (116 000 €),
- les travaux au musée (118 000 €) et au CIM (45 000 €),
- les eaux pluviales urbaines (139 000 €),
- l'hydraulique (49 000 €),
- ou encore les travaux dans les installations sportives (126 000 €),
- et les actions économiques (zone d'activité et fonds de concours) (341 000 €).

Dans les dépenses moindres que nous avons annulées en 2020 pour une somme de plus de 3,317 millions, 1 095 000 € sont des opérations d'ordre, soit 2 221 000 € de dépenses réelles annulées. Cela provient d'une gestion stricte des restes à réaliser où seules les dépenses ayant un engagement sont reportées. Cette procédure est conforme aux principes budgétaires et aux prescriptions de la Chambre Régionale des Comptes. Les éléments détaillés se situent page 6 et 8 pour les recettes du document de synthèse.

.../...

Ces annulations ne signifient pas pour autant que ces opérations sont annulées, mais simplement qu'elles n'ont pas trouvé d'exécution en 2020 ; elles concernent notamment les maisons de santé (396 000 €), les gens du voyage (485 000 €), les actions économiques (271 000 €), le hall bouliste (348 000 €), le CFHVS (201 000 €) et l'accessibilité aux bâtiments (1 290 000 €).

Dans les recettes déficitaires que nous avons annulées en 2020 pour une somme de plus de 4,715 millions, 1 095 000 € sont des opérations d'ordre, soit en fait 3 365 000 € de recettes réelles annulées. A cette somme, il convient de retirer 2 075 000 € d'emprunt prévisionnel non contracté. Les recettes annulées se réduisent donc à 1 290 000 €.

Au vu de ces éléments, le taux de réalisation effectif des recettes en 2020 est de 58,20 % ; avec des subventions en cours d'encaissement (restes à réaliser) de 877 000, cela conduira à un taux de 75 ,70 % des inscriptions 2020 qu'il convient de mettre en regard avec un taux de réalisation des dépenses portés à 80 %.

Enfin pour parler plus brièvement des budgets annexes :

*Budget eau
En fonctionnement, on constate des dépenses moindres de 624 000 € et de recettes excédentaires de 35 000 €. Compte tenu d'un disponible 2019 non utilisé à fin 2020 de 1 182 000 €, on constate un disponible à fin 2020 de 1 841 000 €.

Il n'existe pas de besoin de la section d'investissement et même, celle-ci dégage, en fonction des reports de dépenses de 1 058 000 €, un financement de 1 281 000 €.

Le disponible de 3 123 000 € reste libre de tout engagement.

*Budget assainissement
En fonctionnement, on constate des dépenses moindres de 1 639 000 € et de recettes excédentaires de 176 000 €. Compte tenu d'un disponible 2019 non utilisé à fin 2020 de 3213 000 €, on constate un disponible à fin 2020 de 5 028 000 €.

Il n'existe pas de besoin de la section d'investissement ; celle-ci dégage même, en fonction des reports de dépenses de 1 023 000, € un financement de 177 000 €.

Le disponible libre de tout engagement s'élève donc à 5 206 000 €.

*Budget ordures ménagères
En fonctionnement, on constate des dépenses moindres de 642 000 € et de recettes excédentaires de 110 000 €. Compte tenu d'un disponible 2019 non utilisé à fin 2020 de 2 231 000 €, on constate un disponible à fin 2020 de 2 984 000 €.

Il n'existe pas de besoin de la section d'investissement. Et même, celle-ci dégage, en fonction des reports de dépenses de 160 000 €, un financement de 218 000 €.

Le disponible de 3 202 000 € reste libre de tout engagement (2 984 + 218 K€).

*Budget industriel
On constate des dépenses moindres de 1 921 000 € et de recettes moindres de 1 852 000 €. Il n'existe pas de disponible 2019 non utilisé à fin 2020. On constate toutefois un disponible à fin 2020 de 69 000 €.

Il existe un besoin de la section d'investissement de 69 000 € avec des reports de 10 500 €.

Le disponible libre de tout engagement s'élève à « zéro » (20,34 €).

.../...

*Budget transport
On constate des dépenses moindres de 448 500 € et de recettes déficitaires de 28 500 €. Compte tenu d'un disponible 2019 non utilisé à fin 2020 de 1 007 000 €, on constate un disponible à fin 2020 de 1 427 000 €.

Il n'existe pas de besoin de la section d'investissement et même, celle-ci dégage, en fonction des reports de dépenses de 33 000 € et des recettes de 3 000 €, un financement de 602 000 €.

Le disponible de 2 029 000 000 € reste libre de tout engagement.

*Budget centre des affaires
On constate des dépenses moindres de 28 500 € et de recettes excédentaires 44 500 €. Compte tenu d'un disponible 2019 non utilisé à fin 2020 de 173 000 €, on constate un disponible à fin 2020 de 246 000 €.

Il n'existe pas de besoin de la section d'investissement et même, celle-ci dégage, en l'absence de report, un financement de 16 500 €.

Le disponible de 224 000 € reste libre de tout engagement.

*Budget lotissement
Sur ce budget en 2020, on constate simplement la réalisation des dépenses de l'annuité de dettes et des opérations d'ordre. De même, en recettes ne figurent que la subvention de l'Agglomération liée à l'annuité de dette et toujours les opérations d'ordre. Il n'est donc pas actif en termes de vente et il faudra analyser financièrement cette situation qui pourrait peser à terme sur le budget principal.

Voilà, mes chers collègues, les commentaires du compte administratif 2020 de l'Agglomération.

(Madame JOLY donne la présidence à Monsieur GUYOT, Vice-Président, et quitte la séance.)

M. BRIEY
Parce qu'on n'a pas utilisé les mêmes termes, j'aimerais, pour la clarté du propos et pour que je puisse comprendre, savoir si le fonds de concours pour l'EHPAD est bien ce qui est intitulé « autres interventions sociales » ; de même pour l'achat du terrain pour la construction du centre de secours, il s'agit bien du libellé « centre de secours » ?

M. GUYOT
C'est effectivement ça.

M. BRIEY
Toujours pour que je puisse comprendre, dans le détail des investissements, Monsieur MIDON a évoqué un fonds de concours pour l'EHPAD qui n'apparait pas dans le listing, sauf s'il s'agit de l'intitulé « autres interventions sociales ».

M. GUYOT
Je vous confirme bien que c'est effectivement cela.

M. BRIEY
Et « centre de secours », c'est bien l'achat de terrain pour la construction du centre de secours ?

M. GUYOT
Tout à fait, je vous le confirme.

.../...

Selon le Code Général des Collectivités Territoriales (articles L2121-31 et D2342-11), le Conseil Communautaire arrête le compte administratif.

Le Compte Administratif 2020 du budget principal et des budgets annexes de la Communauté d'Agglomération Bar le Duc Sud Meuse -dont les balances figurent en annexe- est présenté ce jour en conseil.

En conséquence, le Conseil Communautaire, sur avis conforme des commissions compétentes, à l'unanimité, décide de :
Par 56 voix pour
Ne prennent pas part au vote : Mme JOLY, M. LEMOINE

- adopter le compte administratif 2020 du budget principal et des budgets annexes de la Communauté d'Agglomération Bar le Duc Sud Meuse,

- Donner tout pouvoir à la Présidente ou à l'un de ses Vice-Présidents ou Conseillers Délégués pour signer tout document à intervenir et mener à bien cette affaire.

(Madame JOLY reprend la présidence de la séance.)

AFFECTATION DES RESULTATS 2020

2021-04-15-03

L'instruction comptable impose que le Conseil Communautaire se prononce sur l'affectation du résultat.

BUDGET PRINCIPAL

Résultat de clôture de 2020 **(1)** :	4 748 664,12 €
Solde de la section d'investissement **(2)** :	1 959 491,86 €
Besoin de la section d'investissement au 1068 **(3)** :	1 397 784,01 €
Reprise du solde d'investissement au 001 **(2)** :	1 959 491,86 €
Reprise du résultat (fonctionnement) au 002 **(4)**:	3 350 880,11 €

BUDGET ASSAINISSEMENT

Résultat de clôture de 2020 **(1)** :	5 028 524,71 €
Solde de la section d'investissement **(2)** :	1 201 282,89 €
Besoin de la section d'investissement au 1068 **(3)**:	0 €
Reprise du solde d'investissement au 001 **(2)** :	1 201 282,89 €
Reprise du résultat (fonctionnement) au 002 **(4)** :	5 028 524,71 €

BUDGET EAU

Résultat de clôture de 2020 **(1)** :	1 841 847,00 €
Solde de la section d'investissement **(2)** :	2 340 139,95 €
Besoin de la section d'investissement au 1068 **(3)**	0 €
Reprise du solde d'investissement au 001 **(2)** :	2 340 139,95 €
Reprise du résultat (fonctionnement) au 002 **(4)** :	1 841 847,00 €

BUDGET LOTISSEMENT

Résultat de clôture de 2020 **(1)** :	538 354,01 €
Solde de la section d'investissement **(2)**:	- 1 411 051,20 €
Besoin de la section d'investissement au 1068 **(3)**:	0 €
Reprise du solde d'investissement au 001 (dépenses) **(2)** :	1 411 051,20 €
Reprise du résultat (fonctionnement) au 002 (recettes) **(4)**:	538 354,01 €

Dans les budgets lotissements, il n'existe aucune affectation de résultat

.../...

BUDGET ORDURES MENAGERES

Résultat de clôture de 2020 **(1)** :	2 984 672,64 €
Solde de la section d'investissement **(2)** :	379 139,10 €
Besoin de la section d'investissement au 1068 **(3)**:	0 €
Reprise du solde d'investissement au 001 **(2)** :	379 139,10 €
Reprise du résultat (fonctionnement) au 002 **(4)** :	2 984 672,64 €

BUDGET BATIMENT INDUSTRIEL

Résultat de clôture de 2020 **(1)** :	69 663,85 €
Solde de la section d'investissement **(2)** :	-69 643,51 €
Besoin de la section d'investissement au 1068 **(3)** :	69 643,51 €
Reprise du solde d'investissement au 001 (dépenses) **(2)** :	59 143,51 €
Reprise du résultat (fonctionnement) au 002 **(4)**:	20,34 €

BUDGET TRANSPORT

Résultat de clôture de 2020 **(1)** :	1 427 036,58 €
Solde de la section d'investissement **(2)** :	632 145,38 €
Besoin de la section d'investissement au 1068 **(3)** :	0 €
Reprise du solde d'investissement au 001 **(2)** :	632 145,38 €
Reprise du résultat (fonctionnement) au 002 **(4)**:	1 427 036,58 €

BUDGET CENTRE DES AFFAIRES

Résultat de clôture de 2020 **(1)** :	246 310,77 €
Solde de la section d'investissement **(2)** :	16 464,59 €
Besoin de la section d'investissement au 1068 **(3)** :	0 €
Reprise du solde d'investissement au 001 **(2)** :	16 464,59 €
Reprise du résultat (fonctionnement) au 002 **(4)** :	246 310,77 €

En l'absence d'indication, les comptes 001, 002 et 1068 sont des recettes.

Vous trouverez en annexe une vue financière schématique des résultats de l'année 2020 pour chaque budget. (1), (2), (3) et (4) renvoient à l'annexe.

En conséquence, le Conseil Communautaire, sur avis conforme des commissions compétentes, à l'unanimité, décide de :
Par 58 voix pour

- Autoriser les inscriptions budgétaires aux comptes 001 : solde d'investissement, 002 résultat de fonctionnement et 1068 financement de la section d'investissement pour le budget principal et les budgets annexes de l'agglomération comme indiqué en supra, ainsi qu'annexe,

- donner tout pouvoir à la Présidente ou à l'un de ses Vice-Présidents ou Conseillers Délégués pour signer tout document à intervenir et mener à bien cette affaire.

ADOPTION DES COMPTES DE GESTION 2020

2021-04-15-04

Selon le Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Communautaire entend, débat et arrête le compte de gestion (articles L2121-31).

Les comptes de gestion 2020 du budget principal et des budgets annexes de la Communauté d'Agglomération Bar le Duc Sud Meuse, établis par le comptable de la Trésorerie de Bar-le-Duc, sont conformes aux comptes administratifs établis par l'ordonnateur en prévision et en exécution budgétaire.

.../...

Toutefois, un travail devra être entrepris entre l'ordonnateur et la DGFIP pour ajuster les inventaires comptables.

Un extrait du compte de gestion de chaque budget est présenté en annexe.

En conséquence, le Conseil Communautaire, sur avis conforme des commissions compétentes, à l'unanimité, décide de :
Par 58 voix pour

- Adopter les comptes de gestion 2020,

- donner tout pouvoir à la Présidente ou à l'un de ses Vice-Présidents ou Conseillers Délégués pour signer tout document à intervenir et mener à bien cette affaire.

ADOPTION DU BUDGET PRIMITIF 2021

2021-04-15-05

M. MIDON
Madame la Présidente, mes chers collègues, comme les années précédentes et ainsi qu'il sait le faire depuis plusieurs mandatures, Bernard DELVERT aurait aimer vous présenter ce soir le budget 2021, soigneusement préparé avec les Vice-Présidents et les services. Malheureusement, les aléas de santé en ont décidé autrement. C'est pourquoi, avec l'accord de Martine JOLY, Bernard m'a demandé, de par mes fonctions de Président de la commission des Finances, de vous donner lecture du texte de présentation de ce budget qu'il a préparé avant son hospitalisation. Je vais donc procéder à la présentation du budget en sollicitant votre bienveillance mais surtout en souhaitant, en notre nom à tous, un prompt rétablissement à Bernard DELVERT.

Le budget primitif qui vous est présenté aujourd'hui s'inscrit certes dans notre stratégie budgétaire développée depuis maintenant plus d'un mandat, que je vais vous rappeler brièvement dans quelques instants, mais surtout dans un cadre budgétaire contraint lié à la crise économique engendrée par la Covid-19, mais également à la suppression de la taxe d'habitation.

L'Agglomération -née de la fusion de deux codecom- a nécessité une consolidation financière qui s'est traduite en 2015 par un audit du Cabinet Stratorial-Finances. Au vu de ses conclusions, nous devions reconstituer nos marges de manœuvre (c'est-à-dire notre capacité d'autofinancement) pour nous permettre d'investir dans des équipements de qualité. De façon très classique, deux axes étaient utilisés : d'une part, une maîtrise de nos dépenses de fonctionnement et d'autre part, un accroissement de nos recettes notamment sur la fiscalité des ménages ou des entreprises, ainsi que sur les recettes d'exploitation (services généraux, permis de construire).

Cette reconstruction progressive de nos marges de manœuvre a permis à l'Agglomération de ne pas rester inactive en termes d'investissement.

En parallèle, un projet de territoire, finalisé en 2021 et articulé avec celui du PETR Pays Barrois, sera réaffirmé. L'Agglomération a réfléchi sur son projet de territoire ; elle a adopté le 11 juillet 2019 ses grandes orientations, elle repose sur trois piliers :

- une politique dynamique de développement économique, touristique et numérique,
- une agglomération au service de ses habitants dans un cadre privilégié et équilibré,
- une agglomération de partage, d'échange et de dialogue.

L'engagement de la Communauté d'agglomération dans un PLUI et l'aboutissement d'un PLH conforteront aussi nos stratégies.

.../...

Enfin, l'élaboration du Contrat de Relance et de Transition Ecologique (CRTE) avec l'engagement de la Région Grand Est sera l'occasion de rechercher les meilleures conditions de financement de nos projets structurants. Mais, comme je le disais il y a quelques instants, il ne faut pas oublier le contexte économique si particulier lié à la covid 19. Nos orientations doivent hélas prendre en compte les contraintes économiques de la collectivité et qui, avec la covid 19, seront fortes en 2021 et dans les années à venir.

L'année 2020 s'est caractérisée par une récession de 8.2% du PIB, un déficit public de 9.2 % et une dette de 115.7 % tout cela en fonction du PIB.

La loi de finances 2021 table sur une croissance de 6 %, mais avec un déficit public de 8.5 % et une dette publique de 122 %.

Après ce préambule sur le contexte national et local, il convient d'appréhender la construction du BP 2021 qui est en tout point conforme aux grandes lignes dégagées lors du débat d'orientations budgétaires qui vous a été présenté le 18 février dernier. Comme Bernard DELVERT l'a évoqué dans la présentation du BP 2020 en parlant de la COVID 19, celle-ci aura un impact au-delà de 2020. Hélas, il ne pensait pas avoir autant raison aussi bien dès 2021 avec de fortes incertitudes en cours -en effet, de nombreuse activités fonctionnement au ralenti ou sont fermées (piscine, musée, médiathèque, ...)-, qu'à moyen terme concernant la fiscalité d'entreprise qui caractérise notre territoire maintenant.

Pour autant, nous avons choisi de présenter un document qui, autant que faire se peut, garde la structure d'activité annuelle, en ajustant essentiellement sur les piscines. Mais cela reste marginal par rapport à l'ensemble des dépenses et recettes. Car à ce jour, comme l'année dernière à la même époque, il existe beaucoup trop d'incertitude sur l'activité nationale aussi bien que locale.

Dans cette phase d'incertitude budgétaire, il convient de garder la rigueur nécessaire à toute construction budgétaire. Les ressources tant fiscales que de dotation ou d'exploitation déterminent les dépenses que la collectivité peut déployer

Donc évoquons **tout d'abord** les données qui ont prévalues à l'élaboration des recettes fiscales.

La réforme de la taxe d'habitation amène dès cette année pour les collectivités à une suppression de la taxe d'habitation sur les habitations principales : effective pour les 80 % des contribuables les plus défavorisés dès 2020 et en 2023 pour les contribuables les plus aisés. La loi de finances 2020 a défini les modalités de compensation pour les EPCI. Chaque EPCI bénéficiera d'un montant de TVA calculé au prorata de la part de ses recettes TH dans le total des recettes TH des EPCI. Le produit de TVA affecté à l'EPCI ne pourra pas être inférieur au « produit TH 2020 de référence » de l'EPCI.

L'Agglomération est donc « garantie » de percevoir, son « ancien produit TH 2020 ». Cependant -et comme cela avait été signalé lors du DOB- le produit sera calculé sur les taux de TH de 2017, ce qui entrainera une baisse estimée de produit pour l'Agglo de 135 000 €.

De même, la CVAE est projetée en baisse de 359 000 €, pour un produit de 2 525 000 €. L'ajustement des chiffres à la baisse provient d'une activité en berne en 2020. En effet, comme l'indique son nom, la CVAE dépend de la valeur ajoutée et donc de l'activité économique.

Ensuite, en ce qui concerne les dotations, le niveau de DGF prend en compte les prélèvements HOLLANDE continués par le Président MACRON. Le prélèvement annuel ne progresse plus depuis 2017, la perte annuelle est de plus de 1 007 000 €. Le montant cumulé de baisse jusqu'à 2021 s'établit à 6 554 149 €.

Les baisses de DGF constatées depuis 2018 sont liées à la baisse de la population et à l'écrêtement de la dotation de compensation. L'estimation pour 2021 est de 3 500 000 €. Ces prélèvements, toujours aussi lourds pour notre collectivité, se sont trouvés partiellement amortis par les recettes de la péréquation horizontale, le FPIC. Au niveau national, son montant est gelé depuis 2017. Compte tenu des critères appliqués, on maintient au niveau de 2020 la prévision 2021, soit 512 883 €. La fiscalité et les dotations (DGF ...) sont les deux principales

.../...

natures et représentent près de 94 % (93,90 %) des recettes réelles de fonctionnement. Leur ampleur nécessite une attention particulière.

Il convient également d'examiner l'allocation de compensation qui est en même temps une recette pour l'Agglomération, mais également un reversement à certaines communes. L'Agglo encaissera en 2021 2, 547 M d'€ pour des reversements de 2,415 M d'€.

Enfin, les recettes d'exploitation représentent quant à elles 5.23 % des recettes réelles contre 5.80 % en 2020. Cette baisse d'un peu plus de 140 000 € provient pour plus de 80 000 € du recouvrement prévisionnel du coût des masques auprès des communes. Le solde vient de l'ajustement des recettes d'exploitation des piscines dû à une activité moindre quasi certaine en 2021.

Mais au-delà de ces contraintes fortes sur les recettes, la collectivité veut maintenir la qualité des services publics, tout en mettant en œuvre un programme d'investissement indispensable à ce maintien, mais qui va se trouver contrarié par l'impact économique de la COVID 19. Je développerai ce point un peu plus loin dans mes propos.

Face à des recettes en stagnation, la maitrise des dépenses est indispensable, sinon nous aurions très rapidement un effet de ciseau qui dégraderait très rapidement l'autofinancement

Evoquons maintenant les dépenses.

Tout d'abord, les dépenses de personnel augmentent de 2.26 % entre 2020 et 2021 sans revalorisation du point d'indice, mais en intégrant le GVT et le PPCR au 01/01/21. Elles intègrent également la création de poste dans le cadre du plan de modernisation de l'administration. Ces dépenses représentent 6 760 000 € et 35,74 % des dépenses réelles de fonctionnement et montrent l'importance de les maîtriser.

Ensuite, les dépenses à caractère général connaitront une baisse de 5,48 %, soit 226 000 €. Cette baisse provient de l'achat de masques en 2020 pour 300 000 €, ce qui signifie que hormis les actions covid, le chapitre s'accroit de 74 000 €. Elles s'élèveront à environ 3 910 000 € et représenteront 20,01 % des dépenses réelles de fonctionnement

Les autres charges de gestion courante baissent de 13,79 %, soit 545 000 €. Cela provient de l'ajustement de la subvention au CIAS à hauteur de 100 000 € du fait d'un besoin moindre en 2020. Les dépenses liées à la crise sanitaire et économique baissent également compte tenu des dépenses exceptionnelles que nous avions inscrites au BP 2020 liées aux recettes exceptionnelles de CVAE arrachées au Gouvernement juste avant le vote du BP 2020. Cette baisse s'élèvera à 445 000 €. Elles s'élèveront globalement à 3 408 000 € et représenteront 17,52 % des dépenses réelles de fonctionnement.

Les atténuations de produit -qui représentent 24,32 % des dépenses et qui sont stables en 2021- se décomposent en deux entités : d'une part, l'allocation de compensation versée aux communes qui est stable en 2021 à 2 415 000 € et d'autre part, le FNGIR à hauteur de 2 263 000 €, stable depuis plusieurs années. Il correspond au « trop perçu » de taxe d'habitation lors de la réforme de la taxe professionnelle.

Également une stabilité pour le chapitre 67 à 489 500 € et représentant 2.50% des dépenses réelles de fonctionnement. Ces dépenses correspondent à l'annuité de dette sur le budget « lotissement de la ZAC Grande Terre » et 302 500 € de subvention au budget annexe « bâtiment industriel ». Cela correspond pour le dossier « Saraya » à l'annuité de dette de 156 500 €, ainsi que les travaux de réparation de la cuve à hauteur de 250 000 € dans l'attente d'une expertise sur les responsabilités de chacun.

Enfin, l'annuité de dette (chapitre 66) correspond à l'emprunt contracté en 2019 pour la Barroise. Les intérêts s'élèvent à 4 000 € pour un amortissement en capital de 50 000 € et une annuité de 54 000 €.

.../...

Au total, l'autofinancement est arrêté à 781 000 €. Il permet cette année de préserver notre capacité d'investissement sur les projets courants -comme nous l'espérions lors du vote du DOB- et également de prendre en charge nos engagements antérieurs sans nous permettre pour le moment de nous projeter sur les investissements structurants et nécessaires pour notre territoire pour le mandat qui s'ouvre.

Avant d'évoquer les nouvelles inscriptions budgétaires 2021, je vais m'attarder quelques instants sur les restes à réaliser qui figurent en annexe 2 pour un montant de plus de 4.3 millions et dont les principaux éléments sont sur les grands projets en cours :

- un fonds de concours à l'EHPAD pour 1 million,
- la construction de la maison de santé de Ligny-en-Barrois pour 1.7 million,
- le solde du chantier du CFHVS (la Suzanne) pour 266 000 €,
- ou encore en investissement courant, les actions économiques pour plus de 340 000 €.

La lecture de l'annexe 2 vous donnera les éléments exhaustifs des restes à réaliser.

Quant aux investissements 2021, ils sont décrits en annexe 4 et 5.

Pour les investissements courants que nous retrouvons en annexe 4, leur montant s'élève à un peu plus de 641 000 €.

Comme leur nom l'indique, ces investissements permettent de répondre au besoin de fonctionnement des activités de la collectivité. Cela va de l'aide économique pour 80 000 € ou encore une étude sur Sodétal, en passant par l'acquisition de matériel pour la Barroise pour 48 000 €, du matériel de secourisme pour 31 500 €, l'acquisition de terrains familiaux pour 21 000 € ou encore de remplacement d'une centrale intrusion au musée pour 20 000 € ou des travaux d'économie d'énergie sur les bâtiments pour 52 000 €. La liste complète et détaillée est à votre disposition en annexe 4.

Les projets structurants de la collectivité, eux, sont repris en annexe 5 :

- d'une part, ceux déjà financés sur les excédents antérieurs pour un peu plus de 1 527 000 € -cela comprend le solde sur le CFHVS pour 35 000 €, le solde sur la participation fibre pour la partie régionale à hauteur de 175 000 € et la subvention sur la RN 135 pour 1 318 000 € ;
- Et d'autre part, ceux financés sur le solde d'investissement à hauteur de 1 915 500 €.

Cela comprend les travaux sur :

- les zones d'activité pour 337 500 €,
- les piscines pour 280 000 €,
- les maisons de santé pour 398 000 €,
- les eaux pluviales urbaines pour 300 000 €,

mais également les fonds de concours aux communes pour 180 000 €, ainsi que les aides FISAC pour 100 000 €. La liste complète figure dans l'annexe 5 précitée.

Enfin, je vous rappelle que tout au long du mandat précèdent, grâce à une gestion rigoureuse, nous avons effectué des investissements structurants pour notre territoire comme le gymnase Leo Lagrange à Ligny-en-Barrois, la rénovation du stade Jean Bernard, du gymnase de Tronville-en-Barrois, mais également du centre nautique ou encore la construction de la Barroise. De même, des participations sur la résidence autonomie Les Coquillottes, la Suzanne (CFHVS), la mise en œuvre de la fibre sur tout le territoire, les travaux sur la RN 135 et la maison de santé de Ligny-en-Barrois. Comme nous l'avons vu dans mes propos précédents, tous ces projets ont à ce jour un financement assuré.

.../...

Nous avons, à l'aube de ce nouveau mandat, d'autres projets en prospective comme le traduit le schéma directeur des sports qui devrait être adopté à la fin de ce présent semestre, mais également la rénovation du musée, de la médiathèque, du CIM ou encore la construction des maisons de santé ...

Il nous appartiendra, dans le cadre du projet de territoire, en lien avec l'opportunité du plan de relance d'arbitrer entre toutes ces priorités, sachant que les contraintes financières seront d'autant plus fortes que la crise économique liée à la COVID 19 impactera durablement les finances publiques et par la même, celles de l'Agglomération.

Enfin, j'évoquerai brièvement l'annexe 6 qui, elle, présente le BP par politique avec notamment les budgets annexes avec des tarifs eau/assainissement maitrisés, un taux de TEOM stable et un déficit très maitrisé du budget transport compte tenu du contexte de la COVID 19.

Voilà les éléments que je souhaitais faire ressortir aujourd'hui dans le cadre du rapport du BP 2021 qui vous apporte tous les éléments consolidés nécessaires et notamment ses annexes.

Comme les années précédentes et comme ça l'a été annoncé lors du DOB, nous proscrirons au maximum les décisions modificatives pour les réserver à des besoins exceptionnels rendus incontournables et à condition qu'ils s'accompagnent d'économie de fonctionnement dus à la concurrence ou des recettes nouvelles pour, autant qu'elles soient pérennes.

Comme il était prévu d'entrevoir, lors du DOB, le budget primitif que nous proposons est malgré tout un budget équilibré, même si cela n'a pas été facile à obtenir. Il va permettre de répondre aux besoins essentiels de notre territoire et de notre population sans augmentation de la fiscalité, comme cela avait été annoncé lors du DOB.

Je vous invite maintenant à parcourir rapidement la synthèse budgétaire établie par les services financiers que je remercie une nouvelle fois pour l'importance du travail réalisé dans des conditions particulièrement difficiles et tout particulièrement son Directeur. Merci de votre attention.

Mme la Présidente
Jean-Claude, je voudrais vraiment te remercier pour avoir pris au pied levé la mission de présenter ce budget primitif avec toute la dextérité dont tu fais preuve ; je voudrais vraiment ici louer cette grande qualité et ta réactivité.

M. DEJAIFFE
Madame la Présidente, Mesdames, Messieurs, chers collègues, je remercie évidemment Monsieur MIDON d'avoir fait ce travail, comme vous l'avez souligné, Madame la Présidente ; ce n'est effectivement pas évident comme exercice. Je remercie Monsieur DELVERT, nous avons bien senti sa patte dans votre discours et ses différentes « marottes » -si je peux m'exprimer ainsi. Je remercie également l'ensemble des services qui ont participé à l'élaboration du document et évidemment tous les agents qui, au quotidien, participent aussi à la gestion financière de la collectivité.

L'expertise qui a été conduite sur les moyens financiers de la Communauté d'Agglomération constate que les chiffres sont conformes aux règles administratives et budgétaires. Cette expertise montre que la Communauté d'Agglomération a des marges de manœuvre financières. Trois raisons à cela qui ont été bien décrites, la première est que les décisions de transfert de compétences prises en 2013 étaient les bonnes, aujourd'hui la Communauté d'Agglomération bénéficie de la stratégie mise en œuvre à cette époque. La deuxième est l'augmentation des taux d'imposition -près de 10 points depuis 2014- ce qui est assez considérable. Troisième point, c'est la baisse de la subvention au CIAS qui me semble assez scandaleuse. Alors que notre territoire est si touché par la pauvreté, sur lequel on constate autant de difficultés dans les familles pour élever les enfants, aussi durement touché par la toxicomanie, les violences faites aux femmes, un territoire dont la part de la population âgée augmente, où une partie de la population vit un sentiment de solitude fort, qu'on vit une crise sanitaire -vous l'avez rappelé très fortement- sans précédent depuis des décennies, comment peut-on « faire les poches » du CIAS, alors que la situation financière ne l'oblige pas ?

.../...

Votre stratégie budgétaire est de faire des économies drastiques -et je reprends les mots de Monsieur DELVERT- mais l'enjeu de l'impôt des finances publiques est de réussir une redistribution efficace : efficace pour mieux vivre, efficace pour l'avenir. Il ne nous semble pas raisonnable, pas opportun de réduire les services à la population, de ne pas les développer, alors que le besoin de disposer de politique et d'outils d'action en destination des habitants n'a jamais été aussi fort. D'un côté, il faut se serrer la ceinture, mais de l'autre, on projette d'investir des sommes considérables dans des infrastructures qui vont générer toujours plus de frais de fonctionnement sans répondre aux besoins.

Notre Communauté d'Agglomération a besoin d'une identité de territoire, les communes ont besoin de poursuivre la réalisation de leurs projets. Le budget alloué aux fonds de concours devient ridicule, très mince et il me semble que ce n'est pas parce que CIGEO ne donne plus ou ne veut plus verser dans cette caisse que la Communauté d'Agglomération ne peut pas venir compenser au moins en partie le montant.

Vous consacrez les moyens disponibles à l'adaptation du territoire à la filière nucléaire. D'ailleurs, à ce sujet, nos débats ont montré que cette adaptation à la filière nucléaire va générer de nombreux désagréments pour la population des communes qui vont avoir un coût que la Communauté d'Agglomération devra prendre en charge.

Nous voterons donc contre ce budget -vous vous en doutez certainement- et évidemment, nous espérons que nous serons suivis par d'autres. Merci.

Introduction

Une année 2020 marquée par la pandémie Covid 19

L'année 2020 aura été marquée par la crise sanitaire du COVID 19 et ses effets sur notre économie de proximité et au plan institutionnel par l'installation tardive du conseil communautaire du fait du report du second tour des élections municipales dans certaines communes.

La crise sanitaire nous a obligé à mettre en place des réponses pragmatiques et rapides. La conciergerie solidaire avec les associations caritatives, la distribution de masques à la population par un groupement d'achats porté par la Communauté d'agglomération ou via l'association des maires, les aides économiques d'urgence, le financement de chèques cadeau en sont des exemples précis.

Nous avons réussi, sans défaillance dans l'application de protocoles sanitaires particulièrement exigeants, à assurer la continuité de services essentiels à la population : EHPAD, résidence autonomie, transports, eau et assainissement, collecte des ordures ménagères, accompagnement social des personnes en difficultés.

Le second confinement décidé en octobre a cependant confirmé la nécessité de ne pas baisser la garde dans la protection de notre population et de notre économie locale.

Nous avons ainsi poursuivi le lien avec les personnes vulnérables et réactivé la conciergerie solidaire en lien avec les communes. Sur sa compétence maison de santé, la Communauté d'agglomération lancera le projet de maison de santé sur le quartier prioritaire de la politique de la Ville à la Côte Ste Catherine et achèvera le projet engagé à Ligny en Barrois pour répondre aux besoins de santé de nos concitoyens notamment les plus modestes.

Cette situation nous oblige également à mieux accompagner notre économie de proximité. Nous avons assuré, en collaboration avec les communes notamment Bar-le-Duc et Ligny en Barrois un suivi de nos artisans et commerçants impactés par la crise économique et les avons accompagnés notamment avec le dispositif d'aide d'urgence mis en place par la Communauté d'agglomération dès le 1er semestre 2020.

.../...

Certains services publics sont encore cependant impactés par les mesures de prévention de la pandémie et ne peuvent pas être rendus ou ne le sont que très partiellement. Il s'agit de La Barroise, du Musée, de la Médiathèque, de la fréquentation de nos ERP Sportifs contrariée sauf pour les activités de plein air.

Notre budget primitif, pour 2021 se présente dans un cadre de crise économique liée à la COVID 19. Après une année de récession que l'INSEE chiffre à 8,3 %, l'année 2021 devrait connaitre un rebond à + 6 % (selon la loi de finances) si aucun nouveau confinement ne vient perturber le 1er semestre.

Cette récession aura inévitablement un impact sur le rendement de la fiscalité d'entreprise qu'encaisse l'agglomération et pas seulement sur l'année 2021.

Un début de mandat exigeant une gestion rigoureuse de nos moyens

Face aux incertitudes générées par la crise sanitaire et économique du COVID et compte tenu par ailleurs du tassement de nos recettes fiscales, l'équilibre du budget 2021 impose une gestion rigoureuse de nos moyens afin de les affecter aux services publics essentiels et autant que possible aux investissements.

Le travail en CLECT sera poursuivi pour une parfaite mise à niveau des questions budgétaires relatives au transfert de la compétence « eaux pluviales urbaines » mais aussi au transfert des équipements sportifs et culturels linéens.

Il est signalé que la Chambre Régionale des Comptes a engagé le contrôle des comptes de la gestion de la communauté d'agglomération.

Une gestion active de nos budgets annexes et du budget du CIAS

S'agissant du CIAS, l'exécution budgétaire 2020 a impacté ses activités notamment l'accompagnement des personnes âgées et l'accueil de la petite enfance. Pour 2021, nous affecterons une subvention d'équilibre de 1 280 121 € qui additionnée à une reprises sur excédent de 100 000 € donnera au CIAS les mêmes moyens qu'en 2020 et 2019.

S'agissant de l'EHPAD, le budget de l'EHPAD reste fragile, n'autorise aucun dérapage et nécessite un contrôle de gestion très actif et une implication de l'encadrement et des équipes de tous les instants face à une dépendance augmentant. La tarification actuelle de 51.56 € évoluera vers 55.16 € à l'ouverture de l'EHPAD contre 61.91 € projeté initialement lors du montage du dossier de financement du nouvel établissement.

L'année 2021 verra l'achèvement des travaux de l'EHPAD à la Sapinière qui sera livré fin mai pour ouvrir début octobre 2021.

Sur les budgets de l'eau et de l'assainissement, nous avons concrétisé fin 2015 une délibération d'harmonisation des tarifs sur 7 ans de 2017 à 2022. En décembre 2017, nous avons adopté une stratégie de financement des investissements nécessaires pour atteindre les rendements réglementaires le plus rapidement possible. Cela s'est traduit aussi par un rééquilibrage des tarifs assainissement par rapport à ceux de l'eau. Les dépenses de fonctionnement des deux budgets sont maîtrisées malgré la prise en charge des frais généraux. Ainsi, plusieurs recommandations importantes de la CRC ont été mises en œuvre. La tarification 2021 prend en compte une baisse des consommations d'eau.

Sur le budget annexe des ordures ménagères, les tarifs sont maîtrisés sans augmentation de REOM depuis 2014 et avec une baisse du taux de TEOM effective en 2017, une stabilité en 2018 et une baisse en 2019 et 2020. Ces résultats sont acquis malgré l'évolution de la TGAP et de la TVA ces dernières années. L'harmonisation du mode de financement en TEOM décidée par notre conseil a été suivie en 2019 de la mise en place de la redevance spéciale. Puis la communauté d'agglomération déploiera la tarification incitative et optimisera l'exploitation pour la collecte des OM comme du tri avec une remise à plat de la logistique des tournées et le passage de collecte du tri à une semaine sur deux.

.../...

La mise en place de la redevance spéciale en 2019 a permis de stabiliser le taux de TEOM 2020, avec même la neutralisation de la revalorisation des bases liée à l'inflation. En effet le taux est passé de 11,53% en 2018 à 11,31 % en 2019 et 11,19 % en 2020. Compte tenu de la faible revalorisation des bases en 2021 (+0.2 %) et de la nécessité de maintenir un service public de qualité, il est proposé de maintenir le taux de TEOM à 11,19 % en 2021.

Sur le Budget des transports, nous parvenons à obtenir un excédent en 2020 de 328 498,021 € constaté ci-dessous.

Cet excédent provient de dépenses moindres suite à l'optimisation du réseau (Diminution du chapitre 011) et d'un versement mobilité (transports) au chapitre 73 plus important que la prévision.

Par rapport à la prévision de -91 386 €, l'excédent est de 328 498,02 €, soit un écart de 419 884,02 ,51 €. Cela provient des dépenses moindres de 448 466,73 € et des recettes moindres de 28 582, 71 €.

Pour autant, en 2021, le budget est construit avec une prévision de déficit de 147 345 € compte tenu du fléchissement attendu du versement mobilité. Rappelons cependant que près de 140 000 € de déficit commercial de la ligne Ligny-en-Barrois/Bar-le-Duc n'ont pas été compensés à l'époque par le Département.

La procédure de DSP engagée en 2020 n'ayant pu aboutir, une nouvelle DSP sera engagée et dans l'attente de son attribution, la communauté d'agglomération négociera un avenant de prolongation de la durée du contrat actuel passé avec TRANSDEV.

Sur le budget « bâtiment industriel », la situation était préoccupante en 2017 avec le placement en redressement judiciaire de l'entreprise Avenir Détergence Lorraine, locataire du site industriel de Velaines. Toutefois, la prise de capital majoritaire du groupe SARAYA laisse augurer un plan de développement important sur le site confirmé en janvier dernier par le nouveau président de SARAYA EUROPE. La communauté d'agglomération a concrétisé fin 2020 la vente du site à SARAYA.

Sur le budget annexe « Zones », la communauté d'agglomération a entrepris la restructuration de certains lots de la ZAC de la Grande Terre, afin de pouvoir les commercialiser plus facilement, y compris le cas échéant avec une ouverture à des entreprises non commerciales.

C'est par conséquent aussi dans ce contexte propre à notre agglomération, que nous avions souhaité qu'un audit budgétaire rétrospectif et prospectif de la communauté d'agglomération et du CIAS soit réalisé en 2015, quasiment en même temps que la Chambre Régionale des Comptes ouvrait un contrôle des comptes de notre EPCI depuis sa création, au 1er janvier 2013.

Un cadrage stratégique dans la continuité de l'audit de 2015

Cette étude réalisée en 2015 par le Cabinet Stratorial Finances continue de guider notre stratégie budgétaire.

Elle préconisait de reconstituer des marges de manœuvre en améliorant notre capacité d'autofinancement, d'abord par des économies sur notre gestion sans modifier substantiellement le périmètre des services publics rendus, puis en ajustant la fiscalité.

Nous avons suivi ces orientations depuis 2017 en réalisant des économies de fonctionnement et en faisant raisonnablement évoluer la fiscalité des ménages avec une hausse du taux de la TH de 2 % en 2017, de 1 % en 2018 et 2% en 2019 et une stabilité en 2020.

L'année 2018 a marqué la fin des prélèvements supplémentaire de l'Etat. Pour autant, la réduction de la DGF s'établit à fin 2017 à 1 007 523 €.

.../...

Le FPIC, pour la part restant à la Communauté d'agglomération, compense partiellement ce prélèvement en atteignant en 2020, 517 357 €, somme qui sera reconduite en 2021.

La fiscalité d'entreprise pour la partie CVAE devait connaître en 2021 une nouvelle baisse du produit fiscal de 360 000 €, après un rebond en 2020 de 950 000 €. De plus, la disparition de la taxe d'habitation supprime un nouveau levier fiscal avec une compensation sur une part de la TVA nationale dont l'évolution est très incertaine dans le contexte économique actuelle.

Tous les efforts ainsi entrepris sont en effet motivés par l'absolue nécessité de dégager des moyens servant notre ambition de continuer à investir en faveur du développement et de l'aménagement de notre territoire.

Cette évolution de la fiscalité jusqu'à 2019 a contribué à la restauration progressive d'une capacité d'autofinancement indispensable pour les projets d'investissements que la communauté d'agglomération envisage de réaliser dans les années à venir au-delà de ceux déjà engagés qui mobiliseront le fonds de roulement actuel. La création de maisons de santé ou encore le déploiement complet du THD, le développement de l'aide aux entreprises sont des exemples illustrant cet enjeu.

Pour autant, la crise COVID 19 vient de nouveau fragiliser notre capacité d'autofinancement et l'agglomération n'a plus le bénéfice de la mesure 6.10 du GIP qui lui apportait 700 000 de subventions d'investissement chaque année dont 200 000 restitués aux communes.

Des projets d'investissements engagés mais un PPI restant à finaliser

Au début de ce mandat nouveau, la formalisation d'un programme pluriannuel d'investissements (PPI) est nécessaire.

De premiers engagements ont néanmoins déjà été pris tel que l'aménagement de la RN 135, auquel nous apportons un concours de 1,5 M€, démarré en 2018 et qui devait se poursuivre sur 4 années de travaux entre 2020 et 2023, pour un coût global de 48 M€. L'annonce par l'Etat d'un nouveau coût fortement à la hausse compromet ce calendrier.

La procédure de mise en concurrence pour un marché de partenariat permettant la construction d'un nouvel EHPAD sur une partie du site de la Sapinière à Bar-le-Duc a donné lieu à la signature en 2018 d'un marché de partenariat et le nouvel EHPAD sera fonctionnel en octobre 2021.

Nous avons engagé en 2019 l'étude sur le schéma des équipements sportifs qui permettra notamment d'arbitrer la faisabilité de réhabilitation ou de reconstruction des gymnases Vernet à Ligny-en-Barrois, Bradfer et Côte Ste Catherine à Bar-le-Duc. Ce schéma sera approuvé au 1er semestre 2021.

Dans le cadre de l'aménagement de l'îlot central du quartier St Jean, nous menons une réflexion sur la reconstruction d'un hall bouliste dont la maîtrise d'œuvre sera engagée une fois confirmée la faisabilité technique et financière.

Une ambition de coopération sur le territoire imposant de s'interroger sur les priorités dans le contexte du futur Contrat de Relance et de Transition Ecologique

Tout l'enjeu de nos DOB de ces dernières années et de celui de 2021 se situe donc dans l'analyse de notre ambition pour le territoire en matière d'investissements et de services publics répondant aux besoins de sa population.

Notre ambition pour un projet de territoire finalisé en 2021 et articulé avec celui du PETR Pays Barrois, en déclinaison notamment du SCOT du Pays Barrois probablement à réviser, sera réaffirmée. L'engagement de la Communauté d'agglomération dans un PLUI et l'aboutissement d'un PLH conforteront aussi nos stratégies.

.../...

Le projet de territoire de la Communauté d'agglomération se finalisera donc en 2021 dans le contexte du contrat de développement du territoire lié à Cigéo mais aussi de la contractualisation « Cœur de Ville » dont bénéficie Bar-le-Duc et du dispositif « Petite Ville de demain » qui concernera Ligny-en-Barrois.

L'élaboration du **Contrat de Relance et de Transition Ecologique (CRTE)** dénommé **« Pacte Territorial de Relance et de Transition Ecologique » (PTRTE)** avec l'engagement de la Région Grand Est à travers son pacte territorial sera l'occasion de rechercher les meilleures conditions de financement de nos projets structurants non seulement à l'échelle de la CA mais aussi à celle du PETR Pays Barrois retenu comme échelle pertinente de contractualisation.

Titre I Contexte de préparation du budget 2021

I) Le contexte spécifique à la Communauté d'Agglomération

L'évolution de la population

- Population municipale 2013 = 36 565
- Population municipale 2014 = 36 385
- Population municipale 2015 = 36 101
- Population municipale 2016 = 36 187
- Population municipale 2017 = 35 851
- Population municipale 2018 = 35 661
- Population municipale 2019 = 35 222
- Population municipale 2020 = 34 849
- Population municipale 2021 = 34 458

Les compétences et l'intérêt communautaire

- Évolutions décidées en 2018 ayant pris effet au 1er janvier 2020
  - Politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire
- Gestion de Eaux pluviales urbaines depuis 2020

Les relations avec les communes

- Déploiement de l'assistance technique générale aux communes : tarification 0,75 €/habitant
- Mutualisation des services
  - Poursuite du service commun urbanisme pour suppléer le désengagement de l'Etat sur les autorisations du droit des sols (ADS) depuis le 1er juillet 2015 – Au 1er janvier 2020 :
    - accompagnement de 26 communes de la CA
    - et de 17 communes de la nouvelle Codecom Portes de Meuse sur l'instruction des ADS au 1er janvier 2018 avec une évolution à 56 communes en 2021 et 78 communes lorsque leur PLUI sera adopté.

- Généralisation des groupements d'achats

Les réflexions sur le projet de territoire de la CA

- Un projet de territoire à l'échelle du PETR Pays Barrois et à décliner sur la CA
- Un programme d'investissement de la CA qui se décompose :

  - en investissements courants

.../...

- en grands projets
  1. Appui au projet RN 135
  2. Aménagement numérique
  3. Equipements sportifs : stades et gymnases
  4. Equipements culturels à réhabiliter (musées, médiathèque Bar-Le-Duc) ou à créer (réserves)
  5. Maisons de santé
  6. Programme hydraulique
  7. L'OPAH
  8. Zones d'activités économiques et Territoire d'industrie friche Sodetal
  9. Fonds de concours aux communes
  10. La compétence eau pluviale urbaine

II) Le contexte national et ses implications pour l'agglomération

Les lois de finances

Les lois de finances rectificatives 2020.

Il convient de faire un rappel chronologique sur les lois de finances 2020.

La loi de finances initiale 2020 reposait sur un déficit budgétaire de 2.2 % avec une croissance du PIB de 1.3 %. Le taux de prélèvement obligatoire devait progresser de 43,8 % en 2019 à 44, % en 2020. Elle s'inscrivait dans un contexte de ralentissement de la situation économique française. Après une croissance de 2.2 % en 2017, le produit intérieur brut (PIB) s'est contracté à 1.4 % en 2018, et une prévision de 1.3 % en 2019.

Tous ces éléments de réalisation qui servaient de prospective à 2020 ont été balayés par la crise sanitaire du Covid 19 qui trouve son dernier élément dans le second confinement et entraine une quatrième loi de finances rectificative.

La 1ère loi de finances rectificative du 23 mars 2020 prévoyait un déficit budgétaire de 3,9 % du PIB et une décroissance du PIB de 1 %.

La 2ème loi de finances rectificative du 25 avril 2020 prévoyait un déficit budgétaire de 9,1 % du PIB et une décroissance du PIB de 8 %.

La 3ème loi de finances rectificative du 30 juillet 2020 prévoyait un déficit budgétaire de 11,5 % du PIB et une décroissance du PIB de 11 % avec un taux d'endettement de 121 % du PIB

La 4ème loi de finances rectificative du 4 novembre 2020 prévoit un déficit budgétaire de 11,3 % du PIB et une décroissance du PIB de 11 % avec un taux d'endettement de 119,8 % du PIB.

Cette détérioration moindre entre la troisième et quatrième loi rectificative cache une embellie qui avait été programmée dans le projet de loi de finances 2021. En effet entre juillet et octobre les indicateurs économiques s'étaient un peu redressés. La loi de finances 2021 avait projeté l'année 2020 avec une décroissance du PIB de 10 % est un déficit budgétaire de 10,2 %.
La contraction de la croissance se situe à 8.3 % selon les premiers chiffres de l'INSEE.

Le plan de relance

Le plan de relance concerne essentiellement le soutien aux entreprises.
En 2020, 15 milliards d'autorisations d'engagement et 10 milliards de crédits de paiement ont été votés.

.../...

L'état compensera en 2020 les pertes de recettes fiscales et domaniales en particulier sur le bloc communal et a mis en place une dotation exceptionnelle de soutien à l'investissement local.

La communauté d'agglomération n'a pu bénéficier d'aucune de ces deux mesures en 2020.Mais espère pouvoir être éligible à des accompagnements en 2021.

⓫ le pacte de Cahors

A la place du pacte de responsabilité et de solidarité décidé par la législature précédente, une contractualisation a été mise en œuvre avec les différents acteurs de la dépense publique.

Les collectivités territoriales contribuent à l'effort de réduction du déficit public en maîtrisant leurs dépenses de fonctionnement. D'une part, l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement doit être au maximum de 1.2 % par an sur la période 2018 à 2022 (y compris budgets annexes), et d'autre part, l'évolution du besoin de financement annuel minoré des remboursements de dette doit diminuer de 2.6 % toujours par an.

Les dépenses réelles de fonctionnement des 321 collectivités entrant dans le champ des contrats de Cahors ont augmenté de +0,3% en 2018 et de +0,8 % en 2019. L'objectif de 1,2% a donc été respecté pour la deuxième année consécutive en 2019. Le besoin de financement des 32 collectivités a diminué de 1,4 Md€ depuis 2017, pour un objectif de réduction du besoin de financement de 2,6 Md€ par an, et donc de 5,2 Md€ entre 2017 et 2019.

Des contrats conclus entre le représentant de l'Etat et les communes de plus de 50.000 habitants et les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre de plus de 150.000 habitants auront pour objet de déterminer les objectifs d'évolution des dépenses de fonctionnement et du besoin de financement de la collectivité ou de l'établissement concerné et les modalités selon lesquelles sera assuré le respect de ces objectifs.

Ces règles ne sont pas imposées à Bar-le-Duc, mais nous anticipons ce qui vraisemblablement deviendra la référence.

Après la suspension des contrats de Cahors en mars 2020, dans le contexte de la crise COVID 19, l'Etat envisage la reprise de la démarche contractuelle dans le but d'associer les collectivités à la relance et à la maîtrise nécessaire des dépenses publiques.

⓬ La loi de finances 2021 :

Comme vu précédemment sur les lois de finances rectificatives, le projet de loi de finances 2021 reposait sur des hypothèses 2020 ne tenant pas compte du second confinement et de la 4ème loi de finances rectificative. Les hypothèses 2020 reposaient sur une décroissance de 10 % en 2020 (contre 11 % dans la 4ème loi rectificative) et un déficit budgétaire de 10,2 % (contre 11,3 % pour 4ieme moi rectificative). Après ajustement de la loi de finances 2021 lié au second confinement, celle-ci repose sur les éléments suivants. Le rebond de l'activité économique, + 6 % du PIB n'empêchera pas un déficit public de 8.5 %, avec une dette publique à 122,40 % du PIB. Le taux de la dépense publique (par rapport au PIB) restera élevé à 58,5 %. Par contre, le taux de prélèvements obligatoires devrait baisser à 43,80 %.

⓭ Les différentes réformes : Du prélèvement sur la DGF à la suppression de de la taxe d'habitation

⓮ Le prélèvement sur la DGF

Le prélèvement sur la DGF ne progresse plus, mais reste en place à son niveau 2017.Le budget de l'agglo doit donc prendre en compte les nouveaux objectifs de la législature mais également la baisse de la DGF de la

.../...

précédente législature. Ce plan d'économies de 50 milliards d'euros sur les années 2014-2017 ramené à 47,37 milliards, les concours aux collectivités territoriales diminueront de 8.37 milliards d'euros pour la période 2014-2017 :

- 18 Md€ sur les dépenses de l'Etat
- 8.37 Md€ sur les dépenses des collectivités territoriales
- 10 Md€ sur les dépenses de l'assurance maladie
- 11 Md€ sur les dépenses de protection sociale

Après la fin du prélèvement sur la DGF en 2014, celle-ci n'évolue plus que selon des critères locaux depuis 2018. Pour rappel, le prélèvement sur la DGF de la précédente législature représente 1 007 523 euros de capacité d'autofinancement annuel.

	2014	**2015**	**2016**	**2017**
Effort national total	1.5 milliards	5.167 milliards	8.834 milliards	11,464 milliards
Baisse des dotations aux collectivités/N-1	1.5 milliards	3.67 milliards	3.67 milliards	2.634 milliards
Part des EPCI et communes	840 millions	2.893 milliards	4.964 milliards	5,999 milliards
Part des communes (70 % bloc local)	588 millions	2.025 milliards	3.462 milliards	4,199 milliards
Contribution de la Communauté d'agglomération	**140 973 €**	**508 295 €**	**867 266 €**	**1 007 523 €**

- **La réforme de la taxe d'habitation**

Selon le Gouvernement, pour redonner du pouvoir d'achat aux ménages, il est instauré à compter des impositions de 2018, pour les 80 % des foyers les plus défavorisés un dégrèvement de la Taxe d'Habitation au titre de leur résidence principale (THP) avec suppression en 2021.

Cet objectif a été atteint de manière progressive sur 3 ans. La cotisation de TH restante a été abattue de 30 %, de 65 % et enfin de 100 % en 2020.

Jusqu'en 2020, de façon à préserver l'autonomie financière des collectivités, l'Etat a pris en charge sous forme de dégrèvements, la suppression de la taxe d'habitation pour cette catégorie de contribuables.

Ce dégrèvement a concerné les foyers dont les ressources n'excèdent pas 27 000 € de revenu fiscal de référence (RFR) pour une part, majoré de 8.000 € pour les deux demi-parts suivantes, soit 43.000 € pour un couple, puis 6.000 € par demi part supplémentaire.

Au vu d'une décision du conseil constitutionnel, le Gouvernement a étendu l'exonération de taxe d'habitation à l'ensemble des contribuables les plus aisés. Cela signifie que la taxe d'habitation sur les habitations principales (THP) disparait à compter de 2021 pour les communes.

Par contre, leur cotisation THP sera calculée au taux TH de 2019, et sera dégressive de 2021, exonération de 30%, à 2022, exonération de 65%, puis exonération totale en 2023.

La loi de finances 2020 prévoit donc un mécanisme de compensation de cette perte de recette de THP pour tous les contribuables. Pour les EPCI, c'est une part de TVA nationale qui sera affectée.

Chaque EPCI bénéficiera d'un montant calculé au prorata de la part de ses recettes TH dans le total des recettes TH des EPCI.

.../...

Le produit de TVA affecté à l'EPCI ne pourra pas être inférieur au « produit TH 2020 de référence » de l'EPCI. Les EPCI sont donc garantis de percevoir, à compter de 2021, au minimum leur « ancien produit TH 2020. ». Il convient cependant de souligner que le taux de référence de la TH sera celui de l'année 2017.

En conclusion, le Budget 2021 de la Communauté d'agglomération devra prendre en compte tous ces éléments du niveau national.

De même qu'il est nécessaire d'anticiper le désengagement partiel possible de nos partenaires dans le financement de nos investissements, à commencer par l'Etat, mais aussi la Région et le Département eux aussi impactés par la réduction de leurs dotations.

C'est pourquoi un effort sera maintenu pour réduire nos dépenses à caractère général et de personnel chaque fois que cela est possible. C'est par une optimisation de nos modes de gestion, un pilotage plus rigoureux encore de notre budget, notamment de la masse salariale, que nous parviendrons à maintenir notre capacité d'action mais il faudra s'assurer que l'Etat ne vienne pas davantage ponctionner les dotations.
Notre réflexion a déjà permis la prise de décisions pour la gestion de grands services à la population dont nous constations en début de mandat un financement très contraint (budgets annexes de l'eau et de l'assainissement avec d'importants travaux réalisés ces dernières années et non encore amortis dans les tarifs), voire déficitaire (budget annexe des transports).

Titre II Stratégie financière et d'équilibre du budget 2021

Dans ce contexte budgétaire contraint, le budget de fonctionnement doit être maîtrisé.

Le compte administratif de l'année 2020

Dépenses 2020

Nature	BP 2020	Budget Total 2020	Réalisé 2020	Disponible
011 – Charges à caractère Général	4 137 507	4 149 016	2 973 352,91	1 175 663,09
012 – Masse salariale	6 760 476	6 760 476	6 567 901,65	192 574,35
014 – Atténuations charges	4 733 155,00	4 733 155,00	4 733 149,85	5,15
023 – Virement section invt	12 231,00	123 577,00	0,00	123 577,00
042 – Opérations d'ordre	818 144,00	818 144,00	762 418,57	55 725,43
65 – Autres charges gestion courante	3 954 183,00	3 964 183,00	3 727 395,14	236 787,86
66 – Charges financières	6 100,00	6 100,00	4 144,27	1 955,73
67 – Charges exceptionnelles	489 500,00	489 500,00	215 354,89	274 145,11
TOTAL DEPENSES	**20 911 299,00**	**21 044 151,00**	**18 983 717,28**	**2 060 433,72**

.../...

Recettes 2020

Nature	BP 2020	Budget Total 2020	Réalisé 2020	Disponible
002 – Résultat reporté	2 896 363,76	2 896 363,76	0,00	2 896 363,76
013 – Atténuation de charges	110 000,00	110 000,00	115 312,42	-5 548,46
042 – Opérations d'ordre	220 378,00	309 148,00	306 362,67	2 785,33
70 – Produits des services	1 200 000,00	1 200 000,00	858 908,51	445 081,24
73 – Remboursements Subventions Participations	14 702 233,00	14 702,223,00	14 993 567,78	-291 344,78
74 - dotations et participations	4 507,834,00	4 507 834,50	4 372 230,96	134 403,54
75 – Autres produits de gestion courante	77 900,00	77 900,00	25 690,55	52 209,45
77 – produits exceptionnels	63 826,00	63,826,00	163 944,75	-100 118,75
TOTAL RECETTES	**23 778 525,26**	**23 867 295,26**	**20 836 017,64**	**3 133 831,33**

Le résultat brut de l'agglomération est excédentaire de 1 852 300,36 €.
La CAF brute (hors dotations aux amortissements) 2020 s'élève à 2 308 356,26 € contre 2 088 202,20€ en 2019.

I) Le budget de fonctionnement restera maitrisé en fonction de nos contraintes sur les recettes

Les dépenses de fonctionnement réelles de la Communauté d'Agglomération s'élèveront à 19,459 M€ pour 2021 contre 20,08 M€ en 2020 (dont 500 000 € de dépenses exceptionnelles COVID) et le budget global à 21,039 M€ en 2021 pour 20,911 M€ en 2020 (dont 500 000 € de dépenses exceptionnelles COVID).

Il est rappelé que la Communauté d'Agglomération reste le principal, voire l'unique intervenant pour le développement économique, l'action sociale et la politique de la ville, les transports, la gestion de l'eau et de l'assainissement, la gestion des ordures ménagères et la gestion des grands équipements culturels et sportifs (Musée, Médiathèques, Piscines, Ecoles de Musique, Gymnases et Stades).

La vue synthétique des dépenses de fonctionnement 2021 du budget général de fonctionnement par fonction serait la suivante :

Fonctions budgétaires	BP 2021
02- Services Généraux	5 425 606
01 - Opérations non ventilables	4 747 655
1 – Sécurité et salubrité publique	1 297 513,00
2 – Enseignement – formation	31 398,00
3 – Culture	2 700 220,00
4 – Sports et Jeunesse	2 475 283,00
5 – Interventions sociales	416 767,00
7 – Logement	0,00
8 – Aménagements et services urbains	751 584,00
9 – Action économique	1 613 439,00
TOTAL Budget de fonctionnement réel	**19 459 495**

.../...

Amortissement	
Autofinancement (dépenses réelles - recettes réelles)	*781 310*
TOTAL Budget global de fonctionnement	20 240 805

La CAF brute est de 781 310 €. Et en fonction de l'amortissement du capital des emprunts, la CAF nette est de 731 310 €.

Cette projection synthétique repose sur des hypothèses évoquées en supra tant en recettes qu'en dépenses que nous allons développer ci-dessous.

II) Les recettes de fonctionnement

⓾ la fiscalité a évolué pour financer les investissements

Pour maintenir la CAF et donc les investissements nécessaires à un service de qualité, les hausses de fiscalité ont eu lieu tout au long de la mandature. Ces hausses préconisées par le Cabinet Stratorial Finances dans son audit de 2015 était à hauteur de 10 %. A fin 2019, l'accroissement des taux s'élevait à 9 %.

Le produit fiscal évolue en fonction du taux mais également des bases.
En 2021, aucune augmentation des taux n'a été faite.

⓾ La CVAE et son évolution

Je vous rappelle qu'après une baisse initiale de 530 000 € en 2020, la notification définitive a été de 2 885 548€ soit une variation positive de plus de 950 000 €. Cet « excédent » a permis de financer les coûts de la COVID 19 en 2020. La récession de 2020 ne pouvait qu'avoir des impacts sur la CVAE perçue auprès des entreprises au titre de 2021. Et l'on constate en prévision une baisse de plus de 360 000 €. La crise économique liée à la covid 19 ne permet pas d'être optimiste sur son évolution dans les années à venir.

⓾ La réforme de la taxe d'habitation réduit les leviers fiscaux

Comme noté précédemment le taux de référence de la THRP sera celui de l'année 2017.
Le produit de la taxe d'habitation disparait en 2021, hormis pour les résidences secondaires.
Aucune revalorisation des bases pour 2021 n'est appliquée pour la CFE

Au vu du contexte économique, il est proposé de ne pas revaloriser les taux de fiscalité : CFE, taxe foncière sur les propriétés non bâties.

Vous trouverez ci-dessous les tableaux qui ont prévalus à l'élaboration de la fiscalité aussi bien celle des ménages, que des entreprises.

⓾ L'évolution des bases[1]

Ressources	Bases réelles 2020	Bases 2021 estimées	Evolution 2020/2021
CFE	12 132 397	12 132 397	0 €
Taxe foncière non bâti	962 371	964 295 (+ 0,2%)	+ 2 021 €
Taxe d'habitation (RS)	1 324 227	1 324 227	0 €

.../...

⓫ L'évolution du produit fiscal 2020/2021

Ressources	Année 2020		Année 2021 prévisionnel		Evolution Produit
	Taux	Produit (en €)	Taux	Produit (en €)	Evolution
THRS	12,69	168 044	X	168 044	0€
TFNB	1,94	18 670	1,94	18 670	0 €
CFE	24,32	2 950 599	24,32	2 950 599	0 €
Sous total		**3 137 313**		**3 137 313**	**0**
CVAE		2 885 548		2 525 069	-360 479
IFER		413 133		413 133	0
TASCOM		622 946		622 946	0
TAFNB		29 249		29 249	0
Sous total		**3 950 876**		**3 590 397**	**-360 479**
Compensation THP		**4904 322**		**765 757**	**-138 565**

Le produit 2020 est le produit réel.
Ces bases sont des bases estimées et non notifiées. Ces dernières ne seront connues que début avril.
Ce tableau sur la ligne compensation THP prend la compensation par l'Etat au seul niveau du taux de TH de l'année 2017 soit 12,32 %. Cela induit une baisse de ressources de 138 565 €.

Il est à noter que l'augmentation de CFE ne pourrait se faire que par dérogation grâce à la majoration spéciale.

⓬ Les dotations de l'État ont atteint un point bas

C'est le point de fragilité pour la Communauté d'agglomération même si, grâce à une progression du coefficient d'intégration fiscale, la baisse de la DGF a pu être contenue entre 2014 et 2017.

L'année 2018 a marqué la fin du prélèvement de l'Etat sur la DGF.

Toutes choses égales par ailleurs, ce prélèvement a évolué comme suit dans le cadre de l'effort de 11 Milliards imposé aux collectivités territoriales sur la période 2014-2017, pour un montant maintenant figé à 1 007 523 €

Année	Prélèvement annuel DGF pour le redressement des finances publiques
2014	143 927
2015	508 295
2016	867 266
2017	1 007 257
2018	1 007 257
2019	1 007 257
2020	1 007 257
2021	1 007 257
Cumul des prélèvements	**6 555 773**

Cela signifie que sans prélèvement de l'Etat, l'Agglomération aurait eu sur l'ensemble de la période (2014 à 2020) plus de 6,555 M€ de recettes supplémentaires. Compte tenu de l'absence de bonifications liées aux transferts de compétences en 2020 et de la fin de prélèvement supplémentaire opéré par l'Etat, la DGF sera stable en 2020 hormis l'évolution liée à la population.

.../...

Année	CIF	Dot. Inter. Perçu	Dot. Compensation	DGF Totale
2013		1 894 018		
2014	35,13 %	1 911 719	1 966 788	3 878 507
2015	43,82 %	1 948 342	1 923 864	3 872 206
2016	45,33 %	1 456 442	1 886 636	3 343 078
2017	50.44%	1 909 252	1 834 211	3 743 463
2018	51.72%	1 890 526	1 795 910	3 686 436
2019	55,71%	1 864 991	1 754 674	3 619 665
2020	54,07%	1 837 636	1 722 593	3 5602 229
2021 (DOB)	54,07%	1 810 281	1 690 512	3 500 793

La baisse de la DGF est compensée partiellement par l'évolution du Fonds de Péréquation des Ressources communales et intercommunales, pour lequel le conseil communautaire a retenu, depuis la mise en place de ce fonds, une répartition selon le droit commun.

LE FPIC ne progresse plus au niveau national. Avec en 2021, une hypothèse d'une répartition stable entre la CA et les communes.

Année	FPIC sur l'ensemble intercommunal	FPIC attribué à la CA
2013		128 972
2014		221 162
2015	836 537	366 556
2016	1 023 766	464 061
2017	960 541	484 533
2018	944 062	488 296
2019	920 545	512 883
2020 (BP)	957 318	517 357
2021 (BP)	957 318	517 357

C) – Les produits d'exploitation et accessoires

1– Les produits de l'exploitation des services

Les produits attendus sur les structures ci-dessous concernent un niveau de recettes de 465 700 €, soit 2.30 % des recettes de fonctionnement :

Postes de recouvrement	BP 2018	BP 2019	BP 2020	BP 2021
Centres Nautique	320 000	335 000	335 000	240 000
Médiathèques	15 000	17 000	17 000	17 000
Musée Barrois	20 250	11 000	10 000	13 200
CIM - CLEM	170 000	155 000	150 000	150 000
Gens du Voyage (y compris grand passage)	21 000	18 000	16 500	16 500
Camping et haltes fluviales	27 000	30 000	29 000	29 000
TOTAL	**573 250**	**566 000**	**557 500**	**465 700**

.../...

2 – La taxe de séjour

La taxe de séjour est un impôt indirect dont les recettes sont affectées aux dépenses destinées à favoriser la fréquentation touristique sur le territoire.

Les tarifs ont évolué comme suit entre 2014 et 2020 :

- 2014 : 0,40 € par nuitée (territoire ex Codecom de Bar-Le-Duc seule)
- 2015 : 0,40 € par nuitée du 01/01/15 au 30/09/15 et 0,75 € par nuitée du 01/10/15 au 31/12/15 (tout le territoire de la communauté d'agglomération).
- Depuis 2016 : 0.75 € par nuitée

Les tarifs de la taxe de séjour 2018 perçue en 2020 sont identiques à 2017.

La taxe de séjour doit être payée par le vacancier qui loge dans l'un des hébergements suivants :

- hôtel de tourisme,
- résidence de tourisme,
- meublé de tourisme,
- chambres d'Hôtes,
- village de vacances,
- hébergement de plein air (camping, caravanage, port de plaisance, air de stationnement),
- auberge de jeunesse.

Récapitulatif des recettes de taxe de séjour

	CA 2017	CA 2018	CA 2019	BP 2019	BP 2020	BP 2021
nuitées						
recettes	42 314	42 548	41 305	30 000	40 000	50 000*

*Les crédits inscrits en 2021 se décompose en 30 000 € au titre de 2019 non perçu en 2020 et 20 000 € au titre de 2020 à percevoir en 2021.

En collaboration avec l'Office de Tourisme, la communauté d'agglomération peut réaliser des contrôles, pour vérifier auprès des hébergeurs la bonne application des consignes pour les déclarations de nuitées. Grâce à un meilleur suivi opéré depuis 2016, le rendement de la Taxe de Séjour a fortement évolué. Pour 2019, la Communauté d'agglomération se fixe aussi l'objectif de signer un accord avec AirBNB pour des locations actuellement non déclarées.

3– La facturation des charges aux budgets annexes

L'audit réalisé sur les comptes de la Communauté d'Agglomération a confirmé l'anomalie à ne pas facturer aux budgets annexes la charge des fonctions supports (Direction générale, Ressources humaines, Finances, Marchés Publics, ...) nécessaires à l'exercice des compétences gérées en budget annexe. Depuis ce DOB, le niveau de facturation de charges représente 100 % des coûts y compris pour les OM :

Budget annexe	Moyens généraux payés (CA 2019)	Moyens généraux payés (CA 2020)	Moyens généraux payés (BP 2021)
Eau	97 500	97 500	120 500 + 5 000
Assainissement	76 500	73 875	82 000 + 5 000
Ordures ménagères	73 350	133 350	133 350 + 10 000
Transports	33 000	33 500	36 500
Total recouvrement	**280 350**	**338 228**	**392 350,00**

.../...

A compter de 2021, les budgets annexes participeront également aux frais de communication à hauteur de 5 000 € pour l'eau, 5 000 € pour l'assainissement et 10 000 € pour les ordures ménagères.

Une délibération est prévue en même temps que le vote du budget.

III)Les dépenses de fonctionnement

Pour compenser la stagnation de la DGF et la baisse de la fiscalité professionnelle, une maitrise des dépenses à caractère général s'avère nécessaire.

- **Les charges à caractère général (chap. 011) :**

Leur taux de réalisation :

2013 : 96 %
2014 : 93.6 %
2015 : 86.36 %
2016 : 83.57 %
2017 : 89.50 %
2018 : 77.37 %
2019 : 86,00%
2020 : 71,86 %

Dans ce budget, une catégorie de dépenses est difficilement compressible, ce sont les fluides (749 056 € au CA 2020).

Notre politique de gestion du patrimoine bâtimentaire recherchera donc systématiquement tous les moyens de réduire ces charges.

Année	Total 011	fluides	011 hors fluides
2014 (BP)	5 208 941	661 817	4 547 124
2014 (CA)	4 873 564	750 420	4 123 143
2015 (BP)	2 713 648	581 450	2 132 198
2015 (CA)	2 343 640	538 960	1 804 680
2016 (BP)	3 308 052	764 300	2 543 752
2016 (CA)	2 889 019	606 453	2 282 566
2017 (BP)	3 046 640	884 880	2 161 760
2017 (CA)	2 741 438	770 454	1 971 984
2018 (BP)	3 641 673	876 850	2 764 823
2018 (CA)	2 817 718	730 210	2087 508
2019 (BP)	3 554 001	902 000	2 652 004
2019 (CA)	3 101 834	901 849	2 199 985
2020 (BP)	4 137 507	923 150	3 214 357
2020 (CA)	2 973 352,91	749 056,21	2 224 296,70
2021 (BP)	3 910 701	941 200	2 969 501

Remarque : l'année 2020 comprend des dépenses exceptionnelles liées à la COVID.

Du BP 2020 ou BP 2021, les principales évolutions du chapitre 011 d'un montant de – 226 806 €. Cependant, il faut noter que le BP 2020 comportait 300 000 € de « fournitures hors fluides » (masques) en dépense exceptionnelle pour la COVID.

.../...

- Fluides : + 18 800 €
- Fournitures hors fluides : -344 925 €
- Services extérieurs : -24 516 €
- Prestations de services : + 119 335 €
- Impôts et taxes : 4 500 €

B)- La masse salariale

L'évolution de la masse salariale

Année	MS brute	Remb. MS	MS nette
2014 (BP)	4 372 213	308 863	4 067 350
2014 (CA)	4 494 356	728 038	3 766 318
2015 (BP)	5 193 889	1 233 263	3 960 626
2015 (CA)	5 476 828	1 441 441	4 035 386
2016 (BP)	5 794 877	1 775 152	4 049 725
2016 (CA)	5 932 959	1 857 317	4 075 612
2017 (BP)	6 700 042	2 018 987	4 665 042
2017 (CA)	6 705 787	2 011 085	4 694 702
2018 (BP)	6 830 874	2 113 729	4 717 145
2018 (CA)	6 532 552	2 457 620	4 074 932
2019 (BP)	6 700 849	2 253 723	4 447 126
2019 (CA)	6 617 887	2 253 723	4 364 164
2020 (BP)	6 760 476	2 536 423	4 224 053
2020 (CA)	6 567 901	2 541 219,28	4 026 681,72
2021 (BP)	6 913 347	2 541 219	4 372 128

Les prévisions du BP 2021 se traduisent par une hausse de la masse salariale de 2,26 %.

Au 1er avril 2021, le tableau des effectifs de la Communauté d'Agglomération fait état de 226 emplois budgétaires.

Le budget primitif intègre la création courant 2021 d'un emploi de rédacteur territorial venant renforcer le service de la communication communautaire dans le contexte du développement de la communication numérique et de l'usage des réseaux sociaux et face à la demande croissante de la population en matière d'information et de participation à la vie publique. Les budgets annexes de l'eau et de l'assainissement et du service de collecte des ordures ménagères contribueront au financement de ce poste. Une baisse du budget de fonctionnement consacré aux prestations de service sera également engagée.

Par ailleurs, les enjeux relatifs à l'attractivité et au développement économique portés par la Communauté d'Agglomération nécessiteront la mise en place de moyens dédiés animés par un directeur de mission économie tourisme relevant du cadre d'emploi d'attaché ou d'ingénieur.

Enfin le travail de réorganisation des services présenté en comité technique fin décembre dans le cadre du plan de modernisation de l'administration a mis en avant la nécessité de renforcer l'encadrement des services par la mise en place d'un poste de directeur du sport et de l'éducation. Ce poste relevant de la catégorie A sera mutualisé avec la Ville de Bar le Duc qui supportera 60% de son coût.

La projection 2021 amène donc à un nombre d'emplois permanents qui s'établirait courant 2021 à 229.

.../...

Pour 2021, l'évolution de la masse salariale intègre donc :

- **L'évolution du tableau des effectifs** avec un coût estimé en valeur absolue à 153 000 € et un coût net impactant le budget général de 79 000 €

- **Les avancements de grade et échelons** estimés 55 000 €

- Les mesures de revalorisation indiciaire prévues par le « **protocole parcours professionnel, carrière et rémunération (PPCR)** qui entame sa dernière phase

- **La hausse du montant brut du SMIC :**

A compter du 1er janvier 2021, le montant brut du SMIC horaire augmente de 0,99 % pour s'établir à 10,25 € (au lieu de 10,15 €), soit 1 554,58 € mensuels (au lieu de 1 539,42 €).
Les agents rémunérés en-dessous de l'indice majoré 332 (1 555,75 €) percevront une rémunération inférieure au SMIC. Une indemnité différentielle devra être alors mise en œuvre afin que la rémunération versée soit au moins égale au SMIC. Cela concerne les fonctionnaires classés aux 1er (IM 330) et 2ème (IM 331) échelons de la grille indiciaire C1.

- **L'évolution des cotisations patronales :**

Les taux de cotisation CNRACL et IRCANTEC n'évoluent pas cette année pour ce qui concerne la part patronale.
Le taux de cotisation au CNFPT est maintenu à 0.9%.
Les taux de cotisation obligatoire et facultatif au Centre de Gestion de la Meuse sont maintenus respectivement à 0,8% + 0,2%

C) - Les subventions versées

Malgré les contraintes pesant sur les recettes de fonctionnement, en raison de la forte baisse de la DGF, le soutien aux associations sera maintenu, puisque celles-ci ne seront que faiblement impactées par les économies décidées sur notre budget de fonctionnement.

Toutefois, le niveau des subventions accordées sera, le cas échéant, révisé selon les critères d'octroi des subventions et la justification des besoins effectifs des associations.

Pour les participations, leur montant peut parfois varier en fonction de l'évolution de la population comme c'est le cas pour le SDIS, le PETR Pays Barrois ou encore la Mission Locale.

Les contractualisations préciseront davantage les objectifs poursuivis partagés.
Les principales subventions et participations de fonctionnement concernent :

Organismes	2017	2018	BP 2019	BP 2020	BP 2021
SDIS	1 262 674	1 268 333	1 283 491	1 283 246	1 272 294
Pays Barrois	121 893	122 515	123 000	123 064,68	123 000
Office de Tourisme	271 850	271 850	274 450	299 593	297 500
Mission Locale	45 163	44 492	45 000	43 206	44 000
CAUE	18 655	22 246	22 500	25 203,50	30 000
Refuge pour fourrière	37 311	37 744	38 000	39 605,50	40 500
Association des Leuques	2 500 + 8 500	2 500 + 8 500	2 500 + 5 500	2 500 + 8 500	2 500 + 5 000

.../...

D) - Les atténuations de produit : les attributions de compensation versées aux commune et les dotations de solidarité communautaire :

1)L'attribution de compensation aux communes

Les attributions de compensation 2021 ont été votées par le conseil communautaire le 3 décembre 2020.

Décomposition de l'attribution de compensation issue des transferts et restitutions réalisés	
Base attributions de compensation	2 615 152,65
Restitution voirie Communes ex CCCO	289 969,98
Restitution balayage Communes ex CCCO	112 472,56
Transfert Gymnase Léo Lagrange Ligny	- 32 384,41
Transfert Office Tourisme Ligny	- 51 146,67
Contribution SDIS Communes entrantes en 2014	818,33
Contribution Incendie Communes ex CCCO	- 362 292,00
Transfert Politique de la Ville Bar	- 35 238,48
Mutualisation des services communs Ville Bar et CA actualisée	- 1 410 765,34
Transfert compétence tourisme Communes entrantes en 2014	- 992,91
Transfert financement CAUE Communes entrantes en 2014	- 647,55
Transfert Equipements Sportifs Ville Bar et Tronville	- 337 219,33
Transfert Services des Sports Ville Bar	- 432 667,56
Transfert financement subvention OT Bar	- 11 850,00
Transfert du financement des permanences sociales au commissariat	- 8 000,00
Transfert équipements linéens - coût directs et indirects	- 349 824,43
Actualisation coût annualisé des investissements CIM, médiathèque, musée, centre nautique	- 112 637,85
Transfert du financement de l'accueil des jeunes	- 4 500,00
Attributions de compensation 2021	**- 131 753,01**
Dont à verser en 2021	**2 415 752,85**
Dont à recevoir en 2021	**2 547 505,86**

- **Les éléments à valider en CLECT en 2021**

La CLECT devra se prononcer cette année sur les coûts annualisés d'investissement relatifs au transfert **des établissements de Ligny-en-Barrois opérés au 1er janvier 2017.**

- Crèche
- Bibliothèque
- Camping et Relais nautique

- Ecole de musique
- Gymnase Vernet

Le transfert de la compétence eau pluviale urbaine.

.../...

⑨ Contribution volontaire de la Ville de Bar-Le-Duc en 2021

La Ville de Bar-Le-Duc apporte une contribution complémentaire de 28 159 € en 2021, au titre de la dernière étape de l'actualisation des coûts annualisés des équipements culturels barisiens transférés au 01/01/2011.

⑩ Evolution des attributions de compensation nettes reçues pour les BP de 2018 à 2021

	2018	2019	2020	2021
Base attributions de compensation	2 615 152,65	2 615 152,65	2 615 152,65	2 615 152,65
Restitution voirie Communes ex CCCO	96 955,58	**289 969,98**	289 969,98	289 969,98
Restitution balayage Communes ex CCCO	112 472,56	112 472,56	112 472,56	112 472,56
Gymnase Léo Lagrange Ligny	-32 384,41	-32 384,41	-32 384,41	-32 384,41
Office Tourisme Ligny	-51 146,67	-51 146,67	-51 146,67	-51 146,67
SDIS Communes entrantes en 2014	818,33	818,33	818,33	818,33
Contribution Incendie Communes ex CCCO	- 724 584,00	**- 362 292,00**	- 362 292,00	- 362 292,00
Transfert Politique de la Ville	-35 238,48	-35 238,48	-35 238,48	-35 238,48
Mutualisation des services communs Ville Bar et CA	-1 294 232,24	-1 294 232,24	-1 294 232,24	-1 294 232,24
Mutualisation des services Ville Bar et CA – Mutation d'un agent	25 736,37	25 736,37	**0,00**	0,00
Compétence tourisme Communes entrantes en 2014	-1 985,82	-1 985,82	**- 992,91**	- 992,91
Financement CAUE Communes entrantes en 2014	-1 295,10	-1 295,10	**- 647,55**	- 647,55
Equipements Sportifs Ville Bar et Tronville	- 325 463,33	- 325 463,33	**- 337 219,33**	- 337 219,33
Services des Sports Ville Bar	- 432 667,56	- 432 667,56	- 432 667,56	- 432 667,56
Financement subvention OT Bar	- 11 850,00	- 11 850,00	- 11 850,00	- 11 850,00
Transfert du financement des permanences sociales au commissariat	- 8 000,00	- 8 000,00	- 8 000,00	- 8 000,00
Transfert équipements linéens - coût directs et indirects	- 282 783,54	**- 317 783,54**	**- 349 824,43**	- 349 824,43
Actualisation mutualisation des services communs	- 90 000,00	**- 143 066,20**	**- 116 533,10**	- 116 533,10
Actualisation coût annualisé des investissements CIM, médiathèque, musée, centre nautique	- 45 000,00	**- 30 91,90**	**- 84 478,38**	**- 112 637,85**
Transfert du financement de l'accueil des jeunes	- 9 000,00	- 9 000,00	**- 4 500,00**	- 4 500,00
TOTAL	**-494 495,66**	**-12 347,36**	**-103 593,54**	**-131 753,01**

.../...

2- Dotation de solidarité communautaire (DSC) et reversement fiscalité des éoliennes

La Dotation de Solidarité Communautaire (DSC)

Le budget primitif intègre la mise en place d'une dotation de solidarité communautaire dans les conditions prévues par l'article 1609 - nonies C - paragraphe VI du Code Général des Impôts.

En effet, la Communauté d'agglomération est tenue d'instituer la DSC dans la mesure où elle est signataire d'un contrat de Ville, conclu en juillet 2015 avec le représentant de l'Etat, pour la période 2015-2020, sans avoir conclu de pacte fiscal et financier.

Pour 2021, en l'absence d'évolution du produit de la fiscalité professionnelle, il n'y aura pas de versement au titre de l'année 2021. En effet, son montant représente 50 % de la croissance du produit

Cette dotation doit faire l'objet d'une délibération. Il est rappelé que le vote des critères se fait à la majorité des 2/3 et les montants affectés à la majorité simple.

Le reversement de fiscalité aux communes d'implantation des éoliennes

Pour les Communes sur le territoire desquelles des éoliennes sont implantées et selon l'art 1609 quinquies C III 4 du Code Général des Impôts, une attribution de compensation peut être attribuée.
Cette attribution a fait l'objet d'une délibération au conseil communautaire le 14 mai 2020. Il a été proposé de reverser 25 % du montant de la fiscalité perçue sur les éoliennes pour un montant de 54 323 €.
Pour 2021, le reversement à nouveau de 25 % de la fiscalité perçue représentera 54 353 € et fera l'objet d'une délibération lors du vote du présent BP 2021.

E) Les charges financières et l'encours de dette

La Communauté d'Agglomération a contracté un emprunt en 2019 dans le cadre du financement de la Barroise avec les caractéristiques suivantes :

- Montant : 1 000 000 euros
- Date de départ : 27/12/2019
- Maturité : 27/12/2039 (durée 20 ans)
- Périodicité : Trimestrielle
- Taux d'intérêts : Euribor 3 mois + 0.41%

Compte tenu de la prévision d'évolution des taux, le tableau d'amortissement prévisionnel est présenté en pages suivantes.

Pour conserver les taux les plus avantageux, une gestion active de la dette doit prévoir un passage en taux fixe en 2026 sous les hypothèses de taux.

Début	Fin	Crd début	Amortissement	Intérêt	Flux	Taux d'intérêt
27/12/2019	27/03/2020	1 000 000,00 €	12 500,00 €	1 036,39 €	13 536,39 €	0,41%
27/03/2020	27/06/2020	987 500,00 €	12 500,00 €	1 034,68 €	13 534,68 €	0,41%
27/06/2020	27/09/2020	975 000,00 €	12 500,00 €	1 021,58 €	13 521,58 €	0,41%
27/09/2020	27/12/2020	962 500,00 €	12 500,00 €	997,52 €	13 497,52 €	0,41%
27/12/2020	27/03/2021	950 000,00 €	12 500,00 €	973,75 €	13 473,75 €	0,41%
27/03/2021	27/06/2021	937 500,00 €	12 500,00 €	982,29 €	13 482,29 €	0,41%
27/06/2021	27/09/2021	925 000,00 €	12 500,00 €	969,19 €	13 469,19 €	0,41%

.../...

27/09/2021	27/12/2021	912 500,00 €	12 500,00 €	945,70 €	13 445,70 €	0,41%
27/12/2021	27/03/2022	900 000,00 €	12 500,00 €	922,50 €	13 422,50 €	0,41%
27/03/2022	27/06/2022	887 500,00 €	12 500,00 €	929,90 €	13 429,90 €	0,41%
27/06/2022	27/09/2022	875 000,00 €	12 500,00 €	916,81 €	13 416,81 €	0,41%
27/09/2022	27/12/2022	862 500,00 €	12 500,00 €	893,89 €	13 393,89 €	0,41%
27/12/2022	27/03/2023	850 000,00 €	12 500,00 €	871,25 €	13 371,25 €	0,41%
27/03/2023	27/06/2023	837 500,00 €	12 500,00 €	877,51 €	13 377,51 €	0,41%
27/06/2023	27/09/2023	825 000,00 €	12 500,00 €	864,42 €	13 364,42 €	0,41%
27/09/2023	27/12/2023	812 500,00 €	12 500,00 €	842,07 €	13 342,07 €	0,41%
27/12/2023	27/03/2024	800 000,00 €	12 500,00 €	829,11 €	13 329,11 €	0,41%
27/03/2024	27/06/2024	787 500,00 €	12 500,00 €	825,13 €	13 325,13 €	0,41%
27/06/2024	27/09/2024	775 000,00 €	12 500,00 €	812,03 €	13 312,03 €	0,41%
27/09/2024	27/12/2024	762 500,00 €	12 500,00 €	790,25 €	13 290,25 €	0,41%
27/12/2024	27/03/2025	750 000,00 €	12 500,00 €	768,75 €	13 268,75 €	0,41%
27/03/2025	27/06/2025	737 500,00 €	12 500,00 €	772,74 €	13 272,74 €	0,41%
27/06/2025	27/09/2025	725 000,00 €	12 500,00 €	759,64 €	13 259,64 €	0,41%
27/09/2025	27/12/2025	712 500,00 €	12 500,00 €	738,43 €	13 238,43 €	0,41%
27/12/2025	27/03/2026	700 000,00 €	12 500,00 €	717,50 €	13 217,50 €	0,41%
27/03/2026	27/06/2026	687 500,00 €	12 500,00 €	720,35 €	13 220,35 €	0,41%
27/06/2026	27/09/2026	675 000,00 €	12 500,00 €	707,25 €	13 207,25 €	0,41%
27/09/2026	27/12/2026	662 500,00 €	12 500,00 €	686,61 €	13 186,61 €	0,41%
27/12/2026	27/03/2027	650 000,00 €	12 500,00 €	666,25 €	13 166,25 €	0,41%
27/03/2027	27/06/2027	637 500,00 €	12 500,00 €	667,96 €	13 167,96 €	0,41%
27/06/2027	27/09/2027	625 000,00 €	12 500,00 €	654,86 €	13 154,86 €	0,41%
27/09/2027	27/12/2027	612 500,00 €	12 500,00 €	634,79 €	13 134,79 €	0,41%
27/12/2027	27/03/2028	600 000,00 €	12 500,00 €	621,83 €	13 121,83 €	0,41%
27/03/2028	27/06/2028	587 500,00 €	12 500,00 €	627,20 €	13 127,20 €	0,42%
27/06/2028	27/09/2028	575 000,00 €	12 500,00 €	602,47 €	13 102,47 €	0,41%
27/09/2028	27/12/2028	562 500,00 €	12 500,00 €	582,97 €	13 082,97 €	0,41%
27/12/2028	27/03/2029	550 000,00 €	12 500,00 €	563,75 €	13 063,75 €	0,41%
27/03/2029	27/06/2029	537 500,00 €	12 500,00 €	563,18 €	13 063,18 €	0,41%
27/06/2029	27/09/2029	525 000,00 €	12 500,00 €	554,53 €	13 054,53 €	0,41%
27/09/2029	27/12/2029	512 500,00 €	12 500,00 €	627,98 €	13 127,98 €	0,48%
27/12/2029	27/03/2030	500 000,00 €	12 500,00 €	700,74 €	13 200,74 €	0,56%
27/03/2030	27/06/2030	487 500,00 €	12 500,00 €	796,37 €	13 296,37 €	0,64%
27/06/2030	27/09/2030	475 000,00 €	12 500,00 €	855,34 €	13 355,34 €	0,70%
27/09/2030	27/12/2030	462 500,00 €	12 500,00 €	880,29 €	13 380,29 €	0,75%
27/12/2030	27/03/2031	450 000,00 €	12 500,00 €	875,60 €	13 375,60 €	0,78%
27/03/2031	27/06/2031	437 500,00 €	12 500,00 €	869,79 €	13 369,79 €	0,78%
27/06/2031	27/09/2031	425 000,00 €	12 500,00 €	822,00 €	13 322,00 €	0,76%
27/09/2031	27/12/2031	412 500,00 €	12 500,00 €	759,04 €	13 259,04 €	0,73%
27/12/2031	27/03/2032	400 000,00 €	12 500,00 €	712,83 €	13 212,83 €	0,70%
27/03/2032	27/06/2032	387 500,00 €	12 500,00 €	691,36 €	13 191,36 €	0,70%
27/06/2032	27/09/2032	375 000,00 €	12 500,00 €	679,41 €	13 179,41 €	0,71%
27/09/2032	27/12/2032	362 500,00 €	12 500,00 €	669,36 €	13 169,36 €	0,73%
27/12/2032	27/03/2033	350 000,00 €	12 500,00 €	661,71 €	13 161,71 €	0,76%

.../...

27/03/2033	27/06/2033	337 500,00 €	12 500,00 €	672,75 €	13 172,75 €	0,78%
27/06/2033	27/09/2033	325 000,00 €	12 500,00 €	664,05 €	13 164,05 €	0,80%
27/09/2033	27/12/2033	312 500,00 €	12 500,00 €	644,02 €	13 144,02 €	0,82%
27/12/2033	27/03/2034	300 000,00 €	12 500,00 €	620,37 €	13 120,37 €	0,83%
27/03/2034	27/06/2034	287 500,00 €	12 500,00 €	614,18 €	13 114,18 €	0,84%
27/06/2034	27/09/2034	275 000,00 €	12 500,00 €	591,64 €	13 091,64 €	0,84%
27/09/2034	27/12/2034	262 500,00 €	12 500,00 €	560,78 €	13 060,78 €	0,85%
27/12/2034	27/03/2035	250 000,00 €	12 500,00 €	528,71 €	13 028,71 €	0,85%
27/03/2035	27/06/2035	237 500,00 €	12 500,00 €	512,77 €	13 012,77 €	0,84%
27/06/2035	27/09/2035	225 000,00 €	12 500,00 €	484,02 €	12 984,02 €	0,84%
27/09/2035	27/12/2035	212 500,00 €	12 500,00 €	449,78 €	12 949,78 €	0,84%
27/12/2035	27/03/2036	200 000,00 €	12 500,00 €	420,67 €	12 920,67 €	0,83%
27/03/2036	27/06/2036	187 500,00 €	12 500,00 €	395,54 €	12 895,54 €	0,83%
27/06/2036	27/09/2036	175 000,00 €	12 500,00 €	365,97 €	12 865,97 €	0,82%
27/09/2036	27/12/2036	162 500,00 €	12 500,00 €	332,92 €	12 832,92 €	0,81%
27/12/2036	27/03/2037	150 000,00 €	12 500,00 €	300,86 €	12 800,86 €	0,80%
27/03/2037	27/06/2037	137 500,00 €	12 500,00 €	278,75 €	12 778,75 €	0,79%
27/06/2037	27/09/2037	125 000,00 €	12 500,00 €	250,35 €	12 750,35 €	0,78%
27/09/2037	27/12/2037	112 500,00 €	12 500,00 €	220,03 €	12 720,03 €	0,77%
27/12/2037	27/03/2038	100 000,00 €	12 500,00 €	190,87 €	12 690,87 €	0,76%
27/03/2038	27/06/2038	87 500,00 €	12 500,00 €	168,28 €	12 668,28 €	0,75%
27/06/2038	27/09/2038	75 000,00 €	12 500,00 €	142,11 €	12 642,11 €	0,74%
27/09/2038	27/12/2038	62 500,00 €	12 500,00 €	115,33 €	12 615,33 €	0,73%
27/12/2038	27/03/2039	50 000,00 €	12 500,00 €	89,79 €	12 589,79 €	0,72%
27/03/2039	27/06/2039	37 500,00 €	12 500,00 €	67,70 €	12 567,70 €	0,71%
27/06/2039	27/09/2039	25 000,00 €	12 500,00 €	44,37 €	12 544,37 €	0,69%
27/09/2039	27/12/2039	12 500,00 €	12 500,00 €	21,55 €	12 521,55 €	0,68%
			1 000 000,00	**51 297,01**	**1 051 297,01**	

Nous débattrons de notre stratégie d'endettement à partir de l'élaboration d'un nouveau PPI.

IV) La capacité d'autofinancement

La capacité d'autofinancement (CAF) pour 2021 à fiscalité identique serait projetée au BP 2021 en hausse par rapport au BP 2020 de 580 863 € à 781 810 €. L'hypothèse de CAF repose sur des taux inchangés de fiscalité, mais une CVAE en hausse par rapport au DOB 2020.

Année	CAF (BP et CA)
2014(CA)	929 392 (1)
2015 (BP)	638 672
2015 (CA)	629 361 (2)
2016 (BP)	982 353 (3)
2016 (CA)	942 760
2017 (BP)	1 059 880
2017 (CA)	2 041 834

.../...

2018 (BP)	1 709 505
2018 (CA)	2 423 771
2019 (BP)	969 913
2019 (CA)	2 088 202
2020 (BP)	580 863
2020 (CA)	2 308 356
2021 (BP)	781 310

(1) **Hors Ordures ménagères**
(2) Hors opérations exceptionnelles. Ce chiffre est donné à titre indicatif mais vu que le résultat est négatif cela est « non significatif » en terme financier.
(3) Hors opérations exceptionnelles

V) Le budget d'investissement

Dans le cadre de son projet de territoire, l'agglomération a adopté le 11 juillet 2019 ses grandes orientations qui reposent sur 3 piliers : Une politique dynamique de développement économique, touristique et numérique ; Une agglomération au service de ses habitants dans un cadre privilégié et équilibré ; Une agglomération de partage, d'échanges et de dialogue.

La déclinaison opérationnelle devrait être adoptée au second semestre 2021. Il apparaitra logique qu'un PPI soit présenté avant la fin de cette année. Il devra prendre en compte les orientations sur la fiscalité mais aussi la baisse des dotations de l'Etat. Il devra être piloter en retenant les hypothèses les plus réalistes possibles de concours de nos partenaires notamment à travers le PTRTE.

La déclinaison d'un PPI se traduit par la mise en place d'un une gestion **en Autorisations de Programme/Crédits de Paiement dite « AP/CP),** afin de mieux percevoir la gestion pluriannuelle de nos investissements.

- **Le financement de nos investissements**

C'est en premier lieu l'objectif d'une restauration de la capacité d'autofinancement que nous poursuivrons autant que possible en raison des contraintes de baisse de nos dotations.

Nous piloterons aussi nos projets en fonction du soutien que continueront à nous apporter nos partenaires :

- La Région Grand Est ;
- Le soutien de l'Etat et de la Région dans le cadre du Contrat de Plan Etat-Région (CPER) et du futur PTRTE ;
- Le programme d'activités 2021 du GIP Objectif Meuse ;
- Le département.

Les règles d'intervention de nos partenaires imposent la définition de priorités que nous affirmerons dans le cadre du nouveau PPI :

- Les subventions ne sont accordées qu'au moment de l'Avant-Projet Définitif (APD) nous obligeant à préfinancer les études préliminaires sans certitude de financement.
- La caducité des subventions devient une règle absolue pour tout projet non démarré.
- Les co-financements se restreignent en même temps que la répartition des compétences se précise.
- Les projets doivent être priorisés et pilotés dans leur exécution budgétaire pluriannuelle

.../...

B) Les principaux restes à réaliser au 31/12/2020

Au 31 décembre 2020, les restes à réaliser s'élèvent 4 304 367,51 € et leur décomposition est donnée en Annexe 2.

Les restes à réaliser sont strictement les dépenses engagées qui génèrent les reports conformément aux principes budgétaires et aux recommandations de la chambre régionale des comptes

C) Les crédits annulés au 31/12/2020

Au 31 décembre 2020, les disponibles s'élèvent à 3 317 394,72 € et leur décomposition est donnée en annexe 3.

Un arbitrage sur la nécessité de réinscrire au budget primitif certains crédits de paiement disponibles à ce jour devra être effectué.

D) Les investissements courants pour 2021

Les investissements courants s'élèvent à 641 336 € en 2021.

Les principaux investissements courants envisagés en 2021 sont détaillés en Annexe 4.

E)Première approche de programmation sur les grands projets déjà engagés

Pour les projets engagés au moins au stade du programme, de la maîtrise d'œuvre voire des travaux, notre conseil a déjà approuvé les plans de financement.

Les principaux investissements au titre des grands projets envisagés en 2021 et au-delà sont détaillés en Annexe 5 pour un montant d'inscription en 2021 de 3 443 450 €.

F)Projets communautaires et fonds de concours sur 6 ans (2015-2020)

Il s'agit d'une première approche des éléments à prendre en compte.

Le financement des investissements n'est pas finalisé à ce jour et dépendra :

- Du résultat cumulé disponible au 31/12/2020.
- De recettes d'investissement exceptionnelles (exemple vente envisagée du B851)
- De la capacité d'autofinancement de la CA sur la période, elle-même conditionnée par :
  - L'évolution des recettes de gestion : dotations et fiscalité
  - L'évolution des dépenses de gestion en lien avec le recalage des politiques communautaires

- Des conditions d'accompagnement de nos partenaires
  - CRTE
  - Programme d'activités du GIP fluctuant
    - Absence de dotation spéciale intercommunalités en 2020 et 2021.
- D'un choix sur le niveau d'endettement en fin de période

.../...

Fonds de concours projets CIAS, Etat, Communes et autres tiers

Projets	Coût Global TTC	Budgétisation
Etat - Aménagement RN 135	1 500 000 (projet 48 M€)	2017 à 2020 Repris sur excèdent
Communes – (sauf 2017) (1)	800 000	180 000 en 2021
CIAS - EHPAD	1 000 000 (projet 13 M€)	2019 à 2020 Repris sur excèdent
TOTAL Fonds de concours reconstitution	**3 300 000**	

(1) Dans le cadre du GIP Objectif Meuse un fonds de concours de 180 000 € était prévu en 2020 au profit des communes sur une dotation de 705 000 €. Cependant, le programme d'action 2020 envers les collectivités n'a pas retenu ces participations. Le programme 2021 à ce jour ne prévoit pas une réintroduction du dispositif.

Projets communautaires décidés ou envisagés (hors RAR) .

Projets	Coût Global TTC	Coût net	BP 2019 Dépenses brutes	BP 2020 Dépenses brutes	BP 2021 Dépenses brutes
Salle La Barroise	12 360 000	2 100 000	3 444 000	64 500	53 300
CFHVS - 2ème phase	1 130 000	548 464	850 000	210 000	35 000
Hall bouliste	Maîtrise d'ouvrage à déterminer (Ville ou CA)			350 000	0
Aménagement numérique	291 500	291 500	58 300	58 300	174 900
Maîtrise foncière quartier St Jean	341 025	341 025	113 675	113 675	0
Maison de santé Ligny	2 626 000	561 000	0	2 464 704	250 000
Cabinet médical Bar le Duc	380 000	278 000	370 000	620 001	148 000
Fonds de concours EHPAD	1 000 000	1 000 000	500 000	500 000	
Fonds de concours RN 135	1 500 000	1 500 000		157 750	1 318 050
Fonds de concours aux communes	800 000	800 000	180 000	180 000	180 000

Présentation des orientations budgétaires par politique

Celle-ci vous est présentée en Annexe 6.

Annexes

- Annexe 1 – synthèse BP 2021
- Annexe 2 - Restes à réaliser 2020
- Annexe 3 – Crédits annulés 2020
- Annexe 4 - Programmation des investissements courants-

.../...

- Annexe 5 - Description des grands projets en cours
- Annexe 6 - Présentation du BP par politique

En conséquence, le Conseil Communautaire, sur avis conforme des commissions compétentes, à la majorité, décide de :
Par 51 voix pour
5 voix contre : M. DEJAIFFE, M. RAULOT, M. PICHON, Mme MATHIEU, M. BRIEY
2 abstentions : M. VERLANT, M. VUILLAUME

- Adopter le Budget Primitif 2021 et l'ensemble des dispositions associées décrites dans les annexes du présent rapport,

- Donner tout pouvoir à la Présidente ou à l'un de ses Vice-Présidents ou Conseillers Délégués pour signer tout document à intervenir et mener à bien cette affaire.

VOTE DES TAUX 2021

2021-04-15-06

La Communauté d'Agglomération Bar-le-Duc Sud Meuse doit se prononcer sur les taux d'imposition des taxes directes locales pour 2021. Les ressources concernées par le vote des taux sont :

- La Cotisation Foncière des Entreprises (CFE),
- La taxe foncière sur le non bâti (TFNB)
-La taxe d'habitation pour les résidences secondaires (THRS)

Compte tenu de la suppression de la taxe d'habitation pour les résidences principales, le taux de la taxe d'habitation n'est fixé que pour les résidences secondaires. Cela représente une recette marginale.

La revalorisation des bases est de 0.2 % mais ne s'applique pas à la CFE.

Concernant la CFE, la règle de majoration spéciale permet de déroger aux règles de lien entre les taux. Ce mécanisme est prévu par le 3 du I de l'article 1636 B sexies du Code Général des Impôts.

Il ne peut en être fait application dans la mesure où les deux conditions suivantes sont cumulativement remplies :

- le taux de CFE qui serait déterminé en N par la commune est inférieur au taux moyen communal de CFE constaté en N-1 au plan national.

- le taux moyen pondéré des taxes foncières et d'habitation dans la commune, constaté en N-1, est supérieur ou égal au taux moyen pondéré des mêmes taxes constaté pour l'année N-1 dans l'ensemble des communes au niveau national.

Il convient également de noter que le taux de CFE est très proche du taux maximum avec majoration spéciale qui s'élève pour 2020 à 25,64 %.

Compte tenu du contexte économique liée à la COVID 19 , il est proposé de maintenir les taux à leur niveau de 2020 .En rappelant que ceux-ci n'avaient pas augmenté par rapport à 2019 .

.../...

Les évolutions se trouvent décrites dans le tableau suivant :

	Bases effectives 2020	Base prévisionnelle 2021	Taux proposé 2021	Produit attendu (en €uros)
CFE	12 132 397	12 132 397	24,32%	2950 599
THRS	1 324 227	1 324 227	12,69%	168 044
TFNB	962 371	962 371	1,94%	18 670
Total	14 418 995	14 418 995		3 137 313

La suppression de la Taxe d'habitation représente 37 319 100 € de base en moins par rapport à 2020 avec une compensation estimée à 4 597 713 €.

En conséquence, le Conseil Communautaire, sur avis conforme des commissions compétentes, à l'unanimité, décide de :
Par 58 voix pour

- Maintenir les taux 2020 en 2021 qui se trouvent arrêtés de la manière suivante :

  Taux de CFE : 24,32 %

  Taux de foncier non bâti : 1,94 %

  Taux de taxe d'habitation : 12,69 %
  figé par la loi de finances de 2020

- Donner tout pouvoir à la Présidente ou à l'un de ses Vice-Présidents ou Conseillers Délégués pour signer tout document à intervenir et mener à bien cette affaire.

FIXATION DU TAUX DE LA TAXE D'ENLEVEMENT DES ORDURES MENAGERES (T.E.O.M.) POUR 2021

2021-04-15-07

La compétence ordures ménagères est financée pour l'ensemble de la Communauté d'Agglomération par la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM), et pour les entreprises la redevance spéciale.

Le produit nécessaire à l'équilibre du budget 2021 s'élève à 4 246 041€.

Les bases notifiées s'élèvent à 32 054 947 €. Le taux de 11,19 % génèrera un produit de 3 586 949 €.
La reprise sur excédent sera de 76 319 € avec un taux d'exécution des dépenses de 90 %.

Si le taux d'exécution des dépenses devait être supérieur à 90 %, les dépenses seraient financées sur les excédents antérieurs avec un maximum de 582 733 €. Les résultats cumulés fin 2020 qui étaient de 2 984 672,64 € permettront de financer ce besoin.

Si l'ensemble des dépenses s'exécute à 100 %, le disponible à la fin de l'exercice 2021 sera de 2 325 620.64 €.
(2 984 672,64 – 76319 -582 733).

Compte tenu des éléments précédents, il est proposé de fixer le taux de 2021 à 11,19 %, à l'identique du taux 2020.

.../...

En conséquence, le Conseil Communautaire, sur avis conforme des commissions compétentes, à l'unanimité, décide de :
Par 58 voix pour

- Fixer le taux de la TEOM à 11,19 %,

- Donner tout pouvoir à la Présidente ou à l'un de ses Vice-Présidents ou Conseillers Délégués pour signer tout document à intervenir et mener à bien cette affaire.

CANDIDATURE APPEL A PROJET "EXTENSION DES CONSIGNES DE TRI"

2021-04-15-08

Afin d'améliorer les performances de tri, des objectifs nationaux ont été fixés pour atteindre les performances de recyclage d'ici le 31 décembre 2022 :

- 75% de recyclage de l'ensemble des emballages ménagers,
- 65 % de recyclage de l'ensemble des déchets de papiers graphiques.

La loi de Transition Energétique à la Croissance Verte prévoit l'extension des consignes de tri des plastiques à 100% du territoire français.

Appel à projets

CITEO, eco-organisme en charge du recyclage des emballages ménagers et papiers, a lancé un nouvel appel à projets pour notamment la mise en place de ces nouvelles consignes de tri.

La Communauté d'Agglomération Meuse Grand Sud a décidé de candidater sur ce projet.
Le centre de tri CITRAVAL situé à Chavelot (Vosges) possède d'ores et déjà l'agrément et les capacités techniques pour trier ce nouveau flux de plastique.

Tri des recyclables

De ce fait, si la Communauté d'Agglomération est retenue par CITEO, les habitants du territoire pourront placer dans leur bac (ou sac) jaune une quantité plus importante de déchets d'emballages.

Tous les emballages devront se retrouver dans les recyclables : barquettes, films plastiques, pots de yaourt ou de crème...

Coût

Le tri des ECT (Extension des Consignes de Tri) exige des étapes de tri supplémentaire. Lors de la passation du marché pour le traitement des recyclables, la Communauté d'Agglomération avait anticipé cette obligation en intégrant la possibilité d'actionner le levier « ECT » auprès du centre de tri. Le marché prévoit une majoration de 20€ HT / tonne de recyclables triés.

Pour compenser cette hausse de tarif de tri, CITEO prévoit une majoration des soutiens plastiques passant de 600 € à 660 € / tonne sur l'ensemble du flux plastiques (bouteilles, flacons et ECT).

Communication

La modification des consignes de tri ne peut se faire sans le recours à une communication spécifique.
Les ECT ont pour objectif de simplifier, faciliter le geste de tri et la compréhension des consignes de tri : « Tous les emballages se trient ».

.../...

En conséquence, le Conseil Communautaire, sur avis conforme des commissions compétentes, à l'unanimité, décide de :
Par 58 voix pour

- Approuver la candidature de la CA Meuse Grand Sud dans le cadre de l'appel à projet CITEO pour la mise en place des extensions de consignes de tri,

- donner tout pouvoir à la Présidente ou à l'un de ses Vice-Présidents ou Conseillers Délégués pour signer tout document à intervenir et mener à bien cette affaire.

CONVENTION DE COLLECTE DES DECHETS
D'EQUIPEMENTS ELECTRIQUES ET ELECTRONIQUES

2021-04-15-09

Mme la Présidente
Je ne me trompe pas quand je lis « 323 tonnes en 2019 » ?

M. DEPREZ
Oui, c'est exact.

Mme la Présidente
Extraordinaire !

La Communauté d'agglomération collecte les déchets d'équipements électriques et électroniques (D3E) sur les déchèteries de Bar le Duc et Ligny en Barrois. En 2019, 323 tonnes de D3E ont été collectées sur les 2 sites.

Depuis 2015, la collectivité a passé une convention avec l'éco-organisme « ECOSYSTEMS » pour assurer la reprise et le recyclage de ces déchets.

Par ailleurs, ECOSYSTEMS verse un soutien annuel à la Communauté d'agglomération. En 2019, ce soutien était de 22 000€, versés par l'intermédiaire de la société OCAD3E, organisme coordonnateur pour la filière des D3E agréé par l'Etat.

La précédente convention arrivant à son terme, il est proposé de renouveler le contrat afin de poursuivre le partenariat et d'assurer la reprise des D3E dans de bonnes conditions. Sa durée sera de 6 ans avec prise d'effet au 1er janvier 2021.

Les barèmes en place n'évoluent pas et restent basés sur un forfait par déchèterie et un soutien au tonnage réalisé.

En conséquence, le Conseil Communautaire, sur avis conforme des commissions compétentes, à l'unanimité, décide de :
Par 58 voix pour

- Autoriser la Présidente ou à l'un de ses Vice-Présidents ou Conseillers Délégués pour signer la nouvelle convention de reprise de D3E,

- donner tout pouvoir à la Présidente ou à l'un de ses Vice-Présidents ou Conseillers Délégués pour signer tout document à intervenir et mener à bien cette affaire.

.../...

VALIDATION DU DIAGNOSTIC DU PCAET DU PAYS BARROIS

2021-04-15-10

M. DEPREZ
On parle du PCAET depuis plusieurs années. La Communauté d'Agglomération devait le mettre en place et on avait alors fait des tentatives en direction du Pays Barrois pour que cette réalisation se fasse à l'échelle -plus logique- du Pays Barrois, qui avait déjà eu dans le passé un plan climat, d'autant que la pollution de l'air ne s'arrête pas à la frontière entre Revigny-sur-Ornain et Bar-le-Duc.

Depuis 2019, on s'est engagé dans cette action et le travail a commencé l'année dernière ; c'est d'abord un travail de diagnostic. Nous avons là un diagnostic assez précis dans lequel on trouve des chiffres, c'est-à-dire qu'il ne suffit pas de parler de pollution, de tel type de polluant, de CO_2, etc... là au moins, on sait, à l'échelle de notre territoire, où sont les problématiques, ce qui va permettre ensuite d'avoir un plan d'action.

Aujourd'hui, nous en sommes à la validation du diagnostic et ensuite, nous allons pouvoir nous engager dans des actions en fonction de ce diagnostic.

---

1. Rappel du contexte

Le Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) est l'outil opérationnel de coordination de la transition énergétique sur le territoire. La communauté d'agglomération Meuse Grand Sud, obligée à l'élaboration d'un PCAET, et les communautés de communes de Portes de Meuse et du Pays de Revigny-sur-Ornain, volontaires, ont transféré la compétence d'élaboration au PETR du Pays Barrois en automne 2019.

Ce travail a officiellement commencé le 1er avril 2020 suite à l'embauche d'un chargé de mission.

Le PCAET comprend un diagnostic, une stratégie territoriale, un programme d'actions et un dispositif de suivi et d'évaluation.

D'après le décret du 28 juin 2016, le diagnostic comprend :

1° Une estimation des émissions territoriales de gaz à effet de serre et de polluants atmosphériques, ainsi qu'une analyse de leurs possibilités de réduction ;
2° Une estimation de la séquestration nette de dioxyde de carbone et de ses possibilités de développement,
3° Une analyse de la consommation énergétique finale du territoire et du potentiel de réduction de celle-ci ;
4° La présentation des réseaux de distribution et de transport d'électricité, de gaz et de chaleur, des enjeux de la distribution d'énergie sur les territoires qu'ils desservent et une analyse des options de développement de ces réseaux ;
5° Un état de la production des énergies renouvelables sur le territoire, détaillant les filières de production d'électricité, de chaleur, de biométhane et de biocarburants, une estimation du potentiel de développement de celles-ci ainsi que du potentiel disponible d'énergie de récupération et de stockage énergétique ;
6° Une analyse de la vulnérabilité du territoire aux effets du changement climatique.

Le diagnostic du PCAET du Pays Barrois présente ces éléments à l'échelle du Pays et de ses trois EPCI (diagnostic territorial), puis fait un zoom sur chaque secteur socio-économique (diagnostics sectoriels) afin d'en déduire plus facilement les enjeux.

.../...

2. Principaux éléments issus du diagnostic territorial

- Consommation énergétique

Sur un total de 1928 GWh d'énergie finale en 2018, la répartition par secteur est la suivante :

	Pays Barrois	**CA Meuse Grand Sud**
Consommation énergétique	1928 GWh	895 GWh
Répartition		
Logement	34%	42%
Transport routier	31%	31%
Industrie-BTP	21%	10%
Bâtiments tertiaires	9%	14%
Agriculture et foresterie	4%	2%
Transports non routiers	1%	1%
Déchets et production d'énergie	<1%	<1%

Les énergies les plus consommées sont respectivement les produits pétroliers (39%), l'électricité (23%), le gaz naturel (22%) et dans une moindre mesure le bois-énergie (10%).

La consommation énergétique du Pays Barrois est en baisse régulière depuis 2005 (-24%), principalement grâce à la baisse de consommation des logements et de l'industrie.

- Émissions de gaz à effet de serre

Sur un total de 487 500 tonnes équivalents-CO_2 émises en 2018, la répartition par secteur est la suivante :

	Pays Barrois		**CA Meuse Grand Sud**
Production totale de GES	487 450 teqC02		203 000 teqC02
Production par habitant	8.17 teqC02		5,76 teqC02
Répartition			
Pays Barrois		**CA Meuse Grand Sud**	
Agriculture	33%	Transport routier	36%
Transport routier	31%	Résidentiel	26%
Résidentiel	16%	Agriculture	20%
Industrie	11%	Tertiaire	11%
Tertiaire	6%	Industrie	6%
Déchets	3%	Energie	0,4%
Energie	0,3%	Autres transports	0,4%
Autres transports	0,2%	Déchets	0%

Les émissions de gaz à effet de serre proviennent de la consommation d'énergie, mais aussi des activités agricoles telles que l'épandage, l'élevage et l'usages de produits azotés. Les enjeux prioritaires sont différents entre la Communauté d'Agglomération et le reste du PETR.

Concernant le secteur du transport routier, il est à noter que le flux lié à la RN4 représente une part non négligeable des émissions pour la communauté d'Agglomération, 12% de celles des véhicules légers et 54% pour celles des poids lourds. Une part importante de ce flux n'étant que du transit, les moyens d'actions seront

.../...

limités. Cela nécessitera donc des efforts plus importants dans les autres domaines pour répondre aux objectifs de réduction.

Les émissions de gaz à effet de serre sont en baisse depuis 2012, de l'ordre de 13% pour le Pays Barrois et de manière encore plus importante pour la Communauté d'Agglomération. Si elle est la première émettrice de GES au total, la production par habitant de la Communauté d'Agglomération est bien inférieure à celle du Pays.

- La séquestration carbone

Le flux de séquestration carbone est estimé en 2018 à 269 000 teqCO_2, soit 4.5 teqCO2 par habitant, ce qui représente plus de la moitié des émissions de gaz à effet de serre du Pays Barrois et. L'accroissement des forêts est pour 99% responsable de cette captation, le reste étant dû aux cultures et prairies.

- Le bilan carbone

En 2018, année de référence des données, le Pays Barrois était un émetteur net de Gaz à effet de serre à hauteur de 218 450 tonnes équivalent carbone par an.

Par habitant, les émissions de GES estimées pour les habitants de la Communauté d'Agglomération est de 5,76teqCO2 par habitant et la séquestration moyenne au niveau du Pays Barrois est de 4,5 teqCO2. L'émission nette de GES par habitant de la Communauté d'Agglomération peut donc être évaluée à 1,26 teqCO2 par an.

- Émissions de polluants atmosphériques et qualité de l'air

La concentration dans l'air des polluants est relativement faible et en-deçà des seuils critiques pour tous les polluants, selon les mesures et les simulations effectuées par Atmo Grand Est.
Les émissions de tous les polluants étudiés sont en nette baisse depuis 1990, sauf pour l'ammoniac qui reste fortement émis par les activités agricoles.

- La production d'énergie renouvelable et son potentiel

La production d'énergie renouvelable est en constante augmentation depuis 2005, pour toutes les filières, particulièrement l'éolien, le bois-énergie, l'aérothermie et la géothermie. La production renouvelable du Pays Barrois couvrait, en 2018, 87% de la consommation électrique et 30% du besoin de chaleur. La production de carburants renouvelables et en revanche nulle en 2018.

Le développement de la production renouvelable peut techniquement se poursuivre à un rythme élevé, notamment pour l'éolien, le solaire photovoltaïque et thermique et la méthanisation.

- La vulnérabilité au changement climatique

Le changement climatique pourrait entraîner une hausse des températures moyennes de 2 à 6°C sur le Pays Barrois à horizon 2100, par rapport à 1990. Ceci entraînerait une hausse de la fréquence et de l'intensité des phénomènes climatiques telles que les inondations, les tempêtes et les mouvements de terrain. Les incidences les plus graves sont à attendre du côté des canicules estivales et des sécheresses du printemps à l'automne.

Les forêts seront les principales victimes des sécheresses et des fortes chaleurs (évapotranspiration), alors que certaines essences telles que l'épicéa et le hêtre sont déjà fortement fragilisées.

Les impacts sanitaires seront également importants : les vagues de chaleur plus intenses et plus fréquentes menaceront les personnes âgées et vulnérables tandis que l'apparition de nouvelles maladies et allergies pourront toucher les personnes présentant des prédispositions.

.../...

3. Principaux enjeux issus des diagnostics sectoriels

- Logements :
  1. Principal secteur consommateur d'énergie et émetteur de polluants
  2. Une consommation énergétique importante, principalement pour la production de chaleur, mais avec une marge de progrès intéressante
  3. Des impacts du changement climatique à anticiper

- Bâtiments tertiaires :
  1. Une consommation faible et une dynamique positive

- Industrie et BTP :
  1. Des consommations et émissions en baisse, polarisées sur quelques grands sites, notamment pour la COPARY

- Transports :
  1. Des consommations énergétiques qui stagnent dues à la dépendance aux transports routiers (personnes et marchandises) et une part forte de la RN4 dans le bilan
  2. Des émissions de polluants qui baissent grâce à l'amélioration des motorisations

- Agriculture :
  1. Des émissions de GES et de polluants peu corrélées à l'énergie, pour lesquelles une diminution demande des changements de pratique importants
  2. L'enjeu principal se situe au niveau des émissions de gaz à effet de serre et de polluants lié aux intrants

- Forêts :
  1. Une captation carbone exclusivement basée sur les forêts, qui sont fortement menacées par le changement climatique.

4. La consultation autour du diagnostic

La synthèse du diagnostic thématique ainsi que les diagnostics sectoriels étaient mis à disposition du public et de nos partenaires du 14 décembre 2020 au 12 mars 2021 sur la plateforme en ligne paysbarrois.consultvox.co. Le nombre de visiteurs est satisfaisant :

2. 602 visites uniques
3. 73 lectures du diagnostic territorial
4. 77 visites de la carte participative
5. 157 lectures des diagnostics sectoriels

Les contributions des partenaires se sont faites via la plateforme (5 contributions) mais aussi par mail (19 contributions) ou par téléphone (7 rendez-vous téléphoniques).
Deux présentations ont également eu lieu auprès des services intercommunaux de Portes de Meuse et de Meuse Grand Sud.

Quelques compléments ou corrections ont pu être apportés au diagnostic suite à cette consultation, sans remettre en cause l'équilibre du document.

Le comité de pilotage du PCAET réuni le 16 mars 2021 a pu prendre connaissance des observations faites et des corrections apportées, et ont accepté le document de diagnostic ainsi finalisé. Le comité syndical du Pays Barrois a adopté pour sa part le diagnostic le 31 mars 2021.

.../...

En conséquence, le Conseil Communautaire, sur avis conforme des commissions compétentes, à l'unanimité, décide de :
Par 58 voix pour

- Approuver le diagnostic du plan climat air énergie porté par le Pays Barrois,

- donner tout pouvoir à la Présidente ou à l'un de ses Vice-Présidents ou Conseillers Délégués pour signer tout document à intervenir et mener à bien cette affaire.

COOPERATION DECENTRALISEE - SOUTIEN A L'ASSOCIATION NIGER MA ZAADA - ANNEE 2021

2021-04-15-11

M. MICHEL
Il s'agit d'un rapport qui concerne la coopération que nous avons mise en place depuis maintenant six ans, donc six exercices -et je tenais quand même à le rappeler- au profit de l'association Niger Ma Zaada. Je pense qu'il est inutile de la présenter, puisque son Président l'a fait et franchement -je le répète ici- c'est une association admirable.

Pour revenir au cadre de ce rapport, c'est une disposition qui permet aux collectivités -notamment aux EPCI- d'allouer une partie jusqu'à hauteur de 1 % de leur produit sur l'eau et l'assainissement au profit d'actions humanitaires telle que celle-ci.

Les contraintes d'accès à l'eau et à l'assainissement constituent l'une des premières causes de mortalité au monde. Selon l'Organisation Mondiale de la Santé, environ 1,1 milliard de personnes dans le monde n'ont pas accès à une source d'approvisionnement en eau améliorée, tandis que 2,4 milliards n'ont pas accès à une installation d'assainissement améliorée, quelle qu'elle soit. Deux millions de personnes environ, pour la plupart des enfants de moins de cinq ans, meurent chaque année de maladies diarrhéiques. Les populations les plus touchées vivent dans les pays en développement, dans des conditions d'extrême pauvreté, en zone péri-urbaine ou rurale.

Pour réduire la charge de morbidité causée par ces facteurs de risque, l'OMS estime donc qu'il est d'une importance capitale de donner accès à des quantités suffisantes d'eau potable, de fournir des installations pour l'évacuation hygiénique des excreta et de mettre en place des comportements adéquats en matière d'hygiène.

Dans un contexte de mobilisation internationale et nationale sur ces enjeux, le parlement a adopté en 2005 la loi 2005-95 relative à la coopération internationale des collectivités territoriales et des agences de l'eau dans les domaines de l'alimentation en eau et de l'assainissement dite « loi OUDIN-SANTINI ».

L'article L.1115-1-1 du Code Général des Collectivités territoriales créé par cette loi dispose que « Les communes, les établissements publics de coopération intercommunale et les syndicats mixtes chargés des services publics de distribution d'eau potable et d'assainissement peuvent, dans la limite de 1 % des ressources qui sont affectées aux budgets de ces services, mener des actions de coopération avec les collectivités territoriales étrangères et leurs groupements, dans le cadre des conventions prévues à l'article L.1115-1, des actions d'aide d'urgence au bénéfice de ces collectivités et groupements, ainsi que des actions de solidarité internationale dans les domaines de l'eau et de l'assainissement ».

Par ailleurs, il a été retenu par la Communauté d'Agglomération, dans le cadre de l'étude sur l'évolution et l'harmonisation du prix de l'eau menée en 2016, une stabilisation de l'accompagnement au titre de la coopération décentralisée et un plafonnement à 0,5% des ressources qui sont affectées aux budgets Eau et Assainissement.

.../...

Nous sommes sollicités dans ce cadre par une association locale (NIGER MA ZAADA) engagée sur des actions de coopération décentralisée visant à l'amélioration des conditions de vie des populations, et ayant déjà été accompagnée en 2015, 2016, 2017, 2018, 2019 et 2020.

L'association souhaite cette année conduire, au NIGER, un projet de renforcement de la distribution d'eau et de l'assainissement sur trois villages, situés au cœur de la réserve naturelle des dernières girafes d'Afrique de l'Ouest, et composés essentiellement de cultivateurs et d'éleveurs qui vivent tant bien que mal de leur terre et de l'élevage :

- le village de DAREY (741 habitants)
- le village de GASSEDA (1500 habitants)
- le village de DAITAGUI FAKARA (1700 habitants).

Ces travaux permettront d'améliorer les conditions de vie des populations en luttant contre les maladies hydriques et allégeant le travail des familles pour la corvée d'eau. Ils contribueront aussi à sensibiliser les populations sur l'importance d'assainir la zone de pompage.

Le coût total de ce projet est de 143 300 €.

Concernant ce projet, les partenaires sollicités sont :

- Agences de l'Eau : 60 000 €
- **Communauté d'agglomération : 17 000 €**
- Commune de Tronville en Barrois : 1 000 €

Notre collectivité est donc sollicitée à hauteur de 17 000 €.

Il est proposé la répartition suivante :

CA_Eau	**9 000 €**
CA_Assainissement	**8 000 €**
TOTAL	**17 000 €**

Ce concours s'inscrit dans le respect du plafond précité de 0,5 % :

	BP 2021 Plafond (0,5%)	**Niger Ma Zaada**
Eau	12 479 €	9 000 €
Assainissement	10 871 €	8 000 €
TOTAL	**23 350 €**	**17 000 €**

Incidence sur le prix de l'eau :

	€ HT / m3	€ TTC / m3
Eau	0,0053 €	0,0056 €
Assainissement	0,0054 €	0,0059 €
TOTAL	**0,0107 €**	**0,0115 €**

.../...

En conséquence, le Conseil Communautaire, sur avis conforme des commissions compétentes, à l'unanimité, décide de :
Par 57 voix pour
1 abstention : M. AUBRY

- valider l'accompagnement, dans le cadre des dispositions précitées de la loi Oudin-Santini, du projet 2021 de l'association Niger Ma Zaada pour 17 000 € (9 000 € sur le budget eau, et 8 000 € sur le budget assainissement)

- autoriser la Présidente ou l'un de ses Vice-Présidents ou Conseillers Délégués à signer la convention de coopération, support de l'accompagnement de ce projet,

- donner tout pouvoir à la Présidente ou à l'un de ses Vice-Présidents ou Conseillers Délégués pour signer tout document à intervenir et mener à bien cette affaire.

EAU ET ASSAINISSEMENT - CREATION DE REGIES DOTEES DE L'AUTONOMIE FINANCIERE POUR LA GESTION DES SERVICES PUBLICS INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX RELATIFS A L'EAU POTABLE ET A L'ASSAINISSEMENT

2021-04-15-12

M. MICHEL
Je rappelle que la mise en place d'une régie autonome revêt un caractère obligatoire vis-à-vis de la réglementation. Deux choix ont été présentés au Conseil Communautaire, soit une régie dotée d'une personnalité morale, soit une régie à simple autonomie financière. Il a été décidé et acté par le Conseil Communautaire qu'on allait s'orienter vers une régie à simple autonomie financière ; pourquoi ? Parce que c'est le plus proche possible de ce qui existe aujourd'hui au niveau de la Communauté d'Agglomération, donc il s'agissait d'avoir un système qui soit le plus proche possible avec la mise en place de cette commission.

Je voudrais aussi revenir sur les propos de Madame la Présidente -et il est important qu'elle l'ait précisé-, puisqu'il y a quand même des choses qui, dans les faits, vont changer, notamment par rapport à la création de conseils d'exploitation (un conseil d'exploitation dédié au service de l'eau et un au service de l'assainissement), avec une représentativité qui sera un peu différente de la commission de l'eau qui elle, est exclusivement composée d'élus ; là il y aura également soit des experts qui seront désignés, soit des usagers. Ça me parait essentiel et c'est vraiment un aspect qui va certainement changer notre mode de fonctionnement -et je parle au niveau de la gouvernance.

La Communauté d'Agglomération Meuse Grand Sud exerce les compétences relatives à l'eau potable et à l'assainissement. À ce titre, elle doit satisfaire certaines obligations permettant de mener à bien l'exercice de ces missions.

Les services publics d'eau potable et d'assainissement sur le territoire de la collectivité sont actuellement gérés en régie « directe ».

Conformément aux dispositions de l'article L.1412-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), la Communauté d'Agglomération doit constituer une régie par service public industriel et commercial ; la gestion du service public d'eau potable et la gestion du service public d'assainissement doivent ainsi faire l'objet de régies distinctes.

Conformément à l'article L.2221-4 du CGCT, deux formes de régie sont envisageables :

- La régie dotée de la seule autonomie financière : mise en place d'un compte administratif particulier, d'un budget annexe et d'un conseil d'exploitation ;

.../...

- La régie dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière : création d'une nouvelle structure publique ayant son propre organe délibérant et décisionnel prenant la forme d'un établissement public industriel et commercial.
(La régie « directe », c'est-à-dire intégrée aux services administratifs et techniques de la collectivité n'est pas autorisée pour les régies d'eau ou d'assainissement des collectivités.)

Dans le cas d'une régie à simple autonomie financière :

- Le Conseil Communautaire est l'autorité délibérante, il met en œuvre la politique en matière d'eau potable et d'assainissement du territoire, tout en préservant les règles inhérentes à la gestion de fonds publics ;
- La régie est un organisme individualisé mais qui ne dispose pas de personnalité morale propre. Le service public reste intégré à la collectivité (comme dans la régie directe). Ses recettes et ses dépenses sont individualisées dans un budget annexe distinct (compte au Trésor distinct), annexé à celui de la collectivité ;
- La régie est administrée, sous l'autorité de la Présidente de la Communauté d'Agglomération Meuse Grand Sud, par un organe de direction : le conseil d'exploitation et son président, ainsi qu'un directeur ;
- L'ordonnateur de la régie est la Présidente de la Communauté d'Agglomération Meuse Grand Sud.

Ces caractéristiques ont conduit à privilégier cette première option (régie dotée de la seule autonomie financière), la plus proche de la situation actuelle : le Conseil Communautaire s'est prononcé en ce sens lors de la séance du 12 décembre 2019.

Afin de poursuivre ce dossier initié en 2019, il est donc envisagé de créer deux régies distinctes à seule autonomie financière :

- Une régie compétente pour l'eau potable dénommée : « Régie d'Eau Potable Bar-le-Duc Sud Meuse » ;
- Une régie compétente pour l'assainissement dénommée : « Régie d'Assainissement Bar-le-Duc Sud Meuse » ;
(En prenant en compte la gestion mutualisée des deux services, eau et assainissement).

En conséquence,

Considérant que le service d'eau potable et le service d'assainissement sont des services publics industriels et commerciaux (SPIC) ;

Considérant que les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre sont compétents pour exploiter directement leurs SPIC ;

Considérant que la Communauté d'Agglomération Meuse Grand Sud exerce les compétences relatives à l'eau et à l'assainissement ;

Considérant que la Communauté d'Agglomération doit alors constituer une régie pour la gestion de chacun des SPIC ;

Considérant que la Communauté d'Agglomération Meuse Grand Sud a opté pour le dispositif le plus simple, à savoir la constitution d'une régie dotée de la seule autonomie financière ;

Vu les articles L.1412-1, L.2221-1 et suivants, L.2221-11 et suivants et R. 2221-1 et suivants et R.2221-63 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu l'avis du Comité Technique en date du 14 avril 2021,

.../...

En conséquence, le Conseil Communautaire, sur avis conforme des commissions compétentes, à l'unanimité, décide de :
Par 58 voix pour

- approuver le principe de la création d'une régie dotée de la seule autonomie financière pour le service public d'eau potable ;

- approuver le principe de la création d'une régie dotée de la seule autonomie financière pour le service public d'assainissement ;

- donner tout pouvoir à la Présidente ou à l'un de ses Vice-Présidents ou Conseillers Délégués pour signer tout document à intervenir et mener à bien cette affaire.

PROJET DE RENOUVELLEMENT DE RESEAU D'EAU POTABLE A ROBERT-ESPAGNE
PREALABLEMENT AUX TRAVAUX DE REQUALIFICATION DE VOIRIE (PROJET DE LA COMMUNE)
VALIDATION DE L'AVANT-PROJET

2021-04-15-13

M. MICHEL
Il s'agit d'un projet lié à la réfection de la voirie sur la commune de Robert-Espagne, avec un linéaire quasiment de 1.200 m -de mémoire-, puisque bien sûr lorsqu'on refait la voirie, se pose toujours la question des réseaux. Et on le sait, sur Robert-Espagne comme sur d'autres communes d'ailleurs -je ne pointe pas du doigt la commune de Robert-Espagne-, il y avait souvent des interventions lourdes et répétées du service de l'eau par rapport à des fuites ou des problématiques au niveau des réseaux. Donc avant d'engager la phase lourde de voirie, on va changer les canalisations et les réseaux qui ne sont plus aux normes et qui posent problème.

Je souhaite revenir sur l'aspect financier de cette opération. Une réunion de cadrage -qui s'est tenue le 8 janvier- a permis de bien cadrer et mettre en ligne tous les différents prestataires -c'était important- mais surtout dans un 2ème temps de bien calibrer l'opération sur le plan financier. Vous verrez que c'est une pré-estimation. On y a intégré des surcoûts liés à des parties de voirie, notamment la gestion des enrobés pollués. Effectivement, des analyses laissent à supposer qu'il y a des problématiques à ce niveau, sans compter les frais d'études et frais annexes, ce qui fait qu'on arrive à cette fourchette comprise entre 796.000 et 876.000 € HT ; ça reste une fourchette et nous aurons l'épure définitive à l'issue de l'ouverture des plis et de la procédure d'appel d'offres.

Par délibération du 14 mai 2020, le Conseil Communautaire a approuvé l'engagement du projet de renouvellement de réseau d'eau potable à ROBERT-ESPAGNE, devant débuter par la consultation d'un maître d'œuvre, et la réalisation des études d'avant-projet.

Dans un contexte de crise sanitaire qui a impacté les effectifs et le fonctionnement des services de notre Communauté d'Agglomération (mobilisés sur la continuité des missions essentielles), le projet a été poursuivi selon les principales étapes suivantes :

- La consultation d'un maître d'œuvre a eu lieu aux 2ème et 3ème trimestre 2020.
- Le marché de maîtrise d'œuvre a été notifié à la société ALTEREO (anciennement G2C Environnement) le 21/10/2020.
- Les données nécessaires au démarrage de la mission ont été transmises au bureau d'étude fin octobre 2020, pour un démarrage de la mission en novembre 2020.

.../...

- En parallèle une enquête de branchements (eau potable et eaux usées) a été effectuée par notre Service Eau Assainissement communautaire (décembre 2020 à février 2021) :
- >> taux d'enquête : 98 propriétés enquêtées sur 108 sollicitées soit 91%.
- Après plusieurs versions de l'AVP/PRO [v0(18-01-2021), v1(17/02/2021)] appelant des observations techniques du Service Eau Assainissement, la dernière version de l'AVP/PRO a été livrée le 15/03/2021 (cf. annexe).

Les points à noter concernant l'AVP/PRO sont :

En cours d'étude d'avant-projet et d'enquête de branchements, il est apparu techniquement opportun :

- de revoir l'emprise du projet dans le secteur du monument aux morts (carrefour rue de Saint-Dizier / rue du Paquis / ruelle des Jardins) : réduction du projet rue de Saint-Dizier, mais extension du projet avec renouvellement des amorces de la rue du Paquis et de la ruelle des Jardins (permettant de reprendre des branchements problématiques)
(secteur A / Phase 1)
- d'étudier le prolongement du projet rue de Revigny (jusqu'à l'Ornain)
(secteur B / Phase 4)

Le projet représente :

- secteur A : 1 340 mètres de réseau principal et 79 branchements
- secteur B : 200 mètres de réseau principal et 7 branchements

Réfections de surface :

En principe, les travaux d'aménagement de la Commune auront lieu à la suite immédiate des travaux de renouvellement du réseau d'eau potable. Les réfections à engager par la Communauté d'Agglomération devraient donc être limitées aux réfections des emprises sous chaussée.

Néanmoins, en cas de déroulement/coordination défavorable, il est prévu le chiffrage des réfections connexes (emprises sous trottoirs) dans une tranche scindée optionnelle (indice C), qui ne devrait théoriquement pas être déclenchée.

Travaux sous chaussée :

Des carottages et analyses d'enrobés ont été effectués dans le cadre du projet pour vérifier la présence ou non d'amiante et/ou HAP. S'il n'a pas été détecté d'amiante, des HAP ont été détectés sur la majeure partie des carottages, ce qui va engendrer des difficultés supplémentaires et un surcoût (indice D).

Il sera nécessaire de réaliser des carottages supplémentaires pour circonscrire plus précisément la zone non impactée par les HAP.

.../...

Montant prévisionnel des travaux :

Travaux	**Estimation HT phase AVP**
A (secteur A) : - rue de Saint-Dizier + amorces rue du Paquis / ruelle des Jardins - rue de Gironde - place de Verdun	597 000 €
B (secteur B) : - rue de Revigny	84 000 €
D : gestion et évacuation des enrobés pollués aux HAP	79 000 €
TOTAL 1	**760 000 €**

Surcoûts possibles :

C : réfections connexes (emprises sous trottoirs) en cas de déroulement/coordination défavorable avec les travaux d'aménagement de la Commune	48 000 €
Imprévus	32 000 €
TOTAL 2	**840 000 €**

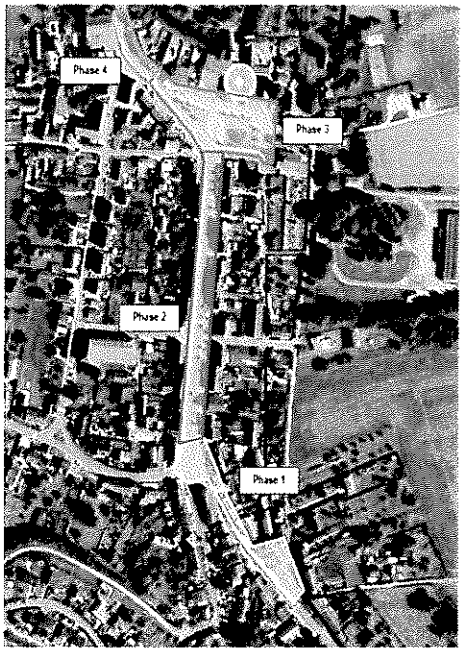
Frais d'études et frais annexes :

	Montant HT
Maîtrise d'œuvre	32 000 €
Diagnostic enrobés	1 000 €
Coordination SPS	2 000 €
Frais de publication	1 000 €
TOTAL frais annexes	**36 000 €**

TOTAL opération	**876 000 €**

.../...

Phasage envisagé :



Il est proposé au Conseil Communautaire de :

- **valider la réalisation du secteur B (rue de Revigny, phase 4)** dans la prolongation du secteur A (rue de Saint-Dizier + amorces rue du Paquis / ruelle des Jardins, rue de Gironde et place de Verdun, phases 1 à 3) ;
- **valider l'AVP/PRO pour un montant de travaux de 760 000 € à 840 000 € HT** (hors frais d'études et frais annexes) avec un financement 100% fonds propres (Budget Eau) ;
- **valider la poursuite de l'opération** (consultation des entreprises et réalisation des travaux).

En conséquence, le Conseil Communautaire, sur avis conforme des commissions compétentes, à l'unanimité, décide de :
Par 58 voix pour

- approuver la réalisation du secteur B (rue de Revigny, phase 4) dans la prolongation du secteur A,
- approuver l'AVP/PRO pour un montant de travaux de 760 000 € à 840 000 € HT (hors frais d'études et frais annexes),
- approuver la poursuite de l'opération de renouvellement de réseau d'eau potable à ROBERT-ESPAGNE (consultation des entreprises et réalisation des travaux),
- donner tout pouvoir à la Présidente ou à l'un de ses Vice-Présidents ou Conseillers Délégués pour signer tout document à intervenir et mener à bien cette affaire.

RAPPORT ANNUEL 2019 SUR LE PRIX ET LA QUALITE DES SERVICES PUBLICS DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT - SYNDICAT MIXTE GERMAIN GUERARD

2021-04-15-14

M. MICHEL
Je le répète -et je l'ai certainement dit en commission-, ce rapport concerne deux communes de la Communauté d'Agglomération, il s'agit de Rumont et de Vavincourt. Ça ne nécessite pas un vote de votre part, mais il y a quand même des éléments intéressants, notamment en termes de production d'eau, de linéaires avec à chaque fois non seulement un comparatif par rapport à l'exercice précédent, mais également une comparaison avec la Communauté d'Agglomération. Je vous invite donc à prendre connaissance de ce rapport

.../...

qui a l'immense mérite de fixer les choses et de pouvoir nous comparer sur certains domaines. Vous verrez également des éléments intéressants -et vous allez dire que ça vient obsessionnel chez moi- en termes de rendement de nos réseaux.

Mme la Présidente
En termes de comparaison de tarifs, je vous invite à regarder ceux pratiqués non seulement au niveau de l'eau potable, mais en ce qui concerne l'assainissement collectif, puisqu'on est nettement en-dessous, ainsi que sur le non-collectif où on passe quasiment du simple au double.

La Communauté d'Agglomération adhère au **Syndicat Mixte Germain Guérard** pour les compétences eau potable et assainissement pour les communes de RUMONT et VAVINCOURT.

Conformément aux articles L.2224-5 et D.2224-1 à 5 du Code Général des Collectivités Territoriales, il doit être présenté à l'assemblée délibérante, avant le 31/12/2020, le rapport annuel 2019 sur le prix et la qualité des services publics de l'eau potable et l'assainissement, établis par le Syndicat Mixte Germain Guérard.

Les rapports annuels 2019 établis par le syndicat et joints en annexe ont été reçus début décembre 2020 et n'ont pas pu être présentés au Conseil Communautaire de décembre 2020.

SYNTHESE du rapport annuel du service public de l'EAU POTABLE :

	Syndicat Mixte Germain Guérard		***Pour mémoire Communauté d'Agglomération Meuse Grand Sud***
	2018	**2019**	**2019**
Nombre de communes desservies	35 communes	**35 communes**	*31 communes*
Nombre d'habitants desservis	6 164 habitants dont communes C.A. : - RUMONT : 88 - VAVINCOURT : 514 - Sous-total : 602 (9,8%)	**6 124 habitants** dont communes C.A. : - RUMONT : 87 - VAVINCOURT : 517 - Sous-total : 604 (9,9%)	*35 973 habitants*
Nombre d'abonnés desservis	3 945 abonnés dont communes C.A. : - RUMONT : non communiqué - VAVINCOURT : non communiqué	**4 798 abonnés** (+853 ab.) (+21,6%) dont communes C.A. : - RUMONT : non communiqué - VAVINCOURT : non communiqué	*15 479 abonnés*
Volume produit	1 047 426 m3	**1 028 019 m3**	*3 429 680 m3*
Volume exporté	139 389 m3	**44 379 m3**	*13 451 m3*
Volume facturé	615 162 m3 dont - abo. domestiques : 323 946 m3 (53%) - abo. non domestiques : (usage agricole) 291 216 m3 (47%)	**646 961 m3** dont - abo. domestiques : 285 513 m3 (44%) - abo. non domestiques : (usage agricole) 361 448 m3 (56%)	*1 649 373 m3* *dont* *- abo. domestiques : 1 594 533 m3 (97%)* *- abo. non domestiques : 54 840 m3 (3%)*
Linéaire réseaux	292 km	**292 km**	*406 km*

.../...

	Syndicat Mixte Germain Guérard		*Pour mémoire Communauté d'Agglomération Meuse Grand Sud*
	2018	**2019**	**2019**
Rendement	72,8 %	**68 %**	*57,3 %*
Qualité de l'eau : taux de conformité param. microbiologiques	94,7%	**98,6%**	*100%*
Qualité de l'eau : taux de conformité param. physico-chimiques	98,7%	**100%**	*99,5%*
Prix de l'eau 2019 en € TTC par m3 (pour 120 m3)	2,31 €/m3	**2,17 €/m3**	*2,46 €/m3*
Montant TTC d'une facture d'eau de 120 m3	277,51 €	**260,99 €**	*294,72 €*

SYNTHESE du rapport annuel du service public de l'assainissement collectif :

	Syndicat Mixte Germain Guérard		*Pour mémoire Communauté d'Agglomération Meuse Grand Sud*
	2018	**2019**	**2019**
Nombre de communes desservies	3 communes	**3 communes**	*24 communes*
Nombre d'habitants desservis	766 habitants dont communes C.A. : - VAVINCOURT : 480 (63%)	**966 habitants** dont communes C.A. : - VAVINCOURT : 480 (50%)	*32 708 habitants*
Nombre d'abonnés desservis	527 usagers (erroné) dont communes C.A. : - VAVINCOURT : 225 (43%)	**422 abonnés** dont communes C.A. : - VAVINCOURT : 232 (55%)	*13 738 abonnés*
Volume facturé	56 484 m3 (erroné)	**29 601 m3**	*1 441 611 m3*
Linéaire réseaux	13 km	**18 km**	*241 km*
Stations de traitement des eaux usées (STEU) + capacité	3 STEU : ERIZE ST DIZIER : 170 EH SOUILLY : 400 EH VAVINCOURT : 550 EH	3 STEU : ERIZE ST DIZIER : 170 EH SOUILLY : 400 EH VAVINCOURT : 550 EH	*8 STEU :* *HERONNIERE : 35 000 EH* *LONGEAUX : 250 EH* *MENAUCOURT : 270 EH* *NAIX-AUX-FORGES : 250 EH* *NANT-LE-GRAND : 65 EH* *ST AMAND / ORNAIN : 80 EH* *TRONVILLE : 15 000 EH* *VAL D'ORNAIN : 1 100 EH*
Boues évacuées en tonnes de matières sèches	0 tMS	**0 tMS**	*681 tMS*
Prix 2019 en € TTC par m3 (pour 120 m3)	2,61 €/m3	**2,55 €/m3**	*2,00 €/m3*

.../...

	Syndicat Mixte Germain Guérard		*Pour mémoire Communauté d'Agglomération Meuse Grand Sud*
	2018	**2019**	**2019**
Montant TTC 2019 d'une facture d'assainissement de 120 m3	313,50 €	**305,58 €**	239,98 €

SYNTHESE du rapport annuel du service public de l'assainissement non collectif :

	Syndicat Mixte Germain Guérard	*Pour mémoire Communauté d'Agglomération Meuse Grand Sud*
	2019	**2019**
Nombre de communes desservies	**60 communes**	*31 communes*
Population totale sur le territoire	**13 785 habitants**	*35 973 habitants*
Nombre d'habitants desservis par l'ANC	**10 724 habitants**	*3 265 habitants*
Taux de couverture de l'ANC	**78 %**	*9 %*
Parc d'installations d'ANC	**non communiqué**	*1 473*
Tarif du contrôle des installations neuves	**150 € HT**	*140 € HT*
Tarif du contrôle des installations existantes (1er contrôle)	**150 € HT**	*81 € HT*
Tarif du contrôle des installations existantes	**150 € HT**	*70 € HT*

En conséquence, le Conseil Communautaire, sur avis conforme des commissions compétentes, décide de :

- Prendre acte des rapports annuels 2019 sur le prix et la qualité des services publics de l'**eau potable** et de l'**assainissement** établis par le syndicat mixte Germain Guérard.

TRAVAUX D'ASSAINISSEMENT ET D'ACCESSIBILITE SUR LES BATIMENTS COMMUNAUTAIRES RUE ERNEST BRADFER

2021-04-15-15

M. DEPREZ

La commune de Bar-le-Duc ayant décidé d'aménager l'arrêt de bus situé rue Bradfer, au niveau des bâtiments du service « ordures ménagères », nous avons donc pensé que c'était l'occasion de reprendre toute cette zone qui va changer dans sa structure, ce qui va améliorer l'accessibilité de nos bâtiments -ceux du service « ordures ménagères », mais également pour le service « transports »-. La cour est en mauvais état, puisque c'est là où rentrent les bus, c'est dégradé et il y a des problèmes d'écoulement des eaux. C'est donc l'occasion de refaire tous ces travaux en même temps pour une somme qui est de l'ordre d'environ 150.000 €. On espère une DETR de 70 %, donc l'autofinancement serait alors de 48.000 €.

Par délibération du 23 mars 2021, le Conseil Municipal de Bar-le-Duc a approuvé la mise en œuvre de travaux de mise en accessibilité de l'arrêt de bus situé à proximité des bâtiments communautaires rue Ernest Bradfer.

.../...

En complément de ces travaux, la Communauté d'Agglomération souhaite engager une opération de mise en conformité des installations d'assainissement et de réfection partielle des cours des bâtiments communautaires situés 59 rue Ernest Bradfer.

Ces travaux ont pour objectif de permettre une meilleure accessibilité des usagers et l'amélioration des conditions de stationnement sur le parking.

Le cabinet Atelier et Paysage a réalisé une maîtrise d'œuvre conjointe pour les travaux d'accessibilité de l'arrêt de bus Bradfer pour la Ville et les travaux menés par la communauté d'Agglomération.

Ce projet est estimé à 159 852.91€ HT. Le soutien de l'Etat sera recherché à hauteur de 70%.

Les dépenses seront réparties entre les budgets annexes Transports et Ordures ménagères selon le plan de financement suivant :

Dépenses			**Recettes**		
	Budget Transport	**Budget OM**			
Travaux préliminaires	23 160,00 €	1 800,00 €	Etat DETR	111 897,04 €	70%
Traitement de surface	42 595,00 €	75,00 €	Autofinancement	47 955,87 €	30%
Espaces verts	6 887,00 €	- €			
Mobilier	3 350,00 €	- €			
Réseaux / Assainissement	41 170,00 €	1 200,00 €			
Aire de lavage	- €	14 050,00 €			
Relevé topographique	1 170,00 €				
Investigations complémentaires	2 800,00 €				
Maîtrise d'œuvre	16 940,00 €				
Aléas (3%)	4 142,16 €	513,75 €			
Sous total HT	**142 214,16 €**	**17 638,75 €**			
Total HT		**159 852,91 €**		**159 852,91 €**	**100%**

En conséquence, le Conseil Communautaire, sur avis conforme des commissions compétentes, à l'unanimité, décide de :
Par 58 voix pour

- Approuver le plan de financement et la sollicitation des partenaires
- Donner tout pouvoir à la Présidente ou à l'un de ses Vice-Présidents ou Conseillers Délégués pour signer tout document à intervenir et mener à bien cette affaire.

RECRUTEMENT D'UN MAITRE D'ŒUVRE POUR LA DEFINITION D'UN PROGRAMME DE TRAVAUX SUR LES CENTRES NAUTIQUES

2021-04-15-16

La Communauté d'Agglomération assure la gestion de deux centres nautiques à Bar-le-Duc et Ligny-en-Barrois. Ces établissements, bien qu'entretenus régulièrement, nécessitent des travaux d'amélioration et de remplacement de certains équipements techniques.

.../...

En 2021, la collectivité souhaite lancer une maîtrise d'œuvre afin de :

- Etablir un état des lieux et définir un programme de travaux
- Fournir une analyse fonctionnelle et technique du bâti existant
- Permettre d'établir le périmètre du programme de travaux ainsi qu'une estimation financière et d'en déduire la faisabilité de l'opération.

Cette étude a été chiffrée à hauteur de 16 830.00€. Le soutien de l'Etat sera recherché à hauteur de 50% selon le plan de financement suivant :

Dépenses		**Recettes**		
Diagnostic	2 524,50 €	Etat DETR	8 415,00 €	50%
APD	2 524,50 €	Autofinancement	8 415,00 €	50%
PRO	2 524,50 €			
ACT	841,50 €			
VISA	841,50 €			
DET	6 732,00 €			
AOR	841,50 €			
Total HT	**16 830,00 €**	**Total HT**	**16 830,00 €**	**100%**

En conséquence, le Conseil Communautaire, sur avis conforme des commissions compétentes, à l'unanimité, décide de :
Par 58 voix pour

- Approuver le plan de financement et la sollicitation de l'Etat,

- Donner tout pouvoir à la Présidente ou à l'un de ses Vice-Présidents ou Conseillers Délégués pour signer tout document à intervenir et mener à bien cette affaire.

SIGNATURE D'UNE CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE AVEC LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DE LA MEUSE

2021-04-15-17

Mme la Présidente
Comme je vous le disais tout à l'heure en séance privée, dès que le travail pour cette convention territoriale sera complété et amendé avec la CAF, je demanderai à la CAF de venir en faire une présentation à l'ensemble des élus de l'Agglomération.

Après avoir approuvé, en décembre dernier, le principe d'inscription dans une démarche partenariale partagée d'élaboration d'une convention territoriale globale (CTG) avec la Caisse d'Allocations Familiales de la Meuse (CAF), il est nécessaire de valider la première mouture de cette convention qui fixe les grands enjeux et également les axes stratégiques en matière de petite enfance, enfance et jeunesse et parentalité, dans un objectif de sécurisation des soutiens financiers qui étaient présents pour la précédente contractualisation : le Contrat Enfance Jeunesse. **Il ne s'agit donc pas de la version finale et exhaustive, qui sera le fruit de la réflexion qui va se dérouler tout au long de l'année.**

.../...

Pour mémoire, la CAF a des champs d'intervention multiples (petite enfance, enfance, jeunesse, parentalité, animation de la vie sociale, logement et amélioration du cadre de vie, accès aux droits, accessibilité aux services...), qu'elle décline dans une approche territoriale globale, et qui croisent ceux de notre territoire, inscrits dans les compétences et le projet de territoire de l'agglomération.

La CTG, qui est le nouveau cadre de toutes les interventions de la CAF sur un territoire, est une convention de partenariat co-construite, visant à renforcer l'efficacité, la cohérence et la coordination des actions, afin d'apporter des réponses pertinentes aux besoins des familles.

Ce partenariat se concrétise aujourd'hui par la signature d'un premier accord cadre de Convention Territoriale Globale (CTG) pour la période 2020-2023. Cette contractualisation permet, à l'issue d'un diagnostic partagé, d'identifier les caractéristiques et les besoins du territoire, et d'en déduire des axes prioritaires pour les champs d'intervention à privilégier au moins dans les domaines de l'intervention auprès des familles sur l'enfance, la jeunesse et la parentalité.

D'ores et déjà, les premiers constats dressés dans le diagnostic partagé sont les suivants :

- Une relative stabilité de la population totale,
- Une stabilité des moins de 6 ans, une progression des 3-5 ans, une évolution à l'identique des tendances meusiennes sur toutes les tranches d'âge, une progression plus marquée des 65-79 ans et des 80 ans et +,
- La ville de Bar-le-Duc concentre à elle seule 43% de la population du territoire, Ligny en Barrois = 12%, Fains-Véel = 6%, ces 3 communes concentrent au total 61% de la population de l'EPCI,
- Une progression de la population sur des communes situées au nord de Bar-le-Duc, au nord et au sud de Ligny en Barrois, sur Robert Espagne également,
- Une forte progression des hommes seuls et des familles monoparentales, supérieure ou proche des moyennes départementales observées sur la période,
- Une part de propriétaires importante mais légèrement en retrait de la moyenne départementale, un taux de locataires plus élevé notamment dans le parc social,
- Un taux d'activité globalement en retrait, plus marqué pour les hommes, un taux d'activité féminine dans la tendance départementale, un peu plus élevé et en progression pour les femmes de 25- 54 ans et 55 ans et plus,
- Une proportion d'actifs légèrement en retrait, une représentativité plus importante des inactifs notamment des retraités,
- Une part nettement plus importante d'ouvriers, de professions intermédiaires, de cadres et d'artisans/commerçants/chefs d'entreprise,
- Un taux de chômage élevé mais qui reste stable, un taux de chômage féminin légèrement en retrait,
- Moins d'actifs travaillant hors de leur commune de résidence, liée à la configuration du bassin de l'emploi présent sur la Communauté d'Agglomération,
- Moins de revenus d'activité, plus de retraites dans la typologie des revenus disponibles observée,
- Un taux de pauvreté moins élevé, stable ou légèrement en retrait,
- Un taux d'allocataires à bas revenus (= allocataires « pauvres » ou « fragiles ») supérieur aux moyennes observées, principalement concentrés sur Bar-le-Duc et Ligny-en Barrois,
- Une baisse significative des familles allocataires avec enfant(s) de moins de 3 ans et des 12-17 ans, idem pour les enfants,
- Une baisse des naissances très marquée sur 10 ans, notamment sur Bar le Duc, Ligny et Tronville-en-Barrois, une stabilité sur Fains-Véel,
- Un taux de couverture « petite enfance » élevé, un taux d'assistantes maternelles dans la moyenne meusienne (= *nombre d'assistante maternelle pour 100 enfants*), un taux d'enfants gardés chez une assistante maternelle (= *bénéficiaires du CMG Paje AMAT*) en retrait, une part élevée d'assistantes maternelles de 55 ans et plus, une tension observée sur l'accueil individuel, une concentration de l'accueil individuel sur Bar le Duc et à proximité,

.../...

- Une plus forte représentativité des aides au logement mais des aides en baisse, une majorité versée dans le parc locatif social et en progression (à noter que les AL peuvent s'apparenter à des aides « sociales » proches des minima sociaux), une très forte concentration sur Bar le Duc et Ligny en Barrois, Fains-Veel et Tronville en Barrois liée à la typologie du parc locatif et social,

Concrètement, la Convention Territoriale Globale définit un objectif commun, le projet social du territoire, et un cadre pour traiter de problématiques locales nécessitant une stratégie communautaire. A partir de ce diagnostic partagé et des intentions politiques de notre territoire, il est possible de déterminer 4 grands enjeux qui sous-tendront l'ensemble de la démarche et les axes stratégiques thématiques

- Garantir la cohésion sociale sur l'ensemble du territoire et pour l'ensemble des habitants
- Développer des politiques de service de qualité, participatives, efficientes et innovantes.
- Ecouter l'ensemble des habitants et des acteurs engagés dans les politiques familiales et sociales du territoire.
- Développer l'attractivité du territoire en permettant à chacun(e) d' « Habiter le territoire » et de « Partager la vie »

La Convention Territoriale Globale appuie également l'ingénierie territoriale à travers le financement d'une coordination communautaire, en charge d'animer cette CTG et les actions qu'elle propose.

La durée d'application de la CTG est fixée pour une période de 4 ans, de 2020 à 2023. Pendant cette période, la CTG vient en complément des divers engagements de la CAF sur le territoire.

La Communauté d'Agglomération Meuse Grand Sud, la Caisse d'Allocations Familiales de la Meuse, les communes de Bar-le-Duc, Robert-Espagne, Tronville-en-Barrois, Ligny-en-Barrois, Velaines et Tannois, ainsi que l'Etat, le Département, l'Education Nationale et la MSA des Charentes seront cosignataires de la Convention Territoriale Globale.

Il est donc proposé au Conseil Communautaire d'autoriser la signature de cette première version de la CTG, afin de permettre la poursuite des financements auparavant accordés par la CAF de la Meuse dans le cadre du Contrat Enfance Jeunesse, sachant qu'elle sera modifiée à l'issu du travail réalisé cette année pour lui offrir toute l'ampleur voulue, et en l'intégrant aux autres démarches stratégiques en cours.

En conséquence, le Conseil Communautaire, sur avis conforme des commissions compétentes, à l'unanimité, décide de :
Par 57 voix pour
Ne prend pas part au vote : M. DEJAIFFE

- Autoriser la signature de la Convention Territoriale Globale jointe avec la Caisse d'Allocations Familiales de la Meuse

- Donner tout pouvoir à la Présidente ou à l'un de ses Vice-Présidents ou Conseillers Délégués pour signer tout document à intervenir et mener à bien cette affaire.

CONVENTION SERVITUDE AVEC STE ENEDIS/PARCELLE AB N° 882 COMMUNE DE LIGNY EN BARROIS

2021-04-15-18

Une convention de servitudes de passage pour le renouvellement du réseau électrique basse tension souterrain sur la parcelle AB N° 882, rue des Tilleuls sur la commune de Ligny en Barrois, a été signée le 17 février 2021 avec la Société ENEDIS.

.../...

La Société ENEDIS a sollicité, à ses frais, une étude notariale aux fins d'authentification de cette convention par publication auprès du service de la publicité foncière.

En conséquence, le Conseil Communautaire, sur avis conforme des commissions compétentes, à l'unanimité, décide de :
Par 58 voix pour

- Autoriser la Société ENEDIS à poser un coffret réseau et deux câbles basse tension souterrains sur la parcelle AB N° 882, Commune de Ligny en Barrois,

- Donner tout pouvoir à la Présidente ou à l'un de ses Vice-Présidents ou Conseillers Délégués pour signer tout document à intervenir et mener à bien cette affaire.

VALORISATION DES CHARGES SUPPLETIVES 2020

2021-04-15-19

Mme la Présidente
Ce rapport formalise vraiment le soutien important de l'Agglomération aux associations, comme vous avez pu vous en rendre compte.

L'article L 2313-1 du Code Général des Collectivités Territoriales impose aux collectivités de plus de 3 500 habitants de fournir, en annexe au compte administratif, « la liste des concours attribués par la commune sous forme de prestations en nature ou de subventions ».

Un rapport spécifique permet de valider chaque subvention allouée à une association. Depuis 2017, la valorisation des charges supplétives est réalisée sous la forme d'un rapport annuel unique.

Le législateur n'a pas précisé la méthode de calcul de ces charges supplétives. Le groupe de travail – Associations a déterminé sa propre méthode, appliquée à l'ensemble des bâtiments communaux et communautaires affectés à des usages associatifs.

Cette démarche a permis de constater que les moyens des collectivités dédiés aux associations du territoire dépassait largement la référence antérieure exclusivement liée aux subventions.

Méthode d'évaluation des charges supplétives :

- Identification des charges directement imputables à un équipement
  - Eau
  - Electricité
  - Chauffage
  - Charges d'entretien courant (ménage)
  - Contrats de maintenance
  - Interventions d'entretien ponctuel (services techniques)
- Evaluation d'une valeur locative

Il s'agit d'une valeur théorique, basée sur des références des services des domaines, lorsqu'elles existent.

Répartition des charges entre les occupants :

Pour chaque équipement, les différents occupants sont identifiés et les charges sont réparties au prorata des temps d'occupation.

.../...

Les occupations relevant des usages propres de la collectivité, des usages scolaires, sont exclues des calculs.
2 modes de calcul sont utilisés :

- Soit l'identification d'un temps d'occupation, notamment pour les usages ponctuels ;
- Soit l'application d'un ratio : exemple d'un gymnase partagé en 2 clubs, répartition de 40% des charges pour l'un et 60% pour l'autre.

Comme les années passées, la démarche n'a pas de volonté d'exhaustivité, même si nous progressons dans le recollement des données, notamment grâce à l'usage d'un nouveau logiciel. L'enjeu est de disposer d'une valeur de référence concernant les avantages en nature octroyés, globalement ou à chaque association.

Le tableau fait état des charges supplétives par association, en indiquant à la fois les montants correspondant aux équipements de la Communauté d'Agglomération et de la Ville de Bar-le-Duc. Certaines associations bénéficient d'accès à des infrastructures relevant des 2 collectivités.

Information des associations concernées et suite à donner :

Après validation du tableau, chaque association recevra un courrier lui indiquant le montant des charges supplétives la concernant. L'association pourra demander des explications ou signaler une anomalie.
Ensuite, l'association devra intégrer les montants correspondant en dépenses/recettes, dans les comptes 861/871. Les associations qui pratiquent la valorisation du bénévolat utilisent déjà ce mécanisme, avec les comptes 864 et 870.

Situation particulière de 2020 :

Les pratiques associatives ont été affectées par la crise sanitaire, ce qui a contraint la collectivité à fermer les équipements sur de longues périodes. Il est donc proposé de tenir compte de cette situation pour établir les tableaux, en dissociant 3 situations :

- Un équipement avec un utilisateur unique (Théâtre municipal de Bar-le-Duc, bureaux affectés à une association...), affectation des charges supplétives sans pondération ;
- Un équipement de plein air dont l'usage a été restreint, application d'un ratio de 60% sur les charges supplétives ;
- Un équipement couvert qui a subi les fermetures successives, application d'un ratio de 40% sur les charges supplétives.

En conséquence, le Conseil Communautaire, sur avis conforme des commissions compétentes, à l'unanimité, décide de :
Par 58 voix pour

- Valider les montants correspondant aux charges supplétives, au profit des associations, intégrés au tableau joint,

- Donner tout pouvoir à la Présidente ou à l'un de ses Vice-Présidents ou Conseillers Délégués pour signer tout document à intervenir et mener à bien cette affaire.

SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT AUX AMICALES DES SAPEURS-POMPIERS - ANNEE 2021

2021-04-15-20

Des demandes de subventions de fonctionnement ont été formulées par les Amicales de sapeurs-pompiers.

La Communauté d'Agglomération décide d'attribuer une subvention de fonctionnement aux différentes amicales de sapeurs-pompiers présentes sur son territoire.

.../...

En 2021, le montant de la subvention est déterminé en lien avec le nombre d'adhérents, membres de chaque amicale, dans une enveloppe globale de 9 500 €.

	2020		2021	
Amicale	Adhérents de l'association	Montant de la subvention votée	Adhérents de l'association	Montant de la subvention
Bar-le-Duc	77	3 935 €	70	3 575 €
Beurey-sur-Saulx	38	1 940 €	38	1 940 €
Ligny-en-Barrois	48	2 450 €	50	2 555 €
Tronville-en-Barrois	23	1 175 €	28	1 430 €
TOTAL	**186**	**9 500 €**	**186**	**9 500 €**

Le montant de la subvention sera susceptible d'évoluer chaque année en fonction du nombre d'adhérents par amicale.

En conséquence, le Conseil Communautaire, sur avis conforme des commissions compétentes, à l'unanimité, décide de :
Par 58 voix pour

- Approuver pour 2021, les subventions de fonctionnement telles que présentées dans la présente délibération,

- Donner tout pouvoir à la Présidente ou à l'un de ses Vice-Présidents ou Conseillers Délégués pour signer tout document à intervenir et mener à bien cette affaire.

Mme la Présidente
J'ai déjà eu les remerciements anticipés de l'Amicale des sapeurs-pompiers, parce que cette subvention est très importante pour eux ; merci pour eux.

ATTRIBUTION D'UN FONDS DE CONCOURS AUX COMMUNES MEMBRES DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION - PROGRAMME ET REGLEMENT 2021

2021-04-15-21

M. GUYOT
L'abandon de la mesure 6.10 est un manque à gagner pour l'Agglomération de 500.000 € sur ses investissements et je pense qu'il est bon de le rappeler par rapport à une remarque que j'ai entendue tout à l'heure. L'effort que l'on fait pour maintenir ce fonds de concours pour les petites communes me parait important.

Mme la Présidente
Je vous engage tous à bien lire l'annexe dans laquelle figurent le règlement et les dates importantes.

La Communauté d'Agglomération a conduit jusqu'en 2019 une campagne annuelle d'attribution d'un fonds de concours visant à accompagner les projets d'investissement portés par les communes du territoire. Ce fonds s'est élevé en 2019 à 176 110 €, correspondant à 25% de l'enveloppe de 704 440 € attribuée par le GIP Objectif Meuse à la Communauté d'Agglomération au titre de la mesure 6.10 de son programme d'activité.

.../...

Entre 2015 et 2019, le fonds de concours a ainsi permis d'accompagner 63 projets communaux d'investissement, soit 916 868,19 € pour un montant total de travaux de 7 617 714,60 € HT. En 2019, 13 projets représentant un investissement de 544 841,48 € HT, ont pu bénéficier d'une subvention.

L'évolution du programme d'activités du GIP Objectif Meuse en 2020 n'a pas permis de reconduire ce dispositif l'année passée.

Au regard de la nécessité pour la Communauté d'Agglomération d'apporter un soutien financier aux projets d'investissement portés par les communes, il est proposé d'allouer un budget de 180 000 € pour la mise en œuvre d'un fonds de concours pour l'année 2021. A la différence des campagnes annuelles précédentes, cette enveloppe ne sera pas alimentée par les subventions accordées par le GIP Objectif Meuse. Les demandes de subvention des communes seront examinées sur la base du règlement joint.

Les opérations ne pourront en aucun cas démarrer avant qu'un accord écrit ne soit envoyé à la commune par la Communauté d'Agglomération.

Les subventions seront attribuées par délibération du Conseil Communautaire.

En conséquence, le Conseil Communautaire, sur avis conforme des commissions compétentes, à l'unanimité, décide de :
Par 58 voix pour

- Approuver la mise en œuvre d'un fonds de concours visant à accompagner les projets d'investissement communaux, à hauteur de 180 000 € pour l'année 2021 ;

- Approuver le règlement d'intervention de la Communauté d'Agglomération ;

- Donner tout pouvoir à la Présidente ou à l'un de ses Vice-Présidents ou Conseillers Délégués pour signer tout document à intervenir et mener à bien cette affaire.

REALISATION DE TRAVAUX DE VOIRIE
ZAC DE LA GRANDE TERRE II

2021-04-15-22

M. GILLET
Je vous rappelle à toutes fins utiles que les travaux seront réalisés jusqu'à la concession Peugeot et en face du Jardiland. On a forcément des contacts et une enseigne que vous connaissez va se transférer sur le site, mais il y a en d'autres -pas uniquement des enseignes- qui ont des velléités de s'implanter dans cette zone. Il est nécessaire de réaliser ces travaux et de permettre un accueil un peu plus décent.

M. PANCHER
Je voulais souligner que c'était vraiment une très bonne nouvelle pour notre territoire, le fait de voir de nouvelles enseignes s'installer sur cette zone dans le contexte économique que l'on connait ; ça démontre vraiment l'attractivité de ce bassin de vie et je voulais le souligner.

J'observe que ces implantations de nouvelles surfaces commerciales se font dans un contexte où le commerce local est très vivant. En allant visiter avec Jean-Michel GUYOT une trentaine de commerçants à Ligny-en-Barrois ces dernières semaines – et je suis allé également visiter autant de commerces sur Bar-le-Duc-, j'ai été frappé par le dynamisme du commerce local. On voit des enseignes qui arrivent, ce qui va compléter cette zone d'acticités qui va d'ailleurs bientôt être complètement remplie et c'est complémentaire au commerce local.

Je voulais aussi faire une troisième observation, puisque c'est un investissement de vingt ans. C'est un pari très lourd fait par l'ancienne Communauté de Communes de Bar-le-Duc, puisque le pari était d'emprunter pour créer une zone d'attractivité commerciale au coût particulièrement élevé et évidemment, tout cela ne pouvait

.../...

s'équilibrer que par la perception d'avoir des enseignes arrivant sur notre territoire. Finalement tout est bien qui finit bien, on va avoir la poursuite d'une belle zone d'activités commerciales dans un contexte où le commerce local est vraiment très vivant et continue à se développer sur notre territoire.

M. DEJAIFFE
Est-ce que vous pourriez nous dire à quelle date se ferait le transfert des entreprises sur la zone ?

Mme la Présidente
Je sais simplement -mais je vais laisser la parole aux spécialistes- que le permis de construire de Collot vient d'être signé.

M. GILLET
Comme Martine vient de le dire, le premier permis de construire vient d'être signé et les travaux commencent dès demain. En ce qui concerne les autres candidats, nous sommes dans une phase de pour-parler, donc vous imaginez bien que je ne peux pas les citer ce soir. Il est évident que dans le dialogue qui est le nôtre, on reviendra très vite vers l'ensemble des élus de façon à vous informer. Je n'ai pas l'habitude de « *botter en toucher* », mais malheureusement je ne peux pas faire autrement.

L'implantation de nouvelles enseignes sur la ZAC de la Grande Terre implique la réalisation de travaux d'aménagement de la voirie de l'avenue éponyme située sur le finage de la commune de Longeville-en-Barrois.

Côté Nord (en bleu sur le plan) :

- Aménagement de l'accotement composé d'une banquette engazonnée et plantée d'arbres et d'une allée revêtue d'un béton bitumeux dans la continuité des amorces réalisées de part et d'autre (côté Jardi-Leclerc et côté carrefour giratoire),
- Création de 3 accès aux parcelles.

Côté Sud (en violet sur le plan) :

- Aménagement de l'accotement composé d'un trottoir revêtu d'un béton bitumeux dans la continuité des amorces réalisées de part et d'autre,
- Création de 3 accès aux parcelles,
- Finition du trottoir aménagé provisoirement devant la parcelle AA145.

Aménagement de la section de voirie proche du giratoire (en orange sur le plan) : réfection du revêtement de la chaussée incluant la reprise partielle du profil en long pour l'adoucir

Aménagement de la section de voirie située devant les parcelles (en jaune sur le plan) : réfection du revêtement de la chaussée.

Ces travaux ont été estimés à hauteur de 297 875.68€ HT. Pour l'accompagner, le soutien de l'Etat et du GIP Objectif Meuse sera recherché selon le plan de financement suivant :

Dépenses		**Recettes**		
Aménagement côté Nord	107 301,96 €	Etat DETR	178 725,41 €	60%
Accotement Avenue des romains	91 835,60 €	GIP Objectif Meuse	59 575,14 €	20%
Plantations - espaces verts	5 017,50 €			
2 Accès type parcelle AA 148	4 543,70 €			
1 Accès type parcelle AA 149	5 905,16 €	Autofinancement	59 575,14 €	20%
Aménagement côté Sud	105 784,66 €			
Accotement Avenue des Romains	83 452,36 €			

.../...

2 Accès type parcelle AA 148	*8 913,30 €*			
1 Accès type parcelle AA 149	*7 440,60 €*			
Trottoir devant AA 145	*5 978,40 €*			
Chaussée Avenue des Romains	*84 789,06 €*			
Section proche giratoire	*36 365,40 €*			
Section devant parcelles	*46 556,20 €*			
Signalisation horizontale	*1 867,46 €*			
Total HT	*297 875,68 €*	*Total HT*	297 875,68 €	100%

En conséquence, le Conseil Communautaire, sur avis conforme des commissions compétentes, à l'unanimité, décide de :
Par 58 voix pour

- Approuver le projet d'aménagement de la voirie ZAC de la Grande Terre,
- Approuver le plan de financement et la demande de soutien à l'Etat et au GIP Objectif Meuse,
- Donner tout pouvoir à la Présidente ou à l'un de ses Vice-Présidents ou Conseillers Délégués pour signer tout document à intervenir et mener à bien cette affaire.

(Départ de Monsieur Hervé VUILLAUME)

AMENAGEMENT DE L'AIRE DE GRAND PASSAGE

2021-04-15-23

Mme la Présidente
Je rappelle pour mémoire que ce schéma acte aussi le passage de la capacité d'accueil à 100 caravanes, sachant qu'on était aux alentours de 60.

M. ABBAS
Oui et encore, nous avons limité.

Mme la Présidente
Oui, on nous demandait effectivement 200, mais nous avons souhaité pour l'instant nous limiter à 100.

La Communauté d'Agglomération doit réaliser des travaux sur les installations électriques et l'assainissement de l'aire de grand passage située à Fains-Véel, afin d'assurer sa mise en conformité avec le schéma départemental d'accueil des gens du voyage.

Ces travaux comprendront :

- L'installation d'un candélabre
- Le remplacement de l'armoire électrique
- L'installation d'une fosse de stockage des eaux usées
- L'installation de panneaux de signalisation

.../...

Cette opération a été estimée à hauteur de 10 105€ HT. Le soutien de l'Etat sera recherché selon le plan de financement suivant :

Dépenses		Recettes		
Assainissement	4 050,00 €	Etat DETR	7 073,50 €	70%
		Autofinancement		
Electricité	5 055,00 €	t	3 031,50 €	30%
Signalisation	1 000,00 €			
Total HT	10 105,00 €	Total HT	10 105,00 €	100%

En conséquence, le Conseil Communautaire, sur avis conforme des commissions compétentes, à l'unanimité, décide de :
Par 57 voix pour

- Approuver le plan de financement et la sollicitation du soutien de l'Etat,

- Donner tout pouvoir à la Présidente ou à l'un de ses Vice-Présidents ou Conseillers Délégués pour signer tout document à intervenir et mener à bien cette affaire.

APPROBATION DU REGLEMENT D'INTERVENTION DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION POUR L'OPAH ET L'OPAH-RU

2021-04-15-24

Mme la Présidente
Je voudrais ajouter qu'il faut que nous pensions -mais je sais que nous avons commencé à le faire- à mettre en œuvre une campagne de promotion tout à fait claire et pour cela, forcément il faut un travail de communication important.

La Communauté d'Agglomération Bar-le-Duc Sud Meuse a approuvé par délibération du 3 décembre 2020 deux projets de conventions d'opération programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH) :

- Une OPAH sur l'ensemble du territoire des 33 communes de la Communauté d'Agglomération, à l'exception des centres anciens de Bar-le-Duc et de Ligny-en-Barrois ;
- Une OPAH de renouvellement urbain (OPAH-RU) dans les deux centres anciens.

A la suite des délibérations conjointes du conseil communautaire et des conseils municipaux de Bar-le-Duc et de Ligny-en-Barrois, les projets de conventions sont en cours de finalisation avec l'ensemble des partenaires associés, tandis qu'un prestataire de suivi-animation, le CAL SOLIHA, a été recruté par la Communauté d'Agglomération.

Au regard de l'évolution des règles d'intervention de l'Anah pour 2021, les objectifs en matière d'amélioration énergétique des logements de propriétaires occupants ont évolué afin de prendre en compte la nécessité d'un gain énergétique de 35% (supérieur aux exigences précédentes). Les objectifs « propriétaires occupants » sont ainsi passés de 219 à 156 pour l'OPAH et de 80 à 65 pour l'OPAH-RU.

.../...

De manière synthétique, les objectifs ajustés de l'OPAH sont les suivants :

	Année 1	Année 2	Année 3	TOTAL
Logements Propriétaires occupants	52	52	52	156
Logements Propriétaires bailleurs	3	3	3	9
Logements Copropriétés	0	20	34	54
TOTAL	**55**	**75**	**89**	**219**

Les objectifs de l'OPAH-RU sont quant à eux :

	Année 1	Année 2	Année 3	Année 4	Année 5	TOTAL
Logements Propriétaires occupants	13	13	13	13	13	65
Logements Propriétaires bailleurs	18	18	18	18	18	90
Logements Copropriétés	0	0	18	18	19	55
TOTAL	**31**	**31**	**49**	**49**	**50**	**210**

A ce titre, il est nécessaire d'adapter le règlement d'intervention de la Communauté d'Agglomération de la manière suivante :

- Aide aux travaux d'amélioration énergétique – propriétaires occupants

    1. Attribution d'une prime à l'ensemble des travaux d'amélioration énergétique des propriétaires occupants ;
    2. Evolution du montant maximal de la prime, de 1 500 € à 1 000 €.

- Aide aux travaux couplés rénovation énergétique/maintien à domicile

    1. Evolution des gains énergétiques minimaux : ceux-ci doivent être supérieurs ou égaux à 35%.

En conséquence, le règlement du fonds commun d'intervention Région/Communauté d'Agglomération doit également être adapté pour intégrer ces modifications.

La signature des conventions, correspondant à leur démarrage opérationnel, est prévue pour la fin du premier semestre.

En conséquence, le Conseil Communautaire, sur avis conforme des commissions compétentes, à l'unanimité, décide de :
Par 57 voix pour

- Approuver la modification du règlement d'intervention de la Communauté d'Agglomération dans le cadre de l'OPAH et de l'OPAH-RU ;

- Autoriser la Présidente à signer la convention de financement avec le Conseil Régional Grand Est, visant à mettre en œuvre un fonds d'intervention commun pour l'OPAH et l'OPAH-RU ;

- Donner tout pouvoir à la Présidente ou à l'un de ses Vice-Présidents ou Conseillers Délégués pour signer tout document à intervenir et mener à bien cette affaire.

.../...

SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT AUX ASSOCIATIONS AU TITRE DE L'ANNEE 2021 - ACCUEIL DES JEUNES

2021-04-15-25

Le logement des jeunes entrant dans la vie active ou réalisant un stage dans le cadre d'une formation professionnelle, sur le territoire, constitue un enjeu majeur pour la promotion de l'emploi local.

L'association « L'accueil des jeunes » intervient sur ce champ, depuis des années.

Une demande de subvention de fonctionnement a été formulée par l'association « L'Accueil des jeunes », œuvrant à accompagner des jeunes dans l'accès au logement, en leur proposant notamment une offre d'hébergement. Cette subvention s'élève à 8 350 € pour l'année 2021.

En conséquence, le Conseil Communautaire, sur avis conforme des commissions compétentes, à l'unanimité, décide de :
Par 57 voix pour

- Approuver, pour 2021, la subvention de fonctionnement telle qu'exposée dans la présente délibération,

- Donner tout pouvoir à la Présidente ou à l'un de ses Vice-Présidents ou Conseillers Délégués pour signer tout document à intervenir et mener à bien cette affaire.

PROGRAMME D'AIDE AU RAVALEMENT DE FAÇADES PRIVEES - ANNEE 2021

2021-04-15-26

La Communauté d'Agglomération Bar-le-Duc Sud Meuse porte depuis plusieurs années un programme annuel d'aide au ravalement des façades privées à l'échelle de l'ensemble de son territoire.

Afin d'intégrer l'intérêt patrimonial des immeubles au calcul du montant maximal de la prime, les seuils d'intervention et d'attribution ont été redéfinis en 2020 de la manière suivante :

- Immeuble construit entre 1900 et 1965 : 25% d'une dépense subventionnable de 4 000 € TTC, soit une prime maximale de 1 000 € ;
- Immeuble construit avant 1900 ou en pierre apparente ou pans de bois : 25% d'une dépense subventionnable de 8 000 € TTC, soit une prime maximale de 2 000 € ;
- Immeuble construit avant 1900 et en pierre apparente ou pans de bois : 25% d'une dépense subventionnable de 12 000 € TTC, soit une prime maximale de 3 000 €.

Sur la base de ces critères et au titre de la campagne annuelle de 2020, 18 projets représentant 203 514,09 € de travaux ont été accompagnés par la Communauté d'Agglomération à hauteur de 29 435,88 €.

Au regard de ces résultats, il est proposé de reconduire le même dispositif pour l'année 2021.

Un règlement, joint en annexe, précise les conditions d'intervention de la collectivité.

.../...

En conséquence, le Conseil Communautaire, sur avis conforme des commissions compétentes, à l'unanimité, décide de :
Par 57 voix pour

- Approuver la mise en place d'une intervention financière pour soutenir une politique de ravalement des façades privées ;

- Approuver le règlement d'attribution des primes d'aide au ravalement des façades privées ;

- Donner tout pouvoir à la Présidente ou à l'un de ses Vice-Présidents ou Conseillers Délégués pour signer tout document à intervenir et mener à bien cette affaire.

AVENANT N°3 A LA CONVENTION DE MUTUALISATION DE CIRCUITS SCOLAIRES

2021-04-15-27

Le présent rapport a pour but de présenter l'avenant n°3 à la convention de mutualisation de circuits de transports scolaires.

La Communauté d'Agglomération Bar-le-Duc Sud Meuse et le Conseil départemental de la Meuse ont signé une convention de mutualisation de circuits scolaires en date du 13 août 2014, fixant les modalités d'organisation des circuits de transport desservant les communes de Mognéville, Couvonges, Beurey sur Saulx, Robert Espagne, Val d'Ornain, Nant le Grand et Géry.

L'objet de cette convention est d'optimiser les véhicules de transport en ce qui concerne la desserte de circuits mixtes organisés par la Communauté d'Agglomération Bar-le-Duc Sud Meuse et la Région Grand Est (le Département de la Meuse en 2014).

Cette convention a été amendée par les avenants suivants :

- Avenant n°1 du 5 novembre 2014 : intégration de la commune Naives Rosières dans la convention de mutualisation de circuits scolaires
- Avenant n°2 du 29 mars 2016 intégrant un article supplémentaire à la convention de mutualisation de circuits scolaires

L'avenant n°3 vise à intégrer la desserte d'une nouvelle commune sur un circuit organisé par la Région Grand Est dans le cadre de la convention de mutualisation de circuits scolaires et de ses avenants. En effet, suite à la décision de la Mairie de Chardogne d'intégrer le groupe scolaire de Mussey à partir de septembre 2020, les élèves de Chardogne sont pris en charge sur le circuit BAR-LE-DUC20 organisé par la Région Grand Est.

Une refacturation est ensuite établie à l'attention de la Communauté d'Agglomération au prorata du nombre d'élèves transportés.

En conséquence, le Conseil Communautaire, sur avis conforme des commissions compétentes, à l'unanimité, décide de :
Par 57 voix pour

- Approuve les modifications apportées par avenant,

- donner tout pouvoir à la Présidente ou à l'un de ses Vice-Présidents ou Conseillers Délégués pour signer tout document à intervenir et mener à bien cette affaire.

.../...

AVENANT N°8 A LA DELEGATION DE SERVICE PUBLIC EN MATIERE DE TRANSPORT

2021-04-15-28

Ce projet d'avenant a pour but de prendre en compte une modification sur le circuit SCOLAIRE 15 à partir de la rentrée de septembre 2020-2021.

En effet, en raison de l'absence d'élève sur la commune de Géry, le circuit SCOLAIRE15 desservant les communes de Salmagne, Loisey, Culey et Géry est modifié pour la rentrée scolaire 2020-2021. La ligne ainsi amendée tient compte de la suppression de la desserte de Géry et permet une économie de temps de parcours et de kilomètres.

Les conséquences financières de l'ajustement de l'offre de transport sur la compensation financière forfaitaire (CFF) est précisé dans l'avenant 8 ci-joint.

L'impact sur le montant de la CFF est donc de – 1703.36 € HT.

Cette modification entrera en vigueur en date du 2 novembre 2020 jusqu'au 6 juillet 2021.

Ce circuit sera amené à évoluer en fonction de la présence ou non d'élèves à compte de la rentrée de septembre 2021.

En conséquence, le Conseil Communautaire, sur avis conforme des commissions compétentes, à l'unanimité, décide de :
Par 57 voix pour

- Autoriser la signature de l'avenant n°8,

- donner tout pouvoir à la Présidente ou à l'un de ses Vice-Présidents ou Conseillers Délégués pour signer tout document à intervenir et mener à bien cette affaire.

RATIOS AVANCEMENT DE GRADE

2021-04-15-29

Depuis la loi du 19 février 2007, les collectivités doivent définir elles-mêmes les taux de promotion pour l'avancement de grade de leurs agents. Ces ratios doivent être fixés par l'assemblée délibérante après avis du comité technique.

Cette modalité concerne tous les avancements de grades (pour toutes les filières), sauf ceux du cadre d'emplois des agents de police.

Le ratio est le rapport entre le nombre d'agents qui peuvent être promus et le nombre d'agents qui remplissent les conditions statutaires. Ce taux, appelé « ratio promus – promouvables », peut varier entre 0 et 100%.

Il est à noter que ce ratio demeure un nombre plafond de fonctionnaires pouvant être promus. Les arrêtés d'avancement de grade restent de la compétence de l'autorité territoriale. L'autorité territoriale peut choisir de ne pas inscrire les agents sur le tableau d'avancement même si les ratios le permettent. En revanche, elle ne peut prononcer les nominations que dans la limite des ratios fixés par l'assemblée délibérante.

Il est rappelé que la règle interne consistant à ne proposer que les agents qui n'ont pas eu d'avancement de grade ou de promotions internes dans un délai de 3 ans est maintenue.

Dans le cadre des négociations sur les lignes directrices de gestion introduite par la loi du 6 août 2019 relative à la transformation de la fonction publique, il est proposé de fixer les ratios d'avancement de grade au taux de

.../...

100% pour l'ensemble des grades d'avancement de tous les cadres d'emplois des différentes filières, l'autorité territoriale appréciant, au vu de la manière de servir de l'agent mais également les besoins de la collectivité, si l'avancement de grade peut être prononcé.

Le comité technique a émis un avis favorable sur ces propositions de ratios le 14 avril 2021.

En conséquence, le Conseil Communautaire, sur avis conforme des commissions compétentes, à l'unanimité, décide de :
Par 57 voix pour

- approuver les ratios d'avancement de grade proposés ci-dessus,

- donner tout pouvoir à la Présidente ou à l'un de ses Vice-Présidents ou Conseillers Délégués pour signer tout document à intervenir et mener à bien cette affaire.

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE SERVICE PASSEE AVEC LA VILLE DE BAR LE DUC

2021-04-15-30

Conformément à l'article L5211-4-1 III du code général des collectivités territoriales, les services d'un établissement public de coopération intercommunale peuvent être mis en tout ou partie à disposition d'une ou plusieurs de ses communes membres pour l'exercice de leurs compétences lorsque cette mise à disposition présente un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation des services.

Dans le cadre des mises à disposition ainsi prévues, une convention conclue entre l'établissement public de coopération intercommunale et la commune intéressée en fixe les modalités après consultation des comités techniques compétents.

Cette convention prévoit notamment les conditions de remboursement par la commune bénéficiaire de la mise à disposition des frais de fonctionnement du service.

Les fonctionnaires et agents territoriaux non titulaires affectés au sein d'un service ou d'une partie de service mis à disposition sont de plein droit et sans limitation de durée mis à disposition du maire.

Ils sont placés, pour l'exercice de leurs fonctions, sous son autorité fonctionnelle.

Une convention de mise à disposition de service avec la Communauté d'Agglomération avait été actée par délibération du 13 juin 2019.

Considérant l'intérêt que représente cette mutualisation pour le bon fonctionnement de la collectivité, la Ville de Bar le Duc sollicite la Communauté d'Agglomération afin de bénéficier du renouvellement de cette convention pour une durée de 5 ans.

Le comité technique réuni le 27 janvier 2021 a donné un avis favorable.

En conséquence, le Conseil Communautaire, sur avis conforme des commissions compétentes, à l'unanimité, décide de :
Par 57 voix pour

- Autoriser la Présidente ou l'un de ses Vice-Présidents ou Conseillers Délégués à signer la convention de mise à disposition de service avec la Ville de Bar le Duc

- donner tout pouvoir à la Présidente ou à l'un de ses Vice-Présidents ou Conseillers Délégués pour signer tout document à intervenir et mener à bien cette affaire.

.../...

CONSTITUTION D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES POUR LA FOURNITURE DE CARBURANTS POUR LE PARC AUTOMOBILE

2021-04-15-31

La Communauté d'Agglomération Bar-le-Duc Sud Meuse, le Centre Intercommunal d'Action Sociale et la Ville de Bar le Duc souhaitent recourir à un groupement de commandes, conformément aux articles L.2113-6 et L.2113-7 du Code de la Commande Publique, afin d'optimiser la procédure et de regrouper les besoins des trois structures dans le cadre du renouvellement du marché de fourniture de carburants pour le parc automobile qui prendra fin le 21 février 2022.

Ce groupement est ouvert à toutes les communes membres de la Communauté d'Agglomération intéressées.

L'approvisionnement de carburant en station-service est réalisé par cartes accréditives.

L'adhésion au groupement de commandes est conditionnée par la passation, par chaque structure et avant le début de la procédure de mise en concurrence, d'une délibération approuvant cette adhésion et la signature d'une convention constitutive qui fixe les règles de fonctionnement du groupement.

L'adhésion au groupement de commandes vaut pour toute la durée du marché.
Le retrait d'un membre du groupement ou l'adhésion d'un nouveau membre est interdit après signature de la convention.

L'estimation des besoins des différents membres du groupement étant supérieure aux seuils des procédures formalisées, la consultation fera l'objet d'un appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-1 à L.2124-2 et R.2124-1 à R.2124-2 du Code de la Commande Publique.

Il est proposé d'utiliser la Commission d'Appel d'Offres de la Communauté d'Agglomération et d'autoriser la Communauté d'Agglomération à être le coordonnateur de ce groupement et de préparer, signer et notifier le marché au nom de l'ensemble des membres dudit groupement.

Chaque membre du groupement sera chargé d'évaluer ses besoins, d'exécuter et régler le marché, pour la part correspondant à ses besoins.

En conséquence, le Conseil Communautaire, sur avis conforme des commissions compétentes, à l'unanimité, décide de :
Par 57 voix pour

- adhérer au groupement de commandes relatif à la passation d'un marché public pour la fourniture de carburants pour le parc automobile ;

- autoriser la Présidente ou l'un de ses Vice-Présidents ou Conseillers Délégués à signer la convention de groupement de commandes ;

- donner tout pouvoir à la Présidente ou à l'un de ses Vice-Présidents ou Conseillers Délégués pour signer tout document à intervenir et mener à bien cette affaire.

CONSTITUTION D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES POUR LA REALISATION DE TRAVAUX AU SEIN ET AUX ABORDS DU SITE COMMUNAUTAIRE 59 RUE BRADFER

2021-04-15-32

Ayant respectivement prévu de mettre les installations d'assainissement du site sis 59 rue Bradfer en conformité et de rénover une partie des cours, d'aménager le trottoir contigu et de rendre l'arrêt de bus voisin

.../...

accessible, la Communauté d'Agglomération Bar-le-Duc Sud Meuse et la Ville de Bar-le-Duc ont, accompagnées par la même équipe de maîtrise d'œuvre, entrepris les études s'y rapportant.

Les interventions projetées nécessitant d'être coordonnées pour optimiser la réalisation des ouvrages, il apparaît intéressant d'envisager la passation des marchés de travaux dans le cadre d'une procédure mutualisée, en constituant un groupement de commandes, conformément aux articles L.2113-6 et L.2113-7 du Code de la commande publique.

L'adhésion au groupement de commandes est conditionnée par la passation, par chaque structure et avant le début de la procédure de mise en concurrence, d'une délibération approuvant cette adhésion et la signature d'une convention constitutive qui fixe les règles de fonctionnement du groupement.

Chacune des 2 collectivités conserverait, pour la partie qui la concerne, ses droits et obligations quant à la définition du programme des travaux et des missions confiées au maître d'œuvre, au suivi des études, à la validation des projets et des documents produits, à la réception des travaux et au paiement des sommes dues aux entreprises.

L'adhésion au groupement de commandes vaut pour toute la durée du marché.

Le retrait d'un membre du groupement ou l'adhésion d'un nouveau membre est interdit après signature de la convention.

L'estimation des travaux étant globalement inférieure aux seuils des procédures formalisées, la consultation ferait l'objet d'une procédure adaptée en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 et suivants du Code de la commande publique.

Il est proposé d'utiliser la commission MAPA de la Ville de Bar-le-Duc et d'autoriser la Ville de Bar-le-Duc à être le coordonnateur de ce groupement et de préparer, signer et notifier le marché au nom de l'ensemble des membres dudit groupement.

Le projet de convention de groupement de commandes est joint au présent rapport et soumis aux membres du Conseil Communautaire.

En conséquence, le Conseil Communautaire, sur avis conforme des commissions compétentes, à l'unanimité, décide de :
Par 57 voix pour

- donner son accord pour la constitution d'un groupement portant sur la réalisation de travaux au sein et aux abords du site 59 Rue Bradfer ;

- adhérer au groupement de commandes constitué et autoriser la Présidente ou l'un des Vice-Présidents ou Conseillers Délégués à signer la convention de groupement de commandes ;

- donner tout pouvoir à la Présidente ou à l'un de ses Vice-Présidents ou Conseillers Délégués pour signer tout document à intervenir et mener à bien cette affaire.

CONSTITUTION D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES POUR LA FOURNITURE DE TITRES RESTAURANTS

2021-04-15-33

La Communauté d'Agglomération Bar-le-Duc Sud Meuse, le Centre Intercommunal d'Action Sociale et la Ville de Bar le Duc souhaitent recourir à un groupement de commandes, conformément aux articles L.2113-6 et L.2113-7 du Code de la Commande Publique, afin d'optimiser la procédure et de regrouper les besoins des trois structures dans le cadre du renouvellement du marché de fourniture de titres restaurants qui prendra fin le 31 décembre 2021.

.../...

Ce groupement est ouvert à toutes les communes membres de la Communauté d'Agglomération intéressées.

L'adhésion au groupement de commandes est conditionnée par la passation, par chaque structure et avant le début de la procédure de mise en concurrence, d'une délibération approuvant cette adhésion et la signature d'une convention constitutive qui fixe les règles de fonctionnement du groupement.

L'adhésion au groupement de commandes vaut pour toute la durée du marché.
Le retrait d'un membre du groupement ou l'adhésion d'un nouveau membre est interdit après signature de la convention.

L'estimation des besoins des différents membres du groupement étant supérieure aux seuils des procédures formalisées, la consultation fera l'objet d'un appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-1 à L.2124-2 et R.2124-1 à R.2124-2 du Code de la commande publique.

Il est proposé d'utiliser la Commission d'Appel d'Offres de la Communauté d'Agglomération et d'autoriser la Communauté d'Agglomération à être le coordonnateur de ce groupement et de préparer, signer et notifier le marché au nom de l'ensemble des membres dudit groupement.

Chaque membre du groupement sera chargé d'évaluer ses besoins, d'exécuter er régler le marché, pour la part correspondant à ses besoins.

En conséquence, le Conseil Communautaire, sur avis conforme des commissions compétentes, à l'unanimité, décide de :
Par 57 voix pour

- adhérer au groupement de commandes relatif à la passation d'un marché public pour la fourniture de titres restaurants ;

- autoriser la Présidente ou l'un de ses Vice-Présidents ou Conseillers Délégués à signer la convention de groupement de commandes ;

- donner tout pouvoir à la Présidente ou à l'un de ses Vice-Présidents ou Conseillers Délégués pour signer tout document à intervenir et mener à bien cette affaire.

PERTES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES

2021-04-15-34

M. BRIEY
A noter que sur les budgets eau & assainissement, l'ardoise remonte au temps de la Communauté de Communes du Centre Ornain.

Le receveur de la Communauté d'Agglomération Bar-le-Duc Sud Meuse informe la collectivité de son impossibilité à recouvrer les recettes à hauteur de 38 651.02 TTC décomposées comme suit par budget et dont le détail est mentionné en annexe :

Budget principal – COMPTE 6542	29.55 € TTC
Budget annexe ordures ménagères – COMPTE 6542	11 439.32 € TTC
Budget annexe Assainissement – COMPTE 6542	11 887.12 € TTC
Soit	10 825.49 € HT

.../...

Budget annexe Eau – COMPTE 6542	15 295.03 € TTC
Soit	14 497.66 € HT

Les créances éteintes, compte 6542 pour une somme TTC de 38 651.02 €, concernent des titres qui ne pourront être recouvrés pour motif : Surendettement et décision effacement de dette, clôture insuffisance actif sur redressement judiciaire / liquidation judiciaire.

En conséquence, le Conseil Communautaire, sur avis conforme des commissions compétentes, à l'unanimité, décide de :
Par 57 voix pour

- autoriser le passage des écritures en perte sur créances suivant le détail joint en annexe,
- donner tout pouvoir à la Présidente ou à l'un de ses Vice-Présidents ou Conseillers Délégués pour signer tout document à intervenir et mener à bien cette affaire.

SUBVENTION D'EQUILIBRE 2021 AU CIAS

2021-04-15-35

M. BRIEY
Mesdames et Messieurs, chers collègues, je tiens tout d'abord à vous préciser que je voterai contre cette délibération sur la subvention d'équilibre pour le CIAS, parce que ce vote est le seul moyen actuellement pour dénoncer le manque d'équité dans le traitement des établissements sur notre territoire, mais également parce que c'est le seul moyen pour faire entendre une approche différente.

J'ai conscience qu'une intervention à la 35ème délibération sur 50 risque de quelque peu indisposer certains, mais je me dois de dénoncer certaines iniquités. Je m'oppose à la subvention d'équilibre 2021 au CIAS, parce que cette subvention aurait pu être minorée de 293.000 €, résultat excédentaire du CIAS en 2020 qui a été attribué en fonds de concours à l'EHPAD de la côte Sainte-Catherine. Cet apport financier à cette structure d'accueil vient tout naturellement minorer le coût et par conséquent, réduire le prix de journée pour les personnes âgées accueillies et ça, je m'en réjouis.

Mais ce soutien financier se fait également au détriment d'autres établissements dont celui de Ligny-en-Barrois qui n'a pas bénéficié de subvention d'une collectivité, qui devra lui emprunter et par conséquent majorer son prix de journée.

L'EHPAD de la côte Sainte-Catherine a déjà bénéficié d'un soutien financier de 1 M€ de notre collectivité auquel il faudra ajouter ces 293.000 €. Pour Ligny-en-Barrois, aucun soutien ou égalité de traitement. Pourquoi les personnes âgées de notre territoire devront-elles payer plus cher pour être accueillies à Ligny-en-Barrois ? Quelle égalité de traitement ? Quelle politique territoriale en direction des séniors ?

Madame la Présidente et Monsieur le 1er Vice-Président me répondent que la collectivité n'a plus les moyens financiers. Alors permettez-moi de vous faire un petit retour sur nos décisions ces derniers mois :

- abandon de créance auprès de SARAYA : 300.000 €
- travaux de remise en état des cuves pour SARAYA toujours dans le cadre de vente : 150.000 €
- 293.000 € de subvention d'équilibre pour le CIAS

soit un total de 743.000 €, des fonds qui auraient été fléchés sur d'autres opérations mais qui auraient pu également être attribués à l'EHPAD de Ligny-en-Barrois et permettre de proposer un prix de journée plus abordable aux personnes âgées du territoire. Certes, c'est une autre façon de voir, mais à ce jour impossible à débattre au sein de notre Conseil.

.../...

J'avais fait en décembre une proposition pour la mise en place de groupes au sein de ce Conseil, mais cette proposition a été rejetée. Quel dommage de se passer de controverses, car c'est bien dans la controverse que se constituent les projets, ce projet de territoire que nous attendons tous et qui nous manque tant. Merci.

Mme la Présidente
Monsieur BRIEY, je ne vais pas revenir sur l'histoire, mais l'EHPAD de Ligny-en-Barrois n'est pas de la compétence de l'Agglomération. Je ne referai pas et je n'injurierai pas le passé, mais au moment de la fusion des établissements, il n'y a eu aucune demande de la Ville de Ligny-en-Barrois pour intégrer l'EHPAD de Ligny-en-Barrois dans le patrimoine et dans la responsabilité de l'Agglomération.

M. BRIEY
Je peux vous répondre ?

Mme la Présidente
Non, c'est bon comme ça, parce que sinon on est là jusqu'à demain.

La Communauté d'Agglomération Bar-le-Duc Sud Meuse verse au Centre Intercommunal d'Action Sociale de la Communauté d'Agglomération Bar-le-Duc Sud Meuse, une subvention qui lui permet d'équilibrer son budget.

La subvention 2020 s'élevait à 1 380 121 €.

Compte tenu, d'une part des contraintes financières qui pèsent sur la Communauté d'Agglomération, et d'autre part des excédents cumulés au CIAS (1 944 719,33 € au 31 décembre 2020), il est proposé de verser une subvention d'un montant de 1 280 121 € au titre de 2021.

Cette dépense est inscrite sur la ligne budgétaire 65-020100-657362.

En conséquence, le Conseil Communautaire, sur avis conforme des commissions compétentes, à la majorité, décide de :
Par 50 voix pour
1 voix contre : M. BRIEY
6 abstentions : M. DEJAIFFE, M. RAULOT, M. PICHON, Mme MATHIEU, M. JOURON, M. NICOLAS

- Autoriser le versement de la subvention au CIAS au titre de 2021 pour 1 280 121 €,

- Donner tout pouvoir au Président ou à l'un de ses Vice-Présidents ou Conseillers Délégués pour signer tout document à intervenir et mener à bien cette affaire.

RECOUVREMENT DES CHARGES DE CENTRALITE 2021

2021-04-15-36

Les budgets annexes de la Communauté d'Agglomération bénéficient de l'expertise des services transversaux. A ce titre, une quote-part de ces frais généraux doit être refacturée aux budgets annexes.

En 2016, dans le cadre de son audit, le cabinet Stratorial Finances avait émis des recommandations sur les modalités de calcul de refacturation, avec une prise en charge progressive sur 3 ans. Les modalités de calcul ont été présentées dans la délibération n°21 du 26 septembre 2016, soit 1/3 des charges recouvrées en 2016, 2/3 en 2017 et la totalité des charges réelles à partir de 2018.

.../...

Dans un premier temps, quatre thématiques ont été identifiées. Pour chacune d'entre elles, le coût annuel a été déterminé, en fonction du réalisé 2020 de la Communauté d'agglomération :

- Les ressources humaines : 350 611,08 €
- La direction des finances : 353 768,11 €
- La direction générale : 373 196,04 €
- Les marchés publics/affaires juridiques : 202 538,45 €

Dans un deuxième temps, une clef de répartition a été appliquée à chacune des thématiques (cf. annexe partie 1)

Enfin, dans un troisième temps, les deux informations ont été croisées pour déterminer un coût annuel par budget (cf. annexe partie 2).

Au vu de la spécificité de chaque budget, il est proposé d'acter la refacturation pour les quatre budgets annexes conformément aux inscriptions du budget primitif 2021 :

	Pour rappel 2016 (1/3)	Pour rappel 2017 (2/3)	Pour rappel 2018	Pour rappel 2019	2020	2021
Ordures ménagères	14 500 €	14 500 €	17 846 €	73 350 €	133 350 €	133 350 €
Assainissement	40 000 €	76 500 €	76 500 €	76 500 €	73 875 €	82 000 €
Eau	50 000 €	97 500 €	97 500 €	97 500 €	97 500 €	120 500 €
Transport	40 000 €	30 000 €	33 345 €	33 000 €	33 500 €	36 500 €

Par ailleurs, le calcul des charges de centralité n'intégrait pas à l'origine le service communication. Or, il apparait que certains budgets nécessitent un appui important de ce service. Aussi, à compter de l'exercice 2021, une somme forfaitaire de participation sera intégrée en sus des charges de centralité.

Ces participations aux charges de communication sont réparties comme suit :

- 10 000 € sur le budget ordures ménagères
- 5 000 € sur le budget assainissement
- 5 000 € sur le budget eau.

En conséquence, le Conseil Communautaire, sur avis conforme des commissions compétentes, à l'unanimité, décide de :
Par 57 voix pour

- Valider le montant 2021 de refacturation des frais généraux du budget principal auprès des budgets annexes.
- Valider la participation forfaitaire aux frais de communication.

- Donner tout pouvoir à la Présidente ou à l'un de ses Vice-Présidents ou Conseillers Délégués pour signer tout document à intervenir et mener à bien cette affaire.

APPROBATION DU RESULTAT DE CLOTURE DE LA DEUXIEME TRANCHE DE LA ZAC GRANDE TERRE

2021-04-15-37

M. PANCHER
Je voulais me féliciter de ce rapport, parce que c'est vraiment la démonstration que la ZAC de la Grande Terre est complétement équilibrée financièrement, que ça n'a pas coûté un euro au contribuable et que ça a permis

.../...

de fixer un nombre particulièrement important d'emplois qui seraient partis ailleurs. C'est la démonstration des lucidités et de l'engagement parfois des collectivités -la nôtre en particulier-. Nous n'avons pas à rougir de ce type d'engagement, donc bravo pour cet équilibre. Je le rappelle, les risques au départ étaient quand même relativement importants ; qu'aurait-on dit si ce parc commercial ne s'était pas rempli, en accusant les collectivités d'avoir dilapidé l'argent du contribuable ? Mais ce n'est pas le cas, les choix ont été bons, des emplois ont été fixés ici et il vaut mieux qu'ils l'aient été sur notre territoire plutôt que de partir à Saint-Dizier ou ailleurs en emploi commercial.

Et j'ajoute que ce parc a été très bien dimensionné. Il y a eu parfois des zones commerciales à la périphérie de ville qui font un peu honte, mais ça n'a pas été le cas ici sur la Communauté d'Agglomération.

Par convention de mandat en date du 16 février 2005 et ses avenants successifs, la Communauté de Communes de Bar-le-Duc à laquelle s'est substituée la Communauté d'Agglomération Bar-le-Duc Sud Meuse, a confié à la SEBL Grand Est, une mission de maîtrise d'ouvrage déléguée en vue de réaliser les dossiers de création, de réalisation et de DUP d'une ZAC d'activités commerciales constituant une 2ème tranche de la « ZAC de la Grande-Terre ».

La mission de la SEBL étant aujourd'hui achevée, il convient de clore cette opération afin de donner quitus à la SEBL Grand Est.

Les montants de dépenses et recettes sont arrêtés à :

- Total des dépenses (y compris rémunération SEBL) : 4 420 761,16 € TTC.
- Totales des recettes (Hors rémunération SEBL) : 4 436 307,926 € TTC.

Le bilan établi au 31 décembre 2019 fait apparaitre un solde de 15 456,76 € TTC (y compris honoraires de SEBL Grand Est).

La rémunération de la SEBL se porte à 214 560,19 € TTC.

Le protocole de clôture proposé à la signature est présenté en annexe.

En conséquence, le Conseil Communautaire, sur avis conforme des commissions compétentes, à l'unanimité, décide de :
Par 57 voix pour

- Prendre acte du bilan de clôture de l'opération « Etudes et travaux d'aménagement de la seconde tranche de la ZAC de la Grande Terre »,

- Solliciter le remboursement de l'excédent de trésorerie par SEBL au profit de la collectivité,

- Donner quitus à la SEBL de sa mission au titre de la clôture de l'opération,

- Approuver le protocole de clôture,

- donner tout pouvoir à la Présidente ou à l'un de ses Vice-Présidents ou Conseillers Délégués pour signer tout document à intervenir et mener à bien cette affaire.

.../...

EXAMEN DU RAPPORT DE GESTION DU CA 2019 DE LA SPL XDEMAT

2021-04-15-38

Par délibération du 15 juin 2015, notre Conseil a décidé de devenir actionnaire de la société SPL-Xdemat créée en février 2012 par les Départements des Ardennes, de l'Aube et de la Marne, afin de bénéficier des outils de dématérialisation mis à disposition comme Xmarchés, Xactes, Xelec, Xparaph, Xconvoc...

De ce fait, il convient d'examiner le rapport de gestion du Conseil d'administration de la société. Le Conseil d'administration de la société a approuvé les termes de son rapport de gestion sur les opérations de l'exercice clos le 31 décembre 2019 et donc l'activité de SPL-Xdemat au cours de sa huitième année d'existence, en vue de sa présentation à l'Assemblée générale.

Cette dernière, réunie le 24 juin dernier, a été informée des conclusions de ce rapport et a approuvé à l'unanimité les comptes annuels de l'année 2019 et les opérations traduites dans ces comptes.

En application des articles L. 1524-5 et L. 1531-1 du Code général des collectivités territoriales, il convient que l'assemblée délibérante de chaque actionnaire examine à son tour le rapport de gestion du Conseil d'administration. Cet examen s'inscrit également dans l'organisation mise en place par la société SPL-Xdemat pour permettre aux actionnaires d'exercer sur elle, collectivement et individuellement, un contrôle similaire à celui qu'ils exercent sur leurs propres services, appelé contrôle analogue, constituant l'un des principes fondateurs des SPL.

Le rapport de gestion, présenté ce jour, fait apparaître un nombre d'actionnaires toujours croissant (+14 %, 2 468 au 31 décembre 2019), un chiffre d'affaires de 1 010 849 €, en augmentation, et un résultat net à nouveau positif de 51 574 € affecté en totalité au poste « autres réserves », porté à 182 911 €.

Après examen, il est demandé au Conseil de bien vouloir se prononcer sur ce rapport écrit, conformément à l'article L. 1524-5 du Code général des collectivités territoriales et de donner acte de cette communication.

En conséquence, le Conseil Communautaire, sur avis conforme des commissions compétentes, décide de :

- approuver le rapport de gestion du Conseil d'administration, figurant en annexe,
- donner tout pouvoir à la Présidente ou à l'un de ses Vice-Présidents ou Conseillers Délégués pour signer tout document à intervenir et mener à bien cette affaire.

(Départ de Monsieur Bertrand PANCHER qui donne pouvoir à Madame Patricia CHAMPION)

ATTRIBUTION DE COMPENSATION AUX COMMUNES D'IMPLANTATION D'EOLIENNES -2021

2021-04-15-39

Selon l'article 1609 quinquies C III 4 du Code Général des Impôts, les communes d'implantation d'éoliennes peuvent percevoir une attribution visant notamment *«à compenser les nuisances environnementales liées aux installations utilisant l'énergie mécanique du vent »*.

Le montant alloué ne peut être supérieur au montant perçu par l'Agglomération sur cette fiscalité.

Pour 2021, il est proposé de réserver 25 % du produit lié aux éoliennes. La répartition entre les communes d'implantation se fera en fonction du produit reçu par l'Agglomération pour lesdites communes.

.../...

Le montant pour l'Agglomération au titre des éoliennes s'établit à 217 412 € en 2021 et concerne les communes suivantes : Menaucourt, Chanteraine, Rumont, Vavincourt et Naives Rosières. La somme à répartir sera donc de 54 353 € en 2021.

En conséquence, le Conseil Communautaire, sur avis conforme des commissions compétentes, décide de :

- Autoriser le versement d'une attribution aux communes d'implantation des installations éoliennes,

- Limiter à 25 % du produit reçu par l'Agglomération sur les installations éoliennes le montant de l'attribution qui s'élèvera à 54 353 € en 2021,

- répartir ce montant au prorata contributif de chaque commune dans les IFER reçus par l'Agglomération pour la partie éoliennes et selon le tableau joint en annexe,

- Donner tout pouvoir à la Présidente ou à l'un de ses Vice-Présidents ou Conseillers Délégués pour signer tout document à intervenir et mener à bien cette affaire.

Mme la Présidente
Je me félicite, parce que c'était une crainte des communes qui ont un parc éolien sur leur territoire. Je m'étais engagée à ce que tous les ans, on « *grave dans le marbre* » ces 25 % de reversement et j'en suis bien contente.

DEMANDE DE CLASSEMENT DE L'OFFICE DE TOURISME SUD MEUSE

2021-04-15-40

Les offices de tourisme peuvent être classés par catégorie – I ou II - suivant le niveau des aménagements et services garantis au public, en fonction de critères fixés par un tableau de classement élaboré par l'agence de développement touristique de la France, Atout France, et homologué par arrêté du ministre chargé du tourisme.

Ces critères sont déclinés en deux chapitres dans le mode d'emploi présenté en annexe :

- Les engagements de l'office de tourisme à l'égard des clients ;
- Le fonctionnement de l'office de tourisme : zone géographique d'intervention, missions et engagements organisationnels.

Le classement est prononcé pour cinq ans, il est nécessaire de le renouveler en 2021.

L'Office de tourisme souhaite déposer un dossier de classement en catégorie II. Il appartient au Conseil communautaire, sur proposition de l'Office, de formuler la demande de classement en catégorie II, auprès du représentant de l'Etat dans le département.

En conséquence, le Conseil Communautaire, sur avis conforme des commissions compétentes, à l'unanimité, décide de :
Par 57 voix pour

- Solliciter auprès de la Préfecture de la Meuse le classement de l'Office de tourisme Sud Meuse en catégorie II,

- Donner tout pouvoir à la Présidente ou à l'un de ses Vice-Présidents ou Conseillers Délégués pour signer tout document à intervenir et mener à bien cette affaire.

.../...

ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION 2021 A L'OFFICE DE TOURISME SUD MEUSE

2021-04-15-41

Mme la Présidente
Je voudrais souligner l'acharnement et le travail évident des membres de l'Office de Tourisme, en ce qui a concerné ce rapprochement pour en faire un Office de Tourisme intercommunal et inter-Agglo ; ça a pris du temps, mais nous y sommes arrivés. Il y a encore un certain nombre de points qu'il faut retravailler maintenant, mais je pense qu'en tout cas, en ce qui concerne le tourisme et peut-être surement d'autres questions, c'est vraiment un enjeu très fort pour nous et pour l'ensemble des EPCI qui le composent. Je trouve que c'est une belle avancée.

Né de la fusion des Offices de tourisme de Bar-le-Duc et de Ligny-en-Barrois lors de la création de la Communauté d'Agglomération en 2013, l'Office de tourisme Meuse grand Sud a vu son périmètre évoluer en 2019 pour devenir office de tourisme Sud Meuse. Il intègre désormais la Codecom Portes de Meuse et la COPARY. Un partenariat spécifique est opéré avec la Codecom de l'Aire à l'Argonne.

Depuis 2017, la Communauté d'Agglomération verse la totalité du montant de fonctionnement de l'ouverture de l'Eglise Saint-Etienne à raison de 17 250 euros. Antérieurement la ville de Bar-le-Duc avait à sa charge 11 850 euros, montant qui a fait l'objet d'une décompensation, validée en CLECT.

Au titre de l'année 2021, il est proposé d'attribuer une subvention de 291 767 euros à l'Office de tourisme. Elle se décompose de la manière suivante :

Objet de la subvention	**Montant**
Subvention de fonctionnement	269 562 €
Ouverture de l'Eglise Saint-Etienne (ville + CA)	17 205 €
Schéma de développement touristique	5 000 €
TOTAL	**291 767 €**

Par ailleurs, l'office de tourisme fait état de non réalisations au titre de l'année 2020 à hauteur de 10 614 €. Il est donc proposé de verser à l'Office de Tourisme une subvention de 281 153 €.

Les participations financières des autres EPCI se décomposent de la manière suivante :

Portes de Meuse	37 170 €
COPARY	14 444 €
Partenariat Codecom de l'Aire à l'Argonne	7 500 €

En conséquence, le Conseil Communautaire, sur avis conforme des commissions compétentes, à l'unanimité, décide de :
Par 57 voix pour

- Attribuer pour 2021, le versement d'une subvention globale à l'office de tourisme Meuse Grand Sud à hauteur de 281 153 €,

.../...

- Autoriser la signature de la convention précisant les modalités de versement au regard des objectifs fixés,

- Donner tout pouvoir à la Présidente ou à l'un de ses Vice-Présidents ou Conseillers Délégués pour signer tout document à intervenir et mener à bien cette affaire.

ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AUX ASSOCIATIONS POUR DES MANIFESTATIONS TOURISTIQUES - ANNEE 2021

2021-04-15-42

Dans le cadre de sa compétence tourisme, la Communauté d'Agglomération encourage et soutient les initiatives portées par le tissu associatif dans ce domaine.

Les dossiers de demandes de subventions, reçus dans les délais et dûment complétés, sont présentés dans cette délibération.

Un état des demandes 2021 est joint en annexe.

En conséquence, le Conseil Communautaire, sur avis conforme des commissions compétentes, à l'unanimité, décide de :
Par 56 voix pour
Ne prend pas part au vote : M. REMOND

- Attribuer les subventions à caractère touristique d'après le tableau joint en annexe,

- Donner tout pouvoir à la Présidente ou à l'un de ses Vice-Présidents ou Conseillers Délégués pour signer tout document à intervenir et mener à bien cette affaire.

AMENAGEMENT DES EQUIPEMENTS TOURISTIQUES

2021-04-15-43

La communauté d'agglomération assure la gestion de deux campings et deux haltes fluviales à Ligny-en-Barrois et Bar-le-Duc qui permettent l'accueil des touristes sur le territoire. Régulièrement, des travaux sont entrepris afin d'entretenir et d'aménager ces équipements pour renforcer leur attractivité.

En 2021, divers aménagements sont prévus sur les deux campings et sur le relais nautique de Ligny en Barrois pour un montant d'investissement estimé à 31 513.22€ :

Camping de Bar-le-Duc :
- Accessibilité PMR du chalet d'accueil par l'installation d'une porte double,
- Installation d'une borne électrique pour la mise en sécurité de l'installation et des branchements des campeurs,
- Remplacement du kiosque,
- Remplacement du marquage des emplacements,
- Installation d'une table de pique-nique,
- Installation d'un range vélo,
- Aménagement des espaces verts : création d'une haie et d'un massif fleuri,
- Aménagement du réseau d'eau pour l'arrivée de l'eau potable au chalet et mise en place d'un arrosage automatique en goutte à goutte pour réaliser des économies d'eau.

.../...

Camping de Ligny-en-Barrois :

- Remplacement du portail,
- Remplacement du sol du patio,
- Remplacement du garde-corps du patio,
- Installation de 2 tables de pique-nique

Relais Nautique de Ligny-en-Barrois :

- Mise en peinture du bâtiment sanitaire

Le soutien de l'Etat sera recherché à hauteur de 70% soit 22 059.25€ selon le plan de financement suivant :

Dépenses		**Recettes**		
Camping Bar-le-Duc	**21 584,42 €**			
Accessibilité PMR Chalet	*2 000,00 €*			
Borne électrique	*2 125,00 €*	Etat DETR	22 059,25 €	70%
Remplacement kiosque	*2 400,00 €*	Autofinancement	9 453,97 €	30%
Marquage	*625,00 €*			
Table	*625,00 €*			
Range vélo	*300,00 €*			
Espace vert - Création haie	*2 547,77 €*			
Espace vert - Création massif	*5 048,42 €*			
Eau	*5 913,23 €*			
Camping Ligny	**9 197,58 €**			
Portail	*4 965,00 €*			
Sol du patio	*1 400,00 €*			
Garde-corps patio	*1 582,58 €*			
Table (2)	*1 250,00 €*			
Relais Nautique Ligny	**731,22 €**			
Peinture	*731,22 €*			
Total HT	**31 513,22 €**	**Total HT**	**31 513,22 €**	**100%**

En conséquence, le Conseil Communautaire, sur avis conforme des commissions compétentes, à l'unanimité, décide de :
Par 57 voix pour

- Approuver le projet d'aménagement des équipements touristiques et le plan de financement,
- Approuver la demande de financement à l'Etat,
- Donner tout pouvoir à la Présidente ou à l'un de ses Vice-Présidents ou Conseillers Délégués pour signer tout document à intervenir et mener à bien cette affaire.

.../...

ATTRIBUTION DES SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT ET D'INVESTISSEMENT A L'ASSOCIATION "LA CITE DES LEUQUES" - ANNEE 2021

2021-04-15-44

L'association La Cité des Leuques, créée en septembre 2002, a pour but de participer à la valorisation culturelle et touristique du patrimoine des trois villages autour du site de Nasium (Saint-Amand-sur-Ornain, Naix-aux-Forges et Boviolles). Forte de 240 membres, elle propose toute l'année des actions réalisées par ses membres, des animations pour tous les publics, adultes, scolaires et groupes.

Dans le cadre des projets autour du site de Nasium, la Communauté d'Agglomération a fait le choix de ne pas donner suite au projet de création d'un centre d'interprétation. Cependant, l'intercommunalité continue d'aider et accompagner l'association dans ces divers projets, tant au niveau du fonctionnement que de l'investissement.

L'association a présenté pour l'année 2021 une demande de subvention de fonctionnement et d'investissement dans le cadre des différents travaux et animations programmés cette année.

L'association sollicite une subvention de fonctionnement afin de mener les actions suivantes :

- Nasium 2021 (sous réserve de l'évolution de la situation sanitaire)
- Ateliers scolaires
- Cycle de conférence
- Stage poterie
- Entretien du matériel et costumes

En matière d'investissement, il s'agit de poursuivre les opérations entamées en 2018 :

- Terrain de reconstitution : construction des maisons
- Achat de documentation

L'association fournit annuellement son compte-rendu des actions et des investissements réalisés.

Au titre de l'année 2021, le montant de la subvention de fonctionnement est proposé à 2 500 € et celui d'investissement à 3 000 €.

En conséquence, le Conseil Communautaire, sur avis conforme des commissions compétentes, à l'unanimité, décide de :
Par 57 voix pour

- Attribuer pour 2021, le versement d'une subvention de fonctionnement à l'association La Cité des Leuques, à hauteur de 2 500 €,

- Attribuer pour 2021, le versement d'une subvention d'investissement à l'association La Cité des Leuques, à hauteur de 3 000 €,

- Donner tout pouvoir à la Présidente ou à l'un de ses Vice-Présidents ou Conseillers Délégués pour signer tout document à intervenir et mener à bien cette affaire.

.../...

ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION AU GIP MAISON DE L'EMPLOI POUR L'ORGANISATION DU FORUM DES METIERS EDITION 2021

2021-04-15-45

Les Maisons de l'emploi créées par les lois des 18 janvier 2005, et 13 février 2008, ont les missions suivantes :

- La coordination des politiques publiques et du partenariat local des acteurs qui agissent en faveur de l'emploi, de la formation, de l'insertion et du développement économique ;
- L'exercice d'une mission d'observation de la situation de l'emploi et d'anticipation des mutations économiques ;
- En lien avec les acteurs locaux et dans le respect des compétences des régions et départements :
  - A l'accueil, l'information, l'orientation et l'accompagnement des personnes en recherche d'une information ou d'un emploi ;
  - Au maintien et au développement de l'activité de l'emploi ainsi qu'à l'aide à la création et à la reprise d'entreprise.
- En lien avec les entreprises, les partenaires sociaux, les chambres consulaires et les branches professionnelles, elles contribuent au développement de la gestion territorialisée des ressources humaines. Elles mènent également des actions d'information et de sensibilisation aux phénomènes de discriminations à l'embauche et dans l'emploi ainsi que relatives à l'égalité professionnelle et à la réduction des écarts de rémunération entre les femmes et les hommes.

En Meuse, la Maison de l'emploi a été créée en 2005 et a pris la forme d'un Groupement d'Intérêt Public, dont les membres sont :

- Le Département de la Meuse
- L'Etat, représenté par la DIRECCTE Grand Est
- Pôle Emploi Grand Est
- La Chambre de Commerce et d'Industrie Meuse - Haute Marne
- La Chambre des Métiers et de l'Artisanat de la Meuse
- La Chambre d'Agriculture de la Meuse
- L'Agence pour la Formation Professionnelle des Adultes
- La Mission locale du Sud Meusien
- La Mission locale du Nord Meusien
- L'Association Meusienne pour l'Insertion des Personnes Handicapées

Le GIP Maison de l'Emploi de la Meuse est, depuis plusieurs années, accompagné par la Communauté d'Agglomération, via le CIAS, sur le volet : sensibiliser, développer, communiquer sur le dispositif clauses sociales, pour un montant de 3 000€, en 2019.

Au titre de l'année 2021, la Maison de l'emploi de la Meuse sollicite de la part de la Communauté d'Agglomération une subvention de 3 000 euros dans le cadre de l'organisation du Forum des métiers (sous réserve de l'évolution de la pandémie).

Cette manifestation territorialisée a pour objectifs :

- La promotion et la valorisation des métiers porteurs,
- L'accès aux actions de formation déployées sur le Département,
- L'accès à l'emploi.

La manifestation est structurée autour de pôles thématiques pour les organismes et partenaires économiques présents :

- agriculture,
- fonction publique,

.../...

- services à la personne,
- commerce,
- fibre,
- transport et logistique.

Les publics concernés sont identifiés par les acteurs du service public de l'emploi pour permettre un ciblage pertinent.

En conséquence, le Conseil Communautaire, sur avis conforme des commissions compétentes, à l'unanimité, décide de :
Par 56 voix pour
Ne prend pas part au vote : M. PICHON

- Attribuer une subvention de fonctionnement de 3 000 €, au GIP Maison de l'emploi, au titre de l'année 2021, dans le cadre de l'organisation du forum des métiers,

- Donner tout pouvoir à la Présidente ou à l'un de ses Vice-Présidents ou Conseillers Délégués pour signer tout document à intervenir et mener à bien cette affaire.

MODIFICATION DU REGLEMENT DE SUBVENTION AUX ACTIVITES COMMERCIALES ET ARTISANALES POUR LES PME ET TPE DU TERRITOIRE

2021-04-15-46

M. GILLET
Je ne vous rappellerai pas que ça fait un an que nous sommes dans la crise sanitaire et que de ce fait, on peut considérer que tous les acteurs qui souhaitaient en faire la demande ont eu le temps nécessaire pour le faire.

Concernant la réduction du délai de carence, ça veut dire que dans le précédent règlement, un artisan ou une TPE ne pouvait faire à nouveau une demande qu'au-delà des 5 ans écoulés. On vous propose aujourd'hui de ramener ce délai à 2 ans, de façon à ce que les gens qui sont toujours dans une dynamique positive et aient la volonté, les velléités d'investir puissent encore le faire assez rapidement.

Enfin, il y a un soutien à la digitalisation et de ce point de vue, une aide est proposée pour l'acquisition d'équipements qui rentrent dans une enveloppe de 2.000 à 25.000 € et sans pointe d'humour du tout, nous avons volontairement intégré, suivant la proposition -qui date un peu- de Pierre-Etienne PICHON, de subventionner les véhicules électriques.

Mme la Présidente
Désolée, je sais qu'on ne revient pas sur un rapport qui a été voté, mais avec Sylvain, nous avons rencontré les gens du GIP Maison de l'Emploi il n'y a pas très longtemps et nous leur avons proposé de venir présenter leurs objectifs et leurs actions en Conférence des Maires ou en séance privée, parce qu'ils font des choses tout à fait intéressantes, mais peut-être un peu méconnues.

La présente délibération a pour objet d'adapter le règlement d'aide aux PME / TPE de la Communauté d'Agglomération Meuse Grand Sud.

Le règlement existant est globalement conservé, mais deux ajouts sont proposés :
- La réduction de délai de carence entre deux demandes de subvention,
- L'intégration de dépenses liées à la digitalisation des entreprises.

Les modifications envisagées sont signalées en jaune dans le présent règlement annexé.

.../...

Réduction du délai de carence :

Il est proposé de ramener le délai de carence entre le dépôt de deux demandes de subvention par une même entreprise à 2 ans. Celui-ci était dans les précédentes versions du règlement d'aide fixé à 5 ans.
L'objectif de cette modification est de favoriser le développement des entreprises du territoire, correspondant mieux au calendrier d'investissement des structures.

Digitalisation :

La Communauté d'Agglomération souhaite porter un dispositif d'accompagnement à la digitalisation. Il s'agit d'une opération collective à destination des entreprises du territoire.

Afin de compléter le dispositif d'animation et d'appropriation des enjeux numérique par les entreprises, il est proposé d'ajouter à l'axe 2 « aide à l'acquisition de matériel, d'équipement » le soutien à la digitalisation.

Les investissements liés à la digitalisation de l'entreprise sont éligibles sous réserve de la réalisation d'un diagnostic établi par le manager « Ville et Territoire » de la Communauté d'Agglomération. Il est proposé d'exclure les téléphones portables et les drones des équipements qui peuvent être subventionnés.

Il est également proposé de supprimer du règlement les subventions en lien avec la crise sanitaire. Ce dispositif d'urgence a permis d'accompagner quelques entreprises du territoire n'ayant pas pu bénéficier de dispositifs nationaux. Les entreprises ayant eu le temps de s'adapter aux contraintes sanitaires tout au long de l'année 2020, il n'apparait pas pertinent de le prolonger.

En conséquence, le Conseil Communautaire, sur avis conforme des commissions compétentes, à l'unanimité, décide de :
Par 57 voix pour

- Valider le règlement d'aide à destination des PME / TPE du territoire tel que joint en annexe,
- Donner tout pouvoir à la Présidente ou à l'un de ses Vice-Présidents ou Conseillers Délégués pour signer tout document à intervenir et mener à bien cette affaire.

DEMANDE DE SUBVENTION A LA REGION DANS LE CADRE DU DISPOSITIF GRAND EST TRANSFORMATION DIGITALE - PARCOURS COLLECTIF

2021-04-15-47

M. PICHON
Je crois qu'on peut aussi valoriser la création sur notre territoire d'un observatoire de la consommation qui semble assez important pour vraiment suivre les nouvelles tendances.

Par ailleurs, je trouve que les aides attribuées aux entreprises le sont de façon opportune sur l'Agglomération, puisqu'on ne tient pas compte de l'ancienneté des entreprises qui ont pu s'installer en 2020 ou en 2021 En effet, beaucoup de jeunes créateurs n'en bénéficient pas sur d'autres dispositifs, puisqu'on leur demande un bilan -et c'est par exemple le cas de la Région. J'aimerais que la Région suive cette démarche qui consiste à pouvoir aider directement les jeunes entreprises qui ont moins d'un an d'installation, surtout en période covid, surtout dans une période où il est difficile de démarrer, quand on est jeune étudiant et qu'on se lance dans la création de son entreprise ou qu'on a été salarié pendant 20 ans et que de la même façon, on se lance dans la création de son entreprise et qu'on prend encore plus de risque. L'Agglomération le fait bien, puisqu'elle ne prend pas en compte cette ancienneté et il sera bien que la Région fasse la même chose.

.../...

Mme la Présidente
Je vous engage à faire votre demande au Président de la Région ou à son représentant.

M. MIDON
Comme c'est une délibération qui concerne un partenariat avec la Région...

La Communauté d'Agglomération Bar le Duc Sud Meuse s'est engagée en faveur du commerce depuis plusieurs années. Sa labélisation cœur de ville, ses travaux de réhabilitation des quartiers, sa candidature au dernier programme FISAC ont engagé un ensemble de programmes afin de maintenir, diversifier et promouvoir le commerce.

Dans le cadre de la crise sanitaire liée à la COVID-19, les commerces ont particulièrement été bousculés à la fois dans leurs modes de commercialisation mais également dans leur mode de communication.

Le Conseil régional a fait le choix de soutenir les collectivités et les commerces sur les territoires en proposant des actions ciblées mettant l'accent sur la digitalisation des entreprises et notamment des commerces dans le cadre d'un programme sur mesure « Grand Est Transformation Digitale ».

Les objectifs généraux du programme sont les suivants :
- analyser l'évolution des modes de consommation, des modes de gestion, de l'environnement ...
- évaluer et identifier les besoins des commerçants en matière de digital,
- accompagner et préparer les commerçants dans leur transformation, proposer des outils et formations adaptés aux plus grands nombres.

Le dispositif propose un parcours de digitalisation articulé autour :

- d'un parcours individuel : accompagnement individuel à la digitalisation des entreprises et qui fait l'objet d'un règlement dédié.
- d'un parcours collectif : il concerne l'accompagnement des projets de territoires, portées par un acteur local, dans la définition et la mise en œuvre de plans d'actions collectifs en faveur d'accompagnement :
→ un accompagnement des collectivités en ingénierie par la CCI Grand Est,
→ un accompagnement opérationnel aux projets de plateformes d'achat, de marketplace, ... qui font suite à l'accompagnement de la CCI Grand Est.

La présente délibération a pour objet d'acter la demande de subvention de la collectivité dans le déploiement d'un parcours collectif sur le territoire intercommunal et de valider le plan de financement afférent.

Dans ce processus de digitalisation, la CCI Meuse Haute-Marne propose un accompagnement en deux temps :
- une phase observatoire : analyse des commerces, analyse des consommateurs, analyses ciblées.

L'objectif est de comprendre l'articulation économique et commerciale du territoire.
L'observatoire, sera le « fichier ressource », il sera un outil d'aide à la décision... 3 études seront menées pour l'alimenter :

CCI Market , 7 points géographiques étudiés minutieusement pour optimiser les orientations stratégiques et économiques.

Etude des Commerces, sous forme de questionnaire auprès des commerçants et qui viendra compléter les résultats d'enquêtes précédentes.

.../...

Etude des consommateurs et des comportements d'achat diffuser sur la toile et en direct auprès des prospects et clients.

- une phase de sensibilisation et d'accompagnement : mise en place de 3 temps forts :

Success Stories, témoignages de commerçants du territoire engagés dans la transformation digitale et de leur expérience.

Bar-le-Duc Connect / Ligny Connect, une série de mini-ateliers collectifs et pédagogiques en vue d'acquérir les fondamentaux et même un peu plus sur des thématiques comme : vente en ligne, cap ou pas cap ? Gagner du temps avec le numérique ? ... Etc.
Digital Days, un showroom au sein d'un lieu emblématique... Une bonne façon de clôturer ce dispositif en se tournant vers l'avenir. Startup, prestataires et coachs reconnus présenteront aux visiteurs leurs produits et solutions numériques.

Le taux de subvention de la Région Grand Est sur ce dispositif est de 80 % dans la limite d'une subvention plafonnée à 50 000 euros.

Le plan de financement de l'opération serait le suivant :

Charges		Recettes	
Phase 1 Observatoire de la consommation	28 500,00 €	Région Grand Est	50 000,00 €
Phase 2 Sensibilisation numérique	34 500,00 €	Communauté d'Agglomération	13 000,00 €
Total TTC	63 000,00 €	Total TTC	63 000,00 €

En conséquence, le Conseil Communautaire, sur avis conforme des commissions compétentes, à l'unanimité, décide de :
Par 57 voix pour

- Acter la candidature de la Communauté d'Agglomération Bar le Duc Sud Meuse au dispositif parcours collectif du dispositif « Grand Est Transformation Digitale »,

- Valider le plan de financement tel que présenté dans la délibération,

- Donner tout pouvoir à la Présidente ou à l'un de ses Vice-Présidents ou Conseillers Délégués pour signer tout document à intervenir et mener à bien cette affaire.

ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE A L'IME DE VASSINCOURT LA MEUSE DANS LE CADRE DE LA REHABILITATION DU POSTE DE GARDE DE LA ZONE DE TROISFONTAINES

2021-04-15-48

La Section d'Initiation et de Première Formation Professionnelle de l'IME (institut médicoéducatif) de Vassincourt accueille des adolescents âgés de 14 à 20 ans. Elle assure une formation préprofessionnelle permettant l'accès à un emploi en milieu protégé voire en milieu ordinaire si cela est possible et un accès à l'autonomie. Elle propose une découverte d'ateliers préprofessionnels et professionnels afin que chaque jeune puisse s'orienter vers un métier qui lui convient.

.../...

Dans le cadre de sa compétence développement économique et plus précisément sur l'emprise de la zone communautaire de « Trois-Fontaine », la Communauté d'Agglomération a engagé des travaux de requalification de l'entrée de cette dernière.

A ce titre, la Communauté d'Agglomération s'est engagée dans un projet partenarial pour la mise en œuvre d'un chantier école avec l'IME.

Le site de la zone de Trois-Fontaine est fortement marqué par la présence des soldats américains à la sortie de la deuxième guerre mondiale. Il reste de nombreux bâtiments construits à cette époque. Le chantier-école vise la réhabilitation du poste de garde située à l'entrée qui est un marqueur fort du site.

Il s'agit d'un premier pas de mise en valeur du patrimoine historique attestant la présence des soldats américains dans le sud meusien. Par la suite, pourrait être envisagée la mise en œuvre d'un sentier touristique autour de cette thématique avec l'office de tourisme Sud Meuse.

Il est proposé d'octroyer une subvention de fonctionnement de 2 000 euros à l'IME de Vassincourt dans le cadre de la réalisation de ce projet.

En conséquence, le Conseil Communautaire, sur avis conforme des commissions compétentes, à l'unanimité, décide de :
Par 56 voix pour
Ne prend pas part au vote : M. BRIEY

- Verser une subvention de 2 000 euros à l'IME de Vassincourt,

- Donner tout pouvoir à la Présidente ou à l'un de ses Vice-Présidents ou Conseillers Délégués pour signer tout document à intervenir et mener à bien cette affaire.

ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS
DANS LE CADRE DE LA CRISE SANITAIRE

2021-04-15-49

M. GILLET
Concernant le CFA Louis Prioux, on vous doit une explication. Philippe TOURNOIS a fait une demande par rapport au CFA et à toutes fins utiles, je vous rappelle que la Communauté d'Agglomération participe à son conseil d'administration. De ce fait, il nous a semblé judicieux de répondre favorablement à la demande du Président de la CMA et ainsi de verser une subvention de 2.000 € au CFA Louis Prioux.

Dans le cadre de la crise sanitaire actuelle, la Communauté d'Agglomération accompagne par le versement de subventions à certaines structures.

Aides aux entreprises

En lien avec le règlement PME / PME, il est proposé d'attribuer aux entreprises citées ci-dessous une subvention liée à l'achat de matériel visant à lutter contre la pandémie :

.../...

Entreprise	Activité	Commune	Objet de la demande	Montant du projet (€)	Montant de la subvention (€)
BOULEVARD DE FLEURS	Commerce de fleurs	BAR LE DUC	Investissement COVID	Protection plexiglas : 407 € Consommables COVID : 206 € **TOTAL : 613 €**	**306 €**
GRAINE D'IDEE	Commerce de fleurs	ZAC GRANDE TERRE BAR LE DUC	Investissement COVID	Protection plexiglas : 574 € Consommables COVID : 59 € **TOTAL : 633 €**	**316 €**

TOTAL	**622 €**

Aides aux associations

Il est également proposé d'attribuer au CFA Louis PRIOUX une subvention de 2 000 euros afin de soutenir l'établissement dans l'achat de matériel visant à lutter contre la COVID-19.

En conséquence, le Conseil Communautaire, sur avis conforme des commissions compétentes, à l'unanimité, décide de :
Par 57 voix pour

- Verser une subvention de 306 euros à l'entreprise « Boulevard des fleurs »,
- Verser une subvention de 316 euros à l'entreprise « Graine d'idée »,
- Verser une subvention de 2 000 euros au CFA Louis PRIOUX »,
- Donner tout pouvoir à la Présidente ou à l'un de ses Vice-Présidents ou Conseillers Délégués pour signer tout document à intervenir et mener à bien cette affaire.

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION D'AGENTS AUPRES DU GHT

2021-04-15-50

Dans le contexte de la crise sanitaire liée à l'épidémie de covid 19, la Communauté d'Agglomération contribue au bon fonctionnement du centre de vaccination mis en place sous la responsabilité du Groupement Hospitalier de Territoire.

A ce titre, il s'engage à contribuer à la mise à disposition de moyens humains par l'affectation d'agents sur les missions d'accueil et d'enregistrement administratif des données.

Cette mise à disposition est proposée à titre gracieux dans le cadre d'une convention jointe à ce rapport qui en précise les modalités.

.../...

Afin de mener à bien cette mission d'intérêt général, la collectivité redéploie ses agents selon le principe suivant :

- Redéploiement des agents dont l'activité est réduite

Conformément aux consignes du ministère de la transformation et de la fonction publique transmises via les notes de la direction générale de l'administration et de la fonction publique, les agents dont l'activité est réduite pendant la période de crise sanitaire font l'objet d'un redéploiement temporaire sur d'autres fonctions avant mobilisation de tout autre dispositif.

Les agents disposant des compétences requises seront ainsi redéployés indépendamment de leur grade et de leur cadre d'emploi actuel.

- Participation de l'ensemble des collaborateurs de la collectivité

Dans l'hypothèse où les services dont l'activité est actuellement réduite seraient amenés à fonctionner à nouveau en pleine activité et afin de contribuer à une mission d'intérêt général, la collectivité sera amenée à mobiliser les services de manière à ce qu'ils contribuent à la mise à disposition d'agents à tour de rôle.

Les agents disposant des compétences requises seront ainsi redéployés indépendamment de leur grade et de leur cadre d'emploi actuel.

Situation des agents :

Durant leur mission au sein du centre de vaccination, les agents seront placés sous la responsabilité fonctionnelle du GHT en lien avec la directrice en charge de l'administration générale, de la protection des populations et de la citoyenneté de la Ville de Bar le Duc qui coordonne l'organisation pour la collectivité.

Aucune modification de la rémunération des agents ne sera opérée.

Ce point est inscrit à l'ordre du jour du comité technique du 14 avril.

En conséquence, le Conseil Communautaire, sur avis conforme des commissions compétentes, à l'unanimité, décide de :
Par 57 voix pour

- Autoriser la Présidente à signer la convention de mise à disposition d'agents auprès du Groupement Hospitalier de Territoire pour contribuer aux missions du centre de vaccination ainsi que ses avenants,

- donner tout pouvoir à la Présidente ou à l'un de ses Vice-Présidents ou Conseillers Délégués pour signer tout document à intervenir et mener à bien cette affaire.

Madame la Présidente remercie les membres pour leur participation. Plus personne ne demandant la parole, la séance est levée à 21h15.

Le Secrétaire de Séance,

Serge NICOLAS

La Présidente,
Maire de BAR-LE-DUC,

Martine JOLY

.../...

SOMMAIRE

BUDGET PRINCIPAL Page 2

VUE SCHEMATIQUE Page 3

SECTION D INVESTISSEMENT Page 4
Le financement de la section d'investissement Page 5
Vue synthétique Page 6
Dépenses Page 7
Recettes Page 8

SECTION DE FONCTIONNEMENT Page 9
Le financement de la section de fonctionnement Page 10
Vue synthétique Page 11
Dépenses Page 12
Dépenses par domaine d'intervention Page 13
Recettes Page 14
Recettes par domaine d'intervention Page 15

BUDGETS ANNEXES Page 16

Eau Page 17
Assainissement Page 18
Ordures ménagères Page 19
Bâtiment industriel Page 20
Transport Page 21
Centre des affaires Page 22
Lotissement communautaire Page 23

BUDGET
PRINCIPAL

LE FINANCEMENT GLOBAL DU BUDGET PRINCIPAL DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION

		Recettes fonctionnement	Dépenses de fonctionnement	Explication de l'excédent	Décomposition de l'excédent
A)	**Budget total**	23 867 295,26	21 044 151,00		2 823 144,26
B)	**Reprise resultat anterieur**	2 896 363,76		2 896 363,76	
C)	**Realise**	20 836 017,64	18 983 717,28	1 852 300,36	
D)	**Reste à réaliser**				
E)	**Explication du resultat (A) - (B + C +D)**				
E1)	**Déficit de recettes de l'annee**	134 913,86			-134 913,86
E2)	**Depenses moindres de l'annee**		2 060 433,72		2 060 433,72
Fr)	**Disponible brut avant financement de l'investissement (A) - (E 1) - (E 2)**			4 748 664,12	4 748 664,12
		Recettes d'investissement	Dépenses d'investissement	Décomposition du besoin	Décomposition du deficit
A)	**Budget total**	12 587 685,35	12 587 685,35		
B)	**Reprise solde anterieur**	2 681 615,31		2 681 615,31	
C)	**Realise**	4 243 799,67	4 965 923,12	-722 123,45	
D)	**Reste à réaliser**	947 091,64	4 304 367,51	-3 357 275,87	
E)	**Explication du solde (A) - (B + C +D)**				
E1)	**Déficit de recettes de l'annee**	4 715 178,73			-4 715 178,73
E2)	**Depenses moindres de l'annee**		3 317 394,72		3 317 394,72
Fd)	**Besoin de la section d'investissement (A) - (E 1) - (E 2)**			-1 397 784,01	-1 397 784,01
(Fr)	**Disponible net après financement de l'investissement**			3 350 880,11	3 350 880,11

SECTION D'INVESTISSEMENT PAR ACTIVITE

LE FINANCEMENT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT
EUROS
ANNEE 2020

			Recettes d'investissement	Dépenses d'investissement	Décomposition du besoin	Décomposition du déficit
A)		**Budget total**	12 587 685,35	12 587 685,35		0,00
B)		**Reprise solde anterieur**	2 681 615,31	0,00	2 681 615,31	
C)		**Realise**	4 243 799,67	4 965 923,12	-722 123,45	
D)		**Reste à réaliser**	947 091,64	4 304 367,51	-3 357 275,87	
E)		**Explication du solde (A) - (B + C +D)**				
	E1)	**Déficit de recettes de l'annee**	4 715 178,73			-4 715 178,73
	E2)	**Depenses moindres de l'annee**		3 317 394,72		3 317 394,72
F)		**besoin de la section d'investissement (A) + (E 1) + (E 2)**			-1 397 784,01	-1 397 784,01

SYNTHESE COMPTE ADMINISTRATIF 2020

SECTION D' INVESTISSEMENT

Fonction et libellé de l'activité	Dépenses réalisées pour 2020				Recettes réalisées pour 2020			
	Budget total	Réalisé	Reste à réaliser	Dépenses moindres	Budget total	Réalisé	Reste à réaliser	Recettes déficitaires
REPRISE RESULTAT					2 681 615,31			
EPARGNE BRUTE	309 148,00	306 362,67		2 785,33	985 740,92	806 437,79		179 303,13
DETTE	55 000,00	50 000,00		5 000,00	2 075 337,00			2 075 337,00
OPERATIONS PATRIMONIALES	1 650 001,00	554 293,33		1 095 707,67	1 650 001,00	554 292,33		1 095 708,67
DEPENSES REELLES								
01 OPERATIONS NON VENTILABLES	7 000,00	1 836,00		5 164,00	753 219,00	483 422,94		269 796,06
020100 ADMINISTRATION GENERALE	2 323,00	2 228,94		94,06	25 177,00			25 177,00
020101 ADMINISTRATION GENERALE LIGNY	14 977,92	10 446,85		4 531,07				
0201040 SERVICES GENERAUX	204,00	100,00		104,00				
0201050 INFORMATIQUE ET RESEAUX	251 525,86	106 763,66	133 362,83	11 379,37	46 682,00	24 295,20		22 386,80
0201051 RESSOURCES HUMAINES	9 700,00	4 452,49		5 247,51				
0201130 AUTRES BATIMENTS	217 690,40	69 164,83	21 510,62	127 014,95	74 398,00		58 527,00	15 871,00
0231360 COMMUNICATION COMMUNAUTAIRE	1 500,00	825,30	542,51	132,19				
113110 CENTRE DE SECOURS	60 000,00		60 000,00					
23 1 CAMPUS CONNECTE	29 935,00	9 286,44	20 648,00	0,56				
30 2209 DIRECTION DE LA CULTURE		5 733,13		-5 733,13	17 496,00			17 496,00
3111420 CIM	54 400,00	3 888,06	45 119,48	5 392,46		440,00		- 440,00
3111421 CLEM	8 000,00	7 802,44	558,00	-360,44				
3211460 MEDIATHEQUE JEAN JEURKENS	50 984,59	17 083,82	19 472,40	14 428,37		9 095,11		- 9 095,11
3211461 MEDIATHEQUE JEANNE ANCELET HUSTACHE	1 356,00	1 356,00				2 789,11		- 2 789,11
3221470 MUSEE DU BARROIS ET PATRIMOINE	164 742,76	6 575,82	118 350,00	39 816,94	2 784,60	8 727,77	739,60	- 6 682,77
33 1491 SALLE LA BARROISE	1 454 169,65	1 400 277,69	33 305,48	20 586,48	1 761 222,20	1 607 455,52	280 912,14	- 127 145,46
40 1065 SERVICES DES SPORTS	21 000,00	22 902,73		-1 902,73	2 204,00		10 000,00	- 7 796,00
4111560 GYMNASE SAINTE-CATHERINE	9 016,80	9 016,80	2 220,00	-2 220,00	55,00			55,00
4111610 GYMNASE LEO LAGRANGE	1 670,00			1 670,00	335,00			335,00
4111620 GYMNASE VERNET LIGNY EN BARROIS	7 801,76	8 273,76	2 868,00	-3 340,00	956,00			956,00
4111680 GYMNASE TRONVILLE	3 000,00		2 660,00	340,00	5 506,00			5 506,00
4121550 STADE SAINTE-CATHERINE	103 040,00	16 374,30	23 507,40	63 158,30	20 025,00			20 025,00
4121600 STADE JEAN BERNARD	82 856,21	29 339,11	56 925,02	-3 407,92	539 197,73	200 727,19	209 040,43	129 430,14
4131650 CENTRE NAUTIQUE	56 422,39	56 843,99	13 384,50	-13 806,10	273 127,00	16 662,80		256 464,20
4131651 PISCINE LIGNY-EN-BARROIS	166 291,73	39 687,70	24 844,50	121 759,53		8 426,40		- 8 426,40
4140000 HALL BOULISTES	435 264,37	5 215,42	81 713,28	348 335,67	221 000,00			221 000,00
5111 MAISON DE SANTE LIGNY EN BARROIS	2 518 365,32	467 184,10	1 735 478,07	315 643,15				
5112 MAISON DE SANTE COTE SAINTE CATHERINE	89 130,37	4 324,83	1 546,13	83 259,41	59 984,00	84 012,61		- 13 028,61
5201711 AUTRES INTERVENTIONS SOCIALES	1 000 000,00		1 000 000,00					
524010 CONTRAT DE VILLE	500,00	457,37		42,63				
524320 AUTRES INTERVENTIONS SOCIALES	20 000,00			20 000,00				
524330 GENS DU VOYAGE BAR LE DUC	485 125,00			485 125,00	400 000,00			400 000,00
524331 GENS DU VOYAGE GIVRAUVAL	25 695,20	25 675,20		20,00				
524332 AIRE DE GRAND PASSAGE	7 000,00		6 066,00	934,00				
8101080 URBANISME	1 800,00	1 744,15		55,85				
811400 EAUX PLUVIALES CA	169 600,00	13 789,69	139 200,00	16 610,31	105 600,00	27 900,00		77 700,00
824400 OPERATION D'AMENAGEMENT URBAIN	242 822,50	208 930,71	33 822,50	69,29				
831100 HYDRAULIQUE	108 519,88		49 187,88	59 332,00	112 808,08		45 336,08	67 472,00
90 100 ACTION ECONOMIQUE	1 346 764,27	685 462,70	385 869,28	275 432,29	496 809,12	370 971,76	69 698,00	56 139,36
95 1910 CAMPING ET HALTE FLUVIALE	56 500,00	36 930,00	20 019,73	-449,73	12 567,00			12 567,00
95 1911 CAMPING LIGNY EN BARROIS	12 700,00	6 200,00	5 958,00	42,00				
95 1912 RELAIS NAUTIQUE LIGNY EN BARROIS	3 000,00		731,22	2 268,78				
95 1930 ANIMATION TOURISTIQUE	1 251 901,37	769 093,09	265 476,68	217 331,60	272 838,39	58 143,17	272 838,39	- 58 143,17
TOTAL hors resultats	**12 587 685,35**	**4 965 923,12**	**4 304 367,51**	**3 317 394,72**	**9 906 070,04**	**4 243 799,67**	**947 091,64**	**4 715 178,73**
REPRISE RESULTAT					2 681 615,31			
TOTAL	**12 587 685,35**	**4 965 923,12**	**4 304 367,51**	**3 317 394,72**	**12 587 685,35**			

DEPENSES D' INVESTISSEMENT

ANNEE 2020 - EUROS

		Budget total	Realise	Reste à réaliser	Dépenses annulées
CHAPITRE 20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 076 628,77	223 962,81	296 651,04	556 014,92
CHAPITRE 204	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT VERSES	2 097 312,24	437 873,96	1 468 703,82	190 734,46
CHAPITRE 21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 349 737,62	1 215 005,58	439 478,38	695 253,66
CHAPITRE 23	IMMOBILISATIONS EN COURS	4 894 257,72	2 162 895,06	2 029 836,27	701 526,39
CHAPITRE 13	SUBVENTION INVESTISSEMENT	15 500,00	15 429,71		70,29
CHAPITRE 16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	55 000,00	50 000,00		5 000,00
CHAPITRE 26	PARTICIPATION	100,00	100,00		0,00
CHAPITRE 27	AUTRES IMMOBILISATION	140 000,00		69 698,00	70 302,00
CHAPITRE 040	OPERATIONS DE TRANSFERTS	309 148,00	306 362,67		2 785,33
CHAPITRE 041	OPERATIONS PATRIMONIALES	1 650 001,00	554 293,33		1 095 707,67
CHAPITRE 001	SOLDE INVESTISSEMENT REPORTE	0,00	0,00		0,00
TOTAL DES DEPENSES D' INVESTISSEMENT		12 587 685,35	4 965 923,12	4 304 367,51	3 317 394,72

RECETTES D'INVESTISSEMENT

ANNEE 2020 - EUROS

		Budget total	Realise	Reste à réaliser	Recettes annulées
CHAPITRE 13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	4 301 772,12	2 399 646,61	877 393,64	1 024 731,87
CHAPITRE 16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILES	2 075 337,00			2 075 337,00
CHAPITRE 10	DOTATIONS,FONDS DIVERS,RESERVES	678 219,00	483 422,94		194 796,06
1068	EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE	44 019,92	44 019,22		0,70
CHAPITRE 27	AUTRES IMMOBILISATION	140 000,00		69 698,00	70 302,00
CHAPITRE 024	PRODUIT DES CESSIONS	75 000,00			75 000,00
CHAPITRE 021	VIREMENT SECTION DE FONCTIONNEMENT	123 577,00			123 577,00
CHAPITRE 040	OPERATIONS DE TRANSFERTS	818 144,00	762 418,57		55 725,43
CHAPITRE 041	OPERATIONS PATRIMONIALES	1 650 001,00	554 292,33		1 095 708,67
CHAPITRE 001	SOLDE INVESTISSEMENT REPORTE	2 681 615,31			0,00
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT		12 587 685,35	4 243 799,67	947 091,64	4 715 178,73

SECTION DE FONCTIONNEMENT

DECOMPOSITION GLOBALE DU RESULTAT

EUROS

ANNEE 2020

		Recettes fonctionnement	Dépenses de fonctionnement	Explication de l'excédent	Décomposition de l'excédent
A)	**Budget total**	23 867 295,26	21 044 151,00		2 823 144,26
B)	**Reprise resultat anterieur**	2 896 363,76	0,00	2 896 363,76	
C)	**Realise**	20 836 017,64	18 983 717,28	1 852 300,36	
D)	**Reste à réaliser**	0,00	0,00	0,00	
E)	**Explication du resultat (A) - (B + C +D)**	0,00	0,00		
E1)	**Déficit de recettes de l'annee**	134 913,86			-134 913,86
E2)	**Depenses moindres de l'annee**		2 060 433,72		2 060 433,72
F)	**Disponible brut avant financement de l'investissement (A) + (E 1) + (E 2)**			4 748 664,12	4 748 664,12
G)	**besoin de la section d'investissement**			1 397 784,01	1 397 784,01
H)	**Disponible net après financement de l'investissement (F) - (G)**			3 350 880,11	3 350 880,11

SYNTHESE COMPTE ADMINISTRATIF 2020
SECTION FONCTIONNEMENT

Fonction et libellé de l'activité	Dépenses réalisées pour 2020			Recettes réalisées pour 2020			Coût net 2020
	Budget total	Réalisé	Dépenses moindres	Budget total	Réalisé	Recettes excédentaires	recettes moins dépenses
REPRISE RESULTAT				2 896 363,76			
01 - OPERATIONS NON VENTILABLES	5 691 476,00	5 505 758,18	185 717,82	19 010 909,00	19 408 895,14	397 987,14	13 903 137,96
020100 - ADMINISTRATION GENERALE	3 623 454,00	3 358 459,20	264 994,80	600 600,00	671 901,92	-71 301,92	-2 686 557,28
020101 - ADMINISTRATION GENERALE LIGNY	10 400,00	5 689,26	4 710,74				-5 689,26
0201030 - ASSEMBLEE LOCALE	89 731,00	87 102,69	1 628,31				-87 102,69
0201040 - SERVICES GENERAUX	403 145,00	375 341,34	27 806,66				-375 341,34
0201050 - INFORMATIQUE ET RESEAUX	376 932,00	366 692,95	10 239,05		1 383,07	-1 383,07	-365 309,88
0201060 - DIRECTION DES FINANCES	389 807,00	375 804,26	14 002,74				-375 804,26
0201061 - RESSOURCES HUMAINES	484 787,00	394 137,61	90 649,39	71 500,00	618,95	70 881,05	-393 518,66
0201130 - AUTRES BATIMENTS	65 528,00	69 386,18	-3 858,18				-69 386,18
0251360 - COMMUNICATION COMMUNAUTAIRE	120 201,00	81 772,95	38 428,05				-81 772,95
110100 - FOURRIERE AUTOMOBILE	9 200,00	8 055,20	1 144,80				-8 055,20
113110 - CENTRE DE SECOURS	1 299 863,00	1 299 374,06	488,94				-1 299 374,06
23 1 - CAMPUS CONNECTE	29 850,00	24 451,90	5 398,10	5 000,00	4 000,00	4 000,00	-20 451,90
302200 - DIRECTION DE LA CULTURE	91 872,00	27 022,25	64 849,75				-27 022,25
3111420 - CIM	944 236,00	951 084,66	-6 848,66	215 000,00	140 275,04	74 724,96	-810 809,62
3111421 - CLEM	21 030,00	11 656,13	9 373,87	39 000,00	10 070,90	28 929,10	-1 585,23
3211460 - MEDIATHEQUE JEAN JEURKENS	676 384,00	672 828,82	3 555,18	16 000,00	8 515,51	7 484,49	-664 313,31
3211461 - MEDIATHEQUE JEANNE ANCELET HUSTACHE	117 011,00	111 871,93	5 139,07	2 000,00	2 341,81	-341,81	-109 530,12
3221470 - MUSEE DU BARROIS ET PATRIMOINE	303 727,00	283 032,70	20 694,30	14 500,00	12 189,35	2 310,65	-270 843,35
33 1490 - HALL DES BRASSERIES	0,00	-474,00	474,00				474,00
33 1491 - SALLE MULTI FONCTIONS	396 908,00	321 160,17	75 747,83	67 400,00	70 027,07	-2 627,07	-251 133,10
40 1065 - SERVICES DES SPORTS	522 196,00	520 761,65	1 434,35		629,80	-629,80	-520 131,85
4111560 - GYMNASE SAINTE-CATHERINE	80 015,00	59 251,28	20 763,72	9 030,00	17 850,00	-8 820,00	-41 401,28
4111580 - GYMNASE ERNEST BRADFER	42 965,00	42 356,58	608,42	9 450,00	17 995,72	-8 545,72	-24 360,86
4111610 - GYMNASE LEO LAGRANGE	55 385,00	55 178,82	206,18	6 900,00	7 665,00	-765,00	-47 513,82
4111620 - GYMNASE VERNET LIGNY EN BARROIS	57 810,00	42 640,85	15 169,15	17 748,00	3 360,00	14 388,00	-39 280,85
4111680 - GYMNASE TRONVILLE	50 280,00	33 100,64	17 179,36				-33 100,64
4121550 - STADE SAINTE-CATHERINE	101 650,00	81 430,07	20 219,93				-81 430,07
4121600 - STADE JEAN BERNARD	92 330,00	116 757,70	-24 427,70		4 876,80	-4 876,80	-111 880,90
4131650 - CENTRE NAUTIQUE	938 006,00	764 037,01	173 968,99	211 100,00	24 143,93	186 956,07	-739 893,08
4131651 - PISCINE LIGNY-EN-BARROIS	556 570,00	529 394,10	27 175,90	181 000,00	90 836,23	90 163,77	-438 557,87
511 - MAISON DE LA SANTE	132 353,00	62 059,73	70 293,27	3 500,00	14 538,00	-11 038,00	-47 521,73
5111 - MAISON DE SANTE LIGNY EN BARROIS	46 211,00	21 574,88	24 636,12				
5112 - MAISON DE SANTE COTE SAINTE CATHERINE	5 000,00	10 168,32	-5 168,32	10 800,00	10 079,12	720,88	
5201711 - AUTRES INTERVENTIONS SOCIALES	6 901,00	7 898,65	-997,65				-7 898,65
524010 - CONTRAT DE VILLE	143 993,00	136 451,84	7 541,16	10 000,00	12 855,00	-2 855,00	-123 596,84
524320 - AUTRES INTERVENTIONS SOCIALES	97 450,00	95 361,50	2 088,50				-95 361,50
524330 - GENS DU VOYAGE BAR LE DUC	25 375,00	23 455,89	1 919,11				-23 455,89
524331 - GENS DU VOYAGE GIVRAUVAL	84 539,00	65 915,67	18 623,33	25 000,00	17 171,37	7 828,63	-48 744,30
524332 - AIRE DE GRAND PASSAGE	21 264,00	9 517,74	11 746,26	1 500,00	0,00	1 500,00	-9 517,74
8101080 - URBANISME	367 798,00	347 968,60	19 829,40	180 000,00	159 340,11	20 659,89	-188 628,49
822410 - VOIRIE DES COMMUNES ET ROUTES	50 500,00	30 473,95	20 026,05	10 000,00	0,00	10 000,00	-30 473,95
8242120 - AMENAGEMENT URBAIN	210 961,00	110 762,61	100 198,39	87 508,50	37 409,00	50 099,50	-73 353,61
8311100 - HYDRAULIQUE	100 813,00	48 770,77	52 042,23	59 740,00	24 860,20	34 879,80	-23 910,57
833 - PRESERVATION DU MILIEU NATUREL	24 980,00	22 090,93	2 889,07				-22 090,93
90 100 - ACTION ECONOMIQUE	1 494 654,00	924 564,86	570 089,14	55 000,00	40 737,00	14 263,00	-583 847,86
93 - AIDE A L'ENERGIE, INDUST. MANUF., BATIMENT ET T.P.	64 789,00	30 000,00	34 789,00				-30 000,00
95 1910 - CAMPING ET HALTE FLUVIALE	71 800,00	52 802,92	18 997,08	16 000,00	9 728,00	6 272,00	-43 074,92
95 1911 - CAMPING LIGNY EN BARROIS	46 710,00	38 881,60	7 828,40	6 000,00	9 607,95	-3 607,95	-29 273,65
95 1912 - RELAIS NAUTIQUE LIGNY EN BARROIS	37 930,00	20 852,82	17 077,18	5 000,00	-5 691,35	10 691,35	-26 544,17
95 1930 - ANIMATION TOURISTIQUE	365 378,00	345 426,86	19 951,14	18 746,00	7 826,00	10 920,00	-337 600,86
95 1940 - POLE D EXCELLENCE RURALE PER NASIUM	0,00	3 600,00	-3 600,00				
TOTAL	**21 044 161,00**	**18 983 717,28**	**2 060 433,72**	**20 970 931,50**	**20 836 017,64**	**134 913,86**	**-1 396 342,96**
REPRISE RESULTAT				2 896 363,76			
TOTAL	**21 044 161,00**	**18 983 717,28**	**2 060 433,72**	**23 867 295,26**	**20 836 017,64**		

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

ANNEE 2020 - EUROS

		Budget total	Realise	Dépenses moindres
CHAPITRE 011	CHARGES D'ACTIVITES A CARACTERE GENERAL	4 149 016,00	2 973 352,91	1 175 663,09
CHAPITRE 012	FRAIS DE PERSONNEL	6 760 476,00	6 567 901,65	192 574,35
CHAPITRE 014	ATTENUATIONS DE PRODUITS	4 733 155,00	4 733 149,85	5,15
CHAPITRE 65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	3 964 183,00	3 727 395,14	236 787,86
CHAPITRE 66	CHARGES FINANCIERES	6 100,00	4 144,27	1 955,73
CHAPITRE 67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	489 500,00	215 354,89	274 145,11
CHAPITRE 042	DOTATIONS AMORTISSEMENTS PROVISIONS	818 144,00	762 418,57	55 725,43
CHAPITRE 023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	123 577,00	0,00	123 577,00
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		21 044 151,00	18 983 717,28	2 060 433,72

LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DU CA 2020

PAR DOMAINES D'INTERVENTIONS OU FONCTIONS

	Budget total	Réalisé	Dépenses moindres
LA BARROISE	396 908,00	321 160,17	75 747,83
CULTURE - MEDIATHEQUE- MUSEE- CIM	2 154 260,00	2 057 022,49	97 237,51
CAMPUS CONNECTE	29 850,00	24 451,90	5 398,10
SPORT- CENTRES NAUTIQUES	2 497 207,00	2 244 908,70	252 298,30
SOCIAL, SANTE, FAMILLE	566 086,00	432 404,22	133 681,78
AMENAGEMENT URBAIN, LOGEMENT	755 052,00	560 066,86	194 985,14
ACTIONS ECONOMIQUES	2 081 261,00	1 416 129,06	665 131,94
SERVICES RENDUS AU PUBLIC - SALUBRITE - POLICE	6 882 551,00	6 427 861,19	454 689,81
INTERETS DE LA DETTE	6 100,00	4 144,27	1 955,73
EPARGNE BRUTE	941 721,00	762 418,57	179 302,43
REVERSEMENT DE FISCALITE	4 733 155,00	4 733 149,85	5,15
TOTAL	**21 044 151,00**	**18 983 717,28**	**2 060 433,72**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

ANNEE 2020 - EUROS

		Budget total	Realise	Recettes déficitaire
CHAPITRE 013	ATTENUATIONS DE CHARGES	110 000,00	115 312,42	-5 312,42
CHAPITRE 70	PRODUITS D'EXPLOITATION ET DU DOMAINE	1 200 000,00	858 908,51	341 091,49
CHAPITRE 73	IMPOTS ET TAXES	14 702 223,00	14 993 567,78	-291 344,78
CHAPITRE 74	DOTATIONS,SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	4 507 834,50	4 372 230,96	135 603,54
CHAPITRE 75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	77 900,00	25 690,55	52 209,45
CHAPITRE 77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	63 826,00	163 944,75	-100 118,75
CHAPITRE 042	OPERATIONS TRANSFERTS ENTRE SECTION	309 148,00	306 362,67	2 785,33
CHAPITRE 002	REPRISE DE RESULTAT	2 896 363,76	2 896 363,76	0,00
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT		23 867 295,26	23 732 381,40	134 913,86

LES RESSOURCES DE FONCTIONNEMENT DU CA 2020

	Budget total	Realise	Recettes supplementaires
PRODUITS D'EXPLOITATION ET DOMAINE	1 200 000,00	858 908,51	341 091,49
FISCALITE DIRECTE LOCALE	11 629 994,00	11 954 401,00	-324 407,00
AUTRES RECETTES FISCALES	3 072 229,00	3 039 166,78	33 062,22
AIDES DE L'ETAT	3 701 248,50	3 635 120,93	66 127,57
AUTRES AIDES EXTERIEURES	806 586,00	737 110,03	69 475,97
REMBOURSEMENTS	187 900,00	141 002,97	46 897,03
PRODUITS FINANCIERS ET EXCEPTIONNELLES	63 826,00	163 944,75	-100 118,75
OPERATIONS DE TRANSFERT	309 148,00	306 362,67	2 785,33
REPRISE DU RESULTAT	2 896 363,76		0,00
TOTAL	**23 867 295,26**	**20 836 017,64**	**134 913,86**

BUDGETS
ANNEXES

LE FINANCEMENT GLOBAL DU BUDGET EAU 2020

		Recettes fonctionnement	Dépenses de fonctionnement	Explication de l'excédent	Décomposition de l'excédent
A)	**Budget total**	5 901 485,33	4 719 555,00		1 181 930,33
B)	**Reprise resultat anterieur**	1 247 881,33		1 247 881,33	
C)	**Realisé** (Hors reprise de résultat antérieur)	4 688 631,34	4 094 665,67	593 965,67	
D)	**Reste à réaliser**				
E)	**Explication du resultat (A) - (B + C +D)**				
E1)	**Recettes excedentaires de l'annee**	-35 027,34			35 027,34
E2)	**Depenses moindres de l'annee**		624 889,33		624 889,33
Fr)	**Disponible brut avant financement de l'investissement (A) - (E 1) - (E 2)**			1 841 847,00	1 841 847,00

		Recettes D'investissement	Dépenses d'investissement	Décomposition de l'excéden	Décomposition de l'excédent
A)	**Budget total**	4 584 929,79	4 584 929,79		0,00
B)	**Reprise solde anterieur**	1 237 605,67		1 237 605,67	
C)	**Realisé** (Hors reprise solde antérieur)	2 545 534,52	1 443 000,24	1 102 534,28	
D)	**Reste à réaliser**		1 058 375,59	-1 058 375,59	
E)	**Explication du solde (A) - (B + C +D)**				
E1)	**Déficit de recettes de l'annee**	801 789,60			-801 789,60
E2)	**Depenses moindres de l'annee**		2 083 553,96		2 083 553,96
Fd)	**financement de la section d'investissement (A) - (E 1) - (E 2)**			1 281 764,36	1 281 764,36
(Fr)- (Fd)	**Disponible net après financement de l'investissement**			3 123 611,36	3 123 611,36

LE FINANCEMENT GLOBAL DU BUDGET ASSAINISSEMENT 2020

			Recettes fonctionnement	Dépenses de fonctionnement	Explication de l'excédent	Décomposition de l'excédent
A)		**Budget total**	7 433 623,91	4 220 742,00		3 212 881,91
B)		**Reprise resultat anterieur**	4 234 019,91		4 234 019,91	
C)		**Realisé** (Hors reprise de résultat antérieur)	3 376 027,19	2 581 522,39	794 504,80	
D)		**Reste à réaliser**	0,00	0,00	0,00	
E)		**Explication du resultat (A) - (B + C +D)**				
	E1)	**Recettes excedentaires de l'annee**	-176 423,19			176 423,19
	E2)	**Depenses moindres de l'annee**		1 639 219,61		1 639 219,61
Fr)		**Disponible brut avant financement de l'investissement (A) - (E 1) - (E 2)**			5 028 524,71	5 028 524,71
			Recettes D'investissement	Dépenses d'investissement	Décomposition de l'excédent	Décomposition de l'excédent
A)		**Budget total**	5 361 518,51	5 361 518,51		0,00
B)		**Reprise solde anterieur**	1 684 497,39		1 684 497,39	
C)		**Realisé** (Hors reprise solde antérieur)	2 072 909,93	2 556 124,43	-483 214,50	
D)		**Reste à réaliser**		1 023 757,33	-1 023 757,33	
E)		**Explication du solde (A) - (B + C +D)**				
	E1)	**Déficit de recettes de l'annee**	1 604 111,19			-1 604 111,19
	E2)	**Depenses moindres de l'annee**		1 781 636,75		1 781 636,75
Fd)		**financement de la section d'investissement (A) - (E 1) - (E 2)**			177 525,56	177 525,56
(Fr)- (Fd)		**Disponible net après financement de l'investissement**			5 206 050,27	5 206 050,27

LE FINANCEMENT GLOBAL DU BUDGET ORDURES MENAGERES 2020

		Recettes fonctionnement	Dépenses de fonctionnement	Explication de l'excédent	Décomposition de l'excédent
A)	**Budget total**	8 011 381,85	5 779 407,10		2 231 974,75
B)	**Reprise resultat anterieur**	3 214 279,85		3 214 279,85	
C)	**Realisé** (Hors reprise de résultat antérieur)	4 907 136,79	5 136 744,15	-229 607,36	
D)	**Reste à réaliser**	0,00	0,00	0,00	
E)	**Explication du resultat (A) - (B + C +D)**				
E1)	**Recettes excedentaires de l'annee**	-110 034,79			110 034,79
E2)	**Depenses moindres de l'annee**		642 662,95		642 662,95
Fr)	**Disponible brut avant financement de l'investissement (A) - (E 1) - (E 2)**			2 984 672,49	2 984 672,49
		Recettes d'investissement	Dépenses d'investissement	Décomposition de l'excédent	Décomposition de l'excédent
A)	**Budget total**	1 035 675,34	1 035 675,34		0,00
B)	**Reprise solde anterieur**	215 141,24	0,00	215 141,24	
C)	**Realisé** (Hors reprise solde antérieur)	394 402,75	230 404,89	163 997,86	
D)	**Reste à réaliser**		160 954,08	-160 954,08	
E)	**Explication du solde (A) - (B + C +D)**				
E1)	**Déficit de recettes de l'annee**	426 131,35			-426 131,35
E2)	**Depenses moindres de l'annee**		644 316,37		644 316,37
Fd)	**financement de la section d'investissement (A) - (E 1) - (E 2)**			218 185,02	218 185,02
(Fr)	**Disponible net après financement de l'investissement**			3 202 857,51	3 202 857,51

LE FINANCEMENT GLOBAL DU BUDGET BATIMENTS INDUSTRIELS 2020

		Recettes fonctionnement	Dépenses de fonctionnement	Explication de l'excédent	Décomposition de l'excédent
A)	**Budget total**	2 099 978,00	2 099 978,00		0,00
B)	**Reprise resultat anterieur**	29 520,98		29 520,98	
C)	**Realisé** (Hors reprise de résultat antérieur)	218 732,00	178 589,13	40 142,87	
D)	**Reste à réaliser**	0,00	0,00	0,00	
E)	**Explication du resultat (A) - (B + C +D)**				
E1)	**Déficit de recettes de l'annee**	1 851 725,02			-1 851 725,02
E2)	**Depenses moindres de l'annee**		1 921 388,87		1 921 388,87
Fr)	**Disponible brut avant financement de l'investissement (A) - (E 1) - (E 2)**			69 663,85	69 663,85

		Recettes d'investissement	Dépenses d'investissement	Décomposition du besoin	Décomposition du deficit
A)	**Budget total**	1 701 774,30	1 656 014,30		45 760,00
B)	**Reprise solde anterieur**		54 074,30	-54 074,30	
C)	**Realisé** (Hors reprise solde antérieur)	148 774,09	153 843,30	-5 069,21	
D)	**Reste à réaliser**		10 500,00	-10 500,00	
E)	**Explication du solde (A) - (B + C +D)**				
E1)	**Déficit de recettes de l'annee**	1 553 000,21			-1 553 000,21
E2)	**Depenses moindres de l'annee**		1 437 596,70		1 437 596,70
Fd)	**besoin de la section d'investissement (A) - (E 1) - (E 2)**			-69 643,51	-69 643,51
(Fr)	**Disponible net après financement de l'investissement**			20,34	20,34

LE FINANCEMENT GLOBAL DU BUDGET TRANSPORT 2020

		Recettes fonctionnement	Dépenses de fonctionnement	Explication de l'excédent	Décomposition de l'excédent
A)	**Budget total**	3 914 221,56	2 907 069,00		1 007 152,56
B)	**Reprise resultat anterieur**	1 098 538,56		1 098 538,56	
C)	**Realisé** (Hors reprise de résultat antérieur)	2 787 100,29	2 458 602,27	328 498,02	
D)	**Reste à réaliser**			0,00	
E)	**Explication du resultat (A) - (B + C +D)**				
E1)	**Déficit de recettes de l'annee**	28 582,71			-28 582,71
E2)	**Depenses moindres de l'annee**		448 466,73		448 466,73
Fr)	**Disponible brut avant financement de l'investissement (A) - (E 1) - (E 2)**			1 427 036,58	1 427 036,58
		Recettes d'investissement	**Dépenses d'investissement**	**Décomposition de l'excédent**	**Décomposition de l'excédent**
A)	**Budget total**	902 854,62	532 090,49		370 764,13
B)	**Reprise solde anterieur**	582 569,62		582 569,62	
C)	**Realisé** (Hors reprise solde antérieur)	320 662,80	271 087,04	49 575,76	
D)	**Reste à réaliser**	3 633,00	33 684,00	-30 051,00	
E)	**Explication du solde (A) - (B + C +D)**				
E1)	**Recettes excedentaires de l'annee**	-4 010,80			4 010,80
E2)	**Depenses moindres de l'annee**		227 319,45		227 319,45
Fd)	**financement de la section d'investissement (A) - (E 1) - (E 2)**			602 094,38	602 094,38
(Fr)	**Disponible net après financement de l'investissement**			2 029 130,96	2 029 130,96

LE FINANCEMENT GLOBAL DU BUDGET CENTRE DES AFFAIRES 2020

		Recettes fonctionnement	Dépenses de fonctionnement	Explication de l'excédent	Décomposition de l'excédent
A)	**Budget total**	226 121,22	53 035,41		173 085,81
B)	**Reprise resultat anterieur**	224 656,63		224 656,63	
C)	**Realisé** (Hors reprise de résultat antérieur)	45 902,64	24 248,50	21 654,14	
D)	**Reste à réaliser**	0,00	0,00	0,00	
E)	**Explication du resultat (A) - (B + C +D)**				
E1)	**Recettes excedentaires de l'annee**	-44 438,05			44 438,05
E2)	**Depenses moindres de l'annee**		28 786,91		28 786,91
Fr)	**Disponible brut avant financement de l'investissement (A) - (E 1) - (E 2)**			246 310,77	246 310,77
		Recettes d'investissement	Dépenses d'investissement	Décomposition de l'excédent	Décomposition de l'excédent
A)	**Budget total**	36 621,00	36 621,00		0,00
B)	**Reprise solde anterieur**	16 464,59	0,00	16 464,59	
C)	**Realisé** (Hors reprise solde antérieur)	1 620,41	1 620,41	0,00	
D)	**Reste à réaliser**	0,00	0,00	0,00	
E)	**Explication du solde (A) - (B + C +D)**				
E1)	**Déficit de recettes de l'annee**	18 536,00			-18 536,00
E2)	**Depenses moindres de l'annee**		35 000,59		35 000,59
Fd)	**financement de la section d'investissement (A) - (E 1) - (E 2)**			16 464,59	16 464,59
(Fr)	**Disponible net après financement de l'investissement**			262 775,36	262 775,36

LE FINANCEMENT GLOBAL DU BUDGET LOTISSEMENT COMMUNAUTAIRE 2020

		Recettes fonctionnement	Dépenses de fonctionnement	Explication de l'excédent	Décomposition de l'excédent
A)	**Budget total**	1 290 467,92	1 290 467,92		0,00
B)	**Reprise resultat anterieur**	364 187,13		364 187,13	
C)	**Realisé** (Hors reprise de résultat antérieur)	309 079,10	134 912,22	174 166,88	
D)	**Reste à réaliser**	0,00	0,00	0,00	
E)	**Explication du resultat (A) - (B + C +D)**				
E1)	**Déficit de recettes de l'annee**	617 201,69			-617 201,69
E2)	**Depenses moindres de l'annee**		1 155 555,70		1 155 555,70
Fr)	**Disponible brut avant financement de l'investissement (A) - (E 1) - (E 2)**			538 354,01	538 354,01

		Recettes d'investissement	Dépenses d'investissement	Décomposition du besoin	Décomposition du deficit
A)	**Budget total**	2 461 656,23	2 461 656,23		0,00
B)	**Reprise solde anterieur**		1 299 156,23	-1 299 156,23	
C)	**Realisé** (Hors reprise solde antérieur)	86 237,58	198 132,55	-111 894,97	
D)	**Reste à réaliser**	0,00	0,00	0,00	
E)	**Explication du solde (A) - (B + C +D)**				
E1)	**Déficit de recettes de l'annee**	2 375 418,65			-2 375 418,65
E2)	**Depenses moindres de l'annee**		964 367,45		964 367,45
Fd)	**financement de la section d'investissement (A) - (E 1) - (E 2)**			-1 411 051,20	-1 411 051,20
(Fr)	**Disponible net après financement de l'investissement**			-872 697,19	-872 697,19

REPUBLIQUE FRANÇAISE

EPCI dont la population est de 3500 habitants et plus - COMMUNAUTÉ AGGLOMERATION BAR-LE-DUC (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 20003302500012

POSTE COMPTABLE : BAR COLLECTIVITES

M 14

Compte administratif

voté par nature

BUDGET : PRINCIPAL CA BLD (3)

ANNEE 2020

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).
(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales (5)

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser 6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres 8
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 11
B2 - Balance générale du budget - Recettes 12

III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses 13
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes 16
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 18
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 20
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 22

IV - Annexes (6)

A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1) 23
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement 34
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement 74
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 113
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 117
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A2.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement Sans Objet
A2.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N Sans Objet
A2.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme Sans Objet
A2.9 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements 118
A4 - Etat des provisions Sans Objet
A5 - Etalement des provisions Sans Objet
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 119
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 120
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) Sans Objet
A7.2.1 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Fonctionnement (3) Sans Objet
A7.2.2 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Investissement (3) Sans Objet
A7.3.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (4) Sans Objet
A7.3.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (4) Sans Objet
A7.4.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement Sans Objet
A7.4.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées Sans Objet
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet
A10.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées 122
A10.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties 127
A10.3 - Opérations liées aux cessions Sans Objet
A10.4- Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées Sans Objet
A10.5 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties Sans Objet
A11 - Etat des travaux en régie Sans Objet
A12 - Emploi des crédits communautaires dans le cadre de la subvention globale Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement 128
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt 130
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B1.7 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions Sans Objet

B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents	Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents	Sans Objet
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale	Sans Objet
C - Autres éléments d'informations	
C1.1 - Etat du personnel	131
C1.2 - Actions de formation des élus	Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier	134
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement	135
C3.2 - Liste des établissements publics créés	136
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	137
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
C3.5 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes	138
C3.6 - Identification des flux croisés	Sans Objet
D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures	
D1 - Décision en matière de taux de contributions directes	141
D2 - Arrêté et signatures	142

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Il n'a cependant pas à être produit par les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (article L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cf. article R. 2313-3 du CCGT.

(4) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers.

(5) Les associations syndicales autonsées doivent utiliser leur état particulier « *Informations générales* » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(6) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Code INSEE	COMMUNAUTÉ AGGLOMERATION BAR-LE-DUC PRINCIPAL CA BLD	CA 2020

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	0
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 *in fine*) :	306
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		
0.00	0.00	0.00	0.00

	Informations financières – ratios (2)	Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population	511.73	
2	Produit des impositions directes/population	335.62	
3	Recettes réelles de fonctionnement/population	576.56	
4	Dépenses d'équipement brut/population	110.45	
5	Encours de dette/population	266.80	
6	DGF/population	100.12	
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2)	36.00	
8	Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2)	89.00	
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2)	19.20	
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)	46.30	

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, ...) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

POUR MEMOIRE(1)

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (2) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- au niveau (2) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (3) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.
  - sans (4) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (5) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

(1) Rappeler les modalités relatives au vote du budget.

(2) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(3) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(4) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(5) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ..... du .....).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES		RECETTES	
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	A	18 983 717,28	G	20 836 017,64
	Section d'investissement	B	4 965 923,12	H	4 243 799,67
			+		+
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section de fonctionnement (002)	C	0,00 (si déficit)	I	2 896 363,76 (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	D	0,00 (si déficit)	J	2 681 615,31 (si excédent)
			=		=
	TOTAL (réalisations + reports)	= A+B+C+D	23 949 640,40	= G+H+I+J	30 657 796,38

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1)	Section de fonctionnement	E	0,00	K	0,00
	Section d'investissement	F	4 304 367,51	L	947 091,64
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F	4 304 367,51	= K+L	947 091,64

RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	= A+C+E	18 983 717,28	= G+I+K	23 732 381,40
	Section d'investissement	= B+D+F	9 270 290,63	= H+J+L	7 872 506,62
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F	28 254 007,91	= G+H+I+J+K+L	31 604 888,02

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		E 0,00	K 0,00
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
014	Atténuations de produits	0,00	
65	Autres charges de gestion courante	0,00	
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	
66	Charges financières	0,00	
67	Charges exceptionnelles	0,00	
70	Produits services, domaine et ventes div		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
74	Dotations et participations		0,00
75	Autres produits de gestion courante		0,00
013	Atténuations de charges		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		0,00
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		F 4 304 367,51	L 947 091,64
010	Stocks (4)	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	877 393,64
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	296 651,04	0,00
204	Subventions d'équipement versées	1 468 703,82	0,00

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
21	Immobilisations corporelles	439 478,38	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	2 029 836,27	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	69 698,00	69 698,00

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(2) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de compte, tant en dépenses qu'en recettes.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES	A2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charg. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	4 149 016,00	2 496 032,43	477 320,48	0,00	1 175 663,09
012	Charges de personnel, frais assimilés	6 760 476,00	6 537 374,94	30 526,71	0,00	192 574,35
014	Atténuations de produits	4 733 155,00	4 733 149,85	0,00	0,00	5,15
65	Autres charges de gestion courante	3 964 183,00	3 627 809,27	99 585,87	0,00	236 787,86
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**19 606 830,00**	**17 394 366,49**	**607 433,06**	**0,00**	**1 605 030,45**
66	Charges financières	6 100,00	4 090,17	54,10	0,00	1 955,73
67	Charges exceptionnelles	489 500,00	41,41	215 313,48	0,00	274 145,11
68	Dotations provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00			0,00
022	Dépenses imprévues	0,00				
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**20 102 430,00**	**17 398 498,07**	**822 800,64**	**0,00**	**1 881 131,29**
023	*Virement à la section d'investissement (2)*	*123 577,00*				
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*818 144,00*	*762 418,57*			*55 725,43*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (2)*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***941 721,00***	***762 418,57***			***179 302,43***
TOTAL		**21 044 151,00**	**18 160 916,64**	**822 800,64**	**0,00**	**2 060 433,72**
Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		(3) **0,00**				

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	110 000,00	113 557,42	1 755,00	0,00	-5 312,42
70	Produits services, domaine et ventes div	1 200 000,00	845 581,61	13 326,90	0,00	341 091,49
73	Impôts et taxes	14 702 223,00	14 993 567,78	0,00	0,00	-291 344,78
74	Dotations et participations	4 507 834,50	4 301 353,51	70 877,45	0,00	135 603,54
75	Autres produits de gestion courante	77 900,00	25 690,55	0,00	0,00	52 209,45
Total des recettes de gestion courante		**20 597 957,50**	**20 279 750,87**	**85 959,35**	**0,00**	**232 247,28**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	63 826,00	101 845,85	62 098,90	0,00	-100 118,75
78	Reprises provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**20 661 783,50**	**20 381 596,72**	**148 058,25**	**0,00**	**132 128,53**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*309 148,00*	306 362,67			2 785,33
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (2)*	*0,00*	0,00			0,00
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***309 148,00***	***306 362,67***			***2 785,33***
TOTAL		**20 970 931,50**	**20 687 959,39**	**148 058,25**	**0,00**	**134 913,86**
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		(3) **2 896 363,76**				

(1) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(2) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.*

(3) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	1 076 628,77	223 962,81	296 651,04	556 014,92
204	Subventions d'équipement versées	2 097 312,24	437 873,96	1 468 703,82	190 734,46
21	Immobilisations corporelles	2 349 737,62	1 215 005,58	439 478,38	695 253,66
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	4 894 257,72	2 162 895,06	2 029 836,27	701 526,39
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**10 417 936,35**	**4 039 737,41**	**4 234 669,51**	**2 143 529,43**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	15 500,00	15 429,71	0,00	70,29
16	Emprunts et dettes assimilées	55 000,00	50 000,00	0,00	5 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	100,00	100,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	140 000,00	0,00	69 698,00	70 302,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
Total des dépenses financières		**210 600,00**	**65 529,71**	**69 698,00**	**75 372,29**
45...	**Total des opé. pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**10 628 536,35**	**4 105 267,12**	**4 304 367,51**	**2 218 901,72**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (1)*	*309 148,00*	*306 362,67*		*2 785,33*
041	*Opérations patrimoniales (1)*	*1 650 001,00*	*554 293,33*		*1 095 707,67*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***1 959 149,00***	***860 656,00***		***1 098 493,00***
TOTAL		**12 587 685,35**	**4 965 923,12**	**4 304 367,51**	**3 317 394,72**
Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1		(2) **0,00**			

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	4 301 772,12	2 399 646,61	877 393,64	1 024 731,87
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	2 075 337,00	0,00	0,00	2 075 337,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**6 377 109,12**	**2 399 646,61**	**877 393,64**	**3 100 068,87**
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	678 219,00	483 422,94	0,00	194 796,06
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	44 019,92	44 019,22	0,00	0,70
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	140 000,00	0,00	69 698,00	70 302,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	75 000,00		0,00	
Total des recettes financières		**937 238,92**	**527 442,16**	**69 698,00**	**340 098,76**
45...	**Total des opé. pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**7 314 348,04**	**2 927 088,77**	**947 091,64**	**3 440 167,63**
021	*Virement de la sect° de fonctionnement (1)*	*123 577,00*			
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (1)*	*818 144,00*	*762 418,57*		*55 725,43*
041	*Opérations patrimoniales (1)*	*1 650 001,00*	*554 292,33*		*1 095 708,67*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***2 591 722,00***	***1 316 710,90***		***1 275 011,10***
TOTAL		**9 906 070,04**	**4 243 799,67**	**947 091,64**	**4 715 178,73**

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
	Pour information **R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1**	(2) **2 681 615,31**			

(1) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.*

(2) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

(3) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC...) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B1

1 – Mandats émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	2 973 352,91		2 973 352,91
012	Charges de personnel, frais assimilés	6 567 901,65		6 567 901,65
014	Atténuations de produits	4 733 149,85		4 733 149,85
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	3 727 395,14		3 727 395,14
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	4 144,27	*0,00*	4 144,27
67	Charges exceptionnelles	215 354,89	*0,00*	215 354,89
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	*762 418,57*	762 418,57
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**18 221 298,71**	***762 418,57***	**18 983 717,28**
	Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1			**0,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	15 429,71	*217 592,67*	233 022,38
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	50 000,00	*0,00*	50 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
19	*Neutral. et régul. d'opérations (5)*		*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	223 962,81	*0,00*	223 962,81
204	Subventions d'équipement versées	437 873,96	*0,00*	437 873,96
21	Immobilisations corporelles (6)	1 215 005,58	*540 770,80*	1 755 776,38
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	2 162 895,06	*13 522,53*	2 176 417,59
26	Participations et créances rattachées	100,00	*0,00*	100,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*88 770,00*	88 770,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)*		*0,00*	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (5)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (5)*		*0,00*	0,00
3...	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement –Total	**4 105 267,12**	***860 656,00***	**4 965 923,12**
	Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1			**0,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	115 312,42		115 312,42
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	*0,00*
70	Produits services, domaine et ventes div	858 908,51		858 908,51
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	*0,00*
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes	14 993 567,78		14 993 567,78
74	Dotations et participations	4 372 230,96		4 372 230,96
75	Autres produits de gestion courante	25 690,55	*0,00*	25 690,55
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	163 944,75	*217 592,67*	381 537,42
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	*88 770,00*	88 770,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	*0,00*
	Recettes de fonctionnement – Total	**20 529 654,97**	***306 362,67***	**20 836 017,64**
	Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1			**2 896 363,76**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	483 422,94	0,00	483 422,94
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	44 019,22		44 019,22
13	Subventions d'investissement	2 399 646,61	519 999,00	2 919 645,61
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
19	*Neutral. et régul. d'opérations*		*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	*20 770,80*	20 770,80
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	(9) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	0,00	*13 522,53*	13 522,53
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*762 418,57*	*762 418,57*
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)*		*0,00*	*0,00*
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	*0,00*
45...	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	*0,00*
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (4)*		*0,00*	*0,00*
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (4)*		*0,00*	*0,00*
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
	Recettes d'investissement – Total	**2 927 088,77**	**1 316 710,90**	**4 243 799,67**
	Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1			**2 681 615,31**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	**Charges à caractère général**	**4 149 016,00**	**2 496 032,43**	**477 320,48**	**0,00**	**1 175 663,09**
60611	Eau et assainissement	150 200,00	99 976,85	0,00	0,00	50 223,15
60612	Energie - Electricité	568 200,00	479 689,95	480,00	0,00	88 030,05
60613	Chauffage urbain	189 000,00	159 797,13	0,00	0,00	29 202,87
60622	Carburants	15 450,00	8 228,01	884,27	0,00	6 337,72
60623	Alimentation	4 650,00	874,58	200,00	0,00	3 575,42
60624	Produits de traitement	15 500,00	5 596,44	2 516,94	0,00	7 386,62
60628	Autres fournitures non stockées	18 790,00	12 297,47	4 866,71	0,00	1 625,82
60631	Fournitures d'entretien	46 539,31	18 661,92	6 989,71	0,00	20 887,68
60632	Fournitures de petit équipement	68 628,69	55 867,25	20 555,93	0,00	-7 794,49
60636	Vêtements de travail	17 700,00	1 920,81	1 307,37	0,00	14 471,82
6064	Fournitures administratives	11 380,00	6 212,11	867,21	0,00	4 300,68
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	72 700,00	60 497,53	17 265,63	0,00	-5 063,16
6067	Fournitures scolaires	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00
6068	Autres matières et fournitures	418 156,00	319 231,02	31 254,80	0,00	67 670,18
611	Contrats de prestations de services	175 040,00	86 631,01	1 540,00	0,00	86 868,99
6132	Locations immobilières	41 112,00	35 117,79	1 829,37	0,00	4 164,84
6135	Locations mobilières	78 049,00	84 208,80	2 135,38	0,00	-8 295,18
614	Charges locatives et de copropriété	5 500,00	3 254,75	0,00	0,00	2 245,25
61521	Entretien terrains	168 230,00	57 686,72	56 765,10	0,00	53 778,18
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	145 500,00	36 828,79	18 760,44	0,00	89 910,77
615231	Entretien, réparations voiries	27 000,00	22 066,85	53 148,24	0,00	-48 215,09
615232	Entretien, réparations réseaux	35 500,00	19 516,85	0,00	0,00	15 983,15
61551	Entretien matériel roulant	6 350,00	5 477,26	204,67	0,00	668,07
61558	Entretien autres biens mobiliers	47 110,00	35 555,75	0,00	0,00	11 554,25
6156	Maintenance	227 737,00	180 767,56	14 249,22	0,00	32 720,22
6161	Multirisques	104 940,00	60 307,87	0,00	0,00	44 632,13
6162	Assur. obligatoire dommage-construction	49 000,00	10 530,75	10 363,88	0,00	28 105,37
617	Etudes et recherches	172 533,00	-96 389,01	93 515,01	0,00	175 407,00
6182	Documentation générale et technique	26 030,00	14 465,15	4 171,47	0,00	7 393,38
6184	Versements à des organismes de formation	67 500,00	12 264,00	19 895,00	0,00	35 341,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00
6188	Autres frais divers	1 200,00	4 574,50	1 071,50	0,00	-4 446,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	11 600,00	6 573,88	0,00	0,00	5 026,12
6226	Honoraires	188 395,00	1 839,92	25 806,28	0,00	160 748,80
6227	Frais d'actes et de contentieux	6 000,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00
6228	Divers	155 400,00	81 116,18	17 610,54	0,00	56 673,28
6231	Annonces et insertions	34 100,00	10 417,70	0,00	0,00	23 682,30
6232	Fêtes et cérémonies	12 700,00	2 103,31	250,60	0,00	10 346,09
6233	Foires et expositions	2 500,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00
6236	Catalogues et imprimés	17 200,00	14 898,48	2 269,62	0,00	31,90
6237	Publications	45 600,00	23 293,56	3 799,60	0,00	18 506,84
6238	Divers	4 800,00	-5 520,00	5 520,00	0,00	4 800,00
6241	Transports de biens	0,00	756,00	5 100,00	0,00	-5 856,00
6247	Transports collectifs	16 000,00	12 925,90	3 544,70	0,00	-470,60
6248	Divers	100,00	0,00	0,00	0,00	100,00
6251	Voyages et déplacements	8 300,00	6 249,90	0,00	0,00	2 050,10
6256	Missions	17 100,00	18 322,36	0,00	0,00	-1 222,36
6257	Réceptions	17 470,00	-6 242,47	6 037,17	0,00	17 675,30
6261	Frais d'affranchissement	62 000,00	56 205,89	0,00	0,00	5 794,11
6262	Frais de télécommunications	35 500,00	30 092,80	222,32	0,00	5 184,88
627	Services bancaires et assimilés	4 000,00	1 322,87	0,00	0,00	2 677,13
6281	Concours divers (cotisations)	323 830,00	318 060,90	2 472,00	0,00	3 297,10
6283	Frais de nettoyage des locaux	99 045,00	47 189,23	30 899,70	0,00	20 956,07
6284	Redevances pour services rendus	8 158,00	5 043,87	0,00	0,00	3 114,13
62872	Remb. frais au budget annexe	2 000,00	1 542,89	600,00	0,00	-142,89
62878	Remb. frais à d'autres organismes	31 000,00	2 002,63	0,00	0,00	28 997,37
6288	Autres services extérieurs	51 500,00	39 193,39	8 350,10	0,00	3 956,51
63512	Taxes foncières	8 100,00	10 687,00	0,00	0,00	-2 587,00
6353	Impôts indirects	8 493,00	8 794,00	0,00	0,00	-301,00
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	0,00	4 711,50	0,00	0,00	-4 711,50
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0,00	886,28	0,00	0,00	-886,28
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	1 900,00	1 848,00	0,00	0,00	52,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**6 760 476,00**	**6 537 374,94**	**30 526,71**	**0,00**	**192 574,35**
6217	Personnel affecté par la commune membre	27 000,00	3 286,00	30 334,00	0,00	-6 620,00
6218	Autre personnel extérieur	4 000,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00
6331	Versement de transport	24 436,00	23 025,00	0,00	0,00	1 411,00

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	20 014,00	19 187,00	0,00	0,00	827,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	73 767,00	64 661,00	0,00	0,00	9 106,00
64111	Rémunération principale titulaires	3 021 662,00	3 045 886,22	0,00	0,00	-24 224,22
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	80 820,00	79 491,23	0,00	0,00	1 328,77
64118	Autres indemnités titulaires	678 031,00	670 588,89	0,00	0,00	7 442,11
64131	Rémunérations non tit.	784 729,00	663 079,81	0,00	0,00	121 649,19
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	741 881,00	688 732,75	0,00	0,00	53 148,25
6453	Cotisations aux caisses de retraites	984 189,00	980 773,06	0,00	0,00	3 415,94
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	32 895,00	26 626,32	0,00	0,00	6 268,68
6455	Cotisations pour assurance du personnel	46 990,00	44 570,03	0,00	0,00	2 419,97
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	8 408,00	8 171,00	0,00	0,00	237,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	13 050,00	13 261,19	0,00	0,00	-211,19
6475	Médecine du travail, pharmacie	20 029,00	4 472,99	192,71	0,00	15 363,30
6478	Autres charges sociales diverses	198 200,00	201 195,39	0,00	0,00	-2 995,39
6488	Autres charges	375,00	367,06	0,00	0,00	7,94
014	**Atténuations de produits**	**4 733 155,00**	**4 733 149,85**	**0,00**	**0,00**	**5,15**
739211	Attributions de compensation	2 415 753,00	2 415 752,85	0,00	0,00	0,15
739212	Dotation de solidarité communautaire	54 323,00	54 323,00	0,00	0,00	0,00
739221	FNGIR	2 263 079,00	2 263 074,00	0,00	0,00	5,00
65	**Autres charges de gestion courante**	**3 964 183,00**	**3 627 809,27**	**99 585,87**	**0,00**	**236 787,86**
651	Redevances pour licences, logiciels, ...	59 810,00	42 689,10	8 638,16	0,00	8 482,74
6531	Indemnités	200 500,00	199 654,45	0,00	0,00	845,55
6532	Frais de mission	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
6533	Cotisations de retraite	25 341,00	17 278,38	0,00	0,00	8 062,62
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	42 750,00	40 544,00	0,00	0,00	2 206,00
6535	Formation	4 400,00	0,00	0,00	0,00	4 400,00
6541	Créances admises en non-valeur	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00
6542	Créances éteintes	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00
6553	Service d'incendie	1 283 746,00	1 283 746,00	0,00	0,00	0,00
6557	Contribut° politique de l'habitat	37 000,00	3 389,68	22 598,71	0,00	11 011,61
657362	Subv. fonct. CCAS	1 380 121,00	1 380 121,00	0,00	0,00	0,00
657364	Subv. fonct. Établ. Industriel, commerc	8 000,00	-1 592,00	6 500,00	0,00	3 092,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	916 015,00	661 906,09	61 849,00	0,00	192 259,91
65888	Autres	2 500,00	72,57	0,00	0,00	2 427,43
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65+656)		**19 606 830,00**	**17 394 366,49**	**607 433,06**	**0,00**	**1 605 030,45**
66	**Charges financières (b)**	**6 100,00**	**4 090,17**	**54,10**	**0,00**	**1 955,73**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	6 000,00	4 090,17	0,00	0,00	1 909,83
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	100,00	0,00	54,10	0,00	45,90
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**489 500,00**	**41,41**	**215 313,48**	**0,00**	**274 145,11**
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	5 000,00	294,01	0,00	0,00	4 705,99
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	2 000,00	5 094,00	0,00	0,00	-3 094,00
67441	Subv. budgets annexes et régies (AF)	482 500,00	-5 346,60	215 313,48	0,00	272 533,12
68	**Dotations provisions semi-budgétaires (d) (3)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (e)**	**0,00**				
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e		**20 102 430,00**	**17 398 498,07**	**822 800,64**	**0,00**	**1 881 131,29**
023	***Virement à la section d'investissement***	***123 577,00***	***0,00***			***123 577,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (4) (5) (6)***	***818 144,00***	***762 418,57***			***55 725,43***
6811	*Dot. amort. et prov. Immos incorporelles*	*818 144,00*	*762 418,57*			*55 725,43*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***941 721,00***	***762 418,57***			***179 302,43***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (7)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***941 721,00***	***762 418,57***			***179 302,43***
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**21 044 151,00**	**18 160 916,64**	**822 800,64**	**0,00**	**2 060 433,72**
Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		**0,00**				

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (2)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00

= Différence ICNE N – ICNE N-1	54,10

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(3) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040.*

(5) Dont 675 et 676.

(6)Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES	A2

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	**Atténuations de charges**	**110 000,00**	**113 557,42**	**1 755,00**	**0,00**	**-5 312,42**
6419	Remboursements rémunérations personnel	20 000,00	25 869,92	1 755,00	0,00	-7 624,92
6479	Rembourst sur autres charges sociales	90 000,00	87 687,50	0,00	0,00	2 312,50
70	**Produits services, domaine et ventes div**	***1 200 000,00***	***845 581,61***	***13 326,90***	***0,00***	***341 091,49***
7018	Autres ventes de produits finis	*2 000,00*	*567,30*	*0,00*	*0,00*	*1 432,70*
70322	Stationnement, locat° domaine portuaire,	*11 000,00*	*3 916,60*	*0,00*	*0,00*	*7 083,40*
70328	Autres droits stationnement et location	*18 000,00*	*9 728,00*	*0,00*	*0,00*	*8 272,00*
70388	Autres redevances et recettes diverses	*16 500,00*	*2 188,77*	*0,00*	*0,00*	*14 311,23*
704	Travaux	*10 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*10 000,00*
7062	Redevances services à caractère culturel	*177 400,00*	*102 728,93*	*372,00*	*0,00*	*74 299,07*
70631	Redevances services à caractère sportif	*335 000,00*	*42 381,31*	*12 954,90*	*0,00*	*279 663,79*
70688	Autres prestations de services	*5 000,00*	*-6 801,75*	*0,00*	*0,00*	*11 801,75*
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	*3 500,00*	*2 538,00*	*0,00*	*0,00*	*962,00*
70845	Mise à dispo personnel communes du GFP	*17 250,00*	*10 595,84*	*0,00*	*0,00*	*6 654,16*
70872	Remb. frais B.A. et régies municipales	*340 350,00*	*338 225,00*	*0,00*	*0,00*	*2 125,00*
70875	Remb. frais par les communes du GFP	*264 000,00*	*206 794,61*	*0,00*	*0,00*	*57 205,39*
70878	Remb. frais par d'autres redevables	*0,00*	*132 719,00*	*0,00*	*0,00*	*-132 719,00*
73	**Impôts et taxes**	**14 702 223,00**	**14 993 567,78**	**0,00**	**0,00**	**-291 344,78**
73111	Taxes foncières et d'habitation	7 773 425,00	8 029 751,00	0,00	0,00	-256 326,00
73112	Cotisation sur la VAE	2 884 678,00	2 884 678,00	0,00	0,00	0,00
73113	Taxe sur les Surfaces Commerciales	576 459,00	622 946,00	0,00	0,00	-46 487,00
73114	Imposition Forf. sur Entrep. Réseau	395 432,00	413 133,00	0,00	0,00	-17 701,00
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	0,00	3 893,00	0,00	0,00	-3 893,00
73211	Attribution de compensation	2 519 346,00	2 519 346,39	0,00	0,00	-0,39
73223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	512 883,00	517 357,00	0,00	0,00	-4 474,00
7362	Taxes de séjour	40 000,00	2 463,39	0,00	0,00	37 536,61
74	**Dotations et participations**	**4 507 834,50**	**4 301 353,51**	**70 877,45**	**0,00**	**135 603,54**
74124	Dotation d'intercommunalité	1 837 636,00	1 842 285,00	0,00	0,00	-4 649,00
74126	Dot. compensat° groupements de communes	1 722 593,00	1 722 593,00	0,00	0,00	0,00
744	FCTVA	6 000,00	15 415,30	0,00	0,00	-9 415,30
74718	Autres participations Etat	141 019,50	69 242,93	1 000,00	0,00	70 776,57
7473	Participat° Départements	180 628,00	105 994,88	23 579,25	0,00	51 053,87
74741	Participat° Communes du GFP	6 000,00	0,00	0,00	0,00	6 000,00
7478	Participat° Autres organismes	140 649,00	14 688,40	46 298,20	0,00	79 662,40
748313	Dotat° de compensation de la TP	51 709,00	57 825,00	0,00	0,00	-6 116,00
74833	Etat - Compensation CET (CVAE et CFE)	870,00	52 579,00	0,00	0,00	-51 709,00
74834	Etat - Compens. exonérat° taxes foncière	14,00	14,00	0,00	0,00	0,00
74835	Etat - Compens. exonérat° taxe habitat°	420 716,00	420 716,00	0,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**77 900,00**	**25 690,55**	**0,00**	**0,00**	**52 209,45**
752	Revenus des immeubles	11 800,00	11 049,78	0,00	0,00	750,22
7588	Autres produits div. de gestion courante	66 100,00	14 640,77	0,00	0,00	51 459,23
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013		**20 597 957,50**	**20 279 750,87**	**85 959,35**	**0,00**	**232 247,28**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**63 826,00**	**101 845,85**	**62 098,90**	**0,00**	**-100 118,75**
7711	Dédits et pénalités perçus	0,00	43 001,07	0,00	0,00	-43 001,07
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0,00	50 830,44	0,00	0,00	-50 830,44
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	7 826,00	7 973,62	0,00	0,00	-147,62
7788	Produits exceptionnels divers	56 000,00	40,72	62 098,90	0,00	-6 139,62
78	**Reprises provisions semi-budgétaires (d) (2)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d		**20 661 783,50**	**20 381 596,72**	**148 058,25**	**0,00**	**132 128,53**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4) (5)***	***309 148,00***	***306 362,67***			***2 785,33***
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*220 378,00*	*217 592,67*			*2 785,33*
7811	*Rep. amort. immos corpo. et incorp.*	*88 770,00*	*88 770,00*			*0,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (6)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		***309 148,00***	***306 362,67***			***2 785,33***
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)		**20 970 931,50**	**20 687 959,39**	**148 058,25**	**0,00**	**134 913,86**
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		**2 896 363,76**				

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(3) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040.*

(4) Dont 776.

(5) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES	B1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)**	**1 076 628,77**	**223 962,81**	**296 651,04**	**556 014,92**
2031	Frais d'études	1 048 818,77	221 417,67	285 191,04	542 210,06
2033	Frais d'insertion	9 500,00	1 836,00	0,00	7 664,00
2051	Concessions, droits similaires	18 310,00	709,14	11 460,00	6 140,86
204	**Subventions d'équipement versées (sauf opérations)**	**2 097 312,24**	**437 873,96**	**1 468 703,82**	**190 734,46**
204114	Voirie	157 750,00	113 117,00	44 633,00	0,00
204122	Subv. Régions : Bâtiments, installations	136 600,00	0,00	136 600,00	0,00
2041411	Subv.Cne GFP : Bien mobilier, matériel	94 248,84	4 500,18	0,00	89 748,66
2041412	Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations	427 630,40	207 107,78	133 620,82	86 901,80
204182	Autres org pub - Bâtiments et installat°	67 000,00	0,00	60 000,00	7 000,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	122 172,00	58 865,00	54 806,00	8 501,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	1 091 911,00	54 284,00	1 039 044,00	-1 417,00
21	**Immobilisations corporelles (sauf opérations)**	**2 349 737,62**	**1 215 005,58**	**439 478,38**	**695 253,66**
2111	Terrains nus	195 001,00	173 995,71	1,00	21 004,29
2128	Autres agencements et aménagements	23 140,00	9 600,00	0,00	13 540,00
21318	Autres bâtiments publics	240 208,62	39 653,62	17 683,86	182 871,14
2135	Installations générales, agencements	553 921,96	71 606,96	25 309,15	457 005,85
2151	Réseaux de voirie	286 401,11	247 913,03	36 852,04	1 636,04
2152	Installations de voirie	20 363,03	0,00	26 491,09	-6 128,06
21531	Réseaux d'adduction d'eau	11 000,00	1 798,56	0,00	9 201,44
21532	Réseaux d'assainissement	155 600,00	6 519,35	139 200,00	9 880,65
21533	Réseaux câblés	6 588,74	7 219,23	0,00	-630,49
21534	Réseaux d'électrification	5 000,00	0,00	6 066,00	-1 066,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	63 786,41	23 770,49	10 197,28	29 818,64
2161	Oeuvres et objets d'art	7 510,00	4 510,00	1 320,00	1 680,00
21713	Terrains aménagés hors voirie (mise à di	5 000,00	6 811,20	0,00	-1 811,20
21728	Autres agencements (mise à dispo)	0,00	5 640,00	0,00	-5 640,00
21731	Bâtiments publics (mise à dispo)	158 857,01	50 553,49	100 995,02	7 308,50
21735	Installations générales (mise à dispo)	7 014,00	7 014,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	62 803,00	46 220,19	13 384,50	3 198,31
2183	Matériel de bureau et informatique	150 837,81	135 467,79	8 708,83	6 661,19
2184	Mobilier	331 844,76	320 672,74	25 113,71	-13 941,69
2188	Autres immobilisations corporelles	64 860,17	56 039,22	28 155,90	-19 334,95
22	**Immobilisations reçues en affectation (sauf opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf opérations)**	**4 894 257,72**	**2 162 895,06**	**2 029 836,27**	**701 526,39**
2313	Constructions	3 642 234,41	1 375 974,37	1 763 212,00	503 048,04
2314	Constructions sur sol d'autrui	1 072 723,31	762 070,16	87 324,27	223 328,88
238	Avances versées commandes immo. incorp.	179 300,00	24 850,53	179 300,00	-24 850,53
	Total des dépenses d'équipement	**10 417 936,35**	**4 039 737,41**	**4 234 669,51**	**2 143 529,43**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**15 500,00**	**15 429,71**	**0,00**	**70,29**
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	15 500,00	15 429,71	0,00	70,29
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**55 000,00**	**50 000,00**	**0,00**	**5 000,00**
1641	Emprunts en euros	55 000,00	50 000,00	0,00	5 000,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**100,00**	**100,00**	**0,00**	**0,00**
261	Titres de participation	100,00	100,00	0,00	0,00
27	**Autres immobilisations financières**	**140 000,00**	**0,00**	**69 698,00**	**70 302,00**
274	Prêts	140 000,00	0,00	69 698,00	70 302,00
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**			
	Total des dépenses financières	**210 600,00**	**65 529,71**	**69 698,00**	**75 372,29**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**10 628 536,35**	**4 105 267,12**	**4 304 367,51**	**2 218 901,72**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (4)***	***309 148,00***	***306 362,67***		***2 785,33***
	Reprises sur autofinancement antérieur (5)	***309 148,00***	***306 362,67***		***2 785,33***
13911	*Etat et établissements nationaux*	*61 369,00*	*61 368,40*		*0,60*
13912	*Sub. transf cpte résult. Régions*	*30 144,00*	*30 143,70*		*0,30*
13913	*Sub. transf cpte résult. Départements*	*24 823,00*	*24 823,00*		*0,00*
13916	*Sub. transf cpte résult. Autres EPL*	*95 763,00*	*92 978,57*		*2 784,43*
13917	*Sub. transf cpte résult.Budget communaut*	*3 086,00*	*3 086,00*		*0,00*
13918	*Autres subventions d'équipement*	*280,00*	*280,00*		*0,00*
13931	*Sub. transf cpte résult. D.E.T.R.*	*4 913,00*	*4 913,00*		*0,00*

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
280422	*Privé : Bâtiments, installations*	*88 770,00*	*88 770,00*		*0,00*
	Charges transférées (6)	***0,00***	***0,00***		***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (7)***	***1 650 001,00***	***554 293,33***		***1 095 707,67***
2111	*Terrains nus*	*80 000,00*	*0,00*		*80 000,00*
21318	*Autres bâtiments publics*	*1 320 001,00*	*521 836,00*		*798 165,00*
21531	*Réseaux d'adduction d'eau*	*0,00*	*3 834,00*		*-3 834,00*
21532	*Réseaux d'assainissement*	*0,00*	*5 640,00*		*-5 640,00*
21731	*Bâtiments publics (mise à dispo)*	*0,00*	*9 460,80*		*-9 460,80*
2314	*Constructions sur sol d'autrui*	*0,00*	*13 522,53*		*-13 522,53*
238	*Avances versées commandes immo. incorp.*	*250 000,00*	*0,00*		*250 000,00*
TOTAL DEPENSES D'ORDRE		***1 959 149,00***	***860 656,00***		***1 098 493,00***
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)		**12 587 685,35**	**4 965 923,12**	**4 304 367,51**	**3 317 394,72**
Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1		**0,00**			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définitions du chapitre d'opérations d'ordre, *DI 040=RF 042*.

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Dont 192.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041= RI 041*.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES	B2

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**4 301 772,12**	**2 399 646,61**	**877 393,64**	**1 024 731,87**
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	600 600,00	27 900,00	0,00	572 700,00
13141	Subv. transf. Communes membres du GFP	100 000,00	0,00	0,00	100 000,00
1316	Subv. transf. Autres E.P.L.	244 598,42	405 639,15	0,00	-161 040,73
1318	Autres subventions d'équipement transf.	103 775,08	0,00	36 303,08	67 472,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	525 399,00	13 488,00	50 000,00	461 911,00
1322	Subv. non transf. Régions	447 561,39	361 530,12	256 804,44	-170 773,17
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	7 306,61	0,00	-7 306,61
13241	Subv. non transf. Communes du GFP	151 839,00	0,00	151 839,00	0,00
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	2 101 792,63	1 338 519,73	358 240,52	405 032,38
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	26 206,60	0,00	14 206,60	12 000,00
1341	D.E.T.R. non transférable	0,00	245 263,00	10 000,00	-255 263,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**(hors 165)	**2 075 337,00**	**0,00**	**0,00**	**2 075 337,00**
1641	Emprunts en euros	2 075 337,00	0,00	0,00	2 075 337,00
20	**Immobilisations incorporelles**(sauf 204)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**6 377 109,12**	**2 399 646,61**	**877 393,64**	**3 100 068,87**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**722 238,92**	**527 442,16**	**0,00**	**194 796,76**
10222	FCTVA	678 219,00	483 422,94	0,00	194 796,06
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	44 019,92	44 019,22	0,00	0,70
138	**Autres subvent° invest. non transf.**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**140 000,00**	**0,00**	**69 698,00**	**70 302,00**
274	Prêts	140 000,00	0,00	69 698,00	70 302,00
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**75 000,00**		**0,00**	
	Total des recettes financières	**937 238,92**	**527 442,16**	**69 698,00**	**340 098,76**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES	**7 314 348,04**	**2 927 088,77**	**947 091,64**	**3 440 167,63**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***123 577,00***			
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4)***	***818 144,00***	***762 418,57***		***55 725,43***
28031	*Frais d'études*	*38 929,00*	*38 928,02*		*0,98*
28033	*Frais d'insertion*	*5 261,00*	*5 260,26*		*0,74*
2804114	*Voirie*	*1 614,00*	*1 613,33*		*0,67*
28041411	*Subv.Cne GFP : Bien mobilier, matériel*	*28 474,00*	*28 473,84*		*0,16*
28041412	*Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations*	*80 912,00*	*79 252,34*		*1 659,66*
28041481	*Subv.Cne : Bien mobilier, matériel*	*920,00*	*920,00*		*0,00*
28041582	*GFP : Bâtiments, installations*	*2 375,00*	*1 978,00*		*397,00*
28041621	*CCAS : Bien mobilier, matériel*	*921,00*	*921,00*		*0,00*
28041622	*CCAS : Bâtiments, installations*	*72 666,00*	*72 666,00*		*0,00*
2804171	*Autres EPL : Bien mobilier, matériel*	*1 670,00*	*1 670,00*		*0,00*
2804182	*Autres org pub - Bâtiments et installat°*	*1 874,00*	*1 873,67*		*0,33*
280421	*Privé : Bien mobilier, matériel*	*40 458,00*	*38 757,10*		*1 700,90*
280422	*Privé : Bâtiments, installations*	*70 437,00*	*72 646,40*		*-2 209,40*
28051	*Concessions et droits similaires*	*52 289,00*	*52 288,20*		*0,80*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*858,00*	*858,00*		*0,00*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*47 250,00*	*47 249,15*		*0,85*
281311	*Hôtel de ville*	*1 191,00*	*1 191,00*		*0,00*
281318	*Autres bâtiments publics*	*3 827,00*	*3 132,00*		*695,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*14 972,00*	*14 915,85*		*56,15*
28138	*Autres constructions*	*181,00*	*0,00*		*181,00*
28151	*Réseaux de voirie*	*459,00*	*458,64*		*0,36*
28152	*Installations de voirie*	*2 665,00*	*2 429,00*		*236,00*
281531	*Réseaux d'adduction d'eau*	*7 768,00*	*8 681,31*		*-913,31*
281532	*Réseaux d'assainissement*	*3 238,00*	*2 038,00*		*1 200,00*

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
281534	*Réseaux d'électrification*	*3 510,00*	*3 367,18*		*142,82*
281538	*Autres réseaux*	*1 764,00*	*1 763,25*		*0,75*
281568	*Autres matériels, outillages incendie*	*60,00*	*60,00*		*0,00*
28158	*Autres installat°, matériel et outillage*	*49 309,00*	*47 499,93*		*1 809,07*
281731	*Bâtiments publics (m. à dispo)*	*29 303,00*	*29 302,56*		*0,44*
281735	*Installations générales (m. à dispo)*	*656,00*	*655,60*		*0,40*
2817538	*Autres réseaux (m. à dispo)*	*627,00*	*627,00*		*0,00*
281758	*Autres installat°, matériel (m. à dispo)*	*773,00*	*497,00*		*276,00*
281782	*Matériel de transport (m. à dispo)*	*2 571,00*	*2 570,88*		*0,12*
281783	*Matériel bureau et info. (m. à dispo)*	*59 236,00*	*10 185,31*		*49 050,69*
281784	*Mobilier (m. à dispo)*	*3 051,00*	*3 050,51*		*0,49*
281788	*Autres immo. corporelles (m. à dispo)*	*9 497,00*	*9 496,14*		*0,86*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*303,00*	*302,92*		*0,08*
28182	*Matériel de transport*	*12 354,00*	*12 354,00*		*0,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*65 116,00*	*64 686,06*		*429,94*
28184	*Mobilier*	*55 631,00*	*55 026,30*		*604,70*
28188	*Autres immo. corporelles*	*43 174,00*	*42 772,82*		*401,18*
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		***941 721,00***	***762 418,57***		***179 302,43***
041	***Opérations patrimoniales (5)***	***1 650 001,00***	***554 292,33***		***1 095 708,67***
13141	*Subv. transf. Communes membres du GFP*	*600 001,00*	*0,00*		*600 001,00*
13241	*Subv. non transf. Communes du GFP*	*0,00*	*519 999,00*		*-519 999,00*
2031	*Frais d'études*	*800 000,00*	*16 670,40*		*783 329,60*
2033	*Frais d'insertion*	*0,00*	*4 100,40*		*-4 100,40*
238	*Avances versées commandes immo. incorp.*	*250 000,00*	*13 522,53*		*236 477,47*
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		***2 591 722,00***	***1 316 710,90***		***1 275 011,10***
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)		**9 906 070,04**	**4 243 799,67**	**947 091,64**	**4 715 178,73**
Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1		**2 681 615,31**			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, *RI 040 = DF 042.*

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041= RI 041.*

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES — IV

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE (1) — A1

Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
INVESTISSEMENT												
REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)												
Dépenses réelles	51 836	193 982	0	9 286	1 442 717	187 654	497 642	0	0	224 465	1 497 686	4 105 267
- Equipements municipaux (2)		193 882	0	9 286	1 442 717	187 654	497 642	0	0	224 465	1 044 382	3 601 863
- Equip. non municipaux (c/204) (3)		0	0	0	0	0	0	0	0	0	437 874	437 874
- Opérations financières	51 836											51 836
Dépenses d'ordre	306 363											860 656
Solde d'exécution reporté de N-1	0											0
Total dépenses	**358 199**	**193 982**	**0**	**9 286**	**1 451 962**	**187 870**	**1 025 118**	**0**	**0**	**224 465**	**1 515 042**	**4 965 923**
Total recettes	**3 973 312**	**24 295**	**0**	**0**	**1 637 752**	**226 032**	**589 652**	**0**	**0**	**27 900**	**446 471**	**6 925 415**
Solde d'investissement	**3 615 113**	**-169 687**	**0**	**-9 286**	**185 791**	**38 163**	**-435 466**	**0**	**0**	**-196 565**	**-1 068 571**	**1 959 492**
RESTES A REALISER au 31/12/N												
Total RAR dépenses	**0**	**155 436**	**60 000**	**20 648**	**216 805**	**208 123**	**2 743 090**	**0**	**0**	**222 210**	**678 055**	**4 304 368**
Total RAR recettes	**0**	**58 527**	**0**	**0**	**281 652**	**219 040**	**0**	**0**	**0**	**45 336**	**342 536**	**947 092**
SOLDE RAR investissement	**0**	**-96 909**	**-60 000**	**-20 648**	**64 846**	**10 918**	**-2 743 090**	**0**	**0**	**-176 874**	**-335 519**	**-3 357 276**
FONCTIONNEMENT												
REALISATIONS (de l'exercice + restes à réaliser N-1)												
Total dépenses	**5 505 758**	**5 114 386**	**1 307 429**	**24 452**	**2 378 183**	**2 244 909**	**432 404**	**0**	**0**	**560 067**	**1 416 129**	**18 983 717**
Total recettes	**22 305 260**	**673 904**	**0**	**4 000**	**243 420**	**167 357**	**54 643**	**0**	**0**	**221 609**	**62 188**	**23 732 381**
Solde de fonctionnement	**16 799 502**	**-4 440 482**	**-1 307 429**	**-20 452**	**-2 134 763**	**-2 077 551**	**-377 761**	**0**	**0**	**-338 458**	**-1 353 941**	**4 748 664**
RESTES A REALISER au 31/12/N												
Total RAR dépenses	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Total RAR recettes	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
SOLDE RAR fonctionnement	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10. Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique). Les groupements et leurs établissements publics suivent les règles de production et de présentation applicable à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Ou biens de la structure intercommunale.

(3) Ou biens ne relevant pas de la structure intercommunale.

IV – ANNEXES

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE

IV

A1

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
						INVESTISSEMENT							
						DEPENSES							
Total dépenses d'investissement		**358 199**	**349 418**	**60 000**	**29 934**	**1 668 767**	**395 993**	**3 768 208**	**0**	**0**	**446 675**	**2 193 097**	**9 270 291**
Dépenses réelles		51 836	349 418	60 000	29 934	1 659 522	395 777	3 240 732	0	0	446 675	2 175 741	8 409 635
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
13	Subventions d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	15 430	15 430
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	15 430	15 430
16	Emprunts et dettes assimilées	50 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	50 000
1641	Emprunts en euros	50 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	50 000
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	1 836	12 169	0	0	300 715	86 929	0	0	0	84 123	34 842	520 614
2031	Frais d'études	0	0	0	0	300 715	86 929	0	0	0	84 123	34 842	506 609
2033	Frais d'insertion	1 836	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 836
2051	Concessions, droits similaires	0	12 169	0	0	0	0	0	0	0	0	0	12 169
204	Subventions d'équipement versées	0	116 600	60 000	20 000	0	0	1 000 000	0	0	33 823	676 155	1 906 578
204114	Voirie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	157 750	157 750
204122	Subv. Régions : Bâtiments, installations	0	116 600	0	20 000	0	0	0	0	0	0	0	136 600
2041411	Subv.Cne GFP : Bien mobilier, matériel	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 500	4 500
2041412	Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations	0	0	0	0	0	0	0	0	0	33 823	306 906	340 729
204182	Autres org pub - Bâtiments et installat°	0	0	60 000	0	0	0	0	0	0	0	0	60 000
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	113 671	113 671
20422	Privé : Bâtiments, installations	0	0	0	0	0	0	1 000 000	0	0	0	93 328	1 093 328
21	Immobilisations corporelles	0	157 280	0	9 934	437 021	288 652	32 200	0	0	328 730	400 667	1 654 484
2111	Terrains nus	0	0	0	0	0	0	1	0	0	173 996	0	173 997
2128	Autres agencements et amenagements	0	0	0	0	0	9 600	0	0	0	0	0	9 600
21318	Autres bâtiments publics	0	14 982	0	0	0	24 672	0	0	0	0	17 684	57 337
2135	Installations générales, agencements	0	0	0	0	0	2 802	25 675	0	0	0	68 439	96 916
2151	Réseaux de voirie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	284 765	284 765

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
2152	Installations de voirie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	26 491	26 491
21531	Réseaux d'adduction d'eau	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 799	0	1 799
21532	Réseaux d'assainissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	145 719	0	145 719
21533	Réseaux câblés	0	7 219	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 219
21534	Réseaux d'électrification	0	0	0	0	0	0	6 066	0	0	0	0	6 066
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0	0	0	0	1 049	26 047	0	0	0	5 472	1 400	33 968
2161	Oeuvres et objets d'art	0	0	0	0	5 830	0	0	0	0	0	0	5 830
21713	Terrains aménagés hors voirie (mise à di	0	0	0	0	0	6 811	0	0	0	0	0	6 811
21728	Autres agencements (mise à dispo)	0	0	0	0	0	5 640	0	0	0	0	0	5 640
21731	Bâtiments publics (mise à dispo)	0	0	0	0	49 803	100 067	0	0	0	0	1 679	151 549
21735	Installations générales (mise à dispo)	0	0	0	0	0	7 014	0	0	0	0	0	7 014
2182	Matériel de transport	0	12 584	0	0	15 534	31 487	0	0	0	0	0	59 605
2183	Matériel de bureau et informatique	0	108 151	0	7 017	3 387	25 621	0	0	0	0	0	144 177
2184	Mobilier	0	9 742	0	2 917	329 512	1 204	457	0	0	1 744	210	345 786
2188	Autres immobilisations corporelles	0	4 602	0	0	31 905	47 687	0	0	0	0	0	84 195
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	63 269	0	0	921 786	20 196	2 208 532	0	0	0	978 948	4 192 731
2313	Constructions	0	0	0	0	921 786	20 196	2 197 204	0	0	0	0	3 139 186
2314	Constructions sur sol d'autrui	0	63 269	0	0	0	0	0	0	0	0	786 126	849 394
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0	0	0	0	0	0	11 328	0	0	0	192 823	204 151
26	Participat° et créances rattachées	0	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100
261	Titres de participation	0	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	100
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	69 698	69 698
274	Prêts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	69 698	69 698
Opérations d'équipement		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations pour compte de tiers		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'ordre		*306 363*	*0*	*0*	*0*	*9 245*	*216*	*527 476*	*0*	*0*	*0*	*17 357*	*860 656*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*306 363*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*306 363*
13911	*Etat et établissements nationaux*	*61 368*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*61 368*
13912	*Sub. transf cpte résult. Régions*	*30 144*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*30 144*
13913	*Sub. transf cpte résult. Départements*	*24 823*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*24 823*
13916	*Sub. transf cpte résult. Autres EPL*	*92 979*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*92 979*
13917	*Sub. transf cpte résult.Budget communaut*	*3 086*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*3 086*
13918	*Autres subventions d'équipement*	*280*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*280*
13931	*Sub. transf cpte résult. D.E.T.R.*	*4 913*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*4 913*
280422	*Privé : Bâtiments, installations*	*88 770*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*88 770*

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
041	*Opérations patrimoniales*	*0*	*0*	*0*	*0*	*9 245*	*216*	*527 476*	*0*	*0*	*0*	*17 357*	*554 293*
21318	*Autres bâtiments publics*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*521 836*	*0*	*0*	*0*	*0*	*521 836*
21531	*Réseaux d'adduction d'eau*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*3 834*	*3 834*
21532	*Réseaux d'assainissement*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*5 640*	*0*	*0*	*0*	*0*	*5 640*
21731	*Bâtiments publics (mise à dispo)*	*0*	*0*	*0*	*0*	*9 245*	*216*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*9 461*
2314	*Constructions sur sol d'autrui*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*13 523*	*13 523*
001Solde d'exécution reporté de N-1		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

		RECETTES											
Total recettes d'investissement		**3 973 312**	**82 822**	**0**	**0**	**1 919 404**	**445 073**	**589 652**	**0**	**0**	**73 236**	**789 008**	**7 872 507**
Recettes réelles		527 442	82 822	0	0	1 910 159	444 857	64 013	0	0	73 236	771 651	3 874 180
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	527 442	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	527 442
10222	FCTVA	483 423	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	483 423
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	44 019	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	44 019
13	Subventions d'investissement	0	82 822	0	0	1 910 159	444 857	64 013	0	0	73 236	701 953	3 277 040
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	27 900	0	27 900
1316	Subv. transf. Autres E.P.L.	0	24 295	0	0	15 735	25 089	0	0	0	0	340 520	405 639
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0	0	0	0	0	0	0	0	0	36 303	0	36 303
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0	0	0	0	2 045	0	11 443	0	0	0	50 000	63 488
1322	Subv. non transf. Régions	0	0	0	0	330 304	65 192	0	0	0	0	222 838	618 335
1323	Subv. non transf. Départements	0	0	0	0	0	0	7 307	0	0	0	0	7 307
13241	Subv. non transf. Communes du GFP	0	0	0	0	0	151 839	0	0	0	0	0	151 839
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	0	58 527	0	0	1 361 335	188 303	0	0	0	0	88 595	1 696 760
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0	0	0	0	740	4 434	0	0	0	9 033	0	14 207
1341	D.E.T.R. non transférable	0	0	0	0	200 000	10 000	45 263	0	0	0	0	255 263
16	Emprunts et dettes assimilées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
204	Subventions d'équipement versées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
21	Immobilisations corporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	69 698	69 698
274	Prêts	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	69 698	69 698
Opérations pour compte de tiers		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Recettes d'ordre		*764 255*	*0*	*0*	*0*	*9 245*	*216*	*525 639*	*0*	*0*	*0*	*17 357*	*1 316 711*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*762 419*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*762 419*
28031	*Frais d'études*	*38 928*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*38 928*
28033	*Frais d'insertion*	*5 260*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*5 260*
2804114	*Voirie*	*1 613*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1 613*
28041411	*Subv.Cne GFP : Bien mobilier, matériel*	*28 474*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*28 474*
28041412	*Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations*	*79 252*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*79 252*
28041481	*Subv.Cne : Bien mobilier, matériel*	*920*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*920*
28041582	*GFP : Bâtiments, installations*	*1 978*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1 978*
28041621	*CCAS : Bien mobilier, matériel*	*921*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*921*
28041622	*CCAS : Bâtiments, installations*	*72 666*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*72 666*
2804171	*Autres EPL : Bien mobilier, matériel*	*1 670*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1 670*
2804182	*Autres org pub - Bâtiments et installat°*	*1 874*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1 874*
280421	*Privé : Bien mobilier, matériel*	*38 757*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*38 757*
280422	*Privé : Bâtiments, installations*	*72 646*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*72 646*
28051	*Concessions et droits similaires*	*52 288*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*52 288*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*858*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*858*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*47 249*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*47 249*
281311	*Hôtel de ville*	*1 191*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1 191*
281318	*Autres bâtiments publics*	*3 132*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*3 132*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*14 916*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*14 916*
28151	*Réseaux de voirie*	*459*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*459*
28152	*Installations de voirie*	*2 429*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*2 429*
281531	*Réseaux d'adduction d'eau*	*8 681*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*8 681*
281532	*Réseaux d'assainissement*	*2 038*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*2 038*
281534	*Réseaux d'électrification*	*3 367*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*3 367*
281538	*Autres réseaux*	*1 763*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1 763*
281568	*Autres matériels, outillages incendie*	*60*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*60*
28158	*Autres installat°, matériel et outillage*	*47 500*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*47 500*
281731	*Bâtiments publics (m. à dispo)*	*29 303*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*29 303*
281735	*Installations générales (m. à dispo)*	*656*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*656*
2817538	*Autres réseaux (m. à dispo)*	*627*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*627*

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
281758	*Autres installat°, matériel (m. à dispo)*	*497*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*497*
281782	*Matériel de transport (m. à dispo)*	*2 571*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*2 571*
281783	*Matériel bureau et info. (m. à dispo)*	*10 185*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*10 185*
281784	*Mobilier (m. à dispo)*	*3 051*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*3 051*
281788	*Autres immo. corporelles (m. à dispo)*	*9 496*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*9 496*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*303*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*303*
28182	*Matériel de transport*	*12 354*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*12 354*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*64 686*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*64 686*
28184	*Mobilier*	*55 026*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*55 026*
28188	*Autres immo. corporelles*	*42 773*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*42 773*
041	*Opérations patrimoniales*	*1 836*	*0*	*0*	*0*	*9 245*	*216*	*525 639*	*0*	*0*	*0*	*17 357*	*554 292*
13241	*Subv. non transf. Communes du GFP*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*519 999*	*0*	*0*	*0*	*0*	*519 999*
2031	*Frais d'études*	*0*	*0*	*0*	*0*	*8 381*	*0*	*5 640*	*0*	*0*	*0*	*2 650*	*16 670*
2033	*Frais d'insertion*	*1 836*	*0*	*0*	*0*	*864*	*216*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1 184*	*4 100*
238	*Avances versées commandes immo. incorp.*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*13 523*	*13 523*
001Solde d'exécution reporté de N-1		2 681 615	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 681 615

FONCTIONNEMENT

DEPENSES

Total dépenses de fonctionnement		**5 505 758**	**5 114 386**	**1 307 429**	**24 452**	**2 378 183**	**2 244 909**	**432 404**	**0**	**0**	**560 067**	**1 416 129**	**18 983 717**
Dépenses réelles		4 743 340	5 114 386	1 307 429	24 452	2 378 183	2 244 909	432 404	0	0	560 067	1 416 129	18 221 299
011	Charges à caractère général	1 074	765 580	8 055	1 876	563 117	889 681	200 652	0	0	105 451	436 868	2 973 353
60611	Eau et assainissement	0	782	0	0	6 053	87 196	3 235	0	0	0	2 710	99 977
60612	Energie - Electricité	0	4 921	0	0	135 130	287 746	29 656	0	0	1 150	21 567	480 170
60613	Chauffage urbain	0	0	0	0	7 300	145 284	7 213	0	0	0	0	159 797
60622	Carburants	0	1 656	0	0	785	6 150	241	0	0	280	0	9 112
60623	Alimentation	0	29	0	4	424	221	389	0	0	0	8	1 075
60624	Produits de traitement	0	0	0	0	0	8 113	0	0	0	0	0	8 113
60628	Autres fournitures non stockées	0	15 470	0	0	96	1 491	0	0	0	107	0	17 164
60631	Fournitures d'entretien	0	4 012	0	0	2 344	19 295	0	0	0	0	0	25 652
60632	Fournitures de petit équipement	0	21 638	0	237	31 615	20 177	760	0	0	793	1 202	76 423
60636	Vêtements de travail	0	-450	0	0	-1 097	4 775	0	0	0	0	0	3 228
6064	Fournitures administratives	0	1 597	0	0	1 927	1 525	77	0	0	1 376	576	7 079
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	0	0	0	0	77 768	0	-4	0	0	0	0	77 763
6068	Autres matières et fournitures	0	290 512	184	0	24 818	34 552	129	0	0	0	292	350 486
611	Contrats de prestations de services	0	4 860	7 871	0	0	-77	0	0	0	3 136	72 381	88 171
6132	Locations immobilières	0	10 937	0	0	5 488	0	7 332	0	0	0	13 190	36 947

COMMUNAUTÉ AGGLOMERATION BAR-LE-DUC - PRINCIPAL CA BLD - CA - 2020

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
6135	Locations mobilières	0	54 109	0	876	25 516	5 190	653	0	0	0	0	86 344
614	Charges locatives et de copropriété	0	3 255	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 255
61521	Entretien terrains	0	0	0	0	7 231	70 026	2 003	0	0	146	35 047	114 452
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0	2 208	0	0	20 448	18 577	3 258	0	0	0	11 098	55 589
615231	Entretien, réparations voiries	0	0	0	0	0	2 358	0	0	0	0	72 857	75 215
615232	Entretien, réparations réseaux	0	0	0	0	0	7 824	748	0	0	10 831	114	19 517
61551	Entretien matériel roulant	0	506	0	0	3 592	1 584	0	0	0	0	0	5 682
61558	Entretien autres biens mobiliers	0	10 913	0	10	14 298	7 548	380	0	0	0	2 407	35 556
6156	Maintenance	0	50 300	0	648	79 857	55 596	7 138	0	0	0	1 478	195 017
6161	Multirisques	0	58 099	0	0	1 749	374	0	0	0	0	86	60 308
6162	Assur. obligatoire dommage-construction	0	0	0	0	0	0	10 364	0	0	0	10 531	20 895
617	Etudes et recherches	0	16 521	0	0	906	-1 616	0	0	0	1 923	-20 608	-2 874
6182	Documentation générale et technique	0	3 796	0	0	13 857	263	0	0	0	0	720	18 637
6184	Versements à des organismes de formation	0	32 027	0	0	0	132	0	0	0	0	0	32 159
6188	Autres frais divers	0	924	0	0	90	1 032	0	0	0	0	3 600	5 646
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	0	4 619	0	0	968	781	165	0	0	0	41	6 574
6226	Honoraires	0	18 301	0	0	0	647	5 700	0	0	2 998	0	27 646
6228	Divers	0	22 107	0	0	40 522	1 302	1 900	0	0	36 496	-3 600	98 727
6231	Annonces et insertions	0	8 050	0	0	2 368	0	0	0	0	0	0	10 418
6232	Fêtes et cérémonies	0	2 354	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 354
6236	Catalogues et imprimés	0	12 806	0	0	3 547	0	216	0	0	0	599	17 168
6237	Publications	0	19 689	0	0	4 504	0	1 500	0	0	0	1 400	27 093
6241	Transports de biens	0	0	0	0	5 856	0	0	0	0	0	0	5 856
6247	Transports collectifs	0	0	0	0	0	16 471	0	0	0	0	0	16 471
6251	Voyages et déplacements	0	1 738	0	0	2 709	1 794	0	0	0	9	0	6 250
6256	Missions	0	1 494	0	0	10 163	5 950	420	0	0	296	0	18 322
6257	Réceptions	0	-928	0	0	578	-33	118	0	0	0	60	-205
6261	Frais d'affranchissement	0	56 206	0	0	0	0	0	0	0	0	0	56 206
6262	Frais de télécommunications	0	11 449	0	101	5 677	11 828	605	0	0	258	398	30 315
627	Services bancaires et assimilés	1 074	0	0	0	0	249	0	0	0	0	0	1 323
6281	Concours divers (cotisations)	0	9 153	0	0	480	0	83 642	0	0	35 692	191 567	320 533
6283	Frais de nettoyage des locaux	0	984	0	0	22 760	42 480	11 866	0	0	0	0	78 089
6284	Redevances pour services rendus	0	0	0	0	0	0	2 718	0	0	206	2 120	5 044
62872	Remb. frais au budget annexe	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 143	0	2 143
62878	Remb. frais à d'autres organismes	0	2 003	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 003
6288	Autres services extérieurs	0	2 303	0	0	2 492	22 582	7 364	0	0	0	12 802	47 543

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
63512	Taxes foncières	0	4 337	0	0	0	0	2 374	0	0	2 051	1 925	10 687
6353	Impôts indirects	0	0	0	0	0	0	8 493	0	0	0	301	8 794
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 712	0	4 712
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0	293	0	0	301	293	0	0	0	0	0	886
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 848	0	1 848
012	Charges de personnel, frais assimilés	0	2 641 786	6 128	22 576	1 801 951	1 351 436	223 402	0	0	412 720	107 903	6 567 902
6217	Personnel affecté par la commune membre	0	33 620	0	0	0	0	0	0	0	0	0	33 620
6331	Versement de transport	0	8 807	0	96	6 523	4 910	802	0	0	1 476	412	23 025
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0	7 339	0	80	5 436	4 091	668	0	0	1 230	343	19 187
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0	23 282	0	273	19 010	14 292	2 328	0	0	4 282	1 194	64 661
64111	Rémunération principale titulaires	0	1 088 952	0	0	930 839	661 864	107 807	0	0	214 328	42 097	3 045 886
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0	34 811	0	0	16 104	18 829	5 266	0	0	3 596	885	79 491
64118	Autres indemnités titulaires	0	330 504	0	0	143 127	126 172	20 802	0	0	44 215	5 769	670 589
64131	Rémunérations non tit.	0	246 207	5 761	15 964	171 233	143 429	24 683	0	0	29 004	26 800	663 080
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0	243 936	0	4 849	201 153	156 955	25 079	0	0	42 195	14 565	688 733
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0	360 970	0	670	292 118	209 156	33 941	0	0	69 563	14 356	980 773
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0	9 709	0	646	7 305	5 753	984	0	0	1 154	1 076	26 626
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0	35 386	0	0	3 969	3 525	632	0	0	820	237	44 570
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	0	8 171	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8 171
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0	4 264	0	0	5 101	2 460	411	0	0	857	168	13 261
6475	Médecine du travail, pharmacie	0	4 633	0	0	33	0	0	0	0	0	0	4 666
6478	Autres charges sociales diverses	0	201 195	0	0	0	0	0	0	0	0	0	201 195
6488	Autres charges	0	0	367	0	0	0	0	0	0	0	0	367
014	Atténuations de produits	4 733 150	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 733 150
739211	Attributions de compensation	2 415 753	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 415 753
739212	Dotation de solidarité communautaire	54 323	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	54 323
739221	FNGIR	2 263 074	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 263 074
65	Autres charges de gestion courante	3	1 707 021	1 293 246	0	12 989	3 792	8 350	0	0	40 896	661 097	3 727 395
651	Redevances pour licences, logiciels, ...	0	48 147	0	0	3 180	0	0	0	0	0	0	51 327
6531	Indemnités	0	199 654	0	0	0	0	0	0	0	0	0	199 654
6533	Cotisations de retraite	0	17 278	0	0	0	0	0	0	0	0	0	17 278
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	0	40 544	0	0	0	0	0	0	0	0	0	40 544
6553	Service d'incendie	0	0	1 283 746	0	0	0	0	0	0	0	0	1 283 746
6557	Contribut° politique de l'habitat	0	0	0	0	0	0	0	0	0	25 988	0	25 988

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
657362	Subv. fonct. CCAS	0	1 380 121	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 380 121
657364	Subv. fonct. Établ. Industriel, commerc	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 908	0	4 908
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0	21 276	9 500	0	9 740	3 792	8 350	0	0	10 000	661 097	723 755
65888	Autres	3	0	0	0	69	0	0	0	0	0	0	73
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
66	Charges financières	4 144	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 144
66111	Intérêts réglés à l'échéance	4 090	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 090
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	54	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	54
67	Charges exceptionnelles	4 969	0	0	0	126	0	0	0	0	0	210 261	215 355
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	169	0	0	0	126	0	0	0	0	0	0	294
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	4 800	0	0	0	0	0	0	0	0	0	294	5 094
67441	Subv. budgets annexes et régies (AF)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	209 967	209 967
68	Dot. aux amortissements et provisions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'ordre		*762 419*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*762 419*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*762 419*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*762 419*
6811	*Dot. amort. et prov. Immos incorporelles*	*762 419*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*762 419*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
002 Déficit de fonctionnement reporté		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

						RECETTES							
Total recettes de fonctionnement		**22 305 260**	**673 904**	**0**	**4 000**	**243 420**	**167 357**	**54 643**	**0**	**0**	**221 609**	**62 188**	**23 732 381**
Recettes réelles		19 102 533	673 904	0	4 000	243 420	167 357	54 643	0	0	221 609	62 188	20 529 655
013	**Atténuations de charges**	**0**	**106 469**	**0**	**0**	**4 037**	**3 052**	**1 755**	**0**	**0**	**0**	**0**	**115 312**
6419	Remboursements rémunérations personnel	0	18 781	0	0	4 037	3 052	1 755	0	0	0	0	27 625
6479	Rembourst sur autres charges sociales	0	87 688	0	0	0	0	0	0	0	0	0	87 688
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0**	**529 669**	**0**	**0**	**103 668**	**55 336**	**4 727**	**0**	**0**	**158 666**	**6 843**	**858 909**
7018	Autres ventes de produits finis	0	0	0	0	567	0	0	0	0	0	0	567

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
70322	Stationnement, locat° domaine portuaire,	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 917	3 917
70328	Autres droits stationnement et location	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	9 728	9 728
70388	Autres redevances et recettes diverses	0	0	0	0	0	0	2 189	0	0	0	0	2 189
7062	Redevances services à caractère culturel	0	0	0	0	103 101	0	0	0	0	0	0	103 101
70631	Redevances services à caractère sportif	0	0	0	0	0	55 336	0	0	0	0	0	55 336
70688	Autres prestations de services	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	-6 802	-6 802
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	0	0	0	0	0	0	2 538	0	0	0	0	2 538
70845	Mise à dispo personnel communes du GFP	0	10 596	0	0	0	0	0	0	0	0	0	10 596
70872	Remb. frais B.A. et régies municipales	0	338 225	0	0	0	0	0	0	0	0	0	338 225
70875	Remb. frais par les communes du GFP	0	48 129	0	0	0	0	0	0	0	158 666	0	206 795
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0	132 719	0	0	0	0	0	0	0	0	0	132 719
73	**Impôts et taxes**	**14 991 104**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**2 463**	**14 993 568**
73111	Taxes foncières et d'habitation	8 029 751	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8 029 751
73112	Cotisation sur la VAE	2 884 678	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 884 678
73113	Taxe sur les Surfaces Commerciales	622 946	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	622 946
73114	Imposition Forf. sur Entrep. Réseau	413 133	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	413 133
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	3 893	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 893
73211	Attribution de compensation	2 519 346	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 519 346
73223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	517 357	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	517 357
7362	Taxes de séjour	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 463	2 463
74	**Dotations et participations**	**4 111 427**	**24 202**	**0**	**4 000**	**87 820**	**46 830**	**38 083**	**0**	**0**	**59 869**	**0**	**4 372 231**
74124	Dotation d'intercommunalité	1 842 285	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 842 285
74126	Dot. compensat° groupements de communes	1 722 593	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 722 593
744	FCTVA	15 415	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	15 415
74718	Autres participations Etat	0	623	0	4 000	25 000	0	11 100	0	0	29 520	0	70 243
7473	Participat° Départements	0	23 579	0	0	62 820	46 830	0	0	0	-3 655	0	129 574
7478	Participat° Autres organismes	0	0	0	0	0	0	26 983	0	0	34 004	0	60 987
748313	Dotat° de compensation de la TP	57 825	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	57 825

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
74833	Etat - Compensation CET (CVAE et CFE)	52 579	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	52 579
74834	Etat - Compens. exonérat° taxes foncière	14	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	14
74835	Etat - Compens. exonérat° taxe habitat°	420 716	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	420 716
75	**Autres produits de gestion courante**	**2**	**6 717**	**0**	**0**	**3 723**	**0**	**10 079**	**0**	**0**	**675**	**4 495**	**25 691**
752	Revenus des immeubles	0	286	0	0	0	0	9 939	0	0	675	150	11 050
7588	Autres produits div. de gestion courante	2	6 431	0	0	3 723	0	140	0	0	0	4 345	14 641
76	**Produits financiers**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
77	**Produits exceptionnels**	**0**	**6 848**	**0**	**0**	**44 171**	**62 140**	**0**	**0**	**0**	**2 400**	**48 386**	**163 945**
7711	Dédits et pénalités perçus	0	0	0	0	43 001	0	0	0	0	0	0	43 001
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0	6 700	0	0	1 170	0	0	0	0	2 400	40 560	50 830
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0	148	0	0	0	0	0	0	0	0	7 826	7 974
7788	Produits exceptionnels divers	0	0	0	0	0	62 140	0	0	0	0	0	62 140
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Recettes d'ordre		*306 363*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*306 363*
042	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***306 363***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***306 363***
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*217 593*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*217 593*
7811	*Rep. amort. immos corpo. et incorp.*	*88 770*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*88 770*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***	***0***
002 Excédent de fonctionnement reporté		2 896 364	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 896 364

(1)Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 0 – Services généraux des administrations publiques locales

(2)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
DEPENSES		**5 505 758,18**	**5 114 386,44**	**0,00**	**0,00**	**10 620 144,62**
Réalisations		**5 505 758,18**	**5 114 386,44**	**0,00**	**0,00**	**10 620 144,62**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**1 073,68**	**765 579,57**	**0,00**	**0,00**	**766 653,25**
60611	Eau et assainissement	0,00	782,22	0,00	0,00	782,22
60612	Energie - Electricité	0,00	4 921,42	0,00	0,00	4 921,42
60622	Carburants	0,00	1 656,03	0,00	0,00	1 656,03
60623	Alimentation	0,00	28,80	0,00	0,00	28,80
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	15 469,75	0,00	0,00	15 469,75
60631	Fournitures d'entretien	0,00	4 012,01	0,00	0,00	4 012,01
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	21 638,15	0,00	0,00	21 638,15
60636	Vêtements de travail	0,00	-450,00	0,00	0,00	-450,00
6064	Fournitures administratives	0,00	1 597,31	0,00	0,00	1 597,31
6068	Autres matières et fournitures	0,00	290 511,69	0,00	0,00	290 511,69
611	Contrats de prestations de services	0,00	4 860,00	0,00	0,00	4 860,00
6132	Locations immobilières	0,00	10 937,05	0,00	0,00	10 937,05
6135	Locations mobilières	0,00	54 109,46	0,00	0,00	54 109,46
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	3 254,75	0,00	0,00	3 254,75
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	2 208,31	0,00	0,00	2 208,31
61551	Entretien matériel roulant	0,00	506,35	0,00	0,00	506,35
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	10 912,78	0,00	0,00	10 912,78
6156	Maintenance	0,00	50 299,75	0,00	0,00	50 299,75
6161	Multirisques	0,00	58 099,16	0,00	0,00	58 099,16
617	Etudes et recherches	0,00	16 520,50	0,00	0,00	16 520,50
6182	Documentation générale et technique	0,00	3 796,29	0,00	0,00	3 796,29
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	32 027,00	0,00	0,00	32 027,00
6188	Autres frais divers	0,00	924,00	0,00	0,00	924,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	0,00	4 618,65	0,00	0,00	4 618,65
6226	Honoraires	0,00	18 301,20	0,00	0,00	18 301,20
6228	Divers	0,00	22 106,88	0,00	0,00	22 106,88
6231	Annonces et insertions	0,00	8 050,00	0,00	0,00	8 050,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	2 353,91	0,00	0,00	2 353,91
6236	Catalogues et imprimés	0,00	12 806,08	0,00	0,00	12 806,08
6237	Publications	0,00	19 688,70	0,00	0,00	19 688,70
6251	Voyages et déplacements	0,00	1 737,88	0,00	0,00	1 737,88
6256	Missions	0,00	1 493,85	0,00	0,00	1 493,85
6257	Réceptions	0,00	-928,02	0,00	0,00	-928,02
6261	Frais d'affranchissement	0,00	56 205,89	0,00	0,00	56 205,89
6262	Frais de télécommunications	0,00	11 449,26	0,00	0,00	11 449,26

(2)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
627	Services bancaires et assimilés	1 073,68	0,00	0,00	0,00	1 073,68
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	9 152,94	0,00	0,00	9 152,94
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	984,00	0,00	0,00	984,00
62878	Remb. frais à d'autres organismes	0,00	2 002,63	0,00	0,00	2 002,63
6288	Autres services extérieurs	0,00	2 303,18	0,00	0,00	2 303,18
63512	Taxes foncières	0,00	4 337,00	0,00	0,00	4 337,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0,00	292,76	0,00	0,00	292,76
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**2 641 785,78**	**0,00**	**0,00**	**2 641 785,78**
6217	Personnel affecté par la commune membre	0,00	33 620,00	0,00	0,00	33 620,00
6331	Versement de transport	0,00	8 807,29	0,00	0,00	8 807,29
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	7 338,92	0,00	0,00	7 338,92
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	23 282,31	0,00	0,00	23 282,31
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	1 088 951,67	0,00	0,00	1 088 951,67
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	34 811,11	0,00	0,00	34 811,11
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	330 503,93	0,00	0,00	330 503,93
64131	Rémunérations non tit.	0,00	246 206,50	0,00	0,00	246 206,50
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	243 935,96	0,00	0,00	243 935,96
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	360 969,58	0,00	0,00	360 969,58
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	9 709,18	0,00	0,00	9 709,18
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	35 386,27	0,00	0,00	35 386,27
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	0,00	8 171,00	0,00	0,00	8 171,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	4 263,96	0,00	0,00	4 263,96
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	4 632,71	0,00	0,00	4 632,71
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	201 195,39	0,00	0,00	201 195,39
014	**Atténuations de produits**	**4 733 149,85**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 733 149,85**
739211	Attributions de compensation	2 415 752,85	0,00	0,00	0,00	2 415 752,85
739212	Dotation de solidarité communautaire	54 323,00	0,00	0,00	0,00	54 323,00
739221	FNGIR	2 263 074,00	0,00	0,00	0,00	2 263 074,00
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**762 418,57**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**762 418,57**
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	762 418,57	0,00	0,00	0,00	762 418,57
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**3,30**	**1 707 021,09**	**0,00**	**0,00**	**1 707 024,39**
651	Redevances pour licences, logiciels, ...	0,00	48 147,26	0,00	0,00	48 147,26
6531	Indemnités	0,00	199 654,45	0,00	0,00	199 654,45
6533	Cotisations de retraite	0,00	17 278,38	0,00	0,00	17 278,38
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	0,00	40 544,00	0,00	0,00	40 544,00
657362	Subv. fonct. CCAS	0,00	1 380 121,00	0,00	0,00	1 380 121,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	21 276,00	0,00	0,00	21 276,00
65888	Autres	3,30	0,00	0,00	0,00	3,30
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**4 144,27**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 144,27**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	4 090,17	0,00	0,00	0,00	4 090,17
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	54,10	0,00	0,00	0,00	54,10
67	**Charges exceptionnelles**	**4 968,51**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 968,51**
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	168,51	0,00	0,00	0,00	168,51
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	4 800,00	0,00	0,00	0,00	4 800,00
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(2)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		22 305 259,90	673 903,94	0,00	0,00	22 979 163,84
Réalisations		22 305 259,90	673 903,94	0,00	0,00	22 979 163,84
002	Résultat de fonctionnement reporté	2 896 363,76	0,00	0,00	0,00	2 896 363,76
013	Atténuations de charges	0,00	106 468,51	0,00	0,00	106 468,51
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	18 781,01	0,00	0,00	18 781,01
6479	Rembourst sur autres charges sociales	0,00	87 687,50	0,00	0,00	87 687,50
042	Opérat° ordre transfert entre sections	306 362,67	0,00	0,00	0,00	306 362,67
777	Quote-part subv invest transf cpte résul	217 592,67	0,00	0,00	0,00	217 592,67
7811	Rep. amort. immos corpo. et incorp.	88 770,00	0,00	0,00	0,00	88 770,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	529 668,86	0,00	0,00	529 668,86
70845	Mise à dispo personnel communes du GFP	0,00	10 595,84	0,00	0,00	10 595,84
70872	Remb. frais B.A. et régies municipales	0,00	338 225,00	0,00	0,00	338 225,00
70875	Remb. frais par les communes du GFP	0,00	48 129,02	0,00	0,00	48 129,02
70878	Remb. frais par d'autres redevables	0,00	132 719,00	0,00	0,00	132 719,00
73	Impôts et taxes	14 991 104,39	0,00	0,00	0,00	14 991 104,39
73111	Taxes foncières et d'habitation	8 029 751,00	0,00	0,00	0,00	8 029 751,00
73112	Cotisation sur la VAE	2 884 678,00	0,00	0,00	0,00	2 884 678,00
73113	Taxe sur les Surfaces Commerciales	622 946,00	0,00	0,00	0,00	622 946,00
73114	Imposition Forf. sur Entrep. Réseau	413 133,00	0,00	0,00	0,00	413 133,00
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	3 893,00	0,00	0,00	0,00	3 893,00
73211	Attribution de compensation	2 519 346,39	0,00	0,00	0,00	2 519 346,39
73223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	517 357,00	0,00	0,00	0,00	517 357,00
74	Dotations et participations	4 111 427,30	24 202,18	0,00	0,00	4 135 629,48
74124	Dotation d'intercommunalité	1 842 285,00	0,00	0,00	0,00	1 842 285,00
74126	Dot. compensat° groupements de communes	1 722 593,00	0,00	0,00	0,00	1 722 593,00
744	FCTVA	15 415,30	0,00	0,00	0,00	15 415,30
74718	Autres participations Etat	0,00	622,93	0,00	0,00	622,93
7473	Participat° Départements	0,00	23 579,25	0,00	0,00	23 579,25
748313	Dotat° de compensation de la TP	57 825,00	0,00	0,00	0,00	57 825,00
74833	Etat - Compensation CET (CVAE et CFE)	52 579,00	0,00	0,00	0,00	52 579,00
74834	Etat - Compens. exonérat° taxes foncière	14,00	0,00	0,00	0,00	14,00
74835	Etat - Compens. exonérat° taxe habitat°	420 716,00	0,00	0,00	0,00	420 716,00
75	Autres produits de gestion courante	1,78	6 716,77	0,00	0,00	6 718,55
752	Revenus des immeubles	0,00	286,14	0,00	0,00	286,14
7588	Autres produits div. de gestion courante	1,78	6 430,63	0,00	0,00	6 432,41
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	6 847,62	0,00	0,00	6 847,62
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0,00	6 700,00	0,00	0,00	6 700,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	147,62	0,00	0,00	147,62
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		16 799 501,72	-4 440 482,50	0,00	0,00	12 359 019,22

(2)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
	DEPENSES	5 032 613,49	0,00	0,00	81 772,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	5 032 613,49	0,00	0,00	81 772,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	**Charges à caractère général**	719 097,74	0,00	0,00	46 481,83	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	782,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	4 921,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	1 656,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	28,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	15 469,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	4 012,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	20 877,19	0,00	0,00	760,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	-450,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	1 597,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	283 193,64	0,00	0,00	7 318,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	2 880,00	0,00	0,00	1 980,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	10 937,05	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	54 109,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	3 254,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	2 208,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	506,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	10 912,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	50 299,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	58 099,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	16 520,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	3 796,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	32 027,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	924,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	4 618,65	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	18 301,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	21 566,88	0,00	0,00	540,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	4 082,40	0,00	0,00	3 967,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	117,60	0,00	0,00	2 236,31	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	630,00	0,00	0,00	12 176,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6237	Publications	0,00	0,00	0,00	19 688,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	1 737,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6256	Missions	1 493,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
6257	Réceptions	1 429,05	0,00	0,00	-2 357,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6261	Frais d'affranchissement	56 205,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	10 856,86	0,00	0,00	592,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	9 152,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	984,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62878	Remb. frais à d'autres organismes	2 002,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	2 303,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	4 337,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	292,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**2 606 554,66**	**0,00**	**0,00**	**35 231,12**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6217	Personnel affecté par la commune membre	33 620,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement de transport	8 679,48	0,00	0,00	127,81	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	7 232,41	0,00	0,00	106,51	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	22 908,89	0,00	0,00	373,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	1 067 642,87	0,00	0,00	21 308,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	34 811,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	327 376,09	0,00	0,00	3 127,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	246 206,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	240 648,00	0,00	0,00	3 287,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	354 276,01	0,00	0,00	6 693,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	9 709,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	35 266,27	0,00	0,00	120,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	8 171,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	4 178,75	0,00	0,00	85,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	4 632,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	201 195,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
739211	Attributions de compensation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
739212	Dotation de solidarité communautaire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
739221	FNGIR	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(2)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
6811	Dot. amort. et prov. Immos incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**1 706 961,09**	**0,00**	**0,00**	**60,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
651	Redevances pour licences, logiciels, ...	48 087,26	0,00	0,00	60,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6531	Indemnités	199 654,45	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6533	Cotisations de retraite	17 278,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	40 544,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657362	Subv. fonct. CCAS	1 380 121,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	21 276,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES		**673 903,94**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**673 903,94**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**106 468,51**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6419	Remboursements rémunérations personnel	18 781,01	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6479	Rembourst sur autres charges sociales	87 687,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
777	Quote-part subv invest transf cpte résul	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7811		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé				Sous-fonction 02				Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
	Rep. amort. immos corpo. et incorp.									
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**529 668,86**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70845	Mise à dispo personnel communes du GFP	10 595,84	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70872	Remb. frais B.A. et régies municipales	338 225,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70875	Remb. frais par les communes du GFP	48 129,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70878	Remb. frais par d'autres redevables	132 719,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
73111	Taxes foncières et d'habitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73112	Cotisation sur la VAE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73113	Taxe sur les Surfaces Commerciales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73114	Imposition Forf. sur Entrep. Réseau	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7318	Autres impôts locaux ou assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73211	Attribution de compensation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	**Dotations et participations**	**24 202,18**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74124	Dotation d'intercommunalité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74126	Dot. compensat° groupements de communes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
744	FCTVA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	622,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7473	Participat° Départements	23 579,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
748313	Dotat° de compensation de la TP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74833	Etat - Compensation CET (CVAE et CFE)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74834	Etat - Compens. exonérat° taxes foncière	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74835	Etat - Compens. exonérat° taxe habitat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**6 716,77**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
752	Revenus des immeubles	286,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7588		6 430,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé				Sous-fonction 02				Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
	Autres produits div. de gestion courante									
76	**Produits financiers**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	**Produits exceptionnels**	6 847,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7718	Autres produits except. opérat° gestion	6 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	147,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		-4 358 709,55	0,00	0,00	-81 772,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 1 – Sécurité et salubrité publiques

(2)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	Total
DEPENSES		1 307 429,26	0,00	1 307 429,26
Réalisations		1 307 429,26	0,00	1 307 429,26
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	8 055,20	0,00	8 055,20
6068	Autres matières et fournitures	183,72	0,00	183,72
611	Contrats de prestations de services	7 871,48	0,00	7 871,48
012	Charges de personnel, frais assimilés	6 128,06	0,00	6 128,06
64131	Rémunérations non tit.	5 761,00	0,00	5 761,00
6488	Autres charges	367,06	0,00	367,06
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	1 293 246,00	0,00	1 293 246,00
6553	Service d'incendie	1 283 746,00	0,00	1 283 746,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	9 500,00	0,00	9 500,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		-1 307 429,26	0,00	-1 307 429,26

(2)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
DEPENSES		8 055,20	0,00	0,00	1 299 374,06	0,00
Réalisations		8 055,20	0,00	0,00	1 299 374,06	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	8 055,20	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	183,72	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	7 871,48	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	6 128,06	0,00
64131	Rémunérations non tit.	0,00	0,00	0,00	5 761,00	0,00
6488	Autres charges	0,00	0,00	0,00	367,06	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	1 293 246,00	0,00
6553	Service d'incendie	0,00	0,00	0,00	1 283 746,00	0,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	0,00	0,00	9 500,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		-8 055,20	0,00	0,00	-1 299 374,06	0,00

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 2 – Enseignement - Formation

(2)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	Total
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	24 451,90	0,00	0,00	24 451,90
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	24 451,90	0,00	0,00	24 451,90
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	**Charges à caractère général**	0,00	0,00	0,00	1 875,86	0,00	0,00	1 875,86
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	4,08	0,00	0,00	4,08
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	236,82	0,00	0,00	236,82
6135	Locations mobilières	0,00	0,00	0,00	876,00	0,00	0,00	876,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	9,82	0,00	0,00	9,82
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	648,00	0,00	0,00	648,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00	101,14	0,00	0,00	101,14
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	0,00	0,00	0,00	22 576,04	0,00	0,00	22 576,04
6331	Versement de transport	0,00	0,00	0,00	95,65	0,00	0,00	95,65
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	79,70	0,00	0,00	79,70
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	272,50	0,00	0,00	272,50
64131	Rémunérations non tit.	0,00	0,00	0,00	15 964,38	0,00	0,00	15 964,38
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	4 848,67	0,00	0,00	4 848,67
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	669,53	0,00	0,00	669,53
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	645,61	0,00	0,00	645,61
014	**Atténuations de produits**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	**Autres charges de gestion courante**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	**Charges financières**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	**Charges exceptionnelles**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00	4 000,00
	Réallsations	0,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00	4 000,00
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	**Atténuations de charges**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	Total
	Opérat° ordre transfert entre sections							
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00	4 000,00
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	4 000,00	0,00	0,00	4 000,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	0,00	0,00	0,00	-20 451,90	0,00	0,00	-20 451,90

(2)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
	DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 3 – Culture

(2)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	Total
	DEPENSES	27 022,25	962 740,79	1 067 733,45	320 686,17	2 378 182,66
	Réalisations	27 022,25	962 740,79	1 067 733,45	320 686,17	2 378 182,66
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	**Charges à caractère général**	1 154,26	94 808,09	316 560,44	150 593,83	563 116,62
60611	Eau et assainissement	0,00	600,30	2 699,02	2 753,80	6 053,12
60612	Energie - Electricité	0,00	17 034,13	80 949,27	37 146,61	135 130,01
60613	Chauffage urbain	0,00	0,00	7 299,96	0,00	7 299,96
60622	Carburants	0,00	785,25	0,00	0,00	785,25
60623	Alimentation	0,00	160,64	182,99	80,40	424,03
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	96,00	0,00	0,00	96,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	701,50	976,08	666,85	2 344,43
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	4 704,87	7 255,75	19 654,50	31 615,12
60636	Vêtements de travail	0,00	0,00	312,12	-1 409,31	-1 097,19
6064	Fournitures administratives	0,00	100,00	1 303,45	523,77	1 927,22
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	0,00	0,00	77 767,59	0,00	77 767,59
6068	Autres matières et fournitures	0,00	13 529,12	8 917,23	2 371,88	24 818,23
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	5 488,11	5 488,11
6135	Locations mobilières	1 044,00	2 617,20	10 629,12	11 225,58	25 515,90
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	7 230,60	7 230,60
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	763,53	14 467,24	5 217,30	20 448,07
61551	Entretien matériel roulant	0,00	3 592,00	0,00	0,00	3 592,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	59,86	8 282,75	3 167,02	2 788,15	14 297,78
6156	Maintenance	0,00	4 634,51	41 396,31	33 825,69	79 856,51
6161	Multirisques	0,00	0,00	548,83	1 199,89	1 748,72
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	1 380,00	-474,00	906,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	2 799,50	10 992,83	65,00	13 857,33
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	90,00	0,00	90,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	0,00	192,50	775,36	0,00	967,86
6228	Divers	0,00	16 245,81	11 647,63	12 628,09	40 521,53
6231	Annonces et insertions	0,00	12,00	2 355,70	0,00	2 367,70
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	3 547,22	0,00	3 547,22
6237	Publications	0,00	2 668,00	1 836,00	0,00	4 504,00
6241	Transports de biens	0,00	0,00	5 100,00	756,00	5 856,00
6251	Voyages et déplacements	0,00	820,62	769,80	1 118,31	2 708,73
6256	Missions	0,00	8 582,37	1 367,53	212,65	10 162,55
6257	Réceptions	0,00	-30,34	279,18	328,75	577,59
6262	Frais de télécommunications	50,40	823,03	3 120,40	1 682,81	5 676,64
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	50,00	429,83	0,00	479,83

(2)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	Total
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	4 738,92	13 098,16	4 922,62	22 759,70
6288	Autres services extérieurs	0,00	303,88	1 598,06	589,78	2 491,72
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0,00	0,00	300,76	0,00	300,76
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**20 867,99**	**865 769,08**	**745 386,01**	**169 928,19**	**1 801 951,27**
6331	Versement de transport	0,00	3 161,27	2 773,86	587,99	6 523,12
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	2 634,56	2 311,53	490,02	5 436,11
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	9 228,73	8 066,79	1 714,87	19 010,39
64111	Rémunération principale titulaires	15 004,66	441 326,31	381 176,62	93 331,78	930 839,37
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	2 686,36	11 159,62	2 257,85	16 103,83
64118	Autres indemnités titulaires	1 027,56	62 107,61	61 164,90	18 827,16	143 127,23
64131	Rémunérations non tit.	0,00	95 248,54	70 796,78	5 187,39	171 232,71
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	95 931,18	89 003,32	16 218,54	201 153,04
6453	Cotisations aux caisses de retraites	4 655,80	144 492,69	112 832,57	30 137,10	292 118,16
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	4 186,15	2 798,42	320,05	7 304,62
6455	Cotisations pour assurance du personnel	120,00	1 808,84	1 920,12	120,00	3 968,96
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	59,97	2 932,25	1 380,68	727,84	5 100,74
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	24,59	0,80	7,60	32,99
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**5 000,00**	**2 163,62**	**5 787,00**	**38,65**	**12 989,27**
651	Redevances pour licences, logiciels, ...	0,00	0,00	3 180,00	0,00	3 180,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	5 000,00	2 133,00	2 607,00	0,00	9 740,00
65888	Autres	0,00	30,62	0,00	38,65	69,27
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**125,50**	**125,50**
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	0,00	0,00	0,00	125,50	125,50
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**0,00**	**150 345,94**	**23 046,67**	**70 027,07**	**243 419,68**
	Réalisations	**0,00**	**150 345,94**	**23 046,67**	**70 027,07**	**243 419,68**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**2 382,79**	**1 654,47**	**0,00**	**4 037,26**
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	2 382,79	1 654,47	0,00	4 037,26
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**60 920,03**	**16 892,20**	**25 856,00**	**103 668,23**
7018	Autres ventes de produits finis	0,00	0,00	567,30	0,00	567,30
7062	Redevances services à caractère culturel	0,00	60 920,03	16 324,90	25 856,00	103 100,93
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**83 319,68**	**4 500,00**	**0,00**	**87 819,68**
74718	Autres participations Etat	0,00	25 000,00	0,00	0,00	25 000,00
7473	Participat° Départements	0,00	58 319,68	4 500,00	0,00	62 819,68
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**3 723,44**	**0,00**	**0,00**	**3 723,44**

(2)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	Total
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	3 723,44	0,00	0,00	3 723,44
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**44 171,07**	**44 171,07**
7711	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00	43 001,07	43 001,07
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0,00	0,00	0,00	1 170,00	1 170,00
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	SOLDE (3)	**-27 022,25**	**-812 394,85**	**-1 044 686,78**	**-250 659,10**	**-2 134 762,98**

(2)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
	DEPENSES	**962 740,79**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**784 700,75**	**283 032,70**	**0,00**	**0,00**
	Réalisations	**962 740,79**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**784 700,75**	**283 032,70**	**0,00**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**94 808,09**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**227 284,99**	**89 275,45**	**0,00**	**0,00**
60611	Eau et assainissement	600,30	0,00	0,00	0,00	1 478,83	1 220,19	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	17 034,13	0,00	0,00	0,00	58 413,99	22 535,28	0,00	0,00
60613	Chauffage urbain	0,00	0,00	0,00	0,00	7 299,96	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	785,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	160,64	0,00	0,00	0,00	150,00	32,99	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	96,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	701,50	0,00	0,00	0,00	698,69	277,39	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	4 704,87	0,00	0,00	0,00	5 566,15	1 689,60	0,00	0,00
60636	Vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	312,12	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	100,00	0,00	0,00	0,00	846,80	456,65	0,00	0,00
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	0,00	0,00	0,00	0,00	77 767,59	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	13 529,12	0,00	0,00	0,00	2 583,73	6 333,50	0,00	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	2 617,20	0,00	0,00	0,00	9 273,52	1 355,60	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	763,53	0,00	0,00	0,00	8 050,14	6 417,10	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	3 592,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	8 282,75	0,00	0,00	0,00	-79,83	3 246,85	0,00	0,00
6156	Maintenance	4 634,51	0,00	0,00	0,00	24 808,09	16 588,22	0,00	0,00
6161	Multirisques	0,00	0,00	0,00	0,00	143,89	404,94	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 380,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	2 799,50	0,00	0,00	0,00	10 380,54	612,29	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	90,00	0,00	0,00	0,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	192,50	0,00	0,00	0,00	454,40	320,96	0,00	0,00
6228	Divers	16 245,81	0,00	0,00	0,00	1 533,61	10 114,02	0,00	0,00
6231	Annonces et insertions	12,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 355,70	0,00	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 547,22	0,00	0,00
6237	Publications	2 668,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 836,00	0,00	0,00
6241	Transports de biens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 100,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
6251	Voyages et déplacements	820,62	0,00	0,00	0,00	123,30	646,50	0,00	0,00
6256	Missions	8 582,37	0,00	0,00	0,00	914,03	453,50	0,00	0,00
6257	Réceptions	-30,34	0,00	0,00	0,00	191,38	87,80	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	823,03	0,00	0,00	0,00	2 033,49	1 086,91	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	50,00	0,00	0,00	0,00	429,83	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	4 738,92	0,00	0,00	0,00	12 783,16	315,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	303,88	0,00	0,00	0,00	1 048,94	549,12	0,00	0,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0,00	0,00	0,00	0,00	300,76	0,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**865 769,08**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**552 339,76**	**193 046,25**	**0,00**	**0,00**
6331	Versement de transport	3 161,27	0,00	0,00	0,00	2 069,87	703,99	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	2 634,56	0,00	0,00	0,00	1 724,83	586,70	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	9 228,73	0,00	0,00	0,00	6 017,29	2 049,50	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	441 326,31	0,00	0,00	0,00	270 553,90	110 622,72	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	2 686,36	0,00	0,00	0,00	8 174,82	2 984,80	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	62 107,61	0,00	0,00	0,00	43 125,76	18 039,14	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	95 248,54	0,00	0,00	0,00	66 298,86	4 497,92	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	95 931,18	0,00	0,00	0,00	68 038,93	20 964,39	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	144 492,69	0,00	0,00	0,00	81 180,77	31 651,80	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	4 186,15	0,00	0,00	0,00	2 665,47	132,95	0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	1 808,84	0,00	0,00	0,00	1 492,29	427,83	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	2 932,25	0,00	0,00	0,00	996,17	384,51	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	24,59	0,00	0,00	0,00	0,80	0,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**2 163,62**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 076,00**	**711,00**	**0,00**	**0,00**
651	Redevances pour licences, logiciels, ...	0,00	0,00	0,00	0,00	3 180,00	0,00	0,00	0,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	2 133,00	0,00	0,00	0,00	1 896,00	711,00	0,00	0,00
65888	Autres	30,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**150 345,94**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 857,32**	**12 189,35**	**0,00**	**0,00**
	Réalisations	**150 345,94**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 857,32**	**12 189,35**	**0,00**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**2 382,79**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 516,89**	**137,58**	**0,00**	**0,00**
6419	Remboursements rémunérations personnel	2 382,79	0,00	0,00	0,00	1 516,89	137,58	0,00	0,00
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**60 920,03**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 340,43**	**7 551,77**	**0,00**	**0,00**
7018	Autres ventes de produits finis	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	567,30	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
7062	Redevances services à caractère culturel	60 920,03	0,00	0,00	0,00	9 340,43	6 984,47	0,00	0,00
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**83 319,68**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 500,00**	**0,00**	**0,00**
74718	Autres participations Etat	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7473	Participat° Départements	58 319,68	0,00	0,00	0,00	0,00	4 500,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**3 723,44**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7588	Autres produits div. de gestion courante	3 723,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7711	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	SOLDE (3)	**-812 394,85**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-773 843,43**	**-270 843,35**	**0,00**	**0,00**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 4 – Sport et jeunesse

(2)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	Total
DEPENSES		**520 761,65**	**1 724 147,05**	**0,00**	**2 244 908,70**
Réalisations		**520 761,65**	**1 724 147,05**	**0,00**	**2 244 908,70**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**13 079,01**	**876 601,85**	**0,00**	**889 680,86**
60611	Eau et assainissement	0,00	87 196,15	0,00	87 196,15
60612	Energie - Electricité	0,00	287 746,17	0,00	287 746,17
60613	Chauffage urbain	0,00	145 283,99	0,00	145 283,99
60622	Carburants	2 700,00	3 449,55	0,00	6 149,55
60623	Alimentation	8,86	211,91	0,00	220,77
60624	Produits de traitement	0,00	8 113,38	0,00	8 113,38
60628	Autres fournitures non stockées	476,81	1 014,21	0,00	1 491,02
60631	Fournitures d'entretien	0,00	19 295,19	0,00	19 295,19
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	20 177,49	0,00	20 177,49
60636	Vêtements de travail	249,91	4 525,46	0,00	4 775,37
6064	Fournitures administratives	417,39	1 107,48	0,00	1 524,87
6068	Autres matières et fournitures	0,00	34 551,80	0,00	34 551,80
611	Contrats de prestations de services	0,00	-77,03	0,00	-77,03
6135	Locations mobilières	1 992,00	3 198,02	0,00	5 190,02
61521	Entretien terrains	0,00	70 025,80	0,00	70 025,80
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	18 576,75	0,00	18 576,75
615231	Entretien, réparations voiries	0,00	2 358,00	0,00	2 358,00
615232	Entretien, réparations réseaux	0,00	7 824,00	0,00	7 824,00
61551	Entretien matériel roulant	586,86	996,72	0,00	1 583,58
61558	Entretien autres biens mobiliers	42,31	7 506,13	0,00	7 548,44
6156	Maintenance	0,00	55 596,43	0,00	55 596,43
6161	Multirisques	0,00	374,28	0,00	374,28
617	Etudes et recherches	784,44	-2 400,00	0,00	-1 615,56
6182	Documentation générale et technique	263,00	0,00	0,00	263,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	132,00	0,00	132,00
6188	Autres frais divers	0,00	1 032,00	0,00	1 032,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	192,58	588,54	0,00	781,12
6226	Honoraires	0,00	646,51	0,00	646,51
6228	Divers	0,00	1 302,00	0,00	1 302,00
6247	Transports collectifs	0,00	16 470,60	0,00	16 470,60
6251	Voyages et déplacements	616,80	1 177,69	0,00	1 794,49
6256	Missions	4 091,93	1 858,22	0,00	5 950,15
6257	Réceptions	0,00	-32,55	0,00	-32,55
6262	Frais de télécommunications	260,16	11 567,59	0,00	11 827,75
627	Services bancaires et assimilés	0,00	249,19	0,00	249,19

(2)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	Total
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	42 479,53	0,00	42 479,53
6288	Autres services extérieurs	103,20	22 478,65	0,00	22 581,85
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	292,76	0,00	0,00	292,76
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**507 682,64**	**843 753,20**	**0,00**	**1 351 435,84**
6331	Versement de transport	1 800,55	3 109,23	0,00	4 909,78
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	1 500,26	2 590,95	0,00	4 091,21
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	5 239,31	9 053,07	0,00	14 292,38
64111	Rémunération principale titulaires	273 749,30	388 114,21	0,00	661 863,51
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	7 797,31	11 031,59	0,00	18 828,90
64118	Autres indemnités titulaires	61 417,36	64 754,78	0,00	126 172,14
64131	Rémunérations non tit.	12 180,29	131 248,38	0,00	143 428,67
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	50 824,57	106 130,69	0,00	156 955,26
6453	Cotisations aux caisses de retraites	90 323,53	118 832,74	0,00	209 156,27
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	492,28	5 260,34	0,00	5 752,62
6455	Cotisations pour assurance du personnel	1 289,30	2 236,16	0,00	3 525,46
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	1 068,58	1 391,06	0,00	2 459,64
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**3 792,00**	**0,00**	**3 792,00**
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	3 792,00	0,00	3 792,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**629,80**	**166 727,68**	**0,00**	**167 357,48**
	Réalisations	**629,80**	**166 727,68**	**0,00**	**167 357,48**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**629,80**	**2 421,85**	**0,00**	**3 051,65**
6419	Remboursements rémunérations personnel	629,80	2 421,85	0,00	3 051,65
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**55 336,21**	**0,00**	**55 336,21**
70631	Redevances services à caractère sportif	0,00	55 336,21	0,00	55 336,21
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**46 830,00**	**0,00**	**46 830,00**
7473	Participat° Départements	0,00	46 830,00	0,00	46 830,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**62 139,62**	**0,00**	**62 139,62**
7788	Produits exceptionnels divers	0,00	62 139,62	0,00	62 139,62
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	SOLDE (3)	**-520 131,85**	**-1 557 419,37**	**0,00**	**-2 077 551,22**

(2)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
	DEPENSES	232 528,17	198 187,77	1 293 431,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	232 528,17	198 187,77	1 293 431,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	**Charges à caractère général**	232 528,17	198 187,77	445 885,91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	3 325,24	6 718,27	77 152,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	68 212,58	52 665,20	166 868,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60613	Chauffage urbain	67 330,37	0,00	77 953,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	0,00	3 400,00	49,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	211,91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60624	Produits de traitement	0,00	0,00	8 113,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	219,46	794,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60631	Fournitures d'entretien	7 255,44	2 748,90	9 290,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	1 370,23	1 741,62	17 065,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60636	Vêtements de travail	490,59	635,19	3 399,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	1 107,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6068	Autres matières et fournitures	9 180,64	10 877,95	14 493,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	-77,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	493,52	0,00	2 704,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	0,00	69 508,80	517,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	9 856,20	2 903,66	5 816,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615231	Entretien, réparations voiries	0,00	2 358,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615232	Entretien, réparations réseaux	0,00	7 824,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61551	Entretien matériel roulant	0,00	996,72	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	5 902,20	1 603,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6156	Maintenance	15 924,51	16 333,84	23 338,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6161	Multirisques	374,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	-2 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	132,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	1 032,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	0,00	0,00	588,54	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	0,00	0,00	646,51	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	1 302,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6247	Transports collectifs	0,00	0,00	16 470,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	0,00	0,00	1 177,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6256	Missions	0,00	0,00	1 858,22	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6257	Réceptions	0,00	0,00	-32,55	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	3 980,16	2 220,18	5 367,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
627	Services bancaires et assimilés	0,00	0,00	249,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	38 279,53	0,00	4 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	6 454,88	8 799,78	7 223,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	0,00	0,00	843 753,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement de transport	0,00	0,00	3 109,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	2 590,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	9 053,07	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	388 114,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	0,00	11 031,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	0,00	64 754,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	0,00	0,00	131 248,38	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	106 130,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	118 832,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	5 260,34	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	0,00	2 236,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	1 391,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**3 792,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	0,00	3 792,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**46 870,72**	**4 876,80**	**114 980,16**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Réalisations	**46 870,72**	**4 876,80**	**114 980,16**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**2 421,85**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	2 421,85	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**0,00**	**55 336,21**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70631	Redevances services à caractère sportif	0,00	0,00	55 336,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**46 830,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7473	Participat° Départements	**46 830,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**40,72**	**4 876,80**	**57 222,10**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7788	Produits exceptionnels divers	40,72	4 876,80	57 222,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	SOLDE (3)	**-185 657,45**	**-193 310,97**	**-1 178 450,95**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les régles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 5 – Interventions sociales et santé

(2)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	Total
	DEPENSES	**93 802,93**	**338 601,29**	**432 404,22**
	Réalisations	**93 802,93**	**338 601,29**	**432 404,22**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**39 075,20**	**161 577,22**	**200 652,42**
60611	Eau et assainissement	0,00	3 235,21	3 235,21
60612	Energie - Electricité	0,00	29 656,13	29 656,13
60613	Chauffage urbain	7 213,18	0,00	7 213,18
60622	Carburants	0,00	241,26	241,26
60623	Alimentation	0,00	388,66	388,66
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	760,35	760,35
6064	Fournitures administratives	0,00	77,34	77,34
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	0,00	-4,43	-4,43
6068	Autres matières et fournitures	0,00	128,56	128,56
6132	Locations immobilières	7 332,00	0,00	7 332,00
6135	Locations mobilières	0,00	652,80	652,80
61521	Entretien terrains	0,00	2 002,91	2 002,91
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	43,02	3 214,92	3 257,94
615232	Entretien, réparations réseaux	0,00	747,90	747,90
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	379,67	379,67
6156	Maintenance	538,12	6 600,00	7 138,12
6162	Assur. obligatoire dommage-construction	10 363,88	0,00	10 363,88
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	0,00	165,00	165,00
6226	Honoraires	0,00	5 700,00	5 700,00
6228	Divers	0,00	1 900,00	1 900,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	216,00	216,00
6237	Publications	0,00	1 500,00	1 500,00
6256	Missions	0,00	420,00	420,00
6257	Réceptions	0,00	118,18	118,18
6262	Frais de télécommunications	0,00	605,16	605,16
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	83 641,50	83 641,50
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	11 865,70	11 865,70
6284	Redevances pour services rendus	2 718,00	0,00	2 718,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	7 364,40	7 364,40
63512	Taxes foncières	2 374,00	0,00	2 374,00
6353	Impôts indirects	8 493,00	0,00	8 493,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**54 727,73**	**168 674,07**	**223 401,80**
6331	Versement de transport	199,44	602,11	801,55
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	166,23	501,65	667,88
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	581,43	1 746,34	2 327,77

(2)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	Total
64111	Rémunération principale titulaires	33 241,63	74 565,02	107 806,65
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	5 265,81	5 265,81
64118	Autres indemnités titulaires	4 726,04	16 075,88	20 801,92
64131	Rémunérations non tit.	0,00	24 683,12	24 683,12
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	5 129,16	19 950,13	25 079,29
6453	Cotisations aux caisses de retraites	10 430,87	23 509,70	33 940,57
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	984,18	984,18
6455	Cotisations pour assurance du personnel	120,00	511,84	631,84
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	132,93	278,29	411,22
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**8 350,00**	**8 350,00**
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	8 350,00	8 350,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**24 617,12**	**30 026,37**	**54 643,49**
	Réalisations	**24 617,12**	**30 026,37**	**54 643,49**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**1 755,00**	**1 755,00**
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	1 755,00	1 755,00
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**2 538,00**	**2 188,77**	**4 726,77**
70388	Autres redevances et recettes diverses	0,00	2 188,77	2 188,77
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	2 538,00	0,00	2 538,00
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**12 000,00**	**26 082,60**	**38 082,60**
74718	Autres participations Etat	0,00	11 100,00	11 100,00
7478	Participat° Autres organismes	12 000,00	14 982,60	26 982,60
75	**Autres produits de gestion courante**	**10 079,12**	**0,00**	**10 079,12**
752	Revenus des immeubles	9 939,12	0,00	9 939,12
7588	Autres produits div. de gestion courante	140,00	0,00	140,00
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	SOLDE (3)	**-69 185,81**	**-308 574,92**	**-377 760,73**

(2)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
	DEPENSES	0,00	93 802,93	0,00	7 898,65	0,00	0,00	0,00	330 702,64
	Réalisations	0,00	93 802,93	0,00	7 898,65	0,00	0,00	0,00	330 702,64
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	**Charges à caractère général**	0,00	39 075,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	161 577,22
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 235,21
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 656,13
60613	Chauffage urbain	0,00	7 213,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	241,26
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	388,66
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	760,35
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	77,34
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-4,43
6068	Autres matières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	128,56
6132	Locations immobilières	0,00	7 332,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6135	Locations mobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	652,80
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 002,91
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	43,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 214,92
615232	Entretien, réparations réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	747,90
61558	Entretien autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	379,67
6156	Maintenance	0,00	538,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 600,00
6162	Assur. obligatoire dommage-construction	0,00	10 363,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	165,00
6226	Honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 700,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 900,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	216,00
6237	Publications	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00
6256	Missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	420,00
6257	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	118,18
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	605,16
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	83 641,50
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 865,70
6284	Redevances pour services rendus	0,00	2 718,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 364,40
63512	Taxes foncières	0,00	2 374,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6353	Impôts indirects	0,00	8 493,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	0,00	54 727,73	0,00	7 898,65	0,00	0,00	0,00	160 775,42
6331	Versement de transport	0,00	199,44	0,00	33,80	0,00	0,00	0,00	568,31
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	166,23	0,00	28,08	0,00	0,00	0,00	473,57
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	581,43	0,00	96,52	0,00	0,00	0,00	1 649,82
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	33 241,63	0,00	4 997,99	0,00	0,00	0,00	69 567,03
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 265,81
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	4 726,04	0,00	770,72	0,00	0,00	0,00	15 305,16
64131	Rémunérations non tit.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	24 683,12
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	5 129,16	0,00	1 704,26	0,00	0,00	0,00	18 245,87
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	10 430,87	0,00	235,65	0,00	0,00	0,00	23 274,05
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	984,18

(2)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	120,00	0,00	31,63	0,00	0,00	0,00	480,21
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	132,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	278,29
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 350,00**
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 350,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**0,00**	**24 617,12**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**30 026,37**
	Réalisations	**0,00**	**24 617,12**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**30 026,37**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 755,00**
6419	Remboursements rémunérations personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 755,00
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**2 538,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 188,77**
70388	Autres redevances et recettes diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 188,77
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	0,00	2 538,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**12 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**26 082,60**
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 100,00
7478	Participat° Autres organismes	0,00	12 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 982,60
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**10 079,12**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
752	Revenus des immeubles	0,00	9 939,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7588	Autres produits div. de gestion courante	0,00	140,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	SOLDE (3)	**0,00**	**-69 185,81**	**0,00**	**-7 898,65**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-300 676,27**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 6 – Famille

(2)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	Total
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 7 – Logement

(2)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	Total
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (3)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 8 – Aménagement et services urbains, environnement

(2)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	Total
	DEPENSES	**378 442,55**	**110 762,61**	**70 861,70**	**560 066,86**
	Réalisations	**378 442,55**	**110 762,61**	**70 861,70**	**560 066,86**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
011	**Charges à caractère général**	**40 749,49**	**46 863,42**	**18 837,73**	**106 450,64**
60612	Energie - Electricité	1 149,59	0,00	0,00	1 149,59
60622	Carburants	280,19	0,00	0,00	280,19
60628	Autres fournitures non stockées	107,41	0,00	0,00	107,41
60632	Fournitures de petit équipement	792,96	0,00	0,00	792,96
6064	Fournitures administratives	1 376,19	0,00	0,00	1 376,19
611	Contrats de prestations de services	0,00	1 596,00	1 540,00	3 136,00
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	145,94	145,94
615232	Entretien, réparations réseaux	816,70	0,00	10 014,00	10 830,70
617	Etudes et recherches	0,00	1 923,16	0,00	1 923,16
6226	Honoraires	2 998,49	0,00	0,00	2 998,49
6228	Divers	24 360,06	12 136,25	0,00	36 496,31
6251	Voyages et déplacements	8,80	0,00	0,00	8,80
6256	Missions	0,00	295,81	0,00	295,81
6262	Frais de télécommunications	156,71	0,00	100,80	257,51
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	28 861,20	6 830,75	35 691,95
6284	Redevances pour services rendus	0,00	0,00	206,24	206,24
62872	Remb. frais au budget annexe	2 142,89	0,00	0,00	2 142,89
63512	Taxes foncières	0,00	2 051,00	0,00	2 051,00
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	4 711,50	0,00	0,00	4 711,50
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	1 848,00	0,00	0,00	1 848,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**337 693,06**	**37 910,80**	**37 115,97**	**412 719,83**
6331	Versement de transport	1 248,64	112,68	114,36	1 475,68
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	1 040,61	93,96	95,28	1 229,85
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	3 619,57	328,70	333,68	4 281,95
64111	Rémunération principale titulaires	176 483,42	18 781,56	19 062,72	214 327,70
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	3 139,62	456,48	0,00	3 596,10
64118	Autres indemnités titulaires	26 655,95	9 219,98	8 338,93	44 214,86
64131	Rémunérations non tit.	29 003,76	0,00	0,00	29 003,76
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	36 355,80	2 898,00	2 941,44	42 195,24
6453	Cotisations aux caisses de retraites	57 585,23	5 944,32	6 033,36	69 562,91
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	1 154,37	0,00	0,00	1 154,37
6455	Cotisations pour assurance du personnel	700,15	0,00	120,00	820,15
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	705,94	75,12	76,20	857,26
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(2)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	Total
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	25 988,39	14 908,00	40 896,39
6557	Contribut° politique de l'habitat	0,00	25 988,39	0,00	25 988,39
657364	Subv. fonct. Établ. Industriel, commerc	0,00	0,00	4 908,00	4 908,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	0,00	10 000,00	10 000,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES	159 340,11	37 409,00	24 860,20	221 609,31
	Réalisations	159 340,11	37 409,00	24 860,20	221 609,31
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00
042	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
043	Opérat° ordre intérieur de la section	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits des services, du domaine, vente	158 665,59	0,00	0,00	158 665,59
70875	Remb. frais par les communes du GFP	158 665,59	0,00	0,00	158 665,59
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	35 009,00	24 860,20	59 869,20
74718	Autres participations Etat	0,00	29 520,00	0,00	29 520,00
7473	Participat° Départements	0,00	-7 500,00	3 845,20	-3 654,80
7478	Participat° Autres organismes	0,00	12 989,00	21 015,00	34 004,00
75	Autres produits de gestion courante	674,52	0,00	0,00	674,52
752	Revenus des immeubles	674,52	0,00	0,00	674,52
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	2 400,00	0,00	2 400,00
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0,00	2 400,00	0,00	2 400,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser au 31/12	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (3)	-219 102,44	-73 353,61	-46 001,50	-338 457,55

(2)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
	DEPENSES	347 968,60	30 473,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Réalisations	347 968,60	30 473,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
002	Résultat de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	10 275,54	30 473,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60612	Energie - Electricité	0,00	1 149,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	280,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	107,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	792,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
6064	Fournitures administratives	1 376,19	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
615232	Entretien, réparations réseaux	0,00	816,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	2 998,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	24 360,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	8,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6256	Missions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	156,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6284	Redevances pour services rendus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
62872	Remb. frais au budget annexe	0,00	2 142,89	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	4 711,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	1 848,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**337 693,06**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6331	Versement de transport	1 248,64	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	1 040,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	3 619,57	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	176 483,42	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	3 139,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	26 655,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	29 003,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	36 355,80	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	57 585,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	1 154,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	700,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	705,94	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
6557	Contribut° politique de l'habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
657364		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé			Sous-fonction 81				
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
6574	Subv. fonct. Établ. industriel, commerc Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES		**159 340,11**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**159 340,11**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**158 665,59**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70875	Remb. frais par les communes du GFP	158 665,59	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7473	Participat° Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7478	Participat° Autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**674,52**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
752	Revenus des immeubles	674,52	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (3)		**-188 628,49**	**-30 473,95**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(2)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
DEPENSES		0,00	0,00	0,00	0,00	110 762,61	0,00	48 770,77	0,00	22 090,93
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	110 762,61	0,00	48 770,77	0,00	22 090,93
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	**Charges à caractère général**	0,00	0,00	0,00	0,00	46 863,42	0,00	11 654,80	0,00	7 182,93
60612	Energie - Electricité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60622	Carburants	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	1 596,00	0,00	1 540,00	0,00	0,00
61521	Entretien terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	145,94
615232	Entretien, réparations réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 014,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	1 923,16	0,00	0,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	12 136,25	0,00	0,00	0,00	0,00
6251	Voyages et déplacements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6256	Missions	0,00	0,00	0,00	0,00	295,81	0,00	0,00	0,00	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	100,80	0,00	0,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	0,00	0,00	0,00	28 861,20	0,00	0,00	0,00	6 830,75
6284	Redevances pour services rendus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	206,24
62872	Remb. frais au budget annexe	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
63512	Taxes foncières	0,00	0,00	0,00	0,00	2 051,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	0,00	0,00	0,00	0,00	37 910,80	0,00	37 115,97	0,00	0,00
6331	Versement de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	112,68	0,00	114,36	0,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	93,96	0,00	95,28	0,00	0,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	0,00	0,00	0,00	0,00	328,70	0,00	333,68	0,00	0,00
64111	Rémunération principale titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	18 781,56	0,00	19 062,72	0,00	0,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	0,00	0,00	0,00	0,00	456,48	0,00	0,00	0,00	0,00
64118	Autres indemnités titulaires	0,00	0,00	0,00	0,00	9 219,98	0,00	8 338,93	0,00	0,00
64131	Rémunérations non tit.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	2 898,00	0,00	2 941,44	0,00	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	0,00	0,00	0,00	0,00	5 944,32	0,00	6 033,36	0,00	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	120,00	0,00	0,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	0,00	0,00	0,00	0,00	75,12	0,00	76,20	0,00	0,00
014	**Atténuations de produits**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	**Autres charges de gestion courante**	0,00	0,00	0,00	0,00	25 988,39	0,00	0,00	0,00	14 908,00
6557	Contribut° politique de l'habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	25 988,39	0,00	0,00	0,00	0,00

(2)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
657364	Subv. fonct. Établ. Industriel. commerc	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 908,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**37 409,00**	**0,00**	**24 860,20**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**37 409,00**	**0,00**	**24 860,20**	**0,00**	**0,00**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70875	Remb. frais par les communes du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	**Impôts et taxes**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**35 009,00**	**0,00**	**24 860,20**	**0,00**	**0,00**
74718	Autres participations Etat	0,00	0,00	0,00	0,00	29 520,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7473	Participat° Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	-7 500,00	0,00	3 845,20	0,00	0,00
7478	Participat° Autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00	12 989,00	0,00	21 015,00	0,00	0,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 400,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0,00	0,00	0,00	0,00	2 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (3)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-73 353,61**	**0,00**	**-23 910,57**	**0,00**	**-22 090,93**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION (1) – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 9 – Action économique

(2)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	Total
DEPENSES		924 564,86	0,00	0,00	30 000,00	0,00	461 564,20	0,00	1 416 129,06
Réalisations		924 564,86	0,00	0,00	30 000,00	0,00	461 564,20	0,00	1 416 129,06
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	**Charges à caractère général**	258 396,86	0,00	0,00	30 000,00	0,00	148 471,20	0,00	436 868,06
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 710,15	0,00	2 710,15
60612	Energie - Electricité	8 173,40	0,00	0,00	0,00	0,00	13 393,23	0,00	21 566,63
60623	Alimentation	8,24	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8,24
60632	Fournitures de petit équipement	651,92	0,00	0,00	0,00	0,00	550,37	0,00	1 202,29
6064	Fournitures administratives	576,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	576,39
6068	Autres matières et fournitures	4,67	0,00	0,00	0,00	0,00	287,15	0,00	291,82
611	Contrats de prestations de services	22 440,55	0,00	0,00	0,00	0,00	49 940,01	0,00	72 380,56
6132	Locations immobilières	350,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 840,00	0,00	13 190,00
61521	Entretien terrains	9 055,55	0,00	0,00	0,00	0,00	25 991,02	0,00	35 046,57
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	11 098,16	0,00	11 098,16
615231	Entretien, réparations voiries	72 857,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	72 857,09
615232	Entretien, réparations réseaux	114,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	114,25
61558	Entretien autres biens mobiliers	565,26	0,00	0,00	0,00	0,00	1 842,00	0,00	2 407,26
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 477,97	0,00	1 477,97
6161	Multirisques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	85,71	0,00	85,71
6162	Assur. obligatoire dommage-construction	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 530,75	0,00	10 530,75
617	Etudes et recherches	-20 608,10	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-20 608,10
6182	Documentation générale et technique	720,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	720,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 600,00	0,00	3 600,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	41,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	41,25
6228	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-3 600,00	0,00	-3 600,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	598,80	0,00	598,80
6237	Publications	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 400,46	0,00	1 400,46
6257	Réceptions	59,50	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	59,50
6262	Frais de télécommunications	9,21	0,00	0,00	0,00	0,00	388,45	0,00	397,66
6281	Concours divers (cotisations)	161 566,68	0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00	0,00	191 566,68
6284	Redevances pour services rendus	152,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 967,63	0,00	2 119,63
6288	Autres services extérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 802,34	0,00	12 802,34

(2)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	Total
63512	Taxes foncières	1 659,00	0,00	0,00	0,00	0,00	266,00	0,00	1 925,00
6353	Impôts indirects	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	301,00	0,00	301,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**107 903,03**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**107 903,03**
6331	Versement de transport	411,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	411,93
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	343,33	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	343,33
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	1 193,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 193,70
64111	Rémunération principale titulaires	42 097,32	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	42 097,32
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	885,48	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	885,48
64118	Autres indemnités titulaires	5 768,81	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 768,81
64131	Rémunérations non tit.	26 799,67	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	26 799,67
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	14 565,29	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 565,29
6453	Cotisations aux caisses de retraites	14 356,04	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 356,04
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	1 075,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 075,74
6455	Cotisations pour assurance du personnel	237,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	237,35
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	168,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	168,37
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**348 004,09**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**313 093,00**	**0,00**	**661 097,09**
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	348 004,09	0,00	0,00	0,00	0,00	313 093,00	0,00	661 097,09
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**210 260,88**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**210 260,88**
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	294,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	294,00
67441	Subv. budgets annexes et régies (AF)	209 966,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	209 966,88
68	**Dot. aux amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Restes à réaliser au 31/12	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	RECETTES	**40 717,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**21 470,60**	**0,00**	**62 187,60**
	Réalisations	**40 717,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**21 470,60**	**0,00**	**62 187,60**
002	**Résultat de fonctionnement reporté**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
042	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(2)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	Total
043	**Opérat° ordre intérieur de la section**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits des services, du domaine, vente**	**-6 801,75**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**13 644,60**	**0,00**	**6 842,85**
70322	Stationnement, locat° domaine portuaire,	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 916,60	0,00	3 916,60
70328	Autres droits stationnement et location	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 728,00	0,00	9 728,00
70688	Autres prestations de services	-6 801,75	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	-6 801,75
73	**Impôts et taxes**	**2 463,39**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 463,39**
7362	Taxes de séjour	2 463,39	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 463,39
74	**Dotations et participations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**4 494,92**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 494,92**
752	Revenus des immeubles	150,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150,00
7588	Autres produits div. de gestion courante	4 344,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 344,92
76	**Produits financiers**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**40 560,44**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 826,00**	**0,00**	**48 386,44**
7718	Autres produits except. opérat° gestion	40 560,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	40 560,44
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 826,00	0,00	7 826,00
78	**Reprise sur amortissements et provisions**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (3)		**-883 847,86**	**0,00**	**0,00**	**-30 000,00**	**0,00**	**-440 093,60**	**0,00**	**-1 353 941,46**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicables à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Le croisement par nature est fait au niveau de chacun des articles budgétaires.

(3) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des Réalisations ainsi que des restes à réaliser et des reports (ligne budgétaire 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 0 – Services généraux des administrations publiques locales

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
DEPENSES (2)		358 198,67	349 418,03	0,00	0,00	707 616,70
Réalisations		358 198,67	193 982,07	0,00	0,00	552 180,74
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**306 362,67**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**306 362,67**
13911	Etat et établissements nationaux	61 368,40	0,00	0,00	0,00	61 368,40
13912	Sub. transf cpte résult. Régions	30 143,70	0,00	0,00	0,00	30 143,70
13913	Sub. transf cpte résult. Départements	24 823,00	0,00	0,00	0,00	24 823,00
13916	Sub. transf cpte résult. Autres EPL	92 978,57	0,00	0,00	0,00	92 978,57
13917	Sub. transf cpte résult.Budget communaut	3 086,00	0,00	0,00	0,00	3 086,00
13918	Autres subventions d'équipement	280,00	0,00	0,00	0,00	280,00
13931	Sub. transf cpte résult. D.E.T.R.	4 913,00	0,00	0,00	0,00	4 913,00
280422	Privé : Bâtiments, installations	88 770,00	0,00	0,00	0,00	88 770,00
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**50 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**50 000,00**
1641	Emprunts en euros	50 000,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**1 836,00**	**709,14**	**0,00**	**0,00**	**2 545,14**
2033	Frais d'insertion	1 836,00	0,00	0,00	0,00	1 836,00
2051	Concessions, droits similaires	0,00	709,14	0,00	0,00	709,14
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204122	Subv. Régions : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**151 414,81**	**0,00**	**0,00**	**151 414,81**
21318	Autres bâtiments publics	0,00	14 981,88	0,00	0,00	14 981,88
21533	Réseaux câblés	0,00	7 219,23	0,00	0,00	7 219,23
2182	Matériel de transport	0,00	12 583,91	0,00	0,00	12 583,91
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	102 828,26	0,00	0,00	102 828,26
2184	Mobilier	0,00	9 199,09	0,00	0,00	9 199,09
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	4 602,44	0,00	0,00	4 602,44
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**41 758,12**	**0,00**	**0,00**	**41 758,12**
2314	Constructions sur sol d'autrui	0,00	41 758,12	0,00	0,00	41 758,12
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**100,00**	**0,00**	**0,00**	**100,00**
261	Titres de participation	0,00	100,00	0,00	0,00	100,00
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**155 435,96**	**0,00**	**0,00**	**155 435,96**
RECETTES (2)		**3 973 312,04**	**82 822,20**	**0,00**	**0,00**	**4 056 134,24**
Réalisations		**3 973 312,04**	**24 295,20**	**0,00**	**0,00**	**3 997 607,24**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**2 681 615,31**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 681 615,31**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**762 418,57**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**762 418,57**
28031	Frais d'études	38 928,02	0,00	0,00	0,00	38 928,02
28033	Frais d'insertion	5 260,26	0,00	0,00	0,00	5 260,26
2804114	Voirie	1 613,33	0,00	0,00	0,00	1 613,33
28041411	Subv.Cne GFP : Bien mobilier, matériel	28 473,84	0,00	0,00	0,00	28 473,84
28041412	Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations	79 252,34	0,00	0,00	0,00	79 252,34
28041481	Subv.Cne : Bien mobilier, matériel	920,00	0,00	0,00	0,00	920,00
28041582	GFP : Bâtiments, installations	1 978,00	0,00	0,00	0,00	1 978,00
28041621	CCAS : Bien mobilier, matériel	921,00	0,00	0,00	0,00	921,00
28041622	CCAS : Bâtiments, installations	72 666,00	0,00	0,00	0,00	72 666,00
2804171	Autres EPL : Bien mobilier, matériel	1 670,00	0,00	0,00	0,00	1 670,00
2804182	Autres org pub - Bâtiments et installat°	1 873,67	0,00	0,00	0,00	1 873,67
280421	Privé : Bien mobilier, matériel	38 757,10	0,00	0,00	0,00	38 757,10
280422	Privé : Bâtiments, installations	72 646,40	0,00	0,00	0,00	72 646,40
28051	Concessions et droits similaires	52 288,20	0,00	0,00	0,00	52 288,20
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	858,00	0,00	0,00	0,00	858,00
28128	Autres aménagements de terrains	47 249,15	0,00	0,00	0,00	47 249,15
281311	Hôtel de ville	1 191,00	0,00	0,00	0,00	1 191,00
281318	Autres bâtiments publics	3 132,00	0,00	0,00	0,00	3 132,00
28135	Installations générales, agencements, ..	14 915,85	0,00	0,00	0,00	14 915,85
28151	Réseaux de voirie	458,64	0,00	0,00	0,00	458,64
28152	Installations de voirie	2 429,00	0,00	0,00	0,00	2 429,00
281531	Réseaux d'adduction d'eau	8 681,31	0,00	0,00	0,00	8 681,31
281532	Réseaux d'assainissement	2 038,00	0,00	0,00	0,00	2 038,00
281534	Réseaux d'électrification	3 367,18	0,00	0,00	0,00	3 367,18
281538	Autres réseaux	1 763,25	0,00	0,00	0,00	1 763,25
281568	Autres matérieis, outillages incendie	60,00	0,00	0,00	0,00	60,00
28158	Autres installat°, matériel et outillage	47 499,93	0,00	0,00	0,00	47 499,93
281731	Bâtiments publics (m. à dispo)	29 302,56	0,00	0,00	0,00	29 302,56

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	Total
281735	Installations générales (m. à dispo)	655,60	0,00	0,00	0,00	655,60
2817538	Autres réseaux (m. à dispo)	627,00	0,00	0,00	0,00	627,00
281758	Autres installat°, matériel (m. à dispo)	497,00	0,00	0,00	0,00	497,00
281782	Matériel de transport (m. à dispo)	2 570,88	0,00	0,00	0,00	2 570,88
281783	Matériel bureau et info. (m. à dispo)	10 185,31	0,00	0,00	0,00	10 185,31
281784	Mobilier (m. à dispo)	3 050,51	0,00	0,00	0,00	3 050,51
281788	Autres immo. corporelles (m. à dispo)	9 496,14	0,00	0,00	0,00	9 496,14
28181	Installations générales, aménagt divers	302,92	0,00	0,00	0,00	302,92
28182	Matériel de transport	12 354,00	0,00	0,00	0,00	12 354,00
28183	Matériel de bureau et informatique	64 686,06	0,00	0,00	0,00	64 686,06
28184	Mobilier	55 026,30	0,00	0,00	0,00	55 026,30
28188	Autres immo. corporelles	42 772,82	0,00	0,00	0,00	42 772,82
041	**Opérations patrimoniales**	**1 836,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 836,00**
2033	Frais d'insertion	1 836,00	0,00	0,00	0,00	1 836,00
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**527 442,16**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**527 442,16**
10222	FCTVA	483 422,94	0,00	0,00	0,00	483 422,94
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	44 019,22	0,00	0,00	0,00	44 019,22
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**24 295,20**	**0,00**	**0,00**	**24 295,20**
1316	Subv. transf. Autres E.P.L.	0,00	24 295,20	0,00	0,00	24 295,20
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**58 527,00**	**0,00**	**0,00**	**58 527,00**
SOLDE (2)		**3 615 113,37**	**-266 595,83**	**0,00**	**0,00**	**3 348 517,54**

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
DEPENSES (2)		**348 050,22**	**0,00**	**0,00**	**1 367,81**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**193 156,77**	**0,00**	**0,00**	**825,30**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13911	Etat et établissements nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13912	Sub. transf cpte résult. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13913	Sub. transf cpte résult. Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13916	Sub. transf cpte résult. Autres EPL	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13917	Sub. transf cpte résult.Budget communaut	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13918	Autres subventions d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13931	Sub. transf cpte résult. D.E.T.R.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
280422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**709,14**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2051	Concessions, droits similaires	709,14	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204122	Subv. Régions : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**150 589,51**	**0,00**	**0,00**	**825,30**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21318	Autres bâtiments publics	14 981,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
21533	Réseaux câblés	7 219,23	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	12 583,91	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	102 828,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	9 199,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	3 777,14	0,00	0,00	825,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**41 758,12**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2314	Constructions sur sol d'autrui	41 758,12	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	**Participat° et créances rattachées**	**100,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
261	Titres de participation	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**154 893,45**	**0,00**	**0,00**	**542,51**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**82 822,20**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**24 295,20**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
28031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28033	Frais d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2804114	Voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28041411	Subv.Cne GFP : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28041412	Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28041481	Subv.Cne : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28041582	GFP : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28041621	CCAS : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28041622	CCAS : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
2804171	Autres EPL : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2804182	Autres org pub - Bâtiments et installat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
280421	Privé : Bien mobilier, matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
280422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28051	Concessions et droits similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28121	Plantations d'arbres et d'arbustes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28128	Autres aménagements de terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
281311	Hôtel de ville	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
281318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28135	Installations générales, agencements, ..	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28151	Réseaux de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
281531	Réseaux d'adduction d'eau	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
281532	Réseaux d'assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
281534	Réseaux d'électrification	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
281538	Autres réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
281568	Autres matériels, outillages incendie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28158	Autres installat°, matériel et outillage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
281731	Bâtiments publics (m. à dispo)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
281735	Installations générales (m. à dispo)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2817538	Autres réseaux (m. à dispo)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
281758	Autres installat°, matériel (m. à dispo)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
281782	Matériel de transport (m. à dispo)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
281783	Matériel bureau et info. (m. à dispo)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
281784	Mobilier (m. à dispo)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
281788	Autres immo. corporelles (m. à dispo)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
28181	Installations générales, aménagt divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28182	Matériel de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
28188	Autres immo. corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	**Subventions d'investissement**	**24 295,20**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1316	Subv. transf. Autres E.P.L.	24 295,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**58 527,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (2)		**-265 228,02**	**0,00**	**0,00**	**-1 367,81**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 1 – Sécurité et salubrité publiques

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	Total
DEPENSES (2)		60 000,00	0,00	60 000,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
204182	Autres org pub - Bâtiments et installat°	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		60 000,00	0,00	60 000,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	Total
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-60 000,00	0,00	-60 000,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	60 000,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204182	Autres org pub - Bâtiments et installat°	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	60 000,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	-60 000,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 2 – Enseignement - Formation

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	29 934,44	0,00	0,00	29 934,44
Réalisations		0,00	0,00	0,00	9 286,44	0,00	0,00	9 286,44
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204122	Subv. Régions : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	9 286,44	0,00	0,00	9 286,44
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00	6 369,00	0,00	0,00	6 369,00
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	2 917,44	0,00	0,00	2 917,44
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	20 648,00	0,00	0,00	20 648,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	Total
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	-29 934,44	0,00	0,00	-29 934,44

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204122	Subv. Régions : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 3 – Culture

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	Total
DEPENSES (2)		**5 733,13**	**57 367,98**	**172 082,84**	**1 433 583,17**	**1 668 767,12**
Réalisations		**5 733,13**	**11 690,50**	**34 260,44**	**1 400 277,69**	**1 451 961,76**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**9 244,80**	**0,00**	**9 244,80**
21731	Bâtiments publics (mise à dispo)	0,00	0,00	9 244,80	0,00	9 244,80
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**163 441,25**	**163 441,25**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	163 441,25	163 441,25
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**5 733,13**	**11 690,50**	**25 015,64**	**321 043,00**	**363 482,27**
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2161	Oeuvres et objets d'art	0,00	0,00	4 510,00	0,00	4 510,00
21731	Bâtiments publics (mise à dispo)	5 733,13	0,00	0,00	0,00	5 733,13
2182	Matériel de transport	0,00	0,00	15 533,83	0,00	15 533,83
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00	649,33	649,33
2184	Mobilier	0,00	0,00	660,00	304 490,50	305 150,50
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	11 690,50	4 311,81	15 903,17	31 905,48
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**915 793,44**	**915 793,44**
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	915 793,44	915 793,44
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**45 677,48**	**137 822,40**	**33 305,48**	**216 805,36**
RECETTES (2)		**0,00**	**440,00**	**30 596,39**	**1 888 367,66**	**1 919 404,05**

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	Total
Réalisations		0,00	440,00	29 856,79	1 607 455,52	1 637 752,31
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	9 244,80	0,00	9 244,80
2031	Frais d'études	0,00	0,00	8 380,80	0,00	8 380,80
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00	864,00	0,00	864,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	440,00	20 611,99	1 607 455,52	1 628 507,51
1316	Subv. transf. Autres E.P.L.	0,00	440,00	15 294,99	0,00	15 734,99
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	2 045,00	0,00	2 045,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	0,00	296 338,22	296 338,22
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	0,00	0,00	3 272,00	1 111 117,30	1 114 389,30
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1341	D.E.T.R. non transférable	0,00	0,00	0,00	200 000,00	200 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	739,60	280 912,14	281 651,74
SOLDE (2)		-5 733,13	-56 927,98	-141 486,45	454 784,49	250 636,93

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
DEPENSES (2)		57 367,98	0,00	0,00	0,00	47 157,02	124 925,82	0,00	0,00
Réalisations		11 690,50	0,00	0,00	0,00	27 684,62	6 575,82	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	9 244,80	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
21731	Bâtiments publics (mise à dispo)	0,00	0,00	0,00	0,00	9 244,80	0,00	0,00	0,00
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**11 690,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**18 439,82**	**6 575,82**	**0,00**	**0,00**
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2161	Oeuvres et objets d'art	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 510,00	0,00	0,00
21731	Bâtiments publics (mise à dispo)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	15 533,83	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	660,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	11 690,50	0,00	0,00	0,00	2 905,99	1 405,82	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**45 677,48**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**19 472,40**	**118 350,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**440,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**21 129,02**	**9 467,37**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**440,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**21 129,02**	**8 727,77**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 244,80**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	8 380,80	0,00	0,00	0,00
2033	Frais d'insertion	0,00	0,00	0,00	0,00	864,00	0,00	0,00	0,00
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**440,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 884,22**	**8 727,77**	**0,00**	**0,00**
1316	Subv. transf. Autres E.P.L.	440,00	0,00	0,00	0,00	11 884,22	3 410,77	0,00	0,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 045,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 272,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1341	D.E.T.R. non transférable	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**739,60**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (2)		**-56 927,98**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**-26 028,00**	**-115 458,45**	**0,00**	**0,00**

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 4 – Sport et jeunesse

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	Total
DEPENSES (2)		**22 902,73**	**373 089,78**	**0,00**	**395 992,51**
Réalisations		**22 902,73**	**164 967,08**	**0,00**	**187 869,81**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**216,00**	**0,00**	**216,00**
21731	Bâtiments publics (mise à dispo)	0,00	216,00	0,00	216,00
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**5 215,42**	**0,00**	**5 215,42**
2031	Frais d'études	0,00	5 215,42	0,00	5 215,42
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**22 902,73**	**159 535,66**	**0,00**	**182 438,39**
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	9 600,00	0,00	9 600,00
21318	Autres bâtiments publics	0,00	24 671,74	0,00	24 671,74
2135	Installations générales, agencements	0,00	2 801,76	0,00	2 801,76
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	18 298,71	0,00	18 298,71
21713	Terrains aménagés hors voirie (mise à di	0,00	6 811,20	0,00	6 811,20
21728	Autres agencements (mise à dispo)	0,00	5 640,00	0,00	5 640,00
21731	Bâtiments publics (mise à dispo)	4 800,28	38 341,56	0,00	43 141,84
21735	Installations générales (mise à dispo)	0,00	7 014,00	0,00	7 014,00
2182	Matériel de transport	18 102,45	0,00	0,00	18 102,45
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	25 621,20	0,00	25 621,20
2184	Mobilier	0,00	1 204,19	0,00	1 204,19
2188	Autres immobilisations corporelles	0,00	19 531,30	0,00	19 531,30
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	Total
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	208 122,70	0,00	208 122,70
RECETTES (2)		10 000,00	435 072,79	0,00	445 072,79
Réalisations		0,00	226 032,36	0,00	226 032,36
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	216,00	0,00	216,00
2033	Frais d'insertion	0,00	216,00	0,00	216,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	225 816,36	0,00	225 816,36
1316	Subv. transf. Autres E.P.L.	0,00	25 089,20	0,00	25 089,20
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	65 191,90	0,00	65 191,90
13241	Subv. non transf. Communes du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	0,00	135 535,26	0,00	135 535,26
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
1341	D.E.T.R. non transférable	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison ; affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		10 000,00	209 040,43	0,00	219 040,43
SOLDE (2)		-12 902,73	61 983,01	0,00	49 080,28

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
DEPENSES (2)		25 146,56	126 253,83	134 760,69	86 928,70	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		17 398,56	45 821,41	96 531,69	5 215,42	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**108,00**	**108,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21731	Bâtiments publics (mise à dispo)	108,00	108,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 215,42**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	5 215,42	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**17 290,56**	**45 713,41**	**96 531,69**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	9 600,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	24 671,74	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2135	Installations générales, agencements	2 801,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	16 135,81	2 162,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21713	Terrains aménagés hors voirie (mise à di	0,00	6 811,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21728	Autres agencements (mise à dispo)	0,00	5 640,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21731	Bâtiments publics (mise à dispo)	9 016,80	0,00	29 324,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21735	Installations générales (mise à dispo)	0,00	7 014,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	0,00	0,00	25 621,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	0,00	512,40	691,79	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2188	Autres immobilisations corporelles	5 472,00	0,00	14 059,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**7 748,00**	**80 432,42**	**38 229,00**	**81 713,28**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**108,00**	**409 875,59**	**25 089,20**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**108,00**	**200 835,16**	**25 089,20**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**108,00**	**108,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2033	Frais d'insertion	108,00	108,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**200 727,16**	**25 089,20**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1316	Subv. transf. Autres E.P.L.	0,00	0,00	25 089,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	65 191,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13241	Subv. non transf. Communes du GFP	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	0,00	135 535,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1341	D.E.T.R. non transférable	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**209 040,43**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
SOLDE (2)		**-25 038,56**	**283 621,76**	**-109 671,49**	**-86 928,70**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 5 – Interventions sociales et santé

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	Total
DEPENSES (2)		**2 730 369,13**	**1 037 838,57**	**3 768 207,70**
Réalisations		**993 344,93**	**31 772,57**	**1 025 117,50**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**521 836,00**	**5 640,00**	**527 476,00**
21318	Autres bâtiments publics	521 836,00	0,00	521 836,00
21532	Réseaux d'assainissement	0,00	5 640,00	5 640,00
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**26 132,57**	**26 132,57**
2111	Terrains nus	0,00	0,00	0,00
2135	Installations générales, agencements	0,00	25 675,20	25 675,20
21534	Réseaux d'électrification	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	0,00	457,37	457,37
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**471 508,93**	**0,00**	**471 508,93**
2313	Constructions	460 180,93	0,00	460 180,93
238	Avances versées commandes immo. incorp.	11 328,00	0,00	11 328,00
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**1 737 024,20**	**1 006 066,00**	**2 743 090,20**
RECETTES (2)		**584 011,61**	**5 640,00**	**589 651,61**
Réalisations		**584 011,61**	**5 640,00**	**589 651,61**

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	Total
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	519 999,00	5 640,00	525 639,00
13241	Subv. non transf. Communes du GFP	519 999,00	0,00	519 999,00
2031	Frais d'études	0,00	5 640,00	5 640,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	64 012,61	0,00	64 012,61
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	11 443,00	0,00	11 443,00
1323	Subv. non transf. Départements	7 306,61	0,00	7 306,61
1341	D.E.T.R. non transférable	45 263,00	0,00	45 263,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-2 146 357,52	-1 032 198,57	-3 178 556,09

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
DEPENSES (2)		0,00	2 730 369,13	0,00	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	37 838,57
Réalisations		0,00	993 344,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	31 772,57
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	521 836,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 640,00
21318	Autres bâtiments publics	0,00	521 836,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21532	Réseaux d'assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 640,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20422	Privé : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**26 132,57**
2111	Terrains nus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2135	Installations générales, agencements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 675,20
21534	Réseaux d'électrification	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	457,37
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**471 508,93**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2313	Constructions	0,00	460 180,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	11 328,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**1 737 024,20**	**0,00**	**1 000 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 066,00**
RECETTES (2)		**0,00**	**584 011,61**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 640,00**
Réalisations		**0,00**	**584 011,61**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 640,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**519 999,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 640,00**
13241	Subv. non transf. Communes du GFP	0,00	519 999,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 640,00
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**64 012,61**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	11 443,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1323	Subv. non transf. Départements	0,00	7 306,61	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1341	D.E.T.R. non transférable	0,00	45 263,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	-2 146 357,52	0,00	-1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	-32 198,57

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 6 – Famille

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	Total
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 7 – Logement

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	Total
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 8 – Aménagement et services urbains, environnement

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	Total
DEPENSES (2)		154 733,84	242 753,21	49 187,88	446 674,93
Réalisations		15 533,84	208 930,71	0,00	224 464,55
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	34 935,00	0,00	34 935,00
2031	Frais d'études	0,00	34 935,00	0,00	34 935,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
2041412	Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	15 533,84	173 995,71	0,00	189 529,55
2111	Terrains nus	0,00	173 995,71	0,00	173 995,71
21531	Réseaux d'adduction d'eau	1 798,56	0,00	0,00	1 798,56
21532	Réseaux d'assainissement	6 519,35	0,00	0,00	6 519,35
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	5 471,78	0,00	0,00	5 471,78
2184	Mobilier	1 744,15	0,00	0,00	1 744,15
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		139 200,00	33 822,50	49 187,88	222 210,38
RECETTES (2)		27 900,00	0,00	45 336,08	73 236,08
Réalisations		27 900,00	0,00	0,00	27 900,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	Total
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	27 900,00	0,00	0,00	27 900,00
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	27 900,00	0,00	0,00	27 900,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	45 336,08	45 336,08
SOLDE (2)		-126 833,84	-242 753,21	-3 851,80	-373 438,85

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
DEPENSES (2)		1 744,15	152 989,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Réalisations		1 744,15	13 789,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2041412	Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	**1 744,15**	**13 789,69**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
2111	Terrains nus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21531	Réseaux d'adduction d'eau	0,00	1 798,56	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21532	Réseaux d'assainissement	0,00	6 519,35	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	5 471,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	1 744,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**139 200,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**0,00**	**27 900,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**0,00**	**27 900,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**27 900,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	0,00	27 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-1 744,15	-125 089,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	242 753,21	0,00	49 187,88	0,00	0,00
Réalisations		0,00	0,00	0,00	0,00	208 930,71	0,00	0,00	0,00	0,00
001	Solde d'exécution sect° d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	Opérat° ordre transfert entre sections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041	Opérations patrimoniales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	34 935,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	0,00	0,00	0,00	34 935,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2041412	Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	173 995,71	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
2111	Terrains nus	0,00	0,00	0,00	0,00	173 995,71	0,00	0,00	0,00	0,00
21531	Réseaux d'adduction d'eau	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21532	Réseaux d'assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**33 822,50**	**0,00**	**49 187,88**	**0,00**	**0,00**
RECETTES (2)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**45 336,08**	**0,00**	**0,00**
Réalisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
Restes à réaliser au 31/12		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45 336,08	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	-242 753,21	0,00	-3 851,80	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 9 – Action économique

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, Indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	Total
DEPENSES (2)		**1 075 165,98**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 117 931,25**	**0,00**	**2 193 097,23**
Réalisations		**689 296,70**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**825 745,62**	**0,00**	**1 515 042,32**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**3 834,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**13 522,53**	**0,00**	**17 356,53**
21531	Réseaux d'adduction d'eau	3 834,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 834,00
2314	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 522,53	0,00	13 522,53
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**15 429,71**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**15 429,71**
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	15 429,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 429,71
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**17 826,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**17 826,00**
2031	Frais d'études	17 826,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	17 826,00
204	**Subventions d'équipement versées**	**404 293,96**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**33 580,00**	**0,00**	**437 873,96**
204114	Voirie	113 117,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	113 117,00
2041411	Subv.Cne GFP : Bien mobilier, matériel	4 500,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 500,18
2041412	Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations	207 107,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	207 107,78
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	50 365,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 500,00	0,00	58 865,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	29 204,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 080,00	0,00	54 284,00
21	**Immobilisations corporelles**	**247 913,03**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**44 808,52**	**0,00**	**292 721,55**
21318	Autres bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2135	Installations générales, agencements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	43 130,00	0,00	43 130,00

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	Total
2151	Réseaux de voirie	247 913,03	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	247 913,03
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21731	Bâtiments publics (mise à dispo)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 678,52	0,00	1 678,52
2184	Mobilier	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**733 834,57**	**0,00**	**733 834,57**
2314	Constructions sur sol d'autrui	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	720 312,04	0,00	720 312,04
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 522,53	0,00	13 522,53
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Opérations pour compte de tiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Restes à réaliser au 31/12		**385 869,28**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**292 185,63**	**0,00**	**678 054,91**
RECETTES (2)		**444 503,76**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**344 504,09**	**0,00**	**789 007,85**
Réalisations		**374 805,76**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**71 665,70**	**0,00**	**446 471,46**
001	**Solde d'exécution sect° d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
040	**Opérat° ordre transfert entre sections**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
041	**Opérations patrimoniales**	**3 834,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**13 522,53**	**0,00**	**17 356,53**
2031	Frais d'études	2 649,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 649,60
2033	Frais d'insertion	1 184,40	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 184,40
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 522,53	0,00	13 522,53
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**370 971,76**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**58 143,17**	**0,00**	**429 114,93**
1316	Subv. transf. Autres E.P.L.	340 519,76	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	340 519,76
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1322	Subv. non transf. Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	30 452,00	0,00	0,00	0,00	0,00	58 143,17	0,00	88 595,17

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	Total
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
274	Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser au 31/12		69 698,00	0,00	0,00	0,00	0,00	272 838,39	0,00	342 536,39
SOLDE (2)		-630 662,22	0,00	0,00	0,00	0,00	-773 427,16	0,00	-1 404 089,38

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A2.2

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
								Taux initial						
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Niveau de taux (5)	Taux actuariel	Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**1 000 000,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					1 000 000,00									
2555	Société Générale	20/12/2019	27/12/2019	27/03/2020	1 000 000,00	V	Euribor 3m + 0,41%, floor à 0,41%	0,410	0,416	EUR	T	C	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
								Taux initial						
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Niveau de taux (5)	Taux actuariel	Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**1 000 000,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A2.2

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**950 000,00**					**50 000,00**	**4 090,17**	**0,00**	**54,10**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		950 000,00					50 000,00	4 090,17	0,00	54,10
2555	N	0,00	A-1	950 000,00	19,00	V	Euribor 3m + 0,41%, floré à 0,41%	0,410	50 000,00	4 090,17	0,00	54,10
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**950 000,00**					**50 000,00**	**4 090,17**	**0,00**	**54,10**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A2.4

A2.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure / Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	1	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	950 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A3

A3 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE			Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 500.00 €			2014-12-15
Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	**Catégories de biens amortis**	**Durée (en années)**	
L	Frais d'études, recherche, insertion si non réalisation du projet	5	15/12/2014
L	Subventions versées personnes publiques	15	15/12/2014
L	Subventions versées personnes privées	5	15/12/2014
L	Frais liés à la réalisation des documents d'urbanisme et à la numérisation du cadastre	10	15/12/2014
L	Logiciels, licences	2	15/12/2014
L	Plantation d'arbres et arbustes sur terrain	15	15/12/2014
L	Equipements sportifs	15	15/12/2014
L	Matériel et outillage d'incendie et de défense civile	10	15/12/2014
L	Matériel et outillage (dont électroménager)	5	15/12/2014
L	Installations et agencement des locaux	15	15/12/2014
L	Installations électriques et téléphoniques	10	15/12/2014
L	Matériel de transport : véhicules légers et assimilés	6	15/12/2014
L	Matériel de transport : véhicules lourds et outillage de voirie	8	15/12/2014
L	Matériel informatique	3	15/12/2014
L	Mobilier	10	15/12/2014
L	Cheptel	3	15/12/2014
L	Equipement de cuisine	10	15/12/2014
L	Immeuble de rapport	50	15/12/2014

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A6.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)		Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**275 378,00**	I	**267 592,67**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**55 000,00**		**50 000,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	55 000,00		50 000,00
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00		0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	0,00		0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**220 378,00**		**217 592,67**
10...	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*220 378,00*		*217 592,67*
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**267 592,67**	**4 304 367,51**	**0,00**	**4 571 960,18**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A6.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)		Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**1 834 940,00**	**III**	**1 245 841,51**
Ressources propres externes de l'année (a)		**818 219,00**		**483 422,94**
10222	FCTVA	678 219,00		483 422,94
10223	TLE	0,00		0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00		0,00
10228	Autres fonds	0,00		0,00
13146	Attributions de compensation d'investissement	0,00		0,00
13156	Attributions de compensation d'investissement	0,00		0,00
13246	Attributions de compensation d'investissement	0,00		0,00
13256	Attributions de compensation d'investissement	0,00		0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00		0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
274	Prêts	140 000,00		0,00
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		**1 016 721,00**		**762 418,57**
15...	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26...	*Participations et créances rattachées*			
27...	*Autres immobilisations financières*			
28...	*Amortissement des immobilisations*			
28031	*Frais d'études*	*38 929,00*		*38 928,02*
28033	*Frais d'insertion*	*5 261,00*		*5 260,26*
2804114	*Voirie*	*1 614,00*		*1 613,33*
28041411	*Subv.Cne GFP : Bien mobilier, matériel*	*28 474,00*		*28 473,84*
28041412	*Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations*	*80 912,00*		*79 252,34*
28041481	*Subv.Cne : Bien mobilier, matériel*	*920,00*		*920,00*
28041582	*GFP : Bâtiments, installations*	*2 375,00*		*1 978,00*
28041621	*CCAS : Bien mobilier, matériel*	*921,00*		*921,00*
28041622	*CCAS : Bâtiments, installations*	*72 666,00*		*72 666,00*
2804171	*Autres EPL : Bien mobilier, matériel*	*1 670,00*		*1 670,00*
2804182	*Autres org pub - Bâtiments et installat°*	*1 874,00*		*1 873,67*
280421	*Privé : Bien mobilier, matériel*	*40 458,00*		*38 757,10*
280422	*Privé : Bâtiments, installations*	*70 437,00*		*72 646,40*
28051	*Concessions et droits similaires*	*52 289,00*		*52 288,20*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*858,00*		*858,00*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*47 250,00*		*47 249,15*
281311	*Hôtel de ville*	*1 191,00*		*1 191,00*
281318	*Autres bâtiments publics*	*3 827,00*		*3 132,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*14 972,00*		*14 915,85*
28138	*Autres constructions*	*181,00*		*0,00*
28151	*Réseaux de voirie*	*459,00*		*458,64*
28152	*Installations de voirie*	*2 665,00*		*2 429,00*
281531	*Réseaux d'adduction d'eau*	*7 768,00*		*8 681,31*
281532	*Réseaux d'assainissement*	*3 238,00*		*2 038,00*
281534	*Réseaux d'électrification*	*3 510,00*		*3 367,18*
281538	*Autres réseaux*	*1 764,00*		*1 763,25*
281568	*Autres matériels, outillages incendie*	*60,00*		*60,00*
28158	*Autres installat°, matériel et outillage*	*49 309,00*		*47 499,93*
281731	*Bâtiments publics (m. à dispo)*	*29 303,00*		*29 302,56*
281735	*Installations générales (m. à dispo)*	*656,00*		*655,60*
2817538	*Autres réseaux (m. à dispo)*	*627,00*		*627,00*
281758	*Autres installat°, matériel (m. à dispo)*	*773,00*		*497,00*
281782	*Matériel de transport (m. à dispo)*	*2 571,00*		*2 570,88*
281783	*Matériel bureau et info. (m. à dispo)*	*59 236,00*		*10 185,31*
281784	*Mobilier (m. à dispo)*	*3 051,00*		*3 050,51*
281788	*Autres immo. corporelles (m. à dispo)*	*9 497,00*		*9 496,14*

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*303,00*	*302,92*
28182	*Matériel de transport*	*12 354,00*	*12 354,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*65 116,00*	*64 686,06*
28184	*Mobilier*	*55 631,00*	*55 026,30*
28188	*Autres immo. corporelles*	*43 174,00*	*42 772,82*
29...	*Prov. pour dépréciat° immobilisations*		
39...	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours*		
481...	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		
49...	*Prov. dépréc. comptes de tiers*		
59...	*Prov. dépréc. comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	75 000,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*123 577,00*	*0,00*

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R1068 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	**1 245 841,51**	**947 091,64**	**2 681 615,31**	**44 019,22**	**4 918 567,68**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II	**4 571 960,18**
Ressources propres disponibles	IV	**4 918 567,68**
Solde	V = IV – II (3)	**346 607,50**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – ENTREES	A10.1

A10.1 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
17/01/2020	MATERIEL SALLE MULTIFONCTIONNELLE BARROISE	303 003,22	37 431,08	10
21/01/2020	PROVISION TRAVAUX CHAUFFAGE PISCINE LIGNY	1 973,97	0,00	0
21/01/2020	PROVISION TRAVAUX CHAUFFAGE HOTEL COMMUNAUTAIRE	106,36	0,00	0
21/01/2020	PROVISION TRAVAUX CHAUFFAGE BATIMENTS CULTURELS	5 733,13	0,00	0
21/01/2020	PROVISION TRAVAUX CHAUFFAGE PISCINE BAR LE DUC	9 976,92	0,00	0
21/01/2020	PROVISION TRAVAUX CHAUFFAGE STADES GYMNASES	4 800,28	0,00	0
21/01/2020	PROVISION TRAVAUX CHAUFFAGE OFFICE TOURISME	1 678,52	0,00	0
04/02/2020	CANDELABRES CAMPING BLD	10 500,00	0,00	10
04/02/2020	COUVERTURE FOSSE STEEPLE STADE JEAN BERNARD	7 652,41	0,00	5
04/02/2020	ASPIRATEUR EAU ET POUSSIERE NILFISK	864,00	0,00	5
04/02/2020	BARRIERE LEVANTE NICE L10BAR STADE JEAN BERNARD	6 102,00	0,00	0
04/02/2020	CHAUFFE-EAU SOUS EVIER MURAL 15L STADE JEAN BERNA	912,00	0,00	0
04/02/2020	SUPPORT POUR ECRAN ERARD STANDIT 600	281,95	0,00	1
04/02/2020	SYSTÈME AUDIOCONFÉRENCE SIP-POLYCOM	830,70	0,00	3
04/02/2020	ECRAN PROMETHEAN	4 905,00	0,00	3
04/02/2020	ORDINATEUR DELL VOSTRO 3580 MATRICULE 6LT3CV2 -12	732,00	0,00	3
04/02/2020	ORDINATEUR DELL VOSTRO 3580 MATRICULE GON3CV2 -121	732,00	0,00	3
04/02/2020	VESTIAIRES PERSONNEL	755,04	0,00	10
04/02/2020	OUTILLAGES	2 679,46	0,00	5
04/02/2020	2 LOTS DE 3 GRILLES AUTOPORTEUSES	496,80	0,00	1
04/02/2020	DEFIBRILLATEUR	1 654,56	0,00	5
04/02/2020	PENDRILLONS	3 772,01	0,00	5
04/02/2020	BARRIÈRES POLICE (40)	1 761,60	0,00	5
04/02/2020	BARRIÈRES POLIPRO 10	993,60	0,00	5
04/02/2020	6 CORBEILLES ANTHRACITES DE 110 L	3 139,20	0,00	5
04/02/2020	3 CENDRIERS SUR PIEDS 2.5L	683,78	0,00	5
04/02/2020	ELÉMENT DE STRUCTURE TRI SÉRIE SX 290	2 376,72	0,00	5
05/02/2020	2019 MATERIEL INFORMATIQUE	205,39	8 934,12	3
14/02/2020	DÉMONTAGE ANCIENNE TOITURE ET POSE NOUVELLE SITE C	6 200,00	0,00	15
14/02/2020	ECRAN INTERACTIF TACTILE ANDROID SPEECHI	8 856,95	0,00	3
19/02/2020	FOND CONCOURS 2018 LONGEAUX - RESTAURATION STATUE	2 000,18	0,00	15
19/02/2020	FOND CONCOURS 2018 LIGNY EN BARROIS - AIRE DE JEUX	2 500,00	0,00	15
19/02/2020	FONDS CONCOURS 2019 RENOVATION FACADE MAIRIE CHARD	8 541,00	0,00	15
19/02/2020	FOND CONCOURS 2019 - LIGNY EN BARROIS - CRÉATION S	12 000,00	0,00	15
19/02/2020	SUBV. PME/TPE 2019 - EPIL ET FACE	1 500,00	0,00	5
19/02/2020	SUBV. PME/TPE 2018 - LA PASSION DES ETOFFES	1 377,00	0,00	5
19/02/2020	SUBV. PME/TPE 2018 - SPEED LASER	7 500,00	0,00	5
27/02/2020	RESTAURATION DU CADRE EN BOIS ET STUC DORÉ D'UN TA	2 520,00	0,00	0
27/02/2020	TERRASSEMENT BORDURE SAUTOIR STADE SAINTE CATHERI	5 640,00	0,00	0
27/02/2020	SAXOPHONE SOPRANO ET GUITARE ALHAMBRA	824,80	0,00	5
27/02/2020	SAXOPHONE SOPRANO ET GUITARE ALHAMBRA	1 175,20	0,00	5
27/02/2020	2 ROLLUPS	372,00	0,00	1
27/02/2020	STORES MEDIATHEQUE LIGNY	1 356,00	0,00	5
11/03/2020	SUBV PME/TPE 2018 - JF MUSIC	2 174,00	0,00	5
12/03/2020	SUBV. PME/TPE 2018 - GARDIENS DU TEMPLE	3 411,00	0,00	5

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
12/03/2020	SUBV. PME/TPE 2018 - FOLIES DOUCES	443,00	0,00	5
12/03/2020	SUBV. PME/TPE 2018 - GARDIENS DU TEMPLE	1 125,00	0,00	5
12/03/2020	SUBV. PME/TPE 2018 - FOLIES DOUCES	7 500,00	0,00	5
20/03/2020	PORTABLES	257,88	0,00	3
23/03/2020	ACQUISITION IMMEUBLE BAUMANN DYCHKOF	111 468,33	0,00	0
23/03/2020	TABLE 120X70 CHÊNE CLAIR, PIÉTEMENT NOIR 9005	6 071,16	0,00	10
23/03/2020	IMMEUBLE BAUMMAN ET JOBLOT	62 527,38	0,00	0
27/03/2020	FONDS CONCOURS 2018 MISE EN VALEUR ABORDS DE LAVOI	8 034,94	0,00	15
27/03/2020	FOND CONCOURS 2019 INSTALLATION CHAUFFAGE MAISON T	11 286,27	0,00	15
27/03/2020	FONDS CONCOURS 2019 REMPLACEMENT MENUISERIE SACRIS	3 250,67	0,00	15
27/03/2020	TOITURE BAT. 5 ET 6 - GDV GIV	4 320,00	0,00	50
01/04/2020	BLOC MODULAIRE + CAPTEUR CONTROLE AIRE	923,00	0,00	5
01/04/2020	3 ONDULEURS	627,00	0,00	3
01/04/2020	2020 MATERIEL INFORMATIQUE	18 061,60	0,00	3
01/04/2020	FAUTEUIL BUREAU	262,80	0,00	1
01/04/2020	BUREAU, CAISSON BOUT DE BUREAU ET CHAISES	102,24	0,00	1
01/04/2020	BUREAU, CAISSON BOUT DE BUREAU ET CHAISES	630,00	0,00	10
02/04/2020	SUBV PME/TPE 2019 MC LORRAINE	5 000,00	0,00	5
06/04/2020	FOURNITURE ET POSE CABLE ECRAN SALLE POETE	7 219,23	0,00	10
20/04/2020	SWITCH HPE 1920	1 471,20	0,00	3
21/04/2020	SOUNDSTATION 2 EVOLUTIVE KIT ALIM.SECTEUR MICRO	537,85	0,00	3
22/04/2020	FOND CONCOURS 2018 ACCESSIBILITE EGLISE MAIRIE	10 355,20	0,00	15
22/04/2020	FC 2018 AMENAGEMENT AIRE DE JEUX LONGEVILLE	3 690,00	0,00	15
22/04/2020	FC 2019 CREATION SKATE PARK A LONGEVILLE	13 407,84	0,00	15
23/04/2020	FONDS CONCOURS 18 ACCESSIBILITE BATIMENT COMMUNAUX	12 229,75	0,00	15
23/04/2020	SUBV. PME/TPE 2019 - ENTREPRISE GARNIER ACQUISITIO	3 353,00	0,00	5
28/04/2020	IN20003001 - LICENCE WINDOWS 10 PRO	67,57	0,00	1
28/04/2020	PC PORTABLE 17P	649,33	0,00	3
04/05/2020	SUBV PME TPE 2019 SALON EVOLUTIF	695,00	0,00	5
05/05/2020	SECHE CHEVEUX REZ VENDAVAL FIXE	969,00	0,00	5
06/05/2020	SOLDE VERSEMENT CONVENTION DE MANDAT CFHVS - C	25 080,00	0,00	5
14/05/2020	FC 2018 - CHARDOGNE - ACCESSIBILITÉ CIMEMTIERE	36 916,18	0,00	15
14/05/2020	SUBV PME TPE 2019 ACQUISITION MATERIEL	4 709,00	0,00	5
18/05/2020	IN20005401 - VISIO 2016 STANDARD	267,00	0,00	2
18/05/2020	IN20005501 - WINDOWS 10 PRO	328,02	0,00	2
19/05/2020	NANOSTATION UBIQUITI M5	436,83	0,00	3
26/05/2020	UBIQUITI NANOSTATION NSM5 POINT D'ACCÈS 5 GHZ BLAN	274,20	0,00	1
02/06/2020	CHALET ACCUEIL CAMPING BAR LE DUC	25 680,00	0,00	15
09/06/2020	RENOUVELLEMENT POMPE N°2	3 695,78	0,00	5
09/06/2020	SPEAKERPHONE BLUETOOTH JABRA 810 UC	381,60	0,00	1
09/06/2020	SCIE CIRCULAIRE	707,58	0,00	5
15/06/2020	MISE EN PLACE D'UN TRAITEMENT D'EAU GYMNASE CÔTE	9 016,80	0,00	0
15/06/2020	HORLOGE SUR EXTRACTEUR ESPACE PI BAR	1 425,84	0,00	0
15/06/2020	MARCHE 2019 20 TELEPHONIE SANS FIL CENTRES NAUTIQU	24 994,20	0,00	3
15/06/2020	2 LAVE LINGE	1 198,00	0,00	5
16/06/2020	DL19-00121P - SUBV. PME/TPE 2019 - BOULANGERIE ROB	4 980,00	0,00	5
25/06/2020	REHABILITATION MAIRIE CULEY	15 429,71	4 112,00	15
26/06/2020	REFECTION PARTIE DE L'ANCIENNE VOIE CH. DE POPEY	45 678,00	0,00	5
30/06/2020	ÉQUIPEMENT SYSTÈME CONFÉRENCE	26 863,46	0,00	3
30/06/2020	EVIER MEUBLE LOCAL REPOS	428,99	0,00	1
02/07/2020	ZONE 3 FONTAINES	37 814,46	0,00	5
09/07/2020	BRCHT NEUF EP 1 RUELLE DE L ASILE A CHARDOGNE	1 798,56	0,00	25
09/07/2020	RESTAURATION TABLEAU FISCHER	1 990,00	0,00	0
09/07/2020	BARRIÈRE DE SIGNALISATION	2 304,00	0,00	5

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
22/07/2020	SUBVENTION INVESTISSEMENT 2020	8 500,00	0,00	5
27/07/2020	RESTO DU COEUR ALARME INCENDIE ET BAES	2 812,27	0,00	0
27/07/2020	COMMANDE DE MATÉRIELS PHOTOGRAPHIQUE	453,30	0,00	1
28/07/2020	PARE BALLONS RABATTABLE GYMNASE VERNET	2 801,76	0,00	5
05/08/2020	VIDEO PROTECTION VELAINES	6 326,35	0,00	15
05/08/2020	FDC 2019 ROBERT ESPAGNE	7 625,50	0,00	15
05/08/2020	SUBV. PME/TPE 2019 BOUCHERIE DUPUIS - LUKALOU	5 000,00	0,00	5
05/08/2020	SUBV. PME/TPE 2019 PAUSE COIFFURE	1 945,00	0,00	5
05/08/2020	SUBV. PME/TPE 2019 ENTREPRISE LECONTE	1 800,00	0,00	5
05/08/2020	SUBV. PME/TPE 2019 BOUCHERIE DUPUIS LUKALOU	1 469,00	0,00	5
05/08/2020	SUBV. PME/TPE 2019 PAUSE COIFFURE	2 803,00	0,00	5
05/08/2020	VIDÉOPROJECTEUR VIEWSONIC PRO8800WUL	1 437,47	0,00	3
06/08/2020	IN20011901 - 1 LICENCE WIN 10 PRO	46,55	0,00	1
11/08/2020	ACHAT MOBILIER DE BUREAU	273,60	0,00	1
11/08/2020	ACHAT MOBILIER DE BUREAU	697,92	0,00	10
11/08/2020	ACHAT MOBILIER DE BUREAU	772,63	0,00	10
17/08/2020	FOURNITURE POSE BLOC PORTE LOCAL RESTO DU COEUR	1 616,40	0,00	0
17/08/2020	BOITIER RESEAU AIRFIBER 5XHD	880,20	0,00	3
17/08/2020	FAUTEUILS DE BUREAU	660,00	0,00	10
19/08/2020	HUMIDIFICATEUR R940	698,24	0,00	5
25/08/2020	SIGNALISATION ZA TROIS FONTAINES	3 270,34	0,00	5
01/09/2020	FONDS DE CONCOURS 2018 BAR LE DUC MENUISERIE J COC	14 739,90	0,00	15
02/09/2020	ARMOIRE BUREAU PRÉVENTEUR	469,32	0,00	1
09/09/2020	LOGITECH MEET-UP APPAREIL DE VIDEO CONFERENCE	1 046,40	0,00	3
09/09/2020	10 WEBCAM MICROSOFT LIFECAM FOR BUSINESS	621,96	0,00	3
09/09/2020	9 APPLE IPAD 10,2" RETINA 32GO WI-FI GRIS SIDÉRAL	3 553,63	0,00	3
09/09/2020	3 SAMSUNG GALAXY TAB A 2019 4G WIFI	749,64	0,00	3
10/09/2020	VEHICULE RIFTER HDI BI BAR	15 533,83	0,00	6
11/09/2020	SOUSCRITPION CAPITAL SPL GESTION LOCALE	100,00	0,00	0
22/09/2020	POSE TOITURE SUR ABRI AIRE DE GIV	17 280,00	0,00	15
22/09/2020	TRACEUSE - GRACO FIELDLAZER S90	1 134,30	0,00	5
22/09/2020	TRACEUSE - GRACO FIELDLAZER S90 STADE SAINTE CATHE	1 134,30	0,00	5
25/09/2020	ACHAT VEHICULE OCCASION RENAULT KANGOO	18 102,45	0,00	6
01/10/2020	SUBV. PME TPE 2019 - ANSERMIER	1 481,00	0,00	5
01/10/2020	SUBV. PME/TPE 2019 - GREG AUTO	3 669,00	0,00	5
01/10/2020	SUBV. PME/TPE 2019 - LIBRAIRIE LA FABRIQUE	7 500,00	0,00	5
02/10/2020	VENTE EURO SYMB MAISON DE SANTE COTE ST CATHERINE (2020B0-21318-186)	520 000,00	0,00	0
06/10/2020	MASSES FILTRANTES CRÉPINE BASSIN NATATAION LEB	17 131,20	0,00	0
06/10/2020	REMPLACEMENT MASSES FILTRANTES ET CREPINES PI BAR	17 922,00	0,00	0
06/10/2020	PASSERELLE DE GESTION HOTSPOT WIFI	1 941,60	0,00	3
06/10/2020	4 GITABOX	4 416,00	0,00	3
06/10/2020	ACHAT D'UN FAUTEUIL DE BUREAU	457,37	0,00	1
06/10/2020	MOBILIER EXAMEN MEDICAL	714,56	0,00	10
06/10/2020	ACHAT BATTERIE / CYMBALES	1 025,83	0,00	5
07/10/2020	SUBV. PME TPE 2019 - 4 RUNNERS	3 669,00	0,00	5
13/10/2020	TRAVAUX DE VOIRIE IMPASSE DES LETTRES	160 497,58	0,00	5
20/10/2020	AMENAGEMENT RN135	113 117,00	0,00	15
20/10/2020	SUBV. PME TPE 2019 - CASSE AUTO SALARIS	5 000,00	0,00	5
20/10/2020	MISE EN PLACE DE VARIATEUR DE FRÉQUENCE POMPES	5 566,57	0,00	0
20/10/2020	MOBILIER FAUTEUIL SCOTT NOIR RH	225,00	0,00	1
20/10/2020	MOBILIER BUREAU ET FAUTEUIL RH	292,20	0,00	1
20/10/2020	MOBILIER BUREAU ET CHAISE RH	789,30	0,00	10
20/10/2020	MOBILIER ARMOIRE RIDEAUX RH	307,55	0,00	1
20/10/2020	PIANO KAWAI CN 17	886,40	0,00	5
20/10/2020	ROBOT NETTOYEUR MARINER CLUBLINER	7 494,00	0,00	5
21/10/2020	ANNONCE MOE CABINET MEDICAL EX LOGS PAUL ELUARD (2020B0-21318-207)	108,00	0,00	0
21/10/2020	ANNONCE TRAVAUX ESPACE MEDICO SOCIAL PAUL ELUARD (2020B0-21318-208)	1 728,00	0,00	0
27/10/2020	FONDS CONCOURS 2019 CHANTERAINE RESTRUCTURATION SA	0,00	0,00	15

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
04/11/2020	SIGNALISATION ZAE POPEY ENS B6	263,98	0,00	1
04/11/2020	SIGNALISATION ZAE POPEY PANNEAUX B6	388,67	0,00	1
04/11/2020	AUTO-LAVEUSE NILFISK SC351 STADE JEAN BERNARD	3 670,80	0,00	5
04/11/2020	MOBILIERS DE BUREAU STADE JEAN BERNARD	512,40	0,00	10
04/11/2020	INSTRUMENTS BATUCADA	1 099,00	0,00	5
04/11/2020	FLÛTES À BEC ET ENREGISTREUR AUDIO PORTABLE	1 158,33	0,00	5
04/11/2020	FLÛTES À BEC ET ENREGISTREUR AUDIO PORTABLE	687,50	0,00	5
04/11/2020	FLÛTES À BEC ET ENREGISTREUR AUDIO PORTABLE	565,83	0,00	5
04/11/2020	SYSTÈME DAMP-CHASER POUR PIANO	590,00	0,00	5
09/11/2020	FC 2017 MISE AUX NORMES ACCESSIBILITE ECOLE MAIRIE	15 234,92	0,00	15
10/11/2020	BRCHTS AEP SUITE DEPLACEMENT COMPTEUR 56 RUE	10 446,85	0,00	0
10/11/2020	TABLEAU ELEC. AIRE DE GIVRAUVAL	4 075,20	0,00	15
10/11/2020	1 FORD TRANSIT COURRIER TREND 1.0 SERVICE INFO	12 583,91	0,00	6
10/11/2020	BOITIER D ACCES SANS FIL UBIQUITI AIRFIBER 5XHD	805,80	0,00	1
10/11/2020	MEUBLE CAMPUS CONNECTE	417,60	0,00	1
10/11/2020	MEUBLES CAMPUS CONNECTE	1 233,60	0,00	10
10/11/2020	MEUBLES CAMPUS CONNECTE	648,00	0,00	10
10/11/2020	MEUBLES CAMPUS CONNECTE	371,52	0,00	10
13/11/2020	PROGRAMMATEUR BANQUETTE À BULLES	778,80	0,00	5
13/11/2020	FONTE DE VOIRIE / TAMPONS	1 776,00	0,00	5
13/11/2020	MOTEUR LAMBERT MSHE 90S6 POUR EXTRACTION AIR BACS	461,10	0,00	1
13/11/2020	POMPE DOSEUSE ECOPLUS 1L/H16B	378,00	0,00	1
13/11/2020	POMPE TRANSFERT ACIDE	1 140,00	0,00	5
24/11/2020	FONDS CONCOURS 2017 CHANTERAINE RESTRUCTURATION SA	43 469,26	0,00	15
24/11/2020	ETABLISSEMENT PLAN TOPO RESERVE INCENDIE (2020B0-21531-094)	2 649,60	0,00	0
24/11/2020	ANNONCE CONSTRUCTION RESERVE INCENDIE 3 FONTAINES (2020B0-21531-095)	108,00	0,00	0
24/11/2020	MOE ZONE ACTIVITE ECONOMIQUE 3 FONTAINES (2020B0-21531-096)	1 076,40	0,00	0
24/11/2020	HONORAIRES MO ASST AIRE GIVRAU (2020B0-21532-092)	2 040,00	0,00	0
24/11/2020	ETUDE RENOVATION FILIERE D'ASSAINISSEMENT (2020B0-21532-093)	3 600,00	0,00	0
24/11/2020	REMPLACEMENT DU SSI ET INTRUSION MEDIATHEQUE (2020B0-21731-090)	8 380,80	0,00	0
24/11/2020	ANNONCE TX SYSTEMES SECURITE INCENDIE MEDIATHEQUE (2020B0-21731-091)	864,00	0,00	0
24/11/2020	ANNONCE TX MISE EN PEINTURE STADE JEAN BERNARD (2020B0-21731-099)	108,00	0,00	0
24/11/2020	ANNONCE TX ETANCHEITE COUVERTURE GYMNASE TRONVILLE (2020B0-21731-277)	108,00	0,00	0
25/11/2020	SUBV. PME/TPE 2020 - AU PALET D OR	854,00	0,00	5
25/11/2020	SUBV. PME-TPE 2020 - PALET D'OR BY MARIE	612,00	0,00	5
27/11/2020	TRAINE DE DÉCOMPACTAGE ET DE BALAYAGE 'STADE JEAN	1 680,00	0,00	5
27/11/2020	BAIE ETERNUS DX100S5	28 167,34	0,00	3
27/11/2020	TRANSPALETTE PTE15N800 EDGE	2 122,58	0,00	5
27/11/2020	ENCEINTES FOCAL X 3	887,49	0,00	5
27/11/2020	PRO SYSTEM BOSE X 2	915,00	0,00	5
01/12/2020	BAR-LE-DUC / R D'AULNOIS / REHABILITAT OUVRAGE EP	6 519,35	0,00	15
01/12/2020	PC PORTABLE 17 POUCES I3 8 GO RAM 256 GO SSD WIN P	748,61	0,00	3
01/12/2020	FAUTEUIL TECKNET NOIR	330,00	0,00	1
02/12/2020	REPRISE PERIPHERIE TRIBUNE RUGBY STADE SAINTE CATH	9 600,00	0,00	15
08/12/2020	TAPIS DE GYMNASTIQUE SARNEIGE COMPACT ASSOCIATIF D	5 472,00	0,00	5
11/12/2020	FABRICATION INSTALLATION TABLE DE PIQUE NIQUE CAMP	750,00	0,00	3

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
11/12/2020	REPRISE PERIPHERIE PISTE ATHLETISME STADE JEAN BER	6 811,20	0,00	5
11/12/2020	COMPRESSEUR 150L TR20	576,30	0,00	5
11/12/2020	MACHINE DE RÉPARATION DE CD ET DVD	1 549,99	0,00	5
11/12/2020	PATIENCE, RIDEAUX CLEM LEB	1 875,12	0,00	5
11/12/2020	AVANCE SUBVENTION LA SUZANNE 2EME TRANCHE 1/3	88 770,00	88 770,00	0
Acquisitions à titre gratuit				
Mise à disposition				
Affectation				
Mises en concession ou affermage				
Divers				
21/10/2020	MAISON MEDICALE BATIMENT EX LOGEMENT PAUL ELUARD (2018B0-2313-152)	356 605,68	0,00	0
TOTAL GENERAL		**2 655 018,15**	**139 247,20**	

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – SORTIES	A10.2

A10.2 – ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
Cessions à titre onéreux							
Cessions à titre gratuit							
Mise à disposition							
Affectation							
Mises en concession ou affermage							
Mise à la réforme							
Divers							
TOTAL GENERAL		0,00					0,00

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN–ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT	B1.1

B1.1 – 8015 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT (art. L. 2313-1 6°, L. 5211-36 et L. 5711-1 du CGCT)

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**0,00**	**0,00**											**0,00**	**0,00**
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**481 571,00**	**433 415,00**											**0,00**	**16 052,00**
Axentia	2018	C	Carsat 2017	Carsat Nord Est	481 571,00	433 415,00	26,85	A	F	Taux fixe à 0,00%	0,000	F	Taux fixe à 0,00%	0,000	A-1	EUR	0,00	16 052,00
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					**4 193 710,24**	**4 102 440,61**											**63 671,71**	**62 769,63**
Axentia	2019	X	5173212 - P05 - Pret Locatif social	Caisse des Dépots et Consignations	3 423 210,24	3 360 440,61	36,27	A	V	Livret A + 1,11%	1,860	V	Livret A + 1,11%	1,610	A-1	EUR	63 671,71	62 769,63
OPH de la Meuse	2020	X	5301062 - P08 - Pret Amelioration & Rehabilitation	Caisse des Dépots et Consignations	96 000,00	96 000,00	24,02	A	V	Livret A - 0,25%	0,501	V	Livret A - 0,25%	0,250	A-1	EUR	0,00	0,00
OPH de la Meuse	2020	X	5330803 - P24 - Prêt haut de bilan bonifié	Caisse des Dépots et Consignations	40 000,00	40 000,00	29,60	A	F	Taux fixe à 1,10%	1,103	F	Taux fixe à 1,10%	1,100	A-1	EUR	0,00	0,00
OPH de la Meuse	2021	X	5330805 - P08 - Pret Amelioration & Rehabilitation	Caisse des Dépots et Consignations	28 500,00	0,00	24,58	A	V	Livret A + 0,60%	1,100	V	Livret A + 0,60%	1,100	A-1	EUR	0,00	0,00
OPH de la Meuse	2020	X	5341193 - P08 - Pret Amelioration & Rehabilitation	Caisse des Dépots et Consignations	510 000,00	510 000,00	24,60	A	V	Livret A - 0,25%	0,251	V	Livret A - 0,25%	0,250	A-1	EUR	0,00	0,00

COMMUNAUTÉ AGGLOMERATION BAR-LE-DUC - PRINCIPAL CA BLD - CA - 2020

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OPH de la Meuse	2020	X	5330804 - P08 - Pret Amelioration & Rehabilitation	Caisse des Dépots et Consignations	96 000,00	96 000,00	24,60	A	V	Livret A - 0,25%	0,251	V	Livret A - 0,25%	0,250	A-1	EUR	0,00	0,00
TOTAL GENERAL					**4 675 281,24**	**4 535 855,61**											**63 671,71**	**78 821,63**

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois ...).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT	B1.2

B1.2 – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio de l'article L. 2252-1 du CGCT		Valeur en euros
Total des annuités déjà garanties échues dans l'exercice (1)	A	16 052,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (2)	C	54 090,17
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A+ B + C - D**	**70 142,17**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**20 414 342,55**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)	**I / II**	**0,34**

(1) Hors opérations visées par l'article L. 2252-2 du CGCT.

(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**5,00**	**0,00**	**5,00**	**4,00**	**1,00**	**5,00**
Directeur général des services	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Directeur général adjoint des services	A	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53	A	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**71,00**	**2,12**	**73,12**	**64,12**	**9,00**	**73,12**
ADJOINT ADMINISTRATIF	C	8,00	0,71	8,71	8,71	0,00	8,71
ADJOINT ADMINISTRATIF PRINCIPAL 1ERE CLASSE	C	19,00	0,00	19,00	19,00	0,00	19,00
ADJOINT ADMINISTRATIF PRINCIPAL 2EME CLASSE	C	5,00	0,80	5,80	5,80	0,00	5,80
ATTACHE HORS CLASSE	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
ATTACHE PRINCIPAL TERRITORIAL	A	5,00	0,00	5,00	5,00	0,00	5,00
ATTACHE TERRITORIAL	A	16,00	0,00	16,00	11,00	5,00	16,00
REDACTEUR	B	4,00	0,61	4,61	2,61	2,00	4,61
REDACTEUR PRINCIPAL 1ERE CLASSE	B	7,00	0,00	7,00	7,00	0,00	7,00
REDACTEUR PRINCIPAL 2EME CLASSE	B	6,00	0,00	6,00	4,00	2,00	6,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		**88,00**	**7,90**	**95,90**	**88,90**	**7,00**	**95,90**
ADJOINT TECHNIQUE	C	26,00	4,96	30,96	30,96	0,00	30,96
ADJOINT TECHNIQUE PRINCIPAL DE 1ERE CLASSE	C	19,00	0,60	19,60	19,60	0,00	19,60
ADJOINT TECHNIQUE PRINCIPAL DE 2EME CLASSE	C	15,00	2,34	17,34	17,34	0,00	17,34
AGENT DE MAITRISE	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
AGENT DE MAITRISE PRINCIPAL	C	5,00	0,00	5,00	5,00	0,00	5,00
INGENIEUR	A	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
INGENIEUR PRINCIPAL	A	5,00	0,00	5,00	5,00	0,00	5,00
TECHNICIEN	B	9,00	0,00	9,00	3,00	6,00	9,00
TECHNICIEN PRINCIPAL 1ERE CLASSE	B	4,00	0,00	4,00	3,00	1,00	4,00
TECHNICIEN PRINCIPAL 2EME CLASSE	B	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**12,00**	**1,54**	**13,54**	**10,80**	**2,74**	**13,54**
CONSEILLER DES APS	A	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
EDUCATEUR DES APS	B	1,00	0,74	1,74	0,00	1,74	1,74
EDUCATEUR DES APS	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
EDUCATEUR DES APS PRINCIPAL 1ERE CLASSE	B	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
EDUCATEUR DES APS PRINCIPAL 2EME CLASSE	B	3,00	0,00	3,00	2,00	1,00	3,00
OPERATEUR DES APS PRINCIPAL	C	2,00	0,80	2,80	2,80	0,00	2,80

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
FILIERE CULTURELLE (h)		**34,00**	**3,99**	**37,99**	**33,89**	**4,10**	**37,99**
ADJOINT DU PATRIMOINE	C	1,00	2,15	3,15	3,15	0,00	3,15
ADJOINT DU PATRIMOINE PRINCIPAL 1ERE CLASSE	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
ADJOINT DU PATRIMOINE PRINCIPAL 2EME CLASSE	C	4,00	0,74	4,74	4,74	0,00	4,74
ASSISTANT D'ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE	B	0,00	0,30	0,30	0,00	0,30	0,30
ASSISTANT D'ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE PRINCIPAL 1ERE CLASSE	B	10,00	0,00	10,00	10,00	0,00	10,00
ASSISTANT D'ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE PRINCIPAL 2EME CLASSE	B	4,00	0,80	4,80	2,00	2,80	4,80
ASSISTANT DE CONSERVATION	B	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
ASSISTANT DE CONSERVATION PRINCIPAL DE 1ERE CLASSE	B	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
ASSISTANT DE CONSERVATION PRINCIPAL DE 2EME CLASSE	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
ATTACHE DE CONSERVATION DU PATRIMOINE	A	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
CHARGE DE COURS DE MUSIQUE SPECIALISE	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
CHARGE DE COURS DE MUSIQUE VACATAIRE	B	4,00	0,00	4,00	4,00	0,00	4,00
DIRECTEUR DU CIM	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
RESPONSABLE MEDIATHEQUE	A	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		**205,00**	**15,55**	**220,55**	**197,71**	**22,84**	**220,55**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N	C1.1

C1.1 – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
PM : Police.
OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :
3-a° : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.
3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.
3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).
3-2 : vacance temporaire d'un emploi.
3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.
3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.
3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.
3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.
38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.
47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels
110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.
110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.
A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	C2

C2 – LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER (articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 du CGCT)

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1). Toute personne a le droit de demander communication.

La nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3)				
Détention d'une part du capital				
-	GESTION PUBLIQUE LOCALE	SPL		100,00
-	SAVECOM			30 000,00
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
- Reconstruction résidence autonomie les coquillottes	AXENTIA			3 904 781,24
-	OPH			770 500,00
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
-	CENTRE INSTERCOMMUNAL D ACTION SOCIALE DE LA CA	CIAS		1 380 121,00
-	COMITE D ACTION SOCIALE DE LA CA	ASSOCIATION		30 519,00
-	OFFICE DU TOURISME	ASSOCIATION		309 676,25
Autres				

(1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPCI, syndicat etc... et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée ...).

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT	C3.1

C3.1 – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT

DESIGNATION DES ORGANISMES	DATE D'ADHESION	MODE DE FINANCEMENT (1)	MONTANT DU FINANCEMENT
Etablissements publics de coopération intercommunale			
Autres organismes de regroupement			
SYNDICAT DE NEUVILLE RIVE GAUCHE	11/12/2006	AU METRE CUBE UTILISE	0,00

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle, fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES PAR LA COMMUNE	C3.2

C3.2 – LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES (1)

Catégorie d'établissement	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	N° et date délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
CIAS	CENTRE INTERCOMMUNAL D ACTION SOCIALE DE LA CA	01/01/2013	-	SPA	Non

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE	C3.3

C3.3 – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

Catégorie d'établissement	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	N° et date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
ASSAINISSEMENT COMMUNAUTAIRE	ASSAINISSEMENT	01/01/2013	-	20003302500020	SPIC	Oui
EAU COMMUNAUTAIRE	EAU	01/01/2013	-	20003302500038	SPIC	Oui
ORDURES MENAGERES	ORDURES MENAGERES	01/01/2013	-	20003302500053	SPIC	Non
BATIMENT INDUSTRIEL	BATIMENT INDUSTRIEL	01/01/2013	-	20003302500061	SPIC	Oui
TRANSPORT	TRANSPORT	01/01/2013	-	20003302500079	SPIC	Non
CENTRE DES AFFAIRES	CENTRE DES AFFAIRES	01/01/2013	-	20003302500087	SPIC	Oui
LOTISSEMENTS	LOTISSEMENTS	10/12/2137	-	20003302500046	SPIC	Oui

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	C3.5

C3.5 – PRESENTATION AGREGÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES

1 – BUDGET PRINCIPAL

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (1)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	12 587 685,35	4 965 923,12	4 304 367,51	3 317 394,72
RECETTES	12 587 685,35	4 243 799,67	947 091,64	7 396 794,04
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	21 044 151,00	18 983 717,28	0,00	2 060 433,72
RECETTES	23 867 295,26	20 836 017,64	0,00	3 031 277,62

(1) Y compris les rattachements.

2 – BUDGETS ANNEXES (autant de tableaux que de budget) (1)

BUDGET : LOTISSEMENT CA BLD / N°SIRET : 20003302500046				
SECTION	**Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)**	**Réalisations - mandats ou titres (2)**	**Restes à réaliser au 31/12**	**Crédits annulés**
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	2 461 656,23	198 132,55	0,00	2 263 523,68
RECETTES	2 461 656,23	86 237,58	0,00	2 375 418,65
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	1 290 467,92	134 912,22	0,00	1 155 555,70
RECETTES	1 290 467,92	309 079,10	0,00	981 388,82

BUDGET : BATIMENT INDUSTRIEL CA BLD / N°SIRET : 20003302500061				
SECTION	**Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)**	**Réalisations - mandats ou titres (2)**	**Restes à réaliser au 31/12**	**Crédits annulés**
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	1 656 014,30	153 843,30	10 500,00	1 491 671,00
RECETTES	1 701 774,30	148 774,09	0,00	1 553 000,21
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	2 099 978,00	178 589,13	0,00	1 921 388,87
RECETTES	2 099 978,00	218 732,00	0,00	1 881 246,00

BUDGET : CENTRE DES AFFAIRES / N°SIRET : 20003302500087				
SECTION	**Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)**	**Réalisations - mandats ou titres (2)**	**Restes à réaliser au 31/12**	**Crédits annulés**
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	36 621,00	1 620,41	0,00	35 000,59
RECETTES	36 621,00	1 620,41	0,00	35 000,59
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	53 035,41	24 248,50	0,00	28 786,91
RECETTES	279 156,63	45 902,64	0,00	233 253,99

BUDGET : ORDURES MENAGERES CA BLD / N°SIRET : 20003302500053				
SECTION	**Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)**	**Réalisations - mandats ou titres (2)**	**Restes à réaliser au 31/12**	**Crédits annulés**
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	1 035 675,34	230 404,89	160 954,08	644 316,37
RECETTES	1 035 675,34	394 402,75	0,00	641 272,59
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	5 779 407,10	5 136 744,15	0,00	642 662,95
RECETTES	8 011 381,85	4 907 136,94	0,00	3 104 244,91

BUDGET : [M1] ASSAINISSEMENT CA BLD / N°SIRET : 20003302500020				
SECTION	**Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)**	**Réalisations - mandats ou titres (2)**	**Restes à réaliser au 31/12**	**Crédits annulés**
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	5 361 518,51	2 556 124,43	1 023 757,33	1 781 636,75
RECETTES	5 361 518,51	2 072 909,93	0,00	3 288 608,58
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	4 220 742,00	2 581 522,39	0,00	1 639 219,61
RECETTES	7 433 623,91	3 376 027,19	0,00	4 057 596,72

BUDGET : [M3] TRANSPORTS CA BDL / N°SIRET : 20003302500079				
SECTION	**Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)**	**Réalisations - mandats ou titres (2)**	**Restes à réaliser au 31/12**	**Crédits annulés**
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	532 090,49	271 087,04	33 684,00	227 319,45
RECETTES	902 854,62	320 662,80	3 633,89	578 557,93
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	2 907 069,00	2 458 602,27	0,00	448 466,73
RECETTES	3 914 221,56	2 787 100,29	0,00	1 127 121,27

BUDGET : [M4] EAU CA BDL / N°SIRET : 20003302500038				
SECTION	**Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)**	**Réalisations - mandats ou titres (2)**	**Restes à réaliser au 31/12**	**Crédits annulés**
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	4 584 929,79	1 443 000,24	1 058 375,59	2 083 553,96
RECETTES	4 584 929,79	2 545 534,52	0,00	2 039 395,27
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	4 719 555,00	4 094 665,67	0,00	624 889,33
RECETTES	5 901 485,33	4 688 631,34	0,00	1 212 853,99

(1) Ne sont pas pris en compte les CCAS et caisses des écoles, régies personnalisées ...qui sont des personnes morales distinctes de la commune ou de l'établissement de rattachement juridique.

(2) Y compris les rattachements.

3 – PRESENTATION AGRÉGÉE DU BUDGET PRIMITIF ET DES BUDGETS ANNEXES (avant la neutralisation des flux réciproques)

SECTION	**Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)**	**Réalisations - mandats ou titres (1)**	**Restes à réaliser au 31/12**	**Crédits annulés**
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	28 256 191,01	9 820 135,98	6 591 638,51	11 844 416,52
RECETTES	28 672 715,14	9 813 941,75	950 725,53	17 908 047,86
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	42 114 405,43	33 593 001,61	0,00	8 521 403,82
RECETTES	52 797 610,46	37 168 627,14	0,00	15 628 983,32
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	70 370 596,44	43 413 137,59	6 591 638,51	20 365 820,34
TOTAL GENERAL DES RECETTES	81 470 325,60	46 982 568,89	950 725,53	33 537 031,18

(1) Y compris les rattachements.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATION PRESENTATION AGREGÉE ET CONSOLIDÉE DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS ANNEXES	C3.5

4 – FLUX RECIPROQUES ENTRE LE BUDGET PRINCIPAL ET LES BUDGETS ANNEXES (Cf. liste des principales opérations en annexe de la M14) (1)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) La présentation de ce tableau des flux réciproques est facultative.

(2) Y compris les rattachements.

5 – PRESENTATION CONSOLIDEE DU BUDGET PRIMITIF ET DES BUDGETS ANNEXES (après la neutralisation des flux réciproques) (1)

SECTION	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Réalisations - mandats ou titres (2)	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
INVESTISSEMENT				
DEPENSES	28 256 191,01	9 820 135,98	6 591 638,51	11 844 416,52
RECETTES	28 672 715,14	9 813 941,75	950 725,53	17 908 047,86
FONCTIONNEMENT				
DEPENSES	42 114 405,43	33 593 001,61	0,00	8 521 403,82
RECETTES	52 797 610,46	37 168 627,14	0,00	15 628 983,32
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	70 370 596,44	43 413 137,59	6 591 638,51	20 365 820,34
TOTAL GENERAL DES RECETTES	81 470 325,60	46 982 568,89	950 725,53	33 537 031,18

(1) La présentation de ce tableau est obligatoire si celui des flux réciproques est produit.

(2) Y compris les rattachements.

IV – ANNEXES	IV
DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DE CONTRIBUTIONS DIRECTES	D1

D1 – TAUX DE CONTRIBUTIONS DIRECTES

Libellés	Bases notifiées (si connues à la date de vote)	Variation des bases/N-1 (%)	Taux appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%)	Variation de taux/N-1 (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit/N-1 (%)
Taxe d'habitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TFPB	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TFPNB	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
CFE	12 031 000,00	100,03	24,32	0,00	2 925 939,00	100,03
TOTAL	**0,00**	**0,00**			**0,00**	**0,00**

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) .
A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session .
A , le

Les membres de l'assemblée délibérante (2),

ABBAS GERARD	
ACHARD EMILIE	
AUBRY ALEXANDRE	
BARBIERI CLAUDINE	
BEAUFORT LIONEL	
BENSAADI-TRAMONTANA ATIKA	
BERNARD PATRICK	
BERTRAND MARIE-France	
BOUCHOT JULIETTE	
BRIAT DANIEL	
BRIEY FRANCK	
CAMONIN PASCALE	
CHAMPION PATRICIA	
CHARDIN JEROME	
COLLIGNON FABRICE	
DEJAIFFE BENOIT	
DELVERT BERNARD	
DEPREZ MARC	
EL HAOUTI FATIMA	
ENCHERY LYDERIC	
FAYS MICHEL	

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

FILLON GERARD	
FLEURANT LUC	
FRANZ SEBASTIEN	
GALOPIN CHRISTOPHE	
GATINOIS FRANCOIS	
GERARD PHILIPPE	
GILLET SYLVAIN	
GUERQUIN ELISABETH	
GUYOT JEAN-MICHEL	
HACQUIN BENOIT	
HAUET ALAIN	
HIBOUR ATISSAR	
HORNBERGER MARIE-JOSEE	
JOLY MARTINE	
JOURON FRANCIS	
KNAVIE LOUP	
LAGABE MICHEL	
LEMOINE JEAN-PAUL	
MATHIEU NATHALIE	
MAYEUR CELINE	
MICHEL GERALD	
MIDON JEAN-CLAUDE	
MOLET ANNE	
NAVELOT MARIE-FRANCOISE	
NICOLAS SERGE	
OBARA JEAN-LUC	
PANCHER BERTRAND	
PICHON PIERRE-ETIENNE	
PLATINI NATHALIE	

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

RAULOT MATHIAS	
REGNIER JEAN-PAUL	
REMOND VINCENT	
RIEBEL MICHEL	
ROUSSELOT MICHEL	
SIMON EMMANUELLE	
SUGG DIDIER	
VARINOT FABRICE	
VERLANT FREDERIC	
VIARD MICHEL	
VUILLAUME HERVE	
YUNG ANTHONY	

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.

(2) L'assemblée délibérante étant : .

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

Nombre de membres en exercice : 62
Nombre de membres présents : 49
Nombre de suffrages exprimés : 56
VOTES :
Pour : 56
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation : 01/04/2021

Présenté par Madame la Présidente (1),
A Bar-le-Duc, le 15 avril 2021

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session ordinaire
A Bar-le-Duc, le 15 avril 2021

Les membres de l'assemblée délibérante (2),

ABBAS GERARD	P☒ A☐ C☐ PR☐	
ACHARD EMILIE	P☒ A☐ C☐ PR☐	
AUBRY ALEXANDRE	P☒ A☐ C☐ PR☐	
BARBIERI CLAUDINE	P☒ A☐ C☐ PR☐	
BEAUFORT LIONEL	P☒ A☐ C☐ PR☐	
BENSAADI-TRAMONTANA ATIKA	P☐ A☐ C☐ PR☐	
BERNARD PATRICK	P☒ A☐ C☐ PR☐	
BERTRAND MARIE-France	P☒ A☐ C☐ PR☐	
BOUCHOT JULIETTE	P☒ A☐ C☐ PR☒	Procuration
BRIAT DANIEL	P☒ A☐ C☐ PR☐	
BRIEY FRANCK	P☒ A☐ C☐ PR☐	
CAMONIN PASCALE	P☐ A☐ C☐ PR☐	
CHAMPION PATRICIA	P☒ A☐ C☐ PR☐	
CHARDIN JEROME	P☒ A☐ C☐ PR☐	
COLLIGNON FABRICE	P☒ A☐ C☐ PR☒	Procuration
DEJAIFFE BENOIT	P☐ A☐ C☐ PR☐	
DELVERT BERNARD	P☒ A☐ C☐ PR☒	Procuration
DEPREZ MARC	P☒ A☐ C☐ PR☐	
EL HAOUTI FATIMA	P☒ A☐ C☐ PR☐	
ENCHERY LYDERIC	P☒ A☐ C☐ PR☐	Procuration

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

FAYS MICHEL	P ☒ A ☐ C ☐ PR ☐	Procuration.
FILLON GERARD	P ☒ A ☐ C ☐ PR ☐	
FLEURANT LUC	P ☒ A ☐ C ☐ PR ☐	
FRANZ SEBASTIEN	P ☒ A ☐ C ☐ PR ☐	
GALOPIN CHRISTOPHE	P ☐ A ☐ C ☐ PR ☐	
GATINOIS FRANCOIS	P ☒ A ☐ C ☐ PR ☐	
GERARD PHILIPPE	P ☐ A ☐ C ☐ PR ☐	
GILLET SYLVAIN	P ☒ A ☐ C ☐ PR ☐	
GUERQUIN ELISABETH	P ☒ A ☐ C ☐ PR ☐	
GUYOT JEAN-MICHEL	P ☒ A ☐ C ☐ PR ☐	
HACQUIN BENOIT	P ☒ A ☐ C ☐ PR ☐	
HAUET ALAIN	P ☒ A ☐ C ☐ PR ☐	
HIBOUR ATISSAR	P ☒ A ☐ C ☐ PR ☒	Procuration
HORNBERGER MARIE-JOSEE	P ☒ A ☐ C ☐ PR ☐	
JOLY MARTINE	P ☐ A ☐ C ☐ PR ☐	
JOURON FRANCIS	P ☒ A ☐ C ☐ PR ☐	
KNAVIE LOUP	P ☒ A ☐ C ☐ PR ☐	
LAGABE MICHEL	P ☒ A ☐ C ☐ PR ☐	
LEMOINE JEAN-PAUL	P ☐ A ☐ C ☐ PR ☐	
MATHIEU NATHALIE	P ☒ A ☐ C ☐ PR ☐	
MAYEUR CELINE	P ☒ A ☐ C ☐ PR ☐	
MICHEL GERALD	P ☒ A ☐ C ☐ PR ☐	
MIDON JEAN-CLAUDE	P ☒ A ☐ C ☐ PR ☐	
MOLET ANNE	P ☒ A ☐ C ☐ PR ☐	
NAVELOT MARIE-FRANCOISE	P ☒ A ☐ C ☐ PR ☐	
NICOLAS SERGE	P ☒ A ☐ C ☐ PR ☐	
OBARA JEAN-LUC	P ☒ A ☐ C ☐ PR ☐	
PANCHER BERTRAND	P ☒ A ☐ C ☐ PR ☐	
PICHON PIERRE-ETIENNE	P ☒ A ☐ C ☐ PR ☐	

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

PLATINI NATHALIE	P ☒ A ☐ C ☐ PR ☐	
RAULOT MATHIAS	P ☒ A ☐ C ☐ PR ☐	
REGNIER JEAN-PAUL	P ☒ A ☐ C ☐ PR ☐	
REMOND VINCENT	P ☒ A ☐ C ☐ PR ☐	
RIEBEL MICHEL	P ☒ A ☐ C ☐ PR ☐	
ROUSSELOT MICHEL	P ☒ A ☐ C ☐ PR ☐	
SIMON EMMANUELLE	P ☐ A ☐ C ☐ PR ☒	Procuration
SUGG DIDIER	P ☒ A ☐ C ☐ PR ☐	
VARINOT FABRICE	P ☒ A ☐ C ☐ PR ☐	
VERLANT FREDERIC	P ☒ A ☐ C ☐ PR ☐	
VIARD MICHEL	P ☒ A ☐ C ☐ PR ☐	
VUILLAUME HERVE	P ☒ A ☐ C ☐ PR ☐	
YUNG ANTHONY	P ☒ A ☐ C ☐ PR ☐	

Certifié exécutoire par Madame la Présidente, compte tenu de la transmission en préfecture, le 20 Avril 2021 .et de la publication le 20 Avril 2021

A Bar-le-Duc, le 19 Avril 2021

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme
(2) L'assemblée délibérante étant [illegible]

Légende : P (Pour), A (Abstention), C (Contre), PR (Procuration)

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE dont la population est de 3500 habitants et plus - COMMUNAUTÉ AGGLOMERATION BAR-LE-DUC (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE PRINCIPAL CA BLD (2)

Numéro SIRET : 20003302500079

POSTE COMPTABLE : BAR COLLECTIVITES

M 14

Compte administratif

voté par nature

BUDGET : [M3] TRANSPORTS CA BDL (3)

ANNEE 2020

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).
(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales (5)

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser 6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres 8
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 11
B2 - Balance générale du budget - Recettes 12

III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses 13
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes 15
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 16
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 17
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 18

IV - Annexes (6)

A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1) Sans Objet
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement Sans Objet
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement Sans Objet
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 19
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 23
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A2.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement Sans Objet
A2.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N Sans Objet
A2.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme Sans Objet
A2.9 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements 24
A4 - Etat des provisions Sans Objet
A5 - Etalement des provisions Sans Objet
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 25
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 26
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) Sans Objet
A7.2.1 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Fonctionnement (3) Sans Objet
A7.2.2 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Investissement (3) Sans Objet
A7.3.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (4) Sans Objet
A7.3.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (4) Sans Objet
A7.4.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement Sans Objet
A7.4.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées Sans Objet
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet
A10.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées 28
A10.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties 29
A10.3 - Opérations liées aux cessions Sans Objet
A10.4- Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées Sans Objet
A10.5 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties Sans Objet
A11 - Etat des travaux en régie Sans Objet
A12 - Emploi des crédits communautaires dans le cadre de la subvention globale Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B1.7 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions Sans Objet

B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents	Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents	Sans Objet
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale	Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel	Sans Objet
C1.2 - Actions de formation des élus	Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier	Sans Objet
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement	Sans Objet
C3.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
C3.5 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes	Sans Objet
C3.6 - Identification des flux croisés	Sans Objet

D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures

D1 - Décision en matière de taux de contributions directes	Sans Objet
D2 - Arrêté et signatures	30

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Il n'a cependant pas à être produit par les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (article L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cf. article R. 2313-3 du CCGT.

(4) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers.

(5) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « *Informations générales* » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(6) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Code INSEE	COMMUNAUTÉ AGGLOMERATION BAR-LE-DUC	CA
055029	[M3] TRANSPORTS CA BDL	2020

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	0
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 *in fine*) :	
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		
0.00	0.00	0.00	0.00

	Informations financières – ratios (2)	Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population	0.00	
2	Produit des impositions directes/population	0.00	
3	Recettes réelles de fonctionnement/population	0.00	
4	Dépenses d'équipement brut/population	0.00	
5	Encours de dette/population	0.00	
6	DGF/population	0.00	
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2)	0.00	
8	Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2)	0.00	
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2)	0.00	
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)	0.00	

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, ...) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

POUR MEMOIRE(1)

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (2) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- au niveau (2) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (3) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.
  - sans (4) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (5) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

(1) Rappeler les modalités relatives au vote du budget.

(2) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(3) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(4) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(5) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ..... du .....).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES		RECETTES	
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	A	2 458 602,27	G	2 787 100,29
	Section d'investissement	B	271 087,04	H	320 662,80
			+		+
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section de fonctionnement (002)	C	0,00 (si déficit)	I	1 098 538,56 (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	D	0,00 (si déficit)	J	582 569,62 (si excédent)
			=		=
	TOTAL (réalisations + reports)	= A+B+C+D	2 729 689,31	= G+H+I+J	4 788 871,27

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1)	Section de fonctionnement	E	0,00	K	0,00
	Section d'investissement	F	33 684,00	L	3 633,89
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F	33 684,00	= K+L	3 633,89

RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	= A+C+E	2 458 602,27	= G+I+K	3 885 638,85
	Section d'investissement	= B+D+F	304 771,04	= H+J+L	906 866,31
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F	2 763 373,31	= G+H+I+J+K+L	4 792 505,16

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées		Titres restant à émettre	
TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		E	0,00	K	0,00
011	Charges à caractère général		0,00		
012	Charges de personnel, frais assimilés		0,00		
014	Atténuations de produits		0,00		
65	Autres charges de gestion courante		0,00		
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00		
66	Charges financières		0,00		
67	Charges exceptionnelles		0,00		
70	Produits services, domaine et ventes div				0,00
73	Impôts et taxes				0,00
74	Dotations et participations				0,00
75	Autres produits de gestion courante				0,00
013	Atténuations de charges				0,00
76	Produits financiers				0,00
77	Produits exceptionnels				0,00
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		F	33 684,00	L	3 633,89
010	Stocks (4)		0,00		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations				0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00		0,00
13	Subventions d'investissement		0,00		3 633,89
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00		0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)		0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles		0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées		0,00		0,00

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
21	Immobilisations corporelles	33 684,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(2) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de compte, tant en dépenses qu'en recettes.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES	A2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charg. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	2 694 880,00	2 219 568,30	30 172,68	0,00	445 139,02
012	Charges de personnel, frais assimilés	81 696,00	76 980,54	3 792,00	0,00	923,46
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	260,00	0,00	0,00	0,00	260,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		2 776 836,00	2 296 548,84	33 964,68	0,00	446 322,48
66	Charges financières	7 200,00	5 258,35	1 069,94	0,00	871,71
67	Charges exceptionnelles	6 263,00	5 803,96	0,00	0,00	459,04
68	Dotations provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00			0,00
022	Dépenses imprévues	0,00				
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**2 790 299,00**	**2 307 611,15**	**35 034,62**	**0,00**	**447 653,23**
023	*Virement à la section d'investissement (2)*	*0,00*				
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*116 770,00*	*115 956,50*			*813,50*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (2)*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***116 770,00***	***115 956,50***			***813,50***
TOTAL		**2 907 069,00**	**2 423 567,65**	**35 034,62**	**0,00**	**448 466,73**
Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		(3) **0,00**				

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	1 800 000,00	1 849 070,94	0,00	0,00	-49 070,94
74	Dotations et participations	996 000,00	911 408,46	0,00	0,00	84 591,54
75	Autres produits de gestion courante	7 990,00	8 584,05	5 906,51	0,00	-6 500,56
Total des recettes de gestion courante		2 803 990,00	2 769 063,45	5 906,51	0,00	29 020,04
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	6 650,00	0,00	0,00	-6 650,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**2 803 990,00**	**2 775 713,45**	**5 906,51**	**0,00**	**22 370,04**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*11 693,00*	5 480,33			6 212,67
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (2)*	*0,00*	0,00			0,00
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***11 693,00***	***5 480,33***			***6 212,67***
TOTAL		**2 815 683,00**	**2 781 193,78**	**5 906,51**	**0,00**	**28 582,71**
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		(3) **1 098 538,56**				

(1) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(2) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.*

(3) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	24 120,00	9 324,00	0,00	14 796,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	362 364,49	122 371,09	33 684,00	206 309,40
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	**386 484,49**	**131 695,09**	**33 684,00**	**221 105,40**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	103 913,00	103 911,62	0,00	1,38
16	Emprunts et dettes assimilées	30 000,00	30 000,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
	Total des dépenses financières	**133 913,00**	**133 911,62**	**0,00**	**1,38**
45...	**Total des opé. pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses réelles d'investissement	**520 397,49**	**265 606,71**	**33 684,00**	**221 106,78**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (1)*	*11 693,00*	*5 480,33*		*6 212,67*
041	*Opérations patrimoniales (1)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	***11 693,00***	***5 480,33***		***6 212,67***
	TOTAL	**532 090,49**	**271 087,04**	**33 684,00**	**227 319,45**
	Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1	(2) **0,00**			

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	203 515,00	202 352,53	3 633,89	-2 471,42
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	**203 515,00**	**202 352,53**	**3 633,89**	**-2 471,42**
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	0,00	2 353,77	0,00	-2 353,77
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00	
	Total des recettes financières	**0,00**	**2 353,77**	**0,00**	**-2 353,77**
45...	**Total des opé. pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes réelles d'investissement	**203 515,00**	**204 706,30**	**3 633,89**	**-4 825,19**
021	*Virement de la sect° de fonctionnement (1)*	*0,00*			
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (1)*	*116 770,00*	*115 956,50*		*813,50*
041	*Opérations patrimoniales (1)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
	Total des recettes d'ordre d'investissement	***116 770,00***	***115 956,50***		***813,50***
	TOTAL	**320 285,00**	**320 662,80**	**3 633,89**	**-4 011,69**

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
	Pour information **R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1**	(2) **582 569,62**			

(1) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.*

(2) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

(3) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC...) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B1

1 – Mandats émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	2 249 740,98		2 249 740,98
012	Charges de personnel, frais assimilés	80 772,54		80 772,54
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	6 328,29	*0,00*	6 328,29
67	Charges exceptionnelles	5 803,96	*0,00*	5 803,96
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	*115 956,50*	115 956,50
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**2 342 645,77**	***115 956,50***	**2 458 602,27**
	Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1			**0,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	103 911,62	*5 480,33*	109 391,95
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	30 000,00	*0,00*	30 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
19	*Neutral. et régul. d'opérations (5)*		*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	9 324,00	*0,00*	9 324,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	122 371,09	*0,00*	122 371,09
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)*		*0,00*	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (5)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (5)*		*0,00*	0,00
3...	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement –Total	**265 606,71**	***5 480,33***	**271 087,04**
	Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1			**0,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	*0,00*
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	*0,00*
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes	1 849 070,94		1 849 070,94
74	Dotations et participations	911 408,46		911 408,46
75	Autres produits de gestion courante	14 490,56	*0,00*	14 490,56
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	6 650,00	*5 480,33*	12 130,33
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	*0,00*
Recettes de fonctionnement – Total		**2 781 619,96**	***5 480,33***	**2 787 100,29**
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1				**1 098 538,56**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	2 353,77	0,00	2 353,77
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	202 352,53	0,00	202 352,53
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
19	*Neutral. et régul. d'opérations*		*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	(9) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*115 956,50*	*115 956,50*
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)*		*0,00*	*0,00*
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	*0,00*
45...	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	*0,00*
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (4)*		*0,00*	*0,00*
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (4)*		*0,00*	*0,00*
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
Recettes d'investissement – Total		**204 706,30**	**115 956,50**	**320 662,80**
Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1				**582 569,62**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

III – VOTE DU BUDGET — III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES — A1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	**Charges à caractère général**	**2 694 880,00**	**2 219 568,30**	**30 172,68**	**0,00**	**445 139,02**
60611	Eau et assainissement	9 000,00	5 777,21	1 609,62	0,00	1 613,17
60612	Energie - Electricité	10 000,00	29 520,60	4 912,05	0,00	-24 432,65
60631	Fournitures d'entretien	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
60632	Fournitures de petit équipement	300,00	434,40	0,00	0,00	-134,40
6064	Fournitures administratives	300,00	150,28	0,00	0,00	149,72
6068	Autres matières et fournitures	2 000,00	-230,34	251,01	0,00	1 979,33
611	Contrats de prestations de services	2 512 000,00	2 098 068,12	0,00	0,00	413 931,88
6132	Locations immobilières	7 980,00	13 300,06	0,00	0,00	-5 320,06
6135	Locations mobilières	6 000,00	19 860,00	0,00	0,00	-13 860,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	4 000,00	20,54	0,00	0,00	3 979,46
615231	Entretien, réparations voiries	0,00	3 324,00	0,00	0,00	-3 324,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	2 000,00	8 627,94	0,00	0,00	-6 627,94
6156	Maintenance	13 000,00	13 840,46	0,00	0,00	-840,46
6161	Multirisques	800,00	249,36	0,00	0,00	550,64
617	Etudes et recherches	90 000,00	9 254,00	16 900,00	0,00	63 846,00
6231	Annonces et insertions	8 500,00	2 160,00	0,00	0,00	6 340,00
6257	Réceptions	0,00	101,31	0,00	0,00	-101,31
6262	Frais de télécommunications	0,00	598,58	0,00	0,00	-598,58
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	2 600,00	0,00	0,00	-2 600,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	14 000,00	9 150,29	6 500,00	0,00	-1 650,29
62875	Remb. frais aux communes membres du GFP	8 000,00	0,00	0,00	0,00	8 000,00
62878	Remb. frais à d'autres organismes	5 000,00	2 500,00	0,00	0,00	2 500,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	261,49	0,00	0,00	-261,49
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**81 696,00**	**76 980,54**	**3 792,00**	**0,00**	**923,46**
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	0,00	0,00	3 792,00	0,00	-3 792,00
6217	Personnel affecté par la commune membre	6 800,00	3 649,50	0,00	0,00	3 150,50
6218	Autre personnel extérieur	33 500,00	33 500,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement de transport	135,00	132,00	0,00	0,00	3,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	110,00	108,00	0,00	0,00	2,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	208,00	170,00	0,00	0,00	38,00
64111	Rémunération principale titulaires	22 067,00	21 628,48	0,00	0,00	438,52
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	2 227,00	2 179,44	0,00	0,00	47,56
64118	Autres indemnités titulaires	5 419,00	4 601,45	0,00	0,00	817,55
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	3 562,00	3 492,00	0,00	0,00	70,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	7 295,00	7 152,00	0,00	0,00	143,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	373,00	367,67	0,00	0,00	5,33
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**260,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**260,00**
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	250,00	0,00	0,00	0,00	250,00
65888	Autres	10,00	0,00	0,00	0,00	10,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65+656)		**2 776 836,00**	**2 296 548,84**	**33 964,68**	**0,00**	**446 322,48**
66	**Charges financières (b)**	**7 200,00**	**5 258,35**	**1 069,94**	**0,00**	**871,71**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	7 200,00	6 409,04	0,00	0,00	790,96
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	-1 150,69	1 069,94	0,00	80,75
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**6 263,00**	**5 803,96**	**0,00**	**0,00**	**459,04**
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	500,00	41,61	0,00	0,00	458,39
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	5 763,00	5 762,35	0,00	0,00	0,65
68	**Dotations provisions semi-budgétaires (d) (3)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (e)**	**0,00**				
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e		**2 790 299,00**	**2 307 611,15**	**35 034,62**	**0,00**	**447 653,23**
023	***Virement à la section d'investissement***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (4) (5) (6)***	***116 770,00***	***115 956,50***			***813,50***
6811	*Dot. amort. et prov. Immos incorporelles*	*116 770,00*	*115 956,50*			*813,50*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***116 770,00***	***115 956,50***			***813,50***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (7)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***116 770,00***	***115 956,50***			***813,50***

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		2 907 069,00	2 423 567,65	35 034,62	0,00	448 466,73
Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		0,00				

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (2)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	-80,75

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(3) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040.*

(5) Dont 675 et 676.

(6)Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES	A2

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	**Atténuations de charges**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
70	**Produits services, domaine et ventes div**	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
73	**Impôts et taxes**	**1 800 000,00**	**1 849 070,94**	**0,00**	**0,00**	**-49 070,94**
7342	Versement de transport	1 800 000,00	1 849 070,94	0,00	0,00	-49 070,94
74	**Dotations et participations**	**996 000,00**	**911 408,46**	**0,00**	**0,00**	**84 591,54**
7472	Participat° Régions	996 000,00	911 408,46	0,00	0,00	84 591,54
75	**Autres produits de gestion courante**	**7 990,00**	**8 584,05**	**5 906,51**	**0,00**	**-6 500,56**
752	Revenus des immeubles	7 980,00	6 650,06	2 078,15	0,00	-748,21
7588	Autres produits div. de gestion courante	10,00	1 933,99	3 828,36	0,00	-5 752,35
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013		**2 803 990,00**	**2 769 063,45**	**5 906,51**	**0,00**	**29 020,04**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**0,00**	**6 650,00**	**0,00**	**0,00**	**-6 650,00**
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0,00	6 650,00	0,00	0,00	-6 650,00
78	**Reprises provisions semi-budgétaires (d) (2)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d		**2 803 990,00**	**2 775 713,45**	**5 906,51**	**0,00**	**22 370,04**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4) (5)***	***11 693,00***	***5 480,33***			***6 212,67***
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*11 693,00*	*5 480,33*			*6 212,67*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (6)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		***11 693,00***	***5 480,33***			***6 212,67***
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)		**2 815 683,00**	**2 781 193,78**	**5 906,51**	**0,00**	**28 582,71**
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		**1 098 538,56**				

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(3) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040.*

(4) Dont 776.

(5) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES	B1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)	24 120,00	9 324,00	0,00	14 796,00
2031	Frais d'études	22 120,00	9 324,00	0,00	12 796,00
2033	Frais d'insertion	2 000,00	0,00	0,00	2 000,00
204	Subventions d'équipement versées (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (sauf opérations)	362 364,49	122 371,09	33 684,00	206 309,40
21318	Autres bâtiments publics	55 327,20	2 105,92	0,00	53 221,28
2135	Installations générales, agencements	36 268,00	2 268,00	15 768,00	18 232,00
2145	Construct° sol autrui - Installat° géné.	120 228,00	117 347,44	17 916,00	-15 035,44
2151	Réseaux de voirie	45 000,00	0,00	0,00	45 000,00
2152	Installations de voirie	18 541,29	0,00	0,00	18 541,29
21532	Réseaux d'assainissement	39 000,00	0,00	0,00	39 000,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	47 346,00	0,00	0,00	47 346,00
2183	Matériel de bureau et informatique	654,00	649,73	0,00	4,27
22	Immobilisations reçues en affectation (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	386 484,49	131 695,09	33 684,00	221 105,40
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	103 913,00	103 911,62	0,00	1,38
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	103 913,00	103 911,62	0,00	1,38
16	Emprunts et dettes assimilées	30 000,00	30 000,00	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	30 000,00	30 000,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
	Total des dépenses financières	133 913,00	133 911,62	0,00	1,38
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL DEPENSES REELLES	520 397,49	265 606,71	33 684,00	221 106,78
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*11 693,00*	*5 480,33*		*6 212,67*
	Reprises sur autofinancement antérieur (5)	*11 693,00*	*5 480,33*		*6 212,67*
13916	*Sub. transf cpte résult. Autres EPL*	*0,00*	*5 333,33*		*-5 333,33*
13918	*Autres subventions d'équipement*	*11 693,00*	*147,00*		*11 546,00*
	Charges transférées (6)	*0,00*	*0,00*		*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	*11 693,00*	*5 480,33*		*6 212,67*
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	532 090,49	271 087,04	33 684,00	227 319,45
	Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1	0,00			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définitions du chapitre d'opérations d'ordre, *DI 040=RF 042.*

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Dont 192.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041= RI 041.*

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES	B2

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	**Stocks**	0,00	0,00	0,00	0,00
13	**Subventions d'investissement**	203 515,00	202 352,53	3 633,89	-2 471,42
1316	Subv. transf. Autres E.P.L.	103 913,00	202 352,53	3 633,89	-102 073,42
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	99 602,00	0,00	0,00	99 602,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**(hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	**Immobilisations incorporelles**(sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	**Subventions d'équipement versées**	0,00	0,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles**	0,00	0,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation**	0,00	0,00	0,00	0,00
23	**Immobilisations en cours**	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	203 515,00	202 352,53	3 633,89	-2 471,42
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	0,00	2 353,77	0,00	-2 353,77
10222	FCTVA	0,00	2 353,77	0,00	-2 353,77
138	**Autres subvent° invest. non transf.**	0,00	0,00	0,00	0,00
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	0,00	0,00	0,00	0,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	0,00	0,00	0,00	0,00
26	**Participat° et créances rattachées**	0,00	0,00	0,00	0,00
27	**Autres immobilisations financières**	0,00	0,00	0,00	0,00
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	0,00		0,00	
	Total des recettes financières	0,00	2 353,77	0,00	-2 353,77
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL DES RECETTES REELLES	203 515,00	204 706,30	3 633,89	-4 825,19
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	*0,00*			
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4)***	*116 770,00*	*115 956,50*		*813,50*
28033	*Frais d'insertion*	*216,00*	*216,00*		*0,00*
28041412	*Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations*	*6 096,00*	*5 333,00*		*763,00*
28041481	*Subv.Cne : Bien mobilier, matériel*	*1 266,00*	*1 266,00*		*0,00*
281318	*Autres bâtiments publics*	*46 222,00*	*46 183,00*		*39,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*400,00*	*400,00*		*0,00*
28145	*Construct° sol autrui - Installat° géné.*	*533,00*	*360,00*		*173,00*
28152	*Installations de voirie*	*60 397,00*	*60 396,88*		*0,12*
281538	*Autres réseaux*	*87,00*	*87,00*		*0,00*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*490,00*	*490,00*		*0,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*0,00*	*161,62*		*-161,62*
28184	*Mobilier*	*563,00*	*563,00*		*0,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*500,00*	*500,00*		*0,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	*116 770,00*	*115 956,50*		*813,50*
041	***Opérations patrimoniales (5)***	*0,00*	*0,00*		*0,00*
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	*116 770,00*	*115 956,50*		*813,50*
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	320 285,00	320 662,80	3 633,89	-4 011,69
	Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1	582 569,62			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, *RI 040 = DF 042.*

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041= RI 041.*

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A2.2

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**600 000,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					600 000,00									
263VTransp9329937	Caisse d'épargne de Lorraine Champagne-Ardenne		05/02/2014	05/05/2014	600 000,00	V	Livret A + 1,45%	2,700	2,737	EUR	T	C	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat														
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**600 000,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

A2.2

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**397 500,00**					**30 000,00**	**6 409,04**	**0,00**	**912,59**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		397 500,00					30 000,00	6 409,04	0,00	912,59
263VTransp9329937	N	0,00	A-1	397 500,00	13,11	V	Livret A + 0,95%	1,450	30 000,00	6 409,04	0,00	912,59
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**397 500,00**					**30 000,00**	**6 409,04**	**0,00**	**912,59**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A2.4

A2.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	1	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	397 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A3

A3 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE			Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 500.00 €			2020-12-03
Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	**Catégories de biens amortis**	**Durée (en années)**	
	Frais liés à la réalisation des documents d'urbanisme et à la numérisation du cadastre	10	
L	Frais d'études, recherche, insertion si non réalisation du projet	5	15/12/2014
L	Subventions versées personnes publiques	15	15/12/2014
L	Subventions versées personnes privées	5	15/12/2014
L	Logiciels, licences	2	15/12/2014
L	Plantation d'arbres et d'arbustes sur terrains	15	15/12/2014
L	Matériel et outillage d'incendie et de défense civile	10	15/12/2014
L	Matériel et outillage (dont électroménager)	5	15/12/2014
L	Installations et agencement des locaux	15	15/12/2014
L	Installations électriques et téléphoniques	10	15/12/2014
L	Matériel de transport : véhicules légers et assimilés	6	15/12/2014
L	Matériel informatique	3	15/12/2014
L	Mobilier	10	15/12/2014
L	Cheptel	3	15/12/2014
L	Equipement de cuisine	10	15/12/2014

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A6.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**41 693,00**	I **35 480,33**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**30 000,00**	**30 000,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	30 000,00	30 000,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**11 693,00**	**5 480,33**
10...	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*11 693,00*	*5 480,33*
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**35 480,33**	**33 684,00**	**0,00**	**69 164,33**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A6.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)		Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**116 770,00**	**III**	**118 310,27**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**		**2 353,77**
10222	FCTVA	0,00		2 353,77
10223	TLE	0,00		0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00		0,00
10228	Autres fonds	0,00		0,00
13146	Attributions de compensation d'investissement	0,00		0,00
13156	Attributions de compensation d'investissement	0,00		0,00
13246	Attributions de compensation d'investissement	0,00		0,00
13256	Attributions de compensation d'investissement	0,00		0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00		0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		**116 770,00**		**115 956,50**
15...	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26...	*Participations et créances rattachées*			
27...	*Autres immobilisations financières*			
28...	*Amortissement des immobilisations*			
28033	*Frais d'insertion*	*216,00*		*216,00*
28041412	*Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations*	*6 096,00*		*5 333,00*
28041481	*Subv.Cne : Bien mobilier, matériel*	*1 266,00*		*1 266,00*
281318	*Autres bâtiments publics*	*46 222,00*		*46 183,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*400,00*		*400,00*
28145	*Construct° sol autrui - Installat° géné.*	*533,00*		*360,00*
28152	*Installations de voirie*	*60 397,00*		*60 396,88*
281538	*Autres réseaux*	*87,00*		*87,00*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*490,00*		*490,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*0,00*		*161,62*
28184	*Mobilier*	*563,00*		*563,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*500,00*		*500,00*
29...	*Prov. pour dépréciat° immobilisations*			
39...	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours*			
481...	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
49...	*Prov. dépréc. comptes de tiers*			
59...	*Prov. dépréc. comptes financiers*			
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*		*0,00*

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R1068 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	**118 310,27**	**3 633,89**	**582 569,62**	**0,00**	**704 513,78**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II	**69 164,33**
Ressources propres disponibles	IV	**704 513,78**
Solde	V = IV – II (3)	**635 349,45**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – ENTREES	A10.1

A10.1 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
21/01/2020	PROVISION TRAVAUX CHAUFFAGE BATIMENT BRADFER	2 105,92	0,00	0
04/02/2020	REMPLACEMENT CHAUDIERE DEPOT BRADFER	2 268,00	0,00	10
16/04/2020	SANITAIRES BOUT DE LIGNE	117 347,44	0,00	0
04/06/2020	2020 MATERIEL INFORMATIQUE	649,73	0,00	3
Acquisitions à titre gratuit				
Mise à disposition				
Affectation				
Mises en concession ou affermage				
Divers				
TOTAL GENERAL		**122 371,09**	**0,00**	

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – SORTIES	A10.2

A10.2 – ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
Cessions à titre onéreux							
Cessions à titre gratuit							
Mise à disposition							
Affectation							
Mises en concession ou affermage							
Mise à la réforme							
Divers							
TOTAL GENERAL		0,00					0,00

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) .
A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session .
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.
(2) L'assemblée délibérante étant : .

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 20003302500020	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT BUDGET ASSAINISSEMENT dont la population est de 3500 habitants et plus COMMUNAUTÉ AGGLOMERATION BAR-LE-DUC

POSTE COMPTABLE DE : BAR COLLECTIVITES

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 49 (1)

Compte administratif

BUDGET : [M1] ASSAINISSEMENT CA BLD (2)

ANNEE 2020

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 42, M. 43, M. 44 ou M. 49.

(2) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 4

II - Présentation générale du compte administratif

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser 5
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 7
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 8
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

III - Vote du compte administratif

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 11
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 13
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 14
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 15
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 16

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 17
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 23
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 24
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement Sans Objet
A1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N Sans Objet
A1.8 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 25
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations Sans Objet
A3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
A4.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 26
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 27
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A5.3.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement Sans Objet
A5.3.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet
A8.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées 28
A8.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties 30
A8.3 - Opérations liées aux cessions Sans Objet
A9.1 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées Sans Objet
A9.2 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties Sans Objet
A10 - Etat des travaux en régie Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget 31
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.5 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet
C4 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 32

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L.5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement).
- budgétaires (délibération n° ..... du .....).

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section d'exploitation	A 2 581 522,39	G 3 376 027,19	G-A 794 504,80
	Section d'investissement	B 2 556 124,43	H 2 072 909,93	H-B -483 214,50
		+	+	
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section d'exploitation (002)	C 0,00 (si déficit)	I 4 234 019,91 (si excédent)	
	Report en section d'investissement (001)	D 0,00 (si déficit)	J 1 684 497,39 (si excédent)	
		=	=	
		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
TOTAL (réalisations + reports)		P= A+B+C+D 5 137 646,82	Q= G+H+I+J 11 367 454,42	=Q-P 6 229 807,60

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (2)	Section d'exploitation	E 0,00	K 0,00
	Section d'investissement	F 1 023 757,33	L 0,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F 1 023 757,33	= K+L 0,00

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
RESULTAT CUMULE	Section d'exploitation	= A+C+E 2 581 522,39	= G+I+K 7 610 047,10	5 028 524,71
	Section d'investissement	= B+D+F 3 579 881,76	= H+J+L 3 757 407,32	177 525,56
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F 6 161 404,15	= G+H+I+J+K+L 11 367 454,42	5 206 050,27

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION		E 0,00	K 0,00
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
014	Atténuations de produits	0,00	
65	Autres charges de gestion courante	0,00	
66	Charges financières	0,00	
67	Charges exceptionnelles	0,00	
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés	0,00	
70	Ventes produits fabriqués, prestations		0,00
73	Produits issus de la fiscalité		0,00
74	Subventions d'exploitation		0,00
75	Autres produits de gestion courante		0,00
013	Atténuations de charges		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		0,00
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		F 1 023 757,33	L 0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)	0,00	0,00

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	448 953,19	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	574 804,14	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00

(1) Indiquer le signe – si les dépenses sont supérieures aux recettes, et + si les recettes sont supérieures aux dépenses.
(2) Les restes à réaliser de la section d'exploitation correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en recettes qu'en dépenses.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES	A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (1)
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	1 043 115,00	509 177,46	329 784,70	0,00	204 152,84
012	Charges de personnel, frais assimilés	664 011,00	596 179,78	0,00	0,00	67 831,22
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	35 000,00	30 750,51	0,00	0,00	4 249,49
Total des dépenses de gestion courante		**1 742 126,00**	**1 136 107,75**	**329 784,70**	**0,00**	**276 233,55**
66	Charges financières	80 000,00	36 683,66	33 367,66	0,00	9 948,68
67	Charges exceptionnelles	203 921,00	170 800,08	0,00	0,00	33 120,92
68	Dotations aux provisions et dépréciat°(2)	0,00	0,00			0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00				
Total des dépenses réelles d'exploitation		**2 026 047,00**	**1 343 591,49**	**363 152,36**	**0,00**	**319 303,15**
023	*Virement à la section d'investissement (4)*	*1 298 668,00*				
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*896 027,00*	*874 778,54*			*21 248,46*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (uniquement en M44) (4)*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***2 194 695,00***	***874 778,54***			***1 319 916,46***
TOTAL		**4 220 742,00**	**2 218 370,03**	**363 152,36**	**0,00**	**1 639 219,61**
Pour information D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1		**0,00**				

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	0,00	1 570,57	0,00	0,00	-1 570,57
70	Ventes produits fabriqués, prestations	2 784 709,00	2 910 705,20	0,00	0,00	-125 996,20
73	Produits issus de la fiscalité(5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	40 000,00	103 025,76	0,00	0,00	-63 025,76
75	Autres produits de gestion courante	0,00	37,79	0,00	0,00	-37,79
Total des recettes de gestion courante		**2 824 709,00**	**3 015 339,32**	**0,00**	**0,00**	**-190 630,32**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	819,31	0,00	0,00	-819,31
78	Reprises sur provisions et dépréciations (2)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**2 824 709,00**	**3 016 158,63**	**0,00**	**0,00**	**-191 449,63**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*374 895,00*	359 868,56			15 026,44
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (uniquement en M44) (4)*	*0,00*	0,00			0,00
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***374 895,00***	***359 868,56***			***15 026,44***
TOTAL		**3 199 604,00**	**3 376 027,19**	**0,00**	**0,00**	**-176 423,19**
Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1		**4 234 019,91**				

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts desquels il convient de soustraire les crédits employés.
(2) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(3) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.
(5) Ce chapitre existe uniquement en M41, M43 et M44.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (1)
20	Immobilisations incorporelles	129 549,00	27 236,37	0,00	102 312,63
21	Immobilisations corporelles	2 027 708,24	563 715,76	448 953,19	1 015 039,29
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	2 254 366,27	1 031 056,72	574 804,14	648 505,41
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**4 411 623,51**	**1 622 008,85**	**1 023 757,33**	**1 765 857,33**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	491 000,00	490 284,15	0,00	715,85
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
Total des dépenses financières		**491 000,00**	**490 284,15**	**0,00**	**715,85**
45...	**Total des opérations pour compte de tiers (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**4 902 623,51**	**2 112 293,00**	**1 023 757,33**	**1 766 573,18**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*374 895,00*	*359 868,56*		*15 026,44*
041	*Opérations patrimoniales (2)*	*84 000,00*	*83 962,87*		*37,13*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***458 895,00***	***443 831,43***		***15 063,57***
TOTAL		**5 361 518,51**	**2 556 124,43**	**1 023 757,33**	**1 781 636,75**
Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1		**0,00**			

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
13	Subventions d'investissement	1 000 000,00	715 842,40	0,00	284 157,60
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**1 000 000,00**	**715 842,40**	**0,00**	**284 157,60**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (5)	398 326,12	398 326,12	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)(3)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**398 326,12**	**398 326,12**	**0,00**	**0,00**
45...	**Total des opérations pour le compte de tiers (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**1 398 326,12**	**1 114 168,52**	**0,00**	**284 157,60**
021	*Virement de la section d'exploitation (2)*	*1 298 668,00*			
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*896 027,00*	*874 778,54*		*21 248,46*
041	*Opérations patrimoniales (2)*	*84 000,00*	*83 962,87*		*37,13*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***2 278 695,00***	***958 741,41***		***1 319 953,59***
TOTAL		**3 677 021,12**	**2 072 909,93**	**0,00**	**1 604 111,19**
Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1		**1 684 497,39**			

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les crédits employés.
(2)*DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.*
(3) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.
(4) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
(5) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B1

1 – MANDATS EMIS (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	838 962,16		838 962,16
012	Charges de personnel, frais assimilés	596 179,78		596 179,78
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	30 750,51		30 750,51
66	Charges financières	70 051,32	*0,00*	70 051,32
67	Charges exceptionnelles	170 800,08	*0,00*	170 800,08
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	*874 778,54*	874 778,54
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
	Dépenses d'exploitation – Total	**1 706 743,85**	***874 778,54***	**2 581 522,39**

+

D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	2 581 522,39

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*355 694,23*	355 694,23
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	490 284,15	*0,00*	490 284,15
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	27 236,37	*0,00*	27 236,37
21	Immobilisations corporelles (6)	563 715,76	*0,00*	563 715,76
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	1 031 056,72	*83 962,87*	1 115 019,59
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations(reprises)*		*4 174,33*	4 174,33
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3...	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement –Total	**2 112 293,00**	***443 831,43***	**2 556 124,43**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE N-1	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEE	2 556 124,43

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	1 570,57		1 570,57
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	*0,00*
70	Ventes produits fabriqués, prestations	2 910 705,20		2 910 705,20
71	*Production stockée (ou déstockage)(3)*		*0,00*	*0,00*
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité(7)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	103 025,76		103 025,76
75	Autres produits de gestion courante	37,79		37,79
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	819,31	*355 694,23*	356 513,54
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*4 174,33*	4 174,33
79	*Transferts de charges*		*0,00*	*0,00*
	Recettes d'exploitation – Total	**3 016 158,63**	***359 868,56***	**3 376 027,19**

\+

R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1	4 234 019,91

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	7 610 047,10

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	715 842,40	0,00	715 842,40
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles(5)	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	0,00	*83 962,87*	83 962,87
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*874 778,54*	*874 778,54*
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	*0,00*
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	*0,00*
45...	Opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00
481			*0,00*	*0,00*
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
	Recettes d'investissement – Total	**715 842,40**	***958 741,41***	**1 674 583,81**

\+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE DE N-1	1 684 497,39

\+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	398 326,12

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	3 757 407,32

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, en M. 43 et en M. 44.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES — A1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	**Charges à caractère général (2) (3)**	**1 043 115,00**	**509 177,46**	**329 784,70**	**0,00**	**204 152,84**
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie	160 000,00	144 735,53	27 890,02	0,00	-12 625,55
6062	Produits de traitement	76 000,00	44 575,96	4 421,84	0,00	27 002,20
6063	Fournitures entretien et petit équipt	3 700,00	9 847,26	3 289,69	0,00	-9 436,95
6064	Fournitures administratives	1 000,00	461,71	0,00	0,00	538,29
6066	Carburants	20 000,00	11 284,98	1 500,00	0,00	7 215,02
6068	Autres matières et fournitures	50 000,00	37 718,23	3 486,37	0,00	8 795,40
611	Sous-traitance générale	390 000,00	227 730,54	106 583,74	0,00	55 685,72
6135	Locations mobilières	10 925,00	8 422,64	0,00	0,00	2 502,36
6137	Redevances, droits de passage, servitude	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
61521	Entretien, réparations bâtiments publics	1 000,00	189,84	0,00	0,00	810,16
61523	Entretien, réparations réseaux	35 000,00	9 803,50	16 980,00	0,00	8 216,50
61528	Entretien,réparation autres biens immob.	7 000,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00
61551	Entretien matériel roulant	12 000,00	4 728,02	7 821,51	0,00	-549,53
61558	Entretien autres biens mobiliers	25 140,00	7 282,12	7 527,00	0,00	10 330,88
6156	Maintenance	6 000,00	0,00	1 984,00	0,00	4 016,00
6161	Multirisques	6 000,00	3 193,97	0,00	0,00	2 806,03
617	Etudes et recherches	50 000,00	-7 550,00	7 550,00	0,00	50 000,00
618	Divers	7 500,00	0,00	6 160,00	0,00	1 340,00
6226	Honoraires	6 250,00	0,00	0,00	0,00	6 250,00
6228	Divers	70 000,00	30 366,32	14 590,53	0,00	25 043,15
6231	Annonces et insertions	2 000,00	1 877,04	0,00	0,00	122,96
6236	Catalogues et imprimés	300,00	18,00	0,00	0,00	282,00
6237	Publications	200,00	0,00	0,00	0,00	200,00
6241	Transports sur achats	4 000,00	585,71	0,00	0,00	3 414,29
6251	Voyages et déplacements	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
6256	Missions	3 600,00	3 425,91	0,00	0,00	174,09
6261	Frais d'affranchissement	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00
6262	Frais de télécommunications	20 000,00	20 342,18	0,00	0,00	-342,18
627	Services bancaires et assimilés	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
6287	Remboursements de frais	70 000,00	-50 000,00	120 000,00	0,00	0,00
6358	Autres droits	0,00	138,00	0,00	0,00	-138,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**664 011,00**	**596 179,78**	**0,00**	**0,00**	**67 831,22**
6218	Autre personnel extérieur	76 500,00	73 875,00	0,00	0,00	2 625,00
6331	Versement de transport	1 995,00	1 792,00	0,00	0,00	203,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	1 662,00	1 494,00	0,00	0,00	168,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	6 313,00	5 225,00	0,00	0,00	1 088,00
6411	Salaires, appointements, commissions	322 381,00	283 735,93	0,00	0,00	38 645,07
6413	Primes et gratifications	88 113,00	78 875,42	0,00	0,00	9 237,58
6415	Supplément familial	6 931,00	8 602,66	0,00	0,00	-1 671,66
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	61 641,00	59 187,00	0,00	0,00	2 454,00
6452	Cotisations aux mutuelles	1 205,00	1 067,84	0,00	0,00	137,16
6453	Cotisations aux caisses de retraites	86 862,00	72 559,87	0,00	0,00	14 302,13
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	3 408,00	3 320,00	0,00	0,00	88,00
6458	Cotisat° autres organismes sociaux	2 700,00	2 440,06	0,00	0,00	259,94
6472	Versements aux comités d'entreprise	3 800,00	3 800,00	0,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	500,00	205,00	0,00	0,00	295,00
014	**Atténuations de produits (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**35 000,00**	**30 750,51**	**0,00**	**0,00**	**4 249,49**
651	Redevances pour licences, logiciels, ...	751,00	625,32	0,00	0,00	125,68
6541	Créances admises en non-valeur	14 249,00	0,00	0,00	0,00	14 249,00
6542	Créances éteintes	19 000,00	30 124,63	0,00	0,00	-11 124,63
658	Charges diverses de gestion courante	1 000,00	0,56	0,00	0,00	999,44
TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65)		**1 742 126,00**	**1 136 107,75**	**329 784,70**	**0,00**	**276 233,55**
66	**Charges financières (b) (5)**	**80 000,00**	**36 683,66**	**33 367,66**	**0,00**	**9 948,68**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	80 000,00	75 328,37	0,00	0,00	4 671,63
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	-38 644,71	33 367,66	0,00	5 277,05
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**203 921,00**	**170 800,08**	**0,00**	**0,00**	**33 120,92**
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	3 000,00	316,66	0,00	0,00	2 683,34
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	66 000,00	2 687,00	0,00	0,00	63 313,00
6742	Subventions exceptionnelles d'équipement	15 000,00	8 000,00	0,00	0,00	7 000,00
678	Autres charges exceptionnelles	119 921,00	159 796,42	0,00	0,00	-39 875,42
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (6)**	**0,00**	**0,00**			**0,00**
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
022	Dépenses imprévues (f)	0,00				
	TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e+f	2 026 047,00	1 343 591,49	363 152,36	0,00	319 303,15
023	*Virement à la section d'investissement*	*1 298 668,00*				
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (8)(9)*	*896 027,00*	*874 778,54*			*21 248,46*
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*896 027,00*	*874 778,54*			*21 248,46*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	***2 194 695,00***	***874 778,54***			***1 319 916,46***
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (10)*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
	TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE	***2 194 695,00***	***874 778,54***			***1 319 916,46***
	TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	4 220 742,00	2 218 370,03	363 152,36	0,00	1 639 219,61
	Pour information D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1	0,00				

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N -- ICNE N-1	-5 277,05

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.
(3) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.
(4) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44.
(5) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant de l'article 66112 sera négatif.
(6) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(7) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*
(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	**Atténuations de charges (2)**	**0,00**	**1 570,57**	**0,00**	**0,00**	**-1 570,57**
64198	Autres remboursements	0,00	1 570,57	0,00	0,00	-1 570,57
70	**Ventes produits fabriqués, prestations**	***2 784 709,00***	***2 910 705,20***	***0,00***	***0,00***	***-125 996,20***
704	Travaux	*50 000,00*	*57 429,56*	*0,00*	*0,00*	*-7 429,56*
70611	Redevance d'assainissement collectif	*2 474 601,00*	*2 583 716,36*	*0,00*	*0,00*	*-109 115,36*
7062	Redevances assainissement non collectif	*4 000,00*	*2 341,00*	*0,00*	*0,00*	*1 659,00*
7064	Locations de compteurs	*220 000,00*	*214 132,14*	*0,00*	*0,00*	*5 867,86*
7068	Autres prestations de services	*36 108,00*	*51 306,16*	*0,00*	*0,00*	*-15 198,16*
7087	Remboursement de frais	*0,00*	*1 779,98*	*0,00*	*0,00*	*-1 779,98*
73	**Produits issus de la fiscalité (3)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**40 000,00**	**103 025,76**	**0,00**	**0,00**	**-63 025,76**
741	Primes d'épuration	40 000,00	103 025,76	0,00	0,00	-63 025,76
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**37,79**	**0,00**	**0,00**	**-37,79**
7588	Autres	0,00	37,79	0,00	0,00	-37,79
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013		**2 824 709,00**	**3 015 339,32**	**0,00**	**0,00**	**-190 630,32**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**0,00**	**819,31**	**0,00**	**0,00**	**-819,31**
7714	Recouvrt créances admises en non valeur	0,00	627,67	0,00	0,00	-627,67
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	191,64	0,00	0,00	-191,64
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (4)**	**0,00**	**0,00**			**0,00**
TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d		**2 824 709,00**	**3 016 158,63**	**0,00**	**0,00**	**-191 449,63**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (6)***	***374 895,00***	***359 868,56***			***15 026,44***
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*370 695,00*	*355 694,23*			*15 000,77*
7811	*Rep. amort. immos corpo. et incorp.*	*4 200,00*	*4 174,33*			*25,67*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (5)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		***374 895,00***	***359 868,56***			***15 026,44***
TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)		**3 199 604,00**	**3 376 027,19**	**0,00**	**0,00**	**-176 423,19**
Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1		**4 234 019,91**				

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) L'article 699 n'existe pas en M. 49.
(3) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.
(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(5) Cf. Définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043=DE 043.*
(6) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie a opté pour les provisions budgétaires.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**129 549,00**	**27 236,37**	**0,00**	**102 312,63**
2031	Frais d'études	95 000,00	3 177,37	0,00	91 822,63
2033	Frais d'insertion	2 400,00	0,00	0,00	2 400,00
2051	Concessions et droits assimilés	32 149,00	24 059,00	0,00	8 090,00
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**2 027 708,24**	**563 715,76**	**448 953,19**	**1 015 039,29**
21351	Aménagement Bâtiments d'exploitation	21 960,00	3 945,00	1 960,00	16 055,00
21532	Réseaux d'assainissement	928 078,87	206 642,30	72 476,12	648 960,45
2154	Matériel industriel	67 194,30	61 538,87	3 575,35	2 080,08
21562	Service d'assainissement	15 345,21	8 213,71	2 321,62	4 809,88
217311	Bâtiments d'exploitation (mise à dispo)	290 000,00	280 113,90	0,00	9 886,10
2182	Matériel de transport	699 094,86	0,00	368 620,10	330 474,76
2183	Matériel de bureau et informatique	3 035,00	2 321,27	0,00	713,73
2184	Mobilier	3 000,00	940,71	0,00	2 059,29
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**2 254 366,27**	**1 031 056,72**	**574 804,14**	**648 505,41**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	2 254 366,27	1 031 056,72	574 804,14	648 505,41
	Total des dépenses d'équipement	**4 411 623,51**	**1 622 008,85**	**1 023 757,33**	**1 765 857,33**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**491 000,00**	**490 284,15**	**0,00**	**715,85**
1641	Emprunts en euros	400 000,00	399 642,47	0,00	357,53
1681	Autres emprunts	91 000,00	90 641,68	0,00	358,32
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**			
	Total des dépenses financières	**491 000,00**	**490 284,15**	**0,00**	**715,85**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**4 902 623,51**	**2 112 293,00**	**1 023 757,33**	**1 766 573,18**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (5)***	***374 895,00***	***359 868,56***		***15 026,44***
	Reprises sur autofinancement antérieur(6)	***374 895,00***	***359 868,56***		***15 026,44***
139111	*Sub. équipt cpte résult. Agence de l'eau*	*370 695,00*	*241 970,22*		*128 724,78*
139118	*Sub. équipt cpte résult. Autres*	*0,00*	*1 917,79*		*-1 917,79*
13913	*Sub. équipt cpte résult. Départements*	*0,00*	*44 581,22*		*-44 581,22*
13918	*Autres subventions d'équipement*	*0,00*	*67 225,00*		*-67 225,00*
281311	*Bâtiments d'exploitation*	*4 200,00*	*4 174,33*		*25,67*
	Charges transférées	***0,00***	***0,00***		***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (7)***	***84 000,00***	***83 962,87***		***37,13***
2315	*Installat°, matériel et outillage techni*	*84 000,00*	*83 962,87*		*37,13*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***458 895,00***	***443 831,43***		***15 063,57***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**5 361 518,51**	**2 556 124,43**	**1 023 757,33**	**1 781 636,75**
	Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1	**0,00**			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.
(3) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.
(4) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*
(6) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail des reprises sur autofinancement antérieur si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
13	Subventions d'investissement	1 000 000,00	715 842,40	0,00	284 157,60
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	800 000,00	529 193,00	0,00	270 807,00
13118	Autres Subv. Équipt Etat	0,00	11 700,00	0,00	-11 700,00
1314	Subv. équipt Communes	0,00	6 759,67	0,00	-6 759,67
1316	Subv. équipt Autres E.P.L.	0,00	168 189,73	0,00	-168 189,73
1318	Autres subventions d'équipement	200 000,00	0,00	0,00	200 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées(hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	1 000 000,00	715 842,40	0,00	284 157,60
10	Dotations, fonds divers et réserves	398 326,12	398 326,12	0,00	0,00
1068	Autres réserves	398 326,12	398 326,12	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	398 326,12	398 326,12	0,00	0,00
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL DES RECETTES REELLES	1 398 326,12	1 114 168,52	0,00	284 157,60
021	*Virement de la section d'exploitation*	*1 298 668,00*			
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)(5)*	*896 027,00*	*874 778,54*		*21 248,46*
28031	*Frais d'études*	*0,00*	*608,00*		*-608,00*
28125	*Aménagement Terrains bâtis*	*0,00*	*4 515,78*		*-4 515,78*
281311	*Bâtiments d'exploitation*	*0,00*	*4 174,33*		*-4 174,33*
281351	*Aménagement Bâtiments d'exploitation*	*0,00*	*1 891,28*		*-1 891,28*
281532	*Réseaux d'assainissement*	*896 027,00*	*199 052,37*		*696 974,63*
28154	*Matériel industriel*	*0,00*	*55 997,51*		*-55 997,51*
28155	*Outillage industriel*	*0,00*	*286,54*		*-286,54*
281562	*Service d'assainissement*	*0,00*	*101 986,07*		*-101 986,07*
281728	*Autres terrains (mise à disposition)*	*0,00*	*6 390,00*		*-6 390,00*
2817311	*Bâtiments d'exploitation (mise à dispo)*	*0,00*	*6 786,25*		*-6 786,25*
2817532	*Réseaux d'assainissement (mad)*	*0,00*	*316 256,92*		*-316 256,92*
2817562	*Service d'assainissement (mad)*	*0,00*	*161 265,97*		*-161 265,97*
28181	*Installations générales, agencements*	*0,00*	*1 390,00*		*-1 390,00*
28182	*Matériel de transport*	*0,00*	*6 848,55*		*-6 848,55*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*0,00*	*5 717,63*		*-5 717,63*
28184	*Mobilier*	*0,00*	*1 611,34*		*-1 611,34*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION	*2 194 695,00*	*874 778,54*		*1 319 916,46*
041	*Opérations patrimoniales (6)*	*84 000,00*	*83 962,87*		*37,13*
238	*Avances commandes immo. incorp.*	*84 000,00*	*83 962,87*		*37,13*
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	*2 278 695,00*	*958 741,41*		*1 319 953,59*
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	3 677 021,12	2 072 909,93	0,00	1 604 111,19
	Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1	1 684 497,39			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.
(3) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042*.
(5) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041*.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV

A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					**6 658 994,93**									
1641 Emprunts en euros (total)					6 658 994,93									
206RAssA030065	Caisse d'épargne de Lorraine Champagne-Ardenne		25/06/2003	25/03/2004	824 000,00	V	Euribor 3m + 0,20%, flooré à 0,00%	2,339	2,339	EUR	T	P	O	A-1
208AssMON280654EUR	Société de Financement Local	01/01/2001	01/01/2001	01/01/2002	217 280,46	F	Taux fixe à 6,00%	6,000	6,000	EUR	A	P	O	A-1
210AssMON280376EUR	Société de Financement Local		20/12/2001	01/03/2002	182 938,82	F	Taux fixe à 5,30%	5,300	5,300	EUR	A	P	O	A-1
215Ass8506635	Caisse d'épargne de Lorraine Champagne-Ardenne		21/07/2004	25/10/2004	394 684,00	F	Taux fixe à 4,63%	4,630	4,630	EUR	A	P	O	A-1
221Ass86413238479	Crédit Agricole de Lorraine		02/05/2006	02/08/2006	177 476,65	F	Taux fixe à 3,98%	3,980	3,980	EUR	T	P	O	A-1
222AssMIN280676EUR 001	Société de Financement Local		28/02/2002	01/07/2002	330 800,00	F	Taux fixe à 5,08%	5,080	5,080	EUR	A	P	O	A-1
223AssA060195	Caisse d'épargne de Lorraine Champagne-Ardenne		25/10/2006	25/01/2007	25 000,00	F	Taux fixe à 4,05%	4,050	4,050	EUR	A	P	O	A-1
226Ass1045195	Caisse d'épargne de Lorraine Champagne-Ardenne		25/02/2002	25/05/2002	112 815,00	F	Taux fixe à 5,45%	5,450	5,450	EUR	T	P	O	A-1
259A260VAss0020155302F	Crédit Mutuel Meuse Sud Saint Dizier		01/02/2012	31/01/2013	2 000 000,00	V	LEP + 1,36%	4,110	4,110	EUR	A	P	O	A-1
262VAss9329928	Caisse d'épargne de Lorraine Champagne-Ardenne		05/02/2014	05/05/2014	2 000 000,00	V	Livret A + 1,45%	2,700	2,737	EUR	T	C	O	A-1
300VAss9436686	Caisse d'épargne de Lorraine Champagne-Ardenne		05/09/2014	05/12/2014	35 000,00	V	Livret A + 1,15%	2,150	2,180	EUR	T	P	O	A-1
301Ass86412587461	Crédit Agricole de Lorraine		11/04/2006	11/10/2006	140 000,00	F	Taux fixe à 3,80%	3,800	3,800	EUR	S	P	O	A-1
302Ass86412589347	Crédit Agricole de Lorraine		11/04/2006	11/04/2007	119 000,00	F	Taux fixe à 3,70%	3,700	3,700	EUR	A	P	O	A-1
303Ass86467088037	Crédit Agricole de Lorraine		14/04/2012	14/05/2012	100 000,00	F	Taux fixe à 4,44%	4,440	4,440	EUR	M	P	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat														
								Taux initial							
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Niveau de taux (5)	Taux actuariel	Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**1 349 125,00**									
1681 Autres emprunts (total)					1 349 125,00									
001Ass0659731 01	Agence de l'Eau Seine Normandie		20/10/2009	19/10/2010	165 600,00	F	Taux fixe à 0,00%	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
061Ass06597300	Agence de l'Eau Seine Normandie		12/12/2007	12/12/2008	276 000,00	F	Taux fixe à 0,00%	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
205Ass100495400	Agence de l'Eau Seine Normandie		15/10/2008	15/10/2009	72 305,00	F	Taux fixe à 0,00%	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
249Ass060001A 00	Agence de l'Eau Seine Normandie		08/03/2006	08/03/2007	52 300,00	F	Taux fixe à 0,00%	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
267Ass071682A	Agence de l'Eau Seine Normandie		20/08/2014	20/08/2015	12 000,00	F	Taux fixe à 0,00%	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
270Ass10417842-01	Agence de l'Eau Seine Normandie		03/02/2016	03/02/2017	150 000,00	F	Taux fixe à 0,00%	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
273Ass1065050	Agence de l'Eau Seine Normandie		29/08/2017	29/08/2018	87 899,00	F	Taux fixe à 0,00%	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
274Ass1041784	Agence de l'Eau Seine Normandie		11/04/2017	11/04/2018	90 000,00	F	Taux fixe à 0,00%	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
304Ass06000400	Agence de l'Eau Seine Normandie		06/07/2006	06/07/2007	100 100,00	F	Taux fixe à 0,00%	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
309Ass1078292	Agence de l'Eau Seine Normandie		03/05/2019	03/05/2020	342 921,00	F	Taux fixe à 0,00%	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
Total général					**8 008 119,93**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		**0,00**		**2 993 688,85**					**399 642,47**	**75 328,37**	**0,00**	**30 441,66**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		2 993 688,85					399 642,47	75 328,37	0,00	30 441,66
206RAssA030065	N	0,00	A-1	194 780,21	4,23	V	Euribor 3m + 0,20%, floore à 0,00%	0,000	46 968,52	0,00	0,00	0,00
208AssMON280654EUR	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	Taux fixe à 6,00%	6,000	18 370,61	1 102,24	0,00	0,00
210AssMON280376EUR	N	0,00	A-1	13 719,75	0,16	F	Taux fixe à 5,30%	5,300	13 029,19	1 417,69	0,00	605,94
215Ass8506635	N	0,00	A-1	81 351,77	2,82	F	Taux fixe à 4,63%	4,630	24 753,49	4 912,67	0,00	690,54
221Ass86413238479	N	0,00	A-1	117 110,71	15,35	F	Taux fixe à 3,98%	3,980	5 365,34	4 795,14	0,00	763,89
222AssMIN280676EUR 001	N	0,00	A-1	24 616,37	0,50	F	Taux fixe à 5,08%	5,080	23 426,30	2 440,57	0,00	625,25
223AssA060195	N	0,00	A-1	9 387,80	5,07	F	Taux fixe à 4,05%	4,050	1 358,53	435,23	0,00	354,86
226Ass1045195	N	0,00	A-1	11 161,17	1,15	F	Taux fixe à 5,45%	5,450	8 401,09	896,39	0,00	60,83
259A260VAss0020155302F	N	0,00	A-1	1 043 663,37	6,09	V	LEP + 1,36%	2,360	134 315,82	30 745,26	0,00	22 646,34
262VAss9329928	N	0,00	A-1	1 325 000,00	13,11	V	Livret A + 0,95%	1,450	100 000,00	21 363,47	0,00	3 041,98
300VAss9436686	N	0,00	A-1	14 011,53	3,68	V	Livret A + 1,15%	1,650	3 550,01	283,46	0,00	17,34
301Ass86412587461	N	0,00	A-1	74 957,74	10,28	F	Taux fixe à 3,80%	3,800	5 712,51	3 011,71	0,00	632,98
302Ass86412589347	N	0,00	A-1	33 531,68	3,28	F	Taux fixe à 3,70%	3,700	7 648,76	1 523,68	0,00	896,04
303Ass86467088037	N	0,00	A-1	50 396,75	6,29	F	Taux fixe à 4,44%	4,440	6 742,30	2 400,86	0,00	105,67
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**680 959,80**					**90 641,68**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		680 959,80					90 641,68	0,00	0,00	0,00
001Ass0659731 01	N	0,00	A-1	44 160,00	3,80	F	Taux fixe à 0,00%	0,000	11 040,00	0,00	0,00	0,00
061Ass06597300	N	0,00	A-1	36 800,00	1,95	F	Taux fixe à 0,00%	0,000	18 400,00	0,00	0,00	0,00
205Ass100495400	N	0,00	A-1	14 461,00	2,79	F	Taux fixe à 0,00%	0,000	4 820,34	0,00	0,00	0,00
249Ass060001A 00	N	0,00	A-1	3 486,66	0,18	F	Taux fixe à 0,00%	0,000	3 486,67	0,00	0,00	0,00
267Ass071682A	N	0,00	A-1	3 000,00	1,64	F	Taux fixe à 0,00%	0,000	1 500,00	0,00	0,00	0,00
270Ass10417842-01	N	0,00	A-1	110 000,00	10,10	F	Taux fixe à 0,00%	0,000	10 000,00	0,00	0,00	0,00
273Ass1065050	N	0,00	A-1	70 319,21	11,67	F	Taux fixe à 0,00%	0,000	5 859,93	0,00	0,00	0,00
274Ass1041784	N	0,00	A-1	72 000,00	11,28	F	Taux fixe à 0,00%	0,000	6 000,00	0,00	0,00	0,00
304Ass06000400	N	0,00	A-1	6 673,33	0,51	F	Taux fixe à 0,00%	0,000	6 673,34	0,00	0,00	0,00
309Ass1078292	N	0,00	A-1	320 059,60	13,35	F	Taux fixe à 0,00%	0,000	22 861,40	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**3 674 648,65**					**490 284,15**	**75 328,37**	**0,00**	**30 441,66**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX	A1.3

A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A1.4

A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	24	0	0	0	0	
	% de l'encours	99,97	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	3 674 648,65	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A2

A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 500,00 €	2014-12-15

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	Station d'épuration : génie civil et bâtiments divers	40	15/12/2014
L	Lagunes, lits filtrant et autres bassins	25	15/12/2014
L	Bâtiments légers, abris, baraquements	20	15/12/2014
L	Terrains	20	15/12/2014
L	Plantation d'arbres et d'arbustes sur terrain	15	15/12/2014
L	Autres agencements et aménagements de terrains	15	15/12/2014
L	Canalisations principales	50	15/12/2014
L	Canalisations de branchements	25	15/12/2014
L	Installations et agencement des locaux	15	15/12/2014
L	Installations électriques et téléphoniques	10	15/12/2014
L	Poste de refoulement (hors équipements et pompes)	30	15/12/2014
L	Installations / équipements de traitement et transport des eaux usées (sauf CG et régulation)	15	15/12/2014
L	Pompes, appareils électro mécaniques	10	15/12/2014
L	Installation électriques et automatismes (dont régulation, capteurs)	10	15/12/2014
L	Installations thermiques : chauffage, ventilation, climatisation	15	15/12/2014
L	Matériel de laboratoire	10	15/12/2014
L	Petit matériel et outillage (dont électroménager).	5	15/12/2014
L	Matériel de transport : véhicules légers et assimilés	6	15/12/2014
L	Matériel de transport : véhicule lourd et outillage de voirie	8	15/12/2014
L	Matériel informatique	3	15/12/2014
L	Mobilier	10	15/12/2014
L	Cheptel, emballages récupérables	3	15/12/2014
L	Agencements et aménagements de matériel et outillage	5	15/12/2014
L	Frais d'établissement	5	15/12/2014
L	Frais d'étude, recherche, insertion si non réalisation du projet	5	15/12/2014
L	Subventions versées personnes public	15	15/12/2014
L	Subventions versées personnes privées	5	15/12/2014
L	Logiciels, licences	2	15/12/2014
L	Autres immobilisations incorporelles	5	15/12/2014

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A4.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations	
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**861 695,00**	I	**845 978,38**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**491 000,00**		**490 284,15**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	400 000,00		399 642,47
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	91 000,00		90 641,68
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	0,00		0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**370 695,00**		**355 694,23**
10...	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*370 695,00*		*355 694,23*
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**845 978,38**	**1 023 757,33**	**0,00**	**1 869 735,71**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A4.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)		Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**2 194 695,00**	**III**	**874 778,54**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**		**0,00**
10222	FCTVA	0,00		0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00		0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		**2 194 695,00**		**874 778,54**
15...	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26...	*Participations et créances rattachées*			
27...	*Autres immobilisations financières*			
28...	*Amortissement des immobilisations*			
28031	*Frais d'études*	*0,00*		*608,00*
28125	*Aménagement Terrains bâtis*	*0,00*		*4 515,78*
281311	*Bâtiments d'exploitation*	*0,00*		*4 174,33*
281351	*Aménagement Bâtiments d'exploitation*	*0,00*		*1 891,28*
281532	*Réseaux d'assainissement*	*896 027,00*		*199 052,37*
28154	*Matériel industriel*	*0,00*		*55 997,51*
28155	*Outillage industriel*	*0,00*		*286,54*
281562	*Service d'assainissement*	*0,00*		*101 986,07*
281728	*Autres terrains (mise à disposition)*	*0,00*		*6 390,00*
2817311	*Bâtiments d'exploitation (mise à dispo)*	*0,00*		*6 786,25*
2817532	*Réseaux d'assainissement (mad)*	*0,00*		*316 256,92*
2817562	*Service d'assainissement (mad)*	*0,00*		*161 265,97*
28181	*Installations générales, agencements*	*0,00*		*1 390,00*
28182	*Matériel de transport*	*0,00*		*6 848,55*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*0,00*		*5 717,63*
28184	*Mobilier*	*0,00*		*1 611,34*
29...	*Dépréciation des immobilisations*			
39...	*Dépréciat° des stocks et en-cours*			
481...	*Charges à répartir plusieurs exercices*			
021	*Virement de la section d'exploitation*	*1 298 668,00*		*0,00*

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R106 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	**874 778,54**	**0,00**	**1 684 497,39**	**398 326,12**	**2 957 602,05**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II	**1 869 735,71**
Ressources propres disponibles	IV	**2 957 602,05**
Solde	V = IV – II (3)	**1 087 866,34**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – ENTREES	A8.1

A8.1 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
01/01/2020	REPRISE ANTERIORITE 2008 BUDGET 11101 CPTE 2125	4 253,33	4 253,33	1
21/01/2020	REGUL LICENCES TOPKAPI ASST 2017 2018 ET 2019	7 149,00	0,00	2
21/01/2020	TRAVAUX DE VOIRIE A LIGNY	5 569,13	0,00	25
21/01/2020	UN RÉDUCTEUR	852,16	0,00	10
21/01/2020	UNE SONDE REDOX	1 123,30	0,00	10
23/01/2020	BRCHTS NEUFS ASST LONGEVILLE	1 154,26	0,00	25
23/01/2020	BRCHTS NEUFS ASST VAL DORNAIN	3 645,01	0,00	25
23/01/2020	BRCHTS NEUFS ASST BAR LE DUC	49 746,89	0,00	25
10/02/2020	RACCORDEMENT ELEC SVT DEVIS N°3394887201 PR GRAN	1 077,60	0,00	10
24/02/2020	BRCHTS NEUFS ASST SAVONNIERES	3 418,30	0,00	25
24/02/2020	BRCHMTS NEUFS ASST NANCOIS	8 648,50	0,00	25
24/02/2020	BRCHMTS NEUFS ASST EX CCCO	105 814,21	0,00	25
10/03/2020	MARCHE 2018 26 FOURNITURE MATERIEL INFORMATIQUE	696,95	613,24	3
24/03/2020	BRNCHMNT ELEC POSTE LONGEVILLE	11 747,40	0,00	25
24/03/2020	RÉDUCTEUR POUR LE DÉGRILLEUR N°2	731,00	0,00	10
24/03/2020	RENOUVELLEMENT DU PALAN ÉLECTRIQUE	1 613,00	0,00	10
24/03/2020	1 ROULEAU GT DIAMÈTRE 89 MMUSINÉ PLAT LONGUEUR 210	1 706,00	0,00	10
24/03/2020	RENOUVELLEMENT DE 2 CARTES DAUTOMATE	1 893,20	0,00	10
02/04/2020	MOTOREDUCTEUR NORD	1 989,92	0,00	10
29/04/2020	UNE TOILE INFÉRIEURE BANDE-PRESSE LONG 13550 * LAR	1 095,00	0,00	10
29/04/2020	ELECTRO-POMPE SUBMERSIBLE NP 3085 MT 46_ AVEC 20 M	2 843,22	0,00	10
29/04/2020	POMPE POUR PR ST MIHIEL	3 053,68	0,00	10
07/05/2020	POMPE DG STEEL 37 AUT 137600	408,24	0,00	10
20/05/2020	PRELEVEUR BU3011.55.12150	5 069,40	0,00	10
04/06/2020	2020 MATERIEL INFORMATIQUE	1 624,32	0,00	3
05/06/2020	BRANCHEMENTS NEUFS ASS BEHONNE	10 914,15	0,00	25
16/06/2020	ONDULEUR	928,77	0,00	10
16/06/2020	POMPE NX 3069 SH 27 + UN COFFRET FLEX COMPACT	1 306,58	0,00	10
16/06/2020	2 CARTES POUR AUTOMATES	2 868,10	0,00	10
16/06/2020	ELECTRO POMPE SUBMERSIBLE	3 456,03	0,00	10
10/07/2020	TRANSPALETTE AC25 STOCKMAN 2T5	319,00	0,00	2
10/07/2020	PR VELAINES_CLAIDELLES POMPE DELINOX DXV 50	640,76	0,00	10
10/07/2020	POMPE À ROTOR EXCENTRÉ PCM ECOMOINEAU M1 MODÈLE 2M	1 395,00	0,00	10
17/07/2020	UN ONDULEUR EATON 1000	928,77	0,00	10
13/08/2020	BRANCHEMENTS NEUFS ASS COMBLES EN BARROIS	3 617,92	0,00	25
13/08/2020	BRCHTS NEUFS ASS ROBERT ESPAGNE	1 288,93	0,00	25
06/10/2020	CAPTEURS DE NIVEAU	1 916,25	0,00	10
06/10/2020	UTEU / SONDE REDOX	1 172,20	0,00	10
06/10/2020	5 SONDES DE NIVEAUX CNR10 AVEC 15 MÈTRES DE CÂBLE	1 916,25	0,00	10
06/10/2020	POLE RESEAUX / DETECTEURS MULTIGAZ	1 945,00	0,00	10
07/10/2020	REPRISE CANIVEAU ENTREE DE L AIR A SABLES	3 300,00	0,00	15
07/10/2020	MALAXEUR ELECTRIQUE	195,11	0,00	1
22/10/2020	FRN ET POSE CHAUFFE-EAU MURAL	645,00	0,00	10
22/10/2020	VISSEUSE 18V	228,99	0,00	1
22/10/2020	REMPLACEMENT FAUTEUILS	940,71	0,00	10
30/10/2020	FOURNITURE ET POSE DUNE CENTRALE INCENDIE	1 621,00	0,00	10
30/10/2020	VIS INCLINÉE	2 980,00	0,00	10
25/11/2020	ASST/TOPKAPI/OPTION SQL	1 960,00	0,00	2
25/11/2020	POMPE POUR PR PETIT JURE BLD	1 637,82	0,00	10
25/11/2020	PR / SONDES DE NIVEAU	1 916,25	0,00	10

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
25/11/2020	RENOUVELLEMENT DE LA POMPE N°1	6 347,90	0,00	10
25/11/2020	TAMPONS / FONTE DE VOIRIE	3 093,60	0,00	10
08/12/2020	LICENCE NEPTUNE	14 950,00	0,00	2
08/12/2020	POMPE À VIDE POUR CLARIFICATEUR	2 570,59	0,00	10
08/12/2020	POMPE	6 091,45	0,00	10
08/12/2020	PR PETIT JURÉ / POMPE N°1	1 671,36	0,00	10
08/12/2020	CLAPETS FONTE À BOULE À BRIDES PERCÉES PN16 DN 80M	227,68	0,00	1
08/12/2020	PARTICIPATION AUX TRAVAUX DU CENTRE TECHNIQUE EAU	280 113,90	0,00	0
Acquisitions à titre gratuit				
Mise à disposition				
Affectation				
Mises en concession ou affermage				
Divers				
24/11/2020	TRANSFERT EFFLUENTS DE TANNOIS	423 013,69	0,00	25
TOTAL GENERAL		**1 015 041,78**	**4 866,57**	

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – SORTIES	A8.2

A8.2 – ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
Cessions à titre onéreux							
Cessions à titre gratuit							
Mise à disposition							
Affectation							
Mises en concession ou affermage							
Mise à la réforme							
Divers							
TOTAL GENERAL		0,00					0,00

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET	B1.3

B1.3 – SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
6742			NIGER MA ZAADA	Association	8 000,00

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
(3) Objet pour lequel est versé la subvention.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) ,
A le
(1) ,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le
A ,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,...
(2) L'assemblée délibérante étant : .

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 20003302500061	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT EPCI dont la population est de 3500 habitants et plus COMMUNAUTÉ AGGLOMERATION BAR-LE-DUC

POSTE COMPTABLE DE : BAR COLLECTIVITES

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 4 (1)

Compte administratif

BUDGET : BATIMENT INDUSTRIEL CA BLD (2)

ANNEE 2020

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 42, M. 43, M. 44 ou M. 49.
(2) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 4

II - Présentation générale du compte administratif

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser 5
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 7
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 8
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

III - Vote du compte administratif

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 11
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 12
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 13
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 14
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 15

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 16
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 20
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 21
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement Sans Objet
A1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N Sans Objet
A1.8 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 22
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations 23
A3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
A4.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 24
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 25
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A5.3.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement Sans Objet
A5.3.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet
A8.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées Sans Objet
A8.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties Sans Objet
A8.3 - Opérations liées aux cessions Sans Objet
A9.1 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées Sans Objet
A9.2 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties Sans Objet
A10 - Etat des travaux en régie Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.5 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet
C4 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 26

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L.5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - avec (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :

- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement).
- budgétaires (délibération n° ..... du .....).

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section d'exploitation	A 178 589,13	G 218 732,00	G-A 40 142,87
	Section d'investissement	B 153 843,30	H 148 774,09	H-B -5 069,21
		+	+	
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section d'exploitation (002)	C 0,00 (si déficit)	I 29 520,98 (si excédent)	
	Report en section d'investissement (001)	D 54 074,30 (si déficit)	J 0,00 (si excédent)	
		=	=	
		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
TOTAL (réalisations + reports)		P= A+B+C+D 386 506,73	Q= G+H+I+J 397 027,07	=Q-P 10 520,34

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (2)	Section d'exploitation	E 0,00	K 0,00
	Section d'investissement	F 10 500,00	L 0,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F 10 500,00	= K+L 0,00

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
RESULTAT CUMULE	Section d'exploitation	= A+C+E 178 589,13	= G+I+K 248 252,98	69 663,85
	Section d'investissement	= B+D+F 218 417,60	= H+J+L 148 774,09	-69 643,51
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F 397 006,73	= G+H+I+J+K+L 397 027,07	20,34

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION		E 0,00	K 0,00
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
014	Atténuations de produits	0,00	
65	Autres charges de gestion courante	0,00	
66	Charges financières	0,00	
67	Charges exceptionnelles	0,00	
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés	0,00	
70	Ventes produits fabriqués, prestations		0,00
73	Produits issus de la fiscalité		0,00
74	Subventions d'exploitation		0,00
75	Autres produits de gestion courante		0,00
013	Atténuations de charges		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		0,00
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		F 10 500,00	L 0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)	0,00	0,00

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	10 500,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00

(1) Indiquer le signe – si les dépenses sont supérieures aux recettes, et + si les recettes sont supérieures aux dépenses.
(2) Les restes à réaliser de la section d'exploitation correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en recettes qu'en dépenses.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES	A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (1)
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	73 000,00	64 293,75	0,00	0,00	8 706,25
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**73 000,00**	**64 293,75**	**0,00**	**0,00**	**8 706,25**
66	Charges financières	22 500,00	10 522,57	9 073,02	0,00	2 904,41
67	Charges exceptionnelles	356 778,00	0,00	0,00	0,00	356 778,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat°(2)	0,00	0,00			0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00				
Total des dépenses réelles d'exploitation		**452 278,00**	**74 816,32**	**9 073,02**	**0,00**	**368 388,66**
023	*Virement à la section d'investissement (4)*	*0,00*				
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*1 647 700,00*	*94 699,79*			*1 553 000,21*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (uniquement en M44) (4)*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***1 647 700,00***	***94 699,79***			***1 553 000,21***
TOTAL		**2 099 978,00**	**169 516,11**	**9 073,02**	**0,00**	**1 921 388,87**
Pour information D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1		**0,00**				

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00	103 688,00	0,00	0,00	-103 688,00
73	Produits issus de la fiscalité(5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	342 218,02	0,00	35 800,00	0,00	306 418,02
75	Autres produits de gestion courante	66 000,00	58 537,00	0,00	0,00	7 463,00
Total des recettes de gestion courante		**408 218,02**	**162 225,00**	**35 800,00**	**0,00**	**210 193,02**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	907 323,00	0,00	0,00	0,00	907 323,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (2)	444 299,00	0,00			444 299,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**1 759 840,02**	**162 225,00**	**35 800,00**	**0,00**	**1 561 815,02**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*310 617,00*	20 707,00			289 910,00
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (uniquement en M44) (4)*	*0,00*	0,00			0,00
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***310 617,00***	***20 707,00***			***289 910,00***
TOTAL		**2 070 457,02**	**182 932,00**	**35 800,00**	**0,00**	**1 851 725,02**
Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1		**29 520,98**				

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts desquels il convient de soustraire les crédits employés.
(2) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(3) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.
(5) Ce chapitre existe uniquement en M41, M43 et M44.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (1)
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	907 323,00	0,00	0,00	907 323,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	250 000,00	0,00	10 500,00	239 500,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**1 157 323,00**	**0,00**	**10 500,00**	**1 146 823,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	134 000,00	133 136,30	0,00	863,70
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
Total des dépenses financières		**134 000,00**	**133 136,30**	**0,00**	**863,70**
45...	**Total des opérations pour compte de tiers (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**1 291 323,00**	**133 136,30**	**10 500,00**	**1 147 686,70**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*310 617,00*	*20 707,00*		*289 910,00*
041	*Opérations patrimoniales (2)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***310 617,00***	***20 707,00***		***289 910,00***
TOTAL		**1 601 940,00**	**153 843,30**	**10 500,00**	**1 437 596,70**
Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1		**54 074,30**			

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (5)	54 074,30	54 074,30	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)(3)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**54 074,30**	**54 074,30**	**0,00**	**0,00**
45...	**Total des opérations pour le compte de tiers (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**54 074,30**	**54 074,30**	**0,00**	**0,00**
021	*Virement de la section d'exploitation (2)*	*0,00*			
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*1 647 700,00*	*94 699,79*		*1 553 000,21*
041	*Opérations patrimoniales (2)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***1 647 700,00***	***94 699,79***		***1 553 000,21***
TOTAL		**1 701 774,30**	**148 774,09**	**0,00**	**1 553 000,21**
Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1		**0,00**			

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les crédits employés.
(2)*DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.*
(3) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.
(4) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
(5) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B1

1 – MANDATS EMIS (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	64 293,75		64 293,75
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
66	Charges financières	19 595,59	*0,00*	19 595,59
67	Charges exceptionnelles	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	*94 699,79*	94 699,79
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
	Dépenses d'exploitation – Total	**83 889,34**	***94 699,79***	**178 589,13**

+

D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	178 589,13

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*20 707,00*	20 707,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	133 136,30	*0,00*	133 136,30
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations(reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3...	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement –Total	**133 136,30**	***20 707,00***	**153 843,30**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE N-1	54 074,30

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEE	207 917,60

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	*0,00*
70	Ventes produits fabriqués, prestations	103 688,00		103 688,00
71	*Production stockée (ou déstockage)(3)*		*0,00*	*0,00*
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité(7)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	35 800,00		35 800,00
75	Autres produits de gestion courante	58 537,00		58 537,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	*20 707,00*	20 707,00
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	*0,00*
	Recettes d'exploitation – Total	**198 025,00**	***20 707,00***	**218 732,00**

\+

R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1	**29 520,98**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**248 252,98**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles(5)	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*94 699,79*	*94 699,79*
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	*0,00*
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	*0,00*
45...	Opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00
481			*0,00*	*0,00*
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
	Recettes d'investissement – Total	**0,00**	***94 699,79***	**94 699,79**

\+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE DE N-1	**0,00**

\+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	**54 074,30**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**148 774,09**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, en M. 43 et en M. 44.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES — A1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	**Charges à caractère général (2) (3)**	**73 000,00**	**64 293,75**	**0,00**	**0,00**	**8 706,25**
6161	Multirisques	7 000,00	5 756,75	0,00	0,00	1 243,25
63512	Taxes foncières	66 000,00	58 537,00	0,00	0,00	7 463,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
014	**Atténuations de produits (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65)	**73 000,00**	**64 293,75**	**0,00**	**0,00**	**8 706,25**
66	**Charges financières (b) (5)**	**22 500,00**	**10 522,57**	**9 073,02**	**0,00**	**2 904,41**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	22 500,00	22 395,44	0,00	0,00	104,56
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	-11 872,87	9 073,02	0,00	2 799,85
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**356 778,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**356 778,00**
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
673	Titres annulés sur exercices antérieurs	353 778,00	0,00	0,00	0,00	353 778,00
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (6)**	**0,00**	**0,00**			**0,00**
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**0,00**				
	TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e+f	**452 278,00**	**74 816,32**	**9 073,02**	**0,00**	**368 388,66**
023	***Virement à la section d'investissement***	***0,00***				
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (8)(9)***	***1 647 700,00***	***94 699,79***			***1 553 000,21***
675	*Valeur comptable éléments d'actif cédés*	*1 553 000,00*	*0,00*			*1 553 000,00*
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*94 700,00*	*94 699,79*			*0,21*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	***1 647 700,00***	***94 699,79***			***1 553 000,21***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (10)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE	***1 647 700,00***	***94 699,79***			***1 553 000,21***
	TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**2 099 978,00**	**169 516,11**	**9 073,02**	**0,00**	**1 921 388,87**
	Pour information D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1	**0,00**				

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	-2 799,85

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.
(3) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.
(4) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44.
(5) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant de l'article 66112 sera négatif.
(6) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(7) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*
(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	*0,00*	*103 688,00*	*0,00*	*0,00*	*-103 688,00*
7083	Locations diverses	*0,00*	*103 688,00*	*0,00*	*0,00*	*-103 688,00*
73	Produits issus de la fiscalité (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	342 218,02	0,00	35 800,00	0,00	306 418,02
74	Subventions d'exploitation	342 218,02	0,00	35 800,00	0,00	306 418,02
75	Autres produits de gestion courante	66 000,00	58 537,00	0,00	0,00	7 463,00
7588	Autres	66 000,00	58 537,00	0,00	0,00	7 463,00
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013		408 218,02	162 225,00	35 800,00	0,00	210 193,02
76	Produits financiers (b)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (c)	907 323,00	0,00	0,00	0,00	907 323,00
775	Produits cessions d'éléments d'actif	907 323,00	0,00	0,00	0,00	907 323,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (d) (4)	444 299,00	0,00			444 299,00
7815	Rep. prov. charges d'exploitat°	444 299,00	0,00			444 299,00
TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d		1 759 840,02	162 225,00	35 800,00	0,00	1 561 815,02
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*310 617,00*	*20 707,00*			*289 910,00*
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*310 617,00*	*20 707,00*			*289 910,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		*310 617,00*	*20 707,00*			*289 910,00*
TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)		2 070 457,02	182 932,00	35 800,00	0,00	1 851 725,02
Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1		29 520,98				

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) L'article 699 n'existe pas en M. 49.
(3) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.
(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(5) Cf. Définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043=DE 043.*
(6) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie a opté pour les provisions budgétaires.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES	B1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
20	Immobilisations incorporelles (hors opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	907 323,00	0,00	0,00	907 323,00
2131	Bâtiments	907 323,00	0,00	0,00	907 323,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	250 000,00	0,00	10 500,00	239 500,00
2313	Constructions	250 000,00	0,00	10 500,00	239 500,00
	Total des dépenses d'équipement	1 157 323,00	0,00	10 500,00	1 146 823,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	134 000,00	133 136,30	0,00	863,70
1641	Emprunts en euros	134 000,00	133 136,30	0,00	863,70
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
	Total des dépenses financières	134 000,00	133 136,30	0,00	863,70
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL DEPENSES REELLES	1 291 323,00	133 136,30	10 500,00	1 147 686,70
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*310 617,00*	*20 707,00*		*289 910,00*
	Reprises sur autofinancement antérieur(6)	*310 617,00*	*20 707,00*		*289 910,00*
13916	*Sub. équipt cpte résult. Autres EPL*	*310 617,00*	*20 707,00*		*289 910,00*
	Charges transférées	*0,00*	*0,00*		*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	*310 617,00*	*20 707,00*		*289 910,00*
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	1 601 940,00	153 843,30	10 500,00	1 437 596,70
	Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1	54 074,30			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.
(3) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.
(4) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*
(6) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail des reprises sur autofinancement antérieur si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES	B2

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées(hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	54 074,30	54 074,30	0,00	0,00
1068	Autres réserves	54 074,30	54 074,30	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	54 074,30	54 074,30	0,00	0,00
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL DES RECETTES REELLES	54 074,30	54 074,30	0,00	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*	*0,00*			
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)(5)*	*1 647 700,00*	*94 699,79*		*1 553 000,21*
28131	*Bâtiments*	*1 647 700,00*	*94 699,79*		*1 553 000,21*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION	*1 647 700,00*	*94 699,79*		*1 553 000,21*
041	*Opérations patrimoniales (6)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	*1 647 700,00*	*94 699,79*		*1 553 000,21*
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	1 701 774,30	148 774,09	0,00	1 553 000,21
	Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1	0,00			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.
(3) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre. *DI 040 = RE 042.*
(5) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
								Taux initial						
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Niveau de taux (5)	Taux actuariel	Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					**1 365 479,24**									
1641 Emprunts en euros (total)					1 365 479,24									
001BI11L02211	Caisse d'épargne de Lorraine Champagne-Ardenne		25/05/2012	25/05/2013	1 081 551,18	F	Taux fixe à 3,72%	3,720	3,720	EUR	A	P	O	A-1
002BI11L02211	Caisse d'épargne de Lorraine Champagne-Ardenne		01/09/2012	01/09/2013	283 928,06	F	Taux fixe à 4,86%	4,860	4,860	EUR	A	P	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									

COMMUNAUTÉ AGGLOMERATION BAR-LE-DUC - BATIMENT INDUSTRIEL CA BLD - CA - 2020

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
Total général					**1 365 479,24**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		**0,00**		**431 899,90**					**133 136,30**	**22 395,44**	**0,00**	**9 073,02**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		431 899,90					133 136,30	22 395,44	0,00	9 073,02
001BI11L02211	N	0,00	A-1	339 254,66	2,40	F	Taux fixe à 3,72%	3,720	105 071,87	16 528,95	0,00	7 572,17
002BI11L02211	N	0,00	A-1	92 645,24	2,67	F	Taux fixe à 4,86%	4,860	28 064,43	5 866,49	0,00	1 500,85
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**431 899,90**					**133 136,30**	**22 395,44**	**0,00**	**9 073,02**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX	A1.3

A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A1.4

A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure / Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	2	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	431 899,90	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A2

A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 500.00 €	2014-12-15

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	Frais d'études, recherche, insertion si non réalisation du projet	5	15/12/2014
L	Subventions versées personnes publiques	15	15/12/2014
L	Subventions versées personnes privées	5	15/12/2014
L	Logiciels, licences	2	15/12/2014
L	Autres immobilisations incorporelles	5	15/12/2014
L	Autres constructions	20	15/12/2014
L	Terrains	20	15/12/2014
L	Plantation d'arbres et d'arbustes sur terrains	15	15/12/2014
L	Autres agencements et aménagement de terrains	15	15/12/2014
L	Installations et agencement des locaux	15	15/12/2014
L	Installations électriques et téléphoniques	10	15/12/2014
L	Matériel de transport : véhicules légers et assimilés	6	15/12/2014
L	Matériel informatique	3	15/12/2014
L	Mobilier	10	15/12/2014
L	Petit matériel et cheptel	3	15/12/2014
L	Autres installations, matériels et outillages techniques	5	15/12/2014

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS	A3.1

A3.1 – ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS

Nature de la provision ou de la dépréciation	Dotations inscrites au budget de l'exercice (1)	Date de constitution	Montant des prov. et dépréciations constituées au 01/01/N	Montant total des prov. et dépréciations constituées	Reprises inscrites au budget de l'exercice	SOLDE
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS BUDGETAIRES						
Provisions réglementées et amortissements dérogatoires	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions. pour risques et charges (2)	444 298,39		0,00	444 298,39	0,00	444 298,39
Risque de non recouvrement des loyers	164 921,65	09/07/2015	0,00	164 921,65	0,00	164 921,65
Risque de non recouvrement des loyers	83 008,01	07/06/2016	0,00	83 008,01	0,00	83 008,01
Risque de non recouvrement des loyers	123 306,81	26/09/2016	0,00	123 306,81	0,00	123 306,81
Risque de non recouvrement des loyers	73 061,92	14/12/2016	0,00	73 061,92	0,00	73 061,92
Dépréciations (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL SEMI-BUDGETAIRES	444 298,39		0,00	444 298,39	0,00	444 298,39

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ... ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement ...).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A4.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations	
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**444 617,00**	I	**153 843,30**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**134 000,00**		**133 136,30**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	134 000,00		133 136,30
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	0,00		0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**310 617,00**		**20 707,00**
10...	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*310 617,00*		*20 707,00*
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**153 843,30**	**10 500,00**	**54 074,30**	**218 417,60**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A4.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)		Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**1 647 700,00**	**III**	**94 699,79**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**		**0,00**
10222	FCTVA	0,00		0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00		0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		**1 647 700,00**		**94 699,79**
15...	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26...	*Participations et créances rattachées*			
27...	*Autres immobilisations financières*			
28...	*Amortissement des immobilisations*			
28131	*Bâtiments*	*1 647 700,00*		*94 699,79*
29...	*Dépréciation des immobilisations*			
39...	*Dépréciat° des stocks et en-cours*			
481...	*Charges à répartir plusieurs exercices*			
021	*Virement de la section d'exploitation*	*0,00*		*0,00*

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R106 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	**94 699,79**	**0,00**	**0,00**	**54 074,30**	**148 774,09**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II	**218 417,60**
Ressources propres disponibles	IV	**148 774,09**
Solde	V = IV – II (3)	**-69 643,51**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) ,
A le
(1) ,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le
A ,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,...
(2) L'assemblée délibérante étant : .

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE dont la population est de 3500 habitants et plus - COMMUNAUTÉ AGGLOMERATION BAR-LE-DUC (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE PRINCIPAL CA BLD (2)

Numéro SIRET : 20003302500087

POSTE COMPTABLE : BAR COLLECTIVITES

M 14

Compte administratif

voté par nature

BUDGET : CENTRE DES AFFAIRES (3)

ANNEE 2020

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).
(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales (5)

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4

B - Modalités de vote du budget 5

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser 6

A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres 8

A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 9

B1 - Balance générale du budget - Dépenses 11

B2 - Balance générale du budget - Recettes 12

III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses 13

A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes 14

B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 15

B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 16

B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 17

IV - Annexes (6)

A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1) Sans Objet

A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement Sans Objet

A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement Sans Objet

A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet

A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet

A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet

A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet

A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet

A2.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement Sans Objet

A2.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N Sans Objet

A2.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme Sans Objet

A2.9 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet

A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements 18

A4 - Etat des provisions Sans Objet

A5 - Etalement des provisions Sans Objet

A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 19

A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 20

A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) Sans Objet

A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) Sans Objet

A7.2.1 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Fonctionnement (3) Sans Objet

A7.2.2 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Investissement (3) Sans Objet

A7.3.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (4) Sans Objet

A7.3.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (4) Sans Objet

A7.4.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement Sans Objet

A7.4.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement Sans Objet

A8 - Etat des charges transférées Sans Objet

A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet

A10.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées Sans Objet

A10.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties Sans Objet

A10.3 - Opérations liées aux cessions Sans Objet

A10.4- Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées Sans Objet

A10.5 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties Sans Objet

A11 - Etat des travaux en régie Sans Objet

A12 - Emploi des crédits communautaires dans le cadre de la subvention globale Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement Sans Objet

B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet

B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet

B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet

B1.5 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet

B1.6 - Etat des engagements reçus Sans Objet

B1.7 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions Sans Objet

B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents	Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents	Sans Objet
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale	Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel	Sans Objet
C1.2 - Actions de formation des élus	Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier	Sans Objet
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement	Sans Objet
C3.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
C3.5 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes	Sans Objet
C3.6 - Identification des flux croisés	Sans Objet

D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures

D1 - Décision en matière de taux de contributions directes	Sans Objet
D2 - Arrêté et signatures	21

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Il n'a cependant pas à être produit par les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de règie simple sans budget annexe (article L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cf. article R. 2313-3 du CCGT.

(4) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers.

(5) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « *Informations générales* » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(6) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Code INSEE	COMMUNAUTÉ AGGLOMERATION BAR-LE-DUC	CA
55476	CENTRE DES AFFAIRES	2020

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	0
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 *in fine*) :	
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		
0.00	0.00	0.00	0.00

	Informations financières – ratios (2)	Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population	0.00	
2	Produit des impositions directes/population	0.00	
3	Recettes réelles de fonctionnement/population	0.00	
4	Dépenses d'équipement brut/population	0.00	
5	Encours de dette/population	0.00	
6	DGF/population	0.00	
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2)	0.00	
8	Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2)	0.00	
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2)	0.00	
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)	0.00	

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, ...) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

POUR MEMOIRE(1)

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (2) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- au niveau (2) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (3) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.
  - sans (4) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (5) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

(1) Rappeler les modalités relatives au vote du budget.

(2) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(3) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(4) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(5) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ..... du .....).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES		RECETTES	
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	A	24 248,50	G	45 902,64
	Section d'investissement	B	1 620,41	H	1 620,41
			+		+
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section de fonctionnement (002)	C	0,00 (si déficit)	I	224 656,63 (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	D	0,00 (si déficit)	J	16 464,59 (si excédent)
			=		=
	TOTAL (réalisations + reports)	= A+B+C+D	25 868,91	= G+H+I+J	288 644,27
RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1)	Section de fonctionnement	E	0,00	K	0,00
	Section d'investissement	F	0,00	L	0,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F	0,00	= K+L	0,00
RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	= A+C+E	24 248,50	= G+I+K	270 559,27
	Section d'investissement	= B+D+F	1 620,41	= H+J+L	18 085,00
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F	25 868,91	= G+H+I+J+K+L	288 644,27

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées		Titres restant à émettre	
TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		E	0,00	K	0,00
011	Charges à caractère général		0,00		
012	Charges de personnel, frais assimilés		0,00		
014	Atténuations de produits		0,00		
65	Autres charges de gestion courante		0,00		
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus		0,00		
66	Charges financières		0,00		
67	Charges exceptionnelles		0,00		
70	Produits services, domaine et ventes div				0,00
73	Impôts et taxes				0,00
74	Dotations et participations				0,00
75	Autres produits de gestion courante				0,00
013	Atténuations de charges				0,00
76	Produits financiers				0,00
77	Produits exceptionnels				0,00
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		F	0,00	L	0,00
010	Stocks (4)		0,00		0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations				0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves		0,00		0,00
13	Subventions d'investissement		0,00		0,00
16	Emprunts et dettes assimilées		0,00		0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)		0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles		0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées		0,00		0,00

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(2) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de compte, tant en dépenses qu'en recettes.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES	A2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charg. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	34 500,00	19 624,90	4 623,60	0,00	10 251,50
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**34 500,00**	**19 624,90**	**4 623,60**	**0,00**	**10 251,50**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00			0,00
022	Dépenses imprévues	0,00				
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**34 500,00**	**19 624,90**	**4 623,60**	**0,00**	**10 251,50**
023	*Virement à la section d'investissement (2)*	*18 210,41*				
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*325,00*	*0,00*			*325,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (2)*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***18 535,41***	***0,00***			***18 535,41***
TOTAL		**53 035,41**	**19 624,90**	**4 623,60**	**0,00**	**28 786,91**
Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		(3) **0,00**				

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	54 500,00	45 902,64	0,00	0,00	8 597,36
Total des recettes de gestion courante		**54 500,00**	**45 902,64**	**0,00**	**0,00**	**8 597,36**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**54 500,00**	**45 902,64**	**0,00**	**0,00**	**8 597,36**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*0,00*	0,00			0,00
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (2)*	*0,00*	0,00			0,00
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL		**54 500,00**	**45 902,64**	**0,00**	**0,00**	**8 597,36**
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		(3) **224 656,63**				

(1) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(2) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.*

(3) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	21 621,00	1 620,41	0,00	20 000,59
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	**36 621,00**	**1 620,41**	**0,00**	**35 000,59**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
	Total des dépenses financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45...	**Total des opé. pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses réelles d'investissement	**36 621,00**	**1 620,41**	**0,00**	**35 000,59**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (1)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (1)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	***0,00***	***0,00***		***0,00***
	TOTAL	**36 621,00**	**1 620,41**	**0,00**	**35 000,59**
	Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1	(2) **0,00**			

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	1 621,00	1 620,41	0,00	0,59
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	**1 621,00**	**1 620,41**	**0,00**	**0,59**
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00	
	Total des recettes financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45...	**Total des opé. pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes réelles d'investissement	**1 621,00**	**1 620,41**	**0,00**	**0,59**
021	*Virement de la sect° de fonctionnement (1)*	*18 210,41*			
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (1)*	*325,00*	*0,00*		*325,00*
041	*Opérations patrimoniales (1)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
	Total des recettes d'ordre d'investissement	***18 535,41***	***0,00***		***18 535,41***
	TOTAL	**20 156,41**	**1 620,41**	**0,00**	**18 536,00**

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
	Pour information **R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1**	(2) **16 464,59**			

(1) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.*

(2) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

(3) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC...) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B1

1 – Mandats émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	24 248,50		24 248,50
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	*0,00*	0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**24 248,50**	***0,00***	**24 248,50**
	Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1			**0,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
19	*Neutral. et régul. d'opérations (5)*		*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	1 620,41	*0,00*	1 620,41
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)*		*0,00*	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (5)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (5)*		*0,00*	0,00
3...	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement –Total	**1 620,41**	***0,00***	**1 620,41**
	Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1			**0,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	*0,00*
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	*0,00*
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	45 902,64	*0,00*	45 902,64
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	*0,00*
Recettes de fonctionnement – Total		**45 902,64**	***0,00***	**45 902,64**
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1				**224 656,63**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
19	*Neutral. et régul. d'opérations*		*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	1 620,41	*0,00*	1 620,41
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	(9) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*0,00*	*0,00*
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)*		*0,00*	*0,00*
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	*0,00*
45...	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	*0,00*
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (4)*		*0,00*	*0,00*
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (4)*		*0,00*	*0,00*
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
Recettes d'investissement – Total		**1 620,41**	**0,00**	**1 620,41**
Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1				**16 464,59**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	**Charges à caractère général**	**34 500,00**	**19 624,90**	**4 623,60**	**0,00**	**10 251,50**
60611	Eau et assainissement	0,00	45,42	205,20	0,00	-250,62
6068	Autres matières et fournitures	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	1 000,00	0,00	4 418,40	0,00	-3 418,40
61558	Entretien autres biens mobiliers	7 000,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00
6161	Multirisques	2 500,00	725,48	0,00	0,00	1 774,52
6226	Honoraires	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00
63512	Taxes foncières	21 500,00	18 854,00	0,00	0,00	2 646,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65+656)		**34 500,00**	**19 624,90**	**4 623,60**	**0,00**	**10 251,50**
66	**Charges financières (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dotations provisions semi-budgétaires (d) (3)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (e)**	**0,00**				
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e		**34 500,00**	**19 624,90**	**4 623,60**	**0,00**	**10 251,50**
023	***Virement à la section d'investissement***	***18 210,41***	***0,00***			***18 210,41***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (4) (5) (6)***	***325,00***	***0,00***			***325,00***
6811	*Dot. amort. et prov. Immos incorporelles*	*325,00*	*0,00*			*325,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***18 535,41***	***0,00***			***18 535,41***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (7)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***18 535,41***	***0,00***			***18 535,41***
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**53 035,41**	**19 624,90**	**4 623,60**	**0,00**	**28 786,91**
Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		**0,00**				

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (2)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(3) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040.*

(5) Dont 675 et 676.

(6)Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES	A2

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	54 500,00	45 902,64	0,00	0,00	8 597,36
752	Revenus des immeubles	37 500,00	32 076,64	0,00	0,00	5 423,36
7588	Autres produits div. de gestion courante	17 000,00	13 826,00	0,00	0,00	3 174,00
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013		54 500,00	45 902,64	0,00	0,00	8 597,36
76	Produits financiers (b)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (c)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (d) (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d		54 500,00	45 902,64	0,00	0,00	8 597,36
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4) (5)*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		*0,00*	*0,00*			*0,00*
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)		54 500,00	45 902,64	0,00	0,00	8 597,36
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		224 656,63				

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(3) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre. *RF 042 = DI 040.*

(4) Dont 776.

(5) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES	B1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00
2031	Frais d'études	15 000,00	0,00	0,00	15 000,00
204	Subventions d'équipement versées (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (sauf opérations)	21 621,00	1 620,41	0,00	20 000,59
21735	Installations générales (mise à dispo)	21 621,00	1 620,41	0,00	20 000,59
22	Immobilisations reçues en affectation (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	36 621,00	1 620,41	0,00	35 000,59
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
	Total des dépenses financières	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL DEPENSES REELLES	36 621,00	1 620,41	0,00	35 000,59
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
	Reprises sur autofinancement antérieur (5)	*0,00*	*0,00*		*0,00*
	Charges transférées (6)	*0,00*	*0,00*		*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	*0,00*	*0,00*		*0,00*
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	36 621,00	1 620,41	0,00	35 000,59
	Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1	0,00			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définitions du chapitre d'opérations d'ordre, *DI 040=RF 042.*

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Dont 192.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041= RI 041.*

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES	B2

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées(hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles(sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	1 621,00	1 620,41	0,00	0,59
2135	Installations générales, agencements	1 621,00	1 620,41	0,00	0,59
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	1 621,00	1 620,41	0,00	0,59
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00	
	Total des recettes financières	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL DES RECETTES REELLES	1 621,00	1 620,41	0,00	0,59
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*18 210,41*			
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4)*	*325,00*	*0,00*		*325,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*325,00*	*0,00*		*325,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	*18 535,41*	*0,00*		*18 535,41*
041	*Opérations patrimoniales (5)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	*18 535,41*	*0,00*		*18 535,41*
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	20 156,41	1 620,41	0,00	18 536,00
	Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1	16 464,59			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, *RI 040 = DF 042.*

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041= RI 041.*

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A3

A3 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE			Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 500.00 €			2014-12-15
Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	**Catégories de biens amortis**	**Durée (en années)**	
L	Frais d'études, recherche, insertion si non réalisation du projet	5	15/12/2014
L	Subventions versées personnes publiques	15	15/12/2014
L	Subventions versées personnes privées	5	15/12/2014
L	Logiciels, licences	2	15/12/2014
L	Autres immobilisations incorporelles	5	15/12/2014
L	Plantation d'arbres et d'arbustes sur terrains	15	15/12/2014
L	Matériel et outillage d'incendie et de défense civile	10	15/12/2014
L	Matériel et outillage (dont électroménager)	5	15/12/2014
L	Installations et agencement des locaux	15	15/12/2014
L	Installations électriques et téléphoniques	10	15/12/2014
L	Matériel de transport : véhicules légers et assimilés	6	15/12/2014
L	Matériel informatique	3	15/12/2014
L	Mobilier	10	15/12/2014
L	Cheptel	3	15/12/2014
L	Equipement de cuisine	10	15/12/2014
L	Immeuble de rapport	50	15/12/2014

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A6.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations	
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**0,00**	I	**0,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**		**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	0,00		0,00
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00		0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	0,00		0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**0,00**		**0,00**
10...	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*0,00*		*0,00*
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A6.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**18 535,41**	III **0,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**	**0,00**
10222	FCTVA	0,00	0,00
10223	TLE	0,00	0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00	0,00
10228	Autres fonds	0,00	0,00
13146	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13156	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13246	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
13256	Attributions de compensation d'investissement	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00
26...	Participations et créances rattachées		
27...	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		**18 535,41**	**0,00**
15...	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26...	*Participations et créances rattachées*		
27...	*Autres immobilisations financières*		
28...	*Amortissement des immobilisations*		
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*325,00*	*0,00*
29...	*Prov. pour dépréciat° immobilisations*		
39...	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours*		
481...	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		
49...	*Prov. dépréc. comptes de tiers*		
59...	*Prov. dépréc. comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*18 210,41*	*0,00*

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R1068 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	**0,00**	**0,00**	**16 464,59**	**0,00**	**16 464,59**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II	**0,00**
Ressources propres disponibles	IV	**16 464,59**
Solde	V = IV – II (3)	**16 464,59**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) .
A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session .
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.
(2) L'assemblée délibérante étant : .

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 20003302500038	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT BUDGET EAU dont la population est de 3500 habitants et plus COMMUNAUTÉ AGGLOMERATION BAR-LE-DUC

POSTE COMPTABLE DE : BAR COLLECTIVITES

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 49 (1)

Compte administratif

BUDGET : [M4] EAU CA BDL (2)

ANNEE 2020

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 42, M. 43, M. 44 ou M. 49.
(2) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 4

II - Présentation générale du compte administratif

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser 5
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 7
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 8
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

III - Vote du compte administratif

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 11
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 13
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 14
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 15
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 16

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 17
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 22
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 23
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement Sans Objet
A1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N Sans Objet
A1.8 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 24
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations Sans Objet
A3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
A4.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 25
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 26
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A5.3.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement Sans Objet
A5.3.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet
A8.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées 28
A8.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties 30
A8.3 - Opérations liées aux cessions Sans Objet
A9.1 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées Sans Objet
A9.2 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties Sans Objet
A10 - Etat des travaux en régie Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget 31
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.5 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet
C4 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 32

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L.5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement).
- budgétaires (délibération n° ..... du .....).

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section d'exploitation	A 4 094 665,67	G 4 688 631,34	G-A 593 965,67
	Section d'investissement	B 1 443 000,24	H 2 545 534,52	H-B 1 102 534,28
		+	+	
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section d'exploitation (002)	C 0,00 (si déficit)	I 1 247 881,33 (si excédent)	
	Report en section d'investissement (001)	D 0,00 (si déficit)	J 1 237 605,67 (si excédent)	
		=	=	
		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
TOTAL (réalisations + reports)		P= A+B+C+D 5 537 665,91	Q= G+H+I+J 9 719 652,86	=Q-P 4 181 986,95

RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (2)	Section d'exploitation	E 0,00	K 0,00
	Section d'investissement	F 1 058 375,59	L 0,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F 1 058 375,59	= K+L 0,00

		DEPENSES	RECETTES	SOLDE D'EXECUTION (1)
RESULTAT CUMULE	Section d'exploitation	= A+C+E 4 094 665,67	= G+I+K 5 936 512,67	1 841 847,00
	Section d'investissement	= B+D+F 2 501 375,83	= H+J+L 3 783 140,19	1 281 764,36
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F 6 596 041,50	= G+H+I+J+K+L 9 719 652,86	3 123 611,36

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION		E 0,00	K 0,00
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
014	Atténuations de produits	0,00	
65	Autres charges de gestion courante	0,00	
66	Charges financières	0,00	
67	Charges exceptionnelles	0,00	
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés	0,00	
70	Ventes produits fabriqués, prestations		0,00
73	Produits issus de la fiscalité		0,00
74	Subventions d'exploitation		0,00
75	Autres produits de gestion courante		0,00
013	Atténuations de charges		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		0,00
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		F 1 058 375,59	L 0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)	0,00	0,00

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
20	Immobilisations incorporelles	18 417,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	258 386,39	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	781 572,20	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00

(1) Indiquer le signe – si les dépenses sont supérieures aux recettes, et + si les recettes sont supérieures aux dépenses.
(2) Les restes à réaliser de la section d'exploitation correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en recettes qu'en dépenses.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES	A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés (1)
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	1 355 205,00	1 071 896,41	265 040,27	0,00	18 268,32
012	Charges de personnel, frais assimilés	880 300,00	867 889,06	0,00	0,00	12 410,94
014	Atténuations de produits	750 000,00	444 400,00	192 600,00	0,00	113 000,00
65	Autres charges de gestion courante	100 951,00	98 202,24	0,00	0,00	2 748,76
Total des dépenses de gestion courante		**3 086 456,00**	**2 482 387,71**	**457 640,27**	**0,00**	**146 428,02**
66	Charges financières	265 000,00	178 077,91	74 462,11	0,00	12 459,98
67	Charges exceptionnelles	253 017,00	227 406,27	0,00	0,00	25 610,73
68	Dotations aux provisions et dépréciat°(2)	0,00	0,00			0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00				
Total des dépenses réelles d'exploitation		**3 604 473,00**	**2 887 871,89**	**532 102,38**	**0,00**	**184 498,73**
023	*Virement à la section d'investissement (4)*	*426 721,00*				
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*688 361,00*	*674 691,40*			*13 669,60*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (uniquement en M44) (4)*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***1 115 082,00***	***674 691,40***			***440 390,60***
TOTAL		**4 719 555,00**	**3 562 563,29**	**532 102,38**	**0,00**	**624 889,33**
Pour information D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1		**0,00**				

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	0,00	1 608,94	0,00	0,00	-1 608,94
70	Ventes produits fabriqués, prestations	4 583 450,00	4 530 725,92	0,00	0,00	52 724,08
73	Produits issus de la fiscalité(5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	53 017,79	4 816,82	0,00	-57 834,61
Total des recettes de gestion courante		**4 583 450,00**	**4 585 352,65**	**4 816,82**	**0,00**	**-6 719,47**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	35 443,31	0,00	0,00	-35 443,31
78	Reprises sur provisions et dépréciations (2)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**4 583 450,00**	**4 620 795,96**	**4 816,82**	**0,00**	**-42 162,78**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*70 154,00*	63 018,56			7 135,44
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (uniquement en M44) (4)*	*0,00*	0,00			0,00
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***70 154,00***	***63 018,56***			***7 135,44***
TOTAL		**4 653 604,00**	**4 683 814,52**	**4 816,82**	**0,00**	**-35 027,34**
Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1		**1 247 881,33**				

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts desquels il convient de soustraire les crédits employés.
(2) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(3) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.
(5) Ce chapitre existe uniquement en M41, M43 et M44.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (1)
20	Immobilisations incorporelles	80 744,00	17 833,30	18 417,00	44 493,70
21	Immobilisations corporelles	1 515 853,80	501 123,92	258 386,39	756 343,49
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	2 096 177,99	40 036,27	781 572,20	1 274 569,52
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**3 692 775,79**	**558 993,49**	**1 058 375,59**	**2 075 406,71**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	822 000,00	820 988,19	0,00	1 011,81
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
Total des dépenses financières		**822 000,00**	**820 988,19**	**0,00**	**1 011,81**
45...	**Total des opérations pour compte de tiers (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**4 514 775,79**	**1 379 981,68**	**1 058 375,59**	**2 076 418,52**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*70 154,00*	*63 018,56*		*7 135,44*
041	*Opérations patrimoniales (2)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***70 154,00***	***63 018,56***		***7 135,44***
TOTAL		**4 584 929,79**	**1 443 000,24**	**1 058 375,59**	**2 083 553,96**
Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1		**0,00**			

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
13	Subventions d'investissement	490 000,00	370 843,12	0,00	119 156,88
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	1 742 242,12	1 500 000,00	0,00	242 242,12
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**2 232 242,12**	**1 870 843,12**	**0,00**	**361 399,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)(3)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45...	**Total des opérations pour le compte de tiers (4)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**2 232 242,12**	**1 870 843,12**	**0,00**	**361 399,00**
021	*Virement de la section d'exploitation (2)*	*426 721,00*			
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*688 361,00*	*674 691,40*		*13 669,60*
041	*Opérations patrimoniales (2)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***1 115 082,00***	***674 691,40***		***440 390,60***
TOTAL		**3 347 324,12**	**2 545 534,52**	**0,00**	**801 789,60**
Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1		**1 237 605,67**			

(1) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les crédits employés.
(2)*DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.*
(3) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.
(4) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
(5) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B1

1 – MANDATS EMIS (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	1 336 936,68		1 336 936,68
012	Charges de personnel, frais assimilés	867 889,06		867 889,06
014	Atténuations de produits	637 000,00		637 000,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	98 202,24		98 202,24
66	Charges financières	252 540,02	*0,00*	252 540,02
67	Charges exceptionnelles	227 406,27	*0,00*	227 406,27
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	*674 691,40*	674 691,40
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés(4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
	Dépenses d'exploitation – Total	**3 419 974,27**	***674 691,40***	**4 094 665,67**

+

D 002 DEFICIT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	4 094 665,67

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*63 018,56*	63 018,56
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	820 988,19	*0,00*	820 988,19
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	17 833,30	*0,00*	17 833,30
21	Immobilisations corporelles (6)	501 123,92	*0,00*	501 123,92
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	40 036,27	*0,00*	40 036,27
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations(reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3...	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement –Total	**1 379 981,68**	***63 018,56***	**1 443 000,24**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE N-1	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEE	1 443 000,24

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II – PRESENTATION GENERALE DU COMPTE ADMINISTRATIF	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	1 608,94		1 608,94
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	*0,00*
70	Ventes produits fabriqués, prestations	4 530 725,92		4 530 725,92
71	*Production stockée (ou déstockage)(3)*		*0,00*	*0,00*
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité(7)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	57 834,61		57 834,61
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	35 443,31	*63 018,56*	98 461,87
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	*0,00*
	Recettes d'exploitation – Total	**4 625 612,78**	***63 018,56***	**4 688 631,34**

\+

R 002 EXCEDENT D'EXPLOITATION REPORTE DE N-1	1 247 881,33

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	5 936 512,67

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	370 843,12	0,00	370 843,12
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	1 500 000,00	0,00	1 500 000,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles(5)	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*674 691,40*	*674 691,40*
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	*0,00*
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	*0,00*
45...	Opérations pour compte de tiers (6)	0,00	0,00	0,00
481			*0,00*	*0,00*
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
	Recettes d'investissement – Total	**1 870 843,12**	***674 691,40***	**2 545 534,52**

\+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE DE N-1	1 237 605,67

\+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	3 783 140,19

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.
(2) Voir liste des opérations d'ordre.
(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).
(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».
(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).
(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, en M. 43 et en M. 44.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	**Charges à caractère général (2) (3)**	**1 355 205,00**	**1 071 896,41**	**265 040,27**	**0,00**	**18 268,32**
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie	301 000,00	355 444,72	30 395,91	0,00	-84 840,63
6062	Produits de traitement	22 000,00	11 616,12	1 106,31	0,00	9 277,57
6063	Fournitures entretien et petit équipt	3 400,00	1 864,77	840,52	0,00	694,71
6064	Fournitures administratives	1 300,00	575,03	0,00	0,00	724,97
6066	Carburants	20 000,00	14 100,03	1 000,00	0,00	4 899,97
6068	Autres matières et fournitures	212 000,00	187 603,82	13 943,25	0,00	10 452,93
611	Sous-traitance générale	41 000,00	63,96	0,00	0,00	40 936,04
6135	Locations mobilières	43 005,00	35 643,33	4 347,83	0,00	3 013,84
6137	Redevances, droits de passage, servitude	800,00	0,00	0,00	0,00	800,00
614	Charges locatives et de copropriété	200,00	46,32	0,00	0,00	153,68
61523	Entretien, réparations réseaux	260 000,00	164 381,89	44 250,00	0,00	51 368,11
61551	Entretien matériel roulant	9 000,00	5 218,75	3 017,62	0,00	763,63
61558	Entretien autres biens mobiliers	15 250,00	68 644,18	5 064,83	0,00	-58 459,01
6156	Maintenance	10 000,00	6 548,09	0,00	0,00	3 451,91
6161	Multirisques	9 000,00	4 280,86	0,00	0,00	4 719,14
617	Etudes et recherches	3 000,00	-7 150,00	7 150,00	0,00	3 000,00
618	Divers	30 500,00	30 109,54	6 780,00	0,00	-6 389,54
6226	Honoraires	2 650,00	0,00	0,00	0,00	2 650,00
6228	Divers	25 000,00	20 323,94	9 068,00	0,00	-4 391,94
6231	Annonces et insertions	2 000,00	0,00	0,00	0,00	2 000,00
6236	Catalogues et imprimés	500,00	0,00	0,00	0,00	500,00
6241	Transports sur achats	400,00	102,65	0,00	0,00	297,35
6251	Voyages et déplacements	2 000,00	905,65	0,00	0,00	1 094,35
6256	Missions	3 600,00	3 343,23	0,00	0,00	256,77
6257	Réceptions	100,00	0,00	0,00	0,00	100,00
6261	Frais d'affranchissement	1 500,00	548,69	0,00	0,00	951,31
6262	Frais de télécommunications	23 000,00	25 602,12	576,00	0,00	-3 178,12
627	Services bancaires et assimilés	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
6288	Autres	30 000,00	29 753,09	2 500,00	0,00	-2 253,09
6358	Autres droits	0,00	1 489,63	0,00	0,00	-1 489,63
6371	Redevance versée aux agences de l'eau	280 000,00	110 836,00	135 000,00	0,00	34 164,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**880 300,00**	**867 889,06**	**0,00**	**0,00**	**12 410,94**
6218	Autre personnel extérieur	97 500,00	97 500,00	0,00	0,00	0,00
6331	Versement de transport	2 567,00	2 565,00	0,00	0,00	2,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	2 139,00	2 138,00	0,00	0,00	1,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	8 122,00	7 450,00	0,00	0,00	672,00
6411	Salaires, appointements, commissions	476 420,00	498 775,00	0,00	0,00	-22 355,00
6413	Primes et gratifications	84 793,00	50 580,42	0,00	0,00	34 212,58
6415	Supplément familial	1 230,00	1 017,42	0,00	0,00	212,58
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	75 040,00	73 428,00	0,00	0,00	1 612,00
6452	Cotisations aux mutuelles	1 714,00	1 666,57	0,00	0,00	47,43
6453	Cotisations aux caisses de retraites	119 990,00	123 092,60	0,00	0,00	-3 102,60
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	2 985,00	2 020,00	0,00	0,00	965,00
6458	Cotisat° autres organismes sociaux	3 900,00	3 801,05	0,00	0,00	98,95
6472	Versements aux comités d'entreprise	3 400,00	3 400,00	0,00	0,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	500,00	455,00	0,00	0,00	45,00
014	**Atténuations de produits (4)**	**750 000,00**	**444 400,00**	**192 600,00**	**0,00**	**113 000,00**
701249	Reversement redevance agence de l'eau	450 000,00	324 500,00	134 400,00	0,00	-8 900,00
706129	Reverst redevance modernisat° agence eau	300 000,00	119 900,00	58 200,00	0,00	121 900,00
65	**Autres charges de gestion courante**	**100 951,00**	**98 202,24**	**0,00**	**0,00**	**2 748,76**
651	Redevances pour licences, logiciels, ...	751,00	625,32	0,00	0,00	125,68
6541	Créances admises en non-valeur	18 200,00	15 171,52	0,00	0,00	3 028,48
6542	Créances éteintes	77 000,00	78 428,54	0,00	0,00	-1 428,54
658	Charges diverses de gestion courante	5 000,00	3 976,86	0,00	0,00	1 023,14
TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65)		**3 086 456,00**	**2 482 387,71**	**457 640,27**	**0,00**	**146 428,02**
66	**Charges financières (b) (5)**	**265 000,00**	**178 077,91**	**74 462,11**	**0,00**	**12 459,98**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	265 000,00	261 069,59	0,00	0,00	3 930,41
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	-82 991,68	74 462,11	0,00	8 529,57
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**253 017,00**	**227 406,27**	**0,00**	**0,00**	**25 610,73**
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	3 000,00	941,08	0,00	0,00	2 058,92
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	5 000,00	1 340,47	0,00	0,00	3 659,53
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	78 000,00	0,00	0,00	0,00	78 000,00
6742	Subventions exceptionnelles d'équipement	15 000,00	9 000,00	0,00	0,00	6 000,00
678	Autres charges exceptionnelles	152 017,00	216 124,72	0,00	0,00	-64 107,72

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (6)	0,00	0,00			0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (f)	0,00				
	TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e+f	3 604 473,00	2 887 871,89	532 102,38	0,00	184 498,73
023	*Virement à la section d'investissement*	*426 721,00*				
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (8)(9)*	*688 361,00*	*674 691,40*			*13 669,60*
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*688 361,00*	*674 691,40*			*13 669,60*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	*1 115 082,00*	*674 691,40*			*440 390,60*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (10)*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
	TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE	*1 115 082,00*	*674 691,40*			*440 390,60*
	TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	4 719 555,00	3 562 563,29	532 102,38	0,00	624 889,33
	Pour information D 002 Déficit d'exploitation reporté de N-1	0,00				

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	-8 529,57

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.
(3) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.
(4) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44.
(5) Si le montant des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant de l'article 66112 sera négatif.
(6) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(7) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.
(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre. *DE 042 = RI 040.*
(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III

SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	**Atténuations de charges (2)**	**0,00**	**1 608,94**	**0,00**	**0,00**	**-1 608,94**
64198	Autres remboursements	0,00	1 608,94	0,00	0,00	-1 608,94
70	***Ventes produits fabriqués, prestations***	***4 583 450,00***	***4 530 725,92***	***0,00***	***0,00***	***52 724,08***
70111	Ventes d'eau aux abonnés	*3 286 401,00*	*3 329 523,13*	*0,00*	*0,00*	*-43 122,13*
701241	Redevance pollution d'origine domestique	*452 328,00*	*370 060,52*	*0,00*	*0,00*	*82 267,48*
704	Travaux	*90 000,00*	*113 603,30*	*0,00*	*0,00*	*-23 603,30*
706121	Redevance modernisation des réseaux	*304 159,00*	*276 718,63*	*0,00*	*0,00*	*27 440,37*
7064	Locations de compteurs	*430 562,00*	*424 051,58*	*0,00*	*0,00*	*6 510,42*
7068	Autres prestations de services	*20 000,00*	*16 768,76*	*0,00*	*0,00*	*3 231,24*
73	**Produits issus de la fiscalité (3)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
74	**Subventions d'exploitation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante**	**0,00**	**53 017,79**	**4 816,82**	**0,00**	**-57 834,61**
752	Revenus des immeubles	0,00	2 000,00	4 816,82	0,00	-6 816,82
7588	Autres	0,00	51 017,79	0,00	0,00	-51 017,79
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013		**4 583 450,00**	**4 585 352,65**	**4 816,82**	**0,00**	**-6 719,47**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**0,00**	**35 443,31**	**0,00**	**0,00**	**-35 443,31**
7714	Recouvrt créances admises en non valeur	0,00	381,96	0,00	0,00	-381,96
7718	Autres produits except. opérat° gestion	0,00	35 000,00	0,00	0,00	-35 000,00
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	61,35	0,00	0,00	-61,35
78	**Reprises sur provisions et dépréciations (d) (4)**	**0,00**	**0,00**			**0,00**
TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d		**4 583 450,00**	**4 620 795,96**	**4 816,82**	**0,00**	**-42 162,78**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (6)***	***70 154,00***	***63 018,56***			***7 135,44***
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*70 154,00*	*63 018,56*			*7 135,44*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (5)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		***70 154,00***	***63 018,56***			***7 135,44***
TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)		**4 653 604,00**	**4 683 814,52**	**4 816,82**	**0,00**	**-35 027,34**
Pour information R 002 Excédent d'exploitation reporté de N-1		**1 247 881,33**				

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) L'article 699 n'existe pas en M. 49.
(3) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.
(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.
(5) Cf. Définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043=DE 043.*
(6) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie a opté pour les provisions budgétaires.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES	B1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**80 744,00**	**17 833,30**	**18 417,00**	**44 493,70**
2031	Frais d'études	50 000,00	5 397,90	18 417,00	26 185,10
2033	Frais d'insertion	4 500,00	990,00	0,00	3 510,00
2051	Concessions et droits assimilés	26 244,00	11 445,40	0,00	14 798,60
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**1 515 853,80**	**501 123,92**	**258 386,39**	**756 343,49**
21351	Aménagement Bâtiments d'exploitation	25 042,82	8 360,20	7 282,62	9 400,00
21531	Réseaux d'adduction d'eau	1 269 508,89	394 888,96	182 299,24	692 320,69
2154	Matériel industriel	98 802,16	17 393,11	29 513,51	51 895,54
21561	Service de distribution d'eau	28 808,80	33 780,66	7 967,08	-12 938,94
2182	Matériel de transport	60 638,56	24 338,89	30 916,34	5 383,33
2183	Matériel de bureau et informatique	29 052,57	21 189,96	0,00	7 862,61
2184	Mobilier	4 000,00	1 172,14	407,60	2 420,26
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**2 096 177,99**	**40 036,27**	**781 572,20**	**1 274 569,52**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	2 096 177,99	40 036,27	781 572,20	1 274 569,52
	Total des dépenses d'équipement	**3 692 775,79**	**558 993,49**	**1 058 375,59**	**2 075 406,71**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**822 000,00**	**820 988,19**	**0,00**	**1 011,81**
1641	Emprunts en euros	815 000,00	814 480,19	0,00	519,81
1681	Autres emprunts	7 000,00	6 508,00	0,00	492,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**			
	Total des dépenses financières	**822 000,00**	**820 988,19**	**0,00**	**1 011,81**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**4 514 775,79**	**1 379 981,68**	**1 058 375,59**	**2 076 418,52**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (5)***	***70 154,00***	***63 018,56***		***7 135,44***
	Reprises sur autofinancement antérieur(6)	***70 154,00***	***63 018,56***		***7 135,44***
139111	*Sub. équipt cpte résult. Agence de l'eau*	*70 154,00*	*42 058,13*		*28 095,87*
139118	*Sub. équipt cpte résult. Autres*	*0,00*	*6 639,52*		*-6 639,52*
13912	*Sub. équipt cpte résult. Régions*	*0,00*	*148,00*		*-148,00*
13913	*Sub. équipt cpte résult. Départements*	*0,00*	*10 483,35*		*-10 483,35*
13914	*Sub. équipt cpte résult. Communes*	*0,00*	*1 437,56*		*-1 437,56*
13916	*Sub. équipt cpte résult. Autres EPL*	*0,00*	*734,00*		*-734,00*
13918	*Autres subventions d'équipement*	*0,00*	*1 518,00*		*-1 518,00*
	Charges transférées	***0,00***	***0,00***		***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (7)***	***0,00***	***0,00***		***0,00***
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***70 154,00***	***63 018,56***		***7 135,44***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**4 584 929,79**	**1 443 000,24**	**1 058 375,59**	**2 083 553,96**
	Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1	**0,00**			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.
(3) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.
(4) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042*.
(6) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail des reprises sur autofinancement antérieur si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041*.

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF — III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES — B2

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés (2)
13	**Subventions d'investissement**	**490 000,00**	**370 843,12**	**0,00**	**119 156,88**
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	200 000,00	52 217,00	0,00	147 783,00
13118	Autres Subv. Équipt Etat	0,00	10 500,00	0,00	-10 500,00
1314	Subv. équipt Communes	0,00	3 301,87	0,00	-3 301,87
1315	Subv. équipt Groupement de collectivités	290 000,00	280 113,90	0,00	9 886,10
1316	Subv. équipt Autres E.P.L.	0,00	24 710,35	0,00	-24 710,35
16	**Emprunts et dettes assimilées(hors 165)**	**1 742 242,12**	**1 500 000,00**	**0,00**	**242 242,12**
1641	Emprunts en euros	1 742 242,12	1 500 000,00	0,00	242 242,12
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**2 232 242,12**	**1 870 843,12**	**0,00**	**361 399,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES	**2 232 242,12**	**1 870 843,12**	**0,00**	**361 399,00**
021	***Virement de la section d'exploitation***	***426 721,00***			
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (4)(5)***	***688 361,00***	***674 691,40***		***13 669,60***
28031	*Frais d'études*	*0,00*	*8 924,25*		*-8 924,25*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*0,00*	*6 065,29*		*-6 065,29*
28128	*Aménagement Autres terrains*	*0,00*	*20,00*		*-20,00*
281311	*Bâtiments d'exploitation*	*0,00*	*8 473,95*		*-8 473,95*
281351	*Aménagement Bâtiments d'exploitation*	*0,00*	*4 711,48*		*-4 711,48*
281451	*Aménagt Bât.d'exploitation sol d'autrui*	*0,00*	*2 086,00*		*-2 086,00*
281531	*Réseaux d'adduction d'eau*	*688 361,00*	*227 091,98*		*461 269,02*
28154	*Matériel industriel*	*0,00*	*44 476,60*		*-44 476,60*
28155	*Outillage industriel*	*0,00*	*287,44*		*-287,44*
281561	*Service de distribution d'eau*	*0,00*	*91 940,71*		*-91 940,71*
28157	*Aménagement matériel industriel*	*0,00*	*680,00*		*-680,00*
2817311	*Bâtiments d'exploitation (mise à dispo)*	*0,00*	*7 583,29*		*-7 583,29*
2817351	*Aménagt Bât. d'exploitation (mad)*	*0,00*	*597,53*		*-597,53*
2817355	*Aménagt Bât. administratifs (mad)*	*0,00*	*46,38*		*-46,38*
2817531	*Réseaux d'adduction d'eau (mad)*	*0,00*	*200 144,82*		*-200 144,82*
2817561	*Service de distribution d'eau (mad)*	*0,00*	*20 226,69*		*-20 226,69*
281757	*Aménagement matériel industriel (mad)*	*0,00*	*25 399,84*		*-25 399,84*
28182	*Matériel de transport*	*0,00*	*21 052,25*		*-21 052,25*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*0,00*	*3 383,18*		*-3 383,18*
28184	*Mobilier*	*0,00*	*1 114,72*		*-1 114,72*
28188	*Autres*	*0,00*	*385,00*		*-385,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION	***1 115 082,00***	***674 691,40***		***440 390,60***
041	***Opérations patrimoniales (6)***	***0,00***	***0,00***		***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***1 115 082,00***	***674 691,40***		***440 390,60***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**3 347 324,12**	**2 545 534,52**	**0,00**	**801 789,60**
	Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1	**1 237 605,67**			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes utilisé par la régie.
(2) Les crédits annulés correspondent aux crédits ouverts auxquels il convient de soustraire les mandats émis et les restes à réaliser au 31/12.
(3) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.
(4) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*
(5) Les comptes 15..2 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.
(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

III – VOTE DU COMPTE ADMINISTRATIF	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					**17 881 933,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					17 881 933,00									
231EauA050253	Caisse d'épargne de Lorraine Champagne-Ardenne		12/12/2005	25/03/2006	25 000,00	F	Taux fixe à 3,78%	3,780	3,780	EUR	A	P	O	A-1
233EauMON280536EUR001	Société de Financement Local		26/04/2004	01/09/2004	70 482,00	F	Taux fixe à 4,58%	4,580	4,580	EUR	A	P	O	A-1
235Eau1158033	Caisse d'épargne de Lorraine Champagne-Ardenne		25/04/2005	25/04/2006	1 000 000,00	F	Taux fixe à 3,86%	3,860	3,860	EUR	A	P	O	A-1
236Eau1176133	Caisse d'épargne de Lorraine Champagne-Ardenne		21/03/2006	25/03/2007	562 500,00	F	Taux fixe à 3,49%	3,490	3,490	EUR	A	P	O	A-1
237Eau1212444	Caisse d'épargne de Lorraine Champagne-Ardenne		25/05/2008	25/05/2009	1 600 000,00	F	Taux fixe à 4,47%	4,470	4,470	EUR	A	P	O	A-1
238Eau00020545102	Crédit Mutuel Meuse Sud Saint Dizier		31/01/2011	31/03/2011	1 200 000,00	F	Taux fixe à 3,45%	3,450	3,450	EUR	T	P	O	A-1
2557	Société Générale	20/12/2019	27/12/2019	27/03/2020	1 000 000,00	V	Euribor 3m + 0,41%, flooré à 0,41%	0,410	0,416	EUR	T	C	O	A-1
260Eau11L12142	Caisse d'épargne de Lorraine Champagne-Ardenne		06/01/2012	01/06/2013	2 000 000,00	F	Taux fixe à 4,56%	4,560	4,560	EUR	A	P	O	A-1
261VEau9329923	Caisse d'épargne de Lorraine Champagne-Ardenne		05/02/2014	05/05/2014	2 000 000,00	V	Livret A + 1,46%	2,700	2,737	EUR	T	C	O	A-1
268EAU1181001	Société Générale		22/12/2014	22/03/2015	2 000 000,00	F	Taux fixe à 2,095%	2,095	2,124	EUR	T	P	O	A-1
269EAU00030294302	Banque Fédérative du Crédit Mutuel		01/01/2016	31/03/2016	2 000 000,00	F	Taux fixe à 1,85%	1,850	1,850	EUR	T	P	O	A-1
271VEau66390 5192152	Caisse des Dépots et Consignations		16/08/2017	01/11/2017	650 000,00	V	Livret A + 0,75%	1,500	1,500	EUR	T	C	O	A-1
272EAU66390 5192151	Caisse des Dépots et Consignations		16/10/2017	01/02/2018	650 000,00	F	Taux fixe à 1,81%	1,810	1,810	EUR	T	P	O	A-1
2756/001	Société Générale	18/12/2020	28/12/2020	28/03/2021	1 500 000,00	F	Taux fixe à 0,10%	0,100	0,102	EUR	T	C	O	A-1
305Eau86458140016	Crédit Agricole de Lorraine		25/02/2011	25/03/2011	58 951,00	F	Taux fixe à 3,46%	3,460	3,460	EUR	M	P	O	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
								Taux initial						
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Niveau de taux (5)	Taux actuariel	Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
306Eau1161324	Caisse d'épargne de Lorraine Champagne-Ardenne		24/07/2005	25/08/2006	65 000,00	F	Taux fixe à 4,10%	4,100	4,100	EUR	A	P	O	A-1
308EauMPH525908EUR	Société de Financement Local	05/11/2018	21/11/2018	01/03/2019	1 500 000,00	F	Taux fixe à 0,50%	0,500	0,507	EUR	T	C	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**97 620,00**									
1681 Autres emprunts (total)					97 620,00									
248Eau045027A00	Agence de l'Eau Seine Normandie		25/07/2005	25/07/2006	12 000,00	F	Taux fixe à 0,00%	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
255Eau04005800	Agence de l'Eau Seine Normandie		26/06/2006	26/06/2007	39 320,00	F	Taux fixe à 0,00%	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
264Eau06598100	Agence de l'Eau Seine Normandie		27/03/2007	27/03/2008	26 000,00	F	Taux fixe à 0,00%	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
307Eau04500700	Agence de l'Eau Seine Normandie		25/07/2005	25/07/2006	20 300,00	F	Taux fixe à 0,00%	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**17 979 553,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		**0,00**		**12 552 542,20**					**814 480,19**	**261 069,59**	**0,00**	**73 721,07**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		12 552 542,20					814 480,19	261 069,59	0,00	73 721,07
231EauA050253	N	0,00	A-1	7 859,70	4,23	F	Taux fixe à 3,78%	3,780	1 404,43	350,18	0,00	227,77
233EauMON280536EUR001	N	0,00	A-1	14 547,78	2,67	F	Taux fixe à 4,58%	4,580	4 430,81	869,22	0,00	222,10
235Eau1158033	N	0,00	A-1	324 801,27	4,32	F	Taux fixe à 3,86%	3,860	57 900,18	14 772,28	0,00	8 567,17
236Eau1176133	N	0,00	A-1	210 772,51	5,23	F	Taux fixe à 3,49%	3,490	31 100,92	8 441,38	0,00	5 639,57
237Eau1212444	N	0,00	A-1	810 191,16	7,40	F	Taux fixe à 4,47%	4,470	82 767,06	39 915,23	0,00	21 729,33
238Eau00020545102	N	0,00	A-1	702 054,45	10,01	F	Taux fixe à 3,45%	3,450	57 836,91	25 473,33	0,00	67,28
2557	N	0,00	A-1	950 000,00	19,00	V	Euribor 3m + 0,41%, flooré à 0,41%	0,410	50 000,00	4 090,17	0,00	54,10
260Eau11L12142	N	0,00	A-1	1 099 499,58	6,42	F	Taux fixe à 4,56%	4,560	130 890,80	56 105,80	0,00	29 246,69
261VEau9329923	N	0,00	A-1	1 325 000,00	13,11	V	Livret A + 0,95%	1,450	100 000,00	21 363,47	0,00	3 041,98
268EAU1181001	N	0,00	A-1	1 486 296,44	13,98	F	Taux fixe à 2,095%	2,095	90 157,13	32 860,23	0,00	864,94
269EAU00030294302	N	0,00	A-1	1 566 946,55	15,01	F	Taux fixe à 1,85%	1,850	89 837,04	30 029,64	0,00	80,52
271VEau66390 5192152	N	0,00	A-1	565 500,00	21,60	V	Livret A + 0,75%	1,250	26 000,00	7 603,96	0,00	1 172,64
272EAU66390 5192151	N	0,00	A-1	586 493,35	21,85	F	Taux fixe à 1,81%	1,810	21 549,74	10 786,90	0,00	1 757,37
2756/001	N	0,00	A-1	1 500 000,00	20,01	F	Taux fixe à 0,10%	0,100	0,00	0,00	0,00	16,67
305Eau86458140016	N	0,00	A-1	1 158,36	0,15	F	Taux fixe à 3,46%	3,460	6 813,63	168,45	0,00	0,67

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
306Eau1161324	N	0,00	A-1	21 421,05	4,65	F	Taux fixe à 4,10%	4,100	3 791,54	1 033,72	0,00	307,39
308EauMPH525908EUR	N	0,00	A-1	1 380 000,00	22,93	V	Euribor 3m + 0,61%, flooré à 0,61%	0,610	60 000,00	7 205,63	0,00	724,88
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**6 088,00**					**6 508,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		6 088,00					6 508,00	0,00	0,00	0,00
248Eau045027A00	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	Taux fixe à 0,00%	0,000	800,00	0,00	0,00	0,00
255Eau04005800	N	0,00	A-1	2 621,33	0,48	F	Taux fixe à 0,00%	0,000	2 621,34	0,00	0,00	0,00
264Eau06598100	N	0,00	A-1	3 466,67	1,24	F	Taux fixe à 0,00%	0,000	1 733,33	0,00	0,00	0,00
307Eau04500700	N	0,00	A-1	0,00	0,00	F	Taux fixe à 0,00%	0,000	1 353,33	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**12 558 630,20**					**820 988,19**	**261 069,59**	**0,00**	**73 721,07**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX	A1.3

A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A1.4

A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	21	0	0	0	0	
	% de l'encours	99,99	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	12 558 630,20	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A2

A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 500.00 €	2014-12-15

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	Ouvrages de génie civil et bâtiments divers pour le captage et le traitement de l'eau	40	15/12/2014
L	Ouvrage de génie civil pour le stockage de l'eau	50	15/12/2014
L	Bâtiments légers, abris, baraquements	20	15/12/2014
L	Terrains	20	15/12/2014
L	Plantation d'arbres et d'arbustes sur terrain	15	15/12/2014
L	Autres agencements et aménagements de terrains	15	15/12/2014
L	Canalisations principales	50	15/12/2014
L	Canalisations de branchements	25	15/12/2014
L	Installations et agencement des locaux	15	15/12/2014
L	Installations électriques et téléphoniques	10	15/12/2014
L	Installations / équipements de captage, transport et traitement de l'eau potable, compteurs	15	15/12/2014
L	Pompes, appareils électro mécaniques	10	15/12/2014
L	Installation électriques et automatismes (dont régulation, capteurs)	10	15/12/2014
L	Installations thermiques : chauffage, ventilation, climatisation	15	15/12/2014
L	Matériel de laboratoire	10	15/12/2014
L	Petit matériel et outillage (dont électroménager).	5	15/12/2014
L	Matériel de transport : véhicules légers et assimilés	6	15/12/2014
L	Matériel de transport : véhicule lourd et outillage de voirie	8	15/12/2014
L	Matériel informatique	3	15/12/2014
L	Mobilier	10	15/12/2014
L	Cheptel, emballages récupérables	3	15/12/2014
L	Agencements et aménagements de matériel et outillage	5	15/12/2014
L	Frais d'établissement	5	15/12/2014
L	Frais d'étude, recherche, insertion si non réalisation du projet	5	15/12/2014
L	Subventions versées personnes public	15	15/12/2014
L	Subventions versées personnes privées	5	15/12/2014
L	Logiciels, licences	2	15/12/2014
L	Autres immobilisations incorporelles	5	15/12/2014

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A4.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**892 154,00**	I **884 006,75**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**822 000,00**	**820 988,19**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	815 000,00	814 480,19
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	7 000,00	6 508,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**70 154,00**	**63 018,56**
10...	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*70 154,00*	*63 018,56*
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**884 006,75**	**1 058 375,59**	**0,00**	**1 942 382,34**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A4.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)		Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**1 115 082,00**	III	**674 691,40**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**		**0,00**
10222	FCTVA	0,00		0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00		0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		**1 115 082,00**		**674 691,40**
15...	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26...	*Participations et créances rattachées*			
27...	*Autres immobilisations financières*			
28...	*Amortissement des immobilisations*			
28031	*Frais d'études*	*0,00*		*8 924,25*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*0,00*		*6 065,29*
28128	*Aménagement Autres terrains*	*0,00*		*20,00*
281311	*Bâtiments d'exploitation*	*0,00*		*8 473,95*
281351	*Aménagement Bâtiments d'exploitation*	*0,00*		*4 711,48*
281451	*Aménagt Bât.d'exploitation sol d'autrui*	*0,00*		*2 086,00*
281531	*Réseaux d'adduction d'eau*	*688 361,00*		*227 091,98*
28154	*Matériel industriel*	*0,00*		*44 476,60*
28155	*Outillage industriel*	*0,00*		*287,44*
281561	*Service de distribution d'eau*	*0,00*		*91 940,71*
28157	*Aménagement matériel industriel*	*0,00*		*680,00*
2817311	*Bâtiments d'exploitation (mise à dispo)*	*0,00*		*7 583,29*
2817351	*Aménagt Bât. d'exploitation (mad)*	*0,00*		*597,53*
2817355	*Aménagt Bât. administratifs (mad)*	*0,00*		*46,38*
2817531	*Réseaux d'adduction d'eau (mad)*	*0,00*		*200 144,82*
2817561	*Service de distribution d'eau (mad)*	*0,00*		*20 226,69*
281757	*Aménagement matériel industriel (mad)*	*0,00*		*25 399,84*
28182	*Matériel de transport*	*0,00*		*21 052,25*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*0,00*		*3 383,18*
28184	*Mobilier*	*0,00*		*1 114,72*
28188	*Autres*	*0,00*		*385,00*
29...	*Dépréciation des immobilisations*			
39...	*Dépréciat° des stocks et en-cours*			
481...	*Charges à répartir plusieurs exercices*			
021	*Virement de la section d'exploitation*	*426 721,00*		*0,00*

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R106 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	**674 691,40**	**0,00**	**1 237 605,67**	**0,00**	**1 912 297,07**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II	**1 942 382,34**
Ressources propres disponibles	IV	**1 912 297,07**
Solde	V = IV – II (3)	**-30 085,27**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – ENTREES	A8.1

A8.1 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
23/01/2020	BRCHTS NEUFS AEP BAR LE DUC	221 211,65	0,00	25
23/01/2020	BRCHTS NEUFS AEP LONGEVILLE	6 279,86	0,00	25
23/01/2020	BRCHTS NEUFS AEP VAL D ORNAIN	8 907,26	0,00	25
24/01/2020	RNVLT BRCHT AT2018-20-LOT2-0106	5 859,55	0,00	25
06/02/2020	MISE À JOUR LOGICILE TOPKAPI	8 244,00	0,00	2
06/02/2020	FOURNITURE ET POSE DE STORES SUIVANT DEVIS RÉF. RB	1 360,00	0,00	15
06/02/2020	PORTE PVC RESERVOIR SALMAGNE	1 386,00	0,00	15
06/02/2020	PORTE PVC NAIX AUX FORGE	2 638,00	0,00	15
06/02/2020	DATA LOGGER LS42	1 150,00	0,00	10
06/02/2020	CAPTEUR NIVEAU IMMERGÉ 10M	2 241,00	0,00	10
06/02/2020	MATERIEL DE REGULATION PRESSION	2 195,82	0,00	10
06/02/2020	1 CLAPET ANTI RETOUR SERIE 2000 DN 300 PN16 RACCO	885,01	0,00	10
06/02/2020	POMPE DE CHANTIER	1 564,00	0,00	10
06/02/2020	FOURNITURE ÉQUIPEMENT POUR GPS SUIVANT DEVIS 2019-	597,15	0,00	10
06/02/2020	1 SAMSUNG GALAXY TAB A 2019 SM-T510	212,56	0,00	1
24/02/2020	BRCHMTS NEUFS AEP COMBLES	13 419,89	0,00	25
24/02/2020	BRCHTS NEUFS AEP CHARDOGNE	4 906,18	0,00	25
24/02/2020	BRCHTS NEUFS AEP SAVONNIERES	18 564,19	0,00	25
26/03/2020	BRCHTS NEUFS AEP NANCOIS	21 998,47	0,00	25
26/03/2020	BRCHTS NEUFS AEP EX CCCO	67 557,12	0,00	25
02/04/2020	7 COFFRETS ET 9 PROTECTIONS POUR LES BOX ADSL	3 114,84	0,00	10
07/04/2020	BRCHTS NEUFS AEP LOISEY	5 471,16	0,00	25
08/04/2020	MODIF INSTAL EXISTANTE SURPRESSION TRONVILLE	2 920,00	0,00	25
08/04/2020	1 VANNE MOTORISÉE SQ10 A IP67 SWITCH 3 50HZ 400V 6	855,00	0,00	10
08/04/2020	REMPLACEMENT DUN CELLBOX HS PAR UN LS42	1 080,00	0,00	10
08/04/2020	POMPES DE CHANTIER	1 396,65	0,00	10
08/04/2020	RÉCEPTEUR MULTI-FRÉQUENCE GNSS RTK EMLID REACH RS2	4 109,00	0,00	5
10/04/2020	FOURNITURE DE MODEM GSM-3 POUR SOFREL S500	12 717,00	0,00	3
17/04/2020	LOGICIEL SG4000 + PARAMETRAGE LOGICIEL TOPKAPI	3 201,40	0,00	2
17/04/2020	PC + ONDULEUR 1000VA	3 824,60	0,00	3
07/05/2020	ECHELLE TELESCOPIQUE BAMBOO	430,48	0,00	5
07/05/2020	DISQUE SCIE SABRE ET LAMES	762,74	0,00	5
07/05/2020	DECOUPEUSE + BATTERIE + CHARGEUR	973,49	0,00	5
18/05/2020	DATA LOGGER LS42	1 230,00	0,00	10
29/05/2020	REMPLACEMENT DESINFECTION BIOXYDE DE CHLORE	881,50	0,00	0
05/06/2020	2020 MATÉRIEL INFORMATIQUE	4 125,77	0,00	3
17/06/2020	YFMR150COMPTEUR À ULTRA-SON RUBIN SONIC DN 150 PN	1 661,87	0,00	10
17/06/2020	YFMR200COMPTEUR À ULTRA-SON RUBIN SONIC DN 200 PN	2 292,78	0,00	10
03/07/2020	DETECTEUR RESEAUX	6 536,00	0,00	10
13/08/2020	BRCHTS NEUFS AEP FAINS VEEL	5 216,49	0,00	25
14/08/2020	BRCHTS NEUFS AEP ROBERT ESPAGNE	1 226,43	0,00	25
06/10/2020	1 BOITE À CRÉPINE TYPE MP DN 100 CODE : STR00004TS	-541,40	0,00	10
13/10/2020	MONOSTAB 3 AVAL 50 PFA16 PERCE 40/50 DE 1,5 A 6BAR	2 431,98	0,00	10
13/10/2020	FOURNITURE D'UN VEHICULE LEGER UTILITAIRE	13 832,34	0,00	6
13/10/2020	TABLETTE SAMSUNG GALAXY TAB A 2019 4G	310,03	0,00	1
13/10/2020	REMPLACEMENT FAUTEUILS	940,71	0,00	10
13/10/2020	REHAUSSE LUMEA L160 COLORIS CHENE CLAIR	231,43	0,00	1
22/10/2020	YFMR100COMPTEUR À ULTRA-SON RUBIN SONIC DN 100 PN	7 343,14	0,00	10

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
02/11/2020	SONDE SONORE LUMINEUSE	556,25	0,00	1
02/11/2020	RESERVOIR ET TELERUPT	794,67	0,00	10
06/11/2020	REGULATEUR DE PRESSION	2 272,97	0,00	10
18/11/2020	BRCHTS NEUFS AEP BEHONNE	7 477,19	0,00	25
19/11/2020	MATÉRIEL ÉLÉCTRO PORTATIF POUR LASTREINTE	559,40	0,00	10
19/11/2020	UNE MEULEUSE	374,42	0,00	10
19/11/2020	REDUCTEURS DE PRESSION	1 135,38	0,00	5
19/11/2020	FOURNITURE GERBEUR ELECTRIQUE SUIVANT DEVIS U GAP	10 506,55	0,00	6
25/11/2020	ALIMENTATION ÉLECTRIQUE NV TARIF	1 338,20	0,00	10
25/11/2020	FOURNITURE ET POSE DUNE PORTE PVC	1 638,00	0,00	10
25/11/2020	UN AÉROTHERME+ UNE SÉCURITÉ THERMIQUE	809,73	0,00	10
25/11/2020	2 BORNES RF MASTER ITRON BLUETOOTH	1 800,00	0,00	5
04/12/2020	TX RENOUVEL RESEAU EAU POTABLE COMBLES ET NAIVES 3	2 570,29	0,00	0
10/12/2020	MOE RENOUVELLEMENT RESEAU AEP ROBERT ESPAGNE	421,73	0,00	0
Acquisitions à titre gratuit				
Mise à disposition				
Affectation				
Mises en concession ou affermage				
Divers				
TOTAL GENERAL		**512 027,92**	**0,00**	

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – SORTIES	A8.2

A8.2 – ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
Cessions à titre onéreux							
Cessions à titre gratuit							
Mise à disposition							
Affectation							
Mises en concession ou affermage							
Mise à la réforme							
Divers							
TOTAL GENERAL		0,00					0,00

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET	B1.3

B1.3 – SUBVENTIONS VERSEES DANS LE CADRE DU VOTE DU BUDGET

Article (1)	Subventions (2)	Objet (3)	Nom de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de la subvention
6742			NIGER MA ZAADA	Association	9 000,00

(1) Indiquer l'article d'imputation de la subvention.
(2) Dénomination ou numéro éventuel de la subvention.
(3) Objet pour lequel est versé la subvention.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) ,
A le
(1) ,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le
A ,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,...
(2) L'assemblée délibérante étant : .

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE dont la population est de 3500 habitants et plus - COMMUNAUTÉ AGGLOMERATION BAR-LE-DUC (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE PRINCIPAL CA BLD (2)

Numéro SIRET : 20003302500046

POSTE COMPTABLE : BAR COLLECTIVITES

M 14

Compte administratif

voté par nature

BUDGET : LOTISSEMENT CA BLD (3)

ANNEE 2020

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).
(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales (5)

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4

B - Modalités de vote du budget 5

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser 6

A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres 8

A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 9

B1 - Balance générale du budget - Dépenses 11

B2 - Balance générale du budget - Recettes 12

III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses 13

A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes 14

B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 15

B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 16

B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 17

IV - Annexes (6)

A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1) Sans Objet

A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement Sans Objet

A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement Sans Objet

A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet

A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 18

A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 22

A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 23

A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet

A2.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement Sans Objet

A2.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N Sans Objet

A2.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme Sans Objet

A2.9 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet

A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet

A4 - Etat des provisions Sans Objet

A5 - Etalement des provisions Sans Objet

A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses Sans Objet

A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes Sans Objet

A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) Sans Objet

A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) Sans Objet

A7.2.1 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Fonctionnement (3) Sans Objet

A7.2.2 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Investissement (3) Sans Objet

A7.3.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (4) Sans Objet

A7.3.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (4) Sans Objet

A7.4.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement Sans Objet

A7.4.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement Sans Objet

A8 - Etat des charges transférées Sans Objet

A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet

A10.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées Sans Objet

A10.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties Sans Objet

A10.3 - Opérations liées aux cessions Sans Objet

A10.4- Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées Sans Objet

A10.5 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties Sans Objet

A11 - Etat des travaux en régie Sans Objet

A12 - Emploi des crédits communautaires dans le cadre de la subvention globale Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement Sans Objet

B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet

B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet

B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet

B1.5 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet

B1.6 - Etat des engagements reçus Sans Objet

B1.7 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions Sans Objet

B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents	Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents	Sans Objet
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale	Sans Objet
C - Autres éléments d'informations	
C1.1 - Etat du personnel	Sans Objet
C1.2 - Actions de formation des élus	Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier	Sans Objet
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement	Sans Objet
C3.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
C3.5 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes	Sans Objet
C3.6 - Identification des flux croisés	Sans Objet
D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures	
D1 - Décision en matière de taux de contributions directes	Sans Objet
D2 - Arrêté et signatures	24

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Il n'a cependant pas à être produit par les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (article L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cf. article R. 2313-3 du CCGT.

(4) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers.

(5) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « *Informations générales* » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(6) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Code INSEE	COMMUNAUTÉ AGGLOMERATION BAR-LE-DUC	CA
55029	LOTISSEMENT CA BLD	2020

I – INFORMATIONS GENERALES — I

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES — A

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	0
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 *in fine*) :	
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		
0.00	0.00	0.00	0.00

	Informations financières – ratios (2)	Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population	0.00	
2	Produit des impositions directes/population	0.00	
3	Recettes réelles de fonctionnement/population	0.00	
4	Dépenses d'équipement brut/population	0.00	
5	Encours de dette/population	0.00	
6	DGF/population	0.00	
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2)	0.00	
8	Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2)	0.00	
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2)	0.00	
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)	0.00	

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, ...) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

POUR MEMOIRE(1)

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (2) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- au niveau (2) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (3) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.
  - sans (4) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (5) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

(1) Rappeler les modalités relatives au vote du budget.

(2) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(3) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(4) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(5) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ..... du .....).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES		RECETTES	
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	A	134 912,22	G	309 079,10
	Section d'investissement	B	198 132,55	H	86 237,58
			+		+
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section de fonctionnement (002)	C	0,00 (si déficit)	I	364 187,13 (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	D	1 299 156,23 (si déficit)	J	0,00 (si excédent)
			=		=
	TOTAL (réalisations + reports)	= A+B+C+D	1 632 201,00	= G+H+I+J	759 503,81
RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1)	Section de fonctionnement	E	0,00	K	0,00
	Section d'investissement	F	0,00	L	0,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F	0,00	= K+L	0,00
RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	= A+C+E	134 912,22	= G+I+K	673 266,23
	Section d'investissement	= B+D+F	1 497 288,78	= H+J+L	86 237,58
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F	1 632 201,00	= G+H+I+J+K+L	759 503,81

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		E 0,00	K 0,00
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
014	Atténuations de produits	0,00	
65	Autres charges de gestion courante	0,00	
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	
66	Charges financières	0,00	
67	Charges exceptionnelles	0,00	
70	Produits services, domaine et ventes div		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
74	Dotations et participations		0,00
75	Autres produits de gestion courante		0,00
013	Atténuations de charges		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		0,00
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		F 0,00	L 0,00
010	Stocks (4)	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(2) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de compte, tant en dépenses qu'en recettes.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES	A2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charg. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	500 000,00	0,00	0,00	0,00	500 000,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**500 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**500 000,00**
66	Charges financières	35 000,00	24 276,61	60,71	0,00	10 662,68
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00			0,00
022	Dépenses imprévues	0,00				
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**535 000,00**	**24 276,61**	**60,71**	**0,00**	**510 662,68**
023	*Virement à la section d'investissement (2)*	*0,00*				
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*720 467,92*	*86 237,58*			*634 230,34*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (2)*	*35 000,00*	*24 337,32*			*10 662,68*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***755 467,92***	***110 574,90***			***644 893,02***
TOTAL		**1 290 467,92**	**134 851,51**	**60,71**	**0,00**	**1 155 555,70**
Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		(3) **0,00**				

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	166 280,79	86 237,58	0,00	0,00	80 043,21
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion courante		**166 280,79**	**86 237,58**	**0,00**	**0,00**	**80 043,21**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	190 000,00	174 166,88	0,00	0,00	15 833,12
78	Reprises provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**356 280,79**	**260 404,46**	**0,00**	**0,00**	**95 876,33**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*535 000,00*	24 337,32			510 662,68
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (2)*	*35 000,00*	24 337,32			10 662,68
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***570 000,00***	***48 674,64***			***521 325,36***
TOTAL		**926 280,79**	**309 079,10**	**0,00**	**0,00**	**617 201,69**
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		(3) **364 187,13**				

(1) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(2) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.*

(3) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	627 500,00	173 795,23	0,00	453 704,77
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
	Total des dépenses financières	**627 500,00**	**173 795,23**	**0,00**	**453 704,77**
45...	**Total des opé. pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses réelles d'investissement	**627 500,00**	**173 795,23**	**0,00**	**453 704,77**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (1)*	*535 000,00*	*24 337,32*		*510 662,68*
041	*Opérations patrimoniales (1)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	***535 000,00***	***24 337,32***		***510 662,68***
	TOTAL	**1 162 500,00**	**198 132,55**	**0,00**	**964 367,45**
	Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1	(2) **1 299 156,23**			

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	1 741 188,31	0,00	0,00	1 741 188,31
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	**1 741 188,31**	**0,00**	**0,00**	**1 741 188,31**
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00	
	Total des recettes financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45...	**Total des opé. pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes réelles d'investissement	**1 741 188,31**	**0,00**	**0,00**	**1 741 188,31**
021	*Virement de la sect° de fonctionnement (1)*	*0,00*			
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (1)*	*720 467,92*	*86 237,58*		*634 230,34*
041	*Opérations patrimoniales (1)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
	Total des recettes d'ordre d'investissement	***720 467,92***	***86 237,58***		***634 230,34***
	TOTAL	**2 461 656,23**	**86 237,58**	**0,00**	**2 375 418,65**

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
	Pour information **R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1**	(2) **0,00**			

(1) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.*

(2) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

(3) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC...) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B1

1 – Mandats émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	0,00		0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*24 337,32*	24 337,32
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	24 337,32	*0,00*	24 337,32
67	Charges exceptionnelles	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	*0,00*	0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*86 237,58*	86 237,58
	Dépenses de fonctionnement – Total	**24 337,32**	***110 574,90***	**134 912,22**
	Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1			**0,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	173 795,23	*0,00*	173 795,23
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
19	*Neutral. et régul. d'opérations (5)*		*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)*		*0,00*	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (5)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (5)*		*0,00*	0,00
3...	Stocks	0,00	*24 337,32*	24 337,32
	Dépenses d'investissement –Total	**173 795,23**	***24 337,32***	**198 132,55**
	Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1			**1 299 156,23**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	*0,00*
70	Produits services, domaine et ventes div	86 237,58		86 237,58
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*24 337,32*	*24 337,32*
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	*0,00*	0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	174 166,88	*0,00*	174 166,88
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*24 337,32*	*24 337,32*
Recettes de fonctionnement – Total		**260 404,46**	***48 674,64***	**309 079,10**
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1				**364 187,13**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
19	*Neutral. et régul. d'opérations*		*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	(9) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*0,00*	*0,00*
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)*		*0,00*	*0,00*
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	*0,00*
45...	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	*0,00*
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (4)*		*0,00*	*0,00*
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (4)*		*0,00*	*0,00*
3...	Stocks	0,00	86 237,58	86 237,58
Recettes d'investissement – Total		**0,00**	**86 237,58**	**86 237,58**
Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1				**0,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	**Charges à caractère général**	**500 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**500 000,00**
605	Achats matériel, équipements et travaux	500 000,00	0,00	0,00	0,00	500 000,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65+656)		**500 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**500 000,00**
66	**Charges financières (b)**	**35 000,00**	**24 276,61**	**60,71**	**0,00**	**10 662,68**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	35 000,00	24 369,43	0,00	0,00	10 630,57
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	0,00	-92,82	60,71	0,00	32,11
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
68	**Dotations provisions semi-budgétaires (d) (3)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (e)**	**0,00**				
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e		**535 000,00**	**24 276,61**	**60,71**	**0,00**	**510 662,68**
023	***Virement à la section d'investissement***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (4) (5) (6)***	***720 467,92***	***86 237,58***			***634 230,34***
7133	*Variat° en-cours de production biens*	*0,00*	*86 237,58*			*-86 237,58*
71355	*Variat° stocks terrains aménagés*	*720 467,92*	*0,00*			*720 467,92*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***720 467,92***	***86 237,58***			***634 230,34***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (7)***	***35 000,00***	***24 337,32***			***10 662,68***
608	*Frais accessoires sur terrains en cours*	*35 000,00*	*24 337,32*			*10 662,68*
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***755 467,92***	***110 574,90***			***644 893,02***
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**1 290 467,92**	**134 851,51**	**60,71**	**0,00**	**1 155 555,70**
Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		**0,00**				

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (2)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	-32,11

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(3) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040.*

(5) Dont 675 et 676.

(6)Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES	A2

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	*166 280,79*	*86 237,58*	*0,00*	*0,00*	*80 043,21*
7015	Ventes de terrains aménagés	*166 280,79*	*86 237,58*	*0,00*	*0,00*	*80 043,21*
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013		166 280,79	86 237,58	0,00	0,00	80 043,21
76	Produits financiers (b)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (c)	190 000,00	174 166,88	0,00	0,00	15 833,12
774	Subventions exceptionnelles	190 000,00	174 166,88	0,00	0,00	15 833,12
78	Reprises provisions semi-budgétaires (d) (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d		356 280,79	260 404,46	0,00	0,00	95 876,33
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4) (5)*	*535 000,00*	*24 337,32*			*510 662,68*
7133	*Variat° en-cours de production biens*	*535 000,00*	*24 337,32*			*510 662,68*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*35 000,00*	*24 337,32*			*10 662,68*
796	*Transferts charges financières*	*35 000,00*	*24 337,32*			*10 662,68*
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		*570 000,00*	*48 674,64*			*521 325,36*
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)		926 280,79	309 079,10	0,00	0,00	617 201,69
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		364 187,13				

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(3) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040.*

(4) Dont 776.

(5) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES	B1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	627 500,00	173 795,23	0,00	453 704,77
1641	Emprunts en euros	627 500,00	173 795,23	0,00	453 704,77
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
	Total des dépenses financières	627 500,00	173 795,23	0,00	453 704,77
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL DEPENSES REELLES	627 500,00	173 795,23	0,00	453 704,77
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*535 000,00*	*24 337,32*		*510 662,68*
	Reprises sur autofinancement antérieur (5)	*0,00*	*0,00*		*0,00*
	Charges transférées (6)	*535 000,00*	*24 337,32*		*510 662,68*
3351	*Terrains*	*500 000,00*	*0,00*		*500 000,00*
33586	*Frais financiers*	*35 000,00*	*24 337,32*		*10 662,68*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	*535 000,00*	*24 337,32*		*510 662,68*
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	1 162 500,00	198 132,55	0,00	964 367,45
	Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1	1 299 156,23			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définitions du chapitre d'opérations d'ordre, *DI 040=RF 042.*

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Dont 192.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041= RI 041.*

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES	B2

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées(hors 165)	1 741 188,31	0,00	0,00	1 741 188,31
1641	Emprunts en euros	1 741 188,31	0,00	0,00	1 741 188,31
20	Immobilisations incorporelles(sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	1 741 188,31	0,00	0,00	1 741 188,31
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00	
	Total des recettes financières	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL DES RECETTES REELLES	1 741 188,31	0,00	0,00	1 741 188,31
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*			
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4)*	*720 467,92*	*86 237,58*		*634 230,34*
3351	*Terrains*	*0,00*	*86 237,58*		*-86 237,58*
3355	*Travaux*	*720 467,92*	*0,00*		*720 467,92*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	*720 467,92*	*86 237,58*		*634 230,34*
041	*Opérations patrimoniales (5)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	*720 467,92*	*86 237,58*		*634 230,34*
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	2 461 656,23	86 237,58	0,00	2 375 418,65
	Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1	0,00			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, *RI 040 = DF 042.*

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041= RI 041.*

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A2.2

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
								Taux initial						
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Niveau de taux (5)	Taux actuariel	Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**1 936 334,40**									
1641 Emprunts en euros (total)					1 936 334,40									
239VLot00020545104	Crédit Mutuel Meuse Sud Saint Dizier	21/05/2019	31/03/2019	30/06/2019	538 627,11	F	Taux fixe à 1,70%	1,700	1,700	EUR	T	P	O	A-1
240Lot00020545103	Crédit Mutuel Meuse Sud Saint Dizier		01/01/2012	31/03/2012	1 050 000,00	F	Taux fixe à 3,45%	3,450	3,450	EUR	T	P	O	A-1
241VLotA990009E	Caisse d'épargne de Lorraine Champagne-Ardenne		25/08/2001	25/11/2001	347 707,29	V	Euribor 3m + 0,18%, floré à 0,00%	4,490	4,490	EUR	T	P	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
								Taux initial						
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Niveau de taux (5)	Taux actuariel	Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**1 936 334,40**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A2.2

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**995 741,04**					**170 156,91**	**24 369,43**	**0,00**	**60,71**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		995 741,04					170 156,91	24 369,43	0,00	60,71
239VLot00020545104	N	0,00	A-1	404 849,67	5,00	F	Taux fixe à 1,70%	1,700	76 930,20	7 701,56	0,00	19,12
240Lot00020545103	N	0,00	A-1	434 032,94	5,00	F	Taux fixe à 3,45%	3,450	78 213,85	16 667,87	0,00	41,59
241VLotA990009E	N	0,00	A-1	156 858,43	8,16	V	Euribor 3m + 0,18%, flooré à 0,00%	0,000	15 012,86	0,00	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

COMMUNAUTÉ AGGLOMERATION BAR-LE-DUC - LOTISSEMENT CA BLD - CA - 2020

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
Total général		0,00		995 741,04					170 156,91	24 369,43	0,00	60,71

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX	A2.3

A2.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A2.4

A2.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure / Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	3	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	995 741,04	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) .
A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session .
A , le

Les membres de l'assemblée délibérante (2),

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.
(2) L'assemblée délibérante étant : .

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE dont la population est de 3500 habitants et plus - COMMUNAUTÉ AGGLOMERATION BAR-LE-DUC (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE PRINCIPAL CA BLD (2)

Numéro SIRET : 20003302500053

POSTE COMPTABLE : BAR COLLECTIVITES

M 14

Compte administratif

voté par nature

BUDGET : ORDURES MENAGERES CA BLD (3)

ANNEE 2020

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).

(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales (5)

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Exécution du budget et détail des restes à réaliser 6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres 8
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 11
B2 - Balance générale du budget - Recettes 12

III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses 13
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes 15
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 16
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 17
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 18

IV - Annexes (6)

A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1) Sans Objet
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement Sans Objet
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement Sans Objet
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 19
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 23
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 24
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A2.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'un emprunt avec refinancement Sans Objet
A2.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N Sans Objet
A2.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme Sans Objet
A2.9 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements 25
A4 - Etat des provisions 26
A5 - Etalement des provisions Sans Objet
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 27
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 28
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) Sans Objet
A7.2.1 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Fonctionnement (3) Sans Objet
A7.2.2 - Etats des dépenses et recettes des services assujettis à la TVA - Investissement (3) Sans Objet
A7.3.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (4) Sans Objet
A7.3.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (4) Sans Objet
A7.4.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement Sans Objet
A7.4.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées Sans Objet
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet
A10.1 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Entrées 30
A10.2 - Variation du patrimoine (article R. 2313-3 du CGCT) - Sorties 31
A10.3 - Opérations liées aux cessions Sans Objet
A10.4- Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Entrées Sans Objet
A10.5 - Variation du patrimoine (article L. 300-5 du code de l'urbanisme) - Sorties Sans Objet
A11 - Etat des travaux en régie Sans Objet
A12 - Emploi des crédits communautaires dans le cadre de la subvention globale Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B1.7 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions Sans Objet

B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents	Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents	Sans Objet
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale	Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel	Sans Objet
C1.2 - Actions de formation des élus	Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier	Sans Objet
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement	Sans Objet
C3.2 - Liste des établissements publics créés	Sans Objet
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe	Sans Objet
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe	Sans Objet
C3.5 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes	Sans Objet
C3.6 - Identification des flux croisés	Sans Objet

D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures

D1 - Décision en matière de taux de contributions directes	Sans Objet
D2 - Arrêté et signatures	32

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Il n'a cependant pas à être produit par les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (article L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cf. article R. 2313-3 du CCGT.

(4) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers.

(5) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « *Informations générales* » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(6) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Code INSEE	COMMUNAUTÉ AGGLOMERATION BAR-LE-DUC ORDURES MENAGERES CA BLD	CA 2020

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	0
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 *in fine*) :	
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		
0.00	0.00	0.00	0.00

	Informations financières – ratios (2)	Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population	0.00	
2	Produit des impositions directes/population	0.00	
3	Recettes réelles de fonctionnement/population	0.00	
4	Dépenses d'équipement brut/population	0.00	
5	Encours de dette/population	0.00	
6	DGF/population	0.00	
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2)	0.00	
8	Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2)	0.00	
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2)	0.00	
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)	0.00	

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, ...) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

POUR MEMOIRE(1)

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (2) du chapitre pour la section de fonctionnement.
- au niveau (2) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (3) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.
  - sans (4) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (5) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

(1) Rappeler les modalités relatives au vote du budget.

(2) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(3) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(4) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(5) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ..... du .....).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXECUTION DU BUDGET

		DEPENSES		RECETTES	
REALISATIONS DE L'EXERCICE (mandats et titres)	Section de fonctionnement	A	5 136 744,15	G	4 907 136,94
	Section d'investissement	B	230 404,89	H	394 402,75
			+		+
REPORTS DE L'EXERCICE N-1	Report en section de fonctionnement (002)	C	0,00 (si déficit)	I	3 214 279,85 (si excédent)
	Report en section d'investissement (001)	D	0,00 (si déficit)	J	215 141,24 (si excédent)
			=		=
	TOTAL (réalisations + reports)	= A+B+C+D	5 367 149,04	= G+H+I+J	8 730 960,78
RESTES A REALISER A REPORTER EN N+1 (1)	Section de fonctionnement	E	0,00	K	0,00
	Section d'investissement	F	160 954,08	L	0,00
	TOTAL des restes à réaliser à reporter en N+1	= E+F	160 954,08	= K+L	0,00
RESULTAT CUMULE	Section de fonctionnement	= A+C+E	5 136 744,15	= G+I+K	8 121 416,79
	Section d'investissement	= B+D+F	391 358,97	= H+J+L	609 543,99
	TOTAL CUMULE	= A+B+C+D+E+F	5 528 103,12	= G+H+I+J+K+L	8 730 960,78

DETAIL DES RESTES A REALISER

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		E 0,00	K 0,00
011	Charges à caractère général	0,00	
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	
014	Atténuations de produits	0,00	
65	Autres charges de gestion courante	0,00	
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	
66	Charges financières	0,00	
67	Charges exceptionnelles	0,00	
70	Produits services, domaine et ventes div		0,00
73	Impôts et taxes		0,00
74	Dotations et participations		0,00
75	Autres produits de gestion courante		0,00
013	Atténuations de charges		0,00
76	Produits financiers		0,00
77	Produits exceptionnels		0,00
TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		F 160 954,08	L 0,00
010	Stocks (4)	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations		0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (6)	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	4 560,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00

Chap.	Libellé	Dépenses engagées non mandatées	Titres restant à émettre
21	Immobilisations corporelles	156 394,08	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (5)	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00

(1) Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(2) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de compte, tant en dépenses qu'en recettes.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES	A2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charg. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	Charges à caractère général	3 519 770,00	3 066 661,38	190 698,77	0,00	262 409,85
012	Charges de personnel, frais assimilés	1 594 960,00	1 582 193,38	3 792,00	0,00	8 974,62
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	17 883,00	17 382,53	0,00	0,00	500,47
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**5 132 613,00**	**4 666 237,29**	**194 490,77**	**0,00**	**271 884,94**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	32 500,00	20 917,50	0,00	0,00	11 582,50
68	Dotations provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00			0,00
022	Dépenses imprévues	0,00				
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**5 165 113,00**	**4 687 154,79**	**194 490,77**	**0,00**	**283 467,44**
023	*Virement à la section d'investissement (2)*	*342 599,10*				
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*271 695,00*	*255 098,59*			*16 596,41*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (2)*	*0,00*	*0,00*			*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***614 294,10***	***255 098,59***			***359 195,51***
TOTAL		**5 779 407,10**	**4 942 253,38**	**194 490,77**	**0,00**	**642 662,95**
Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		(3) **0,00**				

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Prod. rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
013	Atténuations de charges	3 500,00	9 413,17	0,00	0,00	-5 913,17
70	Produits services, domaine et ventes div	786 000,00	789 241,04	67 524,33	0,00	-70 765,37
73	Impôts et taxes	3 601 710,00	3 585 779,00	0,00	0,00	15 931,00
74	Dotations et participations	348 000,00	403 779,36	6 956,90	0,00	-62 736,26
75	Autres produits de gestion courante	21 800,00	24 057,19	0,00	0,00	-2 257,19
Total des recettes de gestion courante		**4 761 010,00**	**4 812 269,76**	**74 481,23**	**0,00**	**-125 740,99**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	362,74	0,00	0,00	-362,74
78	Reprises provisions semi-budgétaires (1)	0,00	0,00			0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**4 761 010,00**	**4 812 632,50**	**74 481,23**	**0,00**	**-126 103,73**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (2)*	*36 092,00*	20 023,21			16 068,79
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (2)*	*0,00*	0,00			0,00
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***36 092,00***	***20 023,21***			***16 068,79***
TOTAL		**4 797 102,00**	**4 832 655,71**	**74 481,23**	**0,00**	**-110 034,94**
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		(3) **3 214 279,85**				

(1) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(2) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.*

(3) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	143 406,14	21 564,72	4 560,00	117 281,42
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	856 177,20	188 816,96	156 394,08	510 966,16
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**999 583,34**	**210 381,68**	**160 954,08**	**628 247,58**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
Total des dépenses financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45...	**Total des opé. pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**999 583,34**	**210 381,68**	**160 954,08**	**628 247,58**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (1)*	*36 092,00*	*20 023,21*		*16 068,79*
041	*Opérations patrimoniales (1)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***36 092,00***	***20 023,21***		***16 068,79***
TOTAL		**1 035 675,34**	**230 404,89**	**160 954,08**	**644 316,37**
Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1		(2) **0,00**			

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks (3)	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	75 520,00	104 150,87	0,00	-28 630,87
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (4)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**75 520,00**	**104 150,87**	**0,00**	**-28 630,87**
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	130 720,00	35 153,29	0,00	95 566,71
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (7)	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00	
Total des recettes financières		**130 720,00**	**35 153,29**	**0,00**	**95 566,71**
45...	**Total des opé. pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**206 240,00**	**139 304,16**	**0,00**	**66 935,84**
021	*Virement de la sect° de fonctionnement (1)*	*342 599,10*			
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (1)*	*271 695,00*	*255 098,59*		*16 596,41*
041	*Opérations patrimoniales (1)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***614 294,10***	***255 098,59***		***359 195,51***
TOTAL		**820 534,10**	**394 402,75**	**0,00**	**426 131,35**

Chap.	Libellé	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
	Pour information **R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1**	(2) **215 141,24**			

(1) *DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.*

(2) Les lignes de report ne font pas l'objet d'émission de mandat ou de titre (inscrire le montant reporté).

(3) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC...) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(4) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(5) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B1

1 – Mandats émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	3 257 360,15		3 257 360,15
012	Charges de personnel, frais assimilés	1 585 985,38		1 585 985,38
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	17 382,53		17 382,53
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges exceptionnelles	20 917,50	*0,00*	20 917,50
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	*255 098,59*	255 098,59
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
	Dépenses de fonctionnement – Total	**4 881 645,56**	***255 098,59***	**5 136 744,15**
	Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1			**0,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*20 023,21*	20 023,21
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
19	*Neutral. et régul. d'opérations (5)*		*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (6)	21 564,72	*0,00*	21 564,72
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	188 816,96	*0,00*	188 816,96
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)*		*0,00*	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (5)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (5)*		*0,00*	0,00
3...	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
	Dépenses d'investissement –Total	**210 381,68**	***20 023,21***	**230 404,89**
	Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1			**0,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – Titres émis (y compris sur les restes à réaliser N-1)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	9 413,17		9 413,17
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	*0,00*
70	Produits services, domaine et ventes div	856 765,37		856 765,37
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	*0,00*
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes	3 585 779,00		3 585 779,00
74	Dotations et participations	410 736,26		410 736,26
75	Autres produits de gestion courante	24 057,19	*0,00*	24 057,19
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	362,74	*20 023,21*	20 385,95
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	*0,00*
Recettes de fonctionnement – Total		**4 887 113,73**	***20 023,21***	**4 907 136,94**
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1				**3 214 279,85**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	35 153,29	0,00	35 153,29
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	104 150,87	0,00	104 150,87
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
19	*Neutral. et régul. d'opérations*		*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204) (5)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles(5)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation(5)	(9) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours(5)	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*255 098,59*	*255 098,59*
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)*		*0,00*	*0,00*
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	*0,00*
45...	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	0,00	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	*0,00*
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (4)*		*0,00*	*0,00*
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (4)*		*0,00*	*0,00*
3...	Stocks	0,00	0,00	0,00
Recettes d'investissement – Total		**139 304,16**	**255 098,59**	**394 402,75**
Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1				**215 141,24**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(6) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
011	**Charges à caractère général**	**3 519 770,00**	**3 066 661,38**	**190 698,77**	**0,00**	**262 409,85**
60611	Eau et assainissement	500,00	329,42	0,00	0,00	170,58
60612	Energie - Electricité	7 000,00	6 288,12	0,00	0,00	711,88
60622	Carburants	140 000,00	100 262,11	0,00	0,00	39 737,89
60623	Alimentation	1 000,00	243,21	0,00	0,00	756,79
60631	Fournitures d'entretien	33 000,00	1 177,56	660,00	0,00	31 162,44
60632	Fournitures de petit équipement	71 000,00	57 344,84	291,60	0,00	13 363,56
60636	Vêtements de travail	28 000,00	16 647,16	5 662,40	0,00	5 690,44
6064	Fournitures administratives	1 250,00	924,16	50,00	0,00	275,84
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	500,00	0,00	15,00	0,00	485,00
6068	Autres matières et fournitures	22 000,00	38 966,63	4 291,57	0,00	-21 258,20
611	Contrats de prestations de services	2 712 774,00	2 519 596,37	130 200,00	0,00	62 977,63
6135	Locations mobilières	59 350,00	54 141,41	100,00	0,00	5 108,59
61521	Entretien terrains	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	35 000,00	-5 409,34	14 600,00	0,00	25 809,34
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
61551	Entretien matériel roulant	170 000,00	193 255,05	19 008,09	0,00	-42 263,14
61558	Entretien autres biens mobiliers	13 200,00	10 944,95	60,00	0,00	2 195,05
6156	Maintenance	13 400,00	8 860,80	0,00	0,00	4 539,20
6161	Multirisques	3 600,00	2 693,83	0,00	0,00	906,17
617	Etudes et recherches	100 000,00	6 900,00	0,00	0,00	93 100,00
6182	Documentation générale et technique	300,00	260,60	0,00	0,00	39,40
6184	Versements à des organismes de formation	13 740,00	7 960,00	5 060,00	0,00	720,00
6188	Autres frais divers	200,00	0,00	0,00	0,00	200,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	250,00	0,00	0,00	0,00	250,00
6226	Honoraires	20 200,00	1 927,52	5 945,23	0,00	12 327,25
6228	Divers	2 500,00	0,00	0,00	0,00	2 500,00
6231	Annonces et insertions	6 000,00	3 348,00	0,00	0,00	2 652,00
6233	Foires et expositions	3 000,00	0,00	0,00	0,00	3 000,00
6236	Catalogues et imprimés	20 000,00	9 250,80	0,00	0,00	10 749,20
6237	Publications	2 000,00	3 360,00	1 782,00	0,00	-3 142,00
6238	Divers	15 000,00	1 485,00	2 783,88	0,00	10 731,12
6247	Transports collectifs	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
6248	Divers	0,00	14 587,15	0,00	0,00	-14 587,15
6251	Voyages et déplacements	3 000,00	141,25	189,00	0,00	2 669,75
6256	Missions	1 500,00	480,67	0,00	0,00	1 019,33
6257	Réceptions	500,00	175,70	0,00	0,00	324,30
6262	Frais de télécommunications	5 000,00	3 732,10	0,00	0,00	1 267,90
6281	Concours divers (cotisations)	1 500,00	1 176,00	0,00	0,00	324,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	180,00	0,00	0,00	0,00	180,00
6288	Autres services extérieurs	0,00	235,25	0,00	0,00	-235,25
63512	Taxes foncières	3 626,00	3 574,28	0,00	0,00	51,72
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	200,00	0,00	0,00	0,00	200,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	1 500,00	1 279,00	0,00	0,00	221,00
6358	Autres droits	3 000,00	470,50	0,00	0,00	2 529,50
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	51,28	0,00	0,00	-51,28
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**1 594 960,00**	**1 582 193,38**	**3 792,00**	**0,00**	**8 974,62**
6217	Personnel affecté par la commune membre	0,00	320,75	3 792,00	0,00	-4 112,75
6218	Autre personnel extérieur	136 607,00	133 350,00	0,00	0,00	3 257,00
6331	Versement de transport	4 835,00	5 141,00	0,00	0,00	-306,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	8 065,00	4 285,00	0,00	0,00	3 780,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	210 865,00	14 906,00	0,00	0,00	195 959,00
64111	Rémunération principale titulaires	402 854,00	502 884,36	0,00	0,00	-100 030,36
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	41 890,00	7 174,46	0,00	0,00	34 715,54
64118	Autres indemnités titulaires	196 901,00	151 874,33	0,00	0,00	45 026,67
64131	Rémunérations non tit.	251 635,00	372 232,28	0,00	0,00	-120 597,28
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	184 002,00	185 565,00	0,00	0,00	-1 563,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	133 497,00	173 684,00	0,00	0,00	-40 187,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	8 726,00	14 432,00	0,00	0,00	-5 706,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	2 711,00	2 412,69	0,00	0,00	298,31
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	9 872,00	7 877,82	0,00	0,00	1 994,18
64731	Allocations chômage versées directement	0,00	4 888,69	0,00	0,00	-4 888,69
6475	Médecine du travail, pharmacie	2 500,00	1 165,00	0,00	0,00	1 335,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**17 883,00**	**17 382,53**	**0,00**	**0,00**	**500,47**
651	Redevances pour licences, logiciels, ...	460,00	0,00	0,00	0,00	460,00
6541	Créances admises en non-valeur	5 500,00	0,00	0,00	0,00	5 500,00

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Mandats émis	Charges rattachées	Restes à réaliser au 31/12	
6542	Créances éteintes	5 040,00	10 543,60	0,00	0,00	-5 503,60
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	6 873,00	6 837,00	0,00	0,00	36,00
65888	Autres	10,00	1,93	0,00	0,00	8,07
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011+012+014+65+656)		**5 132 613,00**	**4 666 237,29**	**194 490,77**	**0,00**	**271 884,94**
66	**Charges financières (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**32 500,00**	**20 917,50**	**0,00**	**0,00**	**11 582,50**
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	2 000,00	42,68	0,00	0,00	1 957,32
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	500,00	900,00	0,00	0,00	-400,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	30 000,00	19 658,96	0,00	0,00	10 341,04
678	Autres charges exceptionnelles	0,00	315,86	0,00	0,00	-315,86
68	**Dotations provisions semi-budgétaires (d) (3)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (e)**	**0,00**				
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a+b+c+d+e		**5 165 113,00**	**4 687 154,79**	**194 490,77**	**0,00**	**283 467,44**
023	***Virement à la section d'investissement***	***342 599,10***	***0,00***			***342 599,10***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (4) (5) (6)***	***271 695,00***	***255 098,59***			***16 596,41***
6811	*Dot. amort. et prov. Immos incorporelles*	*271 695,00*	*255 098,59*			*16 596,41*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***614 294,10***	***255 098,59***			***359 195,51***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (7)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***614 294,10***	***255 098,59***			***359 195,51***
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**5 779 407,10**	**4 942 253,38**	**194 490,77**	**0,00**	**642 662,95**
Pour information D 002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		**0,00**				

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (2)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(3) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(4) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040.*

(5) Dont 675 et 676.

(6)Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(7) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES — A2

Chap/ art(1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Crédits employés (ou restant à employer)			Crédits annulés
			Titres émis	Produits rattachés	Restes à réaliser au 31/12	
013	**Atténuations de charges**	**3 500,00**	**9 413,17**	**0,00**	**0,00**	**-5 913,17**
6419	Remboursements rémunérations personnel	3 500,00	9 413,17	0,00	0,00	-5 913,17
70	**Produits services, domaine et ventes div**	***786 000,00***	***789 241,04***	***67 524,33***	***0,00***	***-70 765,37***
7013	Ventes de produits résiduels	*76 000,00*	*147 627,00*	*63 920,16*	*0,00*	*-135 547,16*
70611	Redevances enlèvement ordures ménagères	*10 000,00*	*10 096,56*	*0,00*	*0,00*	*-96,56*
70612	Redevance spéciale enlèvement ordures	*635 000,00*	*560 239,40*	*3 604,17*	*0,00*	*71 156,43*
70613	Redevance enlèvement déchets industriels	*65 000,00*	*57 144,86*	*0,00*	*0,00*	*7 855,14*
70845	Mise à dispo personnel communes du GFP	*0,00*	*6 042,61*	*0,00*	*0,00*	*-6 042,61*
70848	Mise à dispo personnel autres organismes	*0,00*	*6 042,61*	*0,00*	*0,00*	*-6 042,61*
7088	Produits activités annexes (abonnements)	*0,00*	*2 048,00*	*0,00*	*0,00*	*-2 048,00*
73	**Impôts et taxes**	**3 601 710,00**	**3 585 779,00**	**0,00**	**0,00**	**15 931,00**
7331	Taxe enlèvement ordures ménagères et ass	3 601 710,00	3 585 779,00	0,00	0,00	15 931,00
74	**Dotations et participations**	**348 000,00**	**403 779,36**	**6 956,90**	**0,00**	**-62 736,26**
744	FCTVA	0,00	205,70	0,00	0,00	-205,70
74741	Participat° Communes du GFP	12 000,00	0,00	0,00	0,00	12 000,00
7478	Participat° Autres organismes	336 000,00	403 573,66	6 956,90	0,00	-74 530,56
75	**Autres produits de gestion courante**	**21 800,00**	**24 057,19**	**0,00**	**0,00**	**-2 257,19**
752	Revenus des immeubles	19 800,00	20 890,40	0,00	0,00	-1 090,40
7588	Autres produits div. de gestion courante	2 000,00	3 166,79	0,00	0,00	-1 166,79
TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70+73+74+75+013		**4 761 010,00**	**4 812 269,76**	**74 481,23**	**0,00**	**-125 740,99**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**0,00**	**362,74**	**0,00**	**0,00**	**-362,74**
7711	Dédits et pénalités perçus	0,00	43,85	0,00	0,00	-43,85
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	0,00	318,89	0,00	0,00	-318,89
78	**Reprises provisions semi-budgétaires (d) (2)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES RECETTES REELLES =a+b+c+d		**4 761 010,00**	**4 812 632,50**	**74 481,23**	**0,00**	**-126 103,73**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4) (5)***	***36 092,00***	***20 023,21***			***16 068,79***
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*36 092,00*	*20 023,21*			*16 068,79*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (6)***	***0,00***	***0,00***			***0,00***
TOTAL DES RECETTES D'ORDRE		***36 092,00***	***20 023,21***			***16 068,79***
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (=Total des opérations réelles et d'ordre)		**4 797 102,00**	**4 832 655,71**	**74 481,23**	**0,00**	**-110 034,94**
Pour information R 002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		**3 214 279,85**				

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(3) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040.*

(4) Dont 776.

(5) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES	B1

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Mandats émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)	143 406,14	21 564,72	4 560,00	117 281,42
2031	Frais d'études	100 000,00	14 857,80	4 560,00	80 582,20
2033	Frais d'insertion	2 500,00	864,00	0,00	1 636,00
2051	Concessions, droits similaires	40 906,14	5 842,92	0,00	35 063,22
204	Subventions d'équipement versées (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (sauf opérations)	856 177,20	188 816,96	156 394,08	510 966,16
2118	Autres terrains	100 000,00	0,00	0,00	100 000,00
2135	Installations générales, agencements	55 604,00	5 604,00	3 466,92	46 533,08
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	233 136,40	29 878,64	89 223,96	114 033,80
2182	Matériel de transport	449 288,40	149 942,40	63 703,20	235 642,80
2183	Matériel de bureau et informatique	8 148,40	2 986,92	0,00	5 161,48
2184	Mobilier	2 000,00	405,00	0,00	1 595,00
2188	Autres immobilisations corporelles	8 000,00	0,00	0,00	8 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf opérations)	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	999 583,34	210 381,68	160 954,08	628 247,58
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00			
	Total des dépenses financières	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL DEPENSES REELLES	999 583,34	210 381,68	160 954,08	628 247,58
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*36 092,00*	*20 023,21*		*16 068,79*
	Reprises sur autofinancement antérieur (5)	*36 092,00*	*20 023,21*		*16 068,79*
13911	*Etat et établissements nationaux*	*0,00*	*2 575,01*		*-2 575,01*
13913	*Sub. transf cpte résult. Départements*	*0,00*	*6 420,16*		*-6 420,16*
13916	*Sub. transf cpte résult. Autres EPL*	*12 540,00*	*1 471,50*		*11 068,50*
13918	*Autres subventions d'équipement*	*23 552,00*	*9 556,54*		*13 995,46*
	Charges transférées (6)	*0,00*	*0,00*		*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	*36 092,00*	*20 023,21*		*16 068,79*
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	1 035 675,34	230 404,89	160 954,08	644 316,37
	Pour information D 001 Solde d'exécution négatif reporté de N-1	0,00			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) Cf. définitions du chapitre d'opérations d'ordre, *DI 040=RF 042.*

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Dont 192.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041= RI 041.*

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES	B2

Chap/ art (1)	Libellé (1)	Crédits ouverts (BP+DM+RAR N-1)	Titres émis	Restes à réaliser au 31/12	Crédits annulés
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	75 520,00	104 150,87	0,00	-28 630,87
1316	Subv. transf. Autres E.P.L.	0,00	104 150,87	0,00	-104 150,87
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	75 520,00	0,00	0,00	75 520,00
16	Emprunts et dettes assimilées(hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles(sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	75 520,00	104 150,87	0,00	-28 630,87
10	Dotations, fonds divers et réserves	130 720,00	35 153,29	0,00	95 566,71
10222	FCTVA	130 720,00	35 153,29	0,00	95 566,71
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00	
	Total des recettes financières	130 720,00	35 153,29	0,00	95 566,71
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL DES RECETTES REELLES	206 240,00	139 304,16	0,00	66 935,84
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*342 599,10*			
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (3) (4)*	*271 695,00*	*255 098,59*		*16 596,41*
2804171	*Autres EPL : Bien mobilier, matériel*	*0,00*	*2 816,00*		*-2 816,00*
28051	*Concessions et droits similaires*	*0,00*	*7 738,20*		*-7 738,20*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*0,00*	*246,00*		*-246,00*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*0,00*	*1 529,00*		*-1 529,00*
281318	*Autres bâtiments publics*	*0,00*	*1 158,00*		*-1 158,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*0,00*	*28 418,26*		*-28 418,26*
28138	*Autres constructions*	*0,00*	*21 676,00*		*-21 676,00*
281571	*Matériel roulant*	*0,00*	*25 415,00*		*-25 415,00*
28158	*Autres installat°, matériel et outillage*	*271 695,00*	*79 046,79*		*192 648,21*
28182	*Matériel de transport*	*0,00*	*72 350,60*		*-72 350,60*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*0,00*	*5 495,63*		*-5 495,63*
28184	*Mobilier*	*0,00*	*1 487,26*		*-1 487,26*
28188	*Autres immo. corporelles*	*0,00*	*7 721,85*		*-7 721,85*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	*614 294,10*	*255 098,59*		*359 195,51*
041	*Opérations patrimoniales (5)*	*0,00*	*0,00*		*0,00*
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	*614 294,10*	*255 098,59*		*359 195,51*
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	820 534,10	394 402,75	0,00	426 131,35
	Pour information R 001 Solde d'exécution positif reporté de N-1	215 141,24			

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Voir annexes IV A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Cf. définition du chapitre des opérations d'ordre, *RI 040 = DF 042.*

(4) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041= RI 041.*

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A2.2

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
								Taux initial						
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Niveau de taux (5)	Taux actuariel	Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**0,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					0,00									
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat														
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**0,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A2.2

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX	A2.3

A2.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A2.4

A2.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure / Indices sous-jacents		(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A3

A3 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE			Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : €			
Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	**Catégories de biens amortis**	**Durée (en années)**	
L	Frais d'études, recherche, insertion si non réalisation du projet	5	15/12/2014
L	Subventions versées personnes publiques	15	15/12/2014
L	Subventions versées personnes privées	5	15/12/2014
L	Logiciels, licences	2	15/12/2014
L	Autres immobilisations incorporelles	5	15/12/2014
L	Déchetterie	50	15/12/2014
L	Autres constructions	20	15/12/2014
L	Terrains	20	15/12/2014
L	Plantation d'arbres et d'arbustes sur terrain	15	15/12/2014
L	Autres agencements et aménagement de terrain	15	15/12/2014
L	Installations et agencement des locaux	15	15/12/2014
L	Installations électriques et téléphoniques	10	15/12/2014
L	Matériel de transport : véhicules légers et assimilés	6	15/12/2014
L	Matériel informatique	3	15/12/2014
L	Mobilier	10	15/12/2014
L	Petit matériel et Cheptel	3	15/12/2014
L	Conteneurs et bennes	7	15/12/2014
L	Autres installations, matériels et outillages techniques	5	15/12/2014
L	Véhicule ramassage OM	5	15/12/2014

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES PROVISIONS	A4

A4 – ETAT DES PROVISIONS

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1)	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N	Montant total des provisions constituées	Montant des reprises	SOLDE
PROVISIONS BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		206 415,00	206 415,00	0,00	206 415,00
Impayés	0,00	22/02/2018	206 415,00	206 415,00	0,00	206 415,00
Provisions pour dépréciation (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS BUDGETAIRES	0,00		206 415,00	206 415,00	0,00	206 415,00
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions. pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour dépréciation (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement ...).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A6.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**36 092,00**	I **20 023,21**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**	**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	0,00	0,00
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00	0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**36 092,00**	**20 023,21**
10...	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*36 092,00*	*20 023,21*
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses au 31/12	Solde d'exécution D001 de l'exercice précédent (N-1)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**20 023,21**	**160 954,08**	**0,00**	**180 977,29**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A6.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)		Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**745 014,10**	**III**	**290 251,88**
Ressources propres externes de l'année (a)		**130 720,00**		**35 153,29**
10222	FCTVA	130 720,00		35 153,29
10223	TLE	0,00		0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00		0,00
10228	Autres fonds	0,00		0,00
13146	Attributions de compensation d'investissement	0,00		0,00
13156	Attributions de compensation d'investissement	0,00		0,00
13246	Attributions de compensation d'investissement	0,00		0,00
13256	Attributions de compensation d'investissement	0,00		0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00		0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (2)		**614 294,10**		**255 098,59**
15...	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26...	*Participations et créances rattachées*			
27...	*Autres immobilisations financières*			
28...	*Amortissement des immobilisations*			
2804171	*Autres EPL : Bien mobilier, matériel*	*0,00*		*2 816,00*
28051	*Concessions et droits similaires*	*0,00*		*7 738,20*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*0,00*		*246,00*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*0,00*		*1 529,00*
281318	*Autres bâtiments publics*	*0,00*		*1 158,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*0,00*		*28 418,26*
28138	*Autres constructions*	*0,00*		*21 676,00*
281571	*Matériel roulant*	*0,00*		*25 415,00*
28158	*Autres installat°, matériel et outillage*	*271 695,00*		*79 046,79*
28182	*Matériel de transport*	*0,00*		*72 350,60*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*0,00*		*5 495,63*
28184	*Mobilier*	*0,00*		*1 487,26*
28188	*Autres immo. corporelles*	*0,00*		*7 721,85*
29...	*Prov. pour dépréciat° immobilisations*			
39...	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours*			
481...	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
49...	*Prov. dépréc. comptes de tiers*			
59...	*Prov. dépréc. comptes financiers*			
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*342 599,10*		*0,00*

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes au 31/12	Solde d'exécution R001 de l'exercice précédent	Affectation R1068 de l'exercice précédent	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	**290 251,88**	**0,00**	**215 141,24**	**0,00**	**505 393,12**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II	**180 977,29**
Ressources propres disponibles	IV	**505 393,12**
Solde	V = IV – II (3)	**324 415,83**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(3) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – ENTREES	A10.1

A10.1 – ETAT DES ENTREES D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date d'acquisition	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Cumul des amortissements	Durée de l'amortissement
Acquisitions à titre onéreux				
10/02/2020	BROYEUR	2 760,00	0,00	5
14/02/2020	FABRICATION ET POSE D'UN ESCALIER DECHET LEB	3 204,00	0,00	15
18/02/2020	MARCHE 2019 13 ACHAT COMPACTEUR MOBILE A ROULEAU	149 942,40	0,00	0
24/03/2020	VIDEOPROTECTION DECHETERIES BAR LE DUC ET LIGNY	534,00	0,00	0
20/04/2020	11247 P - ACQUISITION LOGICIEL STYX	5 842,92	0,00	2
27/05/2020	ABRI POUR DÉCHÈTERIE	2 400,00	0,00	10
27/05/2020	MACHINE À LAVER	219,00	0,00	5
04/06/2020	2020 MATERIEL INFORMATIQUE	1 592,52	0,00	3
16/07/2020	BROYEUR ELECTRIQUE	25 376,40	0,00	5
27/08/2020	FAUTEUIL BUREAU	135,00	0,00	1
20/10/2020	2 FAUTEUILS DE BUREAU	270,00	0,00	1
12/11/2020	POMPE À GRAISSE ET ACCESSOIRE POUR BOM INVERSTISSE	495,43	0,00	1
12/11/2020	CLÉ DYNAMOMÉTRIQUE	493,81	0,00	1
12/11/2020	2 SCANNER CONNECTIQUE USB, DRIVERS WIA, ISIS, TWAI	1 394,40	0,00	3
Acquisitions à titre gratuit				
Mise à disposition				
Affectation				
Mises en concession ou affermage				
Divers				
TOTAL GENERAL		**194 659,88**	**0,00**	

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN VARIATION DU PATRIMOINE (article R. 2313-3 du CGCT) – SORTIES	A10.2

A10.2 – ETAT DES SORTIES DES BIENS D'IMMOBILISATIONS

Modalités et date de sortie	Désignation du bien	Valeur d'acquisition (coût historique)	Durée de l'amort.	Cumul des amort. antérieurs	Valeur nette comptable au jour de la cession	Prix de cession	Plus ou moins values
Cessions à titre onéreux							
Cessions à titre gratuit							
Mise à disposition							
Affectation							
Mises en concession ou affermage							
Mise à la réforme							
Divers							
TOTAL GENERAL		0,00					0,00

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) .
A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session .
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.
(2) L'assemblée délibérante étant : .

RESULTAT D'EXECUTION DU BUDGET 2020

BUDGET COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION

FONCTIONNEMENT

Nature	Mandats et titres émis (A)	Résultat reporté N-1 (B)	Cumul (A) + (B)	Restes à réaliser (C)	Cumul (A)+(B)+(C)
DEPENSES (D)	18 983 717,28		18 983 717,28		18 983 717,28
RECETTES (R)	20 836 017,64	2 896 363,76	23 732 381,40		23 732 381,40
Résultat ordonnateur (R) - (D)	1 852 300,36	2 896 363,76	4 748 664,12 **(1)**		4 748 664,12

INVESTISSEMENT

Nature	Mandats et titres émis (A)	Solde d'exécution N-1 (B)	Cumul (A) + (B)	Restes à réaliser (C)	Cumul (A)+(B)+(C)
DEPENSES (D)	4 965 923,12		4 965 923,12	4 304 367,51	9 270 290,63
RECETTES (R)	4 243 799,67	2 681 615,31	6 925 414,98	947 091,64	7 872 506,62
Résultat (R) - (D)	-722 123,45	2 681 615,31	1 959 491,86 **(2)**	-3 357 275,87	-1 397 784,01

Besoin financier de la section d'investissement	1 397 784,01
Si besoin négatif alors capacité de financement	
Besoin de la section d'investissement au 1068	1 397 784,01 **(3)**

CUMUL INVESTISSEMENT ET FONCTIONNEMENT

Nature	Mandats et titres émis (A)	Solde d'exécution N-1 (B)	Cumul (A) + (B)	Restes à réaliser (C)	Cumul (A)+(B)+(C)
Résultat comptable	1 130 176,91	5 577 979,07	6 708 155,98	-3 357 275,87	3 350 880,11

compte 1068 en N+1	1 397 784,01
Reprise du résultat au 002	3 350 880,11
	(4)

RESULTAT D'EXECUTION DU BUDGET 2020

BUDGET ANNEXE EAU

FONCTIONNEMENT

Nature	Mandats et titres émis (A)	Résultat reporté N -1 (B)	Cumul (A) + (B)	Restes à réaliser (C)	Cumul (A)+(B)+(C)
DEPENSES (D)	4 094 665,67		4 094 665,67		4 094 665,67
RECETTES (R)	4 688 631,34	1 247 881,33	5 936 512,67		5 936 512,67
Résultat ordonnateur (R) - (D)	593 965,67	1 247 881,33	1 841 847,00 **(1)**	0,00	1 841 847,00

INVESTISSEMENT

Nature	Mandats et titres émis (A)	Solde d'exécution N -1 (B)	Cumul (A) + (B)	Restes à réaliser (C)	Cumul (A)+(B)+(C)
DEPENSES (D)	1 443 000,24		1 443 000,24	1 058 375,59	2 501 375,83
RECETTES (R)	2 545 534,52	1 237 605,67	3 783 140,19		3 783 140,19
Résultat (R) - (D)	1 102 534,28	1 237 605,67	2 340 139,95 **(2)**	-1 058 375,59	1 281 764,36

Besoin financier de la section d'investissement -1 281 764,36

CUMUL INVESTISSEMENT ET FONCTIONNEMENT

Nature	Mandats et titres émis (A)	Solde d'exécution N -1 (B)	Cumul (A) + (B)	Restes à réaliser (C)	Cumul (A)+(B)+(C)
Résultat comptable	1 696 499,95	2 485 487,00	4 181 986,95	-1 058 375,59	3 123 611,36

compte 1068 0,00 **(3)**

reprise resultat comptable 002 1 841 847,00 **(4)**

RESULTAT D'EXECUTION DU BUDGET 2020

BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT

FONCTIONNEMENT

Nature	Mandats et titres émis (A)	Résultat reporté N -1 (B)	Cumul (A) + (B)	Restes à réaliser (C)	Cumul (A)+(B)+(C)
DEPENSES (D)	2 581 522,39		2 581 522,39	0,00	2 581 522,39
RECETTES (R)	3 376 027,19	4 234 019,91	7 610 047,10	0,00	7 610 047,10
Résultat ordonnateur (R) - (D)	794 504,80	4 234 019,91	5 028 524,71 **(1)**	0,00	5 028 524,71

INVESTISSEMENT

Nature	Mandats et titres émis (A)	Solde d'exécution N -1 (B)	Cumul (A) + (B)	Restes à réaliser (C)	Cumul (A)+(B)+(C)
DEPENSES (D)	2 556 124,43		2 556 124,43	1 023 757,33	3 579 881,76
RECETTES (R)	2 072 909,93	1 684 497,39	3 757 407,32		3 757 407,32
Résultat (R) - (D)	-483 214,50	1 684 497,39	1 201 282,89 **(2)**	-1 023 757,33	177 525,56

Besoin financier de la section d'investissement -177 525,56
Si besoin négatif alors capacité de financement

Besoin de la section d'investissement au 1068 0,00
(3)

CUMUL INVESTISSEMENT ET FONCTIONNEMENT

Nature	Mandats et titres émis (A)	Solde d'exécution N -1 (B)	Cumul (A) + (B)	Restes à réaliser (C)	Cumul (A)+(B)+(C)
Résultat comptable	311 290,30	5 918 517,30	6 229 807,60	-1 023 757,33	5 206 050,27

compte 1068 en N+1 0,00
reprise resultat comptable 002 5 028 524,71
(4)

RESULTAT D'EXECUTION DU BUDGET 2020

BUDGET ANNEXE BATIMENT INDUSTRIEL

FONCTIONNEMENT

Nature	Mandats et titres émis (A)	Résultat reporté N -1 (B)	Cumul (A) + (B)	Restes à réaliser (C)	Cumul (A)+(B)+(C)
DEPENSES (D)	178 589,13		178 589,13		178 589,13
RECETTES (R)	218 732,00	29 520,98	248 252,98		248 252,98
Résultat ordonnateur (R) - (D)	40 142,87	29 520,98	69 663,85 **(1)**	0,00	69 663,85

INVESTISSEMENT

Nature	Mandats et titres émis (A)	Solde d'exécution N -1 (B)	Cumul (A) + (B)	Restes à réaliser (C)	Cumul (A)+(B)+(C)
DEPENSES (D)	153 843,30	54 074,30	207 917,60	10 500,00	218 417,60
RECETTES (R)	148 774,09		148 774,09		148 774,09
Résultat (R) - (D)	-5 069,21	-54 074,30	-59 143,51 **(2)**	-10 500,00	-69 643,51

Besoin financier de la section d'investissement 69 643,51
Si besoin négatif alors capacité de financement
Besoin bugetaire de la section d'investissement cpte 023

Besoin de la section d'investissement au 1068 69 643,51 **(3)**

Nature	Mandats et titres émis (A)	Solde d'exécution N -1 (B)	Cumul (A) + (B)	Restes à réaliser (C)	Cumul (A)+(B)+(C)
Résultat comptable	35 073,66	-24 553,32	10 520,34	-10 500,00	20,34

compte 1068 en N+1 69 643,51
reprise resultat comptable 002 20,34
(4)

RESULTAT D'EXECUTION DU BUDGET 2020

BUDGET ANNEXE ORDURE MENAGERE

FONCTIONNEMENT

Nature	Mandats et titres émis (A)	Résultat reporté N -1 (B)	Cumul (A) + (B)	Restes à réaliser (C)	Cumul (A)+(B)+(C)
DEPENSES (D)	5 136 744,15		5 136 744,15		5 136 744,15
RECETTES (R)	4 907 136,94	3 214 279,85	8 121 416,79		8 121 416,79
Résultat ordonnateur (R) - (D)	-229 607,21	3 214 279,85	2 984 672,64 **(1)**	0,00	2 984 672,64

INVESTISSEMENT

Nature	Mandats et titres émis (A)	Solde d'exécution N -1 (B)	Cumul (A) + (B)	Restes à réaliser (C)	Cumul (A)+(B)+(C)
DEPENSES (D)	230 404,89		230 404,89	160 954,08	391 358,97
RECETTES (R)	394 402,75	215 141,24	609 543,99		609 543,99
Résultat (R) - (D)	163 997,86	215 141,24	379 139,10 **(2)**	-160 954,08	218 185,02

Besoin financier de la section d'investissement -218 185,02

Besoin bugetaire de la section d'investissement cpte 023

CUMUL INVESTISSEMENT ET FONCTIONNEMENT

Nature	Mandats et titres émis (A)	Solde d'exécution N -1 (B)	Cumul (A) + (B)	Restes à réaliser (C)	Cumul (A)+(B)+(C)
Résultat comptable	-65 609,35	3 429 421,09	3 363 811,74	-160 954,08	3 202 857,66

compte 1068 0,00 **(3)**

reprise resultat comptable 002 2 984 672,64 **(4)**

RESULTAT D'EXECUTION DU BUDGET 2020

BUDGET LOTISSEMENTS

FONCTIONNEMENT

Nature	Mandats et titres émis (A)	Résultat reporté N -1 (B)	Cumul (A) + (B)	Restes à réaliser (C)	Cumul (A)+(B)+(C)
DEPENSES (D)	134 912,22		134 912,22		134 912,22
RECETTES (R)	309 079,10	364 187,13	673 266,23		673 266,23
Résultat ordonnateur (R) - (D)	174 166,88	364 187,13	538 354,01 **(1)**	0,00	538 354,01

INVESTISSEMENT

Nature	Mandats et titres émis (A)	Solde d'exécution N -1 (B)	Cumul (A) + (B)	Restes à réaliser (C)	Cumul (A)+(B)+(C)
DEPENSES (D)	198 132,55	1 299 156,23	1 497 288,78		1 497 288,78
RECETTES (R)	86 237,58		86 237,58		86 237,58
Résultat (R) - (D)	-111 894,97	-1 299 156,23	-1 411 051,20 **(2)**	0,00	-1 411 051,20

Besoin financier de la section d'investissement 1 411 051,20
Besoin bugetaire de la section d'investissement cpte 02 0,00

CUMUL INVESTISSEMENT ET FONCTIONNEMENT

Nature	Mandats et titres émis (A)	Solde d'exécution N -1 (B)	Cumul (A) + (B)	Restes à réaliser (C)	Cumul (A)+(B)+(C)
Résultat comptable	62 271,91	-934 969,10	-872 697,19	0,00	-872 697,19

compte 1068 0,00 **(3)**

reprise resultat comptable 002 538 354,01 **(4)**

RESULTAT D'EXECUTION DU BUDGET 2020

BUDGET ANNEXE CENTRE DES AFFAIRES

FONCTIONNEMENT

Nature	Mandats et titres émis (A)	Résultat reporté N -1 (B)	Cumul (A) + (B)	Restes à réaliser (C)	Cumul (A)+(B)+(C)
DEPENSES (D)	24 248,50		24 248,50	0,00	24 248,50
RECETTES (R)	45 902,64	224 656,63	270 559,27	0,00	270 559,27
Résultat ordonnateur (R) - (D)	21 654,14	224 656,63	246 310,77 **(1)**	0,00	246 310,77

INVESTISSEMENT

Nature	Mandats et titres émis (A)	Solde d'exécution N -1 (B)	Cumul (A) + (B)	Restes à réaliser (C)	Cumul (A)+(B)+(C)
DEPENSES (D)	1 620,41		1 620,41		1 620,41
RECETTES (R)	1 620,41	16 464,59	18 085,00	0,00	18 085,00
Résultat (R) - (D)	0,00	16 464,59	16 464,59 **(2)**	0,00	16 464,59

Besoin financier de la section d'investissement -16 464.59
Si besoin négatif alors capacité de financement

Besoin de la section d'investissement au 1068 0,00
(3)

CUMUL INVESTISSEMENT ET FONCTIONNEMENT

Nature	Mandats et titres émis (A)	Solde d'exécution N -1 (B)	Cumul (A) + (B)	Restes à réaliser (C)	Cumul (A)+(B)+(C)
Résultat comptable	21 654,14	241 121,22	262 775,36	0,00	262 775,36

compte 1068 en N+1 0,00
reprise resultat comptable 002 246 310,77
(4)

RESULTAT D'EXECUTION DU BUDGET 2020

BUDGET ANNEXE TRANSPORT

FONCTIONNEMENT

Nature	Mandats et titres émis (A)	Résultat reporté N -1 (B)	Cumul (A) + (B)	Restes à réaliser (C)	Cumul (A)+(B)+(C)
DEPENSES (D)	2 458 602,27		2 458 602,27	0,00	2 458 602,27
RECETTES (R)	2 787 100,29	1 098 538,56	3 885 638,85	0,00	3 885 638,85
Résultat ordonnateur (R) - (D)	328 498,02	1 098 538,56	1 427 036,58 **(1)**	0,00	1 427 036,58

INVESTISSEMENT

Nature	Mandats et titres émis (A)	Solde d'exécution N -1 (B)	Cumul (A) + (B)	Restes à réaliser (C)	Cumul (A)+(B)+(C)
DEPENSES (D)	271 087,04		271 087,04	33 684,00	304 771,04
RECETTES (R)	320 662,80	582 569,62	903 232,42	3 633,89	906 866,31
Résultat (R) - (D)	49 575,76	582 569,62	632 145,38 **(2)**	-30 050,11	602 095,27

Besoin financier de la section d'investissement -602 095,27
Si besoin négatif alors capacité de financement

Besoin de la section d'investissement au 1068 0,00
(3)

CUMUL INVESTISSEMENT ET FONCTIONNEMENT

Nature	Mandats et titres émis (A)	Solde d'exécution N -1 (B)	Cumul (A) + (B)	Restes à réaliser (C)	Cumul (A)+(B)+(C)
Résultat comptable	378 073,78	1 681 108,18	2 059 181,96	-30 050,11	2 029 131,85

compte 1068 en N+1 0,00
reprise resultat comptable 002 1 427 036,58
(4)

14100 - CA BAR-LE-DUC-SUD MEUSE

RÉSULTATS BUDGÉTAIRES DE L'EXERCICE

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	12 587 685,35	23 867 295,26	36 454 980,61
Titres de recettes émis (b)	4 358 807,67	21 362 507,52	25 721 315,19
Réductions de titres (c)	115 008,00	526 489,88	641 497,88
Recettes nettes (d = b - c)	4 243 799,67	20 836 017,64	25 079 817,31
DÉPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	12 587 685,35	21 044 151,00	33 631 836,35
Mandats émis (f)	4 966 592,45	20 172 601,93	25 139 194,38
Annulations de mandats (g)	669,33	1 188 884,65	1 189 553,98
Dépenses nettes (h = f - g)	4 965 923,12	18 983 717,28	23 949 640,40
RÉSULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent		1 852 300,36	1 130 176,91
(h - d) Déficit	722 123,45		

14100 - CA BAR-LE-DUC-SUD MEUSE

RÉSULTATS D'EXÉCUTION DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS DES SERVICES NON PERSONNALISÉS

	RÉSULTAT À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT : 2019	PART AFFECTÉE À L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2020	RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2020	TRANSFERT OU INTÉGRATION DE RÉSULTATS PAR OPÉRATION D'ORDRE NON BUDGÉTAIRE	RÉSULTAT DE CLÔTURE DE L'EXERCICE 2020
I - Budget principal					
Investissement	2 681 615,31		-722 123,45		1 959 491,86
Fonctionnement	2 940 383,68	44 019,22	1 852 300,36		4 748 664,82
TOTAL I	5 621 998,99	44 019,22	1 130 176,91		6 708 156,68
II - Budgets des services à					
caractère administratif					
14113-OM COLL TRAITMT-CA BAR-L					
Investissement	215 141,24		163 997,86		379 139,10
Fonctionnement	3 214 279,85		-229 607,21		2 984 672,64
Sous-Total	3 429 421,09		-65 609,35		3 363 811,74
14117-ZAC-CA BAR-LE-DUC-SUD ME					
Investissement	-1 299 156,23		-111 894,97		-1 411 051,20
Fonctionnement	364 187,13		174 166,88		538 354,01
Sous-Total	-934 969,10		62 271,91		-872 697,19
14118-COMMERCE CTRE AFFAIRES-C					
Investissement	16 464,59				16 464,59

14100 - CA BAR-LE-DUC-SUD MEUSE

RÉSULTATS D'EXÉCUTION DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS DES SERVICES NON PERSONNALISÉS

	RÉSULTAT À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT : 2019	PART AFFECTÉE À L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2020	RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2020	TRANSFERT OU INTÉGRATION DE RÉSULTATS PAR OPÉRATION D'ORDRE NON BUDGÉTAIRE	RÉSULTAT DE CLÔTURE DE L'EXERCICE 2020
Fonctionnement	224 656,63		21 654,14		246 310,77
Sous-Total	241 121,22		21 654,14		262 775,36
14124-TRANSPORT-CA BAR-LE-DUC-					
Investissement	582 569,62		49 575,76		632 145,38
Fonctionnement	1 098 538,56		328 498,02		1 427 036,58
Sous-Total	1 681 108,18		378 073,78		2 059 181,96
TOTAL II	4 416 681,39		396 390,48		4 813 071,87
III - Budgets des services à					
caractère industriel					
et commercial					
14101-EAU-CA BAR-LE-DUC-SUD ME					
Investissement	1 237 605,67		1 102 534,28		2 340 139,95
Fonctionnement	1 247 881,33		593 965,67		1 841 847,00
Sous-Total	2 485 487,00		1 696 499,95		4 181 986,95
14102-ASST-CA BAR-LE-DUC-SUD M					
Investissement	1 684 497,39		-483 214,50		1 201 282,89

14100 - CA BAR-LE-DUC-SUD MEUSE

RÉSULTATS D'EXÉCUTION DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS DES SERVICES NON PERSONNALISÉS

	RÉSULTAT À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT : 2019	PART AFFECTÉE À L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2020	RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2020	TRANSFERT OU INTÉGRATION DE RÉSULTATS PAR OPÉRATION D'ORDRE NON BUDGÉTAIRE	RÉSULTAT DE CLÔTURE DE L'EXERCICE 2020
Fonctionnement	4 632 346,03	398 326,12	794 504,80		5 028 524,71
Sous-Total	6 316 843,42	398 326,12	311 290,30		6 229 807,60
14104-BAT INDUSTRIEL-CA BAR-LE					
Investissement	-54 074,30		-5 069,21		-59 143,51
Fonctionnement	83 595,28	54 074,30	40 142,87		69 663,85
Sous-Total	29 520,98	54 074,30	35 073,66		10 520,34
TOTAL III	8 831 851,40	452 400,42	2 042 863,91		10 422 314,89
TOTAL I + II + III	18 870 531,78	496 419,64	3 569 431,30		21 943 543,44

14101 - EAU-CA BAR-LE-DUC-SUD MEUSE

RÉSULTATS BUDGÉTAIRES DE L'EXERCICE

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	4 584 929,79	5 901 485,33	10 486 415,12
Titres de recettes émis (b)	2 545 534,52	4 713 971,52	7 259 506,04
Réductions de titres (c)		25 340,18	25 340,18
Recettes nettes (d = b - c)	2 545 534,52	4 688 631,34	7 234 165,86
DÉPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	4 584 929,79	4 719 555,00	9 304 484,79
Mandats émis (f)	1 443 000,24	4 678 018,21	6 121 018,45
Annulations de mandats (g)		583 352,54	583 352,54
Dépenses nettes (h = f - g)	1 443 000,24	4 094 665,67	5 537 665,91
RÉSULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent	1 102 534,28	593 965,67	1 696 499,95
(h - d) Déficit			

14101 - EAU-CA BAR-LE-DUC-SUD MEUSE

RÉSULTATS D'EXÉCUTION DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS DES SERVICES NON PERSONNALISÉS

	RÉSULTAT À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT : 2019	PART AFFECTÉE À L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2020	RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2020	TRANSFERT OU INTÉGRATION DE RÉSULTATS PAR OPÉRATION D'ORDRE NON BUDGÉTAIRE	RÉSULTAT DE CLÔTURE DE L'EXERCICE 2020
I - Budget principal					
Investissement					
Fonctionnement					
TOTAL I					
II - Budgets des services à					
caractère administratif					
TOTAL II					
III - Budgets des services à					
caractère industriel					
et commercial					
EAU-CA BAR-LE-DUC-SUD MEUSE					
Investissement	1 237 605,67		1 102 534,28		2 340 139,95
Fonctionnement	1 247 881,33		593 965,67		1 841 847,00
Sous-Total	2 485 487,00		1 696 499,95		4 181 986,95
TOTAL III	2 485 487,00		1 696 499,95		4 181 986,95
TOTAL I + II + III	2 485 487,00		1 696 499,95		4 181 986,95

14102 - ASST-CA BAR-LE-DUC-SUD MEUSE

RÉSULTATS BUDGÉTAIRES DE L'EXERCICE

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	5 361 518,51	7 433 623,91	12 795 142,42
Titres de recettes émis (b)	2 072 909,93	3 387 498,86	5 460 408,79
Réductions de titres (c)		11 471,67	11 471,67
Recettes nettes (d = b - c)	2 072 909,93	3 376 027,19	5 448 937,12
DÉPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	5 361 518,51	4 220 742,00	9 582 260,51
Mandats émis (f)	2 556 124,43	2 801 556,62	5 357 681,05
Annulations de mandats (g)		220 034,23	220 034,23
Dépenses nettes (h = f - g)	2 556 124,43	2 581 522,39	5 137 646,82
RÉSULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent		794 504,80	311 290,30
(h - d) Déficit	483 214,50		

14102 - ASST-CA BAR-LE-DUC-SUD MEUSE

RÉSULTATS D'EXÉCUTION DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS DES SERVICES NON PERSONNALISÉS

	RÉSULTAT À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT : 2019	PART AFFECTÉE À L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2020	RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2020	TRANSFERT OU INTÉGRATION DE RÉSULTATS PAR OPÉRATION D'ORDRE NON BUDGÉTAIRE	RÉSULTAT DE CLÔTURE DE L'EXERCICE 2020
I - Budget principal					
Investissement					
Fonctionnement					
TOTAL I					
II - Budgets des services à					
caractère administratif					
TOTAL II					
III - Budgets des services à					
caractère industriel					
et commercial					
ASST-CA BAR-LE-DUC-SUD MEUSE					
Investissement	1 684 497,39		-483 214,50		1 201 282,89
Fonctionnement	4 632 346,03	398 326,12	794 504,80		5 028 524,71
Sous-Total	6 316 843,42	398 326,12	311 290,30		6 229 807,60
TOTAL III	6 316 843,42	398 326,12	311 290,30		6 229 807,60
TOTAL I + II + III	6 316 843,42	398 326,12	311 290,30		6 229 807,60

Résultats budgétaires de l'exercice

14104 - BAT INDUSTRIEL-CA BAR-LE-DUC-S

Exercice 2020

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	1 701 774,30	2 099 978,00	3 801 752,30
Titres de recette émis (b)	148 774,09	218 732,00	367 506,09
Réductions de titres (c)			
Recettes nettes (d = b - c)	148 774,09	218 732,00	367 506,09
DEPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	1 656 014,30	2 099 978,00	3 755 992,30
Mandats émis (f)	153 843,30	190 462,00	344 305,30
Annulations de mandats (g)		11 872,87	11 872,87
Depenses nettes (h = f - g)	153 843,30	178 589,13	332 432,43
RESULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent		40 142,87	35 073,66
(h - d) Déficit	5 069,21		

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

14104 - BAT INDUSTRIEL-CA BAR-LE-DUC-S

Exercice 2020

	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2019	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2020	RESULTAT DE L'EXERCICE 2020	TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2020
I - Budget principal					
Investissement					
Fonctionnement					
TOTAL I					
II - Budgets des services à caractère administratif					
TOTAL II					
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial BAT INDUSTRIEL-CA BAR-LE-DUC-S					
Investissement	-54 074,30		-5 069,21		-59 143,51
Fonctionnement	83 595,28	54 074,30	40 142,87		69 663,85
Sous-Total	**29 520,98**	**54 074,30**	**35 073,66**		**10 520,34**
TOTAL III	**29 520,98**	**54 074,30**	**35 073,66**		**10 520,34**
TOTAL I + II + III	**29 520,98**	**54 074,30**	**35 073,66**		**10 520,34**

14113 - OM COLL TRAITMT-CA BAR-LE-DUC

RÉSULTATS BUDGÉTAIRES DE L'EXERCICE

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	1 035 675,34	8 011 381,85	9 047 057,19
Titres de recettes émis (b)	394 402,75	4 933 216,06	5 327 618,81
Réductions de titres (c)		26 079,12	26 079,12
Recettes nettes (d = b - c)	394 402,75	4 907 136,94	5 301 539,69
DÉPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	1 035 675,34	5 779 407,10	6 815 082,44
Mandats émis (f)	230 404,89	5 358 959,34	5 589 364,23
Annulations de mandats (g)		222 215,19	222 215,19
Dépenses nettes (h = f - g)	230 404,89	5 136 744,15	5 367 149,04
RÉSULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent	163 997,86		
(h - d) Déficit		229 607,21	65 609,35

14113 - OM COLL TRAITMT-CA BAR-LE-DUC

RÉSULTATS D'EXÉCUTION DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS DES SERVICES NON PERSONNALISÉS

	RÉSULTAT À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT : 2019	PART AFFECTÉE À L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2020	RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2020	TRANSFERT OU INTÉGRATION DE RÉSULTATS PAR OPÉRATION D'ORDRE NON BUDGÉTAIRE	RÉSULTAT DE CLÔTURE DE L'EXERCICE 2020
I - Budget principal					
Investissement					
Fonctionnement					
TOTAL I					
II - Budgets des services à					
caractère administratif					
OM COLL TRAITMT-CA BAR-LE-DUC					
Investissement	215 141,24		163 997,86		379 139,10
Fonctionnement	3 214 279,85		-229 607,21		2 984 672,64
Sous-Total	3 429 421,09		-65 609,35		3 363 811,74
TOTAL II	3 429 421,09		-65 609,35		3 363 811,74
III - Budgets des services à					
caractère industriel					
et commercial					
TOTAL III					
TOTAL I + II + III	3 429 421,09		-65 609,35		3 363 811,74

14117 - ZAC-CA BAR-LE-DUC-SUD MEUSE

RÉSULTATS BUDGÉTAIRES DE L'EXERCICE

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	2 461 656,23	1 290 467,92	3 752 124,15
Titres de recettes émis (b)	172 475,16	495 264,74	667 739,90
Réductions de titres (c)	86 237,58	186 185,64	272 423,22
Recettes nettes (d = b - c)	86 237,58	309 079,10	395 316,68
DÉPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	2 461 656,23	1 290 467,92	3 752 124,15
Mandats émis (f)	198 225,37	307 573,02	505 798,39
Annulations de mandats (g)	92,82	172 660,80	172 753,62
Dépenses nettes (h = f - g)	198 132,55	134 912,22	333 044,77
RÉSULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent		174 166,88	62 271,91
(h - d) Déficit	111 894,97		

14117 - ZAC-CA BAR-LE-DUC-SUD MEUSE

RÉSULTATS D'EXÉCUTION DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS DES SERVICES NON PERSONNALISÉS

	RÉSULTAT À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT : 2019	PART AFFECTÉE À L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2020	RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2020	TRANSFERT OU INTÉGRATION DE RÉSULTATS PAR OPÉRATION D'ORDRE NON BUDGÉTAIRE	RÉSULTAT DE CLÔTURE DE L'EXERCICE 2020
I - Budget principal					
Investissement					
Fonctionnement					
TOTAL I					
II - Budgets des services à					
caractère administratif					
ZAC-CA BAR-LE-DUC-SUD MEUSE					
Investissement	-1 299 156,23		-111 894,97		-1 411 051,20
Fonctionnement	364 187,13		174 166,88		538 354,01
Sous-Total	-934 969,10		62 271,91		-872 697,19
TOTAL II	-934 969,10		62 271,91		-872 697,19
III - Budgets des services à					
caractère industriel					
et commercial					
TOTAL III					
TOTAL I + II + III	-934 969,10		62 271,91		-872 697,19

Résultats budgétaires de l'exercice

14118 - COMMERCE CTRE AFFAIRES-CA BAR

Exercice 2020

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	36 621,00	279 156,63	315 777,63
Titres de recette émis (b)	1 620,41	54 416,35	56 036,76
Réductions de titres (c)		8 513,71	8 513,71
Recettes nettes (d = b - c)	1 620,41	45 902,64	47 523,05
DEPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	36 621,00	53 035,41	89 656,41
Mandats émis (f)	1 620,41	24 453,70	26 074,11
Annulations de mandats (g)		205,20	205,20
Depenses nettes (h = f - g)	1 620,41	24 248,50	25 868,91
RESULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent		21 654,14	21 654,14
(h - d) Déficit			

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

14118 - COMMERCE CTRE AFFAIRES-CA BAR

Exercice 2020

	RESULTAT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE PRECEDENT : 2019	PART AFFECTEE A L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2020	RESULTAT DE L'EXERCICE 2020	TRANSFERT OU INTEGRATION DE RESULTATS PAR OPERATION D'ORDRE NON BUDGETAIRE	RESULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2020
I - Budget principal					
Investissement					
Fonctionnement					
TOTAL I					
II - Budgets des services à caractère administratif					
COMMERCE CTRE AFFAIRES-CA BAR					
Investissement	16 464,59				16 464,59
Fonctionnement	224 656,63		21 654,14		246 310,77
Sous-Total	**241 121,22**		**21 654,14**		**262 775,36**
TOTAL II	**241 121,22**		**21 654,14**		**262 775,36**
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial					
TOTAL III					
TOTAL I + II + III	**241 121,22**		**21 654,14**		**262 775,36**

14124 - TRANSPORT-CA BAR-LE-DUC-SUD ME

RÉSULTATS BUDGÉTAIRES DE L'EXERCICE

	SECTION D'INVESTISSEMENT	SECTION DE FONCTIONNEMENT	TOTAL DES SECTIONS
RECETTES			
Prévisions budgétaires totales (a)	902 854,62	3 914 221,56	4 817 076,18
Titres de recettes émis (b)	320 662,80	2 796 647,51	3 117 310,31
Réductions de titres (c)		9 547,22	9 547,22
Recettes nettes (d = b - c)	320 662,80	2 787 100,29	3 107 763,09
DÉPENSES			
Autorisations budgétaires totales (e)	532 090,49	2 907 069,00	3 439 159,49
Mandats émis (f)	271 087,04	3 493 804,16	3 764 891,20
Annulations de mandats (g)		1 035 201,89	1 035 201,89
Dépenses nettes (h = f - g)	271 087,04	2 458 602,27	2 729 689,31
RÉSULTAT DE L'EXERCICE			
(d - h) Excédent	49 575,76	328 498,02	378 073,78
(h - d) Déficit			

14124 - TRANSPORT-CA BAR-LE-DUC-SUD ME

RÉSULTATS D'EXÉCUTION DU BUDGET PRINCIPAL ET DES BUDGETS DES SERVICES NON PERSONNALISÉS

	RÉSULTAT À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE PRÉCÉDENT : 2019	PART AFFECTÉE À L'INVESTISSEMENT : EXERCICE 2020	RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2020	TRANSFERT OU INTÉGRATION DE RÉSULTATS PAR OPÉRATION D'ORDRE NON BUDGÉTAIRE	RÉSULTAT DE CLÔTURE DE L'EXERCICE 2020
I - Budget principal					
Investissement					
Fonctionnement					
TOTAL I					
II - Budgets des services à					
caractère administratif					
TRANSPORT-CA BAR-LE-DUC-SUD ME					
Investissement	582 569,62		49 575,76		632 145,38
Fonctionnement	1 098 538,56		328 498,02		1 427 036,58
Sous-Total	1 681 108,18		378 073,78		2 059 181,96
TOTAL II	1 681 108,18		378 073,78		2 059 181,96
III - Budgets des services à					
caractère industriel					
et commercial					
TOTAL III					
TOTAL I + II + III	1 681 108,18		378 073,78		2 059 181,96

SOMMAIRE-ANNEXE 1

BUDGET PRINCIPAL Page 2

- VUE SCHEMATIQUE Page 3 à 5
- SECTION D INVESTISSEMENT Page 6
  - Dépenses Page 7 à 15
  - Recettes Page 16 et 17
- SECTION DE FONCTIONNEMENT Page 18
  - Dépenses Page 19 et 20
  - Recettes Page 21 et 22
  - Dépenses par dommaine d'intervention Page 23
  - Recettes par domaine d'intervention Page 24

BUDGETS ANNEXES Page 25

- Eau Page 26
- Assainissement Page 27
- Ordures ménagères Page 28
- Bâtiment industriel Page 29
- Transport Page 30
- Centre des affaires Page 31
- Lotissement communautaire Page 32

BUDGET
PRINCIPAL

ANNEXE I : BUDGET PRIMITIF 2021, VUE SCHEMATIQUE

INVESTISSEMENT

DEPENSES

	BP	REPORT	Total
EQUIPEMENT BRUT	2 181 836,00	2 765 965,69	4 947 801,69
SUBVENTION D'EQUIPEMENT VERSEES	1 864 950,00	1 468 703,82	3 333 653,82
OPERATIONS PATRIMONIALES	200 000,00		200 000,00
AMORTISSEMENT SUBVENTIONS	269 382,00		269 382,00
REM. DE LA DETTE	50 000,00		50 000,00
REGULARISATION TITRE ANTERIEUR	0,00		0,00
PARTICIPATION	0,00		0,00
PRÊT FONDS DE RESISTANCE	0,00	69 698,00	69 698,00
TOTAL hors reprise solde d'investissement	*4 566 168,00*	*4 304 367,51*	*8 870 535,51*
SOLDE INVESTISSEMENT REPORTE			
TOTAL GENERAL	4 566 168,00	4 304 367,51	8 870 535,51

RECETTES

	BP	REPORT	Total
SUBVENTIONS D EQUIPEMENT RECUES	2 377 850,50	877 393,64	3 255 244,14
			0,00
EMPRUNT	0,00		0,00
OPERATIONS PATRIMONIALES	200 000,00		
DOTATIONS ET AUTRES *(fctva,cessions)*	1 806 037,01		
EPARGNE BRUTE	1 580 064,50		
(841 673) amortissement (738 392) virement			
PRODUIT CESSION DES IMMEUBLES	0,00		
PRÊT FONDS DE RESISTANCE	0,00	*69 698,00*	
TOTAL hors reprise solde d'investissement	*5 963 952,01*	*947 091,64*	*6 911 043,65*
SOLDE INVESTISSEMENT REPORTE	*1 959 491,86*		*1 959 491,86*
TOTAL GENERAL	7 923 443,87	947 091,64	8 870 535,51

FONCTIONNEMENT

		Total
CHARGES D'ACTIVITE à CARACTERE GENERAL	3 910 701,00 (4 137 507) *	3 910 701,00
FRAIS DE PERSONNEL	6 913 347,00 (6 760 478) *	6 913 347,00
ATTENUATION DE PRODUITS	4 733 185,00 (4 733 155) *	4 733 185,00
AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTES *(subventions versees,indemnites elus)*	3 408 762,00 (3 954 183) *	3 408 762,00
CHARGES FINANCIERES	4 000,00 (6 100) *	4 000,00
CHARGES EXCEPTIONNELLES	489 500,00 (489 500) *	489 500,00
EPARGNE BRUTE (841 673) amortissement (738 392) virement	1 580 064,50 (830 378) *	1 580 064,50
TOTAL GENERAL ( )* Année 2019	21 039 559,50 (20 911 299) *	21 039 559,50

		Total
ATTENUATION DE CHARGES	101 000,00 (110 000) *	101 000,00
PRODUITS D'EXPLOITATION ET DU DOMAINE	1 057 550,00 (1 200 000) *	1 057 550,00
IMPOTS ET TAXES	14 435 812,00 (14 702 223) *	14 435 812,00
DOTATIONS, SUBVENTIONS, PARTICIPATIONS	4 570 345,00 (4 507 835) *	4 570 345,00
AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTES	77 098,00 (77 900) *	77 098,00
PRODUITS EXCEPTIONNELS	0,00 (63 828) *	0,00
AMORTISSEMENT SUBVENTIONS	269 382,00 (220 378) *	269 382,00
TOTAL HORS REPRISE DE RESULTAT	*20 511 187,00* (20 882 162) *	20 511 187,00
RESULTAT REPORTE	*3 350 880,11* (2 896 364) *	3 350 880,11
TOTAL GENERAL	23 862 067,11 (23 778 525) *	23 862 067,11

SECTION D'INVESTISSEMENT PAR FONCTION
BUDGET PRIMITIF (hors report et solde d'investissement)

INVESTISEMENT	Dépenses BP 2021							TOTAL	Recettes BP 2021					TOTAL
Chapitre	040	041	16	20	204	21	23		021	040	041	10	13	
01 - OPERATIONS NON VENTILABLES	269 382,00	200 000,00	50 000,00	7 000,00				**526 382,00**	738 391,50	841 673,00	200 000,00	1 806 037,01		**3 586 101,51**
020100 - ADMINISTRATION GENERALE						200,00		**200,00**					50 475,00	**50 475,00**
0201050 - INFORMATIQUE ET RESEAUX				10 000,00	174 900,00	60 350,00		**245 250,00**						**0,00**
0201061 - RESSOURCES HUMAINES						33 750,00		**33 750,00**						**0,00**
0201130 - AUTRES BATIMENTS						52 000,00	110 000,00	**162 000,00**						**0,00**
0231360 - COMMUNICATION COMMUNAUTAIRE						4 500,00		**4 500,00**						**0,00**
23 1 - CAMPUS CONNECTE						1 000,00		**1 000,00**						**0,00**
3111420 - CIM						5 000,00		**5 000,00**						**0,00**
3111421 - CLEM						4 000,00		**4 000,00**						**0,00**
3211460 - MEDIATHEQUE JEAN JEURKENS				0,00		1 200,00		**1 200,00**						**0,00**
3211461 - MEDIATHEQUE JEANNE ANCELET HUSTACHE				0,00		5 000,00		**5 000,00**						**0,00**
3221470 - MUSEE DU BARROIS ET PATRIMOINE				30 000,00		26 200,00		**56 200,00**					1 200,00	**1 200,00**
33 1491 - SALLE LA BARROISE				2 500,00		50 800,00		**53 300,00**					333 961,50	**333 961,50**
4111560 - GYMNASE SAINTE-CATHERINE						10 000,00		**10 000,00**						**0,00**
4111610 - GYMNASE LEO LAGRANGE						0,00		**0,00**						**0,00**
4111620 - GYMNASE VERNET LIGNY EN BARROIS						0,00		**0,00**						**0,00**
4111680 - GYMNASE TRONVILLE						0,00		**0,00**						**0,00**
4121550 - STADE SAINTE-CATHERINE				100 000,00		5 800,00		**105 800,00**						**0,00**
4121600 - STADE JEAN BERNARD						14 790,00		**14 790,00**						**0,00**
4131650 - CENTRE NAUTIQUE						133 000,00		**133 000,00**						**0,00**
4131651 - PISCINE LIGNY-EN-BARROIS						167 700,00		**167 700,00**						**0,00**
5111 - MAISON DE SANTE LIGNY EN BARROIS							250 000,00	**250 000,00**					881 111,00	**881 111,00**
5112 - MAISON DE SANTE COTE SAINTE CATHERINE							148 000,00	**148 000,00**						**0,00**
524010 - CONTRAT DE VILLE						500,00		**500,00**						**0,00**
524320 - AUTRES INTERVENTIONS SOCIALES				0,00				**0,00**						**0,00**
524330 - GENS DU VOYAGE BAR LE DUC				0,00		81 000,00		**81 000,00**					350 000,00	**350 000,00**
524331 - GENS DU VOYAGE GIVRAUVAL						3 000,00		**3 000,00**						**0,00**
524332 - AIRE DE GRAND PASSAGE						2 000,00		**2 000,00**						**0,00**
811400 - EAUX PLUVIALES CA				50 000,00		267 000,00		**317 000,00**						**0,00**
824400 - OPERATION D'AMENAGEMENT URBAIN				60 000,00				**60 000,00**						**0,00**
831100 - HYDRAULIQUE				46 640,00				**46 640,00**					82 472,00	**82 472,00**
90 100 - ACTION ECONOMIQUE				106 500,00	1 678 050,00	276 000,00		**2 060 550,00**					401 244,00	**401 244,00**
95 1910 - CAMPING ET HALTE FLUVIALE				10 000,00		11 815,00		**21 815,00**					25 134,00	**25 134,00**
95 1911 - CAMPING LIGNY EN BARROIS						6 091,00		**6 091,00**						**0,00**
95 1912 - RELAIS NAUTIQUE LIGNY EN BARROIS						2 000,00		**2 000,00**						**0,00**
95 1930 - ANIMATION TOURISTIQUE					12 000,00	1 500,00	25 000,00	**38 500,00**					252 253,00	**252 253,00**
TOTAL	**269 382,00**	**200 000,00**	**50 000,00**	**422 640,00**	**1 864 950,00**	**1 226 196,00**	**533 000,00**	**4 566 168,00**	**738 391,50**	**841 673,00**	**200 000,00**	**1 806 037,01**	**2 377 850,50**	**5 963 952,01**

SECTION FONCTIONNEMENT PAR FONCTION
BUDGET PRIMITIF

FONCTIONNEMENT	Dépenses BP 2021								TOTAL	Recettes BP 2021							TOTAL
Chapitre	011	012	014	023	042	65	66	67		002	013	042	70	73	74	75	
01 - OPERATIONS NON VENTILABLES	2 000,00		4 733 185,00	738 391,50	841 673,00	1 500,00	4 000,00	7 000,00	6 327 749,50	3 350 880,11		269 382,00		14 385 812,00	4 029 811,00		22 035 885,11
020100 - ADMINISTRATION GENERALE	547 735,00	1 353 652,00				1 595 298,00			3 496 685,00		101 000,00		372 350,00		95 250,00	1 142,00	569 742,00
020101 - ADMINISTRATION GENERALE LIGNY	7 400,00								7 400,00								0,00
0201030 - ASSEMBLEE LOCALE	3 000,00	85 842,00							88 842,00								0,00
0201040 - SERVICES GENERAUX	78 535,00	274 841,00				70,00			353 446,00								0,00
0201050 - INFORMATIQUE ET RESEAUX	99 125,00	274 705,00				82 650,00			456 480,00								0,00
0201060 - DIRECTION DES FINANCES	26 250,00	331 618,00				4 000,00			361 868,00								0,00
0201061 - RESSOURCES HUMAINES	101 795,00	355 185,00							456 980,00						22 500,00		22 500,00
0201130 - AUTRES BATIMENTS	21 550,00	49 920,00							71 470,00								0,00
0231360 - COMMUNICATION COMMUNAUTAIRE	68 300,00	64 135,00				0,00			132 435,00				20 000,00				20 000,00
110100 - FOURRIERE AUTOMOBILE	9 200,00								9 200,00								0,00
113110 - CENTRE DE SECOURS		6 519,00				1 281 794,00			1 288 313,00								0,00
23 1 - CAMPUS CONNECTE	1 450,00	29 948,00							31 398,00						20 000,00		20 000,00
30 2200 - DIRECTION DE LA CULTURE	1 000,00	101 187,00				0,00			102 187,00								0,00
3111420 - CIM	87 485,00	877 103,00							964 588,00				130 000,00		85 000,00		215 000,00
3111421 - CLEM	24 550,00								24 550,00				20 000,00				20 000,00
3112180 - CONTRAT TERRITORIAL D EDUCATION ARTISTIQUE ET CULT	48 020,00								48 020,00						44 600,00		44 600,00
3211460 - MEDIATHEQUE JEAN JEURKENS	214 585,00	478 680,00				3 100,00			697 365,00				15 000,00		1 000,00		16 000,00
3211461 - MEDIATHEQUE JEANNE ANCELET HUSTACHE	56 500,00	74 848,00							131 348,00				2 000,00				2 000,00
3221470 - MUSEE DU BARROIS ET PATRIMOINE	120 535,00	192 977,00							313 512,00				13 200,00		4 500,00		17 700,00
33 1491 - SALLE LA BARROISE	235 910,00	182 740,00							418 650,00							65 000,00	65 000,00
40 1065 - SERVICES DES SPORTS	11 525,00	511 124,00							522 649,00								0,00
4111560 - GYMNASE SAINTE-CATHERINE	71 385,00								71 385,00						9 030,00		9 030,00
4111580 - GYMNASE ERNEST BRADFER	43 416,00								43 416,00						9 450,00		9 450,00
4111610 - GYMNASE LEO LAGRANGE	74 756,00								74 756,00						6 900,00		6 900,00
4111620 - GYMNASE VERNET LIGNY EN BARROIS	60 682,00								60 682,00						1 764,00		1 764,00
4111680 - GYMNASE TRONVILLE	51 681,00								51 681,00								0,00
4121550 - STADE SAINTE-CATHERINE	106 275,00								106 275,00								0,00
4121600 - STADE JEAN BERNARD	85 780,00								85 780,00								0,00
4131650 - CENTRE NAUTIQUE	349 030,00	541 602,00							890 632,00				150 000,00				150 000,00
4131651 - PISCINE LIGNY-EN-BARROIS	240 915,00	327 112,00							568 027,00				90 000,00				90 000,00
511 - MAISON DE SANTE	7 000,00	55 301,00							62 301,00				2 500,00		12 000,00		14 500,00
5111 - MAISON DE SANTE LIGNY EN BARROIS	7 000,00								7 000,00				7 000,00				7 000,00
5112 - MAISON DE SANTE COTE SAINTE CATHERINE	10 956,00								10 956,00							10 956,00	10 956,00
5201711 - AUTRES INTERVENTIONS SOCIALES		7 883,00							7 883,00								0,00
524010 - CONTRAT DE VILLE	20 455,00	124 521,00							144 976,00						10 000,00		10 000,00
524320 - AUTRES INTERVENTIONS SOCIALES	44 900,00					8 350,00			53 250,00								0,00
524330 - GENS DU VOYAGE BAR LE DUC	6 100,00	18 050,00							24 150,00						2 000,00		2 000,00
524331 - GENS DU VOYAGE GIVRAUVAL	63 100,00	18 051,00							81 151,00				15 000,00		15 000,00		30 000,00
524332 - AIRE DE GRAND PASSAGE	25 000,00								25 000,00				1 500,00				1 500,00
8101080 - URBANISME	11 100,00	348 633,00							359 733,00				180 000,00				180 000,00
811400 - EAUX PLUVIALES CA	57 400,00								57 400,00				10 000,00				10 000,00
824400 - OPERATION D'AMENAGEMENT URBAIN	137 600,00	38 074,00				35 000,00			210 674,00						38 000,00		38 000,00
831100 - HYDRAULIQUE	61 100,00	37 677,00							98 777,00						59 740,00		59 740,00
833 - PRESERVATION DU MILIEU NATUREL	10 000,00					15 000,00			25 000,00								0,00
90 100 - ACTION ECONOMIQUE	343 240,00	150 319,00				68 000,00		482 500,00	1 044 059,00					50 000,00	103 800,00		153 800,00
93 - AIDE A L'ENERGIE, INDUST. MANUF., BATIMENT ET T.P	56 000,00								56 000,00								0,00
95 1910 - CAMPING ET HALTE FLUVIALE	77 900,00								77 900,00				18 000,00				18 000,00
95 1911 - CAMPING LIGNY EN BARROIS	45 910,00								45 910,00				6 000,00				6 000,00
95 1912 - RELAIS NAUTIQUE LIGNY EN BARROIS	40 330,00								40 330,00				5 000,00				5 000,00
95 1930 - ANIMATION TOURISTIQUE	35 240,00					314 000,00			349 240,00								0,00
TOTAL	3 910 701,00	6 913 347,00	4 733 185,00	738 391,50	841 673,00	3 408 762,00	4 000,00	489 500,00	21 039 559,50	3 350 880,11	101 000,00	269 382,00	1 057 550,00	14 435 812,00	4 570 345,00	77 098,00	23 862 067,11

SECTION D'INVESTISSEMENT PAR ACTIVITE

DETAIL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Fonction	Libellé	BP	RCCE
01 - OPERATIONS NON VENTILABLES	AUTRES	280,00	
01 - OPERATIONS NON VENTILABLES	AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX	144 767,00	
01 - OPERATIONS NON VENTILABLES	AVANCES VERSES SUR COMMANDES IMMO. CORP.	200 000,00	
01 - OPERATIONS NON VENTILABLES	BUDGET COMMUNAUTAIRE ET FONDS STRUCTURELS	3 086,00	
01 - OPERATIONS NON VENTILABLES	DEPARTEMENTS	24 823,00	
01 - OPERATIONS NON VENTILABLES	DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES RURAUX	4 913,00	
01 - OPERATIONS NON VENTILABLES	EMPRUNTS EN EUROS	50 000,00	
01 - OPERATIONS NON VENTILABLES	ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX	61 369,00	
01 - OPERATIONS NON VENTILABLES	FRAIS D'INSERTION	7 000,00	
01 - OPERATIONS NON VENTILABLES	REGIONS	30 144,00	
Total 01 - OPERATIONS NON VENTILABLES		**526 382,00**	**0,00**
020100 - ADMINISTRATION GENERALE	siege assis debout pour massicot	200,00	
Total 020100 - ADMINISTRATION GENERALE		**200,00**	**0,00**
0201050 - INFORMATIQUE ET RESEAUX	1 ECRAN 27 POUCES BATIMENTS	200,00	
0201050 - INFORMATIQUE ET RESEAUX	1 ECRAN 27 POUCES PIVOTABLE ARCHIVES	200,00	
0201050 - INFORMATIQUE ET RESEAUX	1 PC FIXE REPRO	650,00	
0201050 - INFORMATIQUE ET RESEAUX	1 PC PORTABLE DETAC 15 P + STATION ACCUEIL+ ECRAN	800,00	
0201050 - INFORMATIQUE ET RESEAUX	1 PC Urba nouvel agent	650,00	
0201050 - INFORMATIQUE ET RESEAUX	1 PC portable CAS + station + écran	950,00	
0201050 - INFORMATIQUE ET RESEAUX	2 PC PORTABLE DETAC +STATION + ECRAN	1 900,00	
0201050 - INFORMATIQUE ET RESEAUX	2 PC PORTABLE MUSEE + STATION + ECRAN	1 900,00	
0201050 - INFORMATIQUE ET RESEAUX	2 PC PORTABLE PISCINE+ STATION + ECRAN	1 900,00	
0201050 - INFORMATIQUE ET RESEAUX	2 PC PORTABLE POLITIQUE DE LA VILLE + STATION+ ECRAN	1 900,00	
0201050 - INFORMATIQUE ET RESEAUX	2 SMARTPHONES DETAC	400,00	
0201050 - INFORMATIQUE ET RESEAUX	3 BORNES WIFI MEDIATHEQUE	600,00	
0201050 - INFORMATIQUE ET RESEAUX	4 PC PORTABLE COMMUNICATION + STATION + ECRAN	3 800,00	
0201050 - INFORMATIQUE ET RESEAUX	Audit système de téléphonie	10 000,00	
0201050 - INFORMATIQUE ET RESEAUX	CABLAGE ET BORNES WIFI POUR LE CIM	5 000,00	
0201050 - INFORMATIQUE ET RESEAUX	FIBRE ANNEE 3/5	58 300,00	
0201050 - INFORMATIQUE ET RESEAUX	FIBRE ANNEE 4/5	58 300,00	
0201050 - INFORMATIQUE ET RESEAUX	FIBRE ANNEE 5/5	58 300,00	
0201050 - INFORMATIQUE ET RESEAUX	MOBILIER AGENTS SUPPLEMENTAIRES	3 000,00	
0201050 - INFORMATIQUE ET RESEAUX	Pont radio	2 000,00	
0201050 - INFORMATIQUE ET RESEAUX	Renouvellement 2 hyperviseurs	30 000,00	
0201050 - INFORMATIQUE ET RESEAUX	Renouvellement onduleur	3 000,00	
0201050 - INFORMATIQUE ET RESEAUX	Renouvellement serveur controleur de domaine	1 500,00	
0201050 - INFORMATIQUE ET RESEAUX	PARTICIPATION FIBRE ANNEE 1		58 300,00

Fonction	Libellé	BP	RCCE
0201050 - INFORMATIQUE ET RESEAUX	FIBRE LOSANGE ANNEE 2		58 300,00
0201050 - INFORMATIQUE ET RESEAUX	Camera Logitech Rally		1 517,15
0201050 - INFORMATIQUE ET RESEAUX	Droit d'utilisation Intranet		11 460,00
0201050 - INFORMATIQUE ET RESEAUX	SIÈGE ATELIER LABOPRO		154,80
0201050 - INFORMATIQUE ET RESEAUX	iPad 10.2 128 Go		1 740,18
0201050 - INFORMATIQUE ET RESEAUX	ipad		1 362,95
0201050 - INFORMATIQUE ET RESEAUX	ipad mini		547,75
Total 0201050 - INFORMATIQUE ET RESEAUX		**245 250,00**	**133 382,83**
0201061 - RESSOURCES HUMAINES	Défibrilateurs et matériel de secourisme	31 500,00	
0201061 - RESSOURCES HUMAINES	Equipement PC dans le cadre maintien dans l'emploi	1 500,00	
0201061 - RESSOURCES HUMAINES	Paper board mobile, demande médecin de prév et équipement	750,00	
Total 0201061 - RESSOURCES HUMAINES		**33 750,00**	**0,00**
0201130 - AUTRES BATIMENTS	AUTRES BATIMENTS PUBLICS	52 000,00	
0201130 - AUTRES BATIMENTS	Actualisation + avenant maîtrise d'oeuvre chantier CFHVS / L	10 000,00	
0201130 - AUTRES BATIMENTS	Maîtrise d'oeuvre + travaux 1° tranche AD'AP	100 000,00	
0201130 - AUTRES BATIMENTS	CONDUITE OPERATION CONSTRUCTION D UN BATIMENT GARE ACCUEIL E		2 702,16
0201130 - AUTRES BATIMENTS	MARCHE 2016 06 CONDUITE OPERATION BATIMENT GARE D ACCUEIL ET		1 274,69
0201130 - AUTRES BATIMENTS	MARCHE 2017 04 MOE CONSTRUCTION BAT GARE ACCUEIL SUZANNE		16 604,69
0201130 - AUTRES BATIMENTS	MARCHE 2017 04 MOE CONSTRUCTION BATIMENT GARE D'ACCUEIL LA S		929,08
Total 0201130 - AUTRES BATIMENTS		**162 000,00**	**21 510,62**
0231360 - COMMUNICATION COMMUNAUTAIRE	MOBILIER	4 500,00	
0231360 - COMMUNICATION COMMUNAUTAIRE	COMMANDE NV BURO CAISSON BUREAU + LAMPE		542,51
Total 0231360 - COMMUNICATION COMMUNAUTAIRE		**4 500,00**	**542,51**
113110 - CENTRE DE SECOURS	FONDS DE CONCOURS CONSTRUCTION CASERNE		60 000,00
Total 113110 - CENTRE DE SECOURS		**0,00**	**60 000,00**
23 1 - CAMPUS CONNECTE	FONDS DE CONCOURS TRAVAUX CAMPUS CONNECTE		20 000,00
23 1 - CAMPUS CONNECTE	MOBILIER CAMPUS CONNECTE	1 000,00	
23 1 - CAMPUS CONNECTE	contrat de maintenance écran promethean pour 12 tr imestres		648,00
Total 23 1 - CAMPUS CONNECTE		**1 000,00**	**20 648,00**
3111420 - CIM	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	5 000,00	
3111420 - CIM	REMPLACEMENT DE L'INSTAL FRIGORIFIQUE CIM		44 070,00
3111420 - CIM	selon devis DE00000074 du 04/12/2020		1 049,48
Total 3111420 - CIM		**5 000,00**	**45 119,48**
3111421 - CLEM	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	4 000,00	
3111421 - CLEM	2 tablettes Samsung		558,00
Total 3111421 - CLEM		**4 000,00**	**558,00**
3211460 - MEDIATHEQUE JEAN JEURKENS	8 douchettes	850,00	
3211460 - MEDIATHEQUE JEAN JEURKENS	lecteur douchette sans fil	350,00	
3211460 - MEDIATHEQUE JEAN JEURKENS	Remplacement tapis d'honneur		19 472,40

Fonction	Libellé	BP	RCCE
Total 3211460 - MEDIATHEQUE JEAN JEURKENS		**1 200,00**	**19 472,40**
3211461 - MEDIATHEQUE JEANNE ANCELET HUSTACHE	Remplacement du groupe de ventilation	5 000,00	
Total 3211461 - MEDIATHEQUE JEANNE ANCELET HUSTACHE		**5 000,00**	**0,00**
3221470 - MUSEE DU BARROIS ET PATRIMOINE	Aspirateur et matériel de micro-aspiration	1 600,00	
3221470 - MUSEE DU BARROIS ET PATRIMOINE	CONSTRUCTIONS BATIMENTS PUBLICS	20 000,00	
3221470 - MUSEE DU BARROIS ET PATRIMOINE	Déshumidificateurs	1 800,00	
3221470 - MUSEE DU BARROIS ET PATRIMOINE	FRAIS D'ETUDES	30 000,00	
3221470 - MUSEE DU BARROIS ET PATRIMOINE	MOBILIER	800,00	
3221470 - MUSEE DU BARROIS ET PATRIMOINE	Matériel de conservation (stockage ordinaire)	1 000,00	
3221470 - MUSEE DU BARROIS ET PATRIMOINE	Restauration d'objets archéologiques	1 000,00	
3221470 - MUSEE DU BARROIS ET PATRIMOINE	MARCHE 2018 28 MOE RENOVATION DU MUSEE BARROIS A BAR LE DUC		115 470,00
3221470 - MUSEE DU BARROIS ET PATRIMOINE	Evaluation sanitaire des collections		1 560,00
3221470 - MUSEE DU BARROIS ET PATRIMOINE	Campagne d'anoxie		1 320,00
Total 3221470 - MUSEE DU BARROIS ET PATRIMOINE		**56 200,00**	**118 350,00**
33 1491 - SALLE LA BARROISE	Escalier noir devant de scène	2 800,00	
33 1491 - SALLE LA BARROISE	FRAIS D'INSERTION	2 500,00	
33 1491 - SALLE LA BARROISE	Vidéoprojecteur laser + objectifs interchangeables + support	48 000,00	
33 1491 - SALLE LA BARROISE	MARCHE 2015 28 MOE CONSTRUCTION SALLE MULTIFONCTION		20 148,45
33 1491 - SALLE LA BARROISE	MARCHE 2016 212 MISSION COORDINATION SPS SALLE MULTIFONCTION		61,70
33 1491 - SALLE LA BARROISE	MARCHE 2016 22 MISSION CONTROLE TECHNIQUE SALLE MULTIFONCTIO		33,73
33 1491 - SALLE LA BARROISE	MARCHE 2019 14 FOURNITURE LIVRAISON ET MATERIEL LA BARROISE		4 888,80
33 1491 - SALLE LA BARROISE	MODIFICATION ACCES ARRIERE LA BARROISE		5 238,00
33 1491 - SALLE LA BARROISE	Pc portable 17p		680,00
33 1491 - SALLE LA BARROISE	Switch et 5 téléphones IP		1 500,00
33 1491 - SALLE LA BARROISE	DEPOSE REPOSE CANDELABLRE + BOITE RACCORD VRD		754,80
Total 33 1491 - SALLE LA BARROISE		**53 300,00**	**33 305,48**
4111560 - GYMNASE SAINTE-CATHERINE	AUTOLAVEUSE AUTO PORTEE	10 000,00	
4111560 - GYMNASE SAINTE-CATHERINE	BUT BASKET MURAL REGLABLE GYMNASE SAINTE CATHERINE		2 220,00
Total 4111560 - GYMNASE SAINTE-CATHERINE		**10 000,00**	**2 220,00**
4111620 - GYMNASE VERNET LIGNY EN BARROIS	DESHERBEUR THERMIQUET GYMNASE VERNET LIGNY		2 868,00
Total 4111620 - GYMNASE VERNET LIGNY EN BARROIS		**0,00**	**2 868,00**
4111680 - GYMNASE TRONVILLE	POTEAUX DE BADMINTON COMPETITION CFB VICTOR GYMNASE TRONILLE		2 660,00
Total 4111680 - GYMNASE TRONVILLE		**0,00**	**2 660,00**
4121550 - STADE SAINTE-CATHERINE	CONSTRUCTIONS BATIMENTS PUBLICS	5 000,00	
4121550 - STADE SAINTE-CATHERINE	DEBROUSSAILLEUSE	800,00	
4121550 - STADE SAINTE-CATHERINE	FRAIS D'ETUDES	100 000,00	
4121550 - STADE SAINTE-CATHERINE	DALLE DE PROTECTION DE SOL PROCEDURE 2020A17 POLE TENNISTIQU		23 507,40
Total 4121550 - STADE SAINTE-CATHERINE		**105 800,00**	**23 507,40**
4121600 - STADE JEAN BERNARD	COMPRESSEUR SANS CUVE	140,00	

Fonction	Libellé	BP	RCCE
4121600 - STADE JEAN BERNARD	COUPE BRANCHES ELECTRIQUE	850,00	
4121600 - STADE JEAN BERNARD	GROUPE ELECTROGENE	400,00	
4121600 - STADE JEAN BERNARD	PARE BALLONS TRIBUNE TERRAIN SYNTHETIQUE	5 500,00	
4121600 - STADE JEAN BERNARD	PERCEUSE	300,00	
4121600 - STADE JEAN BERNARD	POUTRE DE STEEPLE	900,00	
4121600 - STADE JEAN BERNARD	RENOUVELLEMENT DE HAIES ATHLETISME	2 000,00	
4121600 - STADE JEAN BERNARD	REPRISE ENROBE PERIPHERIQUE PISTE	4 500,00	
4121600 - STADE JEAN BERNARD	TOURET MEULEUSE	200,00	
4121600 - STADE JEAN BERNARD	SOLDE PARTICIPATION JEAN BERNARD ATTENTE DECOMPTE HELENE		39 625,22
4121600 - STADE JEAN BERNARD	Mise en peinture grille Stade Jean Bernardcôté Rue Jean Ber		4 092,36
4121600 - STADE JEAN BERNARD	Mise en peinture grille Stade Jean Bernardcôté Rue de St Mi		13 207,44
Total 4121600 - STADE JEAN BERNARD		**14 790,00**	**56 925,02**
4131650 - CENTRE NAUTIQUE	Autolaveuse (renfort et modèle actuel à 1/2 vie)	3 000,00	
4131650 - CENTRE NAUTIQUE	CONSTRUCTIONS BATIMENTS PUBLICS	130 000,00	
4131650 - CENTRE NAUTIQUE	B2019-060TRANSIT COURIER TREND BUSINESS selon devi s n° 3571		13 384,50
Total 4131650 - CENTRE NAUTIQUE		**133 000,00**	**13 384,50**
4131651 - PISCINE LIGNY-EN-BARROIS	AUTRES BATIMENTS PUBLICS	150 000,00	
4131651 - PISCINE LIGNY-EN-BARROIS	TAPIS ENTREE	1 700,00	
4131651 - PISCINE LIGNY-EN-BARROIS	changement des 2 pompes de filtration du petit bassin	16 000,00	
4131651 - PISCINE LIGNY-EN-BARROIS	L2020-044Ventilateur centrifuge, chaise haute prot ection et		2 513,70
4131651 - PISCINE LIGNY-EN-BARROIS	L2020-046- NETTOYEUR HAUTE PRESSION		2 134,80
4131651 - PISCINE LIGNY-EN-BARROIS	MISSION MOE TRVX CVC ET TRAITEMENT EAU PISCINE LI GNY ET BA		20 196,00
Total 4131651 - PISCINE LIGNY-EN-BARROIS		**167 700,00**	**24 844,50**
4140000 - HALL BOULISTES	MARCHE 2018 27 AMO CONSTRUCTION HALL BOULISTE QUARTIER ST JE		81 713,28
Total 4140000 - HALL BOULISTES		**0,00**	**81 713,28**
5111 - MAISON DE SANTE LIGNY EN BARROIS	CONSTRUCTIONS	250 000,00	
5111 - MAISON DE SANTE LIGNY EN BARROIS	ACQUISITION TERRAIN MAISON DE LA SANTE LIGNY EN BARROIS		1,00
5111 - MAISON DE SANTE LIGNY EN BARROIS	Branchement neuf d'eau potable pour la construction MSP de		3 706,13
5111 - MAISON DE SANTE LIGNY EN BARROIS	Branchement neufs d'eaux usées pour la construction de la M		6 749,50
5111 - MAISON DE SANTE LIGNY EN BARROIS	Déplacement réseau AEP pour la construction de la MSP de LI		23 741,53
5111 - MAISON DE SANTE LIGNY EN BARROIS	MARCHE 2018 07 AMO MAISON PLURIDISCIPLINAIRE DE SANTE A LIGN		40 080,69
5111 - MAISON DE SANTE LIGNY EN BARROIS	MARCHE 2018 07 MISSION AMO MAISON PLURIDISCIPLINAIRE DE SANT		510,54
5111 - MAISON DE SANTE LIGNY EN BARROIS	MARCHE 2018 25 MOE MAISON DE SANTE PLURIDISCIPLINAIRE A LIGN		48 849,81
5111 - MAISON DE SANTE LIGNY EN BARROIS	MARCHE 2018 25 MOE MAISON DE SANTE PLURIDISCIPLINAIRE LIGNY		442,99
5111 - MAISON DE SANTE LIGNY EN BARROIS	MARCHE 2019 A 16 OPC MAISON DE SANTE PLURIDISCIPLINAIRE A LI		19 416,01
5111 - MAISON DE SANTE LIGNY EN BARROIS	MARCHE 2020 02 TX MAISON DE SANTE PLURIDISCIPLINAIRE LOT 10		85 667,40
5111 - MAISON DE SANTE LIGNY EN BARROIS	MARCHE 2020 02 TX MAISON DE SANTE PLURIDISCIPLINAIRE LOT 12		205 524,32
5111 - MAISON DE SANTE LIGNY EN BARROIS	MARCHE 2020 02 TX MAISON DE SANTE PLURIDISCIPLINAIRE LOT 13		155 393,27
5111 - MAISON DE SANTE LIGNY EN BARROIS	MARCHE 2020 02 TX MAISON PLURIDISCIPLINAIRE DE SANTE LOT 1		226 560,00

Fonction	Libellé	BP	RCCE
5111 - MAISON DE SANTE LIGNY EN BARROIS	MARCHE 2020 02 TX MAISON PLURIDISCIPLINAIRE DE SANTE LOT 11		39 835,80
5111 - MAISON DE SANTE LIGNY EN BARROIS	MARCHE 2020 02 TX MAISON PLURIDISCIPLINAIRE DE SANTE LOT 2		18 058,50
5111 - MAISON DE SANTE LIGNY EN BARROIS	MARCHE 2020 02 TX MAISON PLURIDISCIPLINAIRE DE SANTE LOT 3		108 095,16
5111 - MAISON DE SANTE LIGNY EN BARROIS	MARCHE 2020 02 TX MAISON PLURIDISCIPLINAIRE DE SANTE LOT 4		190 869,97
5111 - MAISON DE SANTE LIGNY EN BARROIS	MARCHE 2020 02 TX MAISON PLURIDISCIPLINAIRE DE SANTE LOT 5		36 072,00
5111 - MAISON DE SANTE LIGNY EN BARROIS	MARCHE 2020 02 TX MAISON PLURIDISCIPLINAIRE DE SANTE LOT 6		58 376,40
5111 - MAISON DE SANTE LIGNY EN BARROIS	MARCHE 2020 02 TX MAISON PLURIDISCIPLINAIRE DE SANTE LOT 7		177 825,12
5111 - MAISON DE SANTE LIGNY EN BARROIS	MARCHE 2020 02 TX MAISON PLURIDISCIPLINAIRE DE SANTE LOT 8		116 062,66
5111 - MAISON DE SANTE LIGNY EN BARROIS	MARCHE 2020 02 TX MAISON PLURIDISCIPLINAIRE DE SANTE LOT 9		134 190,59
5111 - MAISON DE SANTE LIGNY EN BARROIS	MISSION CONTROLE TECHNIQUE MAISON DE SANTE LIGNY		3 146,84
5111 - MAISON DE SANTE LIGNY EN BARROIS	MISSION SPS MAISON SANTE LIGNY		1 695,27
5111 - MAISON DE SANTE LIGNY EN BARROIS	Raccordement fibre MSP Ligny		6 645,60
5111 - MAISON DE SANTE LIGNY EN BARROIS	Raccordement téléphone MSP Ligny		2 402,27
5111 - MAISON DE SANTE LIGNY EN BARROIS	Réalisation du branchement électrique dela Maison de Santé		3 484,70
5111 - MAISON DE SANTE LIGNY EN BARROIS	TAXE AMENAGEMENT MAISON DE LA SANTE LIGNY		19 704,00
5111 - MAISON DE SANTE LIGNY EN BARROIS	branchement EP - MAISON DE SANTE LIGNY		2 370,00
Total 5111 - MAISON DE SANTE LIGNY EN BARROIS		**250 000,00**	**1 735 478,07**
5112 - MAISON DE SANTE COTE SAINTE CATHERINE	CONSTRUCTIONS	148 000,00	
5112 - MAISON DE SANTE COTE SAINTE CATHERINE	Suppression du raccordement gaz du futur espace mé dico-soci		1 546,13
Total 5112 - MAISON DE SANTE COTE SAINTE CATHERINE		**148 000,00**	**1 546,13**
5201711 - AUTRES INTERVENTIONS SOCIALES	FONDS DE CONCOURS EHPAD ACOMPTE 1		500 000,00
5201711 - AUTRES INTERVENTIONS SOCIALES	ACOMPTE 2 ET SOLDE SUBVENTION EHPAD		500 000,00
Total 5201711 - AUTRES INTERVENTIONS SOCIALES		**0,00**	**1 000 000,00**
524010 - CONTRAT DE VILLE	MOBILIER	500,00	
Total 524010 - CONTRAT DE VILLE		**500,00**	**0,00**
524330 - GENS DU VOYAGE BAR LE DUC	INSTAL. GEN., AGENCEMENTS, AMENAGEMENTS CONST.	60 000,00	
524330 - GENS DU VOYAGE BAR LE DUC	TERRAINS NUS	21 000,00	
Total 524330 - GENS DU VOYAGE BAR LE DUC		**81 000,00**	**0,00**
524331 - GENS DU VOYAGE GIVRAUVAL	INSTAL. GEN., AGENCEMENTS, AMENAGEMENTS DES CONST.	3 000,00	
Total 524331 - GENS DU VOYAGE GIVRAUVAL		**3 000,00**	**0,00**
524332 - AIRE DE GRAND PASSAGE	RESEAUX D'ELECTRIFICATION	2 000,00	
524332 - AIRE DE GRAND PASSAGE	Eclairage aire de Grand Passage		6 066,00
Total 524332 - AIRE DE GRAND PASSAGE		**2 000,00**	**6 066,00**
811400 - EAUX PLUVIALES CA	AUTOMATES TELEGESTION	7 000,00	
811400 - EAUX PLUVIALES CA	MATERIEL DE BUREAU ET INFORMATIQUE	2 000,00	
811400 - EAUX PLUVIALES CA	MISE A NIVEAU ET RENOUV TAMPON EP GIRATOIRE MCDO A BLD		1 800,00
811400 - EAUX PLUVIALES CA	MISE A NIVEAU TAMPON EP RUE LOUISE WEISS A BLD		1 800,00
811400 - EAUX PLUVIALES CA	MOBILIER	1 000,00	
811400 - EAUX PLUVIALES CA	MODIFICATION RESEAU PLUVIAL PROJ. DEVIATION RN135 / PH.1 / G		105 600,00

Fonction	Libellé	BP	RCCE
811400 - EAUX PLUVIALES CA	POMPES	4 000,00	
811400 - EAUX PLUVIALES CA	RELEVE DES RESEAUX EXISTANTS + SCHEMA DIRECTEUR	50 000,00	
811400 - EAUX PLUVIALES CA	RENOUVELLEMENT DE PARTIES DE RESEAU A NANCOIS SUR ORNAIN		30 000,00
811400 - EAUX PLUVIALES CA	RENOUVELLEMENT RESEAU MUSSEY	200 000,00	
811400 - EAUX PLUVIALES CA	TAMPONS	3 000,00	
811400 - EAUX PLUVIALES CA	TRAVAUX SUR RESEAUX D'EAUX PLUVIALES DONT BRANCH NEUFS	50 000,00	
Total 811400 - EAUX PLUVIALES CA		**317 000,00**	**139 200,00**
824400 - OPERATION D'AMENAGEMENT URBAIN	FRAIS D'ETUDES PARTIELS PLUI	60 000,00	
824400 - OPERATION D'AMENAGEMENT URBAIN	PARTICIPATION REMISE ETAT VOIRIE CH BATTANTS		33 822,50
Total 824400 - OPERATION D'AMENAGEMENT URBAIN		**60 000,00**	**33 822,50**
831100 - HYDRAULIQUE	Etude faune flore 94eme RI	12 000,00	
831100 - HYDRAULIQUE	Etude hydraulique traversée commune de Loisey	25 000,00	
831100 - HYDRAULIQUE	MOe Chée et affluents	1 000,00	
831100 - HYDRAULIQUE	MOe Saulx et affluents	3 000,00	
831100 - HYDRAULIQUE	Tranche option 2 Moe 94eme RI dossier reglementaire	5 640,00	
831100 - HYDRAULIQUE	MARCHE 2018 10 MOE REALISATION TX PROTECTION BERGES ORNAIN		1 800,00
831100 - HYDRAULIQUE	MARCHE 2018 10 MOE TRAVAUX PROTECTION BERGES ORNAIN 94EME RI		20 879,88
831100 - HYDRAULIQUE	MARCHE 2020 10 MOE TRAVAUX 4 OUVRAGES HYDRAULIQUES ORNAIN		22 548,00
831100 - HYDRAULIQUE	Etablissement d'un plan des réseaux, y compris dét ection et		3 960,00
Total 831100 - HYDRAULIQUE		**46 640,00**	**49 187,88**
90 100 - ACTION ECONOMIQUE	BATIMENTS ET INSTALLATIONS	80 000,00	
90 100 - ACTION ECONOMIQUE	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	100 000,00	
90 100 - ACTION ECONOMIQUE	ETUDE SITE SODETAL	30 000,00	
90 100 - ACTION ECONOMIQUE	FRAIS D'ETUDES GEOMETRE ARCHI GEOREF ZAE GRANDE TERRE	11 400,00	
90 100 - ACTION ECONOMIQUE	FRAIS D'ETUDES MOE SALVANGES POUTOTS	38 400,00	
90 100 - ACTION ECONOMIQUE	GEOREFERENCEMENT ZAE LA PRAYE	2 400,00	
90 100 - ACTION ECONOMIQUE	GEOREFERENCEMENT ZAE SOUS LAMBELLOUP	1 200,00	
90 100 - ACTION ECONOMIQUE	INVESTIGATIONS DIVERSES ZAE SALVANGES POUTOTS	23 100,00	
90 100 - ACTION ECONOMIQUE	SOLDE FONDS DE CONCOURS RN 135	1 318 050,00	
90 100 - ACTION ECONOMIQUE	SUBV INVEST VERSEES COMMUNES MEMBRES GFP	180 000,00	
90 100 - ACTION ECONOMIQUE	COUVERTURE POSTE DE GARDE ZA TROIS FONTAINES		17 126,62
90 100 - ACTION ECONOMIQUE	RELEVE TOPOGRAPHIQUE ZA SOUS LAMBELOUP SELON DEVIS D2012240		4 368,00
90 100 - ACTION ECONOMIQUE	RELEVES TOPO ZAE POPEY		12 648,00
90 100 - ACTION ECONOMIQUE	Réfection de cadres de fenêtres de l'ancien poste de garde		557,24
90 100 - ACTION ECONOMIQUE	SIGNALETIQUE ZONES ACTIVITES		6 128,06
90 100 - ACTION ECONOMIQUE	SIGNALISATION VERTICALE IMP. LETTRES - ZAE POPEY		3 346,20
90 100 - ACTION ECONOMIQUE	FAUTEUIL SCOTT NOIR		210,00
90 100 - ACTION ECONOMIQUE	FDC 2019 - NANCOIS SUR ORNAIN - MISE EN PLACE VIDÉO PROTECTI		16 648,32
90 100 - ACTION ECONOMIQUE	FDC 2019 - SILMONT - MISE EN ACCESSIBILITÉ MAIRIE		33 150,00

Fonction		Libellé	BP	RCCE
90 100	- ACTION ECONOMIQUE	FDC 2019 - TRONVILLE EN BARROIS - TRAVAUX D'ACCESSIBILITÉ BÂ		20 000,00
90 100	- ACTION ECONOMIQUE	FDC 2019 - VAL D'ORNAIN - CONSTRUCTION D'UNE SALLE MULTIFONC		30 000,00
90 100	- ACTION ECONOMIQUE	FONDS DE RESISTANCE GRAND EST CC 03 12 2020		69 698,00
90 100	- ACTION ECONOMIQUE	FOURNITURE ET POSE BORDURES IMP DES LETTRES		15 197,60
90 100	- ACTION ECONOMIQUE	2ÈME APPEL DE FONDS RN135		44 633,00
90 100	- ACTION ECONOMIQUE	SUBV. PME-TPE 2020 - AIDE COVID - C MA NATURE		1 766,00
90 100	- ACTION ECONOMIQUE	SUBV. PME-TPE 2020 - BOULANGERIE MILLOT		5 000,00
90 100	- ACTION ECONOMIQUE	SUBV. PME-TPE 2020 - LA FEE TOUT		782,00
90 100	- ACTION ECONOMIQUE	SUBV. PME-TPE 2020 - O NATUREL		2 846,00
90 100	- ACTION ECONOMIQUE	SUBV. PME-TPE 2020 - POISSONNIER LAHANQUE		1 890,00
90 100	- ACTION ECONOMIQUE	SUBV. PME TPE 2019 - BOUCHERIE FRANCOIS		1 472,00
90 100	- ACTION ECONOMIQUE	SUBV. PME-TPE 2020 - AIDE COVID - BALYA		344,00
90 100	- ACTION ECONOMIQUE	SUBV. PME-TPE 2020 - AIDE COVID - JARDINERIE DES PRAIRIES		1 425,00
90 100	- ACTION ECONOMIQUE	SUBV. PME-TPE 2020 - BAR RESTO DU PARC		2 146,00
90 100	- ACTION ECONOMIQUE	SUBV. PME-TPE 2020 - BISTRO ST JEAN		3 031,00
90 100	- ACTION ECONOMIQUE	SUBV. PME-TPE 2020 - BONAVENTURE		400,00
90 100	- ACTION ECONOMIQUE	SUBV. PME-TPE 2020 - BOULANGERIE MAGINOT		663,00
90 100	- ACTION ECONOMIQUE	SUBV. PME-TPE 2020 - BOULANGERIE MILLOT		7 000,00
90 100	- ACTION ECONOMIQUE	SUBV. PME-TPE 2020 - BRANCHE MODE		2 175,00
90 100	- ACTION ECONOMIQUE	SUBV. PME-TPE 2020 - CJ BAT		1 192,00
90 100	- ACTION ECONOMIQUE	SUBV. PME-TPE 2020 - DM COUVERTURE		5 000,00
90 100	- ACTION ECONOMIQUE	SUBV. PME-TPE 2020 - GUIDEZ		2 943,00
90 100	- ACTION ECONOMIQUE	SUBV. PME-TPE 2020 - HOTEL RESTO DE LA GARE		663,00
90 100	- ACTION ECONOMIQUE	SUBV. PME-TPE 2020 - LA FEE TOUT		1 454,00
90 100	- ACTION ECONOMIQUE	SUBV. PME-TPE 2020 - LAUREART		2 498,00
90 100	- ACTION ECONOMIQUE	SUBV. PME-TPE 2020 - OPTIQUE DU BARROIS		8 594,00
90 100	- ACTION ECONOMIQUE	SUBV. PME-TPE 2020 - PERRIN PEINTURE		1 307,00
90 100	- ACTION ECONOMIQUE	SUBV. PME-TPE 2020 - PLANETE BIERE		2 025,00
90 100	- ACTION ECONOMIQUE	SUBV. PME-TPE 2020 - QIPAO		4 582,00
90 100	- ACTION ECONOMIQUE	SUBV. PME-TPE 2020 - R FROID		2 526,00
90 100	- ACTION ECONOMIQUE	SUBV. PME-TPE 2020 - RESTAURANT BELLEVUE		2 495,00
90 100	- ACTION ECONOMIQUE	SUBV. PME-TPE 2020 - SALON DE CAROLINE		4 331,00
90 100	- ACTION ECONOMIQUE	SUBV. PME-TPE 2020 - SERVICES CYCLES		1 418,00
90 100	- ACTION ECONOMIQUE	SUBV. PME-TPE 2020 - SHAKY MILKY		4 382,00
90 100	- ACTION ECONOMIQUE	SUBV. PME/TPE 2019 - BOIS ET STRUCTURE		5 000,00
90 100	- ACTION ECONOMIQUE	SUBV. PME/TPE 2019 - MA JOLIE CREMERIE		12 500,00
90 100	- ACTION ECONOMIQUE	TOTEM ENTREE ZAE LAMBELLOUP		708,00
90 100	- ACTION ECONOMIQUE	TRAVAUX DE VOIRIE IMPASSE DES LETTRES		17 600,24
90 100	- ACTION ECONOMIQUE	TRAVAUX VOIRIES ZAE GRANDE TERRE	276 000,00	

Fonction	Libellé	BP	RCCE
Total 90 100 - ACTION ECONOMIQUE		**2 060 550,00**	**385 869,28**
95 1910 - CAMPING ET HALTE FLUVIALE	FRAIS D'ETUDES	10 000,00	
95 1910 - CAMPING ET HALTE FLUVIALE	INSTAL. GEN., AGENCEMENTS, AMENAGEMENTS DES CONST.	11 815,00	
95 1910 - CAMPING ET HALTE FLUVIALE	Haie gourmande - Camping BLD		2 977,68
95 1910 - CAMPING ET HALTE FLUVIALE	Armoire pour extincteurs poudre		1 399,80
95 1910 - CAMPING ET HALTE FLUVIALE	Borne électrique camping de Bar le Duc		2 550,00
95 1910 - CAMPING ET HALTE FLUVIALE	Pergolas - Camping de BAR LE DUC		2 880,00
95 1910 - CAMPING ET HALTE FLUVIALE	Plantation Massif - Camping BLD		5 958,25
95 1910 - CAMPING ET HALTE FLUVIALE	Rampe d'accès PME - Chalet Camping BLD		1 104,00
95 1910 - CAMPING ET HALTE FLUVIALE	Rondelles bois pour camping BLD		750,00
95 1910 - CAMPING ET HALTE FLUVIALE	nouvelle porte camping BLD		2 400,00
Total 95 1910 - CAMPING ET HALTE FLUVIALE		**21 815,00**	**20 019,73**
95 1911 - CAMPING LIGNY EN BARROIS	INSTAL. GEN., AGENCEMENTS, AMENAGEMENTS DES CONST.	6 091,00	
95 1911 - CAMPING LIGNY EN BARROIS	changement portail camping Ligny		5 958,00
Total 95 1911 - CAMPING LIGNY EN BARROIS		**6 091,00**	**5 958,00**
95 1912 - RELAIS NAUTIQUE LIGNY EN BARROIS	INSTAL. GEN., AGENCEMENTS, AMENAGEMENTS DES CONST.	2 000,00	
95 1912 - RELAIS NAUTIQUE LIGNY EN BARROIS	Ravalement de façade relais Nautique Ligny		731,22
Total 95 1912 - RELAIS NAUTIQUE LIGNY EN BARROIS		**2 000,00**	**731,22**
95 1930 - ANIMATION TOURISTIQUE	CONSTRUCTIONS BATIMENTS PUBLICS	1 500,00	
95 1930 - ANIMATION TOURISTIQUE	FONDS DE CONCOURS ONF AMENAGEMENT HAUT JURE	7 000,00	
95 1930 - ANIMATION TOURISTIQUE	MANDAT CFHVS CREATION VOIE DE CHEMIN DE FER	20 000,00	
95 1930 - ANIMATION TOURISTIQUE	Subvention d'investissement "La Cité des Leuques"	5 000,00	
95 1930 - ANIMATION TOURISTIQUE	TRAVAUX LA SUZANNE	5 000,00	
95 1930 - ANIMATION TOURISTIQUE	LEVEE TOPOGRAPHIQUE COMPLEMENTAIRE CFHVS		900,00
95 1930 - ANIMATION TOURISTIQUE	CONVENTION DE MANDAT PHASE 2 SOLDE		85 250,00
95 1930 - ANIMATION TOURISTIQUE	COMPLÉMENT ENGAGEMENT CONV MANDAT CFHVS		94 050,00
95 1930 - ANIMATION TOURISTIQUE	MARCHE 2019 12 TX PARCOURS FERRE TOURISTIQUE LA SUZANNE LOT		39,22
95 1930 - ANIMATION TOURISTIQUE	MARCHE 2019 12 PARCOURS FERRE TOURISTIQUE POUR LA SUZANNE LO		7 287,00
95 1930 - ANIMATION TOURISTIQUE	MARCHE 2019 12 TX PARCOURS FERRE TOURISTIQUE LA SUZANNE LOT		51 739,79
95 1930 - ANIMATION TOURISTIQUE	MARCHE 2019 12 TX PARCOURS FERRE TOURISTIQUE SUZANNE LOT 1		1 992,06
95 1930 - ANIMATION TOURISTIQUE	MARCHE 2019 12 TX PARCOURS FERRE TOURISTIQUE SUZANNE LOT 11		367,16
95 1930 - ANIMATION TOURISTIQUE	MARCHE 2019 12 TX PARCOURS FERRE TOURISTIQUE SUZANNE LOT 12		139,02
95 1930 - ANIMATION TOURISTIQUE	MARCHE 2019 12 TX PARCOURS FERRE TOURISTIQUE SUZANNE LOT 2		1 150,44
95 1930 - ANIMATION TOURISTIQUE	MARCHE 2019 12 TX PARCOURS FERRE TOURISTIQUE SUZANNE LOT 3		80,66
95 1930 - ANIMATION TOURISTIQUE	MARCHE 2019 12 TX PARCOURS FERRE TOURISTIQUE SUZANNE LOT 4		190,82
95 1930 - ANIMATION TOURISTIQUE	MARCHE 2019 12 TX PARCOURS FERRE TOURISTIQUE SUZANNE LOT 5		37,33
95 1930 - ANIMATION TOURISTIQUE	MARCHE 2019 12 TX PARCOURS FERRE TOURISTIQUE SUZANNE LOT 6A		46,25
95 1930 - ANIMATION TOURISTIQUE	MARCHE 2019 12 TX PARCOURS FERRE TOURISTIQUE SUZANNE LOT 7		123,20
95 1930 - ANIMATION TOURISTIQUE	MARCHE 2019 12 TX PARCOURS FERRE TOURISTIQUE SUZANNE LOT 9		133,46

Fonction	Libellé	BP	RCCE
95 1930 - ANIMATION TOURISTIQUE	MARCHE SIGNALETIQUE D'INTERET LOCAL		20 363,03
95 1930 - ANIMATION TOURISTIQUE	MISSION CONTROLE TECHNIQUE CONSTRUCTION GARE ACCUEIL LA SUZA		468,00
95 1930 - ANIMATION TOURISTIQUE	MISSION SPS CONSTRUCTION GARE ACCUEIL LA SUZANNE		831,24
95 1930 - ANIMATION TOURISTIQUE	REALISATION D'UNE ETUDE HYDRAULIQUE D'ASSAINISSEMENT PLUVIAL		288,00
Total 95 1930 - ANIMATION TOURISTIQUE		**38 500,00**	**265 476,68**
	TOTAL	**4 566 168,00**	**4 304 367,51**

DETAIL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT

Fonction	Libellé	BP	RCCE
01 - OPERATIONS NON VENTILABLES	RESULTAT D'INVESTISSEMENT REPORTE	1 959 491,86	
01 - OPERATIONS NON VENTILABLES	EXCEDENTS DE FONCTIONNEMENT CAPITALISES	1 397 784,01	
01 - OPERATIONS NON VENTILABLES	F.C.T.V.A.	408 253,00	
01 - OPERATIONS NON VENTILABLES	VIREMENT A LA SECTION FONCTIONNEMENT	738 391,50	
01 - OPERATIONS NON VENTILABLES	AMORTISSEMENT DES BIENS	841 673,00	
01 - OPERATIONS NON VENTILABLES	OPERATION PATRIMONIALES	200 000,00	
Total 01 - OPERATIONS NON VENTILABLES		**5 545 593,37**	**0,00**
020100 - ADMINISTRATION GENERALE	ACQUISITION DE VEHICULES	27 975,00	
020100 - ADMINISTRATION GENERALE	REFACTURATION DEFIRBILATEURS	22 500,00	
Total 020100 - ADMINISTRATION GENERALE		**50 475,00**	**0,00**
0201130 - AUTRES BATIMENTS	SUBVNETION GIP INVESTISSEMENTS BÂTIMENTAIRE		58 527,00
Total 0201130 - AUTRES BATIMENTS		**0,00**	**58 527,00**
3221470 - MUSEE DU BARROIS ET PATRIMOINE	SUBVENTION RESTAURATION MAQUETTES HUMBERT		739,60
3221470 - MUSEE DU BARROIS ET PATRIMOINE	Subvcorrespondant aux opérations de restaurations 2020	1 200,00	
Total 3221470 - MUSEE DU BARROIS ET PATRIMOINE		**1 200,00**	**739,60**
33 1491 - SALLE LA BARROISE	GIP SUBV NON TRANSFERABLE	333 961,50	
33 1491 - SALLE LA BARROISE	SUBVENTION GIP ACHAT MOBILIER		56 639,69
33 1491 - SALLE LA BARROISE	SUBVENTION GIP SALLE MULTI		190 306,40
33 1491 - SALLE LA BARROISE	SUBVENTION RÉGION 2ÈME ATTRIBUTION		33 966,05
Total 33 1491 - SALLE LA BARROISE		**333 961,50**	**280 912,14**
40 1065 - SERVICES DES SPORTS	SUBVENTION DETR SCHÉMA DE DÉVELOPPEMENT DU SPORT		10 000,00
Total 40 1065 - SERVICES DES SPORTS		**0,00**	**10 000,00**
4121600 - STADE JEAN BERNARD	PARTICIPATION VILLE DE BAR-LE-DUC - STADE JEAN BERNARD		151 839,00
4121600 - STADE JEAN BERNARD	SUBVENTION GIP RÉALISATION INVESTISSEMENT DES ÉQUIPEMENTS SP		52 767,43
4121600 - STADE JEAN BERNARD	SUBVENTION TEPCV STADE JEAN BERNARD		4 434,00
Total 4121600 - STADE JEAN BERNARD		**0,00**	**209 040,43**
5111 - MAISON DE SANTE LIGNY EN BARROIS	Etatd DSIL maison de santé Ligny	608 148,00	
5111 - MAISON DE SANTE LIGNY EN BARROIS	GIP maison de santé Ligny	152 963,00	
5111 - MAISON DE SANTE LIGNY EN BARROIS	Région maison de santé Ligny	120 000,00	
Total 5111 - MAISON DE SANTE LIGNY EN BARROIS		**881 111,00**	**0,00**
524330 - GENS DU VOYAGE BAR LE DUC	AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX	0,00	
524330 - GENS DU VOYAGE BAR LE DUC	Subvention DETR aire de GDV de BLD	350 000,00	
Total 524330 - GENS DU VOYAGE BAR LE DUC		**350 000,00**	**0,00**
831100 - HYDRAULIQUE	AESN 4 ouvrages	15 000,00	
831100 - HYDRAULIQUE	ETUDE ENVIRONNEMENTALE ENS		4 127,00
831100 - HYDRAULIQUE	SUBVENTION ETUDE ENS HERONNIERE FAINS BALLASTIERE LIGNY		9 033,00

Fonction	Libellé	BP	RCCE
831100 - HYDRAULIQUE	SUBVENTION MOE BERGE 94RI		23 896,08
831100 - HYDRAULIQUE	SUBVENTION PAYS BARROIS OUTILS PEDAGOGIQUES GESTION RIVIERES		8 280,00
831100 - HYDRAULIQUE	Subv. MOe restauration Ornain	44 512,00	
831100 - HYDRAULIQUE	Subv. affluent Ornain clôtures+passages à gué)	19 200,00	
831100 - HYDRAULIQUE	Subv. tranche option 2 MOe 94eme RI (Ville BLD/CD55)	3 760,00	
Total 831100 - HYDRAULIQUE		**82 472,00**	**45 336,08**
90 100 - ACTION ECONOMIQUE	AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX	78 118,00	
90 100 - ACTION ECONOMIQUE	DETR 3 FONTAINES	21 300,00	
90 100 - ACTION ECONOMIQUE	DETR POPEY	21 826,00	
90 100 - ACTION ECONOMIQUE	FONDS DE RESISTANCE GRAND EST CC 03 12 2020		69 698,00
90 100 - ACTION ECONOMIQUE	Recette subvention GIP Objectif Meuse - Hypothèse	180 000,00	
90 100 - ACTION ECONOMIQUE	SUBVENTION FISAC	100 000,00	
Total 90 100 - ACTION ECONOMIQUE		**401 244,00**	**69 698,00**
95 1910 - CAMPING ET HALTE FLUVIALE	SUBV GIP CAMPING BLD	25 134,00	
Total 95 1910 - CAMPING ET HALTE FLUVIALE		**25 134,00**	**0,00**
95 1930 - ANIMATION TOURISTIQUE	GIP CFHVS gare accueil et terminus Phase 2	252 253,00	
95 1930 - ANIMATION TOURISTIQUE	SUBVENTION T2 CFHVS -CRL		222 838,39
95 1930 - ANIMATION TOURISTIQUE	T2 CFHVS ETAT DSIL 2019 50000/64071 A COMPLETER		50 000,00
Total 95 1930 - ANIMATION TOURISTIQUE		**252 253,00**	**272 838,39**
TOTAL		**7 923 443,87**	**947 091,64**

SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

		EUROS 2021	2020
CHAPITRE 011	CHARGES D'ACTIVITES A CARACTERE GENERAL	3 910 701,00	4 137 507,00
CHAPITRE 012	FRAIS DE PERSONNEL	6 913 347,00	6 760 476,00
CHAPITRE 014	ATTENUATIONS DE PRODUITS	4 733 185,00	4 733 155,00
CHAPITRE 65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	3 408 762,00	3 954 183,00
CHAPITRE 66	CHARGES FINANCIERES	4 000,00	6 100,00
CHAPITRE 67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	489 500,00	489 500,00
CHAPITRE 042	DOTATIONS AMORTISSEMENTS PROVISIONS	841 673,00	818 144,00
CHAPITRE 023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	738 391,50	12 234,00
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		**21 039 559,50**	**20 911 299,00**

EVOLUTION
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

	EUROS		VARIATION	
	2021	**2020**	**En Euros**	**En %**
TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT	21 039 559,50	20 911 299,00	**128 260,50**	**0,61**
TOTAL DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	19 459 495,00	20 080 921,00	**-621 426,00**	**-3,09**
(Hors prélèvements,amortissements,ICNE, variation de stocks et cessions)				
A) CHARGES D'ACTIVITES A CARACTERE GENERAL	3 910 701,00	4 137 507,00	**-226 806,00**	**-5,48**
a) Fournitures et fluides (classe 60)	**1 286 755,00**	**1 612 880,00**	**-326 125,00**	-20,22
Fluides	941 200,00	953 150,00	-11 950,00	-1,25
Fournitures	345 555,00	659 730,00	-314 175,00	-47,62
b) Location, Entretien, Maintenance,,,,(classe 61)	**1 353 656,00**	**1 378 172,00**	**-24 516,00**	**-1,78**
Location et crédit bail	117 010,00	115 535,00	1 475,00	1,28
Entretien ,réparations et maintenance	693 126,00	658 427,00	34 699,00	5,27
Etudes,assurances,prestations et autres	543 520,00	604 210,00	-60 690,00	-10,04
c) Honoraire, publicite, missions,,,,(classe 62)	**1 255 790,00**	**1 136 455,00**	**119 335,00**	**10,50**
Honoraires	453 120,00	347 270,00	105 850,00	30,48
Catalogues, imprimés,publications et relations publiques	118 700,00	133 000,00	-14 300,00	-10,75
Autres prestations	683 970,00	656 185,00	27 785,00	4,23
d) Taxes et impôts (classe 63)	**14 500,00**	**10 000,00**	**4 500,00**	**45,00**
B) FRAIS DE PERSONNEL	6 913 347,00	6 760 476,00	**152 871,00**	**2,26**
C) ATTENUATIONS DE PRODUITS	4 733 185,00	4 733 155,00	**30,00**	**0,00**
D) AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	3 408 762,00	3 954 183,00	**-545 421,00**	**-13,79**
a) subventions aux associations et entreprises	453 377,00	916 015,00	-462 638,00	-50,51
b) autres	2 955 385,00	3 038 168,00	-82 783,00	-2,72
E) CHARGES FINANCIERES	4 000,00	6 100,00	**-2 100,00**	**-34,43**
F) CHARGES EXCEPTIONNELLES	489 500,00	489 500,00	**0,00**	**0,00**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

		2021 EUROS	2020 EUROS	VARIATION En Euros	En %
CHAPITRE 013	ATTENUATIONS DE CHARGES	101 000,00	110 000,00	-9 000,00	-8,18
CHAPITRE 70	PRODUITS D'EXPLOITATION ET DU DOMAINE	1 057 550,00	1 200 000,00	-142 450,00	-11,87
CHAPITRE 73	IMPOTS ET TAXES	14 435 812,00	14 702 223,00	-266 411,00	-1,81
CHAPITRE 74	DOTATIONS,SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	4 570 345,00	4 507 834,50	62 510,50	1,39
CHAPITRE 75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	77 098,00	77 900,00	-802,00	-1,03
CHAPITRE 77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	0,00	63 826,00	-63 826,00	
CHAPITRE 042	OPERATIONS TRANSFERTS ENTRE SECTION	269 382,00	220 378,00	49 004,00	22,24
CHAPITRE 002	EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT	3 350 880,11	2 896 363,76	454 516,35	15,69
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT		**23 862 067,11**	**23 778 525,26**	**83 541,85**	0,35
TOTAL RECETTES HORS RESULTAT		**20 511 187,00**	**20 882 161,50**	**-370 974,50**	

EVOLUTION
RECETTES DE FONCTIONNEMENT

	2021 EUROS	2020 EUROS	VARIATION En Euros	VARIATION En %
TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT	23 862 067,11	23 778 525,26	**83 541,85**	**0,35**
TOTAL RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT (Hors transfert, ICNE, variation de stocks et excédent)	20 241 805,00	20 661 783,50	**-419 978,50**	**-2,03**
EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT	3 350 880,11	2 896 363,76		
A) Produits des services	1 057 550,00	1 200 000,00	**-142 450,00**	-11,87
a) Produits d'exploitation et redevances	475 700,00	574 900,00	-99 200,00	-17,26
b) Autres produits (dont participation communes	581 850,00	625 100,00	-43 250,00	-6,92
(70)				
B) Recettes Accessoires	178 098,00	187 900,00	**-9 802,00**	**-5,22**
(013+75)				
C) Recettes fiscales	14 435 812,00	14 702 223,00	**-266 411,00**	**-1,81**
(73)				
D) Dotations,subventions et participations	4 570 345,00	4 507 834,50	**62 510,50**	**1,39**
(74)				
a) DGF	3 500 793,00	3 560 229,00	-59 436,00	-1,67
b) Subventions reçues	544 534,00	474 296,50	70 237,50	14,81
c) Perequations et autres participations	525 018,00	473 309,00	51 709,00	10,92
E) Recettes Financières	0,00	0,00	**0,00**	**0,00**
(76)				
F) Recettes Exceptionnelles	0,00	63 826,00	**-63 826,00**	**-100,00**
(77)				

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT
PAR DOMAINES D'INTERVENTIONS OU FONCTIONS

	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
CULTURE	1 994 541	2 035 511	1 988 800,00	2 296 047,00	2 473 677,00	2 324 653,00	2 542 042,00	2 700 220,00
SPORTS ET JEUNESSE	1 399 174	1 642 111	2 261 193,00	2 450 686,00	2 520 507,00	2 617 596,00	2 497 207,00	2 475 283,00
SOCIAL, SANTE, FAMILLE	340 770	400 646	366 263,00	431 294,00	440 514,00	438 063,00	554 875,00	416 767,00
AMENAGEMENT URBAIN, LOGEMENT	3 542 722	491 986	661 685,00	670 644,00	700 833,00	694 532,00	755 052,00	751 584,00
ACTIONS ECONOMIQUES	830 428	1 048 317	1 029 199,00	1 063 338,00	1 463 498,00	1 391 673,00	2 092 472,00	1 613 439,00
SERVICES RENDUS AU PUBLIC - SALUBRITE - POLICE	5 233 305	6 139 395	6 398 222,00	6 483 121,00	6 615 160,00	6 689 985,00	6 859 668,00	6 723 119,00
FORMATION							29 850,00	31 398,00
INTERETS DE LA DETTE	28 954	14 920	5 090,00	3 000,00	50 200,00	0,00	6 100,00	4 000,00
EPARGNE BRUTE	1 185 261	820 202	1 276 679,61	1 059 879,43	1 709 505,00	1 338 666,00	830 378,00	1 580 064,50
FNGIR ET ATTRIBUTION DE COMPENSATION	5 160 615	5 418 503	4 987 052,00	4 535 562,00	4 537 085,00	4 791 999,00	4 733 155,00	4 733 185,00
CREANCES IRRECOUVRABLES ET INTERET MORATOIRES		3 300	8 600,00	9 000,00	8 000,00	11 500,00	10 500,00	10 500,00
TOTAL	**19 715 770**	**18 014 891**	**18 982 783,61**	**19 002 571,43**	**20 518 979,00**	**20 298 667,00**	**20 911 299,00**	**21 039 559,50**

LES RESSOURCES DE FONCTIONNEMENT DU BP
Hors reprise de résultat

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
PRODUITS D'EXPLOITATION ET DOMAINE	888 413	785 863	663 863	1 048 365	897 524	946 750	1 023 191	1 200 000	1 057 550
FISCALITE DIRECTE LOCALE	9 200 093	9 530 414	9 649 655	10 592 387	10 867 316	11 292 775	11 178 767	11 629 994	6 727 710
AUTRES RECETTES FISCALES	4 416 704	4 421 861	2 481 982	2 522 701	2 696 052	3 373 732	2 985 586	3 072 229	7 708 102
AIDES DE L'ETAT	4 225 453	4 664 473	4 496 715	3 956 841	4 083 020	3 867 713	3 647 668	3 707 249	3 500 793
AUTRES AIDES EXTERIEURES	525 041	216 569	267 800	408 313	292 289	723 058	808 698	800 586	1 069 552
REMBOURSEMENTS	69 900	73 000	84 800	141 000	145 000	120 000	109 000	110 000	101 000
AUTRES PRODUITS, FINANCIERS ET EXCEPTIONNELS	50 079	23 590	18 186	18 850	14 250	34 420	3 220	141 726	77 098
AMORTISSEMENT DE SUBVENTIONS			170 360	150 074	178 074	160 531	173 784	220 378	269 382
TOTAL	**19 375 683**	**19 715 770**	**17 833 361**	**18 838 531**	**19 173 525**	**20 518 979**	**19 929 914**	**20 882 162**	**20 511 187**

BUDGETS
ANNEXES

EAU - BP 2021

VUE GENERALE

DEPENSES

		2021	2020	Variation	Reports
16	EMPRUNT ET DETTE ASSIMILEE	909 000,00	822 000,00	87 000,00	
20	IMMOBILISATION INCORPORELLES	73 500,00	72 500,00	1 000,00	18 417,00
21	IMMOBILISATION CORPORELLES	2 837 550,00	1 294 750,00	1 542 800,00	258 386,39
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	2 000 000,00	1 350 000,00	650 000,00	781 572,20
040	AMORTISSEMENTS	66 524,00	70 154,00	- 3 630,00	
041	OPERATIONS PATRIMONIALES	100 000,00			
001	SOLDE REPORTE	-	-		
	TOTAL INVESTISSEMENT	**5 986 574,00**	**3 609 404,00**	**2 277 170,00**	**1 058 375,59**
011	EXPLOITATION - GESTION	1 236 810,00	1 355 205,00	- 118 395,00	
012	FRAIS DE PERSONNEL	920 221,00	880 300,00	39 921,00	
014	ATTENUATIONS DE PRODUITS	750 000,00	750 000,00	-	
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTES	34 010,00	35 000,00	- 990,00	
66	CHARGES FINANCIERES	244 400,00	265 000,00	- 20 600,00	
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	101 000,00	253 017,00	- 152 017,00	
042	AMORTISSEMENTS	693 842,00	688 361,00	5 481,00	
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	485 439,00	426 721,00	58 718,00	
	TOTAL FONCTIONNEMENT	**4 465 722,00**	**4 653 604,00**	**- 187 882,00**	

RECETTES

		2021	2020	Variation
13	SUBVENTION D INVESTISSEMENT	700 000,00	490 000,00	210 000,00
1068	EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE	-	-	-
16	EMPRUNT ET DETTE ASSIMILEE	2 725 528,64	1 742 242,12	983 286,52
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	485 439,00	426 721,00	58 718,00
040	AMORTISSEMENTS	693 842,00	688 361,00	5 481,00
041	OPERATIONS PATRIMONIALES	100 000,00		
001	SOLDE REPORTE	2 340 139,95	1 237 605,67	
	TOTAL INVESTISSEMENT	**7 044 949,59**	**4 584 929,79**	**1 257 485,52**
70	PRODUITS D'EXPLOITATION	4 399 198,00	4 583 450,00	- 184 252,00
042	AMORTISSEMENTS	66 524,00	70 154,00	- 3 630,00
	TOTAL FONCTIONNEMENT Avant reprise de résultat	**4 465 722,00**	**4 653 604,00**	**- 187 882,00**
002	RESULTAT REPORTE	1 841 847,00	1 247 881,33	593 965,67
	TOTAL FONCTIONNEMENT	**6 307 569,00**	**5 901 485,33**	**406 083,67**

1 710 000 m3 facturés Tarif moyen pondéré : 1,8182 € soit +0,13%

ASSAINISSEMENT - BP 2021

VUE GENERALE

DEPENSES					
		2021	2020	Variation	Reports
16	EMPRUNT ET DETTE ASSIMILEE	482 000,00	491 000,00	- 9 000,00	
20	IMMOBILISATION INCORPORELLES	177 500,00	122 400,00	55 100,00	0,00
21	IMMOBILISATION CORPORELLES	1 758 700,00	1 606 400,00	152 300,00	448 953,19
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	200 000,00	600 000,00	- 400 000,00	574 804,14
040	AMORTISSEMENTS	372 141,00	374 895,00	- 2 754,00	
041	OPERATIONS PATRIMONIALES	100 000,00			
	TOTAL INVESTISSEMENT	**3 090 341,00**	**3 194 695,00**	**- 204 354,00**	**1 023 757,33**
011	EXPLOITATION - GESTION	1 066 720,00	1 043 115,00	23 605,00	
012	FRAIS DE PERSONNEL	681 505,00	664 011,00	17 494,00	
014	ATTENUATION DE PRODUITS	-	-	-	
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTES	31 000,00	31 000,00	-	
66	CHARGES FINANCIERES	62 000,00	80 000,00	- 18 000,00	
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	81 500,00	203 921,00	- 122 421,00	
042	AMORTISSEMENTS	889 155,00	896 027,00	- 6 872,00	
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	1 713 660,44	1 298 668,00	414 992,44	
	TOTAL FONCTIONNEMENT	**4 525 540,44**	**4 216 742,00**	**308 798,44**	

RECETTES				
		2021	2020	Variation
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	210 000,00	1 000 000,00	- 790 000,00
16	EMPRUNTS	-	-	-
10	EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE	-	398 326,12	
040	AMORTISSEMENTS	889 155,00	896 027,00	- 6 872,00
041	OPERATIONS PATRIMONIALES	100 000,00		-
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	1 713 660,44	1 298 668,00	414 992,44
001	SOLDE REPORTE	1 201 282,89	1 684 497,39	- 483 214,50
	TOTAL INVESTISSEMENT	**4 114 098,33**	**5 277 518,51**	**- 75 094,06**
70	PRODUITS D'EXPLOITATION	2 724 245,00	2 784 709,00	- 60 464,00
74	SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	40 000,00	40 000,00	-
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTES	10,00		
042	AMORTISSEMENTS	372 141,00	374 895,00	- 2 754,00
	TOTAL FONCTIONNEMENT Avant reprise de résultat	**3 136 396,00**	**3 199 604,00**	**- 63 208,00**
002	RESULTAT REPORTE	5 028 524,71	4 234 019,91	794 504,80
	TOTAL FONCTIONNEMENT	**8 164 920,71**	**7 433 623,91**	**731 296,80**

1 490 000 m3 facturés Tarif moyen pondéré : 1,5961 € soit + 0,99%

ORDURES MENAGERES - BP 2021

VUE GENERALE

DEPENSES

		2021	2020	Variation	Reports
16	EMPRUNT ET DETTE ASSIMILEE	-	-	-	
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	46 000,00	130 200,00	- 84 200,00	4 560,00
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	931 950,00	671 100,00	260 850,00	156 394,08
23	IMMOILISATIONS EN COURS	-	-	-	
040	AMORTISSEMENTS	41 503,00	36 092,00	5 411,00	
041	OPERATIONS PATRIMONIALES	100 000,00	-	-	
	TOTAL INVESTISSEMENT	###########	**837 392,00**	**176 650,00**	**160 954,08**
011	EXPLOITATION - GESTION	###########	###########	63 085,00	
012	FRAIS DE PERSONNEL	###########	###########	84 991,00	
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTES	17 383,00	17 383,00	-	
66	CHARGES FINANCIERES	-	-	-	
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	8 100,00	12 500,00	- 4 400,00	
68	DOTATIONS AUX PROVISIONS	-	-		
042	AMORTISSEMENTS	251 765,00	271 695,00	- 19 930,00	
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	396 102,98	342 599,10	53 503,88	
	TOTAL FONCTIONNEMENT	###########	###########	**177 249,88**	-

RECETTES

		2021	2020	Variation
1022	FCTVA	153 400,00	130 720,00	22 680,00
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	-	75 520,00	- 75 520,00
040	AMORTISSEMENTS	251 765,00	271 695,00	- 19 930,00
041	OPERATIONS PATRIMONIALES	100 000,00	-	100 000,00
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	396 102,98	342 599,10	53 503,88
001	SOLDE REPORTE	379 139,10	215 141,24	163 997,86
	TOTAL INVESTISSEMENT	###########	###########	**266 747,86**
013	ATTENUATIONS DE CHARGES	5 000,00	3 500,00	1 500,00
70	PRODUITS D'EXPLOITATION	775 500,00	786 000,00	- 10 500,00
73	IMPOTS ET TAXES	###########	###########	
74	SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	374 000,00	348 000,00	26 000,00
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	20 010,00	21 800,00	
042	AMORTISSEMENTS	41 503,00	36 092,00	5 411,00
	TOTAL FONCTIONNEMENT Avant reprise de résultat	###########	###########	**5 860,00**
002	RESULTAT REPORTE	###########	###########	- 229 607,21
	TOTAL FONCTIONNEMENT	###########	###########	**- 223 747,21**

Le produit nécessaire à l'équilibre du budget s'élève à 4 246 041 €. Le taux est fixé à 11,19 %.

Avec une reprise sur résultat de 659 052 € au maximum

BATIMENT INDUSTRIEL - BP 2021

VUE GENERALE

DEPENSES						RECETTES				
		2021	2020	Variation	Reports			2021	2020	Variation
20	IMMOBILISATION INCORPORELLES	1 000,00	-	1 000,00						
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	907 323,00	907 323,00	-						
23	TRAVAUX	239 500,00	250 000,00	- 10 500,00	10 500,00	1068	EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE	69 643,51	54 074,30	15 569,21
16	EMPRUNT ET DETTE ASSIMILEE	139 000,00	134 000,00	5 000,00		040	AMORTISSEMENTS	1 553 000,00	1 647 700,00	-
040	AMORTISSEMENTS	289 910,00	310 617,00	- 20 707,00		021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	23 733,00	-	23 733,00
001	SOLDE REPORTE	59 143,51	54 074,30							
	TOTAL INVESTISSEMENT	**1 635 876,51**	**1 656 014,30**	**- 26 207,00**	**10 500,00**		**TOTAL INVESTISSEMENT**	**1 646 376,51**	**1 701 774,30**	**39 302,21**
011	EXPLOITATION - GESTION	7 000,00	73 000,00	- 66 000,00		70	PRODUITS D'EXPLOITATION	-	-	-
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTES	-	-	-		74	SUBVENTION EXPLOITATION	316 958,66	342 218,02	- 25 259,36
66	CHARGES FINANCIERES	18 000,00	22 500,00	- 4 500,00		75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	-	66 000,00	- 66 000,00
67	CHARGES EXCEPTIONELLES	356 778,00	356 778,00	-		77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	907 323,00	907 323,00	-
042	AMORTISSEMENTS	1 553 000,00	1 647 700,00	- 94 700,00		78	REPRISES SUR PROVISIONS	444 299,00	444 299,00	-
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	23 733,00	-	23 733,00		042	AMORTISSEMENTS	289 910,00	310 617,00	- 20 707,00
							TOTAL FONCTIONNEMENT Avant reprise de résultat	**1 958 490,66**	**2 070 457,02**	**- 111 966,36**
						002	RESULTAT REPORTE	20,34	29 520,98	- 29 500,64
	TOTAL FONCTIONNEMENT	**1 958 511,00**	**2 099 978,00**	**- 141 467,00**			**TOTAL FONCTIONNEMENT**	**1 958 511,00**	**2 099 978,00**	**- 141 467,00**

TRANSPORT - BP 2021

VUE GENERALE

DEPENSES						RECETTES					
		2021	2020	Variation	Reports			2021	2020	Variation	Reports
13	SUBVENTION D'INVESTISSEMENT										
16	EMPRUNT ET DETTE ASSIMILEE	30 000,00	30 000,00	0,00		040	AMORTISSEMENTS	139 223,00	116 770,00	22 453,00	
20	IMMOBILISATION INCORPORELLES	6 000,00	16 200,00	-10 200,00	0,00	13	SUBVENTION INVESTISSEMENT	-	99 602,00	- 99 602,00	3 633,89
21	IMMOBILISATION CORPORELLES	357 000,00	208 000,00	149 000,00	33 684,00	1068	EXCEDENT DE FONCTIONNEMENT CAPITALISE			-	
040	AMORTISSEMENTS	28 587,00	11 693,00			001	SOLDE REPORTE	632 145,38	582 569,62	49 575,76	
	TOTAL INVESTISSEMENT	**421 587,00**	**265 893,00**	**138 800,00**	**33 684,00**		**TOTAL INVESTISSEMENT**	**771 368,38**	**798 941,62**	**- 27 573,24**	**3 634**
011	EXPLOITATION - GESTION	2 669 445,00	2 694 880,00	-25 435,00		73	VERSEMENT TRANSPORT	1 700 000,00	1 800 000,00	-100 000,00	
012	FRAIS DE PERSONNEL	81 353,00	81 696,00	-343,00		74	SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	1 012 351,00	996 000,00	16 351,00	
014	ATTENUATION DE PRODUITS	0,00	0,00	0,00		75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	9 000,00	7 990,00		
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTES	262,00	260,00	2,00		77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	-	-		
66	CHARGES FINANCIERES	6 000,00	7 200,00	-1 200,00							
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	1 000,00	6 263,00	-5 263,00		042	AMORTISSEMENTS	28 587,00	11 693,00		
042	AMORTISSEMENTS	139 223,00	116 770,00	22 453,00			**TOTAL FONCTIONNEMENT** Avant reprise de résultat	**2 749 938,00**	**2 815 683,00**	**- 65 745,00**	
						002	RESULTAT REPORTE	1 427 036,58	1 098 538,56	328 498,02	
	TOTAL FONCTIONNEMENT	**2 897 283,00**	**2 959 636,00**	**-9 786,00**	**0,00**		**TOTAL FONCTIONNEMENT**	**4 176 974,58**	**3 914 221,56**	**262 753,02**	

CENTRE DES AFFAIRES - BP 2021

VUE GENERALE

DEPENSES					RECETTES				
		2021	2020	Variation			2021	2020	Variation
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	15 000,00	15 000,00	-	21	REGULARISATION	-	1 621,00	
21	IMMOBILISATION CORPORELLES	20 000,00	21 621,00	- 1 621,00	040	AMORTISSEMENTS	325,00	325,00	-
					021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	18 210,41	18 210,41	-
					001	SOLDE REPORTE	16 464,59	16 464,59	-
	TOTAL INVESTISSEMENT	**35 000,00**	**36 621,00**	**- 1 621,00**		**TOTAL INVESTISSEMENT**	**35 000,00**	**36 621,00**	**-**
011	EXPLOITATION - GESTION	31 800,00	34 500,00	- 2 700,00	75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	42 000,00	54 500,00	- 12 500,00
042	AMORTISSEMENTS	325,00	325,00	-	77	PRODUITS EXCEPTIONNELS			-
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	18 210,41	18 210,41	-					
	TOTAL FONCTIONNEMENT	**50 335,41**	**53 035,41**	**- 2 700,00**		**TOTAL FONCTIONNEMENT** Avant reprise de résultat	**42 000,00**	**54 500,00**	**- 12 500,00**
					002	RESULTAT REPORTE	246 310,77	224 656,63	21 654,14
						TOTAL FONCTIONNEMENT	**288 310,77**	**279 156,63**	**9 154,14**

LOTISSEMENT COMMUNAUTAIRE - BP 2021

VUE GENERALE

DEPENSES				
		2021	2020	Variation
16	EMPRUNT ET DETTE ASSIMILEE	175 000,00	627 500,00	- 452 500,00
040	OPERATIONS D'ORDRE	510 000,00	535 000,00	- 25 000,00
001	SOLDE REPORTE	1 411 051,20	1 598 639,74	- 187 588,54
	TOTAL INVESTISSEMENT	**2 096 051,20**	**2 761 139,74**	**- 665 088,54**
011	EXPLOITATION - GESTION	500 000,00	500 000,00	-
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTES			-
66	CHARGES FINANCIERES	21 000,00	35 000,00	- 14 000,00
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENTRE	634 231,00	720 467,92	- 86 236,92
043	VARIATION DE STOCK	35 000,00	35 000,00	-
002	RESULTAT REPORTE	-	-	-
	TOTAL FONCTIONNEMENT	**1 190 231,00**	**1 290 467,92**	**- 100 236,92**

RECETTES				
		2021	2020	Variation
16	EMPRUNT ET DETTE ASSIMILEE	741 352,28	2 040 671,82	-1 299 319,54
040	OPERATIONS D'ORDRE	720 467,92	720 467,92	-
010	STOCKS	634 231,00	-	634 231,00
	TOTAL INVESTISSEMENT	**2 096 051,20**	**2 761 139,74**	**-1 299 319,54**
70	PRODUITS D'EXPLOITATION	166 280,79	166 280,79	-
				-
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	190 000,00	190 000,00	-
042	OPERATIONS D'ORDRE DE TRANSFERT ENT	510 000,00	535 000,00	- 25 000,00
043	VARIATION DE STOCK	35 000,00	35 000,00	-
002	RESULTAT REPORTE	538 354,01	364 187,13	174 166,88
	TOTAL FONCTIONNEMENT	**1 439 634,80**	**1 290 467,92**	**149 166,88**

BP 2021
Conseil Communautaire du 15 avril 2021

ANNEXE 2
Restes à réaliser 2020

RESTES A REALISER : 4 304 367,51 €

1. **Les restes à réaliser 2020 sur les investissements courants : 924 842,06 €**

• Informatique	16 782,83 €
• Communication	542,51 €
• Campus connecté	20 648,00 €
• CIM	45 119,48 €
• CLEM	558,00 €
• Médiathèque Jean Jeukens	19 472,40 €
• Musée	118 350,00 €
• Gymnase Sainte Catherine	2 220,00 €
• Gymnase Vernet	2 868,00 €
• Gymnase Tronville	2 660,00 €
• Stade sainte Catherine – tennis	23 507,40 €
• Stade jean Bernard	56 925,02 €
• Centre nautique Bar-le-Duc	13 384,50 €
• Piscine Ligny	24 844,50 €
• Aire de grand passage	6 066,00 €
• Eaux pluviales	139 200,00 €
• Aménagement urbain	33 822,50 €
• Hydraulique	49 187,88 €
• Action économique (fonds de concours)	99 798,32 €
• Action économique (subvention TPE PME)	93 850,00 €
• Action économique	69 908,00 €
• Zone d'activité économique	77 679,96 €
• Camping Bar-le-Duc	20 019,73 €
• Camping Ligny-en-Barrois	5 958,00 €
• Relais nautique Ligny-en-Barrois	731,22 €
• Animation touristique	20 363,03 €

2. Les restes à réaliser 2020 sur les grands projets : 3 379 525,45 €

• Déploiement de la fibre	116 600,00 €
• Fonds de concours caserne	60 000,00 €
• Salle la Barroise	33 305,48 €
• RN 135	44 633,00 €
• La Suzanne	266 624,27 €
• Hall bouliste	81 713,28 €
• Stade Jean Bernard	39 625,22 €
• Maison de santé Ligny en Barrois	1 735 478,07 €
• Cabinet médical Paul Eluard	1 546,13 €
• Fonds de concours EHPAD	1 000 000,00 €

BP 2021
Conseil Communautaire 15 avril 2021

ANNEXE 3
Crédits annulés 2020

DISPONIBLES APRES REPORTS : 3 317 394,72 €

1. Les disponibles sur les investissements courants : 2 269 799,71 €

• Operations non ventila blés	1 062 949,33 €
• Administration générale	94,06 €
• Administration générale Ligny	4 531,07 €
• Service généraux	104,00 €
• Informatique et réseaux	11 379,37 €
• Ressources humaines	5 247,51 €
• Autres bâtiments	129 218,72 €
• Communication communautaire	132,19 €
• Campus connecté	0,56 €
• Direction de la culture	- 5 733,13 €
• CIM	5 392,46 €
• CLEM	- 360,44 €
• Médiathèque jean Jeukens	5 183,57 €
• Musée	39 816,94 €
• Service des sports	- 1 902,73 €
• Gymnase Sainte Catherine	-2 220,00€
• Gymnase Léo Lagrange	1 670,00 €
• Gymnase Vernet	- 3 540,00 €
• Gymnase Tronville	232,00 €
• Stade Sainte Catherine	63 158,30 €
• Stade Jean Bernard	- 3 515,92 €
• Centre nautique	-13 806,10 €
• Piscine Ligny-en-Barrois	121 759,53 €
• Contrat de Ville	42,63 €
• Autres interventions sociales	20 000,00 €
• Gens du voyage Bar-le-Duc	485 125,00 €
• Gens du voyage Givrauval	-5 620,00 €
• Aire de grand passage	934,00 €
• Urbanisme	55,85 €
• Eaux pluviales	16 610,31 €
• Opération d'aménagement urbain	69,29 €
• Hydraulique	59 332,00 €

- Action économique 271 598,29 €
- Camping halte fluviale - 449,73€
- Camping Ligny-en-Barrois 42,00 €
- Relais nautique Ligny-en-Barrois 2 268,78 €

2. Les disponibles sur les grands projets : 1 047 595,01 €

- Salle la Barroise 20 586,48 €
- Hall bouliste 348 335,67 €
- Maison de santé Ligny 395 642,15 €
- Cabinet médical Bar-le-Duc 81 425,41 €
- La Suzanne 201 605,30 €

BP 2021

Conseil Communautaire 15 avril 2021

ANNEXE 4

La présentation des

Programmations des investissements courants

Investissements courants : 641 336 €

OPERATIONS NON VENTILABLES	Emprunts en euros	50 000,00 €
	Frais d'insertion marches publics	7 000,00 €
ADMINISTRATION GENERALE	Réfection du parquet bois du bureau	10 000,00 €
	Siège assis debout pour massicot	200,00 €
INFORMATIQUE ET RESEAUX	Audit système de téléphonie	10 000,00 €
	Renouvellement serveur contrôleur	1 500,00€
	Renouvellement onduleur	3 000,00 €
	Pont radio	2 000,00 €
	1 PC Urba nouvel agent	650,00 €
	1 PC portable CAS + station + écran	950,00 €
	2 PC portable politique de la ville + station + écran	1 900 ,00 €
	2 PC portable piscine + Station + écran	1 900,00€
	1 écran 27 pouces pivotable archives	200,00 €
	2 PC portables musée + station + écran	1 900,00 €
	3 Bornes wifi médiathèque	600,00 €
	1 écran 27 pouces bâtiments	200,00 €
	2 PC portables detac + station + écran	1 900,00 €
	1 PC portable decat 15P+station d'accueil + écran	800,00 €

	2 smartphones decat	400,00 €
	4 PC portable communication + écran + station	3 800,00€
	1 PC fixe repro	650,00 €
	Câblage et bornes wifi pour le CIM	5 000,00 €
	Renouvellement 2 hyperviseurs	30 000,00 €
	Mobiliers agents supplémentaires	3 000,00 €
RESSOURCES HUMAINES	Equipement PC dans le cadre maintien dans l'emploi	1 500,00 €
	Paper board mobile, demande médecin de prév et équipement	750,00 €
	Défibrillateurs et matériel de secourisme	31 500,00 €
AUTRES BATIMENTS	Travaux P5 chaufferie divers bâtiments	20 000,00 €
	Travaux P3 ENGIE SOLUTION prévu au marché d'exploitation- disposition contractuelle	32 000,00 €
COMMUNICATION	Mobilier	4 500,00 €
CAMPUS CONNECTE	Mobilier campus connecte	1 000,00 €
CIM	Pb de ventilation à remplacer dans un	5 000,00 €
CLEM	Autres immobilisations corporelles	4 000,00 €
MEDIATHEQUE JEAN JEURKENS	8 douchettes	850,00 €
	Lecteur douchettes sans fil	350,00 €
MEDIATHEQUE JEANNE HUSTACHE	Remplacement du groupe de ventilation	5 000,00 €
MUSEE	Restauration d'objets archéologiques	1 000,00 €
	Remplacement de la centrale intrusion	20 000,00 €
	Mobilier	800,00 €
	Matériel de conservation	1 000,00 €
	Aspirateur et matériel de micro-aspiration	1 600,00 €
	Déshumidificateurs	1 800,00 €
LA BARROISE	Frais d'insertion	2 500,00 €
	Escalier noir devant de scène	2 800,00 €
	Vidéoprojecteur laser + objectifs	48 000,00 €
	Interchangeables + support	

GYMNASE SAINTE CATHERINE	Autolaveuse auto portée	10 000,00 €
	Débrousailleuse	800,00 €
	Réalisation d'un branchement électrique pour pavillon	5 000,00 €
STADE JEAN BERNARD	Compresseur sans cuve	140,00 €
	Coupe branches électrique	850,00 €
	Groupe électrogène	400,00 €
	Perceuse	300,00 €
	Touret meuleuse	200,00 €
	Poutre de steeple	900,00 €
	Renouvellement de haies athlétisme	2 000,00 €
	Reprise enrobé périphérique piste	4 500,00 €
	Pare ballons tribune terrain synthétique	5 500,00 €
CENTRE NAUTIQUE BLD	Autolaveuse	3 000,00 €
PISCINE DE LIGNY	Tapis d'entrée	1 700,00 €
	Changement de 2 pompes de filtration du petit bassin	16 000,00 €
CONTRAT Ville	Mobilier	500,00 €
GENS DU VOYAGE BLD	Acquisition de terrains familiaux	21 000,00 €
GENS DU VOYAGE GIVRAUVAL	Investissement courant	3 000,00 €
AIRE DE GRAND PASSAGE	Réseaux d'électrification	2 000,00 €
EAUX PLUVIALES CA	Pompes	4 000,00 €
	Automates télégestion	7 000,00 €
	Tampons	3 000,00 €
	Matériel de bureau et informatique	2 000,00 €
	Mobilier	1 000,00 €
HYDRAULIQUE	Tranche option 2 MOE 94ème RI	5 640,00 €
	MOE Chée et affluant	1 000,00 €
	Etudes faune flore 94ème RI	12 000,00 €
	Etude hydraulique traversée commune Loisey	25 000,00 €
	MOE Saulx et affluents	3 000,00 €

ACTION ECONOMIQUE	Etude site Sodetal	30 000,00 €
	Fonds de concours CA et FISAC	80 000,00 €
CAMPING HALTE FLUVIALE	1- eau chalet : 7 095€	11 815,00 €
	2- aménagement sanitaire : 4 000€	
	3- porte vélo : 720 €	
	Etude automatisation des sites	10 000,00 €
CAMPING LIGNY	1- patio : 1680€	6 091,00 €
	2- garde-corps : 1500,82€	
	3- tables : 2 250€	
	4- barbecue : 660 €	
RELAIS NAUTIQUE LIGNY	Déplacement local poubelles	2 000,00 €
ANIMATIONS TOURISTIQUES	Subv. Equipement pers droit	5 000,00 €
	Priv/bien mob/mat/étud	
	Fonds de concours ONF aménagement haut Juré	7 000,00€
	P3 travaux investissement chauffage Engie	1 500,00 €
ACTION ECONOMIQUE	Frais d'études géomètre archi georef ZAE Grande Terre	11 400,00 €
	Géoréférencement ZAE sous Lambelloup	1 200,00 €
	Géoréférencement ZAE La Praye	2 400,00 €

BP 2021
Conseil communautaire du 15 avril 2021

ANNEXE 5
La présentation des Programmations sur grands projets

Grands projets financés sur excédent de fonctionnement : 1 527 950 €

FIBRE	Fonds de concours région (année 3, 4 et 5)	174 900,00
ACTION ECONOMIQUE	Solde subvention RN135	1 318 050,00
LA SUZANNE		35 000,00

Autres grands projets financés sur solde d'investissement : 1 915 500 €

DIVERS BATIMENT	Tranche 1 AD'AP	100 000,00
GYMNASE COTE SAINTE CATHERINE	AMO	100 000,00
PISCINES LIGNY ET BLD	Remise à niveaux	280 000,00
MAISON DE SANTE LIGNY	Construction	250 000,00
MAISON DE SANTE BLD	AMO et préfabriqués	148 000,00
GENS DU VOYAGE BLD	AMO réhabilitation	60 000,00
EAUX PLUVIALES	Schéma directeur et travaux	300 000,00
URBANISME	PLUI (tranche 1)	60 000,00
ZONES D'ACTIVITES	Voirie Grande Terre	276 000,00
ZONES D'ACTIVITES	Frais d'études Salvanges Poutots	38 400,00
ZONES D'ACTIVITES	Investigations diverses Salvanges Poutots	23 100,00
FONDS DE CONCOURS AUX COMMUNES		180 000,00
FONDS DE CONCOURS FISAC	Dépenses / recettes	100 000,00

BP 2021
Conseil communautaire du 15 avril 2021

ANNEXE 6
Présentation du BP 2021 par fonction

Toutes fonctions budgétaires - Lecture transversale de la masse salariale et de la Gestion des Ressources Humaines

Les prévisions du BP 2021 se traduisent par une hausse de la masse salariale de 2,26%.

Ces prévisions intègrent :

- **L'évolution du tableau des effectifs** avec un coût estimé en valeur absolue à 153 000 € et un coût net impactant le budget général de 79 000 €
- **Les avancements de grade et échelons** estimés 55 000 €
- Les mesures de revalorisation indiciaire prévues par le « **protocole parcours professionnel, carrière et rémunération (PPCR)** qui entame sa dernière phase
- **La hausse du montant brut du SMIC :**
- A compter du 1er janvier 2021, le montant brut du SMIC horaire augmente de 0,99 % pour s'établir à 10,25 € (au lieu de 10,15 €), soit 1 554,58 € mensuels (au lieu de 1 539,42 €).
- Les agents rémunérés en-dessous de l'indice majoré 332 (1 555,75 €) percevront une rémunération inférieure au SMIC. Une indemnité différentielle devra être alors mise en œuvre afin que la rémunération versée soit au moins égale au SMIC. Cela concerne les fonctionnaires classés aux 1er (IM 330) et 2ème (IM 331) échelons de la grille indiciaire C1.
- **L'évolution des cotisations patronales :**
- Les taux de cotisation CNRACL et IRCANTEC n'évoluent pas cette année pour ce qui concerne la part patronale.
- Le taux de cotisation au CNFPT est maintenu à 0.9%.
- Les taux de cotisation obligatoire et facultatif au Centre de Gestion de la Meuse sont maintenus respectivement à 0,8% + 0,2%

- **Evolution du tableau des effectifs**

Au 1er avril 2021, la Communauté d'Agglomération compte 226 emplois budgétaires ouverts au tableau des effectifs.

Afin d'accompagner la transformation numérique, un poste d'adjoint technique a été créée lors du conseil communautaire du 18 février 2021. Par ailleurs, trois autres postes partiellement financés sont budgétés en vue de créations à venir en lien avec la mise en place du plan de modernisation des services et de la réorganisation qui a été initiée.

La Communauté d'agglomération restera toutefois attentive à tout évènement permettant de réinterroger la structure des effectifs ainsi qu'aux demandes de renforts et remplacements qui devront être particulièrement motivées sur l'exigence de continuité du service.

Elle poursuivra également la démarche initiée relative à la modernisation du management et s'efforcera d'adapter les ressources humaines aux objectifs de la collectivité, par le biais notamment d'un engagement maintenu en termes de formation professionnelle et d'accompagnement.

- **Evolutions et perspectives pluriannuelles :**

  ▫ *les effectifs*

Après une forte évolution ces dernières années liée à l'accueil de compétences nouvelles et aux transferts d'agents dans le cadre de la gestion mutualisée des services fonctionnels, la structure des effectifs de la Communauté d'Agglomération s'est stabilisée.

- Au 1er avril 2021, les postes budgétaires permanents sont au nombre de 226.

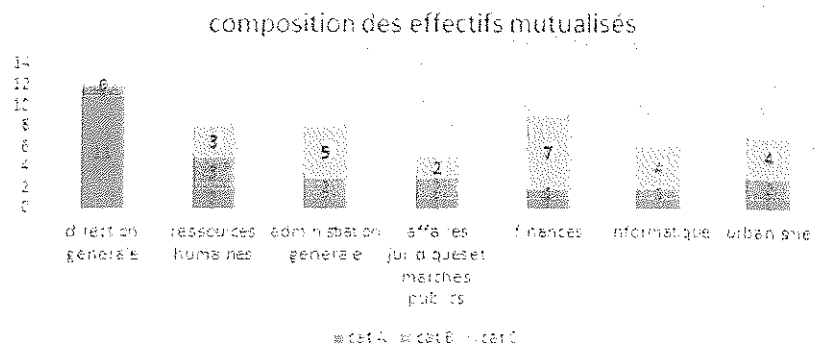
Années	Effectifs permanents au 1er janvier	Evolution N-1	Périmètre nouveau
2013	160	Création CA	Fusion codecom Bar le Duc et CCCO 14 postes créés dont : • 4 suite à des transferts de compétences (3 Politique de la Ville et 1 au gymnase Léo Lagrange) • 2 redéploiements (Directrice CIAS et DST Centre Ornain) • 1 poste Cabinet
2014	179	+ 19	**Reprise en régie de la collecte des OM :** 11 postes créés **Compétences nouvelles :** - gestionnaire compétence transport - gardien de gymnase (gymnase CCCO) - Gestionnaire politique de la ville **Renforcement de l'ingénierie :** - Mission expertise – contractualisation, - Ingénieur SIG - Technicien bâtiment - Conseiller des APS **1 collaborateur de cabinet** **Renforcement service des eaux :** 1 adjoint administratif et 1 chef de pôle réseaux
2015	210	+31	Création des services communs (transferts des agents des services fonctionnels Ville de Bar le Duc et CIAS)
2016	220	+ 10	Transfert des équipements sportifs de la Ville de Bar-le-Duc et du Service des Sports
2017	229	+ 9	Transfert des équipements culturels de la Ville de Ligny en barrois et reprise en régie du Centre Nautique de Ligny en Barrois
2018	224	- 5	Suite à la mise en place du PPCR réformant certains cadres d'emploi, une mise à jour du tableau des effectifs a été effectuée pour supprimer des effectifs budgétaires les postes laissés vacants depuis plusieurs mois et non remplacés.
2019	225	+ 1	Création de 2 emplois pour la gestion de la Barroise Transfert du chargé de mission politique de santé Suppression de 2 postes d'enseignant artistique
2020	225	/	

Tableau des effectifs au 1er janvier 2021

	effectif par catégorie		effectif budgétaire	effectif pourvu
DIRECTION GENERALE	4		4	4
	4	A	4	4
CABINET	1		1	1
	1	A	1	1
FILIERE ADMINISTRATIVE	73		70	68
	20	A	17	16
	18	B	18	18
	35	C	35	33
FILIERE TECHNIQUE	98		94	91
	8	A	7	7
	10	B	10	7
	81	C	78	78
FILIERE SPORTIVE	14		14	14
	2	A	2	2
	9	B	9	9
	3	C	3	3
FILIERE CULTURELLE	38		37	37
	3	A	3	3
	29	B	28	28
	8	C	8	8
FILIERE MEDICO-SOCIALE	1	A	1	1
EMPLOIS NON CITES	4		4	4
	4	A	4	4
TOTAL GENERAL	234		226	221

Cette évolution à la hausse est donc en partie liée au processus de mutualisation.
Pour rappel, ce processus a donné lieu, au 1er janvier 2015, à la création de services fonctionnels partagés dans le cadre de la réglementation relative aux « services communs ».

Tableau des effectifs recrutés par la Communauté d'Agglomération et partagés avec la Ville et le CIAS dans le cadre de la convention de création de services communs :



Afin d'accompagner la transformation numérique, un poste d'adjoint technique chargé de support informatique a été créé lors du Conseil Communautaire du 18 février 2021.

Dans le contexte du développement de la communication numérique et de l'usage des réseaux sociaux et face à la demande croissante de la population en matière d'information et de participation à la vie publique, un emploi de rédacteur territorial venant renforcer le service de la communication communautaire sera proposé à création courant 2021. Les budgets annexes de l'eau et de l'assainissement et du service de collecte des ordures ménagères contribueront au financement de ce poste. Une baisse du budget de fonctionnement consacré aux prestations de service sera également engagée.

Par ailleurs, les enjeux relatifs à l'attractivité et au développement économique portés par la Communauté d'Agglomération nécessiteront la mise en place de moyens dédiés qui seront animés par un directeur de mission économie tourisme relevant du cadre d'emploi d'attaché ou d'ingénieur.

Enfin le travail de réorganisation des services présenté en comité technique fin décembre dans le cadre du plan de modernisation de l'administration a mis en avant la nécessité de renforcer l'encadrement des services par la mise en place d'un poste de directeur du sport et de l'éducation. Ce poste relevant de la catégorie A sera mutualisé avec la Ville de Bar le Duc qui supportera 60% de son coût.

▫ la rémunération et les dispositifs d'action sociale

Concernant les rémunérations, il est rappelé que la Communauté d'Agglomération a souhaité faire évoluer son dispositif de régime indemnitaire en introduisant une prime d'objectif dont les modalités de modulation ont été reprécisées. Elle est en place depuis l'année 2013.

Par ailleurs, le « RIFSEEP », régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel, est devenu le nouvel outil indemnitaire de référence en remplaçant progressivement la plupart des primes et indemnités existantes dans la fonction publique. Il est composé de deux parties :

- l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE) qui vise à valoriser l'exercice des fonctions et constitue l'indemnité principale de ce nouveau régime indemnitaire.

- le complément indemnitaire annuel (CIA) lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir.

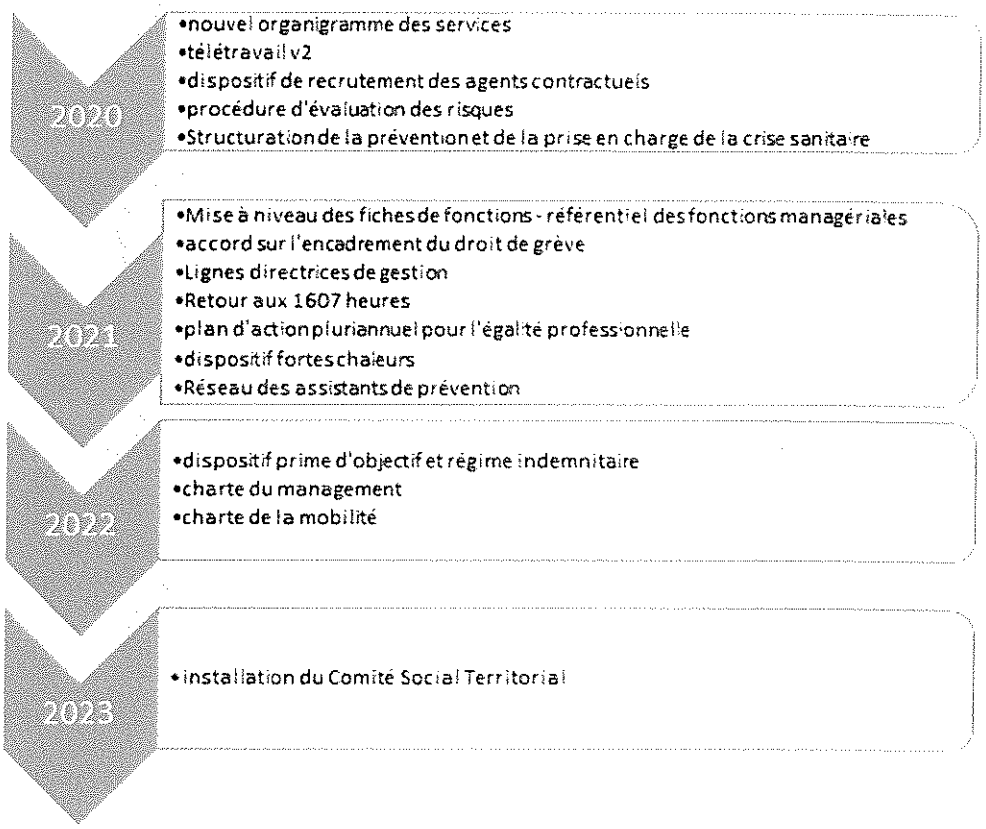
Aucune évolution de la valeur du point d'indice n'est annoncée pour l'année 2021.

Toutefois, les mesures du protocole relatif aux parcours, carrières et rémunérations continueront à s'appliquer : Le PPCR révise et revalorise progressivement les grilles, généralise les carrières en trois grades, transfère une partie des primes sur la rémunération indiciaire. Il entre dans sa dernière phase avec notamment une dernière revalorisation pour certains agents de catégorie C et à la marge d'agents de catégorie A (création d'un échelon terminal).

Les dispositions relatives à l'action sociale en faveur des agents n'ont pas évolué. Celles concernant le temps de travail devront être revues dans le cadre des impératifs fixés par la loi n° 2019-828 de transformation de la fonction publique qui impose un retour aux 1 607h à compter du 1er janvier 2022.

La collectivité s'est dotée d'un plan de prévention des risques psycho-sociaux dont les actions ont été mises en œuvre et seront poursuivies durant l'année 2021.

En ce qui concerne les perspectives pluriannuelles, si aucune évolution majeure de la structure des effectifs n'est envisagée à ce jour, la Communauté d'Agglomération a inscrit différents projets à son agenda social principalement issus des dispositions de la loi n°2019-828 du 06 août 2019 de transformation de la fonction publique.



- ***Plan de modernisation***

La collectivité a souhaité se doter d'un plan de modernisation de l'administration, véritable projet d'administration intitulé « Cap 2023 »

Trois objectifs majeurs :

- Analyser la capacité de l'administration à faire face aux défis de la mise en œuvre des politiques publiques menées dans les deux collectivités, en termes de fonctionnement, d'organisation et de pilotage,
- Proposer des pistes d'amélioration priorisées permettant de répondre au diagnostic partagé des services,
- Concevoir et formaliser un nouveau système de gouvernance et de pilotage des services afin d'optimiser les réponses de l'administration aux commandes publiques, au service des usagers du territoire.

Le diagnostic :

Des diagnostics sectoriels de type « SWOT » ont été élaborés au sein des différentes directions puis mis en commun au sein du comité de Direction.

La synthèse des préconisations du CODIR, en lien avec le diagnostic, peut se traduire en trois points :

▪ revoir l'organisation de l'administration et déployer de nouveaux outils de pilotage :

- Nouvel organigramme et arrêté d'organisation des services,
- Organisation DGS/DGA,
- Relation client/fournisseurs entre les services,
- Conduite de projet.

▪ mieux prendre en compte les attentes des usagers et des citoyens en modernisant la relation avec l'administration :

- Usage du portail internet,
- Dématérialisation des procédures,
- Rapports d'activités.

▪ Mieux organiser la relation avec l'exécutif :

- Projet politique formalisé, priorités d'action et niveau de service public,
- Nouvelle définition des délégations aux élus articulée avec les missions des services,
- Méthode d'échange avec l'équipe de direction générale : entretiens individuels et échanges collectifs bureaux/municipalités.

Le projet d'administration s'organise ainsi selon quatre axes :

Axe 1 : Une administration chargée de la mise en œuvre du projet municipal et du projet de territoire,
Une administration proactive en charge d'une mise en œuvre fidèle et performante du projet municipal et du projet communautaire au service des usagers

- Objectif 1 La mise en œuvre des projets politiques municipal et communautaire
- Objectif 2 La promotion de la Ville et du territoire
- Objectif 3 Le développement de l'intercommunalité
- Objectif 4 La coopération avec les partenaires institutionnels

Axe 2 : Une administration moderne et efficace dans son organisation et son fonctionnement,
Une administration moderne et performante dans son organisation, son fonctionnement et son pilotage pour répondre efficacement aux défis de son avenir

- Objectif 1 Le rapport à l'exécutif
- Objectif 2 L'organisation des services
- Objectif 3 Le fonctionnement des services
- Objectif 4 Les outils du pilotage stratégique et opérationnel des services
- Objectif 5 La formalisation des objectifs de l'administration
- Objectif 6 Une relation Client/Fournisseur à valoriser
- Objectif 7 Une communication interne dynamique

Axe 3 : Une administration mobilisée sur l'écoute et les réponses apportées aux besoins des usagers,
Une administration disponible, réceptive, réactive et innovante, mobilisée sur l'optimisation des réponses apportées aux besoins des usagers

- Objectif 1 L'accueil du public (physique, téléphonique et dématérialisé) et les réponses apportées
- Objectif 2 La promotion du service public rendu
- Objectif 3 L'évaluation de la satisfaction des usagers
- Objectif 4Le dialogue participatif
- Objectif 5 La gestion de la continuité du service et des situations de crises
- Objectif 6 La communication externe

Axe 4 : Une administration soucieuse de la bonne gestion des ressources humaines, techniques et financières et promouvant un dialogue social actif.
Une administration rigoureuse et responsable dans sa gestion performante et durable des ressources humaines, techniques et financières.

- Objectif 1 Le bien-être au travail au cœur des préoccupations managériales
- Objectif 2 Une gestion dynamique et responsable des ressources humaines
- Objectif 3 Un dialogue social attentif et participatif
- Objectif 4 Une gestion efficiente de nos moyens budgétaires et techniques

Le comité technique du 24 novembre 2020 a marqué le lancement officiel de ce plan avec notamment l'entrée en vigueur du nouvel organigramme.

- **Avantage en nature et véhicules de services**

Le présent rapport de présentation du budget fait le point sur l'attribution de logements dans les conditions prévues par le décret n°2012-752 du 9 mai 2012 portant réforme du régime des concessions de logement complété par un arrêté du 22 janvier 2013 qui est venu modifier le régime applicable aux logements de fonction.

Il précisera aussi, en application des dispositions de l'article L 2123-18-1-1 du CGCT, les mises à disposition de véhicules (Voiture de service Président et DGA, voiture de fonction DGS).

- *Logement*

Le décret n°2012-752 du 9 mai 2012 portant réforme du régime des concessions de logement complété par un arrêté du 22 janvier 2013 est venu modifier le régime applicable aux logements de fonction.

Par délibération du 18 septembre 2014, la ville de Bar le Duc avait remis à plat le régime des logements de fonction de ses personnels bénéficiaires de logement de fonction pour certains désormais transférés auprès de la Communauté d'Agglomération suite au transfert d'équipements sportifs.
Ainsi, lors du transfert des équipements sportifs de la ville de Bar le Duc vers la Communauté d'agglomération au 1er janvier 2016, la Communauté d'Agglomération, par délibération du 12 novembre 2015, a confirmé l'accueil des agents gestionnaires de ces installations transférées dans les mêmes conditions que celles qui leur étaient appliquées au sein de la ville de Bar le Duc, en maintenant notamment cet avantage en nature.

Il est donc réaffirmé que chaque bénéficiaire d'un logement supporte l'ensemble des réparations locatives et des charges locatives afférentes au logement qu'il occupe, déterminées conformément à la législation relative aux foyers des locaux à usage d'habitation (eau, électricité, chauffage, gaz, assurance habitation, travaux d'entretien courant et menues réparations...), ainsi que les impôts ou taxes qui sont liés à l'occupation des locaux.

La liste des emplois auxquels est attaché un logement de fonction pour nécessité absolue de service est la suivante :

Emploi	Logement correspondant
1 poste de Gardien d'installation sportive pour le pôle « Ville basse » concernant les équipements suivants : - stade Jean BERNARD - gymnase Bradfer	78 rue Jean Bernard Bar le Duc F4 Habitation comprenant une cuisine, une salle de séjour et 3 chambres
3 postes de Gardien d'installations sportives pour le pôle « Côte Sainte-Catherine » concernant les équipements suivants : - Stade, pôle tennistique et gymnase Côte Sainte Catherine - Espace Sainte Catherine	4 bd des Ardennes Bar le Duc Appartement de type F5
	Stade Municipal Rue d'Anjou Bar le Duc F5 Habitation comprenant une salle de séjour, une entrée, couloir, une cuisine, salle de bain, WC, 3 chambres et garage au sous-sol
	43 rue de Champagne Bar le Duc F4 de 70m2

- ***Véhicules***

En application des dispositions de l'article L 2123-18-1-1 du CGCT, nous avons formalisé dans le cadre de notre délibération du 6 avril 2017 les mises à disposition de véhicules sur le cadre historique des pratiques opérées par la Ville étant précisé que parfois cela pouvait concerner des fonctions partagées entre la Ville et la Communauté d'Agglomération.

Concernant l'exécutif

En continuité des pratiques opérées lors des précédents mandats et depuis le début du mandat jusque renouvellement de l'exécutif, est confirmée la mise à disposition auprès de Mme la Présidente d'un véhicule de service PEUGEOT 208 CK 064 EF appartenant à la Ville de Bar-Le-Duc pour l'exercice de ses fonctions et l'organisation de la prise en charge des frais d'assurance, de carburant et d'entretien selon la clé suivante que je vous propose d'ajuster puisque le précédent Président était parlementaire et payait à ce titre une partie des frais de ce véhicule :

- Maire de Bar-Le-Duc : 50 % de l'usage pris en charge sur le budget de la Ville de Bar-Le-Duc pour la seule partie fonctionnement (assurance, entretien et carburant) et la totalité de l'amortissement du véhicule ;

- Présidente de la Communauté d'agglomération : 50 % de l'usage prise en charge au réel des dépenses sur le budget de la Communauté d'agglomération pour la seule partie fonctionnement (assurance, entretien et carburant), la mise à disposition du véhicule à l'Agglomération étant par ailleurs gratuite.

Les facturations à opérer seront établies par la Ville au semestre échu ou à l'année échue.
Concernant les services

Pour le bon fonctionnement des services, je vous propose de continuer comme en 2017 à prendre acte de la mise à disposition gratuite opérée par la Ville de Bar-Le-Duc des véhicules suivants dont elle est propriétaire auprès de la Communauté d'Agglomération pour être affectés au Directeur Général des Services et aux Directeurs Généraux Adjoints exerçant des responsabilités partagées pour l'EPCI et pour notre collectivité :

- DGS : Peugeot 308 EE 683 MY
- DGA Aménagement : Ford Fiesta BW 933 VQ
- DGA Ressources : Renault Clio ED 675 QR

Ces véhicules peuvent aussi être utilisés plus ponctuellement par les services rattachés directement au DGS et aux DGA.

Sur le même principe et selon les mêmes modalités, les véhicules suivants sont mis à disposition par le la Communauté d'Agglomération propriétaire à la Ville de Bar-Le-Duc ou au CIAS :

- DGA Développement : Renault Clio DX 550 RE
- DGA Cohésion Sociale – CIAS : Peugeot 208 Immatriculé EQ – 850 – JY

Je vous propose de maintenir la validation de ces mises à disposition avec une autorisation permanente de remisage à domicile des véhicules compte tenu des sujétions et responsabilités inhérentes à ces fonctions et pour les besoins du service (sollicitations en astreinte et hors astreintes, travail en horaires décalés y compris week-end) et s'agissant du DGS de prendre acte qu'est maintenu, conformément au statut de cette fonction, le principe d'attribuer un véhicule de fonction, un arrêté du Maire/Président de la Communauté d'Agglomération ayant organisé les modalités de cette attribution après délibération concordante de la Ville de Bar-Le-Duc prise l'an dernier.

Je vous propose donc de maintenir la mise à disposition gratuite des 2 véhicules précités propriété de la la communauté d'agglomération (DGA Développement et DGA Cohésion sociale) auprès de la Ville de Bar-Le-Duc et du CIAS et de solliciter de la Ville de Bar-Le-Duc les mêmes modalités pour les véhicules affectés respectivement au DGS, DGA Aménagement et DGA Ressources.

S'agissant des frais d'assurance, de carburant et d'entretien, je vous propose de maintenir la clé de répartition décidée l'an dernier comme l'est la masse salariale actuelle de ces emplois partagés :

- à 50 % entre les deux collectivités sur la base des dépenses réelles pour les véhicules affectés au DGS et aux DGA Ressources, Aménagement, Développement
- à 10 % Ville et 90 % Agglomération sur la base des dépenses réelles pour le véhicule affecté au DGA Cohésion Sociale

Par ailleurs, je vous rappelle que nous avons validé l'an dernier un droit de remisage à domicile pour tous les agents exerçant une astreinte de service pour le compte de la Ville ou sur autorisation hiérarchique ponctuelle pour le bon accomplissement d'une mission.

Fonction 02 – Moyens Généraux – Financement du CIAS

Le BP du CIAS a été adopté le jeudi 11 mars 2021

Après plusieurs années de réduction des budgets, fermeture ou ajustement de services et activités, le CIAS se projette désormais sur un budget stabilisé : ensemble des économies de court terme réalisées, rationalisation de tous les coûts, fin de l'essentiel des contrats de renfort ou remplacement, derniers transferts au 01/01/2017.

Le budget 2020 a néanmoins été un budget particulier en raison de la crise sanitaire qui a impacté les activités du CIAS, notamment l'accompagnement et l'hébergement des personnes âgées, et l'accueil de la petite enfance. Néanmoins, la gestion de la crise sanitaire, la mobilisation des multi-accueils au profit des personnels soignants et essentiels à la crise ont permis de minimiser les impacts négatifs sur le budget du CIAS. Il a démontré la capacité du CIAS à tenir, même en situation de crise, l'objectif du maintien de la subvention d'équilibre versée par l'agglomération, tout en maintenant ses activités et en apportant des soutiens particuliers à la population. Les comptes 2020 présente même un résultat exceptionnel qui s'explique par des couts évités et des produits exceptionnels durant la période de confinement.

Objectif 1 : maintenir la subvention d'équilibre à son niveau de 2019, soit 1 380 121 €, mais qui serait construit en 2021 par des reprises à hauteur de 100 000 € sur les excédents ce qui permettrait de ne demander pour la seule année 2021 que 1 280 121 € comme subvention d'équilibre.
Le caractère exceptionnel de cette baisse donne l'assurance que le CIAS pourra assumer les investissements envisagés, notamment sur les multi-accueils

- **Recettes nouvelles attendues**

Le maintien à l'identique de l'activité au regard de l'exercice 2019, en éliminant les aléas de l'année de crise 2020, a pour conséquence qu'aucune nouvelle recette n'est attendue.

- **Les multi accueils de l'Agglomération Bar le Duc Sud Meuse**

Le secteur d'activité pesant le plus sur le budget général (voir point I.A) est celui des multi accueils. Leur masse salariale globale est particulièrement observée car elle représente, avec 1 535 875 €, 86.28 % de leur fonctionnement. L'année 2019 a été marquée par une augmentation liée à la hausse de l'activité et donc des recettes.

Enfin, il faut souligner que le budget des multi-accueils est très sensible, les recettes étant très imprévisibles d'une année sur l'autre, car elles dépendent directement du nombre d'inscriptions et du volume horaire des contrats d'accueil. Ces éléments sont strictement non maîtrisables. Par ailleurs, concernant les dépenses de personnel, le personnel étant exclusivement féminin et les taux d'encadrement réglementairement normés, des événements tels que des congés de maternité, devant impérativement être remplacés, sont susceptibles de perturber de manière importante les équilibres budgétaires.

Pour ce qui concerne la masse salariale, elle est contenue en nombre de postes, comprend, comme chaque année, un poste budgété non affecté par multi accueil pour les remplacements obligatoires compte tenu des obligations afférentes aux taux d'encadrement. Sur plusieurs années elle subit une baisse.

Pour 2020, ce temps de remplacement a été maintenu à 0.8 ETP par structure.

Il est à noter que dans ces établissements, les agents sont tous de sexe féminin et jeunes : la probabilité d'absence pour maternité est forte et les taux d'encadrement des enfants étant réglementairement normés, les remplacements sont impératifs.

Le transfert du multi-accueil de Ligny-en-Barrois au 1er janvier 2017

Désormais le CIAS compte 3 multi accueils pour un total de 157 places réparties entre Bar le Duc pour 112 places et Ligny en Barrois pour 45 places, depuis le transfert en janvier 2017 du multi accueil les Mimosas. Le transfert de compétence s'est accompagné d'un nouveau besoin de financement de 38.865 € pour équilibrer le budget de cette structure. Pour 2020, comme pour 2018, il est absorbé par une hausse des recettes.

Les années précédentes ont permis de travailler à la mutualisation, au rapprochement des équipes, à la rédaction en commun du projet d'établissement...Le CIAS a pu, dès 2018, avoir une vision globale et commune des 3 structures qui permet une projection budgétaire commune.

Lors du transfert de cet équipement linnéen, l'évaluation a porté sur les frais d'entretien et de fonctionnement annuels moyens d'après » les coûts constatés. Nous notons ici l'importance d'autres facteurs comme la vétusté de cet équipement et le besoin de travaux de rénovation à réaliser à court terme qui viennent majorer son cout d'utilisation. Avant de décider ces travaux, il conviendra d'évaluer son inclusion dans des travaux de réhabilitation plus généraux incluant également le multi-accueil Louise-Marie

- **Utilisation des excédents**

Le CIAS a connu des exercices excédentaires qui lui ont permis de constituer des réserves.

Ces résultats correspondent à des amortissements qui ne sont pas calculées à la hauteur des investissement nécessaires au vu des équipements notamment des multi-accueils. Leurs états ont fait l'objet de rapports, de remarques et de débats en Conseil d'Administration (Toit d'Elisa, Isolation de Louise-Marie, Etat Général des Mimosas). Les dernières années, les dépenses d'investissement ont également été limitées.

Les montants cumulés doivent ainsi permettre de réaliser les investissements suivants :

- Fonds de concours en appui du déménagement des résidents EHPAD
- Assistance à Maitrise d'Ouvrage pour entrée dans le nouvel Ehpad
- Rénovation du toit d'Elisa
- Rénovations Louise-Marie (isolation thermique)
- Rénovations structurelles Mimosas
- Véhicule aménagé, qui permettrait de développer un accueil de jour délocalisé

- **Le budget annexe de l'EHPAD**

Ne pesant pas sur la subvention d'équilibre du CIAS mais représentant 50% du budget du CIAS les enjeux de son équilibre sont fondamentaux. Le plan de retour à l'équilibre a porté ses fruits. Tous les objectifs sont atteints concernant les déficits constatés au 31/12/2014.

L'année 2020 devait être l'année de la conclusion de la Convention Pluriannuelle d'Objectif et de Moyens (CPOM) signé contractuellement avec l'ARS et le Conseil Départemental.

La crise sanitaire n'a pas permis cette contractualisation qui devrait se réaliser en 2021. Heureusement, nous conservons le bénéfice de la réactualisation du besoin en soin et de la dépendance de nos résidents. Cela se traduit en 2020 par une augmentation de recette de 11% et continuera d'augmenter dans les années suivantes.

Elle va permettre d'optimiser notre fonctionnement, de recruter de nouvelles compétences et de mener de nouvelles actions au bénéfice de nos résidents.

Il faut noter le taux d'occupation toujours en hausse de notre établissement avec le record de 98,98 % en 2019. Il s'agit d'un élément important de nos recettes.

Conclusion sur le budget du CIAS

La subvention d'équilibre 2021 est calculée sur la base de son niveau de 2019 diminuée d'une reprise sur excédent pour tenir compte du résultat 2020 et d'un effort de solidarité en faveur de notre structure intercommunale, soit **1 280 121 €.** Elle permet de financer le fonctionnement courant du CIAS, l'augmentation de la masse salariale, les mesures nouvelles et la charge nette du multi accueil les mimosas. Les excédents cumulés offrent également l'opportunité de financer un programme d'investissement nécessaire.

Parallèlement l'EHPAD est revenu quasi à l'équilibre grâce aux efforts conjugués des personnels, des familles, du CIAS, de la ville de Bar le Duc et des tarificateurs. L'évaluation des besoins en soins et de la dépendance des résidents réalisées en juin 2019, se traduit par une augmentation de la dotation en soin, progressive sur plusieurs années, qui va permettre d'améliorer la prise en charge et les conditions de travail.

Alors que les économies de gestion ont atteint leurs limites et que le CIAS se concentre sur ses missions principales, une Analyse des Besoins Sociaux doit se réaliser en 2021. Elle constitue avant tout un outil d'aide à la décision visant à aider à établir la feuille de route de l'intervention du CIAS et à assurer sa mission de coordinateur des politiques sociales à l'échelle du territoire de la Communauté d'Agglomération. La compréhension des besoins existants ou à venir des populations de notre territoire constitue le cœur de cette démarche ambitieuse, particulièrement en cette période de crise sanitaire.

Certes, le poids budgétaire de la cohésion sociale de l'agglomération est lourd. Mais il représente 200 emplois dans des champs très variés et contribue à l'identité, au dynamisme et l'attractivité du territoire. Le CIAS est reconnu comme un acteur majeur social, médico-social, dans le champ de la prévention, de la jeunesse mais aussi des services aux publics.

Si les exigences budgétaires se confirment dans les années à venir les choix devront se porter sur les politiques menées par le CIAS. Il s'agira de déterminer les priorités dans l'action globale de l'agglomération.

La construction d'un nouvel l'EHPAD

Dossier important pour le CIAS et l'agglomération tant les enjeux de prise en charge des résidents, de conditions de travail des agents et de la nécessité de réaliser des économies d'échelles sont prégnants. L'EHPAD actuel est réparti en 2 sites distants. Les bâtiments sont obsolètes, non fonctionnels et non réhabilitables. Les conditions d'exercice de la prise en charge des résidents présentent désormais un écart avec les standards actuels de prise en charge. La vétusté s'est traduite par des travaux de mises aux normes d'ascenseurs, chaudières et SSI en 2017. Il s'agissait d'investissement très lourd pour pallier uniquement les obligations réglementaires mais sans apporter aucune plus-value dans le fonctionnement et les fonctionnalités.

Ce projet conservera une capacité identique en hébergement de 141 lits, conformément à l'autorisation délivrée par le Conseil Départemental de la Meuse et l'ARS Grand-Est. La totalité des places seront éligibles à l'aide sociale.

Les travaux 2020 ont été impactés dans leur déroulement par la crise sanitaire, avec une période d'arrêt lors du premier confinement et des difficultés d'approvisionnement à la reprise. La pandémie COVID-19 avait ainsi conduit à l'arrêt du chantier du 17 mars au 10 mai 2020 inclus. En application de l'ordonnance n° 2020-319 du 25 mars 2020, le titulaire était autorisé à décaler la date d'acceptation de l'ouvrage de 4 mois et 11 jours, soit au plus tard au 3 septembre 2021, hors intempéries

Grace à des efforts constants du constructeur pour optimiser les moyens et les délais, la réception du nouvel établissement est aujourd'hui fixé au 16 juin 2021, avec un emménagement des résidents lors de la première semaine du mois d'octobre, après les aménagements en nouveau mobilier et la finalisation des accès routiers et des abords.

Un avenant a pris en compte les modifications induites à l'Ouvrage par les fiches techniques modificatives (ajouts, modifications et suppressions de travaux pour 44.072,54 € H.T.) et l'actualisation des conditions de financement notamment la réduction des subventions, l'augmentation du montant du prêt PLS.

Il précise ainsi que la participation du CIAS est désormais d'un montant 5.894.715 € décomposé comme suit :

- Une subvention du GIP de la Meuse de 3 282 240 € ;
- Une subvention de la MGEN de 92 000,00 €
- Une subvention de la Communauté d'Agglomération de 1 000 000,00 €
- Des Crédits Non Reconductibles (CNR) de l'ARS pour un montant de 291 025 €
- Une subvention CNSA de 1 229 450 €

Cet avenant porte le montant total du marché à 19 578 095.08 € TTC. Le montant net à financer par emprunt est désormais de 7.324.239 € au lieu de 6.553.939 €.

Contrat Local de Santé

Nouvelle compétence de l'agglomération elle vise à déterminer les objectifs d'une politique de santé et d'accès aux soins et d'en calibrer les moyens. Les enjeux pour l'agglomération sont très importants tant il est incontournable d'assurer une démographie médicale adaptée au territoire. C'est surtout au vu de la pyramide des âges que la question est préoccupante : 31 médecins généralistes, 23 sont âgés de plus de 55 ans. Surtout les départs risquent de se précipiter dans les prochaines années.

Lors de sa séance du 22 février 2018, le conseil communautaire a délibéré sur l'autorisation du lancement de la phase opérationnelle de développement des maisons de santé sur le territoire et notamment celle de Ligny-en-Barrois.

Le 1er octobre 2019, la communauté d'agglomération Meuse Grand Sud et l'ARS Grand Est ont signé la lettre d'engagement afin de sceller ce contrat entre les 2 signataires du futur CLS local. Une convention de financement de 12.000 € est venu compléter le dispositif.

Les objectifs généraux du Contrat Local de Santé sont de :

- ✓ Réduire les inégalités sociales et territoriales de santé
- ✓ Construire une offre de santé de proximité en coordonnant l'action des ARS et des collectivités territoriales
- ✓ Intervenir sur les déterminants de santé
- ✓ Favoriser les parcours de santé cohérents et sans rupture à l'échelle du territoire
- ✓ Mieux coordonner les actions sur les territoires vulnérables
- ✓ Mettre en réseau l'ensemble des acteurs du territoire, favoriser les partenariats pour formaliser un projet de santé commun

Au travers du financement de 12.000 €, un poste est affecté pour moitié à l'animation du Contrat Local de Santé. Plusieurs réunions de travail se sont déroulées et à partir du pré diagnostic élaboré par l'ARS qui doit être complété par ce diagnostic incluant un questionnement des habitants du territoire, quelques pistes de travail ont déjà été pré-identifiées comme :

- ✓ Maintenir l'offre de 1er recours sur le territoire, l'enjeu à ce niveau étant de palier aux départs en retraite des médecins en mettant en œuvre une politique favorisant l'installation pérenne des professionnels de santé sur le territoire par le biais des maisons de santé et de la Maison des professionnels de santé entre autres.

- ✓ Apporter des solutions aux problématiques de santé mentale abordées lors des commissions du CISPD (addictions, troubles de santé mentale...), l'enjeu étant de repérer, prévenir pour mieux agir en donnant, par exemple, des outils d'information et de prévention aux partenaires et en mobilisant les professionnels de santé libéraux sur ces questions.

- ✓ Améliorer la visibilité de l'offre de soins sur le territoire afin que chaque habitant du territoire en ait connaissance et soit informé des actions de prévention et de promotion de la santé proposée sur l'agglomération.

- ✓ Accompagner la transformation de la maternité de Bar le Duc en maison des parents et des enfants

- ✓ Favoriser l'inclusion dans la ville des personnes âgées et handicapées, lutter contre l'isolement des personnes vulnérables sur le territoire par la construction d'un nouvel EHPAD, le portage et le partage de repas et bien d'autres projets en cours ou futurs.

- ✓ Permettre aux habitants d'agir sur les déterminants de santé en faisant rentrer la Communauté d'Agglomération dans le PNNS par exemple

Le calendrier initial a été bouleversé par la crise sanitaire, mais le questionnaire à destination des habitants a pu être lancé le 15 décembre 2020. L'année 2021 devrait permettre de fixer le plan d'actions et de lancer les premières opérations

L'accès aux soins de premiers recours – Projets de santé et maisons médicales

Afin d'accompagner l'ensemble des projets, il a été convenu avec l'ARS fin 2019, qu'elle financerait des actions en faisant appel à des organismes déjà répertoriés et sélectionnés au niveau régional à travers un accord cadre à marchés subséquent.

Le recours à cet accord-cadre (intitulé 2017-39 dans les interventions du Fonds d'Intervention Régional) devrait permettre de mobiliser facilement, et dans des délais assez courts, plusieurs consultants. L'accord-cadre porte sur plusieurs lots :

- Lot 1 : Accompagnement méthodologique au montage du projet pour des structures et dispositifs d'exercices coordonnés
- Lot 2 : Analyse des volets immobiliers des projets de MSP
- Lot 3 : Appui à la structuration juridique

Un cahier des charges avait ainsi été travaillé en commun entre nos services et ceux de la délégation Meuse et transmis début janvier 2020à la direction régionale. Ils prévoyaient les interventions sur les sites de Bar-le-Duc et Tronville, celui de Fains-Véel bénéficiant déjà d'un accompagnement financé par l'agglomération.

La crise sanitaire n'a pas permis leurs démarrages et l'ARS a été dans l'obligation de relancer la procédure de marché subséquent. De ce fait les actions de soutiens aux projets de la Cote Sainte Catherine e du Centre-ville de Bar-le-Duc ont pu démarrer en octobre avec l'intervention du cabinet MAZARS qui doit permettre de déposer le projet de santé de la Cote Sainte-Catherine et de définir le cahier des charges immobilier (pré-esquisse) en y déclinant la spécificité du projet de santé ainsi que de finalier la réflexion sur l'organisation des soins non programmés, de faire évoluer le projet de santé le cas échéant, de mener au bout la réflexion sur la localisation et consolider la forme de portage pour le projet du centre-ville.

Au-delà de ces actions d'accompagnement dont l'agglomération a pu obtenir le portage au titre des engagements financier de l'ARS, des crédits sont inscrits pour finaliser les projets, notamment en termes de maitrise d'ouvrage.

Le chantier de la Maison de Santé de Ligny-en-Barrois a débuté au cours de mois d'aout 2020 pour une livraison attendue vers le mois de septembre 2021. Au-delà de la concertation avec les professionnels sur le suivi du bâtiment et les ajustements, un travail collégial a débuté afin d'élaborer des actions de promotion pour compléter l'offre des professionnels. La vision d'une date de livraison peut permettre d'entrainer une dynamique sur les cellules restantes. D'ores et déjà des contacts sont en cours avec des professionnels de santé (infirmières, médecin, dentistes...) qui sont intéressés pour rejoindre le projet.

Depuis le départ en retraite d'un médecin de Tronville fin juin 2019, le cabinet est resté dans les murs lui appartenant. Les médecins se montrent aujourd'hui réticent à se constituer en exercice coordonné, seule possibilité d'un accompagnement d'une construction de MSP.
Des rencontres, en collaboration avec l'ARS et la municipalité ont déjà eu lieu et doivent continuer pour relancer la dynamique de l'équipe de professionnels.

Maison des professionnels de santé :

Sans pouvoir bénéficier de la mise en œuvre d'un accompagnement par un cabinet externe, l'agglomération a animé durant l'été 2020 avec les partenaires du territoire la réflexion sur les axes suivants :

- Structure : l'offre d'hébergement à développer, les services à proposer, la configuration et le nombre des logements
- Activité : l'offre de formation et d'animation à développer, les moyens à prévoir, la vie étudiante pour favoriser l'inclusion sur le territoire.

Un questionnaire a été diffusé auprès des jeunes professionnels en formation pour recueillir leur souhait. Les acteurs (CD55-e Meuse Santé, IFSI, Médecins Généraliste) ont défini une première ébauche des axes de formation initiale et continue, des publics visés et des postures pédagogiques.

Le travail se poursuit actuellement pour finaliser le cahier des charges immobiliers, le projet d'établissement et le projet de budget de fonctionnement. Un comité technique et de pilotage réunissant l'ensemble des partenaires doit se tenir fin mars et début avril, avant un accompagnement sir la gouvernance et le financement. Il s'agit d'une étape préalable essentielle pour fixer ensuite le projet d'investissement.

Fonction 02 – Moyens Généraux – Autres actions que CIAS

- **Administration générale**

  - **Projet de vente du B 851**

Le Département de la Meuse devrait affermir sa décision d'achat.

- **Assemblée locale**

Le budget nécessaire au versement des indemnités des élus est prévu à hauteur de 245 000 €.
L'article 10 de la loi de finances pour 2017 supprime la retenue à la source spécifique à laquelle étaient soumises les indemnités de fonction perçues par les élus locaux.

La retenue à la source spécifique est supprimée pour les indemnités de fonction perçues à compter du 1er janvier 2017. Les indemnités perçues à compter de cette date sont désormais imposables à l'impôt sur le revenu selon les règles de droit commun applicables aux traitements et salaires.

Toutefois, afin de tenir compte des frais de mandat que l'indemnité de fonction est destinée à compenser, les élus locaux bénéficieront d'un abattement fiscal spécifique correspondant à la « fraction représentative de frais d'emploi » maintenu à son niveau en vigueur avant la réforme dans la limite de 1 fois l'indemnité maximale d'un maire d'une commune de moins de 500 habitants et de 1,5 fois de cette somme en cas de cumul de mandat (à titre d'exemple, en 2016, celle-ci s'élevait à 7 778 € par an, pour un mandat, ou à 11 667 € en cas de cumul de mandats).

- **Adhésion au PETR du Pays Barrois (Pôle d'Equilibre Territorial et Rural)**

Chaque EPCI membre contribue au financement du PETR via une cotisation de 3,40 € par habitant.

Année	Population municipale	Cotisation versée au PETR
2015	36 096	122 726.40 €
2016	36 187	123 036.00
2017	35 851	121 893.40
2018	35 661	121 247.40
2019		
2020		
2021		

En 2018, le PETR fait évoluer ses statuts et les modalités de calcul de la contribution de ses membres, dont nous ne connaissons pas encore l'impact. Toutefois, cette évolution ne devrait pas avoir d'incidence notable pour la communauté d'agglomération.

- **Adhésions et cotisations diverses**

  - Assemblée des communautés de France : 0,105 € par habitant avec une population totale de 37 077 habitants soit 3 894 € ;
  - Conseil d'Architecture d'Urbanisme et de l'Environnement (CAUE) : 0,50 € par habitant (sur la même base que 2016) soit 18 538.50 € avec 37 077habitants au 01/01/2018 ;
  - Citoyens et Territoire (Carrefour des Pays Lorrains) : cotisation forfaitaire de 820 €.
  - Adhésion à AtMO : 6 980 €

- **Informatique et réseaux**

Dépenses de Fonctionnement

Pour l'imprimerie, baisse de 1,17% soit 1080 € correspondant à un ajustement des couts copies.

Pour l'informatique, : hausse de 13,82 % soit 24 583 € Cela correspond essentiellement à la hausse liée à la mise en œuvre en année pleine des licences office365, antérieurement en investissement.

Les Nouvelles demandes récurrentes se neutralise avec moins d'intervention de prestations :

- 2500 € pour la mise à jour annuelle du cadastre
- 2000 € pour le logiciel de la médiathèque, pour permettre les interventions exceptionnelles type mise en place de « Clique et Rapplique », ainsi qu'un libre-service pour les usagers et la maintenance le samedi
- 900 € pour la téléphonie mise en place début 2020 sur les centres nautiques
- 1050 € pour une licence logiciel conception graphique au service Communication
- 600 € pour un logiciel de protection des fichiers confidentiels du CISPD
- 2000 € pour l'abonnement logiciel pour transmettre les rapports à tous les CM des communes de l'Agglo
- 5550 € pour l'hébergement du logiciel courrier par le prestataire

Pour la téléphonie, stabilité malgré la proposition de mise en place d'une connexion au CLEM de Ligny.

Dépense d'Investissement

Pour l'informatique, cela correspond aux acquisitions de licences et de matériels.
245 250 € sont proposés au total, dont 70 350 € en investissements courants :

- Audit de la téléphonie : 10 000 €
- Renouvellement 2 serveurs principaux (hyperviseurs) : 30 000 €
- Renouvellement contrôleur de domaine : 1 500 €
- Renouvellement onduleur : 3 000 €
- Renouvellement pont radio : 2 000 €
- Nouveaux matériels dans les services (PC, tablettes, smartphones) : 3600 €
- Renouvellement des PC dans les services : 12 250 €
- Câblage et wifi au CIM : 5 000 €
- Mobilier pour agents supplémentaires au service informatique : 3000 €
- Déploiement de la fibre Losange (3 dernières années) : 174 900 €

- **Communication**

L'année 2020 a été consacrée à la communication de crise liée à la Covid-19 et à poursuivre le développement d'une stratégie multi-supports (Mag'Agglo, réseaux sociaux, site Internet). La communication numérique a permis à la Communauté d'Agglomération Meuse Grand Sud de se doter d'une vitrine plus importante, mettant en avant les forces vives du territoire, les quelques événements et la continuité des services offerts à la population face à la crise sanitaire. Cela s'est traduit par une augmentation du nombre d'abonnés sur les réseaux sociaux, la création de vidéo-reportages et de web-documentaires traduisant une visibilité plus importante de la collectivité dans le Grand Est et en Meuse.

En 2021 et conformément à nos engagements, nous continuons à développer les actions de communication nécessaires à la compréhension de l'organisation et du fonctionnement des services publics communautaires, également afin de mieux informer nos concitoyens sur les équipements gérés par l'agglomération.

La volonté est de continuer à asseoir cette visibilité et à mieux informer la population à travers une communication multisupport. La communication numérique constitue une priorité avec une présence plus active sur les réseaux sociaux (Instagram, Facebook, YouTube, Twitter, LinkedIn).

La communication s'adapte à la volonté des élus et de la population qui souhaitent plus de transparence et plus d'informations sur les actions **menées** par la collectivité. Ainsi, le travail engagé va permettre de valoriser le territoire, soutenir les initiatives locales et mieux informer les citoyens sur les services publics mis à leur disposition.

La mise en lumière des événements ou projets relatifs au territoire de l'Agglomération continuera à être une priorité. Dans cette même dynamique, nous souhaitons mettre en valeur, par le biais du numérique, les points forts du territoire en termes économique, touristique et de services afin de développer l'attractivité de la CA.

L'année 2021 sera consacrée **à la consolidation** de cette stratégie.

Fonction 1 – Sécurité

Budget Global = 1 297 513 €	
Investissement = 0 €	Fonctionnement = 1 297 513 €

- **Service incendie et secours**

Le conseil d'administration du SDIS a décidé le 06 novembre 2020 d'une augmentation de 0,8 % de la contribution au financement des dépenses du service public de lutte contre les incendies et de secours aux personnes.

La contribution 2021 pour les 33 communes du territoire de la Communauté d'Agglomération sera de 1 272 294 € se décomposant comme suit à partir d'une population DGF 2021 de 36 343 habitants (36 880 habitants en 2020) et d'un potentiel fiscal 2021 de 25 042 021 € (25 177 521 € en 2020) :

- Contribution sur la part habitant = 620 367 € (616 952 € en 2020)
- Contribution sur la part potentielle fiscal = 663 229 € (673 706 € en 2020)
- Part représentative de la disponibilité des sapeurs-pompiers volontaires = 2 201 € (2 417 € en 2020)

L'évolution de la cotisation sera donc la suivante :

- Contribution 2014 = 1 283 498 €
- Contribution 2015 = 1 279 191 €
- Contribution 2016 = 1 271 259 € soit -0.62 %
- Contribution 2017 = 1 262 674 € soit – 0.68 %
- Contribution 2018 = 1 258 833 soit - 0.30 %
- Contribution 2019 = 1 283 491 € soit + 1.96 %
- Contribution 2020 = 1 283 746 soit + 1,20 %
- Contribution 2021 = 1 272 2994 €

Fonction 2 – Enseignement

Campus connecté

Budget Global = **32 398 €**	
Investissement = 1 000 €	Fonctionnement = 31 398 **€**

En 2019, la Communauté d'Agglomération a décidé de répondre à un appel à projet national relatif aux campus connectés. L'enjeu était de permettre à des personnes éloignées des campus universitaires traditionnels, de poursuivre un cursus d'études supérieures à distance, en bénéficiant d'un accompagnement de proximité.

Le projet de Bar-le-Duc a été retenu, parmi 13, au niveau national. La cité scolaire Poincaré accueillant déjà des formations postbac, il a été convenu avec la Région Grand Est et le Rectorat d'installer le campus barisien dans ses locaux.

Au cours de l'année 2019-2020, le campus a accueilli 4 élèves, ce qui se justifie par un lancement tardif, hors cadre du dispositif d'orientation ParcourSup. La capacité maximale est fixée à 10 étudiants.

Au niveau des recettes, Campus connecté bénéficie d'une subvention de l'Etat de 50 000 €, pour les 3 ans et d'une aide de la Région, dédiée aux investissements, de 50 000 €, qui a été consacrée à l'aménagement de la salle réalisé pendant l'été 2020 (montant complété par la Communauté d'agglomération).

Pour les charges, la Communauté d'Agglomération salarie un coordinateur/animateur du Campus (à 80%, depuis le 1/09/2020, au lieu de 50% précédemment).

Depuis la rentrée de septembre 2020, la communauté d'agglomération s'est engagée dans une campagne de communication autour du campus (flyer, information des élèves de terminale, présence sur les réseaux sociaux.
Un nouvel appel à projet a été initié, étendant la période de contractualisation à 5 ans, avec un financement de l'Etat de 50 000 € par an, au lieu de 50 000€ pour 3 ans, dans la version précédente. Le conseil communautaire a validé, en décembre 2020, la candidature à ce nouveau dispositif. Le dossier a été déposé en janvier 2021, retenu dans le cadre d'une première sélection, avec un oral qui s'est déroulé le 10 mars 2021. En attente de la réponse finale qui engagerait la collectivité sur les 5 ans.

Budget Global = **2 794 920 €**	
Investissement = 94 700 €	Fonctionnement = 2 700 220 **€**

Le contexte sanitaire 2020 a mis un coup d'arrêt au fonctionnement des établissements culturels communautaires et à l'organisation des événements qui étaient prévus.

Les agents se sont mobilisés, avec agilité, pour proposer des alternatives au fonctionnement normal en tenant compte des évolutions des protocoles sanitaires. Néanmoins, cette année a été éprouvante pour les usagers de nos établissements et les personnels. C'est forcément avec prudence que les élus et les services ont préparé le budget 2021.

Plusieurs projets prévus en 2020 ont été différés en raison de la crise sanitaire et du report des élections qui a contrarié la prise de décisions : ce sera le cas du schéma directeur de la culture, dont le cahier des charges est finalisé, qui sera engagé au 1er trimestre ; les échanges avec l'Etat ont repris pour investir les locaux du cadastre afin d'y installer les collections de la médiathèque et du musée, sans s'interdire la perspective d'une autre solution à moyen terme.

- **Cité des Leuques**

L'accompagnement de l'association La Cité des Leuques est maintenu pour l'année 2021, avec une subvention de fonctionnement de 2 500 €. Les services communautaires accompagneront l'association, en lien avec l'Office de Tourisme Sud Meuse, pour valoriser le sentier de randonnée dont la réalisation a été financée en 2020.

- **Enseignement musical - Conservatoire Intercommunal de Musique (CIM)**

Depuis le transfert de la ville de Ligny-en-Barrois vers l'Agglomération, de l'école de musique, au 1er janvier 2017, les deux entités forment un établissement unique : le conservatoire intercommunal de musique, dont l'activité se décline sur deux sites permanents (Bar-le-Duc et Ligny-en-Barrois – 450 élèves, dont 1/3 d'adultes) et de nombreuses actions hors des murs (musiques d'ensembles – 200 amateurs, interventions dans les écoles – 800 élèves concernés).

Si les fonctions comptables restent dissociées entre les 2 écoles de musique, l'ensemble du 012 est affecté au CIM, pour simplifier la gestion, car les enseignants sont identiques pour les 2 sites.

Depuis mars 2020, le fonctionnement du CIM a été fortement contrarié par la crise sanitaire. Les enseignants ont néanmoins réussi à conserver le lien avec les élèves, mais toutes les pratiques d'ensemble ont été supprimées. L'année 2021 constituera un véritable défi, avec la volonté de reprendre un fonctionnement normal, l'étude de l'éventualité de la création de la classe danse reportée à la rentrée 2021-2022 et le départ en retraite du responsable de l'établissement, en fin d'année.

Pour 2020, le CIM poursuivra les projets initiés l'an dernier, parmi lesquels la mise en œuvre du dispositif « Orchestre à l'école », à l'école Camille CLAUDEL, à Bar-le-Duc (secteur REP+) et à l'école Bernard THEVENIN, à Ligny-en-Barrois (quartier de veille active). L'animation est menée via des intervenants

extérieurs qui vont amener de vrais instruments de musique et les confier aux enfants, autour d'un projet de musique d'ensemble qui aboutira en fin d'année scolaire.

Avec 877 000 €, la masse salariale constitue l'essentiel des dépenses du CIM (89 %), ce qui restreint la flexibilité des arbitrages budgétaires. Les recettes sont constituées de la participation des usagers (150 000 €) et de subventions obtenues auprès de la DRAC, du Conseil Départemental, pour 85 000 €, ainsi que des villes de Bar-le-Duc et Ligny-en-Barrois pour les projets menés avec les écoles et la formation des musiciens de l'école de musique. Le coût net de cet établissement s'établit à 750 000 €.

Evolution de la charge nette du CIM (Bar-le-Duc)										
	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	Moyenne 2013/2020	BP 2021
Dépenses	798 397,93	816 121,24	831 971,99	853 120,96	961 204,36	978 043,48	948 702,73	951 084,66	892 330,92	964 588,00
Recettes	210 103,02	185 061,14	222 911,98	317 012,32	202 972,03	200 909,13	247 802,46	140 275,04	215 880,89	215 000,00
Coût net	588 294,91	631 060,10	609 060,01	536 108,64	758 232,33	777 134,35	700 900,27	810 809,62	676 450,03	749 588,00

- **Ecole de musique de Ligny en Barrois (CLEM)**

Evolution de la charge nette du CLEM										
	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	Moyenne 2013/2020	BP 2021
Dépenses	119 095,70	126 689,73	129 287,89	121 981,12	23 168,30	16 300,70	17 430,17	11 656,13	70 701,22	24 550,00
Recettes	48 657,72	45 463,34	46 547,64	42 724,69	34 081,40	32 004,90	34 955,50	10 070,90	36 813,26	20 000,00
Coût net	70 437,98	81 226,39	82 740,25	79 256,43	-10 913,10	-15 704,20	-17 525,33	1 585,23	33 887,96	4 550,00

- **Médiathèques communautaires Jean Jeukens et Jeanne Ancelet-Hustache**

Depuis le 1er janvier 2017, le réseau des Médiathèques Intercommunales de l'agglomération intègre la Bibliothèque Municipale de Ligny-en-Barrois, suite au transfert de cet équipement.

Le système informatique des 2 sites a été harmonisé afin de permettre de travailler sur une base commune, ce qui permet également de réserver un ouvrage disponible, parmi les 250 000 références, sur l'un ou l'autre des deux sites, de le restituer indifféremment à Bar-le-Duc ou à Ligny-en-Barrois. Ce sont plus de 3 000 lecteurs qui bénéficient des 2 médiathèques, dont 90% habitent le territoire de l'Agglomération.
Le transfert des documents entre les deux sites est réalisé deux fois par semaine par le vaguemestre.

Pendant la crise sanitaire, les médiathèques n'ont pu accueillir normalement le public, mais se sont adaptées en proposant un service de « clique et rapplique », permettant de réserver des ouvrages et de venir les retirer et les rapporter sur rendez-vous ; l'accès aux ouvrages numériques a également été fortement développé.

La masse salariale représente 554 500 €, soit 67% du budget de l'établissement établi à 830 000€, avec un coût net de 811 000 €, ce type d'activité étant peu financé.

L'établissement propose également de nombreuses animations tout au long de l'année, sur les 2 sites (expositions, conférences, artistes en résidence, accueils de scolaires et animations hors des murs) et participe au Plan Local d'Education Artistique initié par la Ville de Bar-le-Duc et dorénavant porté par la communauté d'agglomération.

Les problématiques identifiées sur le bâtiment (clos-couvert et fonctionnalités) ne peuvent être résorbées pour l'instant, car un préalable est l'aménagement d'un lieu pour les réserves et l'obtention des moyens pour réaliser des travaux.

Evolution de la charge nette de la Médiathèque Jean JEUKENS										
	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	Moyenne 2013/2020	BP 2021
Dépenses	621 098,37	610 263,56	641 773,94	628 343,09	664 749,62	674 952,65	657 658,66	672 828,82	646 458,59	697 365,00
Recettes	13 931,50	13 748,21	35 236,09	13 558,97	17 173,47	17 970,32	19 417,52	8 515,51	17 443,95	16 000,00
Coût net	607 166,87	596 515,35	606 537,85	614 784,12	647 576,15	656 982,33	638 241,14	664 313,31	629 014,64	681 365,00

- **Médiathèque Ligny en Barrois**

Evolution de la charge nette de la Médiathèque de Ligny en Barrois										
	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	Moyenne 2013/2020	BP 2021
Dépenses	95 775,79	104 414,05	104 600,53	95 422,41	98 842,89	108 303,38	110 656,07	111 871,93	103 735,88	131 348,00
Recettes	7 038,86	10 885,58	5 508,21	2 667,45	1 913,01	2 177,23	2 289,39	2 341,81	4 352,69	2 000,00
Coût net	88 736,93	93 528,47	99 092,32	92 754,96	96 929,88	106 126,15	108 366,68	109 530,12	99 383,19	129 348,00

- **Musée Barrois**

Après la réorganisation engagée en 2019, le musée fonctionne avec une nouvelle répartition des tâches tenant compte des besoins et des compétences de chaque agent. Au-delà des œuvres présentées, le Musée organise de nombreux rendez-vous (expositions, conférences, ateliers et visites guidées) pour valoriser son patrimoine. La qualité des collections est reconnue puisque des musées de renom empruntent régulièrement des œuvres et les visites représentent plus de 10 000 passages.

L'activité 2020 a été fortement perturbée puisque le musée n'a pu ouvrir que quelques semaines dans l'année. Néanmoins, l'équipe a fait preuve d'imagination pour promouvoir les œuvres qui composent les collections, via les ressources numériques.

La conservation des œuvres constitue néanmoins un problème récurrent signalé par le Ministère de la Culture, pour lequel la création de réserves est indispensable. Le bâtiment nécessitera également des travaux de structure à intégrer dans le prochain PPI, imposant de déplacer l'intégralité des collections, soit plus de 25 000 objets qu'il faudra inventorier et conditionner, ce qui représente près de 2 ans de travail. L'équipe va profiter de ce début d'année, où l'accueil du public est contrarié par la crise sanitaire pour déterminer le protocole scientifique de recollement des collections.

Parallèlement, la collectivité doit trouver un lieu d'accueil aux collections, afin de rendre libre le musée pour envisager les travaux de réhabilitation du musée. Un échange est en cours avec l'Etat, pour la mise à disposition de l'un des bâtiments de la cité administrative, auparavant affecté aux services du cadastre.

Le fonctionnement du Musée représente un budget de 313 000 €, dont 193 000 € de masse salariale, soit 62%.

Evolution de la charge nette du Musée Barrois										
	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	Moyenne 2013/2020	BP 2021
Dépenses	401 973,40	371 492,35	363 608,75	310 569,03	336 871,51	365 970,23	317 801,65	283 032,70	343 914,95	313 512,00
Recettes	41 682,47	31 280,72	20 935,16	12 440,37	20 194,28	24 246,47	13 462,52	12 189,35	22 053,92	17 700,00
Coût net	360 290,93	340 211,63	342 673,59	298 128,66	316 677,23	341 723,76	304 339,13	270 843,35	321 861,04	295 812,00

- **CTEAC – Contrat Territorial d'Education Artistique et Culturelle**

Depuis le 1er janvier 2020, le Plan Local d'Education Artistique porté depuis 1993 par la Ville de Bar-le-Duc a été transféré à la Communauté d'Agglomération. L'enjeu principal étant de permettre à tous les écoliers du territoire de bénéficier de ce dispositif, si les communes ou SIS en charge des écoles le souhaitent. Les subventions obtenues auprès de la DRAC et du Conseil Départemental sont mises en commun et chaque commune ou SIS assume le coût résiduel de son projet.

La convention scellant le Contrat Territorial d'Education Artistique et Culturelle est en cours de finalisation, avec les partenaires. Les projets mis en œuvre bénéficient de l'appui des établissements culturels communautaires (conservatoire de musique, médiathèques, musée), ainsi que de l'ACB – Scène Nationale.

Quelques projets ont été initiés en 2020, avec les écoles volontaires.

- **Salle La Barroise**

Les travaux de construction se sont achevés en novembre 2019, l'inauguration s'est déroulée en janvier 2020.

Malheureusement, la crise sanitaire n'a pas permis d'accueillir une grosse partie de la quarantaine de manifestations prévues. Néanmoins, celles qui se sont réalisées ont permis d'utiliser la salle dans ses différentes configurations (spectacle avec et sans gradin, salon, séminaire...).

La Communauté d'Agglomération n'a pas vocation à organiser des manifestations dans la salle, mais a souhaité disposer d'une programmation de spectacles, confiée, après procédure de marché public, à LABEL LN, prestataire reconnu dans le Grand Est, pour les 6 premiers mois de fonctionnement, complété par un marché pour les 3 prochaines années, à raison de 10 manifestations par an.

En raison du report de plusieurs des événements prévus en 2020, en raison de la crise sanitaire, une prolongation du marché est envisagée.

Pour le lancement, le choix d'une gestion de l'établissement en régie a été retenu. Une équipe a été constituée pour assurer le fonctionnement de la salle, avec une configuration minimale (4 agents : un responsable de l'équipement, 1 régisseur, 1 personnel technique et 1 agent administratif), complétée par des vacations, selon les besoins. La fin d'année 2020 a été marquée par le départ du responsable du site et du technicien. D'autres mouvements de personnels au niveau de la direction de la culture ont débouché sur une nouvelle organisation, renforçant l'équipe avec un régisseur adjoint et intégrant des missions transversales, pour ne pas augmenter la masse salariale globale.

Le budget de fonctionnement de la salle a été arrêté à 425 000, avec 183 000 € de masse salariale (soit 43%) et un coût net fixé à 360 000 €, au maximum.

Evolution de la charge nette de La Barroise				
	CA 2019	CAA 2020	Moyenne 2013/2020	BP 2021
Dépenses	110 825,47	321 160,17	215 992,82	423 650,00
Recettes	4 668,00	70 027,07	37 347,54	65 000,00
Coût net	106 157,47	251 133,10	178 645,29	358 650,00

Budget Global = **2 906 573 €**	
Investissement = 431 290 €	Fonctionnement = 2 475 283 €

Depuis les derniers transferts au 1er janvier 2017, la communauté d'agglomération gère en régie 8 équipements sportifs : 2 piscines (Ligny en Barrois et Bar-Le-Duc), 5 gymnases (2 à Bar-Le-Duc, 2 à Ligny-en-Barrois et 1 à Tronville-en-Barrois), un complexe dédié au tennis et 2 stades (Bar-Le-Duc).

La Communauté d'Agglomération a décidé, en 2019, d'engager une étude en vue de réaliser un schéma directeur des sports, s'appuyant sur une analyse des pratiques encadrées et libres, un inventaire quantitatif et qualitatif des équipements sportifs du territoire. La restitution prévue au 1er semestre 2020 a été reportée en raison de la crise sanitaire, mais interviendra au 1er trimestre 2021. Suivront la détermination d'une stratégie partagée d'accompagnement des pratiques et l'élaboration d'un programme pluriannuel d'investissement sur les équipements, construits pour la plupart il y a plus de 40 ans, afin d'adapter l'offre aux besoins du territoire.

L'utilisation des équipements sportifs par les clubs du territoire a été fortement perturbée par la crise sanitaire, même si les services se sont adaptés pour permettre toutes les utilisations à partir du moment où les protocoles le permettaient.

Les équipements sportifs communautaires, livrés en 2018, ont démontré leur utilité localement, avec une fréquentation en nette augmentation du stade Jean BERNARD, notamment pour le terrain synthétique ; pour les équipements tennistiques, l'association nouvellement créée au bénéfice des jeunes du quartier compte plus de 200 licenciés qui ne fréquentaient pas les installations auparavant. Les installations sont également appréciées au plus haut niveau, puisque l'Union Tennis Barisienne a accueilli un tournoi international « Tennis Europe U14 » en février 2020, avec un engagement pour 3 ans. Le tournoi de début 2021 est reporté à l'automne.
Le championnat de France de Tennis adapté, prévu en juin 2020 est reporté en 2021.

Concernant le fonctionnement, le cadre fixé a été respecté par le service, avec un budget global de 1 017 000 €, dont 50% en masse salariale.

Les agents du service assurent en régie les interventions d'accueil, de gardiennage et d'entretien des installations, hormis pour les équipements transférés situés sur le secteur Centre-Ornain et le gymnase Beugnot, à Bar-le-Duc où l'entretien des locaux a été externalisé (chantiers d'insertion). L'évolution importante des coûts d'entretien impose une renégociation des contrats, voire une solution alternative.

- **Service des sports de l'agglomération**

Evolution de la charge nette du service des Sports										
	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	Moyenne 2013/2020	BP 2021
	Ville de Bar			Communauté d'agglomération						
Dépenses	165 920,83	189 119,14	168 194,44	418 805,20	468 320,85	471 638,75	556 741,58	520 761,65	369 937,81	522 649,00
Recettes	3 632,00	2 155,00	8 815,00	0,00	426,43	0,00	1 112,92	629,80	2 096,39	0,00
Coût net	162 288,83	186 964,14	159 379,44	418 805,20	467 894,42	471 638,75	555 628,66	520 131,85	367 841,41	522 649,00

* à partir de 2016, intégration des frais de personnel des gymnases de Bar le Duc

- **Les gymnases et stades de Bar-Le-Duc, Tronville et Ligny en Barrois**

  - **Gymnases et stades de Bar-le-Duc**

En raison du lancement du schéma directeur des sports, l'étude de maîtrise d'œuvre pour la rénovation du Gymnase Bradfer a été suspendue. Il est nécessaire de considérer l'évolution du quartier où est implanté ce gymnase, avec la construction du cinéma qui va impacter les capacités de stationnement utilisées par les usagers du gymnase.

Une étude est intégrée dans les investissements, en ciblant prioritairement la Côte Sainte Catherine, avec l'option d'une construction nouvelle dans l'enceinte du stade, en lieu et place du gymnase actuel. Cette option permettrait d'assurer la continuité d'exploitation du gymnase actuel pendant la période des travaux, avant sa déconstruction qui permettrait de compléter les espaces naturels autour de l'EHPAD.

Evolution de la charge nette des gymnases et stades de Bar-le-Duc										
	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	Moyenne 2013/2020	BP 2021
	Ville de Bar			Communauté d'agglomération						
Dépenses	503 154,67	508 224,94	487 989,99	158 370,68	241 994,29	227 851,08	297 551,76	299 795,63	340 616,63	306 856,00
Recettes	3 259,86	23 474,72	20 057,99	1 585,00	17 640,00	18 490,30	18 480,00	40 722,52	17 963,80	18 480,00
Coût net	499 894,81	484 750,22	467 932,00	156 785,68	224 354,29	209 360,78	279 071,76	259 073,11	322 652,83	288 376,00

  - **Gymnase de Tronville**

L'entretien courant (ménage) fait l'objet d'une prestation de service confiée à une structure d'insertion qui intervient également au gymnase Léo LAGRANGE et au gymnase VERNET, à Ligny-en-Barrois.

Evolution de la charge nette du Gymnase de Tronville-en-Barrois										
	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	Moyenne 2013/2020	BP 2021
	Ville de Tronville			Communauté d'agglomération						
Dépenses	NS	NS	42 103,79	11 161,09	24 982,04	32 992,74	42 247,64	33 100,64	NS	51 681,00
Recettes	NS	NS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	NS	0,00
Coût net	NS	NS	42 103,79	11 161,09	24 982,04	32 992,74	42 247,64	33 100,64	NS	51 681,00

- Gymnases de Ligny-en-Barrois

  - Gymnase Léo Lagrange

Evolution de la charge nette du Gymnase Léo Lagrange										
	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	Moyenne 2013/2020	BP 2021
Dépenses	40 552,62	95 240,96	46 401,02	52 364,86	51 131,78	53 299,87	46 761,39	55 178,82	55 116,42	74 756,00
Recettes	0,00	9 563,40	10 669,71	891,78	10 670,02	9 164,00	5 916,00	7 665,00	6 817,49	6 900,00
Coût net	40 552,62	85 677,56	35 731,31	51 473,08	40 461,76	44 135,87	40 845,39	47 513,82	48 298,93	67 856,00

  - Gymnase Vernet à Ligny-en-Barrois

Evolution de la charge nette du Gymnase Vernet										
	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	Moyenne 2013/2020	BP 2021
Dépenses	57 454,39	59 803,93	52 543,28	27 681,83	34 876,41	52 843,83	61 088,73	42 640,85	48 616,66	60 682,00
Recettes	16 048,49	4 926,60	3 763,08	470,26	0,00	11 430,00	5 916,00	3 360,00	5 739,30	1 764,00
Coût net	41 405,90	54 877,33	48 780,20	27 211,57	34 876,41	41 413,83	55 172,73	39 280,85	42 877,35	58 918,00

  - Piscines communautaires

Suite à la décision de mettre fin à la DSP pour la gestion de la piscine de LIGNY-EN-BARROIS, les 2 équipements sont gérés en régie. Les investissements réalisés sur le site de Ligny ont permis d'améliorer la qualité des eaux de baignade, avec des analyses dorénavant systématiquement conformes, alors que ce n'était pas le cas précédemment, avec plusieurs décisions de fermeture administrative.

Faute d'un accord amiable avec la société EQUALIA qui exploitait la piscine de Ligny-en-Barrois, la Communauté d'Agglomération avait saisi le Tribunal Administratif. Le jugement rendu en décembre 2019 condamne l'ancien délégataire à nous verser la somme de 56 000 € (défaut de respect des engagements pour l'entretien des locaux, recettes perçues en 2016 pour des prestations à réaliser après l'échéance de la DSP...). La société EQUALIA n'ayant pas engagé de procédure d'appel, la mise en recouvrement de cette dette est engagée.

Depuis 4 ans, le chef d'établissement en charge des 2 piscines est directement mobilisé sur le respect du coût net d'exploitation, fixé à 1,2 M€.

Le budget global des 2 piscines s'établit à 1 460 000 M€, dont 870 000 € de masse salariale (60%). Les recettes prévisionnelles liées à la participation des usagers sont estimées à 240 000 €. L'exercice n'est pas simple, en raison de la crise sanitaire qui devrait encore impacter l'année 2021.

Un budget de 130 000 € est prévu en 2021 sur la piscine de Ligny et de 150 000€ sur la piscine de bar le Duc sur une mise à jour des équipements techniques. Un dossier de maîtrise d'œuvre commun sera conduit en début d'année pour préparer aux travaux dès l'été 2021

- Centre Nautique de Bar-Le-Duc

Evolution de la charge nette du Centre Nautique de Bar-Le-Duc										
	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	Moyenne 2013/2020	BP 2021
Dépenses	887 938,93	872 665,89	915 261,10	904 515,84	888 070,12	855 746,48	991 995,08	764 037,01	885 028,81	890 632,00
Recettes	203 536,83	190 951,73	200 597,11	207 757,83	203 429,29	236 716,31	215 468,94	24 143,93	185 325,25	150 000,00
Coût net	684 402,10	681 714,16	714 663,99	696 758,01	684 640,83	619 030,17	776 526,14	739 893,08	699 703,56	740 632,00

- Piscine de Ligny-en-Barrois (fin de la DSP EQUALIA et reprise en régie au 1er janvier 2017)

Evolution de la charge nette du centre nautique de Ligny-en-Barrois										
	CA 2013	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017	CA 2018	CA 2019	CA 2020	Moyenne 2013/2020	BP 2021
	DSP				Régie					
Dépenses	583 045,74	691 485,72	413 708,71	571 090,14	531 336,24	496 514,46	562 934,72	529 394,10	547 438,73	568 027,00
Recettes	26 189,38	30 984,72	23 974,86	37 628,08	107 532,52	114 760,70	93 024,00	90 836,23	65 616,31	90 000,00
Coût net	556 856,36	660 501,00	389 733,85	533 462,06	423 803,72	381 753,76	469 910,72	438 557,87	481 822,42	478 027,00

Fonction 5 – Interventions sociales

- **La politique de la ville**

Dans le cadre de sa compétence obligatoire politique de la ville, la communauté d'agglomération a mis au point avec tous les partenaires un programme sur toute l'agglomération y compris le contrat de ville pour le quartier de la Côte Sainte Catherine pour la période 2015/2020. Un avenant le prolongeant doit être conclu début 2020.

Cette politique englobe les grands axes suivants :

- La prévention santé sur tout le territoire de l'agglomération avec des actions concrètes dont les 2 plus significatives sont sur Ligny en Barrois et Bar-le-Duc
- L'ingénierie de projet au service des associations et communes du territoire
- La prévention de la délinquance avec, entre autres, l'animation du CISPD sur tout le territoire permet à la CA d'être reconnue comme acteur incontournable de la question.
- La médiation sociale
- Un observatoire territorial qui doit animer l'élaboration d'une Analyse des Besoins Sociaux en 2020 / 2021
- Le suivi et l'animation du contrat de ville sur le quartier de la Côte Sainte Catherine à Bar-le-Duc

La richesse du contenu de cette politique porte sur les agents de l'agglomération et, grâce à la présence d'un contrat de ville sur le territoire, l'Etat cofinance cette ingénierie à hauteur de 10 000 Euros annuels. Somme que l'agglomération espère chaque année maintenir à ce niveau.

Ce budget repose avant tout sur sa masse salariale qui représente 85% du budget et qui est consacrée pour tous les agents à l'action concrète et à la présence sur le terrain. L'essentiel des charges de fonctionnement est consacré à la participation au financement des actions.

Avec un financement de la Ville de Bar-Le-Duc via la CLECT, l'aide de 8 000 € pour le financement d'un poste d'intervenant social mis à disposition par le Centre Social d'Argonne est portée à 10 000€. Ce poste est cofinancé par le CIAS, le Conseil Départemental et l'Etat.

- **Mission Locale Sud Meusien**

L'adhésion à la Mission Locale du Sud Meusien génère une cotisation de 45 164 € avec une augmentation de 0,8 %, soit 1,20 €/habitant, pour une population totale de 37 077 habitants.

Les cotisations évoluent donc comme suit :

- 2013 : cotisation de 1,16 par habitant.
- 2014 : cotisation de 1,18 par habitant avec 37 990 habitants,
- 2015 : cotisation de 1,19 € par habitant avec 37 662 habitants soit 44 817,78 €
- 2016 : cotisation de 1,20 € par habitant avec 37 636 habitants soit 45 163,20 €
- 2017 : cotisation de 1,20 € par habitant avec 37 611 habitants soit 44 773,20 €
- 2018 : cotisation de 1.20 € par habitant avec 37 077 habitants soit 44 492,40 €
- 2019 : cotisation de 1.20 € par habitant avec 36 577 habitants soit 43 892,40 €
- 2020 : cotisation de 1.20 € par habitant avec 36 005 habitants soit 43 206 €
- 2021 : cotisation de 1,20 € par habitant avec 35 607 habitants soit 42 728.40 €

- **Maintenance sur les défibrillateurs**

La CODECOM de Bar-le-Duc avait initié une campagne d'installation de défibrillateurs, avant la fusion, et prévu un contrat de maintenance de ces équipements. Cette compétence n'est pas mentionnée dans les statuts de la Communauté d'Agglomération, puisqu'elle ne s'exerce pas sur l'ensemble du territoire communautaire. Avec une évolution de la réglementation sur les défibrillateurs, il est envisagé de ne conserver au niveau de la communauté d'agglomération que les équipements implantés dans les équipements communautaires, tout en proposant une commande groupée pour l'entretien des défibrillateurs installés dans les équipements communaux.

- **Accueil de Jeunes**

La subvention versée à l'accueil des jeunes représente 8 350 €. Pour rappel, la répartition antérieure était de 3 850 € au titre de la CA et de 4 500 € au titre de la ville de Bar le Duc (transfert validé en CLECT depuis 2018).

- **Fourrière animale – refuge de Cathy**

Pour l'année 2021, la Communauté d'Agglomération versera une adhésion sur la base de 1,10 € par habitant, soit 40 500 €, d'après une convention de 3 ans.

Le Refuge de Cathy assure une mission de service public indispensable, au vu des statuts de la collectivité. Le site hébergeant l'association a fait l'objet d'une alerte des services de l'Etat, pour des problématiques sanitaires nécessitant un investissement important auquel l'Agglomération pourrait être associé. Au lieu de l'étude de faisabilité envisagée en 2020, un recours au Dispositif Local d'Accompagnement de la Meuse a été initié par l'association, qui permettra d'avoir une vision globale de l'équipement et des investissements à piloter.

- **Aires d'accueil des gens du voyage**

Suite à l'avis défavorable émis fin 2019, sur le schéma départemental d'accueil des gens du voyage proposé par le Préfet, un nouveau tour de table devait être organisé au cours du 1er semestre 2020. La crise sanitaire n'a pas permis de réunir les collectivités concernées. Des échanges se sont néanmoins déroulés, confirmant la nécessité pour la Communauté d'Agglomération d'offrir une vingtaine de places sur ses aires permanentes. Le projet d'extension de la société EVOBUS, à Ligny-en-Barrois, pourrait imposer le déplacement de l'aire de Givrauval, voisine. Les services de l'Etat, en cas de reconstitution d'une aire, pourraient accepter que ce soit sur un seul site, avec un terrain communautaire identifié à Givrauval, à quelques centaines de mètres de l'aire actuelle. Le concours de l'Etat serait significatif pour ce projet (70%).

Pour l'instant, l'aire de Bar-le-Duc reste fermée et l'accueil permanent se déroule exclusivement à Givrauval, avec un remplissage proche de 100% et de nombreux refus, faute d'emplacement disponible.

L'aire de grand passage n'a pas été fréquentée pour de grands rassemblements, car les déplacements n'étaient pas autorisés. Le terrain a été occupé pendant plusieurs semaines par un cirque qui ne pouvait se produire.

Sur l'aire de Bar-Le-Duc

La requalification de l'aire envisagée pour un coût de 580 000€ a été retardée car l'implantation démontre ses limites de capacité foncière pour le projet envisagé avec des blocs sanitaires individualisés et la Préfecture autorise le regroupement des 2 aires sur un seul site. L'aire demeure fermée pour raisons de salubrité.

Sur l'aire de Givrauval

Cette aire est constamment remplie (10 emplacements), suite à la fermeture de l'aire de Bar-le-Duc. Les charges de fonctionnement prévisionnelles s'élèvent à 63 000€, partiellement compensées par la participation des résidents (15 000€) et la CAF (15 000€). L'augmentation des charges est liée à la mise en œuvre d'une astreinte électrique.

Ces charges ne tiennent pas compte de la masse salariale de l'agent en charge de l'accueil des voyageurs.

L'entretien de l'aire est assuré par un chantier d'insertion.

- **Aire de grands passages**

Pour 2021, le budget de fonctionnement est de 25 000 €, la dépense la plus élevée correspond à la convention passée avec le Chantier d'insertion de l'ADAPEIM pour l'entretien du site à hauteur de 6 000 € et une provision pour des frais de contentieux de 1 500 €.
Les recettes 2021 sont estimées à 1 500 € de redevance des groupes de passage.

En raison d'un décret d'avril 2019, quelques travaux seront à prévoir pour doter l'aire d'un candélabre d'éclairage public et d'une aire de dépotage des eaux usées. Les travaux seront réalisés en 2021.

- **Projet : création de terrains familiaux pour 3 familles :**

Constatant que certaines familles ne quittent plus le territoire et aspirent à s'installer durablement dans une espace qu'elles pourraient personnaliser, le schéma d'accueil des gens du voyage prévoit la création de terrains familiaux. La démarche n'a pas abouti pour l'instant faute d'un terrain adapté. Néanmoins, le montant destiné aux études a été maintenu.

Cette implantation aurait un intérêt certain : possibilité de choisir les familles, parmi celles qui ne posent pas de souci et encaissement d'un loyer régulier (et non d'une simple taxe de séjour).

Fonction 7 – Logement

Budget Global = 0 €	
Investissement = 0 €	Fonctionnement = 0 €

OPAH/OPAH-RU

Suite à la réalisation d'une étude pré-opérationnelle finalisée en 2020, la Communauté d'Agglomération a pu établir deux conventions d'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) et d'OPAH-Renouvellement Urbain qui visent à favoriser la rénovation de logements privés sur l'ensemble du territoire communautaire.

Ces opérations seront lancées en 2021 avec le recrutement d'un prestataire de suivi-animation dont le rôle sera de déployer la communication autour du dispositif, d'accompagner les particuliers dans leur projet et de réaliser les dossiers de demande d'aide. En complément, il devra, sur la première année, approfondir le volet de renouvellement urbain en analysant les immeubles sur lesquels une action publique pourrait être nécessaire.

Pour permettre le lancement de cette mission, une somme de 100 000 € a été inscrite. Des recettes sont attendues de la part de l'ANAH, de la Région et de la Banque des Territoires pour financer la prestation de suivi/animation.

Au regard du calendrier de lancement, les aides aux particuliers n'ont pas été inscrites au budget, leur versement devrait démarrer en 2022.

Politique de l'habitat

De manière complémentaire, la Communauté d'Agglomération maintien son enveloppe dédiée au ravalement de façades à hauteur de 30 000 €.

Une action d'animation sur la rénovation du logement est également prévue avec une réalisation attendue au second semestre. Complémentaire aux dispositifs d'aides, elle visera à travailler sur les enjeux de la qualité de la rénovation de l'habitat pour acculturer les propriétaires immobiliers du territoire. Elle pourra également répondre aux enjeux liés à l'auto rénovation pour les ménages les plus modestes.

Enfin, la Communauté d'Agglomération, en lien avec le Pays Barrois s'est engagée dans le dispositif régional SARE qui vise à remplacer les anciens espaces info énergie (EIE).

Fonction 8 – Aménagement et service urbain, environnement

Budget Global = 1 175 224 €	
Investissement = 423 640 €	Fonctionnement = 751 584 €

- **Assistance aux communes**

Cette action s'est concrétisée en 2015, les communes intéressées ont passé convention avec la Communauté d'agglomération pour bénéficier d'une assistance générale sur la base d'un coût de 0,75€/habitant.

Suite au départ en retraite du collaborateur en charge de cette mission et de l'échec dans la tentative de recrutement, il est proposé de ne pas faire d'appel de cotisation auprès des communes, qui peuvent se tourner vers le Conseil Départemental, porteur d'une offre assez semblable.

Les prochains mois permettront d'étudier la possibilité de relancer cette offre.

- **Stratégie foncière – Etude EPFL**

Sur les territoires à enjeux recensés par la Communauté d'Agglomération, les objectifs recherchés par cette étude visaient à :

- Impulser une politique foncière proactive permettant notamment la reconstitution de réserves foncières sans mobiliser à court terme les moyens financiers de la CA ou des Communes
- Maîtriser l'urbanisation et l'organisation d'un site en acquérant les accès et les parcelles stratégiques
- Garantir un aménagement d'ensemble cohérent et faire évoluer certains projets privés vers les objectifs urbains affichés par la puissance publique
- Contenir les prix fonciers pour éviter une surenchère préjudiciable aux projets ou pour placer la collectivité en position favorable face à des constructeurs privés dans son exigence de produits de qualité intégrant le développement durable

Les conclusions de l'étude de stratégie foncière menée en partenariat avec l'EPFL et engagée courant 2017 ont été rendues en septembre dernier par le groupement Avant-Projet / CODRA en charge des prestations. Du diagnostic territorial réalisé découlent des préconisations en termes de production de logements à horizon 2030 et un programme d'actions foncières éligibles aux critères de l'EPFL en termes de portage foncier. Les grandes orientations et les axes de développement proposés ont été validés le 6 décembre 2018 par le Conseil communautaire. Les éléments de cette étude et tout particulièrement les projections et objectifs chiffrés devront être pris en compte dans l'élaboration des futurs documents d'urbanisme (SCOT, PLUi, PLU), notamment en termes de consommation foncière.

Ce dossier n'a pu aboutir en 2020 et est reporté en 2021.

- **Maîtrise foncière quartier st Jean**

Les opérations de maîtrise foncière engagées sur le quartier Saint-Jean sont aujourd'hui finalisées. L'EPFL a rétrocédé l'emprise Baumann à la Communauté d'Agglomération par un acte du 28 juin 2017. Selon les termes d'un protocole d'accord en dates des 22 et 25 avril 2016 et d'un acte d'échange de biens sans soulte signé le 15 novembre 2018, l'établissement de coopération intercommunal a remis ce terrain, d'une superficie de 86 a 41 ca, à la ville de BAR-LE-DUC tandis que cette dernière lui a apporté une emprise de 1 ha 08 a 62 ca située sur La Sapinière pour la construction du futur EPHAD.

Cet espace a été rétrocédé à cette fin au CIAS par un acte en date du 28 janvier 2019. Le remboursement des annuités dues à l'EPFL pour le portage foncier pendant 5 ans se montera à 112 571,97 € en 2019 et 111 468,33 € en 2020. L'immeuble Fauchery est quant à lui devenu propriété de la Communauté d'Agglomération dans des conditions similaires le 29 juin 2017. Les remboursements correspondants se monteront à 63 146,47 € en 2019 et 62 527,38 € en 2020. L'immeuble qui ne peut finalement entrer dans le programme de requalification a été cédé en 2020.

Le recrutement d'un aménageur permettra d'envisager une cohérence globale pour l'organisation de ce quartier, entre les différents projets envisagés (espace administratif, habitat, hall bouliste, stationnement et circulations).

- **Urbanisme**

La loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové dite loi ALUR du 24 mars 2014 comportent des dispositions nouvelles importantes sur la gestion de la compétence urbanisme dans les EPCI et les communes notamment par la fin de la mise à disposition gratuite des services de l'Etat.

- **Instruction ADS pour les communes (démarrée le 1er juillet 2015)**

Ainsi, depuis le 1er juillet 2015, le service Urbanisme de la Communauté d'agglomération assure l'instruction pour 17 communes de son territoire : Behonne, Beurey-sur-Saulx, Combles-en-Barrois, Fains-Véel, Givrauval, Guerpont, Ligny-en-Barrois, Longeville-en-Barrois, Naives-Rosières, Resson, Robert-Espagne, Savonnières-devant-Bar, Silmont, Trémont-sur-Saulx, Tronville-en-Barrois, Val-d'Ornain, et Velaines. Son périmètre s'est agrandi en 2016 avec l'intégration de la commune de Chanteraine suite à l'approbation de son PLU.

Il convient aussi de signaler qu'à compter du 1er janvier 2017, sur notre territoire, 7 communes dotées d'une carte communale approuvée avant l'entrée en vigueur de la loi ALUR, ont désormais recours aux services de l'agglomération. Sont ainsi concernées : Chardogne, Loisey, Menaucourt, Nançois sur Ornain, Rumont, Saint-Amand et Salmagne.

La Communauté de Communes des Portes de Meuse nouvellement créée ayant exprimé sa volonté de continuer de travailler avec la Communauté d'Agglomération et de lui confier l'instruction de l'ensemble des demandes d'autorisation et actes d'urbanisme, une convention de prestation de service d'une durée de 3 ans (soit jusqu'au 31 décembre 2020) reconductible par échange de courriers a été signée par les 2 parties les 14 mars et 2 avril 2018 (délibération du conseil communautaire du 22 février 2018). De fait, le nombre de communes prises en charge va se voir porter progressivement de 56 communes aujourd'hui à 78.

2210 actes ont été instruits en 2020 (796 pour Porte de Meuse, 585 pour Bar le Duc et 829 pour le reste de la CA), la recette correspondante attendue (facturation en n + 1) est budgétée à 180 000 €.

- **Numérisation du cadastre – SIG**

En 2014, dans le cadre d'une convention passée avec la DGFIP, nous avons lancé un marché de labellisation du cadastre de la CA de Bar-le-Duc au format national EDIGEO. Désormais l'ensemble des communes est labellisé dans notre SIG.

La convention de numérisation prévoit une mise à disposition du cadastre des communes par la CA de Bar-le-Duc. Depuis début 2016 il existe :

Cadastre géo référencé commune par commune avec propriétaires
Cela Correspond à l'obligation légale de diffusion du cadastre, en remplacement des CD-Rom de la DDFIP
La Mise à jour annuelle du cadastre et des propriétaires est faite par l'agglomération en lien avec le conseil départemental et la DDFIP

L'année 2016 a permis l'intégration de nouvelles fonctionnalités dont :

- Le partage d'informations entre services,
- L'intégration de données des partenaires.
- L'Edition de relevés de propriétés
- L'ajout de couches communales
    - L'ajout d'information géographique

Comme évoqué précédemment dans le cadre de l'activité urbanisme, la CA de Bar-le-Duc gèrera la compétence d'instruction des permis de construire de communes de son territoire qui le souhaitent et de communes de l'ex territoire de la Saulx et Perthois qui sont également dans le périmètre sous forme de mise à disposition. Avec la nouvelle Codecom Portes de Meuse et de nouvelles communes de l'agglo concernées par la perte du bénéfice de la mise à disposition des services de l'Etat, ce sont près de 10 communes qui devront être intégrées dans les données cartographiques de notre SIG de façon pérenne sans perturber le fonctionnement actuel.

L'extension d'intervention des services liée à la création de la Communauté de Communes des Portes de Meuse nécessite de prévoir l'intégration des nouvelles données dans le système d'information géographique. Les documents inhérents à la Communauté d'Agglomération seront quant à eux publiés sur le site Géoportail de l'urbanisme pour répondre à l'obligation fixée au 1er janvier 2020.

- **Fourrière automobile – création du service**

Lancée en 2018, la fourrière automobile remplit sa mission en référence à la définition de l'intérêt communautaire de la CA qui précise que « Sont d'intérêt communautaire l'enlèvement, la garde, la restitution ou la destruction des véhicules abandonnés ou gênants (stationnement en contravention d'après le code de la route, article L325-1 à L325-15) et des véhicules réduits à l'état d'épaves (carcasses non identifiables le plus souvent sans plaques d'immatriculation, sans roues, sans portières ni moteur)».

Conformément aux engagements, la fourrière n'est pas sollicitée pour les stationnements en contravention avec le code de la route, hormis pour les véhicules abandonnés et lors de l'organisation de manifestations pour lesquelles la Préfecture a imposé une interdiction de stationner sur un secteur déterminé, pour raisons de sécurité.

Après une première année où la fourrière a réalisé l'enlèvement de 45 véhicules, nous constatons que les usagers prennent de bonnes habitudes et respectent les interdictions de stationner lors des manifestations. L'illustration est le 9 juillet, lors du passage du Tour de France, à Bar-le-Duc :

l'interdiction de stationner concernait 3 km et, au terme d'une campagne d'information efficace, aucun véhicule n'a été enlevé.

Considérant la baisse du nombre d'enlèvements, le montant inscrit pour 2021 s'élève à 9 200 €, contre 11 200 € prévus dans la DSP.
Nous arrivons au terme de la DSP, en 2021. Pour le renouvellement, il est envisagé de recourir à un marché public, au lieu d'une DSP, l'engagement du titulaire de la DSP n'étant pas nécessaire.

- **Aménagement numérique**

La Communauté d'Agglomération a pris cette compétence depuis le 1er janvier 2014 et a défini l'intérêt communautaire en 2015.

C'est un enjeu considérable pour le territoire que d'assurer un déploiement le plus large possible du THD et à défaut de garantir des évolutions significatives de montée en débit selon les possibilités qu'offrent toutes les technologies actuelles.

Dans le cadre du schéma d'aménagement numérique porté par le Département, la Communauté d'Agglomération a défini en 2015 sa stratégie territoriale d'action.

Une partie de la Communauté d'Agglomération est fibrée par un opérateur privé (Orange) sans coût pour la Communauté d'Agglomération : il s'agit de la zone AMII (Appel à manifestations d'intentions d'investissement), définie par l'Etat en 2011, et correspondant à l'ancienne Communauté de Communes de Bar-le-Duc.

L'autre partie sera faite par la Région Grand Est dans le cadre d'un partenariat avec un consortium d'entreprise privée, mené par Altitude Infrastructure et NGE Concessions. La Communauté d'Agglomération participera financièrement à ce déploiement, à hauteur de 50 € par prise, soit 291 500 € pour 5830 prises. Ce projet est baptisé Losange.

Une convention a été signée avec Orange et validée par le conseil d'agglomération du 18 septembre 2015 pour la mise en œuvre des engagements de déploiement de la fibre optique sur la zone AMII à l'horizon 2022.

La signature de la convention fait de la communauté d'agglomération l'interlocuteur unique d'Orange pour la partie règlementaire et institutionnelle et pour toutes les informations utiles à l'opérateur. Il est à noter que la convention a été signée en partenariat avec l'Etat, le Conseil Régional et le Conseil Départemental.

Zone AMII
A fin septembre 2020, plus de 9800 foyers sont raccordables à la fibre, sur 16500. Malgré le confinement en 2020, il a été fibré plus de foyers qu'en 2019.

Après avoir longtemps priorisé les communes les moins bien desservies, Orange et la Communauté d'Agglomération privilégient désormais le déploiement de la fibre au plus grand nombre. Ce qui veut dire que les habitations non raccordées sur des lots déjà faits seront traitées au cas par cas à partir de 2022.

Sur Bar-le-Duc, cela concerne les lots 1 (Cote Sainte-Catherine et Petit-Juré) et 2 (Marbot).

Le lot 3 (Centre-ville sud) est en cours de déploiement et ouvert commercialement. Le quartier de la Fédération commence à être commercialisé et le restant de Bar-le-Duc est prévu sur 2021.

Les communes de Naives-Rosières et Combles sont raccordables en quasi-totalité.

Les premiers habitants de Savonnières et Longeville ont la fibre depuis octobre 2017. Le déploiement est fait à plus de 70% sur Longeville et plus du tiers sur Savonnières.

Behonne est raccordable depuis début octobre 2018, avec un taux proche de 60% actuellement ; Fains-Véel a vu ses premiers abonnés fin octobre 2018 et compte 50% de logements raccordables. Resson vient de voir ses premiers abonnés à l'été 2020 ; Beurey, Robert-Espagne et Trémont-du-Saulx également et comptent entre 20% et 35% de raccordables ;

Il restera ensuite Chardogne, Vavincourt, Rumont et Val-d'Ornain.

Hors zone AMII

Cela représente 5830 prises à fibrer à 100 € brut l'unité, soit 583.000 €. Après participation de 50% du GIP, le restant à charge de la CA est de 291500 € payable sur 5 ans.
Les études et le déploiement ont commencé à l'été 2019. Avant la crise sanitaire, l'objectif était de commercialiser avant octobre 2020 pour les communes suivantes :

- Culey
- Loisey
- Longeaux
- Menaucourt
- Nantois
- Tannois

Ensuite, les priorités seront : (avant octobre 2021) :

- Saimagne
- Chanteraine
- Naix-aux-Forges
- Nant-le-Grand

Puis : (avant octobre 2022) :

- Velaines
- Givrauval
- Silmont
- Ligny-en-Barrois
- Tronville-en-Barrois

Enfin : (avant octobre 2023) :

- Guerpont
- Nançois-sur-Ornain
- Saint-Amand-sur-Ornain

Losange n'a pas communiqué sur un nouveau calendrier pour l'instant.

- **Hydraulique**

L'Ornain

Etabli sur une durée de 10 ans (2017-2027) à la suite d'une étude diagnostic engagée en 2015 et adopté par le conseil communautaire le 7 juillet 2016, **le programme de restauration et de gestion de l'Ornain** et de ses affluents a fait l'objet d'une demande de Déclaration d'Intérêts Général selon les dispositions du Code de l'environnement. Celle-ci a été entérinée par arrêté préfectoral en date du 2 août 2018 après que le dossier ait été soumis à une enquête publique qui s'est déroulée du 5 février au 14 mars 2018 puis au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologique (CODERST) qui a émis un avis favorable daté du 22 juin 2018. La Déclaration d'Intérêt Général vaut pour une période de 5 ans renouvelable 1 fois et est assortie de la condition que les travaux soient substantiellement commencés dans les 2 ans suivant sa notification.

Cette autorisation a d'ores et déjà permis d'entreprendre la restauration du ruisseau de RESSON en fin d'année 2018 avec le soutien financier de l'Agence de l'Eau Seine Normandie. Fin 2020, un maître d'œuvre a été recruté pour étudier, planifier et suivre la mise en œuvre du programme d'action, notamment en application des préconisations du diagnostic relevant la nécessaire restauration de la continuité écologique au droit de 4 ouvrages, présents sur l'Ornain et un de ses affluents (ruisseau du Marval)

La Saulx

Echue en octobre 2017, la Déclaration d'Intérêt Général portant sur la Saulx et ses affluents concernait un faible linéaire non dénué d'intérêts et d'enjeux situé sur les communes de TREMONT-SUR-SAULX, ROBERT-ESPAGNE et BEUREY-SUR-SAULX. Considérant la complexité des démarches à mener pour disposer d'une nouvelle autorisation et l'étendue du cours d'eau, un partenariat avec les établissements de coopération intercommunale voisins apparaît intéressant d'autant qu'une étude globale (diagnostic, fiches ouvrages, fiches tronçons, fiches zones humides, base de programme d'actions) a été réalisée, en 2012, sur 153,6 km, par la société ASCONIT pour le compte d'un groupement composé de la Communauté de communes du Pays de REVIGNY, de la Communauté de communes du Saulx-et-Perthois, de la Communauté de communes de la Haute-Saulx (ces 2 dernières ayant intégrées depuis le 1er janvier 2017 la Communauté de communes des Portes de Meuse) et l'ex-Communauté de communes de Bar-le-Duc.

Si la partie aval est depuis couverte par une Déclaration d'Intérêt Général notifiée à la COPARY, il n'en est rien pour l'amont. De fait, des contacts ont été noués avec la Communauté de communes des Portes de Meuse et la Communauté de communes du Bassin de Joinville en Champagne pour envisager un travail en commun (réalisation d'un diagnostic et élaboration d'un programme de restauration et de gestion sur la base de l'étude d'ASCONIT, maîtrise d'œuvre) avec l'appui des services du Conseil Départemental. La coordination de ce groupement serait assurée par la Communauté de communes des Portes de Meuse et les dépenses réparties au prorata de la longueur de la rivière. Ce montage sera prochainement soumis aux 3 conseils communautaires. Sur notre territoire les deux actions prédominantes seraient la mise en œuvre d'un plan de gestion raisonnée de la Saulx et du ruisseau de Saint Sébastien, et un rétablissement de la continuité écologique sur le ruisseau de Saint Sébastien.

Le ruisseau du Souffre, affluent de la Chée

La Communauté d'Agglomération est par ailleurs concernée par le ruisseau du Souffre, affluent de la Chée, sur un parcourt de 9.4 km qui traverse les finages des communes de VAL D'ORNAIN et CHARDOGNE. Une étude préalable menée en partenariat avec la Communauté de Communes du Pays de REVIGNY et la Communauté de Communes de TRIAUCOURT VAUBECOURT ayant conduit à la

définition d'un plan d'actions, par délibération du conseil communautaire en date du 22 février 2018 il a été décidé d'y donner suite et de constituer un groupement de commande avec la COPARY pour la mise en œuvre du programme pluriannuel d'entretien et de restauration qui en découle. Le document a été signé 14 mai 2018, l'EPCI cocontractant en assure la coordination. Les travaux de maîtrise d'œuvre ont débuté et un rendu de l'Avant-Projet est prévu pour février 2021.

Les berges de l'Ornain avenue du 94ème RI à Bar-Le-Duc

Un groupement de commande a également été constitué avec le Conseil Départemental de la Meuse et la Ville de BAR-LE-DUC afin d'étudier la façon de protéger la berge de l'Ornain située le long de l'avenue du 94 Régiment d'Infanterie de l'érosion et d'effectuer les travaux utiles avant que la voirie départementale (RD 180) soit rétrocédée à la commune. Confiée à la société ARTELIA, la mission de maîtrise d'œuvre a débuté à l'automne 2018. L'« avant-projet » a été remis fin janvier. Une fois que celui-ci aura été validé un dossier de Déclaration Loi sur l'eau ou d'Autorisation environnementale sera établi et déposé auprès de l'autorité préfectorale, l'étude faune flore étant prévue sur l'année 2021. La phase « projet » est envisagée à la suite, compte tenu des procédures, des délais et des saisons.

La Zone humide de La Héronnière à Fains-Véel

L'étude à d'élaboration du document de gestion et de valorisation de la zone humide de La Héronnière (FAINS-VEEL) et l'évaluation écologique de la zone humide de La Ballastière (LIGNY-EN-BARROIS) ont été entreprises en début d'année 2018. Les recherches bibliographiques et les investigations effectuées sur le terrain ont débouché sur la remise d'un diagnostic à l'automne 2019. Le rapport fait apparaître que le site de la Ballastière ne présente pas la biodiversité nécessaire pour prétendre à un classement en Espace Naturel Sensible. Nonobstant le travail poursuivi en 2019 pour déterminer les modalités de gestions et de valorisation les plus appropriées pour chaque site conduit à mettre en œuvre un plan de gestion. Ce plan de gestion sera mis en œuvre en collaboration avec l'EPL Agro dans une démarche pédagogique courant de l'année 2021. Il s'agira de rouvrir le milieu par un abattage raisonné afin de sauvegarder les plans d'eau de la zone humide.

La compétence GEMAPI

La loi de modernisation de l'action publique territoriale et l'affirmation des métropoles (MAPTAM) du 27 janvier 2014 attribue au bloc communal (communes avec transfert aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre auxquels elles sont rattachées) une compétence exclusive et obligatoire relative à la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI). Le risque d'inondation ou les atteintes à la qualité des milieux ne connaissant pas les frontières administratives, la réforme encourage la solidarité territoriale et le regroupement des communes ou des EPCI à fiscalité propre au sein de structures dédiées ayant les capacités techniques et financières suffisantes pour exercer ces compétences à la bonne échelle hydrographique, lorsque le bloc communal ne peut pas les assumer seul à l'échelle de son territoire.

A la suite de plusieurs réunions à ce sujet dont la dernière qui s'est tenue le 10 décembre 2018, une étude de gouvernance visant à envisager la création d'un syndicat mixte est proposé aux 13 EPCI concernés par l'unité hydrographique Saulx et Ornain (Communauté d'Agglomération de SAINT-DIZIER Der et Blaise, Communauté de Communes Côte de Champagne et Val de Saulx, Communauté Perthois-Bocage et Der Communauté de Communes de VITRY-LE-FRANCOIS Champagne et Der, Communauté de Communes de l'Argonne Champenoise, Communauté de Communes Meuse Rognon, Communauté de Communes du Bassin de JOINVILLE en Champagne, Communauté d'Agglomération de BAR-LE-DUC Sud Meuse, Communauté de Communes de l'Aire d'Argonne, Communauté de Communes Portes de Meuse, communauté de Communes de COMMERCY – VOID – VAUCOULEURS, Communauté de Communes du Pays de REVIGNY et Communauté de Commune de l'Ouest Vosgien).

Les réflexions à mener avec l'appui d'un prestataire qualifié supposent la création d'un groupement de commande dont la constitution est à préciser. Selon les principes évoqués, la COPARY qui est avec la Communauté de Communes de l'Aire à l'Argonne la seule éligible à l'assistance technique du Conseil Départemental de la Meuse 55 pourrait assurer la coordination tandis que la répartition des dépenses pourrait être basée sur le linéaire de cours d'eau ou de la superficie des bassins versants et de la population. D'une durée d'une de 9 à 15 mois l'étude comporterait : un état de lieux / diagnostic, la proposition de scénarii puis celle de mise en œuvre du scénario retenu. Les principales collectivités dont la Communauté d'Agglomération sont invitées à se positionner sur ces principes.

- **Qualité de l'air**

Devant établir un Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) et souhaitant s'engagée dans le programme de management et de labellisation Cit'ergie soutenu par l'ADEME, la Communauté d'Agglomération s'est rapprochée du Pays Barrois et a engagé un partenariat pour la mise en commun des démarches et des moyens. Quoiqu'il en soit le travail correspondant sera poursuivi dans l'année 2021.

La collectivité maintient par ailleurs son adhésion à l'association ATmo Grand Est qui contribue à la surveillance de la qualité de l'air et à l'évaluation des actions visant à l'améliorer.

- **Préservation du milieu naturel**

En 2018, la CA a réalisé les travaux de requalification des équipements du Haut Juré, notamment les agréés du parcours de santé, ainsi que la mise à disposition d'une application numérique qui permet de disposer de tutoriels pour l'utilisation des mobiliers. L'accessibilité a également été traitée dans ce cadre. Les équipements sont appréciés des usagers, comme l'a démontré l'étude menée dans le cadre de l'élaboration du schéma directeur du sport qui a analysé les pratiques non encadrées.

Un échange avec l'ONF devrait permettre d'envisager le remplacement des agréés endommagés.

Fonction 9 – Action Economique

Budget Global = **3 699 395 €**	
Investissement = 2 128 956 €	Fonctionnement = 1 613 439 €

- **Fonds de concours aux Communes**

Suite à l'abandon de l'enveloppe territoriale par le GIP Objectif Meuse en 2020 (700 000 € dont 180 000 € dédiés aux projets communaux), la Communauté d'Agglomération a fait le choix, pour 2021, de rétablir un budget dédié sur fonds propres à hauteur de 180 000 € pour accompagner les communes.

Le règlement d'intervention a été retravaillé pour répondre au mieux aux attentes des communes.

Au regard du déséquilibre important en termes de sollicitations des communes sur le précédent mandat (15 communes ayant déposé un seul projet ou pas de projet pour un total de 140 000 € sur 900 000 € de distribués entre 2015 et 2019), la Communauté d'Agglomération évaluera la possibilité de mettre en place des accompagnements complémentaires pour soutenir les communes les plus contraintes financièrement (garantie d'emprunt ou autres dispositifs). Un accompagnement technique pourrait être remis en place, en lien avec l'assistance technique du département.

- **Action économique hors gestion des zones**

En 2020, la Communauté d'Agglomération a bouleversé ses pratiques, pour soutenir les entreprises de son territoire, via plusieurs dispositifs :

La participation au fonds Résistance, porté par la Région Grand Est, à hauteur d'un maximum de 2 € par habitant. Il s'agit d'un prêt consenti aux entreprises, donc remboursable.
L'affectation d'une enveloppe destinée à une aide directe aux entreprises qui en font la demande, ayant bénéficié du fonds de solidarité de l'Etat. Il s'agit d'une subvention. Les dossiers traités en 2020 se sont élevés à 150 000 €.
La reprise au niveau communautaire des initiatives des villes de Bar-le-Duc et Ligny-en-Barrois, pour un montant de 150 000 €, complété par une participation des communes volontaires à hauteur de 1 € par habitant.

Pour 2021, l'enveloppe de soutien aux entreprises a été reconduite à hauteur de 150 000 €.

La convention avec la Chambre des Métiers et de l'Artisanat est reconduite. Elle permet de bénéficier de l'expertise d'un collaborateur, à mi-temps, pour un montant de 22 500€.

L'embauche d'un manager de commerce, réalisée fin 2019, n'a pas été concluante. La démarche a été différée, en raison de la crise sanitaire. Elle a été finalisée, en janvier 2021. Le manager de commerce est recruté par la CCI et mis à disposition de la Communauté d'Agglomération, pour un montant de 31 000€.

La communauté avait, depuis plusieurs années, une convention avec ALEXIS Lorraine pour l'accompagnement des porteurs de projets, avec une enveloppe maximale de 8 000 € et le dispositif « commerce à l'essai », prévu avec une cellule commerciale à Ligny-en-Barrois et une à Bar-le-Duc. Constatant l'absence de résultat probant puisque les 2 boutiques étaient occupées par les artisans installés précédemment à la boutique éphémère de Ligny-en-Barrois, donc pas dans une démarche de

projection, la convention avec ALEXIS a été dénoncée, dans les délais prévus pour éviter un dédommagement.

Des échanges sont engagés avec la CCI pour bénéficier du dispositif que porte la chambre, dans ce domaine, avec une enveloppe de 5 000 €.

- **FISAC**

En janvier 2019, la Communauté d'Agglomération a déposé un dossier au titre du FISAC (Fonds d'intervention pour la sauvegarde de l'artisanat et du commerce).

Il a fallu attendre le 24 décembre 2019 pour bénéficier du retour des services instructeurs. Le projet a été retenu, avec un financement accordé de 200 000€, pour 3 ans. Dans ce contexte, aucun engagement n'a été réalisé en 2019.

Pour 2021, la Communauté d'Agglomération va pouvoir engager le programme reporté de 2020, qui se traduira par :

Le financement des actions portées par l'office de commerce : 10 000 €
Des actions d'assistance aux commerces : 10 000 €
Le soutien aux actions des UCIA, dans le cadre convenu : 10 000 €

S'agissant du compte « adhésion et cotisation à des organismes professionnels », les engagements sont les suivants :

Initiative Meuse (prêt d'honneur aux entreprises) : 1 000 €
Citoyens et Territoires : 853 €
ENERGIC 52-55 : 1 500 €

Le projet de création d'une agence d'attractivité a abouti fin 2019. Après constitution d'un conseil d'administration et recrutement d'un directeur général, Meuse Attractivité est entrée en phase opérationnelle en 2020. La cotisation de la Communauté d'Agglomération s'établit à 36 500 €, soit 1 € par habitant. Parmi les actions prioritaires, Meuse Attractivité a été sollicitée sur le projet lié à la friche SODETAL, à Tronville-en-Barrois. La Communauté d'Agglomération financera la moitié de l'étude portée par l'Etablissement Public Foncier Grand Est, concernant la pollution du site, soit 30 000 €.

- **Incubateur d'entreprise et Fablab**

Les chambres consulaires ont porté le projet de création d'espace de coworking, sans avoir besoin du soutien de l'Agglomération. Avec le déménagement de la CCI dans les locaux occupés par la Fonderie, ce dispositif n'a pas été maintenu.

La CA qui privilégiait la création d'un tel équipement en centre-ville, associé à un laboratoire de fabrication, pourrait reprendre à son compte ce dispositif, en répondant à l'Appel à Manifestation d'Intérêt Fabrique de Territoire.

- **Zones d'activités et réserves foncières**

Comme prévu, l'année 2019 a permis d'engager une démarche de diagnostic des zones d'activités, afin de déterminer les modes de fonctionnement de chaque zone, les contrats, les prestataires, la reconstitution d'une cartographie intégrant les réseaux, en vue de déterminer des interventions à

mener, en les hiérarchisant pour pouvoir les planifier et se conformer à la réglementation. La démarche n'a pas abouti en 2020, mais se finalisera en 2021.

Les investissements concernant la requalification de l'entrée de la zone de 3 Fontaines ont été réalisés.

Depuis plusieurs mois, la Communauté d'Agglomération a décidé de s'intéresser à la friche SODETAL : même si la propriété demeure de la responsabilité du liquidateur, la requalification de la zone, idéalement située sur l'axe Bar-le-Duc/Ligny-en-Barrois, avec un accès direct à la voirie qui va mener à la RN4, en contournant Velaines, sera une priorité. L'exécutif a décidé d'inscrire ce projet dans le contrat de développement du territoire CIGEO et dans l'appel à projet « Territoires d'industrie » porté par la Région Grand Est. La Communauté d'Agglomération a sollicité l'EPF Grand Est pour réaliser une étude relative à la pollution du site (avec une participation de 30 000 €) et l'agence Meuse Attractivité pour porter le projet de requalification de la zone.

Concernant la Zone de la Grande Terre, plusieurs projets sont en phase de finalisation. Le Conseil Communautaire a été mobilisé, en 2020, pour entériner la cession de parcelles pour mener ces projets. Les permis de construire ont été instruits en 2020. Les travaux devraient commencer en 2021.

- **Centre des Affaires**

Voir Budget annexe.

La CCI poursuit la gestion du centre des Affaires dont le budget est équilibré par le paiement d'un loyer de 7 000 € par trimestre à la Communauté d'Agglomération. En baisse par rapport à 2020 ou il s'élevait à 8 113,31 €.

- **Développement touristique – Office de Tourisme**

En 2020, l'Office de Tourisme Bar-le-Duc Sud Meuse s'est transformé en Office de Tourisme Sud Meuse et couvre l'ensemble des 3 EPCI constituant le Pays Barrois (Communauté d'Agglomération + CODECOM Portes de Meuse et COPARY).

La subvention s'élève pour 2021 à 297 500 €, contre 296 638 €, en 2020 et intègre, comme l'année précédente, le fonctionnement lié à l'ouverture en saison de l'Eglise Ste Etienne à Bar-Le-Duc avec une compensation intégrale de la Ville de Bar-le-Duc actée en CLECT. La subvention complémentaire exceptionnelle affectée à l'organisation du salon sport et nature, en 2020 n'a pas été versée. L'événement étant reporté en 2021, elle est intégrée au montant énoncé ci-dessus.

Elle permet d'accompagner l'association pour :

Les dépenses de fonctionnement,
Les actions du schéma de développement touristique,
Le site internet,
L'ouverture de l'église St Etienne en Ville Haute (la charge totale est de 17 250 €, avec une décompensation de la Ville de Bar-le-Duc pour un montant de 11 850 €, soit les 2/3 de la charge totale, conformément à ce qui avait été décidé en 2016).

Fin 2018, l'OT a engagé la réalisation d'un schéma directeur qui tient compte des stratégies respectives du Conseil Départemental et du Conseil Régional qui viennent tous deux d'adopter un schéma.

Les objectifs consistent à valoriser les atouts de notre territoire sur les axes suivants :

Protéger et mettre en valeur la patrimoine Barrois ;
Développer les activités de loisirs autour de la nature ;
Valoriser un art de vivre autour du terroir, de la gastronomie et des animations locales ;
L'OT, metteur en scène de l'offre.

- **Développement touristique – hébergements :**
    - Gestion des équipements touristiques

Depuis plusieurs années, la gestion des équipements touristiques communautaires est confiée à l'Office de Tourisme, via une procédure de marché public.

Les dépenses de fonctionnement pour l'ensemble de la gestion des équipements sont évaluées à 120 000 €.

Il est à noter que le recouvrement des taxes de séjour s'est amélioré, ce qui a permis de maintenir la recette, malgré le choix de diminuer certains tarifs pour les adapter au marché. L'évolution réglementaire permet de recouvrer la taxe de séjour pour les hébergements bénéficiant de la plateforme AIRBNB, avec une contribution versée par l'opérateur.

- **Animation touristique**

Dans un premier temps, dans le cadre de la promotion du Pays Barrois, la collectivité participera à hauteur de 30 450 € en 2021.

Dans un deuxième temps, l'enveloppe allouée pour l'attribution de subventions aux associations porteuses de manifestations touristiques sera de 13 500 €.

A ces dépenses, des charges diverses sont enregistrées pour :

La prise en charge de locaux de l'OTI 12 840 € pour Bar-le-Duc (bâtiment de la Ville de Bar-le-Duc).
La convention avec Voies Navigables de France (VNF) pour Bar-le-Duc 2 000 € et pour Ligny-en-Barrois 2 000 €.

- **Chemin de fer Historique de la Voie Sacrée**

Par décision du 9 avril 2015, le conseil communautaire a pris en charge la maîtrise d'ouvrage de la phase 2 de ce projet.

Le conseil communautaire du 9 juillet 2015 a déterminé les modalités de mise en œuvre, actant la délégation de la réalisation de la partie ferroviaire à l'association du CFHVS, via une convention de mandat qui a été signée fin 2015.

Pour ce qui concerne la gare, le projet d'avant-projet détaillé adopté au conseil Communautaire en date du 12 octobre 2017 a désormais permis de cadrer le projet sur le site et d'arrêter l'enveloppe financière à 556 840 € HT. L'association a réalisé les démarches qui lui incombaient : acquisition de parcelles et arasement de la butte. La Communauté d'Agglomération a pu réaliser les travaux qui lui incombaient, consistant en l'aménagement d'un parking et construction d'une gare. Les travaux ont été réceptionnés en septembre 2020.

- **Eaux pluviales urbaines**

Depuis le 1er janvier 2020, la communauté d'agglomération exerce la compétence de gestion des réseaux d'eaux pluviales urbaines sur l'ensemble de ces territoires.

Cette prise de compétence a été anticipée par la réalisation d'une étude confiée au cabinet Espélia. Le conseil communautaire, devant les enjeux financiers à engager a choisi un scénario équilibré qui délimite les actions entre communes exerçant la compétence voirie et la Communauté d'agglomération.

Synthétiquement, la répartition de cette compétence se fait comme décrit dans le tableau ci-après :

Ouvrage	Création	Entretien	Renouvellement
Conduites enterrées et tampons / regards de visite et PR (postes de relevage)	C.A.	C.A.	C.A.
Branchements des particuliers	C.A.à la charge des particuliers	C.A.	C.A.
Avaloirs / grilles / bouches et canalisations de branchements associées aux avaloirs	Commune	Commune	Commune
Techniques Alternatives	Aménageur	Commune	Commune
Fossés	Commune	Commune	Commune
Bassins de rétention strictement EP	Aménageur	C.A.	C.A.

Afin d'exercer cette compétence, transférée des communes vers la communauté d'agglomération, une Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées doit être réunie et statuer courant de l'année 2021.

En attendant les résultats de la CLECT, le service minimal est assuré provisoirement par le service assainissement, en attente de pouvoir recruter un technicien en charge de cette compétence.

Pour cette année 2021 le budget de fonctionnement est porté à hauteur de 57 400€. Quant au budget d'investissement il est le suivant :

RELEVE DES RESEAUX EXISTANTS + SCHEMA DIRECTEUR	50 000 €
PETITS TRAVAUX SUR RESEAUX D'EAUX PLUVIALES DONT BRANCH NEUFS	50 000 €
RENOUVELLEMENT RESEAU MUSSEY	200 000 €
AUTOMATES TELEGESTION	7 000 €
POMPES	4 000 €
TAMPONS	3 000 €
MATERIEL DE BUREAU ET INFORMATIQUE	2 000 €
MOBILIER	1 000 €

*****

Budgets annexes

Budget Annexe Transports

Budget Global = 3 349 254,00 €	
Investissement = 455 271 €	Fonctionnement = 2 893 983 €

La Communauté d'Agglomération intègre dans ses compétences obligatoires celle de gestion des transports urbains sur l'ensemble de son territoire.

Depuis la mise en œuvre de la DSP, le délégataire occupe une partie des locaux rachetés rue Bradfer à Bar-Le-Duc. Depuis le 7 mars 2018, le délégataire pour l'Agence TUB a intégré les nouveaux locaux réhabilités dans l'ancien Buffet de la Gare.

Une compétence entièrement exercée via la DSP depuis septembre 2014

Depuis le 1er janvier 2014, une nouvelle DSP est entrée en application.

Le délégataire, Bus Est est aujourd'hui mobilisé sur :

- 4 Lignes urbaines
  - Ligne 1 – Bar-le-Duc – Ligny-en-Barrois
  - Ligne 2 – Bar-Le-Duc Petit Juré/Savonnières Auchan
  - Ligne 3 – Bar-Le-Duc Côte Ste Catherine/Grande Terre I
  - Ligne 4 – Bar-le-Duc – Fains-Véel
- Les Lignes de transport scolaire
- Des lignes de transport à la demande (TAD)
- Vélos

Pour le financement de nos dépenses, outre les compensations du Département limitées aux seuls transports scolaires (l'ex ligne 17 Bar-Le-Duc/Ligny avec un déficit commercial de 140 000 € n'a pas été compensé par le Département), la communauté d'agglomération perçoit le VT dont le taux de 0.60 % est au maximum pour un EPCI de notre strate.

Pour résoudre une partie du déficit, la tarification a évolué ainsi à compter du 01 juillet 2015 et a été maintenue sur 2016 contrairement au Conseil Départemental qui a revu l'ensemble de sa grille tarifaire à la hausse. Elle intégrait depuis cette évolution la création de nouveaux titres :

Pour les résidents du PTU

- 31 € pour les jeunes de moins de 26 ans contre 21 € pour le troisième enfant et gratuit à partir du 4ième
- 50 € pour les autres usagers de plus de 26 ans
- Abonnement mensuel de 5 €

Pour les résidents hors PTU

- 200 € pour les jeunes de moins de 26 ans
- 315 € pour les autres usagers de plus de 26 ans
- Abonnement mensuel de 35 € pour les + de 26 ans et 25 € pour les – de 26 ans

En complément, et toujours dans même objectif de résorption, par délibération en date du 12 novembre 2015, la Communauté d'Agglomération a rationnalisé les lignes de transport dans le cadre d'un comité de pilotage.

Ces modifications mises en application à compter du 05 juillet 2016 portaient sur :

Ligne 1 (Ligny Bar le Duc) :
- Suppression de l'arrêt « Piscine » en période de vacances scolaires
- Suppression du premier tour le samedi matin

Ligne 2 (Petit Juré Auchan) :
- Suppression de l'arrêt « Tilleuls »
- Suppression du premier tour le samedi matin
- Cadencement à l'heure du lundi au samedi pendant les vacances scolaires
- Cadencement à l'heure le samedi matin

Ligne 3 (Hôpital – Grande Terre) :
- Suppression des arrêts « Piscine » et « Mélèzes »
- Suppression du premier tour le samedi matin
- Cadencement à l'heure le samedi matin

Ligne 4 (Domaine du Golf – Rochelle)) :
- Remplacement de l'arrêt « Pont d'Ornain » par « Canal »
- Suppression de 3 rotations sur le Domaine du Golf
- Suppression du premier tour le samedi matin

Enfin, l'avenant 3 entériné en Conseil Communautaire du 26 septembre 2016 prévoyait les modifications suivantes :

- La suppression du circuit SCOLAIRE19
- La modification du circuit SCOLAIRE17 suite à la fermeture de l'école de Longeaux

Le compte administratif 2020 du budget des transports

L'excédent de 328 498,02 € constaté ci-dessous est l'excédent de l'exercice 2020.

Cet excédent provient de dépenses moindres suite à l'optimisation du réseau (Diminution du chapitre 011) et d'une légère augmentation du versement transports malgré la crise de la COVID (Augmentation du chapitre 73).

Par rapport à la prévision de – 91 386 €, l'excédent est de 328 498,02 € soit un écart de 419 884,02 €. Cela provient des dépenses moindres de 448 466,73 € et des recettes moindres de 28 582,71 €.

Pour les dépenses moindres de 448 466,73 € cela provient du chapitre :

- 011 pour – 445 139,02 €
- 012 pour – 923,46 €
- 65 pour – 260,00 €
- 66 pour – 871,71 €
- 67 pour – 459,04 €
- 042 pour -813,50 €

Pour les recettes moindres de 28 582,71 € cela provient du chapitre :

- 73 pour + 49 070,94 €
- 74 pour - 84 591,54 €
- 75 pour + 6 500,56 €
- 77 pour + 6 650,00 €
- 042 pour – 6 212,67 €

Compte tenu de ces éléments l'excédent qui était de 1 098 538,56 € en début d'exercice passe à 1 427 036,58 €.

Les orientations pour la gestion des transports en 2021

La réalisation d'un audit de la délégation de transport sur l'année 2018 permettra d'aboutir à de nouvelles mesures pour rationaliser le contrat actuel et préparer le cadre de la prochaine DSP.

Compte tenu de l'encaissement du versement transport en 2017 celui-ci progresse à 1 750 000 €. Ce dernier devrait être complété par une compensation versée par l'état suite à la réforme du prélèvement du versement transports (prélèvement à partir de 11 salariés et non de 9 précédemment) mais à ce jour, le montant de cette compensation n'est toujours pas connu ainsi que le montant du rappel au titre de l'année 2016.

Les mesures de réorganisation des lignes ainsi qu'un ajustement des dépenses permettent une légère baisse des dépenses

Le déficit passe en BP de 91 386 € en 2020 à 147 345 € en 2021

L'audit du contrat de délégation du service public qui a été réalisé en 2019 a permis d'apporter des éléments pour rationaliser et optimiser le réseau, les services offerts et les conditions de leur gestion. Ces travaux ont contribué à l'élaboration du cahier des charges pour le renouvellement de la délégation prévu pour le 31 juillet 2021. Or lors des dernières auditions des candidats, la collectivité a déclaré sans suite la procédure, estimant que la sécurité juridique concernant l'attribution n'était pas assurée, et que devant la hauteur financière des offres reçues et négociée, l'équilibrage budgétaire pour la période 2021-2029 n'était pas garanti. Aussi, une nouvelle procédure va être relancée courant 2021, en ajustant le cahier des charges, et un avenant de prolongation d'un an négocié avec le délégataire actuel permettant le temps du déroulé de la procédure.

Dépenses BA Transports BP 2021

Nature	BP 2021
011 – Charges à caractère Général	2 669 445,00
012 – Masse salariale	81 353,00
042 – Opérations d'ordre (amortissement)	139 223,00
65 – Autres charges de gestion courante	262,00
66 – Charges financières	6 000,00
67 – Charges exceptionnelles	1 000,00
TOTAL DEPENSES	**2 897 283,00**

Recettes BA Transports BP 2021

Nature	BP 2021
002 – Résultat reporté	1 427 036,58
73 – Remboursements Subventions Participations	1 700 000,00
74 - Dotations et participations	1 012 351,00
75 – Autres produits de gestion courante	9 000,00
042 – Opérations d'ordre (amortissement)	28 587,00
TOTAL RECETTES	4 176 974,58

Déficit prévisionnel 2021 : 4 176 974,58 - 1 427 036,58 -2 897 283 = - 147 345 € (recettes totales – résultat reporté – dépenses 2020)

Budget Annexe Eau

Budget Global = 10 452 296 €	
Investissement = 5 986 574 €	Fonctionnement = 4 465 722 €

Les orientations pour l'année 2021 de la gestion de l'eau

Nous avons adopté les tarifs 2021 le 18 décembre 2020 en poursuivant un calendrier d'harmonisation des tarifs sur une durée de 7 ans de 2016 à 2022 et en établissant une prospective pour le financement des investissements. Il s'agit donc de la dernière année de tarifs différenciés avant une uniformisation totale en 2022.

L'étude diagnostic sur le périmètre de l'ancienne Communauté de Communes de BAR-LE-DUC a été achevée en 2014. Le programme d'actions qui en est issu a été poursuivi en 2020 et le sera encore en 2021.

Seront notamment poursuivies les études relatives, et la mise en œuvre opérationnelle du remplacement de la conduite de Neuville-sur-Ornain Rive Droite ainsi que le doublement du forage de Neuville-sur-Ornain Rive Gauche.

Concernant l'étude diagnostic d'eau potable sur le périmètre de l'ancienne Communauté de Communes du Centre Ornain (CCCO) et des communes entrées en 2014 et 2016 (soit 22 communes au total), les marchés (plusieurs lots) ont été attribués fin 2018 et sont en cours de notification aux entreprises. L'étude a été engagée dès 2019 après retours d'accord des financeurs. Les DUP sont en cours d'instruction.

Les investissements pour la gestion de l'eau

Les principaux engagements opérationnels porteront en 2021 sur :

- L'accompagnement des travaux de requalification de voirie des communes notamment
  - Déviation de la canalisation d'eau venue des tilleuls à Bar le Duc (giratoire RD635)
  - Renouvellement du réseau à Robert Espagne
  - Renouvellement de réseau à Mussey
  - Renouvellement de réseau rue de Truson à Velaines
  - Dévoiement de réseau en accompagnement du projet RN135

- La poursuite de l'étude diagnostic sur 22 communes,

et suivant l'avancement des études et procédures administratives :

- le démarrage des travaux de doublement du forage de NEUVILLE-SUR-ORNAIN Rive Gauche,
- le démarrage des travaux de renouvellement de la canalisation de refoulement de NEUVILLE-SUR-ORNAIN Rive Droite.

Ces opérations seront complétées par les investissements dits « courants » soit de façon exhaustive :

CENTRE TECHNIQUE : CREATION PORTILLON	5 000 €
UD FAINS/CHARDOGNE / Réservoir Verrerie : porte	2 000 €
UD LIGNY / Captage Vieilles Forges : capot composite	2 500 €
UD LIGNY / Station de pompage Vieilles Forges : barrière	2 000 €
UD MENAUCOURT / Réservoir NAIX : sécurisation (main courante)	7 500 €
UD MENAUCOURT / Réservoir OEY : porte	2 000 €
UD MENAUCOURT / station pompage Darfeuil : porte	6 000 €
UD TRONVILLE / Surpresseur Tronville : rénovation toiture	15 000 €
RESEAUX / BAR-LE-DUC : Régulation de pression Secteur Etoile	20 000 €
RESEAUX / BAR-LE-DUC : Renouvellement branch v. Fusillés	50 000 €
RESEAUX / BAR-LE-DUC : Sécuris° sect. Hopital (liaison 30 m)	15 000 €
RESEAUX / BAR-LE-DUC : Déviation cana giratoire Tilleuls D635	100 000 €
RESEAUX / ROBERT-ESPAGNE : Renouv. réseau / projet requalif°	660 000 €
RESEAUX / TRONVILLE : Ventouse + vidange imp. Myosotis	15 000 €
RESEAUX / VAL D'ORNAIN : Renouv. réseau à MUSSEY / requalif°	500 000 €
RESEAUX / VELAINES : Renouv. réseau r. Truson / pro requalif	150 000 €
RESEAUX / VELAINES LIGNY TRONV (Déviation RN135) : dévoiement	300 000 €
RESEAUX : Branchements neufs et modifications de réseau	350 000 €
RESEAUX : Extensions de réseaux	20 000 €
RESEAUX : Renouvellement vannes sur réseaux AEP	20 000 €
UD BAR et UD FAINS/CHARDO / DUP sources Fains: AMO/MOE trava	10 000 €
UD BAR-LE-DUC : Doublement forage Neuville RG	150 000 €
UD NANCOIS / Réservoir : tuyauterie inox	4 000 €
UD NANT / Surpression : tuyauterie inox	10 000 €
RESEAUX : Renouvellement d'appareils de régulation	20 000 €
UD BAR-LE-DUC / Surpression BAR_Anjou : variateurs pompes	15 000 €
UD BAR-LE-DUC / Usine Ste Catherine : pompe de reprise	6 000 €
UD MENAUCOURT / Morlaincourt : analyseur chlore	4 000 €
UD TOUTES : groupe électrogène portatif	1 500 €
UD TOUTES : Parafoudres	4 000 €
UD TOUTES : renouvellement automates télégestion	15 000 €
Compteurs	225 000 €
Matériel de recherche de fuites (env. 30 loggers)	20 000 €
Petit matériel	3 000 €
UD TOUTES / Lavage de Réservoirs : matériel	2 500 €
POLE RESEAUX : Renouv. VLU Expert Fontainiers (8453 RW 55)	32 000 €
POLE RESEAUX : Renouvellement VLU (843 RY 55)	22 000 €
POLE USINES : Renouvellement 4x4 (CJ-890-TD)	20 000 €
RENOUVELLEMENT STATION POMPAGE NEUVILLE RD +CANA REFOULEMENT	2 000 000 €

Budget Annexe Assainissement

Budget Global = 7 615 881.44 €	
Investissement = 3 090 341 €	Fonctionnement = 4 525 540.44 €

Les orientations pour l'année 2021 de la gestion de l'assainissement

Comme pour la gestion de l'eau, les tarifs ont été adoptés le 18 décembre dernier en suivant les principes du calendrier d'harmonisation décliné sur la période 2016-2022 et selon la prospective de financement des investissements établie.

L'étude diagnostic obligatoire sur les communes de l'ex Communauté de Communes de BAR-LE-DUC et les communes entrées en 2014 et 2016 se poursuivra cette année.

Concernant la station d'épuration de Tronville, le contrat de DSP arrivant bientôt à échéance, une mission d'AMO permettra de choisir sur sa reconduction ou la reprise en régie de l'exploitation à l'issue de cette DSP.

Les investissements pour la gestion de l'assainissement

Les principaux engagements opérationnels 2020 se sont portés sur la poursuite et le solde des travaux débutés en fin d'année 2018 sur la commune de RESSON grâce à l'accompagnement des partenaires financiers et sur le renouvellement du camion hydrocureur.

Concernant les travaux à réaliser sur 2021, il s'agira :

- D'assurer la mise aux normes des Stations d'épuration (autosurveillance point A1)
- D'accompagner les projets de requalification des communes notamment :
    - Le renouvellement du réseau à Mussey
    - Le renouvellement du réseau rue Truson à Velaines
    - Le dévoiement des réseaux en accompagnement du projet RN135

Ces opérations seront complétées par les investissements dits « courants » :

Etudes topographiques	15 000 €
Syst.Ass. HERONNIERE : Diagnostic amont RSDE	25 000 €
Syst.Ass. TRONVILLE : Diagnostic amont RSDE	25 000 €
Syst.Ass. TRONVILLE : Etude lois déversement points A1	25 000 €
U.HERONNIERE: étude préopératio. renouv. tmt boues et aérat°	80 000 €
U.HERONNIERE: MOE réhabilitation chauffage +locaux personnel	20 000 €
PR / BAR-LE-DUC_Tremble Voleur : Rénovation tuyauterie	5 000 €
PR / FAINS-VEEL_Golf : Rénovation tuyauterie + création rega	20 000 €
RESEAUX / 1ère tranche PPI / secteur LIGNY : AMO/MOE	50 000 €
RESEAUX / VAL D'ORNAIN: Renouv réseau à MUSSEY / pro requali	450 000 €
RESEAUX / VELAINES : Renouv réseau r. Truson / pro requalif°	80 000 €
RESEAUX / VELAINES LIGNY TRONV (Déviation RN135): Dévoiement	300 000 €
RESEAUX : Branchements neufs et modifications de réseau	200 000 €
RESEAUX : Extension(s)	20 000 €
RESEAUX : Renouv. tampons + dalles regards r.Véel	30 000 €
RESEAUX : Renouvellement tampons + dalles regards	20 000 €
STEU.TRONVILLE : Renouvellement cana recirculation boues	10 000 €
STEU.TRONVILLE : Variateur sur relevage (réduire dév. pt A1)	10 000 €
STEU.TRONVILLE: Sonde suppl pt A2 (mes. influence Ornain)	4 000 €
STEU.TRONVILLE: Suppr° point A5 (modif°regard recircu boues)	1 000 €
U.HERONNIERE : Renouvellement automates (f.et p. 4 armoires)	45 000 €
U.HERONNIERE : Renouvellement membranes d'aération	350 000 €
PR : Automates de télégestion	30 000 €
PR : Pompes	10 000 €
Syst.Ass. TRONVILLE : Equipement autosurveillance points A1	10 000 €
U.HERONNIERE : Matériel	15 000 €
U.HERONNIERE : Renouv. 2 pompes de relevage 400 m3/h	26 000 €
RESEAUX / Matériel : Ballons buses	5 000 €
RESEAUX / Matériel : Caméra pour inspection branchements	18 000 €
RESEAUX : Renouvellement mini-combiné hydrocurage	25 000 €
Etude diag assainissement (cplt)	100 000 €
RESEAUX / RESSON : création réseau (cplt)	100 000 €

Budget Annexe Ordures ménagères (Financement TEOM)

Budget Global = 6 977 609,98 €	
Investissement = 1 119 453 €	Fonctionnement = 5 858 156,98 €

La compétence ordures ménagères est financée pour l'ensemble de la Communauté d'Agglomération par la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM), et pour les entreprises la redevance spéciale.

Le produit nécessaire à l'équilibre du budget 2021 s'élève à 4 246 041 €.

Les bases notifiées s'élèvent à 32 054 947 €.
Le taux de 11,19 % générera un produit de 3 586 949 €.

La reprise sur excédent sera de 76 319 € avec un taux d'exécution des dépenses de 90 %.

Si le taux d'exécution des dépenses devait être supérieur à 90 %, les dépenses seraient financées sur les excédents antérieurs avec un maximum de 582 733 €.

Les résultats cumulés fin 2020 qui étaient de 2 984 672,64 € permettront de financer ce besoin.

Si l'ensemble des dépenses s'exécute à 100 %, le disponible à la fin de l'exercice 2021 sera de 2 325 620.64 € (2 984 672,64 – 76319 -582 733).

Compte tenu des éléments précédents, il est proposé de fixer le taux de 2021 à 11,19 %.

Le taux de TEOM a évolué comme suit entre 2014 et 2017 mais ne trouvait alors à s'appliquer que sur le territoire de l'ex Codecom de Bar-Le-Duc, à partir de 2017, il s'applique sur l'ensemble du territoire de la Communauté d'agglomération :

- 2014 : 11,74 %
- 2015 : 11,85 %.
- 2016 : 11.73.%.
- 2017 : 11.53 %
- 2018 : 11,53 %
- 2019 : 11,31 %
- 2020 : 11,19%
- 2021 : 11.19%

Les investissements intégrés dans la prévision budgétaire

Les investissements porteraient sur :

• Frais d'études	40 000,00 €
• Frais d'insertion	2 500,00 €
• Concessions et droits similaires	3 500,00 €
• Autres terrains	100 000,00 €
• Installations, agencements et aménagements des constructions	5 000,00 €
• Divers aménagements déchèteries	15 000,00 €
• Remplacement fenêtres hangar Bradfer	15 000,00 €
• Rénovation aire de lavage	15 000,00 €
• Abri vélos	15 000,00 €
• Bacs à verre mobiles	10 000,00 €
• Matériel identification des bacs	40 000,00 €
• Bacs de collecte	100 000,00 €
• Conteneurs verre	40 000,00 €
• Divers matériels et outillages	10 000,00 €
• Provisionnement BOM	150 000,00 €
• Achat BOM occasion	150 000,00 €
• Achat de 2 vélos électriques	5 000,00 €
• Camion benne	250 000,00 €
• 3 PC + 3 écrans	1 950,00 €
• Mobilier	2 000,00 €
• Autres immobilisations corporelles	8 000,00 €

Budget Annexe Zone des Annonciades

Le budget des annonciades est solde depuis 2018.

Budget Annexe Bâtiment industriel

Budget Global = 3 604 887,51 €	
Investissement = 1 646 376,51 €	Fonctionnement = **1 958 511 €**

L'année 2020 a permis de solder ce dossier avec la signature de la cession du bâtiment à l'entreprise SARAYA Europe, dans les conditions prévues dans la convention initiale, permettant de mettre un terme définitif au contentieux avec l'entreprise Avenir Détergence Lorraine. Le protocole d'accord transactionnel avec SARAYA Europe a été respecté.

L'entreprise a confirmé ses engagements d'extension des bâtiments du site de Velaines, en déposant un permis de construire. En raison des besoins liés à la crise sanitaire, l'entreprise a porté ses effectifs à 85 salariés.

Par délibération du 13 juin 2019, le conseil communautaire a approuvé la cession du bâtiment pour un montant de 907 323 € HT. La cession s'est concrétisée par la signature de l'acte de vente le 04 novembre 2020. Les écritures de cessions apparaitront sur le budget 2021 et permettront à terme de clore ce budget annexe.

Par ailleurs, la Communauté d'Agglomération s'est engagée à effectuer des travaux sur les cuves. Le coût de l'opération est à 250 000 € HT.

Il est à noter qu'au 31/12/2021, le capital restant dû s'élèvera à 293 491 € et devra être repris sur le budget principal. De même, le déficit du budget bâtiment industriel devra être supporté par le budget principal. Le montant estimé est de 302 500 €.

Budget Annexe Centre des Affaires

Budget Global = 85 335,41 €	
Investissement = 35 000,00 €	Fonctionnement = 50 335,41 €

Ce budget est équilibré par les recettes perçues de la CCI, gestionnaire de l'équipement à travers un loyer trimestriel de de 7 000 € HT.

REPUBLIQUE FRANÇAISE

EPCI dont la population est de 3500 habitants et plus - COMMUNAUTÉ AGGLOMERATION BAR-LE-DUC (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE (2)

Numéro SIRET : 20003302500012

POSTE COMPTABLE : BAR COLLECTIVITES

M. 14

Budget primitif

voté par nature

BUDGET : PRINCIPAL CA BLD (3)

ANNEE 2021

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).

(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales (6)

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres 7
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 11
B2 - Balance générale du budget - Recettes 13

III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses 15
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes 18
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 20
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 22
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 24

IV - Annexes (7)

A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1) 25
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement 29
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement 51
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 82
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 86
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A2.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme Sans Objet
A2.7 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements 87
A4 - Etat des provisions Sans Objet
A5 - Etalement des provisions Sans Objet
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 88
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 89
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) Sans Objet
A7.2.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (3) Sans Objet
A7.2.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (3) Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées Sans Objet
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement (4) 91
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt 93
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B1.7 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget (5) Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1 - Etat du personnel 94
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (4) 97
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement 98
C3.2 - Liste des établissements publics créés 99
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe 100
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe Sans Objet

D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures

D1 - Décision en matière de taux de contributions directes 101

D2 - Arrêté et signatures 102

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Elle n'a cependant pas à être produite par les services et activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers (art. L. 2313-1 du CGCT).

(4) Ces états ne sont obligatoires que pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art. L. 5711-1 du CGCT) et leurs établissements publics.

(5) Si la commune ou l'établissement décide d'attribuer des subventions dans le cadre du budget dans les conditions décrites à l'article L. 2311-7 du CGCT.

(6) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « *Informations générales* » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(7) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Code INSEE	COMMUNAUTÉ AGGLOMERATION BAR-LE-DUC PRINCIPAL CA BLD	BP 2021

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	0
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 *in fine*) :	
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		
10768695.00	0.00	291.88	0.00

	Informations financières – ratios (2)	Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population	545.30	497.00
2	Produit des impositions directes/population	188.94	287.00
3	Recettes réelles de fonctionnement/population	567.27	678.00
4	Dépenses d'équipement brut/population	66.05	118.00
5	Encours de dette/population	266.80	61.00
6	DGF/population	98.32	148.00
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2)	35.60	72.00
8	Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2)	96.40	90.90
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2)	11.60	17.70
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)	47.00	60.00

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, ...) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement,
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.
  - sans (3) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (4) .

IV – La comparaison avec le budget précédent (cf. colonne « Pour mémoire ») s'effectue par rapport à la colonne du budget (5) primitif de l'exercice précédent.

V – Le présent budget a été voté (6) avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ..... du .....).

(5) Indiquer « primitif de l'exercice précédent » ou « cumulé de l'exercice précédent ».

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

FONCTIONNEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	21 039 559,50	20 511 187,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 3 350 880,11
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (3)	21 039 559,50	23 862 067,11

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris le compte 1068)	4 566 168,00	5 963 952,01
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	4 304 367,51	947 091,64
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 1 959 491,86
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	8 870 535,51	8 870 535,51

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	29 910 095,01	32 732 602,62

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section de fonctionnement + Total de la section d'investissement.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES	A2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	4 137 507,00	0,00	3 910 701,00	3 910 701,00	3 910 701,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	6 760 476,00	0,00	6 913 347,00	6 913 347,00	6 913 347,00
014	Atténuations de produits	4 733 155,00	0,00	4 733 185,00	4 733 185,00	4 733 185,00
65	Autres charges de gestion courante	3 954 183,00	0,00	3 408 762,00	3 408 762,00	3 408 762,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses de gestion courante	**19 585 321,00**	**0,00**	**18 965 995,00**	**18 965 995,00**	**18 965 995,00**
66	Charges financières	6 100,00	0,00	4 000,00	4 000,00	4 000,00
67	Charges exceptionnelles	489 500,00	0,00	489 500,00	489 500,00	489 500,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses réelles de fonctionnement	**20 080 921,00**	**0,00**	**19 459 495,00**	**19 459 495,00**	**19 459 495,00**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*12 234,00*		*738 391,50*	*738 391,50*	*738 391,50*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*818 144,00*		*841 673,00*	*841 673,00*	*841 673,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Total des dépenses d'ordre de fonctionnement	***830 378,00***		***1 580 064,50***	***1 580 064,50***	***1 580 064,50***
	TOTAL	**20 911 299,00**	**0,00**	**21 039 559,50**	**21 039 559,50**	**21 039 559,50**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**21 039 559,50**

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges	110 000,00	0,00	101 000,00	101 000,00	101 000,00
70	Produits services, domaine et ventes div	1 200 000,00	0,00	1 057 550,00	1 057 550,00	1 057 550,00
73	Impôts et taxes	14 702 223,00	0,00	14 435 812,00	14 435 812,00	14 435 812,00
74	Dotations et participations	4 507 834,50	0,00	4 570 345,00	4 570 345,00	4 570 345,00
75	Autres produits de gestion courante	77 900,00	0,00	77 098,00	77 098,00	77 098,00
	Total des recettes de gestion courante	**20 597 957,50**	**0,00**	**20 241 805,00**	**20 241 805,00**	**20 241 805,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	63 826,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des recettes réelles de fonctionnement	**20 661 783,50**	**0,00**	**20 241 805,00**	**20 241 805,00**	**20 241 805,00**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*220 378,00*		*269 382,00*	*269 382,00*	*269 382,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Total des recettes d'ordre de fonctionnement	***220 378,00***		***269 382,00***	***269 382,00***	***269 382,00***
	TOTAL	**20 882 161,50**	**0,00**	**20 511 187,00**	**20 511 187,00**	**20 511 187,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	**3 350 880,11**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**23 862 067,11**

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)	**1 310 682,50**

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

(1) Cf. Modalités de vote I-B.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(5) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(6) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040.*

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	639 790,00	296 651,04	422 640,00	422 640,00	719 291,04
204	Subventions d'équipement versées	1 057 550,00	1 468 703,82	1 864 950,00	1 864 950,00	3 333 653,82
21	Immobilisations corporelles	1 497 524,00	439 478,38	1 226 196,00	1 226 196,00	1 665 674,38
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	2 815 704,00	2 029 836,27	533 000,00	533 000,00	2 562 836,27
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	**6 010 568,00**	**4 234 669,51**	**4 046 786,00**	**4 046 786,00**	**8 281 455,51**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	15 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	55 000,00	0,00	50 000,00	50 000,00	50 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	140 000,00	69 698,00	0,00	0,00	69 698,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	**210 600,00**	**69 698,00**	**50 000,00**	**50 000,00**	**119 698,00**
45...	**Total des opé. pour compte de tiers (8)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**6 221 168,00**	**4 304 367,51**	**4 096 786,00**	**4 096 786,00**	**8 401 153,51**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*220 378,00*		*269 382,00*	*269 382,00*	*269 382,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*1 650 002,00*		*200 000,00*	*200 000,00*	*200 000,00*
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	***1 870 380,00***		***469 382,00***	***469 382,00***	***469 382,00***
	TOTAL	**8 091 548,00**	**4 304 367,51**	**4 566 168,00**	**4 566 168,00**	**8 870 535,51**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	8 870 535,51

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	2 642 613,00	877 393,64	2 377 850,50	2 377 850,50	3 255 244,14
16	Emprunts et dettes assimilées (hors165)	2 075 337,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	**4 717 950,00**	**877 393,64**	**2 377 850,50**	**2 377 850,50**	**3 255 244,14**
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	678 219,00	0,00	408 253,00	408 253,00	408 253,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (9)	44 019,92	0,00	1 397 784,01	1 397 784,01	1 397 784,01
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	140 000,00	69 698,00	0,00	0,00	69 698,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	75 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	**937 238,92**	**69 698,00**	**1 806 037,01**	**1 806 037,01**	**1 875 735,01**
45...	**Total des opé. pour le compte de tiers (8)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**5 655 188,92**	**947 091,64**	**4 183 887,51**	**4 183 887,51**	**5 130 979,15**
021	*Virement de la sect° de fonctionnement (4)*	*12 234,00*		*738 391,50*	*738 391,50*	*738 391,50*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*818 144,00*		*841 673,00*	*841 673,00*	*841 673,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*1 650 000,00*		*200 000,00*	*200 000,00*	*200 000,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***2 480 378,00***		***1 780 064,50***	***1 780 064,50***	***1 780 064,50***

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
TOTAL		8 135 566,92	947 091,64	5 963 952,01	5 963 952,01	6 911 043,65
						+
	R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)					1 959 491,86
						=
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES					8 870 535,51

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (10)	1 310 682,50

(1) Cf. Modalités de vote I-B.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(5) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC...) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(9) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(10) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021+ RI 040 – DI 040.*

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	3 910 701,00		3 910 701,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	6 913 347,00		6 913 347,00
014	Atténuations de produits	4 733 185,00		4 733 185,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	3 408 762,00		3 408 762,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	4 000,00	*0,00*	4 000,00
67	Charges exceptionnelles	489 500,00	*0,00*	489 500,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	*841 673,00*	841 673,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*738 391,50*	738 391,50
Dépenses de fonctionnement – Total		**19 459 495,00**	***1 580 064,50***	**21 039 559,50**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	21 039 559,50

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*269 382,00*	269 382,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	50 000,00	*0,00*	50 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
198	*Neutral. amort. subv. équip. versées*		*0,00*	*0,00*
20	Immobilisations incorporelles(sauf 204) (6)	719 291,04	*0,00*	719 291,04
204	Subventions d'équipement versées	3 333 653,82	*0,00*	3 333 653,82
21	Immobilisations corporelles (6)	1 665 674,38	*0,00*	1 665 674,38
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	2 562 836,27	*200 000,00*	2 762 836,27
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	69 698,00	*0,00*	69 698,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)*		*0,00*	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (5)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (5)*		*0,00*	0,00
3...	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
Dépenses d'investissement – Total		**8 401 153,51**	***469 382,00***	**8 870 535,51**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	8 870 535,51

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	101 000,00		101 000,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	1 057 550,00		1 057 550,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes	14 435 812,00		14 435 812,00
74	Dotations et participations	4 570 345,00		4 570 345,00
75	Autres produits de gestion courante	77 098,00	*0,00*	77 098,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	*269 382,00*	269 382,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
Recettes de fonctionnement – Total		**20 241 805,00**	***269 382,00***	**20 511 187,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	3 350 880,11

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	23 862 067,11

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	408 253,00	*0,00*	408 253,00
13	Subventions d'investissement	3 255 244,14	*0,00*	3 255 244,14
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaires)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	*200 000,00*	200 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	(7) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	69 698,00	*0,00*	69 698,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*841 673,00*	841 673,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
3...	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*		*738 391,50*	738 391,50
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
Recettes d'investissement – Total		**3 733 195,14**	***1 780 064,50***	**5 513 259,64**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	1 959 491,86

+

AFFECTATION AU COMPTE 1068	1 397 784,01

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	8 870 535,51

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(6) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(7) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général**	**4 137 507,00**	**3 910 701,00**	**3 910 701,00**
6042	Achats prestat° services (hors terrains)	30 000,00	0,00	0,00
60611	Eau et assainissement	150 200,00	141 700,00	141 700,00
60612	Energie - Electricité	568 500,00	608 800,00	608 800,00
60613	Chauffage urbain	189 000,00	175 000,00	175 000,00
60622	Carburants	15 450,00	15 700,00	15 700,00
60623	Alimentation	4 350,00	5 100,00	5 100,00
60624	Produits de traitement	15 500,00	15 500,00	15 500,00
60628	Autres fournitures non stockées	13 890,00	13 190,00	13 190,00
60631	Fournitures d'entretien	34 350,00	47 635,00	47 635,00
60632	Fournitures de petit équipement	67 460,00	54 450,00	54 450,00
60636	Vêtements de travail	17 700,00	16 600,00	16 600,00
6064	Fournitures administratives	11 380,00	10 680,00	10 680,00
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	72 700,00	77 100,00	77 100,00
6067	Fournitures scolaires	500,00	500,00	500,00
6068	Autres matières et fournitures	421 900,00	104 800,00	104 800,00
611	Contrats de prestations de services	175 040,00	176 050,00	176 050,00
6132	Locations immobilières	41 112,00	30 840,00	30 840,00
6135	Locations mobilières	68 923,00	72 655,00	72 655,00
614	Charges locatives et de copropriété	5 500,00	13 515,00	13 515,00
61521	Entretien terrains	168 230,00	159 100,00	159 100,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	146 500,00	140 556,00	140 556,00
615231	Entretien, réparations voiries	27 000,00	65 700,00	65 700,00
615232	Entretien, réparations réseaux	35 500,00	34 000,00	34 000,00
61551	Entretien matériel roulant	6 350,00	6 150,00	6 150,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	47 110,00	29 150,00	29 150,00
6156	Maintenance	227 737,00	258 470,00	258 470,00
6161	Multirisques	104 940,00	87 240,00	87 240,00
6162	Assur. obligatoire dommage-construction	49 000,00	0,00	0,00
617	Etudes et recherches	180 000,00	180 000,00	180 000,00
6182	Documentation générale et technique	26 030,00	30 130,00	30 130,00
6184	Versements à des organismes de formation	67 500,00	64 700,00	64 700,00
6185	Frais de colloques et de séminaires	500,00	500,00	500,00
6188	Autres frais divers	1 200,00	4 900,00	4 900,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	11 600,00	7 000,00	7 000,00
6226	Honoraires	214 770,00	201 270,00	201 270,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	6 000,00	6 000,00	6 000,00
6228	Divers	114 900,00	238 850,00	238 850,00
6231	Annonces et insertions	34 100,00	10 500,00	10 500,00
6232	Fêtes et cérémonies	12 700,00	12 700,00	12 700,00
6233	Foires et expositions	2 500,00	2 500,00	2 500,00
6236	Catalogues et imprimés	17 200,00	14 500,00	14 500,00
6237	Publications	45 600,00	46 300,00	46 300,00
6238	Divers	4 800,00	5 900,00	5 900,00
6241	Transports de biens	0,00	10 000,00	10 000,00
6247	Transports collectifs	16 000,00	16 000,00	16 000,00
6248	Divers	100,00	300,00	300,00
6251	Voyages et déplacements	8 300,00	9 192,00	9 192,00
6256	Missions	17 100,00	17 153,00	17 153,00
6257	Réceptions	17 470,00	16 790,00	16 790,00
6261	Frais d'affranchissement	62 000,00	62 000,00	62 000,00
6262	Frais de télécommunications	35 500,00	33 000,00	33 000,00
627	Services bancaires et assimilés	4 000,00	3 700,00	3 700,00
6281	Concours divers (cotisations)	323 830,00	302 350,00	302 350,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	99 045,00	135 751,00	135 751,00
6284	Redevances pour services rendus	5 440,00	4 000,00	4 000,00
62872	Remb. frais au budget annexe	2 000,00	2 000,00	2 000,00
62878	Remb. frais à d'autres organismes	31 000,00	31 000,00	31 000,00
6288	Autres services extérieurs	50 500,00	67 034,00	67 034,00
63512	Taxes foncières	8 100,00	9 600,00	9 600,00
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	0,00	3 000,00	3 000,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	1 900,00	1 900,00	1 900,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**6 760 476,00**	**6 913 347,00**	**6 913 347,00**
6217	Personnel affecté par la commune membre	27 000,00	30 334,00	30 334,00
6218	Autre personnel extérieur	4 000,00	0,00	0,00
6331	Versement mobilité	24 436,00	23 806,00	23 806,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	20 014,00	19 838,00	19 838,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	73 767,00	69 381,00	69 381,00
64111	Rémunération principale titulaires	3 021 662,00	3 184 415,00	3 184 415,00

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	80 820,00	82 480,00	82 480,00
64118	Autres indemnités titulaires	678 031,00	720 070,00	720 070,00
64131	Rémunérations non tit.	784 729,00	729 836,00	729 836,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	741 881,00	709 885,00	709 885,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	984 189,00	1 033 807,00	1 033 807,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	32 895,00	27 271,00	27 271,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	46 990,00	45 328,00	45 328,00
6456	Versement au F.N.C. supplément familial	8 408,00	8 504,00	8 504,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	13 050,00	13 840,00	13 840,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	20 029,00	10 033,00	10 033,00
6478	Autres charges sociales diverses	198 200,00	198 000,00	198 000,00
6488	Autres charges	375,00	6 519,00	6 519,00
014	**Atténuations de produits**	**4 733 155,00**	**4 733 185,00**	**4 733 185,00**
739211	Attributions de compensation	2 415 753,00	2 415 753,00	2 415 753,00
739212	Dotation de solidarité communautaire	54 323,00	54 353,00	54 353,00
739221	FNGIR	2 263 079,00	2 263 079,00	2 263 079,00
65	**Autres charges de gestion courante**	**3 954 183,00**	**3 408 762,00**	**3 408 762,00**
6512	Droits d'utilisat° informatique nuage	59 810,00	89 820,00	89 820,00
6531	Indemnités	200 500,00	200 500,00	200 500,00
6532	Frais de mission	3 000,00	1 500,00	1 500,00
6533	Cotisations de retraite	25 341,00	22 500,00	22 500,00
6534	Cotis. de sécurité sociale - part patron	42 750,00	42 750,00	42 750,00
6535	Formation	4 400,00	4 400,00	4 400,00
6541	Créances admises en non-valeur	500,00	500,00	500,00
6542	Créances éteintes	500,00	500,00	500,00
6553	Service d'incendie	1 283 746,00	1 272 294,00	1 272 294,00
6557	Contribut° politique de l'habitat	27 000,00	30 000,00	30 000,00
657362	Subv. fonct. CCAS	1 380 121,00	1 280 121,00	1 280 121,00
657364	Subv. fonct. Établ. Industriel, commerc	8 000,00	5 000,00	5 000,00
65737	Autres établissements publics locaux	0,00	5 000,00	5 000,00
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	916 015,00	453 377,00	453 377,00
65888	Autres	2 500,00	500,00	500,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65 + 656)		**19 585 321,00**	**18 965 995,00**	**18 965 995,00**
66	**Charges financières (b)**	**6 100,00**	**4 000,00**	**4 000,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	6 000,00	4 000,00	4 000,00
66112	Intérêts - Rattachement des ICNE	100,00	0,00	0,00
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**489 500,00**	**489 500,00**	**489 500,00**
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	5 000,00	5 000,00	5 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	2 000,00	2 000,00	2 000,00
67441	Subv. budgets annexes et régies (AF)	482 500,00	482 500,00	482 500,00
68	**Dotations provisions semi-budgétaires (d) (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (e)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e		**20 080 921,00**	**19 459 495,00**	**19 459 495,00**
023	***Virement à la section d'investissement***	***12 234,00***	***738 391,50***	***738 391,50***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8) (9)***	***818 144,00***	***841 673,00***	***841 673,00***
6811	*Dot. amort. et prov. Immos incorporelles*	*818 144,00*	*841 673,00*	*841 673,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***830 378,00***	***1 580 064,50***	***1 580 064,50***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (10)***	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***830 378,00***	***1 580 064,50***	***1 580 064,50***
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**20 911 299,00**	**21 039 559,50**	**21 039 559,50**

+

RESTES A REALISER N-1 (11)	**0,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (11)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**21 039 559,50**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00

= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(6) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040*.

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES	A2

Chap / art(1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges**	**110 000,00**	**101 000,00**	**101 000,00**
6419	Remboursements rémunérations personnel	20 000,00	15 000,00	15 000,00
6479	Rembourst sur autres charges sociales	90 000,00	86 000,00	86 000,00
70	**Produits services, domaine et ventes div**	**1 200 000,00**	**1 057 550,00**	**1 057 550,00**
7018	Autres ventes de produits finis	2 000,00	6 200,00	6 200,00
70322	Stationnement, locat° domaine portuaire,	11 000,00	11 000,00	11 000,00
70328	Autres droits stationnement et location	18 000,00	18 000,00	18 000,00
70388	Autres redevances et recettes diverses	16 500,00	16 500,00	16 500,00
704	Travaux	10 000,00	10 000,00	10 000,00
7062	Redevances services à caractère culturel	177 400,00	174 000,00	174 000,00
70631	Redevances services à caractère sportif	335 000,00	240 000,00	240 000,00
70688	Autres prestations de services	5 000,00	0,00	0,00
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	3 500,00	9 500,00	9 500,00
70845	Mise à dispo personnel communes du GFP	17 250,00	0,00	0,00
70872	Remb. frais B.A. et régies municipales	340 350,00	392 350,00	392 350,00
70875	Remb. frais par les communes du GFP	264 000,00	180 000,00	180 000,00
73	**Impôts et taxes**	**14 702 223,00**	**14 435 812,00**	**14 435 812,00**
73111	Impôts directs locaux	7 773 425,00	3 166 562,00	3 166 562,00
73112	Cotisation sur la VAE	2 884 678,00	2 525 069,00	2 525 069,00
73113	Taxe sur les Surfaces Commerciales	576 459,00	622 946,00	622 946,00
73114	Imposition Forf. sur Entrep. Réseau	395 432,00	413 133,00	413 133,00
73211	Attribution de compensation	2 519 346,00	2 547 506,00	2 547 506,00
73223	Fonds péréquation ress. com. et intercom	512 883,00	512 883,00	512 883,00
7362	Taxes de séjour	40 000,00	50 000,00	50 000,00
7382	Fraction de TVA	0,00	4 597 713,00	4 597 713,00
74	**Dotations et participations**	**4 507 834,50**	**4 570 345,00**	**4 570 345,00**
74124	Dotation d'intercommunalité	1 837 636,00	1 810 281,00	1 810 281,00
74126	Dot. compensat° groupements de communes	1 722 593,00	1 690 512,00	1 690 512,00
744	FCTVA	6 000,00	4 000,00	4 000,00
74718	Autres participations Etat	141 019,50	173 000,00	173 000,00
7472	Participat° Régions	0,00	50 000,00	50 000,00
7473	Participat° Départements	180 628,00	109 744,00	109 744,00
74741	Participat° Communes du GFP	6 000,00	98 250,00	98 250,00
7478	Participat° Autres organismes	140 649,00	109 540,00	109 540,00
748313	Dotat° de compensation de la TP	51 709,00	51 709,00	51 709,00
74833	Etat - Compensation CET (CVAE et CFE)	870,00	52 579,00	52 579,00
74834	Etat - Compens. exonérat° taxes foncière	14,00	14,00	14,00
74835	Etat - Compens. exonérat° taxe habitat°	420 716,00	420 716,00	420 716,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**77 900,00**	**77 098,00**	**77 098,00**
752	Revenus des immeubles	11 800,00	77 098,00	77 098,00
7588	Autres produits div. de gestion courante	66 100,00	0,00	0,00
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70 + 73 + 74 + 75 + 013	**20 597 957,50**	**20 241 805,00**	**20 241 805,00**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**63 826,00**	**0,00**	**0,00**
773	Mandats annulés (exercices antérieurs)	7 826,00	0,00	0,00
7788	Produits exceptionnels divers	56 000,00	0,00	0,00
78	**Reprises provisions semi-budgétaires (d) (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a+b+c+d	**20 661 783,50**	**20 241 805,00**	**20 241 805,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)***	***220 378,00***	***269 382,00***	***269 382,00***
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*220 378,00*	*269 382,00*	*269 382,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***220 378,00***	***269 382,00***	***269 382,00***
	TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**20 882 161,50**	**20 511 187,00**	**20 511 187,00**
				+
	RESTES A REALISER N-1 (10)			**0,00**
				+
	R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)			**3 350 880,11**
				=

Chap / art(1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
	TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES			23 862 067,11

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040.*

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(8) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES	B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)**	**639 790,00**	**422 640,00**	**422 640,00**
202	Frais réalisat° documents urbanisme	0,00	60 000,00	60 000,00
2031	Frais d'études	616 540,00	343 140,00	343 140,00
2033	Frais d'insertion	9 500,00	9 500,00	9 500,00
2051	Concessions, droits similaires	13 750,00	10 000,00	10 000,00
204	**Subventions d'équipement versées (hors opérations)**	**1 057 550,00**	**1 864 950,00**	**1 864 950,00**
204114	Voirie	157 750,00	1 318 050,00	1 318 050,00
204122	Subv. Régions : Bâtiments, installations	64 300,00	174 900,00	174 900,00
2041411	Subv.Cne GFP : Bien mobilier, matériel	60 000,00	60 000,00	60 000,00
2041412	Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations	120 000,00	120 000,00	120 000,00
204182	Autres org pub - Bâtiments et installat°	67 000,00	7 000,00	7 000,00
20421	Privé : Bien mobilier, matériel	58 500,00	105 000,00	105 000,00
20422	Privé : Bâtiments, installations	530 000,00	80 000,00	80 000,00
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**1 497 524,00**	**1 226 196,00**	**1 226 196,00**
2111	Terrains nus	195 000,00	21 000,00	21 000,00
2128	Autres agencements et aménagements	17 500,00	0,00	0,00
21318	Autres bâtiments publics	186 000,00	202 000,00	202 000,00
2135	Installations générales, agencements	549 400,00	85 706,00	85 706,00
2151	Réseaux de voirie	204 000,00	276 000,00	276 000,00
2152	Installations de voirie	0,00	0,00	0,00
21531	Réseaux d'adduction d'eau	11 000,00	0,00	0,00
21532	Réseaux d'assainissement	50 000,00	250 000,00	250 000,00
21534	Réseaux d'électrification	5 000,00	2 000,00	2 000,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	53 870,00	32 590,00	32 590,00
2161	Oeuvres et objets d'art	3 000,00	1 000,00	1 000,00
21713	Terrains aménagés hors voirie (mise à di	5 000,00	4 500,00	4 500,00
21731	Bâtiments publics (mise à dispo)	68 000,00	161 500,00	161 500,00
2182	Matériel de transport	16 000,00	0,00	0,00
2183	Matériel de bureau et informatique	70 750,00	61 050,00	61 050,00
2184	Mobilier	9 400,00	29 250,00	29 250,00
2188	Autres immobilisations corporelles	53 604,00	99 600,00	99 600,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**2 815 704,00**	**533 000,00**	**533 000,00**
2313	Constructions	2 619 704,00	498 000,00	498 000,00
2314	Constructions sur sol d'autrui	196 000,00	15 000,00	15 000,00
238	Avances versées commandes immo. incorp.	0,00	20 000,00	20 000,00
	Total des dépenses d'équipement	**6 010 568,00**	**4 046 786,00**	**4 046 786,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**15 500,00**	**0,00**	**0,00**
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	15 500,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**55 000,00**	**50 000,00**	**50 000,00**
1641	Emprunts en euros	55 000,00	50 000,00	50 000,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**100,00**	**0,00**	**0,00**
261	Titres de participation	100,00	0,00	0,00
27	**Autres immobilisations financières**	**140 000,00**	**0,00**	**0,00**
274	Prêts	140 000,00	0,00	0,00
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**210 600,00**	**50 000,00**	**50 000,00**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**6 221 168,00**	**4 096 786,00**	**4 096 786,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7)***	***220 378,00***	***269 382,00***	***269 382,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur (8)	***220 378,00***	***269 382,00***	***269 382,00***
13911	*Etat et établissements nationaux*	*61 369,00*	*61 369,00*	*61 369,00*
13912	*Sub. transf cpte résult. Régions*	*30 144,00*	*30 144,00*	*30 144,00*
13913	*Sub. transf cpte résult. Départements*	*24 823,00*	*24 823,00*	*24 823,00*
13916	*Sub. transf cpte résult. Autres EPL*	*95 763,00*	*144 767,00*	*144 767,00*
13917	*Sub. transf cpte résult.Budget communaut*	*3 086,00*	*3 086,00*	*3 086,00*
13918	*Autres subventions d'équipement*	*280,00*	*280,00*	*280,00*
13931	*Sub. transf cpte résult. D.E.T.R.*	*4 913,00*	*4 913,00*	*4 913,00*
	Charges transférées (9)	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (10)***	***1 650 002,00***	***200 000,00***	***200 000,00***
2111	*Terrains nus*	*80 000,00*	*0,00*	*0,00*

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
21318	*Autres bâtiments publics*	*1 320 002,00*	*0,00*	*0,00*
238	*Avances versées commandes immo. incorp.*	*250 000,00*	*200 000,00*	*200 000,00*
TOTAL DEPENSES D'ORDRE		***1 870 380,00***	***469 382,00***	***469 382,00***
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)		**8 091 548,00**	**4 566 168,00**	**4 566 168,00**
				+
			RESTES A REALISER N-1 (11)	**4 304 367,51**
				+
			D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (11)	**0,00**
				=
			TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**8 870 535,51**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A 9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RF 042*.

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(10) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041*.

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES	B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement (hors 138)**	**2 642 613,00**	**2 377 850,50**	**2 377 850,50**
1311	Subv. transf. Etat et établ. Nationaux	495 000,00	450 000,00	450 000,00
13141	Subv. transf. Communes membres du GFP	100 000,00	22 500,00	22 500,00
1316	Subv. transf. Autres E.P.L.	125 359,00	27 975,00	27 975,00
1318	Autres subventions d'équipement transf.	67 472,00	82 472,00	82 472,00
1321	Subv. non transf. Etat, établ. nationaux	155 721,00	609 348,00	609 348,00
1322	Subv. non transf. Régions	137 604,00	120 000,00	120 000,00
13241	Subv. non transf. Communes du GFP	0,00	0,00	0,00
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	1 561 457,00	1 022 429,50	1 022 429,50
1328	Autres subventions d'équip. non transf.	0,00	0,00	0,00
1341	D.E.T.R. non transférable	0,00	43 126,00	43 126,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**2 075 337,00**	**0,00**	**0,00**
1641	Emprunts en euros	2 075 337,00	0,00	0,00
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**4 717 950,00**	**2 377 850,50**	**2 377 850,50**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**722 238,92**	**1 806 037,01**	**1 806 037,01**
10222	FCTVA	678 219,00	408 253,00	408 253,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	44 019,92	1 397 784,01	1 397 784,01
138	**Autres subvent° invest. non transf.**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**140 000,00**	**0,00**	**0,00**
274	Prêts	140 000,00	0,00	0,00
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**75 000,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes financières	**937 238,92**	**1 806 037,01**	**1 806 037,01**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL RECETTES REELLES	**5 655 188,92**	**4 183 887,51**	**4 183 887,51**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***12 234,00***	***738 391,50***	***738 391,50***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)***	***818 144,00***	***841 673,00***	***841 673,00***
28031	*Frais d'études*	*38 929,00*	*44 720,00*	*44 720,00*
28033	*Frais d'insertion*	*5 261,00*	*486,00*	*486,00*
2804114	*Voirie*	*1 614,00*	*9 155,00*	*9 155,00*
28041411	*Subv.Cne GFP : Bien mobilier, matériel*	*28 474,00*	*28 774,00*	*28 774,00*
28041412	*Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations*	*80 912,00*	*93 934,00*	*93 934,00*
28041481	*Subv.Cne : Bien mobilier, matériel*	*920,00*	*932,00*	*932,00*
28041582	*GFP : Bâtiments, installations*	*2 375,00*	*2 375,00*	*2 375,00*
28041621	*CCAS : Bien mobilier, matériel*	*921,00*	*921,00*	*921,00*
28041622	*CCAS : Bâtiments, installations*	*72 666,00*	*72 666,00*	*72 666,00*
2804171	*Autres EPL : Bien mobilier, matériel*	*1 670,00*	*1 670,00*	*1 670,00*
2804182	*Autres org pub - Bâtiments et installat°*	*1 874,00*	*1 874,00*	*1 874,00*
280421	*Privé : Bien mobilier, matériel*	*40 458,00*	*41 661,00*	*41 661,00*
280422	*Privé : Bâtiments, installations*	*70 437,00*	*51 418,00*	*51 418,00*
28051	*Concessions et droits similaires*	*52 289,00*	*19 982,00*	*19 982,00*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*858,00*	*858,00*	*858,00*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*47 250,00*	*11 001,00*	*11 001,00*
281311	*Hôtel de ville*	*1 191,00*	*1 191,00*	*1 191,00*
281318	*Autres bâtiments publics*	*3 827,00*	*3 827,00*	*3 827,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*14 972,00*	*15 735,00*	*15 735,00*
28138	*Autres constructions*	*181,00*	*181,00*	*181,00*
28151	*Réseaux de voirie*	*459,00*	*50 486,00*	*50 486,00*
28152	*Installations de voirie*	*2 665,00*	*2 665,00*	*2 665,00*
281531	*Réseaux d'adduction d'eau*	*7 768,00*	*8 754,00*	*8 754,00*
281532	*Réseaux d'assainissement*	*3 238,00*	*6 084,00*	*6 084,00*
281533	*Réseaux câblés*	*0,00*	*722,00*	*722,00*
281534	*Réseaux d'électrification*	*3 510,00*	*3 510,00*	*3 510,00*

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
281538	*Autres réseaux*	*1 764,00*	*1 764,00*	*1 764,00*
281568	*Autres matériels, outillages incendie*	*60,00*	*60,00*	*60,00*
28158	*Autres installat°, matériel et outillage*	*49 309,00*	*51 470,00*	*51 470,00*
28171	*Terrains (m.à dispo)*	*0,00*	*1 363,00*	*1 363,00*
281731	*Bâtiments publics (m. à dispo)*	*29 303,00*	*29 303,00*	*29 303,00*
281735	*Installations générales (m. à dispo)*	*656,00*	*1 216,00*	*1 216,00*
2817538	*Autres réseaux (m. à dispo)*	*627,00*	*627,00*	*627,00*
281758	*Autres installat°, matériel (m. à dispo)*	*773,00*	*497,00*	*497,00*
281782	*Matériel de transport (m. à dispo)*	*2 571,00*	*2 577,00*	*2 577,00*
281783	*Matériel bureau et info. (m. à dispo)*	*59 236,00*	*59 236,00*	*59 236,00*
281784	*Mobilier (m. à dispo)*	*3 051,00*	*901,00*	*901,00*
281788	*Autres immo. corporelles (m. à dispo)*	*9 497,00*	*6 743,00*	*6 743,00*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*303,00*	*303,00*	*303,00*
28182	*Matériel de transport*	*12 354,00*	*20 061,00*	*20 061,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*65 116,00*	*82 920,00*	*82 920,00*
28184	*Mobilier*	*55 631,00*	*58 334,00*	*58 334,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*43 174,00*	*48 716,00*	*48 716,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT		***830 378,00***	***1 580 064,50***	***1 580 064,50***
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***1 650 000,00***	***200 000,00***	***200 000,00***
13141	*Subv. transf. Communes membres du GFP*	*600 000,00*	*0,00*	*0,00*
2031	*Frais d'études*	*800 000,00*	*200 000,00*	*200 000,00*
238	*Avances versées commandes immo. incorp.*	*250 000,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL RECETTES D'ORDRE		***2 480 378,00***	***1 780 064,50***	***1 780 064,50***
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)		**8 135 566,92**	**5 963 952,01**	**5 963 952,01**
				+
			RESTES A REALISER N-1 (10)	**947 091,64**
				+
			R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	**1 959 491,86**
				=
			TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**8 870 535,51**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV-A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RI 040 = DF 042*.

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041*.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES — IV

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE (1) — A1

Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
INVESTISSEMENT												
DEPENSES												
Dépenses réelles	57 000	445 700	0	1 000	124 700	431 290	484 500	0	0	423 640	2 128 956	4 096 786
- Equipements municipaux (2)		270 800	0	1 000	124 700	431 290	484 500	0	0	423 640	438 906	2 181 836
- Equip. non municipaux (c/204) (3)		174 900	0	0	0	0	0	0	0	0	1 690 050	1 864 950
- Opérations financières	57 000											57 000
Dépenses d'ordre	469 382											469 382
Total dépenses de l'exercice	**526 382**	**445 700**	**0**	**1 000**	**124 700**	**431 290**	**484 500**	**0**	**0**	**423 640**	**2 128 956**	**4 566 168**
RAR N-1 et reports	**0**	**155 436**	**60 000**	**20 648**	**216 805**	**208 123**	**2 743 090**	**0**	**0**	**222 210**	**678 055**	**4 304 368**
Total cumulé dépenses d'investissement	**526 382**	**601 136**	**60 000**	**21 648**	**341 505**	**639 413**	**3 227 590**	**0**	**0**	**645 850**	**2 807 011**	**8 870 536**
RECETTES												
Total recettes de l'exercice	**3 586 102**	**50 475**	**0**	**0**	**335 162**	**0**	**1 231 111**	**0**	**0**	**82 472**	**678 631**	**5 963 952**
RAR N-1 et reports	**1 959 492**	**58 527**	**0**	**0**	**281 652**	**219 040**	**0**	**0**	**0**	**45 336**	**342 536**	**2 906 584**
Total cumulé recettes d'investissement	**5 545 593**	**109 002**	**0**	**0**	**616 813**	**219 040**	**1 231 111**	**0**	**0**	**127 808**	**1 021 167**	**8 870 536**
FONCTIONNEMENT												
DEPENSES												
Total dépenses de l'exercice	**6 327 750**	**5 425 606**	**1 297 513**	**31 398**	**2 700 220**	**2 475 283**	**416 767**	**0**	**0**	**751 584**	**1 613 439**	**21 039 560**
RAR N-1 et reports	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Total cumulé dépenses de fonctionnement	**6 327 750**	**5 425 606**	**1 297 513**	**31 398**	**2 700 220**	**2 475 283**	**416 767**	**0**	**0**	**751 584**	**1 613 439**	**21 039 560**
RECETTES												
Total recettes de l'exercice	**18 685 005**	**612 242**	**0**	**20 000**	**380 300**	**267 144**	**75 956**	**0**	**0**	**287 740**	**182 800**	**20 511 187**
RAR N-1 et reports	**3 350 880**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**3 350 880**
Total cumulé recettes de fonctionnement	**22 035 885**	**612 242**	**0**	**20 000**	**380 300**	**267 144**	**75 956**	**0**	**0**	**287 740**	**182 800**	**23 862 067**

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicable à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Ou biens de la structure intercommunale.

(3) Ou biens ne relevant pas de la structure intercommunale.

IV – ANNEXES — IV

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE — A1

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
						INVESTISSEMENT							
						DEPENSES							
Total dépenses investissement		**526 382**	**601 136**	**60 000**	**21 648**	**341 505**	**639 413**	**3 227 590**	**0**	**0**	**645 850**	**2 807 011**	**8 870 536**
Dépenses réelles		57 000	601 136	60 000	21 648	341 505	639 413	3 227 590	0	0	645 850	2 807 011	8 401 154
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
020	Dépenses imprévues	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
13	Subventions d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16	Emprunts et dettes assimilées	50 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	50 000
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	7 000	21 460	0	0	169 774	181 713	0	0	0	205 828	133 516	719 291
204	Subventions d'équipement versées	0	291 500	60 000	20 000	0	0	1 000 000	0	0	33 823	1 928 331	3 333 654
21	Immobilisations corporelles	0	156 665	0	1 648	165 739	437 503	92 567	0	0	406 200	405 352	1 665 674
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	131 511	0	0	5 993	20 196	2 135 023	0	0	0	270 114	2 562 836
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	69 698	69 698
Opérations d'équipement		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations pour compte de tiers		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'ordre		*469 382*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*469 382*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*269 382*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*269 382*
041	*Opérations patrimoniales*	*200 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*200 000*

						RECETTES							
Total recettes investissement		**3 586 102**	**109 002**	**0**	**0**	**616 813**	**219 040**	**1 231 111**	**0**	**0**	**127 808**	**1 021 167**	**6 911 044**
Recettes réelles		1 806 037	109 002	0	0	616 813	219 040	1 231 111	0	0	127 808	1 021 167	5 130 979
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
024	Produits des cessions d'immobilisations	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	1 806 037	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 806 037
13	Subventions d'investissement	0	109 002	0	0	616 813	219 040	1 231 111	0	0	127 808	951 469	3 255 244

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
16	Emprunts et dettes assimilées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
204	Subventions d'équipement versées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
21	Immobilisations corporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	69 698	69 698
Opérations pour compte de tiers		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Recettes d'ordre		*1 780 065*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1 780 065*
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*738 392*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*738 392*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*841 673*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*841 673*
041	*Opérations patrimoniales*	*200 000*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*200 000*

FONCTIONNEMENT

DEPENSES

Total dépenses de fonctionnement		**6 327 750**	**5 425 606**	**1 297 513**	**31 398**	**2 700 220**	**2 475 283**	**416 767**	**0**	**0**	**751 584**	**1 613 439**	**21 039 560**
Dépenses réelles		4 747 685	5 425 606	1 297 513	31 398	2 700 220	2 475 283	416 767	0	0	751 584	1 613 439	19 459 495
011	Charges à caractère général	2 000	953 690	9 200	1 450	788 585	1 095 445	184 511	0	0	277 200	598 620	3 910 701
012	Charges de personnel, frais assimilés	0	2 789 898	6 519	29 948	1 908 535	1 379 838	223 906	0	0	424 384	150 319	6 913 347
014	Atténuations de produits	4 733 185	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 733 185
022	Dépenses imprévues	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
65	Autres charges de gestion courante	1 500	1 682 018	1 281 794	0	3 100	0	8 350	0	0	50 000	382 000	3 408 762
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
66	Charges financières	4 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 000
67	Charges exceptionnelles	7 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	482 500	489 500
68	Dot. aux amortissements et provisions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'ordre		*1 580 065*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*1 580 065*
023	*Virement à la section d'investissement*	*738 392*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*738 392*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*841 673*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*841 673*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
						RECETTES							
Total recettes de fonctionnement		**18 685 005**	**612 242**	**0**	**20 000**	**380 300**	**267 144**	**75 956**	**0**	**0**	**287 740**	**182 800**	**20 511 187**
Recettes réelles		18 415 623	612 242	0	20 000	380 300	267 144	75 956	0	0	287 740	182 800	20 241 805
013	Atténuations de charges	0	101 000	0	0	0	0	0	0	0	0	0	101 000
70	Produits des services, du domaine, vente	0	392 350	0	0	180 200	240 000	26 000	0	0	190 000	29 000	1 057 550
73	Impôts et taxes	14 385 812	0	0	0	0	0	0	0	0	0	50 000	14 435 812
74	Dotations et participations	4 029 811	117 750	0	20 000	135 100	27 144	39 000	0	0	97 740	103 800	4 570 345
75	Autres produits de gestion courante	0	1 142	0	0	65 000	0	10 956	0	0	0	0	77 098
76	Produits financiers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
77	Produits exceptionnels	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
78	Reprise sur amortissements et provisions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Recettes d'ordre		*269 382*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*269 382*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*269 382*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*269 382*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 0 – Services généraux des administrations publiques locales

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	05 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		6 327 749,50	5 425 606,00	0,00	0,00	0,00	11 753 355,50
Dépenses de l'exercice		6 327 749,50	5 425 606,00	0,00	0,00	0,00	11 753 355,50
011	Charges à caractère général	2 000,00	953 690,00	0,00	0,00	0,00	955 690,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	2 789 898,00	0,00	0,00	0,00	2 789 898,00
014	Atténuations de produits	4 733 185,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 733 185,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*738 391,50*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*738 391,50*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*841 673,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*841 673,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	1 500,00	1 682 018,00	0,00	0,00	0,00	1 683 518,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	4 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 000,00
67	Charges exceptionnelles	7 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	7 000,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		22 035 885,11	612 242,00	0,00	0,00	0,00	22 648 127,11
Recettes de l'exercice		18 685 005,00	612 242,00	0,00	0,00	0,00	19 297 247,00
013	Atténuations de charges	0,00	101 000,00	0,00	0,00	0,00	101 000,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*269 382,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*269 382,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	392 350,00	0,00	0,00	0,00	392 350,00
73	Impôts et taxes	14 385 812,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14 385 812,00
74	Dotations et participations	4 029 811,00	117 750,00	0,00	0,00	0,00	4 147 561,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	1 142,00	0,00	0,00	0,00	1 142,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		3 350 880,11	0,00	0,00	0,00	0,00	3 350 880,11
SOLDE (2)		15 708 135,61	-4 813 364,00	0,00	0,00	0,00	10 894 771,61

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
DEPENSES (2)		5 293 171,00	0,00	0,00	132 435,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		5 293 171,00	0,00	0,00	132 435,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	885 390,00	0,00	0,00	68 300,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	2 725 763,00	0,00	0,00	64 135,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	1 682 018,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		592 242,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		592 242,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	101 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	372 350,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	117 750,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	1 142,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-4 700 929,00	0,00	0,00	-112 435,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 1 – Sécurité et salubrité publiques

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	13 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		1 297 513,00	0,00	0,00	1 297 513,00
Dépenses de l'exercice		1 297 513,00	0,00	0,00	1 297 513,00
011	Charges à caractère général	9 200,00	0,00	0,00	9 200,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	6 519,00	0,00	0,00	6 519,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	1 281 794,00	0,00	0,00	1 281 794,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-1 297 513,00	0,00	0,00	-1 297 513,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
DEPENSES (2)		9 200,00	0,00	0,00	1 288 313,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
Dépenses de l'exercice		9 200,00	0,00	0,00	1 288 313,00	0,00
011	Charges à caractère général	9 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	6 519,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	1 281 794,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-9 200,00	0,00	0,00	-1 288 313,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 2 – Enseignement - Formation

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	26 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	DEPENSES (2)	0,00	0,00	0,00	31 398,00	0,00	0,00	0,00	31 398,00
	Dépenses de l'exercice	0,00	0,00	0,00	31 398,00	0,00	0,00	0,00	31 398,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	1 450,00	0,00	0,00	0,00	1 450,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	29 948,00	0,00	0,00	0,00	29 948,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (2)	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
	Recettes de l'exercice	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	20 000,00	0,00	0,00	0,00	20 000,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	26 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	-11 398,00	0,00	0,00	0,00	-11 398,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 3 – Culture

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	34 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		102 187,00	1 037 158,00	1 142 225,00	418 650,00	0,00	2 700 220,00
Dépenses de l'exercice		102 187,00	1 037 158,00	1 142 225,00	418 650,00	0,00	2 700 220,00
011	Charges à caractère général	1 000,00	160 055,00	391 620,00	235 910,00	0,00	788 585,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	101 187,00	877 103,00	747 505,00	182 740,00	0,00	1 908 535,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	3 100,00	0,00	0,00	3 100,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	279 600,00	35 700,00	65 000,00	0,00	380 300,00
Recettes de l'exercice		0,00	279 600,00	35 700,00	65 000,00	0,00	380 300,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	150 000,00	30 200,00	0,00	0,00	180 200,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	129 600,00	5 500,00	0,00	0,00	135 100,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	65 000,00	0,00	65 000,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-102 187,00	-757 558,00	-1 106 525,00	-353 650,00	0,00	-2 319 920,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
DEPENSES (2)		1 037 158,00	0,00	0,00	0,00	828 713,00	313 512,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		1 037 158,00	0,00	0,00	0,00	828 713,00	313 512,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	160 055,00	0,00	0,00	0,00	271 085,00	120 535,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	877 103,00	0,00	0,00	0,00	554 528,00	192 977,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	3 100,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		279 600,00	0,00	0,00	0,00	18 000,00	17 700,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		279 600,00	0,00	0,00	0,00	18 000,00	17 700,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	150 000,00	0,00	0,00	0,00	17 000,00	13 200,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	129 600,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00	4 500,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-757 558,00	0,00	0,00	0,00	-810 713,00	-295 812,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 4 – Sport et jeunesse

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	43 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	DEPENSES (2)	522 649,00	1 952 634,00	0,00	0,00	2 475 283,00
	Dépenses de l'exercice	522 649,00	1 952 634,00	0,00	0,00	2 475 283,00
011	Charges à caractère général	11 525,00	1 083 920,00	0,00	0,00	1 095 445,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	511 124,00	868 714,00	0,00	0,00	1 379 838,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (2)	0,00	267 144,00	0,00	0,00	267 144,00
	Recettes de l'exercice	0,00	267 144,00	0,00	0,00	267 144,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	240 000,00	0,00	0,00	240 000,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	27 144,00	0,00	0,00	27 144,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (2)	-522 649,00	-1 685 490,00	0,00	0,00	-2 208 139,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
DEPENSES (2)		301 920,00	192 055,00	1 458 659,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		301 920,00	192 055,00	1 458 659,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	301 920,00	192 055,00	589 945,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	868 714,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		27 144,00	0,00	240 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		27 144,00	0,00	240 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	240 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	27 144,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-274 776,00	-192 055,00	-1 218 659,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 5 – Interventions sociales et santé

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	53 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		80 257,00	336 510,00	0,00	416 767,00
Dépenses de l'exercice		80 257,00	336 510,00	0,00	416 767,00
011	Charges à caractère général	24 956,00	159 555,00	0,00	184 511,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	55 301,00	168 605,00	0,00	223 906,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	8 350,00	0,00	8 350,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		32 456,00	43 500,00	0,00	75 956,00
Recettes de l'exercice		32 456,00	43 500,00	0,00	75 956,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	9 500,00	16 500,00	0,00	26 000,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	12 000,00	27 000,00	0,00	39 000,00
75	Autres produits de gestion courante	10 956,00	0,00	0,00	10 956,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-47 801,00	-293 010,00	0,00	-340 811,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
DEPENSES (2)		0,00	80 257,00	0,00	7 983,00	0,00	0,00	0,00	328 527,00
Dépenses de l'exercice		0,00	80 257,00	0,00	7 983,00	0,00	0,00	0,00	328 527,00
011	Charges à caractère général	0,00	24 956,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	159 555,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	55 301,00	0,00	7 983,00	0,00	0,00	0,00	160 622,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	8 350,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	32 456,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	43 500,00
Recettes de l'exercice		0,00	32 456,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	43 500,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	9 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 500,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	12 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	27 000,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	10 956,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	-47 801,00	0,00	-7 983,00	0,00	0,00	0,00	-285 027,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 6 – Famille

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	65 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	DEPENSES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Dépenses de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Recettes de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 7 – Logement

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	74 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	DEPENSES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Dépenses de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Recettes de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 8 – Aménagement et services urbains, environnement

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	84 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		417 133,00	210 674,00	123 777,00	0,00	751 584,00
Dépenses de l'exercice		417 133,00	210 674,00	123 777,00	0,00	751 584,00
011	Charges à caractère général	68 500,00	137 600,00	71 100,00	0,00	277 200,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	348 633,00	38 074,00	37 677,00	0,00	424 384,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	35 000,00	15 000,00	0,00	50 000,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		190 000,00	38 000,00	59 740,00	0,00	287 740,00
Recettes de l'exercice		190 000,00	38 000,00	59 740,00	0,00	287 740,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	190 000,00	0,00	0,00	0,00	190 000,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	38 000,00	59 740,00	0,00	97 740,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-227 133,00	-172 674,00	-64 037,00	0,00	-463 844,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
DEPENSES (2)		359 733,00	57 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
Dépenses de l'exercice		359 733,00	57 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	11 100,00	57 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	348 633,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		180 000,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		180 000,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	180 000,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-179 733,00	-47 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	210 674,00	0,00	98 777,00	0,00	25 000,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	210 674,00	0,00	98 777,00	0,00	25 000,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	137 600,00	0,00	61 100,00	0,00	10 000,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	38 074,00	0,00	37 677,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	35 000,00	0,00	0,00	0,00	15 000,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	38 000,00	0,00	59 740,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	38 000,00	0,00	59 740,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	38 000,00	0,00	59 740,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	-172 674,00	0,00	-39 037,00	0,00	-25 000,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 9 – Action économique

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		1 044 059,00	0,00	0,00	56 000,00	0,00	513 380,00	0,00	0,00	1 613 439,00
Dépenses de l'exercice		1 044 059,00	0,00	0,00	56 000,00	0,00	513 380,00	0,00	0,00	1 613 439,00
011	Charges à caractère général	343 240,00	0,00	0,00	56 000,00	0,00	199 380,00	0,00	0,00	598 620,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	150 319,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	150 319,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	68 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	314 000,00	0,00	0,00	382 000,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	482 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	482 500,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		153 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 000,00	0,00	0,00	182 800,00
Recettes de l'exercice		153 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 000,00	0,00	0,00	182 800,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	29 000,00	0,00	0,00	29 000,00
73	Impôts et taxes	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
74	Dotations et participations	103 800,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	103 800,00

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-890 259,00	0,00	0,00	-56 000,00	0,00	-484 380,00	0,00	0,00	-1 430 639,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 0 – Services généraux des administrations publiques locales

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	05 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		526 382,00	601 135,96	0,00	0,00	0,00	1 127 517,96
Dépenses de l'exercice		526 382,00	445 700,00	0,00	0,00	0,00	972 082,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*269 382,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*269 382,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*200 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*200 000,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	7 000,00	10 000,00	0,00	0,00	0,00	17 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	174 900,00	0,00	0,00	0,00	174 900,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	150 800,00	0,00	0,00	0,00	150 800,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	110 000,00	0,00	0,00	0,00	110 000,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	155 435,96	0,00	0,00	0,00	155 435,96
RECETTES (2)		5 545 593,37	109 002,00	0,00	0,00	0,00	5 654 595,37
Recettes de l'exercice		3 586 101,51	50 475,00	0,00	0,00	0,00	3 636 576,51
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*738 391,50*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*738 391,50*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*841 673,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*841 673,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*200 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*200 000,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	1 806 037,01	0,00	0,00	0,00	0,00	1 806 037,01
13	Subventions d'investissement	0,00	50 475,00	0,00	0,00	0,00	50 475,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	05 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		1 959 491,86	58 527,00	0,00	0,00	0,00	2 018 018,86
SOLDE (2)		5 019 211,37	-492 133,96	0,00	0,00	0,00	4 527 077,41

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
DEPENSES (2)		596 093,45	0,00	0,00	5 042,51	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		441 200,00	0,00	0,00	4 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	10 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	174 900,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	146 300,00	0,00	0,00	4 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
23	Immobilisations en cours	110 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		154 893,45	0,00	0,00	542,51	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		109 002,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		50 475,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	50 475,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		58 527,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-487 091,45	0,00	0,00	-5 042,51	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 1 – Sécurité et salubrité publiques

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	13 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		60 000,00	0,00	0,00	60 000,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		60 000,00	0,00	0,00	60 000,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	13 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-60 000,00	0,00	0,00	-60 000,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	60 000,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	60 000,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	-60 000,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 2 – Enseignement - Formation

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	26 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	21 648,00	0,00	0,00	0,00	21 648,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	1 000,00	0,00	0,00	0,00	1 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	20 648,00	0,00	0,00	0,00	20 648,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	26 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	-21 648,00	0,00	0,00	0,00	-21 648,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 3 – Culture

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	34 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		0,00	54 677,48	200 222,40	86 605,48	0,00	341 505,36
Dépenses de l'exercice		0,00	9 000,00	62 400,00	53 300,00	0,00	124 700,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	30 000,00	2 500,00	0,00	32 500,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	9 000,00	32 400,00	50 800,00	0,00	92 200,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	45 677,48	137 822,40	33 305,48	0,00	216 805,36
RECETTES (2)		0,00	0,00	1 939,60	614 873,64	0,00	616 813,24
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	1 200,00	333 961,50	0,00	335 161,50
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	1 200,00	333 961,50	0,00	335 161,50
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	34 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	739,60	280 912,14	0,00	281 651,74
SOLDE (2)		0,00	-54 677,48	-198 282,60	528 268,16	0,00	275 307,88

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
DEPENSES (2)		54 677,48	0,00	0,00	0,00	25 672,40	174 550,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		9 000,00	0,00	0,00	0,00	6 200,00	56 200,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 000,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	9 000,00	0,00	0,00	0,00	6 200,00	26 200,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		45 677,48	0,00	0,00	0,00	19 472,40	118 350,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 939,60	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 200,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 200,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	739,60	0,00	0,00
SOLDE (2)		-54 677,48	0,00	0,00	0,00	-25 672,40	-172 610,40	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 4 – Sport et jeunesse

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	43 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		0,00	639 412,70	0,00	0,00	639 412,70
Dépenses de l'exercice		0,00	431 290,00	0,00	0,00	431 290,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	100 000,00	0,00	0,00	100 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	331 290,00	0,00	0,00	331 290,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	208 122,70	0,00	0,00	208 122,70
RECETTES (2)		10 000,00	209 040,43	0,00	0,00	219 040,43
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	43 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		10 000,00	209 040,43	0,00	0,00	219 040,43
SOLDE (2)		10 000,00	-430 372,27	0,00	0,00	-420 372,27

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
DEPENSES (2)		17 748,00	201 022,42	338 929,00	81 713,28	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		10 000,00	120 590,00	300 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	100 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	10 000,00	20 590,00	300 700,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		7 748,00	80 432,42	38 229,00	81 713,28	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	209 040,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	209 040,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-17 748,00	8 018,01	-338 929,00	-81 713,28	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 5 – Interventions sociales et santé

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	53 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		2 135 024,20	1 092 566,00	0,00	3 227 590,20
Dépenses de l'exercice		398 000,00	86 500,00	0,00	484 500,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	86 500,00	0,00	86 500,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	398 000,00	0,00	0,00	398 000,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		1 737 024,20	1 006 066,00	0,00	2 743 090,20
RECETTES (2)		881 111,00	350 000,00	0,00	1 231 111,00
Recettes de l'exercice		881 111,00	350 000,00	0,00	1 231 111,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	881 111,00	350 000,00	0,00	1 231 111,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	53 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		-1 253 913,20	-742 566,00	0,00	-1 996 479,20

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
DEPENSES (2)		0,00	2 135 024,20	0,00	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	92 566,00
Dépenses de l'exercice		0,00	398 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	86 500,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	86 500,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	398 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	1 737 024,20	0,00	1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	6 066,00
RECETTES (2)		0,00	881 111,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	350 000,00
Recettes de l'exercice		0,00	881 111,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	350 000,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'Immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	881 111,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	350 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	-1 253 913,20	0,00	-1 000 000,00	0,00	0,00	0,00	257 434,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 6 – Famille

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	65 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	DEPENSES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Dépenses de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Recettes de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	65 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 7 – Logement

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	74 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	74 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 8 – Aménagement et services urbains, environnement

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	84 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	DEPENSES (2)	456 200,00	93 822,50	95 827,88	0,00	645 850,38
	Dépenses de l'exercice	317 000,00	60 000,00	46 640,00	0,00	423 640,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	50 000,00	60 000,00	46 640,00	0,00	156 640,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	267 000,00	0,00	0,00	0,00	267 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	139 200,00	33 822,50	49 187,88	0,00	222 210,38
	RECETTES (2)	0,00	0,00	127 808,08	0,00	127 808,08
	Recettes de l'exercice	0,00	0,00	82 472,00	0,00	82 472,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	82 472,00	0,00	82 472,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	84 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	45 336,08	0,00	45 336,08
SOLDE (2)		-456 200,00	-93 822,50	31 980,20	0,00	-518 042,30

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
DEPENSES (2)		0,00	456 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	317 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	50 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	267 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	139 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	-456 200,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	93 822,50	0,00	95 827,88	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
	Dépenses de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00	0,00	46 640,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	60 000,00	0,00	46 640,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	33 822,50	0,00	49 187,88	0,00	0,00
	RECETTES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	127 808,08	0,00	0,00
	Recettes de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	82 472,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	82 472,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	45 336,08	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	-93 822,50	0,00	31 980,20	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 9 – Action économique

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		2 446 419,28	0,00	0,00	0,00	0,00	360 591,63	0,00	0,00	2 807 010,91
Dépenses de l'exercice		2 060 550,00	0,00	0,00	0,00	0,00	68 406,00	0,00	0,00	2 128 956,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	106 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 000,00	0,00	0,00	116 500,00
204	Subventions d'équipement versées	1 678 050,00	0,00	0,00	0,00	0,00	12 000,00	0,00	0,00	1 690 050,00
21	Immobilisations corporelles	276 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 406,00	0,00	0,00	297 406,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00	0,00	0,00	25 000,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux Industries	93 Aides à l'énergie, Indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
Restes à réaliser – reports		385 869,28	0,00	0,00	0,00	0,00	292 185,63	0,00	0,00	678 054,91
RECETTES (2)		470 942,00	0,00	0,00	0,00	0,00	550 225,39	0,00	0,00	1 021 167,39
Recettes de l'exercice		401 244,00	0,00	0,00	0,00	0,00	277 387,00	0,00	0,00	678 631,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	401 244,00	0,00	0,00	0,00	0,00	277 387,00	0,00	0,00	678 631,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		69 698,00	0,00	0,00	0,00	0,00	272 838,39	0,00	0,00	342 536,39
SOLDE (2)		-1 975 477,28	0,00	0,00	0,00	0,00	189 633,76	0,00	0,00	-1 785 843,52

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A2.2

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**1 000 000,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					1 000 000,00									
2555	Société Générale	20/12/2019	27/12/2019	27/03/2020	1 000 000,00	V	Euribor 3m + 0,41%, floré à 0,41%	0,410	0,416	EUR	T	C	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**1 000 000,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A2.2

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**950 000,00**					**50 000,00**	**3 870,93**	**0,00**	**51,25**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		950 000,00					50 000,00	3 870,93	0,00	51,25
2555	N	0,00	A-1	950 000,00	19,00	V	Euribor 3m + 0,41%, floor à 0,41%	0,410	50 000,00	3 870,93	0,00	51,25
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**950 000,00**					**50 000,00**	**3 870,93**	**0,00**	**51,25**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A2.4

A2.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	1	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	950 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A3

A3 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 500.00 €	2014-12-15

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	Subventions verses personnes publiques	15	15/12/2014
L	Subventions verses personnes prives	5	15/12/2014
L	Frais lis la ralisation des documents d'urbanisme et la numrisation du cadastre	10	15/12/2014
L	Logiciels, licences	2	15/12/2014
L	Plantation d'arbres et arbustes sur terrain	15	15/12/2014
L	Equipements sportifs	15	15/12/2014
L	Matriel et outillage d'incendie et de dfense civile	10	15/12/2014
L	Matriel et outillage (dont lectromnager)	5	15/12/2014
L	Installations et agencement des locaux	15	15/12/2014
L	Installations lectriques et tlphoniques	10	15/12/2014
L	Matriel de transport : vhicules lgers et assimils	6	15/12/2014
L	Matriel de transport : vhicules lourds et outillage de voirie	8	15/12/2014
L	Matriel informatique	3	15/12/2014
L	Mobilier	10	15/12/2014
L	Cheptel	3	15/12/2014
L	Equipement de cuisine	10	15/12/2014
L	Immeuble de rapport	50	15/12/2014

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A6.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)	
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**319 382,00**	I	**319 382,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**50 000,00**		**50 000,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	50 000,00		50 000,00
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00		0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	0,00		0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**269 382,00**		**269 382,00**
10...	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*269 382,00*		*269 382,00*
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3) (4)	Solde d'exécution D001 (3) (4)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**319 382,00**	**4 304 367,51**	**0,00**	**4 623 749,51**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(4) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget – vue d'ensemble.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A6.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)	
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**1 988 317,50**	III	**1 988 317,50**
Ressources propres externes de l'année (a)		**408 253,00**		**408 253,00**
10222	FCTVA	408 253,00		408 253,00
10223	TLE	0,00		0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00		0,00
10228	Autres fonds	0,00		0,00
13146	Attributions de compensation d'investissement	0,00		0,00
13156	Attributions de compensation d'investissement	0,00		0,00
13246	Attributions de compensation d'investissement	0,00		0,00
13256	Attributions de compensation d'investissement	0,00		0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00		0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
274	Prêts	0,00		0,00
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**1 580 064,50**		**1 580 064,50**
15...	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26...	*Participations et créances rattachées*			
27...	*Autres immobilisations financières*			
28...	*Amortissement des immobilisations*			
28031	*Frais d'études*	*44 720,00*		*44 720,00*
28033	*Frais d'insertion*	*486,00*		*486,00*
2804114	*Voirie*	*9 155,00*		*9 155,00*
28041411	*Subv.Cne GFP : Bien mobilier, matériel*	*28 774,00*		*28 774,00*
28041412	*Subv.Cne GFP : Bâtiments, installations*	*93 934,00*		*93 934,00*
28041481	*Subv.Cne : Bien mobilier, matériel*	*932,00*		*932,00*
28041582	*GFP : Bâtiments, installations*	*2 375,00*		*2 375,00*
28041621	*CCAS : Bien mobilier, matériel*	*921,00*		*921,00*
28041622	*CCAS : Bâtiments, installations*	*72 666,00*		*72 666,00*
2804171	*Autres EPL : Bien mobilier, matériel*	*1 670,00*		*1 670,00*
2804182	*Autres org pub - Bâtiments et installat°*	*1 874,00*		*1 874,00*
280421	*Privé : Bien mobilier, matériel*	*41 661,00*		*41 661,00*
280422	*Privé : Bâtiments, installations*	*51 418,00*		*51 418,00*
28051	*Concessions et droits similaires*	*19 982,00*		*19 982,00*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*858,00*		*858,00*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*11 001,00*		*11 001,00*
281311	*Hôtel de ville*	*1 191,00*		*1 191,00*
281318	*Autres bâtiments publics*	*3 827,00*		*3 827,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*15 735,00*		*15 735,00*
28138	*Autres constructions*	*181,00*		*181,00*
28151	*Réseaux de voirie*	*50 486,00*		*50 486,00*
28152	*Installations de voirie*	*2 665,00*		*2 665,00*
281531	*Réseaux d'adduction d'eau*	*8 754,00*		*8 754,00*
281532	*Réseaux d'assainissement*	*6 084,00*		*6 084,00*
281533	*Réseaux câblés*	*722,00*		*722,00*
281534	*Réseaux d'électrification*	*3 510,00*		*3 510,00*
281538	*Autres réseaux*	*1 764,00*		*1 764,00*
281568	*Autres matériels, outillages incendie*	*60,00*		*60,00*
28158	*Autres installat°, matériel et outillage*	*51 470,00*		*51 470,00*
28171	*Terrains (m.à dispo)*	*1 363,00*		*1 363,00*
281731	*Bâtiments publics (m. à dispo)*	*29 303,00*		*29 303,00*
281735	*Installations générales (m. à dispo)*	*1 216,00*		*1 216,00*
2817538	*Autres réseaux (m. à dispo)*	*627,00*		*627,00*
281758	*Autres installat°, matériel (m. à dispo)*	*497,00*		*497,00*
281782	*Matériel de transport (m. à dispo)*	*2 577,00*		*2 577,00*
281783	*Matériel bureau et info. (m. à dispo)*	*59 236,00*		*59 236,00*
281784	*Mobilier (m. à dispo)*	*901,00*		*901,00*

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)
281788	*Autres immo. corporelles (m. à dispo)*	*6 743,00*	*6 743,00*
28181	*Installations générales, aménagt divers*	*303,00*	*303,00*
28182	*Matériel de transport*	*20 061,00*	*20 061,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*82 920,00*	*82 920,00*
28184	*Mobilier*	*58 334,00*	*58 334,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*48 716,00*	*48 716,00*
29...	*Prov. pour dépréciat° immobilisations*		
39...	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours*		
481...	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		
49...	*Prov. dépréc. comptes de tiers*		
59...	*Prov. dépréc. comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*738 391,50*	*738 391,50*

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (4) (5)	Solde d'exécution R001 (4) (5)	Affectation R1068 (4)	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	**1 988 317,50**	**947 091,64**	**1 959 491,86**	**1 397 784,01**	**6 292 685,01**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II	**4 623 749,51**
Ressources propres disponibles	IV	**6 292 685,01**
Solde	V = IV – II (6)	**1 668 935,50**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(5) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget – vue d'ensemble.

(6) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – ENGAGEMENTS DONNES ET RECUS EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT	B1.1

B1.1 – 8015 – ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS PAR LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT (art. L. 2313-1 6°, L. 5211-36 et L. 5711-1 du CGCT)

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**0,00**	**0,00**											**0,00**	**0,00**
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**481 571,00**	**433 415,00**											**0,00**	**16 052,00**
Axentia	2018	C	Carsat 2017	Carsat Nord Est	481 571,00	433 415,00	26,85	A	F	Taux fixe à 0,00%	0,000	F	Taux fixe à 0,00%	0,000	A-1	EUR	0,00	16 052,00
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					**4 193 710,24**	**4 102 440,61**											**55 140,72**	**94 284,60**
Axentia	2019	X	5173212 - P05 - Pret Locatif social	Caisse des Dépots et Consignations	3 423 210,24	3 360 440,61	36,27	A	V	Livret A + 1,11%	1,860	V	Livret A + 1,11%	1,610	A-1	EUR	54 103,09	67 149,35
OPH de la Meuse	2020	X	5301062 - P08 - Pret Amelioration & Rehabilitation	Caisse des Dépots et Consignations	96 000,00	96 000,00	24,02	A	V	Livret A - 0,25%	0,501	V	Livret A - 0,25%	0,250	A-1	EUR	386,44	3 614,58
OPH de la Meuse	2020	X	5330803 - P24 - Prêt haut de bilan bonifié	Caisse des Dépots et Consignations	40 000,00	40 000,00	29,60	A	F	Taux fixe à 1,10%	1,103	F	Taux fixe à 1,10%	1,100	A-1	EUR	0,00	0,00
OPH de la Meuse	2021	X	5330805 - P08 - Pret Amelioration & Rehabilitation	Caisse des Dépots et Consignations	28 500,00	0,00	24,58	A	V	Livret A + 0,60%	1,100	V	Livret A + 0,60%	1,100	A-1	EUR	0,00	0,00
OPH de la Meuse	2020	X	5341193 - P08 - Pret Amelioration & Rehabilitation	Caisse des Dépots et Consignations	510 000,00	510 000,00	24,60	A	V	Livret A - 0,25%	0,251	V	Livret A - 0,25%	0,250	A-1	EUR	548,03	19 794,62

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux à la date de vote du budget (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
OPH de la Meuse	2020	X	5330804 - P08 - Pret Amelioration & Rehabilitation	Caisse des Dépots et Consignations	96 000,00	96 000,00	24,60	A	V	Livret A - 0,25%	0,251	V	Livret A - 0,25%	0,250	A-1	EUR	103,16	3 726,05
TOTAL GENERAL					**4 675 281,24**	**4 535 855,61**											**55 140,72**	**110 336,60**

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; M : mensuelle ; B : bimestrielle ; S : semestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois ...).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

IV – ANNEXES	IV
ENGAGEMENTS HORS BILAN – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT	B1.2

B1.2 – CALCUL DU RATIO D'ENDETTEMENT RELATIF AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio de l'article L. 2252-1 du CGCT		Valeur en euros
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (1)	A	16 052,00
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (1)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (2)	C	53 870,93
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A+ B + C - D**	**69 922,93**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**20 367 186,94**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (3)	**I / II**	**0,34**

(1) Hors opérations visées par l'article L. 2252-2 du CGCT.

(2) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(3) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	C1

C1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**5,00**	**0,00**	**5,00**	**4,00**	**1,00**	**5,00**
Directeur général des services	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Directeur général adjoint des services	A	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article 6-1 de la loi n° 84-53	A	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**71,00**	**2,12**	**73,12**	**64,12**	**9,00**	**73,12**
ADJOINT ADMINISTRATIF	C	8,00	0,71	8,71	8,71	0,00	8,71
ADJOINT ADMINISTRATIF PRINCIPAL 1ERE CLASSE	C	19,00	0,00	19,00	19,00	0,00	19,00
ADJOINT ADMINISTRATIF PRINCIPAL 2EME CLASSE	C	5,00	0,80	5,80	5,80	0,00	5,80
ATTACHE HORS CLASSE	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
ATTACHE PRINCIPAL TERRITORIAL	A	5,00	0,00	5,00	5,00	0,00	5,00
ATTACHE TERRITORIAL	A	16,00	0,00	16,00	11,00	5,00	16,00
REDACTEUR	B	4,00	0,61	4,61	2,61	2,00	4,61
REDACTEUR PRINCIPAL 1ERE CLASSE	B	7,00	0,00	7,00	7,00	0,00	7,00
REDACTEUR PRINCIPAL 2EME CLASSE	B	6,00	0,00	6,00	4,00	2,00	6,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		**88,00**	**7,90**	**95,90**	**88,90**	**7,00**	**95,90**
ADJOINT TECHNIQUE	C	26,00	4,96	30,96	30,96	0,00	30,96
ADJOINT TECHNIQUE PRINCIPAL DE 1ERE CLASSE	C	19,00	0,60	19,60	19,60	0,00	19,60
ADJOINT TECHNIQUE PRINCIPAL DE 2EME CLASSE	C	15,00	2,34	17,34	17,34	0,00	17,34
AGENT DE MAITRISE	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
AGENT DE MAITRISE PRINCIPAL	C	5,00	0,00	5,00	5,00	0,00	5,00
INGENIEUR	A	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
INGENIEUR PRINCIPAL	A	5,00	0,00	5,00	5,00	0,00	5,00
TECHNICIEN	B	9,00	0,00	9,00	3,00	6,00	9,00
TECHNICIEN PRINCIPAL 1ERE CLASSE	B	4,00	0,00	4,00	3,00	1,00	4,00
TECHNICIEN PRINCIPAL 2EME CLASSE	B	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
FILIERE SOCIALE (d)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-SOCIALE(e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**12,00**	**1,54**	**13,54**	**10,80**	**2,74**	**13,54**
CONSEILLER DES APS	A	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
EDUCATEUR DES APS	B	1,00	0,74	1,74	0,00	1,74	1,74
EDUCATEUR DES APS	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
EDUCATEUR DES APS PRINCIPAL 1ERE CLASSE	B	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
EDUCATEUR DES APS PRINCIPAL 2EME CLASSE	B	3,00	0,00	3,00	2,00	1,00	3,00
OPERATEUR DES APS PRINCIPAL	C	2,00	0,80	2,80	2,80	0,00	2,80

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
FILIERE CULTURELLE (h)		**34,00**	**3,99**	**37,99**	**33,89**	**4,10**	**37,99**
ADJOINT DU PATRIMOINE	C	1,00	2,15	3,15	3,15	0,00	3,15
ADJOINT DU PATRIMOINE PRINCIPAL 1ERE CLASSE	C	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
ADJOINT DU PATRIMOINE PRINCIPAL 2EME CLASSE	C	4,00	0,74	4,74	4,74	0,00	4,74
ASSISTANT D'ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE	B	0,00	0,30	0,30	0,00	0,30	0,30
ASSISTANT D'ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE PRINCIPAL 1ERE CLASSE	B	10,00	0,00	10,00	10,00	0,00	10,00
ASSISTANT D'ENSEIGNEMENT ARTISTIQUE PRINCIPAL 2EME CLASSE	B	4,00	0,80	4,80	2,00	2,80	4,80
ASSISTANT DE CONSERVATION	B	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
ASSISTANT DE CONSERVATION PRINCIPAL DE 1ERE CLASSE	B	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
ASSISTANT DE CONSERVATION PRINCIPAL DE 2EME CLASSE	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
ATTACHE DE CONSERVATION DU PATRIMOINE	A	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
CHARGE DE COURS DE MUSIQUE SPECIALISE	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
CHARGE DE COURS DE MUSIQUE VACATAIRE	B	4,00	0,00	4,00	4,00	0,00	4,00
DIRECTEUR DU CIM	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
RESPONSABLE MEDIATHEQUE	A	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
FILIERE ANIMATION (i)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE POLICE (j)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (k) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k)		**205,00**	**15,55**	**220,55**	**197,71**	**22,84**	**220,55**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Par exemple : emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant, « emplois spécifiques » régis par l'article 139 ter de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 etc.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N	C1

C1 – ETAT DU PERSONNEL AU 01/01/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 01/01/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				0,00		
Agents occupant un emploi non permanent (7)				0,00		
TOTAL GENERAL				0,00		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
PM : Police.
OTR : Missions non rattachables à une filière.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (loi du 26 janvier 1984 modifiée) :
3-a° : article 3, 1er alinéa : accroissement temporaire d'activité.
3-b : article 3, 2ème alinéa : accroissement saisonnier d'activité.
3-1 : remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible (maladie, maternité...).
3-2 : vacance temporaire d'un emploi.
3-3-1° : absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
3-3-2° : emplois du niveau de la catégorie A lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient.
3-3-3° : emplois de secrétaire de mairie des communes de moins de 1 000 habitants et de secrétaire des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil.
3-3-4° : emplois à temps non complet des communes de moins de 1 000 habitants et des groupements composés de communes dont la population moyenne est inférieure à ce seuil, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
3-3-5° : emplois des communes de moins de 2 000 habitants et des groupements de communes de moins de 10 000 habitants dont la création ou la suppression dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité ou à l'établissement en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.
3-4 : article 21 de la loi n° 2012-347 : contrat à durée indéterminée obligatoirement proposée à un agent contractuel.
38 : article 38 travailleurs handicapés catégorie C.
47 : article 47 recrutements directs sur emplois fonctionnels
110 : article 110 collaborateurs de groupes de cabinets.
110-1 : collaborateurs de groupes d'élus.
A : autres (préciser).

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3-1, 3-2, 3-3, 38 et 47 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement de l'article 21 de la loi n° 2012-347.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 3, 110 et 110-1.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	C2

C2 – LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER (articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 du CGCT)

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1). Toute personne a le droit de demander communication.

La nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3)				
Détention d'une part du capital				
-	GESTION PUBLIQUE LOCALE	SPL		100,00
-	SAVECOM			30 000,00
-	X DEMAT	SPL		15,50
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
- Reconstruction résidence autonomie les coquillottes	AXENTIA			3 904 781,24
-	OPH			770 500,00
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
-	CENTRE INSTERCOMMUNAL D ACTION SOCIALE DE LA CA	CIAS		1 380 121,00
-	COMITE D ACTION SOCIALE DE LA CA	ASSOCIATION		30 519,00
-	OFFICE DU TOURISME	ASSOCIATION		309 676,25
Autres				

(1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPCI, syndicat, etc. et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée, ...).

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT	C3.1

C3.1 – LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHERE LA COMMUNE OU L'ETABLISSEMENT

DESIGNATION DES ORGANISMES	DATE D'ADHESION	MODE DE FINANCEMENT (1)	MONTANT DU FINANCEMENT
Etablissements publics de coopération intercommunale			
Autres organismes de regroupement			
SYNDICAT DE NEUVILLE RIVE GAUCHE	11/12/2006	AU METRE CUBE UTILISE	0,00

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle, fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES PAR LA COMMUNE	C3.2

C3.2 – LISTE DES ETABLISSEMENTS PUBLICS CREES (1)

Catégorie d'établissement	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	N° et date de délibération	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
CIAS	CENTRE INTERCOMMUNAL D ACTION SOCIALE DE LA CA	01/01/2013	-	SPA	Non

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE	C3.3

C3.3 – LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISES DANS UN BUDGET ANNEXE

Catégorie d'établissement	Intitulé / objet de l'établissement	Date de création	N° et date de délibération	N° SIRET	Nature de l'activité (SPIC/SPA)	TVA (oui / non)
ASSAINISSEMENT	ASSAINISSEMENT	01/01/2013	-	20003302500020	SPIC	Oui
EAU	EAU	01/01/2013	-	20003302500038	SPIC	Oui
ORDURES MENAGERES	ORDURES MENAGERES	01/01/2013	-	20003302500053	SPIC	Non
BATIMENT INDUSTRIEL	BATIMENT INDUSTRIEL	01/01/2013	-	20003302500061	SPIC	Oui
TRANSPORT	TRANSPORT	01/01/2013	-	20003302500079	SPIC	Oui
CENTRE DES AFFAIRES	CENTRE DES AFFAIRES	01/01/2013	-	20003302500087	SPIC	Oui
LOTISSEMENTS	LOTISSEMENTS	10/12/2137	-	20003302500046	SPIC	Oui

IV – ANNEXES	IV
DECISIONS EN MATIERE DE TAUX DE CONTRIBUTIONS DIRECTES	D1

D1 – TAUX DE CONTRIBUTIONS DIRECTES

Libellés	Bases notifiées (si connues à la date de vote)	Variation des bases/(N-1) (%)	Taux appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%)	Variation de taux/N-1 (%)	Produit voté par l'assemblée délibérante	Variation du produit/N-1 (%)
Taxe d'habitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TFPB	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TFPNB	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
CFE	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL	**0,00**	**0,00**			**0,00**	**0,00**

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),
A , le
,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

ABBAS GERARD	
ACHARD EMILIE	
AUBRY ALEXANDRE	
BARBIERI CLAUDINE	
BEAUFORT LIONEL	
BENSAADI-TRAMONTANA ATIKA	
BERNARD PATRICK	
BERTRAND MARIE-France	
BOUCHOT JULIETTE	
BRIAT DANIEL	
BRIEY FRANCK	
CAMONIN PASCALE	
CHAMPION PATRICIA	
CHARDIN JEROME	
COLLIGNON FABRICE	
DEJAIFFE BENOIT	
DELVERT BERNARD	
DEPREZ MARC	
EL HAOUTI FATIMA	
ENCHERY LYDERIC	
FAYS MICHEL	

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

Nombre de membres en exercice : 62
Nombre de membres présents : 50
Nombre de suffrages exprimés : 52
VOTES :
Pour : 51
Contre : 5
Abstentions : 2

Date de convocation : 01/04/2021

Présenté par Madame la Présidente (1),
A Bar-le-Duc, le 15 avril 2021

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session ordinaire
A Bar-le-Duc, le 15 avril 2021

Les membres de l'assemblée délibérante (2),

ABBAS GERARD	P☒ A☐ C☐ PR☐	
ACHARD EMILIE	P☒ A☐ C☐ PR☐	
AUBRY ALEXANDRE	P☒ A☐ C☐ PR☐	
BARBIERI CLAUDINE	P☒ A☐ C☐ PR☐	
BEAUFORT LIONEL	P☒ A☐ C☐ PR☐	
BENSAADI-TRAMONTANA ATIKA	P☐ A☐ C☐ PR☐	
BERNARD PATRICK	P☒ A☐ C☐ PR☐	
BERTRAND MARIE-France	P☒ A☐ C☐ PR☐	
BOUCHOT JULIETTE	P☒ A☐ C☐ PR☒	Procuration
BRIAT DANIEL	P☒ A☐ C☐ PR☐	
BRIEY FRANCK	P☐ A☐ C☒ PR☐	
CAMONIN PASCALE	P☐ A☐ C☐ PR☐	
CHAMPION PATRICIA	P☒ A☐ C☐ PR☐	
CHARDIN JEROME	P☒ A☐ C☐ PR☐	
COLLIGNON FABRICE	P☒ A☐ C☐ PR☐	Procuration
DEJAIFFE BENOIT	P☐ A☐ C☒ PR☐	
DELVERT BERNARD	P☒ A☐ C☐ PR☒	Procuration
DEPREZ MARC	P☒ A☐ C☐ PR☐	
EL HAOUTI FATIMA	P☒ A☐ C☐ PR☐	
ENCHERY LYDERIC	P☒ A☐ C☐ PR☒	Procuration

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

FAYS MICHEL	P ☒ A ☐ C ☐ PR ☒	Procuration
FILLON GERARD	P ☒ A ☐ C ☐ PR ☐	
FLEURANT LUC	P ☒ A ☐ C ☐ PR ☐	
FRANZ SEBASTIEN	P ☒ A ☐ C ☐ PR ☐	
GALOPIN CHRISTOPHE	P ☐ A ☐ C ☐ PR ☐	
GATINOIS FRANCOIS	P ☒ A ☐ C ☐ PR ☐	
GERARD PHILIPPE	P ☐ A ☐ C ☐ PR ☐	
GILLET SYLVAIN	P ☒ A ☐ C ☐ PR ☐	
GUERQUIN ELISABETH	P ☒ A ☐ C ☐ PR ☐	
GUYOT JEAN-MICHEL	P ☒ A ☐ C ☐ PR ☐	
HACQUIN BENOIT	P ☒ A ☐ C ☐ PR ☐	
HAUET ALAIN	P ☒ A ☐ C ☐ PR ☐	
HIBOUR ATISSAR	P ☒ A ☐ C ☐ PR ☒	Procuration
HORNBERGER MARIE-JOSEE	P ☒ A ☐ C ☐ PR ☐	
JOLY MARTINE	P ☒ A ☐ C ☐ PR ☐	
JOURON FRANCIS	P ☒ A ☐ C ☐ PR ☐	
KNAVIE LOUP	P ☒ A ☐ C ☐ PR ☐	
LAGABE MICHEL	P ☒ A ☐ C ☐ PR ☐	
LEMOINE JEAN-PAUL	P ☒ A ☐ C ☐ PR ☒	Procuration
MATHIEU NATHALIE	P ☐ A ☐ C ☒ PR ☐	
MAYEUR CELINE	P ☒ A ☐ C ☐ PR ☐	
MICHEL GERALD	P ☒ A ☐ C ☐ PR ☐	
MIDON JEAN-CLAUDE	P ☒ A ☐ C ☐ PR ☐	
MOLET ANNE	P ☒ A ☐ C ☐ PR ☐	
NAVELOT MARIE-FRANCOISE	P ☒ A ☐ C ☐ PR ☐	
NICOLAS SERGE	P ☒ A ☐ C ☐ PR ☐	
OBARA JEAN-LUC	P ☒ A ☐ C ☐ PR ☐	
PANCHER BERTRAND	P ☒ A ☐ C ☐ PR ☐	
PICHON PIERRE-ETIENNE	P ☐ A ☐ C ☒ PR ☐	

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

PLATINI NATHALIE	P ☒ A ☐ C ☐ PR ☐	
RAULOT MATHIAS	P ☐ A ☐ C ☒ PR ☐	
REGNIER JEAN-PAUL	P ☒ A ☐ C ☐ PR ☐	
REMOND VINCENT	P ☒ A ☐ C ☐ PR ☐	
RIEBEL MICHEL	P ☒ A ☐ C ☐ PR ☐	
ROUSSELOT MICHEL	P ☒ A ☐ C ☐ PR ☐	
SIMON EMMANUELLE	P ☒ A ☐ C ☐ PR ☒	Procuration
SUGG DIDIER	P ☒ A ☐ C ☐ PR ☐	
VARINOT FABRICE	P ☒ A ☐ C ☐ PR ☐	
VERLANT FREDERIC	P ☐ A ☒ C ☐ PR ☐	
VIARD MICHEL	P ☒ A ☐ C ☐ PR ☐	
VUILLAUME HERVE	P ☐ A ☒ C ☐ PR ☐	
YUNG ANTHONY	P ☒ A ☐ C ☐ PR ☐	

Certifié exécutoire par Madame la Présidente, compte tenu de la transmission en préfecture, le 20 Avril 2021 .et de la publication le 20 Avril 2021

A Bar-le-Duc, le 19 Avril 2021

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme
(2) L'assemblée délibérante étant

Légende : P (Pour), A (Abstention), C (Contre), PR (Procuration)

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

FILLON GERARD	
FLEURANT LUC	
FRANZ SEBASTIEN	
GALOPIN CHRISTOPHE	
GATINOIS FRANCOIS	
GERARD PHILIPPE	
GILLET SYLVAIN	
GUERQUIN ELISABETH	
GUYOT JEAN-MICHEL	
HACQUIN BENOIT	
HAUET ALAIN	
HIBOUR ATISSAR	
HORNBERGER MARIE-JOSEE	
JOLY MARTINE	
JOURON FRANCIS	
KNAVIE LOUP	
LAGABE MICHEL	
LEMOINE JEAN-PAUL	
MATHIEU NATHALIE	
MAYEUR CELINE	
MICHEL GERALD	
MIDON JEAN-CLAUDE	
MOLET ANNE	
NAVELOT MARIE-FRANCOISE	
NICOLAS SERGE	
OBARA JEAN-LUC	
PANCHER BERTRAND	
PICHON PIERRE-ETIENNE	
PLATINI NATHALIE	

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

RAULOT MATHIAS	
REGNIER JEAN-PAUL	
REMOND VINCENT	
RIEBEL MICHEL	
ROUSSELOT MICHEL	
SIMON EMMANUELLE	
SUGG DIDIER	
VARINOT FABRICE	
VERLANT FREDERIC	
VIARD MICHEL	
VUILLAUME HERVE	
YUNG ANTHONY	

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.

(2) L'assemblée délibérante étant : .

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE dont la population est de 3500 habitants et plus - COMMUNAUTÉ AGGLOMERATION BAR-LE-DUC (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE PRINCIPAL CA BLD (2)

Numéro SIRET : 20003302500053

POSTE COMPTABLE : BAR COLLECTIVITES

M. 14

Budget primitif

voté par nature

BUDGET : ORDURES MENAGERES CA BLD (3)

ANNEE 2021

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).

(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales (6)

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres 7
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 11
B2 - Balance générale du budget - Recettes 13

III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses 15
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes 17
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 18
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 19
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 21

IV - Annexes (7)

A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1) 22
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement 26
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement 48
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A2.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme Sans Objet
A2.7 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements 79
A4 - Etat des provisions 80
A5 - Etalement des provisions 81
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 82
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 83
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) Sans Objet
A7.2.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (3) 85
A7.2.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (3) 88
A8 - Etat des charges transférées Sans Objet
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement (4) Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B1.7 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget (5) Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1 - Etat du personnel Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (4) Sans Objet
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement Sans Objet
C3.2 - Liste des établissements publics créés Sans Objet
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe Sans Objet
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe Sans Objet

D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures

D1 - Décision en matière de taux de contributions directes Sans Objet
D2 - Arrêté et signatures 90

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Elle n'a cependant pas à être produite par les services et activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers (art. L. 2313-1 du CGCT).

(4) Ces états ne sont obligatoires que pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art. L. 5711-1 du CGCT) et leurs établissements publics.

(5) Si la commune ou l'établissement décide d'attribuer des subventions dans le cadre du budget dans les conditions décrites à l'article L. 2311-7 du CGCT.

(6) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « *Informations générales* » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(7) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Code INSEE	COMMUNAUTÉ AGGLOMERATION BAR-LE-DUC ORDURES MENAGERES CA BLD	BP 2021

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	0
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 *in fine*) :	
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		
0.00	0.00	0.00	0.00

	Informations financières – ratios (2)	Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population	0.00	
2	Produit des impositions directes/population	0.00	
3	Recettes réelles de fonctionnement/population	0.00	
4	Dépenses d'équipement brut/population	0.00	
5	Encours de dette/population	0.00	
6	DGF/population	0.00	
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2)	0.00	
8	Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2)	0.00	
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2)	0.00	
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)	0.00	

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, ..) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement,
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.
  - sans (3) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (4) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

IV – La comparaison avec le budget précédent (cf. colonne « Pour mémoire ») s'effectue par rapport à la colonne du budget (5) primitif de l'exercice précédent.

V – Le présent budget a été voté (6) avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ..... du .....).

(5) Indiquer « primitif de l'exercice précédent » ou « cumulé de l'exercice précédent ».

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

FONCTIONNEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	5 858 156,98	4 802 962,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
	002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 2 984 672,64
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (3)	5 858 156,98	7 787 634,64

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris le compte 1068)	1 119 453,00	901 267,98
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	160 954,08	0,00
	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 379 139,10
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	1 280 407,08	1 280 407,08

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	7 138 564,06	9 068 041,72

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section de fonctionnement + Total de la section d'investissement.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES	A2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	3 519 770,00	0,00	3 582 855,00	3 582 855,00	3 582 855,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	1 516 960,00	0,00	1 601 951,00	1 601 951,00	1 601 951,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	17 383,00	0,00	17 383,00	17 383,00	17 383,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses de gestion courante	**5 054 113,00**	**0,00**	**5 202 189,00**	**5 202 189,00**	**5 202 189,00**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	12 500,00	0,00	8 100,00	8 100,00	8 100,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses réelles de fonctionnement	**5 066 613,00**	**0,00**	**5 210 289,00**	**5 210 289,00**	**5 210 289,00**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*342 599,10*		*396 102,98*	*396 102,98*	*396 102,98*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*271 695,00*		*251 765,00*	*251 765,00*	*251 765,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Total des dépenses d'ordre de fonctionnement	***614 294,10***		***647 867,98***	***647 867,98***	***647 867,98***
	TOTAL	**5 680 907,10**	**0,00**	**5 858 156,98**	**5 858 156,98**	**5 858 156,98**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	5 858 156,98

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges	3 500,00	0,00	5 000,00	5 000,00	5 000,00
70	Produits services, domaine et ventes div	786 000,00	0,00	775 500,00	775 500,00	775 500,00
73	Impôts et taxes	3 601 710,00	0,00	3 586 949,00	3 586 949,00	3 586 949,00
74	Dotations et participations	348 000,00	0,00	374 000,00	374 000,00	374 000,00
75	Autres produits de gestion courante	21 800,00	0,00	20 010,00	20 010,00	20 010,00
	Total des recettes de gestion courante	**4 761 010,00**	**0,00**	**4 761 459,00**	**4 761 459,00**	**4 761 459,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des recettes réelles de fonctionnement	**4 761 010,00**	**0,00**	**4 761 459,00**	**4 761 459,00**	**4 761 459,00**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*36 092,00*		*41 503,00*	*41 503,00*	*41 503,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Total des recettes d'ordre de fonctionnement	***36 092,00***		***41 503,00***	***41 503,00***	***41 503,00***
	TOTAL	**4 797 102,00**	**0,00**	**4 802 962,00**	**4 802 962,00**	**4 802 962,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	2 984 672,64

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	7 787 634,64

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)	606 364,98

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

(1) Cf. Modalités de vote I-B.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(5) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(6) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040.*

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	130 200,00	4 560,00	46 000,00	46 000,00	50 560,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	671 100,00	156 394,08	931 950,00	931 950,00	1 088 344,08
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	**801 300,00**	**160 954,08**	**977 950,00**	**977 950,00**	**1 138 904,08**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45...	**Total des opé. pour compte de tiers (8)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**801 300,00**	**160 954,08**	**977 950,00**	**977 950,00**	**1 138 904,08**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*36 092,00*		*41 503,00*	*41 503,00*	*41 503,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*100 000,00*	*100 000,00*	*100 000,00*
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	***36 092,00***		***141 503,00***	***141 503,00***	***141 503,00***
	TOTAL	**837 392,00**	**160 954,08**	**1 119 453,00**	**1 119 453,00**	**1 280 407,08**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	1 280 407,08

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	75 520,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors165)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	**75 520,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	130 720,00	0,00	153 400,00	153 400,00	153 400,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	**130 720,00**	**0,00**	**153 400,00**	**153 400,00**	**153 400,00**
45...	**Total des opé. pour le compte de tiers (8)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**206 240,00**	**0,00**	**153 400,00**	**153 400,00**	**153 400,00**
021	*Virement de la sect° de fonctionnement (4)*	*342 599,10*		*396 102,98*	*396 102,98*	*396 102,98*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*271 695,00*		*251 765,00*	*251 765,00*	*251 765,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*100 000,00*	*100 000,00*	*100 000,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***614 294,10***		***747 867,98***	***747 867,98***	***747 867,98***

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
	TOTAL	820 534,10	0,00	901 267,98	901 267,98	901 267,98
						+
	R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)					379 139,10
						=
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES					1 280 407,08

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (10)	606 364,98

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

(1) Cf. Modalités de vote I-B.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(5) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC...) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(9) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(10) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021+ RI 040 – DI 040.*

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	3 582 855,00		3 582 855,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	1 601 951,00		1 601 951,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	17 383,00		17 383,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges exceptionnelles	8 100,00	*0,00*	8 100,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	*251 765,00*	251 765,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*396 102,98*	396 102,98
Dépenses de fonctionnement – Total		**5 210 289,00**	***647 867,98***	**5 858 156,98**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	5 858 156,98

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*41 503,00*	41 503,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
198	*Neutral. amort. subv. équip. versées*		*0,00*	*0,00*
20	Immobilisations incorporelles(sauf 204) (6)	50 560,00	*0,00*	50 560,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	1 088 344,08	*100 000,00*	1 188 344,08
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)*		*0,00*	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (5)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (5)*		*0,00*	0,00
3...	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
Dépenses d'investissement – Total		**1 138 904,08**	***141 503,00***	**1 280 407,08**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	1 280 407,08

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	5 000,00		5 000,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	775 500,00		775 500,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes	3 586 949,00		3 586 949,00
74	Dotations et participations	374 000,00		374 000,00
75	Autres produits de gestion courante	20 010,00	*0,00*	20 010,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	*41 503,00*	41 503,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
Recettes de fonctionnement – Total		**4 761 459,00**	***41 503,00***	**4 802 962,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	2 984 672,64

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	7 787 634,64

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	153 400,00	*0,00*	153 400,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaires)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	*100 000,00*	100 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	(7) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*251 765,00*	251 765,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
3...	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*		*396 102,98*	396 102,98
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
Recettes d'investissement – Total		**153 400,00**	***747 867,98***	**901 267,98**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	379 139,10

+

AFFECTATION AU COMPTE 1068	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	1 280 407,08

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(6) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(7) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général**	**3 519 770,00**	**3 582 855,00**	**3 582 855,00**
60611	Eau et assainissement	500,00	500,00	500,00
60612	Energie - Electricité	7 000,00	8 000,00	8 000,00
60622	Carburants	140 000,00	140 000,00	140 000,00
60623	Alimentation	1 000,00	1 000,00	1 000,00
60631	Fournitures d'entretien	33 000,00	33 150,00	33 150,00
60632	Fournitures de petit équipement	71 000,00	91 000,00	91 000,00
60636	Vêtements de travail	28 000,00	23 000,00	23 000,00
6064	Fournitures administratives	1 250,00	1 000,00	1 000,00
6065	Livres, disques, ... (médiathèque)	500,00	500,00	500,00
6068	Autres matières et fournitures	22 000,00	27 000,00	27 000,00
611	Contrats de prestations de services	2 733 000,00	2 842 000,00	2 842 000,00
6135	Locations mobilières	59 350,00	64 905,00	64 905,00
61521	Entretien terrains	1 000,00	1 000,00	1 000,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	35 000,00	35 000,00	35 000,00
615228	Entretien, réparations autres bâtiments	3 000,00	2 000,00	2 000,00
61551	Entretien matériel roulant	150 000,00	150 000,00	150 000,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	13 200,00	13 250,00	13 250,00
6156	Maintenance	13 400,00	10 500,00	10 500,00
6161	Multirisques	3 500,00	3 700,00	3 700,00
617	Etudes et recherches	100 000,00	50 000,00	50 000,00
6182	Documentation générale et technique	300,00	300,00	300,00
6184	Versements à des organismes de formation	13 740,00	7 500,00	7 500,00
6188	Autres frais divers	200,00	200,00	200,00
6225	Indemnités aux comptable et régisseurs	250,00	0,00	0,00
6226	Honoraires	20 200,00	4 000,00	4 000,00
6228	Divers	2 500,00	2 500,00	2 500,00
6231	Annonces et insertions	6 000,00	4 000,00	4 000,00
6233	Foires et expositions	3 000,00	3 000,00	3 000,00
6236	Catalogues et imprimés	20 000,00	25 000,00	25 000,00
6237	Publications	2 000,00	5 000,00	5 000,00
6238	Divers	15 000,00	10 000,00	10 000,00
6247	Transports collectifs	1 000,00	1 000,00	1 000,00
6248	Divers	0,00	4 000,00	4 000,00
6251	Voyages et déplacements	3 000,00	2 000,00	2 000,00
6256	Missions	1 500,00	1 500,00	1 500,00
6257	Réceptions	500,00	500,00	500,00
6262	Frais de télécommunications	5 000,00	5 000,00	5 000,00
6281	Concours divers (cotisations)	1 500,00	1 500,00	1 500,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	180,00	190,00	190,00
63512	Taxes foncières	3 500,00	3 600,00	3 600,00
6354	Droits d'enregistrement et de timbre	200,00	500,00	500,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	1 500,00	1 500,00	1 500,00
6358	Autres droits	3 000,00	2 500,00	2 500,00
637	Autres impôts, taxes (autres organismes)	0,00	60,00	60,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**1 516 960,00**	**1 601 951,00**	**1 601 951,00**
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	0,00	143 350,00	143 350,00
6218	Autre personnel extérieur	76 607,00	3 257,00	3 257,00
6331	Versement mobilité	4 835,00	5 068,00	5 068,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	8 065,00	4 223,00	4 223,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	210 865,00	16 043,00	16 043,00
64111	Rémunération principale titulaires	390 854,00	522 514,00	522 514,00
64112	NBI, SFT, indemnité résidence	41 890,00	7 187,00	7 187,00
64118	Autres indemnités titulaires	196 901,00	156 710,00	156 710,00
64131	Rémunérations non tit.	245 635,00	359 085,00	359 085,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	184 002,00	181 761,00	181 761,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	133 497,00	172 951,00	172 951,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	8 726,00	13 919,00	13 919,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	2 711,00	2 383,00	2 383,00
6458	Cotis. aux autres organismes sociaux	9 872,00	7 000,00	7 000,00
64731	Allocations chômage versées directement	0,00	5 000,00	5 000,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	2 500,00	1 500,00	1 500,00
014	**Atténuations de produits**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**17 383,00**	**17 383,00**	**17 383,00**
651	Redevances pour licences, logiciels, ...	500,00	0,00	0,00
6512	Droits d'utilisat° informatique nuage	0,00	500,00	500,00
6541	Créances admises en non-valeur	5 000,00	5 000,00	5 000,00
6542	Créances éteintes	5 000,00	5 000,00	5 000,00

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
6574	Subv. fonct. Associat°, personnes privée	6 873,00	6 873,00	6 873,00
65888	Autres	10,00	10,00	10,00
656	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65 + 656)		**5 054 113,00**	**5 202 189,00**	**5 202 189,00**
66	**Charges financières (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**12 500,00**	**8 100,00**	**8 100,00**
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	2 000,00	2 000,00	2 000,00
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	500,00	600,00	600,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	10 000,00	5 000,00	5 000,00
678	Autres charges exceptionnelles	0,00	500,00	500,00
68	**Dotations provisions semi-budgétaires (d) (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (e)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e		**5 066 613,00**	**5 210 289,00**	**5 210 289,00**
023	***Virement à la section d'investissement***	***342 599,10***	***396 102,98***	***396 102,98***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8) (9)***	***271 695,00***	***251 765,00***	***251 765,00***
6811	*Dot. amort. et prov. Immos incorporelles*	*271 695,00*	*251 765,00*	*251 765,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***614 294,10***	***647 867,98***	***647 867,98***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (10)***	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***614 294,10***	***647 867,98***	***647 867,98***
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**5 680 907,10**	**5 858 156,98**	**5 858 156,98**

+

RESTES A REALISER N-1 (11)	**0,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (11)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**5 858 156,98**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(6) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040.*

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES	A2

Chap / art(1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	**Atténuations de charges**	**3 500,00**	**5 000,00**	**5 000,00**
6419	Remboursements rémunérations personnel	3 500,00	5 000,00	5 000,00
70	**Produits services, domaine et ventes div**	**786 000,00**	**775 500,00**	**775 500,00**
7013	Ventes de produits résiduels	76 000,00	75 000,00	75 000,00
70611	Redevances enlèvement ordures ménagères	10 000,00	5 000,00	5 000,00
70612	Redevance spéciale enlèvement ordures	635 000,00	635 000,00	635 000,00
70613	Redevance enlèvement déchets industriels	65 000,00	60 000,00	60 000,00
7088	Produits activités annexes (abonnements)	0,00	500,00	500,00
73	**Impôts et taxes**	**3 601 710,00**	**3 586 949,00**	**3 586 949,00**
7331	Taxe enlèvement ordures ménagères et ass	3 601 710,00	3 586 949,00	3 586 949,00
74	**Dotations et participations**	**348 000,00**	**374 000,00**	**374 000,00**
74741	Participat° Communes du GFP	12 000,00	12 000,00	12 000,00
7478	Participat° Autres organismes	336 000,00	362 000,00	362 000,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**21 800,00**	**20 010,00**	**20 010,00**
752	Revenus des immeubles	19 800,00	20 000,00	20 000,00
7588	Autres produits div. de gestion courante	2 000,00	10,00	10,00
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70 + 73 + 74 + 75 + 013	**4 761 010,00**	**4 761 459,00**	**4 761 459,00**
76	**Produits financiers (b)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels (c)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
78	**Reprises provisions semi-budgétaires (d) (5)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a+b+c+d	**4 761 010,00**	**4 761 459,00**	**4 761 459,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)***	***36 092,00***	***41 503,00***	***41 503,00***
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*36 092,00*	*41 503,00*	*41 503,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	***36 092,00***	***41 503,00***	***41 503,00***
	TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	**4 797 102,00**	**4 802 962,00**	**4 802 962,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	**2 984 672,64**

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**7 787 634,64**

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040.*

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(8) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES	B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	**Stocks**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)**	**130 200,00**	**46 000,00**	**46 000,00**
2031	Frais d'études	100 000,00	40 000,00	40 000,00
2033	Frais d'insertion	2 500,00	2 500,00	2 500,00
2051	Concessions, droits similaires	27 700,00	3 500,00	3 500,00
204	**Subventions d'équipement versées (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**671 100,00**	**931 950,00**	**931 950,00**
2118	Autres terrains	100 000,00	100 000,00	100 000,00
2135	Installations générales, agencements	50 000,00	65 000,00	65 000,00
2158	Autres inst.,matériel,outil. techniques	205 000,00	200 000,00	200 000,00
2182	Matériel de transport	300 000,00	555 000,00	555 000,00
2183	Matériel de bureau et informatique	6 100,00	1 950,00	1 950,00
2184	Mobilier	2 000,00	2 000,00	2 000,00
2188	Autres immobilisations corporelles	8 000,00	8 000,00	8 000,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'équipement	**801 300,00**	**977 950,00**	**977 950,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**801 300,00**	**977 950,00**	**977 950,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7)***	***36 092,00***	***41 503,00***	***41 503,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur (8)	***36 092,00***	***41 503,00***	***41 503,00***
13911	*Etat et établissements nationaux*	*0,00*	*2 576,00*	*2 576,00*
13913	*Sub. transf cpte résult. Départements*	*0,00*	*6 421,00*	*6 421,00*
13916	*Sub. transf cpte résult. Autres EPL*	*12 540,00*	*22 949,00*	*22 949,00*
13918	*Autres subventions d'équipement*	*23 552,00*	*9 557,00*	*9 557,00*
	Charges transférées (9)	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (10)***	***0,00***	***100 000,00***	***100 000,00***
2135	*Installations générales, agencements*	*0,00*	*100 000,00*	*100 000,00*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***36 092,00***	***141 503,00***	***141 503,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**837 392,00**	**1 119 453,00**	**1 119 453,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (11)	**160 954,08**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (11)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**1 280 407,08**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A 9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RF 042.*

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(10) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES	B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	75 520,00	0,00	0,00
1326	Subv. non transf. Autres E.P.L.	75 520,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	75 520,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	130 720,00	153 400,00	153 400,00
10222	FCTVA	130 720,00	153 400,00	153 400,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	130 720,00	153 400,00	153 400,00
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00
	TOTAL RECETTES REELLES	206 240,00	153 400,00	153 400,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*342 599,10*	*396 102,98*	*396 102,98*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)*	*271 695,00*	*251 765,00*	*251 765,00*
2804171	*Autres EPL : Bien mobilier, matériel*	*0,00*	*2 816,00*	*2 816,00*
28051	*Concessions et droits similaires*	*0,00*	*2 921,00*	*2 921,00*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*0,00*	*246,00*	*246,00*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*0,00*	*1 541,00*	*1 541,00*
281318	*Autres bâtiments publics*	*0,00*	*1 158,00*	*1 158,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*0,00*	*28 640,00*	*28 640,00*
28138	*Autres constructions*	*0,00*	*21 676,00*	*21 676,00*
281571	*Matériel roulant*	*0,00*	*25 415,00*	*25 415,00*
28158	*Autres installat°, matériel et outillage*	*271 695,00*	*83 519,00*	*83 519,00*
28182	*Matériel de transport*	*0,00*	*72 355,00*	*72 355,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*0,00*	*5 657,00*	*5 657,00*
28184	*Mobilier*	*0,00*	*1 893,00*	*1 893,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*0,00*	*3 928,00*	*3 928,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	*614 294,10*	*647 867,98*	*647 867,98*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*0,00*	*100 000,00*	*100 000,00*
2031	*Frais d'études*	*0,00*	*100 000,00*	*100 000,00*
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	*614 294,10*	*747 867,98*	*747 867,98*
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	820 534,10	901 267,98	901 267,98
				+
			RESTES A REALISER N-1 (10)	0,00
				+
			R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	379 139,10
				=
			TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	1 280 407,08

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV-A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RI 040 = DF 042.*

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE (1)

IV

A1

Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
INVESTISSEMENT												
DEPENSES												
Dépenses réelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	977 950	0	977 950
- Equipements municipaux (2)		0	0	0	0	0	0	0	0	977 950	0	977 950
- Equip. non municipaux (c/204) (3)		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Opérations financières	0											0
Dépenses d'ordre	0											141 503
Total dépenses de l'exercice	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 119 453	0	1 119 453
RAR N-1 et reports	0	0	0	0	0	0	0	0	0	160 954	0	160 954
Total cumulé dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 280 407	0	1 280 407
RECETTES												
Total recettes de l'exercice	0	0	0	0	0	0	0	0	0	901 268	0	901 268
RAR N-1 et reports	0	0	0	0	0	0	0	0	0	379 139	0	379 139
Total cumulé recettes d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 280 407	0	1 280 407
FONCTIONNEMENT												
DEPENSES												
Total dépenses de l'exercice	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 858 157	0	5 858 157
RAR N-1 et reports	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total cumulé dépenses de fonctionnement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 858 157	0	5 858 157
RECETTES												
Total recettes de l'exercice	0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 802 962	0	4 802 962
RAR N-1 et reports	0	0	0	0	0	0	0	0	0	2 984 673	0	2 984 673
Total cumulé recettes de fonctionnement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7 787 635	0	7 787 635

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicable à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Ou biens de la structure intercommunale.

(3) Ou biens ne relevant pas de la structure intercommunale.

IV – ANNEXES

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE

IV

A1

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
						INVESTISSEMENT							
						DEPENSES							
Total dépenses investissement		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1 280 407**	**0**	**1 280 407**
Dépenses réelles		0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 138 904	0	1 138 904
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
020	Dépenses imprévues	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
13	Subventions d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16	Emprunts et dettes assimilées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	50 560	0	50 560
204	Subventions d'équipement versées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
21	Immobilisations corporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 088 344	0	1 088 344
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations d'équipement		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations pour compte de tiers		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'ordre		*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*141 503*	*0*	*141 503*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*41 503*	*0*	*41 503*
041	*Opérations patrimoniales*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*100 000*	*0*	*100 000*
						RECETTES							
Total recettes investissement		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**901 268**	**0**	**901 268**
Recettes réelles		0	0	0	0	0	0	0	0	0	153 400	0	153 400
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
024	Produits des cessions d'immobilisations	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	0	0	0	0	0	0	0	0	0	153 400	0	153 400
13	Subventions d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
16	Emprunts et dettes assimilées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
204	Subventions d'équipement versées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
21	Immobilisations corporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations pour compte de tiers		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Recettes d'ordre		*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*747 868*	*0*	*747 868*
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*396 103*	*0*	*396 103*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*251 765*	*0*	*251 765*
041	*Opérations patrimoniales*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*100 000*	*0*	*100 000*

FONCTIONNEMENT

DEPENSES

Total dépenses de fonctionnement		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**5 858 157**	**0**	**5 858 157**
Dépenses réelles		0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 210 289	0	5 210 289
011	Charges à caractère général	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 582 855	0	3 582 855
012	Charges de personnel, frais assimilés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1 601 951	0	1 601 951
014	Atténuations de produits	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
022	Dépenses imprévues	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
65	Autres charges de gestion courante	0	0	0	0	0	0	0	0	0	17 383	0	17 383
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
66	Charges financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
67	Charges exceptionnelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	8 100	0	8 100
68	Dot. aux amortissements et provisions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'ordre		*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*647 868*	*0*	*647 868*
023	*Virement à la section d'investissement*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*396 103*	*0*	*396 103*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*251 765*	*0*	*251 765*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
						RECETTES							
Total recettes de fonctionnement		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**4 802 962**	**0**	**4 802 962**
Recettes réelles		0	0	0	0	0	0	0	0	0	4 761 459	0	4 761 459
013	Atténuations de charges	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5 000	0	5 000
70	Produits des services, du domaine, vente	0	0	0	0	0	0	0	0	0	775 500	0	775 500
73	Impôts et taxes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	3 586 949	0	3 586 949
74	Dotations et participations	0	0	0	0	0	0	0	0	0	374 000	0	374 000
75	Autres produits de gestion courante	0	0	0	0	0	0	0	0	0	20 010	0	20 010
76	Produits financiers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
77	Produits exceptionnels	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
78	Reprise sur amortissements et provisions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Recettes d'ordre		*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*41 503*	*0*	*41 503*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*41 503*	*0*	*41 503*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 0 – Services généraux des administrations publiques locales

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	05 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 1 – Sécurité et salubrité publiques

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	13 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	DEPENSES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
	Dépenses de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
	Recettes de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (2)	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
	DEPENSES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
	Dépenses de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Recettes de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 2 – Enseignement - Formation

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	26 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	DEPENSES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Dépenses de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Recettes de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	26 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
	DEPENSES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Dépenses de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Recettes de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 3 – Culture

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	34 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 4 – Sport et jeunesse

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	43 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	DEPENSES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Dépenses de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Recettes de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 5 – Interventions sociales et santé

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	53 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	Virement à la section d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 6 – Famille

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	65 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	DEPENSES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Dépenses de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Recettes de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	SOLDE (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 7 – Logement

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	74 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 8 – Aménagement et services urbains, environnement

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	84 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		5 858 156,98	0,00	0,00	0,00	5 858 156,98
Dépenses de l'exercice		5 858 156,98	0,00	0,00	0,00	5 858 156,98
011	Charges à caractère général	3 582 855,00	0,00	0,00	0,00	3 582 855,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	1 601 951,00	0,00	0,00	0,00	1 601 951,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*396 102,98*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*396 102,98*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*251 765,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*251 765,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	17 383,00	0,00	0,00	0,00	17 383,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	8 100,00	0,00	0,00	0,00	8 100,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		7 787 634,64	0,00	0,00	0,00	7 787 634,64
Recettes de l'exercice		4 802 962,00	0,00	0,00	0,00	4 802 962,00
013	Atténuations de charges	5 000,00	0,00	0,00	0,00	5 000,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*41 503,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*41 503,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	775 500,00	0,00	0,00	0,00	775 500,00
73	Impôts et taxes	3 586 949,00	0,00	0,00	0,00	3 586 949,00
74	Dotations et participations	374 000,00	0,00	0,00	0,00	374 000,00
75	Autres produits de gestion courante	20 010,00	0,00	0,00	0,00	20 010,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		2 984 672,64	0,00	0,00	0,00	2 984 672,64
SOLDE (2)		1 929 477,66	0,00	0,00	0,00	1 929 477,66

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
DEPENSES (2)		0,00	0,00	5 858 156,98	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	5 858 156,98	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	3 582 855,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	1 601 951,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*396 102,98*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*251 765,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	17 383,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	8 100,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	7 787 634,64	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	4 802 962,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	5 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*41 503,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	775 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	3 586 949,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	374 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	20 010,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	2 984 672,64	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	1 929 477,66	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Dépenses de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses Imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Recettes de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL FONCTIONNEMENT	A1.1

FONCTION 9 – Action économique

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
011	Charges à caractère général	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
70	Produits des services, du domaine, vente	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 0 – Services généraux des administrations publiques locales

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	05 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	02 Administration générale	03 Justice	04 Coopérat° décentralisée, act° européen.	05 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régle)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cérémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 02							Sous-fonction 04	
		020 Administrat°générale collectivité	021 Assemblée locale	022 Administration générale de l'état	023 Information, communication, publicité	024 Fêtes et cerémonies	025 Aides aux assoc. (non classées ailleurs)	026 Cimetières et pompes funèbres	041 Subvention globale	048 Autres act° de coopérat° décentralisée
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 1 – Sécurité et salubrité publiques

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	13 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	11 Sécurité intérieure	12 Hygiène et salubrité publique	13 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

(1)	Libellé	Sous-fonction 11				
		110 Services communs	111 Police nationale	112 Police municipale	113 Pompiers, incendies et secours	114 Autres services de protection civile
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 2 – Enseignement - Formation

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	26 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	20 Services communs	21 Enseignement du premier degré	22 Enseignement du deuxième degré	23 Enseignement supérieur	24 Formation continue	25 Services annexes de l'enseignement	26 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

(1)	Libellé	Sous-fonction 21			Sous-fonction 25				
		211 Ecoles maternelles	212 Ecoles primaires	213 Classes regroupées	251 Hébergement et restauration scolaire	252 Transports scolaires	253 Sport scolaire	254 Médecine scolaire	255 Classes de découverte et autres services
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 3 – Culture

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	34 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	30 Services communs	31 Expression artistique	32 Conservation et diffusion des patrimoine	33 Action culturelle	34 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 31				Sous-fonction 32			
		311 Expression musicale, lyrique et choré.	312 Arts plastiques, activités artistiques	313 Théâtres	314 Cinémas et autres salles de spectacles	321 Bibliothèques et médiathèques	322 Musées	323 Archives	324 Entretien du patrimoine culturel
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 4 – Sport et jeunesse

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	43 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
	DEPENSES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Dépenses de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Recettes de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	40 Services communs	41 Sports	42 Jeunesse	43 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 41					Sous-fonction 42		
		411 Salles de sport, gymnases	412 Stades	413 Piscines	414 Autres équipements sportifs ou de loisir	415 Manifestations sportives	421 Centres de loisirs	422 Autres activités pour les jeunes	423 Colonies de vacances
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 5 – Interventions sociales et santé

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	53 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	51 Santé	52 Interventions sociales	53 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 51			Sous-fonction 52				
		510 Services communs	511 Dispensaires, autres établist sanitaires	512 Actions de prévention sanitaire	520 Services communs	521 Services à caractère social handicapés	522 Act° pour l'enfance et l'adolescence	523 Act° pour personnes en difficulté	524 Autres services
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 6 – Famille

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	65 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

(1)	Libellé	60 Services communs	61 Services en faveur des personnes âgées	62 Actions en faveur de la maternité	63 Aides à la famille	64 Crèches et garderies	65 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 7 – Logement

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	74 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	70 Services communs	71 Parc privé de la ville	72 Aide au secteur locatif	73 Aides à l'accession à la propriété	74 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 8 – Aménagement et services urbains, environnement

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	84 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		1 280 407,08	0,00	0,00	0,00	1 280 407,08
Dépenses de l'exercice		1 119 453,00	0,00	0,00	0,00	1 119 453,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*41 503,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*41 503,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*100 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*100 000,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	46 000,00	0,00	0,00	0,00	46 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	931 950,00	0,00	0,00	0,00	931 950,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		160 954,08	0,00	0,00	0,00	160 954,08
RECETTES (2)		1 280 407,08	0,00	0,00	0,00	1 280 407,08
Recettes de l'exercice		901 267,98	0,00	0,00	0,00	901 267,98
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*396 102,98*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*396 102,98*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*251 765,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*251 765,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*100 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*100 000,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	153 400,00	0,00	0,00	0,00	153 400,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	81 Services urbains	82 Aménagement urbain	83 Environnement	84 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser -- reports		379 139,10	0,00	0,00	0,00	379 139,10
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
DEPENSES (2)		0,00	0,00	1 280 407,08	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	1 119 453,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*41 503,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*100 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	46 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	931 950,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 81						
		810 Services communs	811 Eau et assainissement	812 Collecte et traitement ordures ménagères	813 Propreté urbaine	814 Eclairage public	815 Transports urbains	816 Autres réseaux et services divers
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	160 954,08	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	1 280 407,08	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	901 267,98	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*396 102,98*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*251 765,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*100 000,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	153 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	379 139,10	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
	Dépenses de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Restes à réaliser – reports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	RECETTES (2)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Recettes de l'exercice	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	Sous-fonction 82					Sous fonction 83			
		820 Services communs	821 Equipements de voirie	822 Voirie communale et routes	823 Espaces verts urbains	824 Autres opérations d'aménagement urbain	830 Services communs	831 Aménagement des eaux	832 Act° spécif. lutte contre la pollution	833 Préservation du milieu naturel
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – DETAIL INVESTISSEMENT	A1.2

FONCTION 9 – Action économique

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
DEPENSES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations d'équipement		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1)	Libellé	90 Interventions économiques	91 Foires et marchés	92 Aides à l'agriculture et aux industries	93 Aides à l'énergie, indus. manufact., BTP	94 Aides commerce et services marchands	95 Aides au tourisme	96 Aides aux services publics	97 Plan de relance (crise sanitaire)	Total
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes de l'exercice		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
010	Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Opérations pour compte de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Restes à réaliser – reports		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
SOLDE (2)		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

(2) Le solde correspond à la différence entre les recettes et les dépenses. Les dépenses et les recettes correspondent à la somme des dépenses et des recettes de l'exercice ainsi que des restes à réaliser et des reports (lignes budgétaires 001 et 002). Les lignes reports 001 et 002 apparaissent à la colonne 01-Non ventilables.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A3

A3 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : €	

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	Frais d'études, recherche, insertion si non réalisation du projet	5	15/12/2014
L	Subventions versées personnes publiques	15	15/12/2014
L	Subventions versées personnes privées	5	15/12/2014
L	Logiciels, licences	2	15/12/2014
L	Autres immobilisations incorporelles	5	15/12/2014
L	Déchetterie	50	15/12/2014
L	Autres constructions	20	15/12/2014
L	Terrains	20	15/12/2014
L	Plantation d'arbres et d'arbustes sur terrain	15	15/12/2014
L	Autres agencements et aménagement de terrain	15	15/12/2014
L	Installations et agencement des locaux	15	15/12/2014
L	Installations électriques et téléphoniques	10	15/12/2014
L	Matériel de transport : véhicules légers et assimilés	6	15/12/2014
L	Matériel informatique	3	15/12/2014
L	Mobilier	10	15/12/2014
L	Petit matériel et Cheptel	3	15/12/2014
L	Conteneurs et bennes	7	15/12/2014
L	Autres installations, matériels et outillages techniques	5	15/12/2014
L	Véhicule ramassage OM	5	15/12/2014

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES PROVISIONS	A4

A4 – ETAT DES PROVISIONS

Nature de la provision	Montant de la provision de l'exercice (1)	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N	Montant total des provisions constituées	Montant des reprises	SOLDE
PROVISIONS BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour dépréciation (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions. pour risques et charges (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour dépréciation (2)	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETALEMENT DES PROVISIONS	A5

A5 – ETALEMENT DES PROVISIONS (1)

Nature de la provision	Objet	Montant total de la provision à constituer	Durée	Montant des provisions constituées au 01/01/N	Provision constituée au titre de l'exercice	Montant restant à provisionner
Provision pour risques et charges	Les impayés de 2014 à 2017	206 210,00	0	206 210,00	0,00	0,00

(1) Il s'agit des provisions figurant dans le tableau précédent « Etat des provisions » qui font l'objet d'un étalement.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A6.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)	
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**41 503,00**	I	**41 503,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**0,00**		**0,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	0,00		0,00
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00		0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	0,00		0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	0,00		0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**41 503,00**		**41 503,00**
10...	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*41 503,00*		*41 503,00*
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3) (4)	Solde d'exécution D001 (3) (4)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**41 503,00**	**160 954,08**	**0,00**	**202 457,08**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(4) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget – vue d'ensemble.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A6.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)	
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**801 267,98**	III	**801 267,98**
Ressources propres externes de l'année (a)		**153 400,00**		**153 400,00**
10222	FCTVA	153 400,00		153 400,00
10223	TLE	0,00		0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00		0,00
10228	Autres fonds	0,00		0,00
13146	Attributions de compensation d'investissement	0,00		0,00
13156	Attributions de compensation d'investissement	0,00		0,00
13246	Attributions de compensation d'investissement	0,00		0,00
13256	Attributions de compensation d'investissement	0,00		0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00		0,00
26...	Participations et créances rattachées			
27...	Autres immobilisations financières			
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**647 867,98**		**647 867,98**
15...	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26...	*Participations et créances rattachées*			
27...	*Autres immobilisations financières*			
28...	*Amortissement des immobilisations*			
2804171	*Autres EPL : Bien mobilier, matériel*	*2 816,00*		*2 816,00*
28051	*Concessions et droits similaires*	*2 921,00*		*2 921,00*
28121	*Plantations d'arbres et d'arbustes*	*246,00*		*246,00*
28128	*Autres aménagements de terrains*	*1 541,00*		*1 541,00*
281318	*Autres bâtiments publics*	*1 158,00*		*1 158,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*28 640,00*		*28 640,00*
28138	*Autres constructions*	*21 676,00*		*21 676,00*
281571	*Matériel roulant*	*25 415,00*		*25 415,00*
28158	*Autres installat°, matériel et outillage*	*83 519,00*		*83 519,00*
28182	*Matériel de transport*	*72 355,00*		*72 355,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*5 657,00*		*5 657,00*
28184	*Mobilier*	*1 893,00*		*1 893,00*
28188	*Autres immo. corporelles*	*3 928,00*		*3 928,00*
29...	*Prov. pour dépréciat° immobilisations*			
39...	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours*			
481...	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*			
49...	*Prov. dépréc. comptes de tiers*			
59...	*Prov. dépréc. comptes financiers*			
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*396 102,98*		*396 102,98*

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (4) (5)	Solde d'exécution R001 (4) (5)	Affectation R1068 (4)	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	**801 267,98**	**0,00**	**379 139,10**	**0,00**	**1 180 407,08**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II	**202 457,08**
Ressources propres disponibles	IV	**1 180 407,08**
Solde	V = IV – II (6)	**977 950,00**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(5) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget – vue d'ensemble.

(6) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM	A7.2.1

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
011	**Charges à caractère général**	**3 582 855,00**
60611	EAU ET ASSAINISSEMENT	500,00
60612	ENERGIE - ELECTRICITE	8 000,00
60622	CARBURANTS	140 000,00
60623	ALIMENTATION	1 000,00
60631	FOURNITURES D'ENTRETIEN	33 150,00
60632	FOURNITURES DE PETIT EQUIPEMENT	91 000,00
60636	VETEMENTS DE TRAVAIL	23 000,00
6064	FOURNITURES ADMINISTRATIVES	1 000,00
6065	LIVRES, DISQUES, CASSETTES (BIBLIO., MEDIATHEQUE)	500,00
6068	AUTRES MATIERES ET FOURNITURES	27 000,00
611	CONTRATS DE PRESTATIONS DE SERVICES	2 842 000,00
6135	LOCATIONS MOBILIERES	64 905,00
61521	TERRAINS	1 000,00
615221	BATIMENTS PUBLICS	35 000,00
615228	AUTRES BATIMENTS	2 000,00
61551	MATERIEL ROULANT	150 000,00
61558	AUTRES BIENS MOBILIERS	13 250,00
6156	MAINTENANCE	10 500,00
6161	MULTIRISQUES	3 700,00
617	ETUDES ET RECHERCHES	50 000,00
6182	DOCUMENTATION GENERALE ET TECHNIQUE	300,00
6184	VERSEMENTS A DES ORGANISMES DE FORMATION	7 500,00
6188	AUTRES FRAIS DIVERS	200,00
6225	INDEMNITES AU COMPTABLE ET AUX REGISSEURS	0,00
6226	HONORAIRES	4 000,00
6228	DIVERS	2 500,00
6231	ANNONCES ET INSERTIONS	4 000,00
6233	FOIRES ET EXPOSITIONS	3 000,00
6236	CATALOGUES ET IMPRIMES	25 000,00
6237	PUBLICATIONS	5 000,00
6238	DIVERS	10 000,00
6247	TRANSPORTS COLLECTIFS	1 000,00
6248	DIVERS	4 000,00
6251	VOYAGES ET DEPLACEMENTS	2 000,00
6256	MISSIONS	1 500,00
6257	RECEPTIONS	500,00
6262	FRAIS DE TELECOMMUNICATIONS	5 000,00
6281	CONCOURS DIVERS (COTISATIONS ...)	1 500,00
6283	FRAIS DE NETTOYAGE DES LOCAUX	190,00
63512	TAXES FONCIERES	3 600,00
6354	DROITS D'ENREGISTREMENT ET DE TIMBRE	500,00
6355	TAXES ET IMPOTS SUR LES VEHICULES	1 500,00
6358	AUTRES DROITS	2 500,00
637	AUTRES IMPOTS, TAXES ET VERS. ASSIMILES (AUTRES)	60,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**1 601 951,00**
6215	PERSONNEL AFFECTE PAR LA COLLECTIVITE DE RATTACH.	143 350,00
6218	AUTRE PERSONNEL EXTERIEUR	3 257,00
6331	VERSEMENT DE TRANSPORT	5 068,00
6332	COTISATIONS VERSEES AU F.N.A.L.	4 223,00
6336	COTISATIONS CENTRE NATIONAL ET DE GESTION	16 043,00
64111	REMUNERATION PRINCIPALE	522 514,00
64112	NBI, SUPPLEMENT FAMILIAL ET INDEMNITE DE RESIDENCE	7 187,00
64118	AUTRES INDEMNITES	156 710,00
64131	REMUNERATIONS NON TITULAIRES	359 085,00
6451	COTISATIONS A L' U.R.S.S.A.F.	181 761,00

DEPENSES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
6453	COTISATIONS AUX CAISSES DE RETRAITES	172 951,00
6454	COTISATIONS AUX A.S.S.E.D.I.C.	13 919,00
6455	COTISATIONS POUR ASSURANCE DU PERSONNEL	2 383,00
6458	COTISATIONS AUX AUTRES ORGANISMES SOCIAUX	7 000,00
64731	VERSEES DIRECTEMENT	5 000,00
6475	MEDECINE DU TRAVAIL, PHARMACIE	1 500,00
65	**Autres charges de gestion courante**	**17 383,00**
651	REDEVANCES POUR CONCESSIONS,BREVETS,LICENCES...	0,00
6512	DROITS DUTILISATION - INFORMATIQUE EN NUAGE	500,00
6541	CREANCES ADMISES EN NON-VALEUR	5 000,00
6542	CREANCES ETEINTES	5 000,00
6574	SUBV. FONCTIONNEMENT ASSOCIATIONS ET AUTRES	6 873,00
65888	AUTRES	10,00
66	**Charges financières**	**0,00**
67	**Charges exceptionnelles**	**8 100,00**
6711	INTERETS MORATOIRES ET PENALITES SUR MARCHES	2 000,00
6718	AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES SUR OPE DE GESTION	600,00
673	TITRES ANNULES (SUR EXERCICES ANTERIEURS)	5 000,00
678	AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES	500,00
68	**Dotations provisions semi-budgétaires (3)**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues**	**0,00**
Total des dépenses réelles		**5 210 289,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***251 765,00***
6811	*DAP - IMMO. INCORPORELLES ET CORPORELLES*	*251 765,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	***0,00***
023	***Virement à la section d'investissement (4)***	***396 102,98***
Total des dépenses d'ordre		***647 867,98***
TOTAL GENERAL		**5 858 156,98**

A7.2.1 – SECTION DE FONCTIONNEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	Libellé (2)	Montant
Recettes issues de la TEOM		**3 586 949,00**
7331	TAXE D'ENLEVEMENT DES OORDUMES MENAGERES ET ASSIMI	3 586 949,00
Dotations et participations reçues		**374 000,00**
74741	COMMUNES MEMBRES DU GFP	12 000,00
7478	AUTRES ORGANISMES	362 000,00
Autres recettes de fonctionnement éventuelles		**842 013,00**
70	**Produits services, domaine et ventes div**	**775 500,00**
7013	VENTES DE PRODUITS RESIDUELS	75 000,00
70611	REDEVANCE D'ENLEVEMENT ORDURES MENAGERES	5 000,00
70612	REDEVANCE SPECIALE D'ENLEVEMENT DES ORDURES	635 000,00
70613	ABONNEMENT OU REDEVANCE PR ENLEV. DECHETS INDUST.	60 000,00
7088	AUTRES PRODUITS D'ACTIVITES ANNEXES	500,00
75	**Autres produits de gestion courante**	**20 010,00**
752	REVENUS DES IMMEUBLES	20 000,00
7588	AUTRES PRODUITS DIVERS DE GESTION COURANTE	10,00
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits exceptionnels**	**0,00**
78	**Reprises provisions semi-budgétaires (3)**	**0,00**
013	**Atténuations de charges**	**5 000,00**
6419	REMBOURSEMENTS SUR REMUNERATIONS DU PERSONNEL	5 000,00
Total des recettes réelles		**4 761 459,00**
042	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***41 503,00***
777	*QUOTE PART SUBV. D'INVEST. TRANSF. CPTE DE RESULTA*	*41 503,00*
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	***0,00***
Total des recettes d'ordre		***41 503,00***
TOTAL GENERAL		**4 802 962,00**

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) Si la commune ou l'établissement applique les provisions semi-budgétaires.

(4) Montant des recettes de fonctionnement transféré en investissement pour le financement des dépenses d'investissement afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DE REPARTITION DE LA TEOM	A7.2.2

(COMMUNES ET GROUPEMENTS DE 10 000 HABITANTS ET PLUS, article L. 2313-1)

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – DEPENSES

DEPENSES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Remboursement d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Acquisitions d'immobilisations		**977 950,00**
2031	FRAIS D'ETUDES	40 000,00
2033	FRAIS D'INSERTION	2 500,00
2051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	3 500,00
2118	AUTRES TERRAINS	100 000,00
2135	INSTAL. GEN., AGENCEMENTS, AMENAGEMENTS DES CONST.	65 000,00
2158	AUTRES INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECH.	200 000,00
2182	MATERIEL DE TRANSPORT	555 000,00
2183	MATERIEL DE BUREAU ET INFORMATIQUE	1 950,00
2184	MOBILIER	2 000,00
2188	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	8 000,00
Opérations d'équipement (1 ligne par opération)		
Autres dépenses éventuelles		**141 503,00**
13911	ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX	2 576,00
13913	DEPARTEMENTS	6 421,00
13916	AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX	22 949,00
13918	AUTRES	9 557,00
2135	INSTAL. GEN., AGENCEMENTS, AMENAGEMENTS DES CONST.	100 000,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
020	Dépenses imprévues	0,00
Total des dépenses réelles		**977 950,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***41 503,00***
13911	*ETAT ET ETABLISSEMENTS NATIONAUX*	*2 576,00*
13913	*DEPARTEMENTS*	*6 421,00*
13916	*AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX*	*22 949,00*
13918	*AUTRES*	*9 557,00*
041	***Opérations patrimoniales***	***100 000,00***
2135	*INSTAL. GEN., AGENCEMENTS, AMENAGEMENTS DES CONST.*	100 000,00
Total des dépenses d'ordre		***141 503,00***
TOTAL GENERAL		**1 119 453,00**

A7.2.2 – SECTION D'INVESTISSEMENT – RECETTES

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Souscription d'emprunts et dettes assimilées		**0,00**
Dotations et subventions reçues		**153 400,00**
10222	F.C.T.V.A.	153 400,00
1326	AUTRES ETABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX	0,00
Autres recettes éventuelles		**747 867,98**
021	VIREMENT A LA SECTION FONCTIONNEMENT	396 102,98
2031	FRAIS D'ETUDES	100 000,00
2804171	BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES	2 816,00
28051	CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES	2 921,00
28121	PLANTATIONS D'ARBRES ET D'ARBUSTES	246,00
28128	AUTRES AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DE TERRAINS	1 541,00
281318	AUTRES BATIMENTS PUBLICS	1 158,00
28135	INSTALL.GENERALES,AGENCEMENTS,AMENAGEMENTS	28 640,00
28138	AUTRES CONSTRUCTIONS	21 676,00
281571	MATERIEL ROULANT	25 415,00
28158	AUTRES INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECH.	83 519,00
28182	MATERIEL DE TRANSPORT	72 355,00
28183	MATERIEL DE BUREAU ET MATERIEL INFORMATIQUE	5 657,00
28184	MOBILIER	1 893,00
28188	AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES	3 928,00
Opérations pour compte de tiers (1 ligne par opération)		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00

RECETTES (1)		
Article (2)	**Libellé (2)**	**Montant**
Total des recettes réelles		**153 400,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections***	***251 765,00***
2804171	*BIENS MOBILIERS, MATERIEL ET ETUDES*	*2 816,00*
28051	*CONCESSIONS ET DROITS SIMILAIRES*	*2 921,00*
28121	*PLANTATIONS D'ARBRES ET D'ARBUSTES*	*246,00*
28128	*AUTRES AGENCEMENTS ET AMENAGEMENTS DE TERRAINS*	*1 541,00*
281318	*AUTRES BATIMENTS PUBLICS*	*1 158,00*
28135	*INSTALL.GENERALES,AGENCEMENTS,AMENAGEMENTS*	*28 640,00*
28138	*AUTRES CONSTRUCTIONS*	*21 676,00*
281571	*MATERIEL ROULANT*	*25 415,00*
28158	*AUTRES INSTALLATIONS, MATERIEL ET OUTILLAGE TECH.*	*83 519,00*
28182	*MATERIEL DE TRANSPORT*	*72 355,00*
28183	*MATERIEL DE BUREAU ET MATERIEL INFORMATIQUE*	*5 657,00*
28184	*MOBILIER*	*1 893,00*
28188	*AUTRES IMMOBILISATIONS CORPORELLES*	*3 928,00*
041	***Opérations patrimoniales***	***100 000,00***
2031	*FRAIS D'ETUDES*	100 000,00
021	***Virement de la sect° de fonctionnement (3)***	***396 102,98***
Total des recettes d'ordre		***747 867,98***
TOTAL GENERAL		**901 267,98**

(1) Dépenses et recettes, directes et indirectes, afférentes à l'exercice de la compétence visée à l'article L. 2313-1 du CGCT.

(2) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(3) Montant des recettes de fonctionnement transféré en investissement pour le financement des dépenses d'investissement afférentes à l'exercice de la compétence susmentionnée.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),
A , le
,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.
(2) L'assemblée délibérante étant : .

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 20003302500038	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT BUDGET EAU dont la population est de 3500 habitants et plus COMMUNAUTÉ AGGLOMERATION BAR-LE-DUC

POSTE COMPTABLE DE : BAR COLLECTIVITES

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 49 (1)

Budget primitif

BUDGET : [M4] EAU CA BDL (2)

ANNEE 2021

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 42, M. 43, M. 44 ou M. 49.

(2) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 3

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 4
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 5
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 7
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 15
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 16
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 18

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 19
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 24
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 25
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 26
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations Sans Objet
A3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
A4.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 27
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 28
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.5 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 30

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

IV – La comparaison avec le budget précédent (cf. colonne « Pour mémoire ») s'effectue par rapport à la colonne du budget (4) primitif de l'exercice précédent.

V – Le présent budget a été voté (5) avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ..... du .....).

(4) Indiquer « primitif de l'exercice précédent » ou « cumulé de l'exercice précédent ».

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LASECTION D'EXPLOITATION
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	4 465 722,00	4 465 722,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 1 841 847,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	4 465 722,00	6 307 569,00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LASECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	5 986 574,00	4 704 809,64
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	1 058 375,59	0,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 2 340 139,95
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	7 044 949,59	7 044 949,59

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	11 510 671,59	13 352 518,59

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.
Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.
Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES	A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	1 355 205,00	0,00	1 236 810,00	1 236 810,00	1 236 810,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	880 300,00	0,00	920 221,00	920 221,00	920 221,00
014	Atténuations de produits	750 000,00	0,00	750 000,00	750 000,00	750 000,00
65	Autres charges de gestion courante	35 000,00	0,00	34 010,00	34 010,00	34 010,00
Total des dépenses de gestion des services		**3 020 505,00**	**0,00**	**2 941 041,00**	**2 941 041,00**	**2 941 041,00**
66	Charges financières	265 000,00	0,00	244 400,00	244 400,00	244 400,00
67	Charges exceptionnelles	253 017,00	0,00	101 000,00	101 000,00	101 000,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**3 538 522,00**	**0,00**	**3 286 441,00**	**3 286 441,00**	**3 286 441,00**
023	*Virement à la section d'investissement (6)*	*426 721,00*		*485 439,00*	*485 439,00*	*485 439,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*688 361,00*		*693 842,00*	*693 842,00*	*693 842,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***1 115 082,00***		***1 179 281,00***	***1 179 281,00***	***1 179 281,00***
TOTAL		**4 653 604,00**	**0,00**	**4 465 722,00**	**4 465 722,00**	**4 465 722,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	4 465 722,00

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	4 583 450,00	0,00	4 399 188,00	4 399 188,00	4 399 188,00
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	10,00	10,00	10,00
Total des recettes de gestion des services		**4 583 450,00**	**0,00**	**4 399 198,00**	**4 399 198,00**	**4 399 198,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**4 583 450,00**	**0,00**	**4 399 198,00**	**4 399 198,00**	**4 399 198,00**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*70 154,00*		*66 524,00*	*66 524,00*	*66 524,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***70 154,00***		***66 524,00***	***66 524,00***	***66 524,00***
TOTAL		**4 653 604,00**	**0,00**	**4 465 722,00**	**4 465 722,00**	**4 465 722,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	1 841 847,00

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	6 307 569,00

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)	1 112 757,00

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(6) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040.*

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
20	Immobilisations incorporelles	72 500,00	18 417,00	73 500,00	73 500,00	91 917,00
21	Immobilisations corporelles	1 294 750,00	258 386,39	2 837 550,00	2 837 550,00	3 095 936,39
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	1 350 000,00	781 572,20	2 000 000,00	2 000 000,00	2 781 572,20
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**2 717 250,00**	**1 058 375,59**	**4 911 050,00**	**4 911 050,00**	**5 969 425,59**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	822 000,00	0,00	909 000,00	909 000,00	909 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**822 000,00**	**0,00**	**909 000,00**	**909 000,00**	**909 000,00**
45...	**Total des opérations pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**3 539 250,00**	**1 058 375,59**	**5 820 050,00**	**5 820 050,00**	**6 878 425,59**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*70 154,00*		*66 524,00*	*66 524,00*	*66 524,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*100 000,00*	*100 000,00*	*100 000,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***70 154,00***		***166 524,00***	***166 524,00***	***166 524,00***
TOTAL		**3 609 404,00**	**1 058 375,59**	**5 986 574,00**	**5 986 574,00**	**7 044 949,59**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (1)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	7 044 949,59

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
13	Subventions d'investissement	490 000,00	0,00	700 000,00	700 000,00	700 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	1 742 242,12	0,00	2 725 528,64	2 725 528,64	2 725 528,64
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**2 232 242,12**	**0,00**	**3 425 528,64**	**3 425 528,64**	**3 425 528,64**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45...	**Total des opérations pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**2 232 242,12**	**0,00**	**3 425 528,64**	**3 425 528,64**	**3 425 528,64**
021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*426 721,00*		*485 439,00*	*485 439,00*	*485 439,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*688 361,00*		*693 842,00*	*693 842,00*	*693 842,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*100 000,00*	*100 000,00*	*100 000,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***1 115 082,00***		***1 279 281,00***	***1 279 281,00***	***1 279 281,00***
TOTAL		**3 347 324,12**	**0,00**	**4 704 809,64**	**4 704 809,64**	**4 704 809,64**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	2 340 139,95

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	7 044 949,59

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (8)	**1 112 757,00**

(1) cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040.*

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	1 236 810,00		1 236 810,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	920 221,00		920 221,00
014	Atténuations de produits	750 000,00		750 000,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	34 010,00		34 010,00
66	Charges financières	244 400,00	*0,00*	244 400,00
67	Charges exceptionnelles	101 000,00	*0,00*	101 000,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	*693 842,00*	693 842,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*485 439,00*	485 439,00
	Dépenses d'exploitation – Total	**3 286 441,00**	***1 179 281,00***	**4 465 722,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	4 465 722,00

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*66 524,00*	66 524,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	909 000,00	*0,00*	909 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	91 917,00	*0,00*	91 917,00
21	Immobilisations corporelles (6)	3 095 936,39	*100 000,00*	3 195 936,39
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	2 781 572,20	*0,00*	2 781 572,20
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3...	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
	Dépenses d'investissement – Total	**6 878 425,59**	***166 524,00***	**7 044 949,59**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	7 044 949,59

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	4 399 188,00		4 399 188,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	10,00		10,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	*66 524,00*	66 524,00
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes d'exploitation – Total	**4 399 198,00**	***66 524,00***	**4 465 722,00**

\+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**1 841 847,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**6 307 569,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	700 000,00	*0,00*	700 000,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	2 725 528,64	*0,00*	2 725 528,64
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	*100 000,00*	100 000,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*693 842,00*	693 842,00
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3...	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*		*485 439,00*	485 439,00
	Recettes d'investissement – Total	**3 425 528,64**	***1 279 281,00***	**4 704 809,64**

\+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**2 340 139,95**

\+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**7 044 949,59**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, en M. 43 et en M. 44.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général (5) (6)**	**1 355 205,00**	**1 236 810,00**	**1 236 810,00**
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie	297 000,00	317 000,00	317 000,00
6062	Produits de traitement	22 000,00	22 000,00	22 000,00
6063	Fournitures entretien et petit équipt	3 400,00	3 505,00	3 505,00
6064	Fournitures administratives	1 300,00	1 300,00	1 300,00
6066	Carburants	20 000,00	20 000,00	20 000,00
6068	Autres matières et fournitures	212 000,00	107 000,00	107 000,00
611	Sous-traitance générale	41 000,00	1 000,00	1 000,00
6135	Locations mobilières	43 005,00	43 005,00	43 005,00
6137	Redevances, droits de passage, servitude	800,00	800,00	800,00
614	Charges locatives et de copropriété	200,00	200,00	200,00
61523	Entretien, réparations réseaux	260 000,00	260 000,00	260 000,00
61551	Entretien matériel roulant	9 000,00	9 000,00	9 000,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	15 250,00	15 250,00	15 250,00
6156	Maintenance	10 000,00	10 000,00	10 000,00
6161	Multirisques	13 000,00	13 000,00	13 000,00
617	Etudes et recherches	3 000,00	3 000,00	3 000,00
618	Divers	30 500,00	28 000,00	28 000,00
6226	Honoraires	2 650,00	2 650,00	2 650,00
6228	Divers	25 000,00	34 000,00	34 000,00
6231	Annonces et insertions	2 000,00	2 000,00	2 000,00
6236	Catalogues et imprimés	500,00	500,00	500,00
6241	Transports sur achats	400,00	400,00	400,00
6251	Voyages et déplacements	2 000,00	2 000,00	2 000,00
6256	Missions	3 600,00	3 600,00	3 600,00
6257	Réceptions	100,00	100,00	100,00
6261	Frais d'affranchissement	1 500,00	1 500,00	1 500,00
6262	Frais de télécommunications	23 000,00	24 000,00	24 000,00
627	Services bancaires et assimilés	3 000,00	2 000,00	2 000,00
6288	Autres	30 000,00	30 000,00	30 000,00
6371	Redevance versée aux agences de l'eau	280 000,00	280 000,00	280 000,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**880 300,00**	**920 221,00**	**920 221,00**
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	0,00	125 500,00	125 500,00
6218	Autre personnel extérieur	97 500,00	0,00	0,00
6331	Versement de mobilité	2 567,00	2 648,00	2 648,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	2 139,00	2 207,00	2 207,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	8 122,00	8 388,00	8 388,00
6411	Salaires, appointements, commissions	476 420,00	519 300,00	519 300,00
6413	Primes et gratifications	84 793,00	46 267,00	46 267,00
6415	Supplément familial	1 230,00	1 070,00	1 070,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	75 040,00	74 907,00	74 907,00
6452	Cotisations aux mutuelles	1 714,00	1 719,00	1 719,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	119 990,00	128 200,00	128 200,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	2 985,00	1 836,00	1 836,00
6458	Cotisat° autres organismes sociaux	3 900,00	4 279,00	4 279,00
6472	Versements aux comités d'entreprise	3 400,00	3 400,00	3 400,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	500,00	500,00	500,00
014	**Atténuations de produits (7)**	**750 000,00**	**750 000,00**	**750 000,00**
701249	Reversement redevance agence de l'eau	450 000,00	450 000,00	450 000,00
706129	Reverst redevance modernisat° agence eau	300 000,00	300 000,00	300 000,00
65	**Autres charges de gestion courante**	**35 000,00**	**34 010,00**	**34 010,00**
6541	Créances admises en non-valeur	15 000,00	15 000,00	15 000,00
6542	Créances éteintes	15 000,00	15 000,00	15 000,00
658	Charges diverses de gestion courante	5 000,00	4 010,00	4 010,00
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65)		**3 020 505,00**	**2 941 041,00**	**2 941 041,00**
66	**Charges financières (b) (8)**	**265 000,00**	**244 400,00**	**244 400,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	265 000,00	244 400,00	244 400,00
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**253 017,00**	**101 000,00**	**101 000,00**
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	3 000,00	3 000,00	3 000,00
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	5 000,00	5 000,00	5 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	78 000,00	0,00	0,00
6742	Subventions exceptionnelles d'équipement	15 000,00	15 000,00	15 000,00
678	Autres charges exceptionnelles	152 017,00	78 000,00	78 000,00
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e + f		3 538 522,00	3 286 441,00	3 286 441,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*426 721,00*	*485 439,00*	*485 439,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)*	*688 361,00*	*693 842,00*	*693 842,00*
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*688 361,00*	*693 842,00*	*693 842,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		*1 115 082,00*	*1 179 281,00*	*1 179 281,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		*1 115 082,00*	*1 179 281,00*	*1 179 281,00*
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		4 653 604,00	4 465 722,00	4 465 722,00
				+
			RESTES A REALISER N-1 (13)	0,00
				+
			D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)	0,00
				=
			TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	4 465 722,00

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44.

(8) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES	A2

Chap / art(1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	Atténuations de charges (5)	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	4 583 450,00	4 399 188,00	4 399 188,00
70111	Ventes d'eau aux abonnés	3 286 401,00	3 109 188,00	3 109 188,00
701241	Redevance pollution d'origine domestique	452 328,00	450 000,00	450 000,00
704	Travaux	90 000,00	100 000,00	100 000,00
706121	Redevance modernisation des réseaux	304 159,00	300 000,00	300 000,00
7064	Locations de compteurs	430 562,00	420 000,00	420 000,00
7068	Autres prestations de services	20 000,00	20 000,00	20 000,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	10,00	10,00
7588	Autres	0,00	10,00	10,00
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75	4 583 450,00	4 399 198,00	4 399 198,00
76	Produits financiers (b)	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (c)	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)	0,00	0,00	0,00
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d	4 583 450,00	4 399 198,00	4 399 198,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)*	*70 154,00*	*66 524,00*	*66 524,00*
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*70 154,00*	*66 524,00*	*66 524,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (8)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	*70 154,00*	*66 524,00*	*66 524,00*
	TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	4 653 604,00	4 465 722,00	4 465 722,00

\+

RESTES A REALISER N-1 (10)	0,00

\+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	1 841 847,00

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	6 307 569,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(7)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.*

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES	B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**72 500,00**	**73 500,00**	**73 500,00**
2031	Frais d'études	50 000,00	60 000,00	60 000,00
2033	Frais d'insertion	4 500,00	3 500,00	3 500,00
2051	Concessions et droits assimilés	18 000,00	10 000,00	10 000,00
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**1 294 750,00**	**2 837 550,00**	**2 837 550,00**
21351	Aménagement Bâtiments d'exploitation	13 000,00	42 000,00	42 000,00
21531	Réseaux d'adduction d'eau	1 100 000,00	2 374 000,00	2 374 000,00
2154	Matériel industriel	96 000,00	65 500,00	65 500,00
21561	Service de distribution d'eau	18 000,00	250 500,00	250 500,00
2182	Matériel de transport	36 000,00	74 000,00	74 000,00
2183	Matériel de bureau et informatique	27 750,00	28 550,00	28 550,00
2184	Mobilier	4 000,00	3 000,00	3 000,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**1 350 000,00**	**2 000 000,00**	**2 000 000,00**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	1 350 000,00	2 000 000,00	2 000 000,00
	Total des dépenses d'équipement	**2 717 250,00**	**4 911 050,00**	**4 911 050,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**822 000,00**	**909 000,00**	**909 000,00**
1641	Emprunts en euros	815 000,00	904 000,00	904 000,00
1681	Autres emprunts	7 000,00	5 000,00	5 000,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**822 000,00**	**909 000,00**	**909 000,00**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**3 539 250,00**	**5 820 050,00**	**5 820 050,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)***	***70 154,00***	***66 524,00***	***66 524,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur	***70 154,00***	***66 524,00***	***66 524,00***
139111	*Sub. équipt cpte résult. Agence de l'eau*	*70 154,00*	*44 746,00*	*44 746,00*
139118	*Sub. équipt cpte résult. Autres*	*0,00*	*6 640,00*	*6 640,00*
13912	*Sub. équipt cpte résult. Régions*	*0,00*	*148,00*	*148,00*
13913	*Sub. équipt cpte résult. Départements*	*0,00*	*10 483,00*	*10 483,00*
13914	*Sub. équipt cpte résult. Communes*	*0,00*	*2 136,00*	*2 136,00*
13916	*Sub. équipt cpte résult. Autres EPL*	*0,00*	*853,00*	*853,00*
13918	*Autres subventions d'équipement*	*0,00*	*1 518,00*	*1 518,00*
	Charges transférées	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***0,00***	***100 000,00***	***100 000,00***
21531	*Réseaux d'adduction d'eau*	*0,00*	*100 000,00*	*100 000,00*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***70 154,00***	***166 524,00***	***166 524,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**3 609 404,00**	**5 986 574,00**	**5 986 574,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**1 058 375,59**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**7 044 949,59**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*

(8) Le compte 15...2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES	B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	**Subventions d'investissement**	**490 000,00**	**700 000,00**	**700 000,00**
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	200 000,00	160 000,00	160 000,00
13118	Autres Subv. Équipt Etat	0,00	530 000,00	530 000,00
1314	Subv. équipt Communes	0,00	10 000,00	10 000,00
1315	Subv. équipt Groupement de collectivités	290 000,00	0,00	0,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**1 742 242,12**	**2 725 528,64**	**2 725 528,64**
1641	Emprunts en euros	1 742 242,12	2 725 528,64	2 725 528,64
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**2 232 242,12**	**3 425 528,64**	**3 425 528,64**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL RECETTES REELLES	**2 232 242,12**	**3 425 528,64**	**3 425 528,64**
021	***Virement de la section d'exploitation***	***426 721,00***	***485 439,00***	***485 439,00***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)***	***688 361,00***	***693 842,00***	***693 842,00***
28031	*Frais d'études*	*0,00*	*5 731,00*	*5 731,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*0,00*	*10 735,00*	*10 735,00*
28128	*Aménagement Autres terrains*	*0,00*	*853,00*	*853,00*
281311	*Bâtiments d'exploitation*	*0,00*	*8 474,00*	*8 474,00*
281351	*Aménagement Bâtiments d'exploitation*	*0,00*	*4 894,00*	*4 894,00*
281451	*Aménagt Bât.d'exploitation sol d'autrui*	*0,00*	*2 086,00*	*2 086,00*
281531	*Réseaux d'adduction d'eau*	*688 361,00*	*242 602,00*	*242 602,00*
28154	*Matériel industriel*	*0,00*	*42 391,00*	*42 391,00*
28155	*Outillage industriel*	*0,00*	*137,00*	*137,00*
281561	*Service de distribution d'eau*	*0,00*	*89 801,00*	*89 801,00*
28157	*Aménagement matériel industriel*	*0,00*	*680,00*	*680,00*
2817311	*Bâtiments d'exploitation (mise à dispo)*	*0,00*	*7 584,00*	*7 584,00*
2817351	*Aménagt Bât. d'exploitation (mad)*	*0,00*	*598,00*	*598,00*
2817355	*Aménagt Bât. administratifs (mad)*	*0,00*	*47,00*	*47,00*
2817531	*Réseaux d'adduction d'eau (mad)*	*0,00*	*197 326,00*	*197 326,00*
2817561	*Service de distribution d'eau (mad)*	*0,00*	*20 227,00*	*20 227,00*
281757	*Aménagement matériel industriel (mad)*	*0,00*	*25 400,00*	*25 400,00*
28182	*Matériel de transport*	*0,00*	*23 225,00*	*23 225,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*0,00*	*9 475,00*	*9 475,00*
28184	*Mobilier*	*0,00*	*1 191,00*	*1 191,00*
28188	*Autres*	*0,00*	*385,00*	*385,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION	***1 115 082,00***	***1 179 281,00***	***1 179 281,00***
041	***Opérations patrimoniales (8)***	***0,00***	***100 000,00***	***100 000,00***
2031	*Frais d'études*	*0,00*	*100 000,00*	*100 000,00*
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	***1 115 082,00***	***1 279 281,00***	***1 279 281,00***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**3 347 324,12**	**4 704 809,64**	**4 704 809,64**

+

RESTES A REALISER N-1 (9)	**0,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9	**2 340 139,95**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**7 044 949,59**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RI 040 = DE 042*.

(7) Le compte 15...2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041*.

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV
A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					**17 881 933,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					17 881 933,00									
231EauA050253	Caisse d'épargne de Lorraine Champagne-Ardenne		12/12/2005	25/03/2006	25 000,00	F	Taux fixe à 3,78%	3,780	3,780	EUR	A	P	O	A-1
233EauMON280536EUR001	Société de Financement Local		26/04/2004	01/09/2004	70 482,00	F	Taux fixe à 4,58%	4,580	4,580	EUR	A	P	O	A-1
235Eau1158033	Caisse d'épargne de Lorraine Champagne-Ardenne		25/04/2005	25/04/2006	1 000 000,00	F	Taux fixe à 3,86%	3,860	3,860	EUR	A	P	O	A-1
236Eau1176133	Caisse d'épargne de Lorraine Champagne-Ardenne		21/03/2006	25/03/2007	562 500,00	F	Taux fixe à 3,49%	3,490	3,490	EUR	A	P	O	A-1
237Eau1212444	Caisse d'épargne de Lorraine Champagne-Ardenne		25/05/2008	25/05/2009	1 600 000,00	F	Taux fixe à 4,47%	4,470	4,470	EUR	A	P	O	A-1
238Eau00020545102	Crédit Mutuel Meuse Sud Saint Dizier		31/01/2011	31/03/2011	1 200 000,00	F	Taux fixe à 3,45%	3,450	3,450	EUR	T	P	O	A-1
2557	Société Générale	20/12/2019	27/12/2019	27/03/2020	1 000 000,00	V	Euribor 3m + 0,41%, floré à 0,41%	0,410	0,416	EUR	T	C	O	A-1
260Eau11L12142	Caisse d'épargne de Lorraine Champagne-Ardenne		06/01/2012	01/06/2013	2 000 000,00	F	Taux fixe à 4,56%	4,560	4,560	EUR	A	P	O	A-1
261VEau9329923	Caisse d'épargne de Lorraine Champagne-Ardenne		05/02/2014	05/05/2014	2 000 000,00	V	Livret A + 1,45%	2,700	2,737	EUR	T	C	O	A-1
268EAU1181001	Société Générale		22/12/2014	22/03/2015	2 000 000,00	F	Taux fixe à 2,095%	2,095	2,124	EUR	T	P	O	A-1
269EAU00030294302	Banque Féderative du Crédit Mutuel		01/01/2016	31/03/2016	2 000 000,00	F	Taux fixe à 1,85%	1,850	1,850	EUR	T	P	O	A-1
271VEau66390 5192152	Caisse des Dépots et Consignations		16/08/2017	01/11/2017	650 000,00	V	Livret A + 0,75%	1,500	1,500	EUR	T	C	O	A-1
272EAU66390 5192151	Caisse des Dépots et Consignations		16/10/2017	01/02/2018	650 000,00	F	Taux fixe à 1,81%	1,810	1,810	EUR	T	P	O	A-1
2756/001	Société Générale	18/12/2020	28/12/2020	28/03/2021	1 500 000,00	F	Taux fixe à 0,10%	0,100	0,102	EUR	T	C	O	A-1
305Eau86458140016	Crédit Agricole de Lorraine		25/02/2011	25/03/2011	58 951,00	F	Taux fixe à 3,46%	3,460	3,460	EUR	M	P	O	A-1

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
306Eau1161324	Caisse d'épargne de Lorraine Champagne-Ardenne		24/07/2005	25/08/2006	65 000,00	F	Taux fixe à 4,10%	4,100	4,100	EUR	A	P	O	A-1
308EauMPH525908EUR	Société de Financement Local	05/11/2018	21/11/2018	01/03/2019	1 500 000,00	F	Taux fixe à 0,50%	0,500	0,507	EUR	T	C	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**65 320,00**									
1681 Autres emprunts (total)					65 320,00									
255Eau04005800	Agence de l'Eau Seine Normandie		26/06/2006	26/06/2007	39 320,00	F	Taux fixe à 0,00%	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
264Eau06598100	Agence de l'Eau Seine Normandie		27/03/2007	27/03/2008	26 000,00	F	Taux fixe à 0,00%	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**17 947 253,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		**0,00**		**12 552 542,20**					**903 333,51**	**240 733,95**	**0,00**	**64 695,41**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		12 552 542,20					903 333,51	240 733,95	0,00	64 695,41
231EauA050253	N	0,00	A-1	7 859,70	4,23	F	Taux fixe à 3,78%	3,780	1 457,51	297,10	0,00	185,54
233EauMON280536EUR001	N	0,00	A-1	14 547,78	2,67	F	Taux fixe à 4,58%	4,580	4 633,74	666,29	0,00	151,35
235Eau1158033	N	0,00	A-1	324 801,27	4,32	F	Taux fixe à 3,86%	3,860	60 135,13	12 537,33	0,00	6 981,01
236Eau1176133	N	0,00	A-1	210 772,51	5,23	F	Taux fixe à 3,49%	3,490	32 186,34	7 355,96	0,00	4 778,37
237Eau1212444	N	0,00	A-1	810 191,16	7,40	F	Taux fixe à 4,47%	4,470	86 466,75	36 215,54	0,00	19 410,29
238Eau00020545102	N	0,00	A-1	702 054,45	10,00	F	Taux fixe à 3,45%	3,450	59 858,23	23 452,01	0,00	61,54
2557	N	0,00	A-1	950 000,00	19,00	V	Euribor 3m + 0,41%, flooré à 0,41%	0,410	50 000,00	3 870,93	0,00	51,25
260Eau11L12142	N	0,00	A-1	1 099 499,58	6,42	F	Taux fixe à 4,56%	4,560	136 859,42	50 137,18	0,00	25 606,23
261VEau9329923	N	0,00	A-1	1 325 000,00	13,10	V	Livret A + 0,95%	1,450	100 000,00	18 926,52	0,00	2 812,40
268EAU1181001	N	0,00	A-1	1 486 296,44	13,98	F	Taux fixe à 2,095%	2,095	92 180,68	30 836,68	0,00	811,30
269EAU00030294302	N	0,00	A-1	1 566 946,55	15,01	F	Taux fixe à 1,85%	1,850	91 510,58	28 356,10	0,00	75,82
271VEau66390 5192152	N	0,00	A-1	565 500,00	21,59	V	Livret A + 0,75%	1,250	26 000,00	6 914,55	0,00	1 118,73
272EAU66390 5192151	N	0,00	A-1	586 493,35	21,85	F	Taux fixe à 1,81%	1,810	21 939,77	10 396,87	0,00	1 691,63
2756/001	N	0,00	A-1	1 500 000,00	20,00	F	Taux fixe à 0,10%	0,100	75 000,00	1 492,24	0,00	15,83

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
305Eau86458140016	N	0,00	A-1	1 158,36	0,15	F	Taux fixe à 3,46%	3,460	1 158,36	5,01	0,00	0,00
306Eau1161324	N	0,00	A-1	21 421,05	4,65	F	Taux fixe à 4,10%	4,100	3 947,00	878,26	0,00	250,75
308EauMPH525908EUR	N	0,00	A-1	1 380 000,00	22,93	V	Euribor 3m + 0,61%, floré à 0,61%	0,610	60 000,00	8 395,38	0,00	693,37
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**6 088,00**					**4 354,67**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		6 088,00					4 354,67	0,00	0,00	0,00
255Eau04005800	N	0,00	A-1	2 621,33	0,48	F	Taux fixe à 0,00%	0,000	2 621,33	0,00	0,00	0,00
264Eau06598100	N	0,00	A-1	3 466,67	1,23	F	Taux fixe à 0,00%	0,000	1 733,34	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**12 558 630,20**					**907 688,18**	**240 733,95**	**0,00**	**64 695,41**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt aprés opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX	A1.3

A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A1.4

A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	19	0	0	0	0	
	% de l'encours	99,99	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	12 558 630,20	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A2

A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 500.00 €	2014-12-15

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	Ouvrages de génie civil et bâtiments divers pour le captage et le traitement de l'eau	40	15/12/2014
L	Ouvrage de génie civil pour le stockage de l'eau	50	15/12/2014
L	Bâtiments légers, abris, baraquements	20	15/12/2014
L	Terrains	20	15/12/2014
L	Plantation d'arbres et d'arbustes sur terrain	15	15/12/2014
L	Autres agencements et aménagements de terrains	15	15/12/2014
L	Canalisations principales	50	15/12/2014
L	Canalisations de branchements	25	15/12/2014
L	Installations et agencement des locaux	15	15/12/2014
L	Installations électriques et téléphoniques	10	15/12/2014
L	Installations / équipements de captage, transport et traitement de l'eau potable, compteurs	15	15/12/2014
L	Pompes, appareils électro mécaniques	10	15/12/2014
L	Installation électriques et automatismes (dont régulation, capteurs)	10	15/12/2014
L	Installations thermiques : chauffage, ventilation, climatisation	15	15/12/2014
L	Matériel de laboratoire	10	15/12/2014
L	Petit matériel et outillage (dont électroménager).	5	15/12/2014
L	Matériel de transport : véhicules légers et assimilés	6	15/12/2014
L	Matériel de transport : véhicule lourd et outillage de voirie	8	15/12/2014
L	Matériel informatique	3	15/12/2014
L	Mobilier	10	15/12/2014
L	Cheptel, emballages récupérables	3	15/12/2014
L	Agencements et aménagements de matériel et outillage	5	15/12/2014
L	Frais d'établissement	5	15/12/2014
L	Frais d'étude, recherche, insertion si non réalisation du projet	5	15/12/2014
L	Subventions versées personnes public	15	15/12/2014
L	Subventions versées personnes privées	5	15/12/2014
L	Logiciels, licences	2	15/12/2014
L	Autres immobilisations incorporelles	5	15/12/2014

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A4.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)	
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**975 524,00**	I	**975 524,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**909 000,00**		**909 000,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	904 000,00		904 000,00
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	5 000,00		5 000,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	0,00		0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**66 524,00**		**66 524,00**
10...	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*66 524,00*		*66 524,00*
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3) (4)	Solde d'exécution D001 (3) (4)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**975 524,00**	**1 058 375,59**	**0,00**	**2 033 899,59**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(4) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget – vue d'ensemble.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A4.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)	
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**1 179 281,00**	**III**	**1 179 281,00**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**		**0,00**
10222	FCTVA	0,00		0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00		0,00
26...	*Participations et créances rattachées*			
27...	*Autres immobilisations financières*			
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**1 179 281,00**		**1 179 281,00**
15...	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26...	*Participations et créances rattachées*			
27...	*Autres immobilisations financières*			
28...	*Amortissement des immobilisations*			
28031	*Frais d'études*	*5 731,00*		*5 731,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*10 735,00*		*10 735,00*
28128	*Aménagement Autres terrains*	*853,00*		*853,00*
281311	*Bâtiments d'exploitation*	*8 474,00*		*8 474,00*
281351	*Aménagement Bâtiments d'exploitation*	*4 894,00*		*4 894,00*
281451	*Aménagt Bât.d'exploitation sol d'autrui*	*2 086,00*		*2 086,00*
281531	*Réseaux d'adduction d'eau*	*242 602,00*		*242 602,00*
28154	*Matériel industriel*	*42 391,00*		*42 391,00*
28155	*Outillage industriel*	*137,00*		*137,00*
281561	*Service de distribution d'eau*	*89 801,00*		*89 801,00*
28157	*Aménagement matériel industriel*	*680,00*		*680,00*
2817311	*Bâtiments d'exploitation (mise à dispo)*	*7 584,00*		*7 584,00*
2817351	*Aménagt Bât. d'exploitation (mad)*	*598,00*		*598,00*
2817355	*Aménagt Bât. administratifs (mad)*	*47,00*		*47,00*
2817531	*Réseaux d'adduction d'eau (mad)*	*197 326,00*		*197 326,00*
2817561	*Service de distribution d'eau (mad)*	*20 227,00*		*20 227,00*
281757	*Aménagement matériel industriel (mad)*	*25 400,00*		*25 400,00*
28182	*Matériel de transport*	*23 225,00*		*23 225,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*9 475,00*		*9 475,00*
28184	*Mobilier*	*1 191,00*		*1 191,00*
28188	*Autres*	*385,00*		*385,00*
29...	*Dépréciation des immobilisations*			
39...	*Dépréciat° des stocks et en-cours*			
481...	*Charges à répartir plusieurs exercices*			
021	*Virement de la section d'exploitation*	*485 439,00*		*485 439,00*

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (4) (5)	Solde d'exécution R001 (4) (5)	Affectation R106 (4)	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	**1 179 281,00**	**0,00**	**2 340 139,95**	**0,00**	**3 519 420,95**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II	**2 033 899,59**
Ressources propres disponibles	IV	**3 519 420,95**
Solde	V = IV – II (6)	**1 485 521,36**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(5) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget – vue d'ensemble.

(6) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) ,
A le
(1) ,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,...
(2) L'assemblée délibérante étant : .

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 20003302500020	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT BUDGET ASSAINISSEMENT dont la population est de 3500 habitants et plus COMMUNAUTÉ AGGLOMERATION BAR-LE-DUC

POSTE COMPTABLE DE : BAR COLLECTIVITES

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 49 (1)

Budget primitif

BUDGET : [M1] ASSAINISSEMENT CA BLD (2)

ANNEE 2021

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 42, M. 43, M. 44 ou M. 49.

(2) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 3

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 4
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 5
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 7
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 15
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 17
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 18

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 19
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 25
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 26
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 27
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations Sans Objet
A3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
A4.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses 28
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes 29
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.5 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 30

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

IV – La comparaison avec le budget précédent (cf. colonne « Pour mémoire ») s'effectue par rapport à la colonne du budget (4) primitif de l'exercice précédent.

V – Le présent budget a été voté (5) avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ..... du .....).

(4) Indiquer « primitif de l'exercice précédent » ou « cumulé de l'exercice précédent ».

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LASECTION D'EXPLOITATION
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	4 525 540,44	3 136 396,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 5 028 524,71
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	4 525 540,44	8 164 920,71

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LASECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	3 090 341,00	2 912 815,44
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	1 023 757,33	0,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 1 201 282,89
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	4 114 098,33	4 114 098,33

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	8 639 638,77	12 279 019,04

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.
Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.
Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES	A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	1 043 115,00	0,00	1 066 720,00	1 066 720,00	1 066 720,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	664 011,00	0,00	681 505,00	681 505,00	681 505,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	31 000,00	0,00	31 000,00	31 000,00	31 000,00
Total des dépenses de gestion des services		**1 738 126,00**	**0,00**	**1 779 225,00**	**1 779 225,00**	**1 779 225,00**
66	Charges financières	80 000,00	0,00	62 000,00	62 000,00	62 000,00
67	Charges exceptionnelles	203 921,00	0,00	81 500,00	81 500,00	81 500,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**2 022 047,00**	**0,00**	**1 922 725,00**	**1 922 725,00**	**1 922 725,00**
023	*Virement à la section d'investissement (6)*	*1 298 668,00*		*1 713 660,44*	*1 713 660,44*	*1 713 660,44*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*896 027,00*		*889 155,00*	*889 155,00*	*889 155,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***2 194 695,00***		***2 602 815,44***	***2 602 815,44***	***2 602 815,44***
TOTAL		**4 216 742,00**	**0,00**	**4 525 540,44**	**4 525 540,44**	**4 525 540,44**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	4 525 540,44

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	2 784 709,00	0,00	2 724 245,00	2 724 245,00	2 724 245,00
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	40 000,00	0,00	40 000,00	40 000,00	40 000,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	10,00	10,00	10,00
Total des recettes de gestion des services		**2 824 709,00**	**0,00**	**2 764 255,00**	**2 764 255,00**	**2 764 255,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**2 824 709,00**	**0,00**	**2 764 255,00**	**2 764 255,00**	**2 764 255,00**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*374 895,00*		*372 141,00*	*372 141,00*	*372 141,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***374 895,00***		***372 141,00***	***372 141,00***	***372 141,00***
TOTAL		**3 199 604,00**	**0,00**	**3 136 396,00**	**3 136 396,00**	**3 136 396,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	5 028 524,71

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	8 164 920,71

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)	2 230 674,44

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(6) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 : RI 040 = DE 042 : DI 041 = RI 041 : DE 043 = RE 043.

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040.*

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
20	Immobilisations incorporelles	122 400,00	0,00	177 500,00	177 500,00	177 500,00
21	Immobilisations corporelles	1 606 400,00	448 953,19	1 758 700,00	1 758 700,00	2 207 653,19
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	600 000,00	574 804,14	200 000,00	200 000,00	774 804,14
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**2 328 800,00**	**1 023 757,33**	**2 136 200,00**	**2 136 200,00**	**3 159 957,33**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	491 000,00	0,00	482 000,00	482 000,00	482 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**491 000,00**	**0,00**	**482 000,00**	**482 000,00**	**482 000,00**
45...	**Total des opérations pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**2 819 800,00**	**1 023 757,33**	**2 618 200,00**	**2 618 200,00**	**3 641 957,33**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*374 895,00*		*372 141,00*	*372 141,00*	*372 141,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*100 000,00*	*100 000,00*	*100 000,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***374 895,00***		***472 141,00***	***472 141,00***	***472 141,00***
TOTAL		**3 194 695,00**	**1 023 757,33**	**3 090 341,00**	**3 090 341,00**	**4 114 098,33**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (1)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	4 114 098,33

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
13	Subventions d'investissement	1 000 000,00	0,00	210 000,00	210 000,00	210 000,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**1 000 000,00**	**0,00**	**210 000,00**	**210 000,00**	**210 000,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (7)	398 326,12	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**398 326,12**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45...	**Total des opérations pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**1 398 326,12**	**0,00**	**210 000,00**	**210 000,00**	**210 000,00**
021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*1 298 668,00*		*1 713 660,44*	*1 713 660,44*	*1 713 660,44*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*896 027,00*		*889 155,00*	*889 155,00*	*889 155,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*100 000,00*	*100 000,00*	*100 000,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***2 194 695,00***		***2 702 815,44***	***2 702 815,44***	***2 702 815,44***
TOTAL		**3 593 021,12**	**0,00**	**2 912 815,44**	**2 912 815,44**	**2 912 815,44**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	1 201 282,89

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	4 114 098,33

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (8)	**2 230 674,44**

(1) cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040.*

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	1 066 720,00		1 066 720,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	681 505,00		681 505,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	31 000,00		31 000,00
66	Charges financières	62 000,00	*0,00*	62 000,00
67	Charges exceptionnelles	81 500,00	*0,00*	81 500,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	*889 155,00*	889 155,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*1 713 660,44*	1 713 660,44
	Dépenses d'exploitation – Total	**1 922 725,00**	***2 602 815,44***	**4 525 540,44**

\+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**4 525 540,44**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*372 141,00*	372 141,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	482 000,00	*0,00*	482 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	177 500,00	*0,00*	177 500,00
21	Immobilisations corporelles (6)	2 207 653,19	*100 000,00*	2 307 653,19
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	774 804,14	*0,00*	774 804,14
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3...	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
	Dépenses d'investissement – Total	**3 641 957,33**	***472 141,00***	**4 114 098,33**

\+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**4 114 098,33**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	2 724 245,00		2 724 245,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	40 000,00		40 000,00
75	Autres produits de gestion courante	10,00		10,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	*372 141,00*	372 141,00
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes d'exploitation – Total	**2 764 255,00**	***372 141,00***	**3 136 396,00**

\+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**5 028 524,71**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**8 164 920,71**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	210 000,00	*0,00*	210 000,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	*100 000,00*	100 000,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*889 155,00*	889 155,00
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3...	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*		*1 713 660,44*	1 713 660,44
	Recettes d'investissement – Total	**210 000,00**	***2 702 815,44***	**2 912 815,44**

\+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**1 201 282,89**

\+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**4 114 098,33**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, en M. 43 et en M. 44.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général (5) (6)**	**1 043 115,00**	**1 066 720,00**	**1 066 720,00**
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie	160 000,00	160 000,00	160 000,00
6062	Produits de traitement	76 000,00	75 000,00	75 000,00
6063	Fournitures entretien et petit équipt	3 700,00	3 805,00	3 805,00
6064	Fournitures administratives	1 000,00	1 000,00	1 000,00
6066	Carburants	20 000,00	20 000,00	20 000,00
6068	Autres matières et fournitures	50 000,00	50 000,00	50 000,00
611	Sous-traitance générale	390 000,00	415 000,00	415 000,00
6135	Locations mobilières	10 925,00	10 925,00	10 925,00
6137	Redevances, droits de passage, servitude	1 000,00	1 000,00	1 000,00
61521	Entretien, réparations bâtiments publics	1 000,00	1 000,00	1 000,00
61523	Entretien, réparations réseaux	35 000,00	35 000,00	35 000,00
61528	Entretien,réparation autres biens immob.	7 000,00	7 000,00	7 000,00
61551	Entretien matériel roulant	12 000,00	12 000,00	12 000,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	25 140,00	25 140,00	25 140,00
6156	Maintenance	6 000,00	5 000,00	5 000,00
6161	Multirisques	6 000,00	6 000,00	6 000,00
617	Etudes et recherches	50 000,00	50 000,00	50 000,00
618	Divers	7 500,00	7 500,00	7 500,00
6226	Honoraires	6 250,00	6 250,00	6 250,00
6228	Divers	70 000,00	70 000,00	70 000,00
6231	Annonces et insertions	2 000,00	3 500,00	3 500,00
6236	Catalogues et imprimés	300,00	300,00	300,00
6237	Publications	200,00	200,00	200,00
6241	Transports sur achats	4 000,00	3 000,00	3 000,00
6251	Voyages et déplacements	2 000,00	1 000,00	1 000,00
6256	Missions	3 600,00	3 600,00	3 600,00
6261	Frais d'affranchissement	500,00	500,00	500,00
6262	Frais de télécommunications	20 000,00	22 000,00	22 000,00
627	Services bancaires et assimilés	2 000,00	1 000,00	1 000,00
6287	Remboursements de frais	70 000,00	70 000,00	70 000,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**664 011,00**	**681 505,00**	**681 505,00**
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	0,00	87 000,00	87 000,00
6218	Autre personnel extérieur	76 500,00	0,00	0,00
6331	Versement de mobilité	1 995,00	2 067,00	2 067,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	1 662,00	1 722,00	1 722,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	6 313,00	6 544,00	6 544,00
6411	Salaires, appointements, commissions	322 381,00	322 667,00	322 667,00
6413	Primes et gratifications	88 113,00	87 842,00	87 842,00
6415	Supplément familial	6 931,00	9 872,00	9 872,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	61 641,00	68 223,00	68 223,00
6452	Cotisations aux mutuelles	1 205,00	1 212,00	1 212,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	86 862,00	84 110,00	84 110,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C.	3 408,00	3 746,00	3 746,00
6458	Cotisat° autres organismes sociaux	2 700,00	2 200,00	2 200,00
6472	Versements aux comités d'entreprise	3 800,00	3 800,00	3 800,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	500,00	500,00	500,00
014	**Atténuations de produits (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**31 000,00**	**31 000,00**	**31 000,00**
6541	Créances admises en non-valeur	15 000,00	15 000,00	15 000,00
6542	Créances éteintes	15 000,00	15 000,00	15 000,00
658	Charges diverses de gestion courante	1 000,00	1 000,00	1 000,00
	TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65)	**1 738 126,00**	**1 779 225,00**	**1 779 225,00**
66	**Charges financières (b) (8)**	**80 000,00**	**62 000,00**	**62 000,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	80 000,00	62 000,00	62 000,00
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**203 921,00**	**81 500,00**	**81 500,00**
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	3 000,00	1 000,00	1 000,00
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	66 000,00	0,00	0,00
6742	Subventions exceptionnelles d'équipement	15 000,00	14 500,00	14 500,00
678	Autres charges exceptionnelles	119 921,00	66 000,00	66 000,00
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e + f	**2 022 047,00**	**1 922 725,00**	**1 922 725,00**

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
023	*Virement à la section d'investissement*	*1 298 668,00*	*1 713 660,44*	*1 713 660,44*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)*	*896 027,00*	*889 155,00*	*889 155,00*
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*896 027,00*	*889 155,00*	*889 155,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		*2 194 695,00*	*2 602 815,44*	*2 602 815,44*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		*2 194 695,00*	*2 602 815,44*	*2 602 815,44*
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		4 216 742,00	4 525 540,44	4 525 540,44

+

RESTES A REALISER N-1 (13)	0,00

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	4 525 540,44

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44.

(8) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040.*

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES	A2

Chap / art(1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	Atténuations de charges (5)	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	2 784 709,00	2 724 245,00	2 724 245,00
704	Travaux	50 000,00	100 000,00	100 000,00
70611	Redevance d'assainissement collectif	2 474 601,00	2 378 245,00	2 378 245,00
7062	Redevances assainissement non collectif	4 000,00	6 000,00	6 000,00
7064	Locations de compteurs	220 000,00	210 000,00	210 000,00
7068	Autres prestations de services	36 108,00	30 000,00	30 000,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	40 000,00	40 000,00	40 000,00
741	Primes d'épuration	40 000,00	40 000,00	40 000,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	10,00	10,00
7588	Autres	0,00	10,00	10,00
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75	2 824 709,00	2 764 255,00	2 764 255,00
76	Produits financiers (b)	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (c)	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)	0,00	0,00	0,00
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d	2 824 709,00	2 764 255,00	2 764 255,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)*	*374 895,00*	*372 141,00*	*372 141,00*
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*370 695,00*	*372 141,00*	*372 141,00*
7811	*Rep. amort. immos corpo. et incorp.*	*4 200,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (8)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	*374 895,00*	*372 141,00*	*372 141,00*
	TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	3 199 604,00	3 136 396,00	3 136 396,00

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	0,00

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	5 028 524,71

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	8 164 920,71

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(7)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.*

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES	B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**122 400,00**	**177 500,00**	**177 500,00**
2031	Frais d'études	95 000,00	170 000,00	170 000,00
2033	Frais d'insertion	2 400,00	2 500,00	2 500,00
2051	Concessions et droits assimilés	25 000,00	5 000,00	5 000,00
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**1 606 400,00**	**1 758 700,00**	**1 758 700,00**
21351	Aménagement Bâtiments d'exploitation	20 000,00	20 000,00	20 000,00
21532	Réseaux d'assainissement	829 000,00	1 595 000,00	1 595 000,00
2154	Matériel industriel	63 000,00	91 000,00	91 000,00
21562	Service d'assainissement	14 000,00	23 000,00	23 000,00
217311	Bâtiments d'exploitation (mise à dispo)	290 000,00	0,00	0,00
2182	Matériel de transport	386 000,00	25 000,00	25 000,00
2183	Matériel de bureau et informatique	1 400,00	2 700,00	2 700,00
2184	Mobilier	3 000,00	2 000,00	2 000,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**600 000,00**	**200 000,00**	**200 000,00**
2315	Installat°, matériel et outillage techni	600 000,00	200 000,00	200 000,00
	Total des dépenses d'équipement	**2 328 800,00**	**2 136 200,00**	**2 136 200,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**491 000,00**	**482 000,00**	**482 000,00**
1641	Emprunts en euros	400 000,00	391 000,00	391 000,00
1681	Autres emprunts	91 000,00	91 000,00	91 000,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**491 000,00**	**482 000,00**	**482 000,00**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**2 819 800,00**	**2 618 200,00**	**2 618 200,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)***	***374 895,00***	***372 141,00***	***372 141,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur	***374 895,00***	***372 141,00***	***372 141,00***
139111	*Sub. équipt cpte résult. Agence de l'eau*	*370 695,00*	*248 099,00*	*248 099,00*
139118	*Sub. équipt cpte résult. Autres*	*0,00*	*1 918,00*	*1 918,00*
13913	*Sub. équipt cpte résult. Départements*	*0,00*	*45 697,00*	*45 697,00*
13914	*Sub. équipt cpte résult. Communes*	*0,00*	*271,00*	*271,00*
13916	*Sub. équipt cpte résult. Autres EPL*	*0,00*	*458,00*	*458,00*
13918	*Autres subventions d'équipement*	*0,00*	*75 698,00*	*75 698,00*
281311	*Bâtiments d'exploitation*	*4 200,00*	*0,00*	*0,00*
	Charges transférées	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***0,00***	***100 000,00***	***100 000,00***
21532	*Réseaux d'assainissement*	*0,00*	*100 000,00*	*100 000,00*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***374 895,00***	***472 141,00***	***472 141,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**3 194 695,00**	**3 090 341,00**	**3 090 341,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**1 023 757,33**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**4 114 098,33**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*

(8) Le compte 15...2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES	B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	**Subventions d'investissement**	**1 000 000,00**	**210 000,00**	**210 000,00**
13111	Subv. équipt Agence de l'eau	800 000,00	120 000,00	120 000,00
1314	Subv. équipt Communes	0,00	10 000,00	10 000,00
1318	Autres subventions d'équipement	200 000,00	80 000,00	80 000,00
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	1 000 000,00	**210 000,00**	**210 000,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**398 326,12**	**0,00**	**0,00**
1068	Autres réserves	398 326,12	0,00	0,00
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes financières	**398 326,12**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL RECETTES REELLES	**1 398 326,12**	**210 000,00**	**210 000,00**
021	***Virement de la section d'exploitation***	***1 298 668,00***	***1 713 660,44***	***1 713 660,44***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)***	***896 027,00***	***889 155,00***	***889 155,00***
28031	*Frais d'études*	*0,00*	*608,00*	*608,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*0,00*	*12 030,00*	*12 030,00*
281311	*Bâtiments d'exploitation*	*0,00*	*4 175,00*	*4 175,00*
281351	*Aménagement Bâtiments d'exploitation*	*0,00*	*515,00*	*515,00*
281532	*Réseaux d'assainissement*	*896 027,00*	*220 043,00*	*220 043,00*
28154	*Matériel industriel*	*0,00*	*55 566,00*	*55 566,00*
28155	*Outillage industriel*	*0,00*	*126,00*	*126,00*
281562	*Service d'assainissement*	*0,00*	*102 479,00*	*102 479,00*
281728	*Autres terrains (mise à disposition)*	*0,00*	*6 390,00*	*6 390,00*
2817311	*Bâtiments d'exploitation (mise à dispo)*	*0,00*	*6 787,00*	*6 787,00*
2817532	*Réseaux d'assainissement (mad)*	*0,00*	*313 575,00*	*313 575,00*
2817562	*Service d'assainissement (mad)*	*0,00*	*161 266,00*	*161 266,00*
28182	*Matériel de transport*	*0,00*	*3 001,00*	*3 001,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*0,00*	*1 999,00*	*1 999,00*
28184	*Mobilier*	*0,00*	*595,00*	*595,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION		***2 194 695,00***	***2 602 815,44***	***2 602 815,44***
041	***Opérations patrimoniales (8)***	***0,00***	***100 000,00***	***100 000,00***
2031	*Frais d'études*	*0,00*	*100 000,00*	*100 000,00*
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	***2 194 695,00***	***2 702 815,44***	***2 702 815,44***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**3 593 021,12**	**2 912 815,44**	**2 912 815,44**

+

RESTES A REALISER N-1 (9)	**0,00**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9	**1 201 282,89**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**4 114 098,33**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RI 040 = DE 042*.

(7) Le compte 15...2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041*.

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
								Taux initial						
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Niveau de taux (5)	Taux actuariel	Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					**6 441 714,47**									
1641 Emprunts en euros (total)					6 441 714,47									
206RAssA030065	Caisse d'épargne de Lorraine Champagne-Ardenne		25/06/2003	25/03/2004	824 000,00	V	Euribor 3m + 0,20%, floré à 0,00%	2,339	2,339	EUR	T	P	O	A-1
210AssMON280376EUR	Société de Financement Local		20/12/2001	01/03/2002	182 938,82	F	Taux fixe à 5,30%	5,300	5,300	EUR	A	P	O	A-1
215Ass8506635	Caisse d'épargne de Lorraine Champagne-Ardenne		21/07/2004	25/10/2004	394 684,00	F	Taux fixe à 4,63%	4,630	4,630	EUR	A	P	O	A-1
221Ass86413238479	Crédit Agricole de Lorraine		02/05/2006	02/08/2006	177 476,65	F	Taux fixe à 3,98%	3,980	3,980	EUR	T	P	O	A-1
222AssMIN280676EUR 001	Société de Financement Local		28/02/2002	01/07/2002	330 800,00	F	Taux fixe à 5,08%	5,080	5,080	EUR	A	P	O	A-1
223AssA060195	Caisse d'épargne de Lorraine Champagne-Ardenne		25/10/2006	25/01/2007	25 000,00	F	Taux fixe à 4,05%	4,050	4,050	EUR	A	P	O	A-1
226Ass1045195	Caisse d'épargne de Lorraine Champagne-Ardenne		25/02/2002	25/05/2002	112 815,00	F	Taux fixe à 5,45%	5,450	5,450	EUR	T	P	O	A-1
259A260VAss0020155302F	Crédit Mutuel Meuse Sud Saint Dizier		01/02/2012	31/01/2013	2 000 000,00	V	LEP + 1,36%	4,110	4,110	EUR	A	P	O	A-1
262VAss9329928	Caisse d'épargne de Lorraine Champagne-Ardenne		05/02/2014	05/05/2014	2 000 000,00	V	Livret A + 1,45%	2,700	2,737	EUR	T	C	O	A-1
300VAss9436686	Caisse d'épargne de Lorraine Champagne-Ardenne		05/09/2014	05/12/2014	35 000,00	V	Livret A + 1,15%	2,150	2,180	EUR	T	P	O	A-1
301Ass86412587461	Crédit Agricole de Lorraine		11/04/2006	11/10/2006	140 000,00	F	Taux fixe à 3,80%	3,800	3,800	EUR	S	P	O	A-1
302Ass86412589347	Crédit Agricole de Lorraine		11/04/2006	11/04/2007	119 000,00	F	Taux fixe à 3,70%	3,700	3,700	EUR	A	P	O	A-1
303Ass86467088037	Crédit Agricole de Lorraine		14/04/2012	14/05/2012	100 000,00	F	Taux fixe à 4,44%	4,440	4,440	EUR	M	P	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**1 349 125,00**									
1681 Autres emprunts (total)					1 349 125,00									
001Ass0659731 01	Agence de l'Eau Seine Normandie		20/10/2009	19/10/2010	165 600,00	F	Taux fixe à 0,00%	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
061Ass06597300	Agence de l'Eau Seine Normandie		12/12/2007	12/12/2008	276 000,00	F	Taux fixe à 0,00%	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
205Ass100495400	Agence de l'Eau Seine Normandie		15/10/2008	15/10/2009	72 305,00	F	Taux fixe à 0,00%	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
249Ass060001A 00	Agence de l'Eau Seine Normandie		08/03/2006	08/03/2007	52 300,00	F	Taux fixe à 0,00%	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
267Ass071682A	Agence de l'Eau Seine Normandie		20/08/2014	20/08/2015	12 000,00	F	Taux fixe à 0,00%	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
270Ass10417842-01	Agence de l'Eau Seine Normandie		03/02/2016	03/02/2017	150 000,00	F	Taux fixe à 0,00%	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
273Ass1065050	Agence de l'Eau Seine Normandie		29/08/2017	29/08/2018	87 899,00	F	Taux fixe à 0,00%	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
274Ass1041784	Agence de l'Eau Seine Normandie		11/04/2017	11/04/2018	90 000,00	F	Taux fixe à 0,00%	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
304Ass06000400	Agence de l'Eau Seine Normandie		06/07/2006	06/07/2007	100 100,00	F	Taux fixe à 0,00%	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
309Ass1078292	Agence de l'Eau Seine Normandie		03/05/2019	03/05/2020	342 921,00	F	Taux fixe à 0,00%	0,000	0,000	EUR	A	C	O	A-1
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**7 790 839,47**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES

IV

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N								Annuité de l'exercice			
						Taux d'intérêt						
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		**0,00**		**2 993 688,85**					**390 473,44**	**61 029,14**	**0,00**	**25 328,45**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		2 993 688,85					390 473,44	61 029,14	0,00	25 328,45
206RAssA030065	N	0,00	A-1	194 780,21	4,23	V	Euribor 3m + 0,20%, floor à 0,00%	0,000	46 968,52	0,00	0,00	0,00
210AssMON280376EUR	N	0,00	A-1	13 719,75	0,16	F	Taux fixe à 5,30%	5,300	13 719,75	727,13	0,00	0,00
215Ass8506635	N	0,00	A-1	81 351,77	2,81	F	Taux fixe à 4,63%	4,630	25 899,57	3 766,59	0,00	470,70
221Ass86413238479	N	0,00	A-1	117 110,71	15,34	F	Taux fixe à 3,98%	3,980	5 582,10	4 578,38	0,00	727,48
222AssMIN280676EUR 001	N	0,00	A-1	24 616,37	0,50	F	Taux fixe à 5,08%	5,080	24 616,37	1 250,50	0,00	0,00
223AssA060195	N	0,00	A-1	9 387,80	5,07	F	Taux fixe à 4,05%	4,050	1 413,55	380,21	0,00	301,43
226Ass1045195	N	0,00	A-1	11 161,17	1,15	F	Taux fixe à 5,45%	5,450	8 868,41	429,07	0,00	12,64
259A260VAss0020155302F	N	0,00	A-1	1 043 663,37	6,08	V	LEP + 1,36%	2,360	138 867,00	24 630,46	0,00	19 633,08
262VAss9329928	N	0,00	A-1	1 325 000,00	13,10	V	Livret A + 0,95%	1,450	100 000,00	18 926,52	0,00	2 812,40
300VAss9436686	N	0,00	A-1	14 011,53	3,68	V	Livret A + 1,15%	1,650	3 626,94	211,69	0,00	12,85
301Ass86412587461	N	0,00	A-1	74 957,74	10,28	F	Taux fixe à 3,80%	3,800	5 931,64	2 792,58	0,00	582,89
302Ass86412589347	N	0,00	A-1	33 531,68	3,28	F	Taux fixe à 3,70%	3,700	7 931,77	1 240,67	0,00	684,09
303Ass86467088037	N	0,00	A-1	50 396,75	6,28	F	Taux fixe à 4,44%	4,440	7 047,82	2 095,34	0,00	90,89
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**680 959,80**					**90 641,65**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		680 959,80					90 641,65	0,00	0,00	0,00
001Ass0659731 01	N	0,00	A-1	44 160,00	3,80	F	Taux fixe à 0,00%	0,000	11 040,00	0,00	0,00	0,00
061Ass06597300	N	0,00	A-1	36 800,00	1,95	F	Taux fixe à 0,00%	0,000	18 400,00	0,00	0,00	0,00
205Ass100495400	N	0,00	A-1	14 461,00	2,79	F	Taux fixe à 0,00%	0,000	4 820,33	0,00	0,00	0,00
249Ass060001A 00	N	0,00	A-1	3 486,66	0,18	F	Taux fixe à 0,00%	0,000	3 486,66	0,00	0,00	0,00
267Ass071682A	N	0,00	A-1	3 000,00	1,63	F	Taux fixe à 0,00%	0,000	1 500,00	0,00	0,00	0,00
270Ass10417842-01	N	0,00	A-1	110 000,00	10,10	F	Taux fixe à 0,00%	0,000	10 000,00	0,00	0,00	0,00
273Ass1065050	N	0,00	A-1	70 319,21	11,67	F	Taux fixe à 0,00%	0,000	5 859,93	0,00	0,00	0,00
274Ass1041784	N	0,00	A-1	72 000,00	11,28	F	Taux fixe à 0,00%	0,000	6 000,00	0,00	0,00	0,00
304Ass06000400	N	0,00	A-1	6 673,33	0,51	F	Taux fixe à 0,00%	0,000	6 673,33	0,00	0,00	0,00
309Ass1078292	N	0,00	A-1	320 059,60	13,34	F	Taux fixe à 0,00%	0,000	22 861,40	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**3 674 648,65**					**481 115,09**	**61 029,14**	**0,00**	**25 328,45**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX	A1.3

A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A1.4

A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	23	0	0	0	0	
	% de l'encours	99,97	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	3 674 648,65	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A2

A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 500.00 €	2014-12-15

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	Station d'épuration : génie civil et bâtiments divers	40	15/12/2014
L	Lagunes, lits filtrant et autres bassins	25	15/12/2014
L	Bâtiments légers, abris, baraquements	20	15/12/2014
L	Terrains	20	15/12/2014
L	Plantation d'arbres et d'arbustes sur terrain	15	15/12/2014
L	Autres agencements et aménagements de terrains	15	15/12/2014
L	Canalisations principales	50	15/12/2014
L	Canalisations de branchements	25	15/12/2014
L	Installations et agencement des locaux	15	15/12/2014
L	Installations électriques et téléphoniques	10	15/12/2014
L	Poste de refoulement (hors équipements et pompes)	30	15/12/2014
L	Installations / équipements de traitement et transport des eaux usées (sauf CG et régulation)	15	15/12/2014
L	Pompes, appareils électro mécaniques	10	15/12/2014
L	Installation électriques et automatismes (dont régulation, capteurs)	10	15/12/2014
L	Installations thermiques : chauffage, ventilation, climatisation	15	15/12/2014
L	Matériel de laboratoire	10	15/12/2014
L	Petit matériel et outillage (dont électroménager).	5	15/12/2014
L	Matériel de transport : véhicules légers et assimilés	6	15/12/2014
L	Matériel de transport : véhicule lourd et outillage de voirie	8	15/12/2014
L	Matériel informatique	3	15/12/2014
L	Mobilier	10	15/12/2014
L	Cheptel, emballages récupérables	3	15/12/2014
L	Agencements et aménagements de matériel et outillage	5	15/12/2014
L	Frais d'établissement	5	15/12/2014
L	Frais d'étude, recherche, insertion si non réalisation du projet	5	15/12/2014
L	Subventions versées personnes public	15	15/12/2014
L	Subventions versées personnes privées	5	15/12/2014
L	Logiciels, licences	2	15/12/2014
L	Autres immobilisations incorporelles	5	15/12/2014

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – DEPENSES	A4.1

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)	
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES =A + B		**854 141,00**	I	**854 141,00**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**482 000,00**		**482 000,00**
1631	Emprunts obligataires	0,00		0,00
1641	Emprunts en euros	391 000,00		391 000,00
1643	Emprunts en devises	0,00		0,00
16441	Opérat° afférentes à l'emprunt	0,00		0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00		0,00
1681	Autres emprunts	91 000,00		91 000,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00		0,00
1687	Autres dettes	0,00		0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**372 141,00**		**372 141,00**
10...	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*			
10...	Reversement de dotations, fonds divers et réserves			
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*372 141,00*		*372 141,00*
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00

	Op. de l'exercice I	Restes à réaliser en dépenses de l'exercice précédent (3) (4)	Solde d'exécution D001 (3) (4)	TOTAL II
Dépenses à couvrir par des ressources propres	**854 141,00**	**1 023 757,33**	**0,00**	**1 877 898,33**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(4) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget – vue d'ensemble.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN EQUILIBRE DES OPERATIONS FINANCIERES – RECETTES	A4.2

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Propositions nouvelles	Vote (2)	
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**2 602 815,44**	**III**	**2 602 815,44**
Ressources propres externes de l'année (a)		**0,00**		**0,00**
10222	FCTVA	0,00		0,00
10228	Autres fonds globalisés	0,00		0,00
26...	*Participations et créances rattachées*			
27...	*Autres immobilisations financières*			
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**2 602 815,44**		**2 602 815,44**
15...	*Provisions pour risques et charges*			
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*		*0,00*
26...	*Participations et créances rattachées*			
27...	*Autres immobilisations financières*			
28...	*Amortissement des immobilisations*			
28031	*Frais d'études*	*608,00*		*608,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*12 030,00*		*12 030,00*
281311	*Bâtiments d'exploitation*	*4 175,00*		*4 175,00*
281351	*Aménagement Bâtiments d'exploitation*	*515,00*		*515,00*
281532	*Réseaux d'assainissement*	*220 043,00*		*220 043,00*
28154	*Matériel industriel*	*55 566,00*		*55 566,00*
28155	*Outillage industriel*	*126,00*		*126,00*
281562	*Service d'assainissement*	*102 479,00*		*102 479,00*
281728	*Autres terrains (mise à disposition)*	*6 390,00*		*6 390,00*
2817311	*Bâtiments d'exploitation (mise à dispo)*	*6 787,00*		*6 787,00*
2817532	*Réseaux d'assainissement (mad)*	*313 575,00*		*313 575,00*
2817562	*Service d'assainissement (mad)*	*161 266,00*		*161 266,00*
28182	*Matériel de transport*	*3 001,00*		*3 001,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*1 999,00*		*1 999,00*
28184	*Mobilier*	*595,00*		*595,00*
29...	*Dépréciation des immobilisations*			
39...	*Dépréciat° des stocks et en-cours*			
481...	*Charges à répartir plusieurs exercices*			
021	*Virement de la section d'exploitation*	*1 713 660,44*		*1 713 660,44*

	Opérations de l'exercice III	Restes à réaliser en recettes de l'exercice précédent (4) (5)	Solde d'exécution R001 (4) (5)	Affectation R106 (4)	TOTAL IV
Total ressources propres disponibles	**2 602 815,44**	**0,00**	**1 201 282,89**	**0,00**	**3 804 098,33**

		Montant
Dépenses à couvrir par des ressources propres	II	**1 877 898,33**
Ressources propres disponibles	IV	**3 804 098,33**
Solde	V = IV – II (6)	**1 926 200,00**

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39 et 481 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Crédits de l'exercice votés lors de la séance.

(3) Les comptes 15, 29 et 39 sont présentés uniquement si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Inscrire uniquement si le compte administratif est voté ou en cas de reprise anticipée des résultats de l'exercice précédent.

(5) Indiquer le montant correspondant figurant en II - Présentation générale du budget – vue d'ensemble.

(6) Indiquer le signe algébrique.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) ,
A le
(1) ,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,...
(2) L'assemblée délibérante étant : .

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 20003302500061	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT EPCI dont la population est de 3500 habitants et plus COMMUNAUTÉ AGGLOMERATION BAR-LE-DUC

POSTE COMPTABLE DE : BAR COLLECTIVITES

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 4 (1)

Budget primitif

BUDGET : BATIMENT INDUSTRIEL CA BLD (2)

ANNEE 2021

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 42, M. 43, M. 44 ou M. 49.

(2) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 3

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 4
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 5
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 7
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 13
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 14
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 15
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 16

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 17
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 21
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 22
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations 23
A3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
A4.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses Sans Objet
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes Sans Objet
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.5 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) Sans Objet
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 24

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - avec (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

IV – La comparaison avec le budget précédent (cf. colonne « Pour mémoire ») s'effectue par rapport à la colonne du budget (4) primitif de l'exercice précédent.

V – Le présent budget a été voté (5) avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ..... du ....).

(4) Indiquer « primitif de l'exercice précédent » ou « cumulé de l'exercice précédent ».

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LASECTION D'EXPLOITATION
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	1 958 511,00	1 958 490,66
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 20,34
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	1 958 511,00	1 958 511,00

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LASECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	1 576 733,00	1 646 376,51
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	10 500,00	0,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 59 143,51	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	1 646 376,51	1 646 376,51

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	3 604 887,51	3 604 887,51

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.
Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.
Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES	A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	73 000,00	0,00	7 000,00	7 000,00	7 000,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**73 000,00**	**0,00**	**7 000,00**	**7 000,00**	**7 000,00**
66	Charges financières	22 500,00	0,00	18 000,00	18 000,00	18 000,00
67	Charges exceptionnelles	356 778,00	0,00	356 778,00	356 778,00	356 778,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**452 278,00**	**0,00**	**381 778,00**	**381 778,00**	**381 778,00**
023	*Virement à la section d'investissement (6)*	*0,00*		*23 733,00*	*23 733,00*	*23 733,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*1 647 700,00*		*1 553 000,00*	*1 553 000,00*	*1 553 000,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***1 647 700,00***		***1 576 733,00***	***1 576 733,00***	***1 576 733,00***
TOTAL		**2 099 978,00**	**0,00**	**1 958 511,00**	**1 958 511,00**	**1 958 511,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	1 958 511,00

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	342 218,02	0,00	316 958,66	316 958,66	316 958,66
75	Autres produits de gestion courante	66 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion des services		**408 218,02**	**0,00**	**316 958,66**	**316 958,66**	**316 958,66**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	907 323,00	0,00	907 323,00	907 323,00	907 323,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	444 299,00		444 299,00	444 299,00	444 299,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**1 759 840,02**	**0,00**	**1 668 580,66**	**1 668 580,66**	**1 668 580,66**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*310 617,00*		*289 910,00*	*289 910,00*	*289 910,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***310 617,00***		***289 910,00***	***289 910,00***	***289 910,00***
TOTAL		**2 070 457,02**	**0,00**	**1 958 490,66**	**1 958 490,66**	**1 958 490,66**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	20,34

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	1 958 511,00

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)	1 286 823,00

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(6) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040*.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	1 000,00	1 000,00	1 000,00
21	Immobilisations corporelles	907 323,00	0,00	907 323,00	907 323,00	907 323,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	250 000,00	10 500,00	239 500,00	239 500,00	250 000,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**1 157 323,00**	**10 500,00**	**1 147 823,00**	**1 147 823,00**	**1 158 323,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	134 000,00	0,00	139 000,00	139 000,00	139 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**134 000,00**	**0,00**	**139 000,00**	**139 000,00**	**139 000,00**
45...	**Total des opérations pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**1 291 323,00**	**10 500,00**	**1 286 823,00**	**1 286 823,00**	**1 297 323,00**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*310 617,00*		*289 910,00*	*289 910,00*	*289 910,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***310 617,00***		***289 910,00***	***289 910,00***	***289 910,00***
TOTAL		**1 601 940,00**	**10 500,00**	**1 576 733,00**	**1 576 733,00**	**1 587 233,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (1)	59 143,51

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	1 646 376,51

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes d'équipement		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (7)	54 074,30	0,00	69 643,51	69 643,51	69 643,51
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes financières		**54 074,30**	**0,00**	**69 643,51**	**69 643,51**	**69 643,51**
45...	**Total des opérations pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**54 074,30**	**0,00**	**69 643,51**	**69 643,51**	**69 643,51**
021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*0,00*		*23 733,00*	*23 733,00*	*23 733,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*1 647 700,00*		*1 553 000,00*	*1 553 000,00*	*1 553 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***1 647 700,00***		***1 576 733,00***	***1 576 733,00***	***1 576 733,00***
TOTAL		**1 701 774,30**	**0,00**	**1 646 376,51**	**1 646 376,51**	**1 646 376,51**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	1 646 376,51

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (8)	**1 286 823,00**

(1) cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040.*

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	7 000,00		7 000,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
66	Charges financières	18 000,00	*0,00*	18 000,00
67	Charges exceptionnelles	356 778,00	*1 458 300,00*	1 815 078,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	*94 700,00*	94 700,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*23 733,00*	23 733,00
	Dépenses d'exploitation – Total	**381 778,00**	***1 576 733,00***	**1 958 511,00**

\+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**1 958 511,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*289 910,00*	289 910,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	139 000,00	*0,00*	139 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	1 000,00	*0,00*	1 000,00
21	Immobilisations corporelles (6)	907 323,00	*0,00*	907 323,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	250 000,00	*0,00*	250 000,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3...	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
	Dépenses d'investissement – Total	**1 297 323,00**	***289 910,00***	**1 587 233,00**

\+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**59 143,51**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**1 646 376,51**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00		0,00
74	Subventions d'exploitation	316 958,66		316 958,66
75	Autres produits de gestion courante	0,00		0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	907 323,00	*289 910,00*	1 197 233,00
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	444 299,00	*0,00*	444 299,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes d'exploitation – Total	**1 668 580,66**	***289 910,00***	**1 958 490,66**

\+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**20,34**

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	**1 958 511,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*1 553 000,00*	1 553 000,00
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3...	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*		*23 733,00*	23 733,00
	Recettes d'investissement – Total	**0,00**	***1 576 733,00***	**1 576 733,00**

\+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

\+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	**69 643,51**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**1 646 376,51**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, en M. 43 et en M. 44.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	Charges à caractère général (5) (6)	73 000,00	7 000,00	7 000,00
6161	Multirisques	7 000,00	7 000,00	7 000,00
63512	Taxes foncières	66 000,00	0,00	0,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits (7)	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65)		73 000,00	7 000,00	7 000,00
66	Charges financières (b) (8)	22 500,00	18 000,00	18 000,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	22 500,00	18 000,00	18 000,00
67	Charges exceptionnelles (c)	356 778,00	356 778,00	356 778,00
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	3 000,00	3 000,00	3 000,00
673	Titres annulés sur exercices antérieurs	353 778,00	353 778,00	353 778,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)	0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10)	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (f)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e + f		452 278,00	381 778,00	381 778,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*23 733,00*	*23 733,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)*	*1 647 700,00*	*1 553 000,00*	*1 553 000,00*
675	*Valeur comptable éléments d'actif cédés*	*1 553 000,00*	*1 458 300,00*	*1 458 300,00*
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*94 700,00*	*94 700,00*	*94 700,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		*1 647 700,00*	*1 576 733,00*	*1 576 733,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		*1 647 700,00*	*1 576 733,00*	*1 576 733,00*
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		2 099 978,00	1 958 511,00	1 958 511,00

+

RESTES A REALISER N-1 (13)	0,00

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	1 958 511,00

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44.

(8) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre. *DE 042 = RI 040.*

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES	A2

Chap / art(1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	Atténuations de charges (5)	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00	0,00	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	0,00	0,00	0,00
74	Subventions d'exploitation	342 218,02	316 958,66	316 958,66
74	Subventions d'exploitation	342 218,02	316 958,66	316 958,66
75	Autres produits de gestion courante	66 000,00	0,00	0,00
7588	Autres	66 000,00	0,00	0,00
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75	408 218,02	316 958,66	316 958,66
76	Produits financiers (b)	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (c)	907 323,00	907 323,00	907 323,00
775	Produits cessions d'éléments d'actif	907 323,00	907 323,00	907 323,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)	444 299,00	444 299,00	444 299,00
7815	Rep. prov. charges d'exploitat°	444 299,00	444 299,00	444 299,00
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d	1 759 840,02	1 668 580,66	1 668 580,66
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)*	*310 617,00*	*289 910,00*	*289 910,00*
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*310 617,00*	*289 910,00*	*289 910,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (8)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	*310 617,00*	*289 910,00*	*289 910,00*
	TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	2 070 457,02	1 958 490,66	1 958 490,66

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	0,00

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	20,34

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	1 958 511,00

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(7)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.*

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES	B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**0,00**	**1 000,00**	**1 000,00**
2031	Frais d'études	0,00	1 000,00	1 000,00
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**907 323,00**	**907 323,00**	**907 323,00**
2131	Bâtiments	907 323,00	907 323,00	907 323,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**250 000,00**	**239 500,00**	**239 500,00**
2313	Constructions	250 000,00	239 500,00	239 500,00
	Total des dépenses d'équipement	**1 157 323,00**	**1 147 823,00**	**1 147 823,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**134 000,00**	**139 000,00**	**139 000,00**
1641	Emprunts en euros	134 000,00	139 000,00	139 000,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**134 000,00**	**139 000,00**	**139 000,00**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**1 291 323,00**	**1 286 823,00**	**1 286 823,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)***	***310 617,00***	***289 910,00***	***289 910,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur	***310 617,00***	***289 910,00***	***289 910,00***
13916	*Sub. équipt cpte résult. Autres EPL*	*310 617,00*	*289 910,00*	*289 910,00*
	Charges transférées	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***310 617,00***	***289 910,00***	***289 910,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**1 601 940,00**	**1 576 733,00**	**1 576 733,00**
				+
			RESTES A REALISER N-1 (10)	**10 500,00**
				+
			D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	**59 143,51**
				=
			TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**1 646 376,51**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042*.

(8) Le compte 15...2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041*.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES	B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	54 074,30	69 643,51	69 643,51
1068	Autres réserves	54 074,30	69 643,51	69 643,51
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	54 074,30	69 643,51	69 643,51
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00
	TOTAL RECETTES REELLES	54 074,30	69 643,51	69 643,51
021	*Virement de la section d'exploitation*	*0,00*	*23 733,00*	*23 733,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)*	*1 647 700,00*	*1 553 000,00*	*1 553 000,00*
28131	*Bâtiments*	*1 647 700,00*	*1 553 000,00*	*1 553 000,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION	*1 647 700,00*	*1 576 733,00*	*1 576 733,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	*1 647 700,00*	*1 576 733,00*	*1 576 733,00*
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	1 701 774,30	1 646 376,51	1 646 376,51

+	
RESTES A REALISER N-1 (9)	0,00
+	
R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9	0,00
=	
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	1 646 376,51

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RI 040 = DE 042.*

(7) Le compte 15...2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
								Taux initial						
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Niveau de taux (5)	Taux actuariel	Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					**1 365 479,24**									
1641 Emprunts en euros (total)					1 365 479,24									
001BI11L02211	Caisse d'épargne de Lorraine Champagne-Ardenne		25/05/2012	25/05/2013	1 081 551,18	F	Taux fixe à 3,72%	3,720	3,720	EUR	A	P	O	A-1
002BI11L02211	Caisse d'épargne de Lorraine Champagne-Ardenne		01/09/2012	01/09/2013	283 928,06	F	Taux fixe à 4,86%	4,860	4,860	EUR	A	P	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
								Taux initial						
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Niveau de taux (5)	Taux actuariel	Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
Total général					1 365 479,24									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES

ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV
A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N								Annuité de l'exercice			
						Taux d'intérêt						
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		**0,00**		**431 899,90**					**138 408,90**	**17 122,84**	**0,00**	**6 163,83**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		431 899,90					138 408,90	17 122,84	0,00	6 163,83
001BI11L02211	N	0,00	A-1	339 254,66	2,39	F	Taux fixe à 3,72%	3,720	108 980,54	12 620,28	0,00	5 139,72
002BI11L02211	N	0,00	A-1	92 645,24	2,67	F	Taux fixe à 4,86%	4,860	29 428,36	4 502,56	0,00	1 024,11
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**431 899,90**					**138 408,90**	**17 122,84**	**0,00**	**6 163,83**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A1.4

A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	2	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	431 899,90	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A2

A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 500.00 €	2014-12-15

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	Frais d'études, recherche, insertion si non réalisation du projet	5	15/12/2014
L	Subventions versées personnes publiques	15	15/12/2014
L	Subventions versées personnes privées	5	15/12/2014
L	Logiciels, licences	2	15/12/2014
L	Autres immobilisations incorporelles	5	15/12/2014
L	Autres constructions	20	15/12/2014
L	Terrains	20	15/12/2014
L	Plantation d'arbres et d'arbustes sur terrains	15	15/12/2014
L	Autres agencements et aménagement de terrains	15	15/12/2014
L	Installations et agencement des locaux	15	15/12/2014
L	Installations électriques et téléphoniques	10	15/12/2014
L	Matériel de transport : véhicules légers et assimilés	6	15/12/2014
L	Matériel informatique	3	15/12/2014
L	Mobilier	10	15/12/2014
L	Petit matériel et cheptel	3	15/12/2014
L	Autres installations, matériels et outillages techniques	5	15/12/2014

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS	A3.1

A3.1 – ETAT DES PROVISIONS ET DES DEPRECIATIONS

Nature de la provision ou de la dépréciation	Dotations inscrites au budget de l'exercice (1)	Date de constitution	Montant des prov. et dépréciations constituées au 01/01/N	Montant total des prov. et dépréciations constituées	Reprises inscrites au budget de l'exercice	SOLDE prévisionnel au 31/12/N
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS BUDGETAIRES						
Provisions réglementées et amortissements dérogatoires	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour risques et charges (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL BUDGETAIRES	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
PROVISIONS ET DEPRECIATIONS SEMI-BUDGETAIRES						
Provisions pour risques et charges (2)	**0,00**		**444 298,39**	**444 298,39**	**444 298,39**	**0,00**
risque de non recouvrement de loyers	0,00	09/07/2015	164 921,65	164 921,65	0,00	164 921,65
risque de non recouvrement de loyers	0,00	07/06/2016	83 008,01	83 008,01	0,00	83 008,01
risque de non recouvrement de loyers	0,00	26/09/2016	123 306,81	123 306,81	0,00	123 306,81
risque de non recouvrement de loyers	0,00	14/12/2016	73 061,92	73 061,92	0,00	73 061,92
risque de non recouvrement de loyers	0,00	04/04/2019	0,00	0,00	444 298,39	-444 298,39
Dépréciations (2)	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL SEMI-BUDGETAIRES	**0,00**		**444 298,39**	**444 298,39**	**444 298,39**	**0,00**

(1) Provisions nouvelles ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès ; provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement ...).

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) ,
A le
(1) ,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général,...
(2) L'assemblée délibérante étant : .

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE dont la population est de 3500 habitants et plus - COMMUNAUTÉ AGGLOMERATION BAR-LE-DUC (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE PRINCIPAL CA BLD (2)

Numéro SIRET : 20003302500087

POSTE COMPTABLE : BAR COLLECTIVITES

M. 14

Budget primitif

voté par nature

BUDGET : CENTRE DES AFFAIRES (3)

ANNEE 2021

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).
(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales (6)

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres 7
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 11
B2 - Balance générale du budget - Recettes 13

III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses 15
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes 16
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 17
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 18
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 19

IV - Annexes (7)

A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1) Sans Objet
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement Sans Objet
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement Sans Objet
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette Sans Objet
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours Sans Objet
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A2.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme Sans Objet
A2.7 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements 20
A4 - Etat des provisions Sans Objet
A5 - Etalement des provisions Sans Objet
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses Sans Objet
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes Sans Objet
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) Sans Objet
A7.2.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (3) Sans Objet
A7.2.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (3) Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées Sans Objet
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement (4) Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B1.7 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget (5) Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1 - Etat du personnel Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (4) Sans Objet
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement Sans Objet
C3.2 - Liste des établissements publics créés Sans Objet
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe Sans Objet
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe Sans Objet

D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures

D1 - Décision en matière de taux de contributions directes Sans Objet
D2 - Arrêté et signatures 21

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Elle n'a cependant pas à être produite par les services et activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers (art. L. 2313-1 du CGCT).

(4) Ces états ne sont obligatoires que pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art. L. 5711-1 du CGCT) et leurs établissements publics.

(5) Si la commune ou l'établissement décide d'attribuer des subventions dans le cadre du budget dans les conditions décrites à l'article L. 2311-7 du CGCT.

(6) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « *Informations générales* » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(7) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Code INSEE	COMMUNAUTÉ AGGLOMERATION BAR-LE-DUC	BP
55476	CENTRE DES AFFAIRES	2021

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	0
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 *in fine*) :	
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		
0.00	0.00	0.00	0.00

	Informations financières – ratios (2)	Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population	0.00	
2	Produit des impositions directes/population	0.00	
3	Recettes réelles de fonctionnement/population	0.00	
4	Dépenses d'équipement brut/population	0.00	
5	Encours de dette/population	0.00	
6	DGF/population	0.00	
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2)	0.00	
8	Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2)	0.00	
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2)	0.00	
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)	0.00	

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, ...) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement,
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.
  - sans (3) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (4) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

IV – La comparaison avec le budget précédent (cf. colonne « Pour mémoire ») s'effectue par rapport à la colonne du budget (5) primitif de l'exercice précédent.

V – Le présent budget a été voté (6) avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ..... du .....).

(5) Indiquer « primitif de l'exercice précédent » ou « cumulé de l'exercice précédent ».

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

FONCTIONNEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	50 335,41	42 000,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 246 310,77
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (3)	50 335,41	288 310,77

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris le compte 1068)	35 000,00	18 535,41
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 16 464,59
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	35 000,00	35 000,00

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	85 335,41	323 310,77

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).
Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu a l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).
(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section de fonctionnement + Total de la section d'investissement.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES	A2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	34 500,00	0,00	31 800,00	31 800,00	31 800,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses de gestion courante	**34 500,00**	**0,00**	**31 800,00**	**31 800,00**	**31 800,00**
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses réelles de fonctionnement	**34 500,00**	**0,00**	**31 800,00**	**31 800,00**	**31 800,00**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*18 210,41*		*18 210,41*	*18 210,41*	*18 210,41*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*325,00*		*325,00*	*325,00*	*325,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Total des dépenses d'ordre de fonctionnement	***18 535,41***		***18 535,41***	***18 535,41***	***18 535,41***
	TOTAL	**53 035,41**	**0,00**	**50 335,41**	**50 335,41**	**50 335,41**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	50 335,41

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	54 500,00	0,00	42 000,00	42 000,00	42 000,00
	Total des recettes de gestion courante	**54 500,00**	**0,00**	**42 000,00**	**42 000,00**	**42 000,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des recettes réelles de fonctionnement	**54 500,00**	**0,00**	**42 000,00**	**42 000,00**	**42 000,00**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Total des recettes d'ordre de fonctionnement	***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL	**54 500,00**	**0,00**	**42 000,00**	**42 000,00**	**42 000,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	246 310,77

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	288 310,77

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)	18 535,41

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

(1) Cf. Modalités de vote I-B.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(5) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(6) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040.*

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	15 000,00	0,00	15 000,00	15 000,00	15 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	21 621,00	0,00	20 000,00	20 000,00	20 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	**36 621,00**	**0,00**	**35 000,00**	**35 000,00**	**35 000,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45...	**Total des opé. pour compte de tiers (8)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**36 621,00**	**0,00**	**35 000,00**	**35 000,00**	**35 000,00**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	***0,00***		***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL	**36 621,00**	**0,00**	**35 000,00**	**35 000,00**	**35 000,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	35 000,00

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors165)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	1 621,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	**1 621,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45...	**Total des opé. pour le compte de tiers (8)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**1 621,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
021	*Virement de la sect° de fonctionnement (4)*	*18 210,41*		*18 210,41*	*18 210,41*	*18 210,41*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*325,00*		*325,00*	*325,00*	*325,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***18 535,41***		***18 535,41***	***18 535,41***	***18 535,41***

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
TOTAL		20 156,41	0,00	18 535,41	18 535,41	18 535,41
						+
	R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)					16 464,59
						=
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES					35 000,00

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (10)	18 535,41

(1) Cf. Modalités de vote I-B.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(5) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC...) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(9) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(10) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021+ RI 040 – DI 040.*

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II

BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	31 800,00		31 800,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	*0,00*	0,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	*325,00*	325,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*18 210,41*	18 210,41
Dépenses de fonctionnement – Total		**31 800,00**	***18 535,41***	**50 335,41**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	**50 335,41**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
198	*Neutral. amort. subv. équip. versées*		*0,00*	*0,00*
20	Immobilisations incorporelles(sauf 204) (6)	15 000,00	*0,00*	15 000,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	20 000,00	*0,00*	20 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)*		*0,00*	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (5)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (5)*		*0,00*	0,00
3...	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
Dépenses d'investissement – Total		**35 000,00**	***0,00***	**35 000,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**35 000,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	42 000,00	*0,00*	42 000,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	*0,00*	0,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
Recettes de fonctionnement – Total		**42 000,00**	***0,00***	**42 000,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	246 310,77

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	288 310,77

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaires)	0,00	*0,00*	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	(7) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*325,00*	325,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
3...	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*		*18 210,41*	18 210,41
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
Recettes d'investissement – Total		**0,00**	***18 535,41***	**18 535,41**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	16 464,59

+

AFFECTATION AU COMPTE 1068	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	35 000,00

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(6) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(7) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	Charges à caractère général	34 500,00	31 800,00	31 800,00
60611	Eau et assainissement	0,00	300,00	300,00
6068	Autres matières et fournitures	2 000,00	2 000,00	2 000,00
615221	Entretien, réparations bâtiments publics	1 000,00	3 000,00	3 000,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	7 000,00	3 000,00	3 000,00
6161	Multirisques	2 500,00	1 500,00	1 500,00
6226	Honoraires	500,00	500,00	500,00
63512	Taxes foncières	21 500,00	21 500,00	21 500,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65 + 656)		34 500,00	31 800,00	31 800,00
66	Charges financières (b)	0,00	0,00	0,00
67	Charges exceptionnelles (c)	0,00	0,00	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (d) (6)	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (e)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e		34 500,00	31 800,00	31 800,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*18 210,41*	*18 210,41*	*18 210,41*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8) (9)*	*325,00*	*325,00*	*325,00*
6811	*Dot. amort. et prov. Immos incorporelles*	*325,00*	*325,00*	*325,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		*18 535,41*	*18 535,41*	*18 535,41*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (10)*	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		*18 535,41*	*18 535,41*	*18 535,41*
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		53 035,41	50 335,41	50 335,41

	+
RESTES A REALISER N-1 (11)	0,00
	+
D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (11)	0,00
	=
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	50 335,41

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(6) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040.*

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES	A2

Chap / art(1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	0,00	0,00	0,00
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	54 500,00	42 000,00	42 000,00
752	Revenus des immeubles	37 500,00	28 000,00	28 000,00
7588	Autres produits div. de gestion courante	17 000,00	14 000,00	14 000,00
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70 + 73 + 74 + 75 + 013	54 500,00	42 000,00	42 000,00
76	Produits financiers (b)	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (c)	0,00	0,00	0,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (d) (5)	0,00	0,00	0,00
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a+b+c+d	54 500,00	42 000,00	42 000,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (9)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	54 500,00	42 000,00	42 000,00

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	0,00

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	246 310,77

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	288 310,77

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RF 042 = DI 040.*

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(8) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET — III

SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES — B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)	15 000,00	15 000,00	15 000,00
2031	Frais d'études	15 000,00	15 000,00	15 000,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	21 621,00	20 000,00	20 000,00
21735	Installations générales (mise à dispo)	21 621,00	20 000,00	20 000,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	36 621,00	35 000,00	35 000,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00
	TOTAL DEPENSES REELLES	36 621,00	35 000,00	35 000,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (7)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Reprises sur autofinancement antérieur (8)	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (9)	*0,00*	*0,00*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	36 621,00	35 000,00	35 000,00

\+

RESTES A REALISER N-1 (11)	0,00

\+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (11)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	35 000,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A 9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RF 042.*

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(10) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES	B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	1 621,00	0,00	0,00
2135	Installations générales, agencements	1 621,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	1 621,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00
	TOTAL RECETTES REELLES	1 621,00	0,00	0,00
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*18 210,41*	*18 210,41*	*18 210,41*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)*	*325,00*	*325,00*	*325,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*325,00*	*0,00*	*0,00*
281735	*Installations générales (m. à dispo)*	*0,00*	*325,00*	*325,00*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	*18 535,41*	*18 535,41*	*18 535,41*
041	*Opérations patrimoniales (9)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	*18 535,41*	*18 535,41*	*18 535,41*
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	20 156,41	18 535,41	18 535,41

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	0,00

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	16 464,59

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	35 000,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV-A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RI 040 = DF 042.*

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A3

A3 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 500.00 €	2014-12-15

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	Frais d'études, recherche, insertion si non réalisation du projet	5	15/12/2014
L	Subventions versées personnes publiques	15	15/12/2014
L	Subventions versées personnes privées	5	15/12/2014
L	Logiciels, licences	2	15/12/2014
L	Autres immobilisations incorporelles	5	15/12/2014
L	Plantation d'arbres et d'arbustes sur terrains	15	15/12/2014
L	Matériel et outillage d'incendie et de défense civile	10	15/12/2014
L	Matériel et outillage (dont électroménager)	5	15/12/2014
L	Installations et agencement des locaux	15	15/12/2014
L	Installations électriques et téléphoniques	10	15/12/2014
L	Matériel de transport : véhicules légers et assimilés	6	15/12/2014
L	Matériel informatique	3	15/12/2014
L	Mobilier	10	15/12/2014
L	Cheptel	3	15/12/2014
L	Equipement de cuisine	10	15/12/2014
L	Immeuble de rapport	50	15/12/2014

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),
A , le
,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.
(2) L'assemblée délibérante étant : .

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE dont la population est de 3500 habitants et plus - COMMUNAUTÉ AGGLOMERATION BAR-LE-DUC (1)

AGREGE AU BUDGET PRINCIPAL DE PRINCIPAL CA BLD (2)

Numéro SIRET : 20003302500046

POSTE COMPTABLE : BAR COLLECTIVITES

M. 14

Budget primitif

voté par nature

BUDGET : LOTISSEMENT CA BLD (3)

ANNEE 2021

(1) Indiquer la nature juridique et le nom de la collectivité ou de l'établissement (commune, CCAS, EPCI, syndicat mixte, etc).

(2) A renseigner uniquement pour les budgets annexes.

(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales (6)

A - Informations statistiques, fiscales et financières 4
B - Modalités de vote du budget 5

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 6
A2 - Vue d'ensemble - Section de fonctionnement - Chapitres 7
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 9
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 11
B2 - Balance générale du budget - Recettes 13

III - Vote du budget

A1 - Section de fonctionnement - Détail des dépenses 15
A2 - Section de fonctionnement - Détail des recettes 16
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 17
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 18
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 19

IV - Annexes (7)

A - Eléments du bilan

A1 - Présentation croisée par fonction (1) 20
A1.1 - Présentation croisée par fonction - Détail fonctionnement Sans Objet
A1.2 - Présentation croisée par fonction - Détail investissement Sans Objet
A2.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A2.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 24
A2.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux Sans Objet
A2.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 28
A2.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A2.6 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme Sans Objet
A2.7 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A3 - Méthodes utilisées pour les amortissements Sans Objet
A4 - Etat des provisions Sans Objet
A5 - Etalement des provisions Sans Objet
A6.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses Sans Objet
A6.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes Sans Objet
A7.1.1 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (2) Sans Objet
A7.1.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (2) Sans Objet
A7.2.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement (3) Sans Objet
A7.2.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement (3) Sans Objet
A8 - Etat des charges transférées Sans Objet
A9 - Détail des opérations pour le compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la commune ou l'établissement (4) Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.5 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.6 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B1.7 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget (5) Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B3 - Emploi des recettes grevées d'une affectation spéciale Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1 - Etat du personnel Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (4) Sans Objet
C3.1 - Liste des organismes de regroupement auxquels adhère la commune ou l'établissement Sans Objet
C3.2 - Liste des établissements publics créés Sans Objet
C3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe Sans Objet
C3.4 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe Sans Objet

D - Décision en matière de taux de contributions directes - Arrêté et signatures

D1 - Décision en matière de taux de contributions directes Sans Objet
D2 - Arrêté et signatures 29

(1) Cette présentation est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2312-3 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. R. 5211-14 du CGCT) et leurs établissements publics. Elle n'a cependant pas à être produite par les services et activité unique érigés en établissement public ou budget annexe. Les autres communes et établissements peuvent les présenter de manière facultative.

(2) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT).

(3) Cet état est obligatoirement produit par les communes et groupements de communes de 10 000 habitants et plus ayant institué la TEOM et assurant au moins la collecte des déchets ménagers (art. L. 2313-1 du CGCT).

(4) Ces états ne sont obligatoires que pour les communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), les groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art. L. 5711-1 du CGCT) et leurs établissements publics.

(5) Si la commune ou l'établissement décide d'attribuer des subventions dans le cadre du budget dans les conditions décrites à l'article L. 2311-7 du CGCT.

(6) Les associations syndicales autorisées doivent utiliser leur état particulier « *Informations générales* » annexé à l'arrêté n° NOR : INTB1237402A, relatif au cadre budgétaire et comptable applicable aux associations syndicales autorisées.

(7) Les associations syndicales autorisées remplissent et joignent uniquement les états qui les concernent au titre de l'exercice et au titre du détail des comptes de bilan.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

Code INSEE	COMMUNAUTÉ AGGLOMERATION BAR-LE-DUC	BP
55029	LOTISSEMENT CA BLD	2021

I – INFORMATIONS GENERALES	I
INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES	A

Informations statistiques	Valeurs
Population totale (colonne h du recensement INSEE) :	0
Nombre de résidences secondaires (article R. 2313-1 *in fine*) :	
Nom de l'EPCI à fiscalité propre auquel la commune adhère :	

Potentiel fiscal et financier (1)		Valeurs par hab. (population DGF)	Moyennes nationales du potentiel financier par habitants de la strate
Fiscal	Financier		
0.00	0.00	0.00	0.00

	Informations financières – ratios (2)	Valeurs	Moyennes nationales de la strate (3)
1	Dépenses réelles de fonctionnement/population	0.00	
2	Produit des impositions directes/population	0.00	
3	Recettes réelles de fonctionnement/population	0.00	
4	Dépenses d'équipement brut/population	0.00	
5	Encours de dette/population	0.00	
6	DGF/population	0.00	
7	Dépenses de personnel/dépenses réelles de fonctionnement (2)	0.00	
8	Dépenses de fonct. et remb. dette en capital/recettes réelles de fonct. (2)	0.00	
9	Dépenses d'équipement brut/recettes réelles de fonctionnement (2)	0.00	
10	Encours de la dette/recettes réelles de fonctionnement (2)	0.00	

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

(1) Il s'agit du potentiel fiscal et du potentiel financier définis à l'article L. 2334-4 du code général des collectivités territoriales qui figurent sur la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1 établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios 1 à 6 sont obligatoires pour les communes de 3 500 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus.

Les ratios 7 à 10 sont obligatoires pour les communes de 10 000 habitants et plus et leurs établissements publics administratifs ainsi que pour les EPCI dotés d'une fiscalité propre comprenant au moins une commune de 10 000 habitants et plus (cf. articles L. 2313-1, L. 2313-2, R. 2313-1, R. 2313-2 et R. 5211-15 du CGCT). Pour les caisses des écoles, les EPCI non dotés d'une fiscalité propre et les syndicats mixtes associant exclusivement des communes et des EPCI, il conviendra d'appliquer les ratios prévus respectivement par les articles R. 2313-7, R. 5211-15 et R. 5711-3 du CGCT.

(3) Il convient d'indiquer les moyennes de la catégorie de l'organisme en cause (commune, communauté urbaine, communauté d'agglomération, ...) et les sources d'où sont tirées les informations (statistiques de la direction générale des collectivités locales ou de la direction générale de la comptabilité publique). Il s'agit des moyennes de la dernière année connue.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	B

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement,
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.
  - sans (3) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (4) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

IV – La comparaison avec le budget précédent (cf. colonne « Pour mémoire ») s'effectue par rapport à la colonne du budget (5) primitif de l'exercice précédent.

V – Le présent budget a été voté (6) sans reprise des résultats de l'exercice N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ..... du .....).

(5) Indiquer « primitif de l'exercice précédent » ou « cumulé de l'exercice précédent ».

(6) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

FONCTIONNEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	RECETTES DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	1 190 231,00	901 280,79
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
	002 RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 538 354,01
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (3)	1 190 231,00	1 439 634,80

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris le compte 1068)	685 000,00	2 096 051,20
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 1 411 051,20	(si solde positif) 0,00
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	2 096 051,20	2 096 051,20

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	3 286 282,20	3 535 686,00

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.

(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.

Les restes à réaliser de la section de fonctionnement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées et non rattachées telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et en recettes, aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre et non rattachées (R. 2311-11 du CGCT).

Les restes à réaliser de la section d'investissement correspondent en dépenses, aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent (R. 2311-11 du CGCT).

(3) Total de la section de fonctionnement = RAR + résultat reporté + crédits de fonctionnement votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section de fonctionnement + Total de la section d'investissement.

II - PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION DE FONCTIONNEMENT – CHAPITRES	A2

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	500 000,00	0,00	500 000,00	500 000,00	500 000,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion courante		**500 000,00**	**0,00**	**500 000,00**	**500 000,00**	**500 000,00**
66	Charges financières	35 000,00	0,00	21 000,00	21 000,00	21 000,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		**535 000,00**	**0,00**	**521 000,00**	**521 000,00**	**521 000,00**
023	*Virement à la section d'investissement (5)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*720 467,92*		*634 231,00*	*634 231,00*	*634 231,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*35 000,00*		*35 000,00*	*35 000,00*	*35 000,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***755 467,92***		***669 231,00***	***669 231,00***	***669 231,00***
TOTAL		**1 290 467,92**	**0,00**	**1 190 231,00**	**1 190 231,00**	**1 190 231,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	1 190 231,00

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	166 280,79	0,00	166 280,79	166 280,79	166 280,79
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion courante		**166 280,79**	**0,00**	**166 280,79**	**166 280,79**	**166 280,79**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	190 000,00	0,00	190 000,00	190 000,00	190 000,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles de fonctionnement		**356 280,79**	**0,00**	**356 280,79**	**356 280,79**	**356 280,79**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (5)*	*535 000,00*		*510 000,00*	*510 000,00*	*510 000,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (5)*	*35 000,00*		*35 000,00*	*35 000,00*	*35 000,00*
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***570 000,00***		***545 000,00***	***545 000,00***	***545 000,00***
TOTAL		**926 280,79**	**0,00**	**901 280,79**	**901 280,79**	**901 280,79**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	538 354,01

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	1 439 634,80

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (6)	124 231,00

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

(1) Cf. Modalités de vote I-B.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(5) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(6) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040.*

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
010	Stocks (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	627 500,00	0,00	175 000,00	175 000,00	175 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	**627 500,00**	**0,00**	**175 000,00**	**175 000,00**	**175 000,00**
45...	**Total des opé. pour compte de tiers (8)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**627 500,00**	**0,00**	**175 000,00**	**175 000,00**	**175 000,00**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*535 000,00*		*510 000,00*	*510 000,00*	*510 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	***535 000,00***		***510 000,00***	***510 000,00***	***510 000,00***
	TOTAL	**1 162 500,00**	**0,00**	**685 000,00**	**685 000,00**	**685 000,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	1 411 051,20

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	2 096 051,20

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
010	Stocks (5)	0,00	0,00	634 231,00	634 231,00	634 231,00
13	Subventions d'investissement (hors 138)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors165)	2 040 671,82	0,00	741 352,28	741 352,28	741 352,28
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	**2 040 671,82**	**0,00**	**1 375 583,28**	**1 375 583,28**	**1 375 583,28**
10	Dotations, fonds divers et réserves (hors 1068)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés (9)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
138	Autres subvent° invest. non transf.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45...	**Total des opé. pour le compte de tiers (8)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**2 040 671,82**	**0,00**	**1 375 583,28**	**1 375 583,28**	**1 375 583,28**
021	*Virement de la sect° de fonctionnement (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*720 467,92*		*720 467,92*	*720 467,92*	*720 467,92*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***720 467,92***		***720 467,92***	***720 467,92***	***720 467,92***

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
TOTAL		2 761 139,74	0,00	2 096 051,20	2 096 051,20	2 096 051,20
						+
	R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)					0,00
						=
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES					2 096 051,20

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la commune ou de l'établissement.

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (10)	210 467,92

(1) Cf. Modalités de vote I-B.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif) ou si reprise anticipée des résultats.

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DF 023 = RI 021 ; DI 040 = RF 042 ; RI 040 = DF 042 ; DI 041 = RI 041 ; DF 043 = RF 043.

(5) A servir uniquement dans le cadre d'un suivi des stocks selon la méthode de l'inventaire permanent simplifié autorisée pour les seules opérations d'aménagements (lotissement, ZAC...) par ailleurs retracées dans le cadre de budgets annexes.

(6) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

(7) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(8) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(9) Le compte 1068 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(10) Solde de l'opération *DF 023 + DF 042 – RF 042* ou solde de l'opération *RI 021+ RI 040 – DI 040.*

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	500 000,00		500 000,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00		0,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*35 000,00*	35 000,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00		0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus (4)	0,00		0,00
66	Charges financières	21 000,00	*0,00*	21 000,00
67	Charges exceptionnelles	0,00	*0,00*	0,00
68	Dot. aux amortissements et provisions	0,00	*0,00*	0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*634 231,00*	634 231,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
Dépenses de fonctionnement – Total		**521 000,00**	***669 231,00***	**1 190 231,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	1 190 231,00

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	175 000,00	*0,00*	175 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(8) 0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
198	*Neutral. amort. subv. équip. versées*		*0,00*	*0,00*
20	Immobilisations incorporelles(sauf 204) (6)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles (6)	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	(9) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (5)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (5)*		*0,00*	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (5)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (5)*		*0,00*	0,00
3...	Stocks	0,00	*510 000,00*	510 000,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
Dépenses d'investissement – Total		**175 000,00**	***510 000,00***	**685 000,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	1 411 051,20

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	2 096 051,20

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Communes, communautés d'agglomération et communautés urbaines de plus de 100 000 habitants.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(8) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(9) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	FONCTIONNEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	166 280,79		166 280,79
71	*Production stockée (ou déstockage)*		*510 000,00*	510 000,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Impôts et taxes	0,00		0,00
74	Dotations et participations	0,00		0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	*0,00*	0,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	190 000,00	*0,00*	190 000,00
78	Reprise sur amortissements et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*35 000,00*	35 000,00
Recettes de fonctionnement – Total		**356 280,79**	***545 000,00***	**901 280,79**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	538 354,01

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	1 439 634,80

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 1068)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaires)	741 352,28	*0,00*	741 352,28
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	(6) 0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	*0,00*	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	(7) 0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*0,00*	0,00
29	*Prov. pour dépréciat° immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Prov. dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
49	*Prov. dépréc. comptes de tiers (4)*		*0,00*	0,00
59	*Prov. dépréc. comptes financiers (4)*		*0,00*	0,00
3...	Stocks	634 231,00	*720 467,92*	1 354 698,92
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*		*0,00*	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00		0,00
Recettes d'investissement – Total		**1 375 583,28**	***720 467,92***	**2 096 051,20**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	0,00

+

AFFECTATION AU COMPTE 1068	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	2 096 051,20

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer des opérations particulières telles que les opérations de stocks liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(4) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A9).

(6) A servir uniquement lorsque la commune ou l'établissement effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle ou qu'il crée.

(7) En dépenses, le chapitre 22 retrace les travaux d'investissement réalisés sur les biens reçus en affectation. En recette, il retrace, le cas échéant, l'annulation de tels travaux effectués sur un exercice antérieur.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	Charges à caractère général	500 000,00	500 000,00	500 000,00
605	Achats matériel, équipements et travaux	500 000,00	500 000,00	500 000,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	0,00	0,00	0,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	0,00	0,00	0,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65 + 656)		500 000,00	500 000,00	500 000,00
66	Charges financières (b)	35 000,00	21 000,00	21 000,00
66111	Intérêts réglés à l'échéance	35 000,00	21 000,00	21 000,00
67	Charges exceptionnelles (c)	0,00	0,00	0,00
68	Dotations provisions semi-budgétaires (d) (6)	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues (e)	0,00	0,00	0,00
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e		535 000,00	521 000,00	521 000,00
023	*Virement à la section d'investissement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8) (9)*	*720 467,92*	*634 231,00*	*634 231,00*
7133	*Variat° en-cours de production biens*	*0,00*	*634 231,00*	*634 231,00*
71355	*Variat° stocks terrains aménagés*	*720 467,92*	*0,00*	*0,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		*720 467,92*	*634 231,00*	*634 231,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (10)*	35 000,00	35 000,00	35 000,00
608	*Frais accessoires sur terrains en cours*	35 000,00	35 000,00	35 000,00
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		*755 467,92*	*669 231,00*	*669 231,00*
TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		1 290 467,92	1 190 231,00	1 190 231,00

+

RESTES A REALISER N-1 (11)	0,00

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (11)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	1 190 231,00

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (5)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(6) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DF 042 = RI 040.*

(8) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 675 et 676 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(9) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION DE FONCTIONNEMENT – DETAIL DES RECETTES	A2

Chap / art(1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00
70	Produits services, domaine et ventes div	166 280,79	166 280,79	166 280,79
7015	Ventes de terrains aménagés	166 280,79	166 280,79	166 280,79
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	0,00	0,00	0,00
75	Autres produits de gestion courante	0,00	0,00	0,00
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 70 + 73 + 74 + 75 + 013	166 280,79	166 280,79	166 280,79
76	Produits financiers (b)	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (c)	190 000,00	190 000,00	190 000,00
774	Subventions exceptionnelles	190 000,00	190 000,00	190 000,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires (d) (5)	0,00	0,00	0,00
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a+b+c+d	356 280,79	356 280,79	356 280,79
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)*	*535 000,00*	*510 000,00*	*510 000,00*
7133	*Variat° en-cours de production biens*	*535 000,00*	*510 000,00*	*510 000,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (9)*	*35 000,00*	*35 000,00*	*35 000,00*
796	*Transferts charges financières*	*35 000,00*	*35 000,00*	*35 000,00*
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	*570 000,00*	*545 000,00*	*545 000,00*
	TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	926 280,79	901 280,79	901 280,79

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	0,00

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	538 354,01

=

TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT CUMULEES	1 439 634,80

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions semi-budgétaires.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre. *RF 042 = DI 040.*

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer aux articles 775 et 776 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(8) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Chapitre destiné à retracer les opérations particulières telles que les opérations de stocks ou liées à la tenue d'un inventaire permanent simplifié.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES	B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	Stocks	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf opérations et 204)	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (hors opérations)	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	627 500,00	175 000,00	175 000,00
1641	Emprunts en euros	627 500,00	175 000,00	175 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	627 500,00	175 000,00	175 000,00
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00
	TOTAL DEPENSES REELLES	627 500,00	175 000,00	175 000,00
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (7)*	*535 000,00*	*510 000,00*	*510 000,00*
	Reprises sur autofinancement antérieur (8)	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	Charges transférées (9)	*535 000,00*	*510 000,00*	*510 000,00*
3351	*Terrains*	*500 000,00*	*454 000,00*	*454 000,00*
33586	*Frais financiers*	*35 000,00*	*56 000,00*	*56 000,00*
041	*Opérations patrimoniales (10)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	*535 000,00*	*510 000,00*	*510 000,00*
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	1 162 500,00	685 000,00	685 000,00

+	
RESTES A REALISER N-1 (11)	0,00
+	
D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (11)	1 411 051,20
=	
TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	2 096 051,20

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B 3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A 9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RF 042.*

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisation »).

(10) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(11) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES	B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
010	**Stocks**	**0,00**	**634 231,00**	**634 231,00**
3351	Terrains	0,00	634 231,00	634 231,00
13	**Subventions d'investissement (hors 138)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées (hors 165)**	**2 040 671,82**	**741 352,28**	**741 352,28**
1641	Emprunts en euros	2 040 671,82	741 352,28	741 352,28
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'équipement	**2 040 671,82**	**1 375 583,28**	**1 375 583,28**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
138	**Autres subvent° invest. non transf.**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
165	**Dépôts et cautionnements reçus**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL RECETTES REELLES	**2 040 671,82**	**1 375 583,28**	**1 375 583,28**
021	***Virement de la sect° de fonctionnement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7) (8)***	***720 467,92***	***720 467,92***	***720 467,92***
3355	*Travaux*	*720 467,92*	*720 467,92*	*720 467,92*
	TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	***720 467,92***	***720 467,92***	***720 467,92***
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL RECETTES D'ORDRE	***720 467,92***	***720 467,92***	***720 467,92***
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)	**2 761 139,74**	**2 096 051,20**	**2 096 051,20**

\+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**0,00**

\+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**2 096 051,20**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote, I-B.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV-A9 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *RI 040 = DF 042*.

(7) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(8) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre 040 si la commune ou l'établissement applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041*.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE (1)

IV

A1

Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
INVESTISSEMENT												
DEPENSES												
Dépenses réelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Equipements municipaux (2)		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Equip. non municipaux (c/204) (3)		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
- Opérations financières	0											0
Dépenses d'ordre	0											0
Total dépenses de l'exercice	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
RAR N-1 et reports	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total cumulé dépenses d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
RECETTES												
Total recettes de l'exercice	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
RAR N-1 et reports	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total cumulé recettes d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
FONCTIONNEMENT												
DEPENSES												
Total dépenses de l'exercice	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
RAR N-1 et reports	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total cumulé dépenses de fonctionnement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
RECETTES												
Total recettes de l'exercice	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
RAR N-1 et reports	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Total cumulé recettes de fonctionnement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

(1) La production de cet état est obligatoire pour les communes de 3 500 habitants et plus, les groupements comprenant au moins une telle commune, leurs établissements et services administratifs hormis les caisses des écoles et les services à activité unique érigés en établissement public ou budget annexe (L. 2312-3, R. 2311-1 et R. 2311-10). Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le croisement par fonction est fait à un chiffre (correspondant à la fonction). Dans les communes de 10 000 habitants et plus, le croisement par fonction est fait au niveau le plus détaillé de la nomenclature fonctionnelle (sous-fonction ou rubrique).Les groupements et leurs établissement publics suivent les règles de production et de présentation applicable à la commune membre comptant le plus grand nombre d'habitants (articles L. 5211-36 a1 et R. 5211-14 + L. 5711-1 et R. 5711-2 du CGCT).

(2) Ou biens de la structure intercommunale.

(3) Ou biens ne relevant pas de la structure intercommunale.

IV – ANNEXES — IV

PRESENTATION CROISEE PAR FONCTION – VUE D'ENSEMBLE — A1

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
						INVESTISSEMENT							
						DEPENSES							
Total dépenses investissement		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Dépenses réelles		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
020	Dépenses imprévues	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
13	Subventions d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
16	Emprunts et dettes assimilées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
204	Subventions d'équipement versées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
21	Immobilisations corporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations d'équipement		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations pour compte de tiers		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'ordre		*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
041	*Opérations patrimoniales*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
						RECETTES							
Total recettes investissement		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Recettes réelles		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
010	Stocks	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
024	Produits des cessions d'immobilisations	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
10	Dotations, fonds divers et réserves	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
13	Subventions d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
16	Emprunts et dettes assimilées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
20	Immobilisations incorporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
204	Subventions d'équipement versées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
21	Immobilisations corporelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
22	Immobilisations reçues en affectation	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
23	Immobilisations en cours	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
26	Participat° et créances rattachées	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
27	Autres immobilisations financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations pour compte de tiers		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Recettes d'ordre		*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
021	*Virement de la sect° de fonctionnement*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
041	*Opérations patrimoniales*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*

FONCTIONNEMENT

DEPENSES

Total dépenses de fonctionnement		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Dépenses réelles		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
011	Charges à caractère général	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
012	Charges de personnel, frais assimilés	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
014	Atténuations de produits	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
022	Dépenses imprévues	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
65	Autres charges de gestion courante	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
66	Charges financières	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
67	Charges exceptionnelles	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
68	Dot. aux amortissements et provisions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Dépenses d'ordre		*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
023	*Virement à la section d'investissement*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*

Art. (1)	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux administrat° publiques	1 Sécurité et salubrité publiques	2 Enseignement - Formation	3 Culture	4 Sport et jeunesse	5 Interventions sociales et santé	6 Famille	7 Logement	8 Aménagt et services urbains, environnemt	9 Action économique	TOTAL
RECETTES													
Total recettes de fonctionnement		**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**
Recettes réelles		0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
013	Atténuations de charges	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
70	Produits des services, du domaine, vente	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
73	Impôts et taxes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
74	Dotations et participations	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
75	Autres produits de gestion courante	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
76	Produits financiers	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
77	Produits exceptionnels	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
78	Reprise sur amortissements et provisions	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Recettes d'ordre		*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*

(1) Pour le croisement par nature, le détail est fait selon le niveau de vote choisi par l'assemblée délibérante (chapitre, article ou article spécialisé).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A2.2

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**1 936 334,40**									
1641 Emprunts en euros (total)					1 936 334,40									
239VLot00020545104	Crédit Mutuel Meuse Sud Saint Dizier	21/05/2019	31/03/2019	30/06/2019	538 627,11	F	Taux fixe à 1,70%	1,700	1,700	EUR	T	P	O	A-1
240Lot00020545103	Crédit Mutuel Meuse Sud Saint Dizier		01/01/2012	31/03/2012	1 050 000,00	F	Taux fixe à 3,45%	3,450	3,450	EUR	T	P	O	A-1
241VLotA990009E	Caisse d'épargne de Lorraine Champagne-Ardenne		25/08/2001	25/11/2001	347 707,29	V	Euribor 3m + 0,18%, floore à 0,00%	4,490	4,490	EUR	T	P	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1671 Avances consolidées du Trésor (total)					0,00									
1672 Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor (total)					0,00									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)					0,00									

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
								Taux initial						
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Niveau de taux (5)	Taux actuariel	Devise	Périodicité des remboursements (6)	Profil d'amortissement (7)	Possibilité de remboursement anticipé O/N	Catégorie d'emprunt (8)
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**1 936 334,40**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A2.2

A2.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'Intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)		**0,00**		**995 741,04**					**174 969,85**	**20 319,75**	**0,00**	**49,26**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		995 741,04					174 969,85	20 319,75	0,00	49,26
239VLot00020545104	N	0,00	A-1	404 849,67	5,00	F	Taux fixe à 1,70%	1,700	78 246,38	6 385,38	0,00	15,42
240Lot00020545103	N	0,00	A-1	434 032,94	5,00	F	Taux fixe à 3,45%	3,450	80 947,35	13 934,37	0,00	33,84
241VLotA990009E	N	0,00	A-1	156 858,43	8,16	V	Euribor 3m + 0,18%, floor à 0,00%	0,000	15 776,12	0,00	0,00	0,00
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**995 741,04**					**174 969,85**	**20 319,75**	**0,00**	**49,26**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A2.4

A2.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	3	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	995 741,04	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D2

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1),
A , le

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

Certifié exécutoire par (1), compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A , le

(1) Indiquer le maire ou le président de l'organisme.
(2) L'assemblée délibérante étant : .

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Numéro SIRET 20003302500079	COLLECTIVITE DE RATTACHEMENT COMMUNE dont la population est de 3500 habitants et plus COMMUNAUTÉ AGGLOMERATION BAR-LE-DUC

POSTE COMPTABLE DE : BAR COLLECTIVITES

SERVICE PUBLIC LOCAL

M. 43 (1)

Budget primitif

BUDGET : [M3] TRANSPORTS CA BDL (2)

ANNEE 2021

(1) Compléter en fonction du service public local et du plan de comptes utilisé : M. 4, M. 41, M. 42, M. 43, M. 44 ou M. 49.

(2) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Sommaire

I - Informations générales

Modalités de vote du budget 3

II - Présentation générale du budget

A1 - Vue d'ensemble - Sections 4
A2 - Vue d'ensemble - Section d'exploitation - Chapitres 5
A3 - Vue d'ensemble - Section d'investissement - Chapitres 7
B1 - Balance générale du budget - Dépenses 9
B2 - Balance générale du budget - Recettes 10

III - Vote du budget

A1 - Section d'exploitation - Détail des dépenses 12
A2 - Section d'exploitation - Détail des recettes 14
B1 - Section d'investissement - Détail des dépenses 15
B2 - Section d'investissement - Détail des recettes 16
B3 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles 17

IV - Annexes

A - Eléments du bilan

A1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
A1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette 18
A1.3 - Etat de la dette - Répartition des emprunts par structure de taux 22
A1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours 23
A1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
A1.6 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
A2 - Méthodes utilisées pour les amortissements 24
A3.1 - Etat des provisions et des dépréciations Sans Objet
A3.2 - Etalement des provisions Sans Objet
A4.1 - Equilibre des opérations financières - Dépenses Sans Objet
A4.2 - Equilibre des opérations financières - Recettes Sans Objet
A5.1.1 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Exploitation (1) Sans Objet
A5.1.2 - Etat de ventilation des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
A5.2.1 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Exploitation (1) Sans Objet
A5.2.2 - Etat de ventilation des dép. et rec. des services d'assainissement collectif et non collectif - Investissement (1) Sans Objet
A6 - Etat des charges transférées Sans Objet
A7 - Détail des opérations pour compte de tiers Sans Objet

B - Engagements hors bilan

B1.1 - Etat des emprunts garantis par la régie Sans Objet
B1.2 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux garanties d'emprunt Sans Objet
B1.3 - Subventions versées dans le cadre du vote du budget Sans Objet
B1.4 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B1.5 - Etat des contrats de partenariat public-privé Sans Objet
B1.6 - Etat des autres engagements donnés Sans Objet
B1.7 - Etat des engagements reçus Sans Objet
B2.1 - Etat des autorisations de programme et des crédits de paiement afférents Sans Objet
B2.2 - Etat des autorisations d'engagement et des crédits de paiement afférents Sans Objet

C - Autres éléments d'informations

C1.1 - Etat du personnel Sans Objet
C1.2 - Etat du personnel de la collectivité ou de l'établissement de rattachement employé par la régie Sans Objet
C2 - Liste des organismes dans lesquels a été pris un engagement financier (2) 25
C3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe (3) Sans Objet

D - Arrêté et signatures

D - Arrêté et signatures 26

(1) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants ayant décidé d'établir un budget unique pour leurs services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les conditions fixées par l'article L. 2224-6 du CGCT. Ils n'existent qu'en M. 49.

(2) Ces états ne sont obligatoires que pour les régies rattachées à des communes de 3 500 habitants et plus (art. L. 2313-1 du CGCT), à des groupements comprenant au moins une commune de 3 500 habitants et plus (art. L. 5211-36 du CGCT, art L. 5711-1 CGCT) et à leurs établissements publics.

(3) Uniquement pour les services dotés de l'autonomie financière et de la personnalité morale.

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est sans objet le cas échéant.

I – INFORMATIONS GENERALES	I
MODALITES DE VOTE DU BUDGET	

I – L'assemblée délibérante a voté le présent budget par nature :
- au niveau (1) du chapitre pour la section de fonctionnement ;
- au niveau (1) du chapitre pour la section d'investissement.
  - sans (2) les chapitres « opérations d'équipement » de l'état III B 3.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II – En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, et, en section d'investissement, sans chapitre de dépense « opération d'équipement ».

III – Les provisions sont (3) semi-budgétaires (pas d'inscriptions en recettes de la section d'investissement) .

IV – La comparaison avec le budget précédent (cf. colonne « Pour mémoire ») s'effectue par rapport à la colonne du budget (4) primitif de l'exercice précédent.

V – Le présent budget a été voté (5) avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif N-1.

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » les chapitres opérations d'équipement.

(3) A compléter par un seul des deux choix suivants :
- semi-budgétaires (pas d'inscription en recette de la section d'investissement),
- budgétaires (délibération n° ..... du ....).

(4) Indiquer « primitif de l'exercice précédent » ou « cumulé de l'exercice précédent ».

(5) A compléter par un seul des trois choix suivants :
- sans reprise des résultats de l'exercice N-1,
- avec reprise des résultats de l'exercice N-1 après le vote du compte administratif,
- avec reprise anticipée des résultats de l'exercice N-1.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
VUE D'ENSEMBLE	A1

EXPLOITATION

		DEPENSES DE LA SECTION D'EXPLOITATION	RECETTES DE LASECTION D'EXPLOITATION
VOTE	CREDITS DE FONCTIONNEMENT VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (1)	2 897 283,00	2 749 938,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	0,00	0,00
REPORTS	002 RESULTAT D'EXPLOITATION REPORTE (2)	(si déficit) 0,00	(si excédent) 1 427 036,58
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'EXPLOITATION (3)	2 897 283,00	4 176 974,58

INVESTISSEMENT

		DEPENSES DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT	RECETTES DE LASECTION D'INVESTISSEMENT
VOTE	CREDITS D'INVESTISSEMENT (1) VOTES AU TITRE DU PRESENT BUDGET (y compris les comptes 1064 et 1068)	421 587,00	139 223,00
	+	+	+
REPORTS	RESTES A REALISER (R.A.R) DE L'EXERCICE PRECEDENT (2)	33 684,00	3 633,89
REPORTS	001 SOLDE D'EXECUTION DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT REPORTE (2)	(si solde négatif) 0,00	(si solde positif) 632 145,38
	=	=	=
	TOTAL DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (3)	455 271,00	775 002,27

TOTAL

TOTAL DU BUDGET (3)	3 352 554,00	4 951 976,85

(1) Au budget primitif, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de cette étape budgétaire. De même, pour les décisions modificatives et le budget supplémentaire, les crédits votés correspondent aux crédits votés lors de l'étape budgétaire sans sommation avec ceux antérieurement votés lors du même exercice.
(2) A servir uniquement en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent, soit après le vote du compte administratif, soit en cas de reprise anticipée des résultats.
Pour la section d'exploitation, les RAR sont constitués par l'ensemble des dépenses engagées et n'ayant pas donné lieu à service fait au 31 décembre de l'exercice précédent. En recettes, il s'agit des recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
Pour la section d'investissement, les RAR correspondent aux dépenses engagées non mandatées au 31/12 de l'exercice précédent telles qu'elles ressortent de la comptabilité des engagements et aux recettes certaines n'ayant pas donné lieu à l'émission d'un titre au 31/12 de l'exercice précédent.
(3) Total de la section d'exploitation = RAR + résultat reporté + crédits d'exploitation votés.

Total de la section d'investissement = RAR + solde d'exécution reporté + crédits d'investissement votés.

Total du budget = Total de la section d'exploitation + Total de la section d'investissement.

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'EXPLOITATION – CHAPITRES	A2

DEPENSES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
011	Charges à caractère général	2 694 880,00	0,00	2 669 445,00	2 669 445,00	2 669 445,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	81 696,00	0,00	81 353,00	81 353,00	81 353,00
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	262,00	0,00	262,00	262,00	262,00
Total des dépenses de gestion des services		**2 776 838,00**	**0,00**	**2 751 060,00**	**2 751 060,00**	**2 751 060,00**
66	Charges financières	7 200,00	0,00	6 000,00	6 000,00	6 000,00
67	Charges exceptionnelles	6 263,00	0,00	1 000,00	1 000,00	1 000,00
68	Dotations aux provisions et dépréciat° (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles d'exploitation		**2 790 301,00**	**0,00**	**2 758 060,00**	**2 758 060,00**	**2 758 060,00**
023	*Virement à la section d'investissement (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*116 770,00*		*139 223,00*	*139 223,00*	*139 223,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'exploitation		***116 770,00***		***139 223,00***	***139 223,00***	***139 223,00***
TOTAL		**2 907 071,00**	**0,00**	**2 897 283,00**	**2 897 283,00**	**2 897 283,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	2 897 283,00

RECETTES D'EXPLOITATION

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (7)	1 800 000,00	0,00	1 700 000,00	1 700 000,00	1 700 000,00
74	Subventions d'exploitation	996 000,00	0,00	1 012 351,00	1 012 351,00	1 012 351,00
75	Autres produits de gestion courante	7 990,00	0,00	9 000,00	9 000,00	9 000,00
Total des recettes de gestion des services		**2 803 990,00**	**0,00**	**2 721 351,00**	**2 721 351,00**	**2 721 351,00**
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (4)	0,00		0,00	0,00	0,00
Total des recettes réelles d'exploitation		**2 803 990,00**	**0,00**	**2 721 351,00**	**2 721 351,00**	**2 721 351,00**
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (6)*	*11 693,00*		*28 587,00*	*28 587,00*	*28 587,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (6)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'exploitation		***11 693,00***		***28 587,00***	***28 587,00***	***28 587,00***
TOTAL		**2 815 683,00**	**0,00**	**2 749 938,00**	**2 749 938,00**	**2 749 938,00**

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (2)	1 427 036,58

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	4 176 974,58

Pour information :

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT (8)	110 636,00

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

(1) Cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(5) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(6) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(7) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040.*

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
SECTION D'INVESTISSEMENT – CHAPITRES	A3

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
20	Immobilisations incorporelles	16 200,00	0,00	6 000,00	6 000,00	6 000,00
21	Immobilisations corporelles	208 000,00	33 684,00	357 000,00	357 000,00	390 684,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses d'équipement	**224 200,00**	**33 684,00**	**363 000,00**	**363 000,00**	**396 684,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	30 000,00	0,00	30 000,00	30 000,00	30 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00	0,00	0,00
	Total des dépenses financières	**30 000,00**	**0,00**	**30 000,00**	**30 000,00**	**30 000,00**
45...	**Total des opérations pour compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses réelles d'investissement		**254 200,00**	**33 684,00**	**393 000,00**	**393 000,00**	**426 684,00**
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*11 693,00*		*28 587,00*	*28 587,00*	*28 587,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre d'investissement		***11 693,00***		***28 587,00***	***28 587,00***	***28 587,00***
TOTAL		**265 893,00**	**33 684,00**	**421 587,00**	**421 587,00**	**455 271,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (1)	0,00

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	455 271,00

RECETTES D'INVESTISSEMENT

Chap.	Libellé	Pour mémoire budget précédent (1)	Restes à réaliser N-1 (2)	Propositions nouvelles	VOTE (3)	TOTAL (= RAR + vote)
13	Subventions d'investissement	99 602,00	3 633,89	0,00	0,00	3 633,89
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	**99 602,00**	**3 633,89**	**0,00**	**0,00**	**3 633,89**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
106	Réserves (7)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie) (5)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
45...	**Total des opérations pour le compte de tiers (6)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes réelles d'investissement		**99 602,00**	**3 633,89**	**0,00**	**0,00**	**3 633,89**
021	*Virement de la section d'exploitation (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (4)*	*116 770,00*		*139 223,00*	*139 223,00*	*139 223,00*
041	*Opérations patrimoniales (4)*	*0,00*		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre d'investissement		***116 770,00***		***139 223,00***	***139 223,00***	***139 223,00***
TOTAL		**216 372,00**	**3 633,89**	**139 223,00**	**139 223,00**	**142 856,89**

+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (2)	632 145,38

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	775 002,27

Pour information :

Il s'agit, pour un budget voté en équilibre, des ressources propres correspondant à l'excédent des recettes réelles de fonctionnement sur les dépenses réelles de fonctionnement. Il sert à financer le remboursement du capital de la dette et les nouveaux investissements de la régie.

AUTOFINANCEMENT PREVISIONNEL DÉGAGÉ PAR LA SECTION DE FONCTIONNEMENT (8)	**110 636,00**

(1) cf. Modalités de vote I.

(2) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

(3) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(4) DE 023 = RI 021 ; DI 040 = RE 042 ; RI 040 = DE 042 ; DI 041 = RI 041 ; DE 043 = RE 043.

(5) A servir uniquement, en dépense, lorsque la régie effectue une dotation initiale en espèces au profit d'un service public non personnalisé qu'elle crée et, en recettes, lorsque le service non personnalisé reçoit une dotation en espèces de la part de sa collectivité de rattachement.

(6) Seul le total des opérations réelles pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV-A7).

(7) Le compte 106 n'est pas un chapitre mais un article du chapitre 10.

(8) Solde de l'opération *DE 023 + DE 042 – RE 042* ou solde de l'opération *RI 021 + RI 040 – DI 040.*

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET — II
BALANCE GENERALE DU BUDGET — B1

1 – DEPENSES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
011	Charges à caractère général	2 669 445,00		2 669 445,00
012	Charges de personnel, frais assimilés	81 353,00		81 353,00
014	Atténuations de produits	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
65	Autres charges de gestion courante	262,00		262,00
66	Charges financières	6 000,00	*0,00*	6 000,00
67	Charges exceptionnelles	1 000,00	*0,00*	1 000,00
68	Dot. Amortist, dépréciat°, provisions	0,00	*139 223,00*	139 223,00
69	Impôts sur les bénéfices et assimilés (4)	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
022	Dépenses imprévues	0,00		0,00
023	*Virement à la section d'investissement*		*0,00*	0,00
	Dépenses d'exploitation – Total	**2 758 060,00**	***139 223,00***	**2 897 283,00**

\+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**2 897 283,00**

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	*28 587,00*	28 587,00
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (5)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	30 000,00	*0,00*	30 000,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00		0,00
	Total des opérations d'équipement	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (6)	6 000,00	*0,00*	6 000,00
21	Immobilisations corporelles (6)	390 684,00	*0,00*	390 684,00
22	Immobilisations reçues en affectation (6)	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours (6)	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations (reprises)*		*0,00*	0,00
29	*Dépréciation des immobilisations*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours*		*0,00*	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (7)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3...	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
020	Dépenses imprévues	0,00		0,00
	Dépenses d'investissement – Total	**426 684,00**	***28 587,00***	**455 271,00**

\+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**455 271,00**

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(5) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(6) Hors chapitres « opérations d'équipement ».

(7) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

II – PRESENTATION GENERALE DU BUDGET	II
BALANCE GENERALE DU BUDGET	B2

2 – RECETTES (du présent budget + restes à réaliser)

	EXPLOITATION	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
013	Atténuations de charges	0,00		0,00
60	*Achats et variation des stocks (3)*		*0,00*	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00		0,00
71	*Production stockée (ou déstockage) (3)*		*0,00*	0,00
72	*Production immobilisée*		*0,00*	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	1 700 000,00		1 700 000,00
74	Subventions d'exploitation	1 012 351,00		1 012 351,00
75	Autres produits de gestion courante	9 000,00		9 000,00
76	Produits financiers	0,00	*0,00*	0,00
77	Produits exceptionnels	0,00	*28 587,00*	28 587,00
78	Reprise amort., dépreciat° et provisions	0,00	*0,00*	0,00
79	*Transferts de charges*		*0,00*	0,00
	Recettes d'exploitation – Total	**2 721 351,00**	***28 587,00***	**2 749 938,00**

\+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE	1 427 036,58

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	4 176 974,58

	INVESTISSEMENT	Opérations réelles (1)	Opérations d'ordre (2)	TOTAL
10	Dotations, fonds divers et réserves (sauf 106)	0,00	*0,00*	0,00
13	Subventions d'investissement	3 633,89	*0,00*	3 633,89
14	*Prov. Réglementées, amort. dérogatoires*		*0,00*	0,00
15	*Provisions pour risques et charges (4)*		*0,00*	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	0,00	*0,00*	0,00
18	Comptes liaison : affectat° BA, régies	0,00	*0,00*	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	*0,00*	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	*0,00*	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	*0,00*	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	*0,00*	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	*0,00*	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	*0,00*	0,00
28	*Amortissement des immobilisations*		*139 223,00*	139 223,00
29	*Dépréciation des immobilisations (4)*		*0,00*	0,00
39	*Dépréciat° des stocks et en-cours (4)*		*0,00*	0,00
45...	Opérations pour compte de tiers (5)	0,00	*0,00*	0,00
481	*Charges à répartir plusieurs exercices*		*0,00*	0,00
3...	Stocks	0,00	*0,00*	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*		*0,00*	0,00
	Recettes d'investissement – Total	**3 633,89**	***139 223,00***	**142 856,89**

\+

R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE	632 145,38

\+

AFFECTATION AUX COMPTES 106	0,00

=

TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	775 002,27

(1) Y compris les opérations relatives au rattachement des charges et des produits et les opérations d'ordre semi-budgétaires.

(2) Voir liste des opérations d'ordre.

(3) Permet de retracer les variations de stocks (sauf stocks de marchandises et de fournitures).

(4) Si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(5) Seul le total des opérations pour compte de tiers figure sur cet état (voir le détail Annexe IV A7).

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, en M. 43 et en M. 44.

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES DEPENSES	A1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
011	**Charges à caractère général (5) (6)**	**2 694 880,00**	**2 669 445,00**	**2 669 445,00**
6061	Fournitures non stockables (eau, énergie	19 000,00	26 000,00	26 000,00
6063	Fournitures entretien et petit équipt	2 300,00	2 300,00	2 300,00
6064	Fournitures administratives	300,00	300,00	300,00
6068	Autres matières et fournitures	2 000,00	2 000,00	2 000,00
611	Sous-traitance générale	2 512 000,00	2 513 000,00	2 513 000,00
6132	Locations immobilières	7 980,00	8 000,00	8 000,00
6135	Locations mobilières	6 000,00	655,00	655,00
61558	Entretien autres biens mobiliers	2 000,00	2 440,00	2 440,00
6156	Maintenance	17 000,00	13 000,00	13 000,00
6161	Multirisques	800,00	650,00	650,00
617	Etudes et recherches	90 000,00	5 000,00	5 000,00
6226	Honoraires	0,00	55 000,00	55 000,00
6231	Annonces et insertions	8 500,00	4 500,00	4 500,00
6238	Divers	0,00	12 000,00	12 000,00
6281	Concours divers (cotisations)	0,00	2 600,00	2 600,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	14 000,00	13 000,00	13 000,00
6287	Remboursements de frais	13 000,00	9 000,00	9 000,00
012	**Charges de personnel, frais assimilés**	**81 696,00**	**81 353,00**	**81 353,00**
6215	Personnel affecté par CL de rattachement	6 800,00	36 500,00	36 500,00
6218	Autre personnel extérieur	33 500,00	4 000,00	4 000,00
6331	Versement de mobilité	135,00	135,00	135,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	110,00	108,00	108,00
6336	Cotisations CNFPT et CDGFPT	208,00	170,00	170,00
6411	Salaires, appointements, commissions	29 713,00	22 520,00	22 520,00
6414	Indemnités et avantages divers	0,00	6 780,00	6 780,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	3 562,00	3 500,00	3 500,00
6453	Cotisations aux caisses de retraites	7 295,00	7 250,00	7 250,00
6458	Cotisat° autres organismes sociaux	373,00	390,00	390,00
014	**Atténuations de produits (7)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante**	**262,00**	**262,00**	**262,00**
6574	Subv. exploitat° personne droit privé	250,00	250,00	250,00
658	Charges diverses de gestion courante	12,00	12,00	12,00
TOTAL = DEPENSES DE GESTION DES SERVICES (a) = (011 + 012 + 014 + 65)		**2 776 838,00**	**2 751 060,00**	**2 751 060,00**
66	**Charges financières (b) (8)**	**7 200,00**	**6 000,00**	**6 000,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	7 200,00	6 000,00	6 000,00
67	**Charges exceptionnelles (c)**	**6 263,00**	**1 000,00**	**1 000,00**
6711	Intérêts moratoires, pénalités / marché	500,00	1 000,00	1 000,00
6718	Autres charges exceptionnelles gestion	5 763,00	0,00	0,00
68	**Dotations aux provisions et dépréciat° (d) (9)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
69	**Impôts sur les bénéfices et assimilés (e) (10)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
022	**Dépenses imprévues (f)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL DES DEPENSES REELLES = a + b + c + d + e + f		**2 790 301,00**	**2 758 060,00**	**2 758 060,00**
023	***Virement à la section d'investissement***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
042	***Opérat° ordre transfert entre sections (11) (12)***	***116 770,00***	***139 223,00***	***139 223,00***
6811	*Dot. amort. Immos incorp. et corporelles*	*116 770,00*	*139 223,00*	*139 223,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS AU PROFIT DE LA SECTION D'INVESTISSEMENT		***116 770,00***	***139 223,00***	***139 223,00***
043	***Opérat° ordre intérieur de la section***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE		***116 770,00***	***139 223,00***	***139 223,00***
TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)		**2 907 071,00**	**2 897 283,00**	**2 897 283,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (13)	**0,00**

+

D 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (13)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES	**2 897 283,00**

Détail du calcul des ICNE au compte 66112 (8)

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la commune ou l'établissement.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 621 est retracé au sein du chapitre 012.

(6) Le compte 634 est uniquement ouvert en M. 41.

(7) Le compte 739 est uniquement ouvert en M. 43 et en M. 44.

(8) Si le mandatement des ICNE de l'exercice est inférieur au montant de l'exercice N-1, le montant du compte 66112 sera négatif.

(9) Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(10) Ce chapitre n'existe pas en M. 49.

(11) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DE 042 = RI 040*.

(12) Le compte 6815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(13) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'EXPLOITATION – DETAIL DES RECETTES	A2

Chap / art(1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
013	Atténuations de charges (5)	0,00	0,00	0,00
70	Ventes produits fabriqués, prestations	0,00	0,00	0,00
73	Produits issus de la fiscalité (6)	1 800 000,00	1 700 000,00	1 700 000,00
734	Versement de mobilité	1 800 000,00	1 700 000,00	1 700 000,00
74	Subventions d'exploitation	996 000,00	1 012 351,00	1 012 351,00
7472	Subv. exploitat° Régions	996 000,00	1 012 351,00	1 012 351,00
75	Autres produits de gestion courante	7 990,00	9 000,00	9 000,00
752	Revenus des immeubles	7 980,00	9 000,00	9 000,00
7588	Autres	10,00	0,00	0,00
	TOTAL = RECETTES DE GESTION DES SERVICES (a) = 013 + 70 + 73 + 74 + 75	2 803 990,00	2 721 351,00	2 721 351,00
76	Produits financiers (b)	0,00	0,00	0,00
77	Produits exceptionnels (c)	0,00	0,00	0,00
78	Reprises sur provisions et dépréciations (d) (7)	0,00	0,00	0,00
	TOTAL DES RECETTES REELLES = a + b + c + d	2 803 990,00	2 721 351,00	2 721 351,00
042	*Opérat° ordre transfert entre sections (8) (9)*	*11 693,00*	*28 587,00*	*28 587,00*
777	*Quote-part subv invest transf cpte résul*	*11 693,00*	*28 587,00*	*28 587,00*
043	*Opérat° ordre intérieur de la section (8)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
	TOTAL DES RECETTES D'ORDRE	*11 693,00*	*28 587,00*	*28 587,00*
	TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION DE L'EXERCICE (= Total des opérations réelles et d'ordre)	2 815 683,00	2 749 938,00	2 749 938,00

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	0,00

+

R 002 RESULTAT REPORTE OU ANTICIPE (10)	1 427 036,58

=

TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES	4 176 974,58

Détail du calcul des ICNE au compte 7622

Montant des ICNE de l'exercice	0,00
- Montant des ICNE de l'exercice N-1	0,00
= Différence ICNE N – ICNE N-1	0,00

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'assemblée porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Le compte 699 n'existe pas en M. 49.

(6) Ce chapitre existe uniquement en M. 41, M. 43 et M. 44.

(7)Si la régie applique le régime des provisions semi-budgétaires, ainsi que pour la dotation aux dépréciations des stocks de fournitures et de marchandises, des créances et des valeurs mobilières de placement, aux dépréciations des comptes de tiers et aux dépréciations des comptes financiers.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre. *RE 042 = DI 040, RE 043 = DE 043.*

(9) Le compte 7815 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES DEPENSES	B1

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
20	**Immobilisations incorporelles (hors opérations)**	**16 200,00**	**6 000,00**	**6 000,00**
2031	Frais d'études	14 200,00	6 000,00	6 000,00
2033	Frais d'insertion	2 000,00	0,00	0,00
21	**Immobilisations corporelles (hors opérations)**	**208 000,00**	**357 000,00**	**357 000,00**
2131	Bâtiments	42 000,00	357 000,00	357 000,00
2135	Installations générales, agencements	34 000,00	0,00	0,00
2145	Construct° sol autrui - Installat° géné.	0,00	0,00	0,00
2151	Installations complexes spécialisées	45 000,00	0,00	0,00
2153	Installations à caractère spécifique	39 000,00	0,00	0,00
2157	Aménagements matériel industriel	48 000,00	0,00	0,00
22	**Immobilisations reçues en affectation (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (hors opérations)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses d'équipement	**224 200,00**	**363 000,00**	**363 000,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**30 000,00**	**30 000,00**	**30 000,00**
1641	Emprunts en euros	30 000,00	30 000,00	30 000,00
18	**Compte de liaison : affectat° (BA,régie)**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
26	**Participat° et créances rattachées**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
020	**Dépenses imprévues**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	Total des dépenses financières	**30 000,00**	**30 000,00**	**30 000,00**
	Total des dépenses d'opérations pour compte de tiers	**0,00**	**0,00**	**0,00**
	TOTAL DEPENSES REELLES	**254 200,00**	**393 000,00**	**393 000,00**
040	***Opérat° ordre transfert entre sections (7) (8)***	***11 693,00***	***28 587,00***	***28 587,00***
	Reprises sur autofinancement antérieur	***11 693,00***	***28 587,00***	***28 587,00***
13916	*Sub. équipt cpte résult. Autres EPL*	*0,00*	*28 440,00*	*28 440,00*
13918	*Autres subventions d'équipement*	*11 693,00*	*147,00*	*147,00*
	Charges transférées	***0,00***	***0,00***	***0,00***
041	***Opérations patrimoniales (9)***	***0,00***	***0,00***	***0,00***
	TOTAL DEPENSES D'ORDRE	***11 693,00***	***28 587,00***	***28 587,00***
	TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des dépenses réelles et d'ordre)	**265 893,00**	**421 587,00**	**421 587,00**

+

RESTES A REALISER N-1 (10)	**33 684,00**

+

D 001 SOLDE D'EXECUTION NEGATIF REPORTE OU ANTICIPE (10)	**0,00**

=

TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES	**455 271,00**

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir état III B3 pour le détail des opérations d'équipement.

(6) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(7) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 040 = RE 042.*

(8) Le compte 15...2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(9) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(10) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
SECTION D'INVESTISSEMENT – DETAIL DES RECETTES	B2

Chap / art (1)	Libellé (1)	Pour mémoire budget précédent (2)	Propositions nouvelles (3)	Vote (4)
13	Subventions d'investissement	99 602,00	0,00	0,00
1316	Subv. équipt Autres E.P.L.	99 602,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (hors 165)	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	99 602,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	0,00	0,00
18	Compte de liaison : affectat° (BA,régie)	0,00	0,00	0,00
26	Participat° et créances rattachées	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes financières	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00
	TOTAL RECETTES REELLES	99 602,00	0,00	0,00
021	*Virement de la section d'exploitation*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
040	*Opérat° ordre transfert entre sections (6) (7)*	*116 770,00*	*139 223,00*	*139 223,00*
28033	*Frais d'insertion*	*216,00*	*216,00*	*216,00*
28088	*Autres immobilisations incorporelles*	*7 362,00*	*6 599,00*	*6 599,00*
28131	*Bâtiments*	*46 222,00*	*57 222,00*	*57 222,00*
28135	*Installations générales, agencements, ..*	*400,00*	*627,00*	*627,00*
28145	*Aménagements construction sol d'autrui*	*533,00*	*12 360,00*	*12 360,00*
28153	*Installations à caractère spécifique*	*60 397,00*	*60 397,00*	*60 397,00*
28154	*Matériel industriel*	*87,00*	*87,00*	*87,00*
28181	*Installations générales, agencements*	*490,00*	*490,00*	*490,00*
28183	*Matériel de bureau et informatique*	*0,00*	*162,00*	*162,00*
28184	*Mobilier*	*563,00*	*563,00*	*563,00*
28188	*Autres*	*500,00*	*500,00*	*500,00*
TOTAL DES PRELEVEMENTS PROVENANT DE LA SECTION D'EXPLOITATION		*116 770,00*	*139 223,00*	*139 223,00*
041	*Opérations patrimoniales (8)*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
TOTAL RECETTES D'ORDRE		*116 770,00*	*139 223,00*	*139 223,00*
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT DE L'EXERCICE (= Total des recettes réelles et d'ordre)		216 372,00	139 223,00	139 223,00
				+
	RESTES A REALISER N-1 (9)			3 633,89
				+
	R 001 SOLDE D'EXECUTION POSITIF REPORTE OU ANTICIPE (9			632 145,38
				=
	TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES			775 002,27

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes appliqué par la régie.

(2) Cf. Modalités de vote I.

(3) Hors restes à réaliser.

(4) Le vote de l'organe délibérant porte uniquement sur les propositions nouvelles.

(5) Voir annexe IV A7 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(6) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre. *RI 040 = DE 042.*

(7) Le compte 15. .2 peut figurer dans le détail du chapitre 042 si la régie applique le régime des provisions budgétaires.

(8) Cf. définitions du chapitre des opérations d'ordre, *DI 041 = RI 041.*

(9) Inscrire en cas de reprise des résultats de l'exercice précédent (après vote du compte administratif ou si reprise anticipée des résultats).

III – VOTE DU BUDGET	III
DETAIL DES CHAPITRES D'OPERATION D'EQUIPEMENT	B3

Cet état ne contient pas d'information.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
								Taux initial						
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Niveau de taux (5)	Taux actuariel	Devise	Pério-dicité des rembour-sements (6)	Profil d'amor-tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté-gorie d'em-prunt (8)
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)					**600 000,00**									
1641 Emprunts en euros (total)					600 000,00									
263VTransp9329937	Caisse d'épargne de Lorraine Champagne-Ardenne		05/02/2014	05/05/2014	600 000,00	V	Livret A + 1,45%	2,700	2,737	EUR	T	C	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					0,00									
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1675 Dettes pour METP et PPP (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**600 000,00**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle ; M : mensuelle, B : bimestrielle, S : semestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE	A1.2

A1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 01/01/N											
						Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			
	Couverture ? O/N (10)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (11)	Capital restant dû au 01/01/N	Durée résiduelle (en années)	Type de taux (12)	Index (13)	Niveau de taux d'intérêt à la date de vote du budget (14)	Capital	Charges d'intérêt (15)	Intérêts perçus (le cas échéant) (16)	ICNE de l'exercice
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprès d'établissement de crédit (Total)		**0,00**		**397 500,00**					**30 000,00**	**5 677,96**	**0,00**	**843,72**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		397 500,00					30 000,00	5 677,96	0,00	843,72
263VTransp9329937	N	0,00	A-1	397 500,00	13,10	V	Livret A + 0,95%	1,450	30 000,00	5 677,96	0,00	843,72
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (9)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**397 500,00**					**30 000,00**	**5 677,96**	**0,00**	**843,72**

(9) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(10) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(11) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(12) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(13) Mentionner l'index en cours au 01/01/N après opérations de couverture.

(14) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau à la date de vote du budget.

(15) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(16) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX	A1.3

A1.3 – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 01/01/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couverture éventuelle (8)	Niveau du taux à la date de vote du budget (9)	Intérêts à payer au cours de l'exercice (10)	Intérêts à percevoir au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 01/01/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau du taux à la date de vote du budget.

(10) Indiquer les intérêts à payer au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels à payer au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts à percevoir au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS	A1.4

A1.4 – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	1	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	397 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 01/01/N après opérations de couverture éventuelles.

IV – ANNEXES	IV
ELEMENTS DU BILAN METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS	A2

A2 – AMORTISSEMENTS – METHODES UTILISEES

CHOIX DE L'ASSEMBLEE DELIBERANTE	Délibération du
Biens de faible valeur Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an (article R. 2321-1 du CGCT) : 500.00 €	2020-12-03

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	Catégories de biens amortis	Durée (en années)	
L	Frais d'études, recherche, insertion si non réalisation du projet	5	30/09/2020
L	Subventions versées personnes publiques	15	30/09/2020
L	Subventions versées personnes privées	5	30/09/2020
L	Logiciels, licences	2	30/09/2020
L	Souterrain de métro, bandes de roulement	60	30/09/2020
L	Gares ferroviaires, routières	35	30/09/2020
L	Trains, tramways, voies ferrées	30	30/09/2020
L	Trolleybus	20	30/09/2020
L	Autobus	15	30/09/2020
L	Plantation d'arbres et d'arbustes sur terrain	15	30/09/2020
L	Matériel électrique	5	30/09/2020
L	Installation et agencements de locaux	15	30/09/2020
L	Installation éléctriques et téléphoniques	10	30/09/2020
L	Matériel informatique	3	30/09/2020
L	Mobilier	10	30/09/2020
L	Petit matériel et cheptel	3	30/09/2020
L	Equipement de cuisine	10	30/09/2020
L	Immeuble de rapport	50	30/09/2020

IV – ANNEXES	IV
AUTRES ELEMENTS D'INFORMATIONS LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER	C2

C2 – LISTES DES ORGANISMES DANS LESQUELS A ETE PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER (articles L. 2313-1 et L. 2313-1-1 du CGCT)

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1). Toute personne a le droit de demander communication.

La nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3) -	BUS EST			2 000 000,00
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
Autres				

(1) Hôtel de ville pour les communes et siège de l'établissement pour les EPCI, syndicat, etc. et autres lieux publics désignés par la commune ou l'établissement.

(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).

(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée, ...).

IV – ANNEXES	IV
ARRETE ET SIGNATURES	D

Nombre de membres en exercice : 0
Nombre de membres présents : 0
Nombre de suffrages exprimés : 0
VOTES :
Pour : 0
Contre : 0
Abstentions : 0

Date de convocation :

Présenté par (1) ,
A le
(1) ,

Délibéré par l'assemblée (2), réunie en session
A , le
Les membres de l'assemblée délibérante (2),

Certifié exécutoire par (1) , compte tenu de la transmission en préfecture, le , et de la publication le

A ,le

(1) Indiquer le « président du conseil d'administration » ou l'exécutif de la collectivité de rattachement : maire, président du conseil général, . .
(2) L'assemblée délibérante étant : .

Appel à candidatures pour l'extension des consignes de tri

et

Mesures d'accompagnement pour l'optimisation de la collecte des Emballages ménagers et des Papiers graphiques

Phase 4

—

Dossier de candidature : Descriptif du projet

Date d'ouverture de la plateforme de dépôt des dossiers :

Lundi 15 février 2021

Date de clôture de l'appel à projets :

Vendredi 2 Avril 2021 à 16h00

Sommaire

Partie 1 : Présentation globale du projet...- 4 -

I.1 Présentation du candidat et de son territoire...- 5 -

I.2 Présentation du projet...- 6 -

I.2.1 Objectifs et enjeux du territoire concerné par le projet...- 6 -

I.2.2 État des lieux et diagnostic...- 7 -

I.2.3 Descriptif du projet...- 10 -

I.2.4 Synergie du projet avec les territoires voisins...- 11 -

I.2.5 Plan de communication...- 12 -

I.2.6 Descriptif du pilotage et de l'organisation du projet...- 16 -

I.2.7 Indicateurs de suivi et évaluation des résultats...- 17 -

I.2.8 Planning...- 18 -

Partie 2 : La mise en œuvre de l'extension des consignes...- 20 -

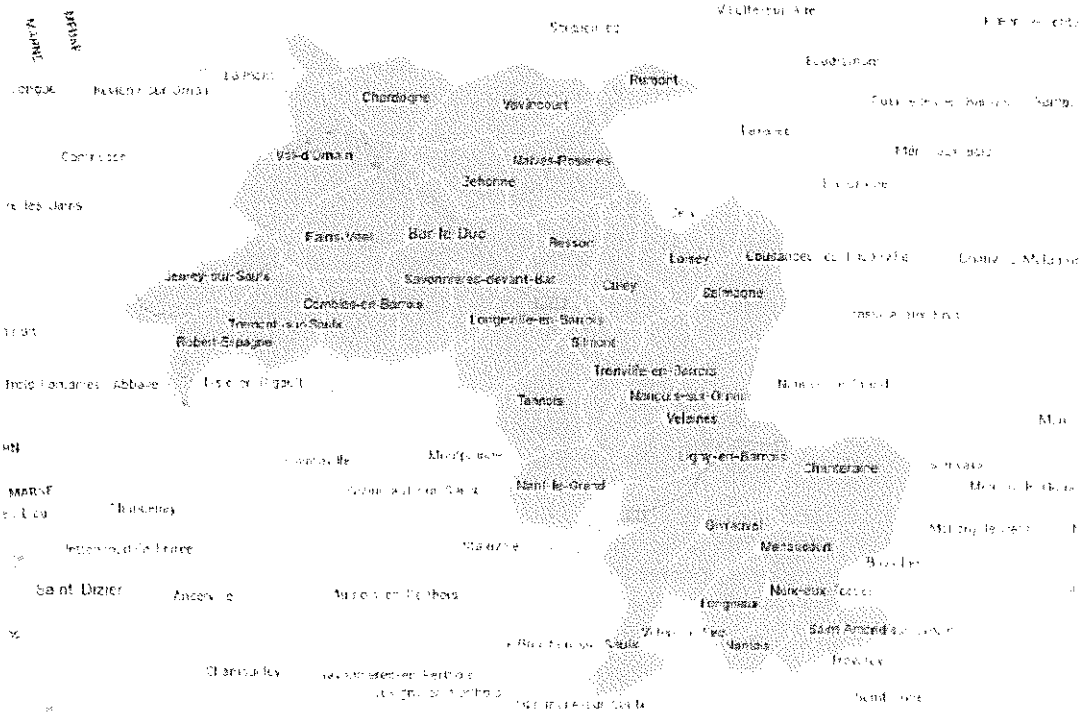
L'Extension des consignes de tri...- 21 -

1. Dimensionnement, organisation et mise en place des moyens matériels et humains sur la pré-collecte et la collecte...- 21 -

2. Présentation de la solution de valorisation énergétique des refus de tri plastiques existante ou envisagée...- 21 -

Partie 1 : Présentation globale du projet

I.1 Présentation du candidat et de son territoire

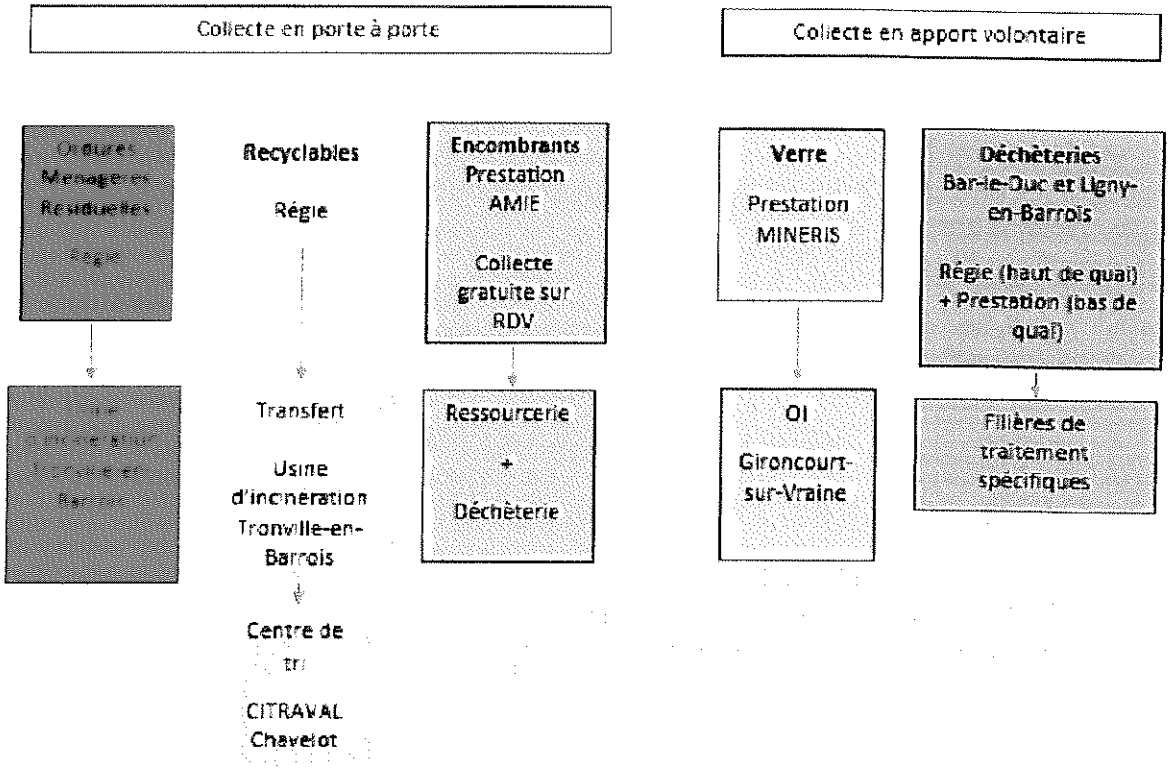


La Communauté d'Agglomération Meuse Grand Sud, située dans le Département de la Meuse, regroupe, depuis 2013, 33 communes. Elle exerce les compétences de collecte et traitement des déchets ménagers et assimilés pour les 34.458 habitants du territoire (population INSEE 2018).

Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération gère :

- La collecte en régie des déchets ménagers résiduels et des déchets recyclables en porte à porte,
- Le traitement des déchets ménagers et assimilés,
- La collecte et le traitement du verre en prestation en point d'apport volontaire,
- La gestion de deux déchèteries situées à Bar-le-Duc et Ligny-en-Barrois, le haut de quai étant en régie et le bas de quai en prestation,
- La collecte des encombrants par prestation sur rendez-vous,
- La gestion en prestation de la ressourcerie de Bar-le-Duc,
- La sensibilisation au tri et à la prévention des déchets.

Le schéma suivant synthétise l'organisation de la collecte et du traitement des différents flux de déchets :



I.2 Présentation du projet

I.2.1 Objectifs et enjeux du territoire concerné par le projet

Depuis de nombreuses années, la gestion des déchets ménagers et assimilés de la Communauté d'Agglomération Meuse Grand Sud se veut exemplaire :

- Elaboration d'un PLPDMA,
- Renforcement des actions de communication autour du tri et de la prévention,
- Recrutement d'un chargé de prévention, d'une ambassadrice du tri et d'un médiateur propreté,
- Maîtrise des coûts du service,
- Amélioration du service rendu à l'usager.

Le centre de tri CITRAVAL traitant les déchets recyclables du territoire de la Communauté d'Agglomération est adapté pour trier en extension. En effet, le centre de tri est lauréat des AAP ECT et trie d'ores et déjà le département des Vosges depuis le 1er janvier 2021.

D'autre part, la CA Meuse Grand Sud avait intégré à son cahier des charges pour le traitement et le tri des recyclables l'option pour le passage en cours de contrat aux Extensions de Consignes de Tri.

En répondant à cet appel à projets, la collectivité s'inscrit dans sa poursuite d'amélioration continue dans la gestion des déchets de son territoire :

- Réponse aux attentes des usagers ayant la volonté d'avoir une simplification du geste du tri, de plus trier et de se sentir plus efficaces par leur geste de tri,
- Réduire les erreurs de tri,
- Limitation de l'impact environnemental du traitement des déchets du territoire, en augmentant le taux de valorisation,
- Utilisation du centre de tri conçu pour trier avec les extensions.

La loi relative à la Transition Energétique pour la Croissance Verte fixe divers objectifs relatifs à l'augmentation du taux de recyclage des déchets collectés par les collectivités et de diminution des déchets résiduels :

- Recyclage de 55% des déchets non dangereux non inertes,
- Réduction des quantités de déchets enfouis,
- Mise en place des extensions des consignes de tri.

Soucieuse de respecter la règlementation et l'environnement, la Communauté d'Agglomération Meuse Grand Sud souhaite via le déploiement des extensions de consignes de tri répondre à ces objectifs. L'objectif fixé est d'augmenter les matériaux recyclés dans le cadre des collectes sélectives de 4,5 kg/hab/an d'ici 2025, diminuant d'autant les quantités de déchets résiduels traitées sur l'usine d'incinération de Tronville-en-Barrois.

Cette augmentation des performances de recyclage doit se faire à un coût maîtrisé pour l'usager du service ordures ménagères. La mise en place des extensions à un coût non négligeable (communication, augmentation du coût du tri à la tonne, augmentation des quantités transférés pour traitement au centre de tri). Ce surcoût pourra être absorber en partie grâce aux soutiens supplémentaires des éco-organismes et également des recettes liées à la revente des matériaux.

La mise en place des extensions de consignes de tri répond également à une volonté grandissante de la part de nombreux usagers d'être plus vertueux, de pouvoir trier encore plus leurs déchets notamment plastiques. Cette candidature permettra d'accroître la qualité du service rendu aux usagers.

I.2.2 État des lieux et diagnostic

La collecte des recyclables secs hors verre est réalisée en multimatériaux sur la totalité du territoire de Meuse Grand Sud. Elle est majoritairement effectuée en

conteneurs hermétiques. La Communauté d'Agglomération a fait le choix en 2019 d'équiper les usagers de bacs à couvercle jaune de 120 litres ou 240 litres. Cette modification a été mise en place conjointement avec des modifications de fréquence de collecte. L'ensemble des communes a été doté à l'exception des hypers-centres de Bar-le-Duc et de Ligny-en-Barrois, qui ont été maintenus en collecte par sacs translucides.

La collecte des recyclables a lieu tous les 15 jours pour l'ensemble des communes, à l'exception des hypers-centres de Bar-le-Duc et de Ligny-en-Barrois qui bénéficient d'une collecte hebdomadaire.

Le ramassage étant assuré en régie, les agents de collecte sont particulièrement attentifs à la qualité du tri et apposent des autocollants de refus lorsque des erreurs de tri importantes sont constatées.

Le verre est quant à lui collecté via des points d'apport volontaire disposées sur l'ensemble du territoire, à raison d'au moins un conteneur par commune. Au total, 179 conteneurs à verre sont répartis, soit un ratio d'une borne à verre pour 192 habitants.

L'ensemble des collectes porte à porte (OMR et recyclables) est réalisé en régie. La Communauté d'Agglomération possède un parc de véhicules composé de :

- 3 BOM 26 tonnes,
- 3 BOM 19 tonnes.

Les équipages sont composés d'un chauffeur et de deux ripeurs, collectent les déchets du lundi au vendredi selon des horaires décalés :

- 3 équipages débutant les tournées de collecte à 19h00,
- 2 équipages débutant les tournées de collecte à 3h30.

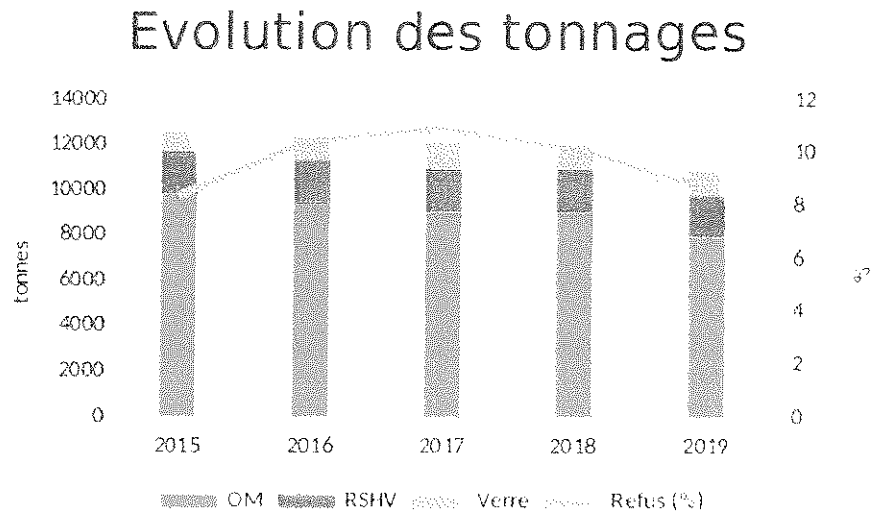
Le tableau ci-dessous présente les coûts du service et plus particulièrement les coûts des recyclables et verre de 2015 à 2019.

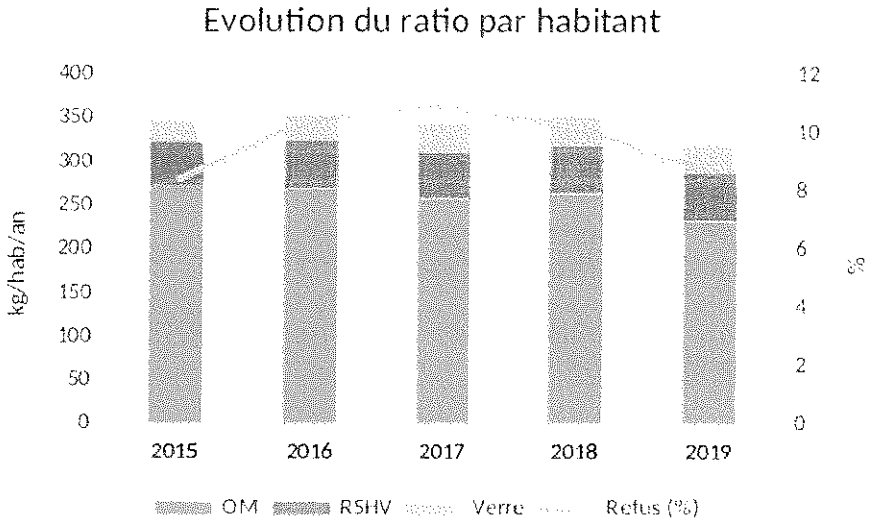
€/hab/an	2015	2016	2017	2018	2019
Coût complet	97,25 €	110,63 €	110,19 €	127,87 €	124,53 €
Coût aidé HT	73,90 €	86,08 €	83,27 €	104,30 €	102,27 €
Coût complet RSHV	22,90 €	27,53 €	25,11 €	30,02 €	30,58 €
Coût aidé HT RSHV	5,67 €	10,16 €	6,30 €	13,23 €	15,47 €
Coût complet verre	1,91 €	2,21 €	2,23 €	2,56 €	2,93 €
Coût aidé HT verre	0,98 €	0,87 €	0,86 €	1,02 €	1,39 €

Le tableau et les deux graphiques suivants présentent l'évolution des tonnages et des ratios par habitant en ordures ménagères résiduelles, recyclables et verre de 2015 à 2019.

	2015		2016		2017		2018		2019	
	Tonnages (t)	Ratio (kg/hab/an)	Tonnages (t)	Ratio (kg/hab/an)	Tonnages (t)	Ratio (kg/hab/an)	Tonnages (t)	Ratio (kg/hab/an)	Tonnages (t)	Ratio (kg/hab/an)
OM	9838	270,90	9426	269,18	9064	257,55	9070	263,81	7948	232,76
RSHV	1901	52,35	1927	55,03	1884	53,53	1896	55,15	1860	54,47

Verre	1014	27,92	1130	32,27	1144	32,51	1166	33,91	1169	34,23
Refus (%)	8,34		10,52		10,98		10,24		8,66	





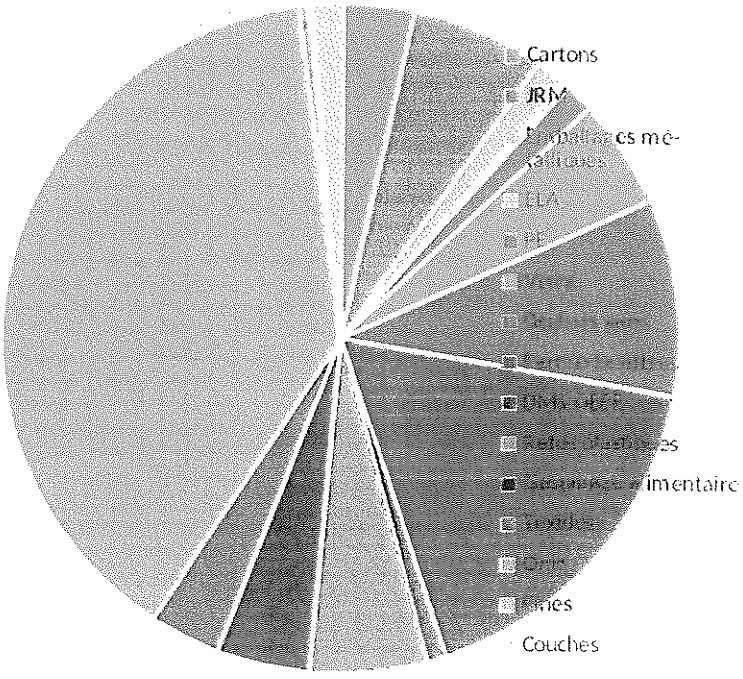
Il est à noter que les différentes actions de communication, de sensibilisation mises en place ont permis de faire diminuer les tonnages globaux collectés et de ce fait de faire diminuer les ratios à l'habitant.
Sur la période de 2015 à 2019, les ratios de verre et de recyclables ont augmenté de 10,5 % tandis que le ratio d'ordures ménagères résiduelles a diminué de 14%.

Une caractérisation sur le flux des Ordures Ménagères Résiduelles avait été réalisée en novembre 2018. Six échantillons avaient été prélevés sur les différentes tournées du territoire. Une marge de progression avait pu être constatée.

Le tableau et le graphique suivants reprennent les données de cette caractérisation.

	Part en kg							Pourcentage
Fraction triées	**Ech 1**	**Ech 2**	**Ech 3**	**Ech 4**	**Ech 5**	**Ech 6**	**TOTAL**	
Cartons	4,10	2,65	5,80	4,35	2,25	1,25	**20,40**	3,36%
JRM	7,62	5,50	3,10	2,40	4,12	15,75	**38,49**	6,34%
Emballages métalliques	1,42	1,88	1,75	1,18	1,56	0,96	**8,75**	1,44%
ELA	0,68	0,32	0,12	0,06	0,28	0,42	**1,88**	0,31%
PE	0,46	1,92	2,20	2,90	0,90	0,42	**8,80**	1,45%
Verre	2,90	6,60	7,38	4,20	5,90	5,24	**32,22**	5,31%
Déchets verts	13,20	0,08	21,70	0,14	22,50	0,00	**57,62**	9,49%
Fermentescibles	28,75	6,10	19,40	21,10	16,85	11,95	**104,15**	17,16%
DMS-DEEE	0,28	0,76	0,24	1,94	2,16	0,34	**5,72**	0,94%
Refus plastiques	7,50	4,90	6,05	6,10	6,95	2,05	**33,55**	5,53%
Gaspillage alimentaire	1,55	2,46	3,50	6,40	8,90	4,00	**26,81**	4,42%
Textiles	5,60	10,00	1,50	1,22	1,68	0,78	**20,78**	3,42%
Omr	37,80	53,20	22,55	42,95	30,85	47,70	**235,05**	38,73%
Fines	0,48	0,70	0,74	0,32	0,44	0,22	**2,90**	0,48%
Couches	1,10	1,68	5,44	0,64	0,98	0,00	**9,84**	1,62%
TOTAL	113,44	98,75	101,47	95,90	106,32	91,08	**606,96**	100,00%

Répartition du poids par fractions



Enfin, la Communauté d'Agglomération s'est inscrite dans une démarche de mise en place de tarification incitative, la TEOMi. La Collectivité est en cours de finalisation du projet.
Cette tarification sera assise sur un nombre de levées des conteneurs à ordures ménagères résiduelles.
Les premiers relevés d'informations du nombre de levées devraient être effectués à compter du 1er janvier 2022 pour une intégration des données à facturer dans la taxe foncière reçue par les usagers en octobre 2023.

I.2.3 Descriptif du projet

Synthèse du projet par territoire

		Territoire 1	Territoire 2	Territoire 3	Territoire 4	Territoire 5
Nom du territoire		Communauté d'Agglomération Bar-le-Duc Sud Meuse				
Population		34.458				
↓ **Cocher les leviers activés (à cocher pour chacun des territoires)** ↓						
Extension des consignes		☒	☐	☐	☐	☐
Levier 1 : Amélioration de la desserte sur zones non équipées		☐	☐	☐	☐	☐
Levier 2 : Amélioration de la collecte de proximité		☐	☐	☐	☐	☐
Levier 3 : Nouvelles collectes de proximité		☐	☐	☐	☐	☐
Levier 4 : Ajustement de la fréquence de la collecte sélective en porte à porte		☐	☐	☐	☐	☐
Levier 5 : Harmonisation des schémas de collecte	**5a. Papier-Carton /Métal-Plastique**	☐	☐	☐	☐	☐
	5b. Multimatériaux	☐	☐	☐	☐	☐
Levier 6 : Collecte des papiers assimilés collectés par le SPPGD		☐	☐	☐	☐	☐

Partie 1 : Présentation globale du projet

Description du projet

Au vu des bonnes performances de recyclage et du schéma de collecte des recyclables secs, la Communauté d'Agglomération Bar-le-Duc Sud Meuse candidate uniquement sur la mise en place des extensions de consignes de tri dans la cadre du présent appel à projets.

Le centre de tri CITRAVAL de Chavelot ayant d'ores et déjà basculé vers un tri étendu des plastiques, le démarrage opérationnel pourra être immédiat. Il est proposé un basculement du territoire aux extensions plastiques au 1er novembre 2021.

Le passage aux ECT permettra de poursuivre l'harmonisation des pratiques sur le territoire meusien. 9 intercommunalités sur un total de 15 sont passées à cette nouvelle consigne depuis le 1er janvier 2020.

La collecte des recyclables secs hors verre est réalisée en multimatériaux. Il s'agit de l'un des deux schémas de collecte préconisés par CITEO et l'ADEME. De ce fait, il n'est pas prévu de changer ce mode de collecte à court ou à moyen terme.

Concernant le volet communication, différentes phases sont prévues :

- L'annonce du changement, qui débutera 3 mois avant le démarrage officiel. Cette étape fera l'objet d'un envoi d'un courrier officiel signé par la Président à l'ensemble des mairies du territoire. Il sera également l'occasion d'échanger et d'informer les élus, les secrétaires de mairie, les agents du service, les bailleurs sociaux au travers de réunions. Plusieurs articles seront diffusés au travers des canaux de diffusion de la collectivité (journal interne, bulletins municipaux, journal intercommunal, site internet, presse écrite, radio, réseaux sociaux)
- Le changement effectif, qui s'opèrera le mois précédent le démarrage. Il sera l'occasion de poursuivre la communication auprès du Conseil Communautaire, au travers également de mailings et d'articles dans les différents canaux de diffusion de la collectivité. Les différents supports de communication seront édités et distribués (mémo-tri, calendrier de collecte, mise à jour des sites internet, modification des autocollants présents sur les bacs, modification de la communication visuelle sur les camions de collecte...)
- Le suivi et la diffusion des résultats auprès des usagers. Le suivi (tonnages collectés, heures effectuées par les agents de collecte, réalisation de suivis de collecte...) permettra d'apporter les correctifs nécessaires aussi bien auprès des usagers qu'auprès des équipages de collecte. Des articles seront diffusés dans les canaux de la collectivité pour poursuivre la sensibilisation à ce nouveau geste de tri simplifié.

I.2.4Synergie du projet avec les territoires voisins

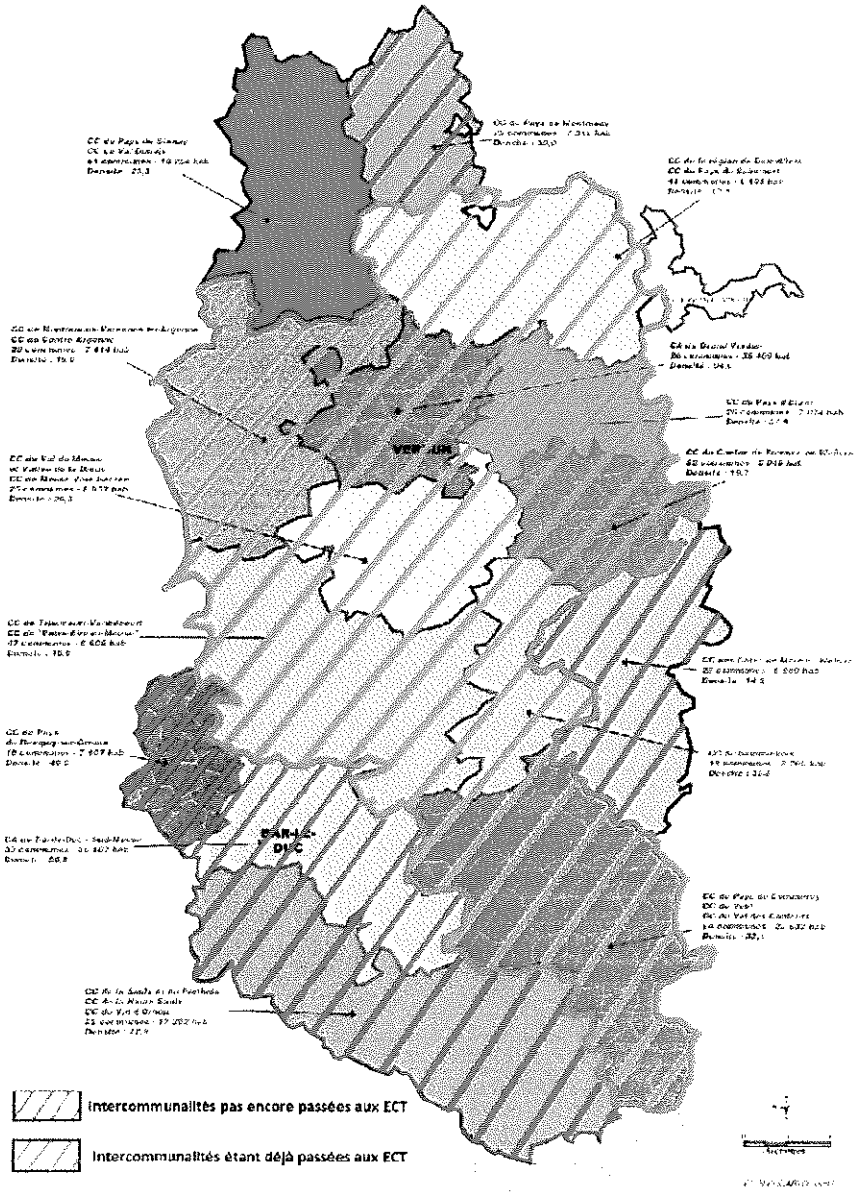
La Communauté d'Agglomération Bar-le-Duc Sud Meuse ne s'inscrit pas directement dans une harmonisation avec les territoires voisins d'un point de vue mode de collecte.

En revanche, la Communauté d'Agglomération travaille en concertation sur différents points :

- Participation au groupement de commande initié par le Syndicat Mixte d'Etudes et de Traitement des déchets et assimilés de la Meuse (SMET) pour la réalisation d'une étude prospective du traitement des déchets sur l'ensemble du département meusien (en cours),
- Participation aux rencontres régionales dans le cadre des animateurs de plans et de prévention des déchets,
- Contact régulier avec les services déchets des collectivités voisines pour capitalisation de retours d'expériences.

Concernant le passage aux Extensions de Consignes de Tri, une bonne partie du territoire de la Meuse est d'ores et déjà sur les nouvelles consignes pastiques depuis le 1er janvier 2020. Ainsi la mise en place des ECT sur le territoire de Meuse Grand Sud apportera une plus grande cohérence à l'échelle départementale.

La carte, ci-après, représente les intercommunalités meusiennes et leur état d'avancement dans la mise en place des ECT.


Intercommunalités pas encore passées aux ECT
Intercommunalités étant déjà passées aux ECT

I.2.5 Plan de communication

Plan de communication

Les messages seront conformes aux messages préconisés par CITEO : **« Tous les emballages se trient » et « Tous les papiers se recyclent ».**

Pré-lancement (M-3 à M-1) : annonce du changement			
Objectifs	**Teneur des messages**	**Cible**	**Actions / Supports**
• Informer sur le projet de changement • Lever les freins • Sensibiliser et impliquer les relais dans leur rôle de prescription et d'information auprès des habitants	• présentation plan d'action dispositif • présentation plan d'action sensibilisation • enjeux pour le territoire • bénéfices collectivité • leviers conviction habitants • présentation du rôle que chaque relais va jouer	Relais internes : élus, personnel de collecte/services en lien avec les déchets, ADT, personnel d'accueil, personnel communication de la CL et de ses communes adhérentes	• Envoi d'un courrier officiel signé par la Présidente à l'ensemble des mairies pour informer sur le projet de changement • Organisation de deux réunions d'informations à destination des élus du territoire et des secrétaires de mairies • Information aux agents des services de la collectivité au travers de réunions organisées par le chargé de prévention • Article dans le journal interne « Vous » et mailing à l'ensemble du personnel • Formation interne des agents de collecte et des agents de terrain (ambassadeur du tri, médiateur propreté…) • Présentation en conseil communautaire
		Relais externes : bailleurs, gardiens, associations de quartier (si actives)	• Diffusion aux bailleurs sociaux du territoire d'une note explicative • Organisation d'une réunion d'information auprès des bailleurs sociaux et associations de quartiers

• Informer sur le projet de changement • Décrire les modalités du changement • Lever les freins	• présentation nouveau dispositif + date mise en œuvre • modalités retrait des bacs • enjeux pour le territoire • leviers conviction habitants	L'ensemble des habitants de la zone	• Réalisation et distribution d'un courrier informatif à l'ensemble des usagers • Diffusion d'articles dans le journal intercommunal « Mag Agglo », sur le site internet de la collectivité, les réseaux sociaux, relais des articles dans les bulletins municipaux des communes du territoire
		Presse locale	• Rédaction et diffusion d'un communiqué de presse : Est Républicain, Meuse FM

Phase de lancement (M-1 à M) : changement effectif

Objectifs	Teneur des messages	Cible	Actions / Supports
• Informer sur la mise en place effective les changements, les consignes, les nouveaux équipements et sur le retrait des bacs le cas échéant • Mobiliser les relais dans leur rôle de prescription et d'information pour accompagner les habitants dans le changement	• présentation localisation et date de mise en place effective les changements, les consignes, les nouveaux équipements et sur le retrait des bacs le cas échéant • Rappel du plan de com prévu et présentation supports consignes créés • Rappel du rôle que chaque relais va jouer • Traitement des objections /	Relais internes : élus, personnel de collecte/services en lien avec les déchets, ADT, personnel d'accueil, personnel communication de la CL et de ses communes adhérentes	• Information en Conseil Communautaire quant au lancement de l'opération • Mailing à l'ensemble des mairies et du personnel de la Collectivité avec envoi des supports de communication • Relai des informations aux mairies pour insertion dans les outils de communication municipaux (bulletins, sites internet ...) • Article dans le journal interne « Vous » • Distribution des supports de communication dans les différents services • Réunion d'information et formation des agents de collecte et agents de terrain
		Relais externes : bailleurs, gardiens, associations de quartier (si actives), scolaires, et autres partenaires	• Mailing aux relais externes avec envoi des supports de communication • Distribution des supports de communication

	promotion des bénéfices pour		
• Informer sur la mise en place effective des nouveaux équipements • Accompagner les habitants dans le changement et inciter les habitants à maintenir leur geste de tri voire le développer	• information localisation et date de mise en place nouveaux equipements • rappel modalités retrait des bacs • traitement des objections / promotion des bénéfices pour l'habitant et le territoire • sources d'information à disposition de l'habitant	L'ensemble des habitants de la zone et les scolaires	• Diffusion d'un article dans le journal intercommunal « Mag Agglo » • Diffusion d'une plaquette explicative à l'ensemble des usagers • Mise à jour de la signalétique sur les contenants collectifs (autocollants) et des affiches • Mise à jour du site internet de la collectivité • Mise à jour pour l'année N+1 du calendrier de collecte • Sensibilisation en porte à porte et en pied d'immeubles auprès des usagers par l'ambassadeur du tri et le médiateur propreté • Création et pose d'autocollants sur les camions de collecte
		Presse locale	Rédaction et diffusion d'un communiqué de presse : Est Républicain, Meuse FM

SUIVI (M+3-6) :

Objectifs	Teneur des messages	Cible	Actions / Supports
• Maintenir la mobilisation • Améliorer la connaissance du dispositif • et des pratiques de tri	• diffusion des premiers résultats • rappel des changements, des consignes, des nouveaux équipements le cas échéant	Relais internes : élus, personnel de collecte/services en lien avec les déchets, ADT, personnel d'accueil, personnel communication de la CL et de ses communes adhérentes	• Article dans le journal interne « Vous » • Mailing à l'ensemble des mairies et du personnel de la Collectivité • Retour des écueils rencontrés et actions correctives

	• pratiques à améliorer pour prescription hbts • valorisation/ remerciements relais	Relais externes : bailleurs, gardiens, associations de quartier (si actives)	• Distribution des supports de communication si nécessaire
	• diffusion des premiers résultats • rappel localisation PAV • pratiques à améliorer • valorisation/ remerciements habitants	L'ensemble des habitants de la zone	• Diffusion d'un article dans le journal intercommunal « Mag Agglo » • Diffusion des premiers résultats sur le site internet de la collectivité et les réseaux sociaux • Poursuite de la sensibilisation en porte à porte et en pied d'immeubles auprès des usagers par l'ambassadeur du tri et le médiateur propreté • Mise en place d'animations en milieu scolaire et sur des manifestations (fête du printemps, bourse aux plantes, journée mondiale du recyclage...)
		Presse locale	Rédaction et diffusion d'un communiqué de presse : Est Républicain, Meuse FM

M1-M6	Tout au long du projet : valoriser et mesurer l'impact des actions (enquêtes, retombées presse, pesée des collectes etc.)

Outils prévus : les indispensables

Les indispensables	
Courrier d'information envoyé à l'habitant	☒
Mémo-tri avec consignes de tri	☒
Stickers bacs/conteneurs (sauf pour le levier réduction de la fréquence)	☒
Calendrier de collecte (cf cahier des charges, fiche "précisions concernant les «indispensables» de communication")	☒
Médias de la Collectivité	

Lettre d'information, bulletin ou magazine municipal	☒
Site internet de la collectivité (ou les déclinaisons smartphone)	☒
Affichage municipal	☒
Réseaux sociaux (Twitter, Facebook...)	☒
Canaux d'information directe (si présents dans la collectivité)	
Présence de canaux d'information directe (garder la mention qui vous concerne)	*Oui*
E-mailing/newsletter	☒
Message téléphoné	☐
SMS	☐
Ambassadeurs du tri de la collectivité (si présents dans la collectivité)	
Présence d'ambassadeurs du tri dans la collectivité (garder la mention qui vous concerne)	*Oui*
Sensibilisation du public scolaire	☒
Organisation d'animations publiques (exposition, fête associative, marché, animation en pied d'immeuble ou sur les marchés...)	☒
Organisation d'opérations de porte-à-porte Sur les zones où les besoins en communication de proximité sont les plus forts et où la marge de progression est la plus importante, des opérations de sensibilisation en porte-à-porte peuvent être organisées.	☒

Outils prévus : les actions complémentaires

Ambassadeurs du tri externalisés	☐
Campagnes de communication	☐

Intervention d'ambassadeurs du tri externalisés

Campagne de communication

I.2.6Descriptif du pilotage et de l'organisation du projet

A. Organisation mise en place pour le projet

Le projet est piloté par le service ordures ménagères de la Communauté d'Agglomération Bar-le-Duc Sud Meuse.

La personne référente pour la mise en place des extensions des consignes de tri sera le chef de service.

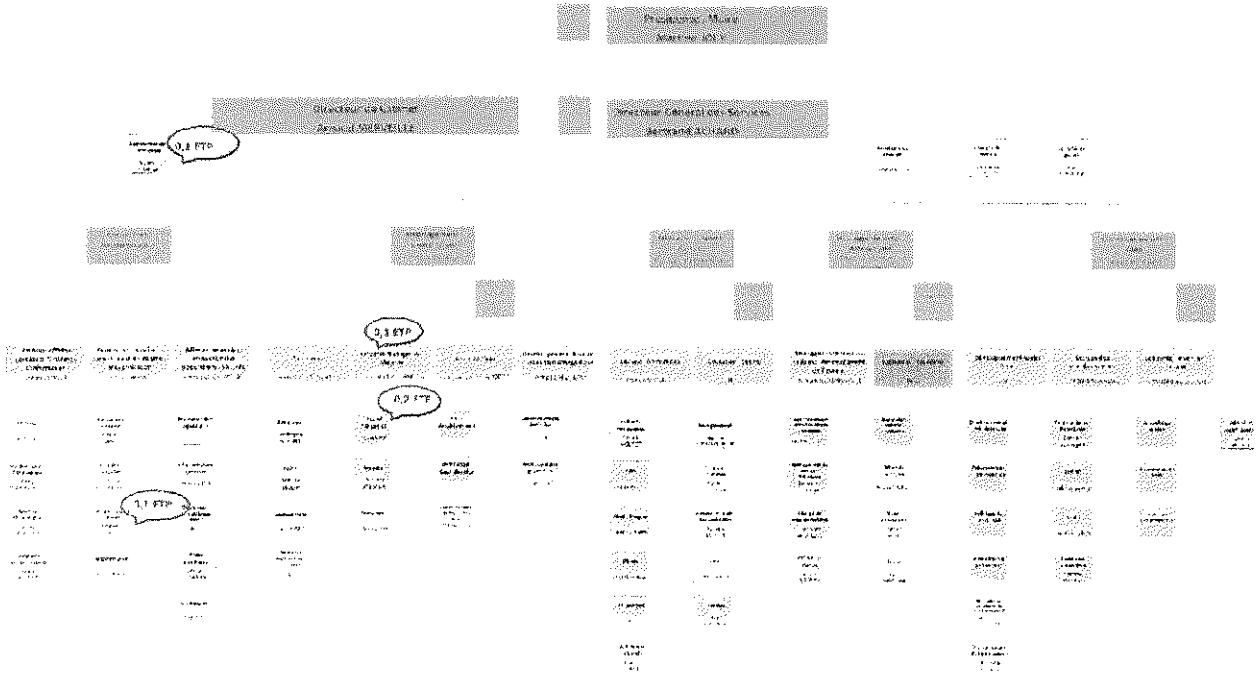
Les agents de collecte seront directement concernés par les extensions des consignes de tri. Les aspects techniques du passage aux extensions plastiques seront principalement coordonnés par les contremaîtres en charge du suivi des collectes.

L'ensemble du personnel administratif du service ordures ménagères (agents d'accueil, secrétariat, chargé de prévention, ambassadeur du tri, médiateur propreté ...) sera également un maillon essentiel dans la conduite du projet.

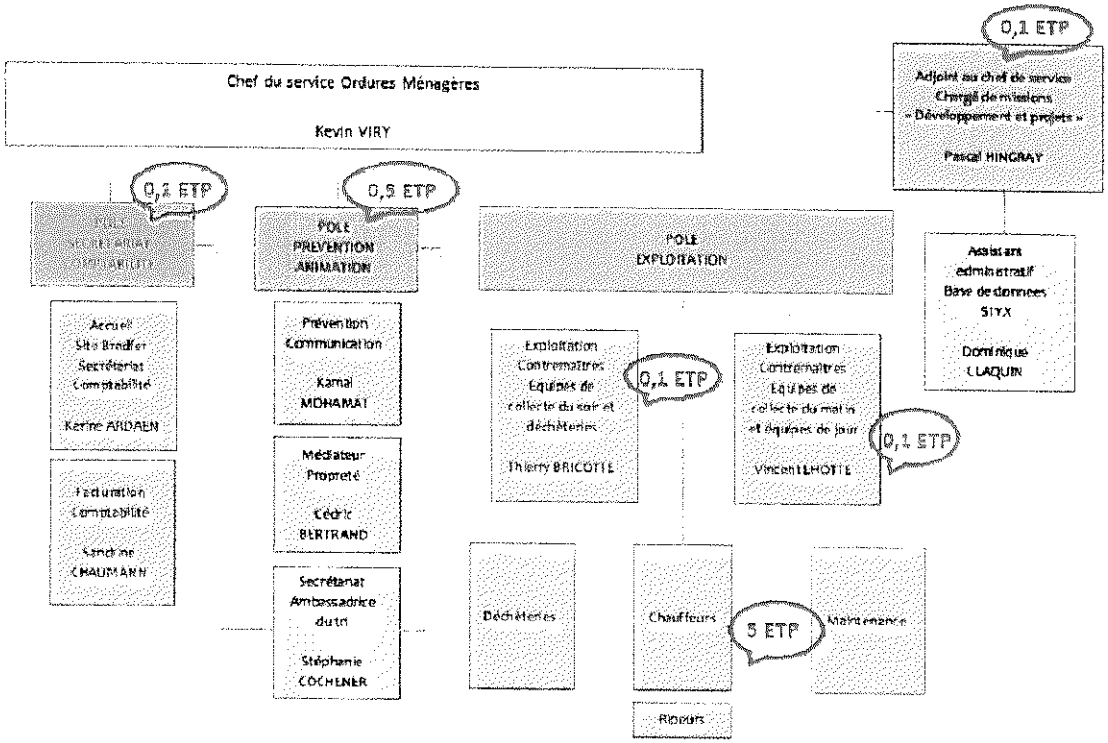
Le service communication de la collectivité sera mobilisé afin de mettre en place le plan de communication défini précédemment.

Enfin, au même titre que les relais internes et externes, les autres services de la collectivité seront impliqués afin de pouvoir répondre au mieux aux interrogations des usagers (chefs des différents services, service enseignement, médiathèques...).

La figure suivante présente l'organigramme de la collectivité et les principaux services mobilisés.



La figure suivante présente l'organigramme sur service déchets



B. Portage politique du projet

Le Vice-Président, Monsieur Marc DEPREZ, en charge des ordures ménagères ainsi que l'élue référente ordures ménagères, Madame Emilie ACHARD, sont particulièrement impliqués dans les choix politiques du service.

Les éléments seront présentés et débattus en Commission Environnement avant d'être présentés en Bureau Communautaire puis en Conseil Communautaire.

I.2.7Indicateurs de suivi et évaluation des résultats

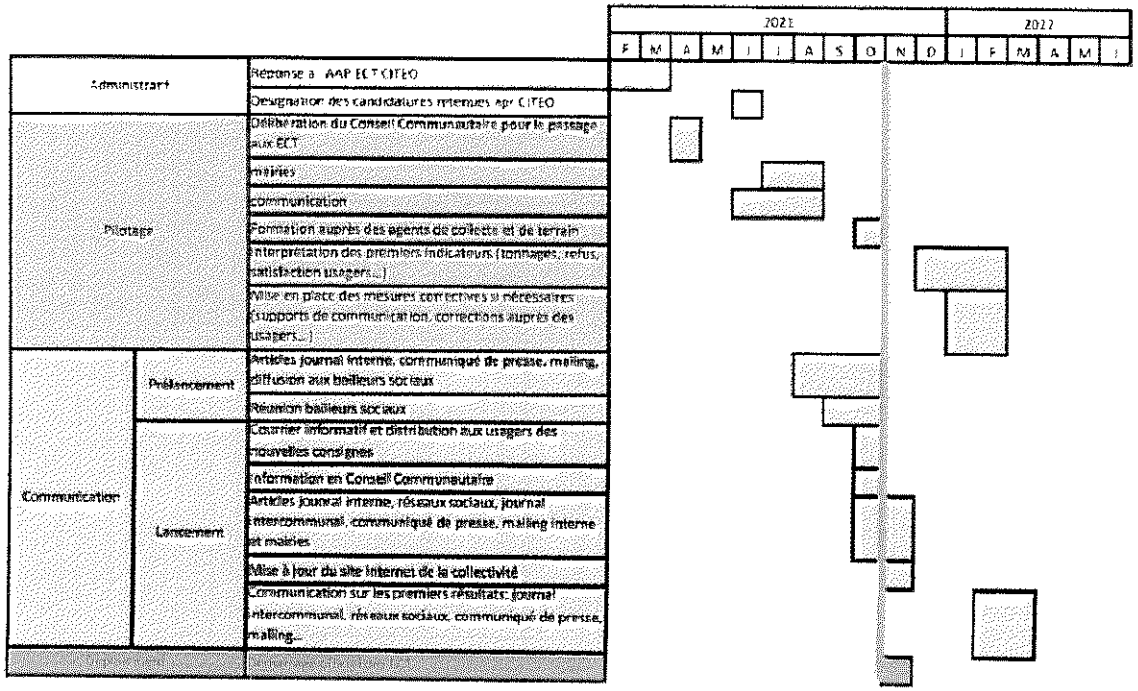
Les indicateurs permettront de suivre la mise en place des extensions de consignes de tri. Ils sont de plusieurs ordres :

- Indicateurs techniques : suivi de l'organisation du service (temps de collecte, moyens affectés, évolution des tonnages...),
- Indicateurs financiers : évaluation des coûts,
- Indicateurs de sensibilisation : adhésion de la population aux bons gestes du tri.

Indicateur	Méthodologie : sources, fréquence de suivi, ...	Pour le suivi de l'extension ? (oui/non)	Leviers Collecte concernés ? (1, 2,...)
Tonnages collectés	Tickets de pesée centre de transfert + Facturation centre de tri	oui	
Tonnages valorisés	Etat trimestriel transmis par les repreneurs	oui	
Suivi financier des coûts	Facturation éditée par le centre de tri + Matrice des coûts ADEME	oui	
Temps de collecte	Données internes	oui	
Taux de refus de tri	Caractérisations des recyclables	oui	

Suivi des réclamations des usagers	Données internes	oui	
Sensibilisation des usagers	Données internes	oui	

I.2.8 Planning



Partie 2 :
La mise en œuvre de l'extension des consignes

L'Extension des consignes de tri

1. Dimensionnement, organisation et mise en place des moyens matériels et humains sur la pré-collecte et la collecte

Les déchets recyclables secs sont collectés en multimatériaux en porte à porte majoritairement en bacs et toutes les deux semaines. Seuls les hypers-centres de Bar-le-Duc et Ligny-en-Barrois bénéficient d'une collecte hebdomadaire et en sac pour les habitats ne pouvant être dotés en bacs.

D'après les retours d'expérience des collectivités déjà passées aux ECT, on estime que l'augmentation des quantités de déchets collectés sera de 4,5 kg/hab/an. Ainsi, l'augmentation de tonnages de recyclables secs est estimée à 150 tonnes pour le territoire de la Communauté d'Agglomération Bar-le-Duc Sud Meuse.

En revanche, il s'agit d'un transfert de flux des ordures ménagères résiduelles vers la collecte des recyclables.

Afin de ne pas impacter la qualité des déchets liés à une compaction excessive, les déchets ne seront pas surcompactés.

Les tournées actuelles ne prévoient pas, sauf cas exceptionnel, de vidage intermédiaire des recyclables. Le temps de travail des agents de collecte pourra inclure, si nécessaire, un vidage intermédiaire au transfert de l'UVE de Tronville-en-Barrois.

Les camions 26 tonnes de la collectivité seront privilégiés pour augmenter les capacités volumiques des tournées.

A noter que la Communauté d'Agglomération prévoit la mise en place d'une tarification incitative à l'horizon 2022. Des adaptations de tournées seront nécessaires à l'automne 2022 afin de redimensionner les différentes tournées de collecte voire de réduire la fréquence de collecte des ordures ménagères résiduelles (passage en C0,5). Les tonnages collectés en recyclables seront également analysés. Le temps économisé en réduisant les fréquences de collectes des ordures ménagères résiduelles pourra potentiellement être réaffecté à la collecte des recyclables, en augmentant la fréquence des collectes.

Les recyclables sont vidés au centre de transfert Suez situé sur l'UVE de Tronville-en-Barrois. Le transfert des recyclables vers le centre de tri Citraval à Chavelot est inclus au marché de tri des recyclables. Seules les tonnes collectées supplémentaires impacteront le prix du transfert.

En revanche, lors de la passation du marché public pour le transfert et tri des recyclables, un tarif différencié avait été acté pour le passage aux ECT. La prestation aura un coût supplémentaire de 20€ HT / tonne.

La Collectivité ayant fait le choix d'équiper les usagers en bac 120 et 240 litres en 2019, aucun impact financier n'est à prévoir pour une modification des contenants.

Enfin concernant la mise en place et le suivi des tournées, des réunions d'équipes seront organisés à la fois avec les équipes administratives et les équipes de collecte. Il est à noter que les contremaîtres rencontrent quotidiennement les équipages. Des ajustements pourront être apportés de manière réactive.

2. Présentation de la solution de valorisation énergétique des refus de tri plastiques existante ou envisagée

Le centre de tri CITRAVAL basé à Chavelot (Vosges) achemine les refus de tri sur le site de l'entreprise EQIOM Ciment, groupe Holcim à Héming (Moselle).

Ce site produit du ciment afin de fabriquer divers éléments tels que des agglos. Après broyage, les refus sont utilisés comme CSR pour l'alimentation du four de production.

Convention de collecte séparée des
Déchets d'Equipements Electriques et Electroniques ménagers (DEEE)
Version 2021

Entre les soussignés :

La commune/EPCI compétent(e) de Communauté d'Agglomération Bar le Duc Sud Meuse
Représenté(e) par Madame Martine JOLY le Maire/Président(e) agissant en application de la délibération du conseil municipal, syndical, communautaire, métropolitain (liste des collectivités membres en annexe)
d'une part, (mentions inutiles à barrer)

Adresse :	12 rue Lapique BP 60559		
Code postal :	55000	Ville :	BAR LE DUC
Téléphone :	03 29 79 56 32	Télécopie :	03 29 70 99 79
Adresse e-mail :	k.toussaint@barleduc.fr;tri.selectif@meusegrandsud.fr;finances@barleduc.fr		

désigné(e) ci-après la « Collectivité»

et

La société OCAD3E, l'organisme coordonnateur pour la filière des déchets d'équipements électriques et électroniques ménagers agréé par arrêté conjoint des Ministres chargés de l'écologie, de l'industrie et des collectivités territoriales en date du 23 décembre 2020, représentée par son Président.

Adresse :	17 rue de l'Amiral Hamelin		
Code postal :	75116	Ville :	Paris
Téléphone :	0811007260	Télécopie :	0472912758
Adresse e-mail :	secretariat@ocad3e.com		
N ° SIRET	491 908 612 00022		

Désigné ci après « OCAD3E»

La Collectivité et OCAD3E sont également désignés individuellement une « Partie » et collectivement les « Parties ».

Vu la directive 2011/65/UE du 8 Juin 2011 relative à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques,
Vu la directive n° 2012/19/UE du 4 juillet 2012 relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques,
Vu l'article L.541-10 du Code de l'environnement,
Vu l'article L.541-10-2 du Code de l'environnement,
Vu l'arrêté du 23 décembre 2020 conjoint des Ministres chargés de l'écologie, de l'industrie et des collectivités territoriales relatif à l'agrément d'OCAD3E.

IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT

TITRE 1 : CONDITIONS GENERALES

Article 1 : DEFINITIONS

Collecte de proximité (en référence au cahier des charges des Eco-organismes, chapitre III.1.3.1.2) : toute opération de collecte par apport volontaire organisée par l'Eco-organisme référent sur le territoire de la Collectivité, si la population de la Collectivité est d'au moins 60.000 habitants, sa densité d'au moins 70 habitants au km² et si les modes de collecte existants ne permettent pas aux détenteurs (utilisateurs) de DEEE de bénéficier d'un service de proximité de nature à atteindre, sur le territoire de la Collectivité, le taux moyen national de Collecte séparée de l'ensemble des collectivités constaté l'année précédente.

Collecte séparée : collecte des DEEE effectuée de façon séparée et organisée en 4 flux, définis à l'annexe de l'arrêté du 30 juin 2009 relatif au Registre national des producteurs : gros équipements ménagers froid (GEM F), gros équipements ménagers hors froid (GEM HF), écrans (ECR), petits appareils en mélange (PAM).

Container : matériel de stockage des DEEE mis en place par l'Eco-organisme référent dans les conditions et en fonction des critères d'attribution figurant au 3.3.1.

DEEE : déchets d'équipements électriques et électroniques provenant des ménages, déchets d'équipements électriques et électroniques d'origine commerciale, industrielle, institutionnelle et autre qui, en raison de leur nature et de leur quantité, sont similaires à ceux des ménages et déchets provenant d'équipements électriques et électroniques qui sont susceptibles d'être utilisés à la fois par les ménages et par des utilisateurs autres que les ménages, issus d'équipements électriques et électroniques relevant des catégories : 1, 2, 4, 5 et 6 du II. de l'article R. 543-172 du code de l'environnement.

Eco-organisme : organisme agréé par les Pouvoirs publics en application des dispositions de l'article L541-10du Code de l'environnement chargé de l'enlèvement et du traitement, dans les conditions posées par le Code de l'environnement, des DEEE collectés séparément.

Eco-organisme référent : Eco-organisme désigné par OCAD3E en Annexe 2 de la présente convention.

Marquage GEM : opération visant à identifier les DEEE à l'aide d'un dispositif fourni par l'Eco-organisme référent.

Outil Protection Gisement : extranet mis à disposition des Collectivités par OCAD3E permettant de réaliser un arbre décisionnel par point de collecte et d'avoir accès à la boîte à outils développée pour lutter contre le vol/pillage des DEEE.

Point d'apport : lieu où les habitants ont la possibilité de déposer leurs DEEE.

Point de collecte : lieu où la Collectivité met à disposition de l'Eco-organisme référent pour enlèvement, les DEEE qu'elle a collectés séparément.

Producteur : toute personne physique ou morale visée à l'article R543-174 I du code de l'environnement.

Référent sureté : agent police/gendarmerie spécialisé dans la lutte contre le vol/pillage des sites exposés (dont les déchèteries).

Retenue pour Container prépayé : somme payable par trimestre pour l'acquisition d'un Container. Le montant est fixé et payable dans les conditions définies au barème annexé au Cahier des charges annexé à l'agrément d'OCAD3E et au 3.2.6 de la présente convention.

Réutilisation : toute opération par laquelle des substances, matières ou produits qui sont devenus des déchets sont utilisés de nouveau.

Scénario du Point de collecte : nombre minimum d'UM ou de tonnes défini pour chaque Point de collecte selon des modalités standard définies dans le barème national et ses modalités techniques figurant en annexe à l'arrêté d'agrément d'OCAD3E.

U M : unité de manutention égale à un appareil de gros équipement électroménager (réfrigérateur, machine à laver ...) ou à une demi caisse palette de 1 m³.

Unité d'agent d'accueil : une personne physique employée par la Collectivité pour intervenir pendant la durée d'une opération de Collecte de proximité.

Article 2 : OBJET DE LA CONVENTION :

La présente convention a pour objet de régir les relations juridiques, techniques et financières entre OCAD3E et la Collectivité qui développe un dispositif de Collecte séparée des DEEE.

La présente convention représente l'unique lien contractuel entre OCAD3E et la Collectivité pour la mise en œuvre des obligations qui pèsent sur les Producteurs qui ont adhéré à l'un des Eco-organismes, à l'égard de la Collectivité. Ces obligations sont relatives, d'une part, à la compensation financière des coûts de Collecte séparée des DEEE assurée par la Collectivité, d'autre part, à l'enlèvement, par l'Eco-organisme référent, des DEEE ainsi collectés, enfin à la participation aux actions d'information des utilisateurs d'EEE.

Article 3 : ENGAGEMENTS D'OCAD3E VIS-A-VIS DE LA COLLECTIVITE

Pour l'application de la présente convention, l'Eco-organisme référent est désigné en Annexe 2.

Dans le cadre de la présente convention, OCAD3E assure les obligations suivantes :

3.1 Etre l'interface entre la Collectivité et l'Eco-organisme référent,

OCAD3E assure l'interface entre la Collectivité et l'Eco-organisme référent, notamment :

- L'enregistrement et la gestion de l'évolution de la présente convention et de ses annexes ;
- Le suivi et la compilation des tonnages de DEEE enlevés auprès des Points de collecte ;
- La gestion des demandes et le contrôle des justificatifs fournis par la Collectivité en vue du versement des compensations financières au titre de la communication pour les DEEE ;
- L'exploitation de ces données pour calculer les compensations ;
- La maintenance des outils et paramètres nécessaires au calcul des compensations.
- Le cas échéant, le suivi et la compilation des tonnages enlevés dans le cadre des Collectes de proximité.

3.1.1 Enregistrement et gestion de l'évolution de la convention

OCAD3E enregistre les éléments d'identification et de qualification de la Collectivité et du (des) Point(s) de collecte. La liste de ces éléments figure en Annexes 1 et 5,

Pendant la durée de la présente convention, OCAD3E enregistre les modifications éventuelles des caractéristiques du (des) Point(s) de collecte (ouverture d'un nouveau Point, fermeture d'un Point, modification du scénario par exemple), à partir des annexes modificatives qui lui sont communiquées par la Collectivité, après validation par l'Eco-organisme référent. A réception de cette information, OCAD3E envoie un accusé de réception d'enregistrement à la Collectivité et à l'Eco-organisme référent précisant la date de prise d'effet des modifications.

Les autres modifications des éléments de la présente convention figurant en Annexe 1 et 5 sont communiquées par la Collectivité simultanément à l'Eco-organisme référent et à OCAD3E au moyen d'un courrier postal ou électronique, avec accusé de réception (Annexes 1 et 5 modificatives en tant que de besoin).

Toutes les modifications prennent effet le 1er jour du trimestre suivant la réception du courrier (message électronique) par OCAD3E – sauf si le courrier (message électronique) est reçu au cours du premier mois du trimestre en cours : application au 1er jour du trimestre en cours -.

L'ensemble de ces modifications, si elles ont fait l'objet des procédures ci-dessus, sont réputées faire partie de la présente convention.

Deux exemplaires de la convention d'origine et de tous les avenants successifs, dûment signés par les Parties, sont transmis à la Collectivité.

3.1.2. Suivi des tonnages et traçabilité

L'Eco-organisme référent établit un état trimestriel des quantités enlevées (ci-après « Etat Trimestriel d'Activité » ou « ETA ») sur le ou les Points de collecte listés en Annexe 5. Il le transmet simultanément à la Collectivité et à OCAD3E, au plus tard le dernier jour du mois suivant la fin du trimestre écoulé.

Les données fournies par l'Eco-organisme référent permettent, après accord de la Collectivité, à OCAD3E de calculer le montant des compensations allouées à la Collectivité pour le trimestre précédent.

Au cours de l'année suivante, l'Eco-organisme référent dresse en tant que de besoin un état récapitulatif annuel (année civile), qui est transmis à OCAD3E pour enregistrement et contrôle.

Chaque année, au cours du 1er semestre, l'Eco-organisme référent adresse à la Collectivité, un rapport récapitulatif précisant notamment les tonnages de DEEE enlevés sur le ou les Points de collecte et, le cas échéant, lors des Collectes de proximité organisées sur le territoire de la Collectivité, au cours de l'année précédente, et les conditions dans lesquelles ils ont été traités, afin que la Collectivité puisse en informer les citoyens.

3.2 Verser les compensations financières

3.2.1 En fonction des données relatives aux quantités de DEEE enlevés sur les Points de collecte listés en Annexe 5 et sur la base du barème annexé à son arrêté d'agrément, OCAD3E procède d'une part, au calcul des compensations financières définies audit barème, selon les conditions d'éligibilité fixées au barème, et d'autre part, au versement - selon la procédure décrite au 3.2.7 - à la Collectivité des sommes correspondantes, après le cas échéant déduction des sommes dues par la Collectivité au titre de la ou des retenues pour Container prépayé .

3.2.2. Tous les calculs et les versements sont effectués sur une base trimestrielle.

3.2.3. En ce qui concerne les compensations financières au titre des tonnages collectés de DEEE :

- Le forfait est versé sous réserve de l'atteinte de la performance trimestrielle prévue au barème annexé à l'arrêté d'agrément d'OCAD3E ;
- La partie variable est calculée, en fonction des relevés de tonnages enlevés sur chaque Point de collecte, et du Scénario du Point de collecte choisi, par application du barème annexé à l'arrêté d'agrément d'OCAD3E.

3.2.4. En ce qui concerne les compensations financières au titre de la protection du gisement de DEEE :

- La compensation est calculée, selon les conditions prévues au barème annexé à l'arrêté d'agrément d'OCAD3E.

3.2.5. En ce qui concerne les compensations financières au titre de la communication pour les DEEE :

La compensation est calculée selon le barème annexé à l'arrêté d'agrément d'OCAD3E et sur présentation des éléments justificatifs (moyens de preuve) fournis par la Collectivité à OCAD3E selon le format de l'Annexe 4 et validés par l'Eco-organisme référent. La compensation ainsi calculée est allouée sur le premier Etat Trimestriel des Versements (ETV) émis par OCAD3E qui suit la date de réception par OCAD3E des justificatifs fournis par la Collectivité.

3.2.6. Retenues pour Container prépayé :

Dans l'hypothèse où, comme dit au 3.3.1 ci-après, l'Eco-organisme aurait mis en place sur un ou plusieurs des Points de collecte listés en Annexe 5, un ou plusieurs Containers et qu'à l'issue de la période de test visée au 3.3.1 ci-après, la Collectivité, en accord avec l'Eco-organisme référent, aurait décidé d'acquérir un ou plusieurs desdits Containers en vue de l'entreposage des DEEE collectés séparément sur un ou plusieurs des Points de collecte listés en Annexe 5, le prix d'acquisition du ou desdits Containers, fixé dans les conditions définies au barème annexé à l'agrément d'OCAD3E, sera acquitté par la Collectivité entre les mains d'OCAD3E en huit trimestrialités égales.

D'un commun accord entre les Parties, le montant de chaque trimestrialité ainsi due par la Collectivité sera payable par compensation à due concurrence avec le montant des compensations dont le versement est acquis par la Collectivité au titre du même trimestre concerné.

3.2.7. Sauf désaccord sur l'ETA, l'Etat Trimestriel des Versements (ETV) calculé par OCAD3E (partie fixe, partie variable, protection du gisement et communication) au titre d'un trimestre donné, en prenant en compte, le cas échéant, la déduction du montant de la trimestrialité due par la Collectivité au titre de la retenue pour Container prépayé comme dit au 3.2.6, est adressé à la Collectivité, au plus tard à la fin du trimestre suivant la période de l'ETA correspondant.

La Collectivité fait établir le titre de recettes par la Trésorerie dont elle dépend, qui l'adresse à OCAD3E.

Le versement des compensations est opéré par OCAD3E dans les meilleurs délais à compter de la réception du titre de recettes, à condition qu'il soit conforme aux calculs des compensations effectués par elle.

3.3 S'assurer de la continuité du service et du respect des conditions d'enlèvement par l'Eco-organisme référent

L'enlèvement et l'élimination des DEEE collectés séparément par la Collectivité auprès des Points de Collecte listés en Annexe 5 est de la responsabilité de l'Eco-organisme référent. OCAD3E, à travers le contrat qu'il conclut avec l'Eco-organisme référent, s'assure auprès de l'Eco-organisme référent que ce dernier respecte les principes de qualité et de continuité de service ci-après décrits. OCAD3E assure à la Collectivité la continuité de l'enlèvement des DEEE collectés séparément par elle.

3. 3.1. Principe de qualité du service

La Collectivité bénéficie d'un service répondant aux principes suivants :

- fourniture gratuite par l'Eco-organisme référent des contenants (à l'exception des Containers) nécessaires en nombre et en qualité suffisants pour équiper les Points de collecte et leur remplacement si nécessaire ; ces contenants doivent par ailleurs répondre aux exigences et aux normes de sécurité en vigueur tant pour les usagers que pour le personnel de déchèteries amené à les manipuler.
- enlèvement des DEEE collectés dans un délai maximum de 5 jours francs après l'enregistrement par l'Eco-organisme référent de la demande de la Collectivité ou dans les délais prévus pour les enlèvements récurrents (demandes programmées ou tournées automatiques), sous réserve du respect par la Collectivité des conditions techniques de Collecte séparée et d'enlèvement de DEEE définis à l'Annexe 6 ;
- identification d'un contact opérationnel chez l'Eco-organisme référent avec lequel la Collectivité peut gérer les conditions d'enlèvement (compatibilité avec les horaires d'ouverture, prise de rendez-vous) ;

- conservation du bordereau de suivi des déchets (BSD) par l'opérateur de l'enlèvement; en cas de contrôle réglementaire, l'Eco-organisme référent fournira la copie du BSD ;
- communication des informations concernant la destination et le traitement des DEEE enlevés ;
- proposition par l'Eco-organisme référent d'outils, méthodes ou actions de formation du personnel chargé de la Collecte séparée des DEEE pour le compte de la Collectivité aux fins décrites au Cahier des charges annexé à l'arrêté d'agrément de l'Eco-organisme référent ;
- Sous réserve que les pré requis définis au barème annexé à l'arrêté d'agrément d'OCAD3E soient remplis par la Collectivité, l'Eco-organisme référent peut, afin de réduire les risques de vols des DEEE sur les Points de collecte, proposer à cette dernière la mise en place sur un ou plusieurs Points de collecte d'un ou plusieurs Containers dans le cadre d'une phase de test de six mois qui court à compter de la mise à disposition du ou des Containers sur le ou les Points de collecte concernés.
- En fin de phase de test, l'Eco-organisme et la Collectivité effectuent ensemble un bilan de la phase de test à l'issue duquel la Collectivité devra indiquer à l'Eco-organisme référent si elle souhaite ou non acquérir le ou les Containers concernés.

  Dans le cas où la Collectivité déciderait d'acquérir le ou les Containers concernés, elle procèdera à cette acquisition auprès d'OCAD3E qui en aura elle-même alors préalablement acquis la propriété.

  En cas d'acquisition, le prix d'acquisition est fixé et payé dans les conditions définies au barème annexé à l'arrêté d'agrément d'OCAD3E et au 3.2.6 ci-avant.

  Si la Collectivité décide de ne pas acquérir un Container à l'issue de la phase de test, elle le notifie à l'Eco-organisme référent avant la fin du 5e mois à compter de la date de mise à disposition. L'Eco-organisme référent procède à l'enlèvement du Container. A défaut de réponse dans le délai susvisé, la collectivité est réputée avoir décidé de l'acquérir.

En cas de difficultés opérationnelles pour la Collecte séparée ou l'enlèvement des DEEE, la collectivité se rapprochera de l'Eco-organisme référent pour trouver une solution adaptée.

3.3.2. Principe de continuité du service

En cas de défaillance technique récurrente conduisant l'Eco-organisme référent à ne pas réaliser ses obligations d'enlèvement, quelle qu'en soit la raison, OCAD3E met en œuvre la procédure décrite au dernier paragraphe de l'article 6.

3.3.3. Principe de continuité des versements.

OCAD3E garantit la continuité des versements des compensations dues à la Collectivité. En particulier, OCAD3E maintient les relations administratives et financières pendant toute la durée de la présente convention.

3.3.4 Collectes de proximité

Conformément à l'article 1.3.1.2 du chapitre III du cahier des charges de l'agrément des éco-organismes, l'Eco-organisme organise des collectes de proximité par apport volontaire, en étroite coordination avec la collectivité, répondant aux critères suivants :

- d'une densité supérieure à 70 habitants par km²
- et d'une population supérieure à 60 000 habitants
- et dont les modes de collecte existants ne permettent pas aux détenteurs (et utilisateurs) de bénéficier d'un service de proximité de nature à atteindre le taux moyen national de collecte séparée de l'ensemble des collectivités constaté l'année N-1.

Ces collectes sont organisées au centre-ville des collectivités concernées (au centre-ville de la (des) commune(s) les plus densément peuplées en cas de contrat multi-collectivités), à des emplacements préalablement identifiés et proposés par l'Eco-organisme au regard du nombre d'habitants riverains et validés annuellement par la collectivité.

L'éco-organisme, en concertation avec la collectivité, fixe un nombre d'opérations annuelles.

Un bilan est réalisé conformément au cahier des charges des éco-organismes, à l'issue de la deuxième année d'agrément.

Article 4 : ENGAGEMENTS DE LA COLLECTIVITE VIS-A-VIS DE OCAD3E

Pour l'application de la présente convention, la Collectivité s'engage en son nom et au nom et pour le compte des communes et de leurs groupements adhérents (et des communes adhérentes à ces groupements), visés à l'Annexe 1, en vertu des délibérations de leurs assemblées respectives.

La Collectivité organise et met en place une Collecte séparée des DEEE. Elle décide des mesures opérationnelles nécessaires dans ce cadre, en cohérence avec l'organisation générale du service public local de gestion des déchets ménagers.

OCAD3E désigne l'Eco-organisme référent en Annexe 2.

La Collectivité informe OCAD3E, par courrier postal ou électronique avec accusé de réception, des modifications :

- relatives aux éléments figurant en Annexe 1, notamment des modifications de compétence, de périmètre, de population et de densité (Annexe 1 modificative si nécessaire).
- des modifications susceptibles de concerner le dispositif de Collecte séparée des DEEE, notamment les évolutions concernant les éléments figurant en Annexe 5, après validation par l'Eco-organisme référent.

La Collectivité conserve la possibilité de refuser dans sa Collecte séparée les DEEE qui entraînent des sujétions techniques particulières ou des modifications de l'organisation du service, au sens du Code général des Collectivités.

4.1 Mettre en œuvre des moyens de Collecte séparée

La Collectivité informe OCAD3E des moyens qu'elle entend mettre en place pour la Collecte séparée des DEEE, sous réserve de leur conformité avec les conditions techniques d'enlèvement prévues en Annexe 6. Elle précise notamment le nombre des Points de collecte, leur emplacement et le profil qu'elle leur assigne. A cette fin, elle complète et adresse à OCAD3E et à l'Eco-organisme référent le formulaire d'enregistrement figurant en Annexe 5. Elle informe OCAD3E des modifications concernant les Points de collecte.

La Collectivité fournit à OCAD3E et à l'Eco-organisme référent les indications nécessaires à la gestion opérationnelle des enlèvements : contact, modalité de collecte, fonctionnement des déchèteries (Annexe 5).

En cas de difficultés opérationnelles pour la Collecte séparée, la collectivité se rapprochera de l'Eco-organisme référent pour trouver une solution adaptée.

4.2 Mettre à disposition les DEEE collectés séparément par la Collectivité

La Collectivité met à la disposition de l'Eco-organisme référent les DEEE qu'elle a collectés séparément (sauf prélèvement pour réutilisation), dans les conditions prévues par l'Annexe 6, notamment :

- séparation des 4 flux prévus par l'arrêté Registre national des producteurs du 30 juin 2009 ;
- remise à l'Eco-organisme de l'intégralité des tonnages de DEEE déposés par les usagers (sauf, le cas échéant, les tonnes réutilisées) ;

- utilisation des contenants mis à disposition par l'Eco-organisme référent ;
- respect des quantités minimales d'enlèvement en fonction du Scénario du Point de collecte ;
- accessibilité du site et horaires d'accès ;
- respect des consignes de tri des DEEE fournies en Annexe 6.

La Collectivité veille à maintenir les DEEE dans l'état où ils lui ont été confiés. En particulier, elle interdit les prélèvements sur le ou les Points de collecte, sauf ceux effectués en vue de la réutilisation des DEEE, dans les conditions prévues à l'article 8.

La Collectivité s'engage à réserver les contenants mis à sa disposition par l'Eco-organisme référent à la présentation sur le ou les Points de collecte des DEEE collectés séparément. Elle veille au respect de la qualité des contenants et s'assure que ses agents et ses prestataires en font un usage conforme à leur destination et à une utilisation normale. Elle informe l'Eco-organisme référent en cas de dysfonctionnement.

La Collectivité reconnaît être informée et accepter que l'Eco-organisme référent puisse refuser d'enlever des contenants de DEEE remplis de DEEE en mélange avec d'autres déchets ou produits indésirables présents en quantités significatives, ainsi que des DEEE présentant à la suite d'une contamination un risque pour la sécurité et la santé du personnel que les instruments de protection individuelle conventionnels ou les moyens de conditionnement courants ne permettent pas d'éviter. Dans ce dernier cas, l'Eco-organisme référent assiste la Collectivité dans la recherche d'une solution d'enlèvement et de traitement adaptée.

La Collectivité informe son assureur lors de la mise en place d'une Collecte séparée de DEEE de la présence sur les Points de collecte de contenants mis à disposition par l'Eco-organisme. Elle en fait de même, en cas de mise à disposition de Containers pendant la phase de test.

La Collectivité veille à ce qu'un de ses agents (ou son prestataire) soit présent aux horaires d'accès convenus entre la Collectivité et le prestataire d'enlèvement désigné par l'Eco-organisme référent, afin, notamment, de valider les bordereaux d'enlèvement.

4.3 Prendre les dispositions relatives à la protection du gisement de DEEE

La Collectivité prend les mesures d'ordre public nécessaires afin d'assurer la sûreté des personnes (usagers, prestataires par exemple) sur les Points de collecte. Elle décide également des moyens matériels adaptés afin de réduire les vols sur les Points de collecte, dans la limite des contraintes économiques. Elle peut pour cela faire établir un diagnostic par les référents sûreté ou établir un diagnostic et suivre les préconisations de l'outil Protection du Gisement mis à disposition par OCAD3E. Les modalités de l'accès à l'outil sont précisées en Annexe 3.

La réalisation d'un diagnostic au moyen de l'outil Protection du Gisement et le Marquage GEM Froid et Hors Froid sont un pré-requis pour l'éligibilité au versement de la compensation au titre de la protection du gisement des DEEE selon les conditions définies dans le barème annexé à l'arrêté d'agrément d'OCAD3E.

Le marquage du GEM Froid et Hors Froid est effectué par la Collectivité,

Si la protection du gisement sur le ou les Points de collecte ne peut pas être assurée par les mesures mises en œuvre par la Collectivité, celle-ci en informe l'Eco-organisme référent et examine avec celui-ci les mesures susceptibles d'améliorer la situation.

4.4 Garantir les conditions de mise à disposition

La Collectivité s'engage à respecter les conditions de mise à disposition des DEEE collectés séparément définis en Annexe 6 et à déclencher les enlèvements dans le respect du Scénario du Point de collecte retenu pour chaque Point de collecte.

Elle veille à éviter les incidents susceptibles de perturber l'organisation des enlèvements :
- impossibilité d'accéder au Point de collecte ;
- dégradation anormale ou vol des contenants fournis ;

- dégradation des DEEE
- quantité de DEEE à enlever nettement différente des seuils d'enlèvement ;
- non-respect des consignes de tri par flux ;
- présence d'autres déchets en quantité significative dans les lots enlevés.

Lorsque l'Eco-organisme référent constate de façon récurrente l'un des incidents mentionnés ci-dessus perturbant l'enlèvement, il en informe la Collectivité qui prend les mesures correctives nécessaires, telles que l'amélioration de la formation de ses agents ou de ses prestataires.

4.5 Collaborer aux Collectes de proximité organisée par l'Eco-organisme référent

La Collectivité collabore étroitement avec l'Eco-organisme référent dans le cadre des Collectes de proximité que l'Eco-organisme peut être amené à organiser sur le territoire de la Collectivité, dans les conditions et selon les modalités définies et décrites au Cahier des charges annexé à l'arrêté d'agrément de l'Eco-organisme référent et au 3.3.4 ci-avant.

Article 5 : EQUILIBRAGE DE LA FILIERE

Afin d'assurer un suivi régulier du respect par les Eco-organismes de leurs obligations en termes d'enlèvement des DEEE, un Comité de conciliation composé des représentants des collectivités, des Eco-organismes, d'OCAD3E, du ministère chargé de l'environnement, du ministère chargé de l'économie et du ministère chargé des collectivités locales, est institué.

5.1 Equilibrage fin

Lorsque les conditions stipulées aux cahiers des charges annexés aux arrêtés d'agrément d'OCAD3E et des Eco-organismes sont réunies, le Comité de conciliation met en place le dispositif d'équilibrage fin prévu aux dits cahiers des charges, et qui peut concerner la Collectivité.

Si la Collectivité est concernée par le mécanisme d'équilibrage fin ainsi mis en œuvre, OCAD3E informe la Collectivité 15 jours à l'avance de la mise en œuvre et de l'arrêt de ce mécanisme sur son territoire.

Pendant la période d'équilibrage fin, les enlèvements sont assurés par l'Eco-organisme en position de sous-collecte. L'Eco-organisme référent reste néanmoins pendant cette période l'interlocuteur privilégié de la Collectivité.

5.2 Equilibrage structurel

Le Comité de conciliation met en place, le cas échéant, le dispositif d'équilibrage structurel précisé dans le cahier des charges annexé aux arrêtés d'agrément d'OCAD3E et des Eco-organismes.

OCAD3E informe suffisamment à l'avance, par écrit, la Collectivité du nouvel Eco-organisme référent et propose la modification de l'annexe 2 de la présente convention.

Le mécanisme d'équilibrage structurel s'applique également en cas de défaillance financière de l'Eco-organisme référent.

Article 6 : GESTION DES INCIDENTS ET PROCEDURE DE CONCERTATION

La Collectivité et l'Eco-organisme référent s'informent réciproquement des incidents concernant la collecte, la mise à disposition et l'enlèvement des DEEE collectés séparément (fermeture du Point de collecte lors de l'enlèvement, retard du prestataire chargé de l'enlèvement, incident ou accident lors des manœuvres du véhicule, non livraison des contenants par exemple). Les deux parties examinent ensemble les moyens nécessaires pour remédier à la situation.

En cas d'incidents récurrents du fait de la Collectivité ou de l'Eco-organisme référent et de difficultés pour trouver un accord entre les deux parties, OCAD3E organise une rencontre entre l'Eco-organisme référent et la Collectivité, afin d'examiner les causes de ces dysfonctionnements et les moyens d'améliorer l'organisation des enlèvements.

Article 7 : RECOURS A DES TIERS

Chacune des Parties veille à ce que les tiers, agissant pour son compte, respectent les clauses de la présente convention :

- OCAD3E veille au respect de la présente convention par l'Eco-organisme référent, et par les prestataires de ce dernier;
- la Collectivité procède aux modifications de ses contrats de prestations, afin de faire respecter par ses prestataires la présente convention ; elle en intègre les dispositions dans la rédaction de ses nouveaux marchés relatifs à la collecte des DEEE.

Chacune des Parties est directement responsable vis-à-vis de l'autre Partie de l'exécution des clauses de la présente convention par des tiers agissant pour son compte. Elle fait son affaire du règlement d'éventuels dysfonctionnements résultant de l'action d'un tiers agissant pour son compte.

Article 8 : RECOURS AUX ACTEURS DE LA REUTILISATION

La liste des Points de collecte sur lesquels la Collectivité autorise un prélèvement d'équipements électriques et électroniques pour réutilisation est précisée par la Collectivité à OCAD3E dans l'Annexe 5. Le nom et les coordonnées de l'acteur de la réutilisation qui prélève ces équipements sont renseignés dans l'Annexe 7.

Pour que le tonnage des équipements réutilisés soit comptabilisé au titre des compensations visées à l'article 3.2 de la présente convention et versées à la Collectivité ; les conditions suivantes sont à remplir :

- les équipements prélevés aux fins de réutilisation sur le(s) Point(s) de collecte sont pesés,
- les équipements réutilisés à partir de ces prélèvements sont pesés,
- les pesées sont effectuées pour chaque flux. Elles sont réalisées par l'acteur de la réutilisation qui les communique à la Collectivité. Elles sont déclarées trimestriellement à l'Eco-organisme référent par la Collectivité sous le format prévu à l'annexe 7,
- la Collectivité garantit à OCAD3E le respect par l'acteur de la réutilisation de la réglementation en vigueur, notamment celles sur les installations classées, le transport, le suivi des déchets dangereux, les travaux électriques, l'hygiène, la sécurité, la qualification du personnel d'encadrement, les garanties données à l'usager sur le fonctionnement des appareils réemployés. Elle s'assure également du respect par l'acteur de la réutilisation de l'interdiction de démantèlement à des fins de valorisation matière ou de vente de pièces détachées des appareils,
- Les équipements issus des prélèvements mais non réutilisables (devenus DEEE) sont mis à disposition sur le(s) point(s) de collecte pour enlèvement par l'Eco-organisme référent. Ils respectent les conditions prévues au 4.2 de la présente convention.

Ces DEEE mis à disposition font l'objet de versement de compensations financières sur la base du barème annexé à l'arrêté d'agrément d'OCAD3E. Les volumes des équipements réutilisés dans le respect des conditions décrites infra sont également soutenus au titre de ce barème.

L'Eco-organisme référent a la faculté de contrôler les données déclarées par l'acteur de la réutilisation à la Collectivité. Il peut en tant que de besoin consulter les livres de vente des appareils réutilisés. L'absence de DEEE mis à disposition sur le Point de collecte après activité de réutilisation est justifiée par la Collectivité et renseignée dans l'Annexe 7.

Le Point de collecte notifié en Annexe 5 de la convention peut être soit une déchèterie, soit / et le site de l'acteur de la réutilisation.

Article 9 : REGIME DES RESPONSABILITES

Les DEEE collectés séparément sont placés sous la responsabilité de la Collectivité lorsqu'ils sont situés sur les Points de collecte. A compter de l'enlèvement par l'Eco-organisme (ou par son prestataire), ils sont la propriété de l'Eco-organisme et passent sous sa responsabilité. Ce dernier s'assure de leur transport, de leur traitement et de leur élimination dans des conditions conformes avec les principes du développement durable. Le transfert de propriété et de responsabilité a lieu lors du chargement du véhicule effectuant l'enlèvement des DEEE sur le Point de collecte à la signature du bordereau d'enlèvement par la Collectivité.

Les contenants (en dehors des Containers acquis par la Collectivité) mis à disposition de la Collectivité restent la propriété de l'Eco-organisme référent. La Collectivité en assure la garde durant leur présence sur le Point de collecte.

Article 10 : OBLIGATIONS GENERALES D'INFORMATION DU PUBLIC

OCAD3E, la Collectivité et l'Eco-organisme référent prennent les mesures nécessaires afin de remplir les obligations qui leur incombent au titre de l'article R543-187 du code de l'environnement. Ils informent les utilisateurs d'équipements électriques et électroniques :

- de l'obligation de ne pas mélanger les déchets d'équipements électriques et électroniques avec les déchets municipaux non triés ;
- des systèmes de collecte et de reprise d'équipements électriques et électroniques usagés mis à leur disposition ;
- des effets potentiels sur l'environnement et la santé humaine de la présence de substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques ;
- de la priorité à donner à la prévention de la production de déchets, notamment par le réemploi des d'équipements électriques et électroniques ;
- du rôle respectif des différents acteurs dans le réemploi des équipements électriques et électroniques, la réutilisation, la réparation, le recyclage et les autres formes de valorisation des déchets d'équipements électriques et électroniques ;
- de la signification du symbole prévu à l'article R. 543-177 du code de l'environnement.

Article 11 : PRISE D'EFFET, DUREE ET VALIDITE DE LA PRESENTE CONVENTION

Les dispositions de la présente convention s'appliquent à partir du 1er janvier 2021.

Elle est conclue pour une durée de six années prenant fin le 31 décembre 2026.

Par exception à ce que dit ci-avant, la présente convention prend fin de plein droit avant son échéance normale, en cas de retrait par les Pouvoirs publics ou en cas d'arrivée à son échéance de l'agrément d'OCAD3E en cours à la date de signature de la présente convention.

Article 12 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

La présente convention peut être modifiée, par avenant signé par les deux Parties :

- En cas de modification de la Convention-type d'OCAD3E, validée par les représentants des collectivités et par les représentants d'OCAD3E ;

- En cas de modification des conditions de l'agrément des Eco-organismes ou d'OCAD3E.

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux Annexes 1 et 5 pour lesquelles il est procédé comme dit au 3.1.1. ci-avant.

Toutes les autres modifications font l'objet de la part d'OCAD3E d'une notification par courrier postal ou électronique, avec accusé de réception.

Article 13 : RESILIATION DE LA PRESENTE CONVENTION

En cas de manquement grave de l'une des Parties à ses engagements contractuels, la présente convention peut être résiliée à l'initiative de l'autre Partie, à l'expiration d'un délai de trois mois après envoi à la Partie défaillante d'une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception demeurée sans effet.

La Collectivité peut à tout moment résilier unilatéralement la présente convention, sans qu'aucune indemnité ne lui soit réclamée. Dans ce cas, elle restituera à l'Eco-organisme référent les contenants fournis.

La présente convention est résiliée de plein droit en cas de retrait ou en cas d'arrivée à son échéance de l'agrément d'OCAD3E en cours à la date de signature de la présente convention.

Article 14 : REGLEMENT DES LITIGES

Les litiges éventuels, qui n'auront pas pu recevoir de solution amiable, sont déférés devant la juridiction administrative compétente.

Fait à .....le.....

Pour la Collectivité
Le Maire / le Président
« *Lu et approuvé* » et signature

Pour OCAD3E
Le Président
« *Lu et approuvé* » et signature

ANNEXES

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 : Eléments d'identification et de qualification de la Collectivité
Annexe 2 : Eco-organisme référent de la Collectivité
Annexe 3 : Outil de diagnostic Protection du Gisement
Annexe 4 : Dépenses de communication
Annexe 5 : Liste des Points de collecte
Annexe 5 bis : Organisation des enlèvements
Annexe 6 : Dispositions relatives à l'enlèvement des DEEE
Annexe 7 : Prélèvements par un acteur de réutilisation

Plan Climat Air Énergie Territorial du Pays Barrois

Rapport de diagnostic

Pays Barrois

MEUSE GRAND SUD Bar-le-Duc Sud Meuse

Portes de Meuse

COPARY

ADEME

AGENCE DE LA TRANSITION ECOLOGIQUE

Table des matières

I. Introduction 6

1. Le Plan Climat Air Énergie Territorial du Pays Barrois 7

2. Le contenu du diagnostic 7

II. Diagnostic territorial 9

1. Présentation du territoire 10

A. Les EPCI, les communes 10

B. La démographie et l'économie 11

C. Les réseaux énergétiques 13

2. Les consommations énergétiques 17

A. Les calculs de consommation énergétique 17

B. Évolution de la consommation énergétique sur le Pays Barrois 17

C. Consommation par secteur et par EPCI 19

D. Consommation par type d'énergie 22

3. La production d'énergie renouvelable 24

A. La production des différentes filières d'énergie renouvelable 24

B. L'éolien : Gisement, production, contraintes, opportunités, projets 28

C. Le solaire photovoltaïque : Gisement, production, contraintes, opportunités, projets 34

D. Le solaire thermique : Gisement et production 40

E. Le bois-énergie : Gisement et production 41

F. Le biogaz : Production et gisements 42

4. Les émissions de Gaz à effet de serre 44

A. Calcul des émissions de gaz à effet de serre 44

B. Évolution des émissions de gaz à effet de serre 44

C. Émissions par secteur et par EPCI 47

D. Émissions par catégorie 49

E. Emissions par type de gaz à effet de serre 51

5. La séquestration Carbone 53

A. Définition de la séquestration carbone 53

B. Estimations de séquestration des forêts, espaces naturels et agricoles 53

C. Evolution de la séquestration carbone sur le Pays Barrois 56

6. Les polluants atmosphériques et la qualité de l'air 57

A. Rappel sur les polluants atmosphériques et la qualité de l'air 57

B. Les particules fines PM10 57

C. Les particules fines PM2,5 61

D. Les oxydes d'azote 64
E. Les composés organiques volatils 67
F. L'ammoniac 68
G. Le dioxyde de soufre 70
H. L'ozone O_3 72
7. La vulnérabilité du Pays Barrois au changement climatique 73
A. Les scénarios de changement climatique 73
B. La vulnérabilité des milieux naturels 83
C. La vulnérabilité de la population 96
D. La vulnérabilité de l'agriculture 101
III. Diagnostics sectoriels 104
1. Secteur résidentiel 105
A. Le parc de logements 105
B. Modes de chauffage et combustibles 107
C. La consommation énergétique des logements 108
D. La précarité énergétique liée au logement 113
E. Les émissions de gaz à effet de serre 114
F. Les émissions de polluants atmosphériques 117
G. La vulnérabilité au changement climatique 118
H. Les enjeux du secteur résidentiel 119
2. Secteur tertiaire 120
A. La consommation énergétique du secteur tertiaire 120
B. Les émissions de gaz à effet de serre du secteur tertiaire 125
C. Les émissions de polluants atmosphériques du secteur tertiaire 127
D. Les enjeux du secteur tertiaire 127
3. Industrie manufacturière et construction 128
A. La consommation énergétique industrielle du Pays Barrois 128
B. Les émissions de gaz à effet de serre 131
C. Les émissions de polluants atmosphériques du secteur industriel 133
D. Les enjeux de l'industrie 133
4. Transports 134
A. Les transports du Pays Barrois 134
B. La consommation énergétique des transports 141
C. Les émissions de gaz à effet de serre des transports 143
D. Les émissions de polluants atmosphériques des transports 145
E. Les enjeux des Transports 146

5. Agriculture et sylviculture 147
A. L'agriculture et les forêts du Pays Barrois 147
B. La consommation énergétique des secteurs agricoles et sylvicoles 148
C. Les émissions et captations de gaz à effet de serre de l'agriculture et des forêts 149
D. La vulnérabilité au changement climatique 152
E. Les émissions de polluants atmosphériques 157
F. Les enjeux de l'agriculture et des forêts 158

I. Introduction

1. Le Plan Climat Air Énergie Territorial du Pays Barrois

Le Plan Climat Air Énergie Territorial (PCAET) a été introduit par la loi de transition énergétique pour la croissance verte à l'article L.229-26 du code de l'environnement. Il doit être élaboré par les EPCI à fiscalité propre existants au 1er janvier 2017 de plus de 20 000 habitants. Les autres EPCI peuvent engager une démarche volontaire.

Les EPCI sont les coordinateurs de la transition énergétique et doivent animer et coordonner les actions du PCAET sur leurs territoires.

Sur le Pays Barrois, la communauté d'agglomération Meuse Grand Sud est obligée à l'élaboration d'un PCAET tandis que les communautés de communes de Portes de Meuse et du Pays de Revigny-sur-Ornain sont volontaires. Ces trois EPCI ont transféré la compétence d'élaboration au PETR du Pays Barrois à l'automne 2019. Ce choix est motivé par plusieurs raisons :

- Le Pays Barrois a porté un premier Plan Climat Territorial de 2007 à 2013 qui a orienté l'action du pays depuis cette date ;

- Le Pays Barrois porte ou a porté de nombreuses politiques de développement durable, telles que le service de conseiller en énergie partagé, la labellisation TEPCV, le programme d'approvisionnement territorial en bois, le schéma de mobilité...

- Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) du Pays Barrois, approuvé en 2014, entrera en révision en 2021, ce qui permettra aux deux démarches de s'alimenter.

Les trois intercommunalités sont étroitement associées à l'élaboration du PCAET.

Le diagnostic constitue la première des trois étapes de la démarche. Il sera suivi par la définition de la stratégie, constituée d'axes de travail et d'objectifs chiffrés, puis par l'élaboration du programme d'actions qui sera décliné à l'échelle des trois intercommunalités.

2. Le contenu du diagnostic

D'après le décret du 28 juin 2016, le diagnostic comprend :

1° Une estimation des émissions territoriales de gaz à effet de serre et de polluants atmosphériques, ainsi qu'une analyse de leurs possibilités de réduction ;

2° Une estimation de la séquestration nette de dioxyde de carbone et de ses possibilités de développement,

3° Une analyse de la consommation énergétique finale du territoire et du potentiel de réduction de celle-ci ;

4° La présentation des réseaux de distribution et de transport d'électricité, de gaz et de chaleur, des enjeux de la distribution d'énergie sur les territoires qu'ils desservent et une analyse des options de développement de ces réseaux ;

5° Un état de la production des énergies renouvelables sur le territoire, détaillant les filières de production d'électricité, de chaleur, de biométhane et de biocarburants, une estimation du potentiel de développement de celles-ci ainsi que du potentiel disponible d'énergie de récupération et de stockage énergétique ;

6° Une analyse de la vulnérabilité du territoire aux effets du changement climatique.

Les secteurs considérés sont :

- Les transports routiers
- Les autres transports (ferroviaire, fluvial...)
- Le résidentiel
- Le tertiaire

- L'industrie (manufacturière, hors branche énergie) et le BTP
- L'industrie branche énergie (production et distribution d'énergie)
- le traitement des déchets

Les données présentées sont principalement issues de *l'Invent'Air V2020* élaboré par Atmo Grand Est dans le cadre de l'Observatoire Climat Air Énergie de la région Grand Est. L'année de référence du diagnostic est 2018, dernière donnée disponible.

Le diagnostic du PCAET du Pays Barrois présente ces éléments à l'échelle du Pays et de ses trois EPCI au sein du **diagnostic territorial**, puis fait un focus sur les cinq principaux secteurs socio-économiques dans **les diagnostics sectoriels** afin d'en déduire plus facilement les enjeux.

II. Diagnostic territorial

1. Présentation du territoire

A. Les EPCI, les communes

Le territoire du SCOT du Pays Barrois est situé au cœur de la Région Grand Est. Situé au sud-ouest du département de la Meuse, le territoire est structuré autour de Bar-le-Duc, préfecture du département.

Il est composé de 100 communes réparties au sein de trois intercommunalités :

- La Communauté de Communes du Pays de Revigny (COPARY) au nord : 16 communes ;
- La Communauté d'Agglomération de Bar-le-Duc Sud Meuse (Meuse Grand Sud) au centre : 33 communes ;
- La communauté de Communes des Portes de Meuse au sud : 51 communes ;

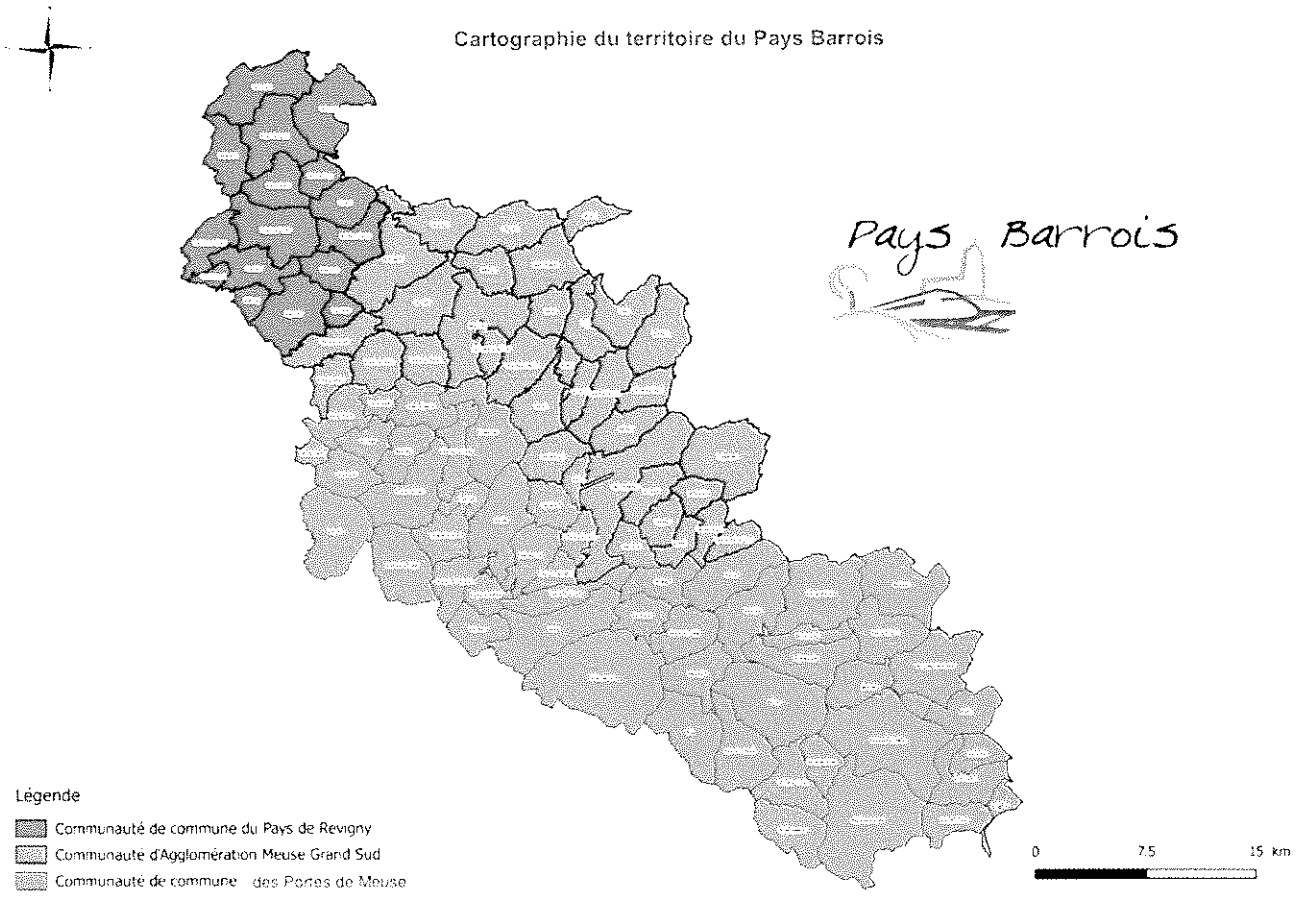
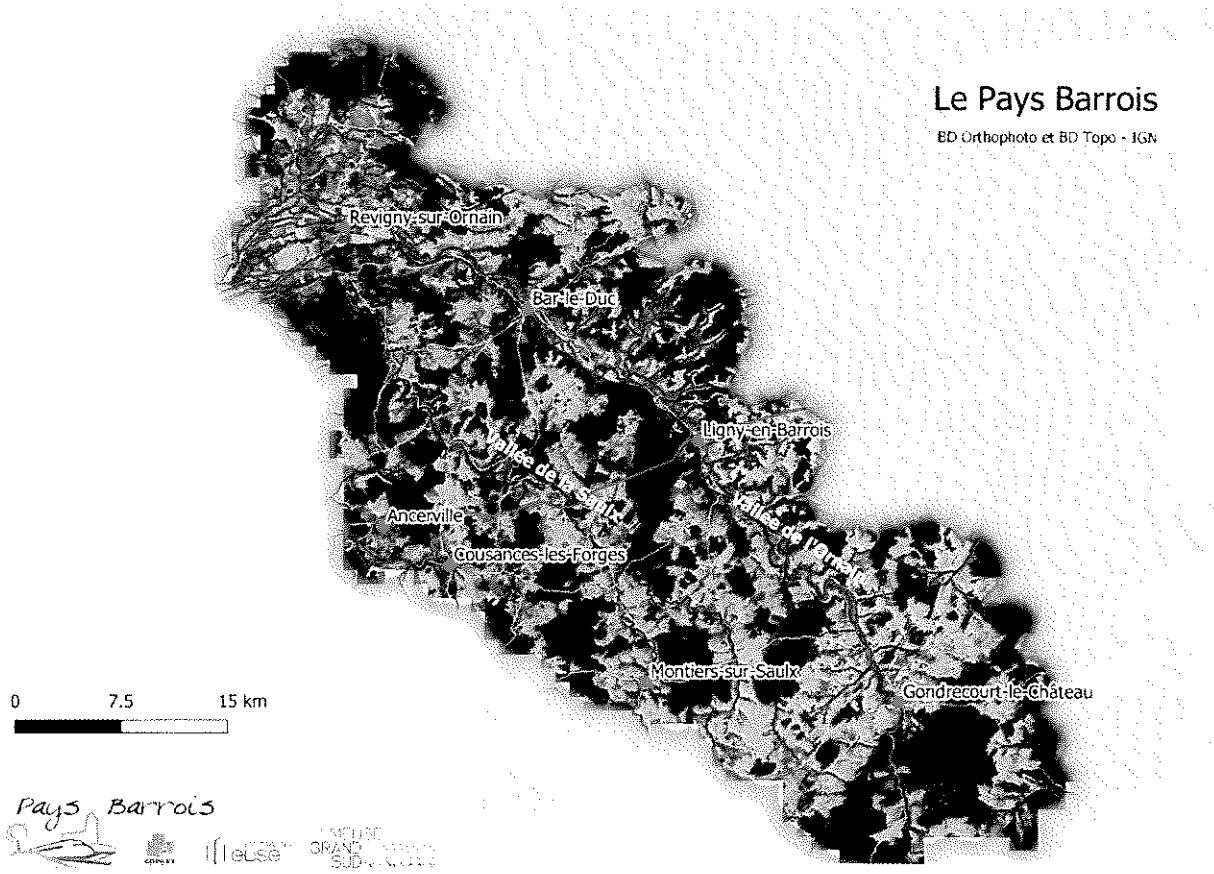


Figure 1 : Les intercommunalités du Pays Barrois

Le Pays Barrois est structuré géographiquement autour de deux vallées dont les cours d'eau s'écoulent du Sud-Est au Nord-Ouest : la vallée de l'Ornain, où l'on retrouve les principales communes du territoire de Gondrecourt-le-Château à Revigny-sur-Ornain en passant par Ligny-en-Barrois et Bar-le-Duc, et la vallée de la Saulx le long de laquelle se trouvent de nombreux bourgs. Les axes Saint-Dizier/Ligny-en-Barrois et Saint-Dizier/Bar-le-Duc, structurés par la RN4 et la RD635, se démarquent également



Carte 1 : Le Pays Barrois

B. La démographie et l'économie

Le Pays Barrois est, à l'instar de ses voisins de Meuse, Marne, Haute-Marne et Vosges, un territoire faiblement peuplé, à l'écart des agglomérations d'envergure régionale que sont Reims et Troyes à l'ouest et Metz et Nancy à l'est. La densité de population est inférieure à 30 habitants au km^2. Ainsi le Pays Barrois compte 58 847 habitants en 2017, selon le dernier recensement à date. La communauté d'agglomération Meuse Grand Sud, avec près de 35 000 habitants, compte 59% de la population du Pays Barrois, quand les Portes de Meuse et la COPARY représentent respectivement 29 et 12% de la population.

La population décroit depuis les années 1980, de façon plus marquée dans les communes de Meuse Grand Sud que dans les autres intercommunalités. Les communes de plus de 1000 habitants sont les principales concernées par ce déclin de la population, alors que les villages ne déclinent que faiblement, voire progressent. De plus, la population du Pays est sensiblement plus âgée que les moyennes nationale et régionale mais se place au même niveau que le reste de la Meuse. Le développement et l'adaptation des services de santé et à destination des personnes âgées permettent de répondre à l'évolution des besoins, notamment liée au vieillissement de la population.

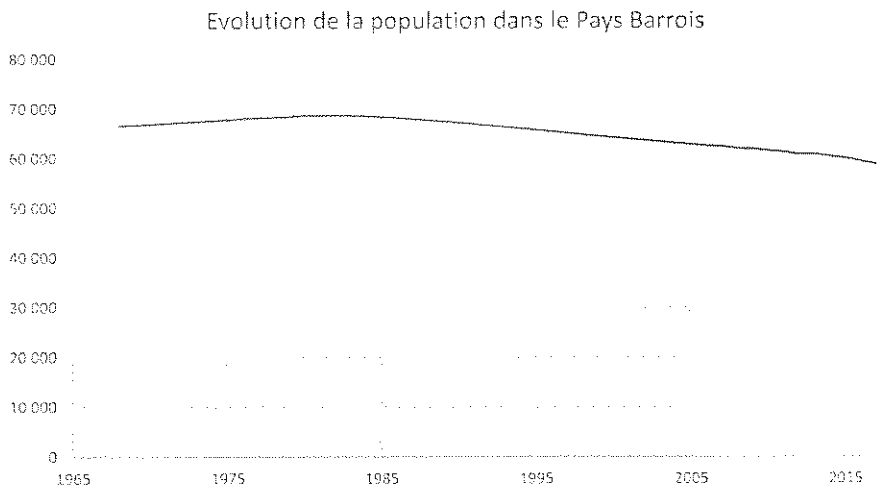


Figure 2 : Évolution de la population du Pays Barrois de 1968 à 2017
INSEE, population municipale

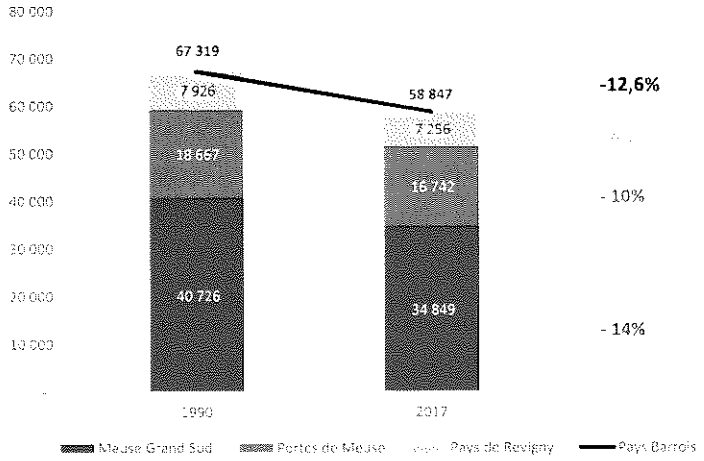


Figure 3 : Évolution de la population du Pays Barrois par EPCI entre 1990 et 2017
INSEE, population municipale

Les commerces de proximité souffrent sur le territoire, à la fois en raison de l'évolution de la population et des modes de vie et de la concurrence des zones commerciale du territoire ou des territoires voisins. Les commerces de proximité des centres villes apparaissent aujourd'hui largement fragilisés (Montiers, Dammarie, Ligny-en-Barrois, ...), et ont largement disparu des communes de moins de 2 000 habitants. Si on retrouve des formes de commerces adaptées aux problématiques de la faible densité, telles que les points multiservices, l'offre commerciale se concentre sur l'agglomération de Bar-le-Duc, ce qui rend les habitants des petites communes dépendants aux déplacements.

Le tissu économique du Pays a connu de profondes mutations lors des dernières décennies. La part de l'industrie, importante dans les vallées de l'Ornain et de la Saulx, a sensiblement reculé, et l'emploi tertiaire représente aujourd'hui presque 70% de l'emploi total. Bar-le-Duc et dans une moindre mesure Ligny-en-Barrois et Revigny-sur-Ornain concentrent la majorité des emplois, ainsi que Saint-Dizier qui capte une part importante des emplois des habitants du Pays Barrois. Le Schéma de Cohérence Territoriale du Pays Barrois identifie la métallurgie, l'énergie, l'agro-alimentaire, le bois-ameublement et la logistique comme des secteurs économiques importants. Le développement du projet CIGEO d'enfouissement de déchets nucléaires à Bure est également cité comme une opportunité de développement.

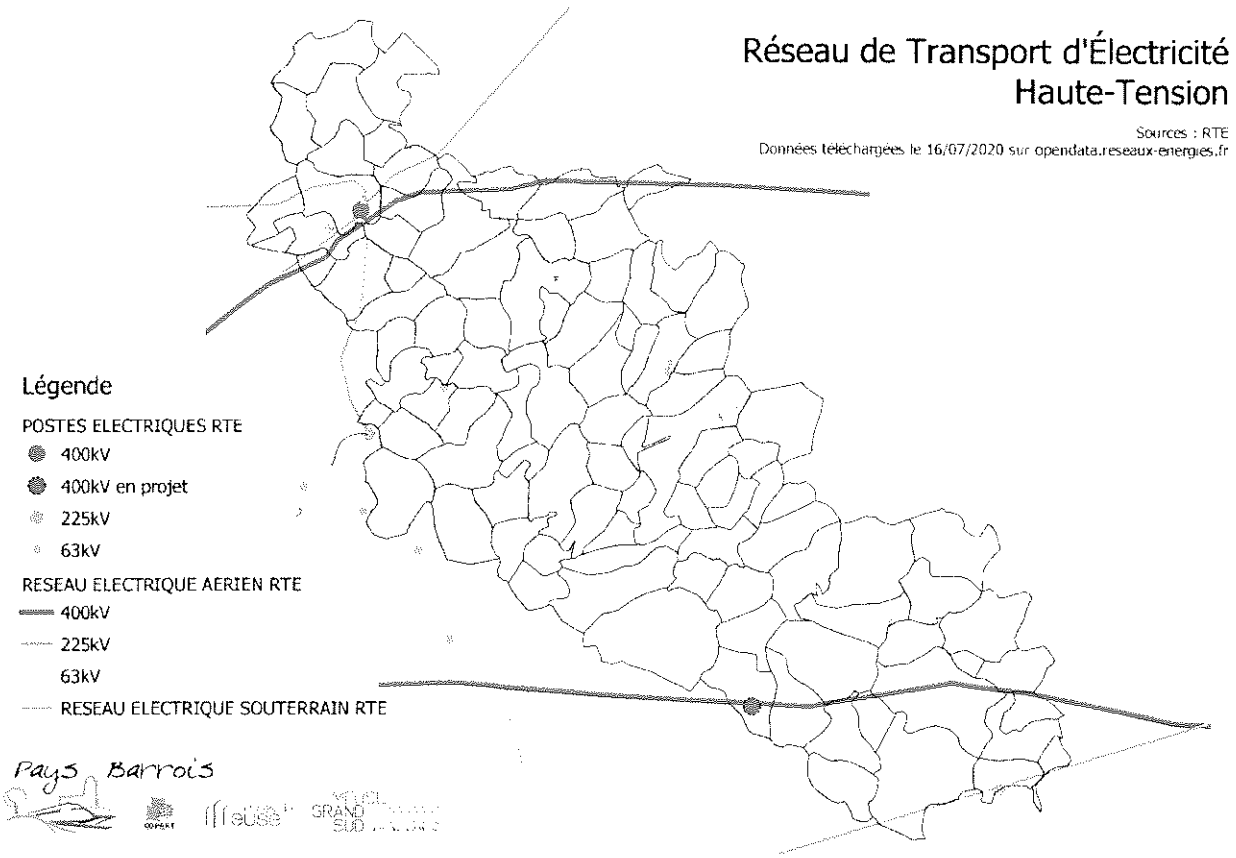
C. Les réseaux énergétiques

Le Pays Barrois est desservi par les réseaux nationaux d'électricité et de gaz, gérés respectivement par RTE et GRTgaz pour le transport longue distance de l'énergie et par Enedis et GRDF pour la distribution vers les points de consommation et de production décentralisée.

Le réseau électrique

Le Pays Barrois est traversé par deux lignes à haute-tension HTA de 400 kV :

- Au nord la ligne Creney – Revigny – Vigy relie la région de Troyes à la région de Metz, par le transformateur de Revigny. Celui-ci transforme la tension de 400 kV en 225 kV ou 63 kV pour joindre les postes de Saint-Dizier, Bar-le-Duc, Contrisson et au-delà.
- Au sud la ligne Houdreville – Mery-sur-Seine relie la région de Nancy à la Champagne en traversant notamment le territoire de Gondrecourt-le-Château. Il n'existe pour le moment pas de transformateurs sur le territoire, mais la commune de Bure devrait prochainement en accueillir un pour subvenir aux besoins du projet Cigeo.



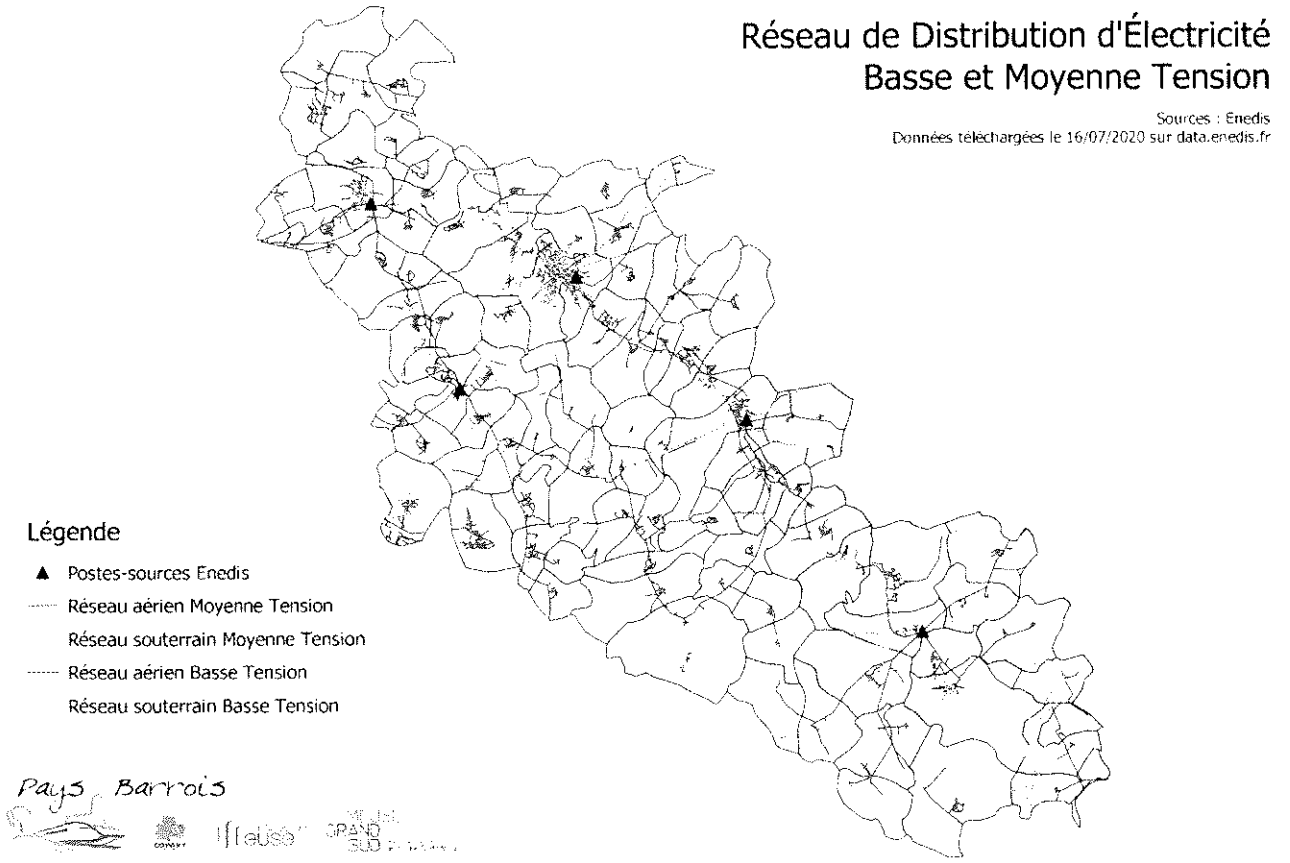
Carte 2 : le réseau de transport d'électricité du Pays Barrois

D'autres lignes à haute-tension de 63kV joignent les huit transformateurs HT/BT du Pays Barrois, afin d'irriguer le territoire grâce aux lignes basse-tension. Certains transformateurs sont aussi particulièrement sollicités pour l'injection sur le réseau des énergies renouvelables : c'est notamment le cas à Houdelaincourt, Ligny-en-Barrois et Bar-le-Duc qui reçoivent l'électricité produites par les champs éoliens environnants (voir partie 3. La production d'énergie renouvelable).

La très grande majorité des lignes haute-tension sont aériennes ; seules quelques dizaines de mètres de lignes en sortie du transformateur de Ligny-en-Barrois sont souterraines.

La distribution de l'électricité à chaque point de consommation ou de production décentralisée est une compétence de la Fuclem, syndicat d'électrification de la Meuse. La gestion du réseau est confiée par concession à Enedis. Les lignes dites de moyenne-tension lient un transformateur HT/BT (ou poste-source) aux transformateurs de secteur que nous retrouvons dans chaque commune. Chaque point de distribution est ensuite alimenté par une ligne dite de basse-tension.

Là encore, les lignes aériennes constituent la majorité des lignes électriques du Pays Barrois, mais la tendance à l'enterrement des lignes s'accentue. Nous retrouvons ainsi des lignes moyenne-tension souterraine le long de la RN4 entre Ligny et Nant-le-Petit, ou entre Revigny et Nettancourt. L'enfouissement des lignes basse-tension est également devenue la norme lors de travaux de réfection de voirie au sein des agglomérations.



Carte 3 : le réseau de distribution de l'électricité du Pays Barrois

Les réseaux de transport et de distribution de gaz

Sur les 100 communes du Pays Barrois, treize communes sont alimentées par le réseau dit de « gaz de ville » :

- Revigny-sur-Ornain sur le territoire de la COPARY ;
- Fains-Véel, Bar-le-Duc, Behonne, Savonnières-devant-Bar, Longeville-en-Barrois, Tronville, Nançois-sur-Ornain, Velaines et Ligny-en-Barrois sur la communauté d'agglomération Meuse Grand Sud ;
- L'Isle-en-Rigault, Ancerville et Cousances-les-Forges sur la Communauté de Communes de Portes de Meuse.

En mai 2020, 11 732 clients particuliers sont alimentés en gaz naturel, soit 45% des ménages du Pays Barrois. Selon GRDF, 367 logements individuels se situeraient à moins de 35 mètres du réseau de gaz et pourraient donc s'y raccorder, ce qui correspondrait à une augmentation de 3% des raccordements.

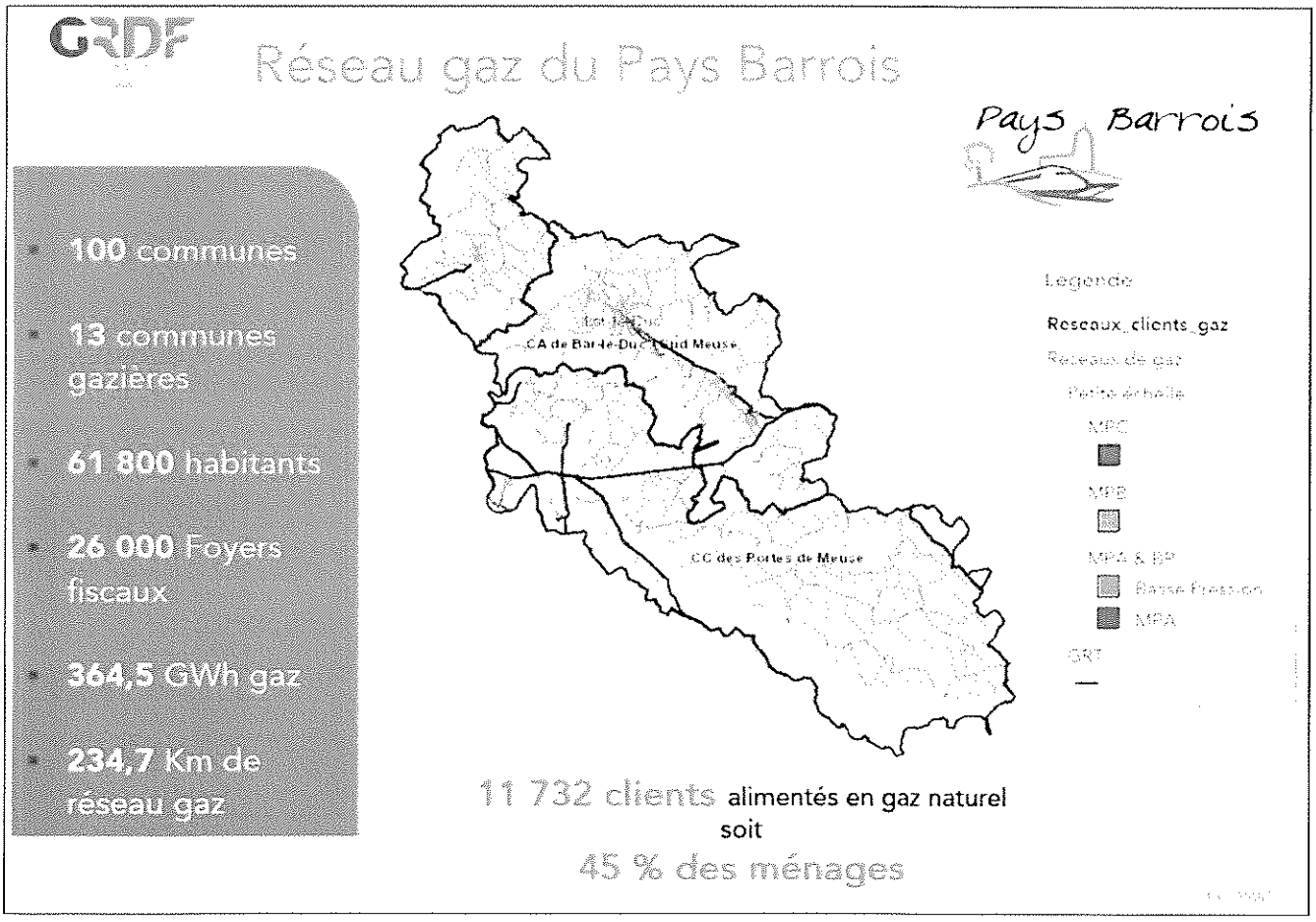


Figure 4 : Réseau de gaz du Pays Barrois – Présentation GRDF, Mai 2020

Les réseaux de chaleur

Deux réseaux de chaleur sont en fonctionnement sur le Pays Barrois, à Bar-le-Duc et à Ligny-en-Barrois.

À Bar-le-Duc, le réseau de chaleur propriété de la Ville se situe sur la Côte Sainte-Catherine. Il permet de desservir en eau chaude et chauffage de nombreux logements, dont les logements sociaux de l'OPH, et des équipements publics tels que le centre hospitalier et la crèche. Long de 4,2 kilomètres, il devrait être agrandi de 500 mètres pour desservir le futur EHPAD et le gymnase adjacent. Par ailleurs la moitié la plus ancienne du réseau devrait être remplacée dans les 10 prochaines années. Enfin, les chaudières gaz seront très prochainement remplacées par deux chaudières biomasse à plaquettes, le contrat de délégation de service public chiffrant à 83% le taux d'énergie renouvelable à atteindre.

Créé en 2010, le réseau de chaleur de Ligny-en-Barrois est quant à lui propriété de la Communauté d'Agglomération Meuse Grand Sud. Long de 2,9km, il alimente de nombreux établissements publics (l'école primaire, le collège, le centre nautique, le gymnase et le complexe sportif, la salle des fêtes, le centre technique municipal et la maison de retraite) ainsi que 120 logements sociaux propriétés de l'OPH. La chaufferie bois de 1500 kW doit fournir contractuellement 85% de l'énergie au réseau, mais les chiffres des années 2018 et 2019 sont autour des 64%, pour des raisons conjoncturelles mais aussi pour un problème structurel de faible densité du réseau.

En 2018 ces deux réseaux ont délivré 28 000 MWh de chaleur, soit environ 23 500 MWh à Bar-le-Duc et 4 500 MWh à Ligny-en-Barrois.

2. Les consommations énergétiques

A. Les calculs de consommation énergétique

S'il n'est pas fait référence à d'autres sources spécifiques, les données de consommation énergétique présentée dans ce chapitre proviennent de l'Invent'Air V2020 élaboré par Atmo Grand Est dans le cadre de l'Observatoire Climat Air Énergie de la région Grand Est. Les années considérées dans cet inventaire sont 1990, 2005, 2010, 2012, 2014, 2015, 2016, 2017 et 2018. Ces données sont des estimations, à l'échelle de l'EPCI, faites à partir de données nationales et de données locales, délivrées par exemple par les distributeurs d'énergie.

Sauf indication contraire, les consommations et productions énergétiques sont exprimées en GWh (ou ses multiples Wh, kWh, MWh) d'énergie finale PCI, comme définies par l'article 3 de l'arrêté du 4 août 2016.

L'énergie finale PCI (Pouvoir calorifique inférieur) est l'énergie dont bénéficie l'utilisateur final. Pour l'électricité, c'est l'énergie comptabilisée sur la facture. Pour les combustibles, elle correspond la chaleur libérée lors de la combustion.

Les consommations d'énergie sont calculées selon la méthode cadastrale : seule l'énergie effectivement consommée sur le Pays Barrois est comptabilisée. Plus précisément, selon les secteurs d'activité documentés :

- Résidentiel et Tertiaire : les consommations énergétiques des bâtiments installés sur le Pays Barrois sont comptabilisées (chauffage, eau chaude sanitaire, électricité spécifique, climatisation, ventilation...). En revanche les consommations énergétiques indirectes des ménages ou des entreprises dues à l'importation de produits ne sont pas comptabilisées.
- Transports : les déplacements sur le territoire du Pays Barrois sont comptabilisés : les déplacements effectués par des habitants du Pays Barrois en dehors du territoire ne sont pas pris en compte. À l'inverse, les transports de transit (par exemple un poids-lourd traversant le territoire sur la RN4) le sont.
- Industries : les consommations énergétiques des bâtiments et process industrielles sur le territoire sont comptabilisées ; les matières premières, l'acheminement ou la distribution ne le sont pas.
- Agriculture : les consommations des engins et bâtiments des exploitations agricoles implantées sur le territoire sont comptabilisées.

B. Évolution de la consommation énergétique sur le Pays Barrois

La consommation énergétique sur le Pays Barrois s'élève, selon les données d'Invent'Air 2020 d'Atmo Grand Est, à 1 928 GWh d'énergie finale en 2018, toute énergie et tout secteur confondu. Cette consommation est en baisse régulière depuis 2005, lorsqu'elle s'élevait à 2 536 GWh, soit une baisse **de 24% en 13 ans**. A titre de comparaison, la consommation énergétique finale française a augmenté de 3% sur la même période, selon les données du Ministère chargé de l'environnement.

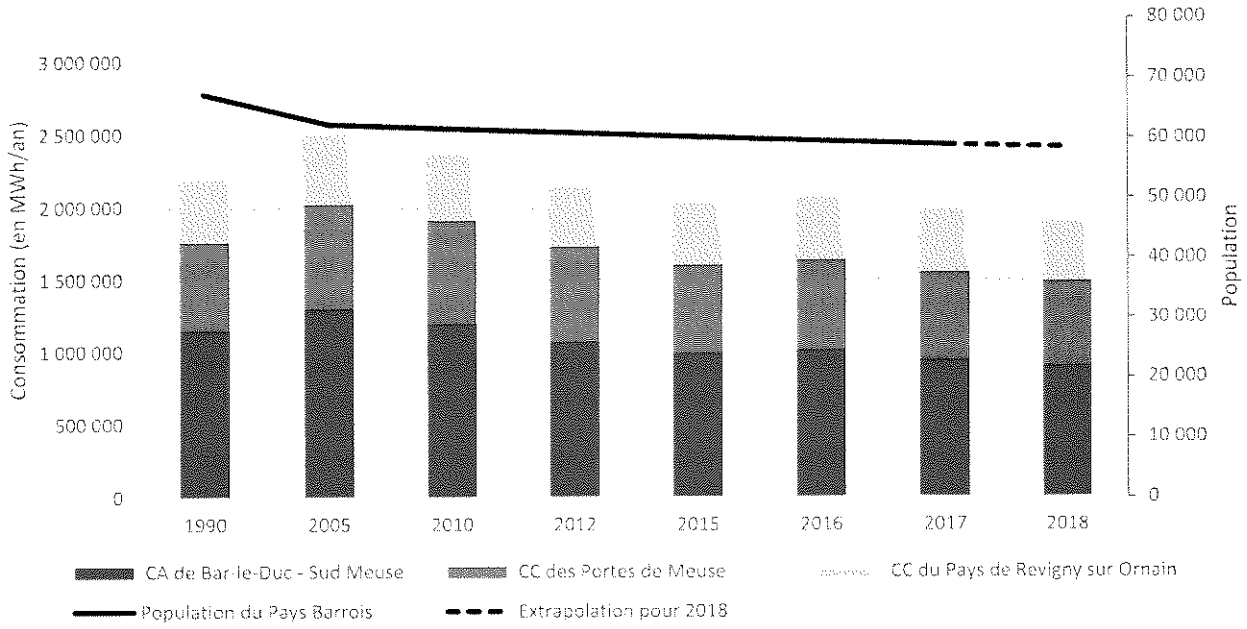


Figure 5 : Évolution de la consommation énergétique finale sur le Pays Barrois, de 1990 à 2018
Invent'air V2020, Atmo Grand Est ; Population municipale INSEE

Cette baisse ne s'explique qu'en partie par la baisse de la population, de l'ordre de 6%. **À population constante, la baisse de consommation énergétique dans le Pays Barrois entre 2005 et 2017 aurait été de 12%, alors qu'elle aurait été de 9% à l'échelle de la France métropolitaine**. Le Pays Barrois a donc bien entamé sa transition énergétique, avec une baisse structurelle de la consommation finale d'énergie sur son territoire.

La baisse progressive de la consommation par habitant depuis 2005 se vérifie à l'échelle des intercommunalités.

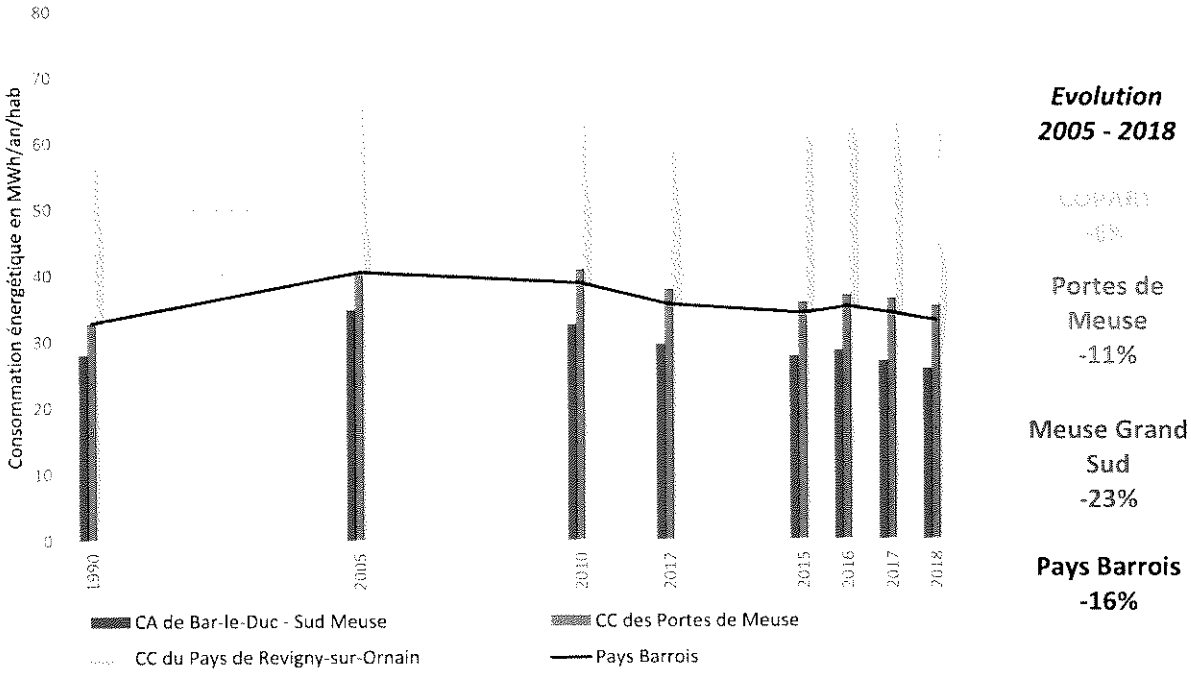


Figure 6 : Evolution de la consommation énergétique par habitant, de 1990 à 2018
Invent'air V2020

L'agglomération Meuse Grand Sud est celle qui réalise la plus grande baisse par habitant, avec -23% entre 2005 et 2018, suivi des Portes de Meuse avec -11%. La COPARY n'observe pas réellement de baisse tendancielle, mais une consommation annuelle en dents de scie. Cela s'explique par la forte part de l'industrie dans la consommation énergétique, dont l'évolution dépend alors de l'activité fluctuante d'un petit nombre de sites industriels.

Evolution par rapport à 1990

Adopté en 2007, le Paquet énergie-climat 2020 de l'Union Européenne demandait entre autres de baisser de 20% les consommations d'énergie finale en 2020 par rapport à 1990. En 2018, seule l'agglomération Bar-le-Duc Sud Meuse semble tenir cet objectif. Les deux autres intercommunalités et le Pays Barrois dans son entièreté sont en-deçà, compte tenu de la forte hausse de la consommation entre 1990 et 2005. Depuis 2005, la baisse est progressive dans chacune des intercommunalités.

Consommation totale en GWh/an	1990	2005	2018	Evolution 1990/2018	Evolution 2005/2018
Bar-le-Duc - Sud Meuse	1146	1296	895	-22%	-31%
Portes de Meuse	613	726	589	-4%	-19%
Pays de Revigny sur Ornain	455	515	444	-2%	-14%
Pays Barrois	**2 214**	**2 536**	**1 928**	**-13%**	**-24%**

Tableau 1 : Evolution de la consommation énergétique de 1990 à 2019 - *Invent'air V2020*

C. Consommation par secteur et par EPCI

En 2018, les secteurs les plus consommateurs d'énergie sont respectivement les bâtiments résidentiels, le transport routier et l'industrie.

Secteurs	Consommation finale 2018 (en MWh)	Part (en %)
Résidentiel	666 210	34%
Transport routier	590 041	31%
Industrie	405 331	21%
Tertiaire	176 805	9%
Agriculture	74 339	4%
Autres transports	15 222	1%
Total Pays Barrois	1 927 948	

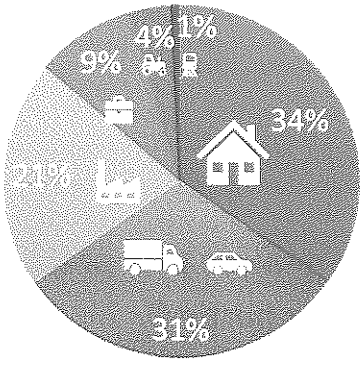


Tableau 2 et Figure 7 : Consommation énergétique finale par secteur en 2018
Invent'air V2020 – Atmo Grand Est

La répartition de ces consommations est sensiblement différente selon les EPCI.

Le cas du secteur industriel est particulièrement marquant : s'il pèse 10% de la consommation à Meuse Grand Sud et Portes de Meuse, il capte 58% de l'énergie finale consommée par le Pays de Revigny, du fait de la présence d'importantes usines métallurgiques. Sa part au niveau du Pays Barrois (21%) est équivalente à la part observée en France.

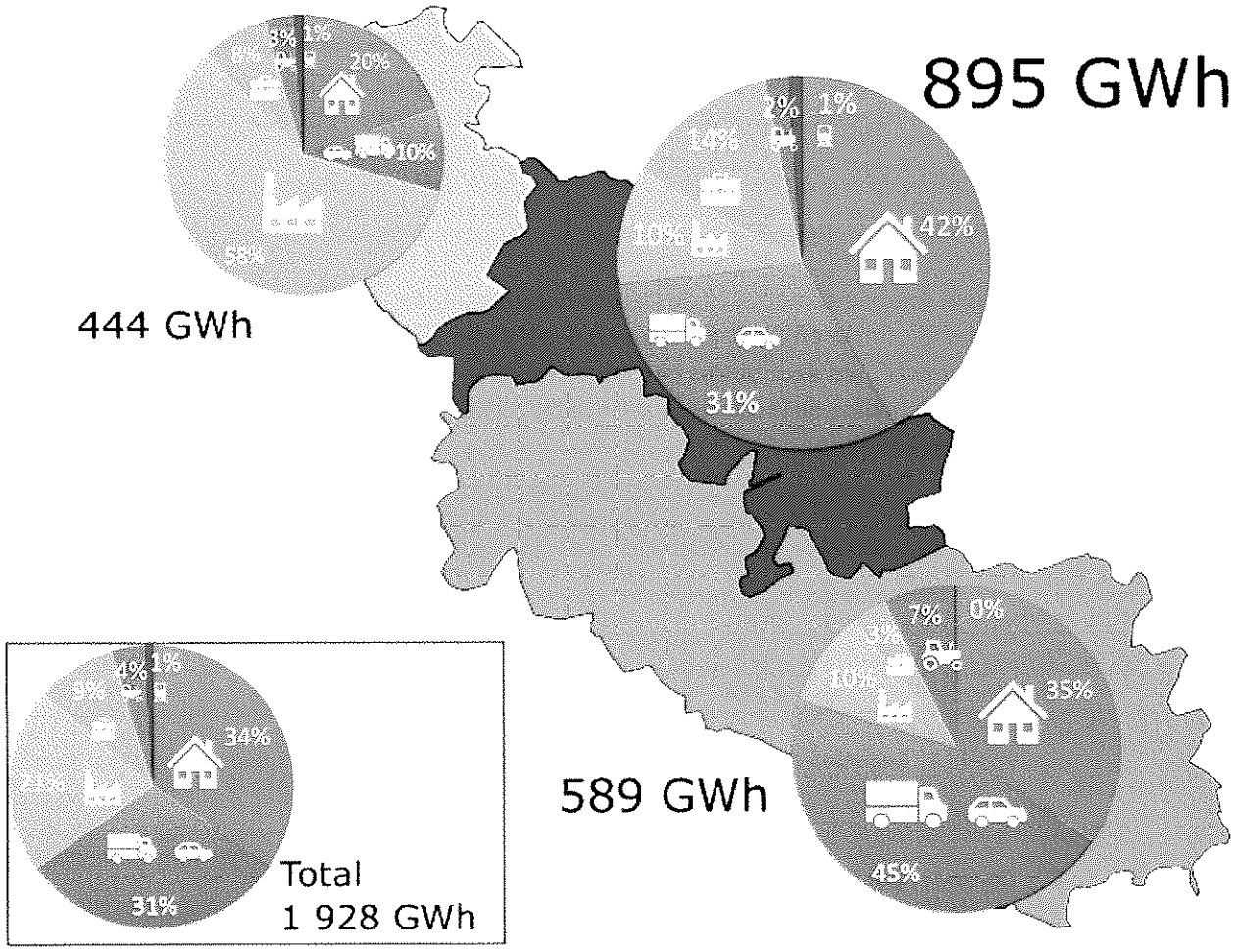


Figure 8 : Répartition de la consommation énergétique finale par secteur dans chaque EPCI

Hors industrie, ce sont les secteurs du bâti résidentiel et des transports routiers qui sont les plus consommateurs, là encore avec des disparités : le transport a un poids plus important dans les grands territoires peu denses comme les Portes de Meuse, alors que les bâtiments résidentiels pèsent 42% de la consommation énergétique sur Meuse Grand Sud, du fait notamment du nombre plus important et de la qualité thermique moindre des logements.

Une analyse plus précise de ces consommations par secteur est faite dans la partie 0

Diagnostics sectoriels.

D. Consommation par type d'énergie

En 2018, selon les données d'Invent'air, la source d'énergie la plus utilisée sur le Pays Barrois reste les produits pétroliers avec 751 GWh d'énergie finale par an, soit 39%% de la consommation totale. C'est la communauté de communes des Portes de Meuse qui, en cohérence avec sa surreprésentation du secteur des transports routiers, consomme la plus grande part de produits pétroliers (57%).

Source d'énergie	Consommation finale 2018 (en MWh)	Part (en %)
Produits pétroliers	751 204	39%
Électricité	434 762	23%
[illegible]	425 491	22%
Bois-énergie	201 346	10%
[illegible]	87 139	5%
Réseau de chaleur et de froid	28 007	1%
Total Pays Barrois	1 927 948	

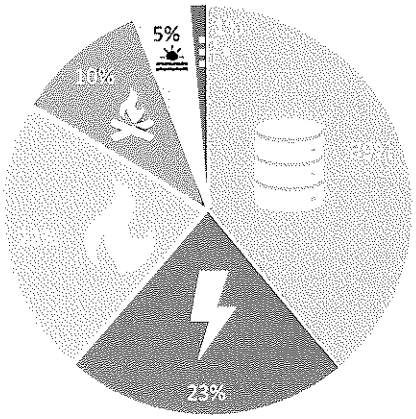


Tableau 3 et Figure 9 : Consommation énergétique finale par source d'énergie en 2018
Invent'air V2020 – Atmo Grand Est

A l'échelle du Pays Barrois, l'électricité et le gaz naturel sont consommés à des proportions équivalentes (23 et 22% respectivement), mais ces proportions ne se retrouvent pas au sein de chaque EPCI. Ainsi l'usage du gaz naturel est très faible dans les Portes de Meuse (5%) du fait de l'absence de réseau de gaz dans la majorité des communes. A l'inverse, la consommation de gaz est très importante dans la COPARY, pour un usage principalement industriel.

Le bois-énergie et les autres énergies renouvelables représentent 15% de la consommation énergétique totale, cette part étant plus importante dans les petites communes. Enfin les réseaux de chaleur et de froid, présents uniquement à Bar-le-Duc et Ligny-en-Barrois, représentent seulement 1% de la consommation totale du Pays Barrois (3% à l'échelle de Meuse Grand Sud).

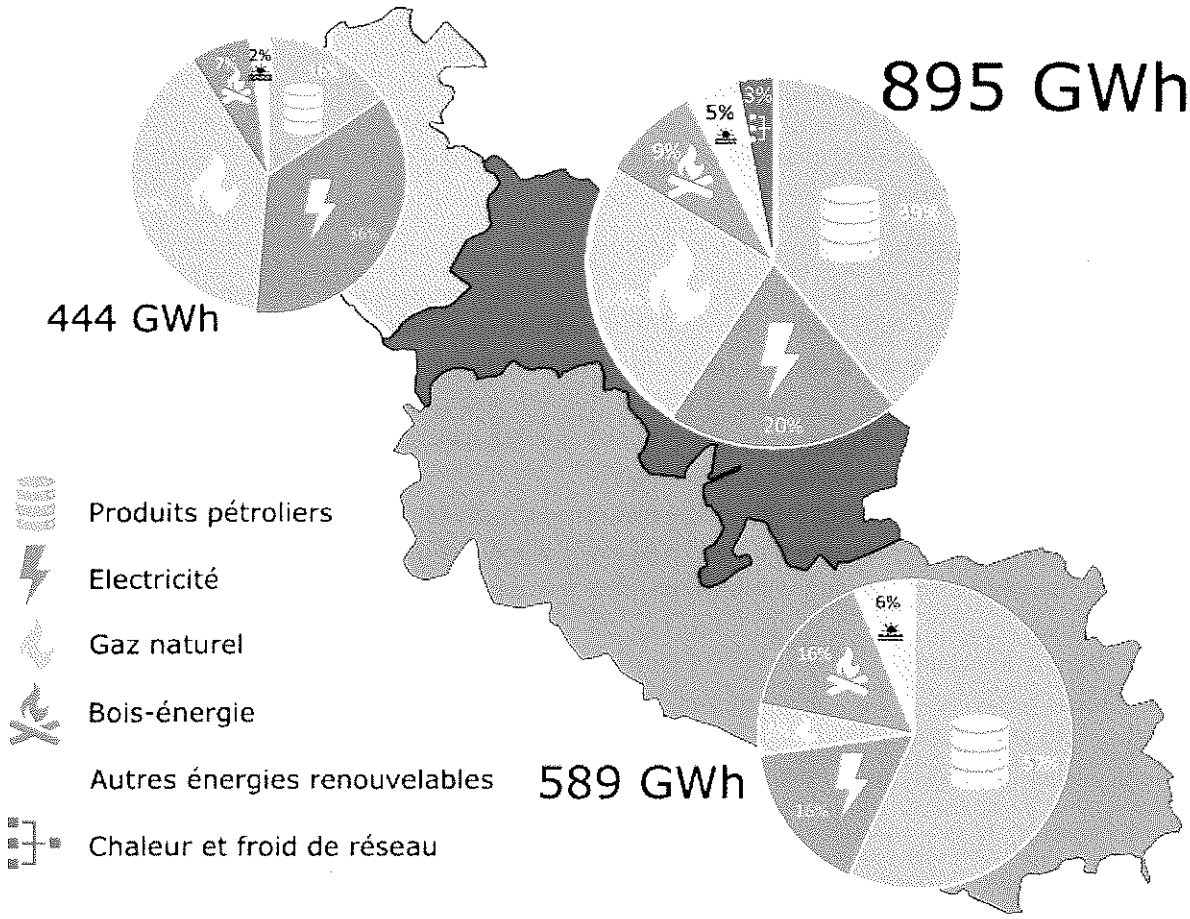


Figure 10 : Consommation énergétique finale par source d'énergie dans chaque EPCI

3. La production d'énergie renouvelable

A. La production des différentes filières d'énergie renouvelable

Selon l'*Invent'air V2020*, la production annuelle d'énergie renouvelable sur le Pays Barrois s'est élevée à 793 MWh en 2018.

Celle-ci se valorise sous trois formes :

- **La chaleur renouvelable**, qui est produite et consommée sur place : le bois-énergie est sans conteste le premier pourvoyeur de chaleur renouvelable, utilisé principalement pour le chauffage des bâtiments résidentiels. Les pompes à chaleur (PAC) aérothermiques représentent 8% de la production de chaleur renouvelable, tandis que les géothermiques en représentent à peine 2%. L'incinération de la part renouvelable des déchets (déchets organiques), la méthanisation et le solaire thermique constituent le reste de la production de chaleur renouvelable.
- **La production de combustibles et carburants**, produits sur le Pays Barrois mais exportés pour un usage extérieur. En l'absence d'usine d'agrocarburants et d'injection de méthane sur le réseau de gaz ou de son utilisation en carburant, le seul combustible produit est le bois-énergie. Son exportation nette (combustible produit – combustible valorisé en chaleur) est de 164 GWh. Le Pays Barrois est donc bénéficiaire net sur le marché du bois-énergie.
- **L'électricité renouvelable**, produite dans le Pays Barrois quasi-exclusivement par l'énergie éolienne. Le photovoltaïque, l'hydraulique et la cogénération du biogaz représentent respectivement 1%, 0,6% et 0,4% de la production électrique renouvelable.

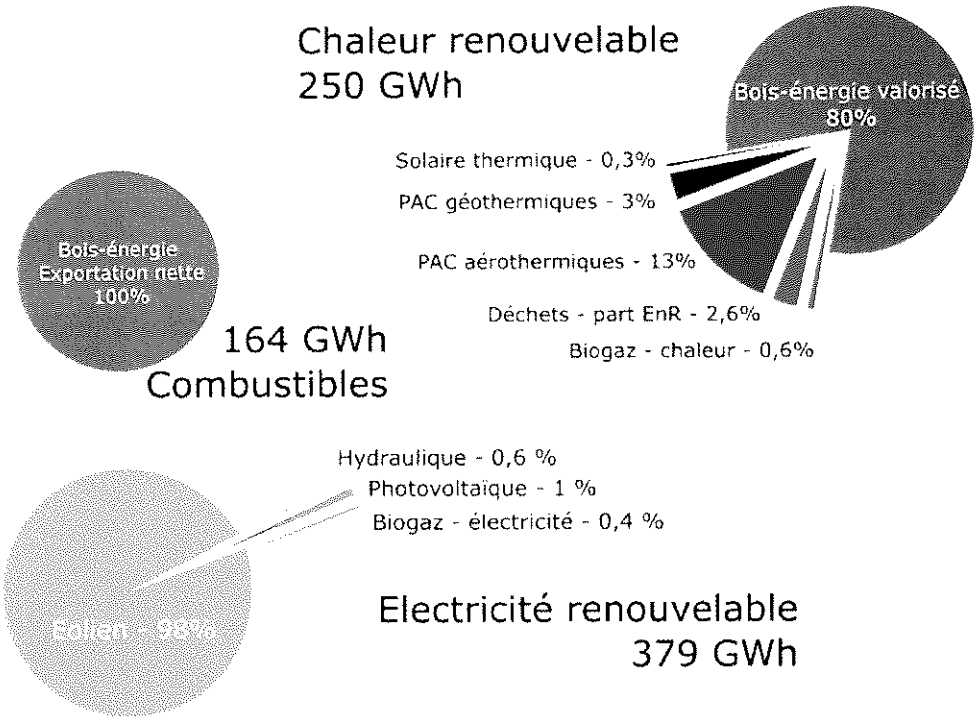


Figure 11 : Production d'énergie renouvelable en 2018, par type de filière

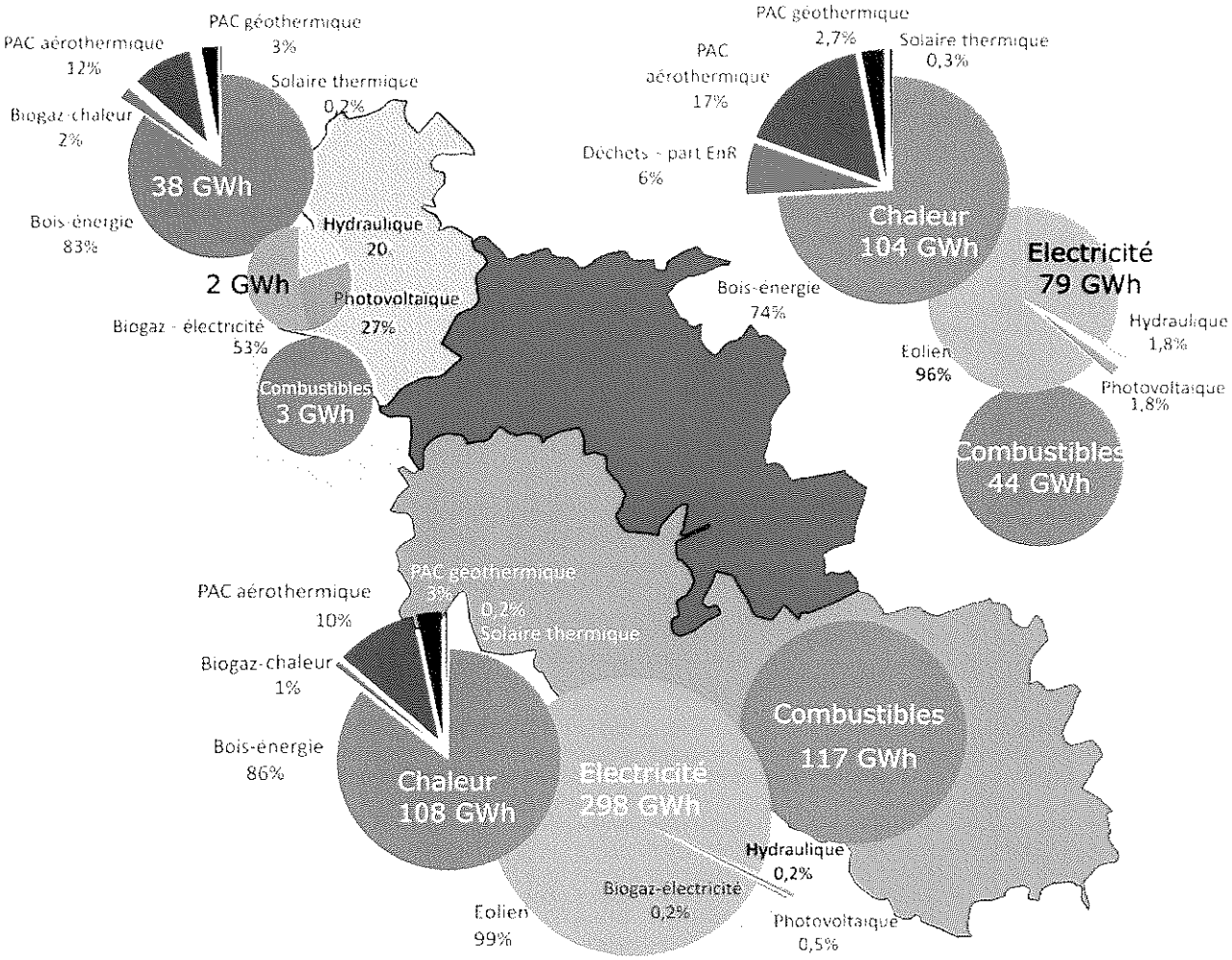


Figure 12 : Production d'énergie renouvelable par EPCI
Invent'air V2020

La répartition de la production par EPCI est très hétérogène. Ainsi la COPARY produit seulement 5% de l'énergie renouvelable du Pays Barrois du fait de l'absence totale d'éoliennes sur son territoire et de sa faible production de bois-énergie. Elle bénéficie néanmoins d'une installation de méthanisation qui constitue la première source d'électricité renouvelable. A l'inverse, la production d'énergie renouvelable est la plus importante dans les Portes de Meuse, pour deux raisons principales : la présence de plusieurs champs éoliens dans le sud-est de son territoire et la part importante de l'exportation de bois-énergie et du chauffage au bois dans les bâtiments résidentiels.

Evolution de la production énergétique renouvelable

La production énergétique renouvelable est en constante augmentation depuis 2005, et ce pour toutes les technologies de valorisation. Sans compter le bois-énergie exporté, de 198 GWh annuels en 2005, la production est passée à 505 GWh en 2012 et 289 GWh en 2018. Cette hausse est principalement soutenue par la production éolienne, absente en 2005 et représentant près de la moitié de la production aujourd'hui. Le bois-énergie a lui aussi progressé, confirmant la préférence des habitants du Pays Barrois pour son usage comme moyen de chauffage de leurs habitations. Les pompes à chaleur aérothermiques et géothermiques ont également multiplié la production par 5,5 et 3,5 respectivement.

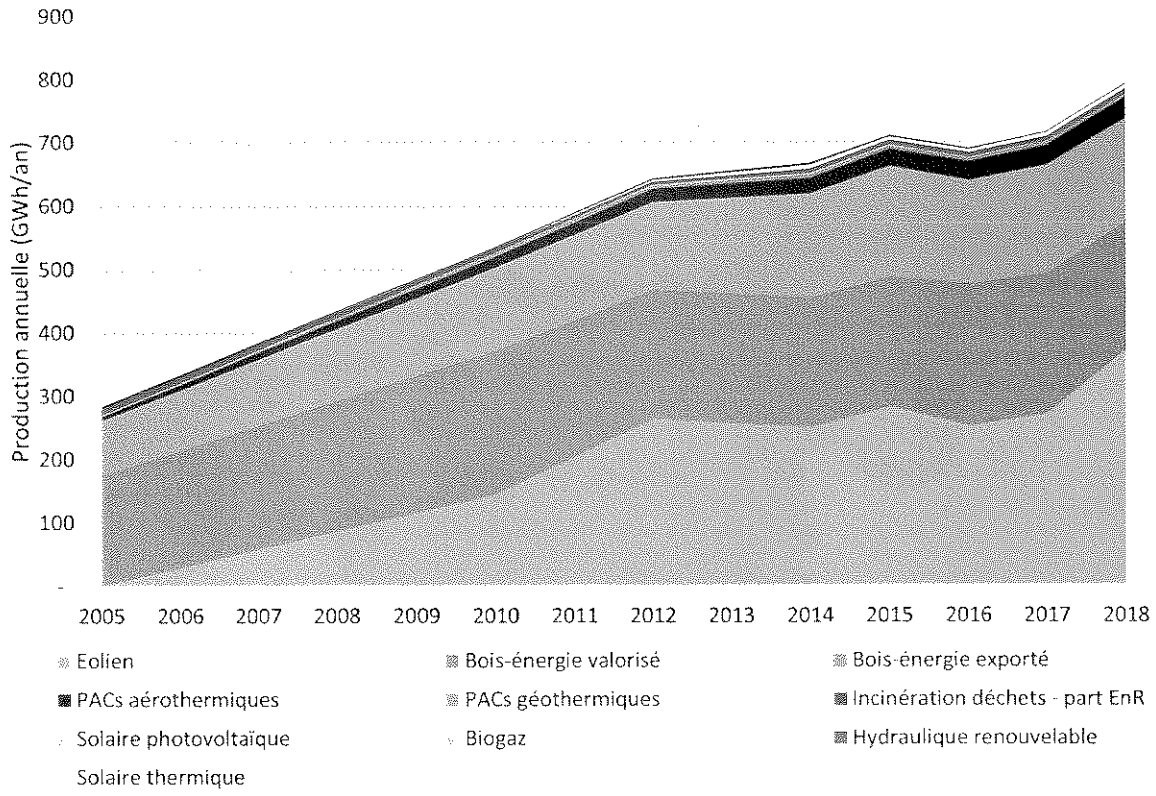


Figure 13 : Évolution de la production énergétique renouvelable
Invent'air V2020

Production en GWh/an	2005	2018	Evolution
Eolien	0	372	+372 GWh
Bois-énergie valorisé	174	201	+27 GWh (+15%)
Bois-énergie exporté	88	164	+78 GWh (+86%)
PACs aérothermiques	6	33	+27 GWh (+450%)
Incinération de déchets - part EnR	13	7	-6 GWh (-46%)
PACs géothermiques	2	7	+5 GWh (+250%)
Biogaz	0	3,1	+3,1 GWh
Solaire photovoltaïque	0	3,3	+3,3 GWh
Hydraulique renouvelable	2,7	2,3	-0,7 GWh (-15%)
Solaire thermique	0,1	0,6	+0,5 GWh (+500%)
Total	**286**	**793**	**+507 GWh (+178%)**
Total hors bois-énergie exporté	**198**	**629**	**+431 GWh (+218%)**

Tableau 4 : Évolution de la production énergétique de 2005 à 2018
Invent'air V2020

Objectifs de production renouvelable

Adopté en 2007, le Paquet énergie-climat 2020 de l'Union Européenne fixait à la France un objectif de production d'énergie renouvelable à hauteur de 23% de sa consommation finale en 2020.

Son calcul à l'échelle du Pays Barrois demande de ne pas prendre en compte la production du bois-énergie exporté en dehors du Pays, afin d'éviter les double-compte au niveau national (l'énergie renouvelable est comptabilisée à l'endroit où elle est effectivement valorisée).

Il s'avère que les objectifs nationaux sont très largement atteints à l'échelle du Pays Barrois. Outre le carburant, le mix énergétique de l'électricité et de la chaleur est déjà largement renouvelable, avec 87% de l'électricité et 30% de la chaleur. **Toute énergie confondue, la part de production renouvelable sur la consommation énergétique finale est de 33% en 2018, soit 10 points au-delà de l'objectif national pour 2020.** Cette dynamique doit être poursuivie, et engagée dans le secteur des carburants, afin de contribuer aux objectifs du SRADDET d'une Région à énergie positive à 2050.

Ce chiffre cache des disparités entre les EPCI :

- Bar-le-Duc Sud Meuse, avec une part de 20% en 2018, se situe dans la lignée nationale. La part importante d'électricité renouvelable, mais également de chaleur, cache la carence en production de carburants renouvelables.
- La Codecom des Portes de Meuse est très largement excédentaire en électricité grâce à ses champs éoliens. La part de chaleur renouvelable, quasi-exclusivement de bois-énergie, atteint 57% des besoins en chaleur.
- Le Pays de Revigny est en revanche en-deçà des objectifs nationaux sur les trois vecteurs. Cela s'explique par l'absence de champs éoliens sur son territoire et par une forte consommation énergétique du secteur industriel.

Énergie exprimée en GWh/an Année 2018		Bar-le-Duc Sud Meuse	Portes de Meuse	COPARY	Pays Barrois	*Objectif SRADDET 2021*	*Objectif SRADDET 2050*
Electricité	Consommation finale	182	94	159	435		
	Production renouvelable	79	298	2	379		
	%	***43%***	***318%***	***1%***	***87%***	***41%***	***100%***
Chaleur	Consommation finale	415	189	230	834		
	Production renouvelable	104	108	38	250		
	%	***25%***	***57%***	***16%***	***30%***	***20%***	***100%***
Carburants	Consommation finale	298	306	55	659		
	Production renouvelable	0	0	0	0		
	%	***0%***	***0%***	***0%***	***0%***	***10%***	***95%***
Toute énergie confondue	Consommation finale	895	589	444	1 928		
	Production renouvelable	183	406	39	629		
	%	**20%**	**69%**	**9%**	**33%**	***25%***	***100%***

Tableau 5 : Part de production renouvelable sur la consommation finale - *Invent'air V2020*

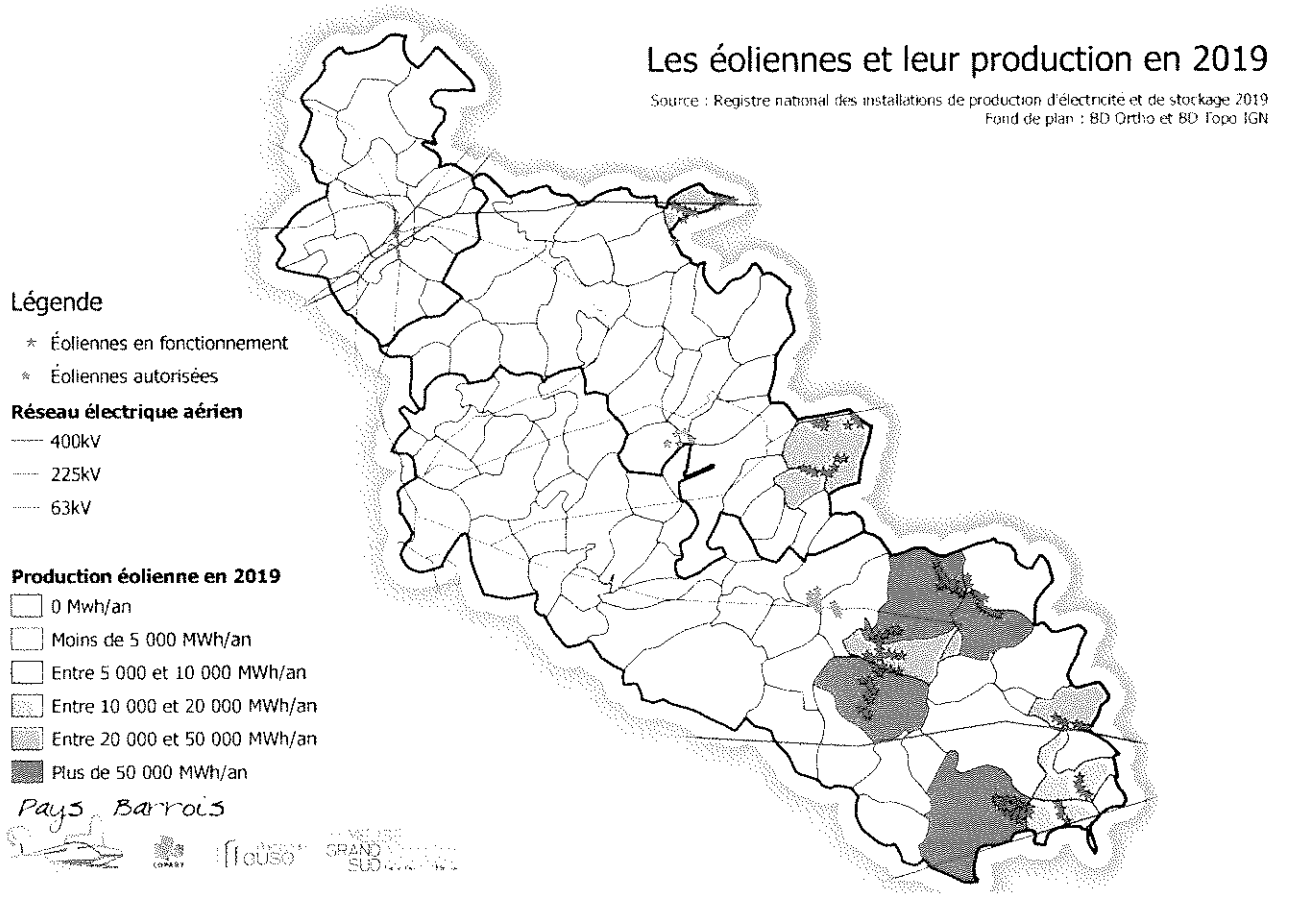
B. L'éolien : Gisement, production, contraintes, opportunités, projets

Les parcs et la production éolienne

Le Pays Barrois compte, au 31 décembre 2019, 6 parcs éoliens sur Meuse Grand Sud et 15 parcs sur la Codecom des Portes de Meuse, respectivement sur 4 et 8 communes. **La puissance raccordée au réseau s'élève à environ 217 MW**. La Communauté de Communes du Pays de Revigny ne compte aucune éolienne à l'heure actuelle.

	Nombre de parcs	Nombre d'éoliennes	Puissance installée	Production en 2019
Meuse Grand Sud	6	27	57,9 MW	122 450 MWh
Portes de Meuse	15	76	159,6 MW	356 995 MWh

Tableau 6 : Parcs éoliens du Pays Barrois au 31 décembre 2019
Registre national des installations de production d'électricité et de stockage



Carte 4 : Implantation des éoliennes et production en 2018 par commune

Le déploiement des éoliennes a été progressif de 2006 à 2012, du raccordement des deux premiers parcs à Rumont (26 MW), à ceux de Delouze-Rosières (24MW). Le développement a ensuite repris en 2017 et 2018 (Dainville-Bertheléville, Bonnet, Houdelaincourt, Demange-Baudignécourt, Chanteraine) et d'autres parcs sont en construction et devraient être raccordés en 2020, à Nant-le-Grand notamment. La puissance autorisée non encore construite au 31 décembre 2019 s'élève à environ 55 MW.

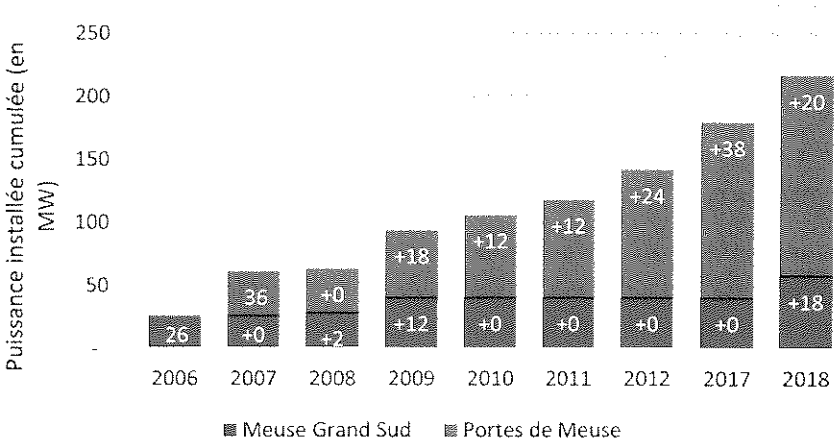
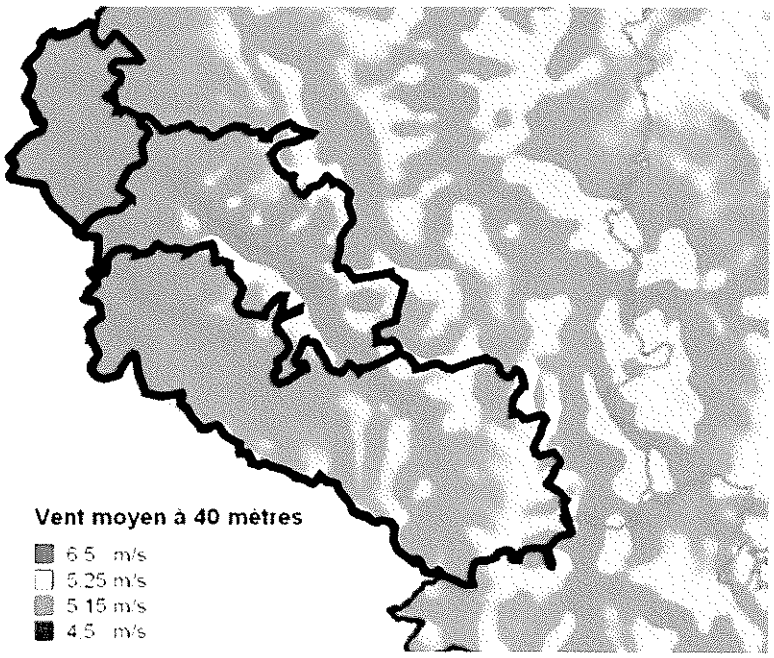


Figure 14 : Puissance éolienne installée chaque année, de 2006 à 2018

Les installations en projet, mais n'ayant pas encore fait l'objet d'une autorisation, sont encore nombreuses. Dans les travaux préparatifs du Schéma Régional De Raccordement au Réseau des Énergies Renouvelables (S3REnR), il est estimé que **les projets en prospection représentent une puissance entre 240 et 700 MW supplémentaires**, étant entendu que toutes les prospections n'aboutiront pas nécessairement. Ces parcs supplémentaires pourraient doubler, voire quadrupler la puissance installée actuelle.

Le gisement éolien dans le Pays Barrois

Les régimes des vents ont été étudiés à l'échelle de la Région Lorraine lors de l'élaboration du Schéma Régional Éolien en 2012. Si celui-ci n'est plus en application, l'extrait de carte ci-dessous est néanmoins valide. Elle résulte d'une analyse des vents sur la période 1999-2004 faite par Météo-France. Si le Pays Barrois ne présente pas un potentiel éolien aussi important que d'autres territoires en France, l'ensemble de son territoire présente des régimes de vent supérieurs à 4,5m/s à 40 mètres d'altitude, vitesse minimale pour la viabilité des éoliennes. Le Pays est plus globalement sur une vitesse moyenne de 5,15 m/s, hormis le fond de vallée de l'Ornain.



Carte 5 : Vent moyen à 40 mètres

Extrait de carte issu du SRE Lorraine, données Météo-France

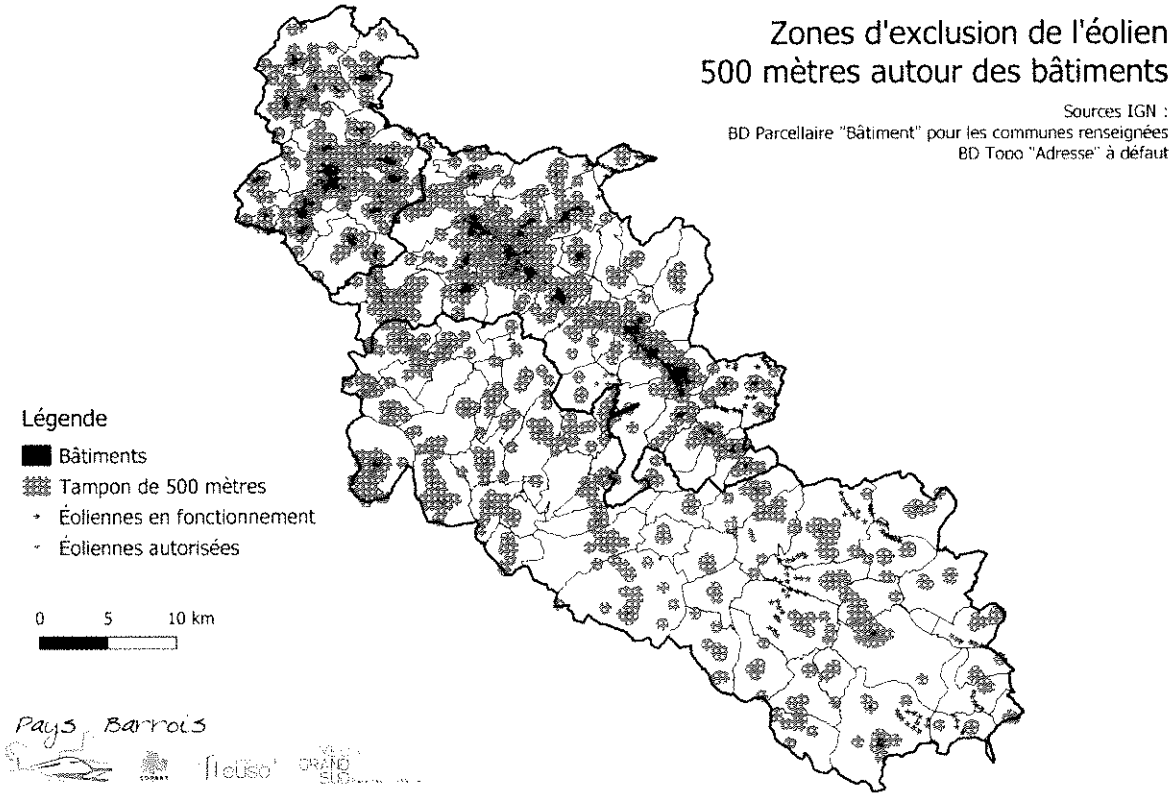
Les contraintes

L'installation de champs éoliens fait face à des contraintes diverses, qu'elles soient réglementaires, urbanistiques, paysagères ou environnementales. Celles-ci ont été étudiées dans le cadre du Schéma Régional Éolien de Lorraine en 2012.

Les enjeux règlementaires potentiellement présents sur le Pays Barrois sont :

- la servitude autour des radars de l'armée de l'air, de l'aviation civile ou de Météo-France : l'ouest du Pays Barrois se situe dans la zone d' « Altitude minimale de sécurité radar » dite servitude T7 dans un rayon de 24km autour de la base aérienne de Saint-Dizier Robinson. Cette AMSR demande une altitude maximale pour le haut des pâles des éoliennes, permettant une marge de franchissement d'obstacle aux aéronefs évoluant en guidage radar. Les installations d'éoliennes sont soumises à un avis de l'Armée.
- l'éventuelle servitude autour des récepteurs hertziens : le niveau de contraintes est différent selon les différents faisceaux pouvant exister sur le site. Cette problématique est à étudier au cas par cas en phase projet.
- la servitude autour des aérodromes et les couloirs de vols aériens : l'aérodrome des Hauts-de-Chée fait l'objet d'un plan de servitudes aéronautiques approuvé par arrêté préfectoral le 15 janvier 2019. Il concerne les communes de Les Hauts-de-Chée, Raival, Rembercourt-Sommaisne et Seigneulles frontalières du Pays Barrois, mais les communes voisines du Pays Barrois (Vavincourt, Rumont, Chardogne) ne sont pas impactées.

Les enjeux urbanistiques sont principalement les zones d'exclusion des éoliennes industrielles dans un périmètre de 500 mètres autour des zones d'habitation. À titre indicatif, la carte ci-dessous présente les zones d'exclusion de 500 mètres autour des bâtiments. Cela ne dispense pas d'une analyse plus précise au cas par cas, notamment pour caractériser l'usage de certains bâtiments.



Carte 6 : Périmètre de 500 mètres autour des bâtiments – carte indicative des zones d'exclusion de l'éolien

Les périmètres de protection rapprochée des captages excluent également l'installation d'éoliennes, en raison des risques de pollutions accidentelles, notamment pendant la phase travaux, et des nuisances potentielles des travaux et des fondations sur la nappe phréatique.

Les enjeux de patrimoine et de paysages sont également à prendre en compte. L'ensemble des sites inscrits et classés constitue un enjeu fort à prendre en compte. Il en est de même pour les paysages emblématiques : le Schéma Régional Éolien y identifie la Vallée de la Saulx. Le Schéma de Cohérence Territoriale 2014-2020 du Pays Barrois identifie également la Vallée de l'Ornain comme site paysager remarquable.

De plus la Direction Départementale des Territoires de la Meuse a mené en 2020 une « étude de la capacité des paysages de la Meuse à accueillir le développement de l'éolien ». Si celle-ci n'est pas contraignante, elle donne néanmoins une appréciation de la compatibilité, des points de vigilance et des préconisations à l'installation d'éoliennes dans chaque ensemble paysager. Le Pays Barrois est concerné par les ensembles paysagers suivants :

- Le Plateau Barrois Ouest pour lequel l'ouverture visuelle et les faibles amplitudes topographiques sont favorables à l'implantation d'éoliennes ;
- Les Côtes de Bar, où les plateaux agricoles sont propices à l'implantations d'éoliennes ;
- Le Plateau Barrois Est, moins favorables à l'installation d'éoliennes, surtout dans le « Pays aux Bois ».

Enfin, **les enjeux environnementaux** constituent une contrainte forte, bien qu'indispensable, au déploiement des éoliennes. Les enjeux réglementaires, qui interdisent de fait l'implantation d'éoliennes, sont :

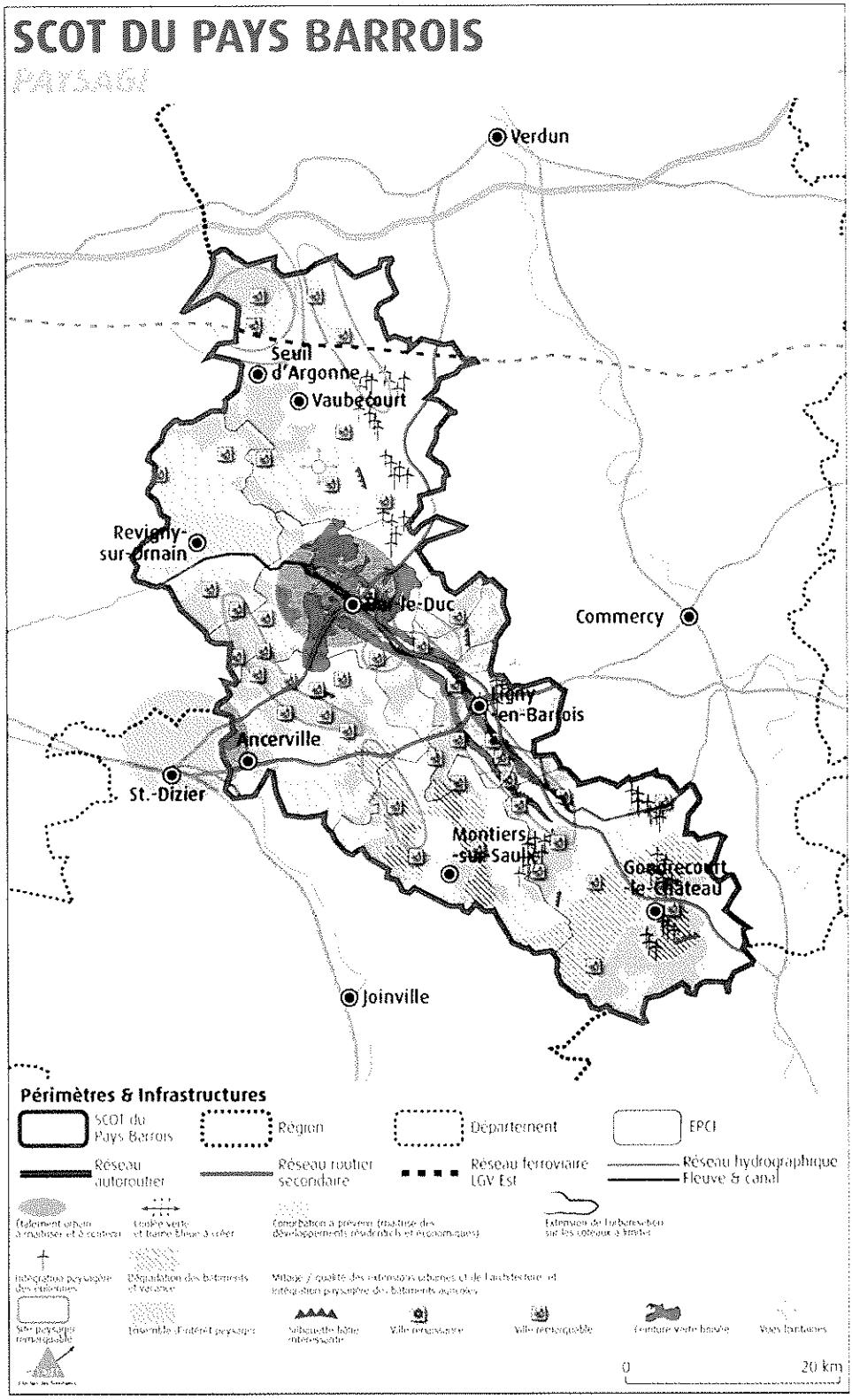
- les réserves naturelles nationales et régionales (Art. L. 332-1 et suivants du code de l'environnement) : inexistantes sur le Pays Barrois ;
- les milieux protégés par un arrêté préfectoral de protection des biotopes et les aires de protection des habitats naturels : inexistantes sur le Pays Barrois ;
- les forêts de protection (Art. L. 411-1 du code forestier) : inexistantes sur le Pays Barrois ;
- les réserves biologiques (domaniales et forestières) : inexistantes sur le Pays Barrois.

Le Schéma Régional Éolien identifie d'autres enjeux forts en Lorraine, notamment pour la protection de l'avifaune, des chiroptères et de la biodiversité en général :

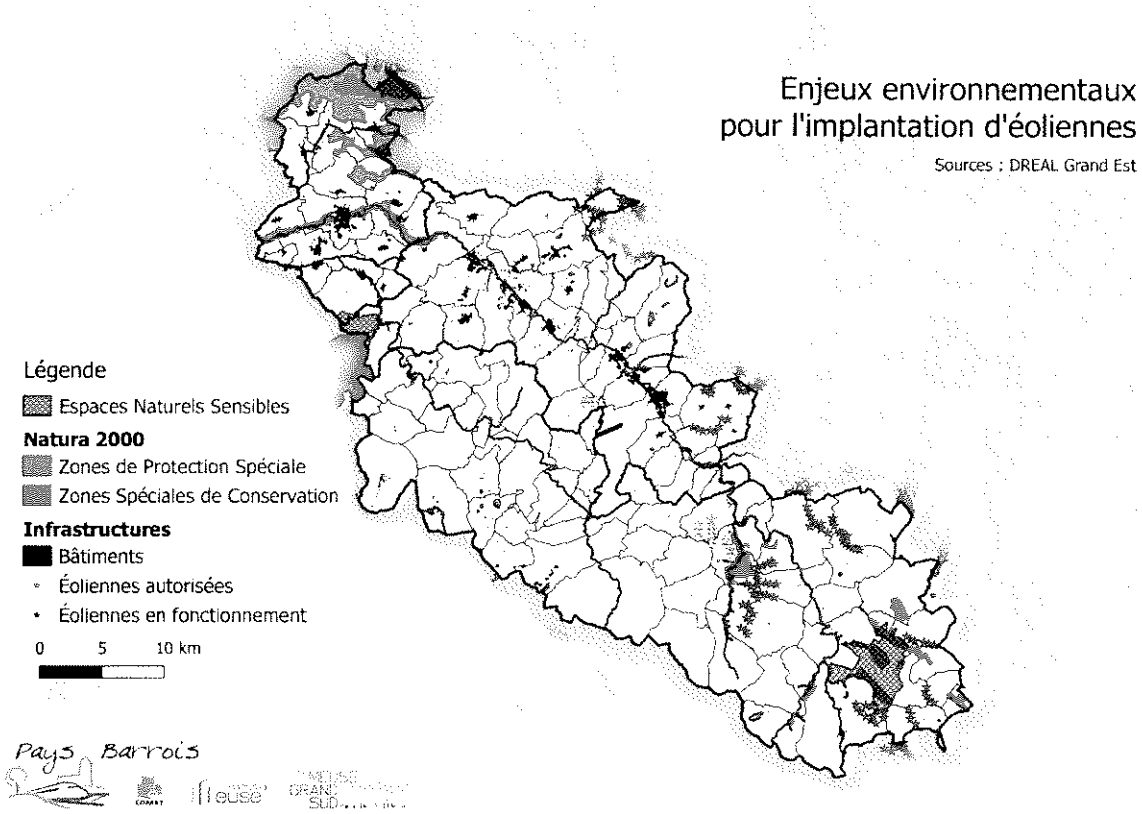
- Les Zones de Protection Spéciale qui découlent de la directive « Oiseaux » : une zone est présente sur le Pays Barrois : « Les Forêts et Étangs d'Argonne et la Vallée de l'Ornain »
- Les Zones Spéciales de Conservation qui découlent de la directive « Habitats » pour lesquels un enjeu vis-à-vis de la préservation de certains oiseaux ou des chauves-souris peuvent être présents. Il en existe quatre sur la Pays Barrois :
    - Les Forêts de Gondrecourt-le-Château,
    - Le Bois de Demange, Saint-Joire,
    - Les Carrières du Perthois : gîtes à chauves-souris,
    - Les Forêts des Argonnelles ;
- Les gîtes à chiroptères inscrits au réseau Natura 2000 : les carrières du Perthois sont particulièrement ciblées ;
- Les Espaces Naturels Sensibles : en Meuse, ceux-ci datent de 1994 et sont actuellement en cours de mise à jour.

L'ensemble des enjeux environnementaux sur le Pays Barrois est présenté sur la Carte 8. Nous observons que les éoliennes en fonctionnement ou autorisées sont bien toutes en dehors de ces espaces à enjeux. **Cette carte explique aussi l'absence de champs éoliens sur le Pays de Revigny** : une part importante de la communauté de communes est concernée par la servitude de la zone de Saint-Dizier mais aussi par la zone de protection spéciale « Forêts et Étangs d'Argonne et Vallée de l'Ornain » classée pour son intérêt ornithologique. Cette ZPS

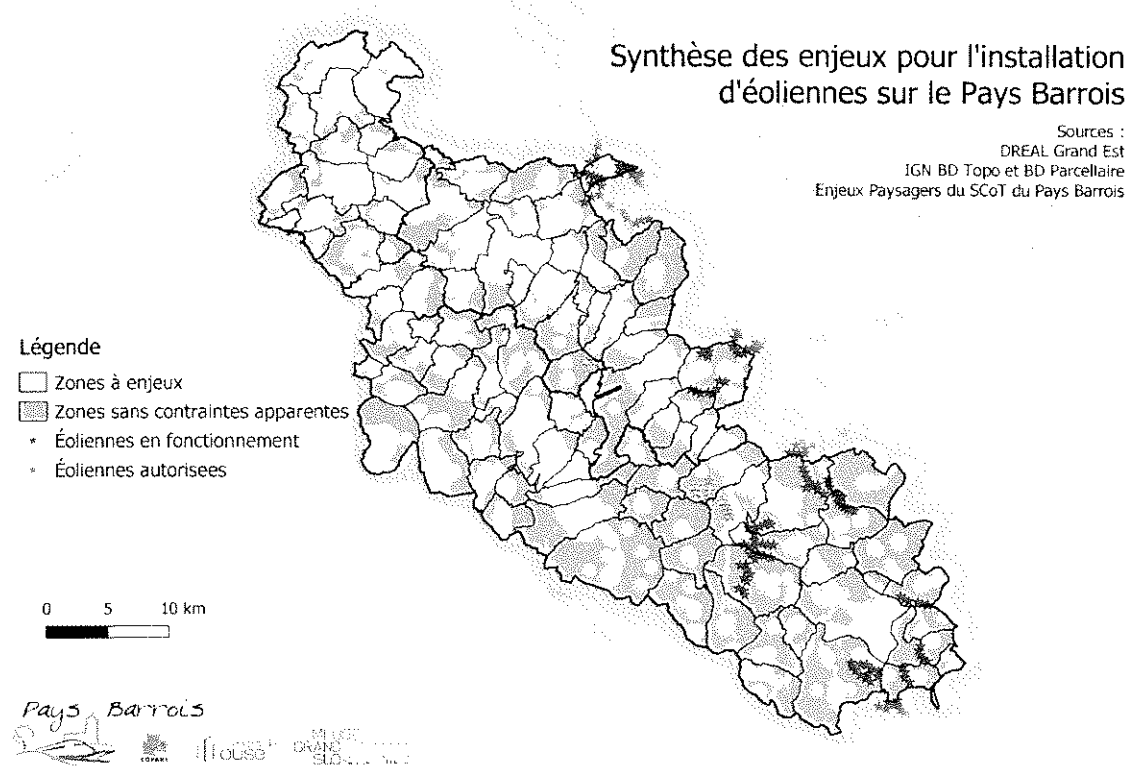
est l'habitat de nombreuses espèces patrimoniales, mais constitue aussi une halte pour de nombreux oiseaux migrateurs, tels que la Cigogne noire, l'Oie cendrée et la Grue cendrée. Pour ces raisons, l'installation d'éoliennes dans cette zone Natura 2000 et dans son périmètre proche est très contraint.



Carte 7 : Les sites paysagers remarquables du Schéma de Cohérence Territoriale du Pays Barrois



Carte 8 : Enjeux environnementaux pour l'implantations d'éoliennes



Carte 9 : Synthèse des enjeux urbains, paysagers et environnementaux

C. Le solaire photovoltaïque : Gisement, production, contraintes, opportunités, projets

Les installations et la production photovoltaïque

La production solaire photovoltaïque s'élève en 2018 à 3,3 GWh selon Invent'Air. Elle se répartit de la sorte :

	Production totale (GWh/an)	*Dont installations de plus de 36kWc*	Part du PV dans la production d'électricité renouvelable	Part du PV dans la consommation électrique totale
Bar-le-Duc - Sud Meuse	1,43	*0,94 (66%)*	1,8%	0,8%
Portes de Meuse	1,41	*1,20 (85%)*	0,5%	1,5%
Pays de Revigny sur Ornain	0,42	*0,30 (71%)*	27,3%	0,3%
Pays Barrois	**3,26**	***2,45 (75%)***	**0,9%**	**0,8%**

Tableau 7 : Production photovoltaïque en 2018
Invent'Air V2020 et Registre national des installations de production d'électricité et de stockage

Les installations de moins de 36kWc sont pour la plupart des installations décentralisées sur toiture, bénéficiant d'une obligation d'achat. Certaines, dans des proportions encore faibles, peuvent être en autoconsommation, sans injection de la production sur le réseau. Ces installations vont de moins de 3kWc (20 m²) à 36kWc (environ 240 m²). Selon Enedis, 354 installations de moins de 36kWc étaient raccordées au réseau en 2018, pour 14 installations de plus de 36kWc. Ces dernières sont pour leur totalité, jusqu'à présent, des installations à des fins de hangars agricoles ou d'entrepôts.

En 2018, le photovoltaïque représente moins de 1% de la production électrique renouvelable du Pays Barrois et moins de 1% de la consommation électrique totale. L'installation de panneaux photovoltaïque a fortement évolué entre 2010 et 2013, ayant pour résultat une production de 0,35 GWh en 2010 et de 3,83 GWh en 2014, **soit une production multipliée par 11 en 5 ans.** Le coup d'arrêt de cette augmentation s'explique par une baisse progressive mais importante du tarif d'achat de l'électricité photovoltaïque depuis 2011. Ainsi la production électrique des panneaux photovoltaïques stagne depuis 2014 ce qui révèle un développement atone. Cette situation pourrait néanmoins changer grâce à la compétitivité accrue de la filière photovoltaïque sur les autres technologies, tant pour l'autoconsommation que pour la production à grande échelle.

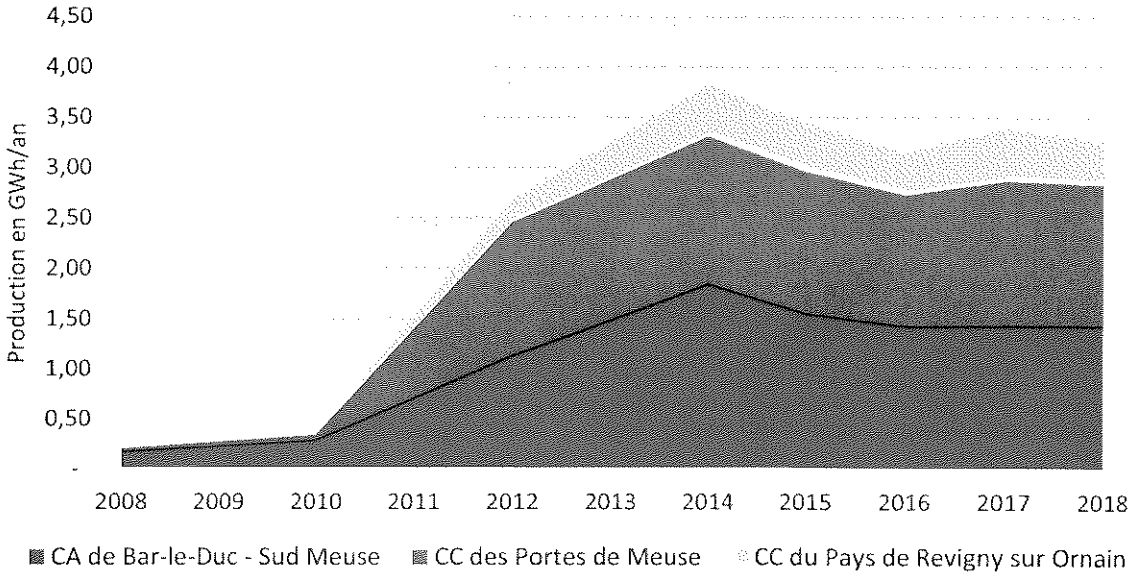


Figure 15 : Évolution de la production photovoltaïque de 2008 à 2018
Invent'air V2020

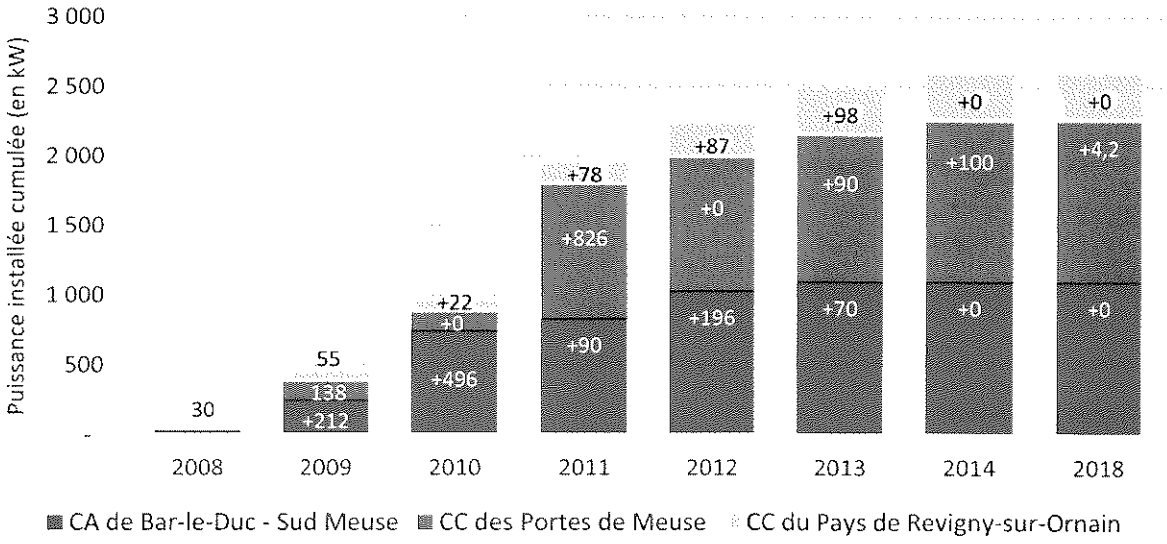
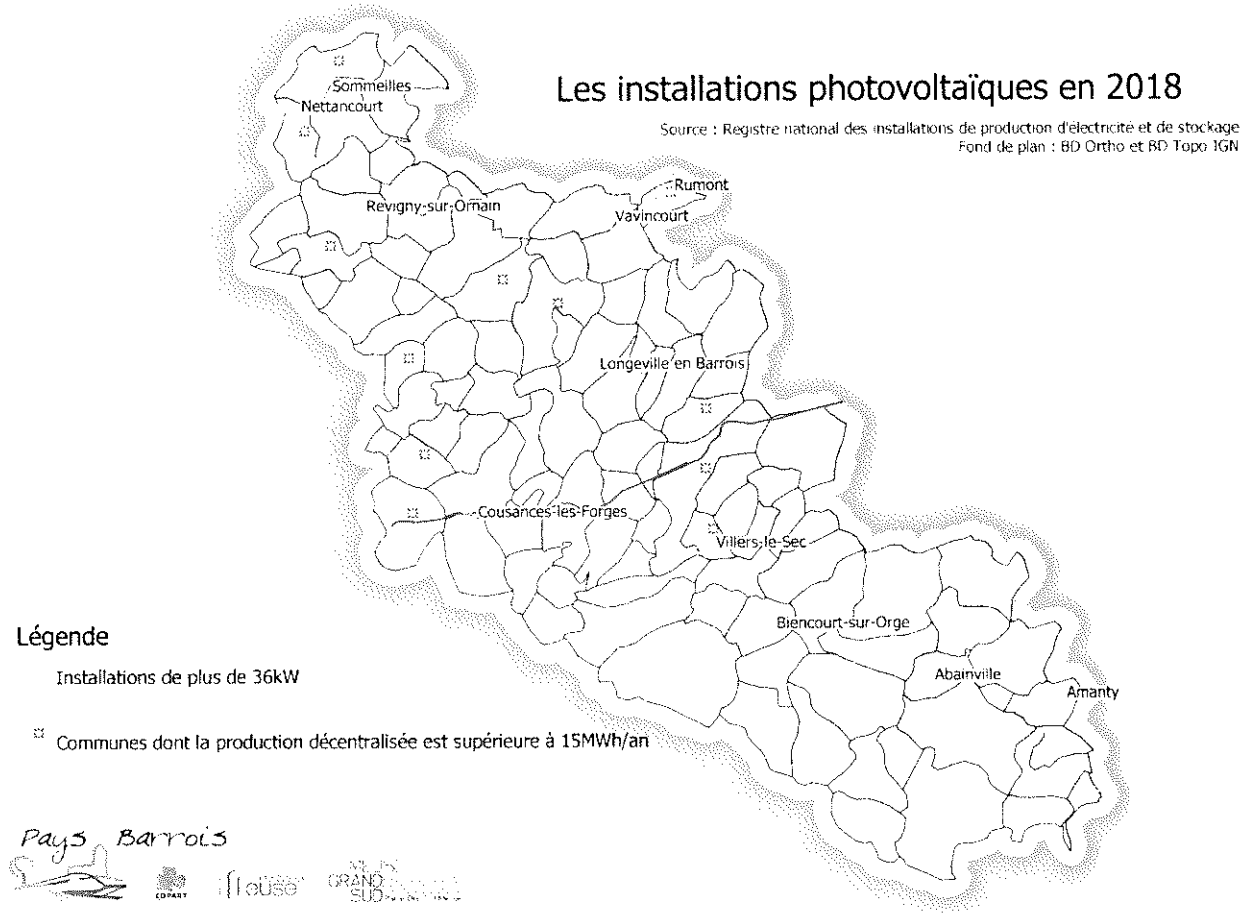


Figure 16 : Puissance photovoltaïque cumulée installée entre 2008 et 2018
Registre national des installations de production d'électricité et de stockage



Carte 10 : Les installations photovoltaïques de plus de 36kW en 2018
Registre national des installations de production d'électricité et de stockage

Le gisement solaire

Avec une irradiation globale horizontale de 128 W/m² en moyenne annuelle, le Pays Barrois est peu ensoleillé, à l'image de Paris, Metz ou Nancy. À titre de comparaison, cette valeur est de 176 W/m² à Marseille, 152 W/m² à La Rochelle et 120 W/m² à Lille.

Les disparités mensuelles sont très importantes, avec un facteur de 1 à 8 entre 30W/m² de moyenne en décembre et 230W/m² en juillet. Aux journées plus courtes et au soleil plus bas s'ajoute un temps plus couvert en automne et en hiver. En comparaison, ce facteur va de 1 à 4 à Marseille et de 1 à 5 à La Rochelle.

Ces difficultés peuvent être corrigées en adoptant un angle optimal pour l'installation de panneaux. Sur le Pays Barrois, l'angle optimal si le panneau est dirigé plein sud semble être de 36°. L'irradiation annuelle moyenne passe alors de 128W/m² à 150W/m² et la différence entre décembre et juillet passe d'un facteur 8 à un facteur 4.

Ces moyennes ont été observées de 2005 à 2016 en conditions optimales. Elles varient nécessairement selon l'emplacement, l'ombrage, la direction et l'angle exacts de l'installation. L'énergie solaire demeure néanmoins une filière à fort potentiel sur le Pays Barrois.

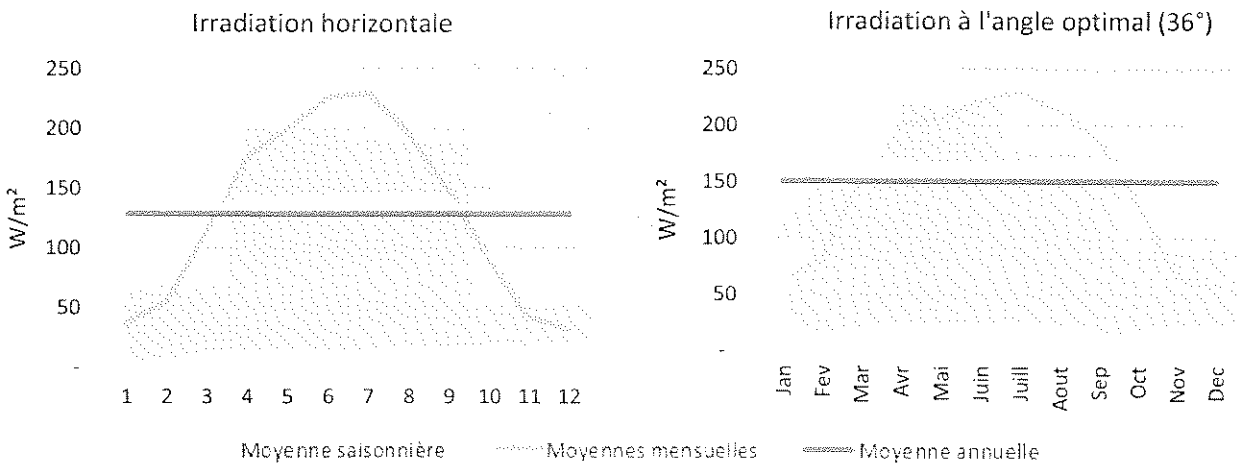
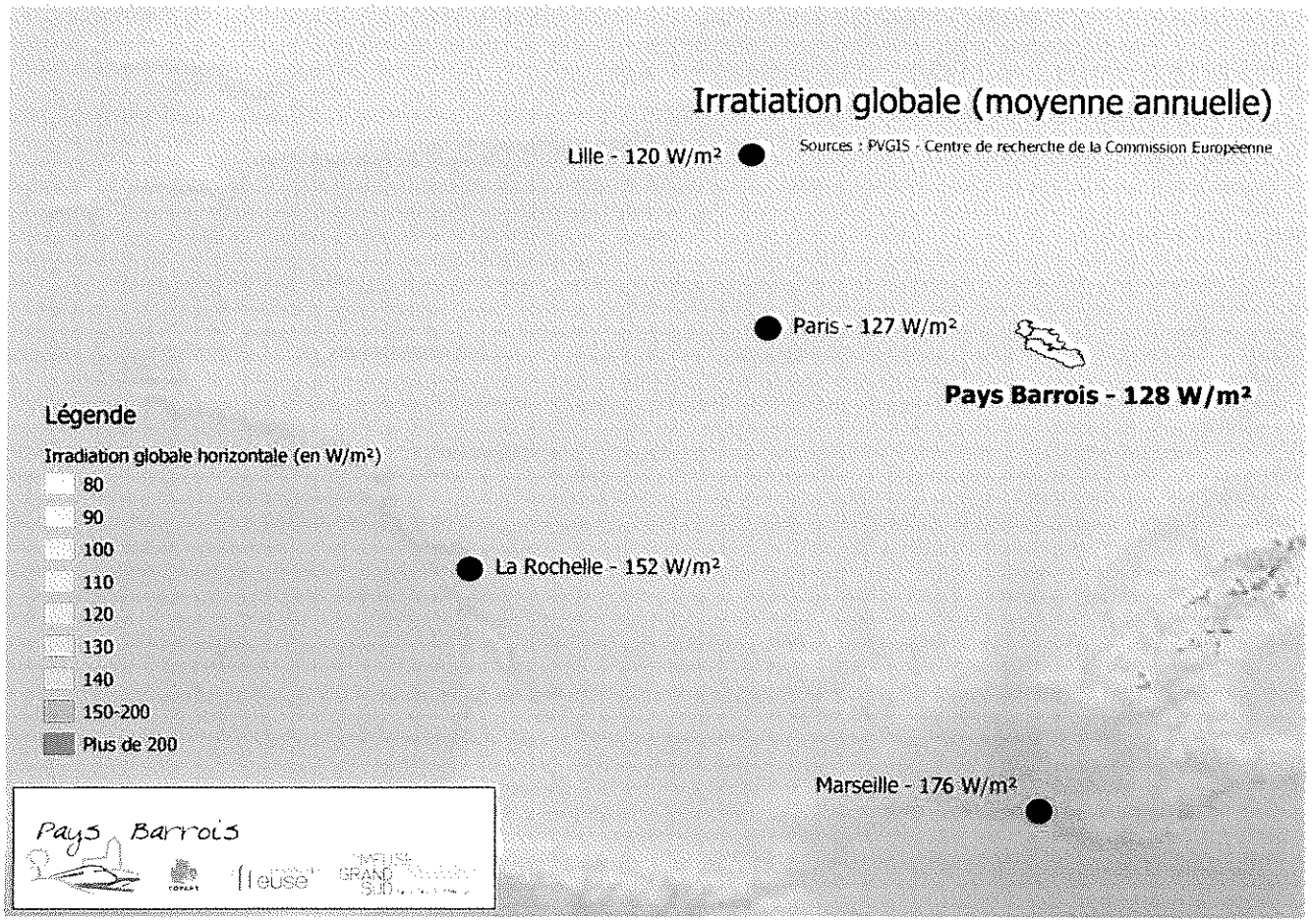


Figure 17 : Irradiation globale par mois (en W/m²)

PV GIS, développé par le centre de recherche de la commission européenne



Carte 11 : Irradiation globale horizontale

Installations sur bâtiments : opportunités et contraintes

Les petites installations photovoltaïques sont pour la plupart installées sur les toitures de bâtiments : maisons individuelles, immeubles, bâtiments publics, commerciaux ou industriels... Notons à titre d'exemples les panneaux photovoltaïques installées par des collectivités locales, sur la chaufferie du village de Bure, ou sur des logements communaux à Delouze-Rosières. En 2018, la surface de panneaux photovoltaïques en fonctionnement peut être estimée en prenant en compte la production photovoltaïque précédemment présentée et une productivité moyenne de 150 kWh/an par mètre carré de panneaux. Au total, elle s'élèverait donc à environ 21 700 m².

	Installations de moins de 36 kW	Installations de plus de 36kWc	Surface totale installée
Bar-le-Duc - Sud Meuse	3 200 m²	6 300 m²	9 500 m²
Portes de Meuse	1 400 m²	8 000 m²	9 400 m²
Pays de Revigny sur Ornain	800 m²	2 000 m²	2 800 m²
Pays Barrois	**5 400 m²**	**16 300 m²**	**21 700 m²**

Tableau 8 : Estimation de la surface de panneaux photovoltaïques en fonctionnement en 2018

Le PETR du Pays Barrois bénéficie d'un cadastre solaire développé par l'entreprise *InSunWeTrust*. Celui-ci permet entre autres de connaître la surface totale de toitures disponible sur le territoire, en prenant en compte l'orientation et la pente des toitures, ainsi que les ombrages. Cela permet ensuite de calculer la puissance et la production maximales mobilisables. Ces chiffres sont théoriques et doivent être interprétés avec précaution, compte tenu des spécificités de chaque toiture et de chaque emplacement. Ils donnent néanmoins une bonne indication du potentiel de développement de cette technologie.

	Surface disponible (m²)	Surface installée (m²)	Part de la surface installée (en %)	Production potentielle (MWh/an)
Bar-le-Duc Sud Meuse	1 932 000	9 500 m²	0,5 %	283 100
Portes de Meuse	1 629 000	9 400 m²	0,6 %	243 500
Pays de Revigny	627 000	2 800 m²	0,4 %	94 700
Pays Barrois	**4 189 000**	**21 700 m²**	**0,5 %**	**621 400**

Tableau 9 : Estimation de la surface de toiture disponible pour l'installation de panneaux solaires

Le cadastre solaire estime donc **la surface de toitures disponibles sur le Pays Barrois à plus de 4 millions de mètres carrés.** L'agglomération de Bar-le-Duc Sud Meuse dispose à elle seule de la moitié de ces toitures. Seule 0,5% de cette surface serait à ce jour équipée de panneaux photovoltaïques. Le potentiel de développement en toiture est donc grand. À titre d'exemple, **si l'on souhaitait multiplier par 10 la puissance photovoltaïque installée, seule 5% de la surface disponible serait nécessaire**.

Rappelons que ces chiffres restent théoriques et chaque projet peut faire face à certaines contraintes :

- Contraintes techniques sur la toiture : ombrage imprévu, fragilités de la charpente...
- Contraintes patrimoniales ou paysagères : bâtiment ancien, périmètre de monument historique...
- Contraintes financières : projet pas assez rentable compte tenu des difficultés techniques ou de la surface disponible.

Installations au sol : opportunités et contraintes

Au mois d'août 2020, aucune installation au sol de type « champ photovoltaïque » n'est en fonctionnement ou en cours de construction sur le Pays Barrois. Néanmoins plusieurs sont en réflexion dans des communes des trois intercommunalités.

Ces champs photovoltaïques, bien qu'ils permettent la production à grande échelle d'électricité décarbonée, doivent être déployés avec précaution, afin de préserver les espaces naturels, forestiers et agricoles et pour limiter l'imperméabilisation des sols. Le Schéma de Cohérence Territoriale du Pays Barrois précise en ces termes :

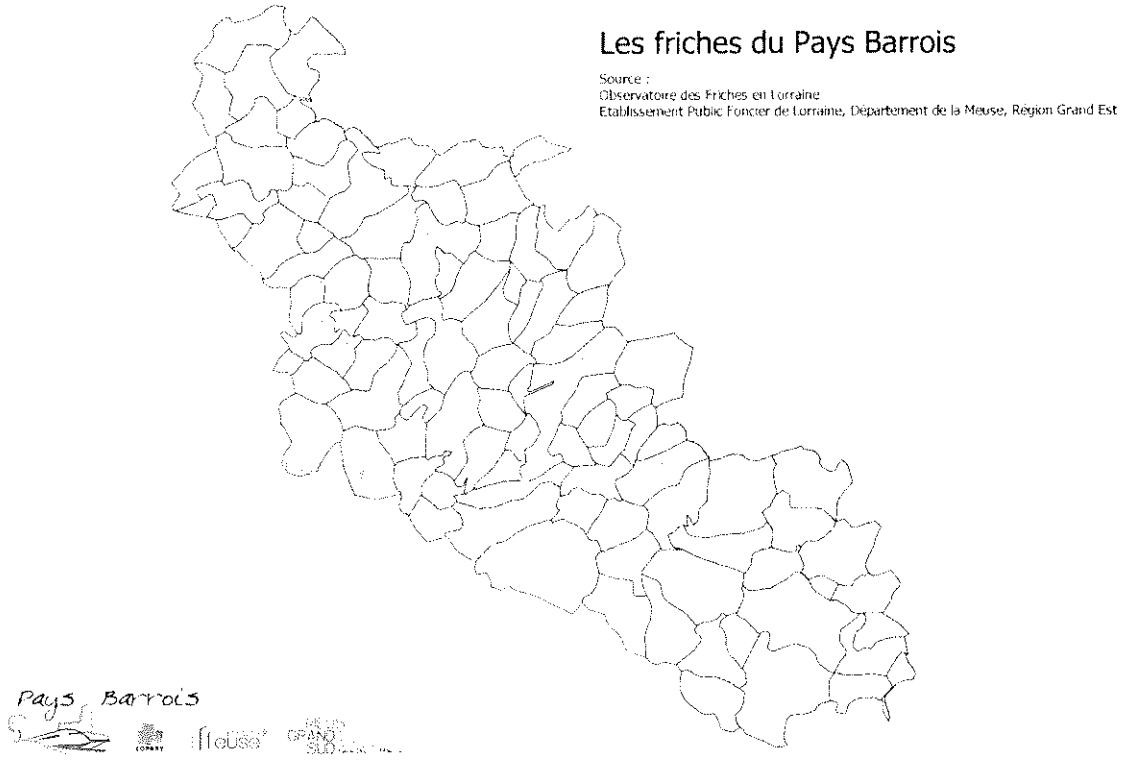
« Les unités de production photovoltaïque sont interdites sur des terrains à vocation agricole ou sylvicole, dans les réservoirs de biodiversité d'intérêt national ou régional ; autant que possible, elles seront à éviter en co-visibilité avec les paysages remarquables du SCoT. Elles seront prioritairement implantées sur des friches industrielles, commerciales ou militaires, des sites dégradés ou encore des espaces enclavés inutilisables pour d'autres usages. »

En 2017, l'Observatoire des Friches dans la Meuse, mené par l'Établissement Public Foncier de Lorraine, le Département de la Meuse et la Région Grand Est, révèle qu'il existe 47 friches industrielles sur le Pays Barrois, représentant 52,5 hectares de surface.

	Nombre de friches	Surface de friches (en ha)	Principales communes concernées
Bar-le-Duc Sud Meuse	11	7,7	Bar-le-Duc, Longeville-en-Barrois, Ligny-en-Barrois...
Portes de Meuse	33	43,8	Cousance, Ancerville, Savonnières-en-Perthois, Chassey-Beaupré, Tréveray, Dammarie-sur-Saulx...
Pays de Revigny	3	1	Revigny-sur-Ornain, Noyers-Auzécourt
Pays Barrois	47	52,5	/

Tableau 10 : Friches du Pays Barrois recensés par l'Observatoire des Friches de Lorraine

Ces friches peuvent être de différentes natures, bâties ou non, publiques ou privées, industrielles, militaires, ferroviaires... Toutes ne sont pas appropriées pour accueillir des champs photovoltaïques. D'autres à l'inverse, telles que les anciennes carrières, disposent d'un potentiel intéressant.



Carte 12 : Les friches recensées sur le Pays Barrois

D. Le solaire thermique : Gisement et production

L'énergie solaire thermique est obtenue par la transformation du rayonnement solaire en chaleur. Elle est le plus souvent utilisée pour l'eau chaude sanitaire mais peut également servir au chauffage des bâtiments ou à des procédés industriels.

La production solaire thermique, avec **environ 650 MWh/an soit moins de 0,5% de la chaleur renouvelable valorisée**, est très anecdotique sur le Pays Barrois. Elle est néanmoins en forte progression, avec une production multipliée par 10 entre 2005 et 2018 selon les estimations d'*Invent'air*.

Comme indiqué dans le chapitre C « solaire photovoltaïque », l'irradiation solaire moyenne sur le Pays Barrois est de 128 W/m², ce qui permet une production thermique d'environ 350 kW/m² par an. En reprenant ces chiffres et les surfaces de toitures disponibles présentées auparavant, le potentiel brut de production totale du solaire thermique en toiture serait **d'environ 1500 GWh/an, soit 2000 fois la production en 2018**. Plus encore que pour le potentiel photovoltaïque, **ce chiffre est à prendre avec beaucoup de précaution**, car la chaleur ne peut être transportée sur de grandes distances : ainsi le potentiel de production de chaleur thermique sur un logement doit rencontrer le besoin en eau chaude sanitaire ou en chauffage de ce logement ; il montre néanmoins une marge de progression de cette technologie très importante.

	Surface disponible en toiture (m²)	Potentiel de production (en GWh/an)	Production en 2018 (en GWh)	Production 2018/ Potentiel
Bar-le-Duc Sud Meuse	1 932 000	680	0,3	0,05%
Portes de Meuse	1 629 000	570	0,2	0,04%
Pays de Revigny	627 000	220	0,1	0,04%
Pays Barrois	**4 189 000**	**1 470**	**0,6**	**0,04%**

Tableau 11 : Estimation de la surface de toiture disponible pour l'installation de panneaux solaires

E. Le bois-énergie : Gisement et production

La production de bois-énergie sur un territoire peut être comptabilisée de deux façons :

- L'énergie produite (et donc consommée) par la combustion de bois sur le territoire ;
- L'énergie potentielle délivrée par le bois prélevé sur le territoire ;

Le prélèvement de bois-énergie sur le Pays Barrois étant supérieur à sa consommation, nous pouvons estimer que la grande majorité du bois valorisé provient du territoire. En effet, le marché du bois-bûches est majoritairement local. C'est en revanche moins le cas des nouveaux modes de valorisation du bois-énergie en pellets ou granulés, pour lesquels la chaîne de transformation est plus longue.

La valorisation du bois-énergie

En 2018, la valorisation du bois-énergie a représenté un peu plus de 200 000 MWh, soit 10% de l'énergie consommée par le Pays Barrois cette année. Le secteur résidentiel représente 93% de cette valorisation, suivi par l'industrie et le tertiaire.

La communauté de communes des Portes de Meuse est la première productrice d'énergie bois, pour des raisons de disponibilités du bois et de praticité d'usage dans les communes rurales.

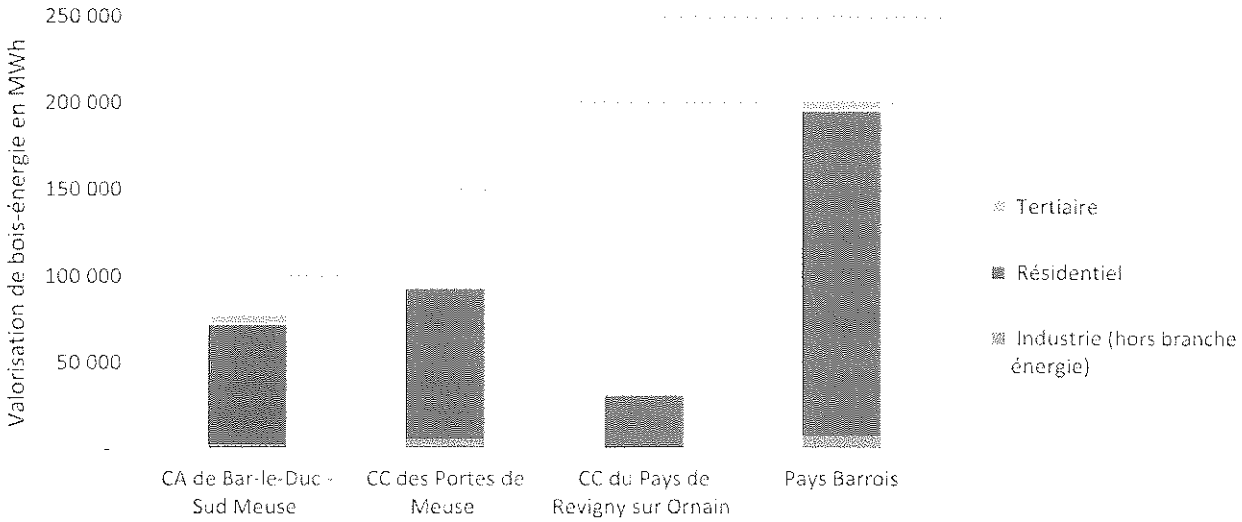


Figure 18 : Valorisation du bois-énergie dans le Pays Barrois en 2018
Invent'air V2020

Le bois-énergie, source de chaleur traditionnelle dans les communes rurales, était en perte de vitesse jusqu'aux années 2000 pour atteindre un pic bas, selon les inventaires d'Atmo Grand Est, en 2005. De 2005 à 2018, grâce aux effets cumulés des incitations financières, des améliorations des systèmes de chauffage et du coût des autres énergies de chauffage, l'usage du bois-énergie a progressé de 30% sur le Pays Barrois, pour atteindre un niveau supérieur à 1990 dans chacune des intercommunalités.

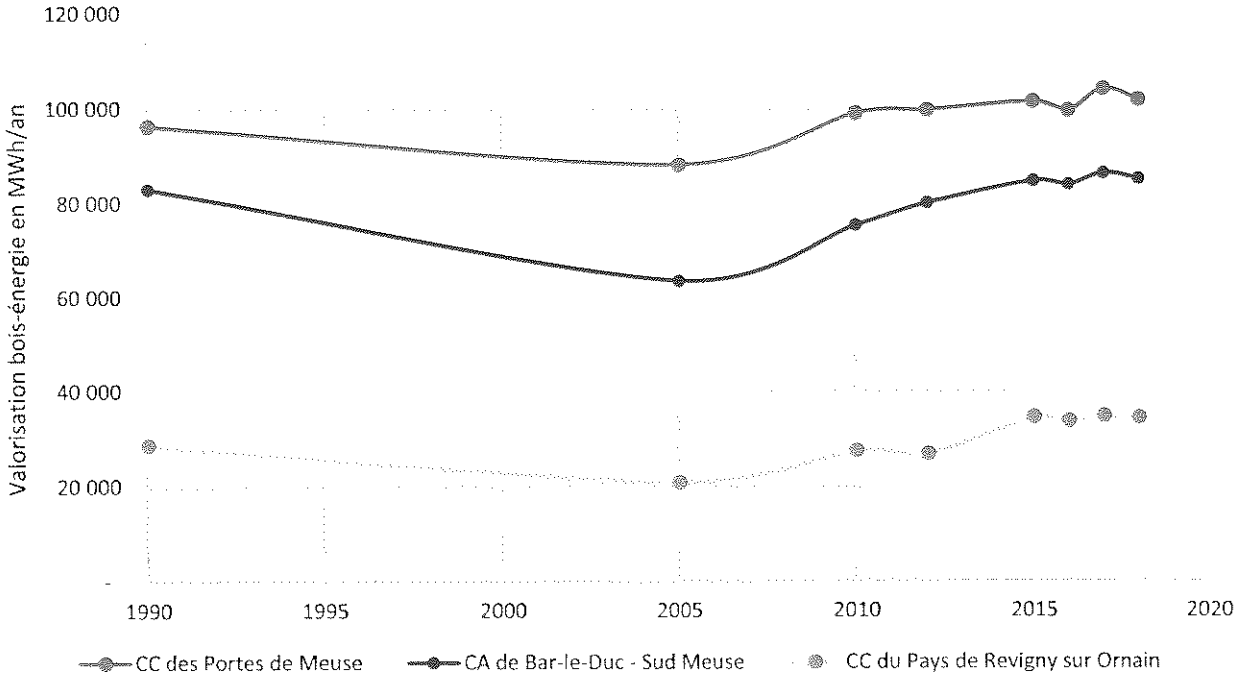


Figure 19 : Évolution de l'usage du bois-énergie dans le Pays Barrois, de 1990 à 2018, à climat corrigé *Invent'air V2020*

F. Le biogaz : Production et gisements

Le biogaz est obtenu par méthanisation de produits fermentescibles. Ce procédé de digestion anaérobie permet de produire du méthane à partir d'effluents d'élevage, de boues de station d'épuration et de déchets agricoles, verts et alimentaires. Les secteurs agricoles et agro-alimentaires, ainsi que les secteurs de traitement des déchets et des eaux usées sont donc particulièrement favorables au développement de cette technique.

Le biogaz produit en 2018 dans le Pays Barrois est obtenu par méthanisation sur deux sites ; un dans la communauté de communes des Portes de Meuse (Villers-le-Sec) et l'autre dans le Pays de Revigny (Noyers-Auzécourt). Ce biogaz est valorisé par cogénération sous forme de chaleur et d'électricité.

D'après les données d'Enedis, 1550 MWh d'électricité d'origine biogaz ont été injectés dans le réseau électrique en 2018. L'*Invent'Air V2020* d'Atmo Grand Est considère que la cogénération produit autant de chaleur que d'électricité. Ainsi sur le Pays Barrois en 2018, la méthanisation a permis la production de 1550 MWh de chaleur et 1550 MWh d'électricité. Cela représente moins de 1% de l'énergie renouvelable valorisée sur le Pays Barrois.

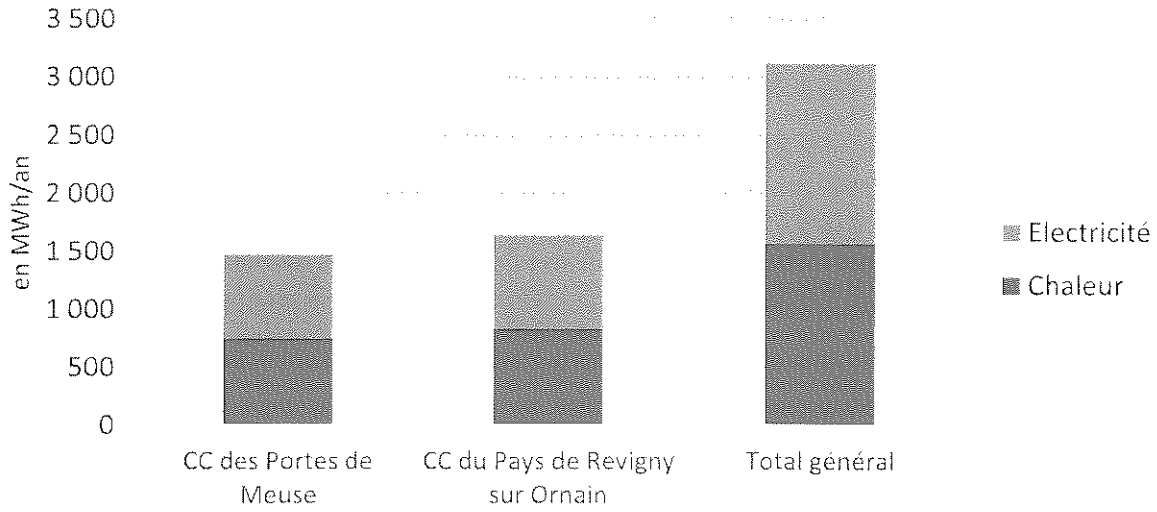


Figure 20 : Production et valorisation de biogaz en 2018
Invent'Air V2020, Atmo Grand Est selon données ENEDIS

Depuis 2019, une nouvelle unité de méthanisation a vu le jour à Contrisson pour une production qui devrait avoisiner les 16 000 MWh/an en injection directe sur le réseau. Au moins quatre autres unités de méthanisation seraient en réflexion actuellement, pour un productible totale d'environ 23 000 MWh en injection.

Selon l'étude « Un mix de gaz 100% renouvelable en 2050 ? » de l'ADEME avec GRDF et GRTgaz, le potentiel de production de méthanisation est d'environ **260 GWh PCS**. Cela représenterait 170 fois la production actuelle de biogaz et 70% de la consommation actuelle de gaz naturel du Pays Barrois.

Ce potentiel provient à 95% d'intrants agricoles : résidus de cultures, cultures intermédiaires, déjections d'élevage et herbe. Seul 3% du potentiel serait occupé par les biodéchets (déchets ménagers organiques) et 2% par les résidus de l'industrie agro-alimentaire. Ce gisement territorial important doit bien sûr être confirmé à chaque nouveau projet afin de justifier de la disponibilité des intrants, dans le but de ne pas concurrencer d'autres usages agricoles.

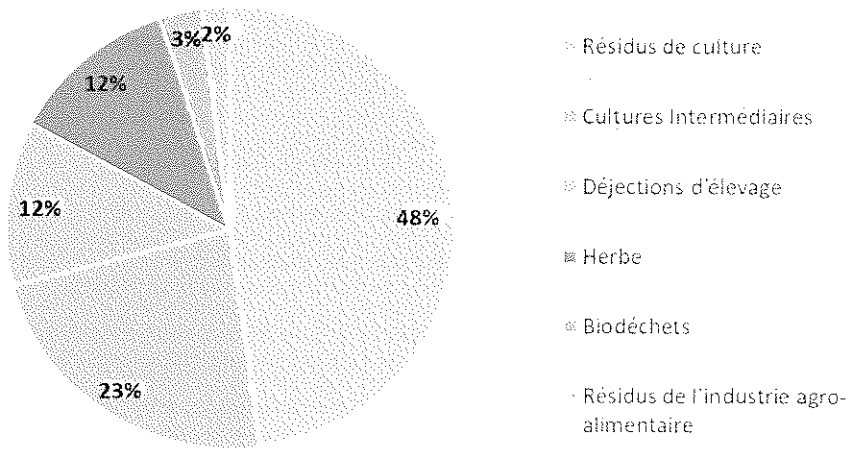


Figure 21 : Gisement méthanisable sur le Pays Barrois, par intrants – *ADEME, traité par GRDF*

4. Les émissions de Gaz à effet de serre

A. Calcul des émissions de gaz à effet de serre

S'il n'est pas fait référence à d'autres sources spécifiques, les données d'émissions de gaz à effet de serre présentées dans ce chapitre proviennent de l'Invent'Air V2020 élaboré par Atmo Grand Est dans le cadre de l'Observatoire Climat Air Énergie de la région Grand Est. Les années considérées dans cet inventaire sont 1990, 2005, 2010, 2012, 2014, 2015, 2016, 2017 et 2018. Ces données sont des estimations, à l'échelle de l'EPCI, faites à partir de données nationales et de données locales, délivrées par exemple par les distributeurs d'énergie.

L'inventaire prend en compte d'une part toutes les émissions directes de gaz à effet de serre sur le Pays Barrois et indirectes liées à l'énergie (y compris l'électricité) de sources anthropiques situées sur le territoire. Ainsi la consommation d'un kilowattheure électrique sur le Pays Barrois induit une émission de GES selon les facteurs d'émissions nationaux, représentatifs du mix électrique français. Ces valeurs tiennent compte du mix de production utilisé durant la période de consommation (ex : les pics de consommation, nécessitant la mise en service de centrales d'appoint plus émissives, sont généralement associés aux périodes froides, ce qui conduit à un facteur d'émission lié au chauffage plus élevé que la moyenne).

Les émissions de GES de la biomasse sont en revanche comptabilisées à part et n'entrent pas dans le bilan final. En effet, ces émissions sont considérées comme naturelles et neutres car la quantité de CO_2 émise lors de la combustion est égale à la quantité de CO_2 captée par la plante lors de sa croissance.

Les gaz à effet de serre inventoriés sont les sept gaz à effet de serre pris en compte dans le cadre du protocole de Kyoto : dioxyde de carbone (CO_2), méthane (CH_4), protoxyde d'azote (N_2O), les hydrofluorocarbures (HFC), les perfluorocarbures (PFC), l'hexafluorure de soufre (SF_6) et le trifluorure d'azote (NF_3). Ces quatre derniers seront présentés comme les « gaz fluorés » dans le rapport.

Afin de déterminer l'impact relatif de chacun de ces gaz sur le changement climatique, les émissions sont exprimées en pouvoir de réchauffement global (PRG). Le PRG total est calculé au moyen des Pouvoirs de Réchauffement Globaux respectifs de chacune des substances après 100 ans de présence dans l'atmosphère. Ces PRG sont exprimés en équivalent CO_2 ($eqCO_2$), le dioxyde de carbone étant le gaz de référence. Les PRG considérés sont les suivants :

- Pour le dioxyde de carbone, 1 tonne émise = 1 $teqCO_2$;
- Pour le méthane CH_4, 1t = 28 $teqCO_2$ (1 tonne de méthane a un pouvoir de réchauffement 28 fois plus important qu'une tonne de dioxyde de carbone) ;
- Pour le protoxyde d'azote N_2O, 1t = 265 $teqCO_2$;
- Les gaz fluorés ont un PRG allant de 138 à 23500 equivalent-CO_2.

B. Évolution des émissions de gaz à effet de serre

Les émissions de gaz à effet de serre (GES) sur le Pays Barrois s'élèvent en 2018 à 487 450 tonnes équivalent-CO_2 ($teqCO_2$). Il s'agit de la plus basse valeur depuis 1990 d'après les estimations de l'*Invent'Air V2020*. Ainsi le pic des émissions de GES se situe autour de l'année 2005, date après laquelle les émissions diminuent d'environ 2% chaque année, soit une baisse de près de 27% en 13 ans.

Sur ces 15 dernières années, les émissions de gaz à effet de serre ont diminué plus vite que la population, ce qui tend à montrer un résultat des actions d'atténuation du changement climatique.

En cohérence avec les populations respectives, l'agglomération de Bar-le-Duc Sud Meuse est l'EPCI le plus émetteur avec environ 43% des émissions, suivi des Portes de Meuse (36%) et le Pays de Revigny (21%).

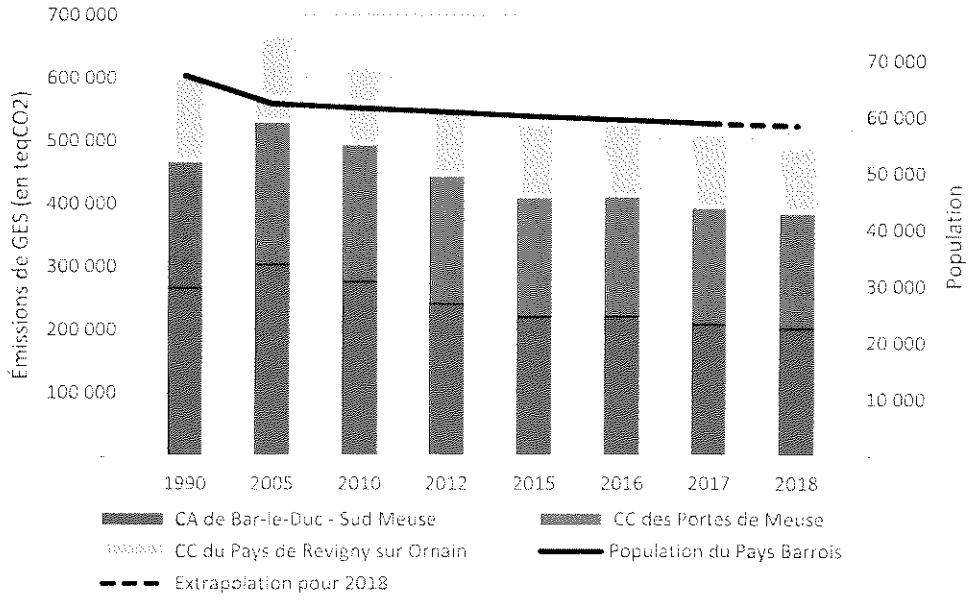


Figure 22 : Évolution des émissions de gaz à effet de serre de 1990 à 2018
Invent'Air V2020 - Atmo Grand Est

Les émissions de gaz à effet de serre se chiffrent à **8,3 teqCO_2/hab en 2018**. Cette valeur est la plus basse depuis 1990, et les émissions par habitant sont en diminution quasi-constante depuis 2005. Néanmoins, elle reste 20% plus élevée que la moyenne nationale s'élevant à 6,9 teqCO_2/hab en 2017.

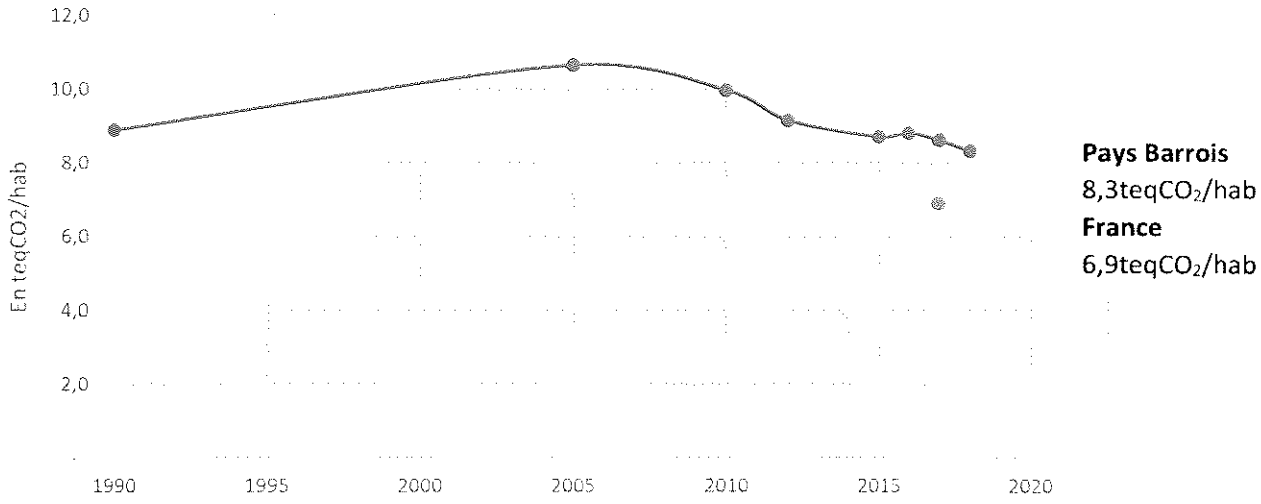


Figure 23 : Évolution des émissions de GES par habitant, de 1990 à 2018
Invent'Air V2020 - Atmo Grand Est – INSEE

Evolution par rapport à 1990 et atteinte des objectifs

Adopté en 2007, le Paquet énergie-climat 2020 de l'Union Européenne demandait entre autres objectifs de baisser de 20% les émissions de gaz à effet de serre en 2020 par rapport à 1990. En 2018, le Pays Barrois s'approche très nettement de cet objectif, avec une baisse de 19% des émissions de GES par rapport à 1990. Dans le détail, Bar-le-Duc Sud Meuse et le Pays de Revigny ont passé la barre des 20%, tandis que la communauté de communes des Portes de Meuse affiche une baisse de 9%.

Émissions de GES en teqCO2	1990	2005	2018	Evolution 1990/2018	Objectif réglementaire en 2020	Objectif SRADDET 2030
Bar-le-Duc - Sud Meuse	265 648	303 253	202 942	- 24%	-20%	-54%
Portes de Meuse	200 900	226 519	181 869	- 9%		
Pays de Revigny sur Ornain	132 251	134 538	103 006	- 22%		
Pays Barrois	**598 800**	**664 310**	**487 450**	**- 19%**		

Tableau 12 : Evolution de la consommation énergétique de 1990 à 2018 - *Invent'air V2020*

L'objectif de baisse des émissions affiché par le SRADDET de la Région Grand Est à horizon 2030 est plus ambitieux, s'élevant à -54% par rapport à 1990.

La dynamique de baisse des émissions de GES du Pays Barrois est de 15 800 teqCO_2/an sur la période 2010-2018. **Si cette même tendance se poursuivait,** les émissions du Pays Barrois s'élèveraient à environ 300 000 teqCO_2 en 2030, soit **une baisse des émissions de -50% par rapport à 1990.**

Afin d'atteindre les objectifs du SRADDET de -54% à horizon 2030, les émissions de GES doivent atteindre 275 000 teqCO_2, soit **une dynamique de baisse de 17 700 teqCO_2 par an sur la période 2018-2030.**

Un effort supplémentaire dans la dynamique de baisse de GES est donc nécessaire pour atteindre les objectifs fixés par le SRADDET.

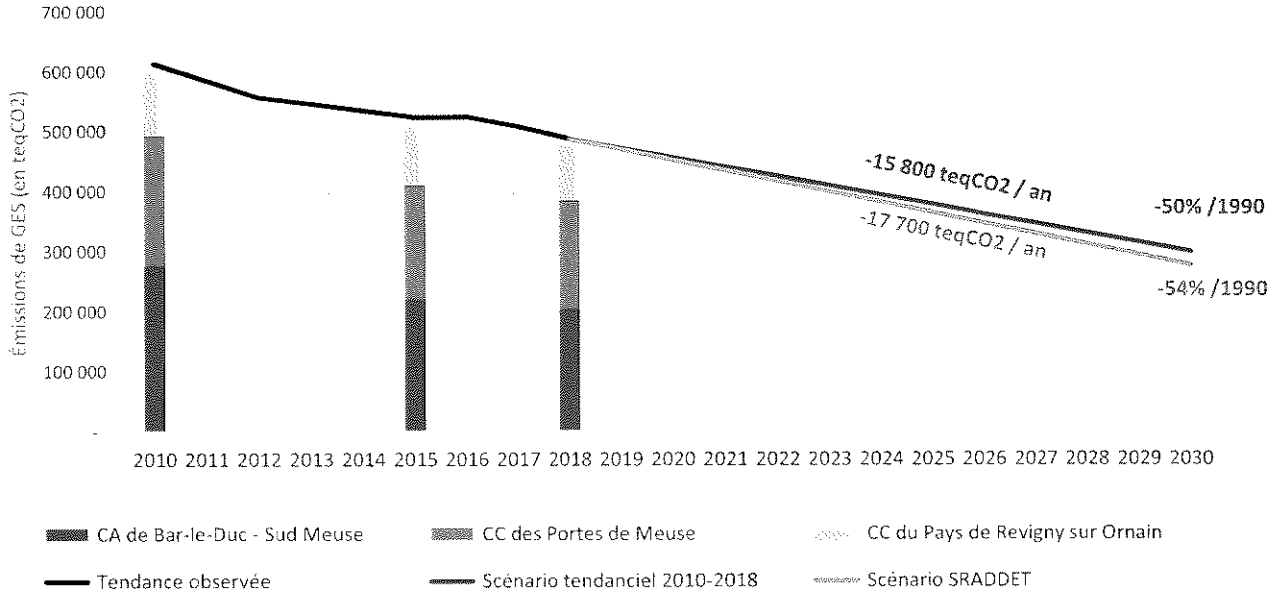


Figure 24 : Scénarii d'évolution des émissions de gaz à effet de serre à horizon 2030

C. Émissions par secteur et par EPCI

En 2018 sur le Pays Barrois, les émissions de gaz à effet de serre d'origine anthropique se chiffrent à 487 450 $t_{eq}CO_2$. Les secteurs les plus émetteurs sont respectivement l'agriculture, les transports routiers et les bâtiments résidentiels.

Secteurs	Émissions de GES en teqCO2	Part (en %)
Agriculture	157 939	33%
Transport routier	151 100	31%
Résidentiel	79 166	16%
Industrie	52 114	11%
Tertiaire	30 326	6%
Déchets	14 204	3%
Énergie	1 408	0,3%
Autres transports	1 193	0,2%
Total Pays Barrois	487 450	

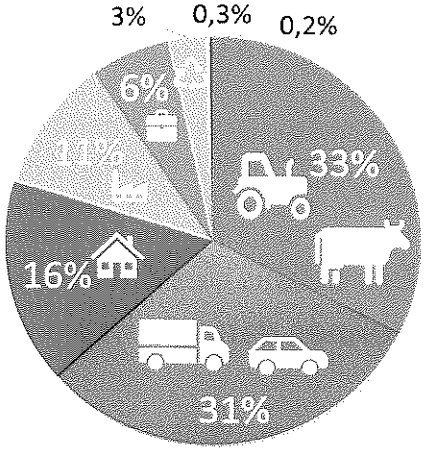


Tableau 13 et Figure 25 : Émissions de GES (en teqCO2) par secteur en 2018
Invent'air V2020 – Atmo Grand Est

Les EPCI les plus émetteurs sont respectivement l'agglomération Meuse Grand Sud, les Portes de Meuse puis le Pays de Revigny. Ces trois EPCI se caractérisent par des profils d'émissions de gaz à effet de serre diversifiés.

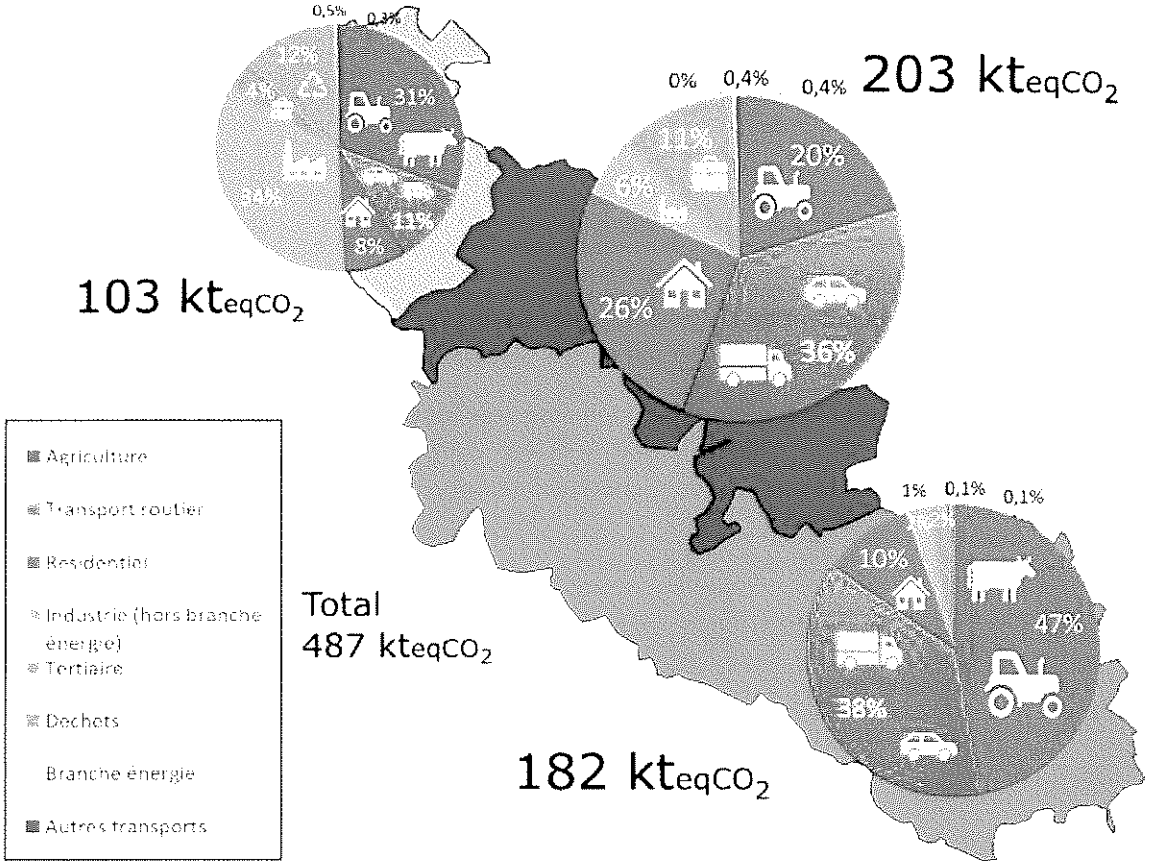


Figure 26 : Répartition des émissions de gaz à effet de serre par secteur dans chaque EPCI

Le secteur agricole reste un important émetteur de gaz à effet de serre (GES) dans les trois EPCI, mais c'est dans les Portes de Meuse qu'il est prépondérant. Ces émissions dans l'agriculture sont en grande majorité dues aux usages non-énergétiques (élevage, épandage…) qui émettent du méthane et du protoxyde d'azote.

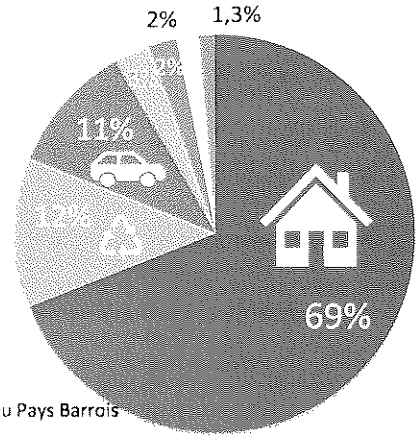
Les émissions des autres secteurs sont davantage liées à la consommation énergétique, mais nous retrouvons tout de même des différences avec les profils de consommation présentés en *Figure 8 : Répartition de la consommation énergétique finale par secteur dans chaque EPCI*. Ainsi, le secteur des transports est comparativement plus émetteur que le secteur résidentiel, du fait de l'usage quasi-exclusif de combustibles fossiles dans les transports alors que les bâtiments ont davantage recours à l'électricité et la biomasse, dont les émissions de GES ne sont pas comptabilisées ici.

Les détails des émissions de gaz à effet de serre par secteur sont donnés dans le chapitre 0 « Diagnostics sectoriel ».

Ces gaz à effet de serre proviennent de la combustion de l'énergie fossile, de la production et l'usage de produits chimiques et de la fermentation entérique des animaux d'élevage.

Les émissions de dioxyde de carbone d'origine biomasse sont également estimées mais n'entrent pas dans la comptabilisation finale des PCAET. Elles s'élèvent à 93 400 $t_{eq}CO_2$ et proviennent majoritairement du secteur résidentiel (chauffage au bois), du secteur des déchets (incinération et stockage) et des transports (agrocarburants, biométhane).

Secteurs	Émissions de GES en teqCO2	Part (en %)
Résidentiel	65 788	69%
Déchets	11 649	12%
Transport routier	9 973	11%
Industrie	2 829	3%
Tertiaire	2 178	2%
[illegible]	1 718	2%
Agriculture	1 213	1,3%



Autres transports	56	0,1%
Total Pays Barrois	95 403	

Tableau 14 et Figure 27 : Émissions de dioxyde de carbone d'origine biomasse (en teqCO2) par secteur en 2018
Invent'air V2020 – Atmo Grand Est

D. Émissions par catégorie

En 2018 sur le Pays Barrois, les émissions de gaz à effet de serre proviennent à 60% de la combustion des énergies fossiles, particulièrement les produits pétroliers et le gaz naturel. S'ensuivent les sources d'émissions non-énergétiques principalement dues à l'agriculture. Selon Atmo Grand Est, les trois principales sources d'émissions non liées à l'énergie sur le Pays Barrois sont, par ordre d'importance, la fertilisation des cultures, la fermentation entérique des vaches laitières puis la fermentation entérique des autres animaux.

Les autres usages énergétiques (électricité, réseaux de chaleur et froid, bois-énergie) pèsent faiblement dans l'inventaire des émissions de GES.

Catégorie	Émissions de GES en teqCO2	Part (en %)
Produits pétroliers	204 282	42 %
Émissions non-énergétiques	167 108	34 %
[illegible]	86 882	18 %
Electricité	16 833	3 %
Chaleur et froid issus de réseau	8 098	2 %
Bois-énergie (EnR)	4 092	0,8 %
Autres énergies renouvelables (EnR)	154	0,03 %
Total Pays Barrois	487 450	

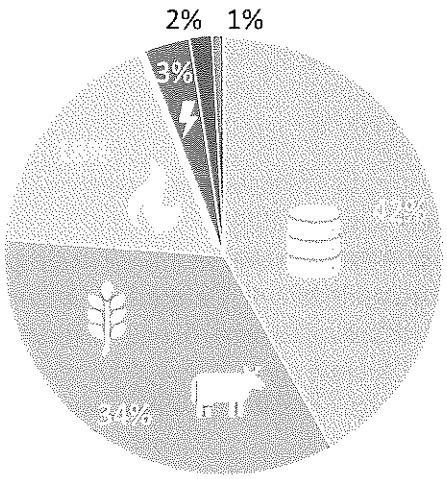


Tableau 15 et Figure 28 : Émissions de GES (en teqCO2) par secteur en 2018
Invent'air V2020 – Atmo Grand Est

Cette même répartition s'observe dans chaque intercommunalité, avec chacune leurs particularités :

La Communauté de Communes des **Portes de Meuse** émet la moitié de ses GES par la combustion de produits pétroliers, à cause de la prépondérance du secteur des transports et du faible approvisionnement en gaz naturel. Les émissions non-énergétiques sont également à l'origine de 43% des émissions, quasi-exclusivement du fait du secteur agricole.

La prépondérance des émissions non-énergétiques dans la Communauté de Communes du **Pays de Revigny** s'explique également par les pratiques agricoles, mais aussi pour 30% d'entre elles par les émissions de méthane provenant de l'enfouissement des déchets. Le gaz naturel a également une place importante par son usage dans l'industrie.

Enfin dans l'agglomération **Meuse Grand Sud**, la combustion des produits pétroliers dans les transports et du gaz naturel dans les habitations sont deux grandes sources d'émissions de gaz à effet de serre.

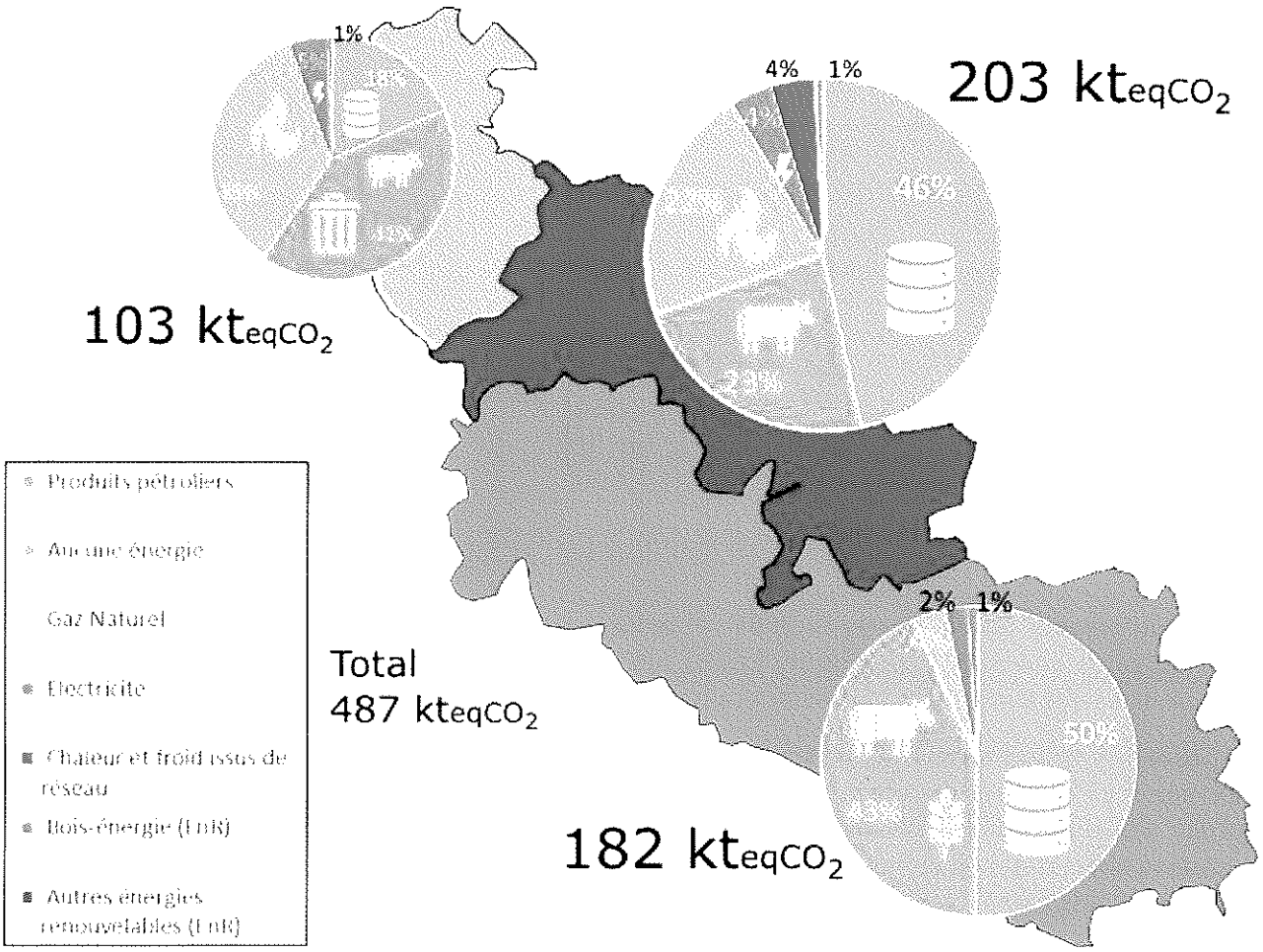


Figure 29 : Répartition des émissions de gaz à effet de serre par catégorie dans chaque EPCI
Invent'air V2020 – Atmo Grand Est

E. Emissions par type de gaz à effet de serre

Comme indiqué précédemment, il existe plusieurs gaz contribuant à l'augmentation de l'effet de serre, chacun avec un pouvoir de réchauffement global (PRG) différent. Ce PRG est exprimé en tonne-équivalent CO_2.

Sur le Pays Barrois, le dioxyde de carbone CO_2 est bien le principal gaz contributeur de l'effet de serre, à hauteur de 59%. Le méthane CH_4 et le protoxyde d'azote N_2O sont contributeurs respectivement à 16 et 17%. Les émissions de gaz fluorés le sont à hauteur de 3% et les consommations électriques, dont les émissions indirectes liées à la production d'électricité sont comptées, sont à l'origine de 5% du pouvoir de réchauffement global du Pays Barrois.

Gaz	Émissions en tonnes	PRG	Émissions en $teqCO_2$
CO2	287 987	1	287 987
CH4	2 780	28	77 853
N2O	316	265	83 795
Gaz fluorés	*Non détaillé*	Variable	12 883
GES indirects (électricité...)	24 931	1	24 931
Somme totale			**487 450**

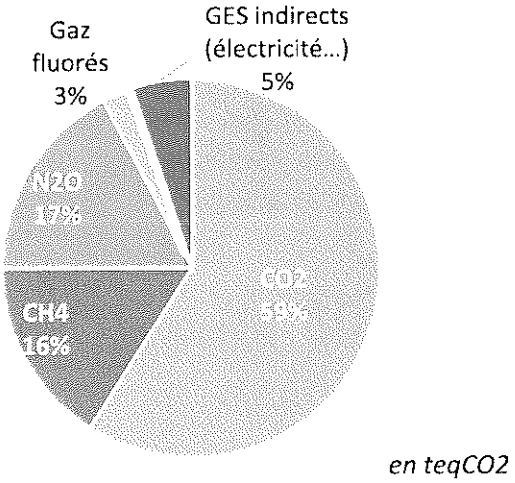


Figure 30 : Contribution de chaque gaz à effet de serre au Pouvoir de Réchauffement Global – Pays Barrois en 2018
Invent'air V2020 – Atmo Grand Est

Le transport routier, les bâtiments résidentiels et tertiaires et l'industrie émettent principalement du dioxyde de carbone, par la combustion de produits fossiles tels que le pétrole et le gaz naturel. Ces secteurs émettent également des gaz fluorés, principalement à cause des fuites des gaz frigorigènes utilisés dans les climatiseurs.

Le pouvoir de réchauffement de l'agriculture dépend plutôt des émissions de méthane dues principalement à l'élevage et de protoxyde d'azote dues à l'épandage des déjections d'élevage et à l'utilisation d'engrais azotés. Le secteur des déchets émet également du méthane, du fait de l'enfouissement de déchets fermentescibles. Ces émissions, importantes en termes d'équivalent-CO_2, sont relativement faibles en volume des gaz concernés. Une baisse des émissions de ces gaz aurait donc un effet important sur le pouvoir de réchauffement global du Pays Barrois.

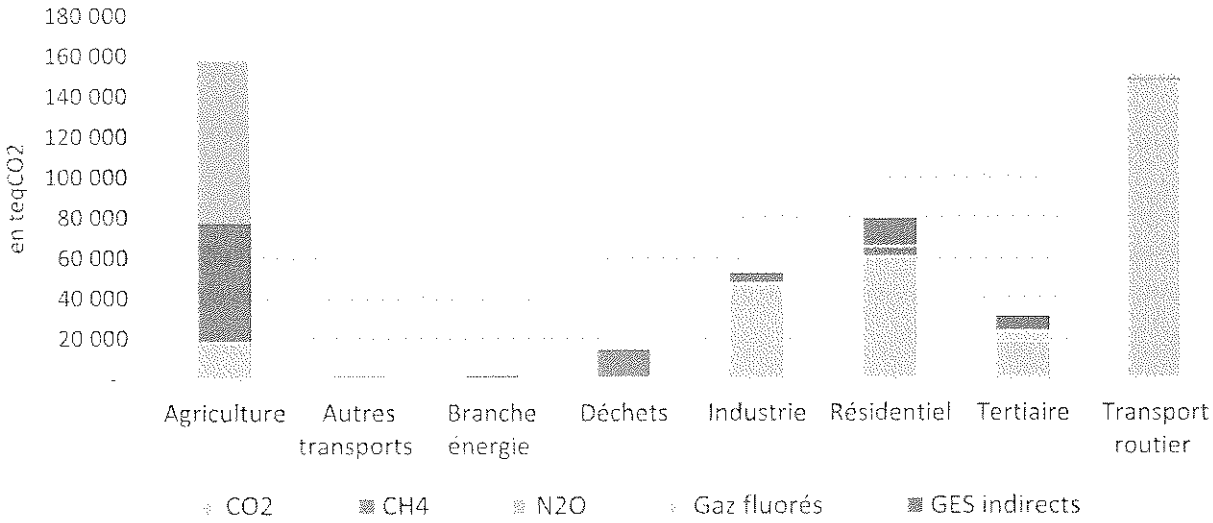


Figure 31 : Émissions des différents gaz à effet de serre par secteur – Pays Barrois en 2018
Invent'air V2020 – Atmo Grand Est

5. La séquestration Carbone

A. Définition de la séquestration carbone

La captation carbone, ou séquestration carbone, est un flux « négatif » qui permet de réduire la concentration de CO_2 dans l'atmosphère. Le flux de carbone peut provenir de deux principales sources :

- L'accroissement des forêts : les forêts captent le dioxyde de carbone de l'air et le stockent dans leur biomasse. L'accroissement est la différence entre la croissance des arbres et leur disparition ou exploitation ;
- Le changement d'affectation des sols : l'artificialisation des surfaces naturelles ou agricoles entraîne un flux positif car le carbone stocké dans le sol ou la biomasse est émis dans l'atmosphère. Il en est de même pour une mise en culture d'une prairie. En revanche, une reforestation de surface agricoles présente un flux négatif.

La séquestration de CO_2 est donc un flux opposé à celui des émissions. Pour simplifier, nous pouvons considérer la séquestration carbone comme des « émissions négatives ».

B. Estimations de séquestration des forêts, espaces naturels et agricoles

Dans le Pays Barrois en 2018, la captation carbone représente 269 $kt_{eq}CO_2$. La communauté de communes des Portes de Meuse compte pour plus de la moitié de cette séquestration.

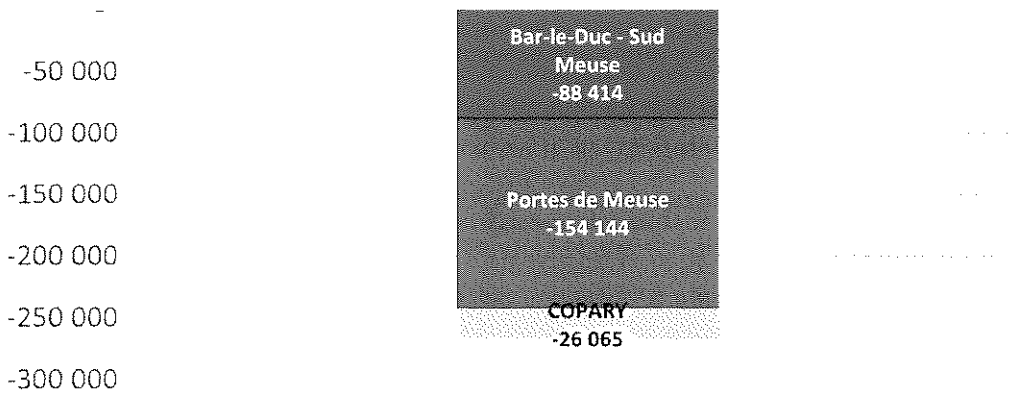


Figure 32 : Captation Carbone des surfaces forestières et agricoles, par EPCI en 2018
Invent'Air V2020, Atmo Grand Est

À l'échelle du Pays Barrois, tout secteur émetteur confondu, nous observons que les captations Carbone représentent plus de la moitié des émissions. Dans les Portes de Meuse, 85% des émissions sont « compensées » par les captations carbone. Cette séquestration provient quasi-exclusivement de l'accroissement des forêts. Elle est donc conditionnée à la bonne santé des forêts barroises, alors que celles-ci sont de plus en plus vulnérables (voir chapitre 7B « La vulnérabilité des milieux naturels »).

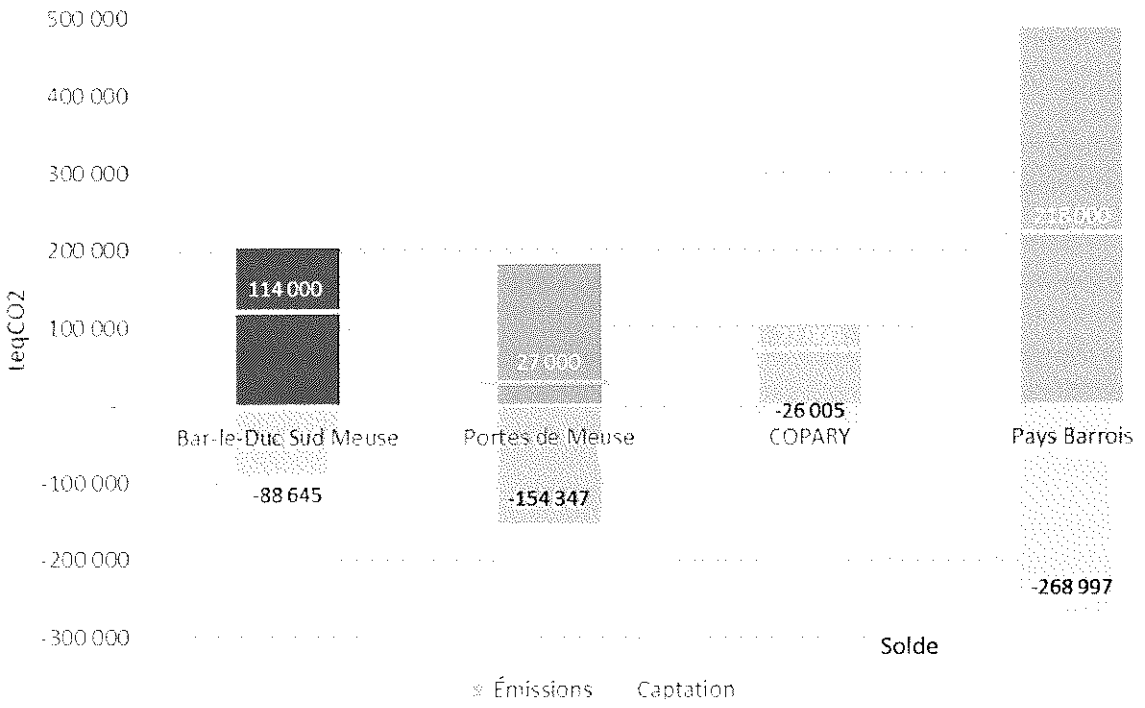


Figure 33 : Solde entre émissions et captations de CO_2 dans le Pays Barrois
Invent'Air V2020, Atmo Grand Est

Le changement d'affectation des sols quant à lui présente un solde légèrement émetteur, selon l'outil ALDO :

- La mise en culture de prairies ou zones naturelles émet chaque année 2600 teqCO_2,
- L'artificialisation de terres en surfaces imperméabilisées émet chaque année 1600 teqCO_2,
- L'artificialisation de terres en surfaces enherbées ou arbustives (jardin) capte 512 teqCO_2,

En solde, le changement d'affectation des sols émettrait chaque année environ 3700 teqCO_2, soit moins de 1% des émissions de gaz à effet de serre dues aux activités humaines.

Ces bons résultats s'expliquent par une dynamique assez faible d'artificialisation des terres sur le Pays Barrois au cours des dernières années. La préservation des terres naturelles, agricoles et forestières (NAF) est primordiale car leur biomasse (végétaux), leur litière (bois et feuilles mortes) et leur sol (terre superficielle sur 30 cm) stockeraient en totalité **53 Millions de tonnes équivalent-CO_2**, soit l'équivalent de plus d'un siècle d'émissions de CO_2 du Pays Barrois. Les forêts feuillues constituent le stock le plus important, suivies par les surfaces en culture et les prairies.

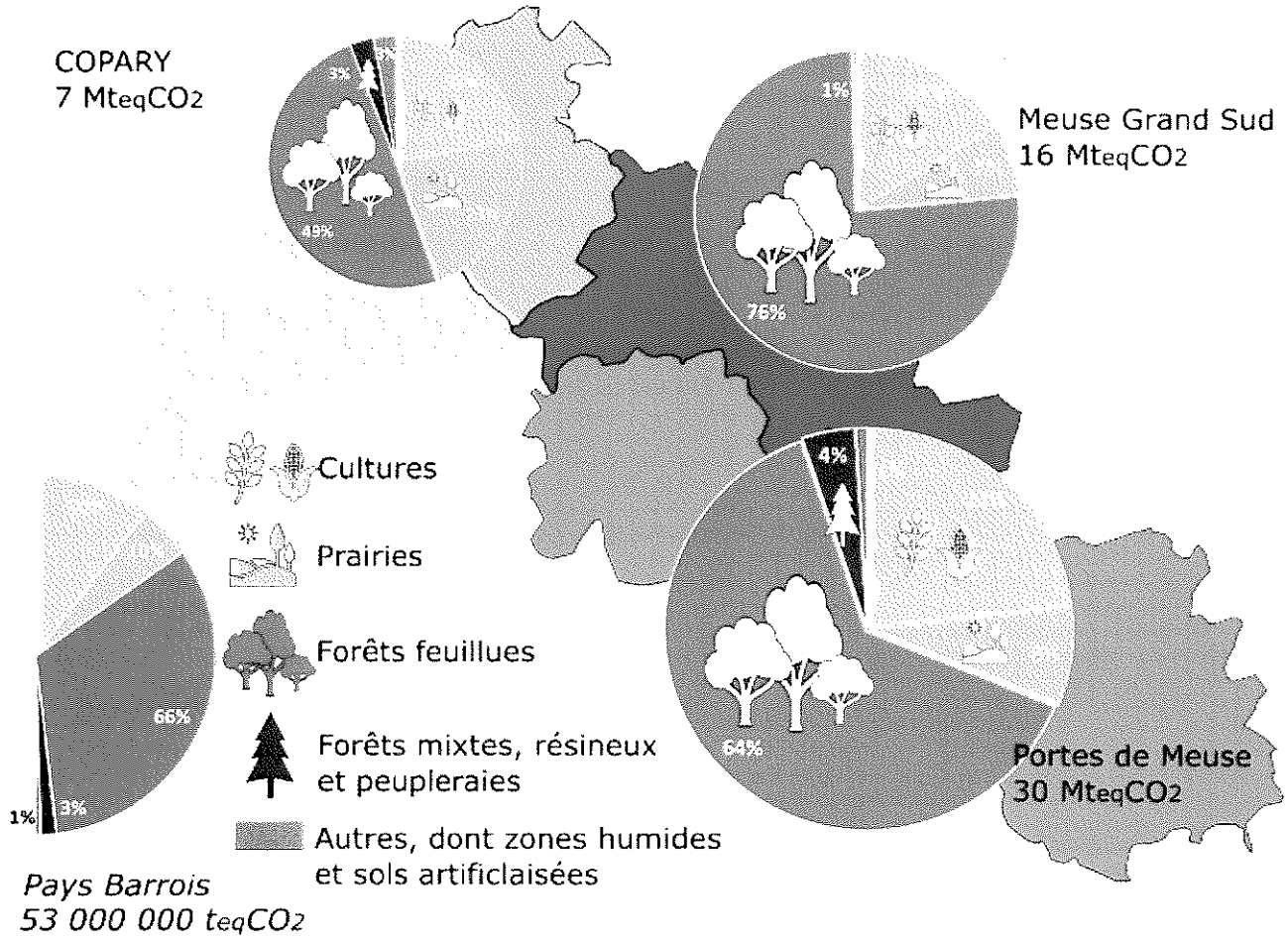


Figure 34 : Stocks de Carbone de la biomasse, la litière et le sol dans le Pays Barrois, par modes d'occupation des sols en 2012 – *ADEME, outil ALDO*

Les forêts constituent les zones qui stockent le plus de carbone pour une surface donnée. Ainsi les forêts feuillues comptent pour 41% des surfaces NAF mais pour 66% des stocks de carbone. Une fois encore, leur préservation face à l'artificialisation et au changement climatique est donc primordiale.

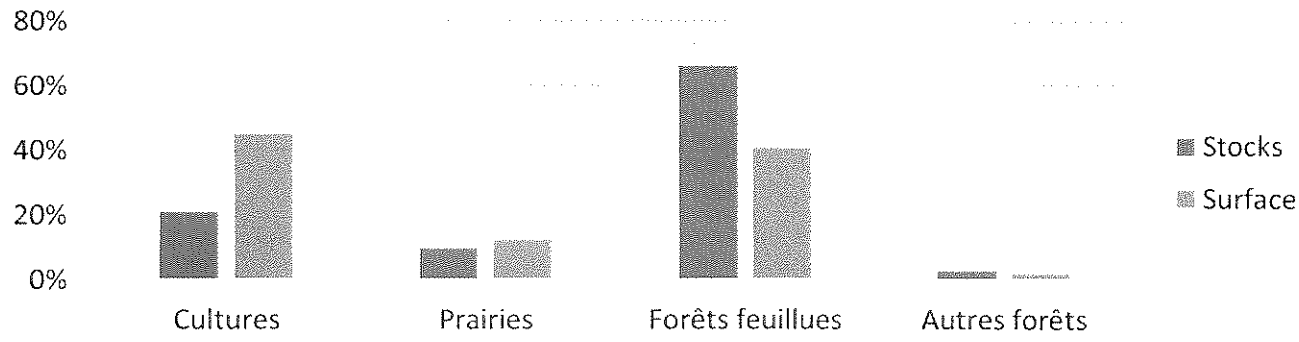


Figure 35 : Répartition des stocks de carbone et surfaces des zones naturelles, agricoles et forestières en 2012 *ADEME, outil ALDO*

C. Evolution de la séquestration carbone sur le Pays Barrois

Comme dit précédemment, la séquestration carbone en 2018 s'élevait à -269 kteqCO_2. Cette valeur est la plus faible en valeur absolue estimée depuis 2005, après un « pic » de séquestration estimée autour de 2010.

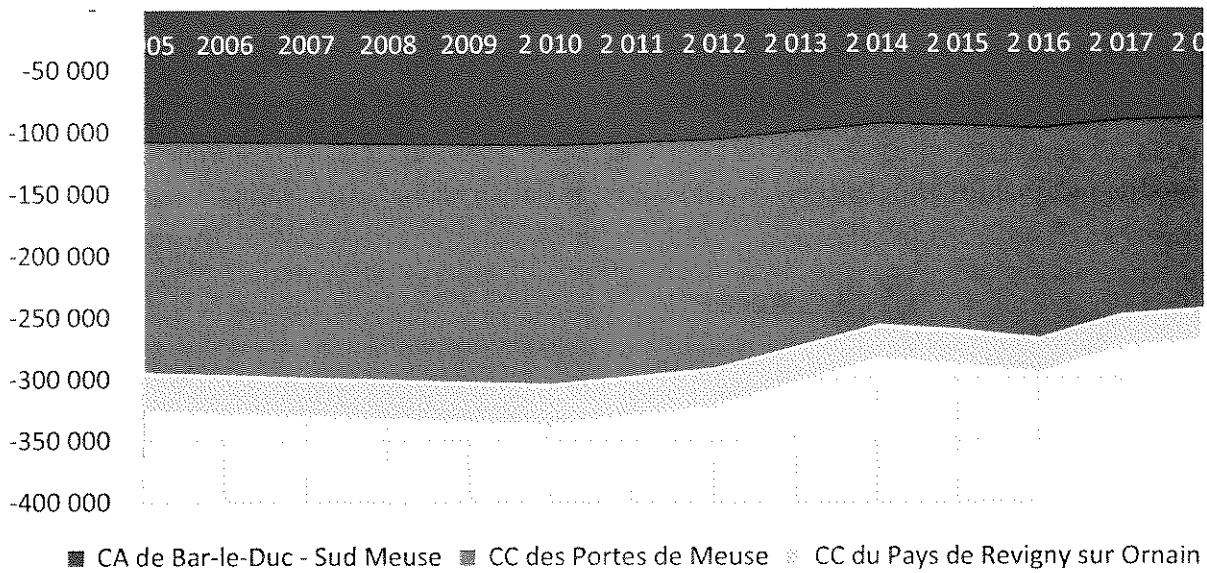


Figure 36 : Évolution de la séquestration carbone de 2005 à 2018 dans le Pays Barrois – *Atmo Grand Est*

Cette baisse de la captation carbone peut être due à un accroissement des forêts plus faible sur cette dernière décennie.

Néanmoins, la baisse de la séquestration annuelle de carbone est de l'ordre de 17% en 2018 par rapport à 2005, alors que les émissions de gaz à effet de serre ont-elles baissé de 27% dans la même période.

Ainsi, le solde entre émissions et captations reste positif, de l'ordre de 218 $kt_{eq}CO_2$ en 2018, mais est en baisse depuis 2005, où il était de 339 $kt_{eq}CO_2$. **Le Pays Barrois se dirigerait donc vers un territoire neutre en carbone.**

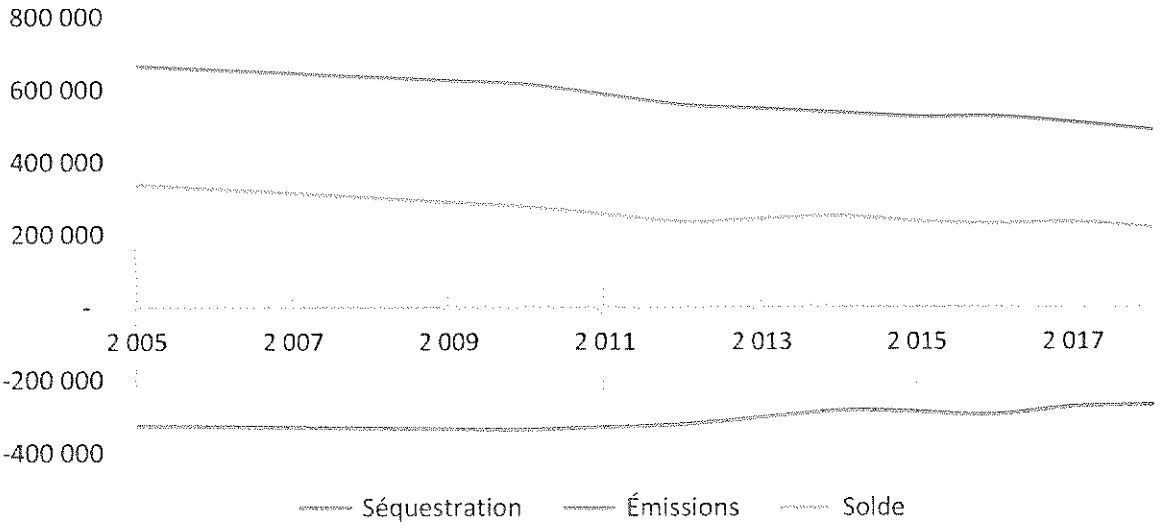


Figure 37 : Séquestration, émissions et solde entre 2005 et 2018 – *Invent'Air V2020 – Atmo Grand Est*

6. Les polluants atmosphériques et la qualité de l'air

A. Rappel sur les polluants atmosphériques et la qualité de l'air

Étudier les polluants atmosphériques sur un territoire peut et doit se faire selon deux prismes :

- Les émissions de polluants, exprimées en kg/an ou en t/an, représentent ce qui est émis par un bâtiment, une usine ou une automobile sur le territoire, sans que l'on puisse dire si ces polluants vont rester sur place, se déplacer sur un autre territoire ou se diluer dans l'atmosphère. Les émissions de polluants sont estimées par Atmo Grand Est dans *l'Invent'Air V2020*.
- Les concentrations en polluants, exprimées en µg/m^3, représentent la quantité de polluants mesurée à un endroit donné à un temps donné, sans que l'on puisse nécessairement déterminer leur provenance. Elles peuvent aussi être issues de modélisation pour couvrir l'entièreté d'un territoire. Les concentrations moyennes en polluants, qui déterminent la qualité de l'air, sont mesurées par Atmo Grand Est sur un point fixe de Bar-le-Duc, et modélisées par Atmo Grand Est pour les particules PM10 et les oxydes d'azote NOx.

Les émissions et les concentrations d'un polluant donné sont nécessairement liées, mais ce lien dépend de nombreux facteurs tels que le polluant considéré, le mode d'émission, les conditions atmosphériques ou la topographie.

Les polluants considérés ici sont :

- Les particules fines, PM10 et PM2,5
- Les oxydes d'azotes NOx
- Les composés organiques volatils
- L'ammoniac NH_3
- Le dioxyde de soufre SO_2
- L'ozone O_3, polluant secondaire par réaction chimique des oxydes d'azote

B. Les particules fines PM10

Les particules en suspension sont des aérosols, des cendres, des fumées particulières. Les PM10 correspondent aux particules de diamètre aérodynamique inférieur à 10 micromètres. Les émissions de PM10 proviennent de nombreuses sources, en particulier de la combustion de biomasse et de combustibles fossiles comme le fioul, de certains procédés industriels et industries particulières (exploitation de carrières, travail du bois, chantiers et BTP, manutention de céréales, chimie, fonderies, cimenteries...), de l'agriculture (élevage et culture), du transport routier... L'exposition à des particules fines PM10 peut entraîner des complications respiratoires.

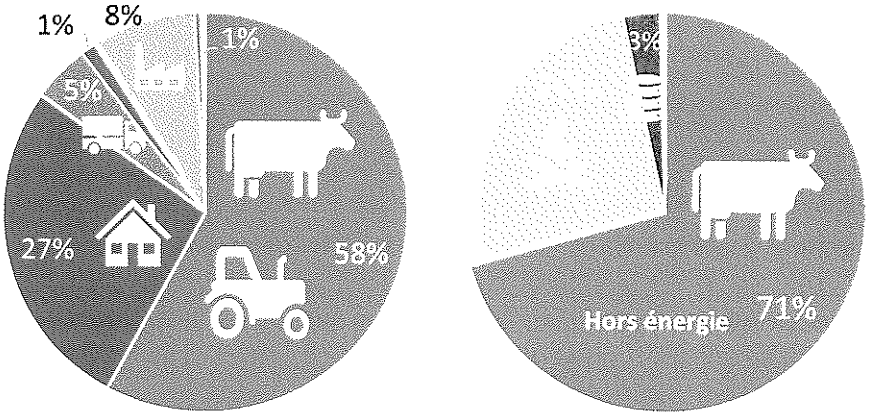


Figure 38 : Répartition des émissions de particules PM10 par secteur et par source d'émissions
Atmo Grand Est - Invent'air V2020

Sur le Pays Barrois, le secteur de l'agriculture est le principal émetteur de particules PM10 (58%), particulièrement pour les émissions non-énergétiques, telles que celles provenant des pratiques culturales (épandages, moissons...) et de l'élevage. Le secteur résidentiel représente le deuxième secteur émetteur (27%), particulièrement du fait de la combustion du bois-énergie. Enfin arrivent les secteurs de l'industrie (8%) et des transports routiers (5%) et non routiers (1%), pour la combustion de produits pétroliers mais aussi pour des émissions non-énergétiques, comme des process industriels ou l'usure des pneus et des chaussées.

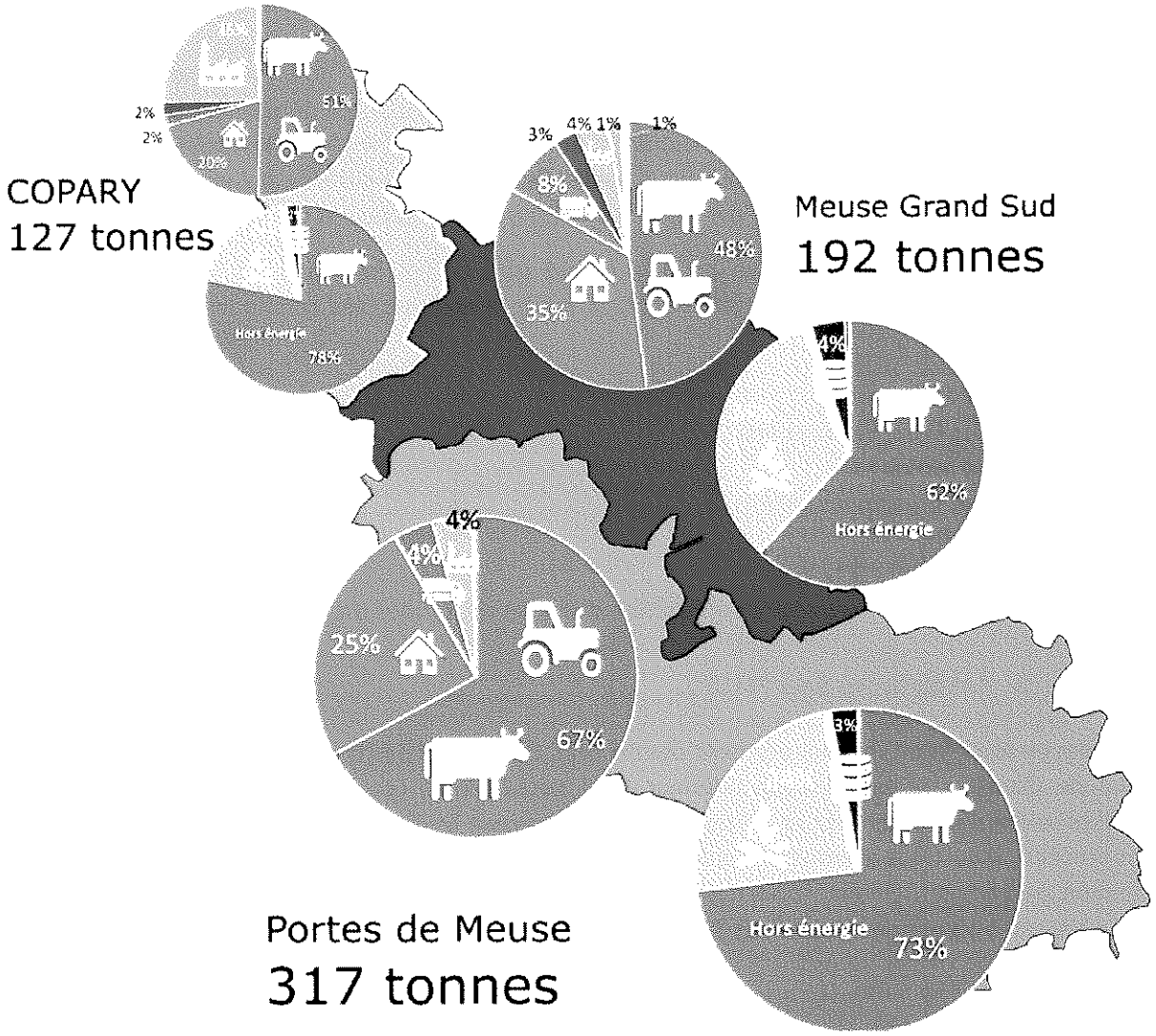


Figure 39 : Emissions de particules PM10 par EPCI – Répartition par secteur et par catégorie

À l'échelle de chaque EPCI, c'est bien le secteur agricole et plus largement toutes les émissions d'origine non-énergétiques qui constituent la majeure partie des émissions de PM10. La communauté de communes des Portes de Meuse, qui compte le plus d'exploitations agricoles, est en toute logique à l'origine de la moitié des émissions du Pays Barrois.
Le secteur résidentiel, notamment le chauffage à bois, est un enjeu dans chacun des EPCI tandis que les émissions non-énergétiques de l'industrie constituent la deuxième source d'émissions de la COPARY.

Evolution par rapport à 1990 et 2005

Les émissions de particules PM10 ont baissé de l'ordre de 39% entre 1990 et 2018, chaque EPCI prenant sa part dans cette baisse. Si les émissions de l'agriculture sont restées globalement stables, les émissions de l'industrie ont baissé de 72% et celles du résidentiel et du transport routier de 59%.

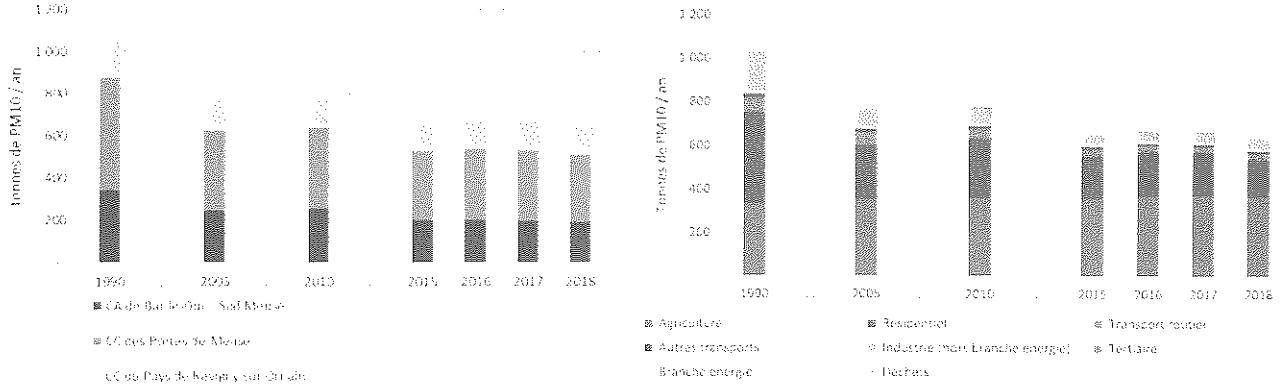


Figure 40 : Évolution des émissions de particules PM10 de 1990 à 2018

Ces trajectoires en baisse, principalement dues à l'adoption de techniques moins émettrices (foyers à bois fermés, nouveaux process industriels...) sont positives, même si les documents-cadres nationaux et régionaux de qualité de l'air ne donnent plus d'objectifs chiffrés pour ce polluant.

	Emissions de PM10 (en tonnes/an)			Evolution 2005/2018	Objectifs 2005/2030	
	1990	2005	2018		SRADDET Grand Est	Réglementation nationale
Meuse Grand Sud	345	249	192	-22,6%	/	/
Portes de Meuse	532	378	317	-16,2%		
COPARY	163	139	127	-8,8%		
Pays Barrois	**1 040**	**766**	**636**	**-16,9%**		

Tableau 16 : Évolution des émissions de particules PM10 de 2005 à 2018

Concentrations en PM10

Une seule station de mesure installée par *Atmo Grand Est* mesure la concentration en particules PM10 sur le Pays Barrois : celle dite de Bar-le-Duc centre, installée rue Jeanne d'Arc. La concentration moyenne annuelle est en baisse. Elle se situe entre 18 µg/m^3 en 2013 à 12 µg/m^3 en 2020, soit bien en-deçà des valeur-limite et objectifs de qualité fixés par l'Organisation Mondiale de la Santé.

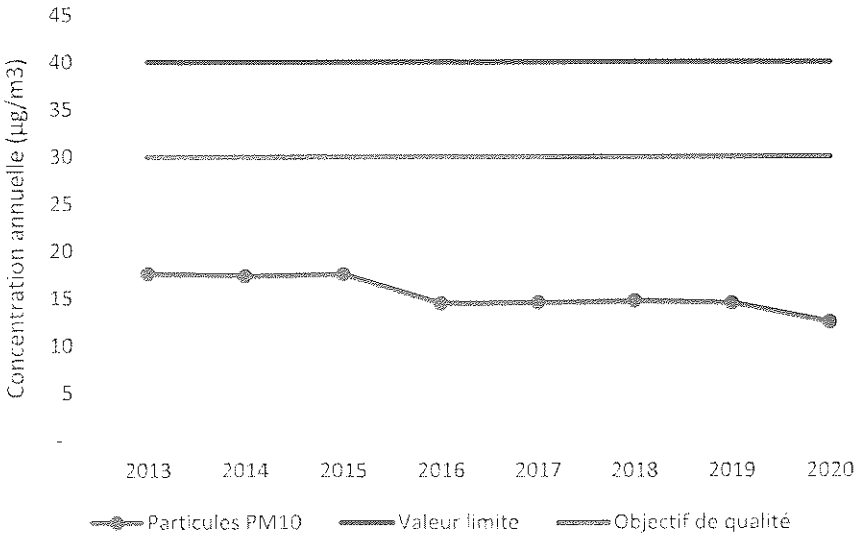


Figure 41 : Concentration moyenne annuelle en PM10 à Bar-le-Duc centre
Source : Atmo Grand Est

Les moyennes journalières présentées dans la Figure 42 de janvier 2019 à septembre 2020 se situent le plus souvent entre 5 et 20 µg/m³. Seules 14% des journées déplorent une concentration moyenne en PM10 supérieures à 20µg/m³. Durant cette période à Bar-le-Duc centre, **une seule journée a dépassé le seuil de mauvaise qualité de l'air due à une concentration en PM10 supérieures à 50µg/m³**.

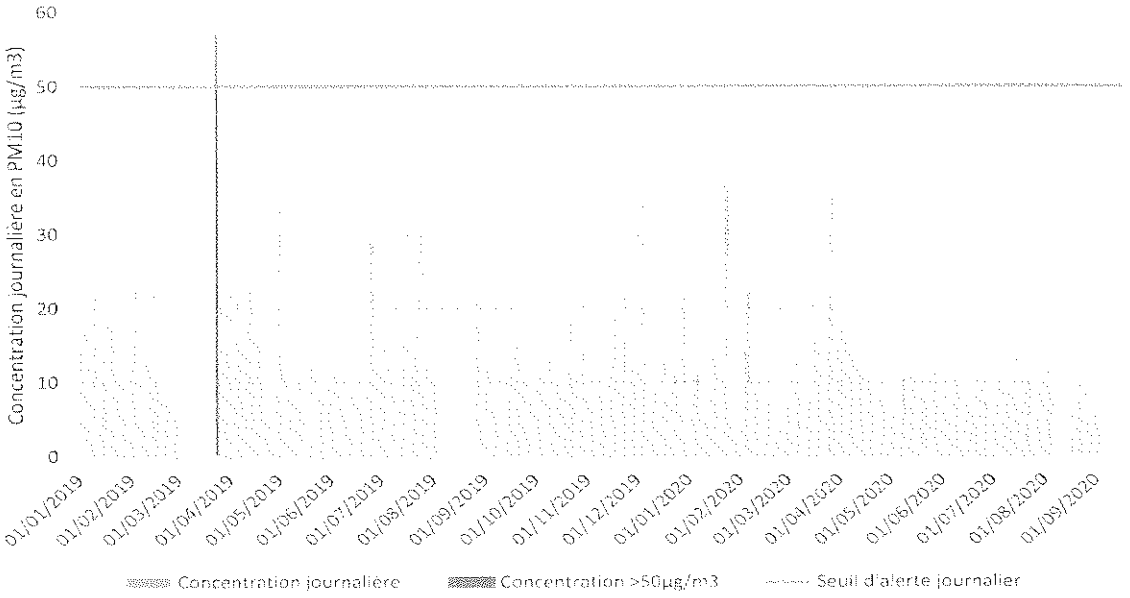


Figure 42 : Concentration moyenne journalière en PM10 à Bar-le-Duc centre, de janvier 2019 à septembre 2020
Source : Atmo Grand Est

Notons néanmoins que ces données localisées ne sont pas nécessairement représentatives du territoire du Pays Barrois, d'autant que le centre de Bar-le-Duc n'est pas ou peu exposé aux principales sources d'émissions principales de PM10 que sont les activités agricoles et la combustion du bois-énergie.

Une modélisation d'*Atmo Grand Est* pour l'année 2019 semble toutefois confirmer ces chiffres, avec une concentration moyenne annuelle sur le Pays Barrois comprise entre 8 et 16 µg/m³.

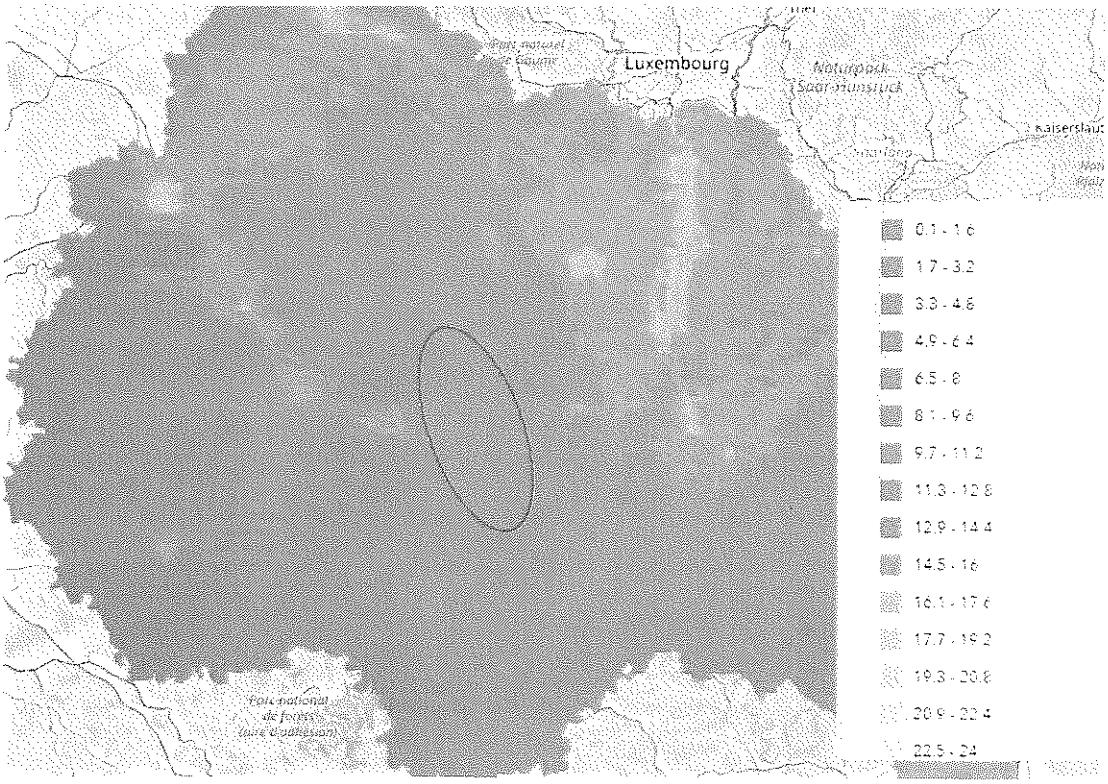


Figure 43 : Modélisation de la concentration moyenne en PM10 en µg/m3 en 2019
Source : Atmo Grand Est

C. Les particules fines PM2,5

Les PM2,5 correspondent aux particules de diamètre aérodynamique inférieur à 2,5 micromètres. Une grande partie d'entre elles résulte du brûlage du bois et des activités polluantes (travail du bois, moteurs diesel, suies, carrières, chantiers...). L'exposition à des particules fines PM2,5 peut entraîner des complications cardio-vasculaires et des cancers.

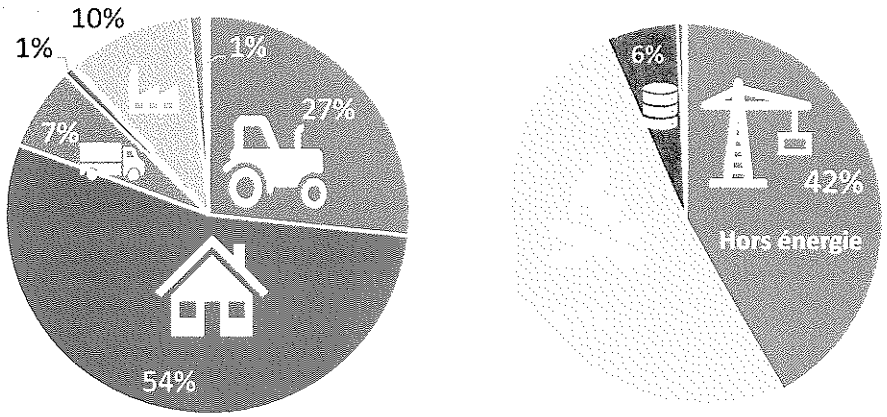


Figure 44 : Répartition des émissions de particules PM2,5 par secteur et par source d'émissions
Atmo Grand Est - Invent'air V2020

Sur le Pays Barrois les PM2,5 sont principalement émises par la combustion du bois dans les logements, puis par les pratiques culturales hors énergie telles que les épandages.
Les process industriels et la combustion des produits pétroliers, diesel notamment, représentent une faible part des émissions de PM2,5 dans le Pays Barrois.
À l'échelle de chaque EPCI la répartition reste la même, avec une très forte représentation du secteur résidentiel puis de l'agriculture, hormis sur la COPARY où les process industriels sont les principaux émetteurs de PM2,5.

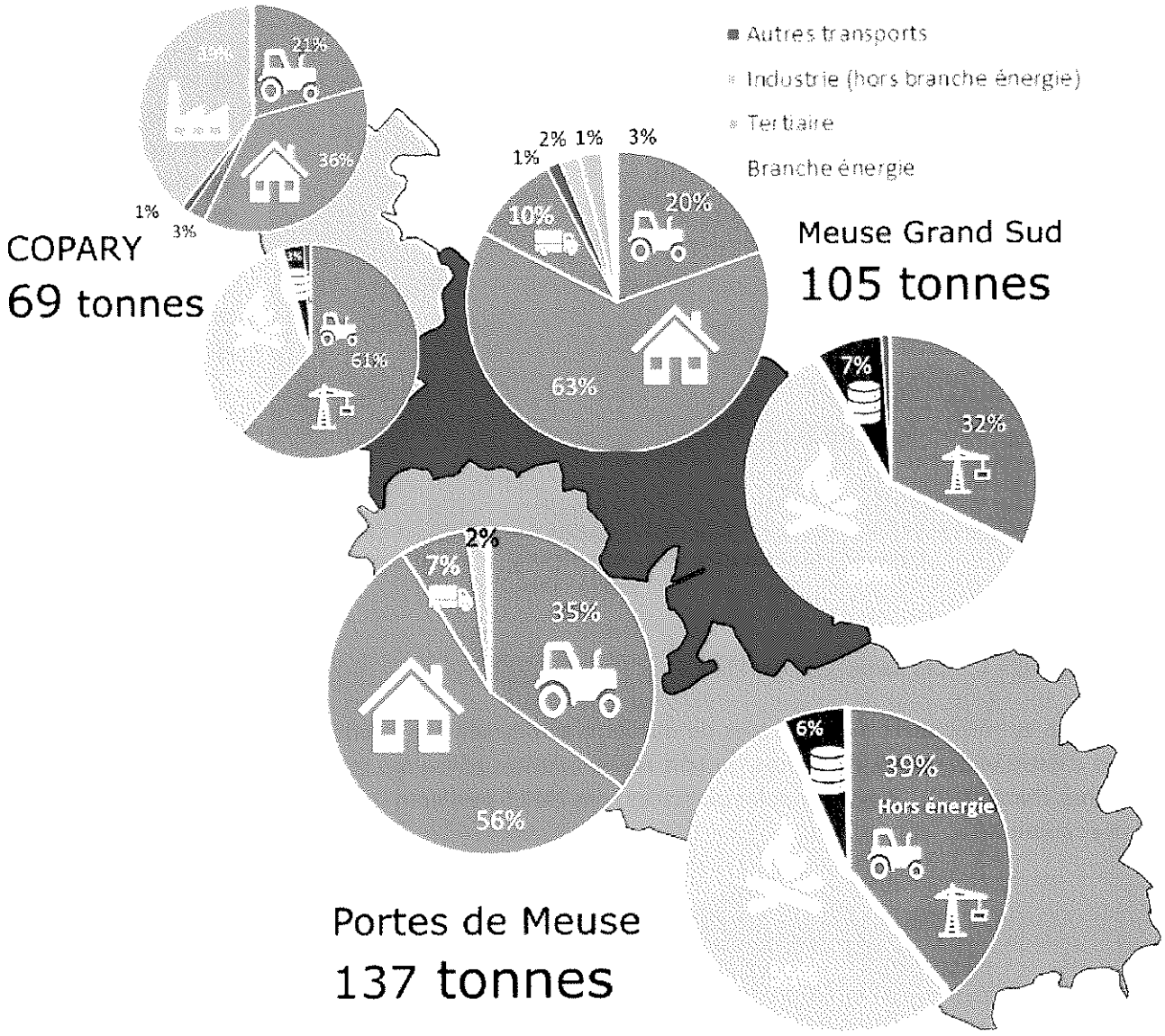


Figure 45 : Emissions de particules PM2,5 par EPCI – Répartition par secteur et par catégorie

Evolution par rapport à 1990 et 2005

Les émissions de particules PM2,5 ont baissé de l'ordre de 53% entre 1990 et 2018, chaque EPCI prenant sa part dans cette baisse. Les émissions du secteur résidentiel ont particulièrement chuté (-59%), notamment grâce aux foyers, poêle et chaudières à bois de plus en plus performants, de même que celles des transports routiers (-68%) grâce aux normes automobiles. Les émissions de l'agriculture (-14%) et de l'industrie (-55%) baissent également.

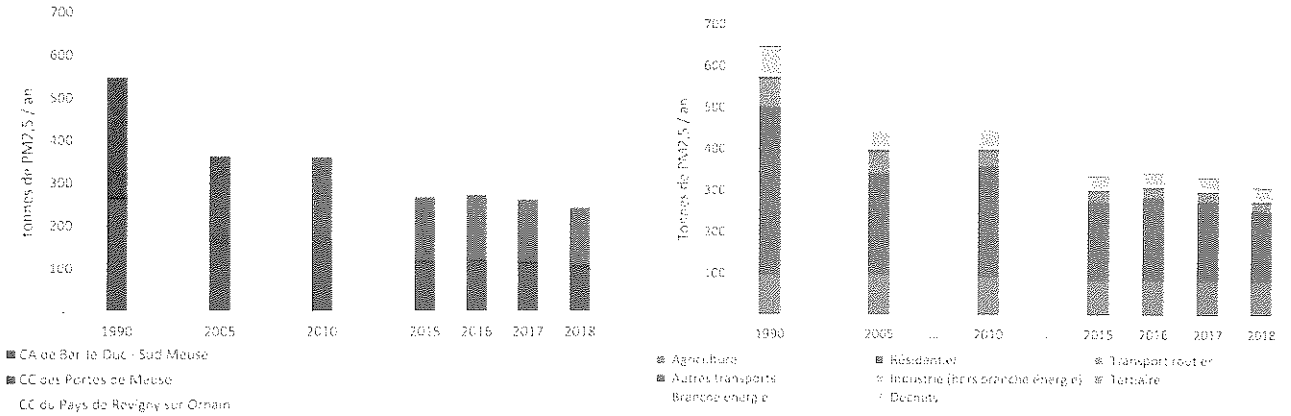


Figure 46 : Évolution des émissions de particules PM2,5 de 1990 à 2018

Ces baisses sont sur la trajectoire des objectifs de réduction des émissions de PM2,5 fixées par le SRADDET Grand Est et la réglementation nationale à horizon 2030. Un effort supplémentaire doit néanmoins être fourni pour les atteindre de manière certaine.

	Emissions de PM2,5 (en tonnes/an)			Evolution 2005/2018	Objectifs 2005/2030	
	1990	2005	2018		SRADDET Grand Est	Réglementation nationale
Meuse Grand Sud	264	161	105	-34%	-56%	-57%
Portes de Meuse	285	201	137	-32%		
COPARY	111	83	69	-17%		
Pays Barrois	**660**	**444**	**311**	**-30%**		

Tableau 17 : Évolution des émissions de particules PM2,5 de 2005 à 2018

Concentrations en PM2,5

Aucune station de mesure ni modélisation ne peut donner d'éléments chiffrés sur la concentration de particules PM2,5 dans l'air sur le Pays Barrois.

La station de mesures la plus proche se situe à Saint-Dizier, dans un contexte pouvant s'apparenter à celle de Bar-le-Duc. Les moyennes annuelles présentées ci-dessous font état d'une baisse des concentrations depuis 2013, bien en-deçà de la valeur-limite fixée par la Commission Européenne.

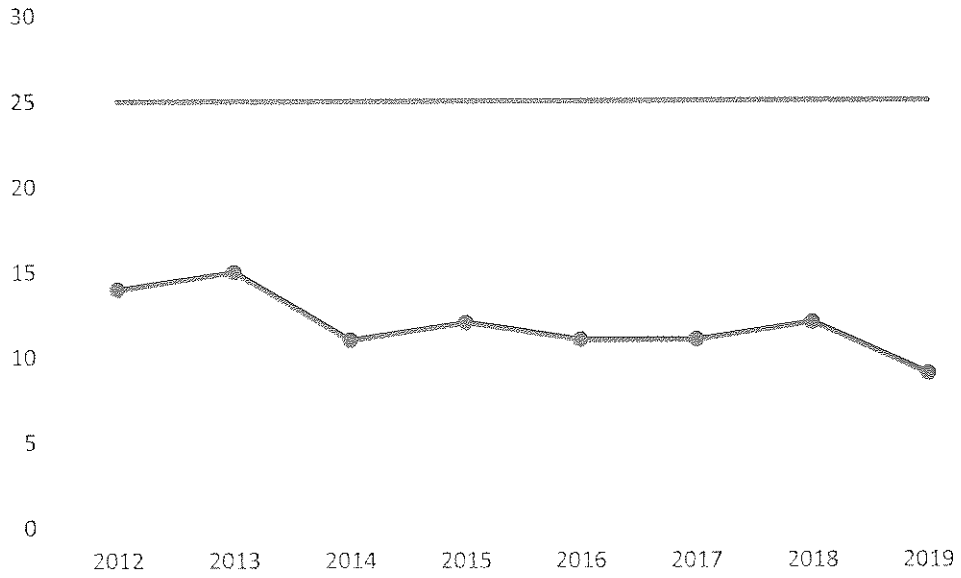


Figure 47 : Concentration moyenne annuelle en PM2,5 à Saint-Dizier
Atmo Grand Est

D. Les oxydes d'azote

Les rejets d'oxydes d'azote (NO et NO_2) proviennent essentiellement de la combustion de combustibles fossiles (gazole, essence, charbons, fiouls, gaz naturel...). Ils se forment par combinaison de l'azote (atmosphérique et contenu dans les combustibles) et de l'oxygène de l'air à hautes températures. Tous les secteurs utilisateurs de combustibles sont concernés, en particulier les transports routiers. Enfin quelques procédés industriels émettent des NOx en particulier la production d'acide nitrique et la production d'engrais azotés. Les oxydes d'azote favorisent des problèmes respiratoires, une hyperréactivité des bronches chez les asthmatiques, et une augmentation de la sensibilité des bronches aux infections microbiennes chez les enfants.

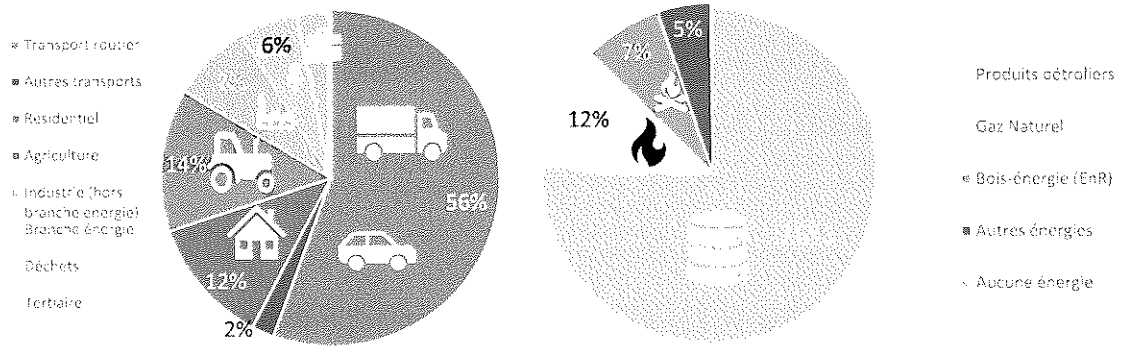


Figure 48 : Répartition des émissions d'oxydes d'azote NOx sur le Pays Barrois par secteur et par source d'émissions
Atmo Grand Est - Invent'air V2020

Sur le Pays Barrois oxydes d'azote sont principalement émis par la combustion des carburants automobiles et d'autres combustibles fossiles tels que le fioul et le gaz naturel dans les logements et industries. Le secteur automobile routier est donc prédominant dans chaque EPCI. Il est surclassé par l'industrie à la COPARY, tandis qu'il est succédé par les logements et le secteur de l'énergie dans la communauté d'agglomération Meuse Grand Sud.

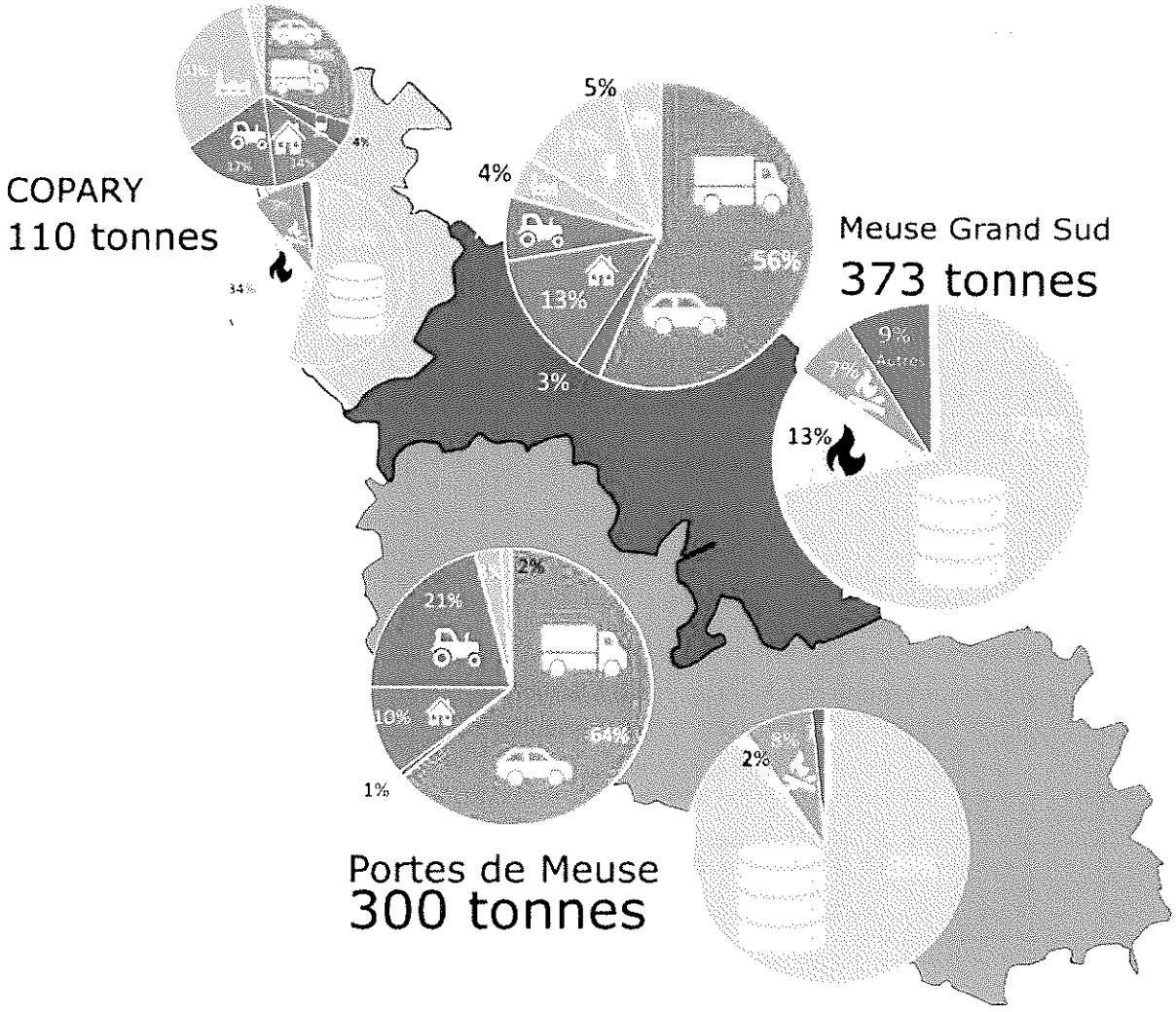


Figure 49 : Emissions d'oxydes d'azote NOx par EPCI – Répartition par secteur et par catégorie

Evolution par rapport à 1990 et 2005

Les émissions d'oxydes d'azote baissent continuellement depuis 1990, et ce dans chaque EPCI. Les émissions des transports routiers (-72%), des industries -72%) et de l'agriculture (-68%) ont particulièrement baissé grâce aux améliorations techniques. Les émissions des bâtiments tertiaires et résidentiels baissent aussi dans une moindre mesure, respectivement -44% et -9%.

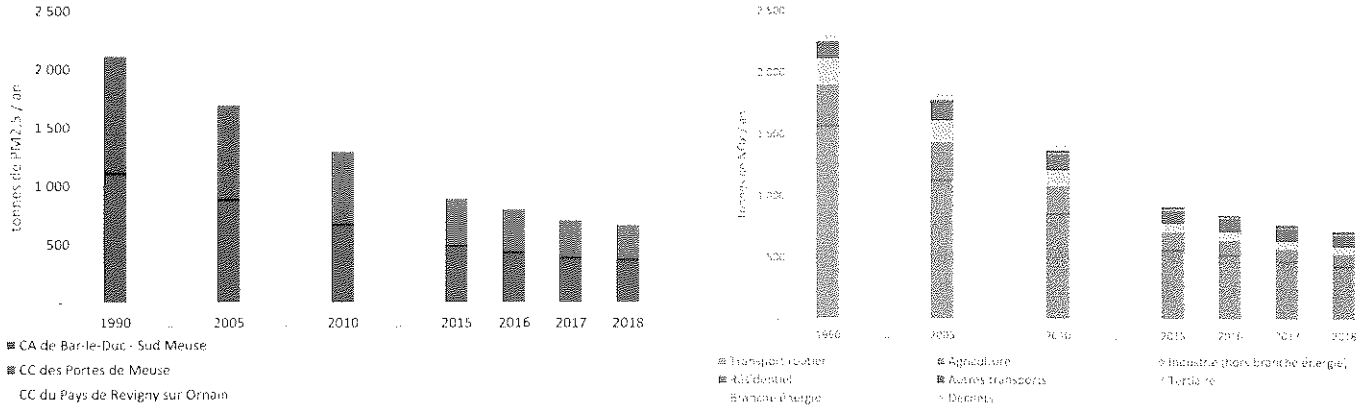


Figure 50 : Évolution des émissions d'oxydes d'azote NOx de 1990 à 2018

Ces baisses sont sur la trajectoire des objectifs de réduction des émissions de NOx fixées par le SRADDET Grand Est et la réglementation nationale à horizon 2030.

	Emissions de NOx (en tonnes/an)			Evolution 2005/2018	Objectifs 2005/2030	
	1990	2005	2018		SRADDET Grand Est	Réglementation nationale
Meuse Grand Sud	1 108	885	373	-58%	-72%	-69%
Portes de Meuse	1 006	813	300	-63%		
COPARY	257	217	110	-49%		
Pays Barrois	**2 372**	**1 916**	**783**	**-67%**		

Tableau 18 : Évolution des émissions d'oxydes d'azote NOx de 2005 à 2018

Concentrations en NOx

Deux stations de mesure du Pays Barrois fournissent des données de concentration en NOx, à Bar-le-Duc et Houdelaincourt. La concentration moyenne annuelle à Bar-le-Duc a tendance à diminuer, en passant de 35 µg/m^3 en 2015 à 23 µg/m^3 en 2020. Elle est ainsi passée sous le seuil critique fixé à 30 µg/m^3.

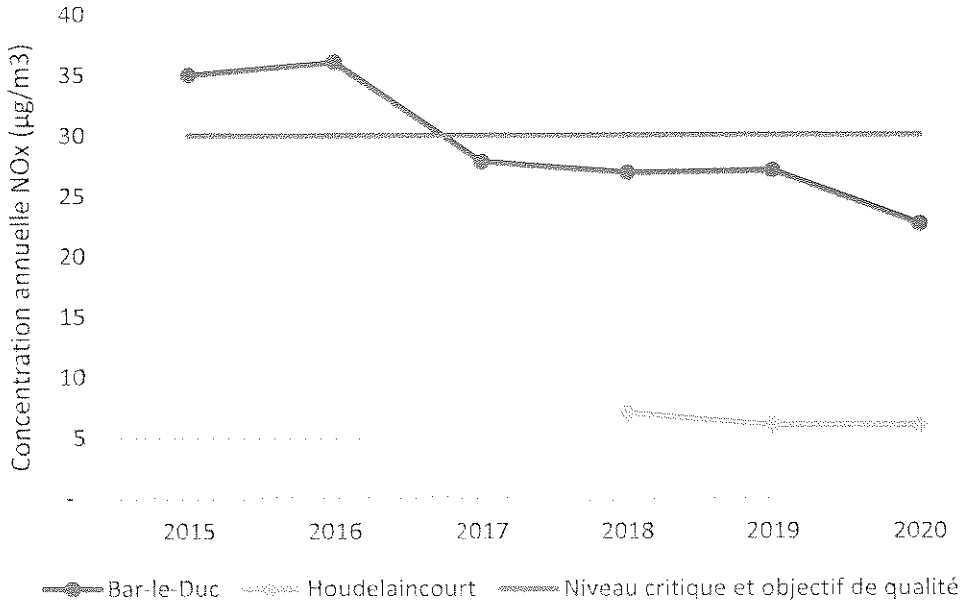


Figure 51 : Concentration moyenne annuelle en NOx à Bar-le-Duc et Houdelaincourt
Atmo Grand Est

À Houdelaincourt en zone rurale, les concentrations en NOx sont bien plus faibles, avec une moyenne autour de 6 µg/m^3. C'est également la concentration que nous observons sur le Pays Barrois dans la modélisation faite à l'échelle du Grand Est sur l'année 2019.

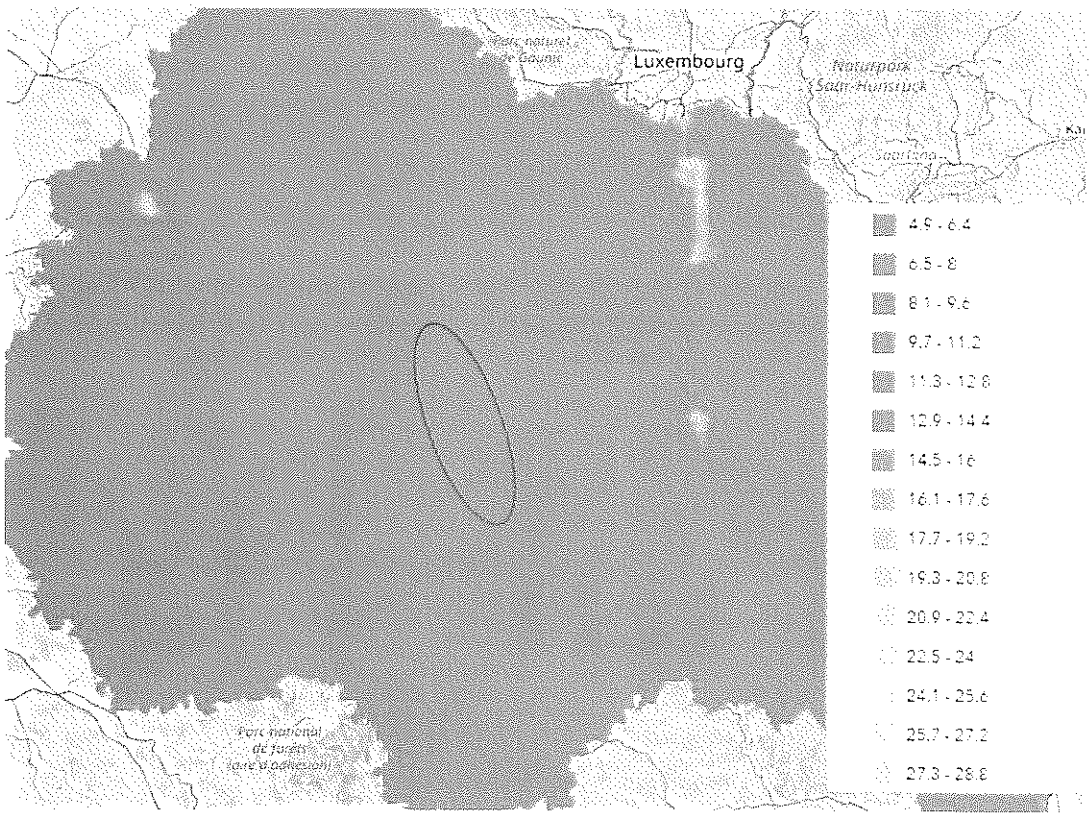


Figure 52 : Modélisation de la concentration moyenne en NO_2 en µg/m³ en 2019
Source : Atmo Grand Est

E. Les composés organiques volatils

Les composés organiques volatils non méthaniques (COVNM) sont des polluants très variés dont les sources d'émissions sont multiples. Ainsi l'utilisation industrielle et domestique de solvants et le transport routier (combustion de carburants et évaporation de lave-glace et dégivrants) sont des sources d'émissions importantes. Enfin, la consommation de combustibles (produits pétroliers ou bois-énergie) émet des COVNM mais plus faiblement que les activités citées précédemment.

Une exposition à ces composés peut entraîner des irritations des voies respiratoires, cutanées et oculaires. Certains COVNM sont cancérigènes (benzène, toluène…) ou peuvent entraîner des réactions allergiques.

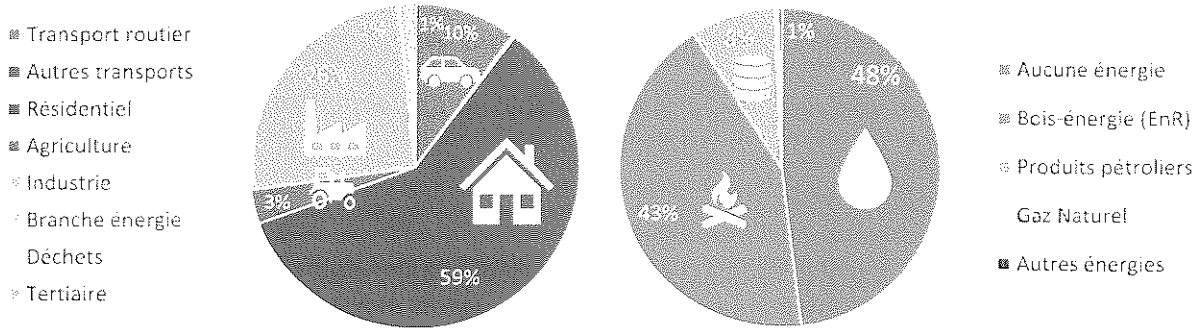


Figure 53 : Répartition des émissions de COVNM sur le Pays Barrois par secteur et par source d'émissions
Atmo Grand Est - Invent'air V2020

Dans le Pays Barrois, les usages non-énergétiques et le bois-énergie représentent à eux seuls plus de 90% des émissions de COVNM, et ce sur chaque EPCI. Les usages non-énergétiques proviennent principalement de l'industrie, des ménages et dans une moindre mesure des transports routiers.

Evolution par rapport à 1990 et 2005

Les émissions de composés organiques volatils ont drastiquement baissé entre 1990 et 2015 et semblent maintenant avoir atteint un palier. Les transports routiers sont les principaux contributeurs de cette baisse.

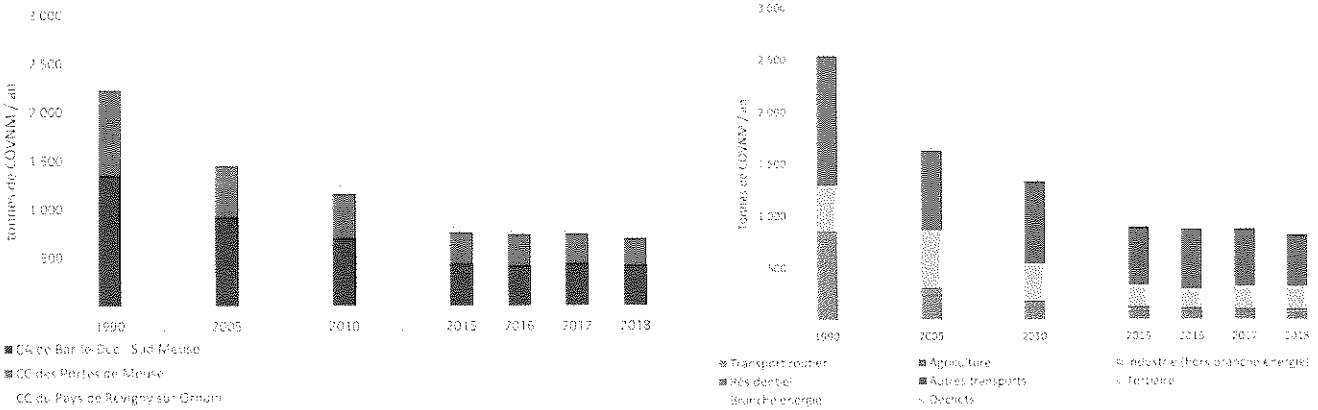


Figure 54 : Évolution des émissions de COVNM de 1990 à 2018

Les objectifs de réductions des émissions de COVNM à horizon 2030 du SRADDET Grand Est et de la réglementation nationale sont déjà presque atteints à l'échelle du Pays Barrois. La COPARY est dans une dynamique moins rapide du fait du poids de l'industrie.

	Emissions de COVNM (en tonnes/an)			Evolution 2005/2018	Objectifs 2005/2030	
	1990	2005	2018		SRADDET Grand Est	Réglementation nationale
Meuse Grand Sud	1 347	914	417	**- 54%**	-56%	-52%
Portes de Meuse	889	539	285	**- 47%**		
COPARY	369	203	134	**-34%**		
Pays Barrois	2 604	1 656	836	**-50%**		

Tableau 19 : Évolution des émissions de COVNM de 2005 à 2018

Il n'y a pas de mesures ni de modélisation de la concentration dans l'air des COVNM sur le Pays Barrois ou les territoires voisins.

F. L'ammoniac

L'ammoniac est principalement émis par les sources agricoles : utilisation d'engrais azotés et élevage. Le secteur du traitement des déchets (station d'épuration) ainsi que certains procédés industriels (fabrication d'engrais azotés par exemple) émettent également de l'ammoniac. Ce gaz joue un rôle important dans la qualité de l'air atmosphérique, car il est à l'origine de la formation de particules fines (sels d'ammonium) qui pénètrent les voies respiratoires. Il contribue également à l'acidification des pluies, qui a un impact direct sur la végétation.

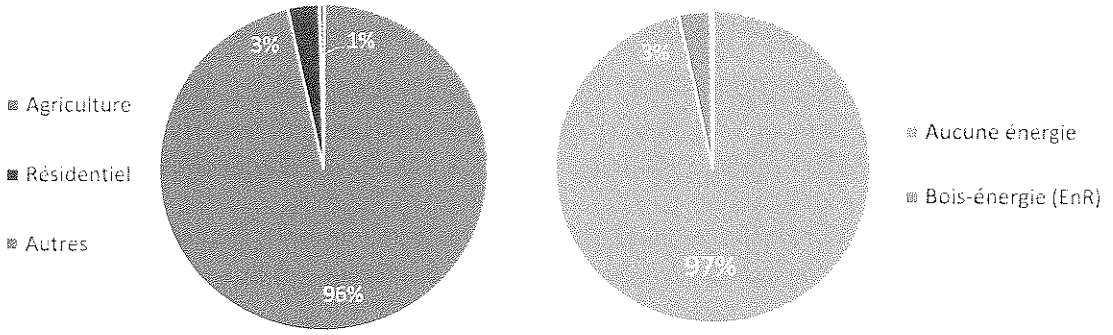


Figure 55 : Répartition des émissions d'ammoniac sur le Pays Barrois par secteur et par source d'émissions
Atmo Grand Est - Invent'air V2020

Dans le Pays Barrois, les usages non-énergétiques représentent 97% des émissions d'ammoniac. L'agriculture, via l'épandage et l'élevage, en est la principale source, et ce dans chaque intercommunalité. Le bois-énergie utilisé dans le secteur résidentiel agit à la marge sur ces émissions.

Evolution par rapport à 1990 et 2005

Les émissions d'ammoniac ont très peu évolué au cours des dernières décennies. Elles restent stables autour de 1500 tonnes par an. Aucun secteur économique n'a concrètement baissé ses émissions.

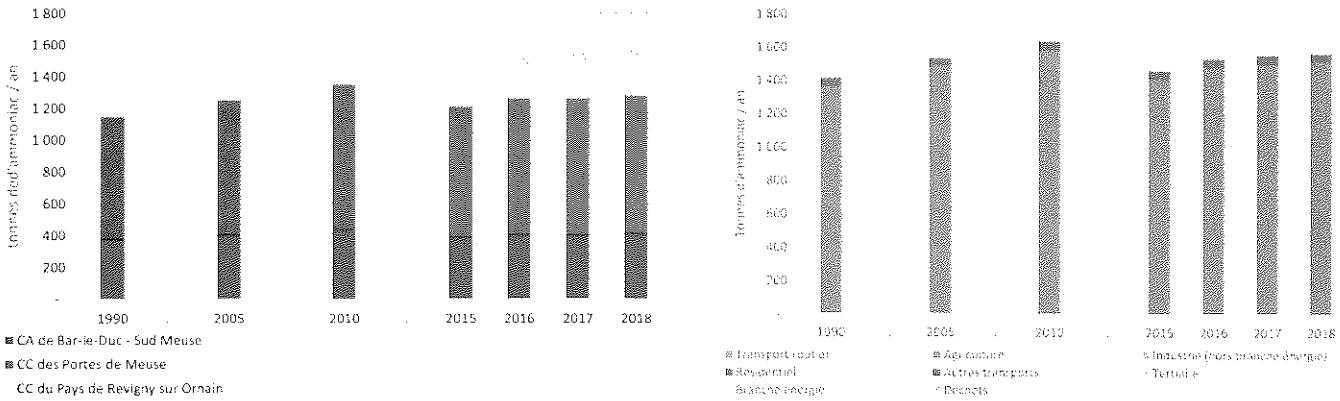


Figure 56 : Évolution des émissions d'ammoniac NH_3 de 1990 à 2018

Le Pays Barrois n'est pas en voie d'atteindre les objectifs de réductions des émissions d'ammoniac à horizon 2030 fixés par l'État et la Région.

	Emissions de NH_3 (en tonnes/an)			Évolution 2005/2018	Objectifs 2005/2030	
	1990	2005	2018		SRADDET Grand Est	Réglementation nationale
Meuse Grand Sud	375	404	414	+3%	-14%	-13%
Portes de Meuse	773	849	867	+2%		
COPARY	264	283	288	+2%		
Pays Barrois	**1 413**	**1 536**	**1 569**	**+2%**		

Tableau 20 : Évolution des émissions de NH_3 de 2005 à 2018

La concentration en ammoniac ne peut pas être mesurée dans l'atmosphère.

G. Le dioxyde de soufre

Les rejets de SO_2 sont dus majoritairement à la combustion des combustibles fossiles soufrés tels que le charbon et les fiouls et dans une moindre mesure à la combustion du bois-énergie. Tous les secteurs utilisateurs de ces combustibles sont concernés (industrie, résidentiel / tertiaire, transports, production d'énergie…).

Le dioxyde de soufre porte principalement atteinte au système respiratoire et, à grande concentration, sa solubilité dans l'eau lui permet d'être transporté par le sang et d'atteindre les organes et tissus cellulaires.

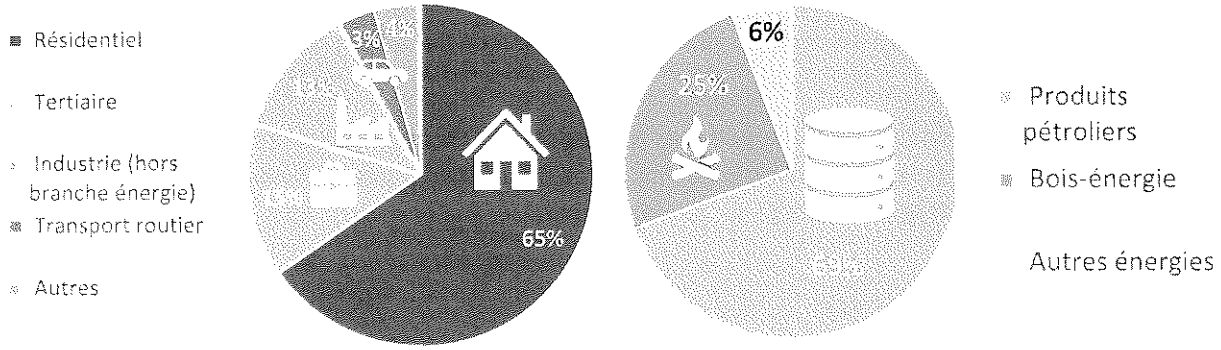


Figure 57 : Répartition des émissions de dioxyde de soufre sur le Pays Barrois par secteur et par source d'émissions
Atmo Grand Est - invent'air V2020

Dans le Pays Barrois, ce sont les secteurs résidentiels et tertiaires qui sont majoritairement émetteurs de dioxyde de soufre pour le chauffage des bâtiments, malgré des baisses importantes respectivement de -74 et -92% entre 1990 et 2018. Les émissions de l'industrie et du secteur de production de l'énergie ont également drastiquement baissé depuis 1990, respectivement de -79 et -99,7%.

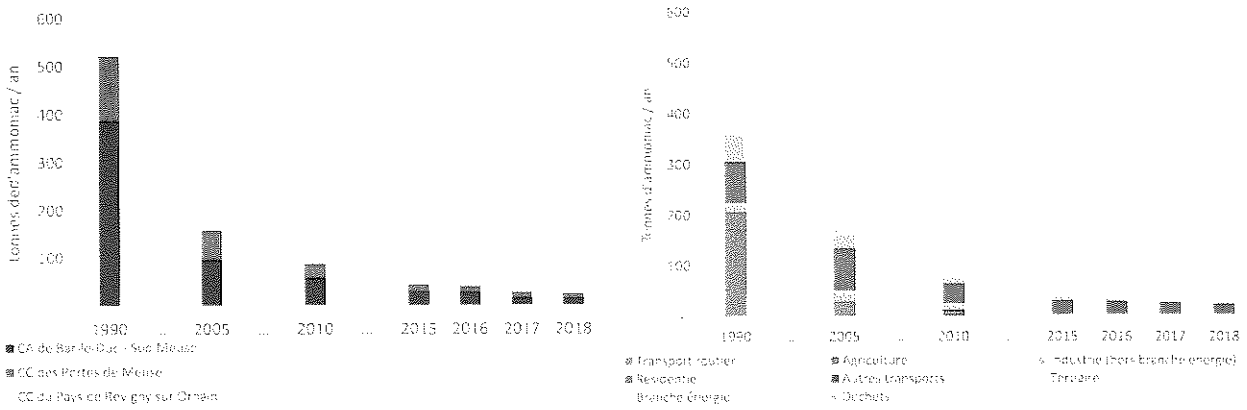


Figure 58 : Évolution des émissions de dioxyde de soufre SO_2 de 1990 à 2018

Evolution par rapport à 1990 et 2005

Le Pays Barrois a globalement atteint les objectifs de réduction d'émissions de polluants fixés par le SRADDET Grand Est à horizon 2030.

	Emissions de NH_3 (en tonnes/an)			Évolution 2005/2018	Objectifs 2005/2030	
	1990	2005	2018		SRADDET Grand Est	Réglementation nationale
Meuse Grand Sud	387	96	15	-83,8%	-84%	-77%
Portes de Meuse	137	63	10	-83,6%		
COPARY	34	22	4	-80,6%		
Pays Barrois	**558**	**180**	**30**	**-83,4%**		

Tableau 21 : Évolution des émissions de SO_2 de 2005 à 2018

Concentrations en SO_2

Seule la station d'Houdelaincourt mesure la concentration en SO_2 dans l'atmosphère. De janvier 2019 à septembre 2020, la concentration moyenne journalière oscille entre 0 et 3 µg/m³ quand la valeur-limite fixée par la réglementation française est de 125 µg/m³. Il en est de même pour la concentration moyenne annuelle de 2012 à 2019 qui oscille entre 2 et 3 µg/m³ quand l'objectif de qualité est fixé à 50 µg/m³. Il n'y a donc pas de pollution de fond due au dioxyde de soufre en zone rurale au Pays Barrois.

H. L'ozone O_3

L'ozone est un polluant atmosphérique dont les effets sont délétères sur la santé humaine (asthmes, maladies respiratoires, cancer du poumon...) et sur la végétation (baisse de la croissance et de la productivité des cultures). Il est dit polluant secondaire car il se forme dans les basses couches de l'atmosphère par transformation chimique du dioxyde d'azote NO_2 et du dioxygène O_2, sous l'effet du rayonnement solaire et de la chaleur.

$$NO_2 + O_2 + \text{rayonnement solaire} => NO + O_3$$

La production d'ozone a donc principalement lieu dans les lieux d'émissions du dioxyde d'azote, soit dans les aires urbaines. Néanmoins, l'ozone et le monoxyde d'azote NO se déplaçant facilement avec les masses d'air, ils peuvent rejoindre les zones rurales et reformer du dioxyde d'azote au contact des composés organiques volatils émis par la végétation et la combustion du bois-énergie. Ce dioxyde d'azote alimentera à nouveau la formation d'ozone sous l'effet du rayonnement solaire.

$$NO + COV = > NO_2 \quad // \quad NO_2 + O_2 + \text{rayonnement solaire} => NO + O_3$$

Ainsi, il est fréquent d'observer de longs épisodes de pollutions à l'ozone dans des zones rurales situées entre 20 et 50 km des pôles urbains.

Ce phénomène s'observe dans une moindre mesure sur le Pays Barrois, où la concentration en ozone est généralement plus importante à Houdelaincourt qu'à Bar-le-Duc. Sur l'année 2019, la concentration moyenne à Bar-le-Duc était de 50 µg/m^3 alors qu'elle était de 68 µg/m^3 à Houdelaincourt.

Dans le graphique ci-dessous, nous observons que la concentration journalière est globalement plus élevée en été qu'en hiver, et que plusieurs pics sont atteints d'avril à septembre. En 2019, deux pics de 150 et 160 µg/m^3 ont été enregistré à Houdelaincourt, en moyenne journalière.

Le seuil d'alerte est enclenché quand la concentration en ozone dépasse 240 µg/m^3 pendant trois heures d'affilé. Ce fut le cas pour la Meuse du 26 au 30 juin et du 24 au 26 juillet 2019.

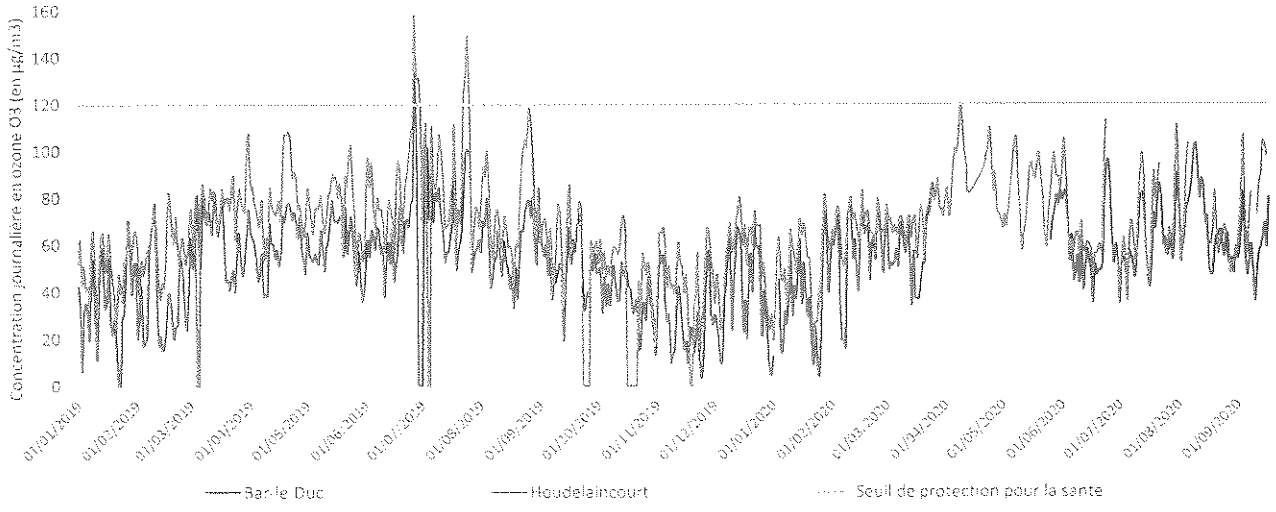


Figure 59 : Concentration journalière en ozone mesurée entre janvier 2019 et septembre 2020
Source : Atmo Grand Est

7. La vulnérabilité du Pays Barrois au changement climatique

A. Les scénarios de changement climatique

i. À l'échelle mondiale

Les différents scénarios de changement climatique

Le cinquième rapport d'évaluation du GIEC, publié en 2014 en préparation de la COP21, établit les différents changements climatiques à l'échelle du globe et les risques en découlant pour les systèmes naturels et humains.

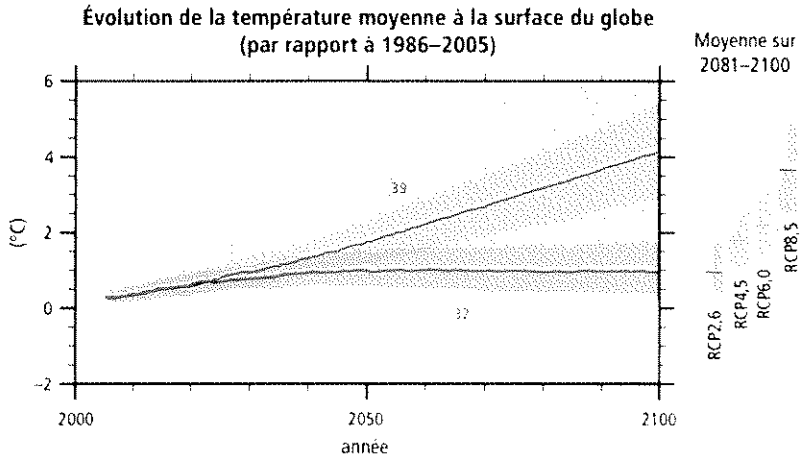


Figure 60 : Evolution de la température moyenne à la surface du globe entre 2006 et 2100, déterminés par des simulations multimodèles, par rapport à la période 1986-2005,
GIEC - Changements Climatiques 2014

Selon les différents scénarios du GIEC, le **réchauffement** moyen à la surface du globe vers la fin du XXIe siècle (2081-2100) par rapport à la période 1850-1900 pourra varier **entre +1,7°C et +4,8°C** :

- entre 0,3°C et 1,7°C selon le RCP2.6 (scénario intégrant les efforts pour limiter le réchauffement à 2°C au-dessus des niveaux préindustriels)
- entre 1,1°C et 2,6°C selon le RCP4.5 (scénario optimiste)
- entre 1,4°C et 3,1°C selon le RCP6.0 (scénario médian)
- entre 2,6°C et 4,8°C selon le RCP8.5 (scénario pessimiste)

Le GIEC indique que **les extrêmes chauds seront plus nombreux** et **les extrêmes froids moins nombreux** à mesure que la température moyenne à la surface du globe augmentera. **Les vagues de chaleurs seront plus fréquentes** et dureront plus longtemps tandis que des extrêmes froids pourront continuer de se produire occasionnellement en hiver.

Par ailleurs, **les changements de précipitations ne seront pas uniformes**. La moyenne annuelle des précipitations augmentera probablement dans les régions humides des latitudes moyennes, les hautes latitudes et l'océan Pacifique équatorial dans le cas du RCP8.5. Dans de nombreuses régions des latitudes moyennes, comme en Europe, et dans les régions subtropicales arides, les précipitations moyennes diminueront probablement. Les épisodes de précipitations extrêmes deviendront très probablement plus intenses et fréquents sur une grande partie des continents des latitudes moyennes et dans les régions tropicales humides (Figure 61).

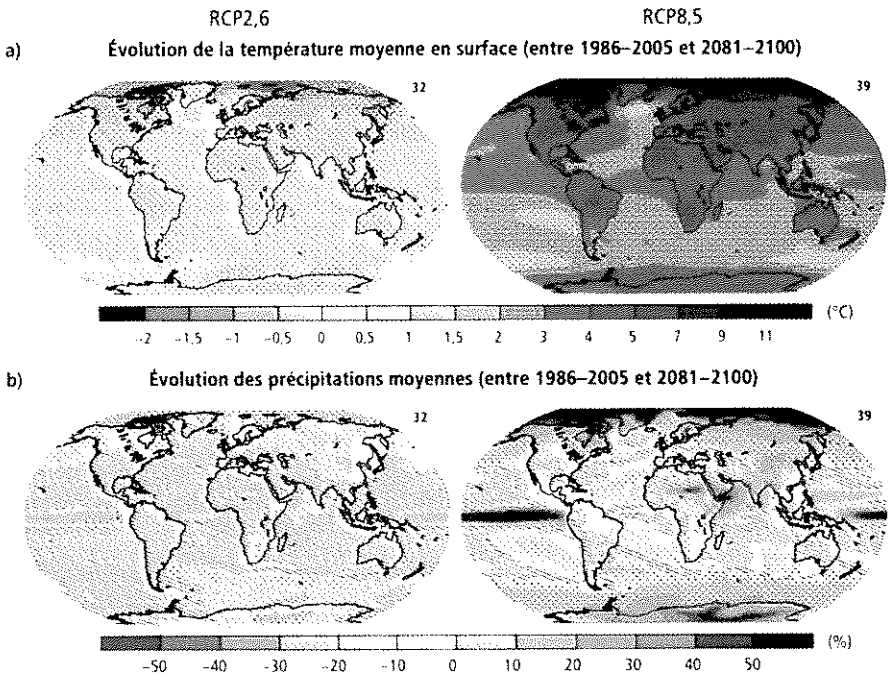


Figure 61 : Evolution de la température moyenne en surface (a) et évolution des précipitations moyennes (b) fondées sur des projections multimodèles moyennes pour la période 2081-2100 par rapport à la période 1986-2005, selon les scénarios RCP2,6 (à gauche) et RCP8,5 (à droite),
GIEC - Changements Climatiques 2014

Les autres changements climatiques à l'échelle du globe incluent :

- le réchauffement des océans ;
- l'augmentation de l'acidification des océans ;
- la diminution de la banquise, du pergélisol de surface et des glaciers ;
- l'élévation du niveau de la mer variant entre 0,26 et 0,82m d'ici la fin du siècle suivant les différents scénarios.

Les conséquences de ces changements

Selon les experts du GIEC, les changements climatiques vont amplifier les risques existants et en engendrer de nouveaux pour les systèmes naturels et humains. Les bouleversements provoqués par ces changements climatiques à l'échelle mondiale incluent :

- La disparition de nombreuses espèces animales et végétales ;
- La destruction de certains écosystèmes, notamment dans les pôles, les systèmes côtiers et les basses terres littorales menacées par l'élévation du niveau de la mer ;
- La remise en cause de la sécurité alimentaire, du fait d'une baisse importante de la biodiversité marine, de l'incapacité de cultiver certaines céréales et de l'appauvrissement des ressources en eau ;
- Des problèmes de santé humaine aggravés ;
- Une amplification des risques naturels mettant en danger certaines infrastructures, activités humaines et services essentiels dans les zones urbaines et rurales ;
- Une accélération des pertes économiques et une augmentation de la pauvreté ;
- Une augmentation des déplacements de populations et des risques de conflits violents ;

ii. À l'échelle régionale et locale

Le Pays Barrois bénéficie actuellement d'un climat de type semi-continental, assez proche d'un climat de montagne malgré l'altitude plutôt modeste des plateaux calcaires. Ce climat est caractérisé par une température annuelle moyenne assez basse, inférieure à 10°C et une amplitude thermique importante entre des hivers rigoureux et des étés relativement chauds.

Les prévisions des changements climatiques à l'échelle du Grand Est et plus spécifiquement du Pays Barrois sont centrées sur les paramètres suivants :

L'évolution des températures

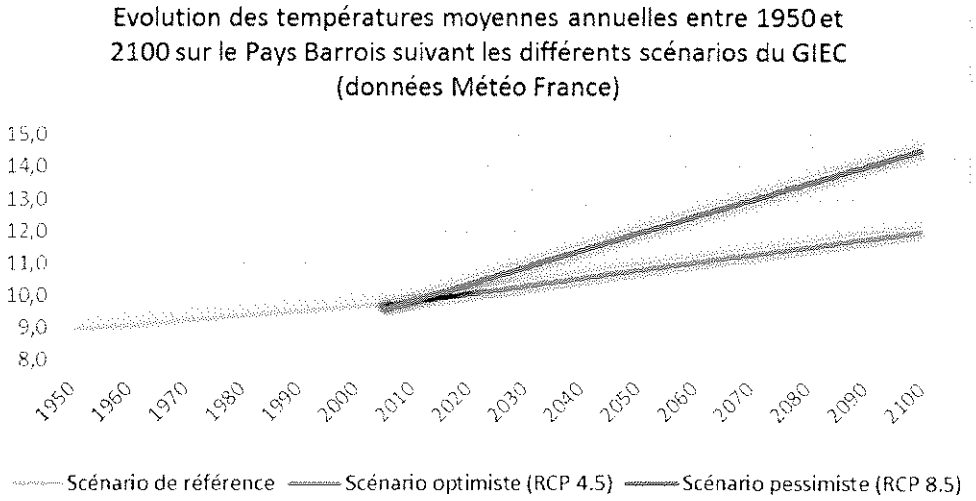


Figure 62 : Evolution des températures moyennes annuelles entre 1950 et 2100 sur le Pays Barrois suivant les différents scénarios du GIEC, *données CNRM 2014*

Le réchauffement climatique est déjà visible sur le Pays Barrois. On constate une augmentation de 1°C des températures annuelles moyennes entre 1950 et 2020, passant de 9 à 10°C.

Les températures moyennes annuelles vont continuer à croître tout au long du siècle. Selon les différents scénarios du GIEC, l'élévation des températures moyennes annuelles varie **entre +2 et +4,5°C** d'ici la fin du siècle sur le Pays Barrois, soit atteignant 12°C selon le scénario optimiste et 14,5°C selon le scénario pessimiste.

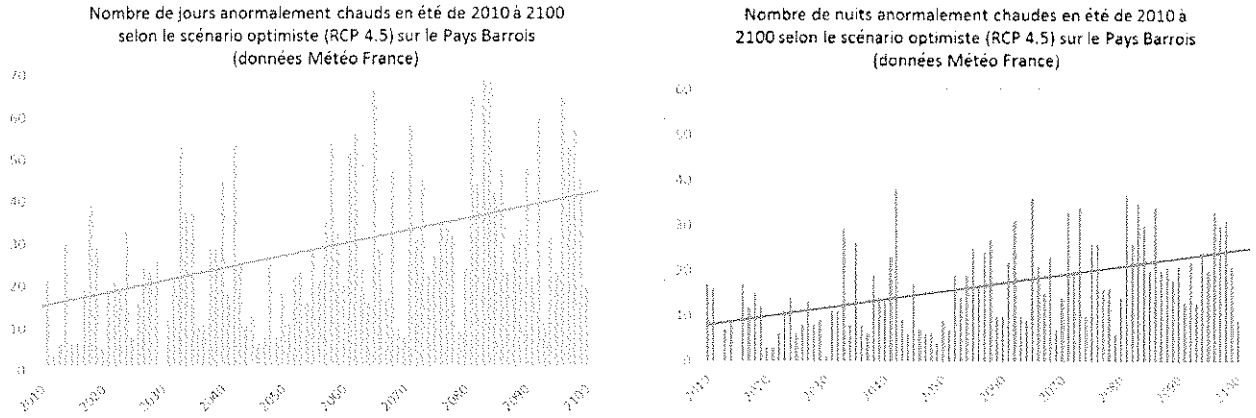


Figure 63 : Evolution de nombre de jours et de nuits anormalement chauds en été entre 2010 et 2100 selon le scénario optimiste (RCP4.5) du GIEC sur le Pays Barois, *données CNRM 2014*

L'élévation des températures sera plus importante en période estivale.

Une journée est dite anormalement chaude si la température maximale est supérieure de plus de 5°C par rapport à la normale. Sur la période 2010-2020 le nombre de jours anormalement chauds s'élevait en moyenne à 18 jours chaque été. Selon le scénario optimiste du GIEC, **le nombre de jours anormalement chauds en été va presque tripler d'ici la fin du siècle** sur le territoire du Pays Barrois pour atteindre 40 jours anormalement chauds en moyenne chaque été entre 2090 et 2100.

Le nombre de nuits anormalement chaudes en période estivale sur le Pays Barrois va connaître une augmentation similaire, passant en moyenne de 9 nuits sur la période 2010-2020 à 21 nuits sur la période 2090-2100.

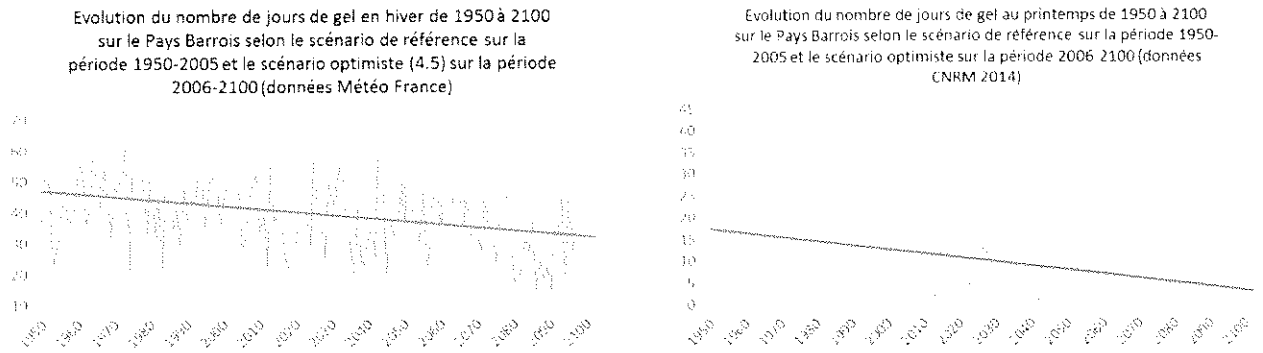


Figure 64 : Evolution du nombre de jours de gel en hiver (à gauche) et au printemps (à droite) sur le Pays Barrois selon le scénario de référence sur la période 1950-2005 et le scénario optimiste (RCP 4.5) sur la période 2006-2100
Données CNRM 2014

L'augmentation des températures sera accompagnée en période hivernale d'une **baisse du nombre de jours de gel.**

Le Pays Barrois connaît un nombre de jours de gel élevé, oscillant entre 60 et 80 jours en moyenne par an. En période hivernale, **14 jours de gel seront perdus en moyenne entre 1950 et 2100**.

Au printemps, 7 jours de gel ont déjà été perdus en moyenne entre 1950 et 2020. Selon les prévisions établies à partir du scénario optimiste du GIEC, le nombre de jours de gel continuera à diminuer tout au long du siècle, passant de 15 jours de gel au printemps en moyenne sur la période de référence à 4 jours en moyenne à l'horizon 2100. Il est difficile de prévoir la répartition temporelle de ces gels printemps ; la baisse du nombre de jours de gel au printemps ne signifie par la disparition des gels tardifs. Au contraire, nous pouvons estimer que les éventuels gels tardifs auront un impact plus important sur des cultures toujours plus précoces.

Les vagues de chaleur

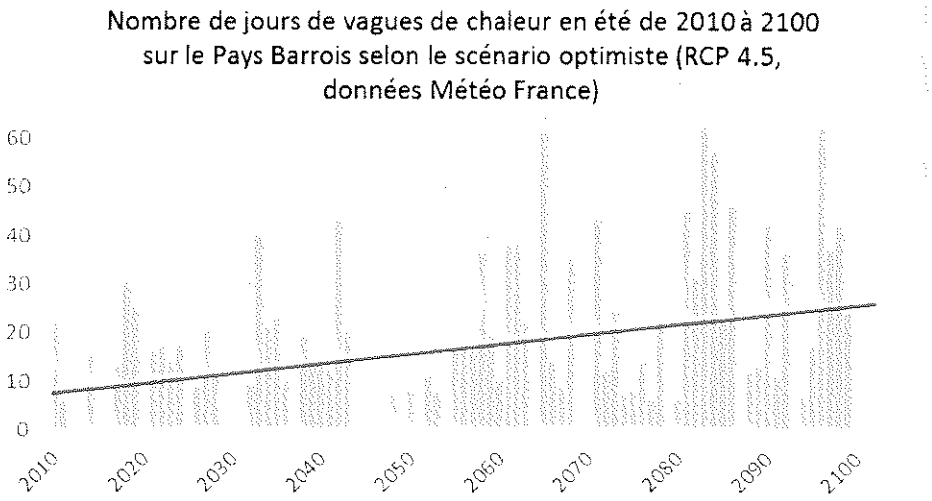


Figure 65 : Evolution du nombre de jours de vagues de chaleur en été de 2010 à 2100 sur le Pays Barrois selon le scénario optimiste (RCP4.5), données CNRM 2014

L'augmentation des températures sera accompagnée d'une **augmentation en fréquence et magnitude des vagues de chaleurs**, et par extension des canicules en période estivale.

Une vague de chaleur est définie comme une période anormalement chaude durant plus de cinq jours consécutifs. Selon le rapport Jouzel « Scénarios régionalisés », le nombre de jours de vagues de chaleur sur la période de référence 1976-2005 est en moyenne de six par an dans le Nord-Est de la France. Ce nombre va augmenter en moyenne de 10 jours à l'horizon 2050 par rapport à la période de référence sur le Pays Barrois. Cette augmentation sera encore plus importante à la fin du siècle, pouvant **atteindre 25 jours de vague de chaleur par an selon le scénario optimiste, et plus de 35 jours selon le scénario pessimiste**.

L'évolution des précipitations et des périodes de sécheresse

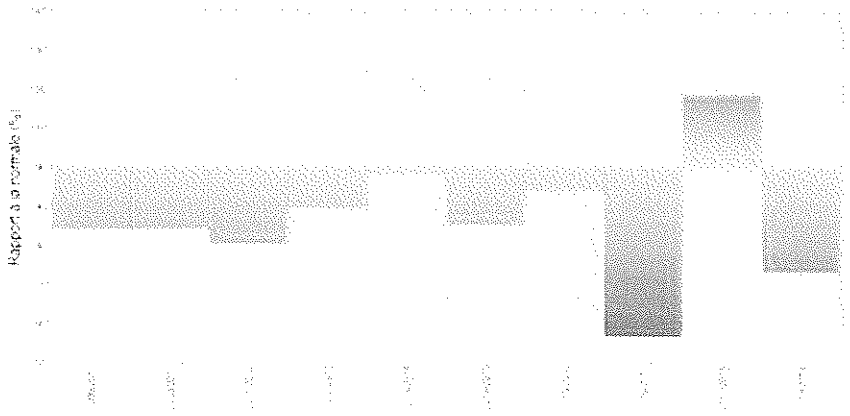


Figure 66 : Précipitations sur les saisons de recharge (septembre à mars) en Meuse de 2009/2010 à 2018/2019
Données Météo France

Le Pays Barrois est déjà impacté par les changements de précipitations. On constate **-15% de pluies « efficaces »** sur les 10 dernières saisons de recharge (seule 2017-2018 a été excédentaire).

Selon les prévisions du rapport Jouzel « Scénarios régionalisés », l'évolution des précipitations devrait être modérée d'ici 2030 mais les écarts devraient se creuser ensuite, à l'horizon 2050 puis encore plus fortement à l'horizon 2080. Les écarts saisonniers seront les plus importants du fait d'une baisse des pluies estivales et d'une hausse des précipitations hivernales. Les précipitations baisseront entre 5 et 15% par année en moyenne. Néanmoins, des épisodes de pluies intenses se produiront de manière plus fréquente.

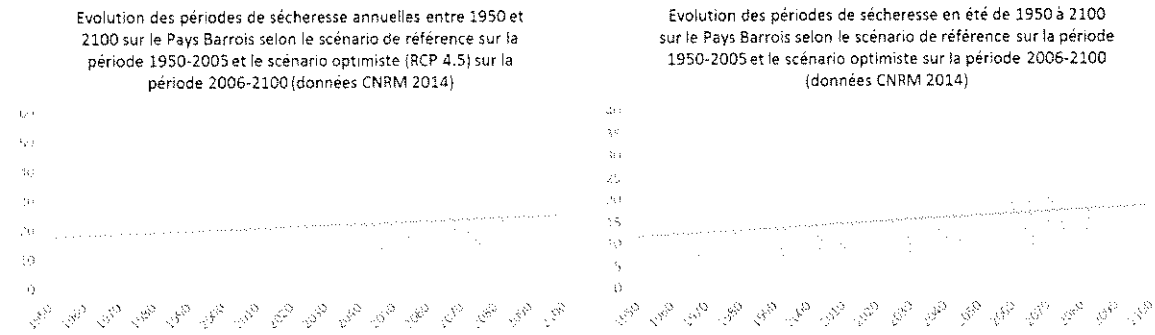


Figure 67 : Evolution des périodes de sécheresse à l'année (à gauche) et en été (à droite) de 1950 à 2100 sur le Pays Barrois selon le scénario de référence sur la période 1950-2005 et le scénario optimiste (RCP 4.5) sur la période 2006-2100 *(données CNRM 2014)*

La diminution des précipitations s'accompagne d'une augmentation des périodes de sécheresse. Une période de sécheresse est définie comme le maximum de jours consécutifs avec un cumul de précipitations inférieur à 1mm. D'après la figure ci-dessus, les périodes de sécheresse vont être de plus en plus longues, de 19 jours en moyenne en 1950 à 25 jours en 2100. Les extrêmes surtout seront plus importants : certaines années pourront voir des périodes de sécheresse dépassant les 60 jours. Selon les estimations du SRADDET, une part importante du Grand Est vivra en état de sécheresse entre 15 et 30% du temps à l'horizon 2030, à 35% du temps en 2050 et entre 60 et 80% du temps à l'horizon 2080.

Les épisodes de froid et d'extrême-froid

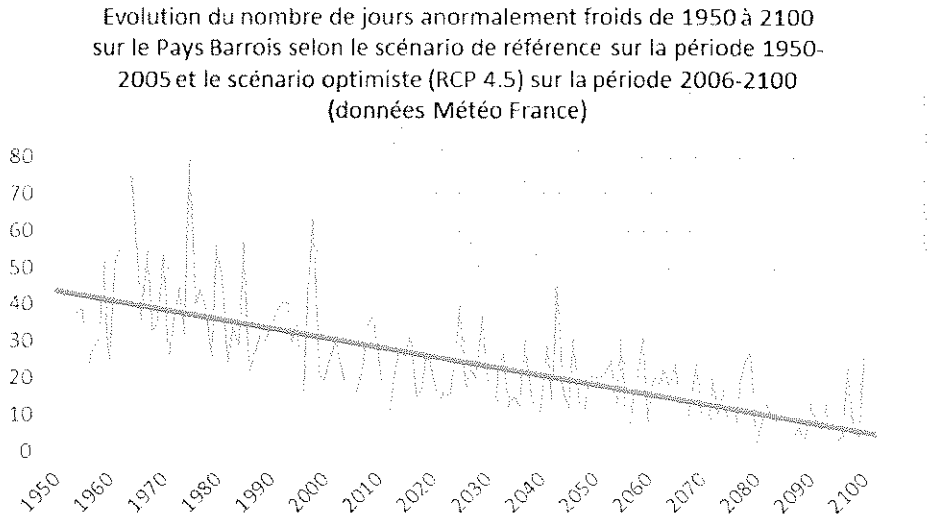


Figure 68 : Evolution du nombre de jours anormalement froids de 1950 à 2100 sur le Pays Barrois selon le scénario de référence sur la période 1950-2005 et le scénario optimiste (RCP4.5) sur la période 2006-2100
Données CNRM 2014

Le Pays Barrois connaît une **baisse des jours de froids et des épisodes d'extrêmes froids** qui viendra s'intensifier au fil du siècle avec le réchauffement climatique.

La période de référence 1950-2005 compte en moyenne 38 jours anormalement froids dans le Pays Barrois, et près de 10 jours très froids en moyenne sur la saison hivernale selon le rapport Jouzel. Quinze jours anormalement froids ont déjà été perdus entre 1950 et 2020. Cette diminution va se poursuivre tout au long du siècle, avec une baisse de huit jours supplémentaires à l'horizon 2050. Entre 2090 et 2100, le Pays Barrois ne comptera plus que 9 jours anormalement froids en moyenne chaque année.

iii. Évolution des phénomènes et risques naturels

Les principaux risques qui touchent le Pays Barrois sont les risques naturels d'inondation, les mouvements de terrain au sud-ouest de Bar-le-Duc, et l'accumulation de ces deux phénomènes. Le changement climatique peut également exacerber d'autres phénomènes naturels comme le retrait-gonflement des argiles, les tempêtes, ou encore les incendies.

Les inondations

Les inondations correspondent au débordement direct ou indirect d'un cours d'eau qui entraine la submersion d'une zone habituellement hors de l'eau.

Au sein du Pays Barrois, les risques d'inondation sont assez fréquents notamment pour les rivières principales : l'Aire, l'Ornain, et la Saulx. Le territoire comprend soixante-huit communes situées à proximité de ces cours d'eau qui sont concernées par le risque d'inondation.

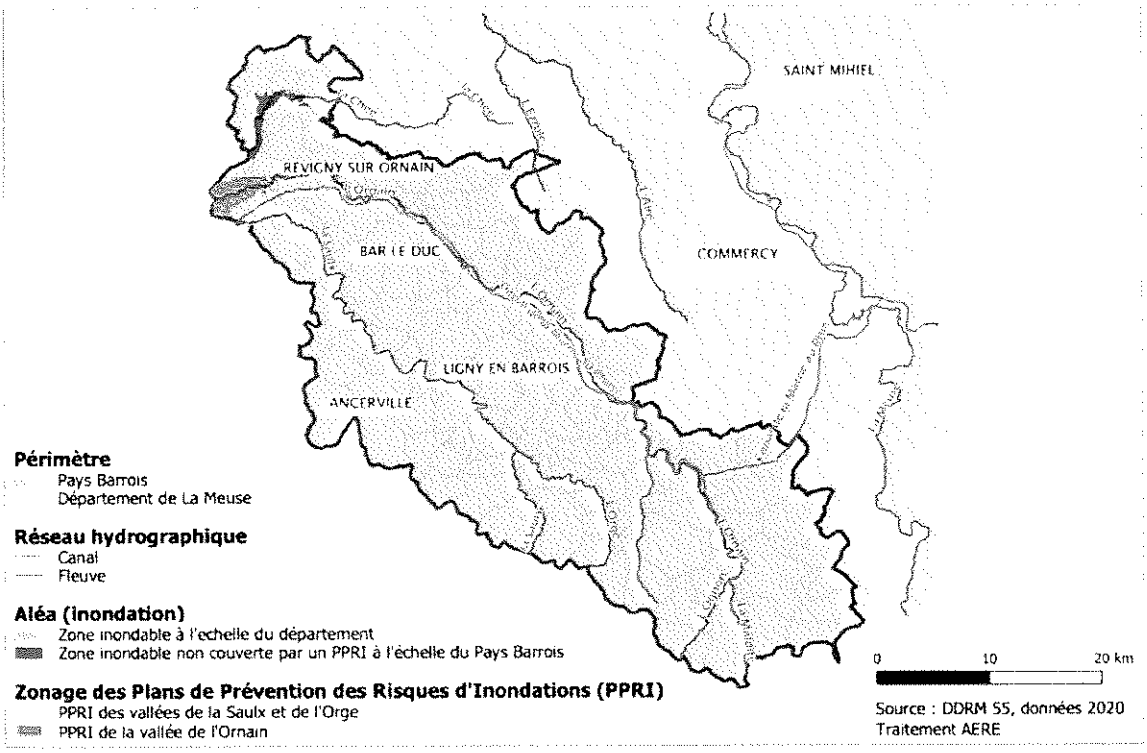


Figure 69 : Risques d'inondations sur le territoire du Pays Barrois

Sources : DDRM55 – traitement par AERE pour le Conseil Départemental de la Meuse

La plupart des études établissent un lien entre l'augmentation et l'intensification des inondations et le changement climatique. Néanmoins, l'évolution du risque d'inondation est difficile à appréhender, au regard des prévisions météorologiques. Avec l'allongement des périodes sèches, **le risque pèse davantage sur l'assurance de disposer de suffisamment d'eau pour soutenir les débits d'étiage**, plutôt que sur leur remplissage maximal et en conséquence leur capacité à écrêter les crues.

Dans ce contexte d'incertitude, il est nécessaire d'intégrer la question du changement climatique en menant et/ou en poursuivant une politique de prévention des risques inondation afin d'anticiper les évolutions possibles des risques. La construction en zone inondable ainsi que l'imperméabilisation des sols contribuent à aggraver la vulnérabilité des zones inondables.

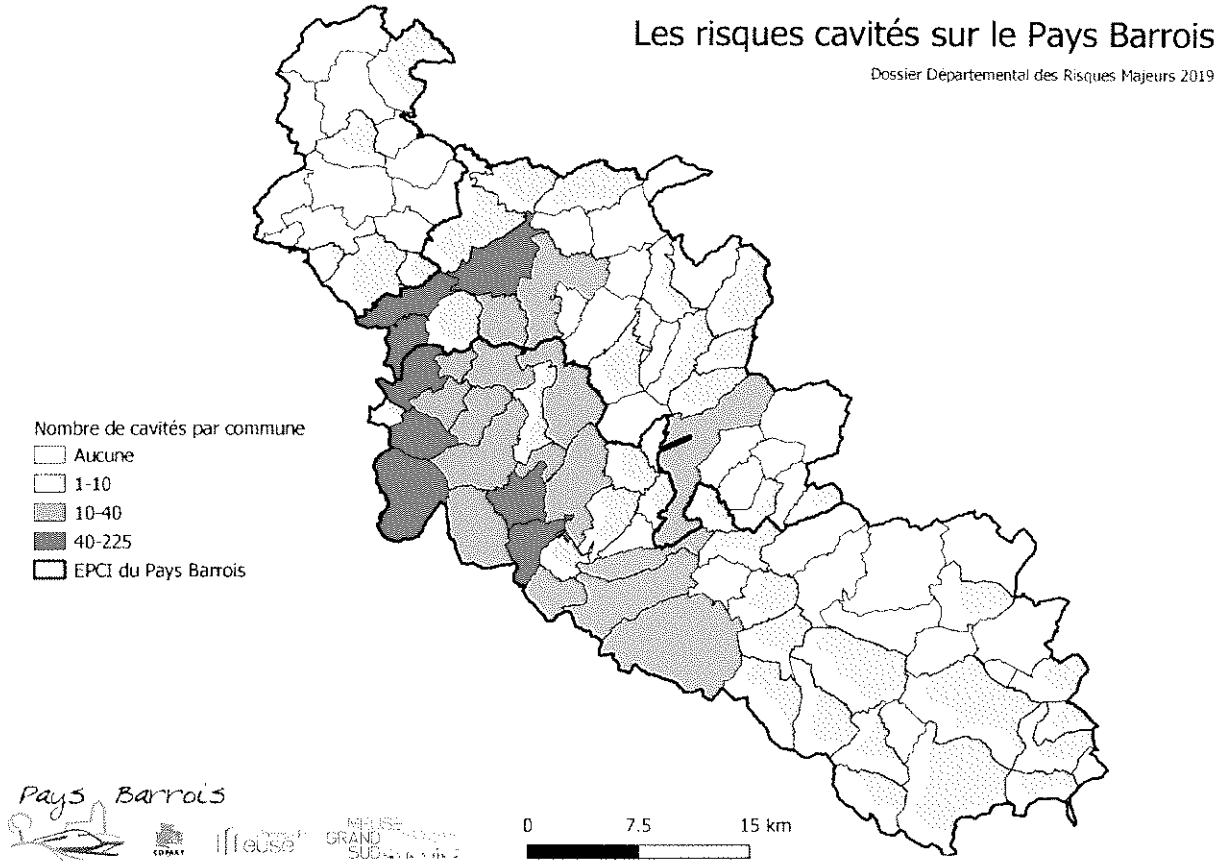
Afin d'améliorer la prévention des inondations et de contrôle l'extension de l'urbanisation dans les zones à risque, des Plans de Préventions des Risques d'Inondation (PPRI) ont été élaborés pour la vallée de l'Ornain et pour les vallées de la Saulx et de l'Orge.

Les mouvements de terrain

Un mouvement de terrain correspond à un déplacement du sol, pouvant être plus ou moins brutal, et pouvant être à l'origine de dommages sur les biens ou les personnes.

Le Pays Barrois, et plus particulièrement le Perthois, est fortement concerné par le risque d'effondrements de cavités souterraines naturelles (cavités karstiques) et artificielles, principalement les anciennes carrières souterraines des pierres de Savonnières. La commune de Savonnières-en-Perthois dispose d'un Plan de Prévention des Risques d'effondrements de ses cavités. À Bar-le-Duc, des inquiétudes apparaissent sur les cavités de la Ville-Haute.

La modification du régime des précipitations et l'évolution des températures pourraient avoir un impact sur la stabilité des cavités souterraines, du fait d'une **plus grande variabilité du niveau des nappes d'eaux souterraines**, de nature à **fragiliser les piliers de soutènement des cavités**.



Carte 13 : Recensement des cavités souterraines dans les communes du Pays Barrois

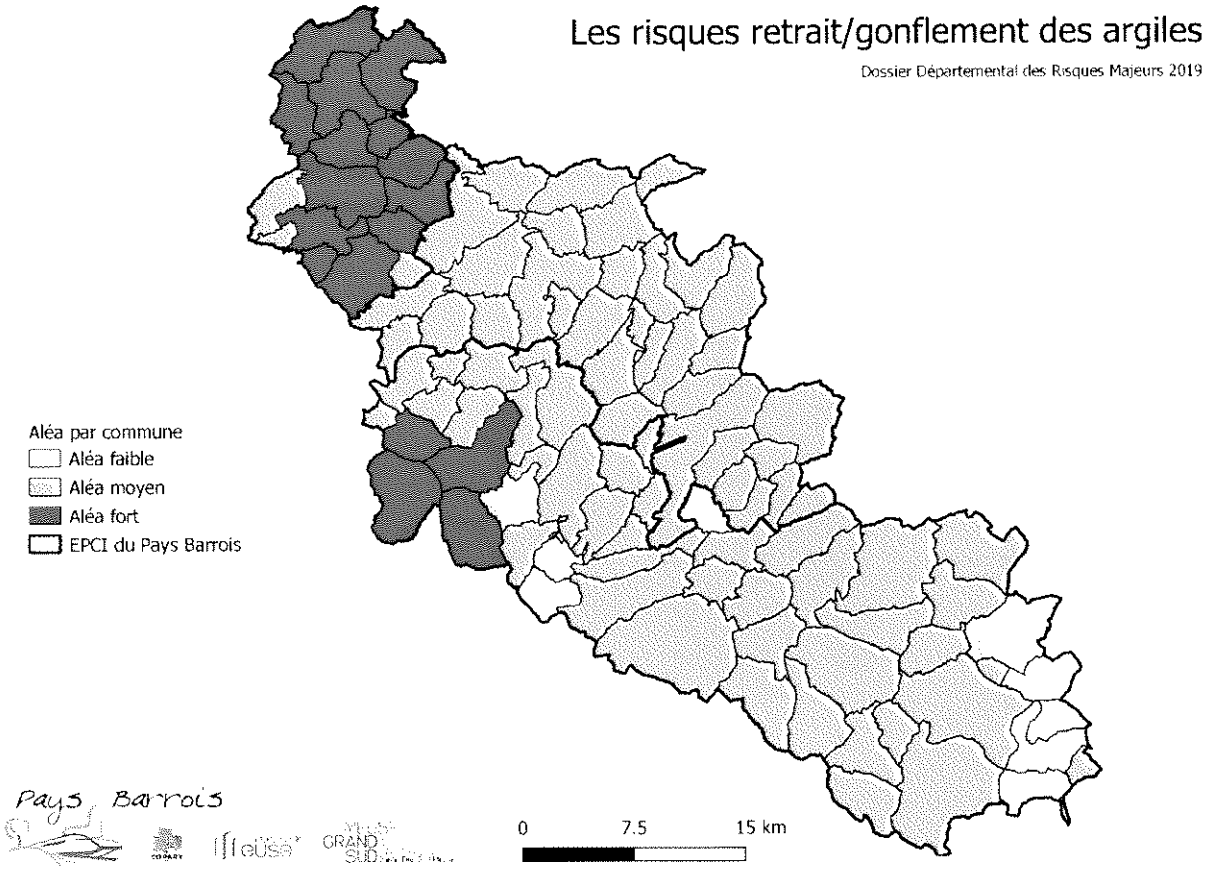
Des mouvements de terrain de type coulées de boue par ruissellement sont également à craindre en cas de précipitations intenses, particulièrement après une période de forte sécheresse. Ils touchent les zones agricoles arables où la pente et la surface sont des facteurs déterminant dans la virulence et l'étendue de ces coulées de boue.

Le retrait-gonflement des argiles

Le phénomène du retrait-gonflement des argiles résulte de la variation de la consistance des sols en fonction de leur teneur en eau.

En milieu tempéré, les sols sont souvent gorgés d'eau, les mouvements les plus importants sont souvent observés en période sèche avec la rétraction des argiles (tassement et fissures liés à l'assèchement). Dans le Pays Barrois, 74 des 100 communes sont concernées par un aléa moyen et treize communes de la COPARY et quatre communes du Perthois sont en aléa fort.

Ces secteurs pourraient être davantage affectés dans le futur étant donné que ce **phénomène risque d'être aggravé par l'allongement des périodes de sécheresse.**



Carte 14 : Recensement des cavités souterraines dans les communes du Pays Barrois

Les tempêtes

Les tempêtes résultent de la confrontation de deux masses d'air aux caractéristiques distinctes (température, taux d'humidité relative). Ce phénomène génère alors des vents pouvant être très violents et destructeurs. Aux vents peuvent s'ajouter des pluies importantes pouvant être à l'origine d'inondations ou de coulées de boue.

Le Pays Barrois n'est pas spécialement concerné par les tempêtes. Le territoire se situe à l'écart de leurs trajectoires ordinaires qui touchent plus particulièrement la façade atlantique du territoire français. Toutefois l'ensemble du territoire national peut être exposé, comme cela a été le cas en décembre 1999, et connaître des dégâts importants notamment sur les forêts. **Même si ce risque reste modéré, le régime des tempêtes pourrait s'intensifier et mettre en péril la résilience des forêts**, déjà affaiblies par les épisodes de sécheresse et leur dégradation sanitaire.

Les incendies

Le Grand Est présente une vulnérabilité assez faible aux incendies et ce risque n'est pas abordé dans le Dossier Départemental des Risques Majeurs édité en 2019. Néanmoins, la fragilité des forêts suite à des épisodes de sécheresses intenses et les **évolutions dans la répartition géographique des essences,** notamment celles qui présenteraient un potentiel de combustion élevé, constitue des facteurs aggravants et doivent donc être surveillé. Le risque de feux de forêt d'ores et déjà constaté au début du printemps et en été dans les Ardennes pourrait s'étendre à l'ensemble des massifs forestiers de la région.

B. La vulnérabilité des milieux naturels

i. L'eau

L'eau est élément vital et irremplaçable pour tous les êtres vivants et pour les activités économiques (agriculture, industrie, production énergétique, tourisme...). Or, le changement climatique se traduit par une modification du cycle de l'eau, aussi bien spatialement que temporellement.

Sur le Pays Barrois s'appliquent deux Schémas Directeur d'Aménagement et de Gestion des eaux. La SDAGE Seine-Normandie couvre la majeure partie du territoire et sept communes à la pointe sud-est du Pays Barrois relève du SDAGE Rhin-Meuse.

Etat initial de la qualité des eaux sur le Pays Barrois

- **La qualité des eaux superficielles**

L'état des eaux superficielles repose sur deux volets : d'une part l'état écologique, qui évalue la structure et le fonctionnement des écosystèmes aquatiques, et d'autre part l'état chimique déterminé au regard du respect des valeurs-seuils d'une cinquantaine de substances chimiques.

Selon l'état des lieux 2019 du Bassin Seine Normandie, l'état écologique des bassins versants de l'Ornain, la Saulx et leurs affluents varie de « mauvais » (niveau 1 sur 5) à « bon » (niveau 4 sur 5). Le bassin versant de l'Ognon de sa source à sa confluence avec l'Ornain est en mauvais état, tandis que le bassin versant de l'Orge est en état médiocre. L'évolution dans le temps est globalement positive, principalement grâce aux efforts entrepris sur les rejets des stations d'épuration, mais des efforts restent à faire pour diminuer les impacts de l'utilisation des pesticides.

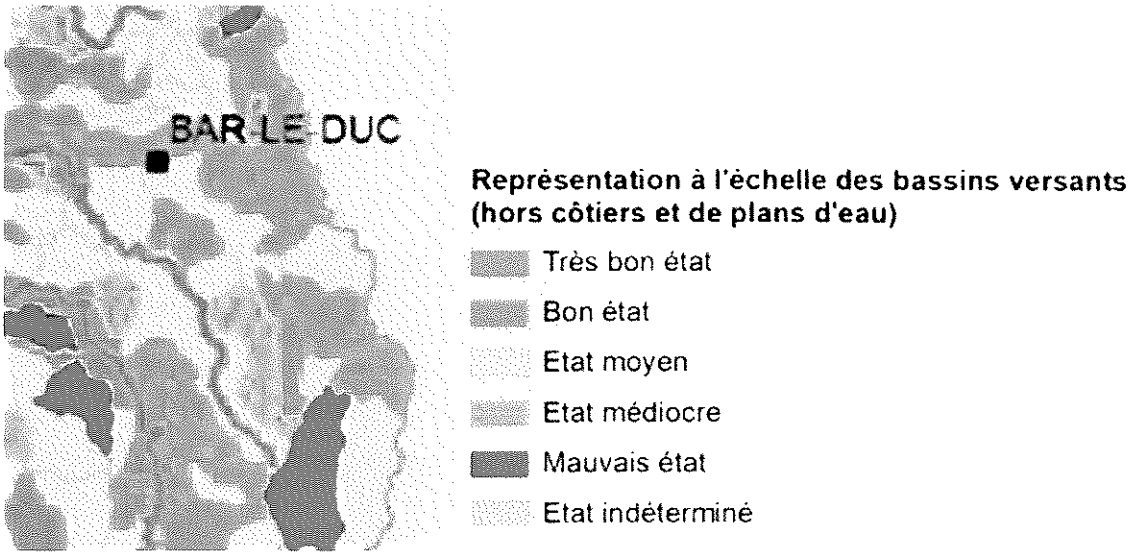


Figure 70 : Extrait de la carte « État écologique des cours d'eau du bassin selon les règles d'évaluation de 2019 » de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie

L'état chimique de l'eau varie fortement selon les paramètres que l'on prend en compte : ceux liés à la politique de l'eau et ceux dits ubiquistes que l'on retrouve dans tous les compartiments environnementaux (eau, air et sol). Parmi les substances ubiquistes, on trouve les HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques), polluants classés parmi les Composés Organiques Volatils dont le bilan des émissions dans le Pays Barrois est fait dans le chapitre 6

« Les polluants atmosphériques et la qualité de l'air ». Les HAP sont issus de la combustion des carburants domestiques, du charbon du bois, des aciéries ou des incinérateurs. Ils sont émis dans l'air avant de se retrouver dans les eaux. Si la politique de l'eau a donc peu de portée sur leur production, **le PCAET a en revanche un rôle à jouer**.

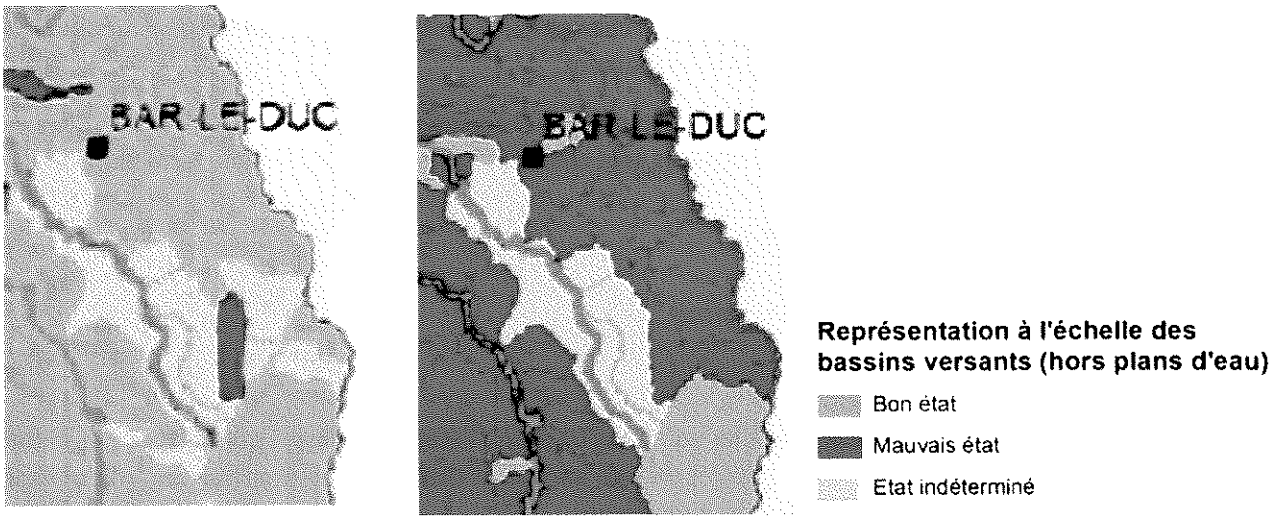


Figure 71 : Extraits des cartes « État chimique des cours d'eau du bassin » de l'Agence de l'Eau Seine-Normandie, à gauche « sans ubiquiste » et à droite « avec ubiquiste »

Nous observons que l'état chimique sans ubiquiste des cours d'eau est plutôt bon dans les bassins versants de l'Ornain et de la Saulx, en dehors de l'Orméanon (affluent de l'Ornain) et du ruisseau de Nausonce (affluent de la Chée). En revanche, **l'état chimique avec ubiquiste, en prenant donc en compte la pollution aux HAP présents dans l'air, est majoritairement mauvais**.

Au Sud-Est du territoire, les sources et les cours d'eau appartenant au Bassin Rhin-Meuse bénéficient d'un « bon état » pour la majorité des paramètres.

- **La qualité des eaux souterraines**

Les eaux souterraines affleurantes au Pays Barrois se répartissent sur X masses d'eau :

- Les masses d'eaux HG302 et HG305 dans les calcaires entre l'Ornain et l'Aire ;
- Les masses d'eaux HG303 et HG306 dans les calcaires entre Seine et Ornain.
- La masse d'eau B1G025 dans les argiles à l'est de l'Ornain (bassin Rhin Meuse)

Les masses d'eau souterraines entre Ornain et Aire ont une qualité chimique médiocre, tandis que celles entre Seine et Ornain et à l'est de l'Ornain sont de bonne qualité.

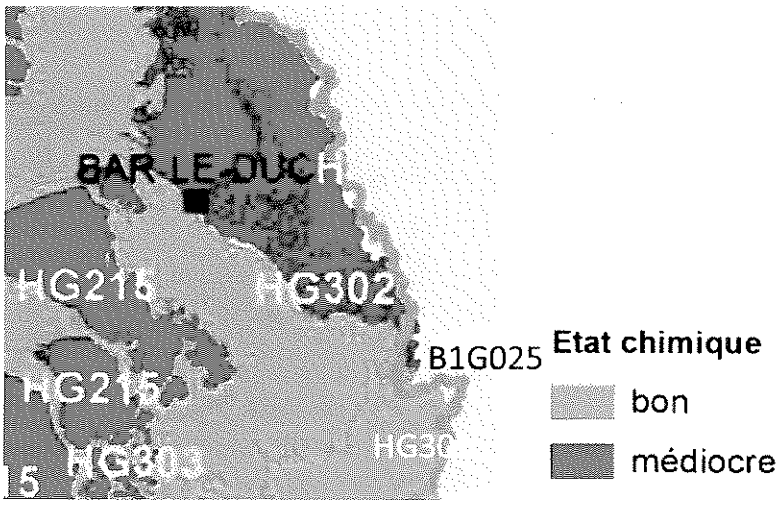


Figure 72 : Extrait de la carte de l'état chimique des masses d'eau souterraines affleurantes au Pays Barrois
Agence de l'eau Seine-Normandie – la masse d'eau B1G025 n'apparaît pas originellement sur la carte car elle appartient au bassin Rhin-Meuse

L'état quantitatif est en revanche bon pour ces quatre masses d'eau. Au sein de celles-ci, il n'est pas repéré de déséquilibres quantitatifs en défaveur du Pays Barrois. La bonne disponibilité quantitative des masses d'eau souterraines est primordiale, car elles sont les premières pourvoyeuses des réseaux d'eau potable et sont également utilisées pour des usages agricoles et industrielles.

Impacts du changement climatique sur les ressources en eau

D'après les simulations réalisées par l'agence de l'eau Seine-Normandie, le changement climatique devrait avoir les impacts suivants sur le bassin Seine Normandie à l'horizon 2100 :

- Réduction des précipitations d'environ 12%
- Augmentation de l'évapotranspiration d'environ 23%
- Augmentation d'environ 2°C de l'eau de surface
- Réduction des débits de 10 à 30%
- Réduction de la recharge des nappes d'environ 30%
- Augmentation des sécheresses extrêmes et des fortes pluies (en intensité et en fréquence)

Si le bassin Seine Normandie est un territoire historiquement peu touché par les sécheresses, les projections futures soulignent que les épisodes de sécheresse risquent de s'accroître sur le bassin Seine-Normandie à l'horizon 2030 - 2060.

La sécheresse peut être définie comme un déficit hydrique sur une période relativement longue par rapport à une référence. On distingue cependant plusieurs types de sécheresse (Météo France, 2014) :

- La sécheresse météorologique correspond à un déficit prolongé de précipitations ;
- La sécheresse hydrologique se manifeste lorsque les lacs, rivières ou nappes souterraines montrent des niveaux anormalement bas ;
- La sécheresse agricole se caractérise par un déficit en eau des sols superficiels (entre 1 et 2 m de profondeur), suffisant pour altérer le bon développement de la végétation.

Les simulations, réalisées à partir du scénario pessimiste (RCP 8.5) et de 14 modélisations climatiques régionalisées, indiquent notamment :

- **Des sécheresses agricoles** (humidité du sol inférieure à la décennale sèche) plus sévères et plus longues que dans le passé ;
- **Des sécheresses hydrologiques** (caractérisées par un débit inférieur au VCN3 – minimum du débit consécutif sur 3 jours) **jusqu'à dix fois plus longues** ;
- Un nombre important de mois passés en sécheresse **chaque année**, plutôt qu'une alternance d'années de sécheresses extrêmes entrecoupées d'années sans sécheresse.

Bien que ces simulations ne constituent en aucun cas des prévisions, elles montrent cependant que des situations de sécheresses bien plus extrêmes que lors des 100 dernières années sont probables d'ici 2030- 2060.

La combinaison des sécheresses agricoles et hydrologiques peut générer des tensions très importantes de la ressource en eau. En effet, bien que les prélèvements agricoles destinés à l'irrigation soient encore relativement faibles (ils concernent 3% des agriculteurs en 2000 et 6% en 2010), ils sont en augmentation tendancielle, et cette pression pourrait encore augmenter avec l'accroissement des sécheresses agricoles.

Impacts sur les écosystèmes	
Raréfaction de la ressource	Impacts sur les plantes et animaux dépendant de la ressource en eau et sur les espèces issues des milieux humides
Augmentation de la température des cours d'eau	Impacts sur les milieux aquatiques : Risques accrus de développement de bactéries et d'algues
Impacts sur la population	
Raréfaction de la ressource	Diminution des volumes d'eau disponibles à la consommation humaine, principalement dans les nappes captives dont le renouvellement est très limité
Impacts sur les secteurs d'activités	
Sécheresses agricoles	Contraintes sur les cultures et la capacité d'irrigation ; baisse de rendements
Raréfaction de la ressource	Contraintes sur les industries fortement consommatrices d'eau

Tableau 22 : Impacts de l'évolution de la ressource en eau sur les écosystèmes, la population et les activités

ii. Les forêts

Impacts globaux du changement climatique sur les forêts

Plusieurs constats, aussi bien positifs que négatifs ont été faits sur les forêts en réponse à ce changement climatique. Dans un premier temps, **l'augmentation de la concentration en CO2 peut stimuler la croissance de certaines espèces**. D'autres effets positifs sur cette croissance sont à prévoir, notamment l'allongement de la saison de végétation.

Néanmoins, le changement climatique agit également de manière négative sur la croissance des arbres. En effet, le débourrement plus précoce des bourgeons peut exposer davantage les arbres au risque de gel tardif. De plus, **l'augmentation des températures et des périodes de sécheresse induit un stress hydrique**, qui sera de plus en plus fréquent et entraînera la **diminution de la productivité de certaines essences forestières** par l'altération de leurs processus physiologiques.

L'ensemble des phénomènes liés au changement de climat peut amener des modifications dans la compétition entre les différentes essences d'arbre et donc un changement dans la distribution, la structure et la composition des forêts. Des espèces, telles que le hêtre, l'épicéa et le sapin pectiné, seront susceptibles de régresser face à

l'augmentation des températures pour se limiter à quelques zones, tandis que d'autres pourront coloniser de nouveaux territoires devenus favorables avec le réchauffement, notamment les espèces méridionales qui vont probablement s'étendre sur le territoire français. Cependant, **les espèces ne pouvant ni migrer, ni s'acclimater seront vouées à disparaître et pourraient être remplacées par l'implantation d'espèces adaptées au climat plus chaud et plus sec.**

Parallèlement, il est possible que **le réchauffement climatique aggrave certains risques sanitaires en favorisant ou en éliminant certains pathogènes ou insectes ravageurs**. Les attaques d'insectes devraient croître à cause de l'augmentation des températures qui favorisera leur développement et leur reproduction. Les arbres stressés par le changement climatique seront d'autant plus vulnérables et faciles à attaquer.

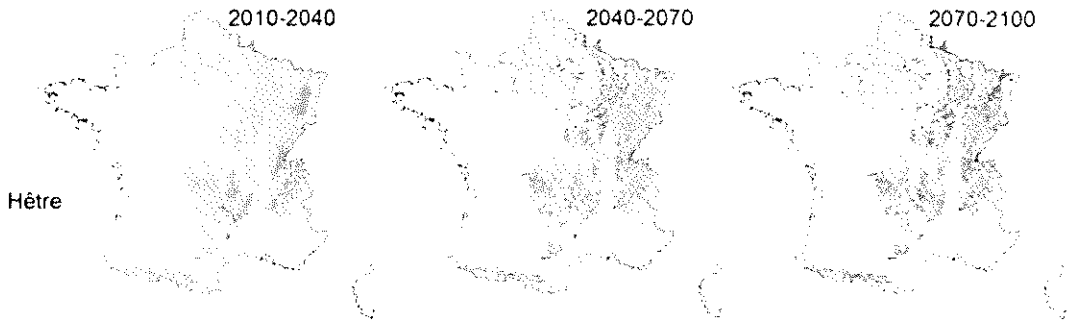
Etat initial des forêts du Pays Barrois

D'après le SCoT du Pays Barrois adopté en 2014, les massifs forestiers du Pays Barrois, localisés à l'ouest et au sud-ouest, sont très diversifiés. Ils sont composés majoritairement de feuillus comme le hêtre et le chêne, avec des essences « précieuses » comme l'érable, le merisier, l'alisier et quelques résineux. Selon la topographie et la nature du sol, quatre régions forestières se dessinent :

- L'Argonne périphérique et le Perthois : les forêts se développent sur des sols argilo limoneux et se composent de chênes et de hêtres (45% respectivement)
- Le Barrois : cette région forestière recouvre l'essentiel du territoire du Pays barrois. Les massifs forestiers sont essentiellement composés de hêtres (55%) qui se développent sur des sols calcaires argileux. Au sein du Barrois, sur les limons profonds (placages valanginiens, les boisements sont composés de hêtres (55%) et de chênes (45%),
- Les côtes et collines de Meuse (ou plateaux calcaires au Sud du Pays Barrois (Gondrecourt)

Les forêts Meusiennes ont été touchées par la tempête de 1999. Le volume des dégâts après la tempête a été estimé à 1 500 000 m3 dont 800 000 m3 de résineux. Les espaces forestiers du territoire du SCoT du Pays Barrois ont été fortement affectés. Depuis 2019, ce sont les peuplement d'épicéas qui subissent les pertes les plus importantes à cause de la proliférations des scolytes.

Vulnérabilité du Hêtre et de l'Epicéa



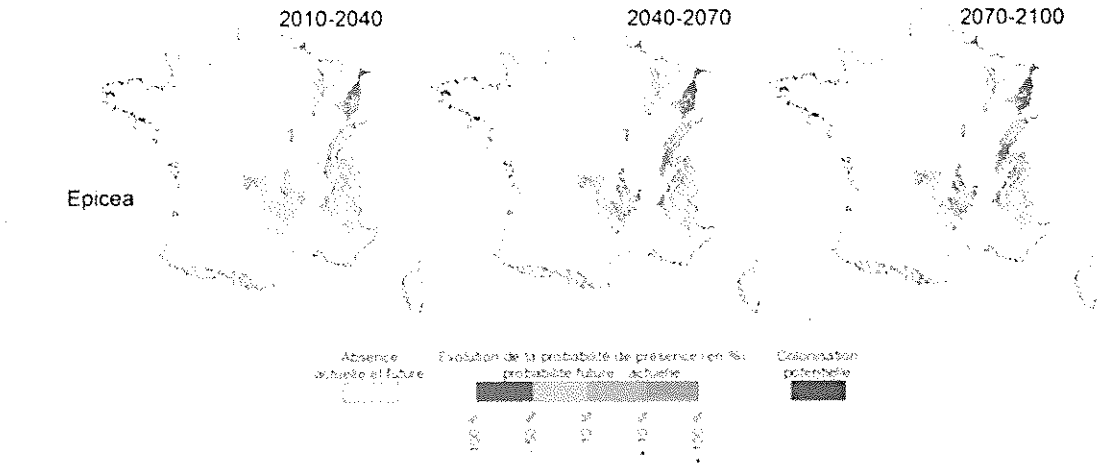


Figure 73 : Evolution prévisible de la distribution potentielle du hêtre et de l'épicéa entre 1961-1990 et les périodes 2010-2040, 2040-2070, et 2070-2100 (scénario GCM HadCM3 scénario A2, Piedallu et al. 2009)

A l'échelle nationale, les surfaces favorables au hêtre et à l'épicéa sont les plus lourdement affectées par le changement climatique et ce dès le début du siècle du fait de la diminution des précipitations estivales et de l'augmentation des températures. D'après les prévisions, **les surfaces propices à la présence du hêtre et de l'épicéa vont être divisées par deux entre les périodes 1961-1990 et 2011-2040, et diminueront de 80 à 93% pour le hêtre, et de 92 à 99% pour l'épicéa à l'horizon 2100.**



Figure 74 : Signalements des dépérissements de hêtres depuis 1989 dans le Grand Est, DSF Grand Est 2016

Le Département de Santé des Forêts reporte que les **épisodes de sécheresse et de canicule sont à l'origine des importantes phases de dépérissement de la hêtraie française depuis 1947**. Plus récemment, la succession d'étés chauds et secs depuis 2015, l'exceptionnel déficit hydrique en 2018 suivi des épisodes caniculaires et de sécheresse à la fois précoces et intenses en 2019 ont abouti aux dépérissements de grande ampleur de hêtres adultes constatés dès le printemps 2019.

Les symptômes sont nombreux et observables très tôt en saison : absence totale ou partielle de débourrement (développement des bourgeons au début du printemps), microphyllie (feuilles de petite taille), décoloration du feuillage, mortalités de branches, suintements corticaux, etc.

Si des facteurs prédisposants sont pressentis (tels que les sols calcaires à faible réserve en eau sur lesquels se développent les hêtraies du Pays Barrois), les périodes de stress hydriques, couplées à des températures caniculaires sont, avec des effets cumulés, les principaux facteurs de cette situation.

Cette situation, prévue de s'empirer au fil du siècle, est d'autant plus inquiétante du fait que ces dépérissements s'accompagnent d'une croissance de nouveaux **parasites de faiblesse**. C'est notamment le cas du **scolyte du hêtre** essentiellement rencontré au sein des peuplements fragilisés par les conditions abiotiques extrêmes (stress hydrique et canicule). **L'épicéa est également touché par une épidémie de scolytes** qui s'est particulièrement aggravée en 2019 du fait de la douceur exceptionnelle de l'hiver et des épisodes de sécheresse et de chaleur qui ont sévi tout au long de l'année. Ces conditions climatiques ont permis à la fois un affaiblissement des arbres et une accélération du cycle de développement des insectes.

Vulnérabilité du Chêne

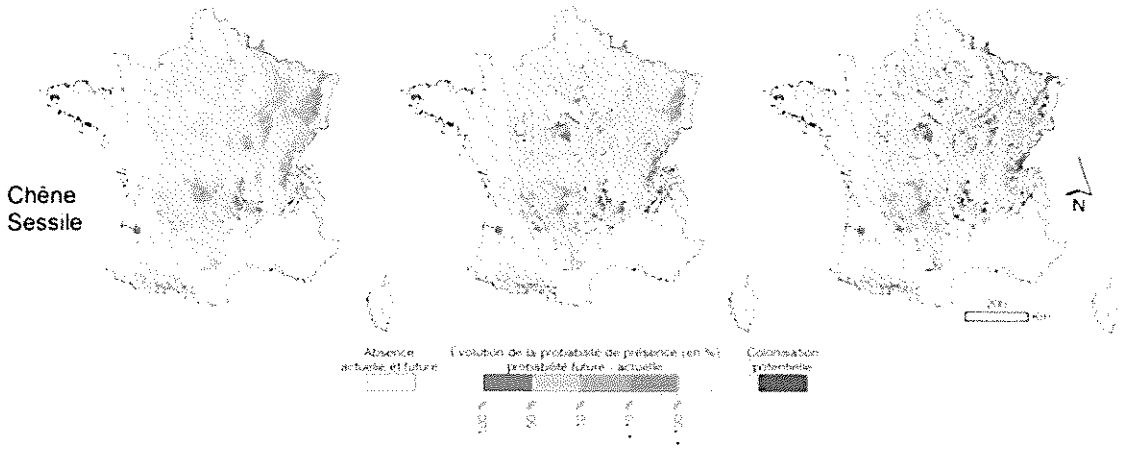


Figure 75 : Evolution prévisible de la distribution potentielle du chêne sessile entre 1961-1990 et les périodes 2010-2040, 2040-2070, et 2070-2100 (scénario GCM HadCM3 scénario A2, Piedallu et al. 2009)

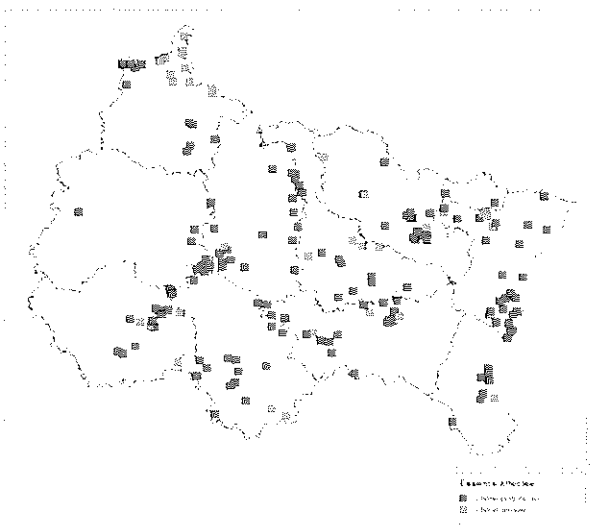


Figure 76 : Signalements des dépérissements de chêne depuis 1989 dans le Grand Est, DSF Grand Est 2016

Le chêne pédonculé est très largement, et depuis très longtemps, présent dans des milieux qui ne correspondent pas à son optimum écologique. Les chênaies sont fréquemment sujettes à des **dépérissements causés par de nombreux facteurs dont le stress hydrique et les chenilles défoliatrices**. Le chêne pédonculé doit être réservé aux sols les mieux alimenté en eau, tout au long de l'année. Les plateaux calcaires du Pays Barrois remettent en question la biodisponibilité de l'eau lors des futurs stress hydriques. Si le chêne sessile a quant à lui une amplitude écologique plus large que le chêne pédonculé et est généralement moins sujet aux dépérissements, il peut néanmoins être affecté localement dans les situations les plus défavorables. **La surface favorable au chêne sessile diminuerait plus tardivement que le hêtre ou l'épicéa**, l'impact du changement climatique paraissant limité jusqu'au milieu du 21e siècle (moins de 10% de pertes). **La perte attendue d'ici la fin du siècle varie entre 43 et 83% selon les différents scénarios.** Les zones de plaines seraient les premières affectées, et seules les zones de montagnes seraient épargnées à l'échéance de la fin du siècle.

Suite aux canicules de 2019, des phénomènes de chutes de feuilles vertes ou de décurtations (chute des rameaux vivants) ont pu être observés localement sur chênes. Les chênaies n'expriment pour l'instant que peu de réactions suite aux aléas climatiques des dernières années. Cependant, **les symptômes de dépérissements déclenchés par le climat peuvent survenir plusieurs années après l'événement** proprement dit.

Plus préoccupante est la situation de **développement de la chenille processionnaire du chêne** qui prospère avec des températures élevées. Les nombreux signalements permettent d'affirmer que la processionnaire du chêne est en **forte extension**, sans pour autant constater de fortes défoliations. Si l'arbre ne meurt pas - sauf dans le cas d'infestation extrême -, il est affaibli. La défoliation diminue la capacité de photosynthèse, ce qui entraîne le ralentissement de la croissance. Par conséquent, le chêne devient plus **sensible aux maladies et aux autres ravageurs**. Par ailleurs, le bombyx disparate a été observé à plusieurs endroits confirmant l'augmentation des populations dans le Grand Est.

État de santé de l'essence	Principaux problèmes sanitaires Et niveau de l'enjeu
Hêtre	Dépérissement (sécheresses - canicules)
Chêne rouvre	Processionnaire, bombyx
Chêne pédonculé	Processionnaire, bombyx, dépérissement
Charme	Dépérissement (sécheresses - canicules)
Sapin pectiné	Dépérissement (sécheresses - scolytes)
Épicéa commun	Typographe, sécheresse
Frênes	Chalarose
Pin sylvestre	Dépérissement (Sphaeropsis, cambiophages)
Douglas	Manque d'aiguilles, Contarinia spp

État de santé de l'essence	Niveau de l'enjeu de chaque problème
Médiocre	Fort
Moyen	Moyen
Bon	Faible

Figure 77 : Tableau de synthèse résumant les événements et les phénomènes les plus fréquemment signalés dans le Grand Est selon les différentes essences, DSF bilan sylvosanitaire 2019

Solutions envisagées

Suite aux problèmes de la chenille processionnaire du chêne, des scolytes (épicéas et hêtres), de la chalarose (frênes), et du dessèchement des sols qui dévitalise les hêtres et les sapins, un projet a débuté au sein de **la forêt communale de Velaines** afin de planter de **nouvelles essences plus résistantes**. Une parcelle d'épicéas touchée par les scolytes a été coupée à blanc sur laquelle l'acclimatation de trois espèces sera testée : le Calocèdre (cèdre blanc de Californie), le sapin de Bornmüller (Turquie) et le chêne pubescent.

iii. La biodiversité

Etat initial de la biodiversité du Pays Barrois

Le Pays Barrois dispose d'un riche patrimoine naturel et mérite une attention particulière. La biodiversité riche, diversifiée et préservée constitue un atout environnemental indéniable, une image territoriale positive favorable à la dynamique du territoire.

D'après le SCoT du Pays Barrois adopté en 2014, les espaces naturels rencontrés au sein du Pays Barrois se répartissent selon plusieurs typologies de milieux caractérisés par un cortège floristique et faunistique spécifique :

- **Les landes, pelouses sèches et falaises calcaires**, présents à l'est du Pays Barois, abritent une richesse biologique végétale. Ces milieux, qui sont le résultat d'une gestion agropastorale, sont **actuellement menacés** du fait de l'abandon de ces pratiques, qui s'est accompagné d'une fermeture progressive des milieux. Parallèlement, l'urbanisation, les plantations de résineux, la modification des pratiques agricoles tendent à réduire leurs surfaces.
- **Les vergers** et jardins constituent un élément remarquable du paysage et de l'identité régionale. Ces espaces entretenus constituent une zone de transition entre le bâti et les espaces naturels pouvant abriter une diversité biologique animale intéressante à l'échelle du territoire. Ces milieux sont menacés par le manque d'entretien ou par l'urbanisation.
- **Les milieux associés aux carrières** regroupent de nombreuses espèces végétales sur les sols des carrières à ciel ouvert, et des chiroptères dans les carrières souterraines. La pression humaine sur ces milieux pour l'exploitation, la fréquentation et la dégradation naturelle avec les effondrements constituent l'essentiel des menaces qui pèsent sur la préservation de ces espèces.
- **Les milieux aquatiques** (mares, étangs, cours d'eau, milieux humides, forêts alluviales et prairies humides) sont remarquables par la diversité biologique des espèces faunistiques. Ces milieux sont menacés par les sécheresses, les travaux hydrauliques, les rejets agricoles et industriels...

Le Pays Barrois présente plusieurs zones concernées par des **inventaires biologiques** et **mesures de protection du patrimoine naturel** :

- **Une trentaine de Zones Naturelles d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique** (ZNIEFF)
- **2 Arrêtés Préfectoraux de Protection de Biotope** sur le ruisseau de Montplonne et le ruisseau de la Biesme
- **Des Espaces Naturels Sensibles** (ENS) identifiés par le département afin de préserver la qualité des sites, des paysages, des milieux naturels et des champs naturels d'expansion des crues et d'assurer la sauvegarde des habitats naturels
- **5 sites Natura 2000** sur 36 communes correspondant à des milieux forestiers et humides, des pelouses et des gites à chauve-souris (le bois de Demange - Saint Joire, la forêt de Gondrecourt-le-Château, les forêts des Argonnelles, les carrières du Perthois, les forêts et étangs d'Argonne et vallée de l'Ornain)
- **Plusieurs Sites Inscrits** (la Vallée de la Saulx) **et Classés** (arbres, parcs urbains, sites naturels)
- **La Trame Verte et Bleue** constituée de plusieurs corridors écologiques : les corridors aquatiques (particulièrement les vallées de l'Ornain et de la Saulx), les corridors terrestres et les corridors aériens (notamment les vallées de l'Ornain et de la Saulx qui représentent des axes migratoires majeurs pour l'avifaune, ainsi qu'à une zone de stationnement, d'alimentation et de reproduction pour plusieurs espèces d'oiseaux remarquables comme la Grue cendrée et la Cigogne noire)

Impacts du changement climatique sur la biodiversité

Les milieux naturels sont soumis, depuis de nombreuses années, à des pressions anthropiques qui tendent à s'intensifier : urbanisation, pollutions, prélèvements en eau trop importants, irrigation et création de retenues d'eau. Selon une étude sur l'état de conservation des habitats et des espèces d'intérêt communautaire, **50% des habitats naturels, 38% des espèces animales et 54% des espèces végétales d'intérêt communautaire sont en état de conservation classé « défavorable-mauvais »** dans les régions continentales.

Avec le changement climatique, ce sont de nouvelles pressions que devront subir les écosystèmes, qui conduiront à une fragilisation et à un risque de disparition de certains milieux et notamment ceux qui sont déjà considérés comme fragiles. Les évolutions de la biodiversité sont particulièrement difficiles à prévoir, et au-delà de la perte de patrimoine écologique, elles pourraient avoir des conséquences importantes sur les services rendus par les écosystèmes et la biodiversité. Les principales conséquences du dérèglement climatique sont les suivantes :

- **Modification de la phénologie des espèces**

La modification des stades phénologiques sur les espèces végétales et animales constitue un des principaux impacts du changement climatique. Pour les espèces animales, cette modification se traduit par une évolution des périodes de migration, de nidification et de reproduction. Pour les espèces végétales, une avancée des floraisons, du débourrement et de la dormance ainsi que le prolongement des cycles végétatifs sont à l'œuvre. La hausse de l'ensoleillement et des concentrations de CO2 dans l'atmosphère aura en effet pour conséquence un allongement de la période de photosynthèse.

La modification des stades phénologiques introduit un **risque d'asynchronie entre les espèces interdépendantes** (entre plantes en floraison et insectes pollinisateurs, entre proie et prédateur). Dans le cas des abeilles, la colonie adapte son développement sur celui du végétal. En déplaçant l'équilibre entre l'abeille et son environnement végétal, le changement climatique compromet le bon développement de la colonie. D'autre part, chez les animaux, une reproduction trop tardive par rapport au pic d'abondance de nourriture, pourrait compromettre la croissance et la survie des jeunes.

- **Modification des aires de répartition des espèces**

Le changement climatique entraine également une **modification des aires de répartition des espèces en particulier vers le nord** qui offre désormais un climat plus favorable.

Entre 1990 et 2008, les températures moyennes ont augmenté d'environ 1°C en Europe, ce qui revient à un décalage des températures vers le nord de 249 kilomètres. Les aires de répartition des papillons et des oiseaux se sont déplacées vers le nord et ceux-ci auraient dû se déplacer pour retrouver des conditions climatiques qui leur sont favorables. Mais ces animaux accumulent des retards de quelques dizaines voire centaines de kilomètres sur les températures.

Ainsi, les **modifications brutales des conditions climatiques associées à la réactivité trop faible des espèces pourraient causer la disparition** de celles qui n'auront pas réussi à se déplacer suffisamment vite pour rester dans leur « zone de confort » climatique. De plus, étant donné que toutes les espèces ne se déplacent pas à la même vitesse, **les équilibres créés entre les différentes espèces cohabitant dans un même milieu vont se trouver bouleversés.**

- **Prolifération des espèces invasives**

Le réchauffement climatique est en même temps plus favorable à la prolifération d'espèces envahissantes tant animales (insectes ravageurs, frelon asiatique) que végétales (ambroisie, berce du Caucase, jussie rampante, renouée du Japon...). Ces espèces dites "exotiques" ou exogènes sont souvent, en l'absence de leurs ennemis naturels, plus compétitives que les espèces indigènes. Ainsi, elles se développent mieux ou plus vite, au détriment

des espèces autochtones. Cette prolifération **questionne la capacité d'acclimatation des espèces les plus vulnérables** et menace tout particulièrement les espèces qui ne font aujourd'hui l'objet d'aucune protection. La prolifération de ces espèces peut constituer un véritable problème du fait des **nuisances causées sur l'équilibre des écosystèmes**, sur la biodiversité (eutrophisation des milieux, disparitions d'espèces, etc), sur le milieu physique et sur la santé.

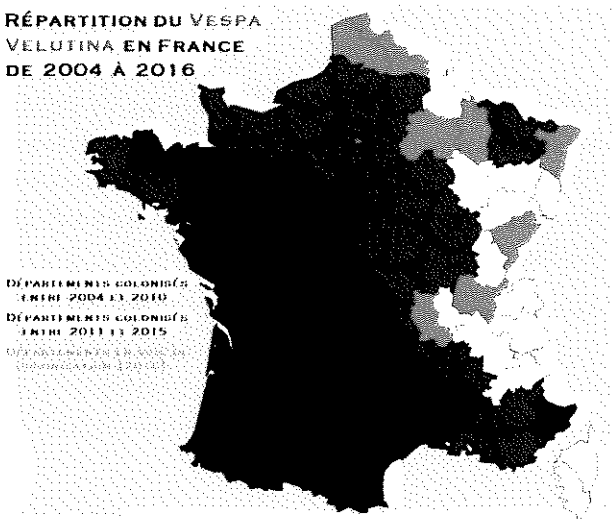


Figure 78 : Aire de répartition du frelon asiatique en France de 2004 à 2016

Par exemple, **le frelon asiatique** est une espèce envahissante qui pose particulièrement problème pour la biodiversité. Le frelon asiatique a été introduit accidentellement dans le Sud-Ouest de la France en 2004. Il s'est parfaitement installé et acclimaté aux conditions climatiques de cette région comparable à celles de l'Asie continentale. Son front d'invasion progresse chaque année d'environ 60km et, en 2017, **plus des trois quarts de la France étaient envahis**. Le frelon va continuer son invasion vers le nord jusqu'à ce que le climat empêche son développement. Du fait de l'élévation des températures, **le changement climatique risque d'accroître encore son expansion** en élargissant les zones climatiques qui lui sont favorables. Le frelon asiatique est un véritable problème car il s'agit d'un des frelons parmi les mieux **adaptés pour attraper les abeilles domestiques** en vol, ce qui ralentit considérablement le développement des colonies. De plus, parce qu'il attaque en masse les individus s'approchant trop près de leur nid, le frelon asiatique représente un **risque pour la santé publique.**

- **Le réchauffement des zones humides**

La modification du régime de pluie et l'élévation des températures aura un impact fort sur les zones humides. L'augmentation des périodes de sécheresse en nombre et en intensité peut conduire à un **déficit d'alimentation des zones humides**, alors qu'il s'agit des milieux naturels les plus riches de la région et déjà soumis à de fortes pressions, qui participent à l'épuration des eaux et à la protection contre les crues et l'érosion. Les tourbières sont tout particulièrement menacées de dégradation.

Cette question concerne notamment le site des Etangs d'Argonne dont une partie est présente au sein du Pays Barrois.

La protection des zones humides est également une **obligation légale** (loi sur l'eau 1992) affirmée par le SDAGE du Bassin Seine-Normandie et le SDAGE Rhin-Meuse. Sur le Pays Barrois ces zones humides correspondent à des zones forestières humides ou marécageuses et à des prairies humides (pâturées ou fauchées) situées au sein des lits majeurs d'écoulement des cours d'eau. Néanmoins, **la connaissance des zones humides est encore partielle et hétérogène**. D'autres sites n'ayant pas été inventoriés peuvent être présents au sein du Pays Barrois et sont

également protégés au titre de la loi sur l'eau de 1992. Il paraît donc nécessaire de mieux les répertorier afin de les protéger des risques à venir.

- **Le rôle central des corridors**

Face à ces différentes menaces, **les ruptures des corridors écologiques via l'urbanisation constituent le principal facteur d'aggravation** en ayant directement pour conséquence la diminution de la capacité de résilience des espèces.

Au sein du Pays Barrois, **la trame verte et la trame bleue du Schéma de Cohérence Territoriale ont pour objectif d'enrayer la perte de biodiversité** en participant à la préservation, la gestion et à la remise en état des milieux nécessaires aux continuités écologiques, tout en prenant en compte les activités humaines, notamment agricole, en milieu rural. Les continuités écologiques qui constituent la trame verte et bleue comprennent des réservoirs de biodiversité et des corridors écologiques.

Les **principales fractures du continuum écologique** correspondent aux infrastructures lourdes : **les voiries les plus fréquentées,** notamment les routes nationales RN135 et RN4 et les voies ferrées. Par ailleurs, **les milieux urbanisés** (comme la vallée de l'Ornain aux environs de Bar-le-Duc) et **certains espaces agricoles** (terres labourées...) constituent aussi des milieux répulsifs notamment pour les sous-trames des milieux boisés et humides.

Impact sur les sites Natura 2000

- **Le Bois de Demange, Saint-Joire**

Le site, d'une surface de 463 ha, est constitué d'un complexe de forêts de ravins, de hêtraies et de prairies pâturées bordant la Vallée de l'Ormançon, et de milieux plus secs, vestiges de pelouses à orchidées avec des formations à genévriers.

Lors de la dernière évaluation du site en 2006, la gestion de celui-ci était considérée comme globalement satisfaisante pour le maintien de la qualité biologique du site. La principale pression observée concernait le pâturage qui pouvait causer des dégradations, notamment au niveau des berges et de la ripisylve de l'Ormançon.

Néanmoins, **le site étant couvert à 82% de hêtraies, il présente une forte vulnérabilité au changement climatique**. Les hêtraies souffrent déjà d'importants **dépérissements du fait du stress hydrique et des températures caniculaires** se succédant sur les dernières années. Fragilisés, les hêtraies sont plus à risque de subir les **dégâts provoqués par le scolyte du hêtre**. Selon les estimations, **la surface propice au hêtre diminuera de 80 à 93% à l'horizon 2100**, ce qui remet en question la pérennité du site à long terme.

- **La Forêt de Gondrecourt-le-Château**

Le site, d'une superficie de 1 063 ha abrite des milieux forestiers variés avec une formation à genévrier de 2,6 ha et une pelouse sèche. La forêt de Gondrecourt-le-Château se compose de pelouses à orchidées et de boisements forestiers dominant sur les versants et les fonds de vallons.

Une gestion adéquate est nécessaire pour préserver les milieux sensibles. Dans les secteurs forestiers, il s'agit de favoriser la régénération naturelle (conservation des essences à haute valeur patrimoniale, maintien de certains vieux arbres). Concernant les pelouses calcaires, la fermeture des milieux constitue la principale menace. Elle peut être maîtrisée grâce à l'exploitation des ligneux et à l'exportation des rémanents et de la biomasse.

Le site est composé à **84,3% de chênaies pédonculées** qui nécessitent un sol bien alimenté en eau tout au long de l'année. Le changement climatique, du fait de **l'augmentation attendue des périodes de stress hydrique, menace**

donc la pérennité du site. Par ailleurs, les chênaies sont attaquées par la **chenille processionnaire du chêne**, dont la forte expansion est favorisée par l'élévation des températures.

- **Les Forêts des Argonnelles**

Le site, d'une superficie de 1030 ha, abrite quatre habitats d'intérêt communautaire et notamment des secteurs alluviaux à Orme lisse.

La dernière évaluation du site de 2004 souligne que les zones les plus sensibles sont bien répertoriées et peu vulnérables si une sylviculture adaptée est mise en œuvre. Tous les habitats forestiers sont gérés de façon adaptée pour préserver la biodiversité : régénération naturelle, coupe progressives, diversification des essences. Les activités de labours ont pu perturber certains sorts (à Laheycourt notamment) et freiner le développement des semis naturels de Frêne et d'Erable sycomore. Concernant les étangs et milieux aquatiques, les problèmes environnementaux sont liés à la gestion piscicole et au maintien des plans d'eau et de leur équilibre biologique (faune-flore, intrants artificiels, artificialisation des plans d'eau). Certaines activités humaines (drainages et autres travaux hydrauliques) ont dégradé la valeur biologique de certains tronçons de ruisseau.

Les habitats forestiers du site sont composés principalement de **hêtraies (41%) et de chênaies pédonculées (41%)**. Ces deux essences sont particulièrement **vulnérables au changement climatique du fait des périodes de stress hydrique et des espèces invasives (scolyte pour le hêtre et chenilles processionnaires pour le chêne)**. Les symptômes de dépérissement des chênaies liés au changement climatique surviennent néanmoins plus tardivement que le hêtre.

- **Les Carrières du Perthois : Gîtes à Chauve-souris**

Le site est composé d'anciennes carrières d'exploitation qui servent de refuges pour les chiroptères. 14 espèces de chauve-souris parmi les 22 représentées en Lorraine y sont recensées en période d'hibernation.

Le changement climatique pourrait représenter une menace importante pour ces populations de chauve-souris. Une étude souligne que **les chauves-souris seraient particulièrement vulnérables au stress hydrique** du fait de la grande surface de leurs ailes qui évapore une quantité importante d'eau. De plus l'augmentation des températures réduit la période d'hibernation, **diminuant leurs réserves d'énergie**, ce qui augmenterait le risque de famine si la disponibilité de nourriture n'augmente pas simultanément. Certaines espèces seraient néanmoins plus prônes à s'adapter à ces changements que d'autres, d'où la difficulté d'estimer précisément leur vulnérabilité.

- **Les Forêts et Etangs d'Argonne et Vallée de l'Ornain**

Le site représente une superficie totale de 15 308 ha répartie sur la Meuse et la Marne. La partie meusienne comprend 8 600 hectares situés au nord-ouest du Pays Barrois comprenant la Vallée de l'Ornain entre Val-d'Ornain et Rancourt-sur-Ornain et les forêts d'Argonne de Villers-aux-Vents à Sommeilles.

Le site présente un très fort intérêt ornithologique. La vallée de l'Ornain se distingue des autres secteurs par la présence de la Grande aigrette, du Chevalier cul-blanc, du Chevalier guignette, du Cincle, de l'Hirondelle de rivage, du Petit gravelot et de la Rousserolle verderolle. L'intérêt biologique de la vallée de l'Ornain apparaît remarquablement élevé du fait notamment de la surface importante d'habitats alluviaux. L'hivernage récent de Grues cendrées et d'Oies cendrées mérite d'être souligné.

Les menaces pèsent principalement sur : le maintien de la quiétude des massifs forestiers (vis-à-vis de la Cigogne noire, notamment) ; la préservation des étangs et d'une pisciculture extensive ; le maintien des surfaces en herbe et des éléments fixes du paysages (haies, arbustes...) et le maintien de la dynamique du cours d'eau de l'Ornain et de ses habitats rivulaires (boisements, prairies, ripisylves...).

On constate une **augmentation du nombre de grues cendrées et de grandes aigrettes** recensées dans le Grand Est. Jusque dans les années 1980, les grandes aigrettes hivernaient soit dans le bassin méditerranéen oriental soit en Afrique du nord. Les températures hivernales représentaient un facteur limitant majeur à leur **expansion spatiale vers le Nord** (les périodes de froid intense avec prise en glace des plans d'eau ou de couverture neigeuse au sol sont des facteurs de mortalité importants). Désormais, elles hivernent régulièrement en Europe de l'Ouest. Dans le cas des grues cendrées, leur **migration est de plus en plus précoce**, une conséquence directe du changement climatique. Elles remontent d'ores et déjà trois semaines plus tôt par rapport aux années 1980-1990, et cette tendance est prévue de s'accentuer au fil du siècle. La gestion du site est d'autant plus importante pour continuer d'accueillir ces populations croissantes d'oiseaux.

Si les grues cendrées et la grande aigrette profitent plutôt du réchauffement, d'autres oiseaux pourraient s'y perdre. L'adéquation de la ressource alimentaire à l'éclosion des jeunes n'est pas toujours en adéquation avec les proies qu'ils consomment.

C. La vulnérabilité de la population

i. Caractéristiques démographiques du Pays Barrois

La population du Pays Barrois est particulièrement vulnérable aux différents impacts du changement climatique, notamment du fait du vieillissement de la population.

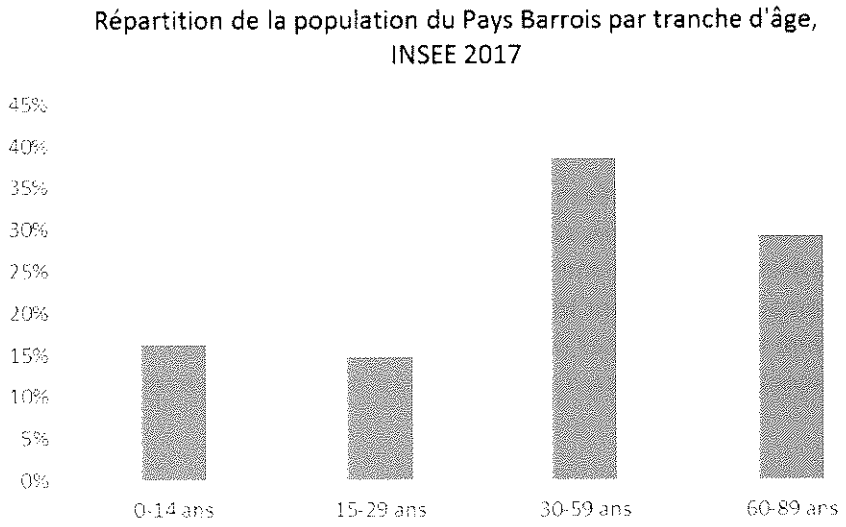


Figure 79 : Répartition de la population du Pays Barrois par tranche d'âge - *INSEE 2017*

La population du Pays est sensiblement plus âgée que les moyennes nationale et régionale. 29% de la population du Pays Barrois avait plus de 60 ans en 2017. Cette part de la population a augmenté de 4 points entre 2009 et 2017. Ce phénomène de vieillissement de la population est largement alimenté par la tendance au départ des jeunes du territoire, ce qui se traduit par un déclin important de sa population.

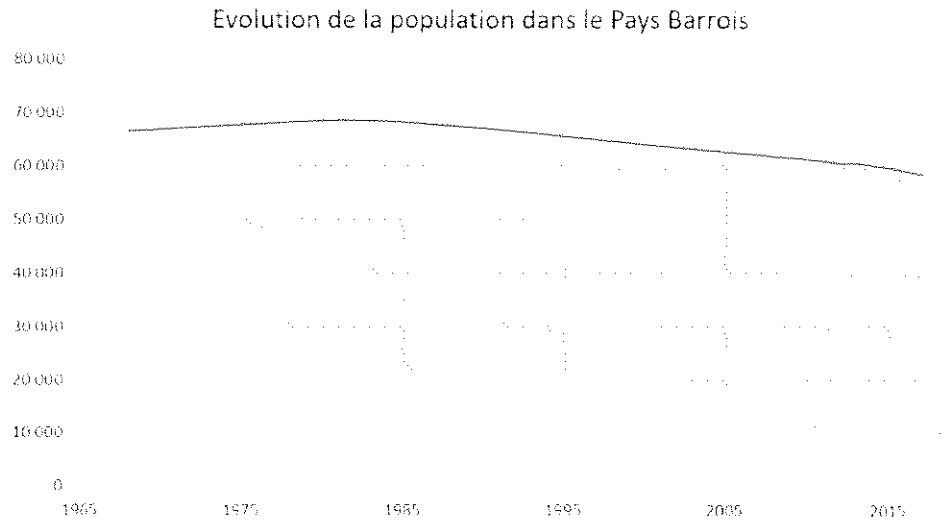


Figure 80 : Evolution de la population dans le Pays Barrois entre 1965 et 2015 - *Source : INSEE 2017*

Après une stagnation sur la période 1965-1982, la population du Pays se caractérise par un déclin continu qui se traduit par une perte de 6 000 habitants en trente ans.

Cette tendance démographique risque de se poursuivre lors des prochaines années d'après les projections de l'INSEE et souligne un besoin d'évolution des services (besoins de santé, services de proximité, logement, mobilité...).

Concernant les services liés à la santé, on constate :

- Une densité médicale faible sur le territoire (hormis à Bar-le-Duc), et un vieillissement des médecins qui pose la question cruciale de leur remplacement par de jeunes médecins. On note également une très faible présence de médecins spécialistes.
- La présence d'un hôpital et d'une clinique à Bar-le-Duc, et la structuration récente d'un pôle de santé développant une offre en direction des personnes âgées.
- Des services aux personnes âgées denses et reconnus : une offre de maisons de retraites suffisante mais à moderniser, et des services à domicile performant.

En cas de phénomène naturel, le territoire devra être en mesure de fournir des soins à sa population et de prendre en compte les difficultés rencontrées par les personnes âgées fragiles, pendant les épisodes de canicule notamment.

ii. Vulnérabilité aux fortes chaleurs

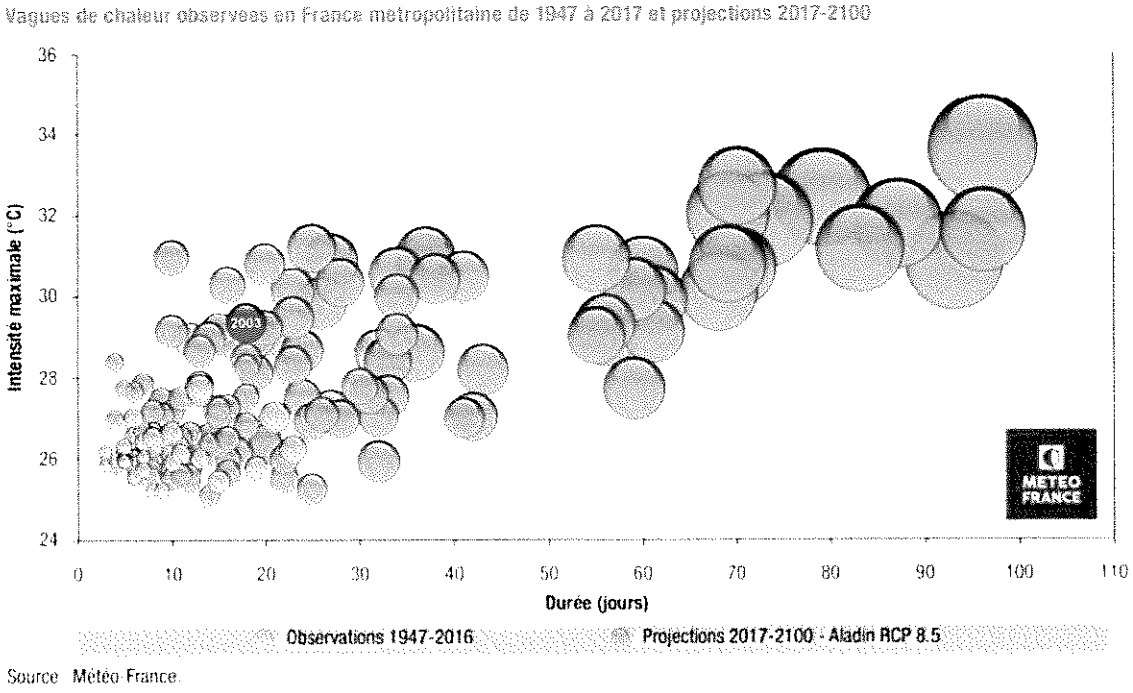


Figure 81 : Vagues de chaleur observées en France métropolitaine de 1947 à 2017 et projections 2017-2100 *Météo France*

L'augmentation des températures, bénéfique pour la population jusqu'à un seuil de +2°C en moyenne annuelle en hiver du fait d'une **diminution de la morbidité et de la mortalité hivernale**, a néanmoins des **effets néfastes en été** avec un accroissement de la mortalité en raison du stress thermique, notamment en milieux urbains.

Un réchauffement de plus de 3°C pourrait rendre prépondérante la mortalité en période estivale. Les fortes chaleurs sont à l'origine d'impacts sanitaires majeurs, comme il a pu être constaté durant la canicule de 2003, causant plus de 15 000 décès sur le territoire national.

La vulnérabilité des personnes est néanmoins variable selon des critères tels que l'âge, les conditions de santé, le niveau socioéconomique, l'isolement social et la localisation. Les personnes âgées, principalement celles vivant seules ou connaissant des problèmes de santé sont particulièrement vulnérables. 82% des décès attribués à la canicule de 2003 en France ont touché les personnes âgées de plus de 75 ans. Plus précisément, une surmortalité significative a été observée à partir de 45 ans, croissante avec l'âge : +20% chez les 45-54 ans ; +40% chez les 55-74 ans, +70% chez les 75-94 ans et +120% chez les plus de 95 ans (INSERM, Surmortalité liée à la canicule d'août 2003, 2004).

iii. Vulnérabilité aux maladies

Les maladies à vecteur

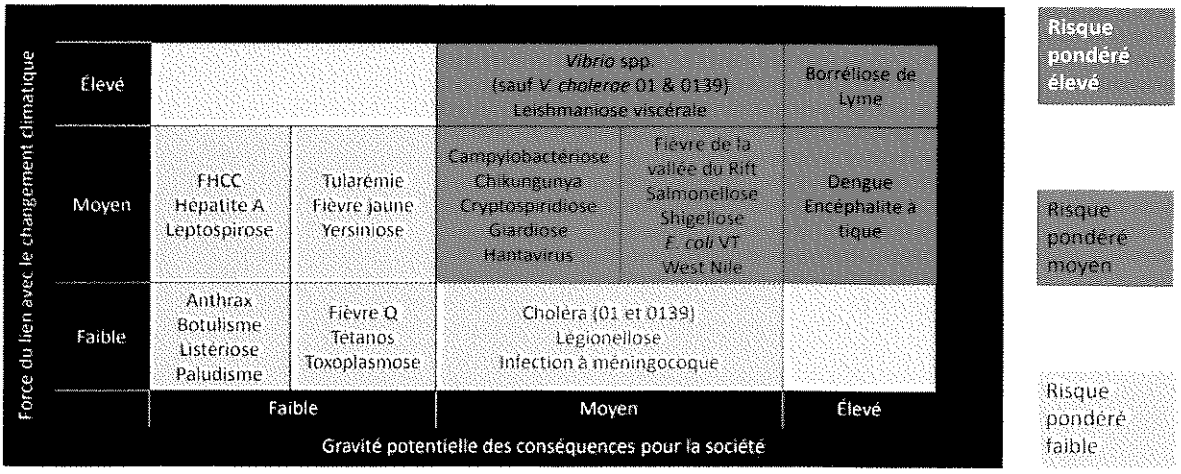


Figure 82 : Risques Pondérés des Impacts du Changement Climatique sur les Risques de Maladies Infectieuses en Europe - *(Chidiac, 2019)*

L'évolution des températures risque également de favoriser le développement des maladies à vecteur. La modification de la densité et de la répartition des vecteurs, l'allongement de la longévité des vecteurs et de leur capacité vectorielle seront autant de conséquences du réchauffement climatique.

Dans le Pays Barrois et à l'échelle régionale, on observe déjà le développement de la **maladie de Lyme** transmise par la tique et de la **méningo-encéphalite à tiques (MET)** transmise la plupart du temps par de petits rongeurs. Le développement de ces maladies est lié à la modification des régimes de précipitations saisonnières, l'augmentation des températures moyennes et les chaleurs extrêmes. Les forestiers et les chasseurs sont les principaux groupes à risque. Les adultes de 50-65 ans sont principalement concernés, car ils fréquentent davantage les milieux forestiers.

Les maladies allergiques

En France, **les pollens sont responsables de réactions allergiques chez près de 20% de la population.** Les allergies respiratoires sont au premier rang des maladies chroniques de l'enfant et près de 2000 décès sont enregistrés chaque année à cause de l'asthme. Selon les calendriers polliniques ante-régionaux du Grand Est 2016, les trois anciennes régions se caractérisent par des risques allergiques très élevés pour ce qui concernent les pollens d'aulne (février), de bouleau (avril), de graminées (en juin) et de charme (avril).

La proportion de la population sensible aux allergies est amenée à augmenter avec l'allongement et l'augmentation de l'intensité de la saison pollinique provoqués par des hivers plus doux et la hausse de la quantité de CO_2 dans l'atmosphère qui permet aux plantes de produire davantage de pollens. La pollution favorise également la réponse allergique car les particules de pollution se fixent sur le pollen augmentant sa solubilité.

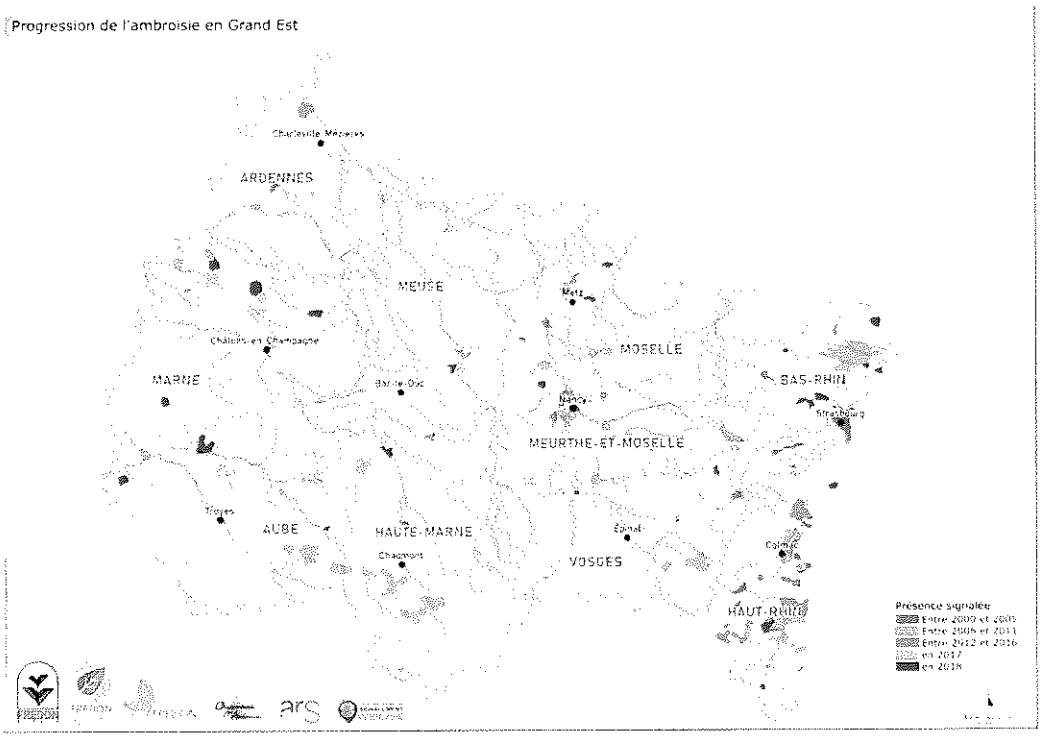


Figure 83 : Progression de l'ambroisie dans le Grand Est
Agence Régionale de Santé Grand Est, 2019

Les pollens d'ambroisie font l'objet d'une surveillance particulière, du fait de leur rapide progression et des fortes allergies causées. Parmi les symptômes, on compte le plus souvent une rhinite allergique associant écoulement nasal, conjonctivite, symptômes respiratoires de gravité variable (trachéite, toux, asthme parfois sévère), et également de l'urticaire ou de l'eczéma. 6 à 12% de la population exposée est sensible à l'ambroisie. Dans 50% des cas, l'allergie à l'ambroisie peut entraîner l'apparition de l'asthme ou provoquer son aggravation. Selon l'ARS Grand Est**, les concentrations du pollen d'ambroisie dans l'air pourraient quadrupler en Europe à l'horizon 2050**. Selon l'Inserm, le changement climatique serait à l'origine des deux tiers de cette progression. Un seul signalement d'ambroisie a été répertorié dans le Pays Barrois entre 2012 et 2016. Néanmoins, des signalements à proximité ont été effectués en 2018 en Meuse, Marne et Haute-Marne. Le risque d'allergie pourrait donc s'accentuer si cette plante invasive s'implantait durablement sur ces territoires.

L'expansion de la chenille processionnaire du chêne pose également d'importants problèmes sanitaires qui pourront être exacerbés dans le futur. Les printemps chauds, secs et venteux permettent aux poils urticants des chenilles de se disperser au vent au lieu de s'accrocher aux feuilles des arbres dans des conditions plus humides. Chez l'homme, le contact génère des troubles parfois graves (choc anaphylactique, œdèmes, irritations, démangeaisons) dans les cas les plus fréquents, voire des réactions plus importantes chez les personnes sensibles nécessitant un recours médical.

Les autres maladies

Les scientifiques prévoient un **accroissement des maladies diarrhéiques, circulatoires et cardiorespiratoires**, en raison de niveaux plus élevés d'ozone troposphérique. L'augmentation des températures des cours d'eau, la diminution des débits et du niveau des nappes auront des conséquences sur la qualité de l'eau et pourraient avoir des répercussions sanitaires à considérer. Enfin, le changement climatique pourra être à l'origine de **l'apparition de nouveaux organismes nuisibles et de nouvelles maladies** qui pourront affecter à la fois les êtres humains mais aussi les plantes, le bétail et les poissons, d'où des risques nouveaux pour la santé publique, pour la salubrité des aliments et pour les rendements agricoles et sylvicoles.

D. La vulnérabilité de l'agriculture

Etat initial du secteur agricole dans le Pays Barrois

Le Pays Barrois recensait, en 2010, 561 exploitations agricoles dont plus de la moitié (305) au sein de la communauté de communes des Portes de Meuse. Le recensement agricole complet ayant lieu tous les dix ans, les chiffres de l'année 2020 ne sont pas encore connus, mais la tendance baissière du nombre d'exploitations semble se poursuivre au niveau local comme national.
Cette baisse est compensée par une hausse de la taille des exploitations. Nous observons néanmoins, entre 2014 et 2018, une diminution, certes faible, de la surface agricole utile. Ce sont les surfaces de prairies qui assument cette perte de surface, quand en revanche les surfaces de terres arables augmentent.

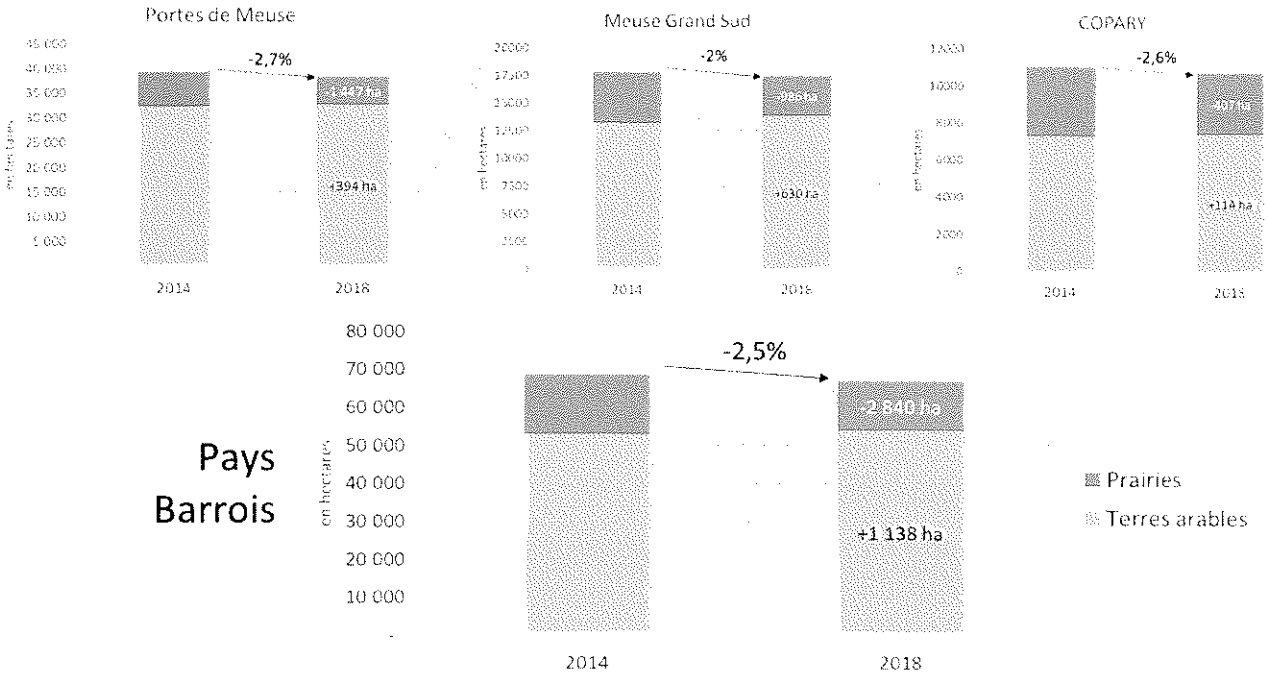


Figure 84 : Évolution des surfaces agricoles utiles de 2014 à 2018 - *Chambre d'Agriculture de la Meuse*

L'agriculture du Pays Barrois est également fragilisée par l'âge moyen des exploitants. En 2014, 26% des exploitants avaient plus de 55 ans. En Meuse Grand Sud, ce taux atteignait même à 43%.

Impacts des changements de températures

L'agriculture compte parmi les principaux secteurs d'activité qui seront touchés par le changement climatique. Composante importante du développement économique dans le Grand Est, l'agriculture devra faire face à des impacts très variables selon le type de culture (distinction notamment entre les cultures hivernales et printanières).

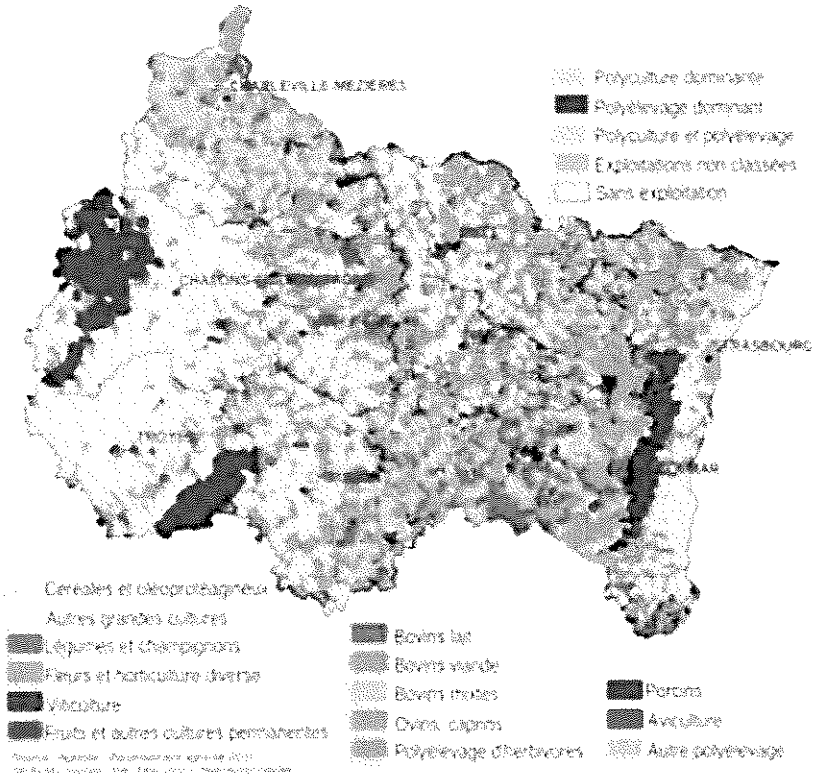


Figure 85 : Répartition des cultures et élevages en Grand Est, source AGRESTE

Trois grandes conséquences se dégagent : la modification du cycle des plantes, l'altération de la productivité des cultures et la variation de la qualité des rendements.

- **La modification du cycle des plantes** implique une modification des pratiques associées. A titre d'exemple, les dates de débourrement et de floraison ont lieu jusqu'à 15 jours plus tôt et celles de véraisons jusqu'à 23 jours plus tôt dans l'est de la région.
- **La productivité des cultures** est appelée à devenir plus variable avec les années car davantage exposée aux risques de sécheresse ou de maladies. Dans une certaine mesure, l'élévation des températures, la hausse de la teneur en CO_2 dans l'atmosphère et la diminution de la menace du gel pourront entrainer une augmentation du rendement. Cette augmentation s'observera jusqu'à atteindre un certain seuil variable selon le type de culture. Au-delà d'une certaine hausse des températures, les risques de stress thermique et plus spécifiquement d'échaudage au printemps et en été sont réels.
- **La qualité des rendements** sera impactée négativement en raison du stress thermique et du manque d'eau, du fait des moindres précipitations et de l'augmentation de l'évapotranspiration. Dans une certaine mesure, l'élévation des températures et la hausse de l'ensoleillement pourraient permettre par exemple une hausse de la teneur en sucre naturel dans les cultures.

Impacts liés à la baisse du nombre de jour de gel

La baisse du nombre de jours de gel en de l'automne au printemps aura des répercussions sur de multiples processus de production végétale : la qualité de la préfloraison chez le tournesol, le développement végétatif automnal chez le colza, arrêt de la pousse de l'herbe à l'automne, etc.

Cette baisse de fréquence des épisodes froids a des incidences sur les cycles de reproduction et de croissance de certains parasites, bien que ces effets soient plus difficiles à quantifier que les effets directs du froid sur la croissance et le développement des cultures.

Impacts sur les cultures :

- Colza : opportunités accrues liées à la diminution du risque de gel en automne et en hiver (diminution des accidents physiologiques sur les cultures d'hiver)
- Tournesol : culture devenant possible dans le nord de la zone du fait de l'augmentation de la disponibilité thermique qui autorise progressivement la culture d'espèces à besoins thermiques élevés (tournesol, maïs...).
- Maïs : selon les modèles climatiques, on peut s'attendre à une réduction de la durée des phases végétatives et de reproduction lors de la croissance du maïs de l'ordre de 5 à 20 jours de moins en 2020. La maturité serait atteinte 11 à 30 jours plus tôt en 2050. Cependant, une baisse de rendement est également prédite de 3 à 14% selon les modèles en 2020.
- Blé : l'analyse de l'évolution annuelle de la date de semis du blé montre une modification de l'allure de la courbe. Dans les années 80 la date fut avancée d'une dizaine de jours, avant un recul des dates de semis depuis le début des années 90. Le changement climatique semble bien être un des facteurs à l'origine des modifications de dates de semis et surtout de récoltes. On peut s'attendre à une réduction de la durée des phases végétatives et de reproduction lors de la croissance du blé de l'ordre de 5 à 20 jours de moins en 2020. La maturité serait atteinte 1 à 2 semaines plus tôt en 2050. Cependant, une baisse de rendement est également envisagée jusqu'à 7% selon les modèles en 2020.

  Après une augmentation très forte du rendement jusqu'au milieu des années 1990, on constate une interruption assez brutale de la dynamique, voire un début de chute de rendement. Sur les 15 q/ha de pertes de rendement sur les 15 dernières années, le climat serait responsable pour 40 à 60 % (soit 6 à 9 q), toutes régions confondues. Les pertes dues au climat correspondraient à des phénomènes rares (sécheresse au printemps, excès d'eau, rayonnement limitant, ...). L'avancement des dates de semis, le choix de variétés précoces (dans les limites permises par l'agronomie) et la recherche de variétés tolérantes aux températures élevées sont les voies majeures d'adaptation devront être testées.

III. Diagnostics sectoriels

1. Secteur résidentiel

A. Le parc de logements

Selon le recensement 2017 de l'INSEE, le Pays Barrois compte environ 31600 logements en 2017. Parmi ceux-ci, 55% ont été construits avant 1970, les premières règlementations thermiques datant de 1975.

C'est la communauté de communes des Portes de Meuse qui détient le parc de logements le plus ancien, avec 36% de logements construits avant 1919, et 60% avant 1970.

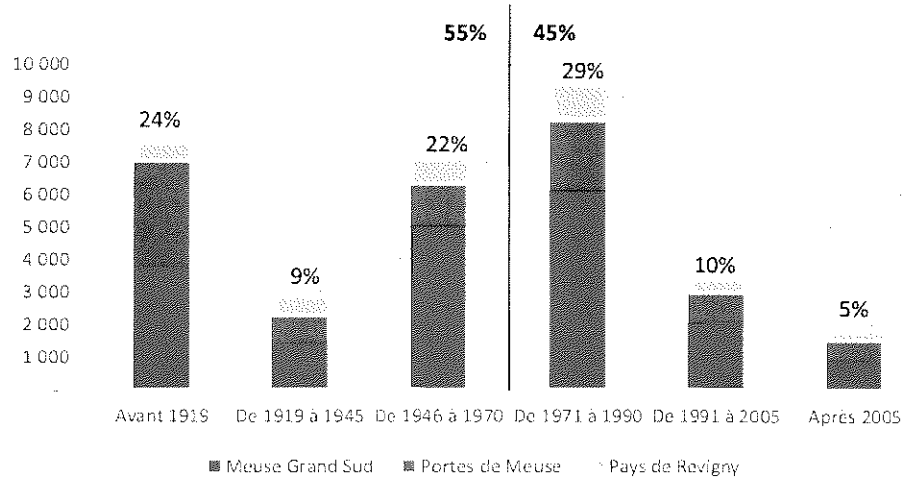


Figure 86 : Nombre de logements par période de construction – *INSEE, Logements 2017*

Sur ces 31 600 logements, environ 27 100 sont des résidences principales, réparties en 75% de maisons individuelles et 25% d'appartements. Les résidences principales font l'objet d'analyses plus détaillées de l'INSEE dans sa base de données RP2017.

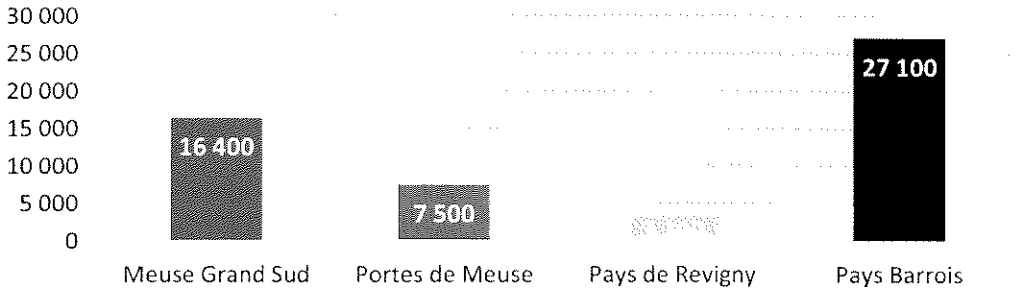


Figure 87 : Nombre de résidences principales dans chaque EPCI – *INSEE, RP2017*

L'agglomération Meuse Grand Sud représente 60% des résidences principales du Pays Barrois, les Portes de Meuse 28% et le Pays de Revigny 12%. Les logements sociaux comptent pour 15% de ces logements, 8 sur 10 se situant sur l'agglomération Meuse Grand Sud.

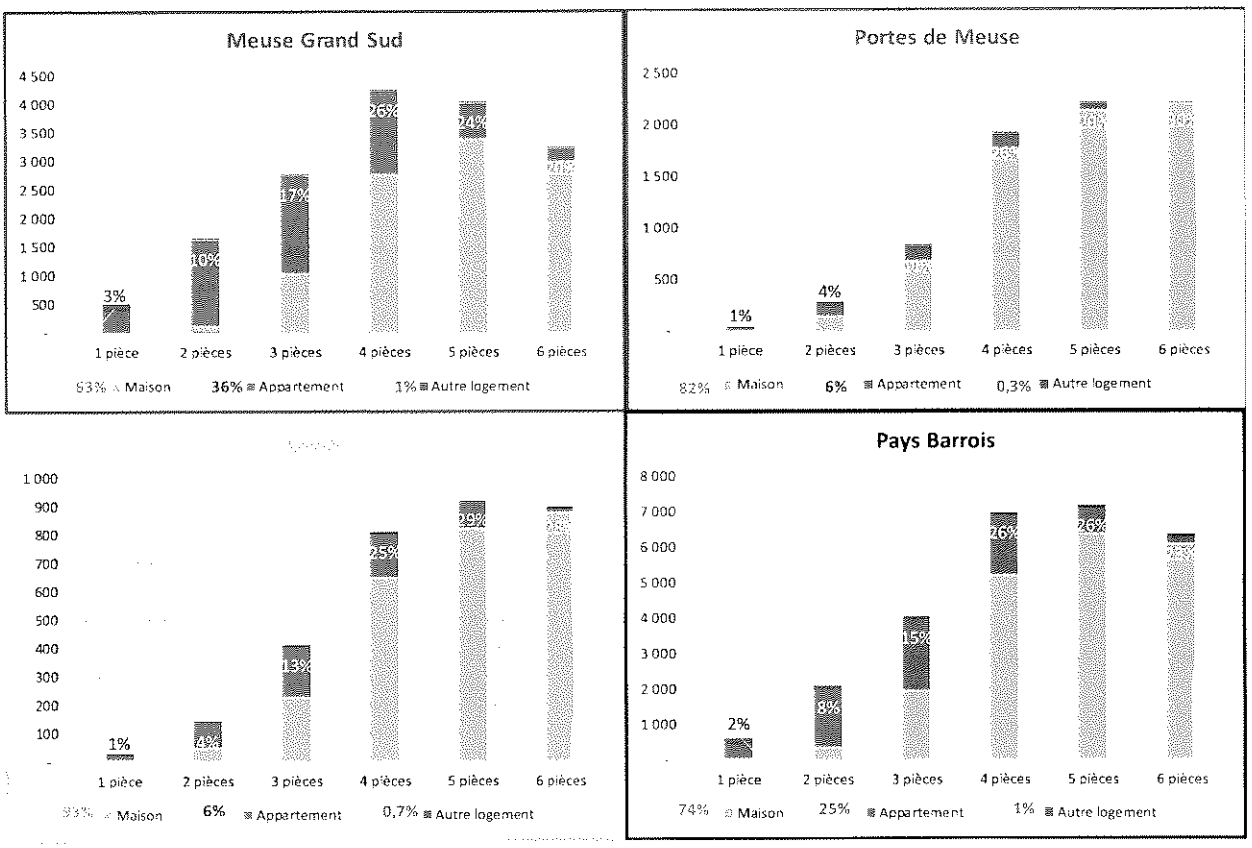


Figure 88 : Répartition des types de logements et nombre de pièces dans chaque EPCI - *INSEE, RP2017*

Le Pays Barrois se caractérise par la présence de nombreuses grandes résidences principales : 75% d'entres elles comportent quatre pièces ou plus et sont principalement des maisons. Dans les Portes de Meuse et la COPARY, environ une résidence principale sur trois compte au moins six pièces. En Meuse Grand Sud, ce sont les logements de quatre pièces qui sont les plus nombreux et les appartements sont plus fréquents.

Matériaux de construction

Selon l'étude *Etat des lieux de l'efficacité énergétique du bâti résidentiel lorrain* menée par la DREAL Lorraine en 2014, 57% des logements du Pays Barrois sont construits en pierre et meulière, contre 22% en béton et agglomérés, 21% en briques et 1% en bois. C'est dans les Portes de Meuse, là où les maisons sont les plus anciennes, que nous retrouvons le plus de bâtiments en pierre et meulière. À l'inverse, le Pays de Revigny qui compte la moitié de ses logements construits après 1970 présente 54% de ses logements en béton, agglomérés ou briques.

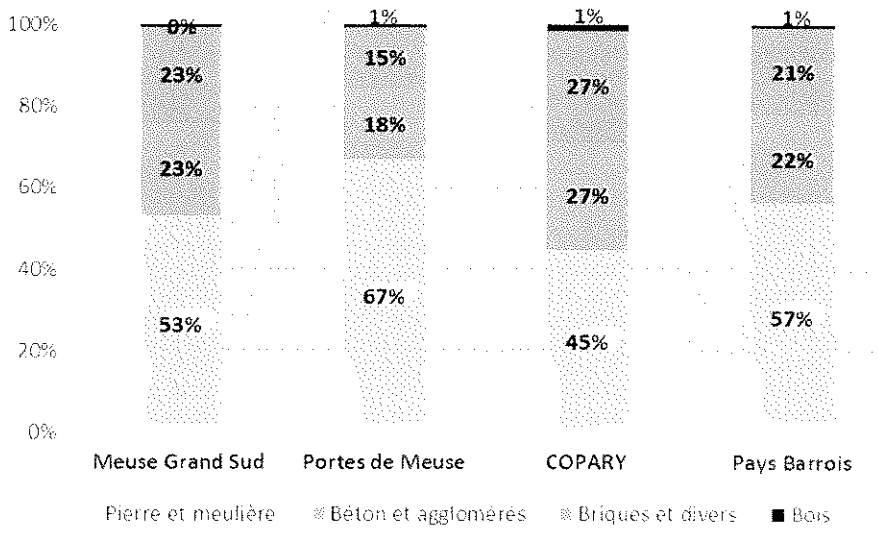


Figure 89 : Matériaux de construction des logements – *DREAL Lorraine 2014*

B. Modes de chauffage et combustibles

Selon le recensement INSEE 2017, plus de la moitié des résidences principales dispose d'un système de chauffage central, quel que soit l'EPCI. Le chauffage électrique concerne 15% des logements et le chauffage collectif 9%, principalement dans l'agglomération Meuse Grand Sud.

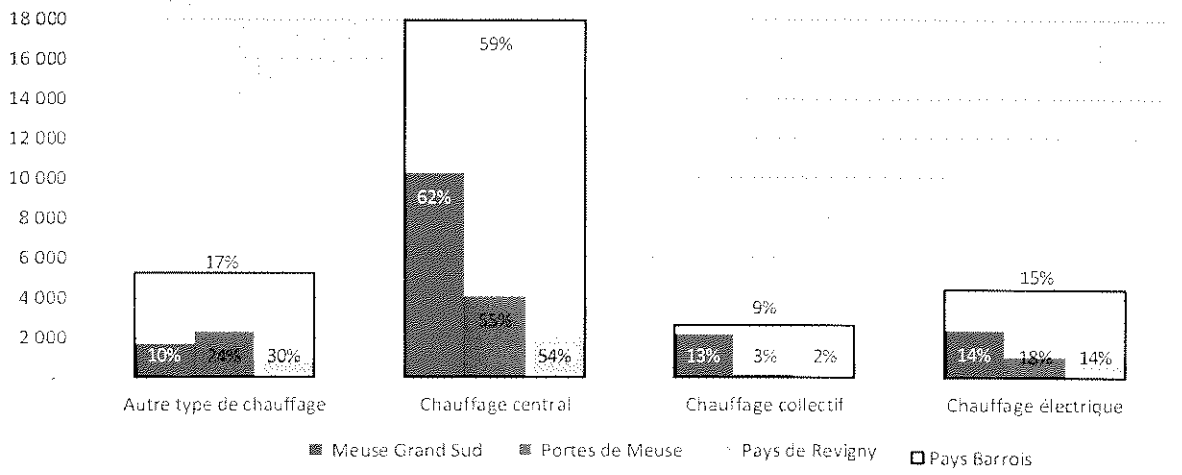


Figure 90 : Type de chauffage des résidences principales du Pays Barrois - *INSEE, RP2017*

D'« autres types de chauffage » se trouvent dans 17% des logements du Pays Barrois ; si le recensement ne précise pas de quels types de chauffage il s'agit, nous pouvons supposer que ce sont principalement des poêles ou foyers à bois.

En effet, selon le même recensement, près d'un quart des résidences principales du Pays Barrois sont chauffées grâce au bois-énergie ou autres combustibles. Cette proportion monte à 42% dans les Portes de Meuse et 31% dans le Pays de Revigny.

Le gaz réseau est présent dans 35% des résidences principales, 46% à l'échelle de l'agglomération Meuse Grand Sud. À l'inverse, seules trois communes des Portes de Meuse sont desservies par le réseau de gaz naturel, ce qui

explique le faible taux de raccordement dans cette communauté de communes. Les autres combustibles utilisés sont le fioul ou le gaz en bouteilles ou citernes.

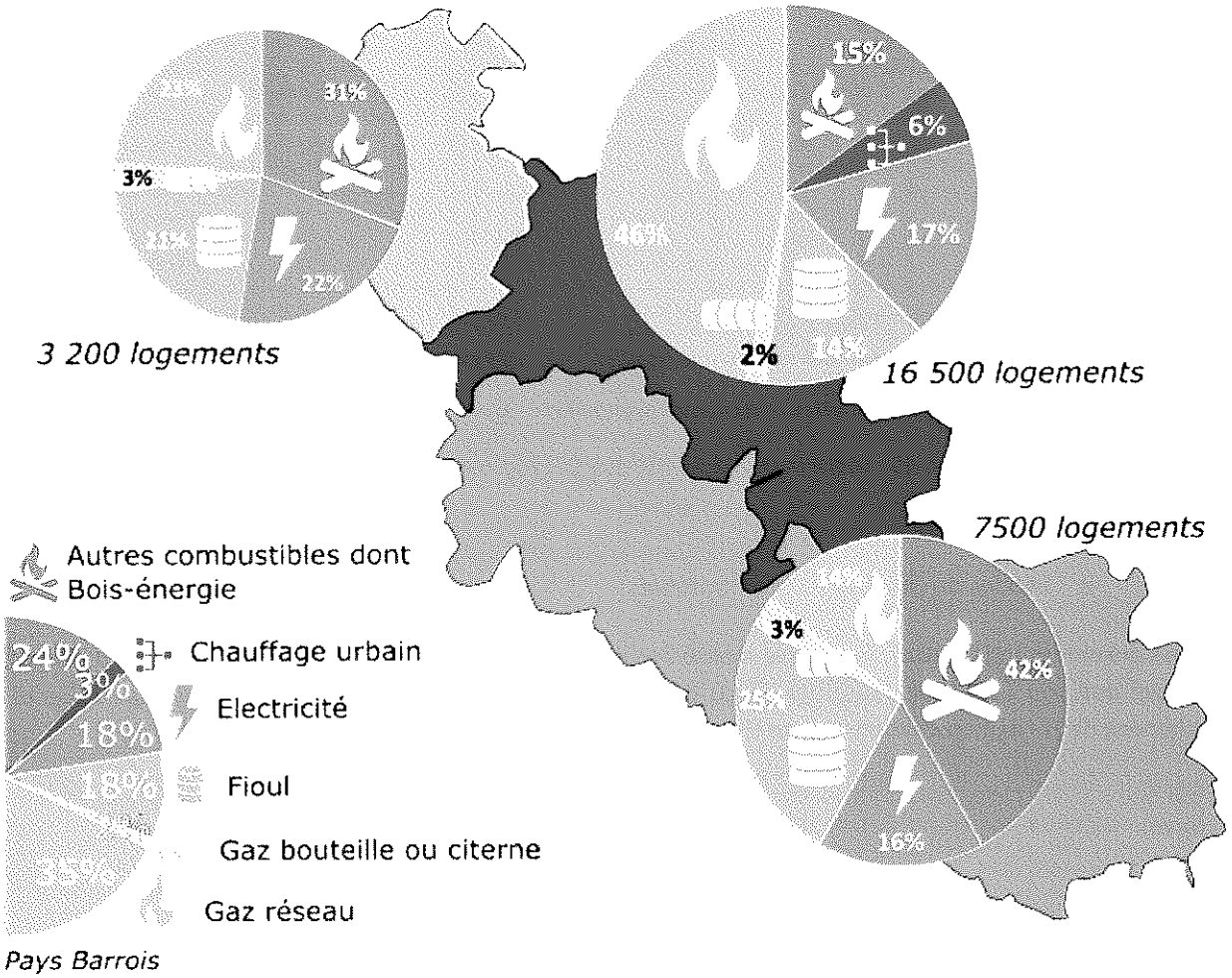


Figure 91 : Combustibles de chauffage utilisés dans les résidences principales dans chaque EPCI - *INSEE, RP2017*

C. La consommation énergétique des logements

Les logements du Pays Barrois ont consommé en 2018, selon l'Invent'Air d'Atmo Grand Est, 666 GWh d'énergie finale, représentant 35% de la consommation totale du Pays.

Si la part relative des logements dans la consommation énergétique totale est très différente selon les EPCI, de 20% à la COPARY à 42% en Meuse Grand Sud, elle est majoritairement due aux disparités dans les autres secteurs, la consommation énergétique par logement étant équivalente dans chaque EPCI (voir plus loin).

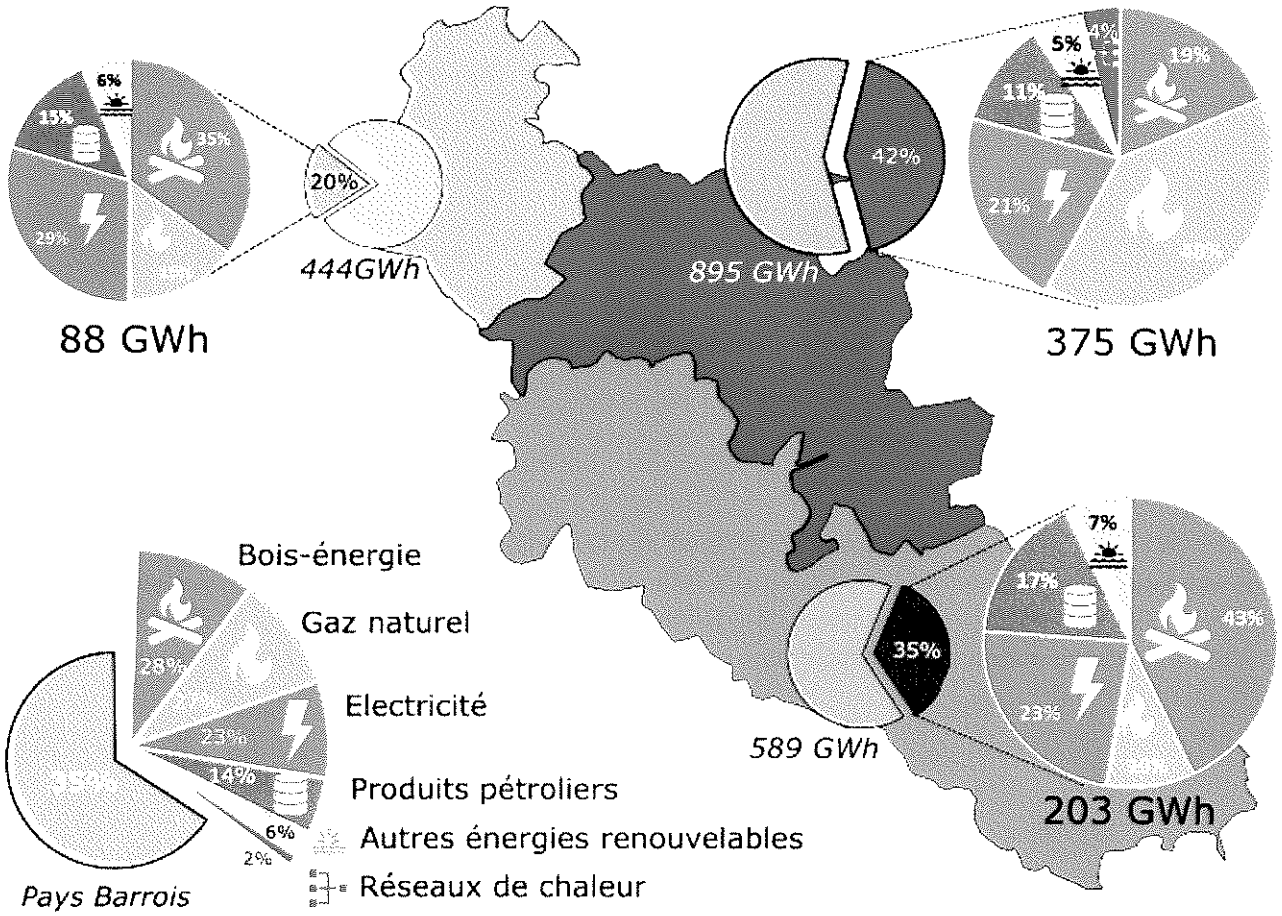


Figure 92 : Part des logements dans la consommation énergétique totale et type d'énergie consommée en 2018
Invent'Air 2020, Atmo Grand Est

Le bois-énergie est l'énergie la plus consommée dans le Pays Barrois en 2018, à hauteur de 187 GWh, soit 28% de l'énergie consommée dans les logements. Son usage est différencié selon le lieu d'implantation des logements : il représente seulement 19% de l'énergie consommée à Meuse Grand Sud, contre 43% dans les Portes de Meuse.

Deuxième source d'énergie des logements, le gaz naturel présente une consommation à peine plus faible de 181 GWh pour 27%. Là aussi son usage est très différent selon la localité. Rappelons que seules 13 communes sont raccordées au réseau de gaz naturel.

La consommation électrique en 2018 est de 152 GWh, soit 23% de la consommation totale des logements, part relativement équivalente dans chaque EPCI. L'électricité est la seule source d'énergie ayant un usage autre que la production de chaleur. Selon des données partielles d'ENEDIS, nous estimons qu'environ la moitié de l'électricité consommée par les logements du Pays Barrois est destinée au chauffage « tout électrique » des logements, à la production d'eau chaude sanitaire ou à la cuisson.

Finalement, la production de chaleur pour le chauffage, l'eau chaude sanitaire et la cuisson représente environ 90% de l'énergie finale consommée par les logements du Pays Barrois.

La consommation énergétique moyenne d'un logement sur le Pays Barrois est d'environ 24 700 kWh en 2018 d'après l'*Invent'Air V2020* d'Atmo Grand Est. Les différences entre EPCI s'expliquent principalement par les tailles variables des logements qui sont en moyenne plus petits dans l'agglomération Meuse Grand Sud que sur les deux communautés de communes.

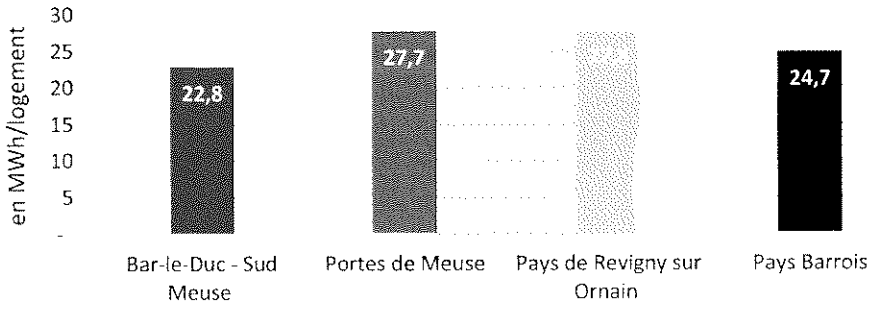


Figure 93 : Consommation énergétique par logement en 2018 – *Invent'Air V2020, Atmo Grand Est*

Afin de connaître les performances énergétiques des logements, l'ADEME met en ligne la base de données des Diagnostics de Performance Énergétiques (DPE) effectués en France à l'occasion d'une mise en vente ou en location. Une analyse statistique a donc été faite sur environ 5000 DPE effectués sur le Pays Barrois d'avril 2013 à mars 2020. 3822 diagnostics ont permis de délivrer une étiquette de performance énergétique sur la base des consommations d'énergie primaire.

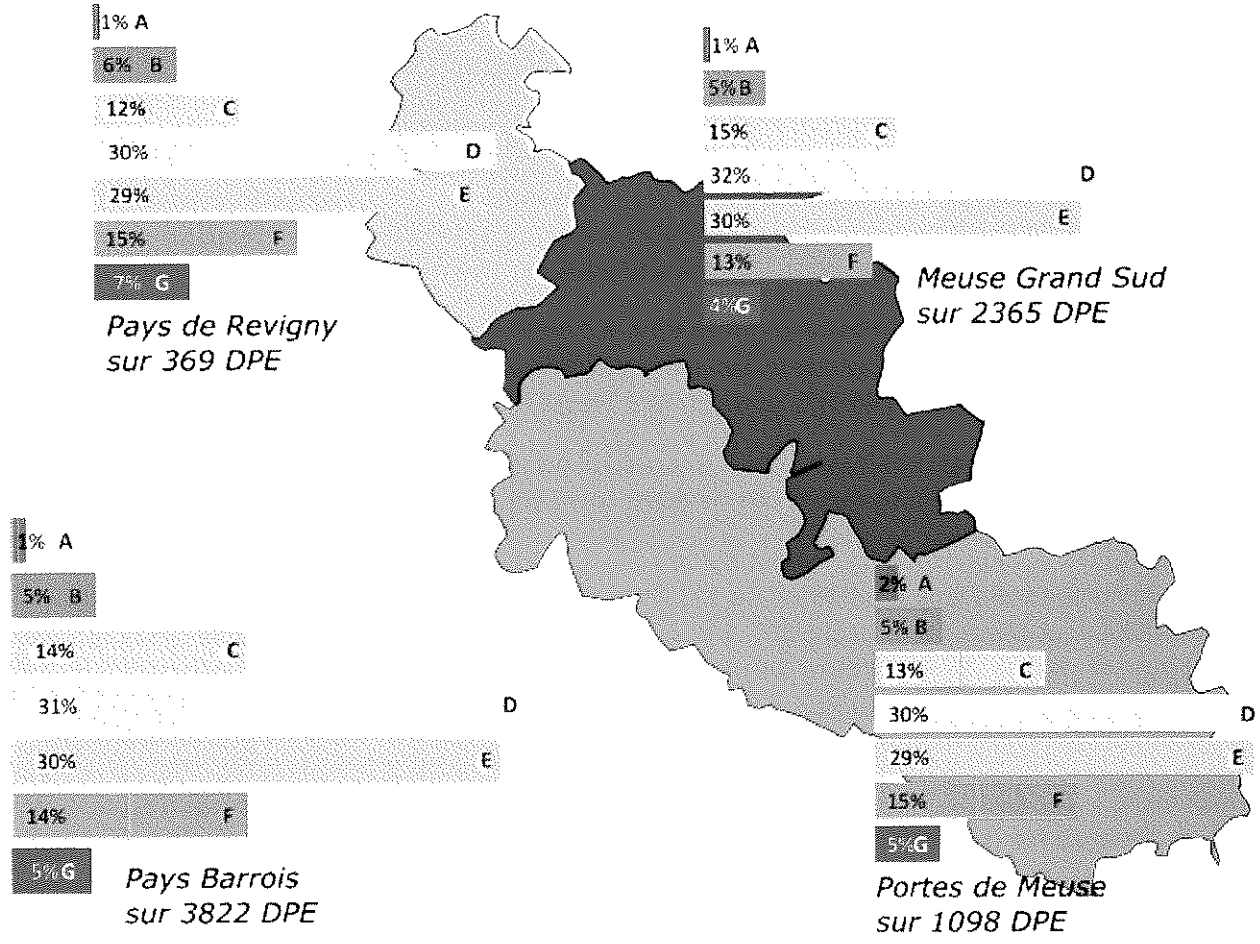


Figure 94 : Répartition des classes énergétiques des DPE effectués de 2013 à 2020, par EPCI

La majorité (plus de 60%) des logements audités sont en classes de performance D et E et 19% en classes F et G. La performance du bâti du Pays Barrois semble donc médiocre. La répartition des étiquettes est sensiblement identique selon les EPCI, ce qui validerait l'hypothèse que la variation de consommation entre les trois parcs dépend principalement de la taille de leurs logements.

L'échantillon de DPE n'étant pas entièrement représentatif du parc de logements du Pays Barrois (très peu de logements construits avant 1945 disposent d'un DPE), une correction peut être apportée pour estimer le nombre de logements par classe de performance dans chaque EPCI. Les résultats de cette estimation figurent ci-dessous.

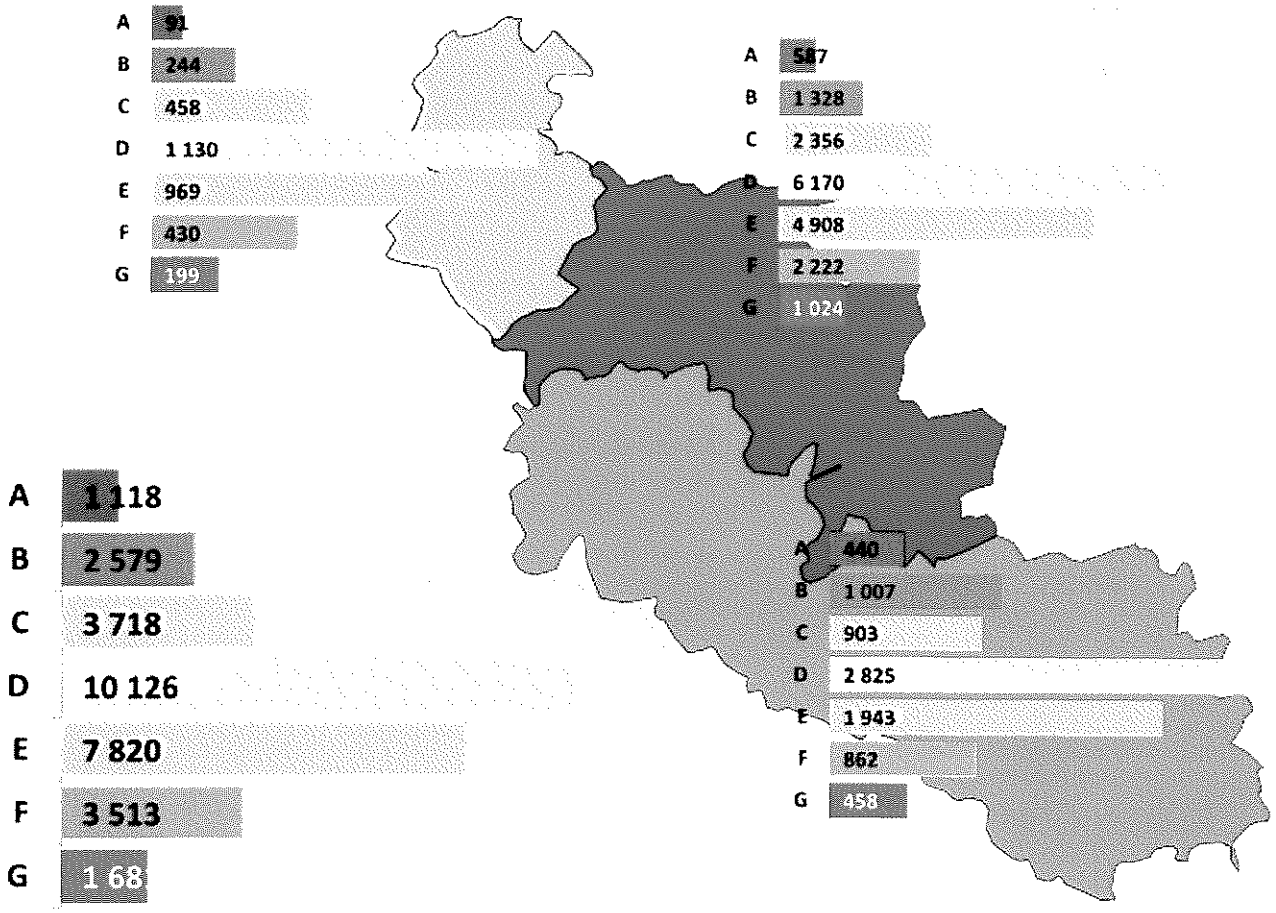


Figure 95 : Estimation du nombre de logements selon les classes énergétiques, par EPCI
Sources : Base de données DPE de l'ADEME, BD Logements 2017 INSEE – calculs Pays Barrois

D'après nos calculs, trois logements du territoire sur quatre sont en classe énergétique D, E, F ou G, représentant **plus de 23 000 logements.**

Évolution et objectifs de consommation énergétique

Grâce à l'*Invent'Air V2020* d'Atmo Grand Est, il est possible de suivre l'évolution de la consommation énergétique des logements de 1990 à 2018, selon deux comptabilisations :

- La consommation énergétique finale à climat réel ;
- La consommation énergétique finale corrigée des variations climatiques : cette méthode permet d'atténuer les effets des variations climatiques d'une année à l'autre, particulièrement prégnants compte tenu du poids du chauffage dans les consommations énergétiques des logements, afin de mieux déceler les tendances structurelles.

Pour les deux paramètres étudiés, nous observons deux phases dans l'évolution de la consommation énergétique des logements du Pays Barrois : de 1990 à 2005, la consommation augmente largement (+25% en quinze ans) avant de stagner puis diminuer pour retrouver environ son niveau de 1990 en 2018.

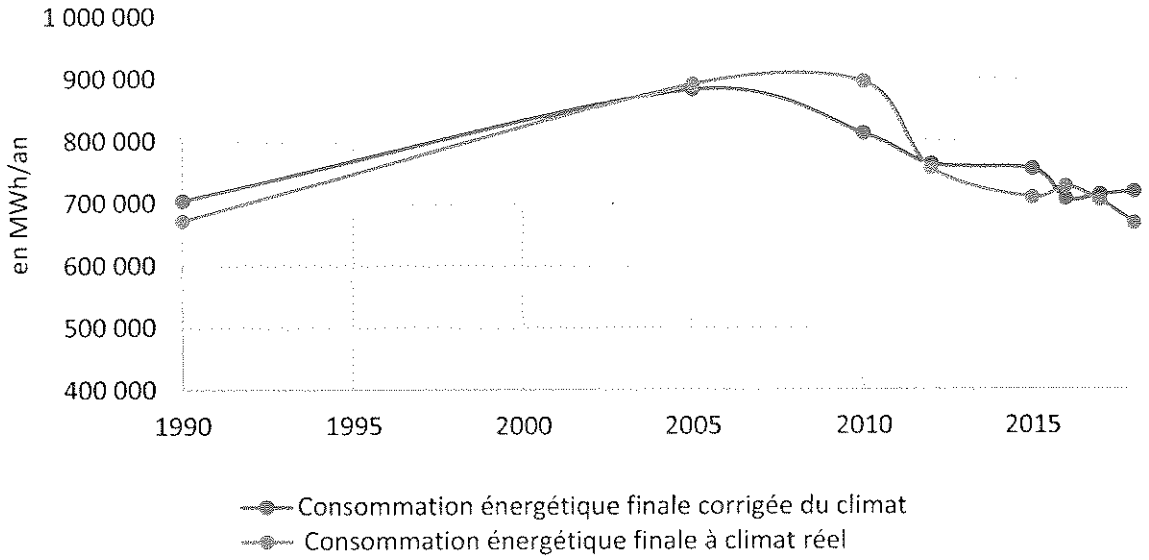


Figure 96 : Évolution de la consommation énergétique dans les logements de 1990 à 2018
Invent'Air V2020, Atmo Grand Est

Adopté en 2007, le Paquet énergie-climat 2020 de l'Union Européenne demandait entre autres de baisser de 20% les consommations d'énergie finale tout secteur confondu en 2020 par rapport à 1990. De son côté, le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité du Territoire (SRADDET) Grand Est a fixé un objectif de baisse des consommations résidentielles de 47% en 2030 par rapport à 2012.

Consommation des logements en MWh/an	1990	2012	2018	Evolution 1990/2018	Evolution 2012/2018
À climat réel	671 700	890 000	893 600	-1%	-12%
Corrigé du climat	704 500	762 100	717 300	+2%	-6%

Tableau 23 : Evolution de la consommation énergétique du secteur résidentiel de 1990 à 2018 - *Invent'air V2020*

Les deux paramètres varient notablement mais permettent de dégager les mêmes tendances :

- Le secteur résidentiel du Pays Barrois n'a pas contribué à l'atteinte des objectifs européens de baisse des consommations énergétiques en 2020 ;
- L'évolution depuis 2012 montre une tendance baissière qui s'inscrit dans les objectifs du SRADDET à horizon 2050 ; l'effort reste néanmoins conséquent pour atteindre l'objectif -47% en 2030.

Hormis les objectifs chiffrés sur la consommation, le SRADDET demande à la stratégie territoriale des PCAET de prendre en compte ces objectifs régionaux et de contribuer à les atteindre, notamment en rénovant 40% du parc résidentiel en niveau BBC d'ici 2030 et 100% d'ici 2050, conformément à la loi de Transition Écologique pour la Croissance Verte.

Sur le Pays Barrois, la communauté d'agglomération Meuse Grand Sud et la communauté de communes des Portes de Meuse mènent des Opérations Programmées de l'Amélioration de l'Habitat pour entre autres répondre à ces objectifs.

Ainsi l'OPAH 2020-2022 de Meuse Grand Sud vise à « accompagner les propriétaires occupants dans la transition énergétique de l'habitat » en aidant à la rénovation de 110 logements en trois ans, avec un gain énergétique d'au moins 35%. Ce programme s'inscrit dans la poursuite des aides déjà fournies par l'ANAH, qui a accompagné 300 rénovations de logements de 2016 à 2019.

De son côté, les Portes de Meuse portent deux OPAH, sur l'ancienne CODECOM de Saulx et Perthois et sur les anciennes CODECOM de Haute-Saulx et Val d'Ornois ; l'intégralité du territoire des Portes de Meuses est donc couverte. Sur la Saulx-et-Perthois, l'OPAH de 2015 prévoyait un rythme de rénovation de 18 logements par an, soit 54 en trois ans. Sur Haute-Saulx et Val d'Ornois, il est prévu d'accompagner la rénovation énergétique de 25 logements par an, soit 75 en trois ans.

Ces programmes d'actions portées en collaboration avec l'ANAH visent uniquement les propriétaires occupants modestes et très modestes. D'autres travaux de rénovation sont effectués par ailleurs, sans visibilité pour le moment sur leur accomplissement. Le PETR du Pays Barrois offre dès le printemps 2021 le service « FAIRE » de conseil aux particuliers pour la rénovation énergétique, qui permettra d'amplifier les initiatives de rénovation et d'avoir une meilleure visibilité sur ceux-ci.

D. La précarité énergétique liée au logement

Selon la loi du 12 juillet 2010, « est en situation de précarité énergétique une personne qui éprouve dans son logement des difficultés particulières à disposer de la fourniture d'énergie nécessaire à la satisfaction de ses besoins élémentaires en raison de l'inadaptation de ses ressources ou de ses conditions d'habitat ».

Dans sa méthodologie de recensement, pour des besoins statistiques, l'Observatoire régional de la précarité énergétique (ORPE) du Grand Est, fondé en 2019, considère qu'un ménage est en situation de précarité si son taux d'effort énergétique est supérieur au double du taux d'effort médian national. Celui-ci est de 8,2% : un ménage français moyen dépense 8,2% de ses ressources financières pour le chauffage et l'eau chaude sanitaire de son logement.

Dans ses fiches territorialisées, l'ORPE estime **que 7400 ménages du Pays Barrois sont en situation de précarité énergétique, soit 28% d'entre eux**. Ce taux est supérieur à celui de la région Grand Est, 24,3%, elle-même la région la plus touchée de France. Dans le détail, nous observons que ce sont souvent des personnes vivant seules, principalement des femmes, propriétaires de leur maison. La moitié de ces ménages ont plus de 60 ans et un tiers vit sous le seuil de pauvreté. Enfin, 34% de ces ménages se chauffent au fioul, alors que le taux d'équipement sur

le Pays Barrois n'est que de 18%. Les ménages en situation de précarité énergétique sont donc davantage exposés à la volatilité des prix du pétrole.

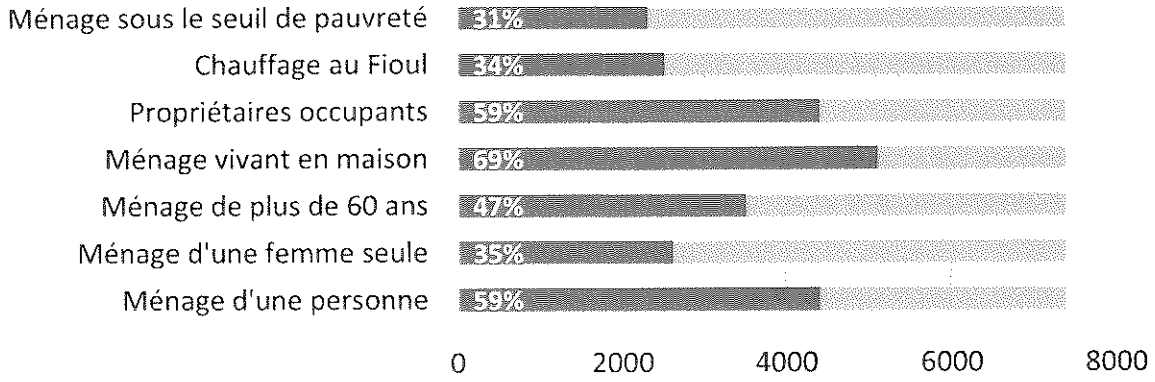


Figure 97 : portrait des ménages en précarité énergétique sur le Pays Barrois
Observatoire régional de la précarité énergétique du Grand Est

E. Les émissions de gaz à effet de serre

Les logements du Pays Barrois ont émis 79000 teqCO_2 de gaz à effet de serre en 2018, selon l'Invent'AirV2020 d'Atmo Grand Est.

Comme pour les consommations énergétiques, la part relative des logements dans les émissions totales est très différente selon les EPCI, de 8% à la COPARY à 26% en Meuse Grand Sud, cela étant majoritairement dû aux disparités dans les autres secteurs socio-économiques.

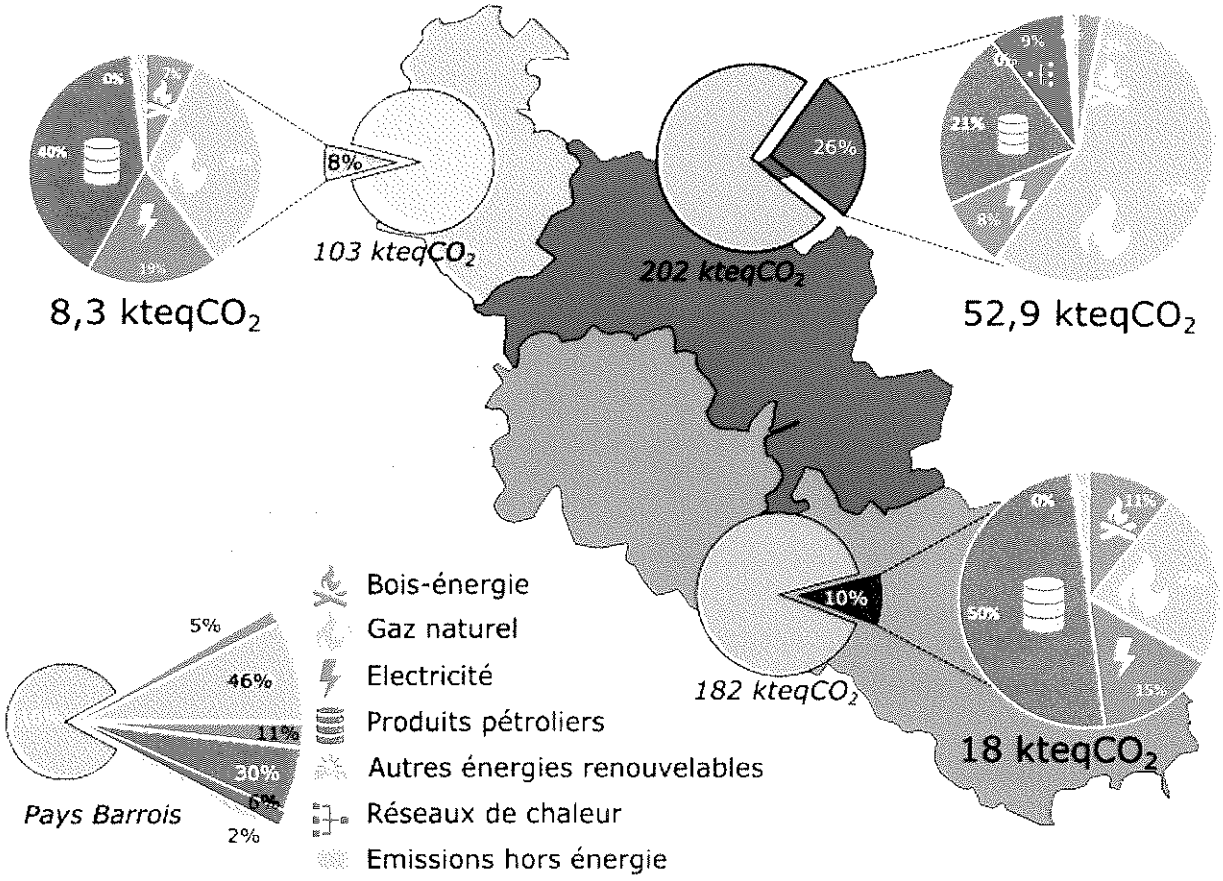


Figure 98 : Part des logements dans les émissions totales de gaz à effet de serre et origines de celles-ci, en 2018
Invent'Air 2020, Atmo Grand Est

La combustion de gaz naturel constitue la plus grande source d'émissions de GES du Pays Barrois, à hauteur de 46%, avec de grandes disparités selon la présence ou non du réseau de gaz naturel dans les communes. **La combustion de produits pétroliers est à l'origine de 30% des émissions de GES** alors qu'elle n'est utilisée que dans 14% des logements, ce qui illustre bien le caractère polluant de cette source d'énergie. À l'inverse, les émissions de dioxyde de carbone CO_2 du bois-énergie n'étant pas comptabilisées puisqu'il s'agit d'une source renouvelable, cette énergie pèse peu dans le bilan de gaz à effet de serre : seules sont prises en compte les émissions de méthane CH_4 et de protoxyde d'azote N_2O qui apparaissent en cas de mauvaise combustion dans des cheminées ouvertes par exemple. De même, la consommation d'électricité pèse peu dans le Bilan Carbone compte tenu du mode de production du mix électrique en France.

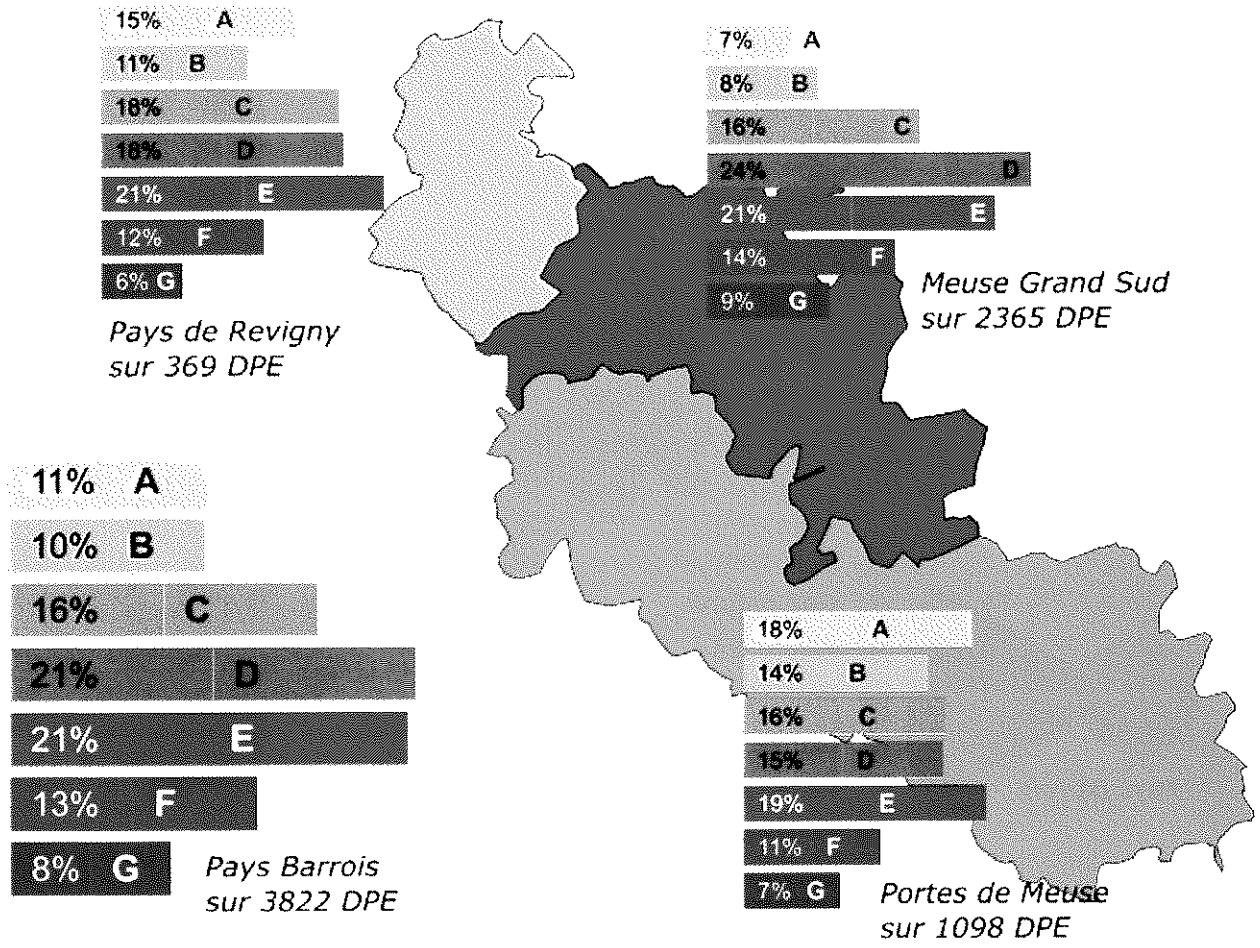
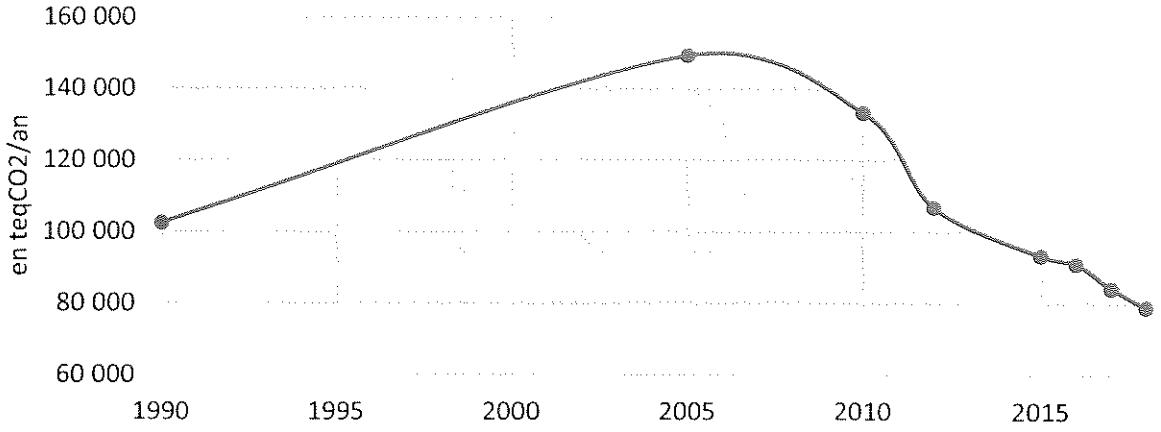


Figure 99 : Répartition des classes GES des DPE effectués de 2013 à 2020, par EPCI
Recensement des DPE, ADEME

En regardant les classes GES issus des audits de DPE, les bâtiments résidentiels semblent un peu plus vertueux sur cette thématique en comparaison avec leur classe énergétique. Ces résultats sont obtenus grâce à l'usage du bois-énergie, très présent notamment dans les Portes de Meuse et le Pays de Revigny, qui permet de réduire les émissions nettes de gaz à effet de serre.

Évolution et objectifs d'émissions de gaz à effet de serre

À l'image de la consommation énergétique, les émissions de gaz à effet de serre du secteur résidentiel ont évolué en deux phases : une augmentation importante dans les années 1990 et début 2000, avant une baisse importante depuis 2005. Cette baisse est plus importante que celle de la consommation énergétique. Ainsi les émissions de gaz à effet de serre des logements en 2018 sont 23% plus faibles qu'en 1990, et 26% plus faibles qu'en 2012. L'objectif du SRADDET Grand Est est de -54% en 2030 par rapport à 2012.



Émissions des gaz à effet de serre en teqCO2/an	1990	2012	2018	Evolution 1990-2018	Evolution 2012-2018
Secteur résidentiel Pays Barrois	102 467	106 956	79 166	-23%	-26%

Figure 100 : Évolution des émissions de gaz à effet de serre du secteur résidentiel – *Invent'Air 2020, Atmo Grand Est*

Cette baisse importante depuis 2005 et plus encore depuis 2010 a deux raisons principales :

- La baisse des consommations énergétiques des logements depuis 2005 (voir le chapitre « consommation énergétique des logements »
- Le changement du mix énergétique des logements, notamment pour le chauffage : les principaux combustibles fossiles et polluants (charbon, pétrole, gaz naturel) sont passés de 48% à 40% du mix de 1990 à 2018, en faveur des énergies renouvelables et de l'électricité.

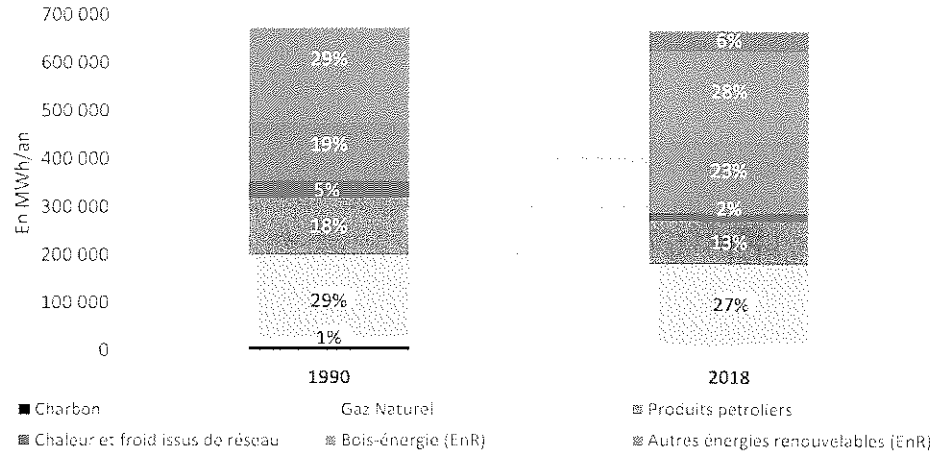


Figure 101 : Évolution du mix énergétique des logements du Pays Barrois – *Invent'Air V2020, Atmo Grand Est*

F. Les émissions de polluants atmosphériques

Le secteur résidentiel occupe une part très importante des émissions de polluants atmosphériques, notamment des particules fines PM10 et PM2,5, des Composés Organiques Volatils COV et du dioxyde de soufre SO_2.

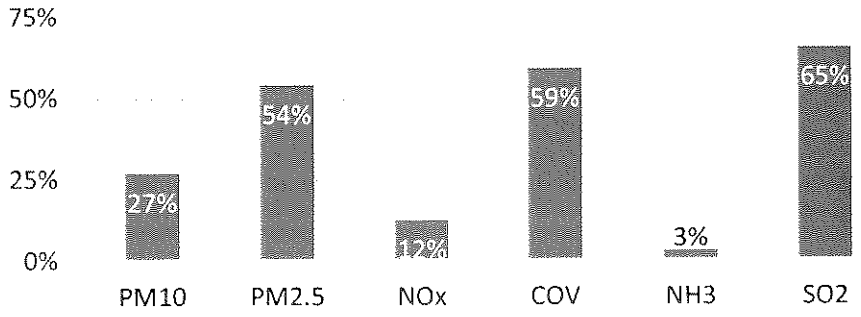


Figure 102 : Part du secteur résidentiel dans les émissions de polluants du Pays Barrois – *Invent'Air V2020*

La combustion du bois-énergie est responsable de 100% des émissions d'ammoniac des logements, de plus de 90% des émissions de particules, de 70% des émissions de COV, 50% des émissions d'oxydes d'azote NOx et 34% des émissions de SO_2. Si le bois est une opportunité pour diminuer les émissions de gaz à effet de serre, il est important que la combustion se fasse de manière à limiter au maximum le rejet de polluants.

Les produits pétroliers sont à l'origine de 60% des émissions de SO_2 et de 25% des émissions de NOx, tout comme **le gaz naturel.**

G. La vulnérabilité au changement climatique

La vulnérabilité du secteur résidentiel face au changement climatique peut être vue de deux ordres :

- La vulnérabilité des occupants des logements face à la hausse des températures estivales
- La vulnérabilité des bâtiments face à l'évolution des risques naturels : retrait/gonflement des argiles, inondations, incendies, tempêtes…

La vulnérabilité des occupants face aux vagues de chaleur

Le réchauffement climatique est déjà visible sur le Pays Barrois. On constate une augmentation de 1°C des températures annuelles moyennes entre 1950 et 2020, passant de 9 à 10°C. Celles-ci vont continuer à croître tout au long du siècle selon les différents scénarios du GIEC : l'élévation des températures moyennes annuelles varie **entre +2 et +4,5°C** d'ici la fin du siècle sur le Pays Barrois, soit atteignant 12°C selon le scénario optimiste et 14,5°C selon le scénario pessimiste.

L'élévation des températures sera plus importante en période estivale.

Une journée est dite anormalement chaude si la température maximale est supérieure de plus de 5°C par rapport à la normale. Sur la période 2010-2020 le nombre de jours anormalement chauds s'élevait en moyenne à 18 jours chaque été. Selon le scénario optimiste du GIEC, **le nombre de jours anormalement chauds en été va presque tripler d'ici la fin du siècle** sur le territoire du Pays Barrois pour atteindre 40 jours anormalement chauds en moyenne chaque été entre 2090 et 2100.

Le nombre de nuits anormalement chaudes en période estivale sur le Pays Barrois va connaître une augmentation similaire, passant en moyenne de 9 nuits sur la période 2010-2020 à 21 nuits sur la période 2090-2100.

Les habitations doivent s'adapter à ces vagues de chaleur estivales.

Sur le Pays Barrois, plus d'un logement sur deux est construit en pierre et meulière, pour la plupart avant 1945. Ce type de constructions anciennes présente souvent une inertie thermique qui permet de conserver la fraîcheur en

été. En revanche, les habitations construites de 1960 à 2000, principalement en béton ou agglomérés, sont plus exposés à l'inconfort estival. Une attention particulière devra être portée sur ce sujet lors des réhabilitations des logements, mais aussi dans l'aménagement des espaces extérieurs.

La vulnérabilité des bâtiments face aux risques naturels

Comme vu dans le chapitre « Évolution des phénomènes et risques naturels », le Pays Barrois est particulièrement vulnérable au risque de retrait et de gonflement des argiles. Ce phénomène résulte de la variation de la consistance des sols en fonction de leur teneur en eau. Les mouvements les plus importants sont souvent observés en période sèche avec la rétraction des argiles (tassement et fissures liés à l'assèchement), qui peuvent déstabiliser gravement les bâtiments.

Dans le Pays Barrois, 74 des 100 communes sont concernées par un aléa moyen et treize communes de la COPARY et quatre communes du Perthois sont en aléa fort. Ces secteurs pourraient être davantage affectés dans le futur étant donné que ce **phénomène risque d'être aggravé par les périodes de sécheresse plus fréquentes et plus longues.**

De même, la plupart des études établissent un lien entre l'augmentation et l'intensification des inondations et le changement climatique. Au sein du Pays Barrois, les risques d'inondation sont assez fréquents notamment pour les rivières principales : l'Aire, l'Ornain, et la Saulx. Le territoire comprend soixante-huit communes situées à proximité de ces cours d'eau.

Afin d'améliorer la prévention des inondations et de contrôle l'extension de l'urbanisation dans les zones à risque, des Plans de Préventions des Risques d'Inondation (PPRI) ont été élaborés pour la vallée de l'Ornain et pour les vallées de la Saulx et de l'Orge. Si les constructions sont maintenant interdites dans les zones inondables, plusieurs centres villageois sont actuellement concernés.

H. Les enjeux du secteur résidentiel

⇒ Une consommation énergétique des logements importante, surtout pour la production de chaleur
⇒ Une évolution des consommations intéressante et une marge de manœuvre encore importante grâce aux dispositifs d'aide et de conseil ;
⇒ Les logements principaux émetteurs de polluants, du fait majoritairement de la combustion du fioul et du bois ;
⇒ Un changement climatique à anticiper, notamment pour le confort d'été et le risque de retarit et gonflement des argiles.

2. Secteur tertiaire

A. La consommation énergétique du secteur tertiaire

Le secteur tertiaire du Pays Barrois a consommé en 2018, selon l'Invent'Air d'Atmo Grand Est, 177 GWh d'énergie finale, représentant 9% de la consommation totale du Pays.

L'agglomération Meuse Grand Sud représente 69% de cette consommation énergétique, contre 12% pour les Portes de Meuse et 19% pour le Pays de Revigny. Cette répartition est similaire à celle des emplois salariés dans le secteur tertiaire.

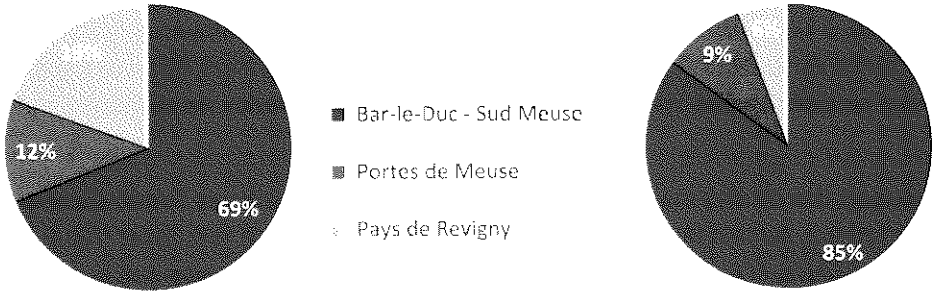


Figure 103 : Répartition de la consommation énergétique (à gauche) et des emplois (à droite) du secteur tertiaire
Sources : Invent'Air V2020 ; Postes salariés des établissements actifs en décembre 2017, INSEE

La part relative du secteur tertiaire dans la consommation énergétique totale est très différente selon les EPCI, de 3% dans les Portes de Meuse à 14% dans l'agglomération Meuse Grand Sud.

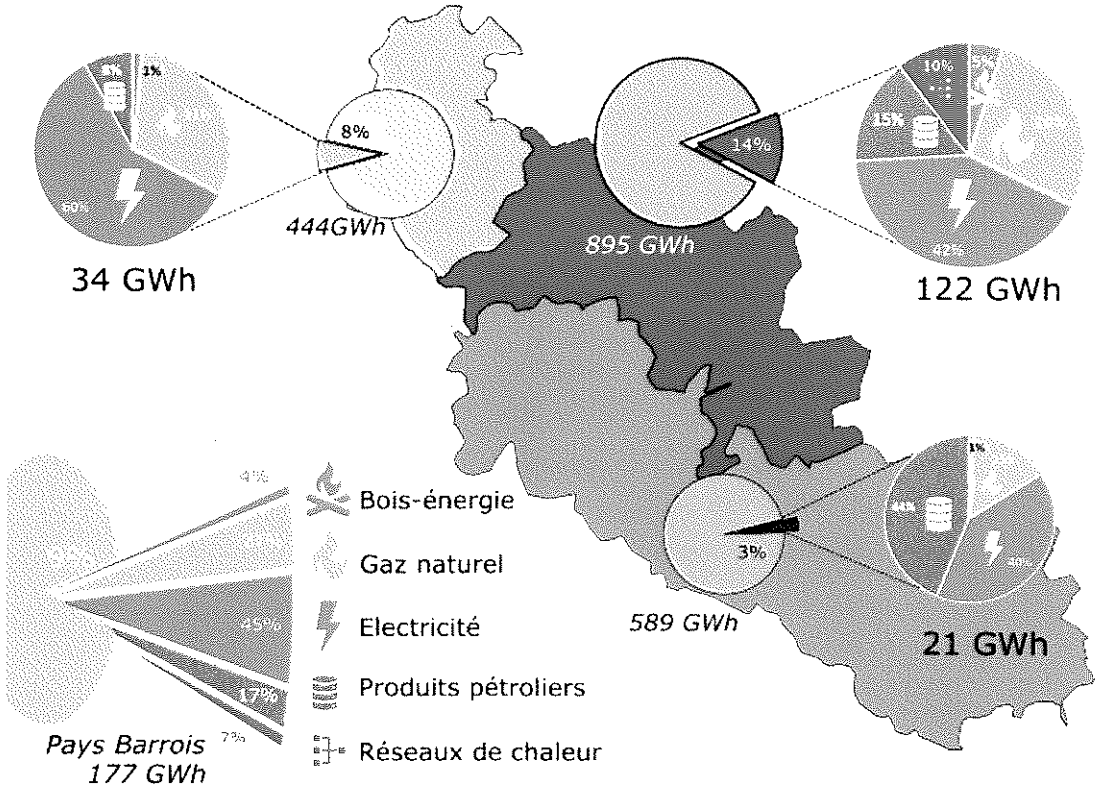


Figure 104 : Part du secteur tertiaire dans la consommation énergétique totale et type d'énergie consommée en 2018
Invent'Air 2020, Atmo Grand Est

L'électricité est l'énergie la plus consommée par le secteur tertiaire en 2018, à hauteur de 80 GWh, soit 45%. Son usage est en grande partie dû à des besoins spécifiques : éclairage, informatique, production de froid dans les commerces... Le chauffage et la climatisation représentent sûrement une part non négligeable.

La production de chauffage est néanmoins majoritairement assurée par le gaz naturel dans les communes qui en bénéficient et par les produits pétroliers ailleurs. Le bois-énergie, très présent dans les logements, est beaucoup plus rare dans les bâtiments tertiaires.

Afin de connaître les performances énergétiques des bâtiments, l'ADEME met en ligne la base de données des Diagnostics de Performance Énergétiques (DPE) effectués en France pour les bâtiments publics ou à l'occasion d'une mise en vente ou en location. Une analyse statistique a donc été faite sur les 352 DPE effectués sur des bâtiments autres qu'habitations dans le Pays Barrois d'avril 2013 à mars 2020.

La classe « N » est indiquée lorsqu'il n'a pas été possible d'estimer la performance énergétique du bâtiment, faute de consommation énergétique ou d'éléments probants sur la qualité des installations.

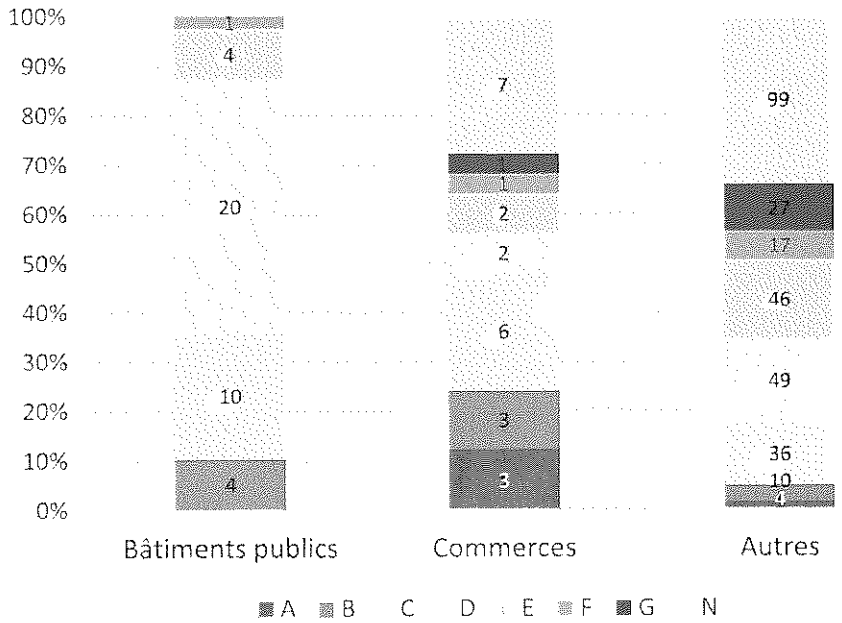


Figure 105 : Répartition des classes énergétiques issus des DPE effectués de 2013 à 2020

Près de 70% des logements audités sont en classes de performance de D à G. La performance du bâti du Pays Barrois semble donc médiocre. Les commerces semblent constituer la catégorie la plus vertueuse, avec 67% des bâtiments classés A, B ou C. L'échantillon assez faible (25 DPE) demande néanmoins à traiter cette information avec prudence.

Évolution et objectifs de consommation énergétique

Grâce à l'*Invent'Air V2020* d'Atmo Grand Est, il est possible de suivre l'évolution de la consommation énergétique des bâtiments tertiaires de 1990 à 2018, selon deux comptabilisations :

- La consommation énergétique finale à climat réel ;
- La consommation énergétique finale corrigée des variations climatiques : cette méthode permet d'atténuer les effets des variations climatiques d'une année à l'autre, particulièrement prégnants compte tenu du poids du chauffage dans les consommations énergétiques des bâtiments, afin de mieux déceler les tendances structurelles.

Pour les deux paramètres étudiés, nous observons deux phases dans l'évolution de ces consommations énergétiques : de 1990 à 2005, la consommation augmente largement (+20% en quinze ans) avant de diminuer pour arriver en 2018 à un niveau 25% plus bas qu'en 1990.

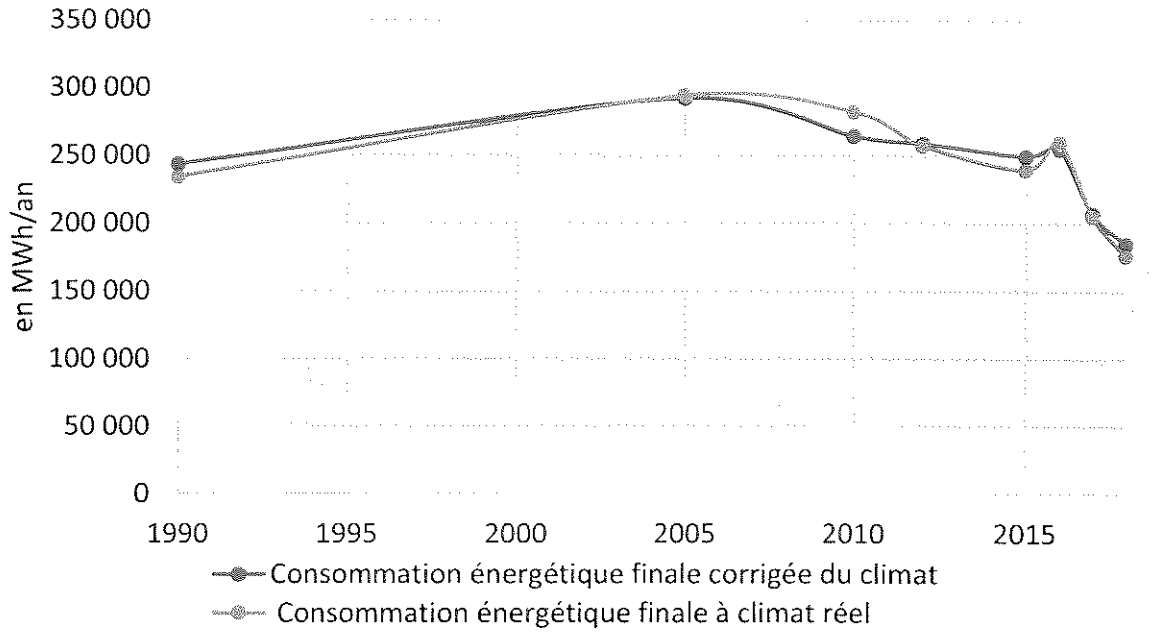


Figure 106 : Évolution de la consommation énergétique des bâtiments tertiaires de 1990 à 2018
Invent'Air 2020, Atmo Grand Est

Adopté en 2007, le Paquet énergie-climat 2020 de l'Union Européenne demandait entre autres de baisser de 20% les consommations d'énergie finale tout secteur confondu en 2020 par rapport à 1990. De son côté, le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité du Territoire (SRADDET) Grand Est a fixé un objectif de baisse des consommations énergétiques de 55% en 2050 par rapport à 2012.

Consommation du secteur tertiaire en MWh/an	1990	2012	2018	Evolution 1990/2018	Evolution 2012/2018
À climat réel	234 170	257 798	176 805	-24%	-31%
Corrigé du climat	243 827	259 478	185 771	-24%	-28%

Tableau 24 : Evolution de la consommation énergétique du secteur tertiaire de 1990 à 2018 - *Invent'air V2020*

Les deux paramètres permettent de dégager les mêmes tendances :

- Le secteur tertiaire du Pays Barrois a largement baissé ses consommations énergétiques depuis 1990 ;
- La baisse se poursuit depuis 2012 et montre une tendance baissière qui s'inscrit dans les objectifs du SRADDET à horizon 2050 ;

Hormis les objectifs chiffrés sur la consommation, le SRADDET demande à la stratégie territoriale des PCAET de prendre en compte ces objectifs régionaux et de contribuer à les atteindre, notamment en rénovant de 10 à 40% du parc résidentiel en niveau BBC d'ici 2030 et de 20 à 80% (selon la catégorie) d'ici 2050.

Focus sur les consommations énergétiques de l'éclairage public

L'éclairage public est, derrière les bâtiments et leurs équipements, un des postes de consommation électrique du secteur tertiaire sur lequel les collectivités peuvent jouer un rôle important. En effet, l'éclairage public est géré par les communes en lien avec les syndicats d'électrification locaux quand ils existent, ainsi qu'avec le syndicat d'électrification départementale la Fuclem.

Selon Enedis, l'éclairage public a consommé, en 2018, 4 545 MWh d'électricité soit 2,6% des consommations d'énergie finale du secteur tertiaire. L'agglomération Bar-le-Duc Sud Meuse représente la grande majorité de ces consommations. C'est également elle qui présente la consommation par habitant la plus élevée, à 94 kWh/hab contre 53 et 53 kWh/hab pour les deux autres et une moyenne de 85 kWh/hab estimée par Atmo Grand Est à l'échelle régionale.

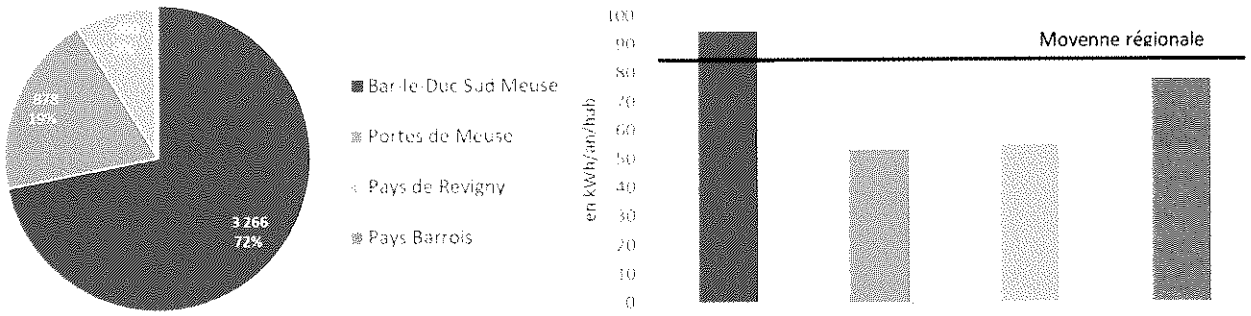


Figure 107 : Consommation de l'éclairage public en 2018 par EPCI (à gauche) et en kWh/an/hab pour chaque EPCI (à droite)
ENEDIS 2018, INSEE 2018

La consommation de l'éclairage public est en forte diminution depuis 2011, première année fournie par Enedis, et ce dans les trois intercommunalités.

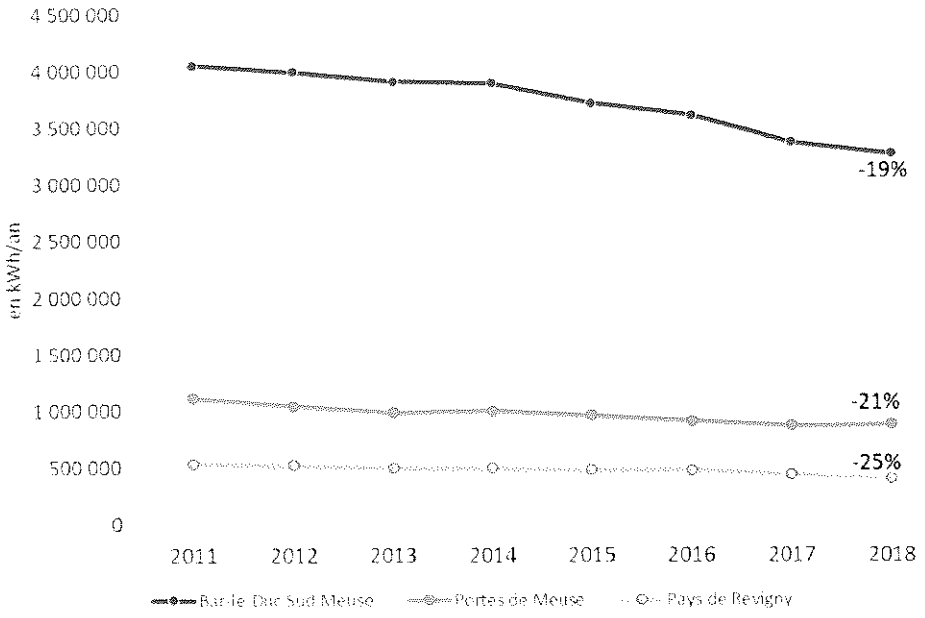


Figure 108 : Évolution des consommations énergétiques de l'éclairage public, de 2011 à 2018
Sources : ENEDIS

Ces améliorations ont plusieurs raisons :

- Le renouvellement progressif des luminaires « fluorés » ou « halogènes » vers des luminaires LED ;
- L'équipement des réseaux d'horloge astronomique ou de capteurs permettant d'adapter au mieux les heures d'allumage ;
- Parfois, l'arrêt ou la baisse de l'éclairage public au milieu de la nuit.

À titre d'exemple, la Ville de Bar-le-Duc programme chaque année le remplacement d'au minimum 80 points lumineux parmi les plus consommateurs. De nombreuses communes profitent également de l'accompagnement du Conseiller en Énergie Partagé du Pays Barrois et des aides financières de la Fuclem notamment pour rénover tout ou partie de leur réseau d'éclairage public.

B. Les émissions de gaz à effet de serre du secteur tertiaire

Les bâtiments tertiaires du Pays Barrois ont émis 30 000 teqCO_2 de gaz à effet de serre en 2018, selon l'Invent'AirV2020 d'Atmo Grand Est.

Comme pour les consommations énergétiques, la part relative du secteur tertiaire dans les émissions totales est très différente selon les EPCI, de 2% dans les Portes de Meuse à 11% en Meuse Grand Sud.

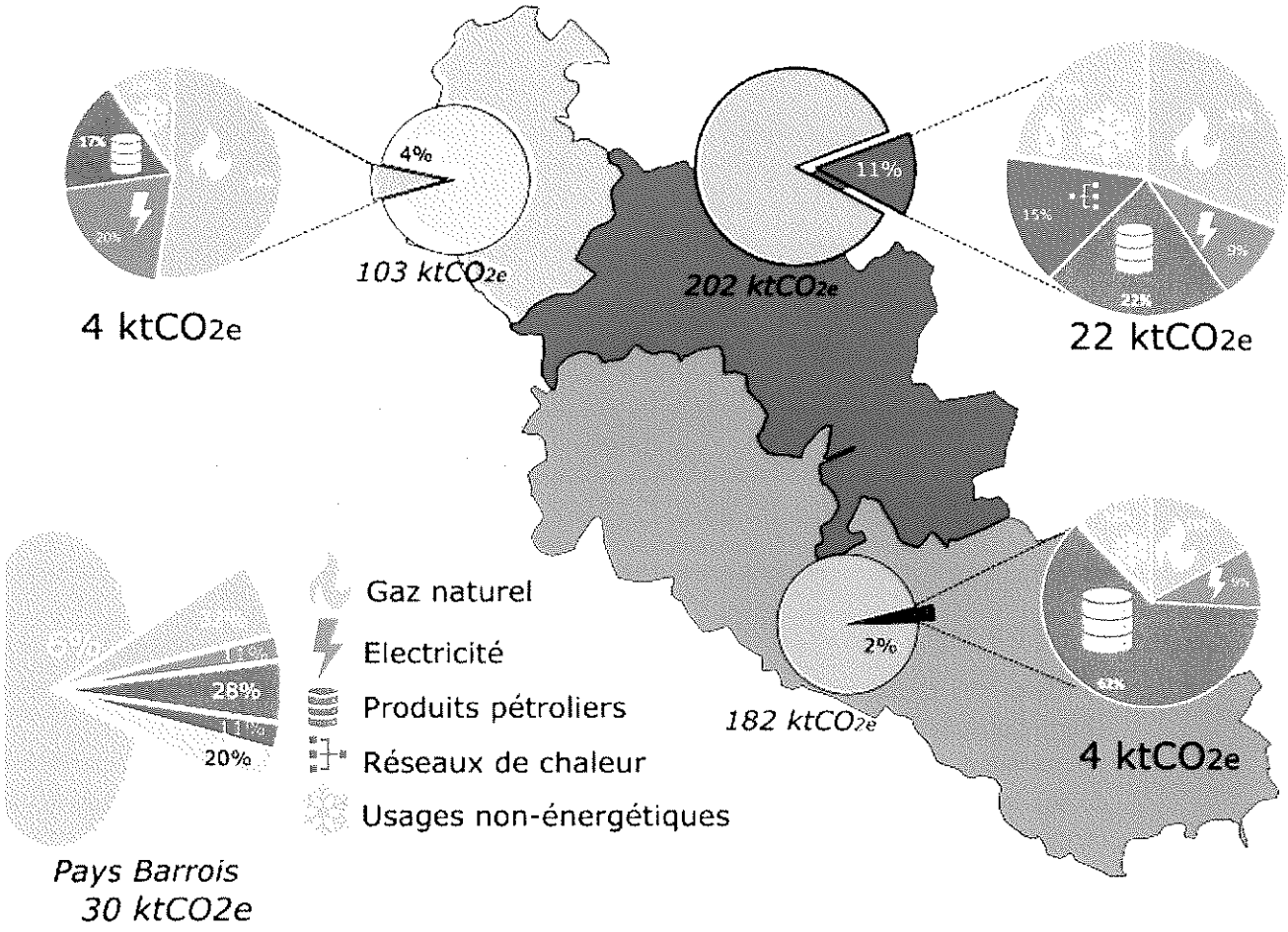


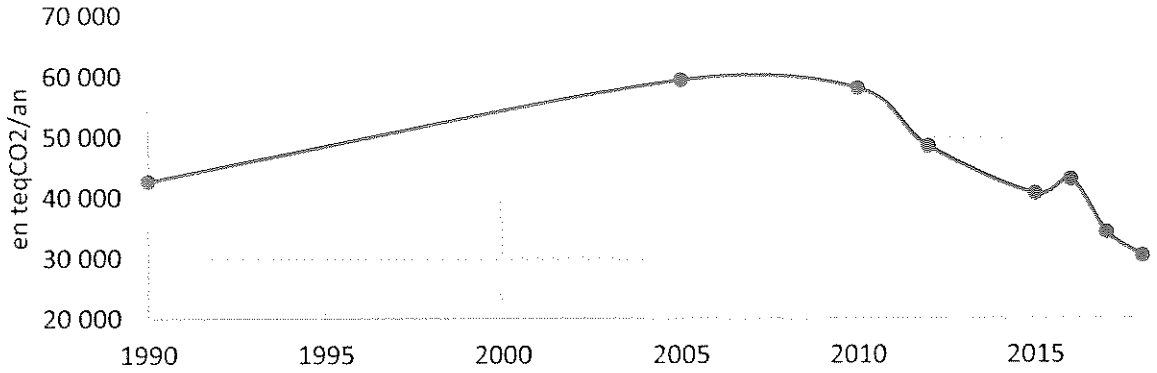
Figure 109 : Part du secteur tertiaire dans les émissions totales de gaz à effet de serre et origines de celles-ci, en 2018
Invent'Air 2020, Atmo Grand Est

La combustion de gaz naturel constitue la plus grande source d'émissions de GES du secteur tertiaire du Pays Barrois, à hauteur de 32%, avec de grandes disparités selon la présence ou non du réseau de gaz naturel dans les communes. **La combustion de produits pétroliers est à l'origine de 28% des émissions de GES** alors qu'elle ne produit que 17% de l'énergie consommée, ce qui illustre bien le caractère polluant de cette source d'énergie. À l'inverse, la consommation d'électricité pèse peu dans les émissions de gaz à effet de serre compte tenu du mode de production du mix électrique en France.

Enfin, les usages non-énergétiques occupent une part importante des émissions de gaz à effet de serre du secteur tertiaire. Celles-ci sont très majoritairement issues des fuites de gaz fluorés utilisés pour la production de froid dans les congélateurs, réfrigérateurs commerciaux et chambres froides, pour la climatisation des locaux et dans une moindre mesure dans les aérosols et extincteurs.

Évolution et objectifs d'émissions de gaz à effet de serre

À l'image de la consommation énergétique, les émissions de gaz à effet de serre du secteur tertiaire ont évolué en deux phases : une augmentation importante dans les années 1990 et début 2000, avant une baisse importante depuis 2005. Cette baisse est plus importante que celle de la consommation énergétique. Ainsi les émissions de gaz à effet de serre des logements en 2018 sont 23% plus faibles qu'en 1990, et 26% plus faibles qu'en 2012. L'objectif du SRADDET Grand Est est de -54% en 2030 par rapport à 2012.



Émissions des gaz à effet de serre en teqCO2/an	1990	2012	2018	Evolution 1990-2018	Evolution 2012-2018
Secteur tertiaire Pays Barrois	42 743	48 464	30 326	-29%	-37%

Figure 110 : Evolution des émissions de gaz à effet de serre du secteur résidentiel – *Invent'Air 2020, Atmo Grand Est*

Cette baisse importante a deux raisons principales :

- La baisse des consommations énergétiques du tertiaire depuis 2005 (voir le chapitre « consommation énergétique du secteur tertiaire » ;
- Le changement du mix énergétique du secteur tertiaire entre 1990 et 2018, avec la disparition de l'usage du charbon, l'apparition, encore faible, du bois-énergie et la baisse importante des produits pétroliers et du gaz naturel en faveur de l'électricité et des réseaux de chaleur et de froid.

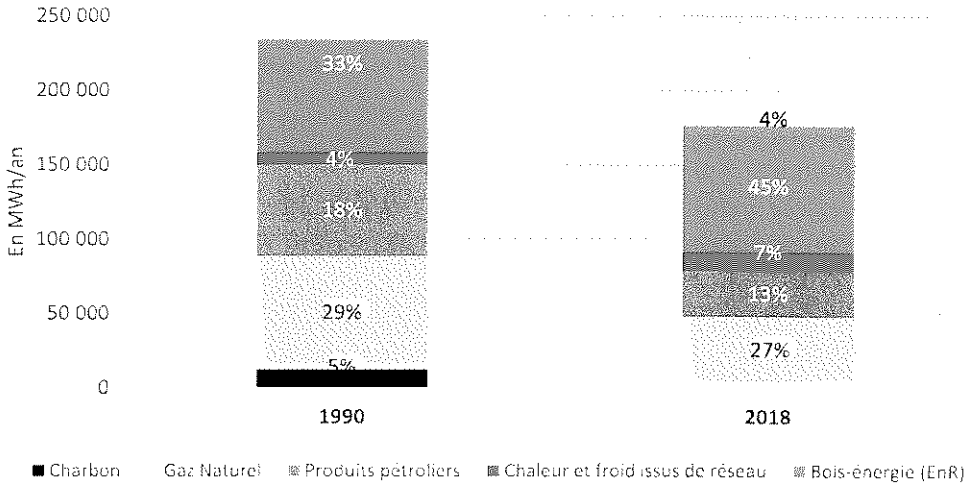


Figure 111 : Évolution du mix énergétique du secteur tertiaire du Pays Barrois – *Invent'Air V2020, Atmo Grand Est*

C. Les émissions de polluants atmosphériques du secteur tertiaire

Le secteur tertiaire est peu responsable de la pollution atmosphérique, représentant moins de 1% des émissions de la plupart des polluants.

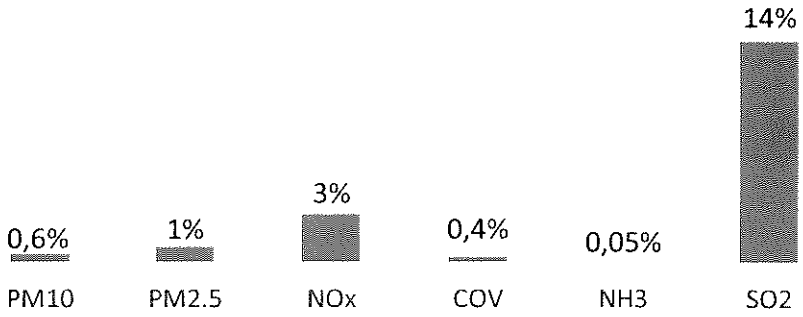


Figure 112 : Part du secteur tertiaire dans les émissions de polluants du Pays Barrois – *Invent'Air V2020*

Le secteur tertiaire est néanmoins responsable de 14% des émissions de dioxyde de soufre du Pays Barrois, principalement dues à la combustion de produits pétroliers.

D. Les enjeux du secteur tertiaire

⇒ Une consommation énergétique faible, marquée par les usages spécifiques de l'électricité (bureautique, production de froid…)
⇒ Une dynamique de baisse des consommations et des émissions positive.
⇒ Des marges de manœuvre pour les collectivités, dans la rénovation de leurs bâtiments et de leur éclairage public.

3. Industrie manufacturière et construction

A. La consommation énergétique industrielle du Pays Barrois

Dans l'inventaire effectué par Atmo Grand Est, conformément aux méthodologies de comptabilisation des PCAET, le secteur industriel comprend l'industrie manufacturière, l'exploitation des carrières et le BTP. S'il n'est pas fait de précision, le terme « secteur industriel » englobera donc ces différents métiers. Les secteurs de la production d'énergie et du traitement des déchets ne sont en revanche pas inclus.

Le secteur industriel du Pays Barrois a consommé en 2018 405 GWh d'énergie finale, représentant 21% de la consommation totale du Pays.

La communauté de communes du Pays de Revigny-sur-Ornain représente 64% de cette consommation énergétique, contre 22% pour l'agglomération Meuse Grand Sud et 14% pour les Portes de Meuse.

Cette répartition est très éloignée de celle de l'emploi salarié des secteurs de l'industrie et de la construction recensé par l'INSEE. Cela s'explique par des activités industrielles hétérogènes sur le territoire, certaines nécessitant un apport d'énergie très important.

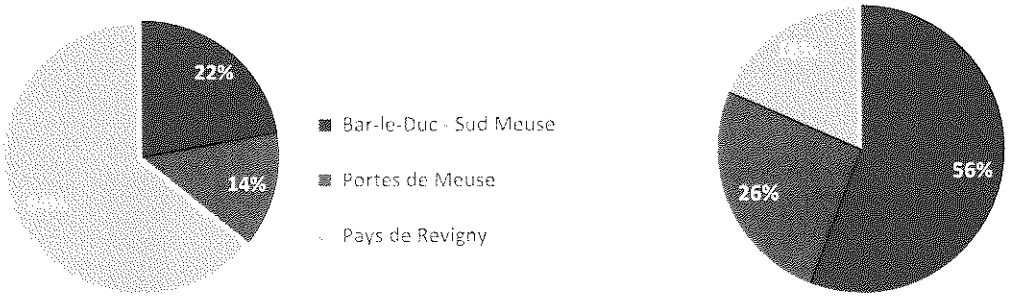


Figure 113 : Répartition de la consommation énergétique (à gauche) et des emplois (à droite) du secteur industriel et de la construction

Sources : Invent'Air V2020 ; Postes salariés des établissements actifs en décembre 2017, INSEE

La part relative du secteur industriel dans la consommation énergétique totale est très différente selon les EPCI, de 9% dans les Portes de Meuse à 58% sur le territoire de la COPARY.

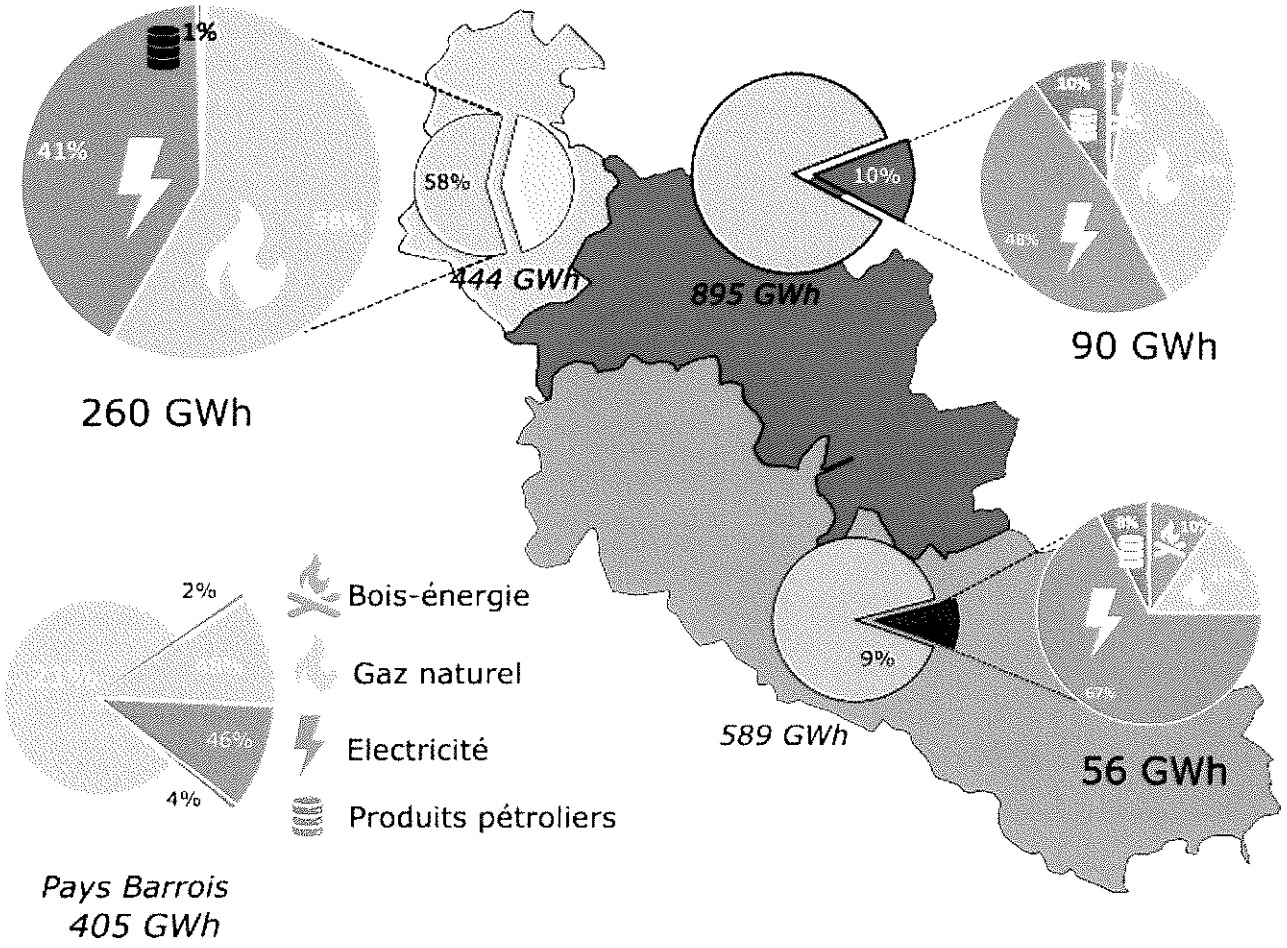


Figure 114 : Part du secteur industriel dans la consommation énergétique totale et type d'énergie consommée en 2018

Invent'Air 2020, Atmo Grand Est

Le gaz naturel et l'électricité sont les énergies les plus consommées par le secteur industriel en 2018, représentant à eux deux 94% du total. Leurs usages sont principalement dédiés aux procédés industriels et à la production de chaleur pour le gaz naturel, et au fonctionnement de la machinerie, des outils informatiques et de l'éclairage pour l'électricité.

Il est à noter que les produits pétroliers représentent une très faible part des consommations industrielles et que le bois-énergie et autres énergies renouvelables (biométhane, déchets...) sont utilisés, faiblement, depuis 2005.

Évolution et objectifs de consommation énergétique

La consommation énergétique du secteur industriel a diminué en continue depuis 1990, passant de 725 MWh/an en 1990 à 405 MWh/an en 2018, soit une baisse de 44% en 28 ans.

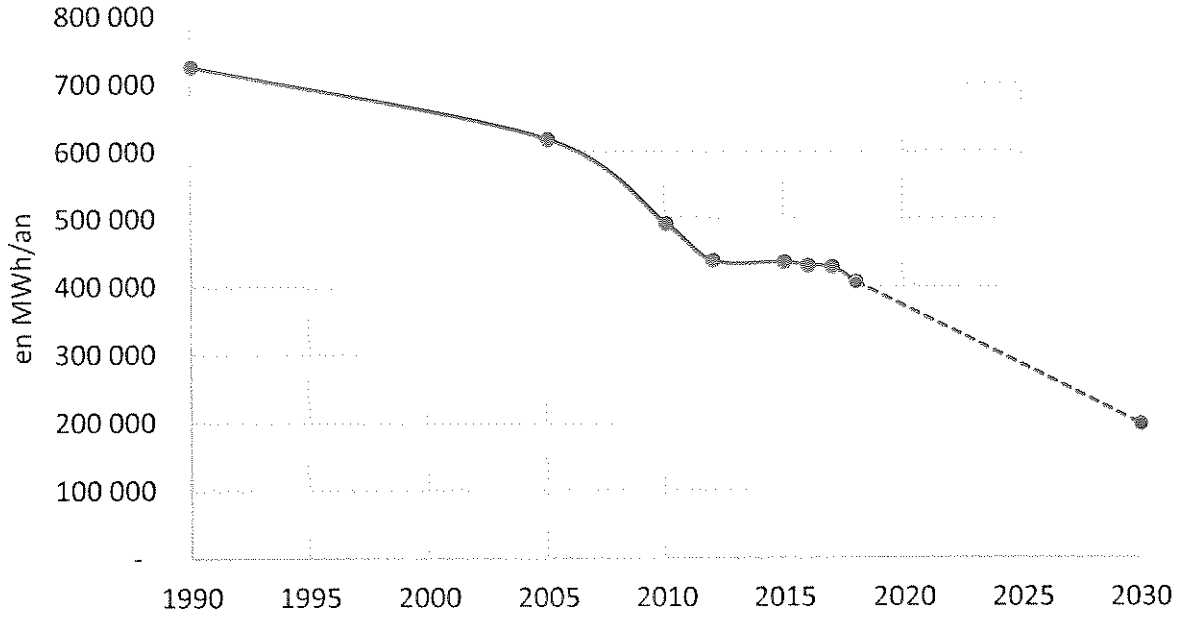


Figure 115 : Évolution de la consommation énergétique du secteur industriel de 1990 à 2018 et objectif du SRADDET pour 2030
Invent'Air 2020, Atmo Grand Est

Celle-ci provient en partie de la déprise industrielle importante sur le territoire mais l'efficacité énergétique des procédés industriels et des machines est aussi un levier primordial.

Adopté en 2007, le Paquet énergie-climat 2020 de l'Union Européenne demandait entre autres de baisser de 20% les consommations d'énergie finale tout secteur confondu en 2020 par rapport à 1990. De son côté, le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité du Territoire (SRADDET) Grand Est a fixé un objectif de baisse des consommations énergétiques de 55% en 2050 par rapport à 2012.

Consommation industrielle en MWh/an	1990	2012	2018	Evolution 1990/2018	Evolution 2012/2018
À climat réel	725 466	437 755	405 331	-44%	-7%

Tableau 25 : Evolution de la consommation énergétique du secteur industriel de 1990 à 2018 - *Invent'air V2020*

Si la tendance s'inscrit très largement dans les objectifs régionaux et européens, l'enjeu est maintenant de poursuivre cette baisse tout en préservant l'activité industrielle locale.

B. Les émissions de gaz à effet de serre

Les émissions de gaz à effet de serre (GES) du secteur industriel sont proportionnellement moins faibles que ses consommations énergétiques. Ainsi l'industrie compte pour 11% des émissions de GES du Pays Barrois, avec des disparités importantes selon les territoires : de 2% dans les Portes de Meuse à 34% sur la COPARY.

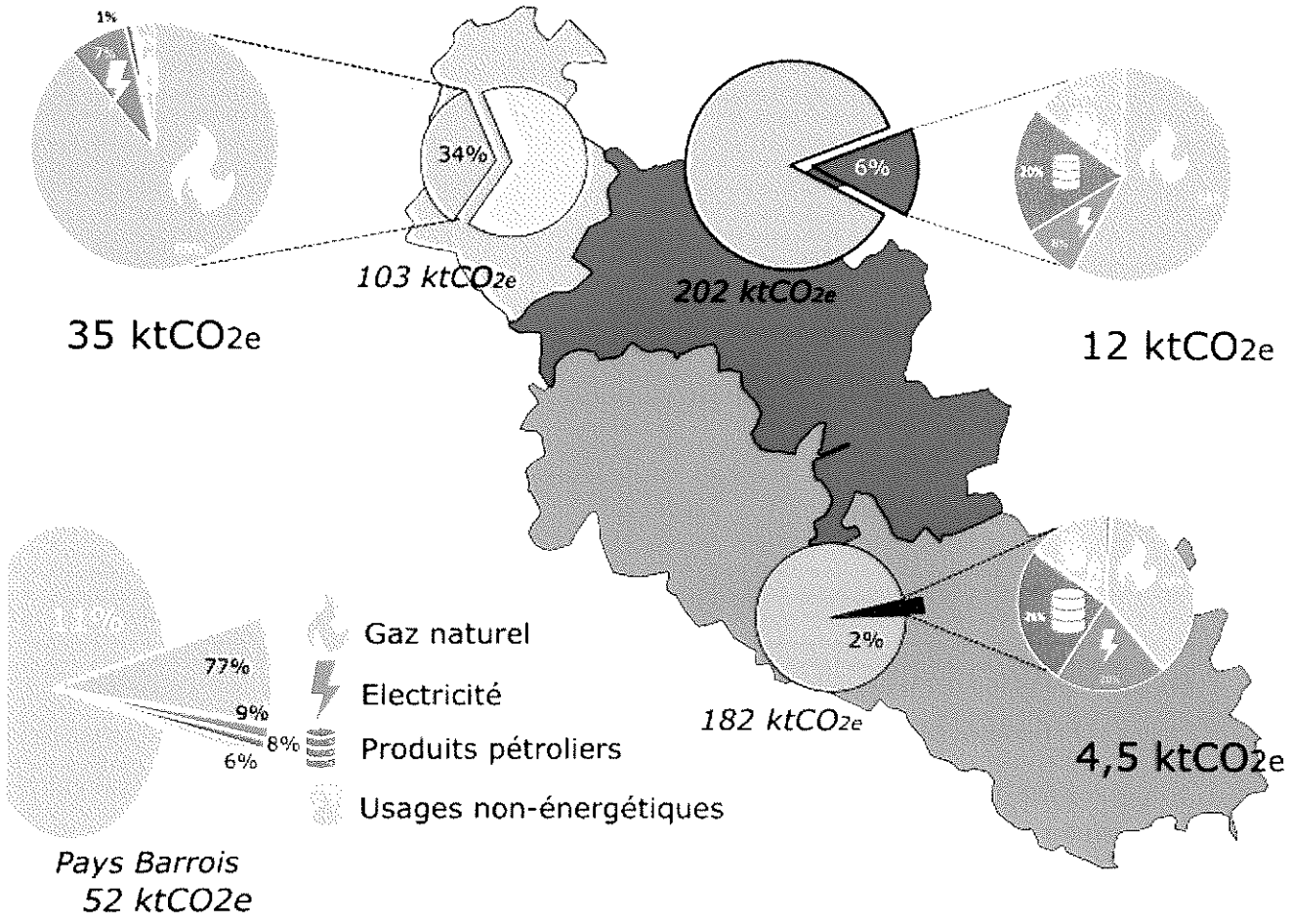


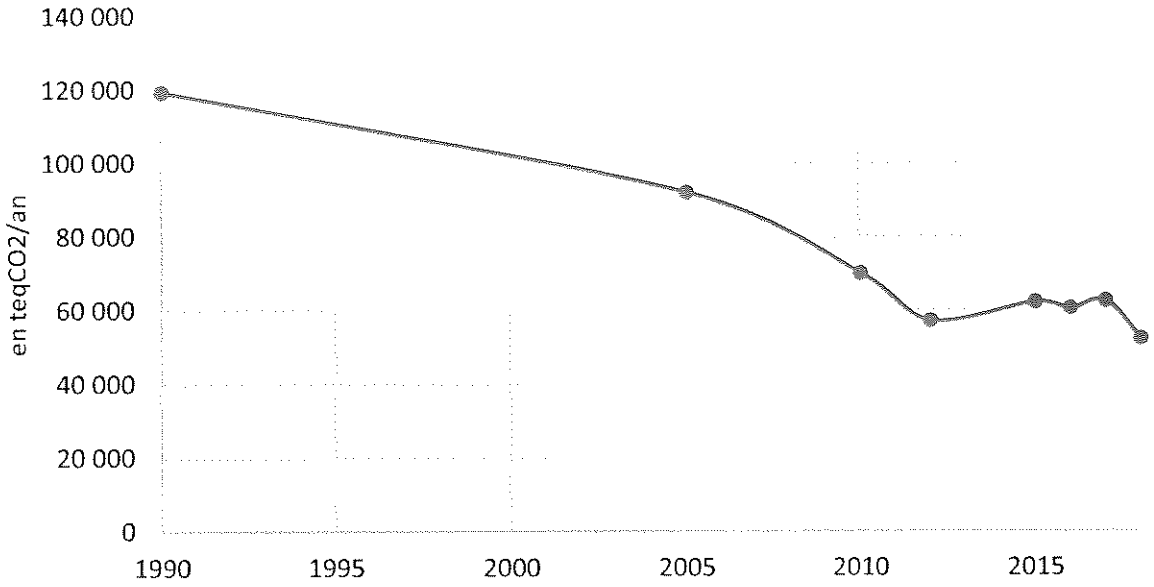
Figure 116 : Part du secteur industriel dans les émissions totales de GES et origines de celles-ci, en 2018
Invent'Air 2020, Atmo Grand Est

Le gaz naturel est à l'origine de 77% des émissions de GES de l'industrie, très loin devant l'électricité (9%) et les produits pétroliers (8%).

À seulement 6%, les usages non-énergétiques représentent une faible part des émissions de gaz à effet de serre, principalement des gaz fluorés. Ceux-ci proviennent de procédés industriels très spécifiques, mais aussi du BTP, comme l'enrobage des routes par exemples.

Évolution et objectifs d'émissions de gaz à effet de serre

À l'image de la consommation énergétique, les émissions de gaz à effet de serre du secteur industriel ont drastiquement diminué depuis 1990 : -56% de 1990 à 2018.



Émissions des gaz à effet de serre en teqCO2/an	1990	2012	2018	Evolution 1990-2018	Evolution 2012-2018
Secteur industriel du Pays Barrois	119 407	57 066	52 114	-56%	-9%

Figure 117 : Évolution des émissions de gaz à effet de serre du secteur résidentiel – *Invent'Air 2020, Atmo Grand Est*

Cette baisse importante a pour raisons principales la baisse des consommations énergétiques et un recours plus faible aux produits pétroliers (-67%) et au gaz naturel (-60%). En revanche, les émissions non-énergétiques ont été triplées de 1990 à 2018.

Des efforts importants sont faits de la part de certains industriels du Pays Barrois, le réduction du « coût du CO_2 » étant également devenu un facteur de leur compétitivité.

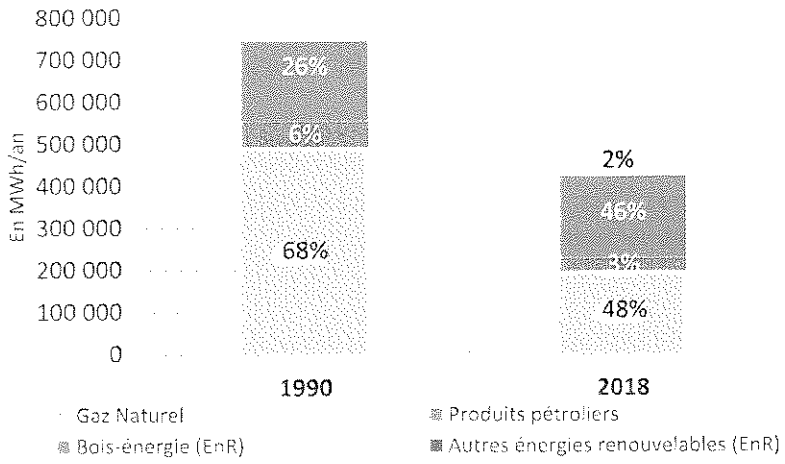


Figure 118 : Évolution du mix énergétique du secteur industriel du Pays Barrois
Invent'Air V2020, Atmo Grand Est

C. Les émissions de polluants atmosphériques du secteur industriel

L'industrie et la construction sont responsables de 8 à 25% des émissions des principaux polluants atmosphériques.

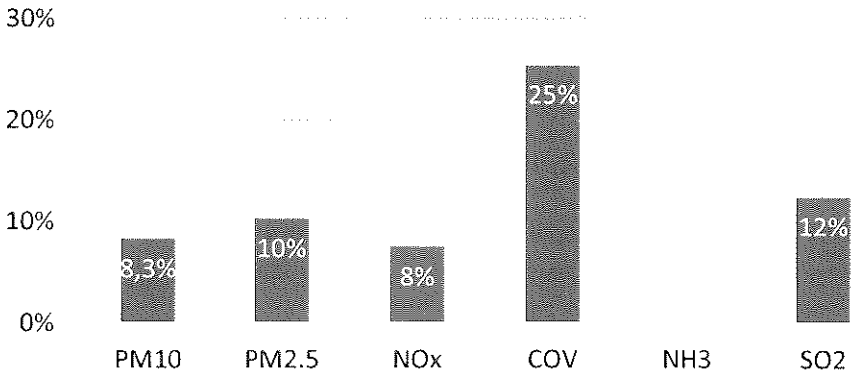


Figure 119 : Part du secteur industriel dans les émissions de polluants du Pays Barrois – *Invent'Air V2020*

Ces proportions sont assez faibles, notamment grâce aux baisses importantes des émissions de la plupart des polluants depuis 1990. Seules les émissions industrielles de NH_3 ont augmenté, mais restent insignifiantes par rapport aux émissions provenant de l'agriculture.

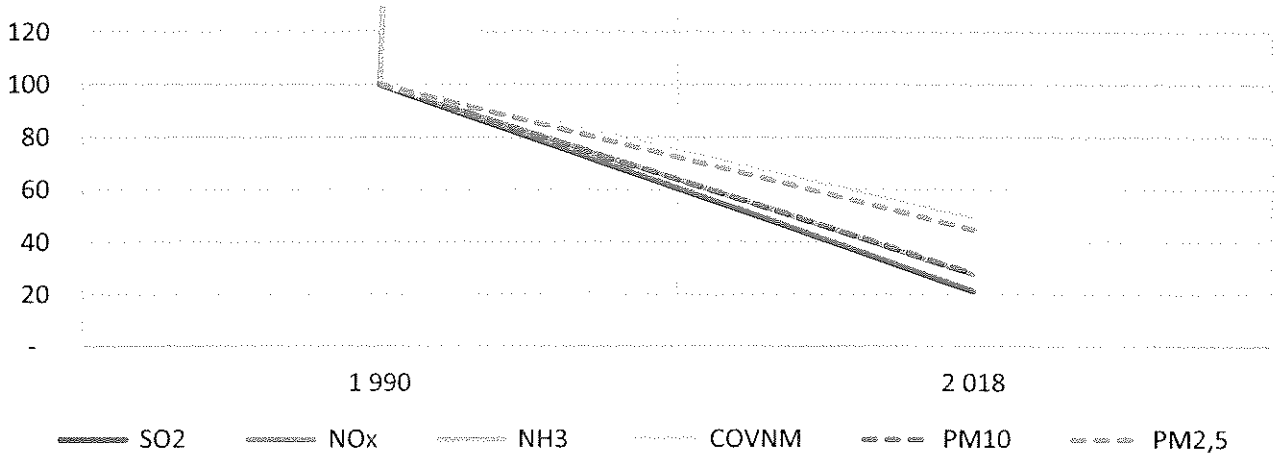


Figure 120 : Évolution des émissions de polluants atmosphériques, de 1990 à 2018 – *Invent'Air V2020*

Les émissions d'origines non-énergétiques sont importantes parmi les composés organiques volatiles et parmi les particules fines. Celles-ci proviennent de certains procédés industriels mais aussi des chantiers du BTP.

D. Les enjeux de l'industrie

⇒ Des consommations et émissions polarisées sur quelques grands sites qui sont autant de leviers d'amélioration facilement identifiables.

⇒ Une dynamique de baisse des émissions de GES et de polluants à poursuivre.

4. Transports

A. Les transports du Pays Barrois

Dans ce diagnostic climat, air, énergie, les transports sont différenciés en deux principales catégories :

- Les transports routiers : véhicules particuliers, deux-roues motorisés, transports collectifs de personnes, poids-lourds...
- Les transports non-routiers : transports ferrés de personnes, fret, péniches, transport aérien...

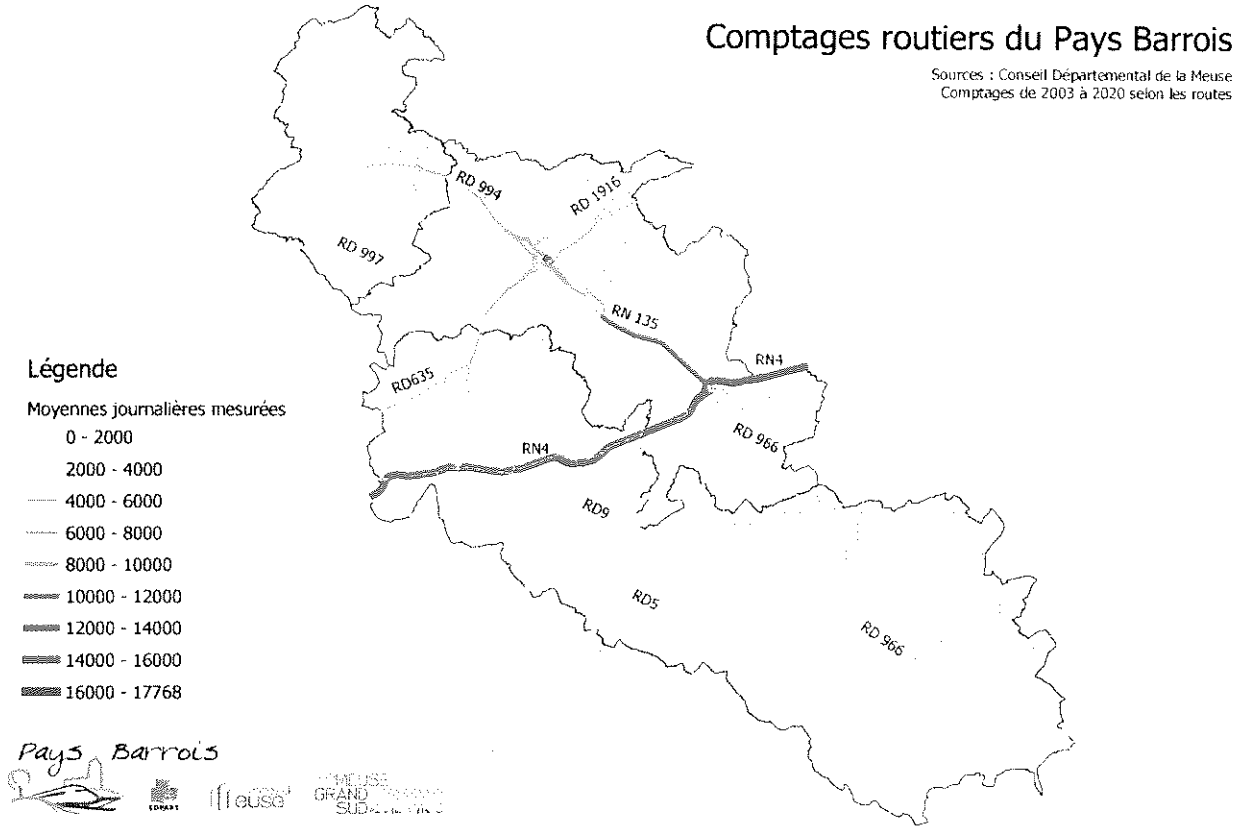
Les déplacements doux (piétons, vélos) n'apparaissent pas dans le diagnostic climat, air, énergie car ils ne sont pas consommateurs d'énergie ni émetteurs de polluants. L'analyse de leur usage sera néanmoins faite car ils constituent une alternative intéressante aux transports motorisés.

Les axes routiers du Pays Barrois

Le réseau routier du Pays Barrois se structurent autour d'axes forts qui sont :

- La route nationale 4 : reliant Paris à Strasbourg, la RN4 est localement un axe structurant entre Saint-Dizier et Ancerville à l'Ouest et Ligny-en-Barrois, puis Toul et Nancy à l'Est. Elle dessert transversalement les axes secondaires structurant des vallées de la Saulx et de l'Ornain.
- La route nationale 135 relie Bar-le-Duc à cette RN4 à Ligny-en-Barrois. Longeant l'Ornain, elle se prolonge au nord par la RD994 vers Revigny-sur-Ornain et au sud par la RD966 vers Gondrecourt-le-Château.
- La route départementale RD635 lie Bar-le-Duc à Saint-Dizier ; au Nord-Est, elle se prolonge par la RD1916 Voie Sacrée vers Verdun ;
- Enfin les routes départementales RD5, RD9 et RD997 longent la Saulx, de Montiers-sur-Saulx à Contrisson.

Au total, le Pays Barrois compte plus de 1000 km de routes départementales et nationales, dont plus de la moitié sur la communauté de communes des Portes de Meuse. Des comptages sont régulièrement effectués par le Conseil Départemental de la Meuse sur les routes dont il assure la gestion. La carte ci-dessous présente les résultats de ces comptages effectués de 2003 à 2020. La période des relevés étant longue et ceux-ci étant effectués à des périodes différentes de l'année, les résultats ne peuvent être que partiels mais permettent tout de même de dégager des tendances lourdes.



Carte 15 : Réseau routier du Pays Barrois et comptages effectués de 2003 à 2020 – *Conseil Départemental 55*

La circulation et les déplacements automobiles

Au sein du Pays Barrois, ou lors de déplacements extraterritoriaux, une large majorité des déplacements se fait à l'aide de la voiture individuelle. Avec plus de 81% de part modale à l'échelle du Pays Barrois, la voiture individuelle est de très loin le 1er mode de déplacement pour le travail. Elle est, sans surprise, plus utilisée dans les communes plus rurales, à distances des principaux pôles d'emploi (88% dans la CC Portes de Meuse, contre 68% dans la commune de Bar-le-Duc).

L'utilisation de l'automobile est en progression (+1,2 point de pourcentage) depuis 2014. Le second mode de déplacement domicile-travail est la marche à pieds (8,5%).

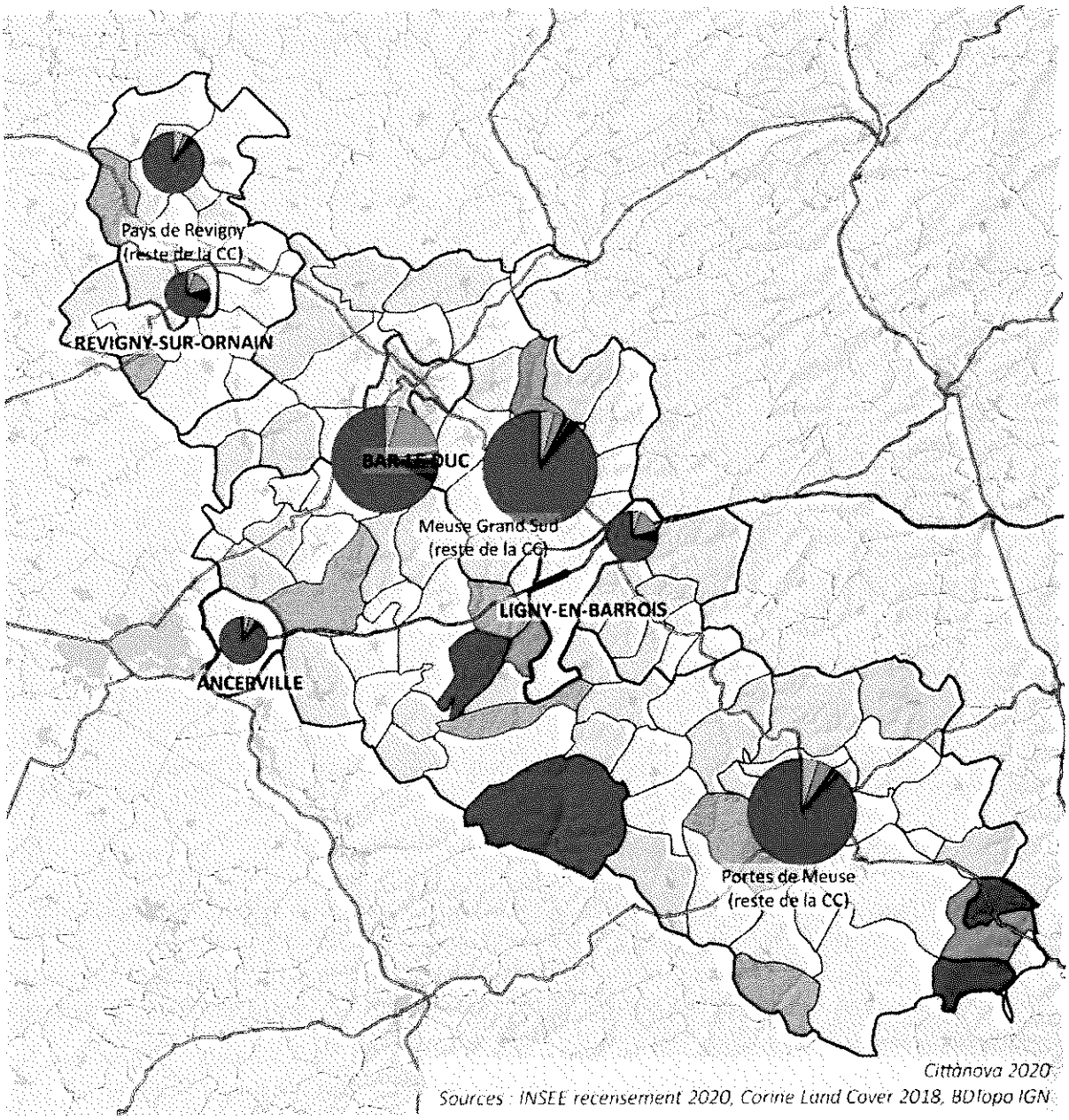


Figure 121 : Part modale des déplacements quotidiens pour le travail en 2017 et évolution de l'utilisation de la voiture entre 2014 et 2017 –*INSEE Recensement 2020 – Cittànova pour l'évaluation du SCoT du Pays Barrois*

Sur la base des comptages du Conseil Départemental de la Meuse, il est possible d'estimer la circulation automobile, en véhicules.km, dans chaque intercommunalité, mais aussi d'isoler la part importante qui est due à la route nationale 4. Compte tenu des incertitudes sur ces données, les valeurs absolues sont moins intéressantes que les ordres de grandeur qui en découlent.

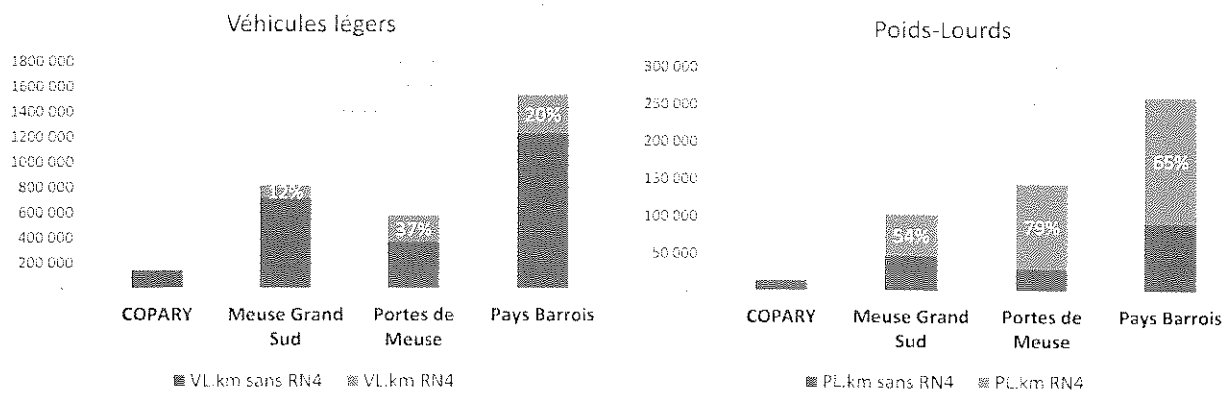


Figure 122 : Trafic automobile journalier en véhicule.km par EPCI, et part de la RN4 – *Données Conseil Départemental 55, calculs Pays Barrois*

C'est sur l'agglomération Meuse Grand Sud que la circulation est la plus importante avec plus de la moitié des véhicules.km, alors que la communauté de communes des Portes de Meuse, qui compte pourtant le plus long réseau routier, représente environ le tiers de la circulation des véhicules légers.

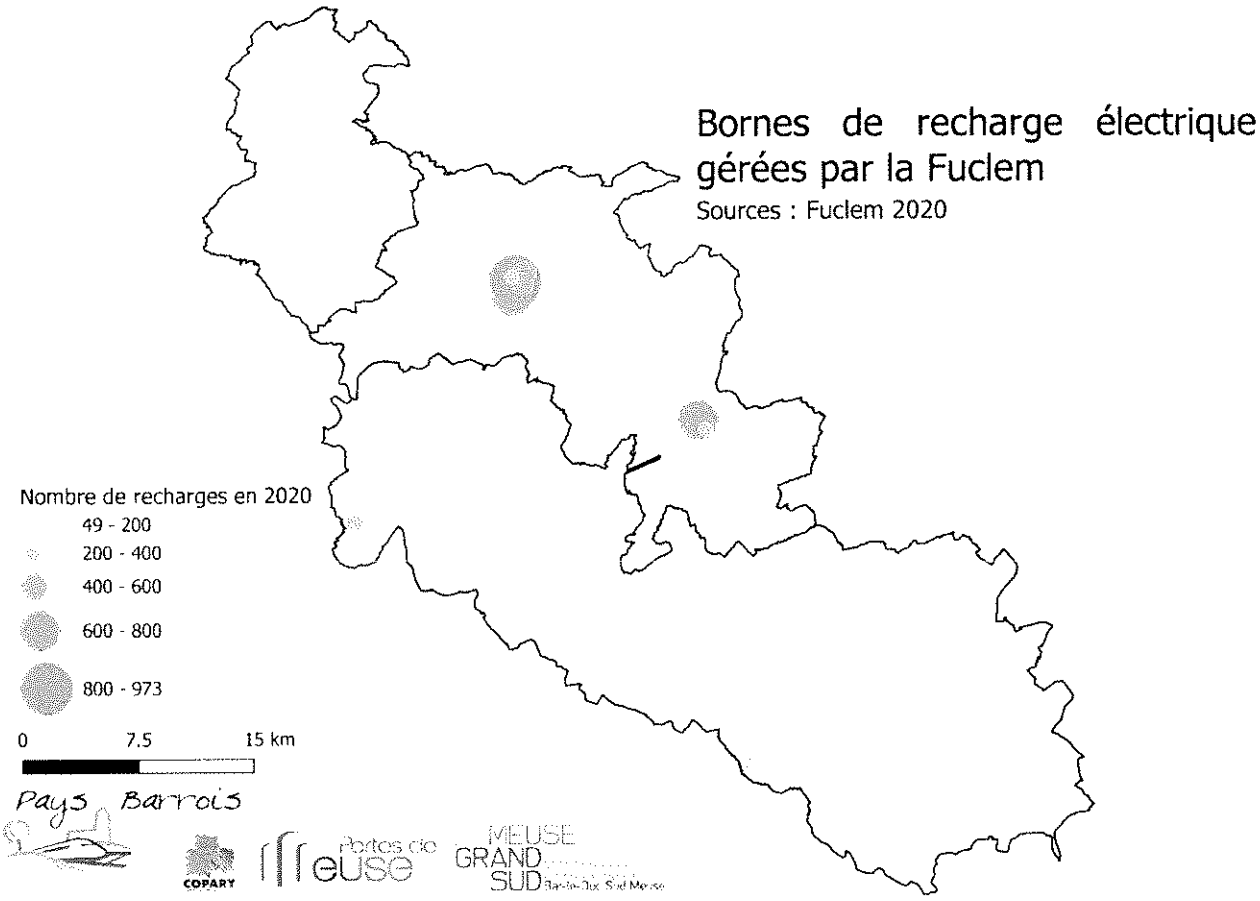
La circulation des poids-lourds se répartit différemment et se polarise sur les principaux axes : la Route Nationale 4 en capte 65%. En moyenne, un véhicule sur trois sur la RN4 est un poids-lourd.

Les carburants alternatifs aux énergies fossiles

L'automobile étant difficilement remplaçable dans la quasi-totalité des communes du Pays Barrois, les carburants alternatifs aux énergies fossiles peuvent faire partie des solutions au tout-pétrole.

Le syndicat d'électrification de la Meuse FUCLEM gère 13 bornes de recharge de véhicules sur la Pays Barrois : cinq à Bar-le-Duc, deux à Ligny-en-Barrois et six sur diverses communes des Portes de Meuse. La COPARY n'est pour le moment pas pourvue en bornes FUCLEM.

Ces bornes totalisent 4548 recharges individuelles en 2020, soit en moyenne une recharge par jour par borne, pour une consommation électrique de 73 MWh/an, soit 0,004% de la consommation énergétique des transports du Pays Barrois. L'usage est très variable d'une borne à l'autre.



Carte 16 : Localisation et usage des bornes de recharge électrique gérées par la Fuclem

De plus, des sites de production et/ou distribution de bio-GNV (biogaz naturel pour véhicules, issu de la méthanisation) ou d'hydrogène sont à l'étude mais aucun projet n'est pour l'instant officiellement lancé.

Les transports en commun

Au-delà du réseau routier, le Pays Barrois compte un axe ferroviaire, desservant les gares de Revigny, Bar-le-Duc et Nançois-Tronville. Les liaisons voyageurs permettent de lier ces gares à Châlons-en-Champagne et Paris à l'ouest et Commercy, Nancy ou Metz à l'est). Les autres communes du territoire ne sont pas desservies, notamment toute l'EPCI Portes de Meuse. La Région Grand Est complète l'offre de TER par le réseau départemental de bus interurbains *FLUO 55*. Sur les 7 lignes de bus régulières du département de la Meuse, 4 sont au départ de la gare multimodale de Bar-le-Duc, vers :

- Verdun (ligne 2, 7 allers-retours quotidiens en semaine),

- Gondrecourt-le-Château (ligne 18, 3 allers-retours en semaine environ 400 passagers hebdomadaires d'après un relevé en septembre 2019)

- Saint-Dizier (Ligne 19, 7 allers-retours quotidiens en semaine)

- Sermaize-les-Bains (Ligne 63, 6 allers-retours quotidiens en semaine avec desserte de la gare de Revigny).

Enfin la Région est également gestionnaire de la navette permettant aux usagers de la gare Meuse TGV de la rejoindre au départ de la gare multimodale de Bar-le-Duc.

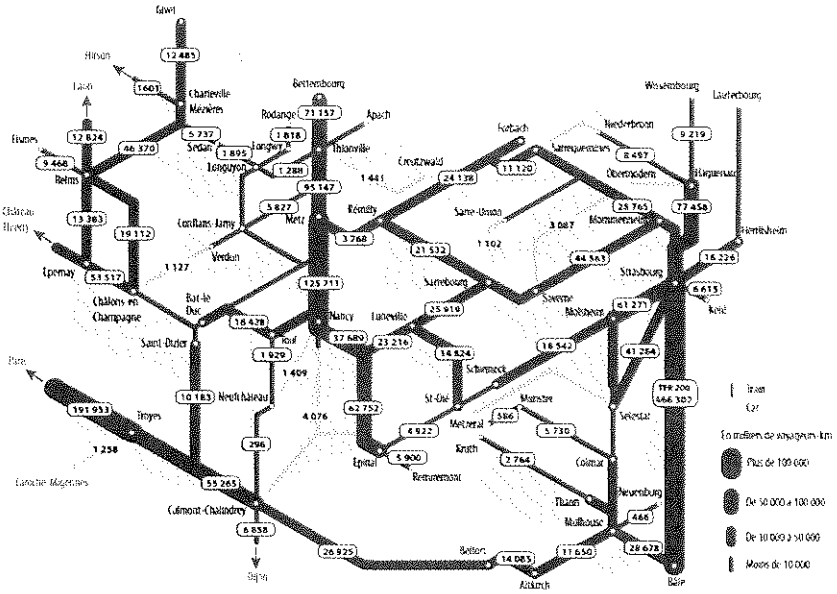


Figure 123 : Trafic voyageurs TER dans la région Grand Est en 2018 - ORTL *Grand-Est, Région Grand Est, SNCF*

Par ailleurs, l'agglomération Meuse Grand Sud est Autorité Organisatrice des Mobilités (ex-AOT) et a mis en place différents services de transports qui ont contribué à faciliter l'accessibilité de l'emploi et des services. Parmi ceux-ci, la ligne de bus 1 permet de relier Bar-le-Duc à Ligny-en-Barrois, notamment pour répondre aux besoins de transports des salariés de la zone de la Ballastière. Ce service a été mis en place en juillet 2014. La fréquentation était en hausse jusqu'en 2018 mais les années 2019 (grèves multiples) et 2020 (crise sanitaire) ont limité le recours aux lignes de bus.

Trois autres lignes, plus anciennes, contribuent également à la desserte du centre de Bar-le-Duc ainsi que celles de quelques pôles générateurs de déplacements, à l'image du Centre Hospitalier et du centre commercial Grande Terre.

Le transport scolaire est également du ressort de l'agglomération sur son territoire, qui a ainsi pris la relève du Conseil Départemental. L'offre de transport scolaire de l'agglomération se compose de 8 lignes dédiées, venant compléter les 4 lignes de bus régulières.

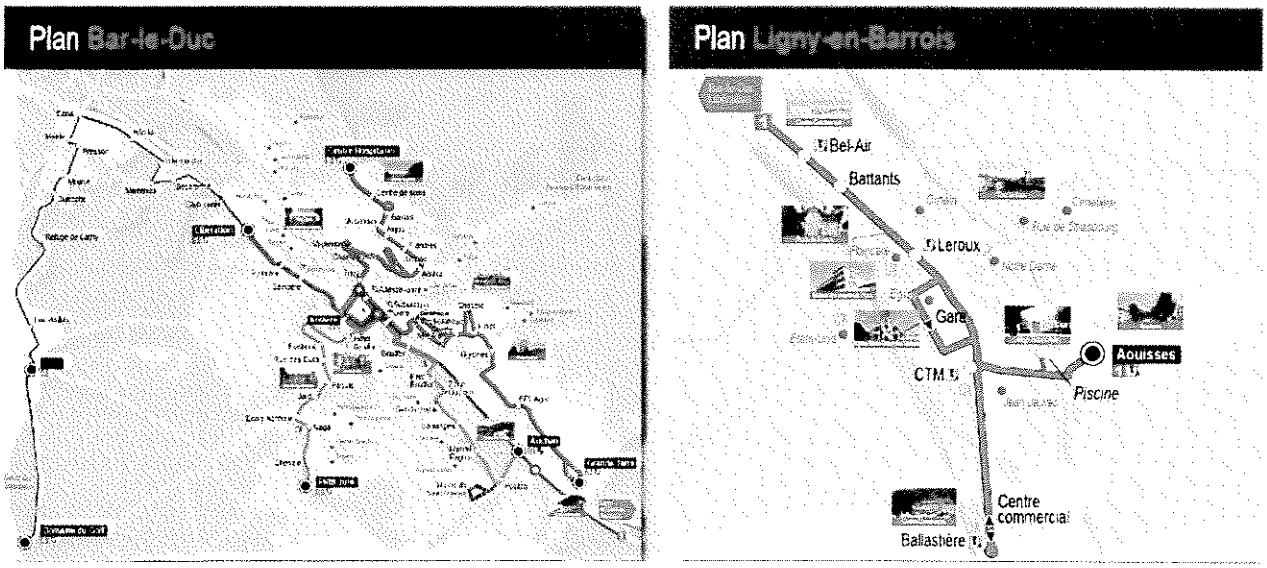


Figure 124 : Plan de réseau des lignes régulières des Transports Urbains du Barrois (TUB)

Les déplacements doux

La marche à pieds ou le vélo représentent moins de 5% des déplacements domicile-travail sur le Pays Barrois, à la différence notable de Bar-le-Duc, où ce taux avoisine les 25%.

Le territoire est partiellement parcouru par un tronçon de voie verte, sur l'itinéraire de l'axe Paris – Strasbourg – Prague. Du point de vue touristique, ce tronçon isolé pêche par l'absence de connexions avec les liaisons voisines, notamment vers Saint-Dizier et Nancy. Pour la mobilité du quotidien, cette voie verte est utilisée par certains travailleurs, notamment pour se rendre sur la zone de la Ballastière à Ligny-en-Barrois, mais cela reste limité par l'absence de connexions avec les points d'attraction, les centres-villes et les cœurs de village. Son positionnement le long de la Vallée de l'Ornain, de Rancourt-sur-Ornain à Demange-aux-Eaux, est une opportunité pour la création d'un réseau cyclable.

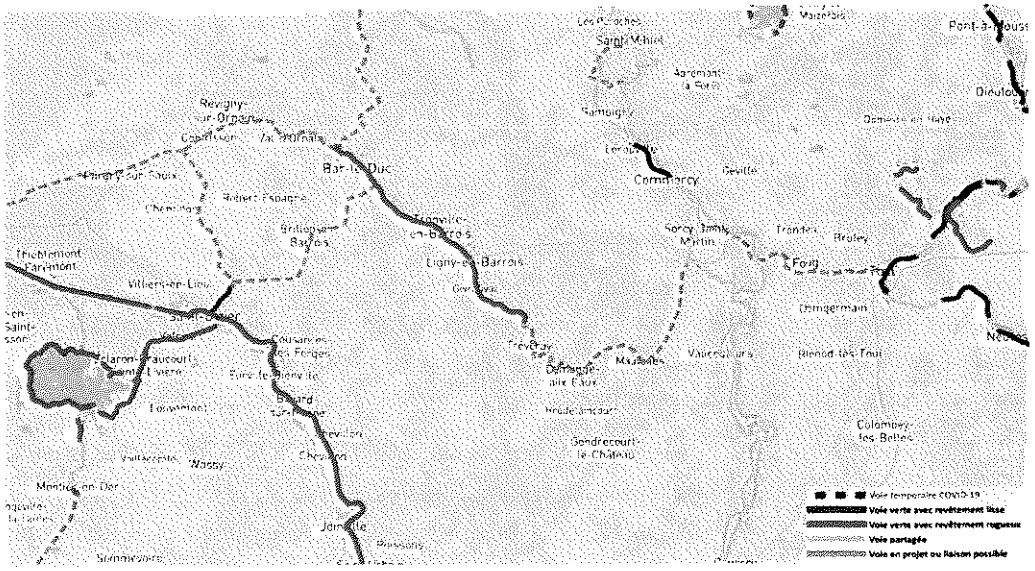


Figure 125 : Carte du schéma national des voies vertes et véloroutes
Association Française pour les Véloroutes et Voies Vertes

Les longues distances et la topographie compliquent l'aménagement cyclable du territoire. La prise en compte du vélo dans les autres modes de transport (train, bus) limite par moment son utilisation.

Le fret ferroviaire et fluvial

La voie ferrée Châlons-en-Champagne – Nancy est particulièrement stratégique pour le fret ferroviaire, avec une moyenne de 49 passages quotidiens de trains de fret en 2017 au point de comptage de Nançois-Tronville. La réouverture du tronçon Nançois – Gondrecourt-le-Château au fret est également prévu dans le cadre du projet Cigéo. Bien que de faible capacité, la ligne pourra éventuellement permettre le passage de quelques trains pour le fret local.

Le Schéma de Cohérence Territorial du Pays Barrois identifie par ailleurs le canal de la Marne au Rhin et le port d'Houdelaincourt comme une opportunité de valoriser le transport de fret et de matériaux.

Ces deux moyens de transports de marchandises représentent pour le moment une part anecdotique du fret sur le Pays Barrois, dominé par le transport routier. Sur les routes du Pays Barrois, 6% des véhicules sont des poids-lourds. Ce taux monte à 35% sur la RN4, 13% sur la RD75 entre Laimont et Brabant-le-Roi et 12% sur la Voie Sacrée.

B. La consommation énergétique des transports

Dans l'inventaire effectué par Atmo Grand Est, conformément aux méthodologies de comptabilisation des PCAET, les transports sont pris en compte selon la méthode cadastrale :

- La circulation routière et non-routière sur le territoire est prise en compte, quelles que soient les origines et les destinations : le trafic de transit est donc comptabilisé ;
- Les déplacements des habitants ou salariés du Pays Barrois ne sont comptabilisées que sur le territoire : un déplacement quotidien d'un Barisien travaillant à Verdun n'est comptabilisé que jusqu'à la frontière du Pays Barrois.

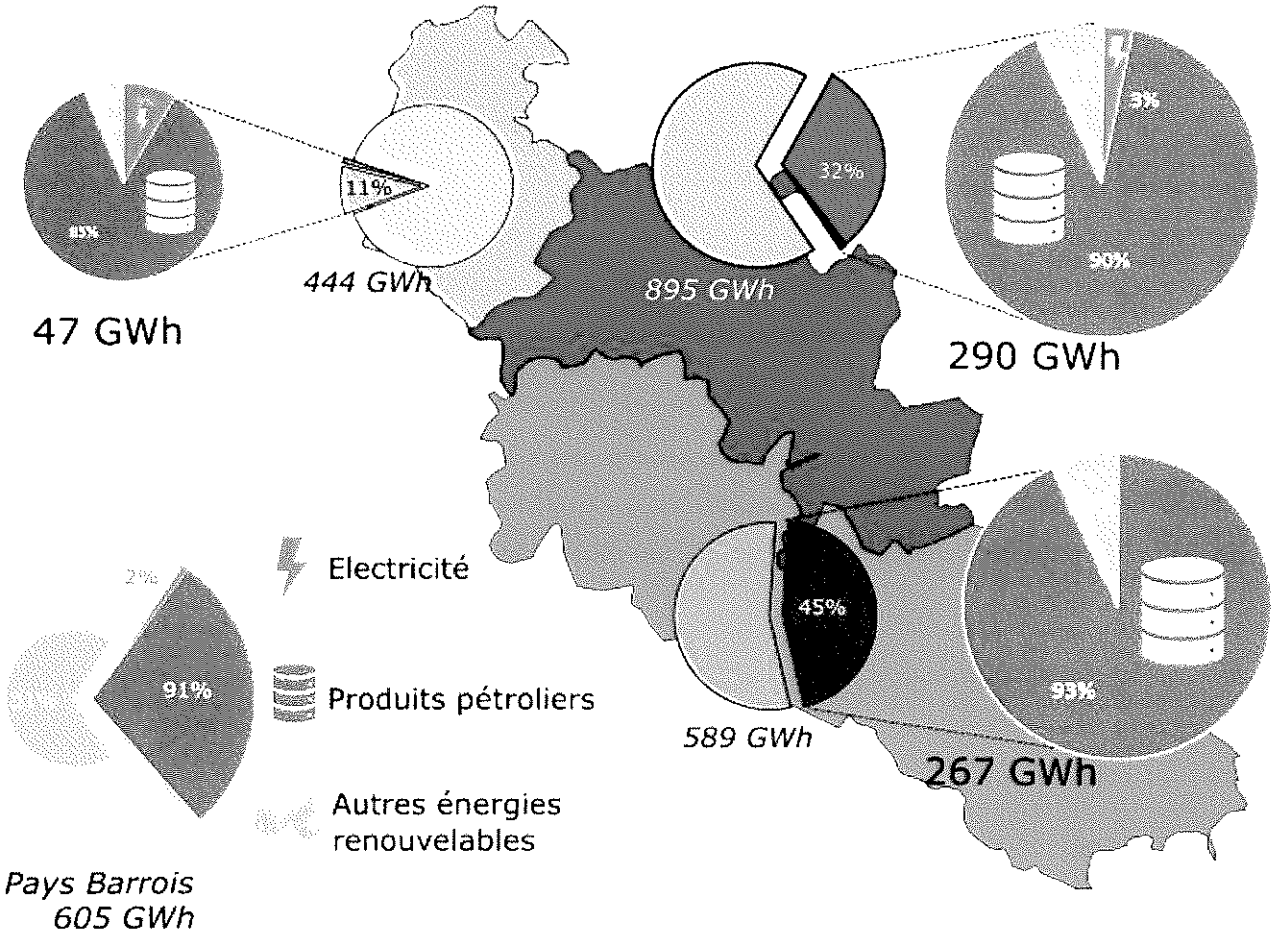


Figure 126 : Part des transports dans la consommation énergétique totale et type d'énergie, en 2018
Invent'Air 2020, Atmo Grand Est

Le secteur des transports consomme 31% de l'énergie du Pays Barrois, dont plus de 30% pour les seuls transports routiers. Ceux-ci consomment quasi-exclusivement des produits pétroliers et des agrocarburants inclus dans les carburants conventionnels. La part d'électricité (2% à l'échelle du Pays Barrois) est principalement issue des transports ferroviaires. Les véhicules routiers électriques représentaient encore en 2018 une part infime de l'énergie consommée (seulement 0,4% dans les Portes de Meuse où il n'y a pas de voies ferrées en fonction), tout comme les véhicules au gaz naturel (seulement 0,1%).

Évolution de la consommation énergétique et objectifs

Contrairement aux autres secteurs, la consommation énergétique des transports routiers ne connaît pas pour le moment de baisse sensible : celle-ci demeure autour de 600 000 MWh/an depuis 2005.

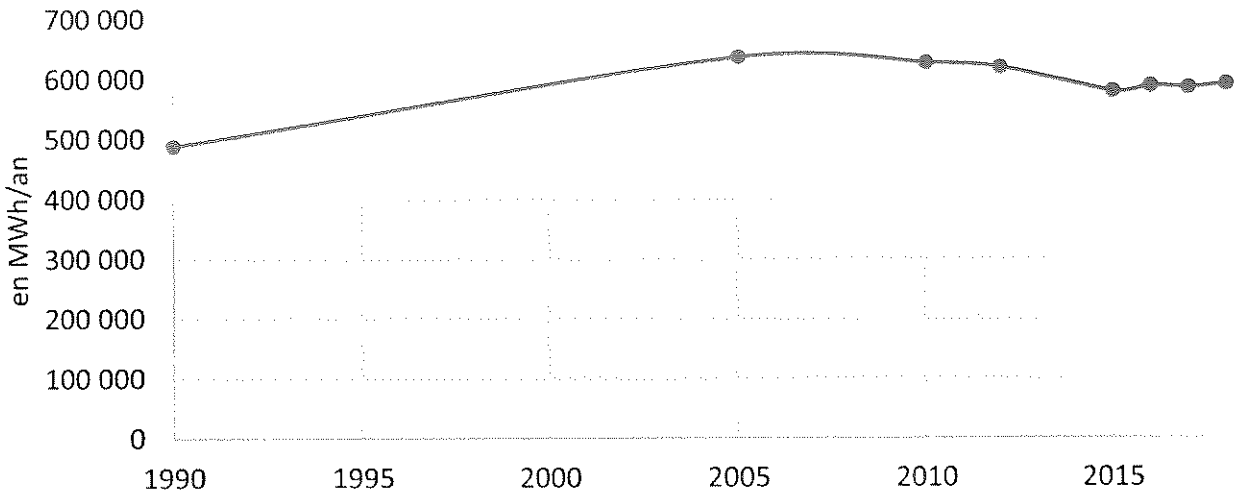


Figure 127 : Évolution de la consommation énergétique des transports routiers de 1990 à 2018
Invent'Air 2020, Atmo Grand Est

L'effet de l'amélioration de l'efficacité énergétique des véhicules routiers semble ainsi neutralisé par une augmentation des déplacements.

De leur côté, les consommations des transports non-routiers sont variables depuis 2015.

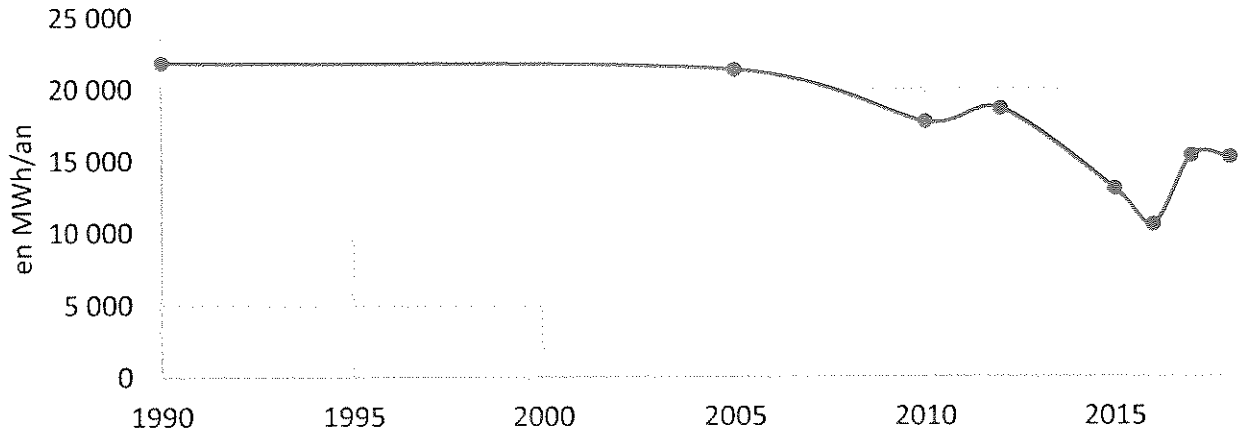


Figure 128 : Évolution de la consommation énergétique des transports non-routiers de 1990 à 2018
Invent'Air 2020, Atmo Grand Est

Adopté en 2007, le Paquet énergie-climat 2020 de l'Union Européenne demandait entre autres de baisser de 20% les consommations d'énergie finale tout secteur confondu en 2020 par rapport à 1990. De son côté, le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité du Territoire (SRADDET) Grand Est a fixé un objectif de baisse des consommations du secteur des transports de 19% en 2030 par rapport à 2012.

Consommation des transports en GWh/an	1990	2012	2018	Evolution 1990/2018	Evolution 2012/2018
Transports routiers	488	618	590	+21%	-4%
Transports non routiers	22	19	15	-15%	-30%
Total	510	637	605	+19%	-5%

Tableau 26 : Evolution de la consommation énergétique du secteur résidentiel de 1990 à 2018 - *Invent'air V2020*

Les consommations des transports routiers et non routiers n'évoluent pas de la même façon, mais le total permet de dégager des tendances :

- Le secteur des transports du Pays Barrois n'a pas contribué à l'atteinte des objectifs européens de baisse des consommations énergétiques en 2020, mais a au contraire augmenté de 19% ;
- L'évolution depuis 2012 montre une tendance baissière, pour le moment bien insuffisante pour suivre la trajectoire proposée par le SRADDET d'atteindre l'objectif -19% en 2030.

C. Les émissions de gaz à effet de serre des transports

Les émissions de gaz à effet de serre (GES) des transports représentent 31% des émissions totales du Pays Barrois.

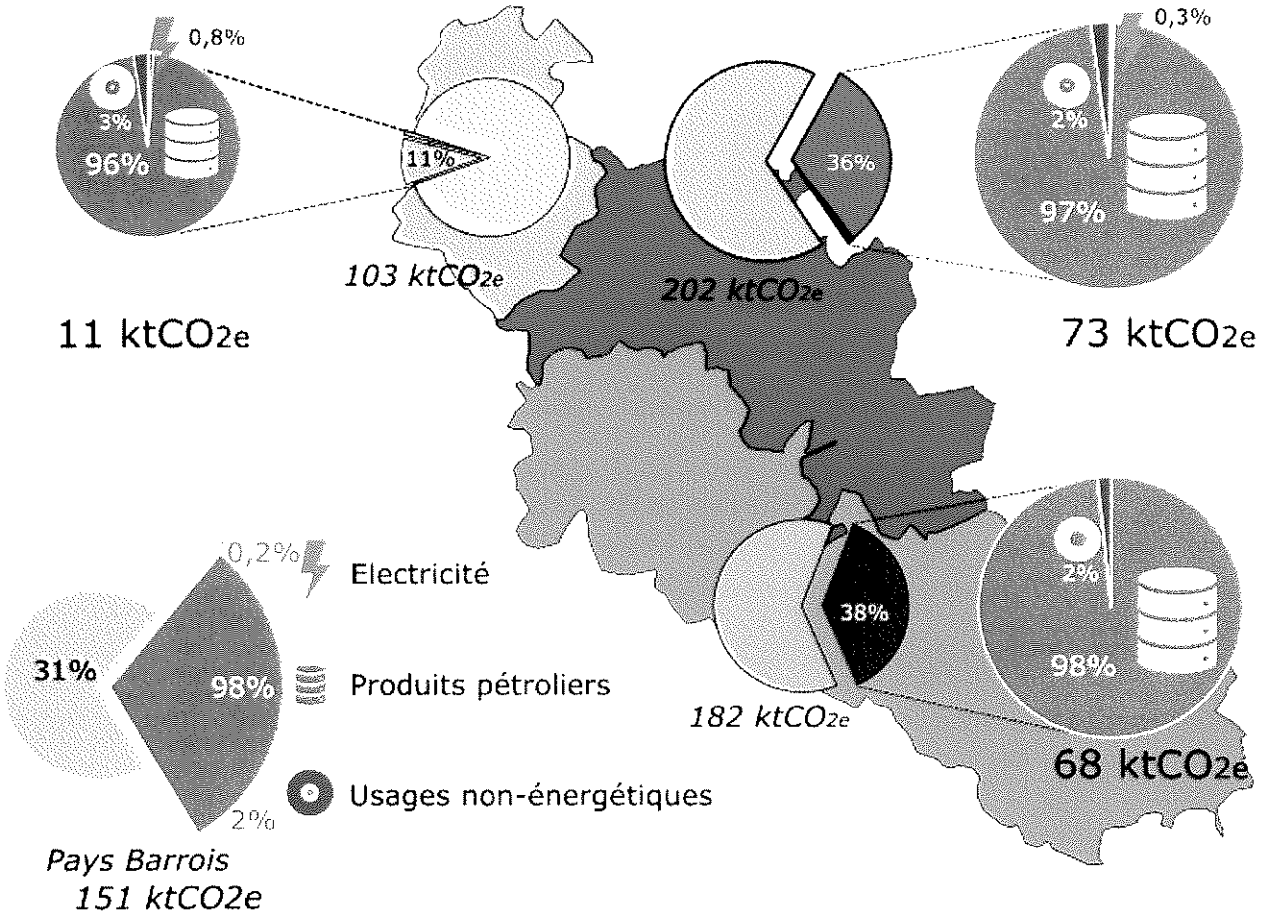


Figure 129 : Part des transports dans les émissions totales de GES et origines de celles-ci, en 2018
Invent'Air 2020, Atmo Grand Est

Les produits pétroliers représentent 98% de ces émissions, part équivalente dans chaque EPCI. Les transports émettent aussi, dans une part assez faible, des gaz à effet de serre d'origine non-énergétiques : cela peut provenir de l'usure des pneumatiques, plaquettes de freins et des routes, ainsi que de l'usage de solvants et fluides frigorigènes, pour les climatisations ou les camions frigorifiques.

Comme indiqué précédemment, ces chiffres prennent en compte toutes les émissions ayant lieu sur le territoire, y compris celles venant de véhicules en transit, par exemple sur la RN4. Pour avoir une idée de la part de ce transit, il est possible d'isoler les gaz à effet de serre émis par les véhicules légers et poids-lourds circulant sur la RN4.

Il apparaît ainsi qu'environ 30% des émissions de Bar-le-Duc Sud Meuse et 60% des émissions des Portes de Meuse ont pour origine la Route Nationale 4. En les excluant, les émissions routières du Pays Barrois passeraient d'environ 150 000 teqCO_2 à 88 000 teqCO_2. Ces estimations sont à prendre avec beaucoup de précautions, d'autant qu'une part non-négligeables, mais qu'il n'est pas possible d'estimer ici, de la circulation de la RN4 n'est pas du transit : un grand nombre de déplacements sur la RN4 ont leur origine et/ou leur destination au sein du Pays Barrois.

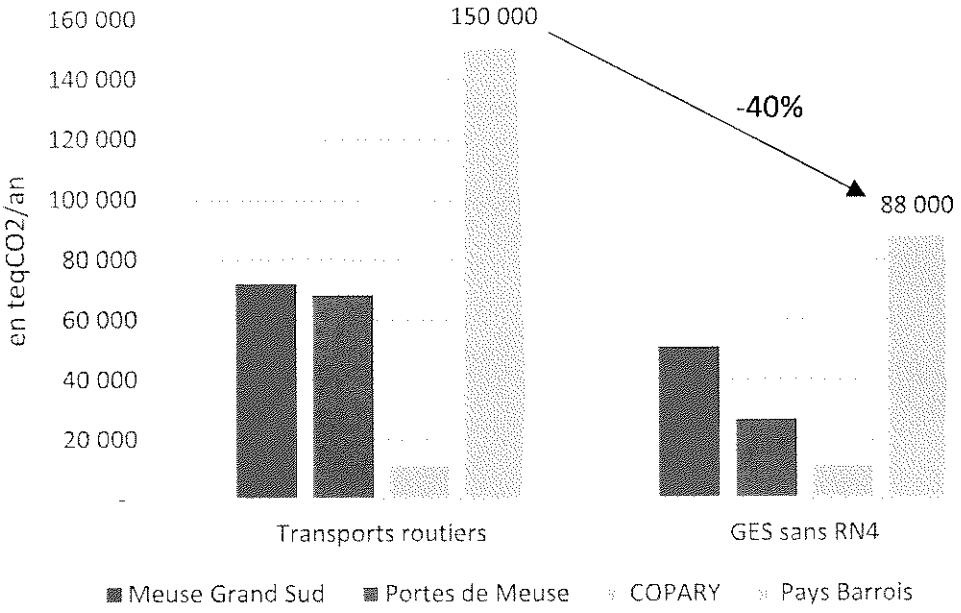


Figure 130 : Émissions de GES des transports routiers, avec et sans la RN4
Invent'Air 2020, Atmo Grand Est, comptages CD55, calculs Pays Barrois

Évolution des émissions de gaz à effet de serre

Contrairement à l'évolution de la consommation énergétique qui est relativement restée stable, les émissions de gaz à effet de serre des transports ont diminué de 12% depuis 2005.

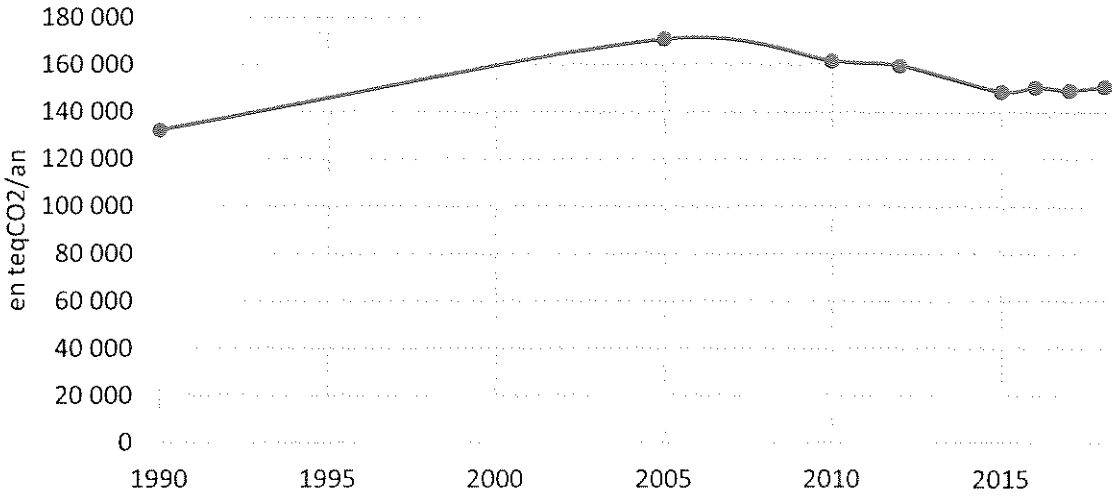


Figure 131 : Évolution des émissions de GES des transports routiers de 1990 à 2018
Invent'Air 2020, Atmo Grand Est

Cette baisse s'explique en partie par une évolution du mix énergétique des transports routiers, les biocarburants et dans une moindre mesure l'électricité prenant une place de plus en plus importante.

D. Les émissions de polluants atmosphériques des transports

Les transports routiers et non-routiers sont à l'origine de 0 à 58% des émissions du Pays Barrois selon les polluants considérés. Avec 58% des émissions, les transports sont les principaux émetteurs d'oxydes d'azote NOx.

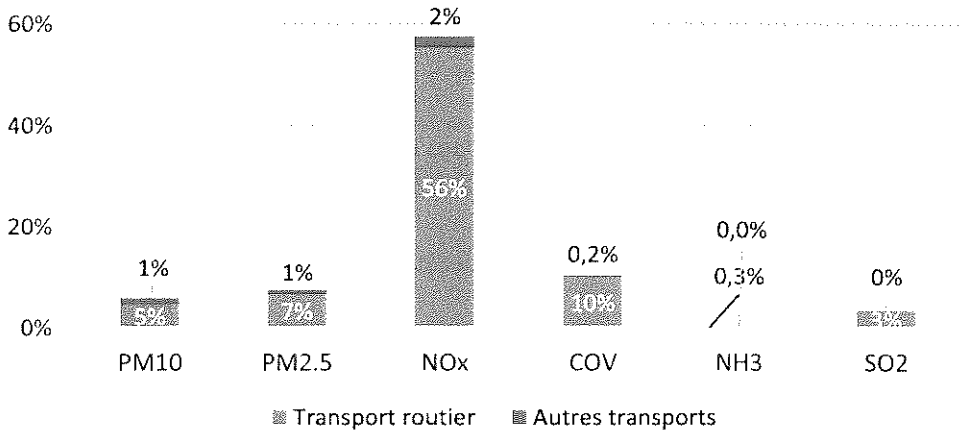


Figure 132 : Part des transports dans les émissions de polluants du Pays Barrois – *Invent'Air 2020, Atmo Grand Est*

La faible part des transports dans ces émissions en 2018 s'explique entre autres par une baisse drastique de celles-ci depuis 1990. Ainsi les émissions de composés organiques volatils ont baissé de 89%, celles d'oxydes d'azote de 72% et celles de particules PM10 et PM2,5 de 55 et 67% respectivement. Les améliorations dans les motorisations des véhicules légers et des poids lourds en sont les principales raisons.

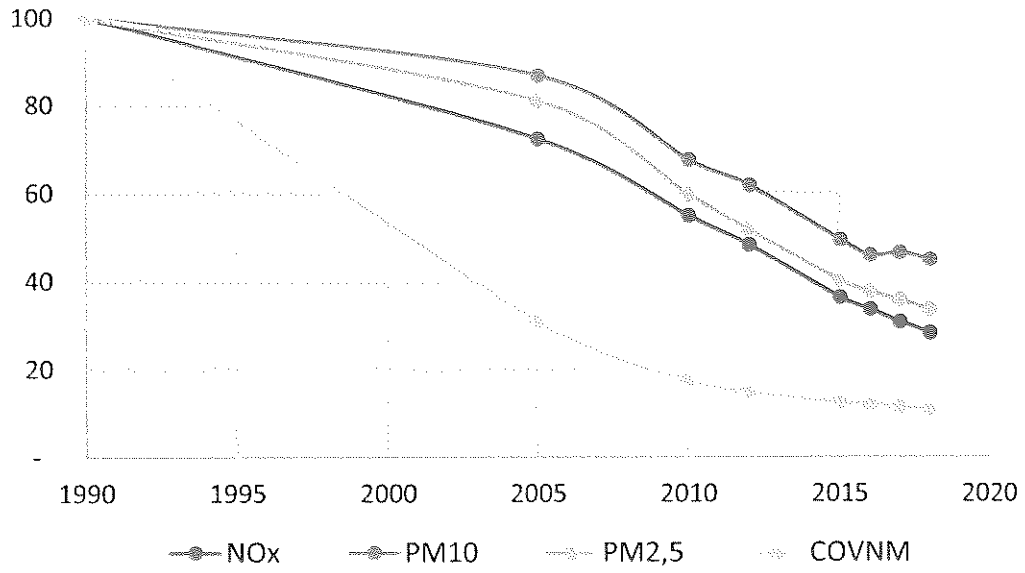


Figure 133 : Évolution des émissions de polluants des transports dans le Pays Barrois, en base 100
Invent'Air 2020, Atmo Grand Est

E. Les enjeux des Transports

⇒ Des consommations énergétiques et des émissions de GES stables depuis 15 ans, du fait de la dépendance aux transports routiers (personnes et marchandises)

⇒ Une part modale des transports alternatifs à la voiture faible et qui aurait tendance à baisser

⇒ Un impact très important du trafic de transit, particulièrement des poids-lourds, sur la RN4

⇒ Un déploiement des carburants alternatifs en cours (électrique) et en réflexion (bio-gaz naturel véhicules, hydrogène...)

5. Agriculture et sylviculture

A. L'agriculture et les forêts du Pays Barrois

Le Pays Barrois recensait, en 2010, 561 exploitations agricoles dont plus de la moitié (305) au sein de la communauté de communes des Portes de Meuse. Le recensement agricole complet ayant lieu tous les dix ans, les chiffres de l'année 2020 ne sont pas encore connus, mais la tendance baissière du nombre d'exploitations semble se poursuivre au niveau local comme national.

Cette baisse est compensée par une hausse de la taille des exploitations. Nous observons néanmoins, entre 2014 et 2018, une diminution, certes faible, de la surface agricole utile. Ce sont les surfaces de prairies qui assument cette perte de surface, quand en revanche les surfaces de terres arables augmentent.

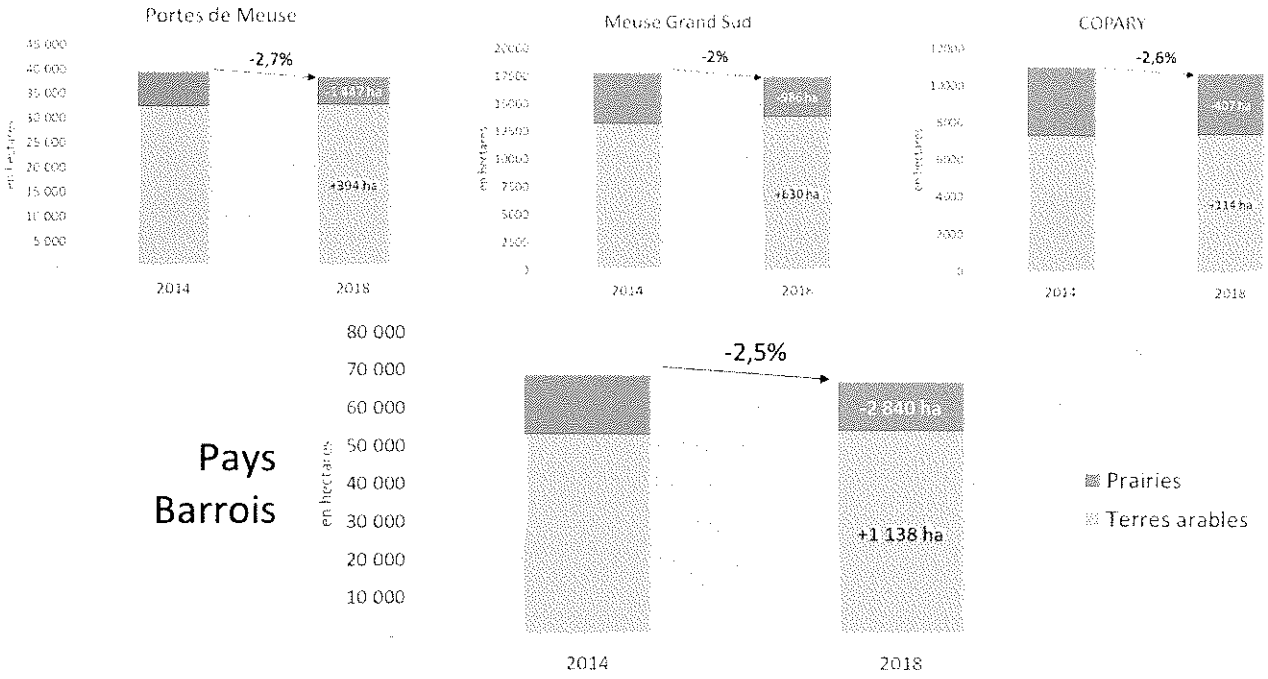


Figure 134 : Évolution des surfaces agricoles utiles de 2014 à 2018 - *Chambre d'Agriculture de la Meuse*

L'agriculture du Pays Barrois est également fragilisée par l'âge moyen des exploitants. En 2014, 26% des exploitants avaient plus de 55 ans. En Meuse Grand Sud, ce taux atteignait même à 43%.

Les massifs forestiers du Pays Barrois, localisés principalement à l'ouest et au sud-ouest, sont très diversifiés. Ils sont composés majoritairement de feuillus comme le hêtre et le chêne, avec des essences « précieuses » comme l'érable, le merisier, l'alisier et quelques résineux. Selon la topographie et la nature du sol, quatre régions forestières se dessinent :

- L'Argonne périphérique et le Perthois : les forêts se développent sur des sols argilo limoneux et se composent de chênes et de hêtres (45% respectivement)
- Le Barrois : cette région forestière recouvre l'essentiel du territoire du Pays barrois. Les massifs forestiers sont essentiellement composés de hêtres (55%) qui se développent sur des sols calcaires argileux. Au sein du Barrois, sur les limons profonds (placages valanginiens), les boisements sont composés de hêtres (55%) et de chênes (45%),
- Les côtes et collines de Meuse (ou plateaux calcaires au Sud du Pays Barrois (Gondrecourt)

Les forêts Meusiennes ont été touchées par la tempête de 1999. Le volume des dégâts après la tempête a été estimé à 1 500 000 m3 dont 800 000 m3 de résineux. Les espaces forestiers du territoire du SCoT du Pays Barrois ont été fortement affectés. Depuis 2019, ce sont les peuplements d'épicéas qui subissent les pertes les plus importantes à cause de la prolifération des scolytes.

B. La consommation énergétique des secteurs agricoles et sylvicoles

Dans l'inventaire effectué par Atmo Grand Est, le secteur agricole consomme 4% de l'énergie totale du Pays Barrois, jusqu'à 7% dans les Portes de Meuse. Les produits pétroliers représentent une très large partie de cette consommation, pour le fonctionnement des machines agricoles. Les « autres énergies renouvelables » sont principalement constituées par des biocarburants, alors que l'électricité est utilisée dans les bâtiments (éclairage, séchage, traite...).
La répartition des consommations est équivalente dans chaque intercommunalité.

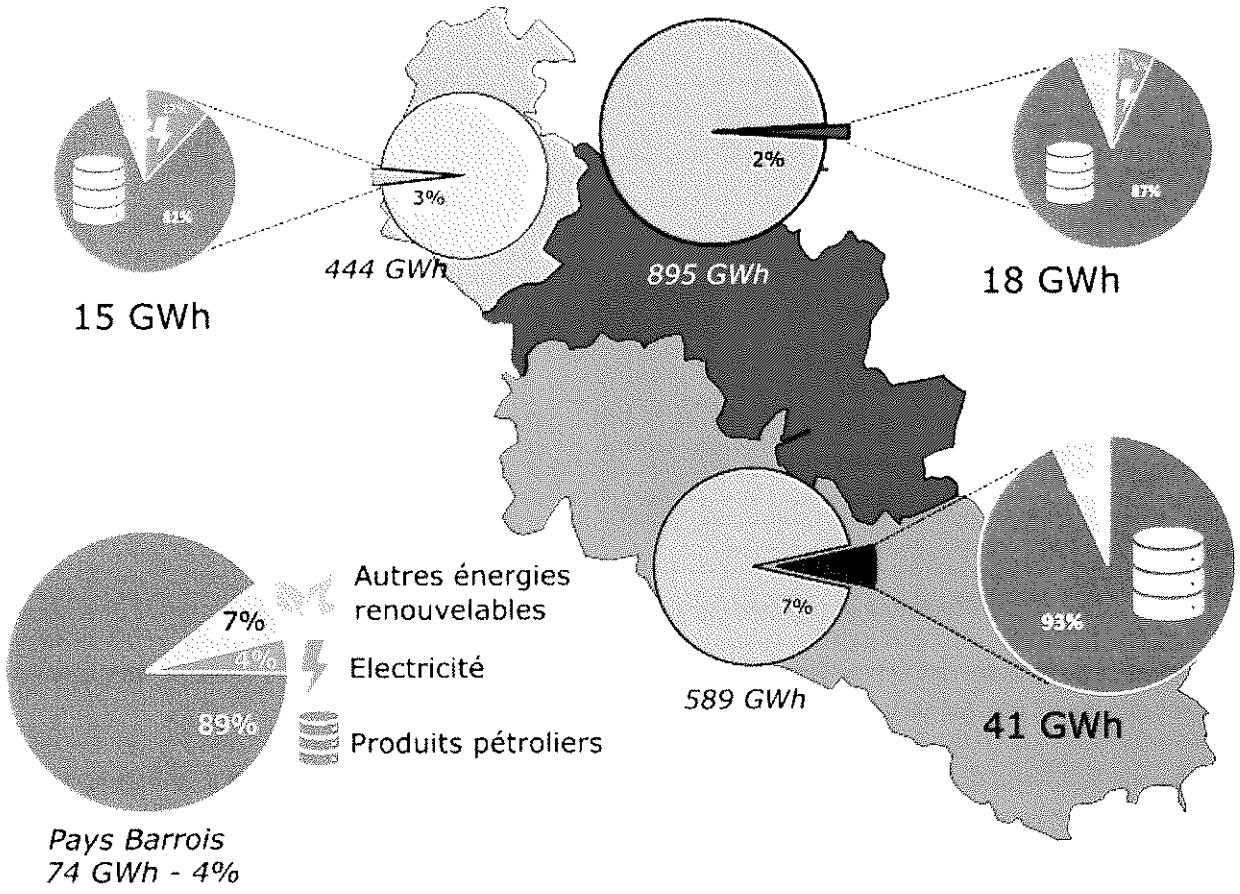


Figure 135 : Part de l'agriculture dans la consommation énergétique totale et type d'énergie, en 2018
Invent'Air 2020, Atmo Grand Est

Évolution de la consommation énergétique

La consommation énergétique de l'agriculture a peu évolué depuis l'année 1990, située entre 72 et 81 GWh/an. Le SRADDET Grand Est ne fixe pas précisément d'objectifs de baisse des consommations énergétiques dans le secteur agricole.

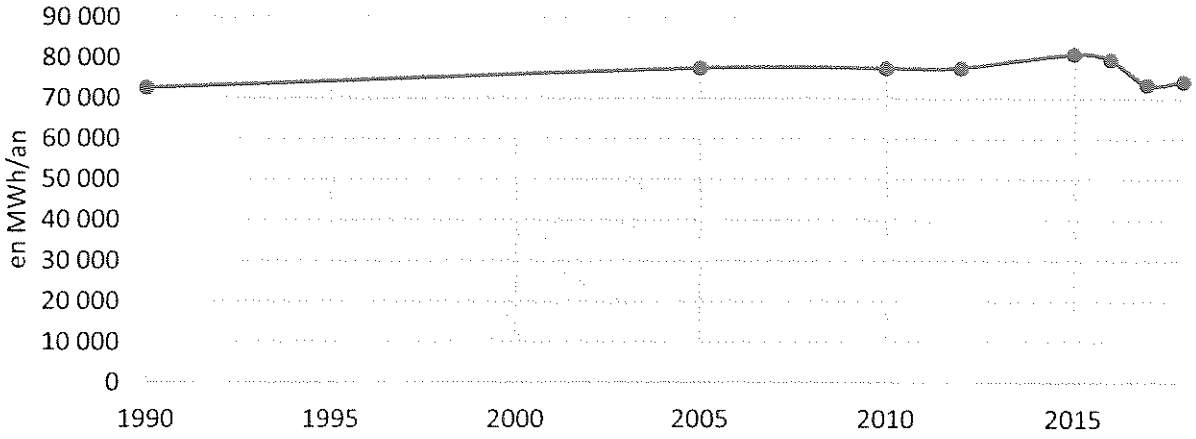


Figure 136 : Évolution de la consommation énergétique de l'agriculture de 1990 à 2018
Invent'Air 2020, Atmo Grand Est

C. Les émissions et captations de gaz à effet de serre de l'agriculture et des forêts

Contrairement aux autres secteurs socio-économiques, les émissions de l'agriculture sont très majoritairement issues des usages non-énergétiques, à hauteur de 88%. Ceux-ci sont principalement constitués par l'utilisation d'engrais azotés et de pesticides ainsi que par la fermentation entérique des élevages de bovins et autres ruminants. Les émissions énergétiques sont dues quasi-exclusivement à la combustion de produits pétroliers.

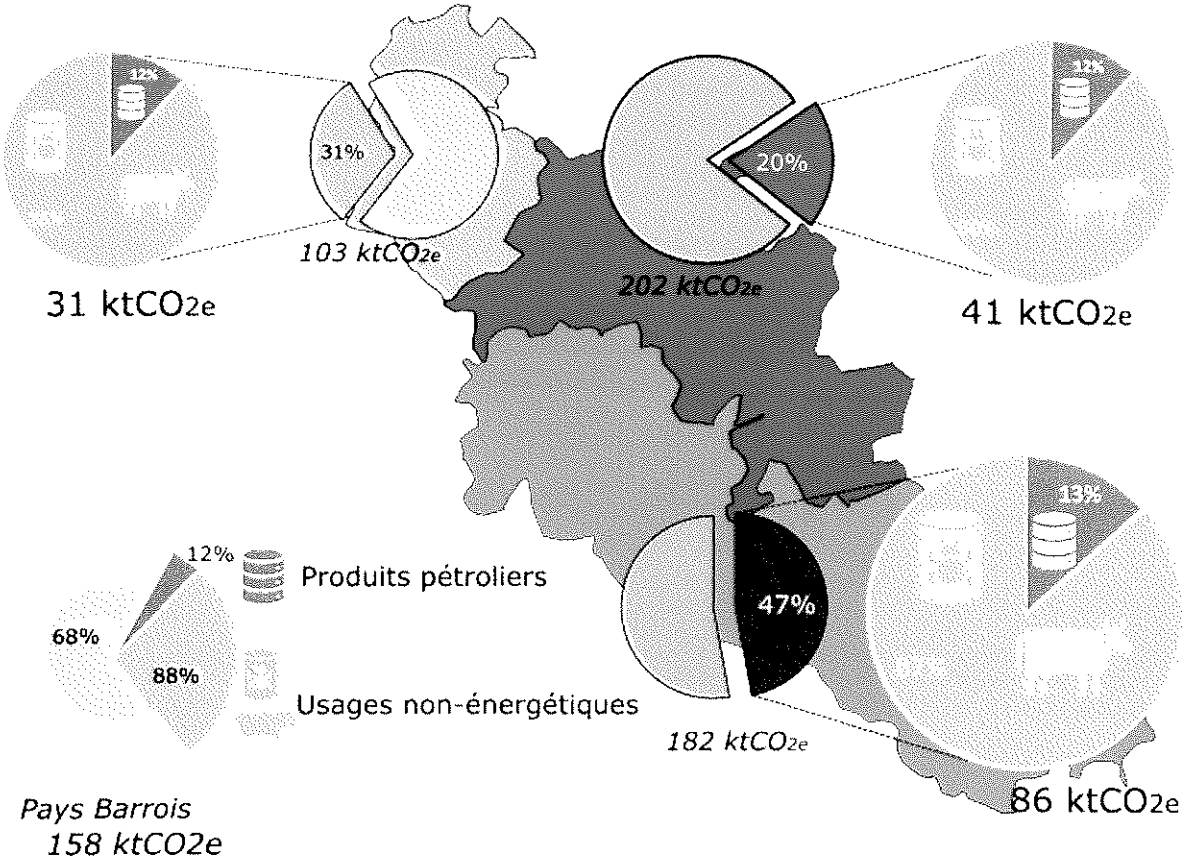


Figure 137 : Part de l'agriculture dans les émissions totales de GES et origines de celles-ci, en 2018
Invent'Air 2020, Atmo Grand Est

Les gaz à effet de serre émis sont le dioxyde de carbone CO_2, le méthane CH_4 et le protoxyde d'azote N_2O. Compte tenu de leur potentiel de réchauffement global plus important que le CO_2, le N_2O et le CH_4 représentent respectivement 51 et 37% des émissions de gaz à effet de serre de l'agriculture.

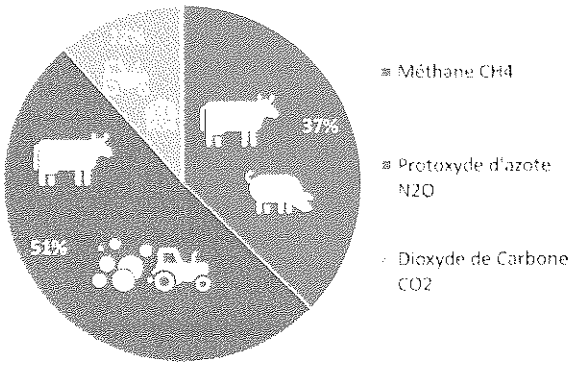


Figure 138 : Part des émissions, en teqCO_2, des trois principaux gaz à effet de serre de l'agriculture
Invent'Air 2020, Atmo Grand Est

Le **protoxyde d'azote** est généré principalement par l'épandage des **déjections d'élevage** et l'utilisation des engrais azotés, soit directement au sol, soit indirectement via la volatilisation de l'ammoniac et le lessivage des nitrates. L'estimation précise de leur émission est difficile compte tenu des nombreux facteurs locaux (météo, sol...).

Le **méthane** est généré principalement par le système digestif des ruminants et le stockage des déjections d'élevage en conditions anaérobie.

Les principales pistes de réduction de ces émissions sont une meilleure utilisation des engrais minéraux, l'introduction de cutures intermédiaires et de légumineuses ou encore une modification de l'alimentation animale. La méthanisation permet aussi de capter le méthane des effluents d'élevage pour le valoriser.

L'évolution des émissions de GES

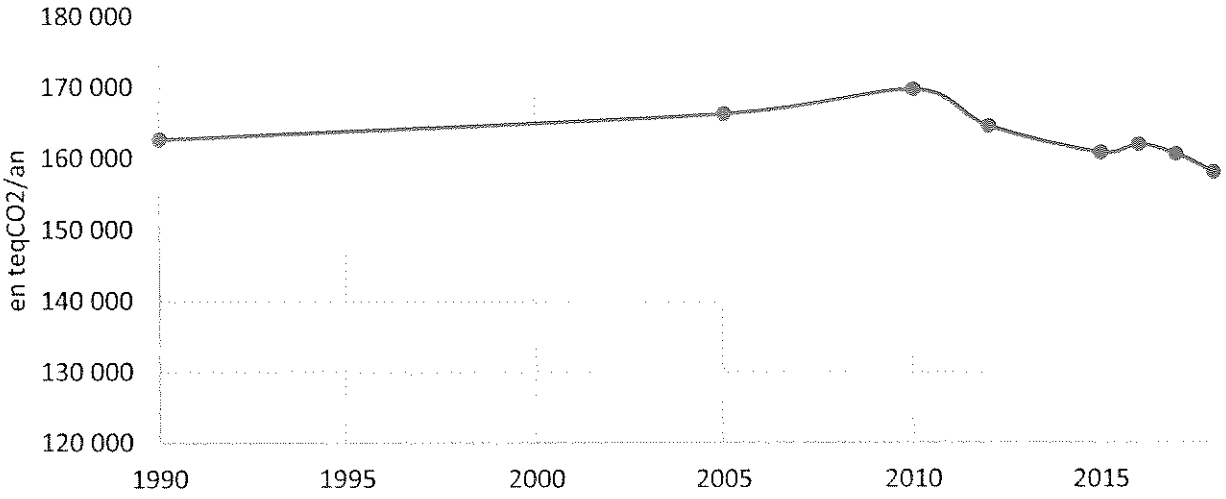


Figure 139 : Évolution des émissions de gaz à effet de serre du secteur agricole
Invent'Air V2020, Atmo Grand Est

En 2018, les émissions de gaz à effet de serre du secteur agricole sont équivalentes à celles de 1990. Après une augmentation jusqu'en 2010, ces émissions ont baissé de 7% en huit ans.

Les captations Carbone des surfaces agricoles et forestières

L'agriculture et les forêts ne sont pas uniquement à l'origine d'émissions de gaz à effet de serre, mais aussi de captations, grâce aux développements des cultures, des prairies et des forêts.

L'estimation des captations est obtenue grâce à l'Invent'Air V2020 d'Atmo Grand Est. L'outil ALDO développé par l'ADEME permet également de croiser les données.

La captation carbone, ou séquestration carbone, est un flux « négatif » qui permet de réduire la concentration de CO_2 dans l'atmosphère. Le flux de carbone peut provenir de deux principales sources :

- L'accroissement des forêts : les forêts captent le dioxyde de carbone de l'air et le stockent dans leur biomasse. L'accroissement est la différence entre la croissance des arbres et leur exploitation ;
- Le changement d'affectation des sols : l'artificialisation des surfaces naturelles ou agricoles entraîne un flux positif car le carbone stocké dans le sol ou la biomasse est émis dans l'atmosphère. Il en est de même pour une mise en culture d'une prairie. En revanche, une reforestation de surface agricoles présente un flux négatif.

Dans le Pays Barrois en 2018, la captation carbone représente 269 $kt_{eq}CO_2$. La communauté de communes des Portes de Meuse compte pour plus de la moitié de cette séquestration.

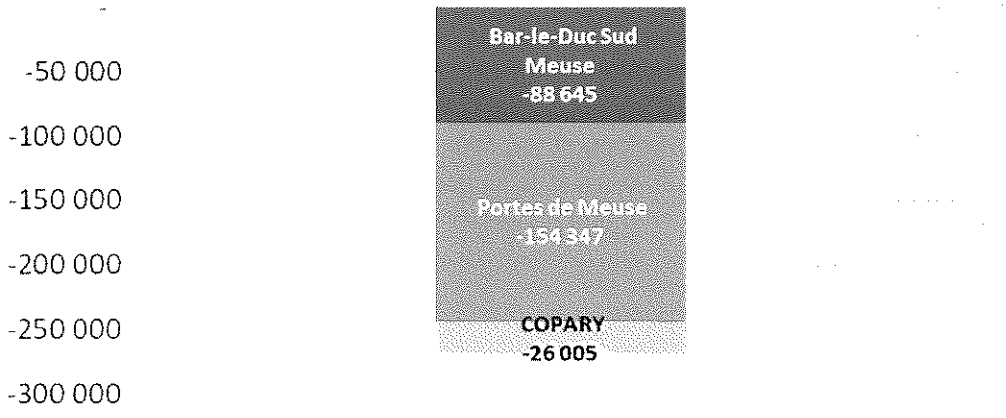


Figure 140 : Captation Carbone des surfaces forestières et agricoles, par EPCI en 2018
Invent'Air V2020, Atmo Grand Est

Cette séquestration provient quasi-exclusivement de l'accroissement des forêts. Notons que les zones agricoles et forestières captent 1,7 fois plus de carbone qu'en émet leur exploitation.

Le changement d'affectation des sols quant à lui est légèrement émetteur : selon l'outil ALDO, la mise en culture de prairies ou zones naturelles émet chaque année 2600 $teqCO_2$, soit 1,6% des émissions agricoles pour les autres usages.

Les initiatives de plantation ou replantation d'arbres et de haies sont nombreuses dans le Pays Barrois. Elles sont portées par les collectivités, les exploitants agricoles ou les propriétaires fonciers et sont soutenues notamment par les aides de France Relance et du Département de la Meuse. Elles permettront d'améliorer la captation carbone en plus de lutter efficacement contre les impacts du changement climatique.

D. La vulnérabilité au changement climatique

L'agriculture compte parmi les principaux secteurs d'activité qui seront touchés par le changement climatique. Composante importante du développement économique dans le Grand Est, l'agriculture devra faire face à des impacts très variables selon le type de culture.

Les scénarios de changement climatique sont présentés dans le chapitre 7. A.

Impacts des changements de températures et des sécheresses sur l'agriculture

Trois grandes conséquences se dégagent : la modification du cycle des plantes, l'altération de la productivité des cultures et la variation de la qualité des rendements.

- **La modification du cycle des plantes** implique une modification des pratiques associées. A titre d'exemple, les dates de débourrement et de floraison ont lieu jusqu'à 15 jours plus tôt et celles de véraisons jusqu'à 23 jours plus tôt dans l'est de la région Grand Est.
- **La productivité des cultures** est appelée à devenir plus variable avec les années car davantage exposée aux risques de sécheresse ou de maladies. Dans une certaine mesure, l'élévation des températures, la hausse de la teneur en CO_2 dans l'atmosphère et la diminution de la menace du gel pourront entrainer une augmentation du rendement. Cette augmentation s'observera jusqu'à atteindre un certain seuil variable selon le type de culture. Au-delà d'une certaine hausse des températures, les risques de stress thermique et plus spécifiquement d'échaudage au printemps et en été sont réels.
- **La qualité des rendements** sera impactée négativement en raison du stress thermique et du manque d'eau, du fait des moindres précipitations et de l'augmentation de l'évapotranspiration. Dans une certaine mesure, l'élévation des températures et la hausse de l'ensoleillement pourraient permettre par exemple une hausse de la teneur en sucre naturel dans les cultures.

Impacts liés à la baisse du nombre de jour de gel

La baisse du nombre de jours de gel de l'automne au printemps aura des répercussions sur de multiples processus de production végétale : la qualité de la préfloraison chez le tournesol, le développement végétatif automnal chez le colza, arrêt de la pousse de l'herbe à l'automne, etc.

Cette baisse de fréquence des épisodes froids a des incidences sur les cycles de reproduction et de croissance de certains parasites, bien que ces effets soient plus difficiles à quantifier que les effets directs du froid sur la croissance et le développement des cultures.

Impacts sur les cultures

- Colza : opportunités accrues liées à la diminution du risque de gel en automne et en hiver (diminution des accidents physiologiques sur les cultures d'hiver) ;
- Tournesol : culture devenue favorisée du fait de l'augmentation de la disponibilité thermique ;
- Maïs : selon les modèles climatiques, on peut s'attendre à une réduction de la durée des phases végétatives et de reproduction lors de la croissance du maïs de l'ordre de 5 à 20 jours de moins en 2020. La maturité serait atteinte 11 à 30 jours plus tôt en 2050. Cependant, une baisse de rendement est également prédite de 3 à 14% selon les modèles en 2020.
- Blé : l'analyse de l'évolution annuelle de la date de semis du blé montre une modification de l'allure de la courbe. Dans les années 80 la date fut avancée d'une dizaine de jours, avant un recul des dates de semis depuis le début

des années 90. Le changement climatique semble bien être un des facteurs à l'origine des modifications de dates de semis et surtout de récoltes. On peut s'attendre à une réduction de la durée des phases végétatives et de reproduction lors de la croissance du blé de l'ordre de 5 à 20 jours de moins en 2020. La maturité serait atteinte 1 à 2 semaines plus tôt en 2050. Cependant, une baisse de rendement est également envisagée jusqu'à 7% selon les modèles en 2020.

Après une augmentation très forte du rendement jusqu'au milieu des années 1990, on constate une interruption assez brutale de la dynamique, voire un début de chute de rendement. Sur les 15 q/ha de pertes de rendement sur les 15 dernières années, le climat serait responsable pour 40 à 60 % (soit 6 à 9 q). Les pertes dues au climat correspondraient à des phénomènes rares (sécheresse au printemps, excès d'eau, rayonnement limitant, ...). L'avancement des dates de semis, le choix de variétés précoces (dans les limites permises par l'agronomie) et la recherche de variétés tolérantes aux températures élevées sont les voies majeures d'adaptation devront être testées.

Impacts sur les forêts

Plusieurs constats, aussi bien positifs que négatifs ont été faits sur les forêts en réponse à ce changement climatique. Dans un premier temps, **l'augmentation de la concentration en CO_2 peut stimuler la croissance de certaines espèces**. D'autres effets positifs sur cette croissance sont à prévoir, notamment l'allongement de la saison de végétation.

Néanmoins, le changement climatique agit également de manière négative sur la croissance des arbres. En effet, le débourrement plus précoce des bourgeons peut exposer davantage les arbres au risque de gel tardif. De plus, **l'augmentation des températures et des périodes de sécheresse induit un stress hydrique**, qui sera de plus en plus fréquent et entraînera la **diminution de la productivité de certaines essences forestières** par l'altération de leurs processus physiologiques.

L'ensemble des phénomènes liés au changement de climat peut amener des modifications dans la compétition entre les différentes essences d'arbre et donc un changement dans la distribution, la structure et la composition des forêts. Des espèces, telles que le hêtre, l'épicéa et le sapin pectiné, seront susceptibles de régresser face à l'augmentation des températures pour se limiter à quelques zones, tandis que d'autres pourront coloniser de nouveaux territoires devenus favorables avec le réchauffement, notamment les espèces méridionales qui vont probablement s'étendre sur le territoire français. Cependant, **les espèces ne pouvant ni migrer, ni s'acclimater seront vouées à disparaître et pourraient être remplacées par l'implantation d'espèces adaptées au climat plus chaud et plus sec.**

Parallèlement, il est possible que **le réchauffement climatique aggrave certains risques sanitaires en favorisant ou en éliminant certains pathogènes ou insectes ravageurs**. Les attaques d'insectes devraient croître à cause de l'augmentation des températures qui favorisera leur développement et leur reproduction. Les arbres stressés par le changement climatique seront d'autant plus vulnérables et faciles à attaquer.

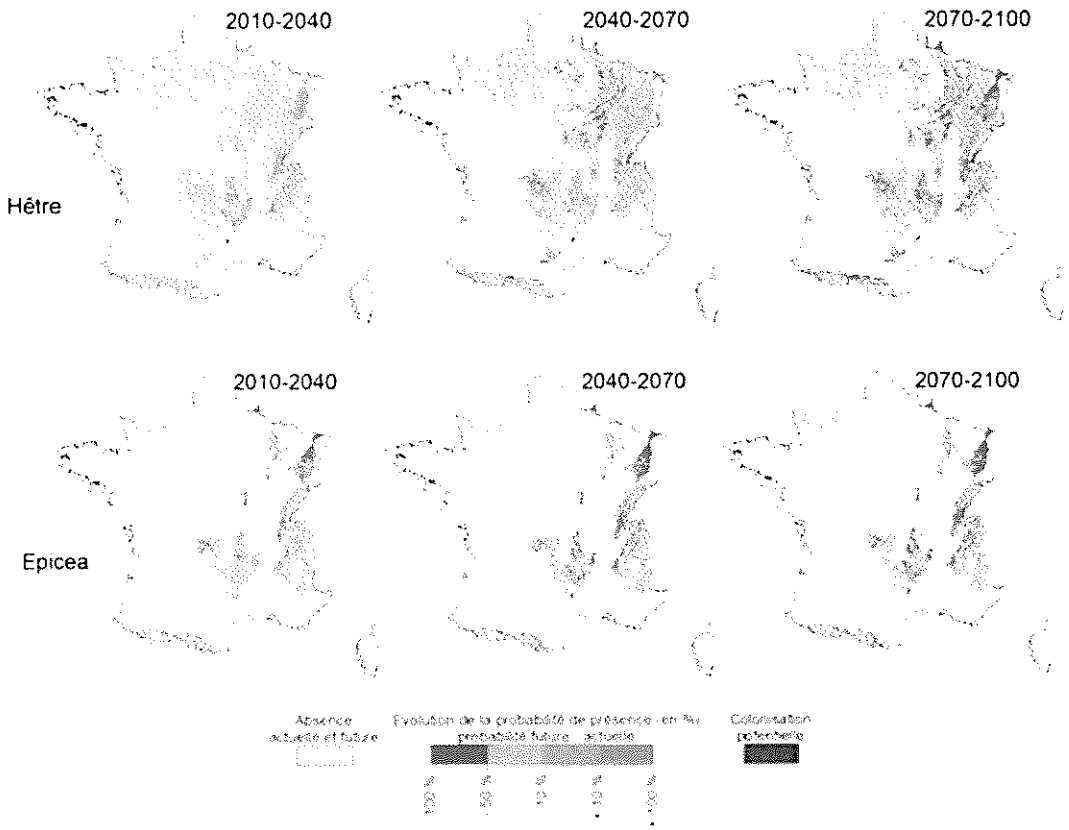


Figure 141 : Evolution prévisible de la distribution potentielle du hêtre et de l'épicéa entre 1961-1990 et les périodes 2010-2040, 2040-2070, et 2070-2100 (scénario GCM HadCM3 scénario A2, Piedallu et al. 2009)

A l'échelle nationale, les surfaces favorables au hêtre et à l'épicéa sont les plus lourdement affectées par le changement climatique et ce dès le début du siècle du fait de la diminution des précipitations estivales et de l'augmentation des températures. D'après les prévisions, **les surfaces propices à la présence du hêtre et de l'épicéa vont être divisées par deux entre les périodes 1961-1990 et 2011-2040, et diminueront de 80 à 93% pour le hêtre, et de 92 à 99% pour l'épicéa à l'horizon 2100**.



Figure 142 : Signalements des dépérissements de hêtres depuis 1989 dans le Grand Est, *DSF Grand Est 2016*

Le Département de Santé des Forêts reporte que les **épisodes de sécheresse et de canicule sont à l'origine des importantes phases de dépérissement de la hêtraie française depuis 1947**. Plus récemment, la succession d'étés chauds et secs depuis 2015, l'exceptionnel déficit hydrique en 2018 suivi des épisodes caniculaires et de sécheresse à la fois précoces et intenses en 2019 ont abouti aux dépérissements de grande ampleur de hêtres adultes constatés dès le printemps 2019.

Les symptômes sont nombreux et observables très tôt en saison : absence totale ou partielle de débourrement (développement des bourgeons au début du printemps), microphyllie (feuilles de petite taille), décoloration du feuillage, mortalités de branches, suintements corticaux, etc.

Si des facteurs prédisposants sont pressentis (tels que les sols calcaires à faible réserve en eau sur lesquels se développent les hêtraies du Pays Barrois), les périodes de stress hydriques, couplées à des températures caniculaires sont, avec des effets cumulés, les principaux facteurs de cette situation.

Cette situation, prévue de s'empirer au fil du siècle, est d'autant plus inquiétante du fait que ces dépérissements s'accompagnent d'une croissance de nouveaux **parasites de faiblesse**. C'est notamment le cas du **scolyte du hêtre** essentiellement rencontré au sein des peuplements fragilisés par les conditions abiotiques extrêmes (stress hydrique et canicule). **L'épicéa est également touché par une épidémie de scolytes** qui s'est particulièrement aggravée en 2019 du fait de la douceur exceptionnelle de l'hiver et des épisodes de sécheresse et de chaleur qui ont sévi tout au long de l'année. Ces conditions climatiques ont permis à la fois un affaiblissement des arbres et une accélération du cycle de développement des insectes.

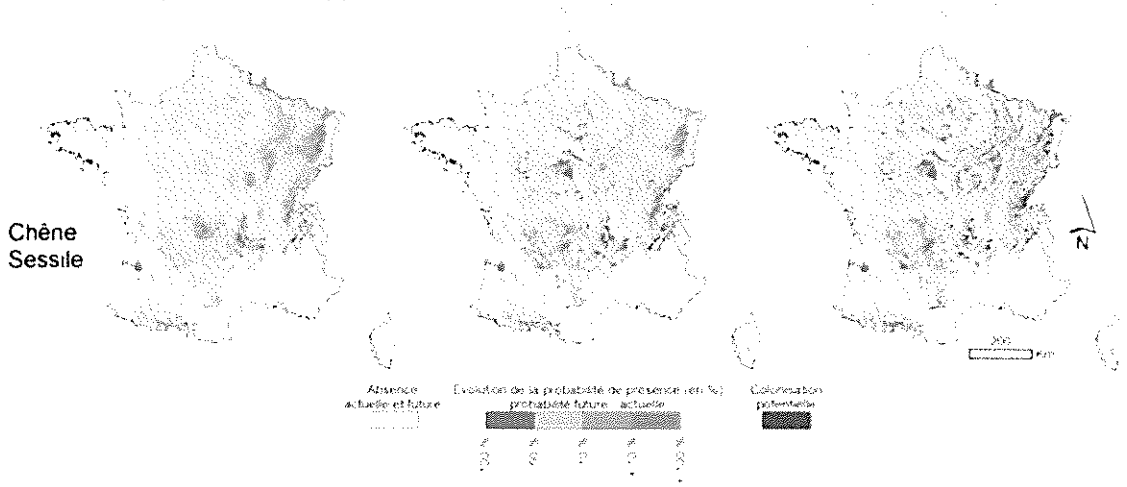


Figure 143 : Evolution prévisible de la distribution potentielle du chêne sessile entre 1961-1990 et les périodes 2010-2040, 2040-2070, et 2070-2100 *(scénario GCM HadCM3 scénario A2, Piedallu et al. 2009)*

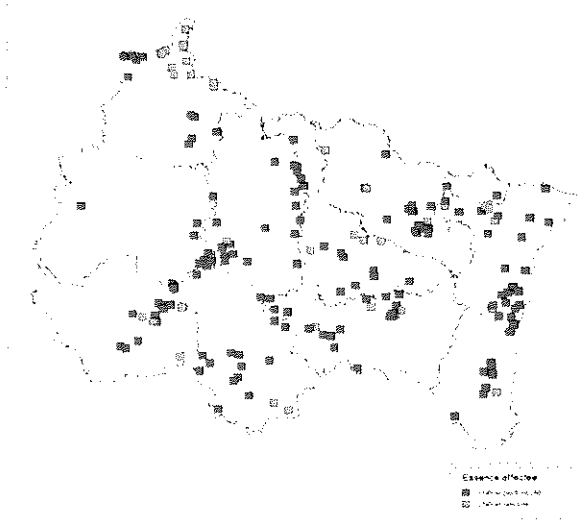


Figure 144 : Signalements des dépérissements de chêne depuis 1989 dans le Grand Est, *DSF Grand Est 2016*

Le chêne pédonculé est très largement, et depuis très longtemps, présent dans des milieux qui ne correspondent pas à son optimum écologique. Les chênaies sont fréquemment sujettes à des **dépérissements causés par de nombreux facteurs dont le stress hydrique et les chenilles défoliatrices**. Le chêne pédonculé doit être réservé aux sols les mieux alimenté en eau, tout au long de l'année. Les plateaux calcaires du Pays Barrois remettent en question la biodisponibilité de l'eau lors des futurs stress hydriques. Si le chêne sessile a quant à lui une amplitude écologique plus large que le chêne pédonculé et est généralement moins sujet aux dépérissements, il peut néanmoins être affecté localement dans les situations les plus défavorables. **La surface favorable au chêne sessile diminuerait plus tardivement que le hêtre ou l'épicéa**, l'impact du changement climatique paraissant limité jusqu'au milieu du 21e siècle (moins de 10% de pertes). **La perte attendue d'ici la fin du siècle varie entre 43 et 83% selon les différents scénarios.** Les zones de plaines seraient les premières affectées, et seules les zones de montagnes seraient épargnées à l'échéance de la fin du siècle.

Suite aux canicules de 2019, des phénomènes de chutes de feuilles vertes ou de décurtations (chute des rameaux vivants) ont pu être observés localement sur chênes. Les chênaies n'expriment pour l'instant que peu de réactions suite aux aléas climatiques des dernières années. Cependant, **les symptômes de dépérissements déclenchés par le climat peuvent survenir plusieurs années après l'événement** proprement dit.

Plus préoccupante est la situation de **développement de la chenille processionnaire du chêne** qui prospère avec des températures élevées. Les nombreux signalements permettent d'affirmer que la processionnaire du chêne est en **forte extension**, sans pour autant constater de fortes défoliations. Si l'arbre ne meurt pas - sauf dans le cas d'infestation extrême -, il est affaibli. La défoliation diminue la capacité de photosynthèse, ce qui entraîne le ralentissement de la croissance. Par conséquent, le chêne devient plus **sensible aux maladies et aux autres ravageurs**. Par ailleurs, le bombyx disparate a été observé à plusieurs endroits confirmant l'augmentation des populations dans le Grand Est.

État de santé de l'essence	Principaux problèmes sanitaires Et niveau de l'enjeu
Hêtre	Dépérissement (sécheresses - canicules)
Chêne rouvre	Processionnaire, bombyx
Chêne pédonculé	Processionnaire, bombyx, dépérissement
Charme	Dépérissement (sécheresses - canicules)
Sapin pectiné	Dépérissement (sécheresses - scolytes)
Épicéa commun	Typographe, sécheresse
Frênes	Chalarose
Pin sylvestre	Dépérissement (Sphaeropsis, cambiophages)
Douglas	Manque d'aiguilles, Contarinia spp

État de santé de l'essence	Niveau de l'enjeu de chaque problème
Médiocre	Fort
Moyen	Moyen
Bon	Faible

Figure 145 : Tableau de synthèse résumant les événements et les phénomènes les plus fréquemment signalés dans le Grand Est selon les différentes essences, *DSF bilan sylvosanitaire 2019*

E. Les émissions de polluants atmosphériques

L'agriculture est le principal secteur émetteur d'ammoniac et de particules.

Elle est à l'origine de 96% de l'ammoniac, émis lors de la fertilisation des cultures ; sa concentration dans l'air est à l'origine de l'acidification des pluies et de la formation de particules secondaires. Les émissions d'ammoniac ont augmenté de 11% entre 1990 et 2018, dans des proportions équivalentes pour le secteur agricole et les autres secteurs.

De même, l'agriculture est la source de 58% des particules de moins de 10 µm de diamètre, et de 27% des particules de moins de 5 µm ; elles sont principalement émises lors du travail des sols et des récoltes ainsi que lors de la gestion des récoltes, pailles et effluents. De 1990 à 2018, les émissions de PM2,5, les plus nocives, ont baissé de 14% dans le secteur agricole, contre 60% dans les autres secteurs. En revanche, celles de PM10 ont augmenté de 10% dans le secteur agricole alors qu'elles ont baissé de 62% dans les autres secteurs.

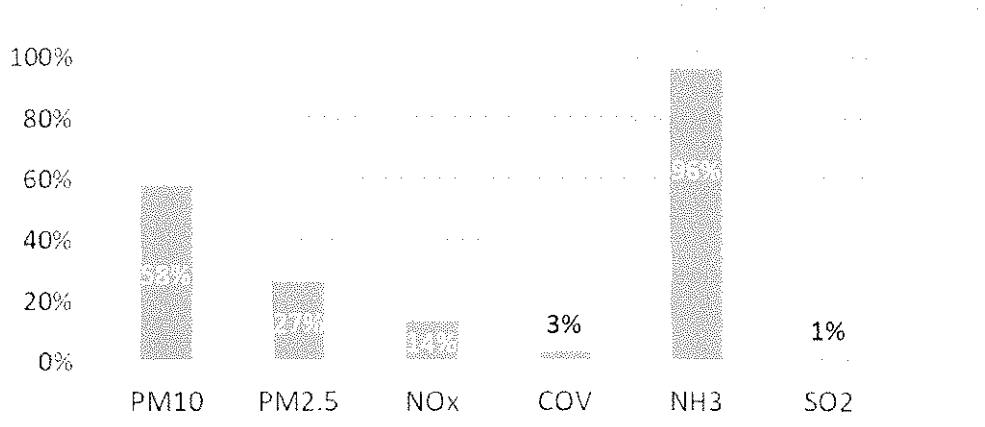


Figure 146 : Part de l'agriculture dans les émissions des principaux polluants – *Invent'Air V2020, Atmo Grand Est*

L'agriculture est également à l'origine de 14% des émissions d'oxydes d'azote NO et NO_2, notamment pour la combustion de carburants. La baisse de 68% des émissions entre 1990 et 2018 est homogène à tous les secteurs.

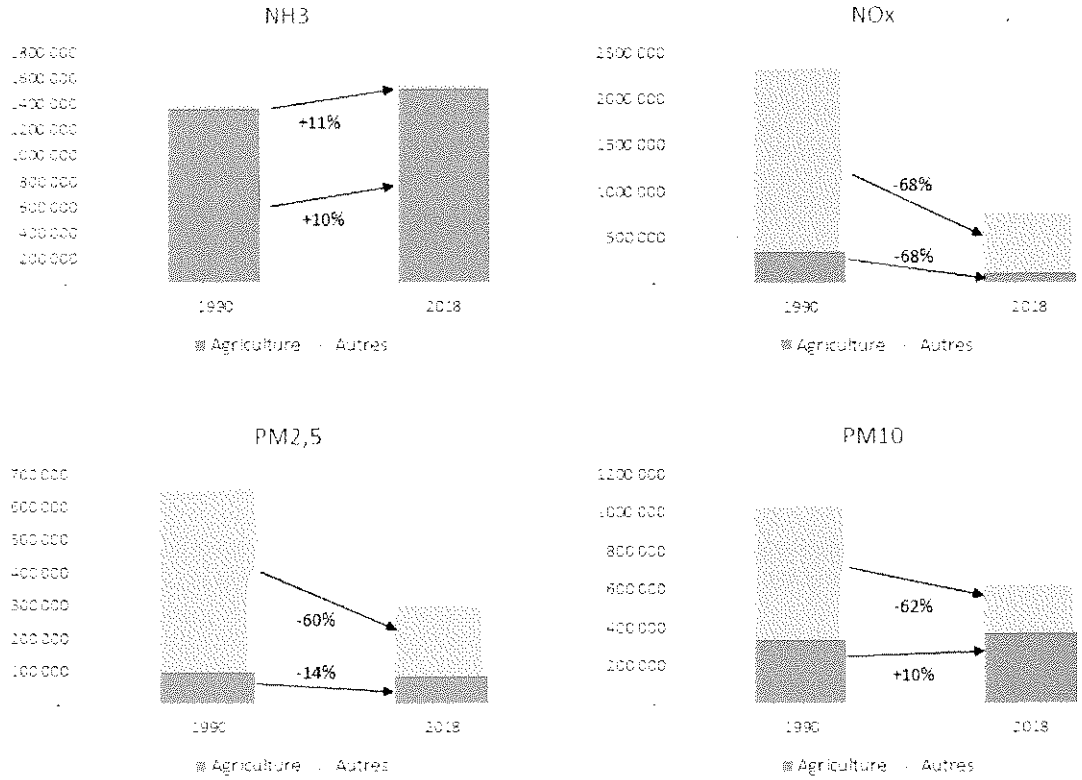


Figure 147 : Évolution des émissions agricoles des principaux polluants, entre 1990 et 2018
Invent'Air V2020, Atmo Grand Est

F. Les enjeux de l'agriculture et des forêts

⇒ Des émissions de gaz à effet de serre de l'agriculture peut corrélées à l'énergie, pour lesquelles une diminution demande des changements de pratiques importantes

⇒ Des cultures qui peuvent s'adapter aux nouveaux paramètres climatiques, mais vulnérables aux évènements extrêmes

⇒ Des initiatives de replantation et de changements de pratiques nombreuses et à soutenir

⇒ Une captation carbone quasi-exclusivement basée sur les forêts

⇒ Des forêts fortement menacées par le changement climatique et l'apparition de parasites et maladies

PROJET

CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS

(Établie selon le modèle de la circulaire du Premier Ministre NOR : PRMX1001610C du 18 janvier 2010 relative aux relations entre les pouvoirs publics et les associations. JO du 20)

Entre

La Communauté d'Agglomération Bar-le-Duc Sud Meuse, représentée par sa Présidente, **Martine JOLY**, et désignée sous le terme « la collectivité », d'une part

Et **l'association Niger Ma Zaada**, association régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé 15, rue Henri THETARD - Le Petit Juré - 55000 BAR-LE-DUC, représentée par son Président, **Daniel MASSON**, et désignée sous le terme « l'association », d'autre part,

Tous deux régulièrement habilités à l'effet de signer les présentes, en vertu des pouvoirs que leur confèrent leurs fonctions respectives, en application de la délibération prise par le comité de la **Communauté d'Agglomération Bar-le-Duc Sud Meuse** réuni en séance plénière le DATE A COMPLETER.

Il est convenu ce qui suit :

PREAMBULE

Considérant le projet initié et conçu par « l'association » pour améliorer en Afrique et en particulier au NIGER les services apportés aux populations, conforme à son objet statutaire.

Considérant les objectifs généraux et les valeurs développés par « l'association » sur le territoire en termes de sensibilisation à la solidarité internationale auprès des populations, du ressort de la **Communauté d'Agglomération Bar-le-Duc Sud Meuse**.

Considérant que l'action ci-après présentée par « l'association » participe de cette politique.

PROJET

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

Par la présente convention, « l'association » s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre, en cohérence avec les orientations de politique publique mentionnées au préambule l'action suivante, comportant les obligations mentionnées à l'annexe 1, laquelle fait partie intégrante de la convention.

Intitulé : renforcer la distribution d'eau et l'assainissement sur trois villages du NIGER.

Après les études techniques préalables, il s'agira de réaliser (sur trois villages) :

- 1 mini-adduction d'eau potable composée d'un château d'eau de 21 m3 alimenté par une pompe immergée, elle-même alimentée en électricité par panneaux solaires,
- 2 puits cimentés Ofedes rehaussés de poulies mécaniques pour faciliter le puisage et dotés d'un couvercle pour assurer la sécurité et la salubrité de l'ouvrage,
- 4 bornes fontaines,
- l'assainissement et la sécurisation des zones de pompage et des bornes fontaines.

et au niveau de l'hygiène :

- construire, dans chacun des trois villages, 2 blocs de latrines et douches sur fosses cimentées étanches (1 bloc fille et 1 bloc garçon),
- sensibiliser et former les populations à leur utilisation et entretien.

Ce projet concerne :

- le village de DAREY (741 habitants)
- le village de GASSEDA (1500 habitants)
- le village de DAITAGUI FAKARA (1700 habitants).

Ces villages sont situés au cœur de la réserve naturelle des dernières girafes d'Afrique de l'Ouest, et composés essentiellement de cultivateurs et d'éleveurs qui vivent tant bien que mal de leur terre et de l'élevage.

ARTICLE 2 - DURÉE DE LA CONVENTION

La convention a une durée de 1 an, au titre de l'année 2021.

ARTICLE 3 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DU COÛT DE L'ACTION

3.1 Le coût total estimé éligible de l'action sur la durée de la convention est évalué à 143 300 €, conformément au budget prévisionnel figurant à l'annexe 3.

3.2 Les coûts totaux estimés éligibles annuels de l'action sont fixés à l'annexe 3. Le besoin de financement public doit prendre en compte tous les produits affectés à l'action.

Le budget prévisionnel de l'action indique le détail des coûts éligibles à la contribution financière de « la Collectivité », établis en conformité avec les règles définies à l'article 3.3, et l'ensemble des produits affectés.

3.3 Les coûts à prendre en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre de l'action conformément au dossier de demande de subvention présenté par « l'association ».

Ils comprennent notamment tous les coûts directement liés à la mise en œuvre de l'action, qui :

- sont liés à l'objet de l'action et sont évalués en annexe,
- sont nécessaires à la réalisation de l'action,
- sont raisonnables selon le principe de bonne gestion,
- sont engendrés pendant le temps de l'action,
- sont dépensés par « l'association »,
- sont identifiables et contrôlables.

3.4 Lors de la mise en œuvre de l'action, le bénéficiaire peut procéder à une adaptation de son budget prévisionnel par des transferts entre natures de charges éligibles telles que les achats, les locations, les dépenses de publications, les charges de personnel, les frais de déplacement.... Cette adaptation des dépenses réalisée dans le respect du montant total des coûts éligibles mentionné au point 3.1, ne doit pas affecter la réalisation de l'action et ne doit pas être substantielle.

L'association notifie ces modifications à « la collectivité » par écrit dès qu'elle peut les évaluer et en tout état de cause avant le 31 décembre de l'année en cours.

PROJET

ARTICLE 4 – CONDITIONS DE DÉTERMINATION DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE

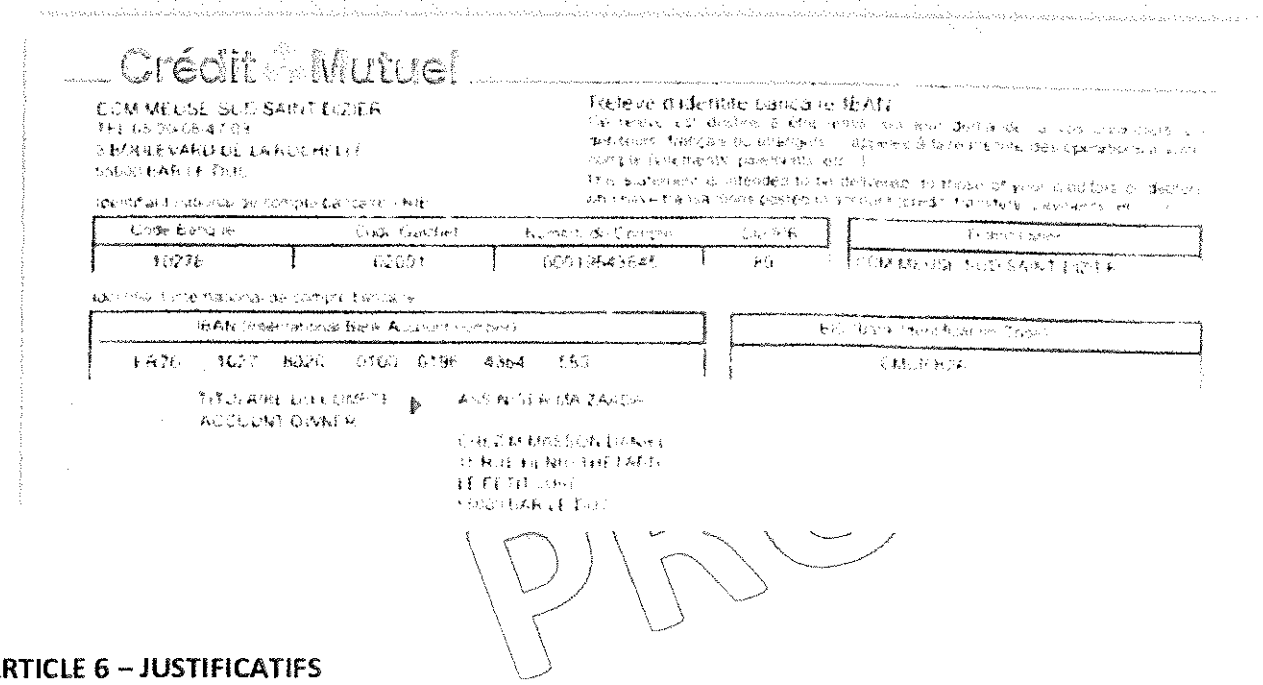
4.1 « La collectivité » contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de 17 000 €, équivalent à 11,86% du montant total estimé des coûts éligibles sur l'ensemble de l'exécution de la convention, établis à la signature des présentes, tels que mentionnés à l'article 3.1.

4.2 Les contributions financières de « la collectivité » mentionnées au paragraphe 4.3 ne sont applicables que sous réserve des trois conditions suivantes :

- la délibération de « la collectivité »,
- le respect par « l'association » des obligations mentionnées aux articles 1er, 6 ,7 et 8 sans préjudice de l'application de l'article 12,
- la vérification par « la collectivité » que le montant de la contribution n'excède pas le coût de l'action, conformément à l'article 10.

ARTICLE 5 - MODALITÉS DE VERSEMENT DE LA CONTRIBUTION FINANCIÈRE

« La collectivité » verse la subvention à la notification de la convention dans la limite du montant prévisionnel annuel de la contribution mentionnée à l'article 4.1 pour cette même année.
La contribution financière sera créditée au compte de l'association selon les procédures comptables en vigueur.
Le versement sera effectué sur le compte suivant :



ARTICLE 6 – JUSTIFICATIFS

« L'association » s'engage à fournir dans les six mois de la clôture de chaque exercice les documents ci-après établis dans le respect des dispositions du droit interne et du droit communautaire :

- Le compte rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

  Ce document retrace de façon fiable l'emploi des fonds alloués pour l'exécution des obligations prévues dans la présente convention. Il est accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif de l'action comprenant les éléments mentionnés à l'annexe 3 et définis d'un commun accord entre

« la collectivité » et « l'association ». Ces documents sont signés par le président ou toute personne habilitée.

- Les comptes annuels et le rapport du commissaire aux comptes prévus par l'article L.612-4 du Code de Commerce ou, le cas échéant, la référence de leur publication au Journal officiel.
- Le rapport d'activité.

ARTICLE 7 - AUTRES ENGAGEMENTS

Sécurité :
« La collectivité » ne pourra, en aucune manière, être appelée en garantie des activités ou de la gestion de l'Association.

Informations/modifications :
« L'association », soit communique sans délai à « la collectivité » la copie des déclarations mentionnées aux articles 3, 6 et 13-1 du décret du 16 août 1901 portant réglementation d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association, soit informe de toute nouvelle déclaration enregistrée dans le RNA et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par « l'association », pour une raison quelconque, celle-ci doit en informer « la collectivité » sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 8 – SANCTIONS

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard significatif des conditions d'exécution de la convention par « l'association » sans l'accord écrit de « la collectivité », celle-ci peut respectivement exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, diminuer ou suspendre le montant de la subvention, après examen des justificatifs présentés par l'association et avoir préalablement entendu ses représentants. « La collectivité » en informe « l'association » par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 9 - EVALUATION

« La collectivité » procède, conjointement avec « l'association », à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action à laquelle elle a apporté son concours sur un plan quantitatif comme qualitatif.
L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1, sur l'impact de l'action au regard de l'intérêt local conformément aux articles L. 2121-29, L. 3211-1 et L. 4221-1 du code général des collectivités territoriales.

PROJET

ARTICLE 10 - CONTROLE DE LA COLLECTIVITÉ

« La collectivité » contrôle annuellement et à l'issue de la convention que la contribution financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre de l'action prévue.
« La collectivité » peut exiger le remboursement de la quote-part équivalente de la contribution financière.
Pendant et au terme de la convention, un contrôle sur place peut être réalisé par « la collectivité », dans le cadre de l'évaluation prévue à l'article 9 ou dans le cadre du contrôle financier annuel. « L'association » s'engage à faciliter l'accès à toutes pièces justificatives des dépenses et tous autres documents dont la production serait jugée utile dans le cadre de ce contrôle.

ARTICLE 11 - CONDITIONS DE RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la réalisation de l'évaluation prévue à l'article 9 et au contrôle de l'article 10 et à une nouvelle délibération de « la collectivité ».

ARTICLE 12 – AVENANT

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par « la collectivité » et « l'association ». Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent. La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et les toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 13 - RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

ARTICLE 14 - RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif compétent en la matière.

Fait à Bar le Duc, le
(en trois exemplaires)

PROJET

La Présidente de la Communauté d'Agglomération,

Le Président de l'association,

Daniel MASSON

ANNEXE 1

L'action :

Renforcement de la distribution d'eau et d'assainissement au NIGER
dans les villages de DAREY (741 habitants), GASSEDA (1500 habitants),
et DAITAGUI FAKARA (1700 habitants).

Après les études techniques préalables, il s'agira de réaliser sur trois villages :

- 1 mini-adduction d'eau potable composée d'un château d'eau de 21 m3 alimenté par une pompe immergée, elle-même alimentée en électricité par panneaux solaires,
- 2 puits cimentés Ofedes rehaussés de poulies mécaniques pour faciliter le puisage et dotés d'un couvercle pour assurer la sécurité et la salubrité de l'ouvrage,
- 4 bornes fontaines,
- l'assainissement et la sécurisation des zones de pompage et des bornes fontaines.

et au niveau de l'hygiène :

- construire, dans chacun des trois villages, 2 blocs de latrines et douches sur fosses cimentées étanches (1 bloc fille et 1 bloc garçon),
- sensibiliser et former les populations à leur utilisation et entretien.

Obligations :

L'association s'engage à mettre en œuvre l'action comportant des obligations destinées à permettre la réalisation du Service visé à l'article 1 de la convention.

Coût de l'action	Subvention de la Communauté d'Agglomération Bar-le-Duc Sud Meuse		Taux de financement public global
	Montant	Taux de financement	
143 300 €	17 000 €	11,86 %	64,9 %
Charges les plus importantes			
Achats	127 000 €	88,6 %	
Autres services extérieurs	11 300 €	7,9 %	

PROJET

a) Localisation : villages de DAREY, GASSEDA, et DAITAGUI FAKARA au NIGER.

b) Objectifs : ces travaux permettront d'améliorer les conditions de vie des populations, en luttant contre les maladies hydriques et en allégeant le travail des familles pour la corvée d'eau. Ils contribueront aussi à sensibiliser les populations à l'hygiène et sur l'importance d'assainir la zone de pompage.

Public visé : Ce projet concerne les habitants des villages de DAREY (741 habitants), GASSEDA (1500 habitants), et DAITAGUI FAKARA (1700 habitants). Ces villages du NIGER sont situés au cœur de la réserve naturelle des dernières girafes d'Afrique de l'Ouest, et composés essentiellement de cultivateurs et d'éleveurs qui vivent tant bien que mal de leur terre et de l'élevage.

c) Moyens mis en œuvre : appel à des entreprises locales de génie civil

Annexe 2

Indicateurs quantitatifs :

Il s'agira de réaliser :

- 1 mini-adduction d'eau potable composée d'un château d'eau de 21 m3 alimenté par une pompe immergée, elle-même alimentée en électricité par panneaux solaires,
- 2 puits cimentés Ofedes rehaussés de poulies mécaniques pour faciliter le puisage et dotés d'un couvercle pour assurer la sécurité et la salubrité de l'ouvrage,
- 4 bornes fontaines,
- l'assainissement et la sécurisation des zones de pompage et des bornes fontaines.
- construire, dans chacun des trois villages, 2 blocs de latrines et douches sur fosses cimentées étanches (1 bloc fille et 1 bloc garçon).

Indicateurs qualitatifs :

Les habitants des 3 villages et les gens de passage disposeront de l'eau potable.
Les règles d'hygiène et d'assainissement seront considérablement améliorées : hygiène corporelle, propreté des villages...

Conditions d'évaluation :

Le compte rendu financier visé à l'article 6 des présentes sera accompagné d'un compte rendu quantitatif et qualitatif de l'action comprenant les éléments ci-dessus.

Dispositif d'évaluation conjointe à la fin de la convention : dans le cadre de l'évaluation conjointe prévue par l'article 9 des présentes et subséquentes à la communication du bilan d'ensemble qualitatif et qualitatif susmentionné, « la collectivité » informe « l'association » de son évaluation par une réunion organisée au plus tard un mois avant la fin de la convention et lui indique, le cas échéant, le délai pour présenter ses conclusions contradictoires assorties des justificatifs nécessaires. « La collectivité » informe « l'association » de ses conclusions finales par lettre après avoir préalablement entendu ses représentants.

PROJET

Annexe 3

Budget global de l'action : année 2021

Projet n°1

6 Budget du projet

Budget supplémentaire projet pluriannuel

Soldes issus du budget projet pluriannuel

CHARGES	Montant	PRODUITS	Montant
CHARGES DIRECTES		**RESSOURCES DIRECTES**	
60 - Achats		70 - Vente de produits finis, de marchandises, prestations de services	
Achats matières et fournitures		73 - Dotations et produits de tarification	
Autres fournitures		74 - Subventions d'exploitation	
		Etat : préciser le ministère et directions ou services déconcentrés sollicités et cette page	
61 - Services extérieurs		Région(s) :	
Locations		Projet Vie Active	
Entretien et réparation		Appel à projets jeunesse	
Assurance		Conseil Régional	
Documentation			
62 - Autres services extérieurs		Conseil Départemental (s) :	
Rémunérations intermédiaires et honoraires		Conseil Départemental Jeunesse	
Publicité, publication			
Déplacements, missions		Communes, communautés de communes ou d'agglomération	
Services bancaires, autres		Organismes sociaux : CAF, MSA, Sécurité sociale, Fonds européens, FSE, FEDER, etc.	
63 - Impôts et taxes		Agence de services et de paiement (emplois aidés)	
Impôts et taxes sur rémunération		Aides privées (fondations)	
Autres impôts et taxes		Autres établissements publics	
64 - Charges de personnel		75 - Autres produits de gestion courante	
Rémunération des personnels		756 Cotisations	
Charges sociales		756 Dons manuels - Mécénat	30 000
Autres charges de personnel		76 - Produits financiers	
65 - Autres charges de gestion courante		77 - Produits exceptionnels	
		78 - Reprises sur amortissements et provisions	
66 - Charges financières		79 - Transfert de charges	
67 - Charges exceptionnelles			
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements à réaliser sur ressources affectées			
69 - Impôt sur les bénéfices (IS) Participation des salariés			
CHARGES INDIRECTES REPARTIES AFFECTEES AU PROJET		**RESSOURCES PROPRES AFFECTEES AU PROJET**	
Charges fixes de fonctionnement			
Frais financiers			
Autres			
TOTAL DES CHARGES		TOTAL DES PRODUITS	
Excédent prévisionnel (bénéfice)		Insuffisance prévisionnelle (déficit)	

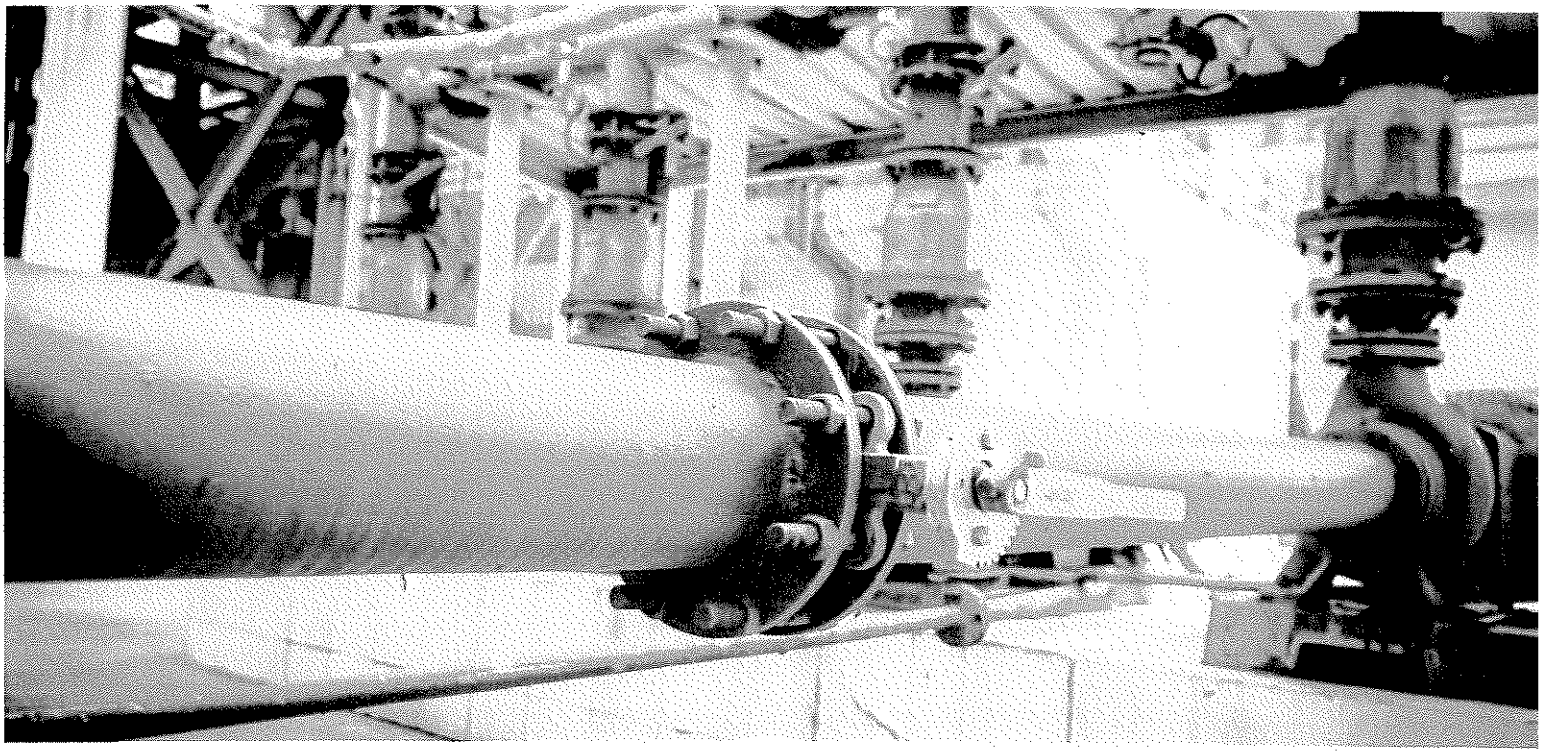
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

86 - Emplois des contributions volontaires en nature		87 - Contributions volontaires en nature	
861 - Secours en nature		870 - Bénévolat	
862 - Mise à disposition gratuite de biens et services		871 - Prestations en nature	
864 - Personnel bénévole		875 - Dons en nature	0
TOTAL		TOTAL	

La subvention sollicitée de [illegible] €, objet de la présente demande représente [illegible] % du total des produits du projet

Montant sollicité / Total du budget x 100

altereo



MEUSE GRAND SUD Bar-le-Duc Sud Meuse

Communauté d'Agglomération Bar-le-Duc Sud Meuse (CABLDSM)

Maîtrise d'œuvre pour la réalisation de travaux de renouvellement de réseau d'eau potable préalablement aux travaux de voirie à ROBERT-Espagne

Avant-Projet / Projet – Rapport version 2

Altereo
Agence Nord-Est
Parc Saint Jacques II
9 rue Paul Langevin
54 320 MAXEVILLE
Tél : 03 83 96 14 57

Votre interlocuteur
Nicolas BRUNET
06 11 18 95 32
n.brunet@altereo.fr

éveilleurs d'intelligences environnementales®

www.altereo.fr

Identification du document

Elément		
Titre du document	AVANT PROJET / PROJET - Rapport version 1.0	
Nom du fichier	E20314_CABLDSM_AEP_ROBERT-ESPAGNE_AVP_V2	
Version	15/03/2021 16:51:00	
Rédigé par :	Ingénieur Chef de Projet	NBR
Vérifié par :	Directeur d'Agence	WLA
Libéré par :	Directeur d'Agence	WLA

Version	Désignation	Date
Version 1.0	Première diffusion	02/2021
Version 2.0	Intégration dernières enquêtes + remarques CABLDSM	03/2021

Sous réserve du respect de ses droits moraux en tant qu'auteur Altereo a cédé l'ensemble de ses droits patrimoniaux sur le présent rapport

Sommaire

1. CONTEXTE DE LA MISSION 6

2 CARACTERISTIQUES DU PROJET – SYNTHESE DES DONNEES 7
2.1 Localisation du secteur d'étude 7
2.2 Données Existante 8
2.2.1 Réseaux de distribution sur la commune de Robert Espagne 8
2.2.2 Emprise des travaux 9
2.2.3 Enquêtes de branchements AEP 10
2.2.4 Projet d'aménagement 10
2.3 Synthèse des données 11

3 REFLEXION ENGAGEE SUR LE PROGRAMME DE TRAVAUX 12
3.1 Problématique de l'opération et définition des besoins 12
3.2 Approche technique des problématiques identifiées 12
3.3 Programme de travaux 12

4 CONTRAINTES DU PROJET 13
4.1 Contraintes réglementaires 13
4.1.1 Zone de protection de la ressource en eau 13
4.1.2 Zones inondables 13
4.1.3 Zone de protection Natura 2000 13
4.1.4 Hygiène et sécurité sur le chantier 13
4.2 Contraintes techniques 14
4.2.1 Levé topographique 14
4.2.2 Amiante et HAP sur enrobé 14
4.2.3 Permission de Voirie 15
4.2.4 Réseaux existants 16
4.2.5 Passage en domaine privé 16
4.3 Synthèse 17

5 TRAVAUX SUR LES RESEAUX 18
5.1 Description des travaux 18
5.1.1 Travaux de distribution d'eau potable 18
5.1.2 Travaux de réfection définitive 19
5.1.3 Autres travaux 19
5.2 Dimensionnement et note de calcul 19
5.2.1 Réseaux 19
5.3 Matériaux et produits mis en œuvre 20
5.3.1 Matériaux de remblais – assise de voirie 20
5.3.2 Fournitures 20
5.4 Mode d'exécution des travaux et hypothèses de chiffrages 23

Sous réserve du respect de ses droits moraux en tant qu'auteur, Altereo a cédé l'ensemble de ses droits patrimoniaux sur le présent rapport

5.4.1 Mise en œuvre 23
5.4.2 Travaux et contraintes spécifiques 25

6 CONTROLES ET ESSAIS DES TRAVAUX 26
1.1. Généralités 26
1.2. Contrôles et essais sur les réseaux 26

7 MODE DE DEVOLUTION DE LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX 27
1.3. Allotissement et décomposition des marchés 27
1.4. Critères de sélection 27
1.5. Calendrier prévisionnel d'exécution 28

8 MONTANT PREVISIONNEL DES TRAVAUX 29
1.6. Montant des travaux en Alimentation en Eau Potable – Domaine Public 29

9 SYNTHESE DE L'OPERATION ET POURSUITE DES ETUDES 30

10 ANNEXE 31
10.1 Annexe 01 : Listing Enquêtes de branchements 32
10.2 Annexe 02 : Plan des travaux 34
10.3 Annexe 03 : Devis Quantitatif et Estimatif 36

Table des illustrations

Tableau 1 : Programme d'opération : description des travaux 12
Tableau 2 : Tableau récapitulatif des concessionnaires concernés par les demandes de travaux sur Robert-Espagne (DT). 16
Tableau 3 : Largeur de tranchée 23
Tableau 4 : contrôles – réseaux 26
Tableau 5 : Mode de dévolution de la passation des marchés de travaux – critères de sélection des entreprises 27
Tableau 6 : Montant des opérations 29

Figure 1 : Localisation de la zone d'étude. 7
Figure 2: Réseaux AEP existants sur la commune de Robert-Espagne 8
Figure 3 : Emprise des travaux 9
Figure 4 : Extrait projet aménagement 10
Figure 5 : Contraintes techniques – Amiante et HAP dans les enrobés 15
Figure 6 : Contraintes techniques - localisation des réseaux routiers 15
Figure 7 : Travaux sur les réseaux - opération A 18
Figure 8 : Travaux sur les réseaux - opération B 19
Figure 9 : Contraintes techniques – structure des tranchées 20
Figure 10 : Travaux sur les réseaux – fournitures - canalisations 20
Figure 11 : Travaux sur les réseaux – fournitures - canalisations 21
Figure 12 : Travaux sur les réseaux – fournitures - vannes 21

Sous réserve du respect de ses droits moraux en tant qu'auteur, Altereo a cédé l'ensemble de ses droits patrimoniaux sur le présent rapport

Figure 13 : Travaux sur les réseaux – fournitures – bouche à clef 21
Figure 14 : Travaux sur les réseaux – fournitures – Poteau Incendie 22
Figure 15 : Travaux sur les réseaux – fournitures – regard-compteur 22
Figure 16 : réfection de voirie - route départementale 24
Figure 17 : Travaux sur les réseaux – contraintes particulières – phasage 25

Sous réserve du respect de ses droits moraux en tant qu'auteur, Altereo a cédé l'ensemble de ses droits patrimoniaux sur le présent rapport

1. CONTEXTE DE LA MISSION

La CABLDSM souhaite réaliser des travaux de renouvellement des conduites de distribution d'eau potable sur la commune de Robert Espagne, en amont de la réalisation des travaux d'aménagement engagés par la commune.

DESCRIPTIF DE LA MISSION

La mission d'ALTEREO consiste à accompagner le maître d'ouvrage en tant que maître d'œuvre dans la réalisation des travaux pour la réalisation du programme de renouvellement du réseau d'adduction en eau potable sur la commune de Robert-Espagne. Les phases d'études issues du marché sont les suivantes :

- **Mission de base**
  - **AVP/PRO** : Avant-Projet et Projet — *Phase d'étude*
  - **ACT** : Assistance à la Passation des Contrats de Travaux — *Phase de consultation*
  - **VISA** : Visa des études d'exécution
  - **DET** : Direction de l'Exécution des Travaux — *Phase de travaux*
  - **AOR** : Assistance aux Opérations de Réception.

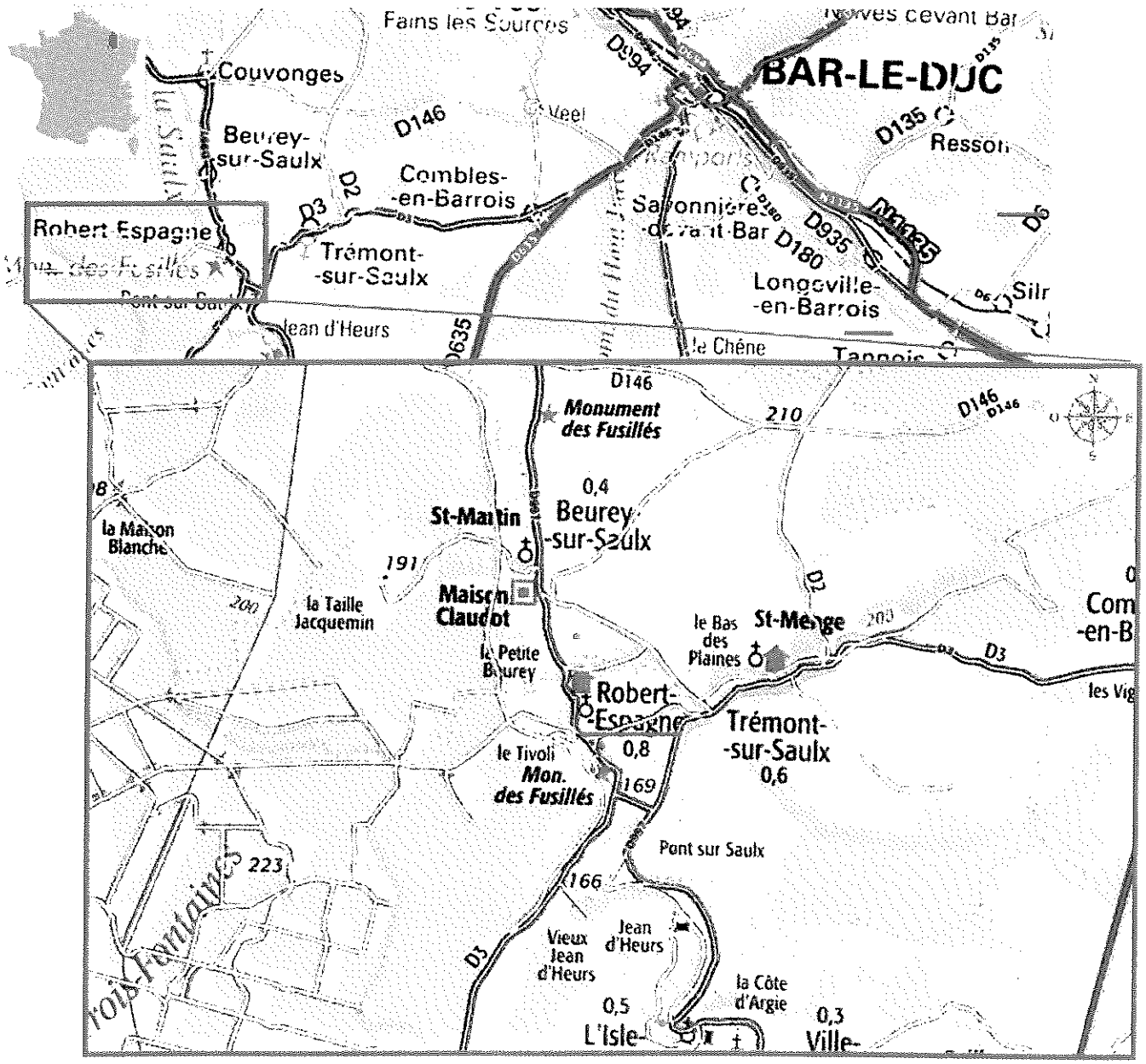
Sous réserve du respect de ses droits moraux en tant qu'auteur, Altereo a cédé l'ensemble de ses droits patrimoniaux sur le présent rapport

2 CARACTÉRISTIQUES DU PROJET – SYNTHESE DES DONNEES

2.1 Localisation du secteur d'étude

La Communauté d'Agglomération Bar-le-Duc Sud Meuse (CABLDSM) a été créée en 2013 suite à la fusion de la Communauté de Communes de Bar-le-Duc et la Communauté de Communes du Centre Ornain. Cette structure réalise une vente d'eau auprès de 31 des 33 communes composantes de la CABLDSM, situées dans le département de la Meuse (55).

La commune de Robert-Espagne est située à environ 15 km au sud-ouest de Bar-le-Duc :



Source : Google, Altereo, 2021 – échelle non normalisée.

Figure 1 : Localisation de la zone d'étude.

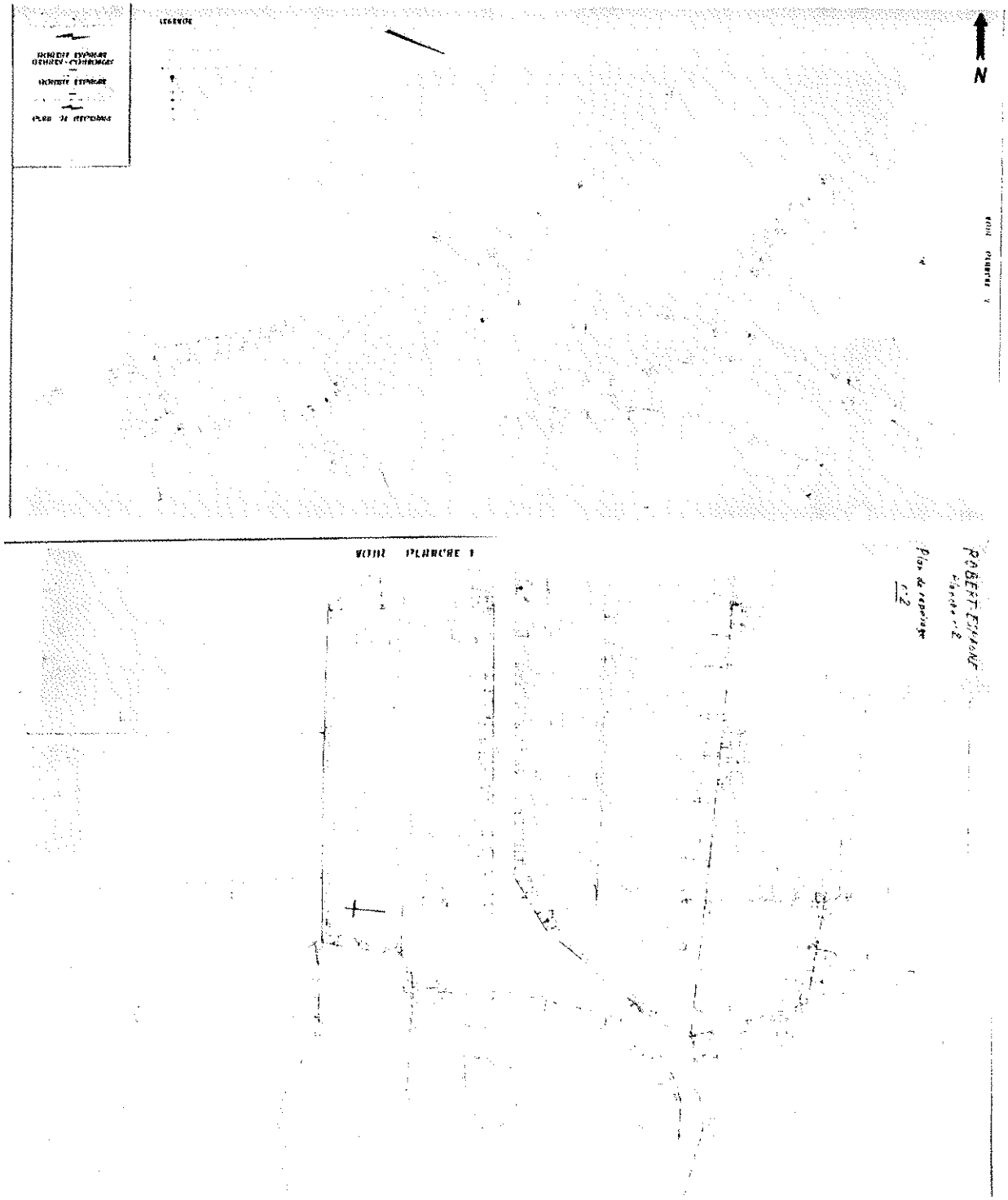
La CABLDSM a en charge la production et la distribution d'eau potable sur le territoire de la commune de Robert-Espagne

Sous réserve du respect de ses droits moraux en tant qu'auteur Altereo a cédé l'ensemble de ses droits patrimoniaux sur le présent rapport

2.2 Données Existante

2.2.1 Réseaux de distribution sur la commune de Robert Espagne

Le réseau de distribution en eau potable de la commune est composé de conduite en fonte de DN40 à 100 mm.



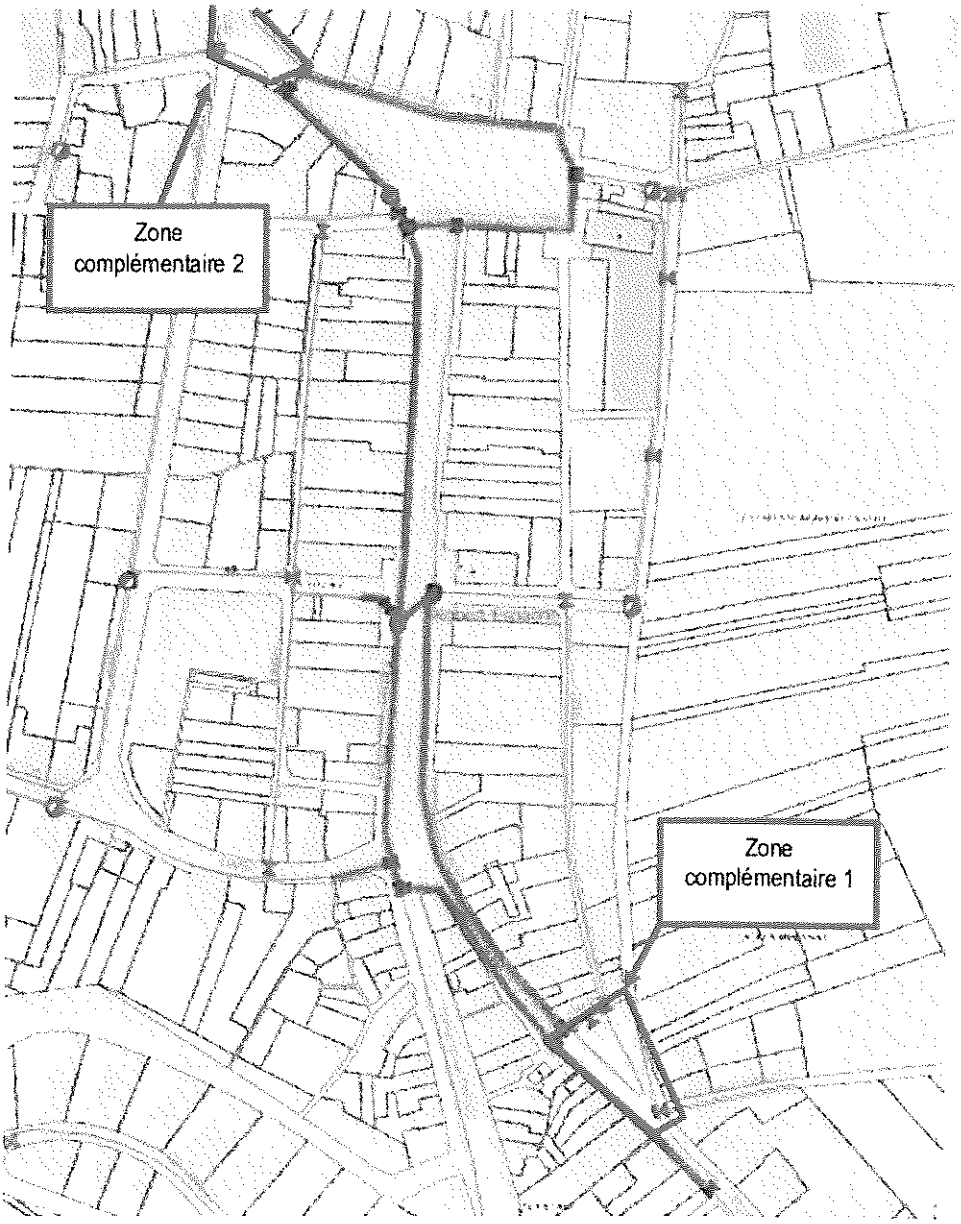
Source : CABLDSM. 202. sans échelle

Figure 2: Réseaux AEP existants sur la commune de Robert-Espagne

Sous réserve du respect de ses droits moraux en tant qu'auteur, Altereo a cédé l'ensemble de ses droits patrimoniaux sur le présent rapport

2.2.2 Emprise des travaux

L'emprise des travaux, telle que définie au cahier des charge, est la suivante :



Source : CABLDMS, 2020, sans échelle

Figure 3 : Emprise des travaux

Suite à la réunion de travail réalisée le 8 janvier, deux zones complémentaires seront prises en compte, comme indiqué sur le plan ci-dessus

2.2.3 Enquêtes de branchements AEP

Des enquêtes de branchements ont été réalisés par les services techniques de la CABLDSM afin d'identifier la localisation des compteurs abonnés (intérieur / sous domaine public) et de vérifier la nature des branchements (PE, Plombs, Fonte, acier, ...).

Les principaux résultats sont les suivants :

- 69 bâtiments ont fait l'objet d'une enquête
- 23 des bâtiments enquêtés ne sont pas concernés par le remplacement de la conduite de distribution au droit du branchement considérés, soit 46 bâtiments enquêtés sur le tracé du projet (sur 78 habitations concernées au total)
- Bâtiment hors tracé : 13 compteurs en intérieurs à déplacer – 0 Branchement plomb à remplacer – 10 compteurs sous regard en domaine public
- Bâtiment sur tracé : 39 compteurs en intérieur à déplacer – 4 branchements plomb à remplacer – 7 compteurs sous regard en domaine public

D'autre part, les points particuliers suivants ont été identifiés :

- 26 rue de Gironde : deux compteurs à prévoir car bâtiment habitation + local commercial
- 2 rue des Marauds : 1 compteurs à mettre en domaine public et 1 à conserver (situé hors zone travaux)

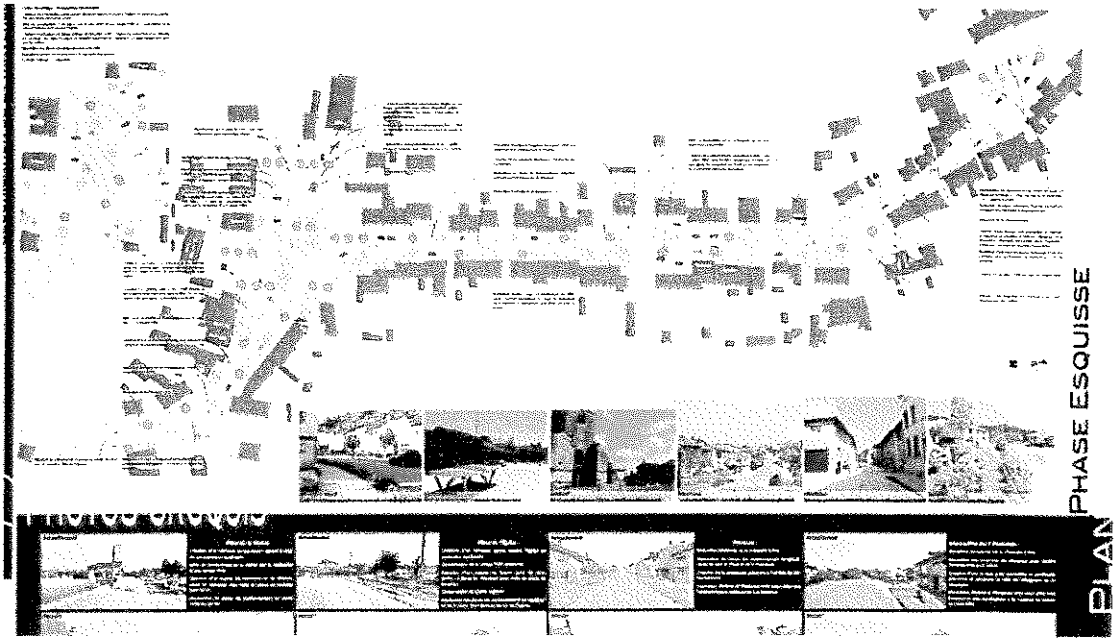
Dans le cadre des travaux, il est donc pris en compte les quantitatifs suivants :

- 86 compteurs en intérieur by-pass à prévoir
- 4 Remplacements de branchements plomb à prévoir
- 82 branchements à remplacer en domaine privé

Le tableur de synthèse des enquêtes est présenté en annexe 01

2.2.4 Projet d'aménagement

La commune de Robert-Espagne s'est engagée dans un programme de travaux d'aménagement sur la traverse du village et la place de Verdun.



Source : ALTEREO – 2021

Figure 4 : Extrait projet aménagement

A cet effet, les travaux d'alimentation en Eau Potable du présent marché seront réalisés en amont des travaux d'aménagements. Ces derniers doivent être engagés à la suite immédiate des travaux AEP

Sous réserve du respect de ses droits moraux en tant qu'auteur, Altereo a cédé l'ensemble de ses droits patrimoniaux sur le présent rapport

2.3 Synthèse des données

Le Communauté d'Agglomération Bar-le-Duc Sud Meuse (CABLDSM) assure la vente d'eau aux abonnés de ses communes membres, dont la commune de Robert-Espagne fait partie.

Les travaux concernent principalement **le renouvellement des conduites de distribution au niveau de la traverse du village,** y compris place de Verdun.

Des **enquêtes de branchements, réalisées par la CABLDSM**, ont permis de répertorier la localisation des compteurs et la nature du branchement. A noter que le **taux de visite est inférieur à 50%** sur les bâtiments concernés par le tracé des nouvelles conduites à poser.

Enfin, compte tenu du programme d'aménagement engagé par la commune, **les travaux AEP devront être réalisés en amont des travaux d'aménagements**

Sous réserve du respect de ses droits moraux en tant qu'auteur, Altereo a cédé l'ensemble de ses droits patrimoniaux sur le présent rapport

3 REFLEXION ENGAGEE SUR LE PROGRAMME DE TRAVAUX

3.1 Problématique de l'opération et définition des besoins

Le programme de renouvellement d'eau devra permettre à terme :

- **Le remplacement à l'identique de l'existant des conduites de distribution d'eau potable de la CABLDSM présentes Place de Verdun, Rue de Gironde, Rue de Revigny et Rue de Saint-Dizier.**

3.2 Approche technique des problématiques identifiées

Les travaux consisteront à renouveler le réseau concerné tout en maintenant l'alimentation en eau potable tout au long des travaux. La mise en service du nouveau réseau verra l'abandon des anciennes conduites.

Plus précisément, les travaux concernent :

- Les conduites de distribution au niveau des rues principales de la traverse (rue de Revigny, rue de Gironde, Rue de Saint Dizier)
- Les conduites de distribution au niveau des deux places faisant l'objet d'un aménagement (Place de Verdun et rue du Pâquis)
- Les conduites de distribution au niveau des rues secondaires (amorces rue des Marauds, impasse du château, rue de Cotton, rue de la Moucherie, rue des trois fontaines, rue du 29 août 1944).
- En parallèle du renouvellement des conduites, les 4 branchements plombs seront remplacés. Les compteurs présents en intérieurs seront déplacés au niveau du domaine public.

D'autre part, compte tenu de la possible réalisation des travaux d'aménagements à la suite immédiate des travaux de renouvellement AEP, les réfections à engager par la CABLDSM devraient être limités aux réfections sous voirie. Néanmoins, il est proposé le chiffrage des réfections connexes dans une opération scindée qui fera l'objet d'une tranche optionnelle en travaux

Enfin, dans l'attente des résultats des carottages et analyses afférentes sous voirie pour la détection des HAP / amiante dans les enrobés, il est proposé le chiffrage de l'évacuation de matériaux pollués dans une opération scindée qui fera l'objet d'une tranche optionnelle en travaux

3.3 Programme de travaux

Le programme de travaux établi est le suivant :

Marché	
Tranche Ferme	
OPERATION A	Renouvellement des conduites de distribution rue de Saint-Dizier / place de Verdun
Tranche Optionnelle 01	
OPERATION B	Renouvellement des conduites de distribution rue de Revigny
Tranche Optionnelle 02	
OPERATION C	Réfection sur les travaux des opérations A et B
Tranche Optionnelle 03	
OPERATION D	Gestion et évacuation des enrobé pollués aux HAP

Source : ALTEREO, 2021.

Tableau 1 : Programme d'opération : description des travaux

Sous réserve du respect de ses droits moraux en tant qu'auteur, Altereo a cédé l'ensemble de ses droits patrimoniaux sur le présent rapport

4 CONTRAINTES DU PROJET

4.1 Contraintes réglementaires

4.1.1 Zone de protection de la ressource en eau

Opérations A et B

Une partie du territoire de la commune de Robert-Espagne est inscrite dans le périmètre de protection de captage d'eau potable de la commune de Robert-Espagne (production d'eau potable à destination de la consommation humaine – Source ARS Lorraine). L'arrêté préfectoral ne prescrit aucune contrainte particulière concernant les travaux prévus par la présente étude.

4.1.2 Zones inondables

Opérations A et B

La commune de Robert-Espagne est concernée par un périmètre de Territoire à Risque d'Inondation (TRI) selon le site gouvernemental « Georisque »La partie nord du secteur d'étude est impactée par le risque inondation du cours de La Saulx.

La zone inondable répertoriée n'aura pas d'impact sur les travaux d'alimentation en eau potable prévus sur la commune Robert-Espagne.

Afin des venues d'eau en fouille, il est préférable de réaliser les travaux en période de nappe basse

4.1.3 Zone de protection Natura 2000

Aucune opération concernée

La zone Natura 2000 la plus proche est la zone FR2100315 Forêt de Trois-Fontaines située à 2 km de la commune de Robert-Espagne (source : carto.geo-ide.application.developpement-durable.gouv.fr).

Les travaux d'alimentation en eau potable prévus sur la commune Robert-Espagne n'auront aucun impact sur cette NATURA 2000 car aucun travaux n'est prévu dans cette zone.

4.1.4 Hygiène et sécurité sur le chantier

Les travaux sont inscrits sur la liste des travaux présentant des risques particuliers (travaux en fouille avec terrassement).

L'opération sera soumise au recrutement d'un Coordonnateur SPS :

- Opération de catégorie 2 ;
- Compétence minimale du CSPS de niveau 2.

Dans le cadre de la mission de Maîtrise d'Œuvre, nous assisterons le Maître d'Ouvrage pour le recrutement d'un Coordonnateur SPS.

Sous réserve du respect de ses droits moraux en tant qu'auteur, Altereo a cédé l'ensemble de ses droits patrimoniaux sur le présent rapport

4.2 Contraintes techniques

4.2.1 Levé topographique

Opérations A et B

Un levé topographique de la commune de Robert-Espagne a été transmis

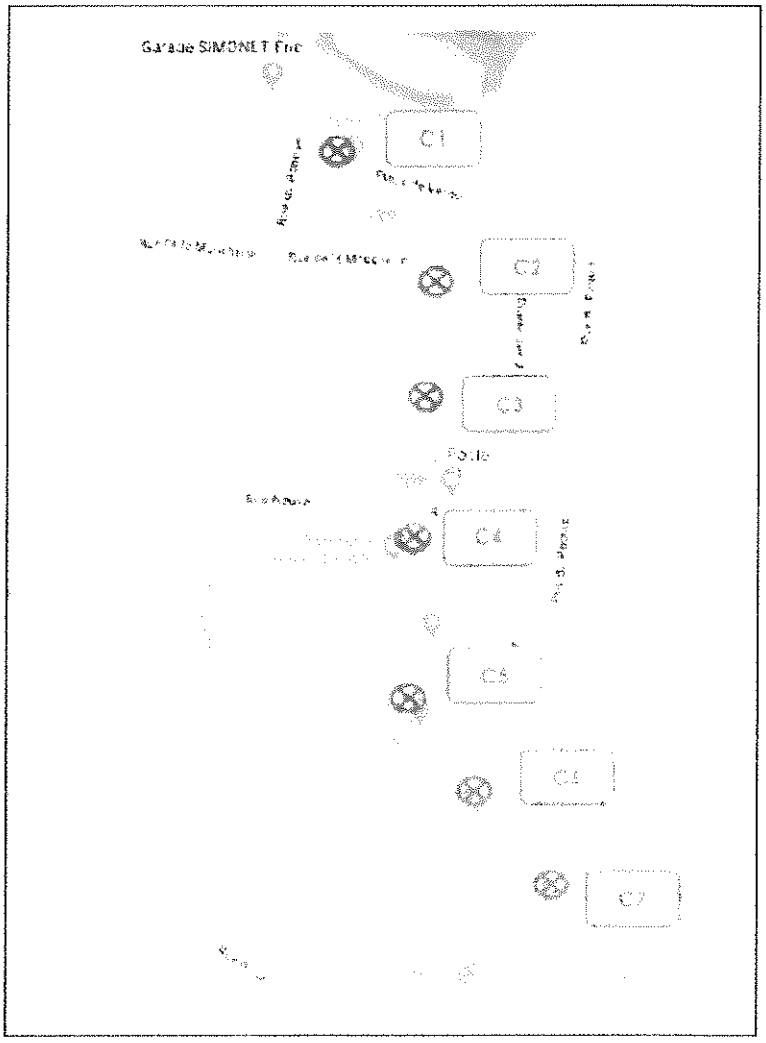
Les résultats ont permis l'implantation des réseaux AEP dans le cadre de la présente opération.

4.2.2 Amiante et HAP sur enrobé

Opérations A et B

Une étude de caractérisation de la présence d'HAP et d'amiante dans les enrobés a été réalisée.

Les principaux résultats sont détaillés ci-dessous :



Sous réserve du respect de ses droits moraux en tant qu'auteur, Altereo a cédé l'ensemble de ses droits patrimoniaux sur le présent rapport

Échantillon	Désignation travaux	Amiante détectée	Teneur en HAP
C1	Chaussée	NON	15 000 mg/kg MS
C2	Chaussée	NON	[illegible] mg/kg MS
C3	Chaussée	NON	1,8 mg/kg MS
C4	Chaussée	NON	[illegible] mg/kg MS
C5	Chaussée	NON	5360 mg/kg MS
C6	Chaussée	NON	[illegible] mg/kg MS
C7	Chaussée	NON	5380 mg/kg MS

Source : LABOROUTE – 2021

Figure 5 : Contraintes techniques – Amiante et HAP dans les enrobés

Dans le cadre du présent projet, les résultats mettent en évidence la présence de HAP sir la quasi-totalité des surfaces impactées par les travaux.

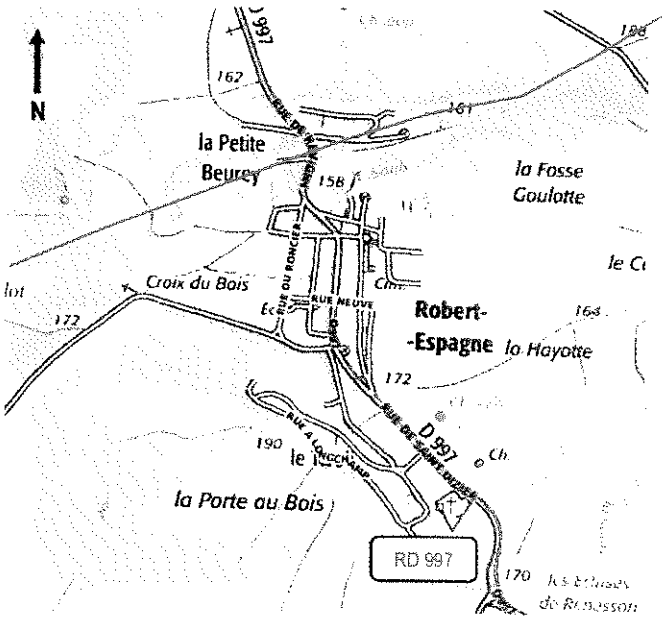
La présence d'amiante n'a pas été détectée

L'entreprise titulaire des travaux aura à sa charge la réalisation de carottage et analyse de présence HAP dans le cadre de sa période de préparation afin de circonscrire les zones réellement impactées par cette problématique, notamment au droit des sondages C6 et C3 afin de limiter l'impact financier.

4.2.3 Permission de Voirie

La commune est traversée par la Route Départementale n°997.

La mise en place de canalisations d'alimentation d'eau potable dans l'emprise du domaine de compétence du département et sous ses voiries devra prendre en compte une réfection de chaussée conforme aux prescriptions des gestionnaires de ces infrastructures.



Source : Géoportail, 2021.

Figure 6 : Contraintes techniques - localisation des réseaux routiers

Une demande de permission de voirie est en cours auprès des concessionnaires concernés. Les préconisations particulières, notamment au niveau des structures des tranchées, sont intégrées au présent AVP/PRO. Les coupes types préconisées par l'ADA sont présentées au chapitre 5.3.1

Sous réserve du respect de ses droits moraux en tant qu'auteur, Altereo a cédé l'ensemble de ses droits patrimoniaux sur le présent rapport

4.2.4 Réseaux existants

Opérations A et B

Afin de prendre en compte les réseaux existants et notamment les contraintes d'encombrement du sous-sol (sujétions de croisement), les Déclarations de Travaux (DT) ont été effectuées et renouvelées.

Les différentes informations d'implantation des concessionnaires ont été reportées sur les plans de masse des travaux.

NOTA 1 : Les nouvelles règles en matière de repérage préalable des infrastructures imposent au donneur d'ordres de fournir l'ensemble des éléments planimétriques, altimétriques et constituant des infrastructures présentes dans le périmètre des travaux potentiellement impactant. A défaut, toute avarie ou toute contrainte due à une méconnaissance d'infrastructures existantes sera supportée par le donneur d'ordres. A ce titre, ALTEREO ne peut avoir la connaissance que des éléments qui lui sont reportés et l'intervention d'un maître d'œuvre ne permet pas au maître d'ouvrage de substituer toute ou partie de cette obligation et donc de cette responsabilité sauf stipulation contraire au cahier des charges ce qui n'est en l'espèce pas le cas.

NOTA 2 : Nous attirons l'attention du maître d'ouvrage, qui est porteur du projet, qu'il devra fournir aux entreprises réalisant les travaux des plans pour ses réseaux sensibles de classe A.

Le tableau ci-dessous récapitule les concessionnaires en présence sur la commune de Robert-Espagne dans le cadre des travaux :

Concessionnaire	Statut	Réponse	Type	Classe de précision
ENEDIS	Répondu	Concerné	Sensible	B
CABLDSM (AEP/EU)	Répondu	Concerné	Non Sensible	B
ORANGE (TL)	Répondu	Concerné	Sensible	B

Source : Sogelink, 2021.

Tableau 2 : Tableau récapitulatif des concessionnaires concernés par les demandes de travaux sur Robert-Espagne (DT).

La commune est concernée par les réseaux de classe sensible qui sont :

- ERDF (HTA et BT enterrées)
- ORANGE (TL enterré)

L'entreprise titulaire des travaux aura à sa charge la réalisation d'une détection des réseaux afin de s'affranchir des problématiques de croisement des ouvrages

4.2.5 Passage en domaine privé

Aucune opération concernée

Le tracé des réseaux n'est pas implanté sur des parcelles privatives

Sous réserve du respect de ses droits moraux en tant qu'auteur, Altereo a cédé l'ensemble de ses droits patrimoniaux sur le présent rapport

4.3 Synthèse

Désignation	Concerné	Action à mener
Zone de Protection de la ressource en eau	**OUI**	*Aucune contrainte règlementaire-*
Zone inondable	**OUI**	*Peu de contrainte en phase travaux*
Zone de protection du Milieu naturel	NON	-
Hygiène et sécurité	**OUI**	*CSPS à recruter*
Levé topographique	**OUI**	*Levés effectués et pris en compte*
Amiante et HAP sur enrobé	**OUI**	*Intégré au chiffrage*
Réseaux existants	**OUI**	*DT effectuées et prises en compte*
Réseaux routiers	**OUI**	*PV en cours et prise en compte*
Parcelle domaine privé	NON	-

Sous réserve du respect de ses droits moraux en tant qu'auteur Altereo a cédé l'ensemble de ses droits patrimoniaux sur le présent rapport

5 TRAVAUX SUR LES RÉSEAUX

Les plans des travaux sont présentés en annexe 02.

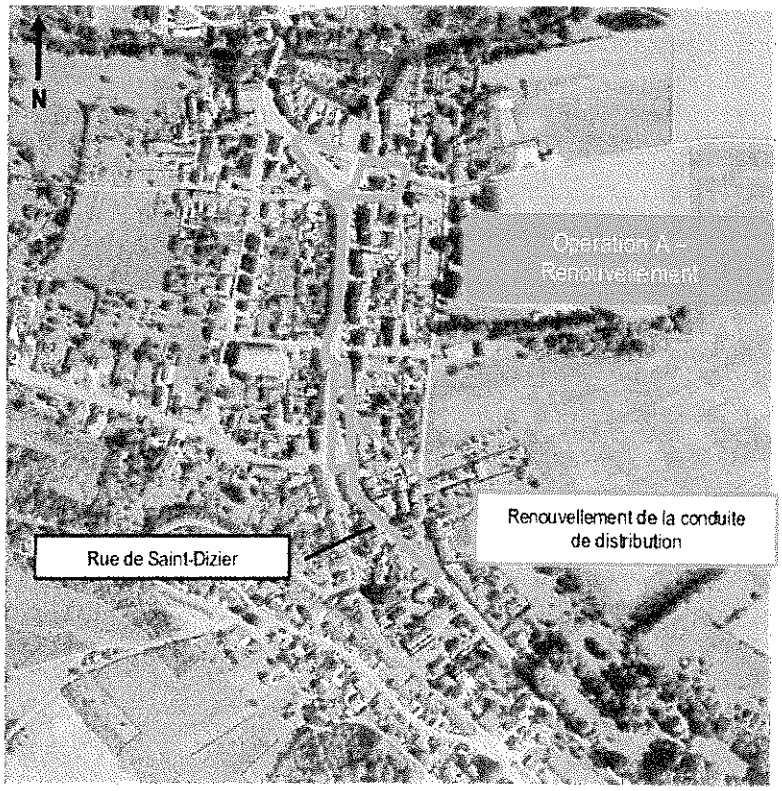
5.1 Description des travaux

5.1.1 Travaux de distribution d'eau potable

Opération A : Renouvellement des conduites de distribution rue de Saint-Dizier / place de Verdun

Les travaux consistent à créer un nouveau réseau de distribution d'eau potable au droit du 28 rue de Saint-Dizier jusqu'à la vanne de sectionnement présente au droit du 20 place de Verdun.

- 1340 ml de conduite
- 3 Poteaux Incendie
- 71 branchements



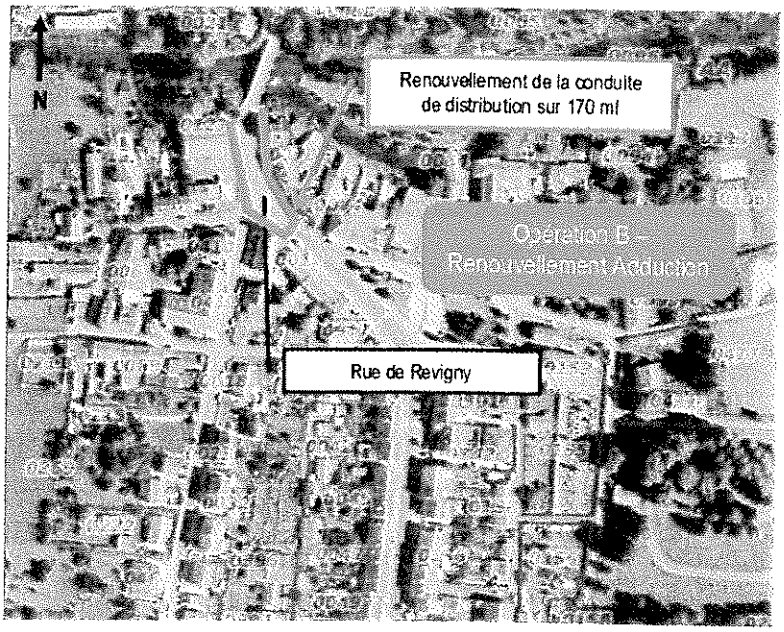
Source : ALTEREO, 2021.

Figure 7 : Travaux sur les réseaux - opération A

Opération B : Renouvellement des conduites de distribution rue de Revigny

Les travaux consistent à créer un nouveau réseau de distribution d'eau potable au droit du 20 place de Verdun de Saint-Dizier jusqu'au droit du 1 rue de Revigny.

- 200 ml de conduite
- 7 branchements



Source : ALTEREO, 2021.

Figure 8 : Travaux sur les réseaux - opération B

5.1.2 Travaux de réfection définitive

Opération C : Réfection définitive hors fouille théorique supplémentaire jusqu'à la demie-largeur de chaussée

Réalisation des réfections définitives au niveau des accotements

Cette opération est proposée en tranche optionnelle (TO1).

5.1.3 Autres travaux

Opération D : Gestion et évacuation des enrobé pollués aux HAP

Plus-value liée à la présence de matériaux pollués au HAP au niveau des démolitions de chaussées

Cette opération est proposée en tranche optionnelle (TO2).

5.2 Dimensionnement et note de calcul

5.2.1 Réseaux

Le réseau sera renouvelé selon les dispositions de dimensionnement existantes. Suite à la demande de la CABLDSM, la conduite principale sera renouvelée en DN125 mm au lieu du DN100 mm prévue initialement

A noter que la conduite renouvelée sera raccordée en amont et en aval sur la conduite existante DN100 mm

Sous réserve du respect de ses droits moraux en tant qu'auteur, Altereo a cédé l'ensemble de ses droits patrimoniaux sur le présent rapport

5.3 Matériaux et produits mis en œuvre

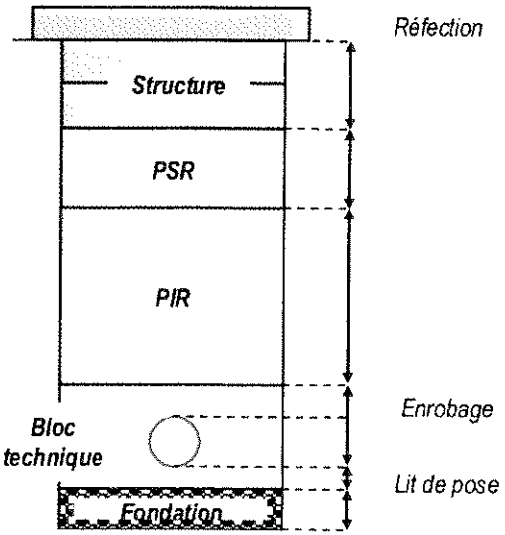
5.3.1 Matériaux de remblais – assise de voirie

Les matériaux pour fondation, lit de pose et enrobage des canalisations proviendront d'une carrière agréée. Ils répondront aux normes suivantes :

- **Norme NF P 11-300** : Exécution des terrassements - Classification des matériaux utilisables dans la construction des remblais et des couches de forme d'infrastructures routières ;
- **Norme NF P 18-545** : Granulats - Éléments de définition, conformité et codification
- **Norme NF 98-331** - Chaussées et dépendances - Tranchées : ouverture, remblayage, réfection.

La structure sous chaussée prévue est la suivante :

- **RD5 sous chaussée**
  - Réfection : 6 cm d'enrobé
  - Structure : Grave bitume sur 20 + 20 cm
  - PSR et PIR : Remblai non alluvionnaire type GNT 0/31.5 classe D2
  - Bloc technique : Remblai non alluvionnaire type GNT 6/15 classe D2



Source : ALTEREO – 2020 – sur la base des données DITAM54

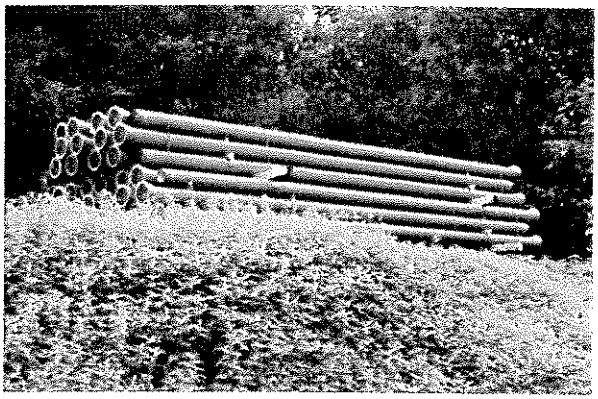
Figure 9 : Contraintes techniques – structure des tranchées

5.3.2 Fournitures

Canalisations et pièces

Les canalisations et pièces seront en fonte pour les DN60 à 125 mm et répondront aux normes suivantes :

- **NF EN 545** : Tuyaux, raccords et accessoires en fonte ductile et leurs assemblages pour canalisations d'eau - Prescriptions et méthodes d'essai
- **Norme NF EN 1092-2** : Brides et leurs assemblages – Brides circulaires pour tuyaux, appareils de robinetterie, raccords et accessoires, désignées PN – Partie 2 : brides en fonte



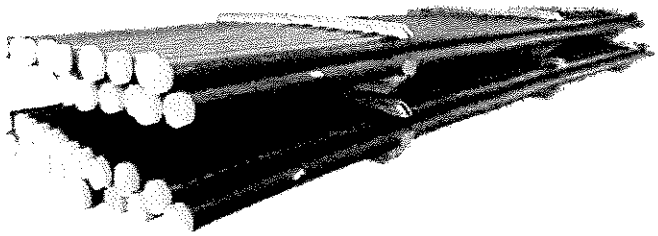
Source : PAM. 2021

Figure 10 : Travaux sur les réseaux – fournitures - canalisations

Sous réserve du respect de ses droits moraux en tant qu'auteur, Altereo a cédé l'ensemble de ses droits patrimoniaux sur le présent rapport

Les canalisations et pièces seront en PE100 PN10 pour les DN40 mm et branchements en DN25 mm et répondront aux normes suivantes :

- **Norme NF EN 12201**: Systèmes de canalisations en plastique pour l'alimentation en eau et pour les branchements et les collecteurs d'assainissement avec pression - Polyéthylène (PE)



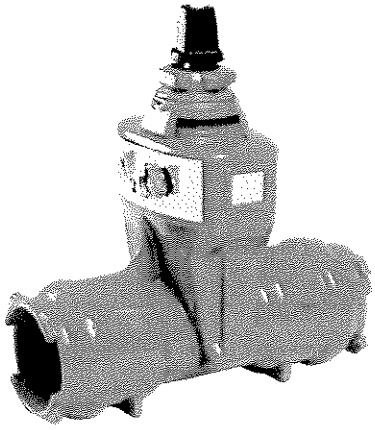
Source : PIPELIFE, 2021

Figure 11 : Travaux sur les réseaux – fournitures - canalisations

Robinetteries et fontaineries

Les vannes seront en fonte et répondront aux normes suivantes :

- **NF EN 545** : Tuyaux, raccords et accessoires en fonte ductile et leurs assemblages pour canalisations d'eau - Prescriptions et méthodes d'essai
- **Norme NF EN 1092-2**: Brides et leurs assemblages – Brides circulaires pour tuyaux, appareils de robinetterie, raccords et accessoires, désignées PN – Partie 2 : brides en fonte



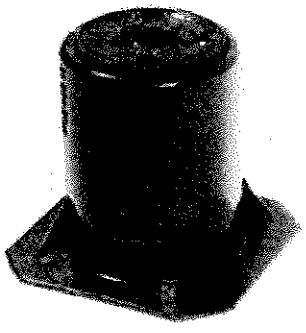
Source : PAM, 2021

Figure 12 : Travaux sur les réseaux – fournitures - vannes

Les bouches à clés seront en fonte avec tube allonge en PVC et comprendrons une allonge de tige.

Elles seront :

- Forme hexagonale pour vanne de purge
- Forme ronde pour branchement
- Forme carré pour vanne de sectorisation



Source : Bayard, 2021

Figure 13 : Travaux sur les réseaux – fournitures – bouche à clef

Sous réserve du respect de ses droits moraux en tant qu'auteur Altereo a cédé l'ensemble de ses droits patrimoniaux sur le présent rapport

Les poteaux incendies seront de type renversables

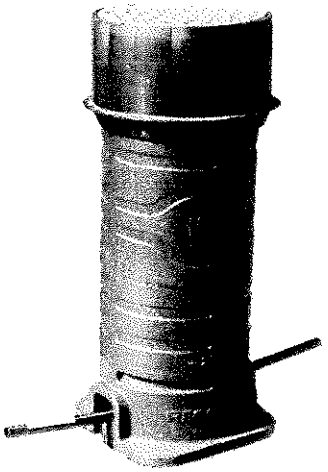


Source : PAM. 2021

Figure 14 : Travaux sur les réseaux – fournitures – Poteau Incendie

Regard compteur

Les regards compteurs seront en polypropylène avec tampon fonte



NOTA : les compteurs proviendront soit des éléments by-passés, soit ils seront fourni par la CABLDSM

Source : PAM. 2021

Figure 15 : Travaux sur les réseaux – fournitures – regard-compteur

Sous réserve du respect de ses droits moraux en tant qu'auteur Altereo a cédé l'ensemble de ses droits patrimoniaux sur le présent rapport

5.4 Mode d'exécution des travaux et hypothèses de chiffrages

5.4.1 Mise en œuvre

Généralités

La mise en œuvre des réseaux d'Alimentation en Eau Potable est conforme au **fascicule 71 du CCTG travaux** *« Fourniture et pose de conduites d'adduction et de distribution d'eau »*.

Terrassements

Les travaux de terrassement des fouilles seront effectués selon le fascicule 71 du CCTG Travaux

Largeur minimale de tranchée entre blindages (en mm) = (Dext + L)					Largeur minimale du fond d'une tranchée non blindée (Dext + L')
	Selon Profondeur de tranchée				
Diamètre extérieur (Dext en mm)	< 1,30m	De 1,3m à <2,5m	De 2,5m à <4m	A partir de 4m	
Jusqu'à 225	Dext+ 500	Dext + 700	Dext + 1000	Dext + 1000	Dext+500
>225 à 350	Dext + 600	Dext + 700	Dext + 1000	Dext + 1200	Dext + 600
> 350 à 600	Dext+ 800	Dext + 800	Dext + 1100	Dext + 1300	Dext+ 800
>600 à 1200		Dext + 900	Dext + 1100	Dext + 1300	Dext + 900
>1200		Dext + 1000	Dext + 1100	Dext + 1400	Dext + 1000

Source : Fascicule 71

Tableau 3 : Largeur de tranchée

Remblais des tranchées

Les remblais des fouilles sous voirie et accotement seront effectués uniquement en matériaux d'apport.

Les structures des tranchées sont établies en fonction de leurs emplacements (route départementale). Les remblais et structures de voiries sont conformes aux prescriptions des concessionnaires concernés.

Sous réserve du respect de ses droits moraux en tant qu'auteur, Altereo a cédé l'ensemble de ses droits patrimoniaux sur le présent rapport

Réfections

Au niveau des voiries départementales les réfections seront effectuées en enrobés, conformément aux prescriptions du concessionnaire de voirie. Les surfaces prises en compte correspondent aux largeurs de tranchées, augmentées de 0,20 m de part et d'autre de la fouille ainsi que l'espace entre la fouille et les bordures des trottoirs.

En fonction de l'impact de l'ouverture de la chaussée, des surfaces complémentaires sont prises en compte afin de ne pas fragiliser les revêtements existants

En Tranche Optionnelle, il est intégré les travaux de réfections sous emprise communale et sous accotement



Source : ALTEREO - Chantier sur la commune d'Hermelange, 2020

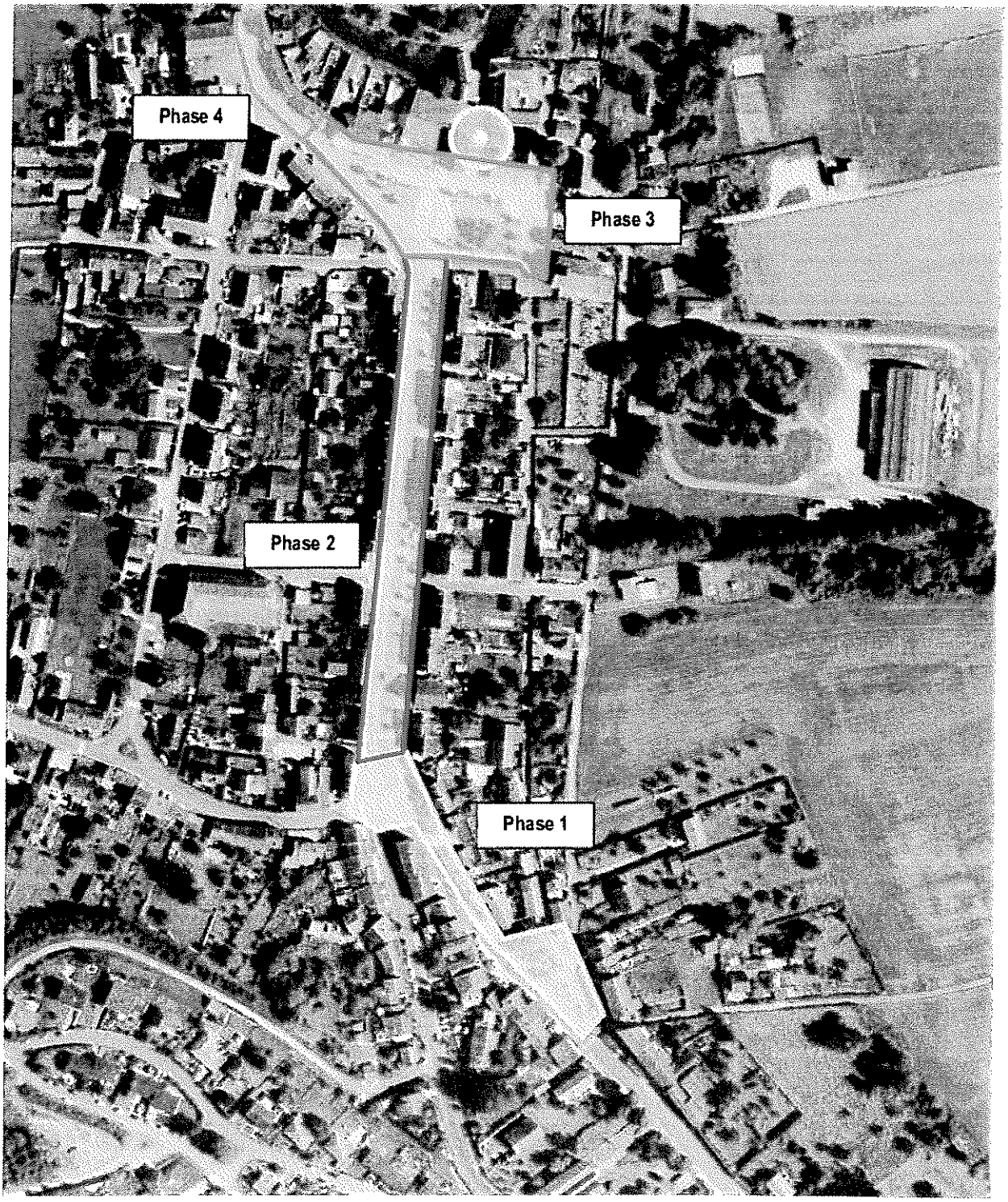
Figure 16 : réfection de voirie - route départementale

Sous réserve du respect de ses droits moraux en tant qu'auteur, Altereo a cédé l'ensemble de ses droits patrimoniaux sur le présent rapport

5.4.2 Travaux et contraintes spécifiques

Phasage

Le phasage envisagé est le suivant :



Source : Géoportail, 2021 - sans céhelle

Figure 17 : Travaux sur les réseaux – contraintes particulières – phasage

6 CONTRÔLES ET ESSAIS DES TRAVAUX

1.1. Généralités

Dans le cadre du suivi des travaux de la pose des réseaux, plusieurs points de contrôles seront effectués afin de valider la bonne exécution des travaux durant toute la durée du chantier :

- **Contrôle extérieur** : contrôle effectué par un laboratoire extérieur à la charge du Maître d'Ouvrage ou par le Maître d'Œuvre ;
- **Contrôle Externe** : contrôle effectué par un laboratoire extérieur à la charge de l'entreprise dans le cadre de son PAQ ;
- **Contrôle Interne** : contrôle effectué par l'entreprise dans le cadre de son PAQ.

L'ensemble de ces prestations fera l'objet d'un Plan d'Assurance Qualité mis en œuvre par l'entreprise

1.2. Contrôles et essais sur les réseaux

Désignation	Objectif	Nombre	Type	Effectué par	A la charge de
Marquages piquetage des réseaux	Identifier les réseaux des autres concessionnaires et les matérialiser dans la zone de travaux	*Ensemble du chantier*	*Externe*	**Bureau d'études spécialisé**	Entreprise
Planche de convenance	Valider la méthodologie de mise en œuvre et de compactage des matériaux en tranchée	*1 unité au démarrage*	*Externe*	**Laboratoire indépendant**	Entreprise
Contrôle de compactage	Vérifier le compactage des matériaux de remblais mis en œuvre en tranchées	*1 point tous les 100 m*	*Externe*	**Laboratoire indépendant**	Entreprise
Contrôle d'approvisionnement des matériaux	Vérifier la conformité des matériaux mis en œuvre en tranchée	*2 unités au cours des travaux*	*Externe*	**Laboratoire indépendant**	Entreprise
Essais pression sur réseau AEP	Vérifier la parfaite étanchéité des réseaux de distribution AEP	*Ensemble des canalisations*	*Extérieur*	**Maître d'Œuvre**	Entreprise
Mise en service des réseaux	Nettoyage, désinfection	*Ensemble des canalisations*	*Interne*	**Entreprise**	Entreprise
	Prélèvement et analyse de l'eau	*Ensemble des canalisations*	*Externe*	**Laboratoire indépendant**	Entreprise

Source : ALTEREO. 2020.

Tableau 4 : contrôles – réseaux

Sous réserve du respect de ses droits moraux en tant qu'auteur, Altereo a cédé l'ensemble de ses droits patrimoniaux sur le présent rapport

7 MODE DE DÉVOLUTION DE LA PASSATION DES MARCHÉS DE TRAVAUX

1.3. Allotissement et décomposition des marchés

Le marché ne sera pas alloti

Le marché sera décomposé de la manière suivante :

- **Tranche Ferme (TF)**
  - OPERATION A : Renouvellement des conduites de distribution rue de Saint-Dizier / place de Verdun
- **Tranche optionnelle n°01 (TO1)**
  - OPERATION B : Renouvellement des conduites de distribution rue de Revigny
- **Tranche optionnelle n°02 (TO2)**
  - OPERATION C : Réfection sur les travaux de l'opération A et B
- **Tranche Optionnelle n°03 (TO3)**
  - OPERATION D : Gestion et évacuation des enrobé pollués aux HAP

1.4. Critères de sélection

Nous attirons l'attention de la maîtrise d'ouvrage sur le fait que, à l'instar de la maîtrise d'œuvre, chaque prix équivaut à un niveau de prestation. Dans ces conditions et considérant le niveau de technicité du présent projet, nous proposons de retenir les critères suivants :

- Prix : 35 points ;
- Note technique : 65 points.

La note sur le prix sera attribuée à chaque entreprise de la manière suivante :

- Offre la moins disante : 35 points ;
- Offre des autres candidats : 35 x (offre la moins disante / offre du candidat).

La note sur la valeur technique sera évaluée selon les sous-critères suivants :

Moyens humains et techniques relatifs au chantier, calendrier prévisionnel proposé, organisation, phasage et enchaînement des opérations	***10 points***
Repérage et reconnaissance des lieux, prise en compte des contraintes spécifiques des sites en fonction de chaque opération	***15 points***
Méthodologie de réalisation de travaux	***15 points***
Fournitures, Equipements et note de dimensionnement des ouvrages (Canalisations, vannes, pièces hydrauliques, ...)	***15 points***
Gestion de la qualité / Points d'arrêts / Contrôles internes	***5 points***
Hygiène et sécurité, des usagers et du personnel, Gestion des déchets et plus-value méthodes environnementales spécifiques	***5 points***

Source : ALTEREO – 2021

Tableau 5 : Mode de dévolution de la passation des marchés de travaux – critères de sélection des entreprises

1.5. Calendrier prévisionnel d'exécution

- Période de préparation 6 semaines
- Délai d'exécution Tranche Ferme 24 semaines
- Délai d'exécution Tranche Optionnelle n°01 4 semaines
- Délai d'exécution Tranche Optionnelle n°02 4 semaines
- Délai d'exécution Tranche Optionnelle n°03 4 semaines

Sous réserve du respect de ses droits moraux en tant qu'auteur, Altereo a cédé l'ensemble de ses droits patrimoniaux sur le présent rapport

8 MONTANT PRÉVISIONNEL DES TRAVAUX

1.6. Montant des travaux en Alimentation en Eau Potable – Domaine Public

Les devis quantitatifs estimatifs sont présentés en annexe 03

Désignation	Montant € HT
Travaux	
Opération A - Renouvellement du réseau de distribution rue Saint-Dizier Place de Verdun et rue de Gir	597 000,00 €
Opération B - Renouvellement du réseau de distribution rue de Revigny	84 000,00 €
Opération C : Réfection sur les travaux opérations A et B	47 975,00 €
Opération D : Gestion et évacuations des enrobés pollués aux HAP	79 000,00 €
Divers et imprévus	32 025,00 €
Sous total Montant des Travaux :	***840 000,00 €***
Etudes	
Maîtrise d'œuvre	32 000,00 €
Coordination SPS	2 000,00 €
Frais de publication	1 000,00 €
Sous total Montant des Etudes	***35 000,00 €***
TOTAL MONTANT DES TRAVAUX + ETUDES	875 000,00 €

Source : ALTEREO, 2021.

Tableau 6 : Montant des opérations

Le montant global de l'opération est estimé à 875 000,00 € HT pour un montant de travaux de 840 000 € HT.

Sous réserve du respect de ses droits moraux en tant qu'auteur, Altereo a cédé l'ensemble de ses droits patrimoniaux sur le présent rapport

9 SYNTHÈSE DE L'OPÉRATION ET POURSUITE DES ETUDES

Synthèse de L'Avant-Projet / PROjet

Le renouvellement des conduites de distribution en eau potable sur la traverse du village de Robert-Espagne comprend principalement les travaux suivants :

- 1 600 ml de conduite de distribution en eau potable ;
- 4 remplacements de branchements plombs ;
- 86 reprises de branchements AEP.

Le montant de l'opération est de 875 000 € HT dont 840 000 € HT de travaux

Suites et études à engager

Désignation	Qui
Validation du Programme d'opération dans sa globalité et du plan de financement associé	***MOa / MOe***
Recrutement d'un CSPS	***MOa***
Choix du mode de passation de la consultation (plateforme de dématérialisation – validation des critères, ...)	***MOa***

À Nancy, le 15/03/2021

L'Ingénieur Chef de Projets — Le Directeur d'Agence – Responsable Maîtrise d'Œuvre

Nicolas BRUNET — **Wilfried LATACZ**

Sous réserve du respect de ses droits moraux en tant qu'auteur, Altereo a cédé l'ensemble de ses droits patrimoniaux sur le présent rapport

10 ANNEXE

ANNEXE 01 : LISTING ENQUETES DE BRANCHEMENTS

ANNEXE 02 : PLAN DES TRAVAUX

ANNEXE 03 : DEVIS QUANTITATIF ET ESTIMATIF

Sous réserve du respect de ses droits moraux en tant qu'auteur, Altereo a cédé l'ensemble de ses droits patrimoniaux sur le présent rapport

10.1 Annexe 01 : Listing Enquêtes de branchements

Sous réserve du respect de ses droits moraux en tant qu'auteur Altereo a cédé l'ensemble de ses droits patrimoniaux sur le présent rapport

Sous réserve du respect de ses droits moraux en tant qu'auteur, Altereo a cédé l'ensemble de ses droits patrimoniaux sur le présent rapport

10.2 Annexe 02 : Plan des travaux

Sous réserve du respect de ses droits moraux en tant qu'auteur, Altereo a cédé l'ensemble de ses droits patrimoniaux sur le présent rapport

Sous réserve du respect de ses droits moraux en tant qu'auteur, Altereo a cédé l'ensemble de ses droits patrimoniaux sur le présent rapport

10.3 Annexe 03 : Devis Quantitatif et Estimatif

Sous réserve du respect de ses droits moraux en tant qu'auteur, Altereo a cédé l'ensemble de ses droits patrimoniaux sur le présent rapport

Syndicat Mixte GERMAIN-GUERARD

eau potable

Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service public de l'eau potable

Exercice 2019

Rapport relatif au prix et à la qualité du service public de l'eau potable pour l'exercice
présenté conformément à l'article L22245 du code général des collectivités territoriales et au décret du 2 mai 2007
Les informations sur fond bleu sont obligatoires au titre du décret.
Tout renseignement concernant la réglementation en vigueur et la définition et le calcul des différents indicateurs peut être obtenu sur le site www.services.eaufrance.fr , rubrique « l'Observatoire »

Si les informations pré-remplies ne sont pas correctes, veuillez contacter votre DDT

Table des matières

1. Caractérisation technique du service 4
   1.1. Présentation du territoire desservi 4
   1.2. Mode de gestion du service 4
   1.3. Estimation de la population desservie (D101.1) 5
   1.4. Nombre d'abonnés 5
   1.5. Eaux brutes 8
      1.5.1. Prélèvement sur les ressources en eau 8
      1.5.2. Achats d'eaux brutes 9
   1.6. Eaux traitées 9
      1.6.1. Bilan des volumes mis en œuvre dans le cycle de l'eau potable en 2019 9
      1.6.2. Production 9
      1.6.3. Achats d'eaux traitées 10
      1.6.4. Volumes vendus au cours de l'exercice 11
      1.6.5. Autres volumes 11
      1.6.6. Volume consommé autorisé 11
   1.7. Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements) 12
2. Tarification de l'eau et recettes du service 13
   2.1. Modalités de tarification 13
   2.2. Facture d'eau type (D102.0) 15
   2.3. Recettes 18
3. Indicateurs de performance 19
   3.1. Qualité de l'eau (P101.1 et P102.1) 19
   3.2. Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P103.2B) 19
   3.3. Indicateurs de performance du réseau 21
      3.3.1. Rendement du réseau de distribution (P104.3) 21
      3.3.2. Indice linéaire des volumes non comptés (P105.3) 22
      3.3.3. Indice linéaire de pertes en réseau (P106.3) 22
      3.3.4. Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (P107.2) 23
   3.4. Indice d'avancement de protection des ressources en eau (P108.3) 23
   3.5. Taux d'occurrence des interruptions de service non-programmées (P151.1) **Erreur ! Signet non défini**
   3.6. Délai maximal d'ouverture des branchements(D151.0 et P152.1) ... **Erreur ! Signet non défini.**
   3.7. Durée d'extinction de la dette de la collectivité (P153.2) ..... **Erreur ! Signet non défini.**
   3.8. Taux d'impayés sur les factures de l'année précédente (P154.0) ..... **Erreur ! Signet non défini.**
   3.9. Taux de réclamations (P155.1) ..... **Erreur ! Signet non défini.**
4. Financement des investissements 25
   4.1. Branchements en plomb 25
   4.2. Montants financiers 25
   4.3. État de la dette du service 25
   4.4. Amortissements 25
   4.5. Présentation des projets à l'étude en vue d'améliorer la qualité du service à l'usager et les performances environnementales du service 26
   4.6. Présentation des programmes pluriannuels de travaux adoptés par l'assemblée délibérante au cours du dernier exercice 26
5. Actions de solidarité et de coopération décentralisée dans le domaine de l'eau 27
   5.1. Abandons de créance ou versements à un fonds de solidarité (P109.0) 27
   5.2. Opérations de coopération décentralisée (cf. L 1115-1-1 du CGCT) 27
6. Tableau récapitulatif des indicateurs 28

1. Caractérisation technique du service

1.1. Présentation du territoire desservi



Le service est géré au niveau ☐ **communal**
☑ **intercommunal**

- Nom de la collectivité : Syndicat Mixte GERMAIN-GUERARD
- Nom de l'entité de gestion : eau potable
- Caractéristiques (commune, EPCI et type, etc.) : Syndicat Mixte
- Compétences liées au service :

	Oui	Non
Production	☑	☐
Protection de l'ouvrage de prélèvement [1]	☐	☐
Traitement [1]	☐	☐
Transfert	☑	☐
Stockage [1]	☐	☐
Distribution	☑	☐

(1) A compléter

- Territoire desservi (communes adhérentes au service, secteurs et hameaux desservis, etc.) : Autrécourt-sur-Aire, Beaulieu-en-Argonne, Beausite, Belrain, Brizeaux, Chaumont-sur-Aire, Clermont-en-Argonne, Courcelles-sur-Aire, Courouvre, Foucaucourt-sur-Thabas, Heippes, Ippécourt, Julvécourt, Lavoye, Les Hauts-de-Chée, Les Trois-Domaines, Neuville-en-Verdunois, Nubécourt, Pretz-en-Argonne, Raival, Rambluzin-et-Benoite-Vaux, Rembercourt-Sommaisne, Rumont, Saint-André-en-Barrois, Seigneulles, Seuil-d'Argonne, Souilly, Vaubecourt, Vavincourt, Ville-sur-Cousances, Waly, Èvres, Érize-la-Brûlée, Érize-la-Petite, Érize-Saint-Dizier

- Existence d'une CCSPL ☐ Oui ☑ Non
- Existence d'un schéma de distribution au sens de l'article L2224-7-1 du CGCT ☐ Oui, date d'approbation[*] : ..... ☐ Non
- Existence d'un règlement de service ☐ Oui, date d'approbation[*] : ..... ☐ Non
- Existence d'un schéma directeur ☐ Oui, date d'approbation[*] : ..... ☐ Non

1.2. Mode de gestion du service



[*] Approbation en assemblée délibérante

Le service est exploité en ☑☐ **Régie par Régie à autonomie financière**

1.3. Estimation de la population desservie (D101.1)

Est ici considérée comme un habitant desservi toute personne – y compris les résidents saisonniers – domiciliée dans une zone où il existe à proximité une antenne du réseau public d'eau potable sur laquelle elle est ou peut être raccordée.
Le service public d'eau potable dessert 6 124 habitants au 31/12/2019 (6 164 au 31/12/2018).

1.4. Nombre d'abonnés

Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.

Le service public d'eau potable dessert 4 798 abonnés au 31/12/2019 (3 945 au 31/12/2018).

La répartition des abonnés par commune est la suivante :

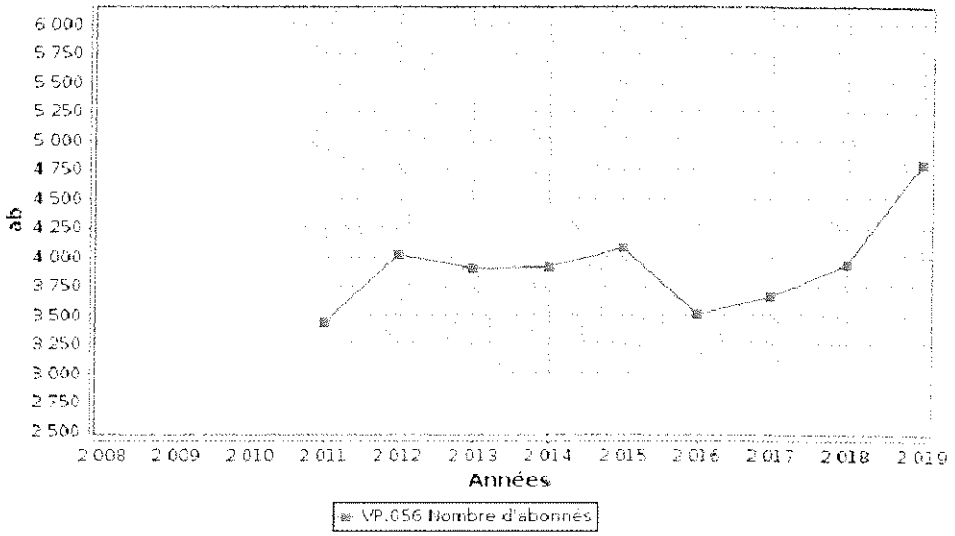
Commune	Nombre total d'abonnés 31/12/2018	Nombre d'abonnés domestiques au 31/12/2019	Nombre d'abonnés Non domestiques au 31/12/2019	Nombre total d'abonnés au 31/12/2019	Variation en %
Autrécourt-sur-Aire					
Beaulieu-en-Argonne					
Beausite					
Belrain					
Brizeaux					
Chaumont-sur-Aire					
Clermont-en-Argonne					
Courcelles-sur-Aire					
Courouvre					
Foucaucourt-sur-Thabas					
Heippes					
Ippécourt					
Julvécourt					
Lavoye					
Les Hauts-de-Chée					
Les Trois-Domaines					
Neuville-en-Verdunois					
Nubécourt					
Pretz-en-Argonne					
Raival					
Rambluzin-et-Benoite-Vaux					
Rembercourt-Sommaisne					
Rumont					
Saint-André-en-Barrois					
Seigneulles					
Seuil-d'Argonne					
Souilly					
Vaubecourt					
Vavincourt					
Ville-sur-Cousances					
Waly					
Èvres					

Érize-la-Brûlée					
Érize-la-Petite					
Érize-Saint-Dizier					
Total	**3 945**			**4 798**	**21,6%**

La densité linéaire d'abonnés (nombre d'abonnés par km de réseau hors branchement) est de 16,43 abonnés/km au 31/12/2019 (13,51 abonnés/km au 31/12/2018).

Le nombre d'habitants par abonné (population desservie rapportée au nombre d'abonnés) est de 1,28 habitants/abonné au 31/12/2019 (1,56 habitants/abonné au 31/12/2018).

La consommation moyenne par abonné (consommation moyenne annuelle domestique + non domestique rapportée au nombre d'abonnés) est de 134,84 m³/abonné au 31/12/2019. (155,93 m³/abonné au 31/12/2018).



1.5. Eaux brutes

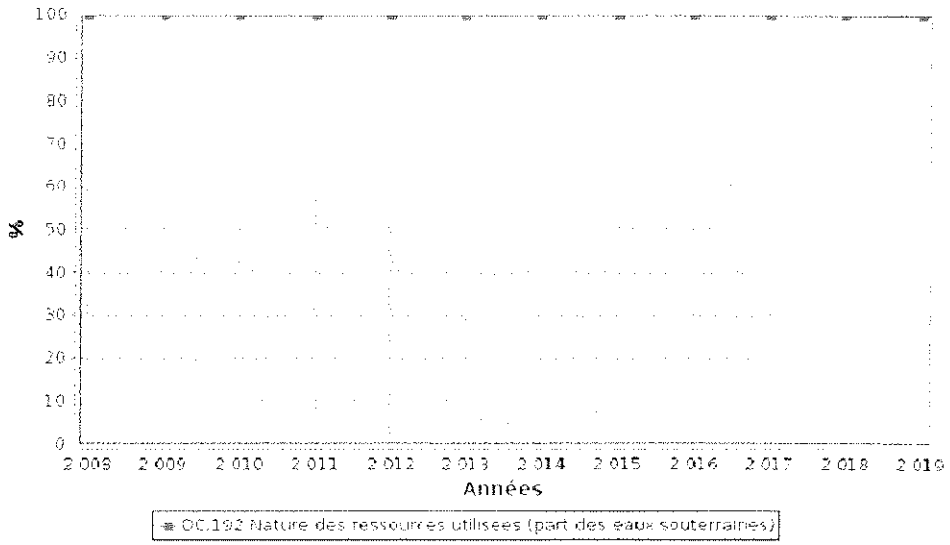
1.5.1. Prélèvement sur les ressources en eau

Le service public d'eau potable prélève 1 028 019 m³ pour l'exercice 2019 (1 047 426 pour l'exercice 2018).

Ressource et implantation	Nature de la ressource	Débits nominaux (1)	Volume prélevé durant l'exercice 2018 en m³	Volume prélevé durant l'exercice 2019 en m³	Variation en %
FORAGE DE COURCELLES N°3			____	420 212	____%
FORAGE FOSSE AUX DAMES N°1			218 969	222 720	1,7%
FORAGE DE COURCELLES N°2			468 251	162 367	-65,3%
FORAGE FOSSE AUX DAMES N°2			218 970	222 720	1,7%
Total			1 047 426	1 028 019	-1,9%

(1) débits et durée de prélèvement autorisés par l'arrêté de DUP (préciser les unités). Si la ressource ne nécessite pas de traitement, le volume prélevé peut être égal au volume produit)

Pourcentage des eaux souterraines dans le volume prélevé : 100%.



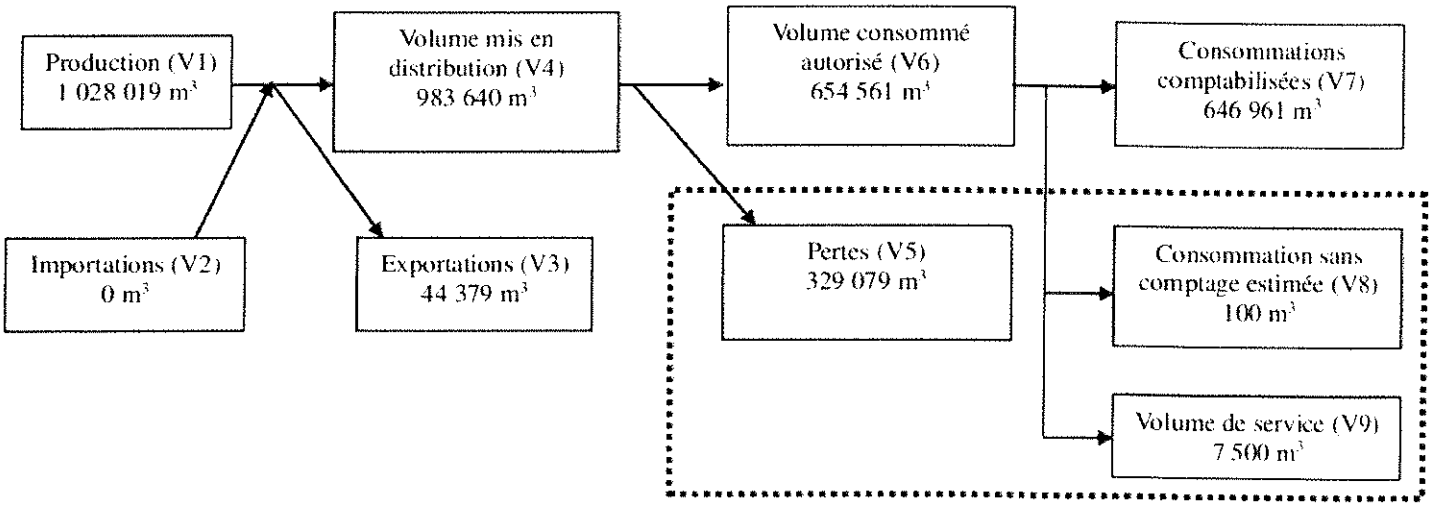
1.5.2. Achats d'eaux brutes

Si le service achète des eaux brutes qu'il traite lui-même :

Fournisseur	**Volume acheté durant l'exercice 2018 en m³**	**Volume acheté durant l'exercice 2019 en m³**	**Observations**
Total			

1.6. Eaux traitées

1.6.1. Bilan des volumes mis en œuvre dans le cycle de l'eau potable en 2019



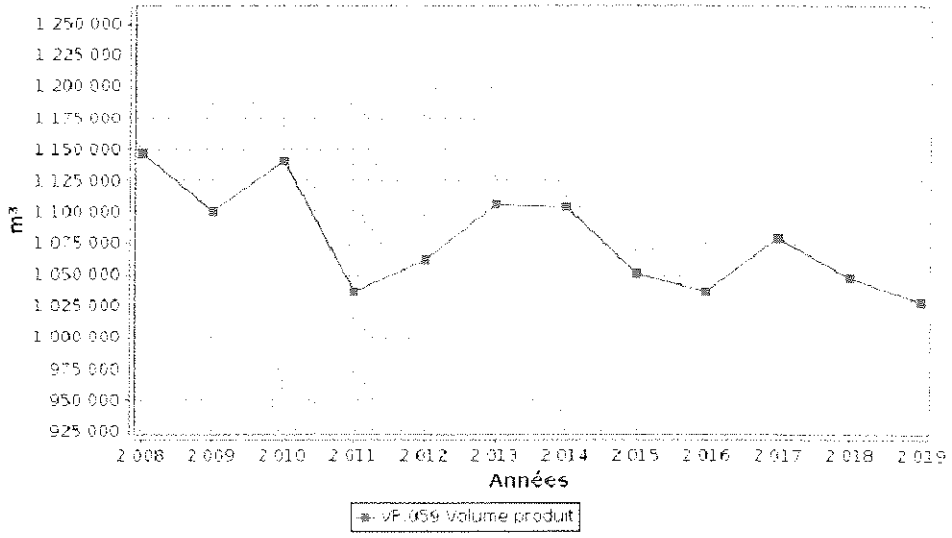
1.6.2. Production

Le service a _____ stations de traitement.

Nom de la station de traitement	**Type de traitement (cf. annexe)**

Le volume produit total peut différer du volume prélevé (usines de traitement générant des pertes par exemple).

Ressource	Volume produit durant l'exercice 2018 en m³	Volume produit durant l'exercice 2019 en m³	Variation des volumes produits en %	Indice de protection de la ressource exercice 2019
FORAGE DE COURCELLES N°3	____	420 212	____%	40
FORAGE FOSSE AUX DAMES N°1	218 969	222 720	1,7%	80
FORAGE DE COURCELLES N°2	468 251	162 367	-65,3%	40
FORAGE FOSSE AUX DAMES N°2	218 970	222 720	1,7%	80
Total du volume produit (V1)	**1 047 426**	**1 028 019**	**-1,9%**	**57,33**



I.6.3. Achats d'eaux traitées

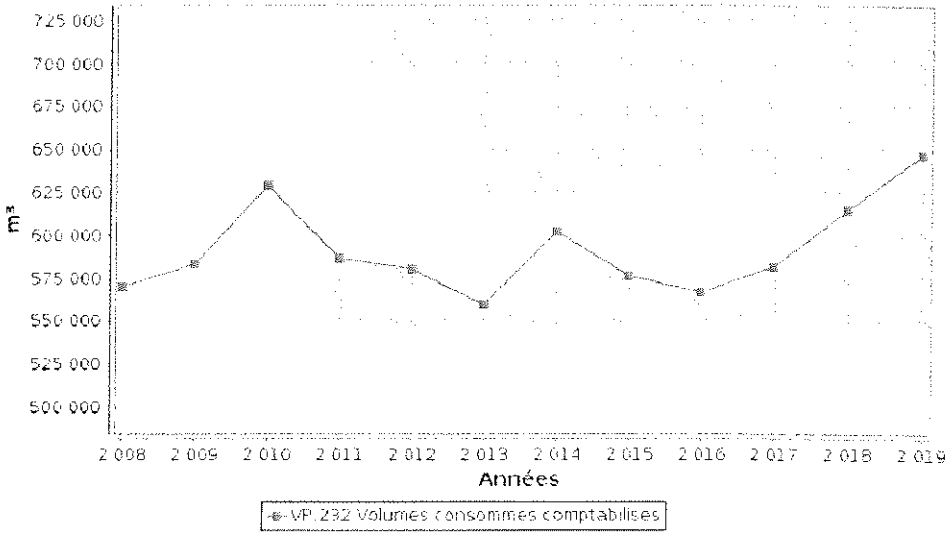
Fournisseur	Volume acheté durant l'exercice 2018 en m³	Volume acheté durant l'exercice 2019 en m³	Variation des volumes achetés en %	Indice de protection de la ressource exercice 2019
Total d'eaux traitées achetées (V2)	**0**	**0**	____%	**80**

1.6.4. Volumes vendus au cours de l'exercice

Acheteurs	Volumes vendus durant l'exercice 2018 en m³	Volumes vendus durant l'exercice 2019 en m³	Variation en %
Abonnés domestiques[1]	323 946	285 513	-11,9%
Abonnés non domestiques	291 216	361 448	24,1%
Total vendu aux abonnés (V_7)	**615 162**	**646 961**	**5,2%**
Service de [2]			
Service de [2]			
Total vendu à d'autres services (V_3)	**139 389**	**44 379**	**-68,2%**

(1) Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'Agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.

(2) Dans le cas où la collectivité vend de l'eau traitée à d'autres services d'eau potable.



1.6.5. Autres volumes

	Exercice 2018 en m3/an	Exercice 2019 en m3/an	Variation en %
Volume consommation sans comptage (V8)	**100**	**100**	**0%**
Volume de service (V9)	**7 500**	**7 500**	**0%**

1.6.6. Volume consommé autorisé

	Exercice 2018 en m3/an	Exercice 2019 en m3/an	Variation en %
Volume consommé autorisé (V6)	**622 762**	**654 561**	**5,1%**

1.7. Linéaire de réseaux de desserte (hors branchements)



Le linéaire du réseau de canalisations du service public d'eau potable est de 292 kilomètres au 31/12/2019 (292 au 31/12/2018).

2. Tarification de l'eau et recettes du service

2.1. Modalités de tarification



La facture d'eau comporte obligatoirement une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, location compteur, etc.).

Les tarifs applicables aux 01/01/2019 et 01/01/2020 sont les suivants :

Frais d'accès au service : _____€ au 01/01/2019
_____€ au 01/01/2020

La grille tarifaire a été modifiée entre 2019 et 2020.

Tarifs		**Au 01/01/2019**
Part de la collectivité		
Part fixe (€ HT/an)		
	Abonnement DN 15mm y compris location du compteur	54 €
	Abonnement[1] DN ____	
Part proportionnelle (€ HT/m³)		
	Prix au m³ de 0 à 120 m³	$s.valueN1 €/m³
	Prix au m³ au-delà de 120 m³	$s.valueN1 €/m³
Autre : _____		____ €
Taxes et redevances		
Taxes		
	Taux de TVA [2]	5,5 %
Redevances		
	Prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'eau)	0,082 €/m³
	Pollution domestique (Agence de l'Eau)	0,22 €/m³
	VNF Prélèvement	____ €/m³
	Autre : _____	____ €/m³

[1] Rajouter autant de lignes que d'abonnements

[2] L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.

Tarifs		Au 01/01/2020
Part de la collectivité		
Part fixe (€ HT/an)		
	Abonnement DN 15mm y compris location du compteur	54 €
	Abonnement[1] DN ____	
Part proportionnelle (€ HT/m³)		
	Prix au m³ de 0 à 100 m³	1,336 €/m³
	Prix au m³ de 101 à 400 m³	1,177 €/m³
	Prix au m³ de 401 à 1 000 m³	0,867 €/m³
	Prix au m³ au-delà de 1 000 m³	0,671 €/m³
Autre : _____		____ €
Taxes et redevances		
Taxes		
	Taux de TVA [2]	5,5 %
Redevances		
	Prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'eau)	0,082 €/m³
	Pollution domestique (Agence de l'Eau)	0,22 €/m³
	VNF Prélèvement	0 €/m³
	Autre:_____	0 €/m³

[1] **Rajouter autant de lignes que d'abonnements**

[2] **L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les communes et EPCI de moins de 3000 habitants, et obligatoire pour les communes et EPCI de plus de 3000 habitants et en cas de délégation de service public.**

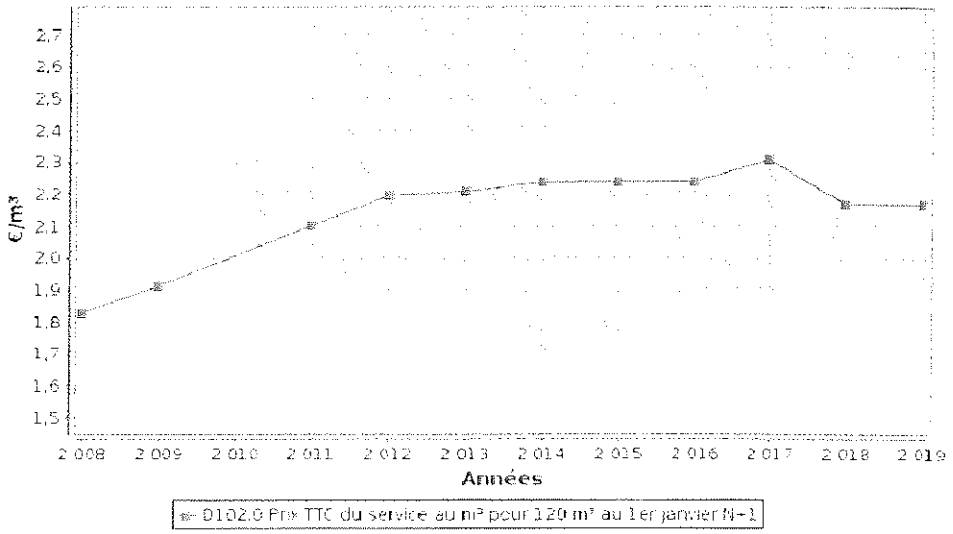
Les délibérations fixant les différents tarifs et prestations aux abonnés pour l'exercice sont les suivantes :

- Délibération du __/__/___ effective à compter du __/__/____ fixant les tarifs du service d'eau potable
- Délibération du __/__/___ effective à compter du __/__/____ fixant les frais d'accès au service
- Délibération du __/__/___ effective à compter du __/__/____ fixant ...
- Délibération du __/__/___ effective à compter du __/__/____ fixant ...

2.2. *Facture d'eau type (D102.0)*

Les tarifs applicables au 01/01/2019 et au 01/01/2020 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m³/an) sont :

Facture type	**Au 01/01/2019 en €**	**Au 01/01/2020 en €**	**Variation en %**
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	54,00	54,00	0%
Part proportionnelle	157,14	157,14	0%
Montant HT de la facture de 120 m3 revenant à la collectivité	211,14	211,14	0%
Part du délégataire ***(en cas de délégation de service public)***			
Part fixe annuelle	____	____	____%
Part proportionnelle	____	____	____%
Montant HT de la facture de 120 m³ revenant au délégataire	____	____	____%
Taxes et redevances			
Redevance pour prélèvement sur la ressource en eau (Agence de l'Eau)	9,84	9,84	0%
Redevance de pollution domestique (Agence de l'Eau)	26,40	26,40	0%
VNF Prélèvement :	____	0,00	____%
Autre :	____	0,00	____%
TVA	13,61	13,61	0%
Montant des taxes et redevances pour 120 m³	49,85	49,85	0%
Total	**260,99**	**260,99**	**0%**
Prix TTC au m³	**2,17**	**2,17**	**0%**



ATTENTION : l'indicateur prix prend en compte l'ensemble de la compétence de la production à la distribution.

Dans le cas d'un EPCI, le tarif pour chaque commune est :

Commune	Prix au 01/01/2019 en €/m³	Prix au 01/01/2020 en €/m³
Autrécourt-sur-Aire		
Beaulieu-en-Argonne		
Beausite		
Belrain		
Brizeaux		
Chaumont-sur-Aire		
Clermont-en-Argonne		
Courcelles-sur-Aire		
Courouvre		
Foucaucourt-sur-Thabas		
Heippes		
Ippécourt		
Julvécourt		
Lavoye		
Les Hauts-de-Chée		
Les Trois-Domaines		
Neuville-en-Verdunois		
Nubécourt		
Pretz-en-Argonne		
Raival		
Rambluzin-et-Benoite-Vaux		
Rembercourt-Sommaisne		
Rumont		
Saint-André-en-Barrois		
Seigneulles		
Seuil-d'Argonne		
Souilly		
Vaubecourt		
Vavincourt		
Ville-sur-Cousances		
Waly		
Èvres		
Érize-la-Brûlée		
Érize-la-Petite		
Érize-Saint-Dizier		

Les volumes consommés sont relevés avec une fréquence :

- ☐ annuelle
- ☐ semestrielle
- ☐ trimestrielle
- ☐ quadrimestrielle

La facturation est effectuée avec une fréquence :

- ☐ annuelle
- ☐ semestrielle
- ☐ trimestrielle
- ☐ quadrimestrielle

Les volumes facturés au titre de l'année 2019 sont de _____m^3/an (_____m^3/an en 2018).

Pour chaque élément du prix ayant évolué depuis l'exercice précédent, les éléments explicatifs (financement de travaux, remboursement de dettes, augmentation du coût des fournitures, etc.) sont les suivants :

_____

_____

_____

_____

2.3. *Recettes*

Recettes de la collectivité :

Type de recette	Exercice 2018 en €	Exercice 2019 en €	Variation en %
Recettes vente d'eau aux usagers		**821270**	
dont abonnements		**216499**	
Recette de vente d'eau en gros		**115910**	
Recette d'exportation d'eau brute		**0**	
Régularisations des ventes d'eau (+/-)		**0**	
Total recettes de vente d'eau		**937180**	
Recettes liées aux travaux		**19059**	
Contribution exceptionnelle du budget général		**0**	
Autres recettes (Indemnité réservoirs, Rembt sur rémunérations et sur sinitres		**46258**	
Total autres recettes		**46258**	
Total des recettes		1002497	

Recettes globales : Total des recettes de vente d'eau au 31/12/2019 : 937 180 € (1 152 288 € au 31/12/2018).

3. Indicateurs de performance

3.1. Qualité de l'eau (P101.1 et P102.1)



Les valeurs suivantes sont fournies au service par l'Agence régionale de la santé (ARS), et concernent les prélèvements réalisés par elle dans le cadre du contrôle sanitaire défini par le Code de la santé publique (ou ceux réalisés par le service dans le cadre de sa surveillance lorsque celle-ci se substitue au contrôle en question).

Analyses	Nombre de prélèvements réalisés exercice 2018	Nombre de prélèvements non-conformes exercice 2018	Nombre de prélèvements réalisés exercice 2019	Nombre de prélèvements non-conformes exercice 2019
Microbiologie	75	4	70	1
Paramètres physico-chimiques	75	1	70	0

Le taux de conformité est calculé selon la formule suivante :

$$\text{taux de conformité} = \frac{\text{nombre de prélèvements réalisés} - \text{nombre de prélèvements non conformes}}{\text{nombre de prélèvements réalisés}} * 100$$

Cet indicateur est demandé si le service dessert plus de 5000 habitants ou produit plus de 1000 m³/jour.

Analyses	Taux de conformité exercice 2018	Taux de conformité exercice 2019
Microbiologie (P101.1)	94,7%	98,6%
Paramètres physico-chimiques (P102.1)	98,7%	100%

3.2. Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P103.2B)



L'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable a évolué en 2013 (indice modifié par arrêté du 2 décembre 2013). De nouvelles modalités de calcul ayant été définies, les valeurs d'indice affichées à partir de l'exercice 2013 ne doivent pas être comparées à celles des exercices précédents.

L'obtention de 40 points pour les parties A et B ci-dessous est nécessaire pour considérer que le service dispose du descriptif détaillé des ouvrages de distribution d'eau potable mentionné à l'article D 2224-5-1 du code général des collectivités territoriales.

La valeur de cet indice varie entre 0 et 120 (ou 0 et 110 pour les services n'ayant pas la mission de collecte).

La valeur de l'indice est obtenue en faisant la somme des points indiqués dans les parties A, B et C décrites ci-dessous et avec les conditions suivantes :

· Les 30 points d'inventaire des réseaux (partie B) ne sont comptabilisés que si les 15 points des plans de réseaux (partie A) sont acquis.

· Les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A + B) sont acquis.

	nombre de points	Valeur	points potentiels
PARTIE A : PLAN DES RESEAUX (15 points)			
VP.236 - Existence d'un plan des réseaux mentionnant la localisation des ouvrages principaux (ouvrage de captage, station de traitement, station de pompage, réservoir) et des dispositifs de mesures	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.237 - Existence et mise en œuvre d'une procédure de mise à jour, au moins chaque année, du plan des réseaux pour les extensions, réhabilitations et renouvellements de réseaux (en l'absence de travaux, la mise à jour est considérée comme effectuée)	oui : 5 points non : 0 point	Oui	5
PARTIE B : INVENTAIRE DES RESEAUX (30 points qui ne sont décomptés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)			
VP.238 - Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan, du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques	0 à 15 points sous conditions [1]	Oui	15
VP.240 - Intégration, dans la procédure de mise à jour des plans, des informations de l'inventaire des réseaux (pour chaque tronçon : linéaire, diamètre, matériau, date ou période de pose, catégorie d'ouvrage, précision cartographique)		Oui	
VP.239 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres		100%	
VP.241 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne la date ou la période de pose	0 à 15 points sous conditions [2]	100%	15
PARTIE C : AUTRES ELEMENTS DE CONNAISSANCE ET DE GESTION DES RESEAUX (75 points qui ne sont décomptés que si 40 points au moins ont été obtenus en partie A et B)			
VP.242 - Localisation des ouvrages annexes (vannes de sectionnement, ventouses, purges, PI,...) et des servitudes de réseaux sur le plan des réseaux	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.243 - Inventaire mis à jour, au moins chaque année, des pompes et équipements électromécaniques existants sur les ouvrages de stockage et de distribution (en l'absence de modifications, la mise à jour est considérée comme effectuée)	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.244 - Localisation des branchements sur le plan des réseaux [3]	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.245 - Pour chaque branchement, caractéristiques du ou des compteurs d'eau incluant la référence du carnet métrologique et la date de pose du compteur [3]	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.246 - Identification des secteurs de recherches de pertes d'eau par les réseaux, date et nature des réparations effectuées	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.247 - Localisation à jour des autres interventions sur le réseau (réparations, purges, travaux de renouvellement, etc.)	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.248 - Existence et mise en œuvre d'un programme pluriannuel de renouvellement des canalisations (programme détaillé assorti d'un estimatif portant sur au moins 3 ans)	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.249 - Existence et mise en œuvre d'une modélisation des réseaux sur au moins la moitié du linéaire de réseaux	oui : 5 points non : 0 point	Oui	5
TOTAL (indicateur P103.2B)	**120**	-	**110**

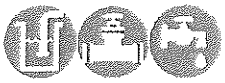
(1) l'existence de l'inventaire et d'une procédure de mise à jour ainsi qu'une connaissance minimum de 50 % des matériaux et diamètres sont requis pour obtenir les 10 premiers points. Si la connaissance des matériaux et diamètres atteint 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points supplémentaires sont respectivement de 1, 2, 3, 4 et 5

(2) l'existence de l'inventaire ainsi qu'une connaissance minimum de 50 % des périodes de pose sont requis pour obtenir les 10 premiers points. Si la connaissance des périodes de pose atteint 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points supplémentaires sont respectivement de 1, 2, 3, 4 et 5

(3) non pertinent si le service n'a pas la mission de distribution

3.3. Indicateurs de performance du réseau

3.3.1. Rendement du réseau de distribution (P104.3)



Le rendement du réseau de distribution permet de connaître la part des volumes introduits dans le réseau de distribution qui est consommée ou vendue à un autre service. Sa valeur et son évolution sont le reflet de la politique de lutte contre les pertes d'eau en réseau de distribution.

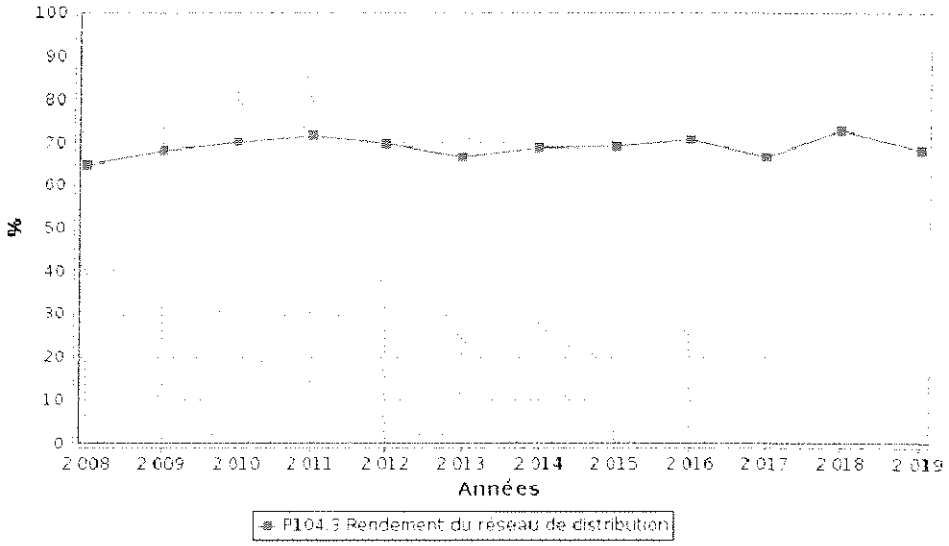
Le rendement du réseau de distribution se calcul ainsi :

$$\text{rendement du réseau} = \frac{V_6 + V_7}{V_3 + V_5} * 100$$

A titre indicatif, le ratio volume vendu aux abonnés sur volume mis en distribution (appelé également rendement primaire du réseau) vaut :

$$\text{part du volume vendu parmi le volume mis en distribution} = \frac{V_7}{V_4}$$

	Exercice 2018	**Exercice 2019**
Rendement du réseau	72,8 %	**68 %**
Indice linéaire de consommation (volumes consommés autorisés + volumes exportés journaliers par km de réseau hors branchement) [m³ / jour / km]	7,15	**6,56**
Volume vendu sur volume mis en distribution (ex. rendement primaire)	67,7 %	**65,8 %**



3.3.2. Indice linéaire des volumes non comptés (P105.3)

Cet indicateur permet de connaître, par km de réseau, la part des volumes mis en distribution qui ne font pas l'objet d'un comptage lors de leur distribution aux abonnés. Sa valeur et son évolution sont le reflet du déploiement de la politique de comptage aux points de livraison des abonnés et de l'efficacité de la gestion du réseau.

$$\text{indice linéaire des volumes non comptés} = \frac{V_4 - V_5}{365 * \text{linéaire du réseau de desserte en km}}$$

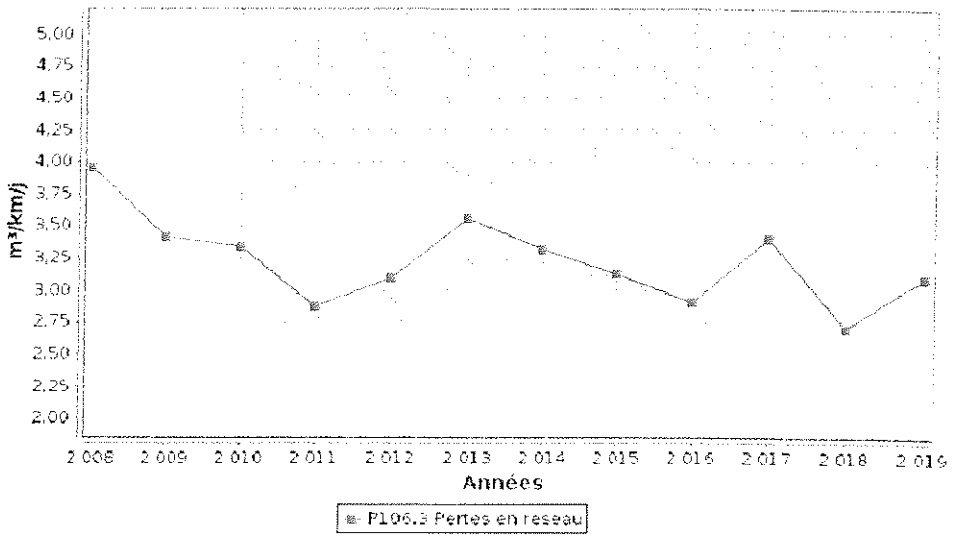
Pour l'année 2019, l'indice linéaire des volumes non comptés est de 3,2 m³/j/km (2,7 en 2018).

3.3.3. Indice linéaire de pertes en réseau (P106.3)

Cet indicateur permet de connaître, par km de réseau, la part des volumes mis en distribution qui ne sont pas consommés sur le périmètre du service. Sa valeur et son évolution sont le reflet d'une part de la politique de maintenance et de renouvellement du réseau, et d'autre part des actions menées pour lutter contre les volumes détournés et pour améliorer la précision du comptage chez les abonnés.

$$\text{indice linéaire des pertes en réseau} = \frac{V_3 - V_6}{365 * \text{linéaire du réseau de desserte en km}}$$

Pour l'année 2019, l'indice linéaire des pertes est de 3,1 m³/j/km (2,7 en 2018).



3.3.4. *Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (P107.2)*

Ce taux est le quotient, exprimé en pourcentage, de la moyenne sur 5 ans du linéaire de réseau renouvelé (par la collectivité et/ou le délégataire) par la longueur du réseau. Le linéaire renouvelé inclut les sections de réseaux remplacées à l'identique ou renforcées ainsi que les sections réhabilitées, mais pas les branchements. Les interventions ponctuelles effectuées pour mettre fin à un incident localisé en un seul point du réseau ne sont pas comptabilisées, même si un élément de canalisation a été remplacé.

Exercice	**2018**	**2018**	**2018**	**2018**	**2019**
Linéaire renouvelé en km					

Au cours des 5 dernières années, 9,7 km de linéaire de réseau ont été renouvelés.

$$\text{taux moyen de renouvellement des réseaux} = \frac{L_N + L_{N-1} + L_{N-2} + L_{N-3} + L_{N-4}}{5 * \text{linéaire du réseau de desserte}} * 100$$

Pour l'année 2019, le taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable est de 0,66% (0,66 en 2018).

3.4. *Indice d'avancement de protection des ressources en eau (P108.3)*

La réglementation définit une procédure particulière pour la protection des ressources en eau (captage, forage, etc.). En fonction de l'état d'avancement de la procédure, un indice est déterminé selon le barème suivant :

0% Aucune action de protection

20% Études environnementales et hydrogéologiques en cours

40% Avis de l'hydrogéologue rendu

50% Dossier déposé en préfecture

60% Arrêté préfectoral

80% Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (terrains acquis, servitudes mises en place, travaux terminés, etc.)

100% Arrêté préfectoral complètement mis en œuvre et mise en place d'une procédure de suivi de son application

En cas d'achats d'eau à d'autres services publics d'eau potable ou de ressources multiples, l'indicateur est établi pour chaque ressource et une valeur globale est calculée en pondérant chaque indicateur par les volumes annuels d'eau produits ou achetés.

Pour l'année 2019, l'indice global d'avancement de protection de la ressource est 57,3% (76% en 2018).

4. Financement des investissements

4.1. Branchements en plomb

La législation prévoit l'abaissement progressif de la teneur en plomb dans l'eau distribuée. A partir du 25/12/2013, cette teneur ne devra plus excéder 10 µg/l. Cette faible valeur peut induire une suppression des branchements en plomb.

Branchements	Exercice 2018	Exercice 2019
Nombre total des branchements		
Nombre de branchements en plomb modifiés ou supprimés dans l'année		
Nombre de branchements en plomb restants (en fin d'année)		
% de branchement en plomb modifiés ou supprimés/nombre total de branchements		
% de branchements en plomb restants/nombre total de branchements		

4.2. Montants financiers

	Exercice 2018	Exercice 2019
Montants financiers HT des travaux engagés pendant le dernier exercice budgétaire	106 460	123 954
Montants des subventions en €		
Montants des contributions du budget général en €		

4.3. État de la dette du service

L'état de la dette au 31 décembre 2019 fait apparaître les valeurs suivantes :

		Exercice 2018	Exercice 2019
Encours de la dette au 31 décembre N (montant restant dû en €)		-----	1 164 568
Montant remboursé durant l'exercice en €	en capital		82368
	en intérêts		18195

4.4. Amortissements

Pour l'année 2019, la dotation aux amortissements a été de 219795 € (227986 € en 2018).

4.5. Présentation des projets à l'étude en vue d'améliorer la qualité du service à l'usager et les performances environnementales du service



Projets à l'étude	Montants prévisionnels en €	Montants prévisionnels de l'année précédente en €
Renouvellement canalisation entre RAMBLUZIN et BENOITE-VAUX	400000	
Recherche nouvelle ressource	100000	
Poursuite remise à niveau réservoirs	41500	

4.6. Présentation des programmes pluriannuels de travaux adoptés par l'assemblée délibérante au cours du dernier exercice



Programmes pluriannuels de travaux adoptés	Année prévisionnelle de réalisation	Montants prévisionnels en €

5. Actions de solidarité et de coopération décentralisée dans le domaine de l'eau

5.1. Abandons de créance ou versements à un fonds de solidarité (P109.0)



Cet indicateur a pour objectif de mesurer l'implication sociale du service.

Entrent en ligne de compte :

- les versements effectués par la collectivité au profit d'un fonds créé en application de l'article L261-4 du Code de l'action sociale et des familles (Fonds de Solidarité Logement, par exemple) pour aider les personnes en difficulté,
- les abandons de créance à caractère social, votés au cours de l'année par l'assemblée délibérante de la collectivité (notamment ceux qui sont liés au FSL).

L'année 2019, le service a reçu zéro demandes d'abandon de créance et en a accordé zéro.
0 € ont été abandonnés et/ou versés à un fonds de solidarité, soit 0 €/m³ pour l'année 2019 (0,0155 €/m³ en 2018).

5.2. Opérations de coopération décentralisée (cf. L 1115-1-1 du CGCT)



Peuvent être ici listées les opérations mises en place dans le cadre de l'article L1115-1-1 du Code général des collectivités territoriales, lequel ouvre la possibilité aux collectivités locales de conclure des conventions avec des autorités locales étrangères pour mener des actions de coopération ou d'aide au développement.

Bénéficiaire	Montant en €

6. Tableau récapitulatif des indicateurs

		Exercice 2018	Exercice 2019
	Indicateurs descriptifs des services		
D101.0	Estimation du nombre d'habitants desservis	6 164	6 124
D102.0	Prix TTC du service au m3 pour 120 m3 [€/m³]	2.17	2,17
	Indicateurs de performance		
P101.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie	94,7%	98,6%
P102.1	Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne les paramètres physico-chimiques	98,7%	100%
P103.2B	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	110	110
P104.3	Rendement du réseau de distribution	72,8%	68%
P105.3	Indice linéaire des volumes non comptés [m³/km/jour]	2,7	3,2
P106.3	Indice linéaire de pertes en réseau [m³/km/jour]	2,7	3,1
P107.2	Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable	0,66%	0,66%
P108.3	Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau	76%	57,3%
P109.0	Montant des abandons de créance ou des versements à un fonds de solidarité [€/m³]	0,0155	0

SYNDICAT MIXTE
GERMAIN GUERARD

Prix & Qualité
service de l'assainissement collectif
DU SERVICE PUBLIC

Rapport annuel relatif au prix et à la qualité du service public de l'assainissement collectif pour **l'exercice 2019**

présenté conformément à l'article L2224 - 5 du code général des collectivités territoriales et au décret du 2 mai 2007

Les informations sur fond bleu sont obligatoires au titre du décret.

Tout renseignement concernant la réglementation en vigueur, la définition et le calcul des différents indicateurs peut être obtenu sur le site www.services.eaufrance.fr , rubrique « l'Observatoire »

Table des matières

1. Caractérisation technique du service 3
   1.1. Présentation du territoire desservi 3
   1.2. Mode de gestion du service 4
   1.3. Estimation de la population desservie (D201.0) 4
   1.4. Nombre d'abonnés 4
   1.5. Volumes facturés 5
   1.6. Détail des imports et exports d'effluents ..... **Erreur ! Signet non défini.**
   1.7. Autorisations de déversements d'effluents industriels (D.202.0) 6
   1.8. Linéaire de réseaux de collecte (hors branchements) et/ou transfert 6
   1.9. Ouvrages d'épuration des eaux usées 7
   1.10. Quantités de boues issues des ouvrages d'épuration (D203.0) 8
      1.10.1. Quantités de boues produites par les ouvrages d'épuration 8
      1.10.2. Quantités de boues évacuées des ouvrages d'épuration 9
2. Tarification de l'assainissement et recettes du service 10
   2.1. Modalités de tarification 10
   2.2. Facture d'assainissement type (D204.0) 11
   2.3. Recettes 13
3. Indicateurs de performance 14
   3.1. Taux de desserte par le réseau d'assainissement collectif (P201.1) 14
   3.2. Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P202.2B) 14
   3.3. Conformité de la collecte des effluents (P203.3) ..... **Erreur ! Signet non défini.**
   3.4. Conformité des équipements des stations de traitement des eaux usées (P204.3)**Erreur ! Signet non d**
   3.5. Conformité de la performance des ouvrages d'épuration (P205.3)..**Erreur ! Signet non défini.**
   3.6. Taux de boues évacuées selon les filières conformes à la réglementation (P206.3) 16
4. Financement des investissements 17
   4.1. Montants financiers 17
   4.2. Etat de la dette du service 17
   4.3. Amortissements 17
   4.4. Présentation des projets à l'étude en vue d'améliorer la qualité du service à l'usager et les performances environnementales du service et montants prévisionnels des travaux 17
   4.5. Présentation des programmes pluriannuels de travaux adoptés par l'assemblée délibérante au cours du dernier exercice 18
5. Actions de solidarité et de coopération décentralisée dans le domaine de l'eau 19
   5.1. Abandons de créance ou versements à un fonds de solidarité (P207.0) 19
   5.2. Opérations de coopération décentralisée (cf. L 1115-1-1 du CGCT) 19
6. Tableau récapitulatif des indicateurs 20

1. Caractérisation technique du service

1.1. Présentation du territoire desservi



Le service est géré au niveau ☐ **communal**
☑ **intercommunal**

- Nom de la collectivité : Syndicat Mixte GERMAIN-GUERARD
- Nom de l'entité de gestion: assainissement collectif
- Caractéristiques (commune, EPCI et type, etc.) : Syndicat Mixte
- Compétences liées au service :

		Oui	Non
	Collecte	☑	☐
	Transport	☑	☐
	Dépollution	☑	☐
	Contrôle de raccordement	☒	☐
	Elimination des boues produites	☒	☐
Et à la demande des propriétaires :	Les travaux de mise en conformité de la partie privative du branchement	☒	☐
	Les travaux de suppression ou d'obturation des fosses	☒	☐

Territoire desservi : Codecom de l'Aire à l'Argonne : AUTRECOURT-SUR-AIRE, BEAULIEU-EN-ARGONNE, BEAUSITE, BRIZEAUX, CHAUMONT-SUR-AIRE, COURCELLES-SUR-AIRE, COUROUVRE, ERIZE-LA-PETITE, ERIZE-SAINT-DIZIER, EVRES, FOUCAUCOURT-SUR-THABAS, HAUTS-DE-CHEE, IPPECOURT, LAVOYE, NEUVILLE-EN-VERDUNOIS , NUBECOURT, PRETZ-EN-ARGONNE, RAIVAL, REMBERCOURT-SOMMAISNE, SEIGNEULLES, SEUIL-D'ARGONNE, TROIS-DOMAINES, VAUBECOURT, WALY.
CA Bar le Duc Grand Sud : RUMONT, VAVINCOURT.
Codecom Val de Meuse-Voie Sacrée : HEIPPES, JULVECOURT, RAMBLUZIN ET BENOITE VAUX, SOUILLY, VILLE SUR COUSANCES.

- Existence d'une CCSPL ☐ Oui ☑ Non

1.2. Mode de gestion du service

Le service est exploité en **Régie à autonomie financière**

1.3. Estimation de la population desservie (D201.0)

Est ici considérée comme un habitant desservi toute personne – y compris les résidents saisonniers – domiciliée dans une zone où il existe à proximité une antenne du réseau public d'assainissement collectif sur laquelle elle est ou peut être raccordée.

Le service public d'assainissement collectif dessert 996 habitants au 31/12/2019 (766 au 31/12/2018).

1.4. Nombre d'abonnés

Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'Agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.

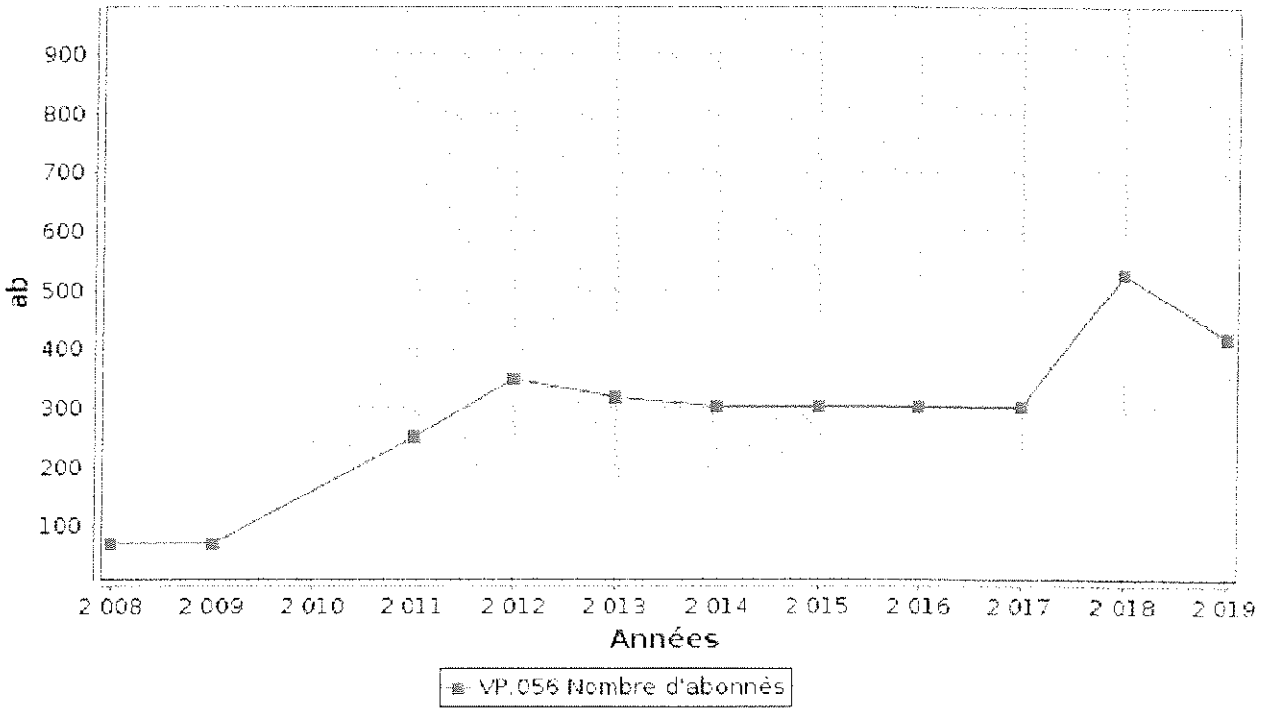
Le service public d'assainissement collectif dessert 422 abonnés au 31/12/2019 (527 au 31/12/2018).

Remarque : La différence s'explique entre la prise en compte du nombre d'abonnés en 2019 et du nombre d'usagers en 2018

Nombre d'abonnés potentiels déterminé à partir du document de zonage d'assainissement : 422.

La densité linéaire d'abonnés (nombre d'abonnés par km de réseau hors branchement est de 23,26 abonnés/km) au 31/12/2019. (39,77 abonnés/km au 31/12/2018).

Le nombre d'habitants par abonné (population desservie rapportée au nombre d'abonné) est de 2,36 habitants/abonné au 31/12/2019. (1,45 habitants/abonné au 31/12/2018).

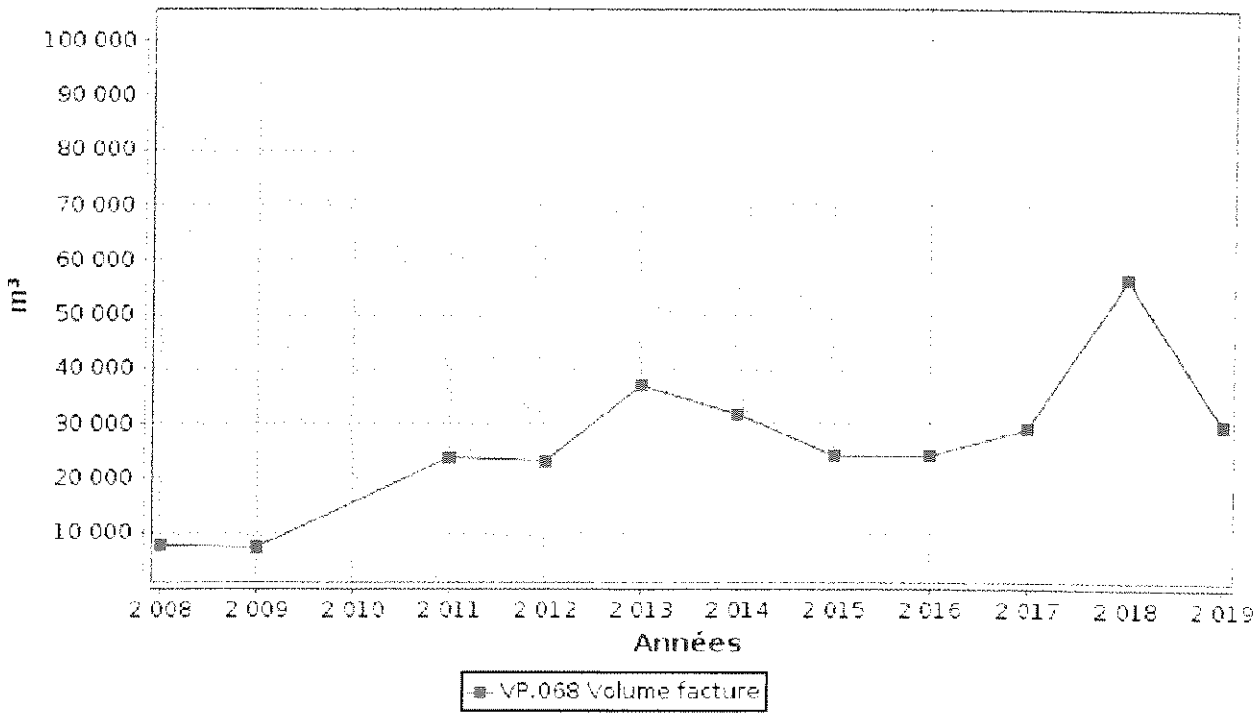


1.5. Volumes facturés

	Volumes facturés durant l'exercice 2018 en m³	Volumes facturés durant l'exercice 2019 en m³	Variation en %
Abonnés domestiques (1)	48 203	29 601	
Abonnés non domestiques	8 291	0	
Total des volumes facturés aux abonnés	**56 484**	**29 601**	

(1) Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'Agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L213-10-3 du Code de l'environnement.

Remarque : la différence s'explique par la prise en compte des volumes facturés en eau (43 407 pour 2019) au lieu de prendre en compte le volume assainissement collectif facturé



1.6. Autorisations de déversements d'effluents industriels (D.202.0)

Le nombre d'arrêtés autorisant le déversement d'eaux usées non-domestiques signés par la collectivité responsable du service de collecte des eaux usées en application et conformément aux dispositions de l'article L1331-10 du Code de la santé publique est de 0 au 31/12/2019 (0 au 31/12/2018).

1.7. Linéaire de réseaux de collecte (hors branchements) et/ou transfert

Le réseau de collecte et/ou transfert du service public d'assainissement collectif est constitué de :

- 2,3 km de réseau unitaire hors branchements.
- 15,84 km de réseau séparatif d'eaux usées hors branchements.

soit un linéaire de collecte total de 18,14 km (13,25 km au 31/12/2018).

1.8. Ouvrages d'épuration des eaux usées

Le service gère 3 Stations de Traitement des Eaux Usées (STEU) qui assurent le traitement des eaux usées.

STEU N°1 : VAVINCOURT
Code Sandre de la station : 035554101000

Caractéristiques générales		
Filière de traitement (cf. annexe)		Filtres Plantés de roseaux
Date de mise en service		31/12/2011
Commune d'implantation		Vavincourt (55541)
Lieu-dit		
Capacité nominale STEU en EH (1)		550
Nombre d'abonnés raccordés		232
Nombre d'habitants raccordés		480
Débit de référence journalier admissible en m^3/j		72
Prescriptions de rejet		
Milieu récepteur du rejet	Type de milieu récepteur	Eau douce de surface
	Nom du milieu récepteur	ruisseau du Clos

(1) EH ou Equivalent-Habitant : unité de mesure de la capacité d'une filière d'épuration, basée sur le rejet journalier moyen théorique d'un abonné domestique

STEU N°2 : ERIZE SAINT DIZIER
Code Sandre de la station : 035517801000

Caractéristiques générales		
Filière de traitement (cf. annexe)		Filtres Plantés de roseaux
Date de mise en service		31/12/2008
Commune d'implantation		Érize-Saint-Dizier (55178)
Lieu-dit		
Capacité nominale STEU en EH (1)		170
Nombre d'abonnés raccordés		81
Nombre d'habitants raccordés		166
Débit de référence journalier admissible en m^3/j		24
Prescriptions de rejet		
Milieu récepteur du rejet	Type de milieu récepteur	Eau douce de surface
	Nom du milieu récepteur	l'Ezrule

STEU N° : SOUILLY
Code Sandre de la station : 035549801000

Caractéristiques générales		
Filière de traitement (cf. annexe)		Filtres Plantés de roseaux
Date de mise en service		2017
Commune d'implantation		SOUILLY
Lieu-dit		
Capacité nominale STEU en EH [1]		400
Nombre d'abonnés raccordés		142
Nombre d'habitants raccordés		350
Débit de référence journalier admissible en m^3/j		185
Prescriptions de rejet		
Milieu récepteur du rejet	Type de milieu récepteur	Eau douce de surface
	Nom du milieu récepteur	La Cousances

1.9. Quantités de boues issues des ouvrages d'épuration (D203.0)

1.1.1. Quantités de boues produites par les ouvrages d'épuration

Boues **produites** entre le 1er janvier et le 31 décembre	**Exercice 2018 en tMS**	**Exercice 2019 en tMS**
VAVINCOURT (Code Sandre : 035554101000)	0	0
ERIZE SAINT DIZIER (Code Sandre : 035517801000)	0	0
SOUILLY (Code Sandre : 035549801000)	**0**	**0**
Total des boues produites	**0**	**0**

1.1.2. Quantités de boues évacuées des ouvrages d'épuration

Boues **évacuées** entre le 1er janvier et le 31 décembre	**Exercice 2018 en tMS**	**Exercice 2019 en tMS**
VAVINCOURT (Code Sandre : 035554101000)	0	0
ERIZE SAINT DIZIER (Code Sandre : 035517801000)	0	0
SOUILLY (Code Sandre : 035549801000)	0	0
Total des boues évacuées	**0**	**0**

2. Tarification de l'assainissement et recettes du service

2.1. Modalités de tarification



La facture d'assainissement collectif comporte une part proportionnelle à la consommation de l'abonné, et peut également inclure une part indépendante de la consommation, dite part fixe (abonnement, etc.).

Tarifs		**Au 01/01/2019**	**Au 01/01/2020**
Part de la collectivité			
Part fixe (€ HT/an)			
	Abonnement [1]	45 €	45 €
Part proportionnelle (€ HT/m³)			
	Prix au m³ de 0 à 120 m³	1,7 €/m³	1,63 €/m³
	Prix au m³ au-delà de 120 m³	___ €/m³	___ €/m³
Autre :		€	€
Taxes et redevances			
Taxes			
	Taux de TVA [2]	10 %	10 %
Redevances			
	Modernisation des réseaux de collecte (Agence de l'Eau)	0,24 €/m³	0,185 €/m³
	VNF rejet :	0 €/m³	0 €/m³
	Autre : _____	0 €/m³	0 €/m³

[1] Cet abonnement est celui pris en compte dans la facture 120 m³.

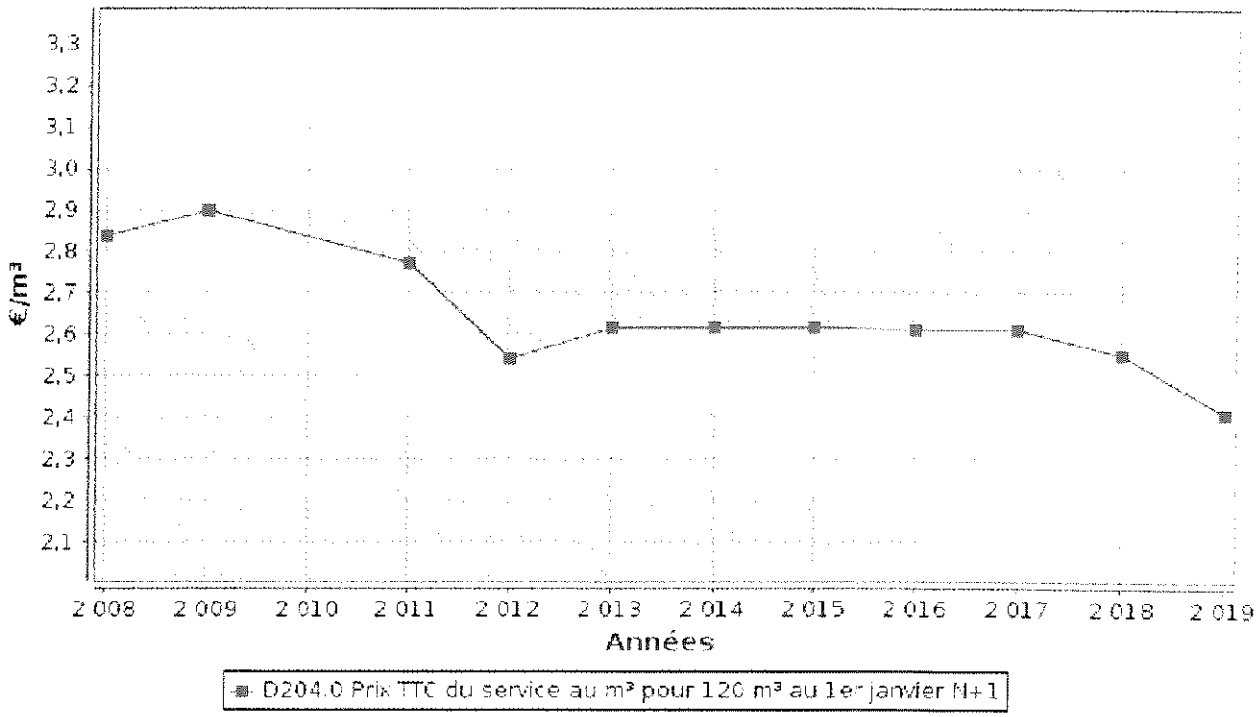
[2] L'assujettissement à la TVA est volontaire pour les services en régie et obligatoire en cas de délégation de service public.

**moyenne : 1,7 (Vavincourt) + 1,70 (Erize-St-Dizier) + 1,50 (Souilly)/3*

2.2. *Facture d'assainissement type (D204.0)*

Les tarifs applicables au 01/01/2019 et au 01/01/2020 pour une consommation d'un ménage de référence selon l'INSEE (120 m³/an) sont :

Facture type	**Au 01/01/2019 en €**	**Au 01/01/2020 en €**	**Variation en %**
Part de la collectivité			
Part fixe annuelle	45,00	45,00	0%
Part proportionnelle	204,00	195,60	-4,12%
Montant HT de la facture de 120 m³ revenant à la collectivité	249,00	240,60	-3,61%
Part du délégataire *(en cas de délégation de service public)*			
Part fixe annuelle	___	___	___%
Part proportionnelle	___	___	___%
Montant HT de la facture de 120 m³ revenant au délégataire	___	___	___%
Taxes et redevances			
Redevance de modernisation des réseaux de collecte (Agence de l'Eau)	28,80	22,20	-22,92%
VNF Rejet :	0,00	0,00	___%
Autre : _____	0,00	0,00	___%
TVA	27,78	26,28	-3,7%
Montant des taxes et redevances pour 120 m³	56,58	48,48	-14,29%
Total	**305,58**	**289,08**	**-5,43%**
Prix TTC au m³	**2,55**	**2,41**	**-5,49%**



La facturation est effectuée avec une fréquence :

□	annuelle
X	semestrielle
□	trimestrielle
□	quadrimestrielle

2.3. Recettes

Recettes de la collectivité :

Type de recette	Exercice 2018 en €	Exercice 2019 en €	Variation en %
Redevance eaux usées usage domestique	44 429	72 511	
dont abonnements	19 799	24 633	**24.42**
Redevance eaux usées usage non domestique			
dont abonnements			
Recette pour boues et effluents importés			
Régularisations (+/-)			
Total recettes de facturation	**44 429**	**72 511**	**63,20**
Recettes de raccordement			
Prime de l'Agence de l'Eau	4 744	4 744	**0**
Contribution au titre des eaux pluviales			
Recettes liées aux travaux			
Contribution exceptionnelle du budget général			
Autres recettes : pénalités non raccordement	28 899	25256	**7,40**
Total autres recettes	**33 643**	**30 000**	**9,20**
Total des recettes	**78 072**	**102 511**	**31,30**

Recettes globales : Total des recettes de vente d'eau au 31/12/2019 : 72 511 € (44 429 au 31/12/2018).

Remarque : Le montant de la redevance 2018 n'englobait pas l'abonnement, d'où la différence.

3. Indicateurs de performance

3.1. Taux de desserte par le réseau d'assainissement collectif (P201.1)



Cet indicateur est le ratio entre le nombre d'abonnés desservis par le réseau d'assainissement collectif et le nombre d'abonnés potentiels déterminé à partir du document de zonage d'assainissement.

$$\text{taux de desserte par les réseaux d'eaux usées} = \frac{\text{nombre d'abonnés desservis}}{\text{nombre d'abonnés potentiels}} * 100$$

Pour l'exercice 2019, le taux de desserte par les réseaux d'eaux usées est de 98% des 455 abonnés potentiels (100% pour 2018).

3.2. Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux (P202.2B)



L'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées a évolué en 2013 (indice modifié par l'arrêté du 2 décembre 2013). De nouvelles modalités de calcul ayant été définies, les valeurs d'indice affichées à partir de l'exercice 2013 ne doivent pas être comparées à celles des exercices précédents.

L'obtention de 40 points pour les parties A et B ci-dessous est nécessaire pour considérer que le service dispose du descriptif détaillé des ouvrages de collecte et de transport des eaux usées mentionné à l'article D 2224-5-1 du code général des collectivités territoriales.

La valeur de cet indice varie entre 0 et 120 (ou 0 et 100 pour les services n'ayant pas la mission de distribution).

La valeur de l'indice est obtenue en faisant la somme des points indiqués dans les parties A, B et C décrites ci-dessous et avec les conditions suivantes :

- Les 30 points d'inventaire des réseaux (partie B) ne sont comptabilisés que si les 15 points des plans de réseaux (partie A) sont acquis.
- Les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A + B) sont acquis.

	nombre de points	Valeur	points potentiels
PARTIE A : PLAN DES RESEAUX (15 points)			
VP.250 - Existence d'un plan de réseaux mentionnant la localisation des ouvrages annexes (relèvement, refoulement, déversoirs d'orage, ...) et les points d'autosurveillance du réseau	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.251 - Existence et mise en œuvre d'une procédure de mise à jour, au moins chaque année, du plan des réseaux pour les extensions, réhabilitations et renouvellements de réseaux (en l'absence de travaux, la mise à jour est considérée comme effectuée)	oui : 5 points non : 0 point	Oui	5
PARTIE B : INVENTAIRE DES RESEAUX (30 points qui ne sont décomptés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)			
VP.252 - Existence d'un inventaire des réseaux avec mention, pour tous les tronçons représentés sur le plan, du linéaire, de la catégorie de l'ouvrage et de la précision des informations cartographiques	0 à 15 points sous conditions (1)	Oui	15
VP.254 - Procédure de mise à jour des plans intégrant la mise à jour de l'inventaire des réseaux		Oui	
VP.253 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne les matériaux et diamètres		100%	
VP.255 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel l'inventaire des réseaux mentionne la date ou la période de pose	0 à 15 points sous conditions (2)	100%	15
PARTIE C : AUTRES ELEMENTS DE CONNAISSANCE ET DE GESTION DES RESEAUX (75 points qui ne sont décomptés que si 40 points au moins ont été obtenus en partie A et B)			
VP.256 - Pourcentage du linéaire de réseau pour lequel le plan des réseaux mentionne l'altimétrie	0 à 15 points sous conditions (3)	100%	15
VP.257 Localisation et description des ouvrages annexes (relèvement, refoulement, déversoirs d'orage, ...)	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.258 Inventaire mis à jour, au moins chaque année, des équipements électromécaniques existants sur les ouvrages de collecte et de transport des eaux usées (en l'absence de modifications, la mise à jour est considérée comme effectuée)	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.259 - Nombre de branchements de chaque tronçon dans le plan ou l'inventaire des réseaux (4)	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.260 - Localisation des interventions et travaux réalisés (curage curatif, désobstruction, réhabilitation, renouvellement, ...) pour chaque tronçon de réseau	oui : 10 points non : 0 point	Oui	10
VP.261 - Existence et mise en œuvre d'un programme pluriannuel d'inspection et d'auscultation du réseau assorti d'un document de suivi contenant les dates des inspections et les réparations ou travaux qui en résultent	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
VP.262 - Existence et mise en œuvre d'un plan pluriannuel de renouvellement (programme détaillé assorti d'un estimatif portant sur au moins 3 ans)	oui : 10 points non : 0 point	Non	0
TOTAL (indicateur P202.2B)	**120**	-	**100**

(1) l'existence de l'inventaire et d'une procédure de mise à jour ainsi qu'une connaissance minimum de 50 % des matériaux et diamètres sont requis pour obtenir les 10 premiers points. Si la connaissance des matériaux et diamètres atteint 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points supplémentaires sont respectivement de 1, 2, 3, 4 et 5

(2) l'existence de l'inventaire ainsi qu'une connaissance minimum de 50 % des périodes de pose sont requis pour obtenir les 10 premiers points. Si la connaissance des périodes de pose atteint 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points supplémentaires sont respectivement de 1, 2, 3, 4 et 5

(3) Si la connaissance de l'altimétrie atteint 50, 60, 70, 80, 90 ou 95%, les points obtenus sont respectivement de 10,11, 12, 13, 14 et 15

(4) non pertinent si le service n'a pas la mission de collecte

L'indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux du service est 100 pour l'exercice 2019 (100 pour 2018).

3.3. Taux de boues évacuées selon les filières conformes à la réglementation (P206.3)



Une filière d'évacuation des boues d'épuration est dite conforme si elle remplit les deux conditions suivantes :

- le transport des boues est effectué conformément à la réglementation en vigueur,
- la filière de traitement est autorisée ou déclarée selon son type et sa taille.

Les stations de traitement d'ERIZE-ST-DIZIER, VAVINCOURT et SOUILLY n'ayant pas produit de boues en 2019, l'indice relative au "taux de boues évacuées selon des filières conformes à la réglementation" ne peut pas être calculé.

4. Financement des investissements

4.1. Montants financiers

	Exercice 2018	Exercice 2019
Montants financiers HT des travaux engagés pendant le dernier exercice budgétaire	249 270	193 886
Montants des subventions en €	237 878	269 723

4.2. Etat de la dette du service

L'état de la dette au 31 décembre 2019 fait apparaître les valeurs suivantes :

		Exercice 2018	Exercice 2019
Encours de la dette au 31 décembre N (montant restant dû en €)		141 751.91	673 553
Montant remboursé durant l'exercice en €	en capital	64 061.24	64 284.39
	en intérêts	4 786.59	4 794.40

4.3. Amortissements

Pour l'exercice 2019, la dotation aux amortissements a été de 48 885.80 € (48 885.76 € en 2018).

4.4. Présentation des projets à l'étude en vue d'améliorer la qualité du service à l'usager et les performances environnementales du service et montants prévisionnels des travaux

Projets à l'étude	Montants prévisionnels en €	Montants prévisionnels de l'année précédente en €
Pas de projet à l'étude		

4.5. Présentation des programmes pluriannuels de travaux adoptés par l'assemblée délibérante au cours du dernier exercice



Programmes pluriannuels de travaux adoptés	**Année prévisionnelle de réalisation**	**Montants prévisionnels en €**
Extension de réseau à Souilly		33 300

5. Actions de solidarité et de coopération décentralisée dans le domaine de l'eau

5.1. Abandons de créance ou versements à un fonds de solidarité (P207.0)



Cet indicateur a pour objectif de mesurer l'implication sociale du service.

Entrent en ligne de compte :

- les versements effectués par la collectivité au profit d'un fonds créé en application de l'article L261-4 du Code de l'action sociale et des familles (Fonds de Solidarité Logement, par exemple) pour aider les personnes en difficulté,
- les abandons de créance à caractère social, votés au cours de l'année par l'assemblée délibérante de la collectivité (notamment ceux qui sont liés au FSL).

L'année 2019, le service n'a pas reçu de demande d'abandon de créance.
0 € ont été abandonnés et/ou versés à un fonds de solidarité, soit 0 €/m^3 pour l'année 2019 (0 €/m^3 en 2018).

5.2. Opérations de coopération décentralisée (cf. L 1115-1-1 du CGCT)



Peuvent être ici listées les opérations mises en place dans le cadre de l'article L1115-1-1 du Code général des collectivités territoriales, lequel ouvre la possibilité aux collectivités locales de conclure des conventions avec des autorités locales étrangères pour mener des actions de coopération ou d'aide au développement.

Bénéficiaire	Montant en €
Pas d'opération de coopération décentralisée	

6. Tableau récapitulatif des indicateurs

		Valeur 2018	Valeur 2019
	Indicateurs descriptifs des services		
D201.0	Estimation du nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des eaux usées, unitaire ou séparatif	766	996
D202.0	Nombre d'autorisations de déversement d'effluents d'établissements industriels au réseau de collecte des eaux usées	0	0
D203.0	Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration [tMS]	0	0
D204.0	Prix TTC du service au m³ pour 120 m³ [€/m³]	2,55	2,41
	Indicateurs de performance		
P201.1	Taux de desserte par des réseaux de collecte des eaux usées	100%	98%
P202.2B	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées [points]	100	100
P203.3	Conformité de la collecte des effluents aux prescriptions définies en application du décret 94-469 du 3 juin 1994 modifié par le décret du 2 mai 2006	____%	____%
P204.3	Conformité des équipements d'épuration aux prescriptions définies en application du décret 94-469 du 3 juin 1994 modifié par le décret du 2 mai 2006	____%	____%
P205.3	Conformité de la performance des ouvrages d'épuration aux prescriptions définies en application du décret 94-469 du 3 juin 1994 modifié par le décret du 2 mai 2006	____%	____%
P206.3	Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes à la réglementation	0%	0%
P207.0	Montant des abandons de créance ou des versements à un fonds de solidarité [€/m³]	0	0

POUR INFORMATION

Les caractéristiques du prix moyen de l'eau au 1er janvier 2019 sont les suivantes :

Maxi : 5,47 € TTC / m³
Médian : 4,32 € TTC / m³
Mini : 2,02 € TTC / m³

Prix moyen de l'eau
4,17 € TTC / m³

Facture moyenne
500 € TTC / an

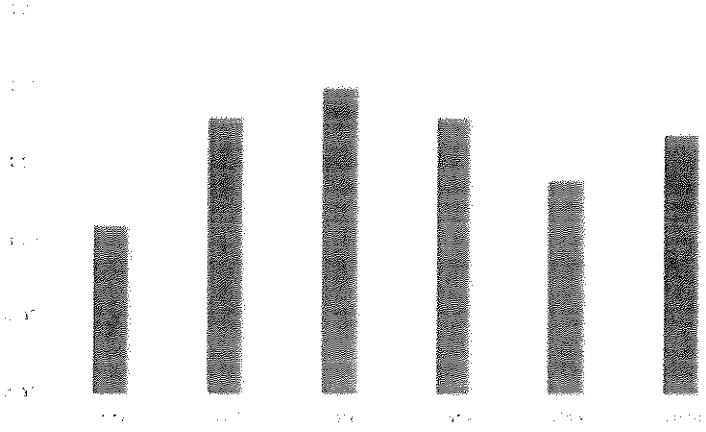
+ 0,7 % par rapport à 2018

+ 1,7 % par rapport à 2014

Evolution du prix moyen de l'eau :

- 2018 : **4,14 € TTC par m³** *(soit environ 497 € TTC par an)*
- 2017 : **4,19 € TTC par m³** *(soit environ 502 € TTC par an)*
- 2016 : **4,20 € TTC par m³** *(soit environ 503 € TTC par an)*
- 2015 : **4,18 € TTC par m³** *(soit environ 501 € TTC par an)*
- 2014 : **4,10 € TTC par m³** *(soit environ 491 € TTC par an)*

Evolution du prix moyen de l'eau (€ TTC par m³)
(eau potable + assainissement collectif)



Syndicat Mixte GERMAIN-GUERARD

assainissement non collectif

Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service public de l'assainissement non collectif

Exercice 2019

Rapport annuel relatif au prix et à la qualité du service public de l'assainissement collectif pour l'exercice présenté conformément à l'article L2224 - 5 du code général des collectivités territoriales et au décret du 2 mai 2007.
Les informations sur fond bleu sont obligatoires au titre du décret.

Tout renseignement concernant la réglementation en vigueur, la définition et le calcul des différents indicateurs peut être obtenu sur le site www.services.eaufrance.fr

Si les informations pré-remplies ne sont pas correctes, veuillez contacter votre DDT

Table des matières

1. CARACTERISATION TECHNIQUE DU SERVICE 2

1.1. PRESENTATION DU TERRITOIRE DESSERVI 2
1.2. MODE DE GESTION DU SERVICE 2
1.3. ESTIMATION DE LA POPULATION DESSERVIE (D301.0) 2
1.4. INDICE DE MISE EN ŒUVRE DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (D302.0) 3

2. TARIFICATION DE L'ASSAINISSEMENT ET RECETTES DU SERVICE 4

2.1. MODALITES DE TARIFICATION 4
2.2. RECETTES 5

3. INDICATEURS DE PERFORMANCE 1

3.1. TAUX DE CONFORMITE DES DISPOSITIFS D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF (P301.3) 6

4. FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS 7

4.1. MONTANTS FINANCIERS DES TRAVAUX REALISES 7
4.2. PRESENTATION DES PROJETS A L'ETUDE EN VUE D'AMELIORER LA QUALITE DU SERVICE A L'USAGER ET LES PERFORMANCES ENVIRONNEMENTALES DU SERVICE 7

1. Caractérisation technique du service

1.1. Présentation du territoire desservi

Le service est géré au niveau ☐ **communal**
☑ **intercommunal**

- **Nom de la collectivité** : Syndicat Mixte GERMAIN-GUERARD
- **Nom de l'entité de gestion**: assainissement non collectif
- **Caractéristiques** (commune, EPCI et type, etc.) : Syndicat Mixte
- **Compétences liée au service**

☒ Contrôle des installations ☒ Traitement des matières de vidanges
☒ Entretien des installations ☒ Réhabilitation des installations ☐ Réalisation des installations

- **Territoire desservi** (communes adhérentes au service, secteurs et hameaux desservis, etc.) : Aubréville, Autrécourt-sur-Aire, Beaulieu-en-Argonne, Beausite, Brabant-en-Argonne, Brizeaux, Brocourt-en-Argonne, Chaumont-sur-Aire, Clermont-en-Argonne, Courcelles-sur-Aire, Courouvre, Dombasle-en-Argonne, Foucaucourt-sur-Thabas, Froidos, Futeau, Heippes, Ippécourt, Jouy-en-Argonne, Julvécourt, Lachalade, Landrecourt-Lempire, Lavoye, Le Claon, Le Neufour, Lemmes, Les Hauts-de-Chée, Les Islettes, Les Monthairons, Les Souhesmes-Rampont, Les Trois-Domaines, Lisle-en-Barrois, Louppy-le-Château, Neuville-en-Verdunois, Neuvilly-en-Argonne, Nixéville-Blercourt, Nubécourt, Osches, Pretz-en-Argonne, Raival, Rambluzin-et-Benoite-Vaux, Rarécourt, Rembercourt-Sommaisne, Rumont, Récicourt, Saint-André-en-Barrois, Seigneulles, Senoncourt-les-Maujouy, Seuil-d'Argonne, Souilly, Tilly-sur-Meuse, Vadelaincourt, Vaubecourt, Vavincourt, Ville-sur-Cousances, Villers-sur-Meuse, Villotte-devant-Louppy, Waly, Èvres, Érize-la-Petite, Érize-Saint-Dizier
- **Existence d'une CCSPL** ☐ Oui ☑ Non
- Existence d'un zonage ☒ Oui, date d'approbation : 18/12/2012 ; 19/06/15 ; 26/02/2016
  (32 communes ne possèdent pas encore de zonage)
- Existence d'un règlement de service ☒ Oui, date d'approbation : 15 avril 2013 ☐ Non

1.2. Mode de gestion du service

Le service est exploité en **Régie par Régie à autonomie financière**

1.3. Estimation de la population desservie (D301.0)

Est ici considérée comme un habitant desservi toute personne – y compris les résidents saisonniers – qui n'est pas desservie par un réseau d'assainissement collectif.

Le service public d'assainissement non collectif dessert 10 724 habitants, pour un nombre total d'habitants résidents sur le territoire du service de 13 785.

Le taux de couverture de l'assainissement non collectif (population desservie rapporté à la population totale du territoire couvert par le service) est de 77,79 % au 31/12/2019. (77,71 % au 31/12/2018).

1.4. Indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif (D302.0)

Il s'agit d'un indicateur descriptif, qui permet d'apprécier l'étendue des prestations assurées par le service. Il se calcule en faisant la somme des points indiqués dans les tableaux A et B ci-dessous.
Attention : le tableau B n'est pris en compte que si le total obtenu pour le tableau A est égal à 100.

		Exercice 2018	Exercice 2019
A – Éléments obligatoires pour l'évaluation de la mise en œuvre du service			
20	Délimitation des zones d'assainissement non collectif par une délibération	Oui	Oui
20	Application d'un règlement du service approuvé par une délibération	Oui	Oui
30	Vérification de la conception et de l'exécution de toute installation réalisée ou réhabilitée depuis moins de 8 ans	Oui	Oui
30	Diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien de toutes les autres installations	Oui	Oui
B – Éléments facultatifs pour l'évaluation de la mise en œuvre du service			
10	Le service assure à la demande du propriétaire l'entretien des installations	Non	Non
20	Le service assure sur demande du propriétaire la réalisation et la réhabilitation des installations	Oui	Oui
10	Le service assure le traitement des matières de vidange	Non	Non

L'indice de mise en oeuvre de l'assainissement non collectif du service pour l'année 2019 est de **120** (120 en 2018).

2. Tarification de l'assainissement et recettes du service

2.1. Modalités de tarification

La redevance d'assainissement non collectif comprend une part destinée à couvrir les compétences obligatoires du service (contrôle de la conception, de l'implantation, de la bonne exécution et du bon fonctionnement des installations) et, le cas échéant, une part destinée à couvrir les compétences qu'il peut exercer – s'il le souhaite – à la demande des propriétaires (entretien, réalisation ou réhabilitation des installations, traitement des matières de vidange) :

la part représentative des compétences obligatoires est calculée en fonction de critères définis par décision de l'assemblée délibérante de la collectivité ; la tarification peut soit tenir compte notamment de la situation, de la nature et de l'importance des installations, soit être forfaitaire ou dépendre des volumes d'eau potable consommés ;
la part représentative des prestations facultatives n'est due qu'en cas de recours au service par l'usager ; la tarification doit impérativement tenir compte de la nature des prestations assurées.

Les tarifs applicables aux 01/01/2019 et 01/01/2020 sont les suivants :

Tarifs	Au 01/01/2019	Au 01/01/2020
Compétences obligatoires		
Tarif du contrôle des installations neuves en €	150 (Conception + Bonne exécution)	**150** **(Conception + Bonne exécution)**
Tarif du contrôle des installations existantes en €	150	**150**
Tarifs des autres prestations aux abonnés en €		
Compétences facultatives		

Les délibérations fixant les différents tarifs et prestations aux abonnés pour l'exercice sont les suivantes :

- Délibération du **02/12/2013** fixant le tarif des contrôles de conception et de bonne exécution
- Délibération du **15/10/2014** fixant le tarif des contrôles diagnostics
- Délibération du **14/04/2016** fixant le tarif des contrôles de bon fonctionnement

2.2. Recettes

	Exercice 2018		Exercice 2019	
	Intitulé	**Total**	**Intitulé**	**Total**
Facturation du service obligatoire en €	Redevance contrôles	22 950	Redevance contrôles	24 600
Autre en € :	Prime Agence de l'eau	575	Prime Agence de l'eau	0
Autre en € :	Subvention opération de réhabilitation (Agence de l'Eau et Département)	25 341	Subvention opération de réhabilitation (Agence de l'Eau et Département)	228 391

3. Indicateurs de performance

3.1. Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif (P301.3)

Cet indicateur a vocation à évaluer la protection du milieu naturel découlant de la maîtrise des pollutions domestiques. Pour ce faire, il mesure le niveau de conformité de l'ensemble des installations d'assainissement non collectif sur le périmètre du service, en établissant un ratio entre :

- d'une part le nombre d'installations contrôlées jugées conformes ou ayant fait l'objet d'une mise en conformité connue et validée par le service **depuis la création du service jusqu'au 31/12/N**,
- d'autre part le nombre total d'installations contrôlées **depuis la création du service jusqu'au 31/12/N**.

Attention : cet indice ne doit être calculé que si l'indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif est au moins égal à 100.

$$\text{Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif} = \frac{\text{Nombre d'installations contrôlées jugées conformes ou ayant fait l'objet d'une mise en conformité} + \text{Autres installations contrôlées ne présentant pas de dangers pour la santé des personnes ou de risques avérés de pollution de l'environnement}}{\text{Nombre total d'installations contrôlées depuis la création du service}} * 100$$

	Exercice 2018	Exercice 2019
Nombre d'installations contrôlées conformes ou mises en conformité	676	**745**
Nombre d'installations contrôlées depuis la création du service	5 177	**5 319**
Autres installations contrôlées ne présentant pas de dangers pour la santé des personnes ou de risques avérés de pollution de l'environnement	3 736	**3 736**
Taux de conformité en %	85,2	**84,2**

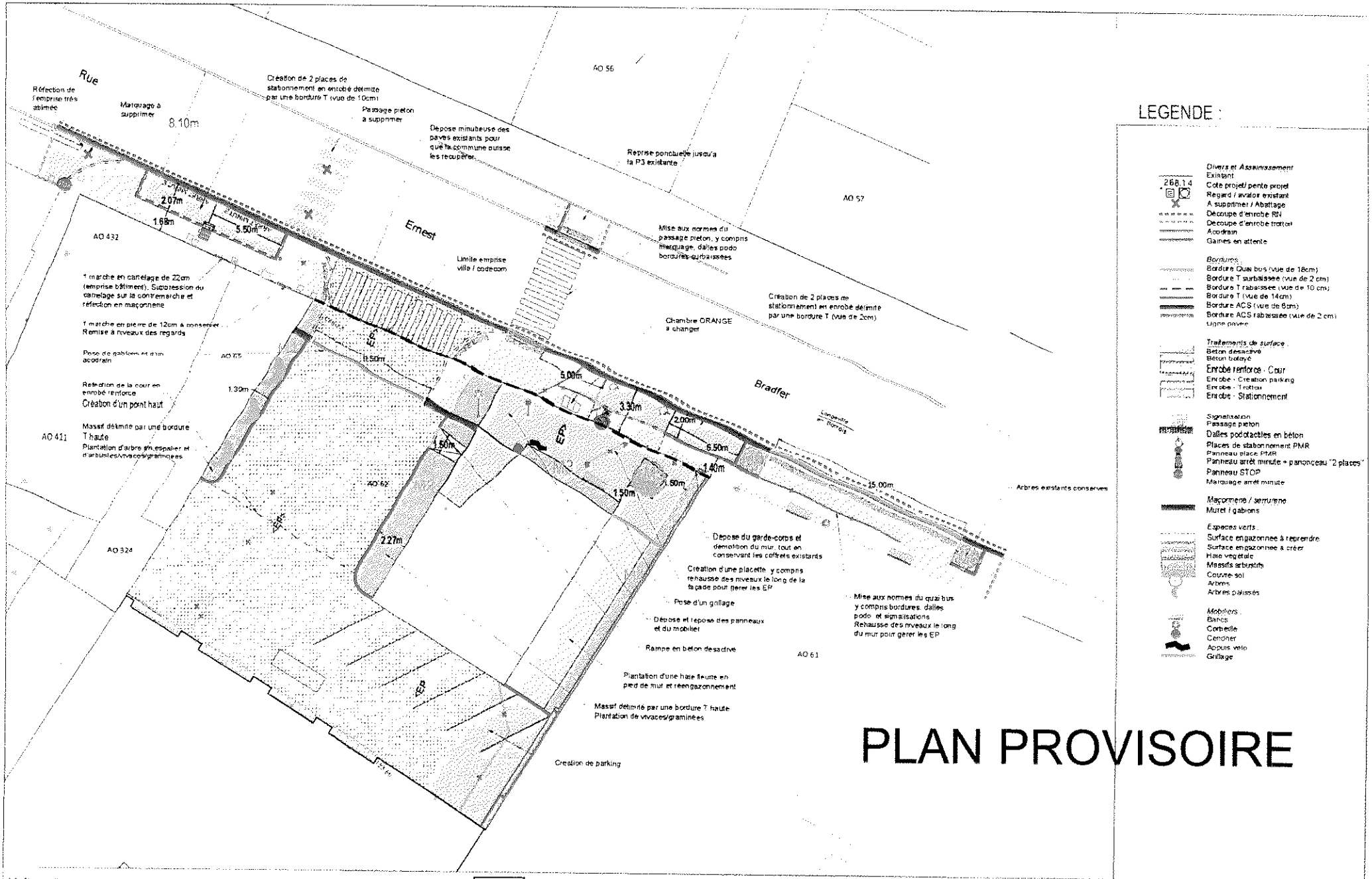
4. Financement des investissements

4.1. Montants financiers des travaux réalisés

Le montant total des travaux réalisés durant l'exercice budgétaire **2019** est de 446 561 €.

4.2. Présentation des projets à l'étude en vue d'améliorer la qualité du service à l'usager et les performances environnementales du service

Projets à l'étude	Montants prévisionnels des travaux en €
Poursuivre la campagne de réhabilitation des installations d'ANC (finaliser les travaux sur la commune Les Islettes et réaliser l'ensemble des travaux sur la commune de Rembercourt Sommaisne)	



LEGENDE :

Divers et Assainissement
- 268.14 Existant
- Cote projet/ pente projet
- Regard / avaloir existant
- A supprimer / Abattage
- Découpe d'enrobé RN
- Découpe d'enrobé trottoir
- Accodrain
- Gaines en attente

Bordures
- Bordure Quai bus (vue de 18cm)
- Bordure T surbaissée (vue de 2 cm)
- Bordure T rabaissée (vue de 10 cm)
- Bordure T (vue de 14cm)
- Bordure ACS (vue de 6cm)
- Bordure ACS rabaissée (vue de 2 cm)
- Ligne pavée

Traitements de surface
- Béton désactivé
- Béton balayé
- Enrobé renforcé - Cour
- Enrobé - Création parking
- Enrobé - Trottoir
- Enrobé - Stationnement

Signalisation
- Passage piéton
- Dalles podotactiles en béton
- Places de stationnement PMR
- Panneau place PMR
- Panneau arrêt minute + panonceau "2 places"
- Panneau STOP
- Marquage arrêt minute

Maçonnerie / serrurerie
- Muret / gabions

Espaces verts
- Surface engazonnée à reprendre
- Surface engazonnée à créer
- Haie végétale
- Massifs arbustifs
- Couvre-sol
- Arbres
- Arbres palissés

Mobilier
- Bancs
- Corbeille
- Cendrier
- Appuis vélo
- Grillage

PLAN PROVISOIRE

Maîtres d'ouvrage :

Ville de Bar-le-Duc
12 rue Lapique
55 000 Bar-le-Duc

Communauté d'agglomération
12 rue Lapique
55 000 Bar-le-Duc

Maîtres d'oeuvre :

Atelier Paysage - S.AUDEMA
11 rue du Col Drouot
55 430 Belleville - Meuse

SETECBA Ingénierie SARL
5, place de la République
55000 Bar-Le-Duc

Aménagement du trottoir entre le n°51 et le n°61 rue Bradfer

PLAN DE TRAVAIL - Phase PRO

Nord

Date : 12 novembre 2020
Echelle: 1- 250 ème

N°	DESIGNATION	U	Q	PU HT	PT HT	Q	PU HT	PT HT	Q	PU HT	PT HT
Aménagement du trottoir entre le n°51 et le n°61 rue Bradfer			**VILLE**			**CODECOM transports**			**CODECOM déchets**		
1	**TRAVAUX PRELIMINAIRES**										
1.1	**Installation de chantier** comprenant la prise en charge du terrain, les équipements sécuritaires aux normes, les branchements et accès au chantier, le nettoyage de terrain, la mise en sécurité permanente du site, piquetage, plans de récolement et constat d'huissier	forf	0,5	6 000,00€	3 000,00€	0,3	6 000,00€	1 800,00€	0,2	6 000,00€	1 200,00€
1.2	**Préparation du terrain** comprenant la démolition ou la dépose/repose éventuelle de tout élément gênant lors du chantier, et l'évacuation (signalétique, escalier, bordures, dalle béton, pots massif, arbustes/haies, dépose des pavés, suppression marquage résine, suppression carrelage contremarche et réfection en maçonnerie....)	forf	0,5	3 000,00€	1 500,00€	0,3	3 000,00€	900,00€	0,2	3 000,00€	600,00€
1.3	**Découpe d'enrobé**, y compris raccord de **structure de chaussée** sur l'emprise nécessaire à la récupération du profil de la voie	ml	101	35,00€	3 535,00€	0	35,00€	0,00€	0	35,00€	0,00€
1.4	**Découpe d'enrobé,** y compris joints d'émulsion en limite d'intervention	ml	18	20,00€	360,00€	0	20,00€	0,00€	0	20,00€	0,00€
1.5	**Démolition du muret existant** comprenant la dépose du garde-corps, la découpe nette, la démolition et l'évacuation	forf	0	1 500,00€	0,00€	1	1 500,00€	1 500,00€	0	1 500,00€	0,00€
1.6	*Terrassements*										
1.6.1	Rabotage pour **réfection de la cour** en enrobé sur **0,15m** d'épaisseur y compris reprofilage et compactage des fonds de forme et évacuation des déblais en décharge	m2	85	7,00€	595,00€	1062	7,00€	7 434,00€	0	7,00€	0,00€
1.6.3	Terrassement pour **création de stationnement et raccord jusque façade** en enrobé sur **0,30m** d'épaisseur y compris reprofilage et compactage des fonds de forme et évacuation des déblais en décharge	m2	55	8,00€	440,00€	0	8,00€	0,00€	0	8,00€	0,00€
1.6.4	Terrassement pour **création des espaces piétons** en enrobé sur **0,30m** d'épaisseur, y compris reprofilage et compactage des fonds de forme, purges éventuelles et évacuation des déblais en décharge	m2	177	8,00€	1 416,00€	7	8,00€	56,00€	0	8,00€	0,00€
1.6.5	Terrassement pour **création de parvis** en béton désactivé sur **0,30m** d'épaisseur, y compris reprofilage et compactage des fonds de forme, purges éventuelles et évacuation des déblais en décharge	m2	0	8,00€	0,00€	75	8,00€	600,00€	0	8,00€	0,00€
1.6.6	Terrassement pour **fosses de plantation**, (3m3/arbre, 0,50m2/arbustes), y compris décapage de la terre végétale, récupération des déblais propres et évacuation des déblais en surplus en décharge	m3	11	20,00€	220,00€	66	20,00€	1 320,00€	0	20,00€	0,00€
1.7	*Assainissement*										
1.7.1	Fourniture et pose d'**acodrain** caniveau grille fonte circulable PL de 20cm de large, y compris canalisation pour raccord au réseau existant	ml	0	300,00€	0,00€	9,5	300,00€	2 850,00€	0	300,00€	0,00€

N°	DESIGNATION	U	Q	PU HT	PT HT	Q	PU HT	PT HT	Q	PU HT	PT HT
Aménagement du trottoir entre le n°51 et le n°61 rue Bradfer			**VILLE**			**CODECOM transports**			**CODECOM déchets**		
1.7.2	Fourniture et pose de **regards avaloir** siphonnés (forme à adapter à celle des bordures), y compris raccord au réseau existant	u	1	1 000,00€	1 000,00€	1	1 000,00€	1 000,00€	0	1 000,00€	0,00€
1.8	*Adaptation*										
1.8.1	Réalisation de **murets préfabriqués ou coulés sur place**, y compris structure adaptée	ml	0	450,00€	0,00€	6	450,00€	2 700,00€	0	450,00€	0,00€
1.8.2	**Remise à niveau** de tous les éléments dans l'emprise du chantier (bouche à clé, tampons, regards, chambre ORANGE ...) y compris remplacement ponctuel de tampons endommagés et transformation des anciens avaloirs en regard avec tampon fonte	forf	0,5	6 000,00€	3 000,00€	0,5	6 000,00€	3 000,00€	0	6 000,00€	0,00€
1.8.3	**Fourniture et pose de 2 fourreaux Ø110, 1 fourreau Ø90 et 3 fourreaux Ø42/45 en attente,** avec grillage avertisseur et cuivre, y compris tranchées, traversée de chaussée et chambres de tirage nécessaires	ml	53	75,00€	3 975,00€	0	75,00€	0,00€	0	75,00€	0,00€
	TOTAL TRAVAUX PRELIMINAIRES				19 041,00€			23 160,00€			1 800,00€
2	**TRAITEMENTS DE SURFACE**										
2.1	***Bordures***										
2.1.1	Fourniture et pose de bordure normalisée **quai bus** sur solin béton y compris structure et bordures de raccordement	ml	15	200,00€	3 000,00€	0	200,00€	0,00€	0	200,00€	0,00€
2.1.2	Fourniture et pose de bordures **A2CS1**, posées sur solin y compris structure adaptée	ml	88	40,00€	3 520,00€	0	40,00€	0,00€	0	40,00€	0,00€
2.1.3	Fourniture et pose de caniveaux **CC2**, posées sur solin y compris structure adaptée	ml	0	55,00€	0,00€	0	55,00€	0,00€	0	55,00€	0,00€
2.1.4	Fourniture et pose de bordures **T2CS1**, posées sur solin y compris structure adaptée	ml	0	55,00€	0,00€	0	55,00€	0,00€	0	55,00€	0,00€
2.1.5	Fourniture et pose de bordures **T2**, posées sur solin y compris structure adaptée	ml	55	30,00€	1 635,00€	47	30,00€	1 410,00€	0	30,00€	0,00€
2.1.6	Fourniture et pose de **lignes pavées**, posées sur solin y compris structure adaptée	ml	22	35,00€	752,50€	35	35,00€	1 225,00€	0	35,00€	0,00€
2.1.7	Fourniture et pose de bordure **P3**, posées sur solin y compris structure adaptée	ml	2	25,00€	50,00€	0	25,00€	0,00€	0	25,00€	0,00€
2.1.8	Fourniture et pose de caniveaux **CC1**, posées sur solin y compris structure adaptée	ml	0	50,00€	0,00€	45	50,00€	2 250,00€	0	50,00€	0,00€

N°	DESIGNATION	U	Q	PU HT	PT HT	Q	PU HT	PT HT	Q	PU HT	PT HT
Aménagement du trottoir entre le n°51 et le n°61 rue Bradfer			**VILLE**			**CODECOM transports**			**CODECOM déchets**		
2.2	***Traitements de surface***										
2.2.1	**Renforcement de l'accès, de la cour AGGLO. et la ruelle en enrobé noir** BBSG 0/10, y compris **GB sur 10cm**, couche d'accrochage et couche de roulement en enrobé dense à chaud - 140kg/m2 (6cm)	m2	85	30,00€	2 550,00€	462	30,00€	13 860,00€	0	30,00€	0,00€
2.2.2	**Création de stationnement en enrobé noir** BBSG 0/10, y compris **structure sur 25cm**, couche d'accrochage et couche de roulement en enrobé dense à chaud - 120kg/m2 (5cm)	m2	55	30,00€	1 650,00€	600	30,00€	18 000,00€	0	30,00€	0,00€
2.2.3	**Création de trottoirs en enrobé noir** BBSG 0/6, y compris **structure sur 25cm**, couche d'accrochage et couche de roulement en enrobé dense à chaud - 120kg/m2 (5cm)	m2	177	30,00€	5 310,00€	0	30,00€	0,00€	0	30,00€	0,00€
2.2.4	**Raccord jusque façade en enrobé noir** BBSG 0/6, y compris **structure sur 25cm**, couche d'accrochage et couche de roulement en enrobé dense à chaud - 120kg/m2 (5cm)	m2	0	30,00€	0,00€	7	30,00€	210,00€	0	30,00€	0,00€
2.2.5	**Création de parvis en béton désactivé** sur 15cm , y compris **structure sur 15cm et enduit de protection**	m2	0	65,00€	0,00€	75	65,00€	4 875,00€	0	65,00€	0,00€
2.3	***Signalisation verticale***										
2.3.1	Panneau signalant les places **PMR**	u	1	300,00€	300,00€	0	300,00€	0,00€	0	300,00€	0,00€
2.3.2	Panneau **STOP**	u	1	300,00€	300,00€	0	300,00€	0,00€	0	300,00€	0,00€
2.3.3	Panneau et panonceau signalant le stationnement **arrêt minute, 2 places**	u	2	300,00€	600,00€	0	300,00€	0,00€	0	300,00€	0,00€
2.4	***Signalisation horizontale***										
2.4.1	Marquage des places **PMR** en résine	u	2	100,00€	200,00€	0	100,00€	0,00€	0	100,00€	0,00€
2.4.2	Marquage de **arrêt de bus** en résine	u	1	150,00€	150,00€	0	150,00€	0,00€	0	150,00€	0,00€
2.4.3	Marquage de **stationnement** en résine	ml	5	5,00€	25,00€	33	5,00€	165,00€	0	5,00€	0,00€
2.4.4	Marquage "**STOP**" en résine	u	1	80,00€	80,00€	0	80,00€	0,00€	0	80,00€	0,00€
2.4.5	Marquage des **passages piétons** en résine	u	2	200,00€	400,00€	0	200,00€	0,00€	0	200,00€	0,00€
2.4.6	Marquage "**ARRET MINUTE**" en résine	u	2	100,00€	200,00€	0	100,00€	0,00€	0	100,00€	0,00€
2.4.7	Marquage de **dalles podotactiles en résine** au niveau des passages piétons	ml	27	90,00€	2 430,00€	0	90,00€	0,00€	0	90,00€	0,00€
2.4.8	Fourniture et pose de **blocs roue en béton**	ml	0	150,00€	0,00€	4	150,00€	600,00€	0	150,00€	0,00€
	Marquage **ZEBRA**	m2		15,00€			15,00€		5	15,00€	75,00€
	TOTAL TRAITEMENTS DE SURFACE				23 152,50€			42 595,00€			75,00€
3	**ESPACES VERTS**										
3.1	Fourniture et mise en oeuvre de **terre végétale** pour les fosses d'arbres (3m3/arbre, 0,5m3/arbuste; 0,10m d'ep pour le gazon)	m3	11	30,00€	330,00€	71,5	30,00€	2 145,00€	0	30,00€	0,00€
3.2	Fourniture et mise en œuvre de **paillage mulch** (sur 10cm) sous les massifs	m2	22	8,00€	176,00€	107	8,00€	856,00€	0	8,00€	0,00€
3.3	Fourniture et plantation d'**arbres tiges**, y compris tuteurage quadripode et de garantie de reprise d'1 an										
3.3.1	*Amelanchier 'Lamarckii', tige, 4T, motte grillagée, 20/25*	u	0	300,00€	0,00€	1	300,00€	300,00€	0	300,00€	0,00€

N°	DESIGNATION	U	Q	PU HT	PT HT	Q	PU HT	PT HT	Q	PU HT	PT HT
Aménagement du trottoir entre le n°51 et le n°61 rue Bradfer			**VILLE**			**CODECOM transports**			**CODECOM déchets**		
3.4	Fourniture et plantation d'**arbres tiges palissés**, y compris tuteurage adapté et de garantie de reprise d'1 an										
3.4.1	*Malus x perpetu 'Evereste', tige espalier, 3T, motte grillagée, 18/20*	u	0	250,00€	0,00€	3	250,00€	750,00€	0	250,00€	0,00€
3.5	Fourniture et plantation de **massif arbustif** (5branches minim.) vivaces, graminées y compris garantie de reprise d'un an										
3.5.1	*Allium 'Mont Blanc', godet*	u	0	12,00€	0,00€	44	12,00€	528,00€	0	12,00€	0,00€
3.5.2	*Ceanothus skylark, touffe, C60/80*	u	0	25,00€	0,00€	9	25,00€	225,00€	0	25,00€	0,00€
3.5.3	*Choisya x 'Aztec Pearl', touffe, C60/80*	u	0	25,00€	0,00€	9	25,00€	225,00€	0	25,00€	0,00€
3.5.4	*Ligustrum vulgare, touffe, C60/80*	u	0	15,00€	0,00€	28	15,00€	420,00€	0	15,00€	0,00€
3.5.5	*Geranium macrorrhizum, godet (4u/m2)*	u	52	3,00€	156,00€	11	3,00€	33,00€	0	3,00€	0,00€
3.5.6	*Pennisetum alopecuroïdes, godet*	u	0	5,00€	0,00€	13	5,00€	65,00€	0	5,00€	0,00€
3.5.7	*Spiraea japonica 'Shirobana', touffe, RN,40/60*	u	17	6,00€	102,00€	13	6,00€	78,00€	0	6,00€	0,00€
3.5.8	*Stipa tenuissima, godet*	u	5	5,00€	25,00€	84	5,00€	420,00€	0	5,00€	0,00€
3.5.9	*Verbena bonariensis, godet*	u	6	5,00€	30,00€	76	5,00€	380,00€	0	5,00€	0,00€
3.5.10	*Virbunum tinus, touffe, C60/80*	u	0	30,00€	0,00€	10	30,00€	300,00€	0	30,00€	0,00€
3.6	**Engazonnement** traditionnel y compris travail du sol et nivellement fin du terrain	m2	0	3,00€	0,00€	54	3,00€	162,00€	0	3,00€	0,00€
	TOTAL ESPACES VERTS				819,00€			6 887,00€			0,00€
4	**MOBILIERS**										
4.1	Fourniture et pose par scellement de **banc** en acier thermolaqué 1,80m de long, avec dossier	u	2	950,00€	1 900,00€	1	950,00€	950,00€	0	950,00€	0,00€
4.2	Fourniture et pose par scellement de **corbeille cylindrique** en acier thermolaqué (75L)	u	1	800,00€	800,00€	0	800,00€	0,00€	0	800,00€	0,00€
4.3	Fourniture et pose par scellement de **cendrier** en acier thermolaqué (ht HS : 0,90m)	u	0	400,00€	0,00€	1	400,00€	400,00€	0	400,00€	0,00€
4.4	Fourniture et pose par scellement de **appuis vélo** en acier thermolaqué	u	0	250,00€	0,00€	1	250,00€	250,00€	0	250,00€	0,00€
4.5	Fourniture et pose par scellement de **grillage rigide**	ml	0	250,00€	0,00€	5	250,00€	1 250,00€	0	250,00€	0,00€
4.6	Fourniture et pose par scellement d'1 module de 3 **boîtes aux lettres horizontales sur pieds**	u	0	500,00€	0,00€	1	500,00€	500,00€	0	500,00€	0,00€
4.7	Fourniture et pose par scellement de **bornes fixes** en acier thermolaqué	u	2	200,00€	400,00€	0	200,00€	0,00€	0	200,00€	0,00€
4.8	Fourniture et pose par scellement d'**abribus** en acier thermolaqué et couverture bac acier y compris banc assis debout	u	1	5 000,00€	5 000,00€	0	5 000,00€	0,00€	0	5 000,00€	0,00€
	TOTAL MOBILIERS				8 100,00€			3 350,00€			0,00€
5	**ASSAINISSEMENT ET RESEAUX**										
5.1	Tranchées unitaires pour canalisations	ml		50,00€	0,00€	145	50,00€	7 250,00€		50,00€	0,00€
5.2	Canalisations PVC CR8										
5.2.1	Canalisations ø125 PVC CR8	ml		28,00€	0,00€	40	28,00€	1 120,00€		28,00€	0,00€
5.2.2	Canalisations ø160 PVC CR8	ml		32,00€	0,00€	45	32,00€	1 440,00€		32,00€	0,00€
5.2.3	Canalisations ø200 PVC CR8	ml		36,00€	0,00€	60	36,00€	2 160,00€		36,00€	0,00€

N°	DESIGNATION	U	Q	PU HT	PT HT	Q	PU HT	PT HT	Q	PU HT	PT HT
Aménagement du trottoir entre le n°51 et le n°61 rue Bradfer				**VILLE**			**CODECOM transports**			**CODECOM déchets**	
5.5	Regards en béton										
5.5.1	Regards en béton 500 x 500 pieds de chute	u		250,00€	0,00€	7	250,00€	1 750,00€		250,00€	0,00€
5.5.2	Regards en béton 500 x 500 étanche	u		250,00€	0,00€	3	250,00€	750,00€		250,00€	0,00€
5.5.3	Regards en béton diam 800	u		600,00€	0,00€	4	600,00€	2 400,00€	2	600,00€	1 200,00€
5.6	Tampon plein pour regard 500 x 500 classe B125	u		200,00€	0,00€	10	200,00€	2 000,00€		200,00€	0,00€
5.7	Tampon plein pour regard diam 800 classe C250	u		500,00€	0,00€	4	500,00€	2 000,00€	2	500,00€	1 000,00€
5.8	Grille avaloir (400 x 400 classe C250)	u		350,00€	0,00€	2	350,00€	700,00€		350,00€	0,00€
5.9	Branchement sur regard existant	u		200,00€	0,00€	1	200,00€	200,00€		200,00€	0,00€
5.10	Mise à niveau du poste de relevage existant										
5.10.1	Vidange et curage	fft		750,00€	0,00€	1	750,00€	750,00€		750,00€	0,00€
5.10.2	Echelle d'accès	u		1 200,00€	0,00€	1	1 200,00€	1 200,00€		1 200,00€	0,00€
5.10.3	Potence de relevage	u		750,00€	0,00€	1	750,00€	750,00€		750,00€	0,00€
5.10.4	Armoire et dispositif de commande	u		750,00€	0,00€	1	750,00€	1 100,00€		750,00€	0,00€
5.11	Tranchées unitaires pour fourreaux	ml		35,00€	0,00€	70	35,00€	2 450,00€		35,00€	0,00€
5.12	Buses PVC Ø90	ml		10,00€	0,00€	210	10,00€	2 100,00€		10,00€	0,00€
5.13	Reprise de caniveaux à grilles	ml		400,00€	0,00€	9	400,00€	3 600,00€		400,00€	0,00€
5.14	Reprise de seuils	ml		150,00€	0,00€	3	150,00€	450,00€		150,00€	0,00€
6.6	Dépose et neutralisation d'un séparateur à hydrocarbures existant	u		1 500,00€	0,00€	1	1 500,00€	1 500,00€		1 500,00€	0,00€
6.7	Fourniture et pose d'un séparateur à hydrocarbures 4**m3**	u		5 500,00€	0,00€	1	5 500,00€	5 500,00€		5 500,00€	0,00€
	TOTAL ASSAINISSEMENT ET RESEAUX				0,00€			41 170,00€			1 200,00€
6	**AIRE DE LAVAGE**										
6.1	Fourniture et pose d'un dégrilleur manuel	u		3 000,00€	0,00€		3 000,00€	0,00€	1	2 150,00€	2 150,00€
6.2	Fourniture et pose de caillebotis	u		300,00€	0,00€		300,00€	0,00€	14	300,00€	4 200,00€
6.3	Réfection de dallage B.A extérieur	m2		150,00€	0,00€		150,00€	0,00€	5	150,00€	750,00€
6.4	Fourniture et pose d'une paroi béton	u		500,00€	0,00€		500,00€	0,00€	1	500,00€	500,00€
6.5	Fourniture et pose d'une paroi amovible inox	u		450,00€	0,00€		450,00€	0,00€	1	450,00€	450,00€
6.6	Dépose et neutralisation d'un séparateur à hydrocarbures existant	u		1 500,00€	0,00€		1 500,00€	0,00€	1	1 500,00€	1 500,00€
6.7	Fourniture et pose d'un séparateur à hydrocarbures **2m3**	u		4 500,00€	0,00€		4 500,00€	0,00€	1	4 500,00€	4 500,00€
	TOTAL AIRE DE LAVAGE				0,00€			0,00€			14 050,00€
	TOTAL HT DES TRAVAUX				51 112,50€			117 162,00€			17 125,00€
	TVA 20%				10 222,50€			23 432,40€			3 425,00€
	TOTAL TTC DES TRAVAUX				61 335,00€			140 594,40€			20 550,00€

TOTAL HT DES TRAVAUX	185 399,50€
TOTAL TTC DES TRAVAUX	222 479,40€

Logo Com Agglo Bar le duc Sud Meuse
Logo des différentes communes signataires

CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE DE SERVICES AUX FAMILLES 2020 – 2023

Entre :

- **la Caisse d'Allocations Familiales de la Meuse** représentée par Madame Isabelle SPAETH-ELWART, Présidente du conseil d'administration, et Monsieur Jérôme THIROLLE, directeur, dûment autorisés à signer la présente convention ;
  ci-après dénommée « la Caf de la Meuse» ; et

- **La Communauté d'Agglomération de Bar-le-Duc Sud Meuse,** représentée par Madame Martine JOLY, Présidente, dûment autorisée à signer la présente convention par délibération de son conseil communautaire ;
  ci-après dénommée « la Communauté d'Agglomération de Bar-le-Duc Sud Meuse » ;

- La **Commune de Bar-le-Duc**, représentée par Madame Martine JOLY, Maire, et dont le siège est situé 12, rue Lapique - 55000 BAR-LE-DUC, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération de son conseil municipal ;

- La **Commune de Ligny-en-Barrois,** représentée par Monsieur Jean-Michel GUYOT, Maire et dont le siège est situé 2 rue de Strasbourg - 55500 LIGNY EN BARROIS, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération de son conseil municipal ;

- La **Commune de Velaines**, représentée par Monsieur Jean-Claude MIDON, Maire et dont le siège est situé 2 rue de Ligny - 55500 VELAINES, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération de son conseil municipal ;

- La **Commune de Tronville-en-Barrois**, représentée par Monsieur Daniel BRIAT, Maire et dont le siège est situé 7 rue Salvador Allende - 55310 TRONVILLE-EN-BARROIS, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération de son conseil municipal ;

- La **Commune de Robert-Espagne**, représentée par Monsieur Luc FLEURANT, Maire, et dont le siège est situé 12 Place de Verdun - 55000 ROBERT-Espagne, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération de son conseil municipal ;

- La **Commune de Tannois,** représentée par Madame Marie-France BERTRAND, Maire et dont le siège est situé 17 bis Grande Rue – 55000 TANNOIS, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération de son conseil municipal

Il a été convenu ce qui suit :

Sommaire :

Préambule		
Article 1	Objet de la Convention Territoriale Globale	
Article 2	Les champs d'intervention de la CAF	
Article 3	Les Champs d'intervention de la Communauté d'Agglomération de Bar le Duc Sud Meuse et des Communes signataires	
Article 4	Les objectifs partagés au regard des besoins	
Article 5	Les engagements des partenaires	
Article 6	Les modalités de gouvernance et de collaboration	
Article 7	Echanges de données	
Article 8	Communication	
Article 9	Bilan et évaluation	
Article 10	Durée de la convention	
Article 11	Exécution formelle de la convention	
Article 12	La fin de la convention	
Article 13	Les recours	
Article 14	Confidentialité	

Annexe 1	**Diagnostic partagé**	
Annexe 2	**Liste des équipements et services soutenus par la Communauté d'Agglomération de Bar le Duc Sud Meuse et les Communes signataires**	
Annexe 3	**Plan d'actions 2020-2023 – Moyens mobilisés par chaque signataire dans le cadre des objectifs partagés**	
Annexe 4	**Modalités de pilotage stratégique et opérationnel et suivi de la Ctg**	
Annexe 5	**Evaluation**	
Annexe 6	**Décision du Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Bar le Duc Sud Meuse et des communes signataires**	

Vu les articles L. 263-1, L. 223-1 et L. 227-1 à 3 du Code de la sécurité sociale ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu l'arrêté du 3 octobre 2001 relatif à l'Action sociale des Caisses d'allocations familiales (Caf) ;

Vu la Convention d'objectifs et de gestion (Cog) arrêtée entre l'Etat et la Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf) ;

Vu la délibération du conseil d'administration de la Caf de la Caf de la Meuse en date du 15 décembre 2020 concernant la stratégie de déploiement des Ctg ;

Vu la délibération du conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération de Bar-le-Duc Sud Meuse en date du ... figurant en annexe 6 de la présente convention ;

Vu la délibération du conseil municipal de la ville de Bar le duc en date du ... figurant en annexe 6 de la présente convention.

Vu la délibération du conseil municipal de la ville de Ligny en Barrois en date du ... figurant en annexe 6 de la présente convention

Vu la délibération du conseil municipal de la ville de Velaines en date du ... figurant en annexe 6 de la présente convention.

Vu la délibération du conseil municipal de la ville de Tronville en Barrois en date du ... figurant en annexe 6 de la présente convention ;

Vu la délibération du conseil municipal de la ville de Robert Espagne en date du ... figurant en annexe 6 de la présente convention.

Vu la délibération du conseil municipal de la ville de Tannois en date du ... figurant en annexe 6 de la présente convention.

PREAMBULE

Les Caf sont nées de la volonté d'apporter une aide à toutes les familles, dans leur diversité. Qu'il prenne la forme de prestations monétaires ou d'aides permettant de développer des services, l'investissement des Caf témoigne d'un engagement de la collectivité, dans une visée universelle, pour accompagner le développement de chaque personne, dès sa naissance, par une présence et un soutien dans son parcours de vie, accentuant, s'il le faut, son aide lorsque la famille est dans la difficulté.

La branche Famille est ainsi présente auprès de chacun tout au long de la vie, auprès de chaque parent, femme ou homme, en fonction de sa situation, en équité : conciliation vie familiale/vie professionnelle, accueil des enfants et des jeunes, lutte contre la pauvreté sont les domaines prioritaires de l'intervention des Caf, qui prend la forme d'une offre globale de service.

Dédiée initialement à la famille, la Branche s'est vu progressivement confier des missions pour le compte de l'Etat et des départements, qui représentent une part importante de son activité.

Les quatre missions emblématiques de la branche Famille sont fondatrices de son cœur de métier

- Aider les familles à concilier vie familiale, vie professionnelle et vie sociale ;
- Faciliter la relation parentale, favoriser le développement de l'enfant et soutenir les jeunes ;
- Créer les conditions favorables à l'autonomie, à l'insertion sociale et professionnelle ;
- Accompagner les familles pour améliorer leur cadre de vie et leurs conditions de logement.

Pour accompagner le développement de celles-ci, les Caf collaborent depuis l'origine avec leurs partenaires de terrain, au premier rang desquels les collectivités locales. Les communes (et leur regroupement) sont en effet particulièrement investies dans le champ des politiques familiales et sociales, au titre de leur clause de compétence générale leur permettant de répondre aux besoins du quotidien des citoyens.

Les territoires se caractérisent par une grande diversité de situations d'habitants, et par de nombreuses évolutions qui modifient profondément la vie des familles. Leurs attentes évoluent, et la réponse à celles-ci passent par la volonté des acteurs locaux. A ce titre, la Caf entend poursuivre son soutien aux collectivités locales qui s'engagent dans un projet de territoire qui leur est destiné.

Dans ce cadre, la Convention territoriale globale (Ctg) est une démarche stratégique partenariale qui a pour objectif d'élaborer le projet de territoire pour le maintien et le développement des services aux familles, et la mise en place de toute action favorable aux allocataires dans leur ensemble. Elle s'appuie sur un diagnostic partagé avec les partenaires concernés pour définir les priorités et les moyens dans le cadre d'un plan d'actions adapté.

Véritable démarche d'investissement social et territorial, la Ctg favorise ainsi le développement et l'adaptation des équipements et services aux familles, l'accès aux droits et l'optimisation des interventions des différents acteurs.

La Ctg peut couvrir, en fonction des résultats du diagnostic, les domaines d'intervention suivants : petite enfance, enfance, jeunesse, parentalité, accès aux droits et aux services, inclusion numérique, animation de la vie sociale, logement, handicap, accompagnement social.

Elle s'appuie sur les documents de diagnostic et de programmation que constituent les différents schémas départementaux : schéma départemental des services aux familles, schéma départemental de l'animation de la vie sociale, stratégie de lutte contre la pauvreté...
En mutualisant la connaissance des besoins des allocataires et de leur situation, les analyses partagées à l'échelon départemental permettent de situer le territoire de la façon suivante :

Les premiers éléments de diagnostic élaboré sur le territoire mettent en évidence des données générales en matière de population telles que la petite enfance, les enfants et les jeunes, l'activité, ... mais également des données allocataires identifiant les personnes couvertes, la répartition par communes, les revenus avec la cible des bas revenus, le taux de pauvreté, la situation familiale des allocataires, les mono parents, les enfants de moins de 3 ans, la garde des enfants de moins de 6 ans...

Les caractéristiques territoriales de l'EPCI Communauté d'Agglomération Bar-le-Duc Sud Meuse

- Le territoire intercommunal est composé de 33 communes,
- 35 222 habitants (EPCI),
- L'EPCI est situé au Sud-Ouest du département de la Meuse, il est limitrophe du département de la Marne,
- La ville de Bar le duc concentre plus de 40 % de la population de l'EPCI
- 23 communes sur 33 connaissent une stabilité ou une diminution de leur population, soit plus de 69%.

Les principaux constats des diagnostics (annexe 1) :

- Une relative stabilité de la population totale,

- Une stabilité des moins de 6 ans, une progression des 3-5 ans, mais des soldes naturels et migratoires qui continuent d'être déficitaires, une évolution à l'identique des tendances meusiennes sur toutes les tranches d'âge, une progression plus marquée des 65-79 ans et des 80 ans et +,

- La ville de Bar-le-Duc concentre à elle seule 43% de la population du territoire, Ligny en Barrois = 12%, Fains-Veel = 6%, ces 3 communes concentrent au total 61% de la population de l'EPCI,

- Une progression de la population sur des communes situées au nord de Bar-le-Duc, au nord et au sud de Ligny en Barrois, sur Robert Espagne également,

- Une forte progression des hommes seuls et des familles monoparentales, supérieure ou proche des moyennes départementales observées sur la période,

- Une part de propriétaires importante mais légèrement en retrait de la moyenne départementale, un taux de locataires plus élevé notamment dans le parc social,

- Un taux d'activité globalement en retrait, plus marqué pour les hommes, un taux d'activité féminine dans la tendance départementale, un peu plus élevé et en progression pour les femmes de 25- 54 ans et 55 ans et plus,

- Une proportion d'actifs légèrement en retrait, une représentativité plus importante des inactifs notamment des retraités,

- Une part nettement plus importante d'ouvriers, de professions intermédiaires, de cadres et d'artisans/commerçants/chefs d'entreprise,

- Un taux de chômage élevé mais qui reste stable, un taux de chômage féminin légèrement en retrait,

- Moins d'actifs travaillant hors de leur commune de résidence, liée à la configuration du bassin de l'emploi présent sur la Communauté d'Agglomération,

- Moins de revenus d'activité, plus de retraites dans la typologie des revenus disponibles observée,

- Un taux de pauvreté moins élevé, stable ou légèrement en retrait,

- Un taux d'allocataires à bas revenus (= allocataires « pauvres » ou « fragiles ») supérieur aux moyennes observées, principalement concentrés sur Bar-le-Duc et Ligny-en Barrois,

- Une baisse significative des familles allocataires avec enfant(s) de moins de 3 ans et des 12-17 ans, idem pour les enfants,

- Une baisse des naissances très marquée sur 10 ans, notamment sur Bar le Duc, Ligny et Tronville-en-Barrois, une stabilité sur Fains-Veel,

- Un taux de couverture « petite enfance » élevé, un taux d'assistantes maternelles dans la moyenne meusienne (= *nombre d'assistante maternelle pour 100 enfants*), un taux d'enfants gardés chez une assistante maternelle (= *bénéficiaires du CMG Paje AMAT*) en retrait, une part élevée d'assistantes maternelles de 55 ans et plus, une tension observée sur l'accueil individuel, une concentration de l'accueil individuel sur Bar le Duc et à proximité,

- Une plus forte représentativité des aides au logement mais des aides en baisse, une majorité versée dans le parc locatif social et en progression (à noter que les AL peuvent s'apparenter à

des aides « sociales » proches des minima sociaux), une très forte concentration sur Bar le Duc et Ligny en Barrois, Fains-Veel et Tronville en Barrois liée à la typologie du parc locatif et social,

Il existe une offre de service sur le territoire en direction :

- de la petite enfance : accueil collectif : 3 multi-accueils collectifs (157 places au total) et un multi-accueil parental (19 places) ; accueil individuel (132 assistantes maternelles agréées actives au cours du mois de décembre 2019) ainsi que 2 Relais Assistants Maternels (1 sur Bar-le-Duc et 1 sur Ligny en Barrois) et 1 Lieu d'Accueil Enfant Parents
- de l'enfance et de la jeunesse : accueils de loisirs périscolaires, accueils de loisirs extrascolaires, activités en direction des adolescents : PAEJ ; AMP ; CIAS ; Ligue de l'Enseignement, centres socioculturels
- de l'accompagnement à la parentalité par le biais des Relais Assistants Maternels ; du Lieu d'Accueil Enfant Parent, des EAJE, du PAEJ (REAAP et Radicalisation) ; de l'AMP et du CIAS
- de l'Animation de la Vie Sociale avec l'Association de coordination des centres sociaux de Bar-le-Duc qui gère 3 centres socio-culturels (Côte Sainte Catherine/Ville haute, Marbot et Libération) dont un situé en quartier prioritaire Politique de la Ville (Côte Sainte Catherine), avec la présence de nombreuses associations sportives (dont Fête le Mur), culturelles et solidaires, d'équipements sportifs et culturels
- de l'accès aux droits : Maisons France Service
- du handicap : accompagnement de l'accueil d'enfants porteurs de handicap au sein des accueils de loisirs, périscolaires et dans les EAJE, Commission Intercommunale d'Accessibilité

C'est pourquoi, dans la perspective d'intervenir en cohérence avec les orientations générales déclinées dans le présent préambule, au plus près des besoins du territoire, la Caf de la Meuse, la Communauté d'Agglomération de Bar-le-Duc Sud Meuse et les communes de Bar le Duc, Ligny en Barrois, Velaines, Tronville en Barrois, Robert Espagne et Tannois souhaitent conclure une Convention territoriale globale (Ctg) pour renforcer leurs actions sur les champs d'intervention partagés.

Article 1 – Objet de la Convention Territoriale Globale

La présente convention vise à définir le projet stratégique global du territoire à l'égard des familles ainsi que ses modalités de mise en œuvre.

Ce projet est établi à partir d'un diagnostic partagé tenant compte de l'ensemble des problématiques du territoire.

Elle a pour objet :

- D'identifier les besoins prioritaires sur la commune ou communauté de communes (figurant en Annexe 1 de la présente convention) ;
- De définir les champs d'intervention à privilégier au regard de l'écart offre/besoin ;

- De pérenniser et d'optimiser l'offre des services existante, par une mobilisation des cofinancements (Annexe 2) ;
- De développer des actions nouvelles permettant de répondre à des besoins non satisfaits par les services existants (Annexe 3).

Article 2 – Les Champs d'interventions de la CAF

Les interventions de la Caf, en matière d'optimisation de l'existant et de développement d'offres nouvelles, sur le territoire de la Communauté d'Agglomération Bar-le-Duc Meuse Grand Sud s'inscrivent dans les objectifs suivants :

- Aider les familles à concilier vie professionnelle, vie familiale et vie sociale ;
- Soutenir la fonction parentale et faciliter les relations parents-enfants ;
- Accompagner les familles dans leurs relations avec l'environnement et le cadre de vie ;
- Créer les conditions favorables à l'autonomie, à l'insertion sociale et au retour à l'emploi des personnes.

La Caf de la Meuse contribue à la mise en œuvre d'une offre globale de service en faveur des familles par le versement des prestations familiales légales, du financement de services et d'actions ainsi que l'accompagnement des familles.

En se consacrant prioritairement aux territoires et aux publics les moins bien servis, l'action sociale et familiale de la Caf s'inscrit dans une démarche territoriale et dans une dynamique de projet sur des champs d'intervention communs comme l'enfance, la jeunesse, le soutien à la parentalité, la politique de la ville, la vie des quartiers, le logement, pour lesquels la Caf apporte une expertise reconnue, une ingénierie et des outils.

L'analyse conduite par la Caf visant à mutualiser les connaissances des besoins des familles et de leur situation à l'échelle départementale fait apparaître des caractéristiques territoriales spécifiques concernant les allocataires.

Article 3 – Les champs d'intervention de la Communauté d'Agglomération de Bar le Duc Sud Meuse et des communes signataires

La Communauté d'Agglomération de Bar-le-Duc Sud Meuse a été créée par arrêté préfectoral n°2012-1480 du 23 juillet 2012.
Elle est née de la fusion le 1er janvier 2013 de la Communauté de Communes de Bar-le-Duc et de la Communauté de Communes du Centre Ornain.
Elle se compose de 33 communes pour un total de 35 222 habitants (INSEE 2017).

La Communauté d'Agglomération de Bar-le-Duc Sud Meuse et les communes de Bar le Duc, Ligny en Barrois, Velaines, Tronville en Barrois, Robert Espagne et Tannois et mettent en place des actions au niveau local pour répondre à des besoins repérés. Cette convention ambitionne de répondre à des enjeux essentiels à l'évolution du territoire :

- **Garantir la cohésion sociale sur l'ensemble du territoire et pour l'ensemble des habitants :**
  Dans un contexte démographique peu favorable sur notre territoire, il s'agit de garantir la mixité sociale au sein des services, des activités et de l'espace public en proposant des actions visant la participation et l'implication de tous les publics. C'est également l'accompagnement et le soutien à la vie associative œuvrant pour la cohésion sociale et l'implication citoyenne au travers notamment, de la démarche participative dans les centres socio-culturels, les divers comités consultatifs.

- **Développer des politiques de service, de qualité, participatives, efficientes et innovantes,**
  pour faire progresser encore davantage la qualité du service rendu et développer la confiance entre l'administration et les usagers, avec une meilleure égalité des services publics sur le territoire.
  La bienveillance de l'administration vis-à-vis des usagers sera au cœur des principes. Il s'agit donc de :
  Rendre compte des résultats des services et des politiques, à la fois en termes de performance et de satisfaction
  Mettre en œuvre la stratégie de transformation de l'action publique
  Mettre l'usager au cœur de nos services publics
  Impulser et entretenir l'amélioration continue de la qualité de service

- **Ecouter l'ensemble des habitants et des acteurs engagés dans les politiques familiales et sociales du territoire :**
  Donner la parole aux acteurs locaux, solliciter leur contribution active, les intégrer dans la dynamique de recherche, leur permet de se réapproprier leur espace de vie, leur territoire, leur environnement, leur histoire...
  La participation sollicitée est ainsi intrinsèquement liée au fait d'habiter, vivre, résider ou travailler sur un territoire donné. Elle fait appel aux connaissances et savoirs situés des participants, liés à leurs expériences de vies sur leur territoire. Les projets d'actions et les politiques, se nourrissent alors de ces savoirs, et, par une mise en commun et la réflexion collective, générant de nouvelles connaissances à l'échelle du territoire.

- **Développer l'attractivité du territoire en permettant à chacun(e) d' « Habiter le territoire » et de « Partager la vie » :**
  C'est rendre durable le territoire en accroissant les capacités d'être et d'agir de nos concitoyens, et accroître l'attraction exercée sur les investisseurs, en favorisant la création de pôles pour donner un avantage compétitif au territoire. C'est également la mise en œuvre d'une action publique socialement responsable pour éviter l'écueil d'une attractivité subie, qui ne profite qu'à une frange de la population. Il s'agit d'une volonté multidimensionnelle, où la participation de chacun est une condition essentielle, pour déterminer les ressources complémentaires et les possibilités du territoire, qui favoriseront l'extension des capacités d'être et d'agir de chacun.

Article 4 – Les objectifs partagés au regard des besoins

Ainsi, la Caf de la Meuse, la Communauté d'Agglomération de Bar-le-Duc Sud Meuse et les communes de Bar le Duc, Ligny en Barrois, Velaines, Tronville en Barrois, Robert Espagne et Tannois souhaitent élaborer une convention territoriale globale pour décliner au plus près des besoins du territoire une politique locale sur des champs d'intervention partagés.

Cette démarche vise à décliner des réponses locales les plus adaptées aux besoins de la population et des familles sur des champs d'intervention communs aux deux signataires.

Les champs d'intervention conjoints sont :

En matière d'Enfance :

- ➔ Maintenir l'offre et la qualité des services d'accueil du jeune enfant : en préservant les structures existantes et en promouvant les projets d'établissements et pédagogiques mis en œuvre ; en continuant la formation des professionnel(le)s de l'accueil collectif ; en promouvant les métiers de l'accueil individuel du jeune enfant ; en participant à la professionnalisation des assistants maternels ; en développant l'information sur la relation parent/professionnel autour du jeune enfant.
- ➔ Veiller à la couverture territoriale en matière d'offre de services : en veillant au maintien de réponses de proximité dans l'accueil du jeune enfant ; en préservant la cohérence et l'efficience des réponses mises en œuvre.
- ➔ Adapter l'offre aux besoins des familles et la faire évoluer avec les besoins : porte une attention forte aux réponses en termes d'horaires atypiques, poursuivre la professionnalisation des équipes pour les enfants à particularité (enfants précoces, etc...), être vigilants sur le soutien porté aux familles monoparentales.

En matière de Jeunesse :

- ➔ En termes de Culture, d'Education et de Savoirs, envisager et présenter le territoire comme un lieu ressource, un lieu de développement des compétences et un lieu d'expérimentation : en promouvant les valeurs, objectifs et méthodes pédagogiques, mis en œuvre par nos équipes ; en maintenant et structurant l'offre de loisirs existante ; en repérant les zones en tension sur le territoire et en y apportant des réponses adaptées innovantes.
- ➔ Adapter l'offre enfance et jeunesse aux besoins du territoire en mettant en œuvre des actions familiales et de liens entre les générations, en intégrant une dimension de découverte professionnelle dans les projets jeunesse
- ➔ Développer toujours la qualité et la diversité des actions en professionnalisant les équipes et en créant une filière des métiers de l'animation sur notre territoire

En matière de Parentalité :

- ➔ Concourir à l'épanouissement des familles, en favorisant le lien enfant-parent, en développant les échanges de compétences parentales, en luttant contre l'isolement, notamment des femmes.
- ➔ Accompagner les parents sur des besoins spécifiques : en informant sur les actions mises en œuvre pour l'aide à la parentalité, en développant des actions familiales ludiques et éducatives, en soutenant les parents en les informant sur différents risques (internet, addictions...)
- ➔ Être auprès des familles lors des moments difficiles (séparations, décès, maladie, perte d'emploi), en développant une écoute active et bienveillante, en créant des aides ponctuelles pour éviter la « bascule »

En matière de « Vivre Ensemble » :

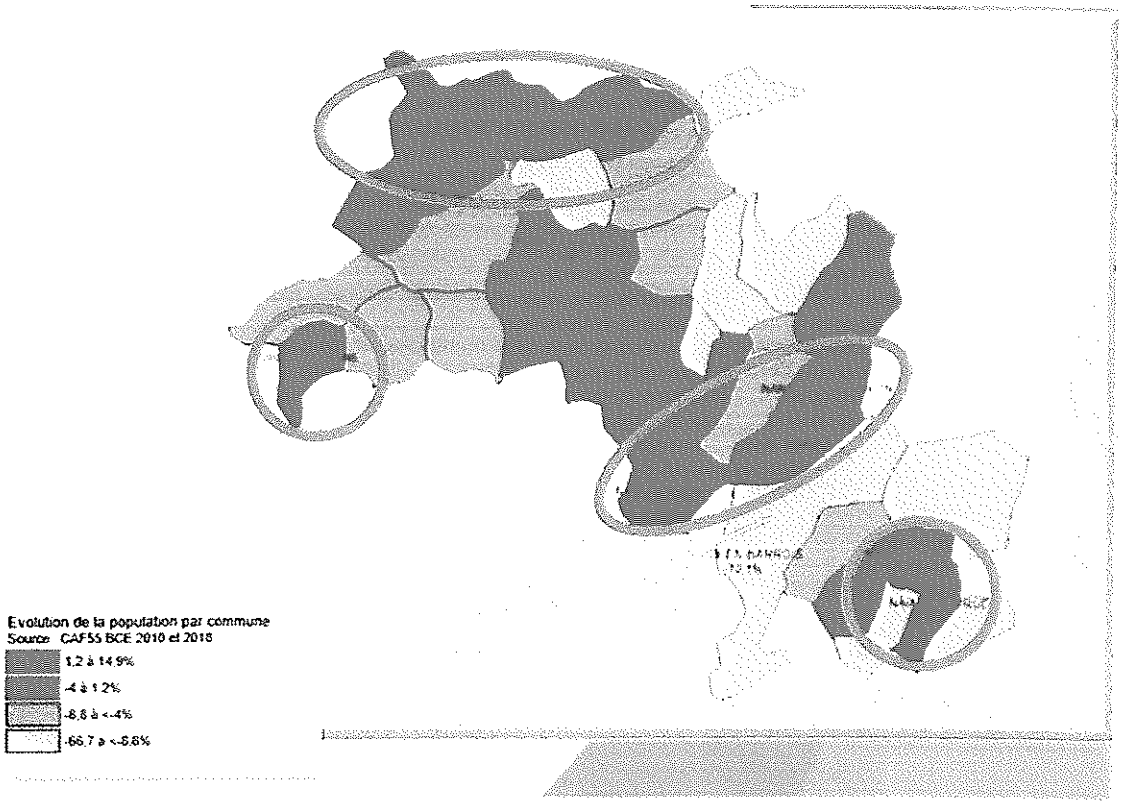
- ➔ Développer la parole, l'écoute et l'action en accompagnant la démocratie participative, et en concourant à la formation de citoyens actifs (Conseils d'Enfants et de Jeunes)

- ➔ Développer l'Accessibilité sur l'ensemble du territoire : en renforçant les actions de la Commission Intercommunale d'Accessibilité, en informant sur sa définition, sa mise en œuvre, et en développant l'accueil des enfants en situation de handicap au sein de toutes les activités
- ➔ Lutter contre les discriminations en favorisant l'égalité, l'équité sur toutes nos actions, en participant à la prévention de la radicalisation, en restant vigilant sur la mixité

Les principaux enjeux dégagés du diagnostic partagé sont :
(Lister les principaux enjeux en fonction des négociations locales qui seront développés dans le plan d'actions ...)

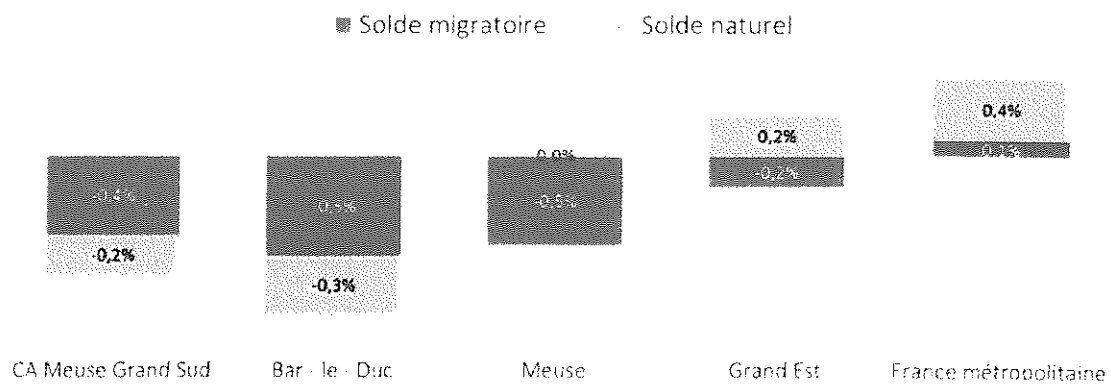
Une stabilité des moins de 6 ans, une progression des 3-5 ans, une évolution à l'identique des tendances meusiennes sur toutes les tranches d'âge, une progression plus marquée des 65-79 ans et des 80 ans et +
Moins de revenus d'activité, plus de retraites dans la typologie des revenus disponibles observée,
Lutter contre l'isolement – Activités sénior ??

Une progression de la population sur des communes au nord de Bar-le-Duc, au nord et au sud de Ligny en Barrois, sur Robert Espagne également



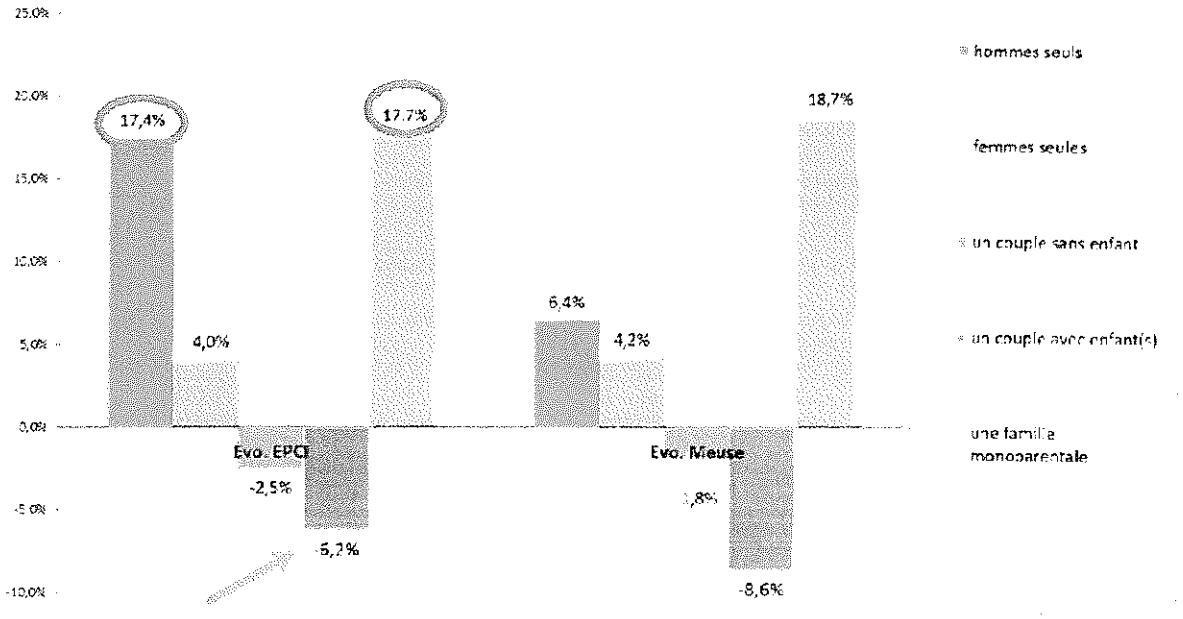
INSEE 2011-2016

SOLDE MIGRATOIRE / SOLDE NATUREL : MOYENNE 2011-2016

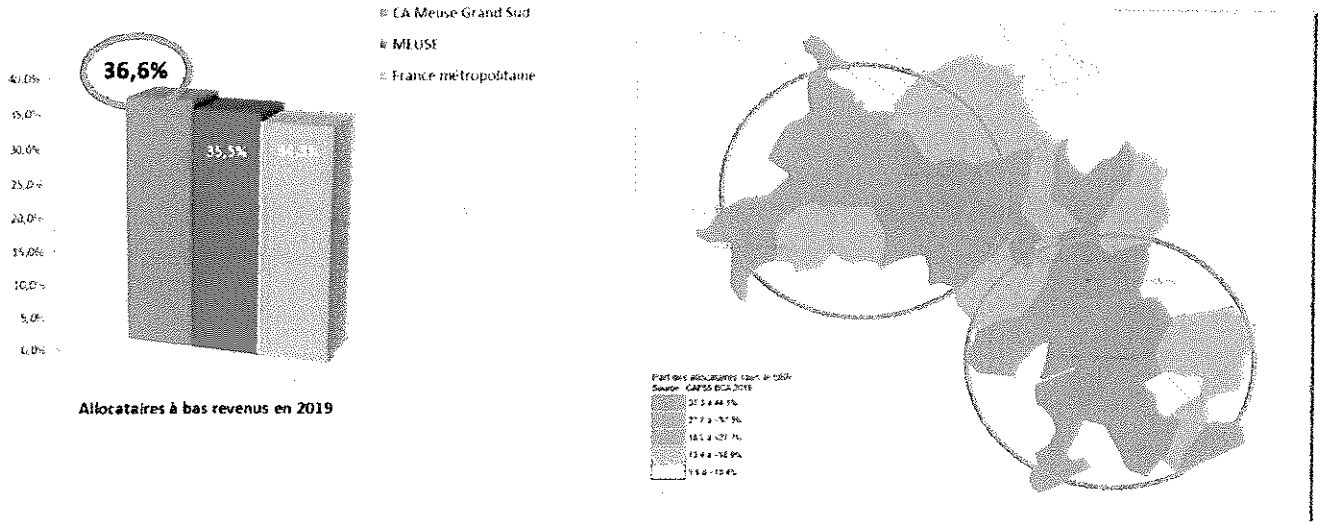


Une forte progression des hommes seuls et des familles monoparentales, supérieure ou proche des moyennes départementales observées sur la période,

Evolution des ménages RP INSEE 2011//2017



Des bénéficiaires de minima sociaux stables, une baisse du RSA (*attention à l'incidence de la Prime d'Activité sur cette baisse*), une progression de l'AAH, une concentration géographique sur et à proximité de Bar-le-Duc et Ligny en Barrois, sur Fains Veel, Loisey, Nant le Grand et Nantois également



Un taux d'Amat dans le moyenne meusienne (= *nb d'Amat pour 100 enfants*), un taux d'enfants gardés chez une Amat (= *bénéficiaires du CMG Paje AMAT*) en retrait, une part élevée d'Amat de 55 ans et +, une tension observée sur l'accueil individuel, une concentration de l'accueil individuel sur Bar le Duc et à proximité,

INDICATEURS GARDE DES ENFANTS < 6 ans

	EPCI	Meuse	France M.
Accueil individuel - AMAT (2019)			
Nb d'AMAT agrées (source PMI, RAM)	?		
Nb d AMAT en activité en 12/2019	132		
Nb d AMAT actives au moins 1 mois dans l'annee	163		
AMAT en activité pour 100 enfants < 3 ans	18,5%	18,9%	12,3%
Nb enfants gardés < 6 ans AMAT	406		
Nb d enfants gardés < 3 ans AMAT	206		
Nb d enfants < 3 ans (CAF et MSA)	713		
% enfants < 3 ans avec RSA et AAH	34,6%	33,9%	31,2%
% enfants CAF < 6 ans avec AEEH (handicap)	0,9%	1,5%	1,0%
% enfants < 3 ans sous seuil de bas revenu	26,2%	25,9%	26,4%
Nb moyen d'enfants accueillis / AMAT	3,2	4,0	3,2
% AMAT accueillant 5 enfants ou plus	28,0%	17,8%	19,5%
% AMAT > = 55 ans au 31/12	42,4%	30,8%	28,8%
% enfants <6 ans gardés dans EPCI de résidence	84,6%	84,3%	86,7%
% enfants <6 ans gardés hors EPCI de résidence	15,4%	15,0%	12,4%
% enfants bénéf. CMG Paje Domicile	NS*	0,3%	1,8%
Accueil collectif - EAJE (données 2018)			
Nb de places agréées	176		
Nb d enfants accueillis / inscrits dans l année	336		
Taux de préscolarisation à 2 ans (2018)	30,1%	28,7%	12,9%
Taux de couverture < 3 ans* (2018)	**72,8%**	**64,8%**	**59,3%**

Source : CAF (mais sauf taux de couverture Open Data https://data.caf.fr/taux-de-couverture-global taux 2018

* données différentes de 0 et de 3

Outil IMAJE regroupe des données CAF et MSA

Un pourcentage d'enfants scolarisés à 2 ans important (*attention aux modalités de remontées aléatoires de cette donnée*),

Les Annexes 2 et 3 à la présente convention précisent les moyens mobilisés **par chacun des partenaires** dans le cadre des champs d'intervention conjoint. Ces annexes font apparaître le soutien des co-financeurs pour le maintien de l'offre existante et les axes de développement d'offres nouvelles.

Article 5 – Les engagements des partenaires

La Caf de la Meuse, la Communauté d'Agglomération de Bar-le-Duc Sud Meuse les communes de Bar le Duc, Ligny en Barrois, Velaines, Tronville en Barrois, Robert Espagne et Tannois s'engagent à mettre en œuvre les moyens nécessaires pour atteindre les objectifs qu'ils se sont assignés dans le plan d'actions de la présente convention.

La présente convention est conclue dans le cadre des orientations de la Convention d'objectifs et de gestion signée entre l'Etat et la Cnaf. Elle est mise en œuvre dans le respect des dispositifs et des outils relevant des compétences propres de chacune des parties, lesquelles restent libres de s'engager avec leurs partenaires habituels ou d'engager toute action ou toute intervention qu'elles jugeront nécessaire et utile.

La Ctg matérialise également l'engagement conjoint de la Caf et de la collectivité à poursuivre leur appui financier aux services aux familles du territoire.

A l'issue du (es) Contrat(s) enfance et jeunesse passé(s) avec la(es) collectivité(s) signataire(s), la Caf s'engage à conserver le montant des financements bonifiés de N-1[1] à ce titre et à les répartir directement entre les structures du territoire soutenues par la collectivité locale compétente, sous la forme de « bonus territoire ctg ».

De son côté, les collectivités s'engagent à poursuivre leur soutien financier en ajustant en conséquence la répartition de sa contribution pour les équipements et services listés en Annexe 2. Cet engagement pourra évoluer en fonction de l'évolution des compétences détenues.

Article 6 – Modalité des collaborations

Les parties s'engagent à mobiliser des moyens humains (personnels qualifiés et en quantité) et matériels (données, statistiques, etc.) nécessaires à la réalisation des obligations définies dans la présente convention.

Pour mener à bien les objectifs précisés dans la présente convention, les parties décident de mettre en place un comité de pilotage.

[1] Le montant de référence est celui comptabilisé dans les comptes de la Caf en N-1. (Charge à payer)

Ce comité de pilotage est composé :

- Du Directeur de la Caf de la Meuse ou son représentant ;
- Du responsable d'action sociale de la Caf ou son représentant ;
- Du Président de la Communauté d'Agglomération Bar le Duc Sud Meuse ou son représentant ;
- Du Directeur du CIAS Meuse Grand Sud ou son représentant ;
- Des Maires des communes associées ou ses représentants ;
- Des coordinateurs en charge de la CTG ;
- Des directeurs des services existant sur le territoire en lien avec les actions ;
- De toutes personnes ressources pouvant être associées aux travaux du comité.

Cette instance :

- Assure le suivi de la réalisation des objectifs et l'évaluation de la convention ;
- Contribue à renforcer la coordination entre les deux partenaires, dans leurs interventions respectives et au sein des différents comités de pilotage thématiques existants ;
- Veille à la complémentarité des actions et des interventions de chacun des partenaires sur le territoire concerné ;
- Porte une attention particulière aux initiatives et aux actions innovantes du territoire ;
- Assure un retour au Conseil Communautaire sur le déploiement de la CTG.

Elle se réunit au moins une fois par an.

En complément, des comités techniques thématiques seront organisés associant les personnes ressources en charge du thème à travailler : conseiller technique de la Caf – techniciens de la Communauté de Communes et/ou de la commune et des éventuels partenaires.

La coordination du projet global relève du maitre d'ouvrage. Elle est assurée par un professionnel de la Communauté d'Agglomération de Bar-le-Duc Sud Meuse avec le concours des partenaires signataires de la présente convention et dans le cadre des dispositifs respectifs.

Le comité de pilotage sera copiloté par la Caf, la Communauté d'Agglomération de Bar-le-Duc Sud Meuse et les communes de Bar le Duc, Ligny en Barrois, Velaines, Tronville en Barrois, Robert Espagne et Tannois.
Le secrétariat permanent est assuré par la Communauté d'Agglomération de Bar-le-Duc Sud Meuse.

Les modalités de pilotage opérationnel et de collaboration technique, ainsi que le suivi de la mise en œuvre de la Ctg, fixées d'un commun accord entre les parties à la présente convention, figurent en annexe 4 de la présente convention.

Article 7 – Echanges de données

Les parties s'engagent réciproquement à se communiquer toutes les informations utiles dans le cadre de l'exécution de la présente convention.

Toutefois, en cas de projet d'échanges de données à caractère personnel, les demandes par l'une des parties feront obligatoirement l'objet d'une étude d'opportunité, de faisabilité et de conformité au RGPD par l'autre partie, en la qualité de responsable de traitement de cette dernière. Ces demandes seront soumises pour étude et avis préalable au Délégué à la Protection des Données de la partie qui détient les données personnelles demandées.

Le Délégué à la Protection des Données pourra être amené à formuler des recommandations spécifiques à chaque échange de données.

Si elles sont mises en œuvre, ces transmissions (ou mises à disposition) de données personnelles respecteront strictement le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD), la loi n° 78-17 du 6 Janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés ainsi que les décisions, avis ou préconisations de la Commission nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL). La présente convention ne se substitue en rien à la nécessité, pour les responsables de traitement concernés, d'ajouter le traitement de données personnelles ainsi créé à la liste des traitements qu'il doit tenir au titre de l'article 30 du RGPD.

Article 8 – Communication

Les parties décident et réalisent, d'un commun accord, les actions de communication relatives à la présente convention.

Les supports communs font apparaître les logos de chacune des parties.

Dans le cadre des actions de communication respectives couvrant le champ de la présente convention, chaque partie s'engage à mentionner la coopération de l'autre partie et à valoriser ce partenariat.

Article 9 – Evaluation

Une évaluation des actions est conduite au fur et à mesure de l'avancée de la mise en œuvre de la Ctg, lors des revues du plan d'actions. Les indicateurs d'évaluation sont déclinés dans le plan, constituant l'annexe 4 de la présente convention. Ils permettent de mesurer l'efficacité des actions mises en œuvre.

A l'issue de la présente convention, un bilan sera effectué intégrant une évaluation des effets de celle-ci. Cette évaluation devra permettre d'adapter les objectifs en fonction des évolutions constatées.

Les indicateurs travaillés dans le cadre de cette démarche d'évaluation pourront être intégrés dans le cadre de l'Annexe 5.

Article 10 – Durée de la convention

La présente convention est conclue à compter du 01 janvier 2020 et jusqu'au 31 décembre 2023. La présente convention ne peut être reconduite que par expresse reconduction.

Article 11 – Exécution formelle de la convention

Toute modification fera l'objet d'un avenant par les parties.

Cet avenant devra notamment préciser toutes les modifications apportées à la convention d'origine ainsi qu'à ses annexes.

Si l'une quelconque des stipulations de la présente convention est nulle, au regard d'une règle de droit en vigueur ou d'une décision judiciaire devenue définitive, elle sera réputée non écrite, mais les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée.

En cas de différences existantes entre l'un quelconque des titres des clauses et l'une quelconque des clauses, le contenu de la clause prévaudra sur le titre.

Article 12 – La fin de la convention

- **Résiliation de plein droit avec mise en demeure**

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Les infractions par l'une ou l'autre des parties aux lois et règlements en vigueur entraîneront la résiliation de plein droit de la présente convention par la Caf, à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations légales ou réglementaires en vigueur et restée infructueuse.

- **Résiliation de plein droit sans mise en demeure**

La présente convention sera résiliée de plein droit par la Caf, sans qu'il soit besoin de procéder à une mise en demeure ou de remplir toutes formalités judiciaires, en cas de modification d'un des termes de la présente convention sans la signature d'un avenant.

- **Résiliation par consentement mutuel**

La présente convention peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties moyennant un délai de prévenance de 6 mois.

- **Effets de la résiliation**

La résiliation de la présente convention entraînera l'arrêt immédiat des engagements des parties.
La résiliation interviendra sans préjudice de tous autres droits et de tous dommages et intérêts.

Article 13 – Les recours

- **Recours contentieux**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif dont relève la Caf.

Article 14 – Confidentialité

Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, au secret professionnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont elles auront eu connaissance durant l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Fait à BAR-LE-DUC, le

En autant d'exemplaires originaux que de signataires

Cette convention comporte X pages paraphées par les parties et les six annexes énumérées dans le sommaire.

La Caf de la Meuse	
Jérôme THIROLLE, Le Directeur	**Isabelle SPAETH ELWART,** La Présidente
La communauté d'Agglomération de Bar-le-Duc Sud Meuse	**Martine JOLY** La Présidente
La ville de Bar le duc	**Martine JOLY** Le Maire
La commune de Ligny-en-Barrois	**Jean-Michel GUYOT** Le Maire
La commune de Velaines	**Jean Claude MIDON** Le Maire
La commune de Tronville-en-Barrois	**Daniel BRIAT** Le Maire
La commune de Robert Espagne	**Luc FLEURANT** Le Maire
La commune de Tannois	**Marie France BERTRAND** Le Maire

ANNEXE 1 –Diagnostic partagé

Voir les diagnostics joints

ANNEXE 2 – Liste des équipements et services soutenus par la Communauté d'Agglomération Bar le Duc Sud Meuse et des Communes signataires

(Une liste des équipements et services par signataire dans le respect des compétences détenues)

COMMUNAUTE D'AGGLOMATION DE BAR LE DUC SUD MEUSE	
TYPE DE STRUCTURE	**NOM ET ADRESSE DE LA STRUCTURE**
EAJE	EAJE Elisa
	EAJE Louise Marie
	EAJE Les Mimosas
	Crèche Parentale Varicelle et Cie
RAM	RAM Les 3 P'tits Chats
	RAM La Souris Verte
LAEP	LAEP La Maison de Souricette
ALSH	ALSH adolescents Cod Jeunes
	ALSH Cap Orn
FJT	ACCUEIL DES JEUNES-AJ Habitat
CENTRES SOCIO-CULTURELS	CS Côte/Ville Haute
	CS Libération
	CS Marbot
COMMUNE DE BAR LE DUC	
ALSH	ALSH périscolaire La Fédération
	ALSH extrascolaire La Fédération
CENTRES SOCIO-CULTURELS	CS Côte/Ville Haute
	CS Libération
	CS Marbot
COMMUNE DE LIGNY EN BARROIS	
ALSH	ALSH Ile aux enfants Extrascolaire
	ALSH Espace Animation
COMMUNE DE TRONVILLE EN BARROIS	
ALSH	ALSH Extrascolaire
COMMUNE DE VELAINES	

ALSH	ALSH Extrascolaire
COMMUNE DE ROBERT ESPAGNE	
ALSH	ALSH Extrascolaire
COMMUNE DE TANNOIS	
ALSH	ALSH Extrascolaire

ANNEXE 3 – Plan d'actions 2020-2023 - Moyens mobilisés par chaque signataire dans le cadre des objectifs partagés

Axe 1 : Finaliser le diagnostic partagé et définir le Plan d'action pour les années 2020-2023

Diagnostic initial	Public cible
Des besoins repérés sur le territoire ; Des potentialités, des partenaires à l'écoute, des volontés et une dynamique ; Existence de plusieurs diagnostics de territoire.	Les habitants et les familles du territoire
Objectifs opérationnels	**Modalités de mise en œuvre**
Compiler les diagnostics existants et les analyser ; Prendre en compte les données complémentaires apportées par le diagnostic Portrait de territoire réalisé par la Caf en 2020. Construire avec l'ensemble des acteurs locaux (élus, partenaires, habitants) un diagnostic partagé : Information, confrontation, échanges ; Ecrire le Plan d'Action : traduction des objectifs à atteindre et organisation établie pour y parvenir.	Réunions du comité technique, des groupes de travail Validation par le Comité de pilotage et le Conseil Communautaire
	Echéances de réalisation
	Année 2021
Partenaires sollicités	**Indicateurs d'évaluation**
La Communauté d'Agglomération et ses représentants ; Les Communes et les représentants ; Les partenaires institutionnels ; Les acteurs locaux	

Axe 2 : En matière d'Enfance : Maintenir l'offre et la qualité des services d'accueil du jeune enfant, veiller à la couverture territoriale en matière d'offre de service, et adapter l'offre aux besoins des familles et la faire évoluer avec les besoins

➥ **Action 1 :**

Diagnostic initial	Public cible
Des EAJE proposant des services de qualité et un participant à un taux de couverture important en matière de nombre de places de garde du jeune enfant	Les familles ayant des enfants de moins de trois ans
Objectifs opérationnels	**Modalités de mise en œuvre**
Préserver les structures existantes et promouvoir les projets d'établissement et pédagogiques mis en œuvre Continuer la formation professionnelle de l'accueil collectif Développer l'information sur les besoins du jeune enfant Être vigilants sur le soutien aux familles monoparentales Accueillir tous les enfants et préserver l'accueil des enfants en situation de handicap	3 EAJE sur le territoire : Elisa, Louise Marie et les Mimosas avec 157 places disponibles Une commission d'attribution des places Des groupes de travail sur les projets pédagogiques Des temps de travail dédiés aux enfants en situation en handicap
	Echéances de réalisation
	Dès 2020
Services mobilisés et responsables de l'action	**Résultats attendus**
Les EAJE, les responsables et les équipes	Maintien de l'offre d'accueil collectif et de sa qualité. Poursuite du développement de l'efficience des actions mises en place

➥ **Action 2** :

Diagnostic initial	Public cible
Deux Relais d'Assistants Maternels pour couvrir l'ensemble du territoire Un nombre suffisant d'Assistants Maternels pour couvrir la majorité des besoins de garde individuelle, mais des disparités sur le territoire et dans l'offre proposée et une pyramide des âges de ces professionnels qui est vieillissante	Les assistants maternels agréés sur le territoire. Les personnes intéressées par le métier d'assistant maternel. Toute personne susceptible d'exercer cette profession
Objectifs opérationnels	**Modalités de mise en œuvre**
Promouvoir les métiers de l'accueil individuel du jeune enfant Participer à la professionnalisation des assistants maternels Veiller au maintien de réponses de proximité dans l'accueil du jeune enfant Porter une attention forte aux réponses en termes d'horaires atypiques, et d'accueil d'enfants à particularités	Les deux RAM « Les Trois P'tits Chats et la Souris Verte » développant des activités itinérantes pour une meilleure couverture du territoire, ainsi que des soirées, des conférences et des formations en direction des assistants maternels du territoire.
	Echéances de réalisation
	Dès 2020
Services mobilisés et responsables de l'action	**Résultats attendus**
Les RAM, les différents acteurs locaux sur le champ de la Petite Enfance	Arrivée de nouveaux professionnels de l'accueil individuel du jeune enfant Développement de réponses pour les demandes atypiques

➥ **Action 1** :

Diagnostic initial	Public cible
Les enfants et les jeunes résidant sur le territoire ne le perçoivent pas aujourd'hui comme pouvant être le territoire de leur vie future.	Les 3-10 ans et les 10-17 ans du territoire
Objectifs opérationnels	**Modalités de mise en œuvre**
Pour développer l'attractivité du territoire pour les enfants et les jeunes qui y résident, il faut le présenter comme un lieu ressource, un lieu de développent des compétences et des capacités et comme un lieu d'expérimentation Structurer l'offre de loisirs éducatifs existante en adaptant des valeurs et pédagogies communes Repérer les zones en tension sur le territoire et y apporter des réponses adaptées et innovantes pour que chaque enfant ou jeune puisse avoir accès à une offre de loisirs éducatifs	Promouvoir les ressources du territoire et promouvoir nos valeurs et méthodes pédagogiques Adapter l'offre enfance et jeunesse aux besoins du territoire et proposant des actions familiales, de lien intergénérationnel et intégrant la découverte professionnelle dans les programmes
	Echéances de réalisation
	Dès 2020
Services mobilisés et responsables de l'action	**Résultats attendus**
Tous les ACM développés sur le territoire, et tous les acteurs locaux œuvrant sur les champs de l'enfance et de la Jeunesse mais aussi sur les champs culturel, sportif, scientifique, d'insertion, etc.	Maintenir et structurer l'offre de loisirs en termes d'ALSH. Mettre en cohérence les valeurs et méthodes. Intégrer un champ de découverte professionnelle dans les activités.

➥ **Action 2** :

Diagnostic initial	Public cible
L'animation socioculturelle n'est pas perçue comme un métier et comme une filière d'avenir sur note territoire. Cela entraine de réelles difficultés de recrutements et d'entrée en formation.	Tous publics avec priorité sur les jeunes à partir de 16 ans.
Objectifs opérationnels	**Modalités de mise en œuvre**
Développer la qualité des actions en professionnalisant les équipes Créer une filière professionnelle des métiers de l'animation sur notre territoire Poursuivre les plans de formations aux BAFA et BAFD	Continuer de prévoir un plan de formation pour les animateurs en contrat en les accompagnant financièrement vers le BAFA ou le BAFD Réfléchir à la création de poste pérenne dans les métiers de l'animation Envisager des temps de travail partagés
	Echéances de réalisation
	Dès 2020

Services mobilisés et responsables de l'action	Résultats attendus
Les différents organisateurs d'ACM sur le territoire, les Collectivités qui ont un ACM sur le territoire mais aussi d'autres missions d'animations, les acteurs locaux de la formation	Moins de difficultés de recrutement pour les ACM du territoire. Des animateurs professionnalisés sur les différents accueils et sur les différents publics Un développement de la qualité des actions proposées

➥ **Action 3** :

Diagnostic initial	Public cible
Les jeunes du territoire sont confrontés à des risques qu'ils ne connaissent pas et ne maîtrisent pas	les 10-25 ans du territoire
Objectifs opérationnels	**Modalités de mise en œuvre**
Développer le niveau d'information des jeunes sur les risques liés à l'internet, aux addictions... Développer l'esprit critique des jeunes Participer à la lutte contre la radicalisation	Actions Club'Jeunes durant les vacances scolaires Gaming Day en Novembre Malette pédagogique sur les dangers d'internet
	Echéances de réalisation
	Dès 2020
Services mobilisés et responsables de l'action	**Résultats attendus**
Les ACM en direction de la Jeunesse (Cod'Jeunes et Cap'Orn), l'AMP, les centres socioculturels, les acteurs locaux travaillant sur les champs de la Jeunesse et de la Prévention	Améliorer l'information des jeunes sur différents risques Avoir des jeunes capables de penser par eux-mêmes et de trier les informations

Axe 4 : En matière de Parentalité : Concourir à l'épanouissement des familles, accompagner les parents sur des besoins spécifiques, être auprès des familles lors des moments difficiles

➥ **Action 1 :**

Diagnostic initial	Public cible
La parentalité est une expérience formidable mais peut aussi être un moment de doutes. L'accompagnement de ce temps est un investissement sur nos familles et nos enfants. Les actions en faveur de la parentalité sont donc une ressource offerte aux familles pour développer leurs capacités individuelles	Tous les enfants de moins de 5 ans et les parents, ainsi que les grands-parents
Objectifs opérationnels	**Modalités de mise en œuvre**
Favoriser le lien enfant-parent Développer les échanges de compétences parentales Lutter contre l'isolement des familles et notamment des femmes	Continuer les ouvertures du Lieu d'Accueil Enfants-parents « La Maison de Souricette ».
	Echéances de réalisation
	Dès 2020
Services mobilisés et responsables de l'action	**Résultats attendus**
Le LAEP et tous les acteurs locaux œuvrant sur les champs de l'Enfance et de la Parentalité	Participer à l'attractivité du territoire par des actions d'accompagnement à la parentalité. Obtenir une parentalité plus épanouie.

➥ **Action 2 :**

Diagnostic initial	Public cible
Les parents sollicitent les structures pour un soutien dès le plus jeune âge de leur enfant. Cette demande de soutien est de plus en plus importante	Tous les parents de jeunes enfants
Objectifs opérationnels	**Modalités de mise en œuvre**
Privilégier les relations parents/enfants/professionnels au moment de l'accueil Eveiller l'enfant en respectant son développement Soutenir la fonction parentale en apportant une écoute active et professionnelle et en accompagnant les parents vers d'autres professionnels si besoin	Les projets d'établissement des EAJE du territoire posent ces objectifs dans leurs grands principes. Les plans de formation interne et externe prévoient cette dimension avec des groupes de travail sur les évolutions des besoins des parents
	Echéances de réalisation
	Dès 2020
Services mobilisés et responsables de l'action	**Résultats attendus**
Les EAJE du territoire en partenariats avec les acteurs locaux œuvrant sur les champs de l'enfance et de la parentalité	Concourir à l'intégration de tous les enfants, proposer un accueil répondant aux besoins des familles, soutenir la fonction parentale

➥ **Action 3 :**

Diagnostic initial	Public cible
Les parents rencontrent des obstacles spécifiques liés à l'âge de leurs enfants ou liés à des problématiques de société. Ils n'ont pas toujours la réponse à ces problèmes qui peuvent être nouveaux	Tous les parents et grands-parents
Objectifs opérationnels	**Modalités de mise en œuvre**
Informer sur les actions mise en œuvre en matière de parentalité Développer des actions familiales ludiques et éducatives favorisant les échanges enfants-parents, Informer et soutenir les parents sur différents risques (internet, addictions, etc..)	Ateliers et soirées proposés par les Relais d'Assistants Maternels « Les Trois P'tits Chats » et « La Souris Verte » **Echéances de réalisation** Dès 2020
Services mobilisés et responsables de l'action	**Résultats attendus**
Les RAM en partenariat avec les EAJE et les ACM, et les acteurs locaux travaillant sur le champ de la parentalité	Soutenir les parents, les informer et les soutenir face aux nouvelles problématiques sociétales et technologiques

➥ **Action 4 :**

Diagnostic initial	Public cible
Les familles du territoire peuvent traverser des moments difficiles (séparations, décès, maladie, perte d'emploi,...)	Toutes les familles
Objectifs opérationnels	**Modalités de mise en œuvre**
Être auprès des familles durant ces moments difficiles Proposer une écoute active et professionnelle bienveillante Agir pour éviter la « bascule » de ces familles vers des situations problématiques qui s'installent et se pérennisent	Développer les services déjà mis en œuvre Innover les propositions d'actions dans le cadre des impacts de la crise sanitaire **Echéances de réalisation** Dès 2020
Services mobilisés et responsables de l'action	**Résultats attendus**
Tous les services de La Communauté d'Agglomération et des Collectivités ainsi que tous les acteurs locaux	Accompagner les familles du territoire au plus près et les aider à traverser ces moments difficiles, Eviter la désinsertion socio-professionnelle

➥ **Action 1 :**

Diagnostic initial	Public cible
Les enfants et les jeunes ont aussi leur mot à dire et ils sont des citoyens en devenir. Les citoyens s'approprient mieux des projets et des équipements lorsqu'ils ont participé à leur élaboration	Tous les enfants et les jeunes de 6 à 18 ans. Tous publics.
Objectifs opérationnels	**Modalités de mise en œuvre**
Favoriser l'expression et la participation de chacun Concourir à la formation de citoyens actifs Développer la démocratie participative en prenant en compte les initiatives et remarques	Poursuivre et développer les conseils municipaux d'enfants Créer et développer un parlement des jeunes à l'échelle de la Communauté d'Agglomération. Maintenir et développer les comités de quartier et toutes les instances participatives Créer et mettre en œuvre un budget participatif
	Echéances de réalisation
	Dès 2020
Services mobilisés et responsables de l'action	**Résultats attendus**
Tous les services de la Communauté d'Agglomération avec une priorité pour les services Enfance et Jeunesse, Enseignement, SPOT, en partenariat avec les centres socioculturels, l'OCCE et les acteurs locaux sur les projets	Une prise en compte de la parole de chacun Une association des habitants aux grands projets Un territoire « habité » par les familles

➥ **Action 2** :

Diagnostic initial	Public cible
L'accessibilité des équipements, des bâtiments et des espaces communs est en réelle évolution. Cependant, il n'y a pas encore d'homogénéité sur l'ensemble de notre territoire	Tous publics
Objectifs opérationnels	**Modalités de mise en œuvre**
Renforcer les actions de la Commission Intercommunale d'Accessibilité Informer les élus et les partenaires sur ses missions et son fonctionnement Maintenir les journées de sensibilisation auprès des scolaires et des familles Développer encore l'accueil des enfants en situation de handicap sur nos structures et activités	Par l'animation de la Commission Intercommunale d'Accessibilité qui organise la communication sur son travail et les journées de sensibilisation Par la mise en œuvre du projet d'accueil des enfants en situation de handicap dans tous les EAJE, ACM et dans les autres structures
	Echéances de réalisation
	Dès 2020
Services mobilisés et responsables de l'action	**Résultats attendus**
Le service gestionnaire de la CIA, tous les services de la Communauté d'Agglomération et tous les acteurs institutionnels et associatifs	Une meilleure accessibilité de tous les espaces et de tous les services

➥ **Action 3** :

Diagnostic initial	Public cible
Le Vivre Ensemble c'est avant tout l'acceptation de l'autre	Tous publics
Objectifs opérationnels	**Modalités de mise en œuvre**
Favoriser l'égalité, l'équité et la mixité Luter contre toute forme de discrimination Prévenir la Radicalisation	Dans tous les services et actions, adopter ces principes dans les projets de fonctionnement et les mettre en œuvre
	Echéances de réalisation
	Dès 2020
Services mobilisés et responsables de l'action	**Résultats attendus**
Tous les services de la Communauté d'Agglomération et tous les acteurs institutionnels et associatifs	Une acceptation de l'autre. Une mise en réalité du credo « un accès pour tous, une place pour chacun »

ANNEXE 4 – Modalités de pilotage stratégique et opérationnel et suivi de la Ctg

Axe 1 : Mettre en place les instances de pilotage

➥ **Action 1** : Nommer un coordinateur(trice) Ctg – Chargé de coopération Ctg

Objectifs opérationnels	Modalités de mise en œuvre
Piloter, Animer, Coordonner les différentes actions et partenariats inscrits dans la CTG Réaliser les diagnostics territoriaux ou thématiques Elaborer l'évaluation des actions Assister et conseiller les élus et le comité de pilotage	Met en œuvre les orientations stratégiques de la collectivité locale en matière de développement et de redynamisation d'un territoire, sur un mode partenarial **Echéances de réalisation** 2021
Services mobilisés et responsables de l'action	**Indicateurs d'évaluation**
Pôles Education, Sport, Culture et Stratégie de Développement Attractivité	Les effets de la fonction de coopération sont mesurés chaque année et au terme de l'engagement pluriannuel. Le suivi et l'évaluation de la fonction de chargé de coopération seront appréciés au regard : ➥ Des attendus et des activités figurant dans le référentiel d'emploi ; ➥ Des objectifs de développement des nouveaux services, de nouveaux partenariats et de nouvelles prises de compétences à l'échelon de l'intercommunalité fixées dans le cadre de la Ctg.

➥ **Action 2** : Définir les modalités de fonctionnement du Comité de Pilotage

Objectifs opérationnels	Modalités de mise en œuvre
- Partager et articuler en cohérence les dispositifs pour répondre aux objectifs de la CTG - Valider les orientations et la mise en œuvre du plan d'action des dispositifs - Valider les engagements budgétaires - Valider la démarche d'évaluation proposée par le comité technique - Valider le plan de communication - Garantir le respect du calendrier	Réunion du comité de pilotage, au minimum une fois par an **Echéances de réalisation** 2021

➥ **Action 3** : Définir les modalités de fonctionnement du Comité Technique

Objectifs opérationnels	Modalités de mise en œuvre
Initier la démarche ; Accompagner la mise en œuvre de la démarche ; Centraliser des données, de l'information, des études, ... Concevoir des outils d'aide à la décision ; Communiquer ; Formaliser la production des groupes de travail ; Formuler des propositions.	Réunions régulières, au minimum une fois par trimestre. Le comité technique peut s'appuyer sur des groupes de travail ou commissions thématiques pour alimenter ses travaux.
	Echéances de réalisation
	2021

ANNEXE 5 – Evaluation

La démarche d'évaluation de la CTG visera à mesurer les impacts du projet de développement territorial sur les pratiques des acteurs, l'offre mise en place, sur les habitants et le territoire.

L'évaluation a pour finalité d'aider à la décision pour l'actualisation des priorités, des chantiers à mettre en place et les évolutions à apporter



Travail à réaliser par chacun des groupes de travail sur chaque axe.

Chaque action fera l'objet d'une évaluation annuelle au regard des résultats attendus er des indicateurs définis lors de l'élaboration des fiches actions.
En complément, les référents d'action seront chargés au fur et à mesure de la conduite de leur action de compléter la démarche d'évaluation initiale.



L'état d'avancement de la Convention territoriale Globale fera l'objet d'une évaluation annuelle présentée en comité de pilotage et alimentée par les travaux des comités thèmatiques

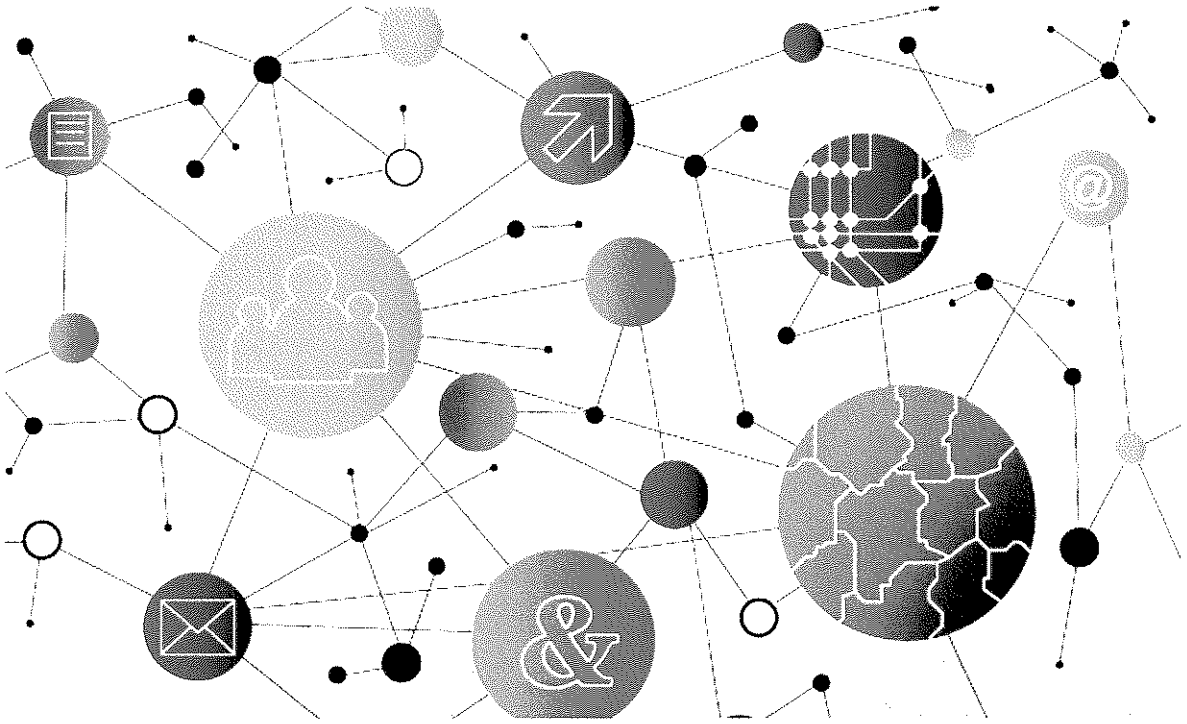


Lors de la dernière année de la Ctg, une évaluation de la démarche et de son impact sur les familles du territoire de la Communauté d'Agglomération Bar le Duc Sud MEuse sera réalisée afin d'engager les réflexions en vue de son renouvellement.

Elle comporte deux démarches :

- Le suivi et la mise en œuvre des actions et des résultats (effectivité et efficience)
- L'évaluation des impacts (mesure des effets)

ANNEXE 6 – Décision du conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération de Bar-le-Duc Sud Meuse en date du X et des communes associées en date du X



CONVENTION TERRITORIALE GLOBALE

PORTRAIT DE TERRITOIRE

MEUSE GRAND SUD
Communauté d'Agglomération
Bar-le-Duc Sud Meuse

ALLOCATIONS FAMILIALES
Caf
de la Meuse

Préambule

La Convention Territoriale Globale est une convention de partenariat qui vise à renforcer l'efficacité, la cohérence et la coordination des actions en direction des habitants d'un territoire. Elle remplacera le Contrat Enfance Jeunesse (CEJ) dans la période de la nouvelle Convention d'Objectif et de Gestion 2018-2022.

Elle se concrétise par la signature d'un accord entre la CAF et la collectivité locale concernée.

Elle permet d'optimiser les ressources du territoire en associant les différents acteurs dans la définition et la mise en œuvre d'un **projet de territoire commun**.

La Convention Territoriale Globale en 3 étapes :

1. acquérir une vision globale des ressources et des besoins sur le territoire
- *l'élaboration d'un diagnostic territorial partagé*

2. définir un cadre politique couvrant tous les domaiens d'actions partagés
- *la détermination d'un plan d'action partagé*

3. faire vivre la convention dans un contexte socio-économique en mutation
- *le pilotage des actions et leur évaluation.*

Le diagnostic territorial est un outil d'aide à la décision. Il se caractérise par le recueil de données quantitatives et objectives mais aussi de données qualitatives qui ont pour but de faire apparaître les **caractéristiques**, les **atouts**, les **faiblesses** et les **potentialités** du territoire observé.

Il repose sur 2 principes :

- **un diagnostic technique** basé sur un travail de recueil de donnée objetcives et leur analye (statistique Insee, observatoires des territoires, données CAF, approches cartographiques ...)
- **un diagnostic partagé** permettant une approche plus nuancée du territoire, il suppose la confrontation de visions différentes pour évaluer les enjeux locaux.

La réalisation du diagnostic a été menée pour ses aspects techniques et cartographiques par la CAF de la Meuse.

Sommaire

LE PORTRAIT DU TERRITOIRE (INSEE RP) p. 6

- Cartographie de l'EPCI : cartographies de localisation en Meuse avec l'identification du territoire concerné, cartographie détaillant le territoire avec toutes ses communes
- Les compétences du territoire : les compétences obligatoires et compétences optionnelles
- La population (densité - variation en pourcentage - évolution comparée par rapport aux zones de référence, la Meuse et la France métropolitaine), cartographies
- Le solde migratoire (entrées/sorties du territoire) et le solde naturel (naissances/décès)
- La population par tranche d'âge : évolution sur 10 tranches d'âge, cartographie, évolution comparée par rapport aux zones de référence, Meuse et la France Métropolitaine
- La composition des ménages (une personne homme/femme seul(e)s, sans famille, avec famille dont couple sans enfant, couples avec enfant, familles monoparentales)
- Le logement (résidences principales, résidences secondaires et logements occasionnels, logements vacants, maisons / appartements, propriétaires / locataires dont logements HLM et logés gratuitement), évolution comparée par rapport aux zones de référence
- L'emploi (le taux d'activité par tranche d'âge, le taux d'activité homme / femmes, les emplois, les emplois partiels, les CSP), évolution comparée par rapport aux zones de référence
- Le chômage (actifs en emploi, chômeurs, inactifs) - taux de chômage homme / femme, évolution comparée par rapport aux zones de référence
- Les revenus (revenus d'activité, pensions / retraites, revenus du patrimoine, prestations sociales, évolution du taux d'imposition, comparaison aux zones de référence
- Les déplacements domicile travail, évolution comparée, part des actifs travaillant en dehors de leurs communes de résidence
- Les programmes existants (ZRR, PLH, Contrat ville, PLU ...).

LES DONNEES ALLOCATAIRES CAF

p. 26

- Les allocataires CAF, taux de couverture
- Les revenus des allocataires
- allocataires à bas revenu : taux bas revenus / population allocataire
- répartition selon le SMIC avec comparaison Meuse et France M. (hors prestations et avec prestations)
- Les bénéficiaires de minima sociaux et de prime d'activité
- Taux de pauvreté (INSEE)
- La composition familiale de la population allocataire
- les familles CAF avec enfant(s)
- Les naissances (Insee, Etat Civil)
- Les enfants par tranches d'âge (moins de 3 ans - 3ans à 6 ans - 6 à 11 ans -12 à 17 ans),
- La situation professionnelle des parents allocataires
- La garde des enfants de moins de 6 ans
- La scolarité à 2 ans
- Les aides au logement
- Les prestations familiales CAF versées.

* * * * * * *

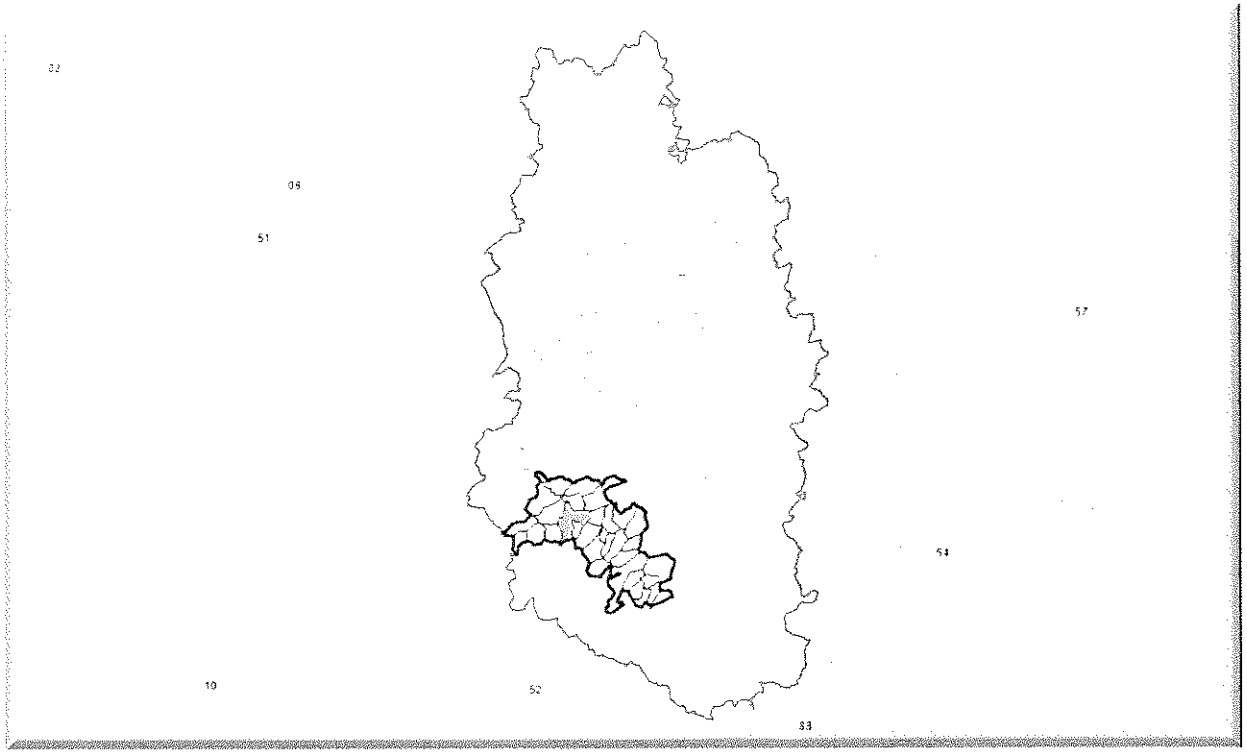
LE TERRITOIRE

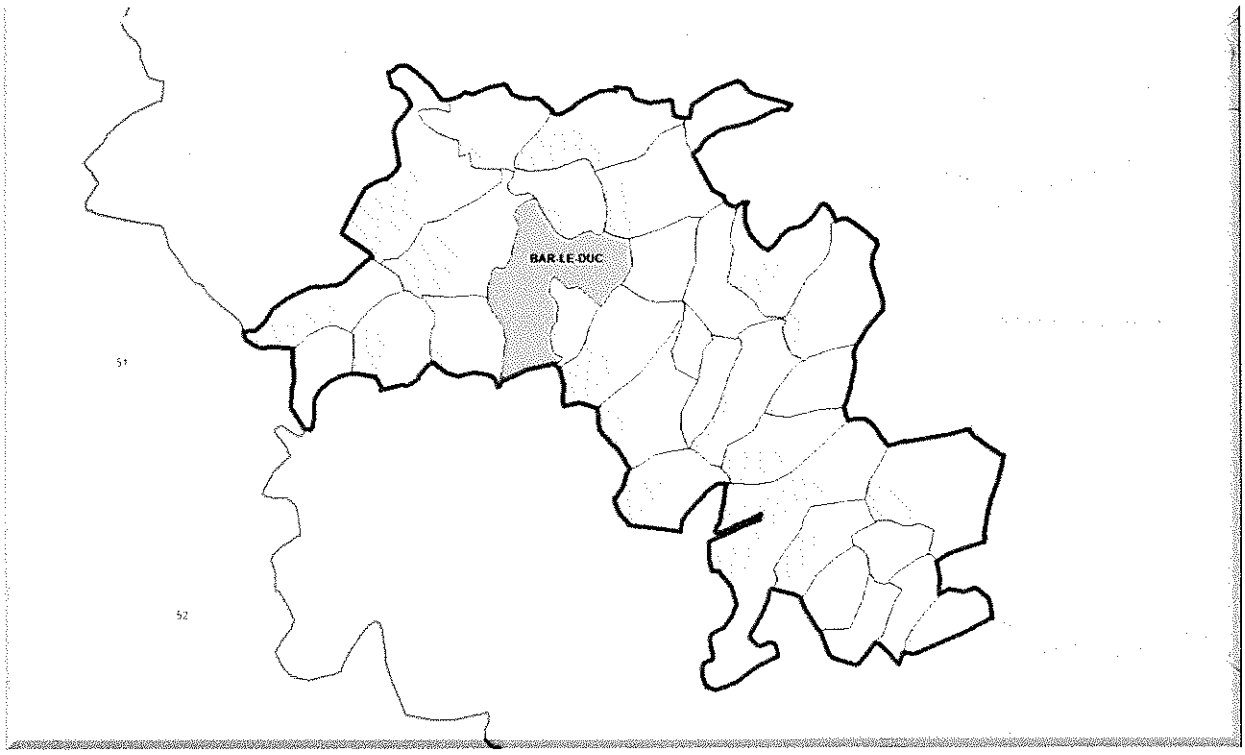
➥ La Communauté d'Agglomération Bar-le-Duc Sud Meuse - 54 communes

dept	siren	raison_sociale	insee	siren_membre	nom_membre
55	200033025	CA de Bar-le-Duc - Sud Meuse	55029	215500299	Bar-le-Duc
			55041	215500414	Behonne
			55049	215500497	Beurey-sur-Saulx
			55101	215501016	Chardogne
			55120	215501206	Combles-en-Barrois
			55138	200043891	Culey
			55186	215501867	Fains-Véel
			55214	215502147	Givrauval
			55221	215502212	Guerpont
			55291	215502915	Ligny-en-Barrois
			55298	200043883	Loisey
			55300	215503004	Longeaux
			55302	215503020	Longeville-en-Barrois
			55332	215503327	Menaucourt
			55358	215503582	Chanteraine
			55366	215503665	Val-d'Ornain
			55369	215503699	Naives-Rosières
			55370	215503707	Naix-aux-Forges
			55372	215503723	Nançois-sur-Ornain
			55373	215505876	Nant-le-Grand
			55376	215503764	Nantois
			55426	215504267	Resson
			55435	215504358	Robert-Espagne
			55446	215504465	Rumont
			55452	215504523	Saint-Amand-sur-Ornain
			55466	215504663	Salmagne
			55476	215504762	Savonnières-devant-Bar
			55488	215504887	Silmont
			55504	215505041	Tannois
			55514	215505140	Trémont-sur-Saulx
			55519	215505199	Tronville-en-Barrois
			55541	215505413	Vavincourt
			55543	215505439	Velaines

➥ Cartographie, localisation de l'EPCI

L'EPCI est situé au sud-ouest du département de la Meuse, il est limitrophe du département de la Marne.





Source : Mapinfo - EpciCaf551_Geofla2020

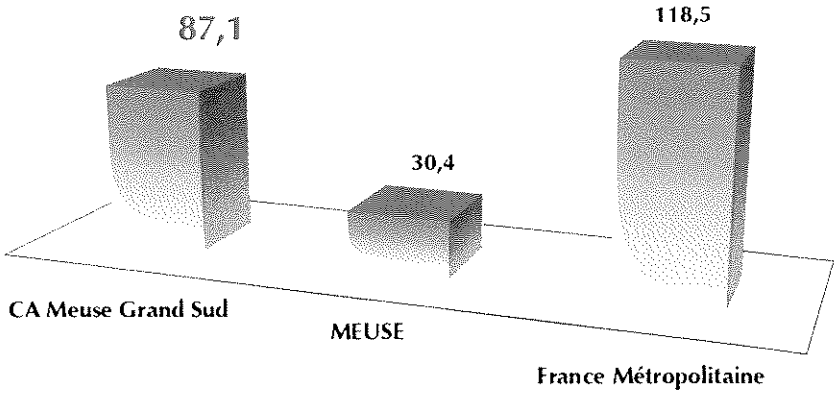
DONNEES DE POPULATION - DEMOGRAPHIE

➥ LA DENSITE DE POPULATION (Insee, RP 2017)

Nombre d'habitants au km².

	INSEE ETAT CIVIL
CA Meuse Grand Sud	87,1
MEUSE	30,4
France Métropolitaine	118,5

source : Insee état civil en géographie au 01/01/2020

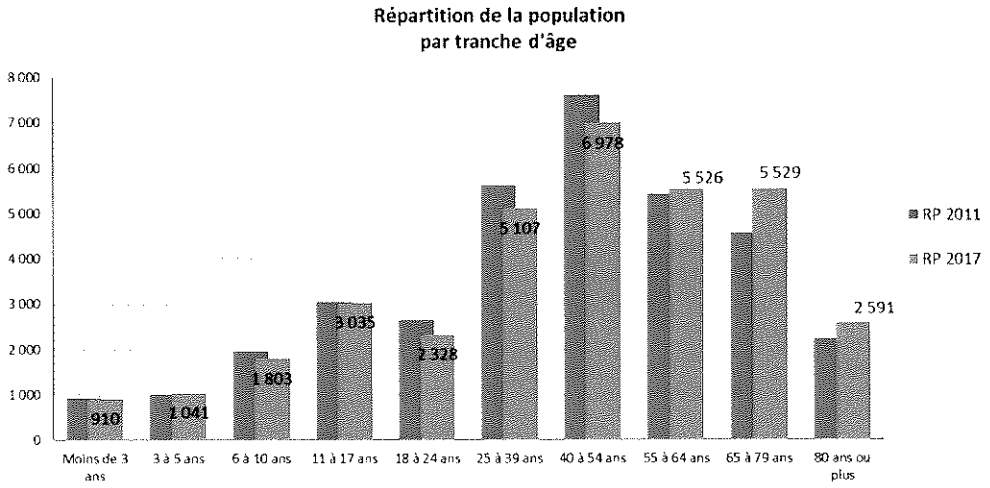


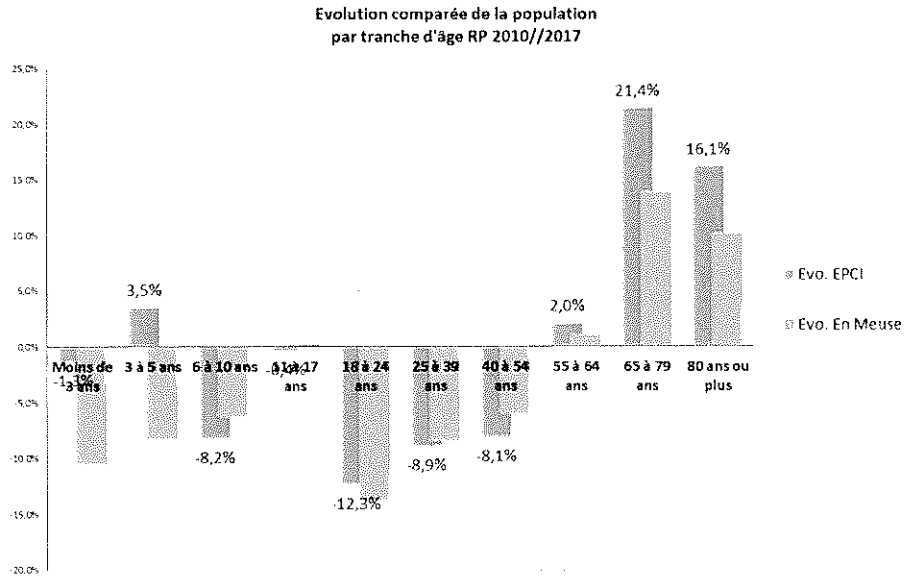
➥ LA POPULATION, PAR TRANCHE D'ÂGE (Insee RP 2010/2017)

- Evolution sur 10 tranches d'âge

	CA Meuse Grand Sud			
	RP 2011	RP 2017	Evo. EPCI	Evo. En Meuse
Moins de 3 ans	922	910	-1,3%	-10,5%
3 à 5 ans	1 006	1 041	3,5%	-8,2%
6 à 10 ans	1 964	1 803	-8,2%	-6,3%
11 à 17 ans	3 046	3 035	-0,4%	0,2%
18 à 24 ans	2 655	2 328	-12,3%	-13,7%
25 à 39 ans	5 607	5 107	-8,9%	-8,4%
40 à 54 ans	7 593	6 978	-8,1%	-6,0%
55 à 64 ans	5 416	5 526	2,0%	1,0%
65 à 79 ans	4 555	5 529	21,4%	13,9%
80 ans ou plus	2 231	2 591	16,1%	10,0%
Total	34 995	34 848	-0,4%	-2,3%

source : Insee RP 2011 (en géographie au 01/01/2013) et 2017 (en géographie au 01/01/2020) - www.insee.fr POP 1A





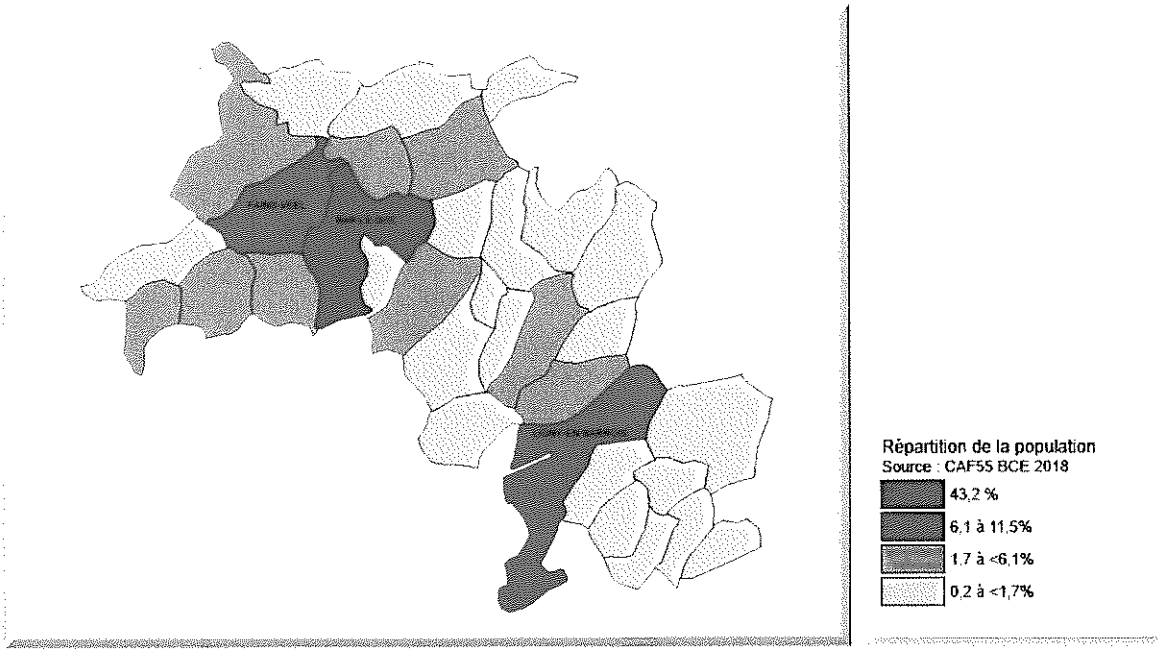
- Localisation et évolution de la population par communes, INSEE RP 2010 / 2017

REPARTITION et EVOLUTION POPULATION PAR COMMUNE				
NIVGEO	**NOMNIVGE**	**BCE 2010**	**BCE 2018**	**Evo.**
55029	BAR-LE-DUC	15 757	15 221	-3,4%
55041	BEHONNE	686	618	-9,9%
55049	BEUREY-SUR-SAULX	442	412	-6,8%
55101	CHARDOGNE	291	308	5,8%
55120	COMBLES-EN-BARROIS	872	814	-6,7%
55138	*CULEY **	*439*	*146*	*-66,7%*
55186	FAINS-VEEL	2 273	2 162	-4,9%
55214	GIVRAUVAL	322	296	-8,1%
55221	GUERPONT	258	250	-3,1%
55291	LIGNY-EN-BARROIS	4 512	4 058	-10,1%
55298	LOISEY-CULEY *	451	303	-32,8%
55300	LONGEAUX	235	228	-3,0%
55302	LONGEVILLE-EN-BARROIS	1 213	1 164	-4,0%
55332	MENAUCOURT	225	237	5,3%
55358	CHANTERAINE	206	183	-11,2%
55366	VAL-D'ORNAIN	973	985	1,2%
55369	NAIVES-ROSIERES	843	805	-4,5%
55370	NAIX-AUX-FORGES	211	215	1,9%
55372	NANCOIS-SUR-ORNAIN	380	386	1,6%
55373	NANT-LE-GRAND	67	77	14,9%
55376	NANTOIS	98	83	-15,3%
55426	RESSON	411	393	-4,4%
55435	ROBERT-ESPAGNE	825	843	2,2%
55446	RUMONT	100	87	-13,0%
55452	SAINT-AMAND-SUR-ORNAIN	61	55	-9,8%
55466	SALMAGNE	306	302	-1,3%
55476	SAVONNIERES-DEVANT-BAR	493	479	-2,8%
55488	SILMONT	177	161	-9,0%
55504	TANNOIS	406	397	-2,2%
55514	TREMONT-SUR-SAULX	655	612	-6,6%
55519	TRONVILLE-EN-BARROIS	1 623	1 480	-8,8%
55541	VAVINCOURT	466	507	8,8%
55543	VELAINES	952	955	0,3%
	TOTAL EPCI	**37 229**	**35 222**	**-5,4%**

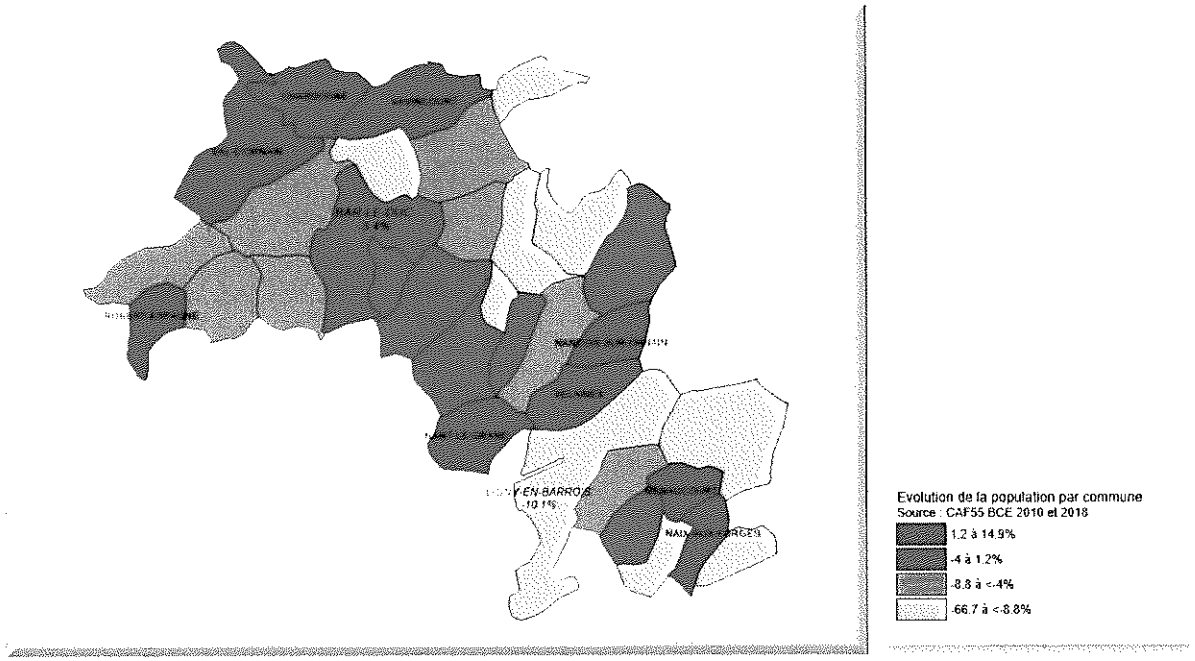
source : CAF BCE

* commune de Culey regorupé sous Loisey-Culey sur les résultats 2010

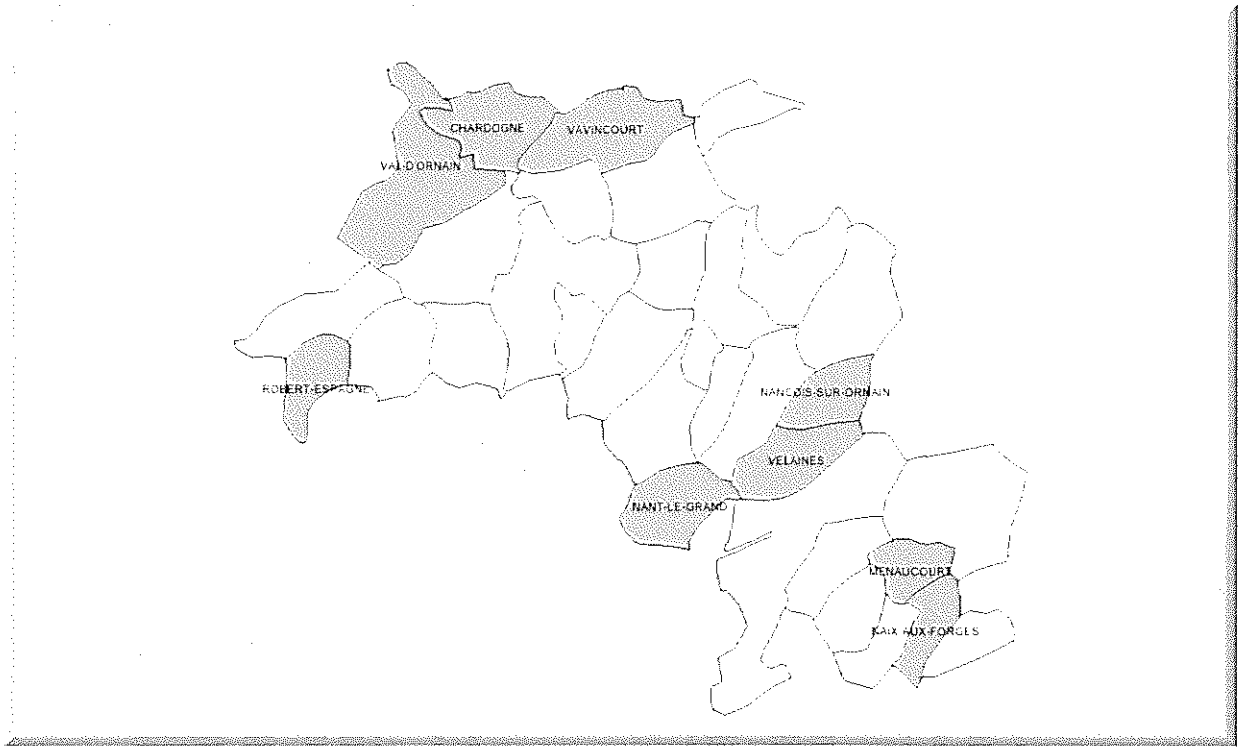
- Cartographie : répartition de la population (RP Insee 2017)



- Cartographie : évolution de la population par communes entre 2010 et 2017



- **Cartographie : localisation des communes connaissant une progression de la population entre 2010 et 2017**



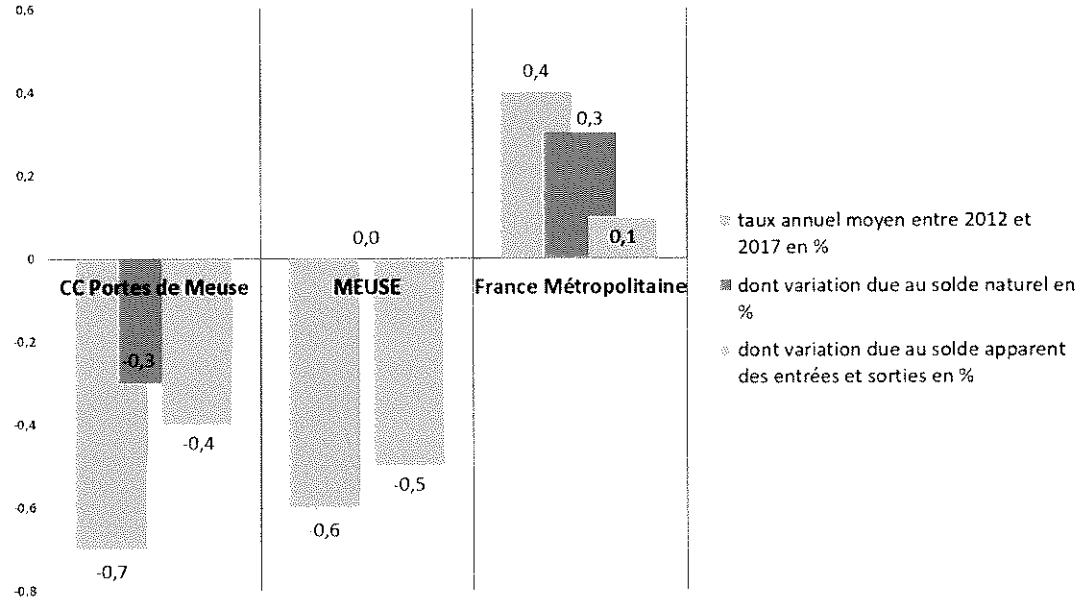
➥ LE SOLDE MIGRATOIRE (Insee 2012/2017)

- **Solde naturel (accroissement naturel ou excédent naturel de population)**
  Soit la différence entre le nombre de naissances et le nombre de décès enregistrés au cours d'une période. Les mots « excédent » ou « accroissement » sont justifiés par le fait qu'en général le nombre de naissances est supérieur à celui des décès. Mais l'inverse peut se produire, le solde naturel est alors négatif.

- **Solde apparent des entrées sorties**
  Soit la différence entre le nombre de personnes entrées sur un territoire donné et le nombre de personnes qui en sont sorties, au cours de la période considérée. Il est obtenu par différence entre la variation totale de la population au cours de la période considérée et le solde naturel.

	VARIATION DE POPULATION		
	taux annuel moyen entre 2012 et 2017 en %	dont variation due au solde naturel en %	dont variation due au solde apparent des entrées et sorties en %
CC Portes de Meuse	-0,7	-0,3	-0,4
MEUSE	-0,6	0,0	-0,5
France Métropolitaine	0,4	0,3	0,1

Sources : Insee, RP2012 et RP2017 exploitations principales en géographie au 01/01/2020



➥ LA SITUATION MATRIMONIALE (RP Insee 2011//2017)

Un ménage, au sens statistique du terme, désigne l'ensemble des occupants d'un même logement (résidence principale) sans que ces personnes soient nécessairement unies par des liens de parenté (en cas de cohabitation, par exemple). Un ménage peut être composé d'une seule personne.

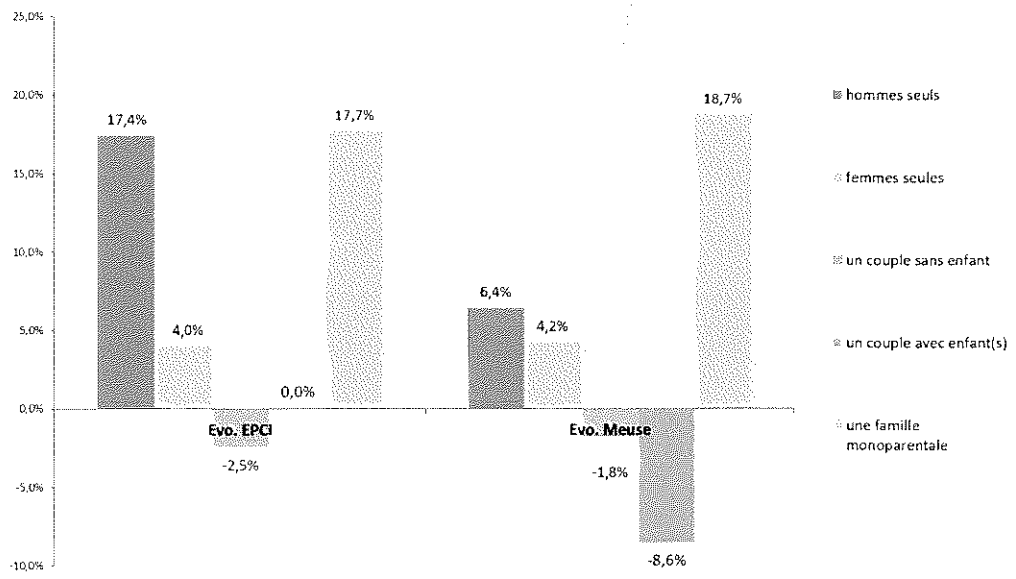
Autres ménages sans famille : ménages qui comptent plusieurs personnes isolées (cohabitation de plusieurs générations, colocation...).

- **Composition des ménages recensés sur le territoire :**

MENAGES SELON LEUR COMPOSITION				
CA Meuse Grand Sud	NOMBRE DE MENAGES		Evo. en %	Evo. en Meuse
	en 2011	en 2017		
Ménages d'une personne	**6112**	**6680**	**9,3%**	**6,4%**
hommes seuls	2413	2834	17,4%	9,2%
femmes seules	3699	3847	4,0%	4,2%
Autres ménages sans famille	**253**	**242**	**-4,3%**	**-13,4%**
Ménages avec famille(s) dont la famille principale est :	**9732**	**9613**	**-1,2%**	**-2,2%**
un couple sans enfant	4745	4626	-2,5%	-1,8%
un couple avec enfant(s)	3693	3464	-6,2%	-8,6%
une famille monoparentale	1294	1523	17,7%	18,7%
TOTAL	**16097**	**16535**	**2,7%**	**0,4%**

source : Insee RP 2011 et RP 2017 (en géographie au 01/01/2020) FAM T1

Evolution comparée des ménages RP Insee 2011 // 2017

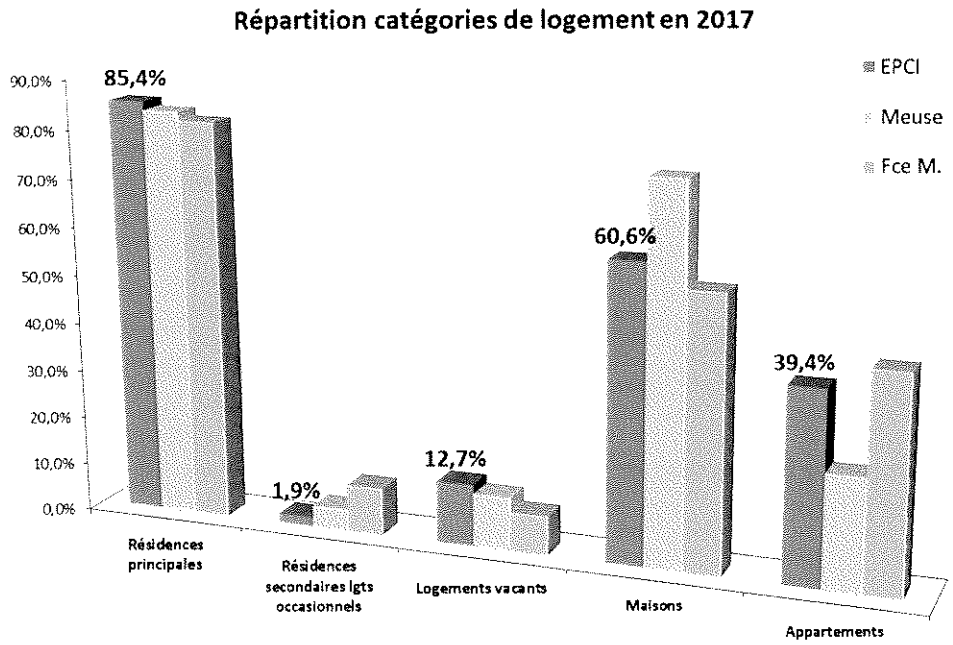


➥ LE LOGEMENT (RP Insee 2011//2017)

- Selon les catégories et types de logement

CA Meuse Grand Sud	CATEGORIES et TYPES DE LOGEMENT					
	en 2011	en 2017	Répart. EPCI 2017	Evo. EPCI	Répart. Meuse 2017	Evo . Meuse
Résidences principales	16 109	16 541	85,9%	2,7%	83,8%	0,9%
Résidences secondaires et logements occasionnels	264	360	5,4%	36,4%	4,5%	-4,8%
Logements vacants	2 079	2 460	8,7%	18,3%	11,7%	23,9%
Maisons	10 720	11 607	92,7%	8,3%	76,9%	4,1%
Appartements	7 598	7 540	7,3%	-0,8%	23,1%	-1,5%

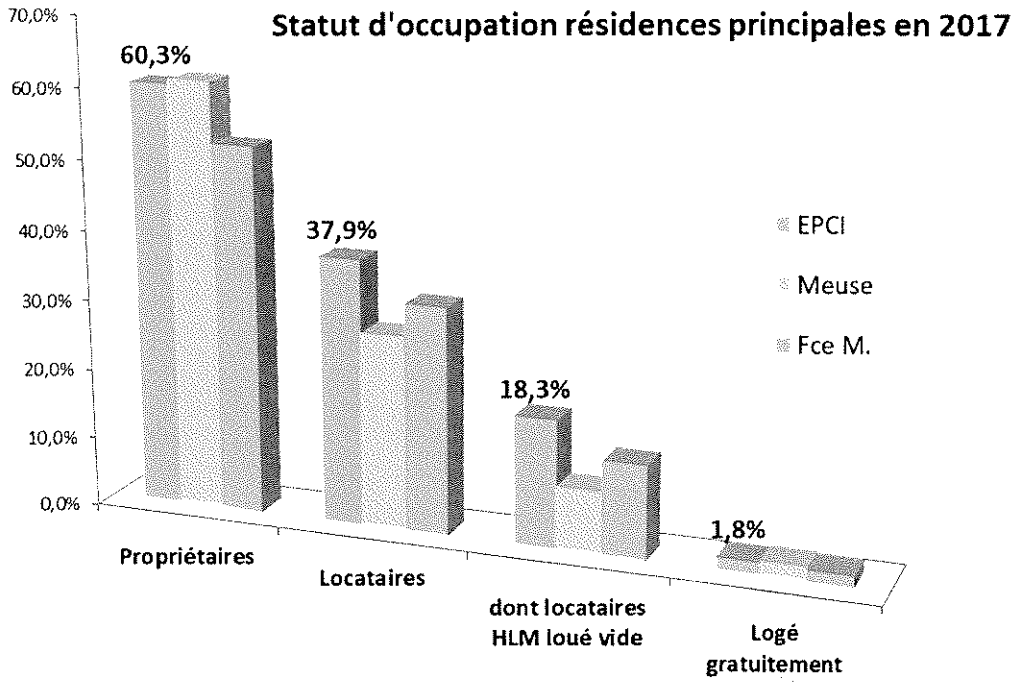
Sources : Insee RP2011 et RP2017, exploitations principales, géographie au 01/01/2020 LOG T2



- selon le statut d'occupation

CA Meuse Grand Sud	RESIDENCES PRINCIPALES SELON SATUT D'OCCUPATION					
	en 2011	en 2017	Répart. EPCI 2017	Evo. EPCI	Répart. Meuse 2017	Evo Meuse
Propriétaires	9391	9969	60,3%	6,2%	61,0%	2,4%
locataires	6436	6270	37,9%	-1,8%	27,8%	-0,9%
dont d'un logement HLM loué vide	*3298*	*3022*	*18,3%*	*-2,9%*	*9,0%*	*-10,8%*
Logé gratuitement	283	301	1,8%	0,2%	2,1%	-15,4%
	16110	**16540**	**100,0%**	**4,6%**	**100,0%**	**-0,3%**

Sources : Insee RP2011 et RP2017, exploitations principales, géographie au 01/01/2020 LOG T7



➥ L'EMPLOI (Insee2011//2017)

- Taux d'activité par sexe et âge

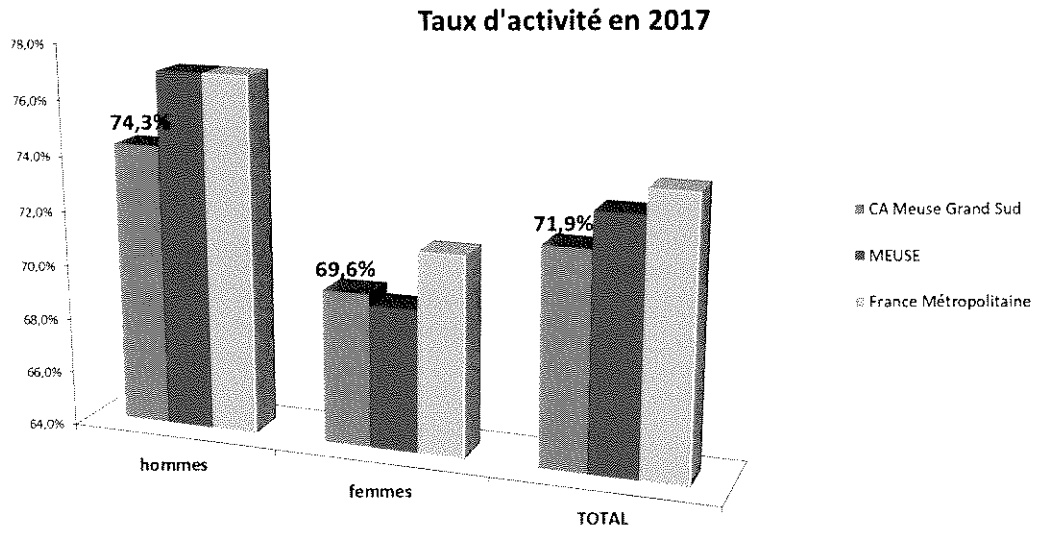
CA Meuse Grand Sud

	TAUX D'ACTIVITE PAR SEXE et ÂGE		
	en 2011	en 2017	En Meuse en 2017
Hommes	**73,9%**	**74,3%**	**77,0%**
15 - 24 ans	51,1%	48,0%	52,6%
25 - 54 ans	93,4%	92,8%	94,1%
55 - 64 ans	44,3%	53,0%	51,4%
Femmes	**68,1%**	**69,6%**	**69,2%**
15 - 24 ans	45,2%	42,7%	42,8%
25 - 54 ans	86,3%	87,3%	85,6%
55 - 64 ans	39,7%	47,4%	45,1%
	71,0%	**71,9%**	**73,2%**

définition taux d'activité : nb d'actifs (actifs occupés et chômeurs) / ensemble population correspondante

Sources : Insee RP2012 et RP2017, exploitations principales, géographie au 01/01/2020 EMT2

EMPT2 population active emploi et chômge

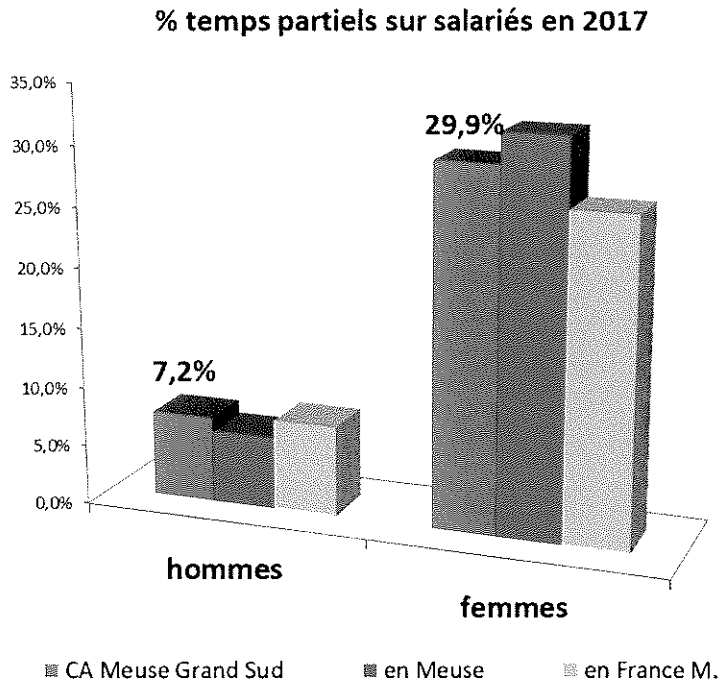


- Salariés de 15 à 64 ans par sexe, âge et temps partiel

% temps partiel / salarié(e)s		
en 2017	**hommes**	**femmes**
CA Meuse Grand Sud	**7,2%**	**29,9%**
15 à 24 ans	18,9%	29,1%
25 à 54 ans	4,4%	29,2%
55 à 64 ans	11,0%	33,1%
en Meuse	6,1%	32,8%
en France M.	7,6%	26,8%

source : Insee RP 2017 (en géographie au 01/01/2020)

ACT T3 conditions de l'emploi salariés de 15-64 ans / sexe / âge et temps partiel

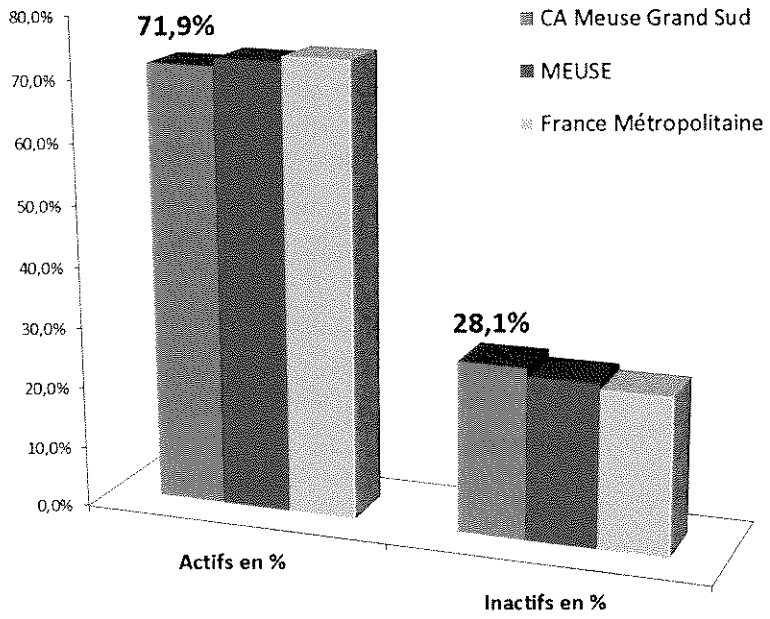


- **Population de 15 à 64 ans par type d'activité**

CA Meuse Grand Sud	POPULATION DE 15 A 64 ans PAR TYPE D'ACTIVITE		
	en 2011	en 2017	en Meuse en 2017
Actifs en %	**71,0%**	**71,9%**	**73,2%**
Actifs ayant un emploi	61,3%	62,0%	63,2%
chômeurs	9,7%	9,9%	10,0%
Inactifs en %	**29,0%**	**28,1%**	**26,8%**
Elèves étudiants stagiaires	8,2%	8,2%	8,0%
Retraités et pré-retraités	11,7%	11,5%	9,0%
Autres inactifs	9,1%	8,9%	9,7%

Sources : Insee RP2011 et RP2017, exploitations principales, géographie au 01/01/2020

EMPT1 population active, emploi et chômage



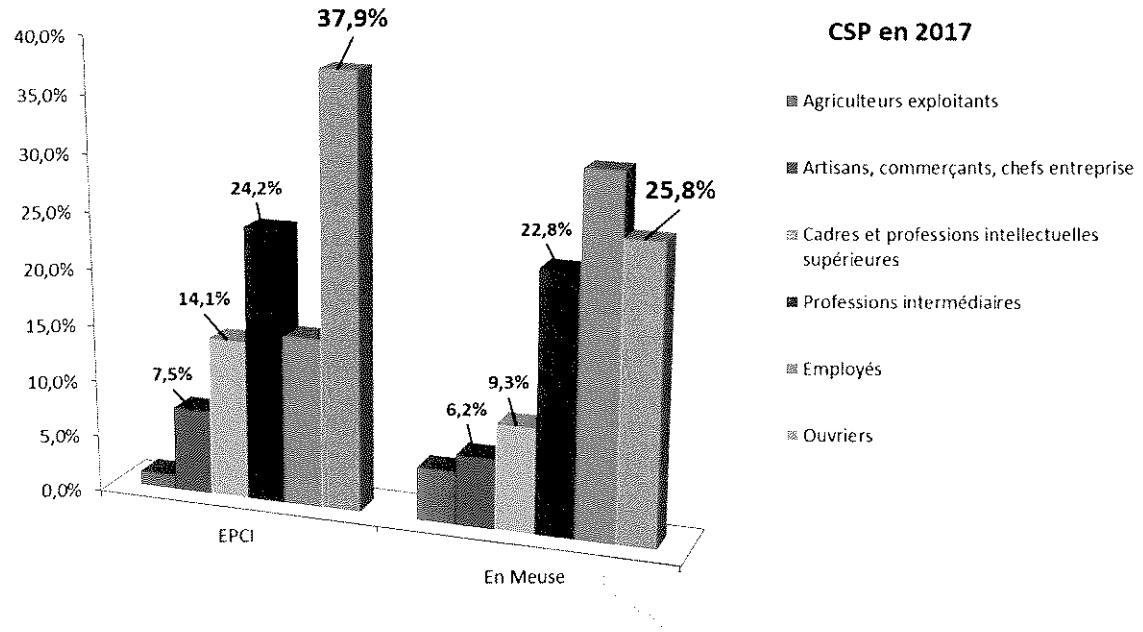
- **Population de 15 à 64 ans selon la catégorie socio-professionnelle**

La CSP ou catégorie socio-professionnelle regroupe les individus en classes définies par la situation d'activité et le cas échéant la profession. Les CSP ont été remplacées par les PCS (Professions et catégories sociales) en 1982, mais le terme reste très utilisé

Emplois par catégorie socioprofessionnelle
CA Meuse Grand Sud

	en 2011		en 2017		
	Nombre	%	Nombre	%	Evo. En %
Ensemble	8432		7823		
Agriculteurs exploitants	99	**1,2%**	100	**1,3%**	**1,0%**
Artisans, commerçants, chefs entreprise	535	**6,3%**	587	**7,5%**	**9,7%**
Cadres et professions intellectuelles supérieures	1094	**13,0%**	1105	**14,1%**	**1,0%**
Professions intermédiaires	1907	**22,6%**	1891	**24,2%**	**-0,8%**
Employés	1225	**14,5%**	1172	**15,0%**	**-4,3%**
Ouvriers	3572	**42,4%**	2968	**37,9%**	**-16,9%**

source : Insee RP 2011 (en géographie au 01/01/2012) et 2017 (en géographie au 01/01/2020)
EMP3 V2 emplois au lieu de travail / CSP



➥ LE CHÔMAGE (Insee 2011 // 2017)

Les chômeurs, au sens du recensement de la population, sont les personnes (de 15 ans ou plus) qui se sont déclarées chômeurs (inscrits ou non à Pôle Emploi) sauf si elles ont déclaré explicitement ne pas rechercher de travail, et d'autre part les personnes (âgées de 15 ans ou plus) qui ne se sont déclarées spontanément ni en emploi, ni en chômage, mais qui ont néanmoins déclaré rechercher un emploi.

- **Chômage (au sens du recensement) des 15 – 64 ans**

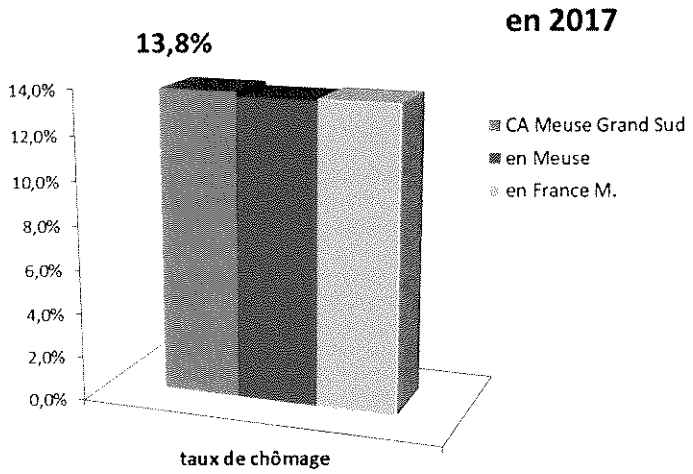
Les chômeurs au sens du recensement de la population sont :

- les personnes (de 15 ans ou plus) qui se sont déclarées chômeurs (inscrits ou non à Pôle Emploi) sauf si elles ont déclaré explicitement ne pas rechercher de travail,
- d'autre part les personnes (âgées de 15 ans ou plus) qui ne se sont déclarées spontanément ni en emploi, ni en chômage, mais qui ont néanmoins déclaré rechercher un emploi.

CA Meuse Grand Sud	CHÔMAGE (au sens du recensement) DES 15 - 64 ANS				
	en 2011	en 2017	Evo. EPCI	En Meuse en 2017	Evo. En Meuse
Nombre de chômeurs	**2190**	**2286**	**4,4%**		18,1%
taux de chômage en %	13,7%	13,8%	0,1%	13,6%	1,7%
taux de chômage des hommes en %	13,9%	14,5%	0,6%	12,9%	4,0%
taux de chômage des femmes en %	13,4%	13,1%	-0,3%	14,5%	-1,3%
Part des femmes parmi les chômeurs en %	47,5%	45,8%	-1,7%	49,5%	-7,3%

Sources : Insee RP2011 et RP2017, exploitations principales, géographie au 01/01/2020

EMP T4 population active emploi chômage



➥ LES FLUX DE MOBILITE, LES DEPLACEMENTS DOMICILE LIEUX DE TRAVAIL

La base Insee sur les flux de "migrations résidentielles" fournit, pour l'ensemble des communes (France métropolitaine et DOM), les effectifs correspondant aux croisements du lieu de résidence l'année N avec le lieu de résidence au 01/01/N-1, N étant l'année où la personne a été recensée.

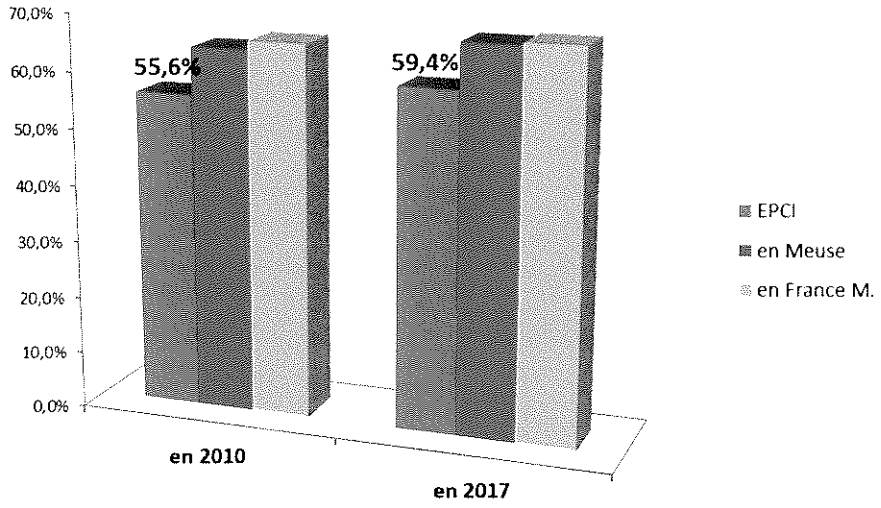
FLUX DE MOBILITE, DEPLACEMENTS DOMICILE LIEUX DE TRAVAIL

CA Meuse Grand Sud

Part des actifs travaillant en dehors de leur commune de résidence

	en 2010	en 2017	Evo.
EPCI	55,6%	59,4%	3,8%
	8400	*7955*	*-5,3%*
en Meuse	63,9%	67,3%	3,4%
en France M.	65,5%	67,8%	2,3%

Source : Insee RP flux de mobilité déplacements domicile travail



Part des actifs travaillant hors commune de résidence par commune, Insee RP 2010 // 2017

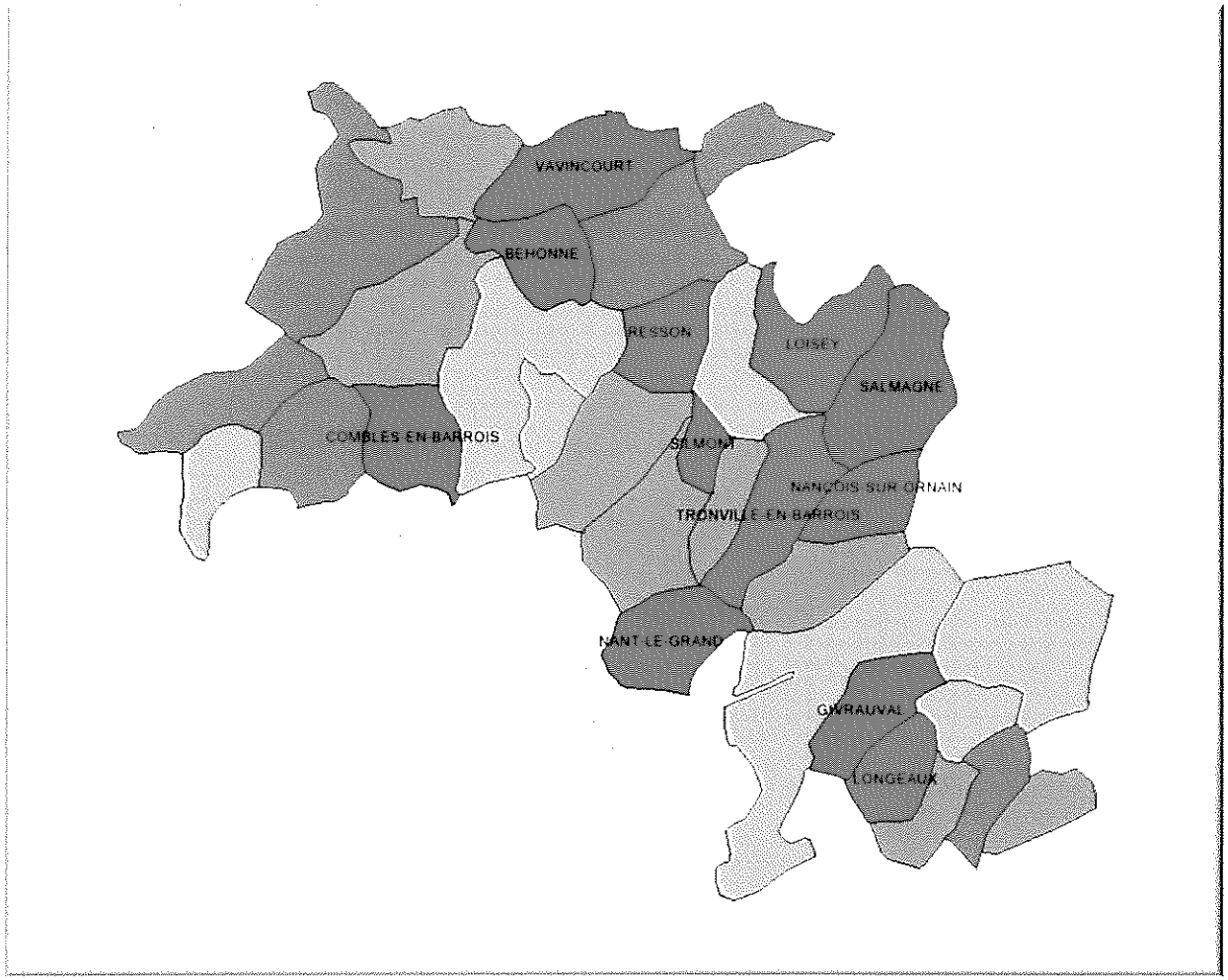
	Part des actifs travaillant en dehors de leur commune de résidence							
	CA Meuse Grand Sud	en 2010			en 2017			
	par communes	actifs hors	total actifs*	% actifs	actifs hors	total actifs*	% actifs	Evo.
55029	BAR-LE-DUC	2 225	6 420	34,7%	1 787	5 628	31,8%	-2,9%
55041	BEHONNE	272	288	94,4%	200	210	95,2%	0,8%
55049	BEUREY-SUR-SAULX	161	217	74,2%	124	144	86,1%	11,9%
55101	CHARDOGNE	92	119	77,3%	105	130	80,8%	3,5%
55120	COMBLES-EN-BARROIS	311	383	81,2%	325	345	94,2%	13,0%
55138	CULEY **			#DIV/0!	35	65	53,8%	#DIV/0!
55186	FAINS-VEEL	372	904	41,2%	621	782	79,4%	38,3%
55214	GIVRAUVAL	122	150	81,3%	123	128	96,1%	14,8%
55221	GUERPONT	153	153	100,0%	60	76	78,9%	-21,1%
55291	LIGNY-EN-BARROIS	803	1 594	50,4%	689	1 308	52,7%	2,3%
55298	LOISEY **	187	234	79,9%	110	125	88,0%	8,1%
55300	LONGEAUX	108	112	96,4%	91	101	90,1%	-6,3%
55302	LONGEVILLE-EN-BARROIS	440	548	80,3%	389	484	80,4%	0,1%
55332	MENAUCOURT	74	78	94,9%	65	85	76,5%	-18,4%
55358	CHANTERAINE	80	96	83,3%	64	83	77,1%	-6,2%
55366	VAL-D'ORNAIN	344	439	78,4%	350	415	84,3%	6,0%
55369	NAIVES-ROSIERES	340	385	88,3%	309	369	83,7%	-4,6%
55370	NAIX-AUX-FORGES	66	87	75,9%	95	110	86,4%	10,5%
55372	NANCOIS-SUR-ORNAIN	148	164	90,2%	168	188	89,4%	-0,9%
55373	NANT-LE-GRAND	16	32	50,0%	24	24	100,0%	50,0%
55376	NANTOIS	44	44	100,0%	45	55	81,8%	-18,2%
55426	RESSON	184	208	88,5%	156	171	91,2%	2,8%
55435	ROBERT-ESPAGNE	262	294	89,1%	242	310	78,1%	-11,1%
55446	RUMONT	48	48	100,0%	43	52	82,7%	-17,3%
55452	SAINT-AMAND-SUR-ORNAIN	34	38	89,5%	19	24	79,2%	-10,3%
55466	SALMAGNE	116	124	93,5%	118	128	92,2%	-1,4%
55476	SAVONNIERES-DEVANT-BAR	160	211	75,8%	171	217	78,8%	3,0%
55488	SILMONT	80	92	87,0%	34	39	87,2%	0,2%
55504	TANNOIS	162	178	91,0%	132	163	81,0%	-10,0%
55514	TREMONT-SUR-SAULX	219	260	84,2%	200	235	85,1%	0,9%
55519	TRONVILLE-EN-BARROIS	474	592	80,1%	579	664	87,2%	7,1%
55541	VAVINCOURT	220	253	87,0%	213	217	98,2%	11,2%
55543	VELAINES	281	358	78,5%	269	328	82,0%	3,5%
	TOTAL EPCI	**8 598**	**15 103**	**56,9%**	**7 955**	**13 403**	**59,4%**	**2,4%**

Source : Insee RP flux de mobilité déplacements domicile travail 2010 et 2017

* actifs de 15 ans ou + ayant un emploi

** les 2 communes sont analysées de manière distincte en 2017

- Cartographie de la part d'actifs travaillant hors commune de résidence, par communes, INSEE 2017



Part des actifs travaillant hors communes de résidence
Source : INSEE RP 2017 flux déplacements domicile travail

- 92,2 à 100%
- 87,2 à <92,2%
- 82,7 à <87,2%
- 78,9 à <82,7%
- 31,8 à <78,9%

PROGRAMMES TERRITORIAUX, AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET DU CADRE DE VIE

➥ LES ZONES DE REVITALISATION RURALES (Observatoire des Territoires)

Les zones de revitalisation rurale (ZRR) visent à aider le développement des territoires ruraux principalement à travers des mesures fiscales et sociales. Des mesures spécifiques en faveur du développement économique s'y appliquent. L'objectif est de concentrer les mesures d'aide de l'état au bénéfice des entreprises créatrices d'emplois dans les zones rurales les moins peuplées et les plus touchées par le déclin démographique et économique.

Elles ont été créées par la loi d'Orientation pour l'Aménagement et le Développement du Territoire (LOADT) du 4 février 1995.

La réforme des ZRR votée en loi de finances rectificative pour 2015 (article 1465A du code général des impôts), a simplifié les critères de classement des territoires pris en compte. Les critères sont désormais examinés à l'échelon intercommunal et entrainent le classement de l'ensemble des communes de l'EPCI.

Pour être classé en ZRR au 1er juillet 2017, l'EPCI doit avoir à la fois :

- Une densité de population inférieure ou égale à la médiane des densités par EPCI ;
- Un revenu fiscal par unité de consommation médian inférieur ou égal à la médiane des revenus fiscaux médians.

La loi de finances pour 2018 a créé une nouvelle condition de classement en ZRR, relative à la baisse de population au niveau de l'EPCI depuis 40 ans.

Le classement des communes en ZRR est valable jusqu'au 31 décembre 2020. Les communes précédemment classées en ZRR et qui ne le sont plus bénéficient du maintien des effets du classement en ZRR jusqu'au 30 juin 2020 :

- Pour les communes de montagne en application de la loi de modernisation de développement et de protection des territoires de montagne du 28 décembre 2016 ;
- pour les autres communes en application de la loi de finances pour 2018.

Les arrêtes de classement sont les arrêtés du 16 mars et du 22 février 2018.

La liste des communes classées en ZRR au 22 février 2018 est consultable sur le site de l'Observatoire des territoires http://www.observatoire-des-territoires.gouv.fr/observatoire-des-territoires/fr/zones-de-revitalisation-rurale-zrr.

Classement en ZRR en 2014 et mouvement 2014 / 2018

Champ : France entière

Géographie : Communes, au 1er janvier 2017

Source : CGET, arrêté du 16 mars 2017 modifié par l'arrêté du 22 février 2018

com17	nom_com	ZRR_2014	ZRR_2017	ZRR_2018
55029	Bar-le-Duc	Non classée	Non classée	Non classée
55041	Behonne	Classée	Non classée	Sortante maintien bénéfices du classement
55049	Beurey-sur-Saulx	Non classée	Non classée	Non classée
55101	Chardogne	Classée	Non classée	Sortante maintien bénéfices du classement
55120	Combles-en-Barrois	Non classée	Non classée	Non classée
55138	Culey	Non classée	Non classée	Non classée
55186	Fains-Véel	Non classée	Non classée	Non classée
55214	Givrauval	Non classée	Non classée	Non classée
55221	Guerpont	Non classée	Non classée	Non classée
55291	Ligny-en-Barrois	Non classée	Non classée	Non classée
55298	Loisey	Non classée	Non classée	Non classée
55300	Longeaux	Non classée	Non classée	Non classée
55302	Longeville-en-Barrois	Non classée	Non classée	Non classée
55332	Menaucourt	Non classée	Non classée	Non classée
55358	Chanteraine	Non classée	Non classée	Non classée
55366	Val-d'Ornain	Non classée	Non classée	Non classée
55369	Naives-Rosières	Classée	Non classée	Sortante maintien bénéfices du classement
55370	Naix-aux-Forges	Non classée	Non classée	Non classée
55372	Nançois-sur-Ornain	Non classée	Non classée	Non classée
55373	Nant-le-Grand	Non classée	Non classée	Non classée
55376	Nantois	Non classée	Non classée	Non classée
55426	Resson	Classée	Non classée	Sortante maintien bénéfices du classement
55435	Robert-Espagne	Non classée	Non classée	Non classée
55446	Rumont	Classée	Non classée	Sortante maintien bénéfices du classement
55452	Saint-Amand-sur-Ornain	Non classée	Non classée	Non classée
55466	Salmagne	Non classée	Non classée	Non classée
55476	Savonnières-devant-Bar	Non classée	Non classée	Non classée
55488	Silmont	Non classée	Non classée	Non classée
55504	Tannois	Non classée	Non classée	Non classée
55514	Trémont-sur-Saulx	Non classée	Non classée	Non classée
55519	Tronville-en-Barrois	Non classée	Non classée	Non classée
55541	Vavincourt	Classée	Non classée	Sortante maintien bénéfices du classement
55543	Velaines	Non classée	Non classée	Non classée

DONNEES ALLOCATAIRES CAF

➥ ALLOCATAIRES, PERSONNES COUVERTES et TAUX DE COUVERTURE CAF 2014 // 2019

L'allocataire CAF est le responsable du dossier CAF bénéficiant de droit versable au 31/12 de l'année concernée.

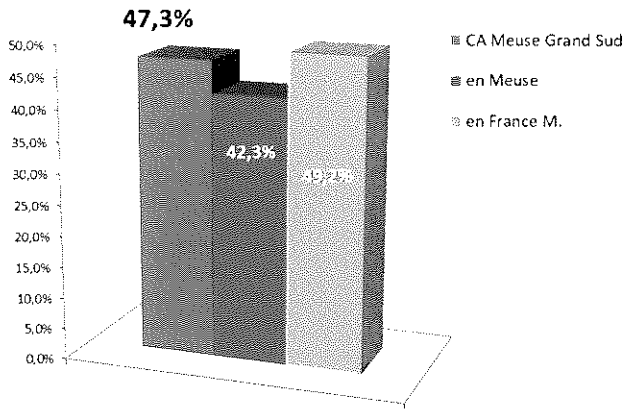
Le taux de couverture est le rapport entre les personnes couvertes par la CAF (le responsable du dossier, son conjoint éventuel, le(s) enfant(s) et/ou autre(s) personne(s) à charge au sens de la législation des prestations familiales en vigueur) et la population totale.

	CA Meuse Grand Sud	en 2014			en 2019			
NIVGEO	NOMNIVGE	TOTALL	PERSCOUV	Taux de couverture	TOTALL	PERSCOUV	Taux de couverture	
55029	Bar-le-Duc	3 797	7 657	49,6%	4 049	7 437	54,4%	57,0%
55041	Behonne	51	174	29,3%	49	158	31,0%	0,7%
55049	Beurey-sur-Saulx	57	167	34,1%	54	126	42,9%	0,8%
55101	Chardogne	34	119	28,6%	32	85	37,6%	0,5%
55120	Combles-en-Barrois	83	273	30,4%	84	242	34,7%	1,2%
55138	Culey*	0	0	#DIV/0!	13	37	35,1%	0,2%
55186	Fains-Véel	270	723	37,3%	321	756	42,5%	4,5%
55214	Givrauval	34	138	24,6%	30	81	37,0%	0,4%
55221	Guerpont	31	96	32,3%	32	96	33,3%	0,5%
55291	Ligny-en-Barrois	816	1 884	43,3%	899	1 885	47,7%	12,6%
55298	Loisey*	48	171	28,1%	43	126	34,1%	0,6%
55300	Longeaux	33	107	30,8%	36	103	35,0%	0,5%
55302	Longeville-en-Barrois	146	430	34,0%	171	416	41,1%	2,4%
55332	Menaucourt	30	93	32,3%	33	89	37,1%	0,5%
55358	Chanteraine	16	44	36,4%	18	51	35,3%	0,3%
55366	Val-d'Ornain	121	399	30,3%	138	386	35,8%	1,9%
55369	Naives-Rosières	98	315	31,1%	110	300	36,7%	1,5%
55370	Naix-aux-Forges	28	93	30,1%	33	89	37,1%	0,5%
55372	Nançois-sur-Ornain	40	128	31,3%	48	144	33,3%	0,7%
55373	Nant-le-Grand	13	46	28,3%	14	39	35,9%	0,2%
55376	Nantois	12	33	36,4%	10	21	47,6%	0,1%
55426	Resson	44	147	29,9%	54	145	37,2%	0,8%
55435	Robert-Espagne	131	394	33,2%	141	349	40,4%	2,0%
55446	Rumont	13	46	28,3%	18	44	40,9%	0,3%
55452	Saint-Amand-sur-Ornain	7	14	50,0%	10	22	45,5%	0,1%
55466	Salmagne	38	114	33,3%	36	95	37,9%	0,5%
55476	Savonnières-devant-Bar	57	194	29,4%	55	138	39,9%	0,8%
55488	Silmont	18	53	34,0%	18	41	43,9%	0,3%
55504	Tannois	48	177	27,1%	48	151	31,8%	0,7%
55514	Trémont-sur-Saulx	73	261	28,0%	84	269	31,2%	1,2%
55519	Tronville-en-Barrois	212	599	35,4%	243	559	43,5%	3,4%
55541	Vavincourt	62	210	29,5%	80	246	32,5%	1,1%
55543	Velaines	94	329	28,6%	104	311	33,4%	1,5%
	TOTAL EPCI	**6 555**	**15 628**	**41,9%**	**7 108**	**15 037**	**47,3%**	100,0%

Source : CAF BCA

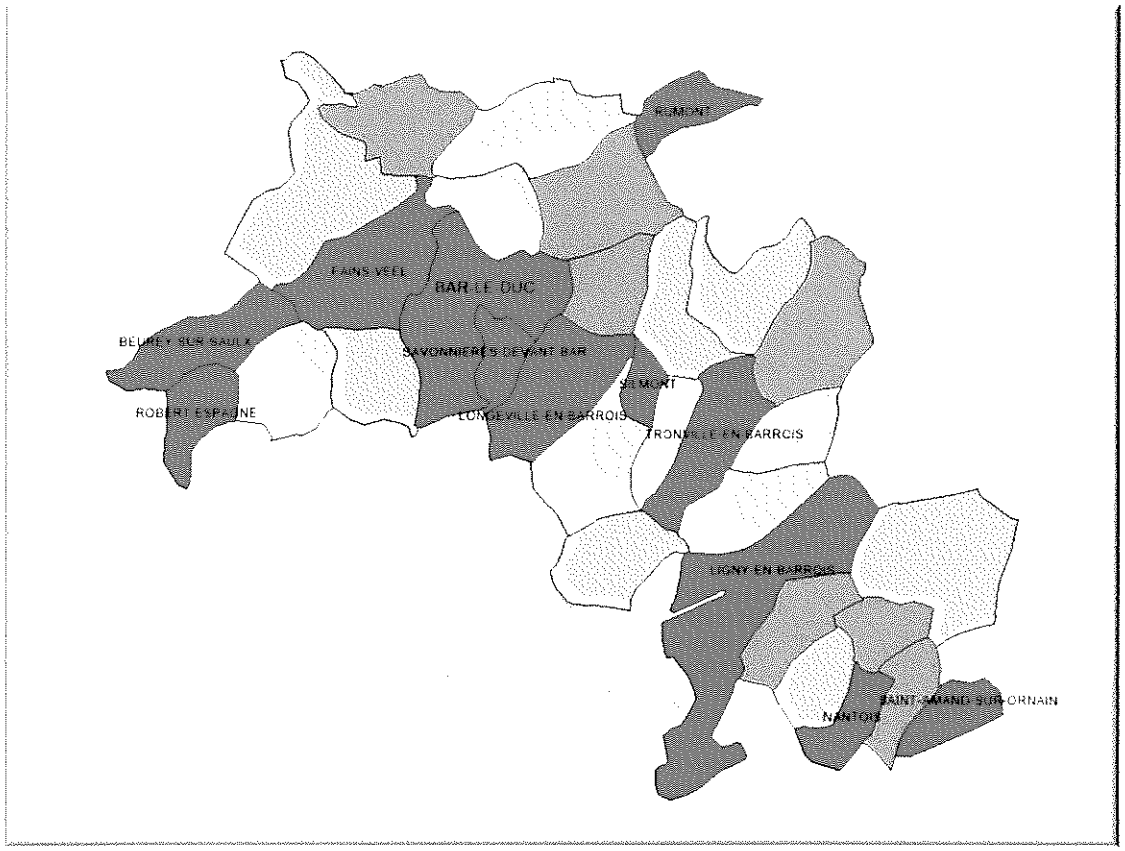
<5 données masquées conformément à la réglementation CNIL en vigueur

* communes regroupées en 2018



Taux de couverture CAF (2019)

- Cartographie : taux de personnes couvertes par la CAF, par commune, en 2019



Taux de couverture CAF
Source : CAF55 8CA 2019

- 45,5 à 54,4%
- 39,9 à <45,5%
- 36,7 à <39,9%
- 34,1 à <36,7%
- 31 à <34,1%

➥ LES REVENUS DES ALLOCATAIRES CAF 2014//2019

- **Allocataires à bas revenus, taux EPCI**

Les allocataires à bas revenus disposent d'un revenu mensuel inférieur au seuil de bas revenus soit 1.052 € mensuels en 2017.

Sont exclus du calcul par convention car ne bénéficiant pas de revenus propres ou bénéficiant de revenus spécifiques, les étudiants, les personnes âgées de plus de 65 ans, les allocataires hors régime général (allocataires du champ de référence).

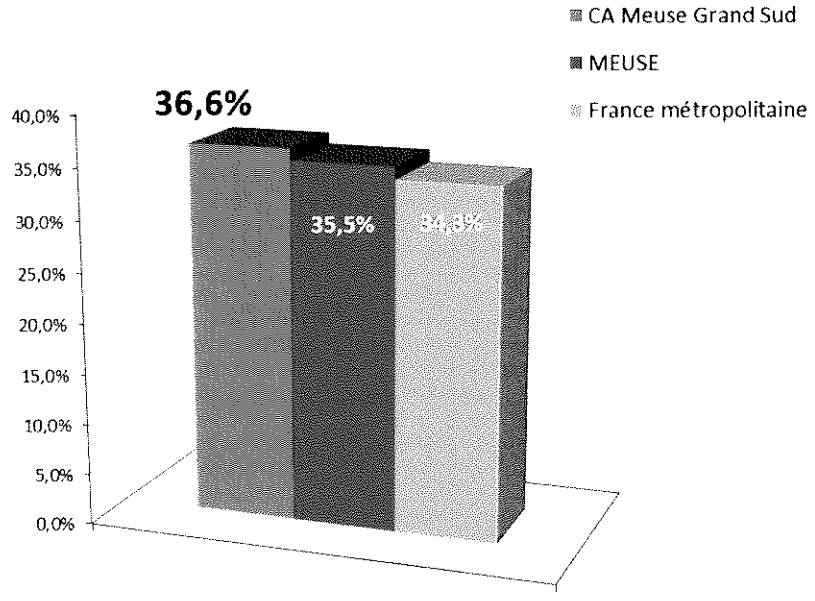
ALLOCATAIRES A BAS REVENUS

CA Meuse Grand Sud	en 2014	en 2019
Allocataires à bas revenus	2527	2289
Allocataires champ référence*	5672	6254
Taux allocataires CAF à bas revenus	**44,6%**	**36,6%**

source : CAF BCA

* allocataires hors étudiants, personnes > 65 ans, allocataires hors régime général

Source : CAF BCA



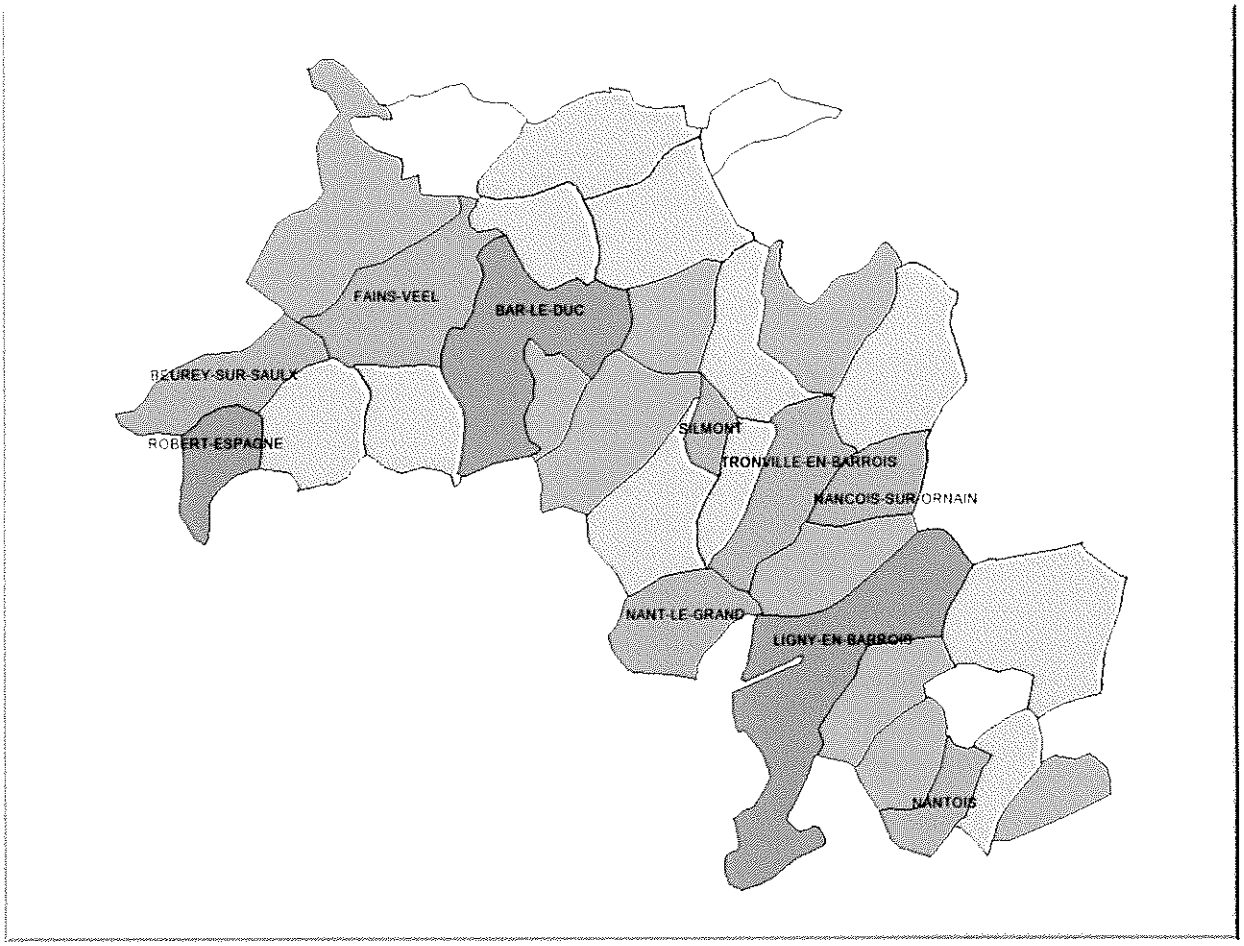
Allocataires à bas revenus en 2019

- Répartition des allocataires CAF à bas revenu par communes, en 2019

	Part des allocataires CAF à bas revenu en 2019	
NIVGEO	NOMNIVGE	Taux Bas revenu
55029	Bar-le-Duc	44,1%
55041	Behonne	14,3%
55049	Beurey-sur-Saulx	32,7%
55101	Chardogne	6,5%
55120	Combles-en-Barrois	13,4%
55138	Culey*	15,4%
55186	Fains-Véel	28,8%
55214	Givrauval	23,3%
55221	Guerpont	16,7%
55291	Ligny-en-Barrois	41,0%
55298	Loisey*	22,0%
55300	Longeaux	20,0%
55302	Longeville-en-Barrois	20,6%
55332	Menaucourt	9,1%
55358	Chanteraine	16,7%
55366	Val-d'Ornain	18,9%
55369	Naives-Rosières	16,0%
55370	Naix-aux-Forges	18,2%
55372	Nançois-sur-Ornain	27,7%
55373	Nant-le-Grand	30,8%
55376	Nantois	33,3%
55426	Resson	20,0%
55435	Robert-Espagne	37,3%
55446	Rumont	5,6%
55452	Saint-Amand-sur-Ornain	20,0%
55466	Salmagne	17,6%
55476	Savonnières-devant-Bar	22,2%
55488	Silmont	27,8%
55504	Tannois	14,9%
55514	Trémont-sur-Saulx	18,1%
55519	Tronville-en-Barrois	27,9%
55541	Vavincourt	17,5%
55543	Velaines	20,0%
	TOTAL EPCI	**36,6%**

Source : CAF BCA

- Cartographie : part des allocataires CAF à bas revenu par communes, en 2019



- **Répartition des allocataires selon le SMIC**

Les allocataires sont répartis ici selon les ressources brutes perçues en fonction du montant du SMIC mensuel net de l'année de ressources concernées, soit 1173,60€ au 01/01/2018 (pour 35h/semaine, 151,67h/mois, après déduction de la CSG et CRDS), prestations CAF incluses.

Répartition sur 5 tranches de revenus : moins de 50% d'un SMIC, de 50 à 75% d'un SMIC, de 75% à 1 SMIC, de 1 à 1,5 SMIC, plus de 1,5 SMIC.

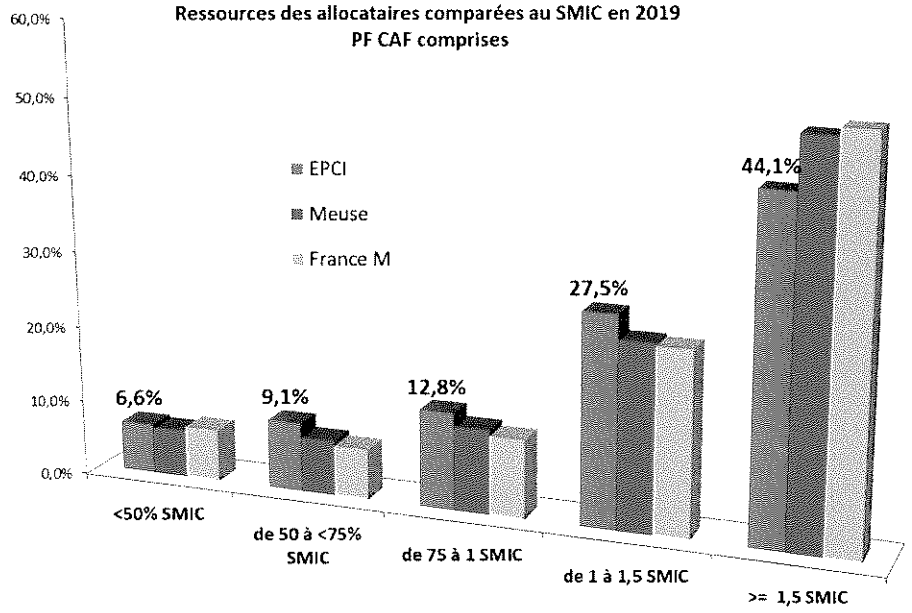
CA Meuse Grand Sud

Répartition des allocataires selon leurs ressources mensuelles comparées au SMIC*

PF CAF incluses**		**en 2014**	**en 2019**
Tranche 1	**resmens >=0 et < 0,5 SMIC**	7,6%	6,6%
Tranche 2	**resmens >=0,5 et < 0,75 SMIC**	14,6%	9,1%
Tranche 3	**resmens >=0,75 et < 1 SMIC**	14,0%	12,8%
Tranche 4	**resmens >=1 et < 1,5 SMIC**	20,9%	27,5%
Tranche 5	**resmens >=1,5 et < 999999 SMIC**	42,8%	44,1%
		100%	**100%**

** prestations d'entretien, de logement, de revenu garanti et complément (minima sociaux, allocations différentielles

sources : CAF BCA - 999999 = revenus annuels non communiqués



- **Répartition des revenus, évolution du taux d'imposition (Insee 2012/2017, FILOSOFI fichier localisé social et fiscal, DGFIP, CNAF, CNAV, CCMSA)**

Le dispositif FiLoSoFi (Fichier Localisé Social et Fiscal) produit un ensemble d'indicateurs sur les revenus déclarés avant redistribution d'une part et sur les revenus disponibles après redistribution et imputation de revenus financiers non déclarés d'autre part, à l'échelle communale, supra-communale et infra-communale :

- indicateurs usuels d'analyse de la distribution des revenus (nombres, quartiles, déciles, médiane, etc. des revenus par unité de consommation) sur l'ensemble de la population ainsi que sur des sous-populations,
- taux de pauvreté monétaire,
- indicateurs de structure des revenus.

CA Meuse Grand Sud	DECOMPOSITION DES REVENUS DISPONIBLES			
	en 2012	**en 2017**	**en Meuse 2017**	**en France M. en 2017**
Revenus d'activité	**66,1%**	**65,2%**	**64,6%**	**73,6%**
dont salaires, traitements et chômage	60,7%	57,8%	56,3%	64,9%
dont revenus des activités non salariées	5,4%	4,7%	5,5%	5,5%
Pensions, retraites et rentes	**32,2%**	**36,9%**	**33,1%**	**28,4%**
Revenus du Patrimoine	**11,7%**	**7,5%**	**10,2%**	**9,8%**
Ensemble des prestations sociales	**5,4%**	**5,7%**	**5,8%**	**5,5%**
dont prestations familiales	2,0%	1,8%	2,2%	2,1%
dont minima sociaux	1,8%	2,4%	2,2%	2,0%
dont prestations logements	1,6%	1,5%	1,4%	1,4%
Evolution taux d'imposition*	**-15,4%**	**-15,3%**	**-13,7%**	**-17,3%**

source : Insee - DGFIP - CNAF - CNAV - CcMsa, fichiers fiscalisé social et fiscal Filosofi

champ : ménages fiscaux - hors communautés et sans abris

*taux d'imposition : part des ménages fiscaux imposés

REV T2 décomposition des revenus disponibles sur l'année

➥ PAUVRETE, PRECARITE ET MINIMA SOCIAUX

• Taux de Pauvreté INSEE, 2012/2017

Le taux de pauvreté correspond à la proportion d'individus (ou de ménages) dont le niveau de vie est inférieur pour une année donnée à un seuil dénommé seuil de pauvreté (exprimé en euros). L'Insee, comme Eurostat et les autres pays européens, mesure la pauvreté monétaire de manière relative alors que d'autres pays (comme les États-Unis ou l'Australie) ont une approche absolue.

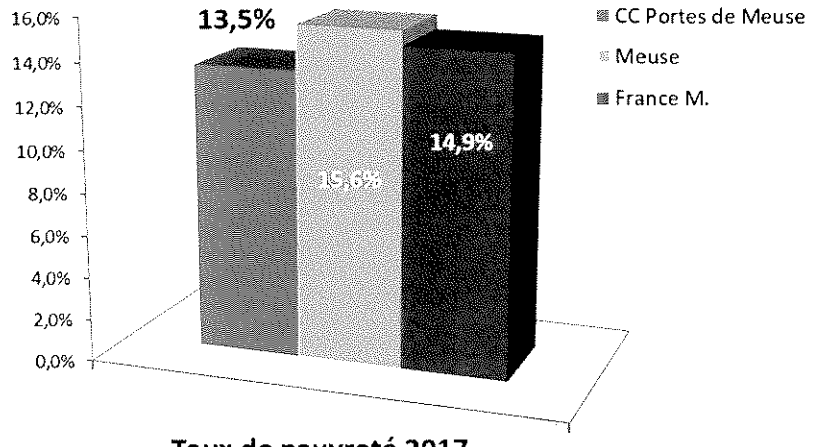
Dans l'approche en termes relatifs, le seuil de pauvreté est déterminé par rapport à la distribution des niveaux de vie de l'ensemble de la population. On privilégie en Europe le seuil de 60 % du niveau de vie médian.

	TAUX DE PAUVRETE INSEE		
	en 2012	en 2017	Evo.
CA Meuse Grand Sud	**14,2%**	**13,5%**	**-0,7%**
Meuse	15,2%	15,1%	-0,1%
France M.	14,3%	14,5%	0,2%

source : Insee - DGFIP - CNAF - CNAV - CcMsa, fichiers fiscalisé social et fiscal Filosofi

champ : ménages fiscaux - hors communautés et sans abris

REV G1 taux de pauvreté



Taux de pauvreté 2017

- **Bénéficiaires de minima sociaux CAF, 2014//2019**

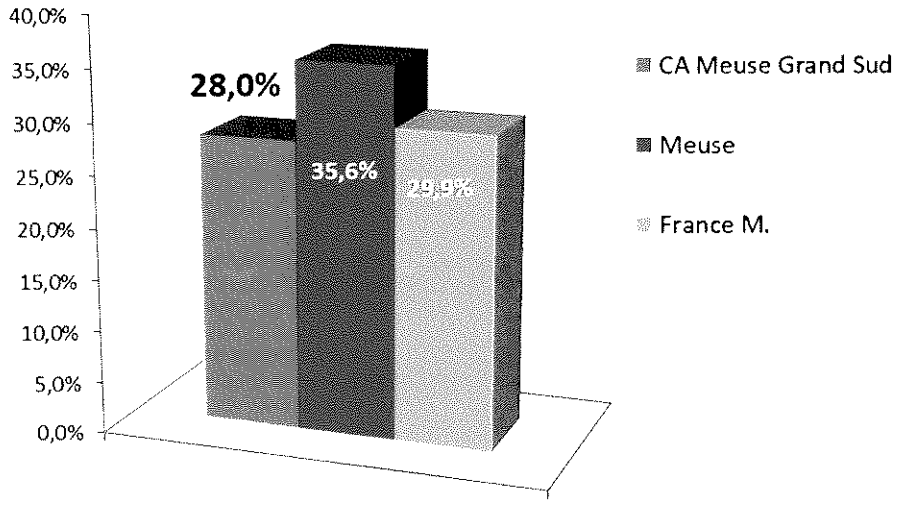
Sont concernés les bénéficiaires du RSA (revenu de solidarité active) et de l'AAH (allocation adulte handicapé). La prime d'activité (PPA) est exclue sachant qu'elle n'est en place que depuis 2016. Avant 2016 un RSA activité était versé, il est exclu également, seuls sont pris en compte ici les bénéficiaires de RSA de droit commun, y compris RSA jeune et majoré.

Sont exclus dans cette analyse le RSA activité et la prime d'activité qui l'a remplacé à compter du 1er janvier 2016. Ces prestations ne sont pas considérées comme des minima sociaux mais comme des compléments des revenus. L'objectif est d'inciter le bénéficiaire à reprendre un emploi. Elles complètent les ressources des travailleurs aux revenus modestes et améliorent leur pouvoir d'achat. La prime d'activité a pris le relais fin 2015 du RSA activité et de la PPE (prime pour l'emploi) versée par les CAF et par l'Etat pour les salariés proches du SMIC.

CA Meuse Grand Sud	MINIMA SOCIAUX CAF		
	en 2014	**en 2019**	**Evo.**
Bénéficiaires minima sociaux	**2005**	**1991**	**-0,7%**
dont RSA (droit commun)	1465	989	-32,5%
dont AAH	961	1004	4,5%
Part des minima sociaux*	**30,6%**	**28,0%**	**-2,6%**

source : CAF BCA

* allocataires bénéficiaires minima sociaux CAF / total allocataires



Part des minima sociaux CAF en 2019

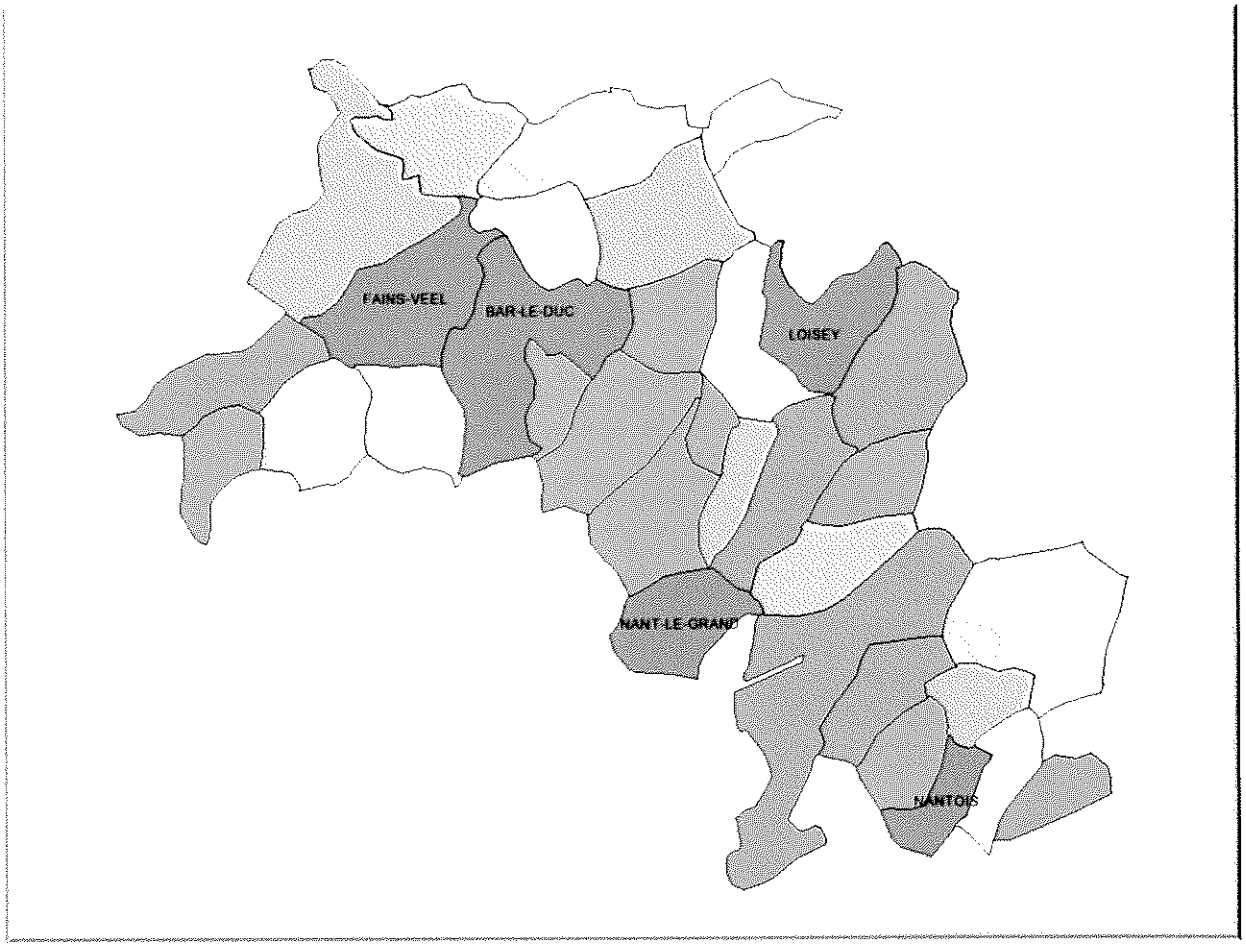
- Localisation et répartition bénéficiaires de minima sociaux CAF par communes, en 2019

	Taux de bénéficiaires de minima sociaux CAF en 2019			
NIVGEO	NOMNIVGE	ALLMISOC	TOTALL	Taux min soc
55029	Bar-le-Duc	1 386	4 049	34,2%
55041	Behonne	<5	49	8,2%
55049	Beurey-sur-Saulx	13	54	24,1%
55101	Chardogne	0	32	0,0%
55120	Combles-en-Barrois	8	84	9,5%
55138	Culey	<5	13	7,7%
55186	Fains-Véel	91	321	28,3%
55214	Givrauval	6	30	20,0%
55221	Guerpont	<5	32	12,5%
55291	Ligny-en-Barrois	232	899	25,8%
55298	Loisey	12	43	27,9%
55300	Longeaux	6	36	16,7%
55302	Longeville-en-Barrois	29	171	17,0%
55332	Menaucourt	<5	33	12,1%
55358	Chanteraine	<5	18	5,6%
55366	Val-d'Ornain	16	138	11,6%
55369	Naives-Rosières	14	110	12,7%
55370	Naix-aux-Forges	<5	33	6,1%
55372	Nançois-sur-Ornain	8	48	16,7%
55373	Nant-le-Grand	6	14	42,9%
55376	Nantois	<5	10	30,0%
55426	Resson	8	54	14,8%
55435	Robert-Espagne	26	141	18,4%
55446	Rumont	<5	18	5,6%
55452	Saint-Amand-sur-Ornain	<5	10	20,0%
55466	Salmagne	9	36	25,0%
55476	Savonnières-devant-Bar	8	55	14,5%
55488	Silmont	<5	18	16,7%
55504	Tannois	7	48	14,6%
55514	Trémont-sur-Saulx	7	84	8,3%
55519	Tronville-en-Barrois	52	243	21,4%
55541	Vavincourt	6	80	7,5%
55543	Velaines	16	104	15,4%
	TOTAL EPCI	**1 991**	**7 108**	**28,0%**

Source : CAF BCA

<5 données masquées conformément à la réglementation CNIL en vigueur

- Cartographie : part des bénéficiaires de minima sociaux CAF par communes, en 2019



Taux de bénéficiaires de minima sociaux
Source ; CAF55 BCA 2019

- 27,9 à 43%
- 20 à <27,9%
- 14,5 à <20%
- 11,6 à <14,5%
- 5,6 à <11,6%

- **Bénéficiaires de la prime d'activité, 2016//2019**

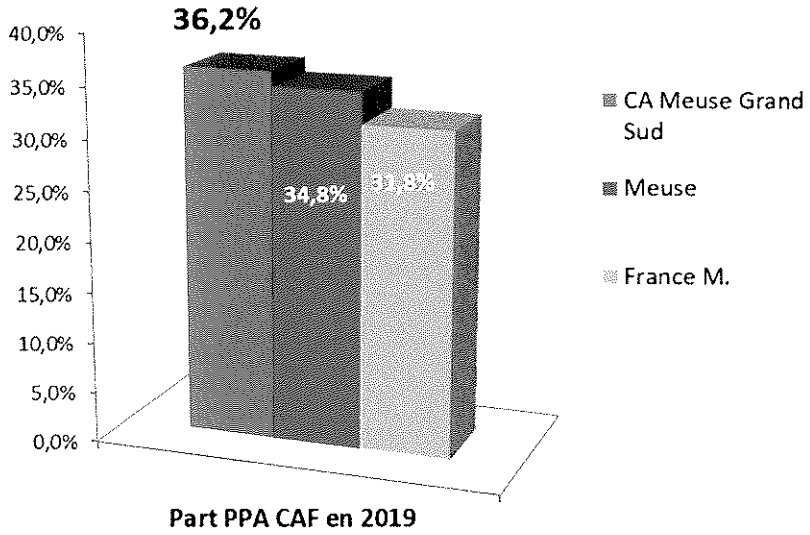
La Prime d'Activité complète les revenus d'activité professionnelle pour les personnes allocataires de la CAF qui exerce une activité professionnelle (salariée ou indépendante) ou qui sont indemnisées au titre du chômage partiel ou technique

La Prime d'Activité n'est donc pas un minima social mais un complément de revenu pour les personnes aux ressources modestes.

Elle est versée par les CAF (ou les MSA) depuis 01/2016.

CA Meuse Grand Sud	PPA CAF		
	en 2016	**en 2019**	**Evo.**
Bénéficiaires Prime d'Activité	1609	2574	**60,0%**
Part / total allocataires	**23,7%**	**36,2%**	**12,5%**
Part alloc. en Meuse	*22,6%*	*34,8%*	*38,6%*
Part alloc. en France M.	*19,8%*	*31,8%*	*43,4%*

source : CAF BCA



Part PPA CAF en 2019

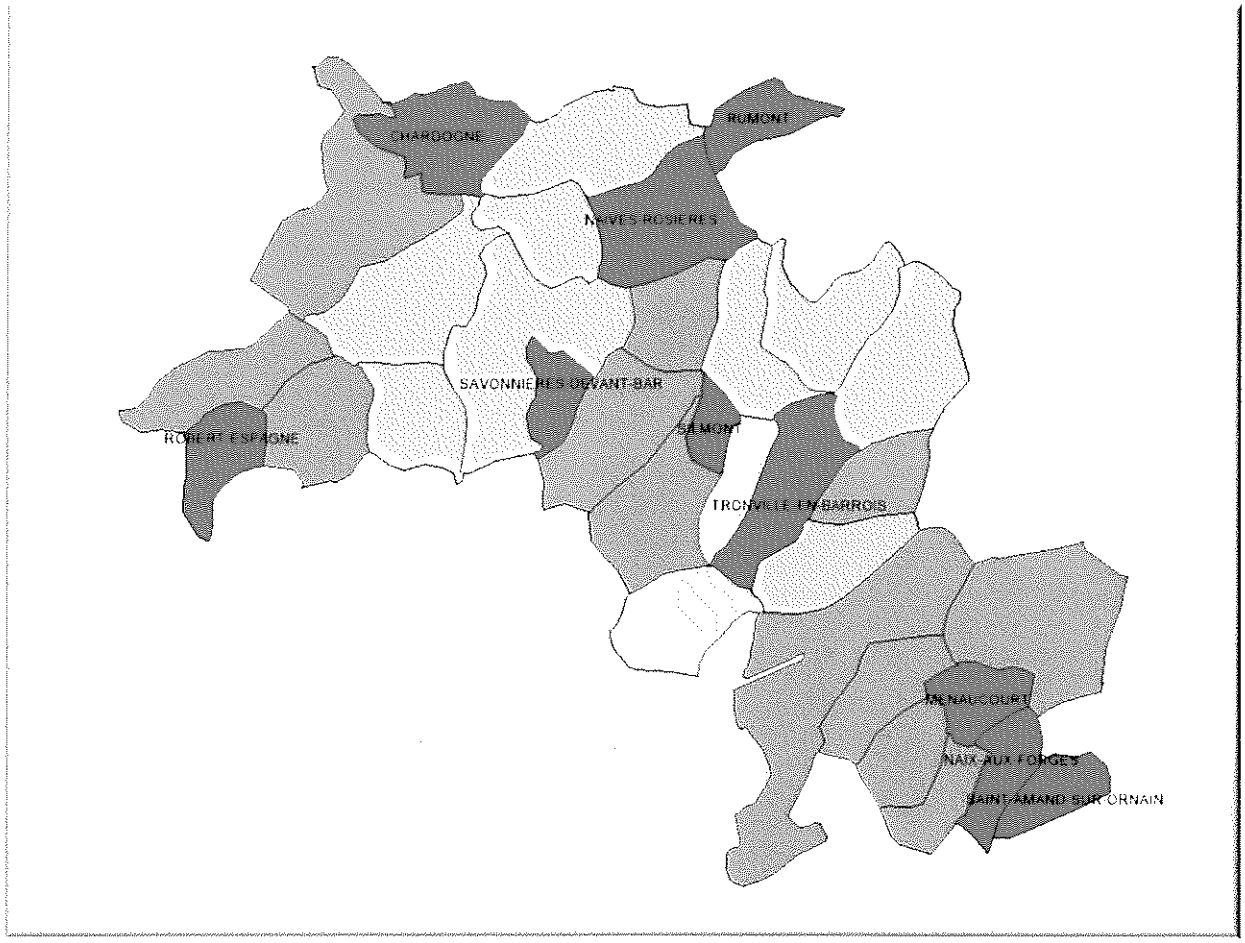
- **Localisation et répartition des bénéficiaires de la Prime d'Activité CAF par communes, en 2019**

	Taux de bénéficiaires de PPA CAF en 2019			
NIVGEO	NOMNIVGE	ALLPPA	TOTALL	Taux PPA
55029	Bar-le-Duc	1 393	4 049	34,4%
55041	Behonne	14	49	28,6%
55049	Beurey-sur-Saulx	22	54	40,7%
55101	Chardogne	14	32	43,8%
55120	Combles-en-Barrois	29	84	34,5%
55138	Culey	<5	13	30,8%
55186	Fains-Véel	103	321	32,1%
55214	Givrauval	12	30	40,0%
55221	Guerpont	7	32	21,9%
55291	Ligny-en-Barrois	355	899	39,5%
55298	Loisey	14	43	32,6%
55300	Longeaux	14	36	38,9%
55302	Longeville-en-Barrois	69	171	40,4%
55332	Menaucourt	14	33	42,4%
55358	Chanteraine	7	18	38,9%
55366	Val-d'Ornain	57	138	41,3%
55369	Naives-Rosières	49	110	44,5%
55370	Naix-aux-Forges	17	33	51,5%
55372	Nançois-sur-Ornain	18	48	37,5%
55373	Nant-le-Grand	<5	14	14,3%
55376	Nantois	<5	10	40,0%
55426	Resson	22	54	40,7%
55435	Robert-Espagne	61	141	43,3%
55446	Rumont	9	18	50,0%
55452	Saint-Amand-sur-Ornain	5	10	50,0%
55466	Salmagne	11	36	30,6%
55476	Savonnières-devant-Bar	23	55	41,8%
55488	Silmont	11	18	61,1%
55504	Tannois	18	48	37,5%
55514	Trémont-sur-Saulx	31	84	36,9%
55519	Tronville-en-Barrois	113	243	46,5%
55541	Vavincourt	22	80	27,5%
55543	Velaines	30	104	28,8%
	TOTAL EPCI	**2 574**	**7 108**	**36,2%**

Source : CAF BCA

<5 données masquées conformément à la réglementation CNIL en vigueur

- Cartographie : part des bénéficiaires de la Prime d'Activité CAF par communes, en 2019



Taux de bénéficiaires PPA
Source : CAF55 BCA 2019

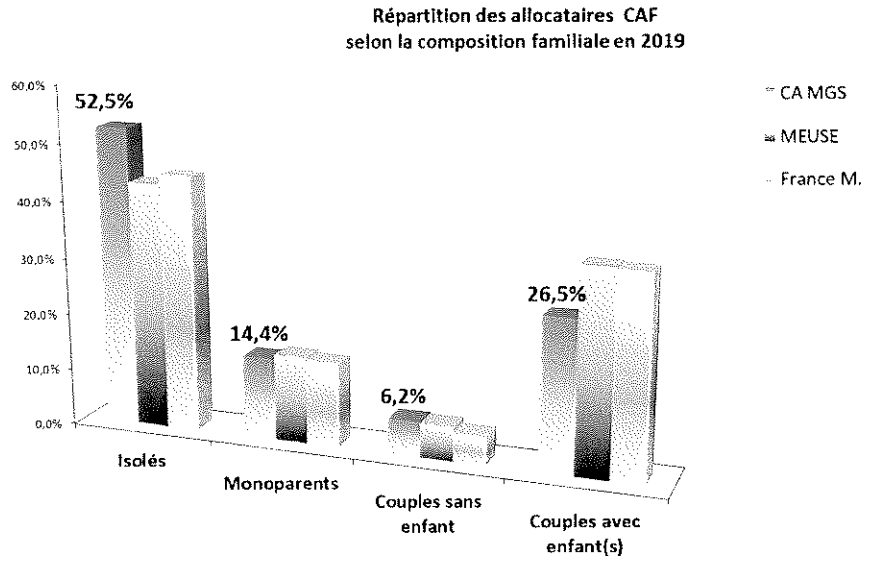
- 50 à 61,1%
- 41,8 à 50%
- 36,9 à <41,8%
- 27,5 à <36,9%
- 14,3 à <27,5%

➥ LES ALLOCATAIRES CAF SELON LA COMPOSITION FAMILIALE, 2014//2019

COMPOSITION FAMILIALE ALLOCATAIRES CAF

CA Meuse Gran Sud	en 2014	en 2019	Evo. EPCI
Isolés	**2875**	**3729**	**29,7%**
Monoparents	**1004**	**1021**	**1,7%**
dont monoparents femmes	*894*	*898*	*0,4%*
dont monoparents hommes	*110*	*123*	*11,8%*
Couples sans enfant	**421**	**438**	**4,0%**
Couples avec enfant(s)	**2255**	**1881**	**-16,6%**
dont 1 enfant	*519*	*450*	*-13,3%*
dont 2 enfants	*1163*	*955*	*-17,9%*
dont 3 enfants	*447*	*369*	*-17,4%*
dont 4 enfants	*126*	*107*	*-15,1%*
TOTAL allocataires	**6555**	**7108**	**8,4%**

source : CAF BCA



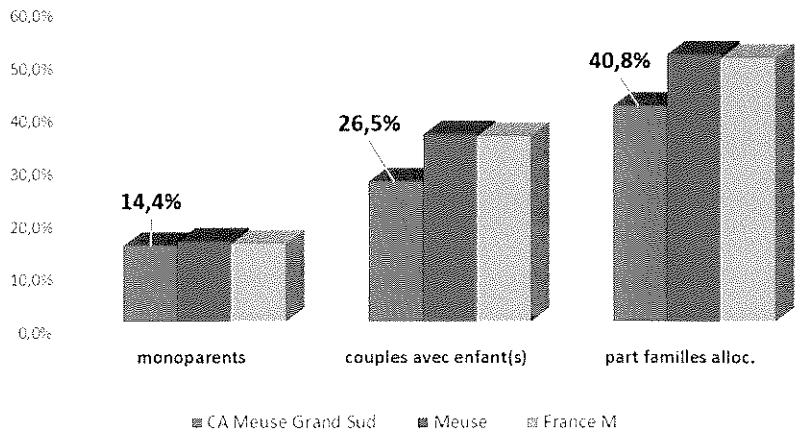
➥ LES FAMILLES ALLOCATAIRES CAF, 2014/2019

- Répartition des allocataires avec enfant(s) à charge selon le nombre d'enfants

FAMILLES ALLOCATAIRES CAF

	en 2014	en 2019	Evo. EPCI
Monoparents	**1004**	**1021**	**1,7%**
1 enfant	*517*	*550*	*6,4%*
2 enfants	*347*	*342*	*-1,4%*
3 enfants	*105*	*87*	*-17,1%*
4 enfants	*35*	*42*	*20,0%*
Couples	**2255**	**1881**	**-16,6%**
1 enfant	*519*	*450*	*-13,3%*
2 enfants	*1163*	*955*	*-17,9%*
3 enfants	*447*	*369*	*-17,4%*
4 enfants	*126*	*107*	*-15,1%*
Part allocataires	**49,7%**	**40,8%**	**-17,9%**

source : CAF BCA



- Part des familles CAF par communes, en 2019

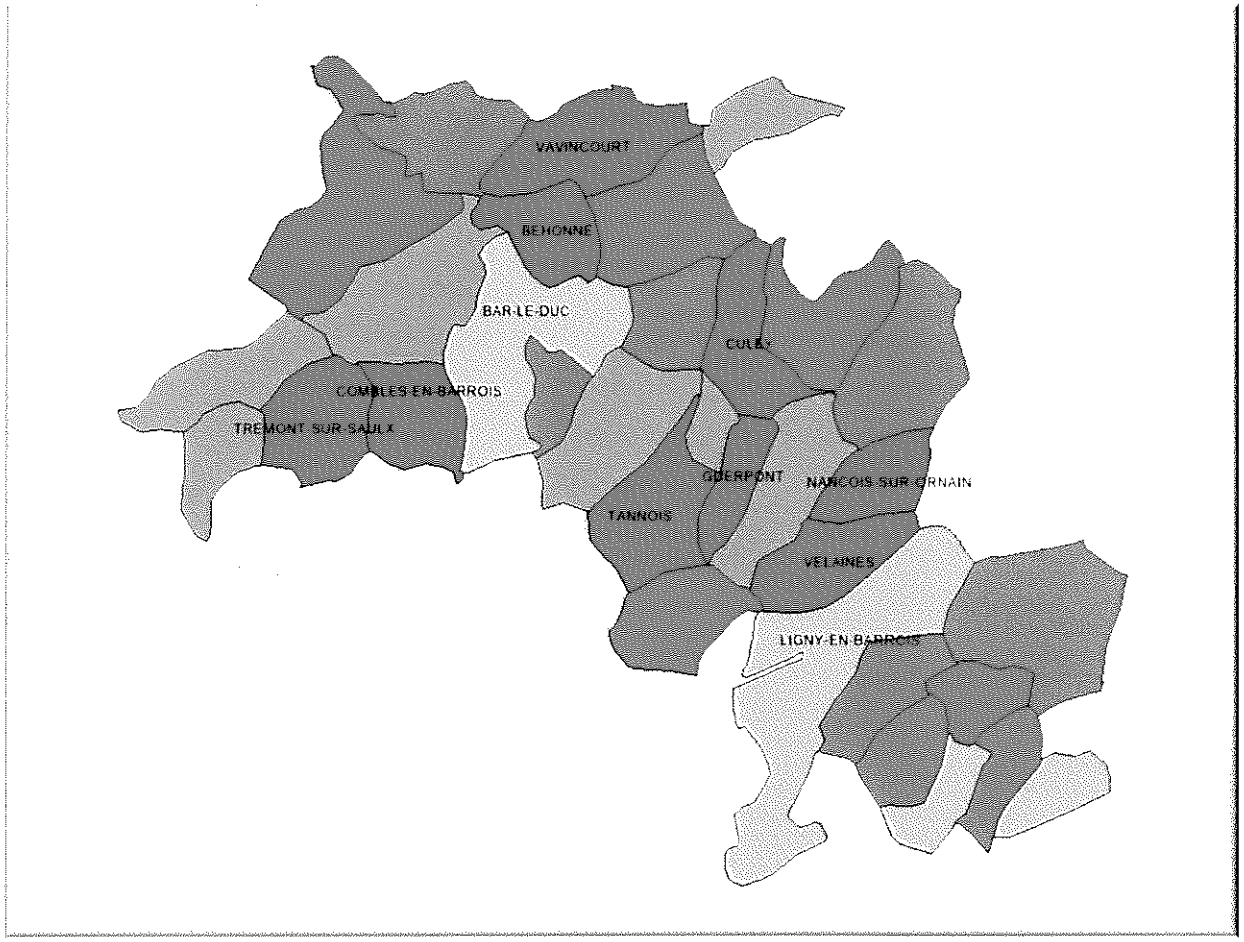
	Part des familles allocataires avec enfants en 2019				
NIVGEO	NOMNIVGE	Familles allocataires*	TOTALL	% familles	% monoparents
55029	BAR LE DUC	1258	4049	31,1%	14,0%
55041	BEHONNE	38	49	77,6%	12,2%
55049	BEUREY SUR SAULX	26	54	48,1%	13,0%
55101	CHARDOGNE	19	32	59,4%	9,4%
55120	COMBLES EN BARROIS	58	84	69,0%	11,9%
55138	CULEY	9	13	69,2%	15,4%
55186	FAINS VEEL	161	321	50,2%	15,6%
55214	GIVRAUVAL	17	30	56,7%	10,0%
55221	GUERPONT	22	32	68,8%	6,3%
55291	LIGNY EN BARROIS	368	899	40,9%	16,9%
55298	LOISEY	27	43	62,8%	9,3%
55300	LONGEAUX	21	36	58,3%	8,3%
55302	LONGEVILLE EN BARROIS	93	171	54,4%	17,5%
55332	MENAUCOURT	21	33	63,6%	12,1%
55358	CHANTERAINE	11	18	61,1%	5,6%
55366	VAL D ORNAIN	89	138	64,5%	16,7%
55369	NAIVES ROSIERES	69	110	62,7%	15,5%
55370	NAIX AUX FORGES	19	33	57,6%	12,1%
55372	NANCOIS SUR ORNAIN	35	48	72,9%	12,5%
55373	NANT LE GRAND	9	14	64,3%	21,4%
55376	NANTOIS	<5	10	30,0%	10,0%
55426	RESSON	33	54	61,1%	13,0%
55435	ROBERT ESPAGNE	74	141	52,5%	13,5%
55446	RUMONT	9	18	50,0%	5,6%
55452	SAINT AMAND SUR ORNAIN	<5	10	40,0%	0,0%
55466	SALMAGNE	22	36	61,1%	8,3%
55476	SAVONNIERES DEVANT BAR	33	55	60,0%	21,8%
55488	SILMONT	9	18	50,0%	11,1%
55504	TANNOIS	33	48	68,8%	10,4%
55514	TREMONT SUR SAULX	58	84	69,0%	9,5%
55519	TRONVILLE EN BARROIS	121	243	49,8%	18,9%
55541	VAVINCOURT	60	80	75,0%	13,8%
55543	VELAINES	73	104	70,2%	10,6%
	TOTAL EPCI	**2902**	**7108**	**40,8%**	**14,4%**

Source : CAF BCA

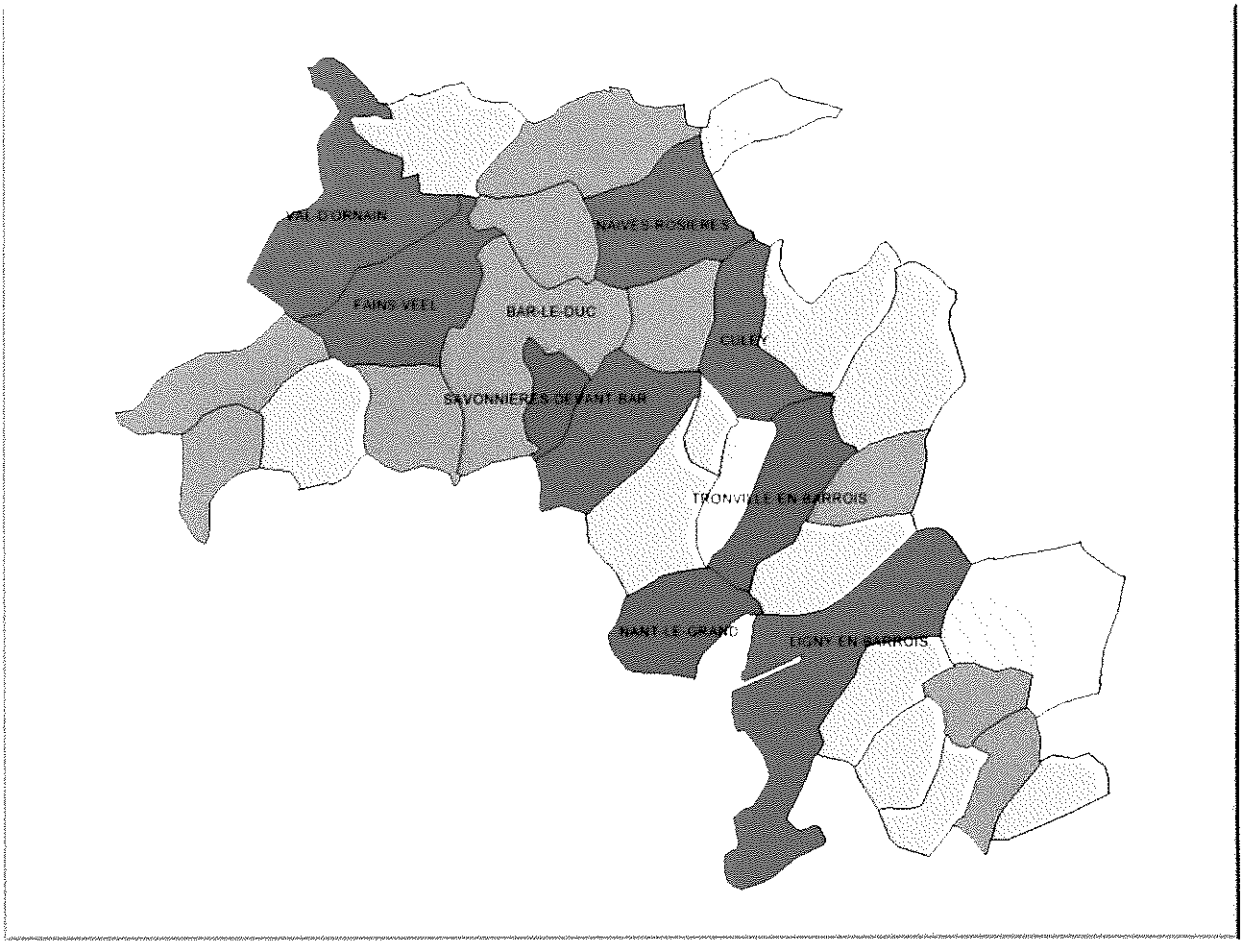
** avec au moins un enfant à charge au sens de la réglementation PF en vigueur, né au 31.12*

données <5 masquées conformément à la réglementation CNIL en vigueur

- Cartographie : part des familles CAF par communes, en 2019



- Cartographie : part des monoparents CAF par communes, en 2019



Part monoparents
Source : CAF55 BCA 2019

- 18,9 à 21,8%
- 15,4 à <18,9%
- 11,9 à <15,4%
- 8,3 à <11,9%
- 5,6 à <8,3%

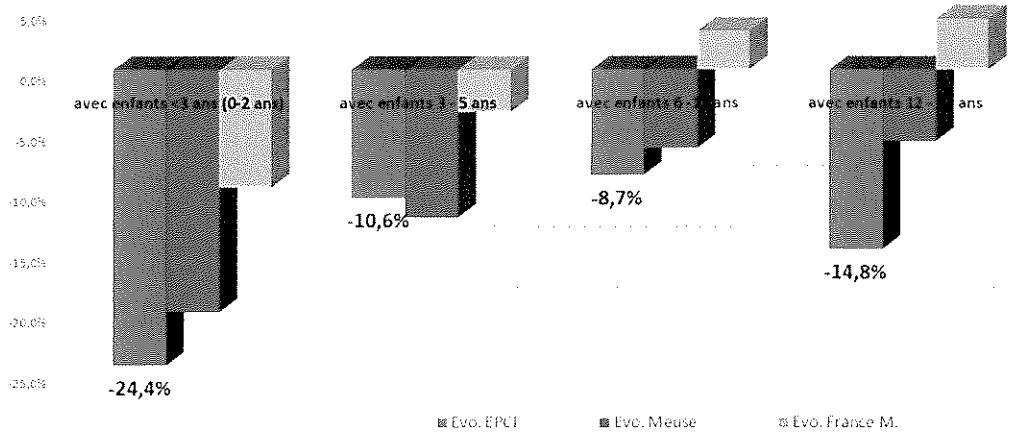
- Répartition des familles allocataires CAF selon l'âge des enfants à charge, évolution 2019//2014

CA Meuse Grand Sud	FAMILLES ALLOCATAIRES selon l'âge des enfants*				
	en 2014	en 2019	Evo. EPCI	Evo. Meuse	Evo. France M.
avec enfants <3 ans (0-2 ans)	854	646	-24,4%	-20,0%	-9,7%
avec enfants 3 - 5 ans	793	709	-10,6%	-12,2%	-3,5%
avec enfants 6 -11 ans	1481	1352	-8,7%	-6,5%	3,2%
avec enfants 12 - 17 ans	1900	1619	-14,8%	-5,9%	4,2%

Source : CAF BCA

** avec au moins un enfant à charge au sens de la réglementation PF en vigueur, né au 31.12*

Evolution familles allocataires CAF selon l'âge des enfants 2019//2014



- **Cartographie des communes ayant connu une stabilité ou progression des familles allocataires CAF, 2019//2014**



Communes connaissant une progression des familles CAF
Source : CAF55 BCA 2014//2019

A relativiser par la faible taille des effectifs sur certaines commune (effectifs < à 100).

➥ LES NAISSANCES (Insee 2010, 2014 et 2019)

Les statistiques annuelles concernant les naissances domiciliées sont dressées à partir des bulletins statistiques de l'état civil, établis par les maires, au moment et dans la commune où ont lieu les naissances. Mais à partir du moment où l'événement est domicilié, il s'agit du lieu du domicile de la mère.

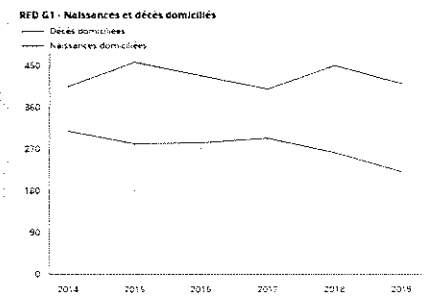
- **Evolution 2010/2019**

	NAISSANCES DOMICILIEES			
	en 2010	**en 2014**	**en 2019**	**Evo.**
CA Meuse Grand Sud	351	309	221	-37,0%
dont Bar-le-Duc	*182*	*140*	*97*	*-46,7%*
dont Ligny en Barrois	*41*	*37*	*32*	*-22,0%*
dont Fains Veel	*8*	*16*	*12*	*50,0%*
dont Tronville en Barrois	*17*	*14*	*10*	*-41,2%*
en Meuse				5,7%
en France M.				-10,4%

Source : Insee Etat Civil

Evolution à tendance « courte » 2014//2019 V

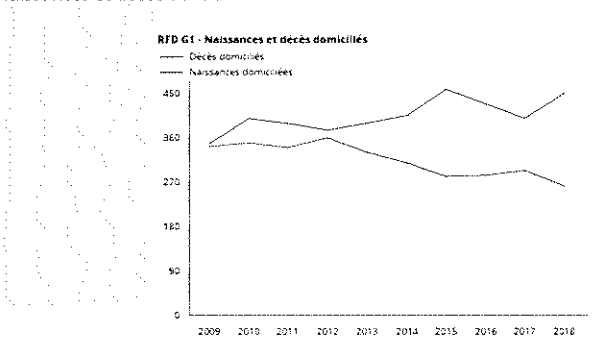
RFD G1 - Naissances et décès domiciliés



Source : Insee, statistiques de l'état civil en géographie au 01/01/2020.

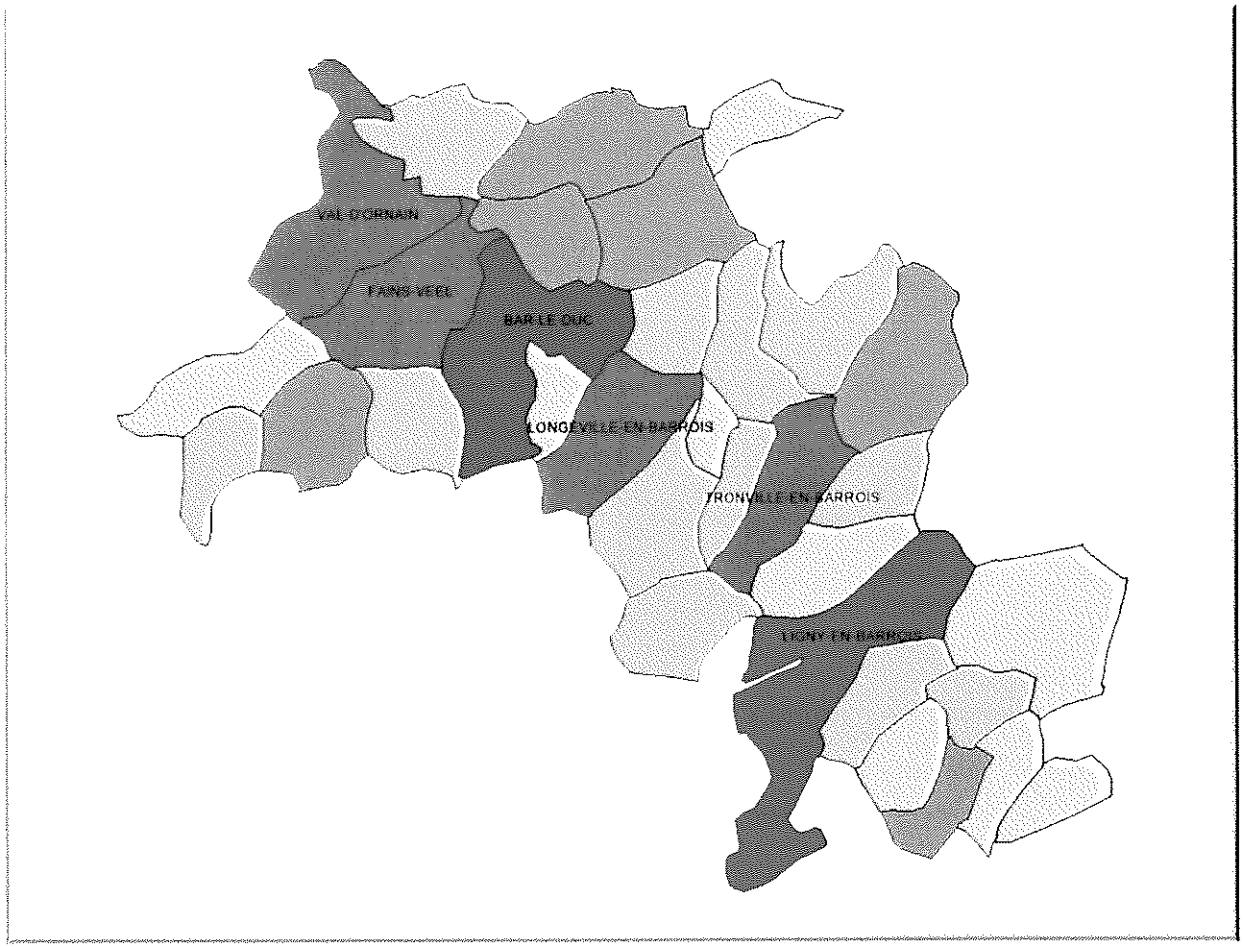
Evolution à tendance « longue » 2009 // 2018 V

RFD G1 - Naissances et décès domiciliés



Source : Insee, statistiques de l'état civil en géographie au 01/01/2019.

Cartographie : naissances par commune en 2019, Insee Etat Civil



Naissances par commune
Source : Insee Etat Civil 2019

- 97 naissances
- 32
- 7 à 12
- 4 à 6
- 1 naissance

➥ LES ENFANTS ALLOCATAIRES CAF (« à charge », au sens de la législation des prestations familiales)

Pour la CAF, il n'est pas nécessaire d'avoir un lien de parenté direct avec un enfant pour le déclarer comme étant à charge. Un enfant à charge au sens des prestations familiales est un enfant dont l'allocataire responsable du dossier a la responsabilité affective et éducative. Si l'allocataire n'assume pas concrètement et de manière permanente les frais liés au logement, à la nourriture ou encore à l'éducation de l'enfant, la CAF ne considérera pas cet enfant comme étant « à sa charge ».

D'autres critères liés à l'âge de l'enfant, à son lieu de résidence et aux rémunérations potentielles qu'il perçoit entrent en compte pour savoir si l'enfant peut être considéré comme étant à votre charge.

Si l'enfant a un emploi, un stage ou un job d'été, ses revenus ne doivent pas dépasser 55 % du SMIC.

De même, si l'enfant bénéficie des allocations CAF en son nom propre (avec son propre numéro d'allocataire), l'allocataire auquel l'enfant est rattaché ne peut pas demander de prestations familiales liées à cet enfant, ces aides n'étant pas cumulables.

En fonction de l'âge de l'enfant, certaines conditions sont également à respecter :

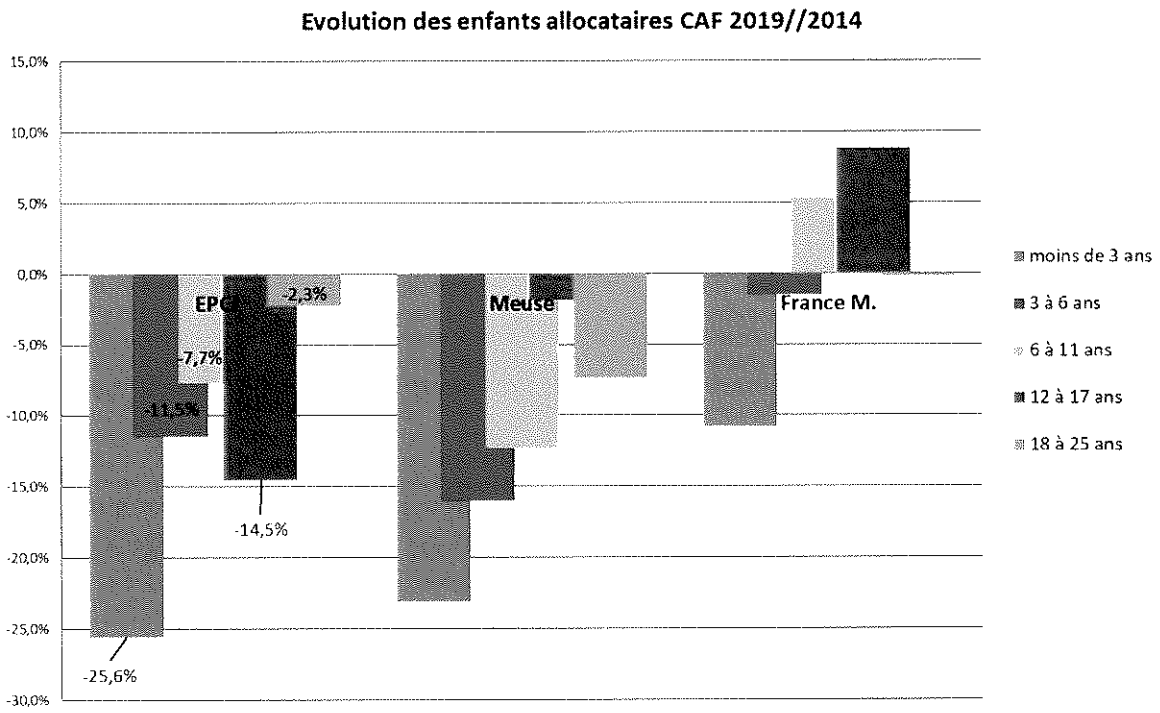
- de la naissance jusqu'aux 6 ans de l'enfant : il doit être à la charge du parent sans aucune autre condition exigée.
- de 6 ans à 15 ans : l'enfant doit remplir *l'obligation scolaire* (qui permet également de percevoir l'allocation de rentrée scolaire).
- de 16 ans à 20 ans : la rémunération mensuelle nette de l'enfant est prise en compte et ne doit pas excéder 907,19€ (2018)
- de 20 ans à 21 ans (en métropole) : si la rémunération de l'enfant n'excède pas 918,35€ nette mensuelle, l'allocataire auquel il est rattaché peut bénéficier du *complément familial* et des *aides au jusqu'au jour précédent son 21ème anniversaire.*
- Les personnes bénéficiaires du RSA peuvent déclarer un enfant à charge à la CAF *jusqu'à ses 25 ans*, dans le respect des conditions énumérées ci-dessus.

• Enfants à charge CAF, par tranche d'âge, 2014//2019

	ENFANTS A CHARGE (CAF)				
	en 2014	**en 2019**	**Evo. EPCI**	**Evo. En Meuse**	**Evo. En France M.**
moins de 3 ans	926	689	-25,6%	-23,1%	-10,8%
3 à 5 ans	872	772	-11,5%	-16,0%	-1,5%
6 à 11 ans	1922	1774	-7,7%	-12,3%	5,4%
12 à 17 ans	2138	1828	-14,5%	-1,9%	8,8%
18 à 25 ans	576	563	-2,3%	-7,4%	-0,2%
TOTAL	**6434**	**5626**	**-12,6%**	**-11,3%**	**2,0%**

définition : enfants à charge au sens des PF en vigueur

Source : CAF BCA


Evolution des enfants allocataires CAF 2019//2014
15,0%
10,0%
5,0%
0,0%
-5,0%
-10,0%
-15,0%
-20,0%
-25,0%
-30,0%
-25,6%
-11,5%
-7,7%
-14,5%
-2,3%
Meuse
France M.
moins de 3 ans
3 à 6 ans
6 à 11 ans
12 à 17 ans
18 à 25 ans

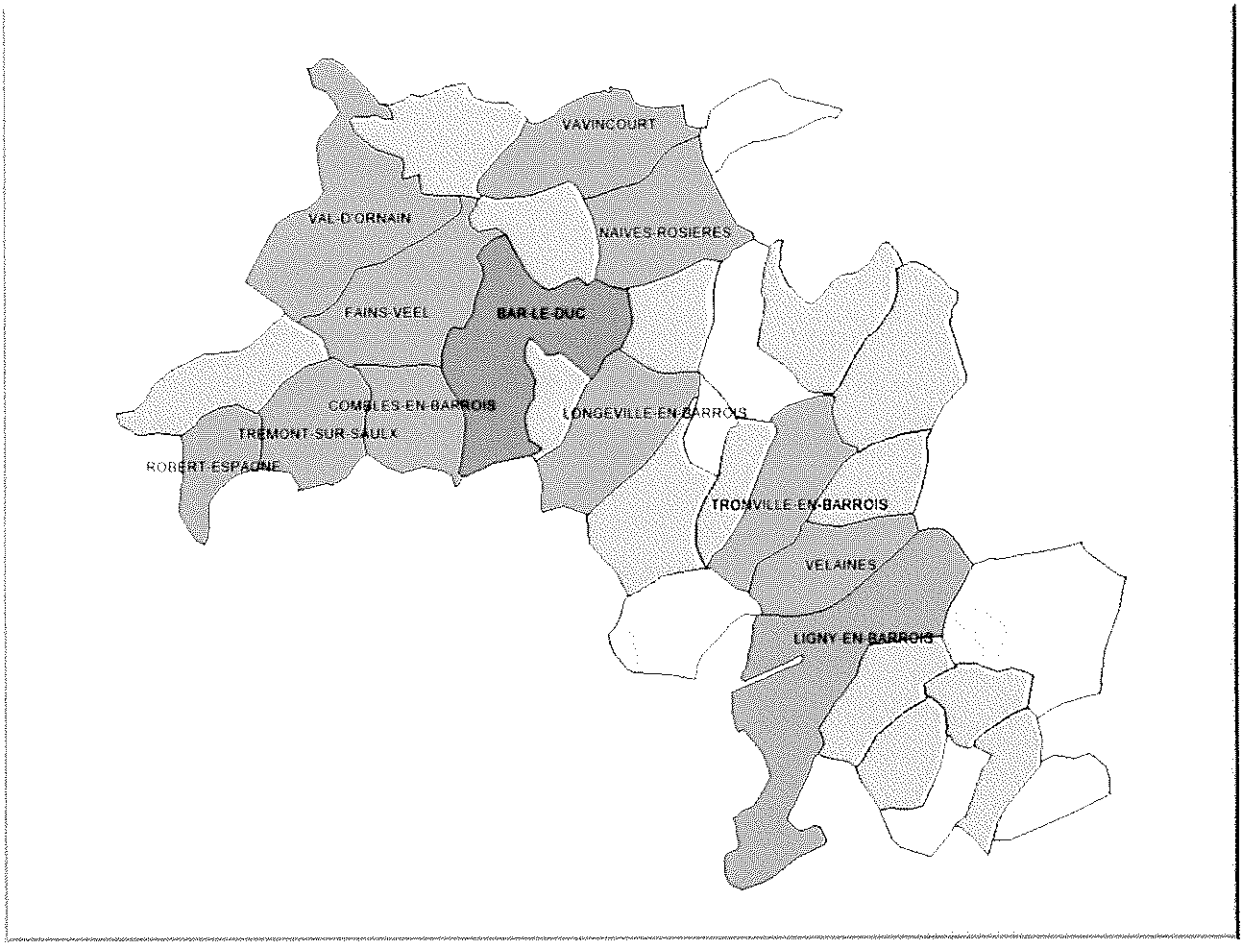
- Localisation des enfants CAF et MSA de moins de 18 ans par commune, en 2019

	Enfants allocataires <18 ans en 2019		
NIVGEO	NOMNIVGE	CAF	
55029	BAR LE DUC	2172	42,9%
55041	BEHONNE	66	1,3%
55049	BEUREY SUR SAULX	45	0,9%
55101	CHARDOGNE	33	0,7%
55120	COMBLES EN BARROIS	99	2,0%
55138	CULEY	13	0,3%
55186	FAINS VEEL	282	5,6%
55214	GIVRAUVAL	33	0,7%
55221	GUERPONT	39	0,8%
55291	LIGNY EN BARROIS	634	12,5%
55298	LOISEY	56	1,1%
55300	LONGEAUX	37	0,7%
55302	LONGEVILLE EN BARROIS	161	3,2%
55332	MENAUCOURT	33	0,7%
55358	CHANTERAINE	21	0,4%
55366	VAL D ORNAIN	157	3,1%
55369	NAIVES ROSIERES	117	2,3%
55370	NAIX AUX FORGES	37	0,7%
55372	NANCOIS SUR ORNAIN	59	1,2%
55373	NANT LE GRAND	19	0,4%
55376	NANTOIS	6	0,1%
55426	RESSON	61	1,2%
55435	ROBERT ESPAGNE	133	2,6%
55446	RUMONT	18	0,4%
55452	SAINT AMAND SUR ORNAIN	6	0,1%
55466	SALMAGNE	34	0,7%
55476	SAVONNIERES DEVANT BAR	50	1,0%
55488	SILMONT	15	0,3%
55504	TANNOIS	67	1,3%
55514	TREMONT SUR SAULX	125	2,5%
55519	TRONVILLE EN BARROIS	198	3,9%
55541	VAVINCOURT	109	2,2%
55543	VELAINES	128	2,5%
	TOTAL EPCI	**5063**	100,0%

Source : CAF BCA

<5 données masquées conformément à la réglementtation CNIL en vigueur

- Cartographie : répartition des enfants CAF et MSA de moins de 18 ans par commune, en 2019



Répartition des enfants <18 ans
Source : CAF55 BCA 2019

- 42,9%
- 12,5 à <42,9%
- 2 à <12,5%
- 0,7 à <2%
- 0,1 à <0,7%

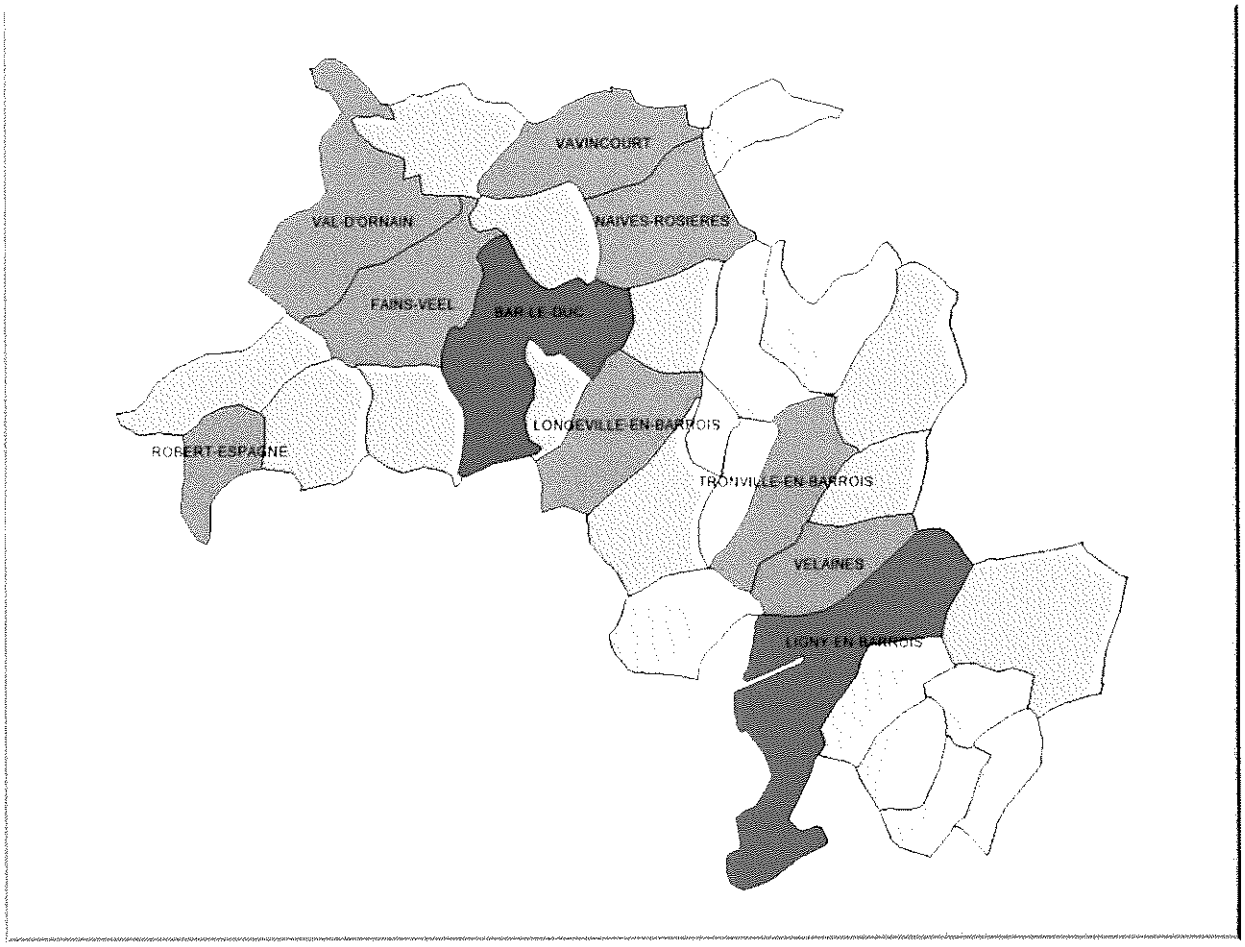
- Localisation des enfants CAF de moins de 3 ans par commune, en 2019

	Enfants allocataires CAF <3ans en 2019		
NIVGEO	NOMNIVGE	E02	
55029	BAR LE DUC	291	42,2%
55041	BEHONNE	9	1,3%
55049	BEUREY SUR SAULX	6	0,9%
55101	CHARDOGNE	9	1,3%
55120	COMBLES EN BARROIS	13	1,9%
55138	CULEY	<5	0,3%
55186	FAINS VEEL	41	6,0%
55214	GIVRAUVAL	5	0,7%
55221	GUERPONT	5	0,7%
55291	LIGNY EN BARROIS	89	12,9%
55298	LOISEY	<5	0,6%
55300	LONGEAUX	<5	0,3%
55302	LONGEVILLE EN BARROIS	22	3,2%
55332	MENAUCOURT	<5	0,6%
55358	CHANTERAINE	7	1,0%
55366	VAL D ORNAIN	22	3,2%
55369	NAIVES ROSIERES	18	2,6%
55370	NAIX AUX FORGES	5	0,7%
55372	NANCOIS SUR ORNAIN	9	1,3%
55373	NANT LE GRAND	<5	0,3%
55376	NANTOIS	<5	0,3%
55426	RESSON	12	1,7%
55435	ROBERT ESPAGNE	15	2,2%
55446	RUMONT	<5	0,1%
55452	SAINT AMAND SUR ORNAIN	0	0,0%
55466	SALMAGNE	7	1,0%
55476	SAVONNIERES DEVANT BAR	8	1,2%
55488	SILMONT	<5	0,1%
55504	TANNOIS	8	1,2%
55514	TREMONT SUR SAULX	12	1,7%
55519	TRONVILLE EN BARROIS	22	3,2%
55541	VAVINCOURT	18	2,6%
55543	VELAINES	18	2,6%
	TOTAL EPCI	**689**	100,0%

Source : CAF BCA

<5 données masquées conformément à la réglementtation CNIL en vigueur

- Cartographie : répartition des enfants CAF de moins de 3 ans par commune, en 2019



Répartition enfants <3 ans
Source : CAF55 BCA2019

- 42,2%
- 12,9 à <42,2%
- 2,2 à <12,9%
- 0,9 à <2,2%
- 0,1 à <0,9%

Attention à la faible taille des effectifs concernés <100 sur un certain nombre de communes.

➥ LA SITUATION PROFESSIONNELLE DES PARENTS ALLOCATAIRES (CAF)

- Activité des familles allocataires avec enfants, CAF 2014//2019

CA Meuse Grand Sud	en 2014	en 2019	Evo.	en Meuse	en Fce M.
total allocataires avec enfants	3259	2902	**-11,0%**	**-8,0%**	**0,3%**
dont couples actifs 2 emplois	1897	1622	-14,5%		
dont monoparenst actifs avec emploi	613	630	2,8%		
% parents allocataires actifs*	**77,0%**	**77,6%**	**0,6%**	**75,2%**	**77,3%**

Source : CAF BCA

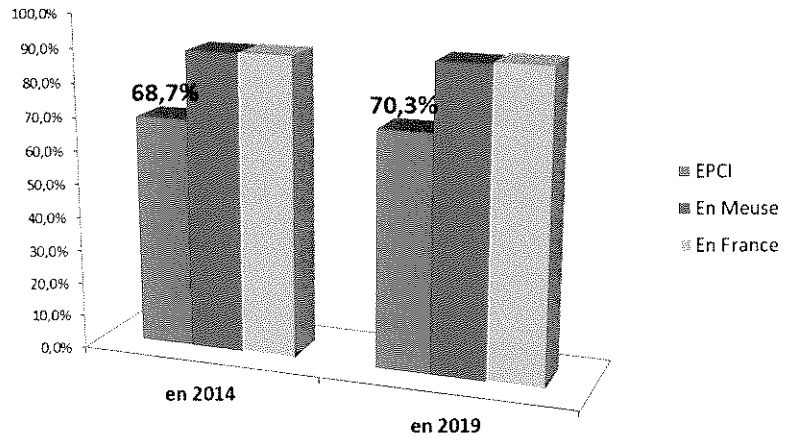
* avec emplois uniquement

- Activité des familles allocataires avec enfant(s) de moins de 3 ans, CAF 2014//2019

Taux d'activité des familles allocataires enfants < 3 ans

	en 2014	en 2019
EPCI	68,7%	70,3%
En Meuse	89,1%	90,3%
En France	89,4%	91,0%

source : CAF BCA familles avec emploi et/ou au chômage



- **Répartition des familles allocataires actives avec enfant(s) de moins de 3 ans, par communes en 2019**

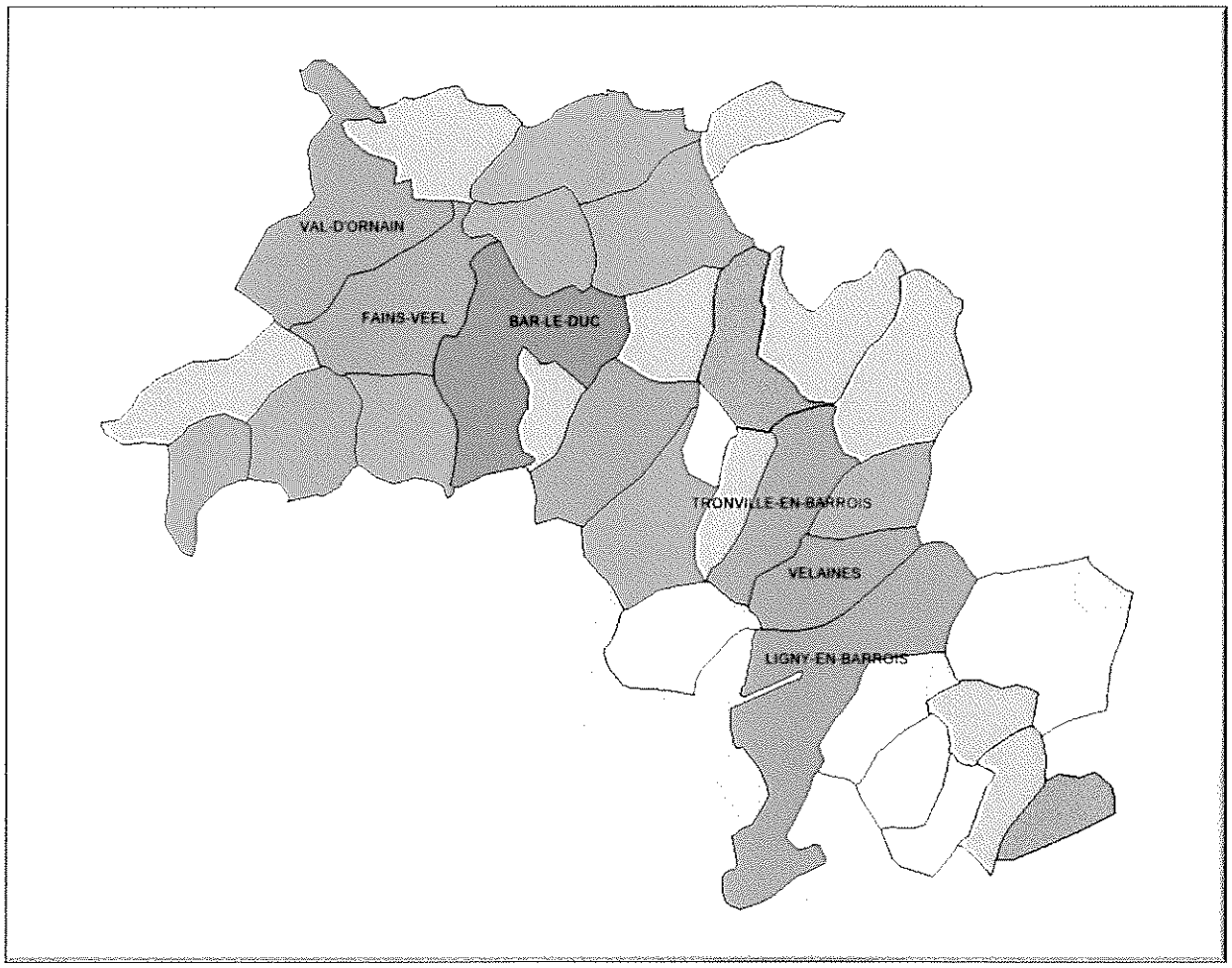
	Familles allocataires enfants < 3 ans actives*		
NIVGEO	NOMNIVGE	en 2019	
55029	BAR LE DUC	214	36,5%
55041	BEHONNE	11	1,9%
55049	BEUREY SUR SAULX	8	1,4%
55101	CHARDOGNE	6	1,0%
55120	COMBLES EN BARROIS	13	2,2%
55138	CULEY	0	0,0%
55186	FAINS VEEL	40	6,8%
55214	GIVRAUVAL	<5	0,3%
55221	GUERPONT	6	1,0%
55291	LIGNY EN BARROIS	52	8,9%
55298	LOISEY	5	0,9%
55300	LONGEAUX	<5	0,3%
55302	LONGEVILLE EN BARROIS	23	3,9%
55332	MENAUCOURT	<5	0,7%
55358	CHANTERAINE	<5	0,5%
55366	VAL D ORNAIN	22	3,7%
55369	NAIVES ROSIERES	13	2,2%
55370	NAIX AUX FORGES	6	1,0%
55372	NANCOIS SUR ORNAIN	11	1,9%
55373	NANT LE GRAND	<5	0,3%
55376	NANTOIS	<5	0,5%
55426	RESSON	9	1,5%
55435	ROBERT ESPAGNE	14	2,4%
55446	RUMONT	5	0,9%
55452	SAINT AMAND SUR ORNAIN	0	0,0%
55466	SALMAGNE	5	0,9%
55476	SAVONNIERES DEVANT BAR	5	0,9%
55488	SILMONT	<5	0,3%
55504	TANNOIS	12	2,0%
55514	TREMONT SUR SAULX	16	2,7%
55519	TRONVILLE EN BARROIS	28	4,8%
55541	VAVINCOURT	19	3,2%
55543	VELAINES	26	4,4%
	TOTAL EPCI	**587**	100,0%

Source : CAF BCA

<5 données masquées conformément à la réglementation CNIL en viugeur

* avec emploi ou au chômage

- Cartographie : répartition des parents avec enfants (s) de moins de 3 ans actifs en 2019



Répartition des parents actifs avec enfts < 3 ans
Source : CAF55 BCA2019

- 36,5%
- 3,7 à <36,5%
- 1,9 à <3,7%
- 0,7 à <1,9%
- 0,3 à <0,7%

Attention à la faible taille des effectifs concernés (<100) dans un certain nombre de communes.

➥ LA GARDE DES ENFANTS DE MOINS DE 6 ANS (CAF Imaje, PMI, RAM...)

- **Au titre de l'accueil individuel et collectif légal tarifé, hors sphère familiale**

INDICATEURS GARDE DES ENFANTS < 6 ans

	EPCI	Meuse	France M.
Accueil individuel - AMAT (2019)			
Nb d'AMAT agrées (source PMI, RAM)	?		
Nb d'AMAT en activité en 12/2019	132		
Nb d'AMAT actives au moins 1 mois dans l'année	163		
AMAT en activité pour 100 enfants < 3 ans	18,5%	18,9%	12,3%
Nb enfants gardés < 6 ans AMAT	406		
Nb d'enfants gardés < 3 ans AMAT	206		
Nb d'enfants < 3 ans (CAF et MSA)	713		
% enfants < 3 ans avec RSA et AAH	34,6%	33,9%	31,2%
% enfants CAF < 6 ans avec AEEH (handicap)	0,9%	1,5%	1,0%
% enfants < 3 ans sous seuil de bas revenu	26,2%	25,9%	26,4%
Nb moyen d'enfants accueillis / AMAT	3,2	4,0	3,2
% AMAT accueillant 5 enfants ou plus	28,0%	17,8%	19,5%
% AMAT > = 55 ans au 31/12	42,4%	30,8%	28,8%
% enfants <6 ans gardés dans EPCI de résidence	84,6%	84,3%	86,7%
% enfants <6 ans gardés hors EPCI de résidence	15,4%	15,0%	12,4%
% enfants bénéf. CMG Paje Domicile	NS*	0,3%	1,8%
Accueil collectif - EAJE (données 2018)			
Nb de places agréées	176		
Nb d'enfants accueillis / inscrits dans l'année	336		
Taux de préscolarisation à 2 ans (2018)	30,1%	28,7%	12,9%
Taux de couverture < 3 ans* (2018)	**72,8%**	**64,8%**	**59,3%**

Source : CAF Imaje sauf taux de couverture Open Data http://data.caf.fr/taux-de-couverture-global) taux 2018

* données différentes de 0 et < à 5

l'outil IMAJE regroupe des données CAF et MSA

Le taux de couverture petite enfance est mesuré par la CNAF dans le cadre d'un outil national accessible en Open Data à cette adresse http://data.branchefamille.cnaf/dataset/fiches-territoire.

En France :

33,4 places : Assistant maternel employés directement par les parents
19,5 places : Etablissement d'accueil du jeune enfant
2 places : Garde au domicile par un salarié
4 places : Ecoles maternelles (pour les enfants de 2 ans)



Sur l'EPCI : 29% des enfants de moins de 3 ans sont accueillis chez une AMAT (calculé sur les enfants bénéficiaires du CMG Paje AMAT et pas les places agréées)
24,7% en EAJE (calculé sur les places agréées)
30% scolarisés à 2 ans
(Source : CAF Imaje 2018)

- **Les enfants gardés chez l'assistante maternelle, CAF 2019//2014**

La CAF (et la MSA) verse une prestation à destination des enfants gardés par une assistante maternelle agréée exerçant à son domicile ou dans une MAM, le Complément Mode de Garde (CMG) de la Prestation d'Accueil du Jeune Enfant (PAJE).

La CAF rembourse également une partie des rémunérations versées (selon conditions de ressources) et prend en charge 100% des cotisations sociales de l'assistante maternelle.

CC MGS	CMG Paje AMAT CAF - 2019				
	en 2014	en 2019	Evo. EPCI	Evo. Meuse	Evo. Fce M.
Enfants < 3 ans	271	198	-26,9%	-20,5%	-7,3%
Enfants 3 - 5 ans	213	185	-13,1%	-16,4%	-18,5%
TOTAL	**484**	**383**	**-20,9%**	**-18,7%**	**-10,7%**

Source CAF BCA

Taux de couverture en 2019 pour les moins de 3 ans = 198 /689 28,9%

33,4% des moins de 3 ans en France toujours selon ONPE (capacité théorique nb de places / enfants moins 3 ans)

L'ONPE (CNAF) constate au niveau national une baisse du recours aux AMAT qui reste cependant le mode de garde le plus utilisé par les parents.



LA BAISSE DU RECOURS AUX ASSISTANTS MATERNELS ET AU CONGE PARENTAL CONTINUE

Moins d'enfants gardés par les assistants maternels, qui restent cependant le mode d'accueil le plus utilisé

En 2018, 787 900 familles ont perçu un complément de libre choix de mode de garde (Cmg), prestation ouverte aux familles ayant au moins un enfant de moins de 6 ans, pour le recours à un assistant maternel, soit une baisse de 2 % par rapport à 2017.

En revanche, le nombre de familles qui emploient directement un salarié pour faire garder leur(s) enfant(s) à domicile, en lente progression depuis la création de la Prestation d'accueil du jeune enfant (Paje) en 2004, continue de progresser entre 2017 et 2018 (+ 2 400 familles, soit + 2,3 %). En 2018, le nombre de ces familles s'élève à près de 105 800 bénéficiaires.

Une augmentation continue du nombre de parents qui ont recours aux micro-crèches

Entre 2010 et 2018, le nombre de bénéficiaires d'un Cmg « structure » pour l'accueil d'un enfant en micro-crèche a considérablement augmenté, passant de moins de 3 000 bénéficiaires en 2010 à plus de 41 600 bénéficiaires en 2018, soit 14 fois plus en huit ans.

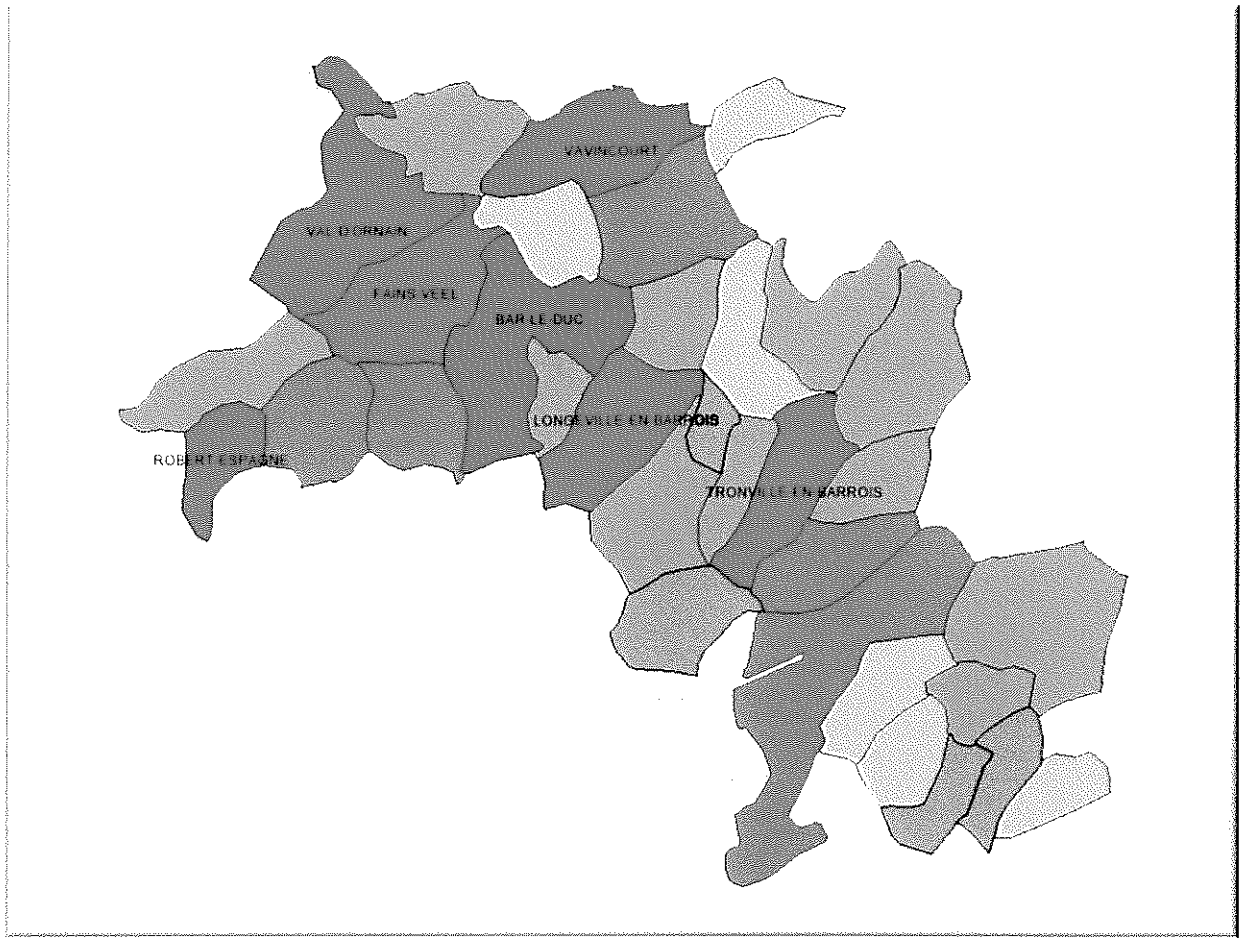
- **Répartition et évolution par communes :**

		CMG Paje AMAT CAF					
		en 2014			en 2019		
NIVGEO	NOMNIVGE	PAJENC2	PAJENC5	TOTAL	PAJENC2	PAJENC5	TOTAL
55029	BAR LE DUC	58	50	108	56	57	113
55041	BEHONNE	5	<5	6	0	<5	<5
55049	BEUREY SUR SAULX	<5	<5	7	<5	<5	<5
55101	CHARDOGNE	<5	6	9	6	<5	8
55120	COMBLES EN BARROIS	11	6	17	7	5	12
55138	CULEY	0	0	0	<5	0	<5
55186	FAINS VEEL	22	20	42	20	12	32
55214	GIVRAUVAL	<5	<5	<5	0	<5	<5
55221	GUERPONT	<5	<5	<5	<5	<5	5
55291	LIGNY EN BARROIS	13	12	25	<5	10	14
55298	LOISEY	<5	5	6	<5	<5	5
55300	LONGEAUX	<5	<5	<5	<5	0	<5
55302	LONGEVILLE EN BARROIS	19	<5	23	13	9	22
55332	MENAUCOURT	<5	<5	5	0	<5	<5
55358	CHANTERAINE	<5	<5	<5	5	<5	7
55366	VAL D ORNAIN	13	14	27	7	17	24
55369	NAIVES ROSIERES	7	5	12	7	7	14
55370	NAIX AUX FORGES	<5	<5	<5	0	0	0
55372	NANCOIS SUR ORNAIN	6	<5	7	<5	<5	<5
55373	NANT LE GRAND	0	0	0	0	0	0
55376	NANTOIS	<5	<5	<5	0	0	0
55426	RESSON	6	5	11	6	<5	8
55435	ROBERT ESPAGNE	14	17	31	10	12	22
55446	RUMONT	<5	<5	<5	<5	<5	<5
55452	SAINT AMAND SUR ORNAIN	0	0	0	0	<5	<5
55466	SALMAGNE	<5	5	8	<5	<5	6
55476	SAVONNIERES DEVANT BAR	<5	5	8	<5	<5	5
55488	SILMONT	<5	<5	6	0	0	0
55504	TANNOIS	10	<5	13	<5	<5	5
55514	TREMONT SUR SAULX	11	7	18	5	7	12
55519	TRONVILLE EN BARROIS	19	10	29	10	8	18
55541	VAVINCOURT	12	5	17	12	6	18
55543	VELAINES	15	10	25	7	6	13
	TOTAL EPCI	**271**	**213**	**484**	**198**	**185**	**383**

Source : CAF BCA

<5 données masquées conformément à la réglementation CNIL en vigueur

- Cartographie : répartition des enfants bénéficiaires du CMG PAJE AMAT CAF (<6 ans) en 2019



Répartition <6ans bénéficiaires CMG PAJE
Source : CAF55 BCA 2019

- 29,5%
- 4,7 à <29,5%
- 3,1 à <4,7%
- 1 à <3,1%
- 0,3 à <1%

➥ LA SCOLARITE A 2 ANS

- **Taux de scolarisation à 2 ans (préscolarisation)**

  30,1% des enfants de 2 ans sont scolarisés en 2018 (Source : CAF Imaje Education Nationale), contre 30,3% en Meuse et 13,6% en France métropolitaine.

  Un taux élevé peut s'expliquer par une difficulté d'accès aux modes de garde et des écoles qui s'adaptent en conséquence. L'accueil garantit aussi la pérennité des groupes scolaires concernés.

➥ LES AIDES AU LOGEMENT CAF

Pour en bénéficier le logement doit être la résidence principale du bénéficiaire.

En cas de paiement d'un loyer, le locataire peut bénéficier de l'une des trois aides au logement suivantes : l'aide personnalisée au logement (APL), l'allocation de logement familiale (ALF) ou l'allocation de logement sociale (ALS). Elles ne sont pas cumulables.

En cas de remboursement d'un prêt pour une acquisition ou une location/accession, l'allocataire peut bénéficier de l'aide au logement sous certaines conditions. A compter du 1er janvier 2018, l'APL accession est supprimée pour les nouveaux achats dans le neuf (suppression issue de la loi de finances 2018). Le dispositif est conservé jusqu'au 31 décembre 2019 pour les achats dans l'ancien.

L'aide personnalisée au logement (APL) est destinée à toute personne locataire d'un logement neuf ou ancien qui a fait l'objet d'une convention entre le propriétaire et l'État fixant, entre autres, l'évolution du loyer, la durée du bail, les conditions d'entretien et les normes de confort, ou accédant à la propriété et remboursant un prêt conventionné signé avant le 1er février 2018.

L'allocation de logement à caractère familial (ALF) concerne les personnes qui n'entrent pas dans le champ d'application de l'APL et qui ont des enfants (nés ou à naître) ou certaines autres personnes à charge ou forment un ménage marié depuis moins de 5 ans, le mariage ayant eu lieu avant les 40 ans de chacun des conjoints.

L'allocation de logement à caractère social (ALS) s'adresse aux locataires aux locataires qui ne peuvent bénéficier ni de l'APL ni de l'ALF.

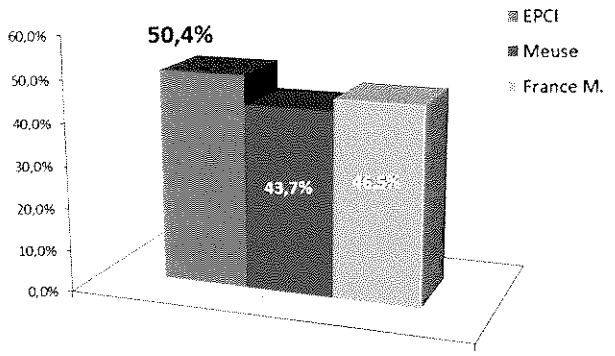
Les personnes vivant en foyer, à l'hôtel, dans un meublé ou dans une résidence universitaire peuvent bénéficier d'une aide au logement ainsi que les personnes âgées ou handicapées, hébergées non gratuitement chez des particuliers, ou bien hébergées en foyer, en maison de retraite, voire en unité de soins de longue durée.

- ### Allocataires bénéficiaires d'aides au logement CAF, 2014//2019

Allocataires bénéficiaires d'aides au logement CAF

CC MGS	en 2014	en 2019	Evo.	% alloc. 2019
EPCI	3890	3580	**-8,0%**	**50,4%**
en Meuse			-8,4%	**43,7%**
en Fce M.			4,1%	**46,5%**

source : CAF BCA



part allocataires bénéficiaires d'une aide au logement CAF

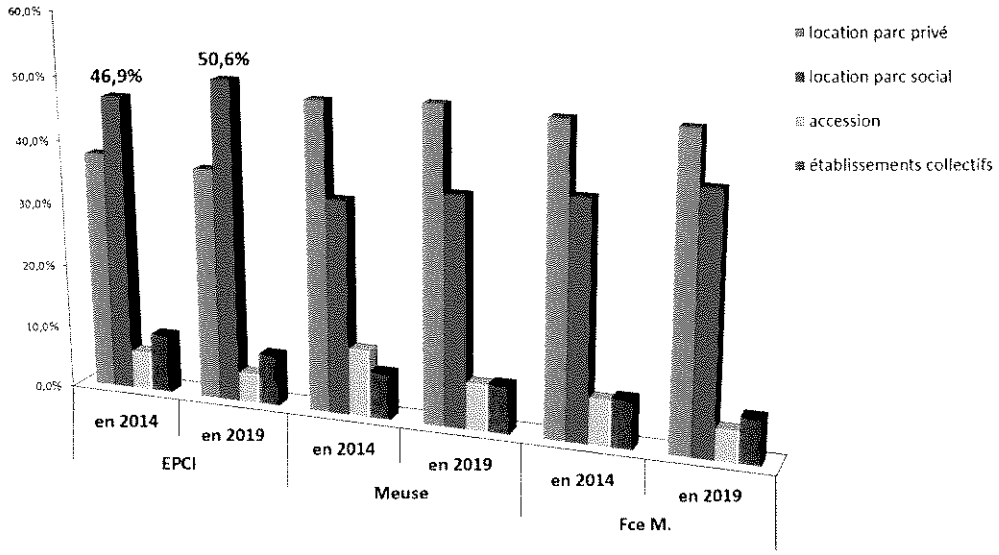
- **Bénéficiaires d'aides au logement CAF selon le statut d'occupation du logement, 2019 // 2014**

Répartition et évolution des aides au logement CAF selon le statut d'occupation

CC MGS

	EPCI		Meuse		Fce M.	
	en 2014	en 2019	en 2014	en 2019	en 2014	en 2019
location parc privé	37,7%	36,6%	48,5%	49,1%	48,2%	48,1%
location parc social	46,9%	50,6%	33,6%	35,9%	37,0%	39,8%
accession	6,1%	4,7%	10,6%	7,4%	7,2%	4,9%
établissements collectifs	9,3%	8,1%	7,3%	7,6%	7,7%	7,1%

source : CAF BCA



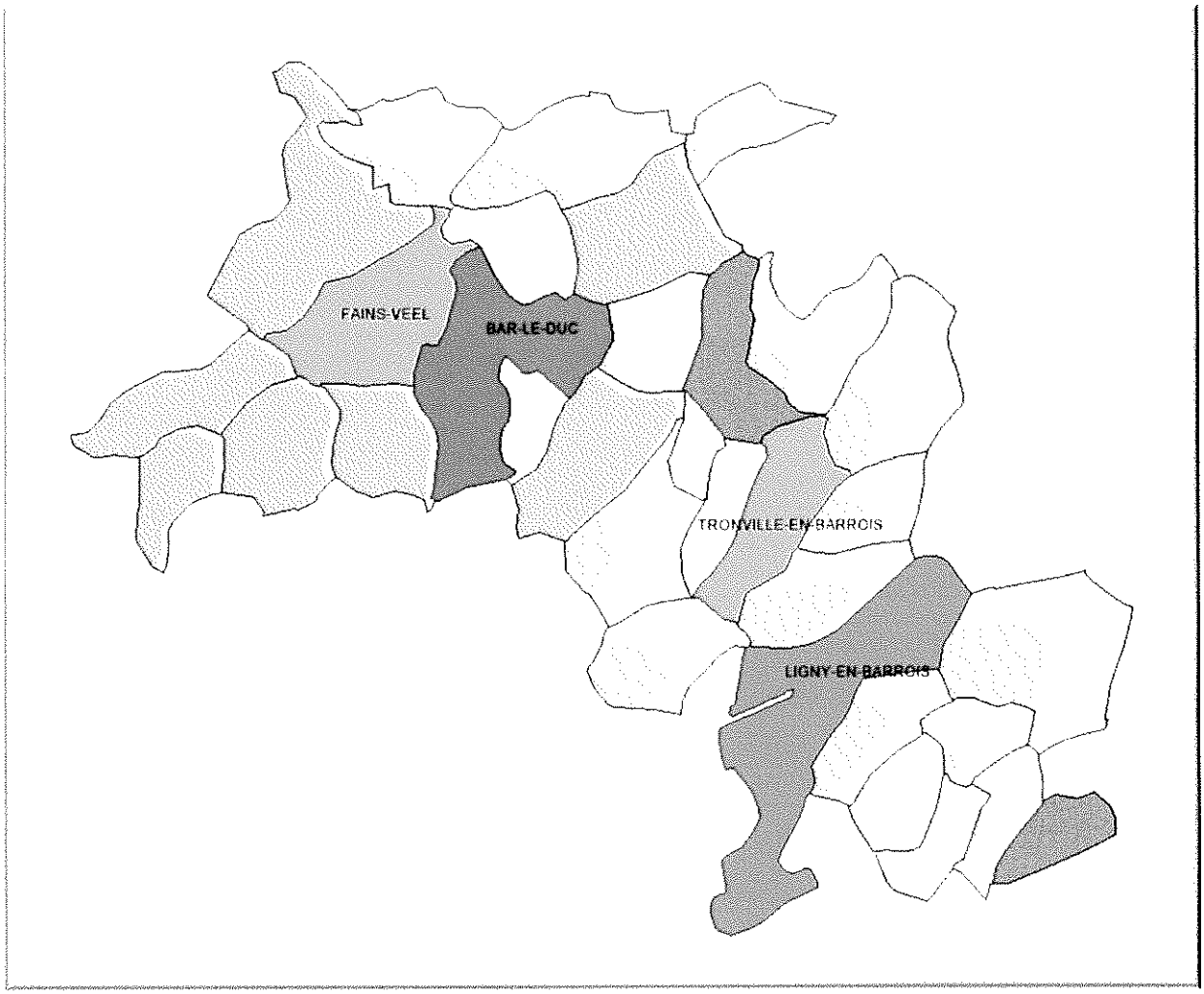
- **Localisation des bénéficiaires d'aides au logement CAF, tout type d'aide, par commune, 2019**

	en 2019	ALLLOG	
55029	BAR-LE-DUC	2750	70,7%
55041	BEHONNE	11	0,3%
55049	BEUREY-SUR-SAULX	28	0,7%
55101	CHARDOGNE	7	0,2%
55120	COMBLES-EN-BARROIS	19	0,5%
55138	CULEY	0	0,0%
55186	FAINS-VEEL	99	2,5%
55214	GIVRAUVAL	<5	0,1%
55221	GUERPONT	9	0,2%
55291	LIGNY-EN-BARROIS	557	14,3%
55298	LOISEY	8	0,2%
55300	LONGEAUX	7	0,2%
55302	LONGEVILLE-EN-BARROIS	46	1,2%
55332	MENAUCOURT	5	0,1%
55358	CHANTERAINE	<5	0,1%
55366	VAL-D'ORNAIN	35	0,9%
55369	NAIVES-ROSIERES	27	0,7%
55370	NAIX-AUX-FORGES	5	0,1%
55372	NANCOIS-SUR-ORNAIN	10	0,3%
55373	NANT-LE-GRAND	5	0,1%
55376	NANTOIS	<5	0,1%
55426	RESSON	6	0,2%
55435	ROBERT-ESPAGNE	58	1,5%
55446	RUMONT	<5	0,1%
55452	SAINT-AMAND-SUR-ORNAIN	<5	0,0%
55466	SALMAGNE	<5	0,1%
55476	SAVONNIERES-DEVANT-BAR	12	0,3%
55488	SILMONT	5	0,1%
55504	TANNOIS	9	0,2%
55514	TREMONT-SUR-SAULX	18	0,5%
55519	TRONVILLE-EN-BARROIS	110	2,8%
55541	VAVINCOURT	13	0,3%
55543	VELAINES	12	0,3%
	TOTAL EPCI	**3890**	100,0%

source : CAF BCA

<5 données masquées conformément à la réglementation CNIL en vigueur

- **Cartographie : répartition des bénéficiaires d'aides au logement CAF, tout type d'aides et statut d'occupation, par commune, en 2019**



➥ LES PRESTATIONS FAMILIALES CAF VERSEES

- **Répartition selon les moments de vie, CAF 2014//2019**

  - **« Elever son enfant »**

Allocataires avec prestations d'entretien versables (AF CF ASF AEEH AJPP)
Allocataires avec prestations enfance versables (PAJE naissance et jeune enfant)

  - **« Se loger »**

Allocataires avec allocations logement versables (ALF ALS APL)

  - **« Compléter ses revenus »**

Allocataires avec prime d'activité versable (à compter de 01/2016)
Allocataires bénéficiaires de minima sociaux versable (RSA et AAH)
Allocataires avec AAH versable seule

PRESTATIONS FAMILIALES VERSEES

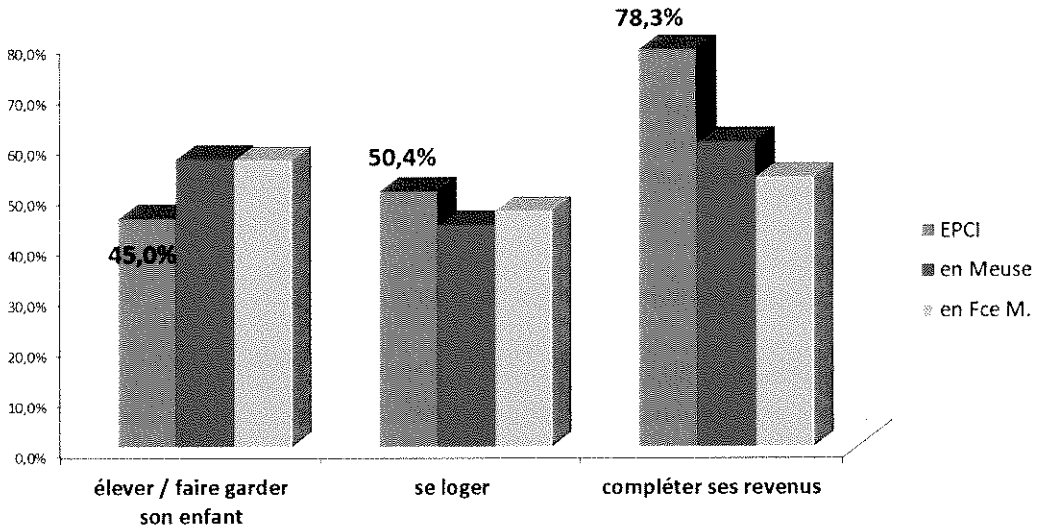
CC Meuse Grand Sud	en 2014	en 2019	Evo. EPCI
ELEVER SON ENFANT			
Nb allocataires avec prestations d'entretien[1] versables	2743	2429	-11,4%
Nb allocataires avec prestations enfance[2] versables	1033	771	-25,4%
SE LOGER			
Nb allocataires avec allocations logement[3] versables	3890	3580	-8,0%
COMPLETER SES REVENUS			
Nb allocataires bénéficiaires de minima sociaux[4] versable	2005	1991	-0,7%
dont allocataires avec AAH versable	961	1004	4,5%
Nb allocataires avec prime d'activité[5] versable	/	2574	/
TOTAL ALLOCATAIRES	**6555**	**7108**	**8,4%**
Montant Prestations CAF versées	**5 207 011 €**	**5 588 260 €**	**7,3%**
Montant moyen PF CAF / allocataire	**794 €**	**786 €**	**-1,0%**

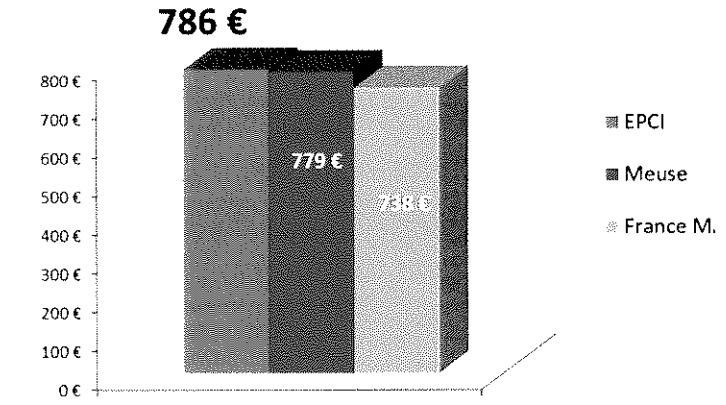
[1] AF CF ASF AEEH AJPP
[2] PAJE naissance et jeune enfant
[3] ALF ALS APL
[4] RSA AAH
[5] mise en place 01/2016

! ces données ne se cumulent pas

Source : CAF BCA

Répartition sur le total allocataires 2019
le calcul est individualisé par famille de prestations perçues, pas de cumul





Montant moyen PF versées / mois / allocataire CAF en 2019

- **Part des prestations versées dans le revenu des allocataires, CAF 2014//2019**

Cet indicateur permet de mesurer la dépendance des allocataires aux prestations familiales et sociales versées par la CAF en évaluant le poids des prestations légales CAF versées dans les ressources brutes déclarées. Plus les allocataires sont dépendants de prestations plus les situations sont précaires.

PART DES PF DANS LES REVENUS DES ALLOCATAIRES CAF

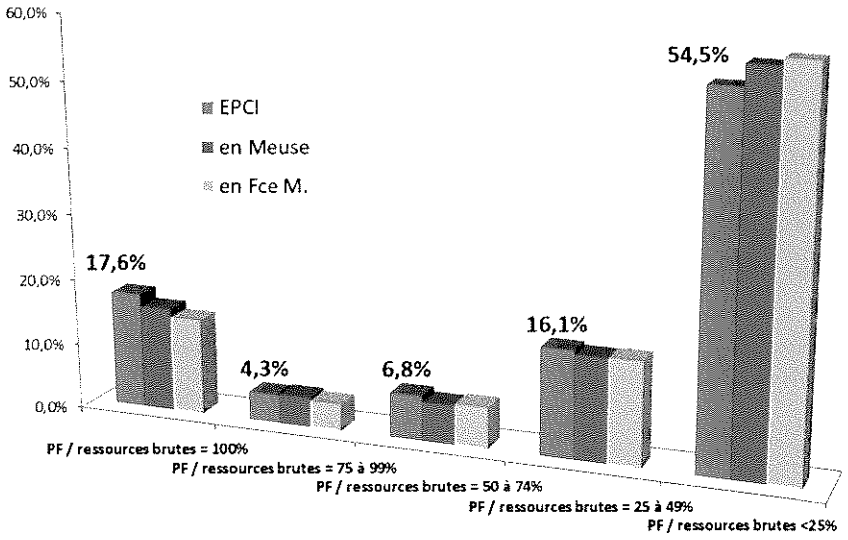
		en 2014	en 2019	Evo. EPCI	Répart. EPCI 2019
Tranche 1	PF / ressources brutes = 100%	1101	1099	-0,2%	17,6%
Tranche 2	PF / ressources brutes = 75 à 99%	305	272	-10,8%	4,3%
Tranche 3	PF / ressources brutes = 50 à 74%	464	424	-8,6%	6,8%
Tranche 4	PF / ressources brutes = 25 à 49%	884	1008	14,0%	16,1%
Tranche 5	PF / ressources brutes <25%	2582	3410	32,1%	54,5%
	Allocataires de référence**	**5672**	**6254**	**10,3%**	1

* revenus = ressources brutes déclarées + PF - montant CMG exclu - prime adoption / naissance pour 1/9ème - ARS pour 1/12ème

** tous, sauf étudiants, personnes âgées >= 65 ans et hors "régime général"

sources : CAF BCA

Part des PF dans les revenus allocataires (Paje CMG exclue) en 2019



*****

PRINCIPAUX CONSTATS

DONNEES INSEE

- Une relative stabilité de la population totale,

- Une stabilité des moins de 6 ans, une progresison des 3-5 ans, une évolution à l'identique des tendances meusiennes sur toutes les tranches d'âge, une progression plus marquée des 65-79 ans et des 80 ans et +,

- la ville de Bar-le-Duc concentre -à elle seule- 43% de la population du territoire, Ligny en Barrois = 12%, Fains-Veel = 6%, ces 3 communes concentrent au total 61% de la population de l'EPCI,

- Une progression de la population sur des communes au nord de Bar-le-Duc, au nord et au sud de Ligny en Barrois, sur Robert Espagne également,

- Un solde naturel (*décès > naissances*) important, supérieur à la moyenne meusienne, un solde migratoire élevé aussi (*sorties > entrées*),

- Une forte progression des hommes seuls et des familles monoparentales, supérieure ou proche des moyennes départementales observées sur la période,

- Une part de propriétaires importante mais légèrement en retrait de la moyenne départementale, un taux de locataires plus élevé notamment dans le parc social,

- un taux d'activité globalement en retrait, plus marqué pour les hommes, un taux d'activité féminine dans la tendance départementale, un peu plus élevé et en progression pour les femmes de 25- 54 ans et 55 ans et +,

- Une part importante du temps partiel salarié féminin notamment pour les 15- 24 ans, en retrit des moyennes départementales,

- Une proportion d'actifs légèrement en retrait, une représentativité plus importante des inactifs notamment des retraités,

- Une part nettement plus importante d'ouvriers, de professions intermédiaires, de cadres et d'artisans/commerçants/chefs d'entreprise,

- Un taux de chômage élevé mais qui reste stable, un taux de chômage féminin légèrement en retrait,

- moins d'actifs travaillant hors de leur commune de résidence, liée à la configuration du bassin de l'emploi présent sur la Communauté d'Agglomération,

- moins de revenus d'activité, plus de retraites dans la typologie des revenus disponibles observée,

- Un taux de pauvreté moins élevé, stable ou légèrement en retrait.

DONNEES CAF

- Un taux de couverture CAF élevé, en lien avec la typologie de la population de l'agglomération,

- Un taux d'allocataires à bas revenus (= *allocataires « pauvres » ou « fragiles »*) surpérieur aux moyennes observées, principalement concentrés sur Bar-le-Duc et Ligny-en Barrois,

- Des allocataires plus représentés dans les ressources en deçà du SMIC (*prestations CAF incluses*),

- des bénéficiaires de minima sociaux stables, une baisse du RSA (*attention à l'incidence de la Prime d'Activité sur cette baisse*), une progression de l'AAH, une concentration géographique sur et à proximité de Bar-le-Duc et Ligny en Barrois, sur Fains Veel, Loisey, Nant le Grand et Nantois également,

- Une très forte progression et représentativité de la Prime d'Activité, des bénéficiaires sur des communes rurales,

- Une part de couples avec enfant(s) en retrait au bénéfice des isolés, une stabilité des monoparents, une moindre représentativité des allocataires familiaux,

- Une concentration des allocataires familiaux autour de Bar-le-Duc et au nord de Ligny en Barrois, des monoparents plus représentés au nord de Bar le Duc et de Ligny en Barrois,

- Une baisse significative des familles allocataires avec enfant(s) de moins de 3 ans et des 12-17 ans, idem pour les enfants,

- Une baisse des naissances très marquée sur 10 ans, notamment sur Bar le Duc, Ligny et Tronville, une stabilité sur Fains Veel,

- Un pourcentage de parents allocataires actifs élevés (*actifs = avec emploi uniquement*) et stable, une petite progression des monoparents actifs notamment, à l'inverse moins de de parents actifs avec enfants de moins de 3 ans,

- Un taux de couverture « petite enfance » élevé,

- un taux d'Amat dans le moyenne meusienne (= *nb d'Amat pour pour 100 enfants*), un taux d'enfants gardés chez une Amat (= *bénéficiaires du CMG Paje AMAT*) en retrait, une part élevé d'Amat de 55 ans et +, une tension observée sur l'accueil individuel, une concentration de l'accueil individuel sur Bar le Duc et à proximité,

- Une part élevé de l'accueil collectif (= *calculée ici sur les places et pas sur la fréquentation des EAJE*),

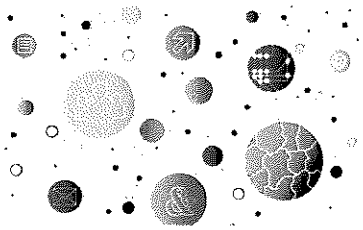
- Une part plus élevée d'enfants de moins de 3 ans concernés par les minima sociaux,

- Un pourcentage d'enfants scolarisés à 2 ans important (*attention aux modalités de remontées aléatoires de cette donnée*),

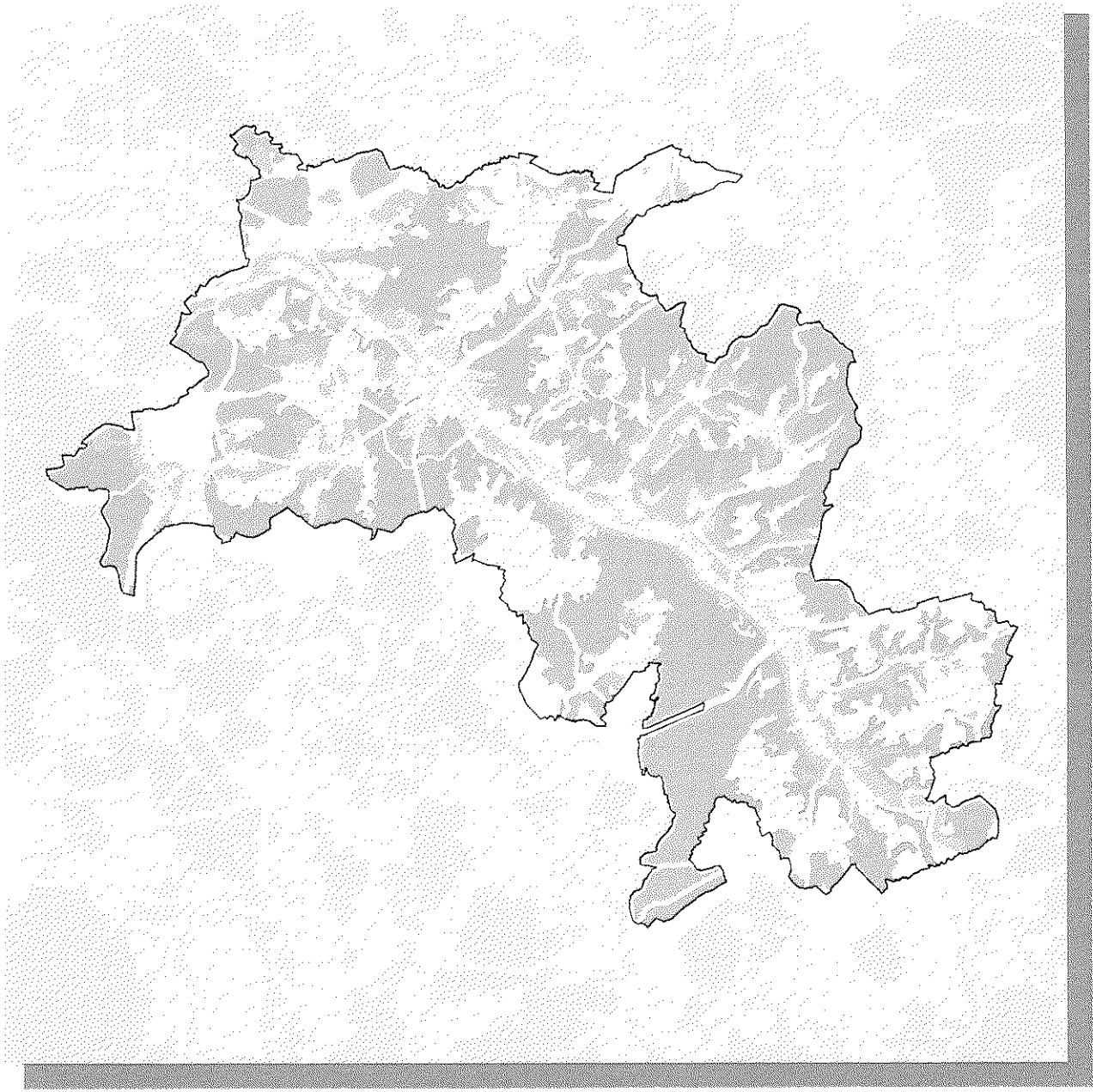
- Une plus forte représentativité des aides au logement mais des aides en baisse, une majorité versée dans le parc locatif social et en progression (*à noter que les AL peuvent s'apparenter à des aides « sociales » proches des minima sociaux)*, une très forte concentration sur Bar le Duc et Ligny en Barrois, Fains Veel et Tronville en Barrois liée à la typologie du parc locatif et social,

- une part d'allocataires plus représentés sur les compléments de revenus, un montant moyen de prestations CAF versées par allocataire supérieur aux moyennes observées.

****



Conception et réalisation : CAF de la Meuse Service - Action Sociale - 11 rue de Polval 55000 Bar-Le-Duc



ithéa CONSEIL

PROFIL CROISÉ

CA MEUSE GRAND SUD

NOVEMBRE 2019

AVANT-PROPOS

95 % des collectivités pensent que les statistiques locales sont essentielles pour construire des politiques publiques. Pourtant, 88 % d'entre elles reconnaissent qu'il est difficile de s'y retrouver parmi les chiffres.*

Aujourd'hui plus que jamais, les données de votre territoire sont multiples et disponibles. Afin de les rendre utilisables par tous, Ithéa Conseil a développé le « Profil Croisé », qui outille aujourd'hui plus de 1 500 collectivités.

Ce rapport vous permettra d'appuyer vos discours et réflexions sur des éléments objectivés. Le Profil Croisé s'appuie sur plus de 125 bases de données, produites par une quinzaine d'institutions publiques (INSEE, SIRENE, CAF, DGFIP, CPAM...) et mobilise systématiquement les dernières données disponibles.

Cerner les évolutions, « prendre la température » et en définitive, comprendre pour agir, tel est le but du Profil Croisé. Il s'adresse à tous (élus, citoyens...), sans limitation d'usage.

Nous vous souhaitons une excellente lecture.

Marion COUSIN et David SIMONDET

Associés – Ithéa Conseil

*Grande Enquête « Données locales », 1710 répondants, juillet-août 2019, traitement Ithéa Conseil

SOMMAIRE

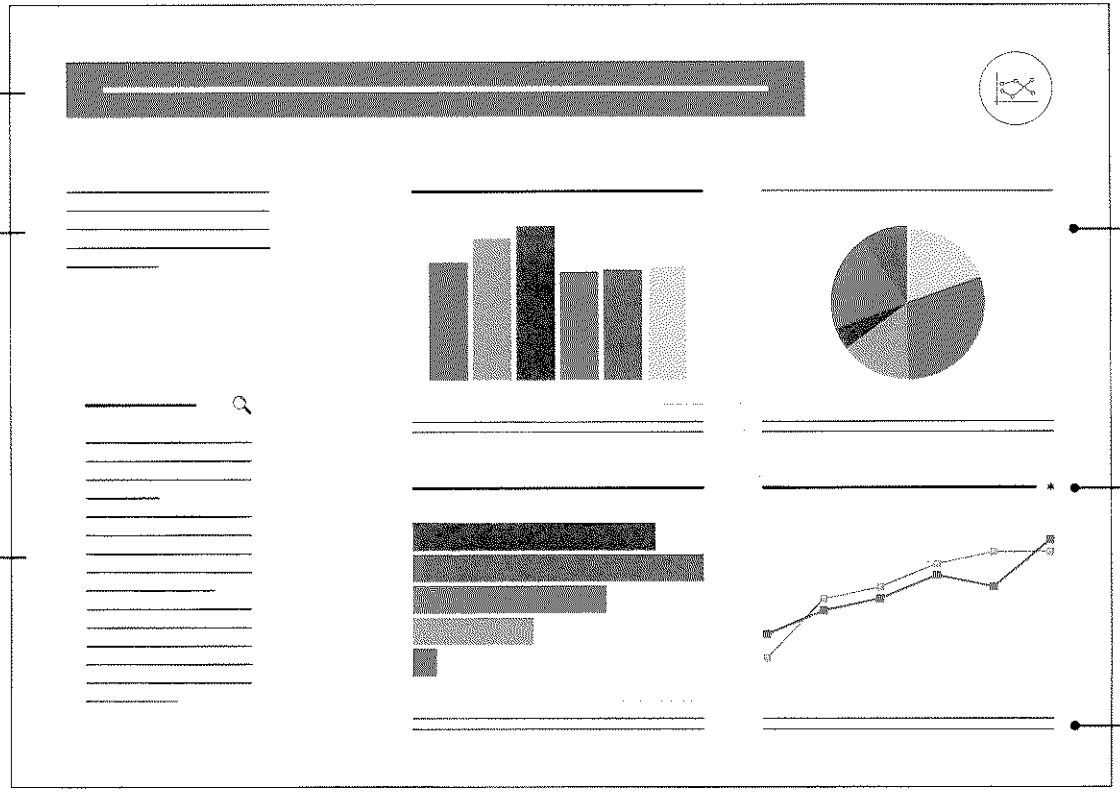
1. DÉMOGRAPHIE
2. PETITE ENFANCE
3. ENFANCE-JEUNESSE
4. FAMILLES
5. SENIORS
6. LOGEMENT ET IMMOBILIER
7. HABITAT ET ÉNERGIE
8. EMPLOI
9. REVENUS ET PRÉCARITÉ
10. ÉGALITÉS FEMMES-HOMMES
11. SANTÉ ET HANDICAP
12. ENTREPRISES
13. VIE LOCALE
14. TOURISME
15. SÉCURITÉ
ANNEXES

COMMENT LIRE VOTRE PROFIL CROISÉ ?

L'intitulé de la sous-thématique

Les questions à se poser pour faire parler les chiffres

Des clés de lecture pour approfondir un indicateur, donner une définition ou aller plus loin sur la thématique (sources, bonnes pratiques...)



Les « indicateurs » clés sont en couleur et précisés dans les titres des graphiques

Les termes suivis d'une étoile font l'objet d'une définition en fin de document

La source du graphique, accompagnée d'une phrase permettant de le lire simplement

ALLO PROFIL

Nous aimons produire des chiffres, mais aussi les analyser à vos côtés ! Pour l'acquisition d'un Profil Croisé, un temps d'échange de 30 minutes avec un membre de l'équipe d'Ithéa Conseil vous est offert. L'objectif : répondre à vos questions, interpréter les données de votre territoire et identifier les 10 indicateurs les plus parlants pour votre collectivité.



1.
DÉMOGRAPHIE

1.1 Principales dynamiques

1.2 Tranches d'âge

1.3 CSP, Diplôme, Nationalité, Immigration

1.1 PRINCIPALES DYNAMIQUES (1/3)

La population a-t-elle augmenté ou a-t-elle baissé ? À quel rythme ? Pour quelles raisons ?

LES DONNÉES INSEE

Les résultats du recensement de l'INSEE de 2019 paraitront en 2022. En réalité, il est impossible de calculer le nombre de Français chaque année. Ainsi, les données du recensement sont une moyenne estimée sur les cinq dernières années (avec un modèle de calcul différent selon la taille de la commune) :

- Données INSEE 2016 = moyenne observée sur la période 2014-2018
- Données INSEE 2019 = moyenne qui sera observée entre 2017 et 2021

Par ailleurs, l'INSEE mobilise deux méthodes de recensement, qui dépendent de la taille de la commune :

- Commune < 10 000 habitants : recensement exhaustif tous les 5 ans
- Communes > 10 000 habitants : estimation à partir des résultats de 40% de logements recensés au cours des cinq dernières années (soit 8% par an)

Données générales

Population légale au 1er janv. 2019 : 35 222 habitants

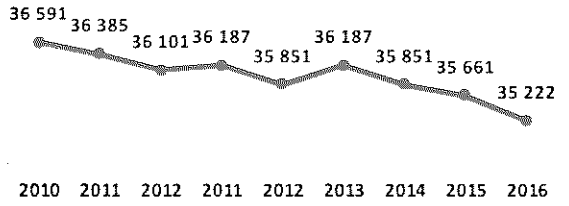
Superficie : 400,0 km²

Densité de population au km² : 88 habitants

Source : INSEE 2016

En 2016, la densité de population pour la CA Meuse Grand Sud était de 88,1 habitants au km².

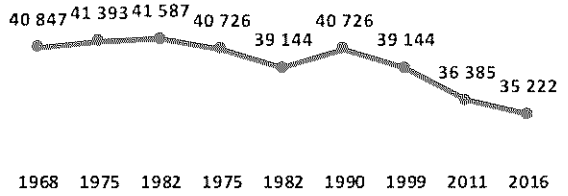
Évolution annuelle de la population depuis 2010



Source : INSEE 2010-2016

De 2010 à 2016, la population du territoire est passée de 36 591 à 35 222 habitants, soit une évolution de -4% sur la période.

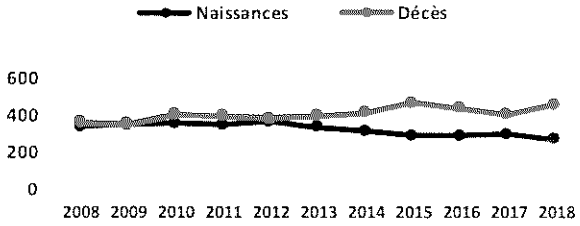
Indicateur clé | Évolution de la population de 1968 à 2016



INSEE 1968-2016

En 2016, la population de l'EPCI était de 35 222 habitants.

Les naissances et décès enregistrés de 2008 à 2017



Source : INSEE Etat Civil 2008 à 2018

En 2018, le nombre de naissances enregistrées pour la CA Meuse Grand Sud était de 263.

1.1 PRINCIPALES DYNAMIQUES (2/3)

De nouveaux habitants sont-ils arrivés ? Y-a-t-il plus de naissances que de décès ? De départs que d'arrivées ?

L'INDICATEUR EXPLIQUÉ

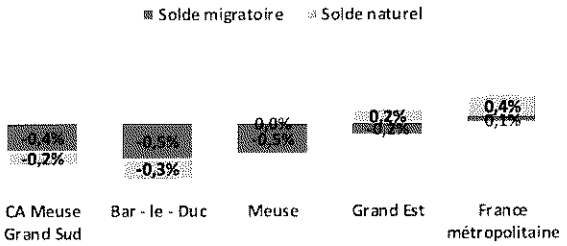
- **Solde migratoire** = Départs - Arrivées
- **Solde naturel** = Naissances - Décès

LA PYRAMIDE DES ÂGES

1. L'espérance de vie des femmes étant plus élevée, les hommes (en gris) sont souvent sous-représentés en haut de la pyramide
2. La génération des babyboomers est représentée dans la deuxième moitié de la pyramide (entre 60 et 74 ans)
3. La pyramide peut se creuser entre 18 et 30 ans, notamment si les jeunes partent pour se former ou pour un 1er emploi
4. Plus la base de la pyramide est large, plus la population est jeune

Les différences entre 2011 et 2016 sont visibles à travers les espaces blancs encadrés et/ou les dépassements.

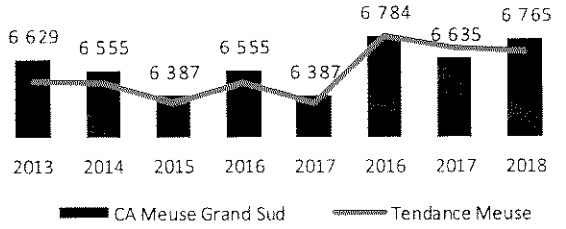
Indicateur clé | Variation annuelle moyenne de la population entre 2011 et 2016



Source : INSEE 2011-2016

Entre 2011 et 2016, le solde naturel moyen pour la CA Meuse Grand Sud était chaque année de -0,2%, contre -0,4% pour le solde migratoire.

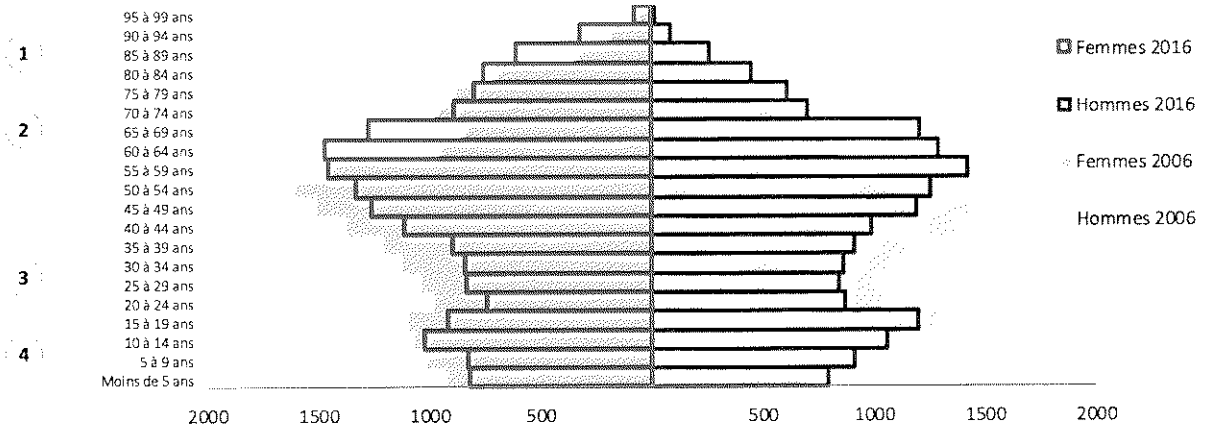
Les allocataires de la CAF* entre 2013 et 2018



Caf.data, 2013-2018

Pour la CA Meuse Grand Sud, le nombre d'allocataires de la CAF est passé de 6 629 à 6 765 entre 2013 et 2018, soit une évolution de 2%.

Pyramide des âges de la population



1.1 PRINCIPALES DYNAMIQUES (3/3)

Comment se renouvelle la population ? Le profil des nouveaux arrivants est-il similaire au reste de la population ?

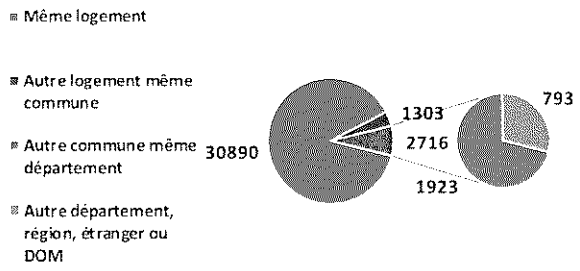
CE QUI FAIT ÉVOLUER LE PROFIL DES HABITANTS

L'arrivée de nouveaux habitants qui ont un profil différent de la population déjà résidente (âge, CSP...) peut s'expliquer par plusieurs facteurs : offre de formation et d'emploi, livraison de nouveaux logements, bonne « réputation » de la commune...

LA DÉFINITION

Dans la catégorie « **Autres** » des CSP de l'INSEE, on entend les « autres personnes sans activité professionnelle », soit les élèves, les étudiants et les hommes/femmes au foyer.

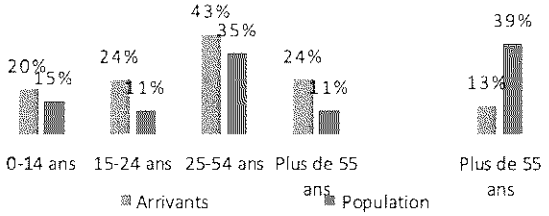
Lieu de résidence de la population un an auparavant (en 2016) – En nombre



Source : INSEE 2016

En 2016, 793 habitants de l'EPCI résidaient l'année précédente dans un autre département, une autre région, à l'étranger ou dans un DOM.

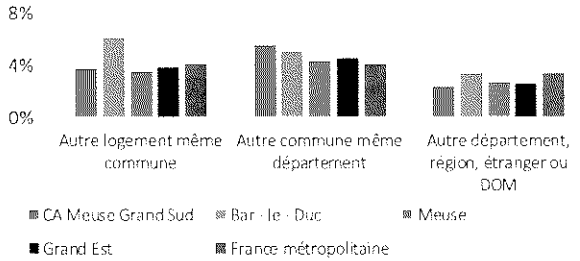
Âge des arrivants par rapport au reste de la population



Source : INSEE 2016

En 2016, 43% des nouveaux arrivants de l'EPCI avaient entre 25 et 54 ans.

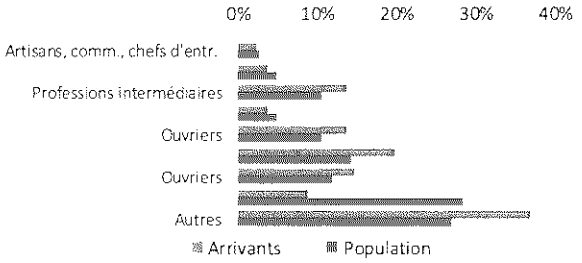
Lieu de résidence de la population un an auparavant (en 2016) – En %



Source : INSEE 2016

En 2016, 4% des habitants de l'EPCI résidaient l'année précédente dans un autre logement de leur commune de résidence.

Catégorie socioprofessionnelle* des arrivants par rapport au reste de la population

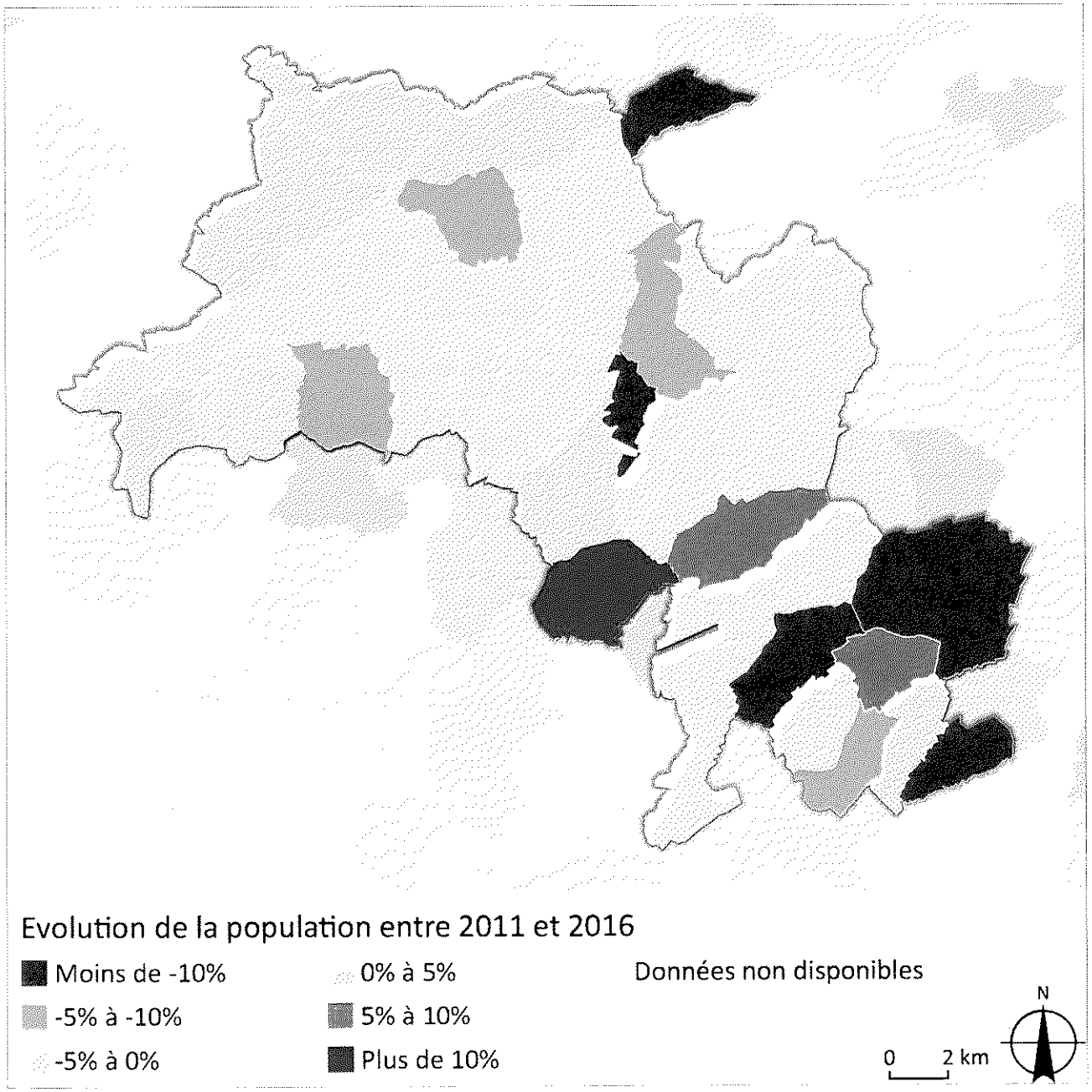


Source : INSEE 2016

En 2016, 20% des nouveaux arrivants de l'EPCI faisaient partie de la catégorie employés.

CA Meuse Grand Sud

Quelle a été l'évolution de la population entre 2011 et 2016 ?



Source : INSEE 2011-2016

1.2 TRANCHES D'ÂGE

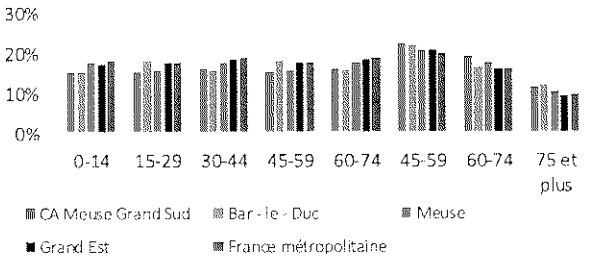
Mon territoire est-il jeune ? Étudiant ? Familial ? Vieillissant ? Quelles classes d'âge sont en hausse / en baisse ?

L'INDICATEUR EXPLIQUÉ

Plus l'indice de jeunesse est élevé, plus la population est jeune.

- **Indice de jeunesse** = Habitants de moins de 20 ans / Habitants de plus de 60 ans

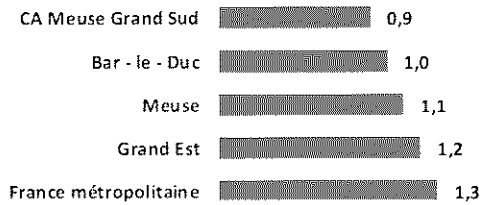
Indicateur clé | Détail de la population par classes d'âge



Source : INSEE 2016

En 2016, les 0-14 ans représentaient 15% de la population de l'EPCI, contre 18% pour la France métropolitaine.

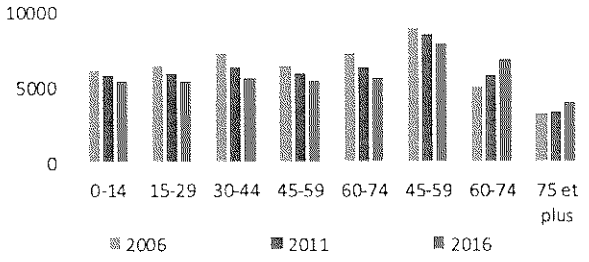
Indice de jeunesse*



Source : INSEE 2016

En 2016, on comptait pour la CA Meuse Grand Sud 0,9 personne(s) de moins de 20 ans pour 1 personne de plus de 60 ans.

Évolution de la population par classes d'âge



Source : INSEE 2006-2016

Pour la CA Meuse Grand Sud, entre 2006 et 2016, le nombre d'individus de 30-44 ans est passé de 7 278 à 5 623.

Population par grandes classes d'âge

	0-19 ans		20-64 ans		65 ans ou plus	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%
2006	8 579	24%	22 069	61%	6 557	18%
2011	8 001	22%	21 348	59%	7 037	19%
2016	7 561	21%	19 597	56%	8 064	23%

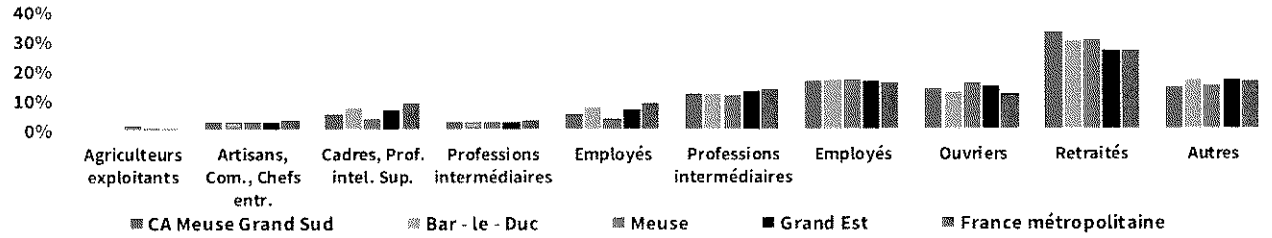
Source : INSEE 2006-2016

En 2016, on enregistrait pour la CA Meuse Grand Sud 56% de 20-64 ans au sein de la population, contre 61% en 2006.

1.3 CSP, DIPLÔME, NATIONALITÉ, IMMIGRATION (1/2)

La population compte-elle beaucoup de cadres ? D'ouvriers ? D'employés ? De retraités ? Est-elle diplômée ?

Indicateur clé | Les 15 ans ou plus par catégorie socioprofessionnelle



Source : INSEE 2016

En 2016, la part des cadres et professions intellectuelles supérieures était de 6% pour la CA Meuse Grand Sud, alors que ce chiffre était de 7% pour Grand Est.

LES CSP

Le code des catégories socio-professionnelles a été élaboré en 1951. Le système reflétait le modèle économique de l'époque avec des catégories telles que « salariés de l'agriculture » ou « patrons de l'industrie et du commerce ».

La dernière version (PCS-2003) éclate certaines catégories pour mieux prendre en compte l'apparition de nouveaux métiers.

Catégorie Socio Professionnelle (CSP)

= Synthèse de la profession
\+ Position hiérarchique
\+ Statut (salarié ou non)

Le « découpage » de la société en CSP n'a pas fini d'évoluer : un collectif de chercheurs a même imaginé une nomenclature européenne (European Socio-Economic Groups).

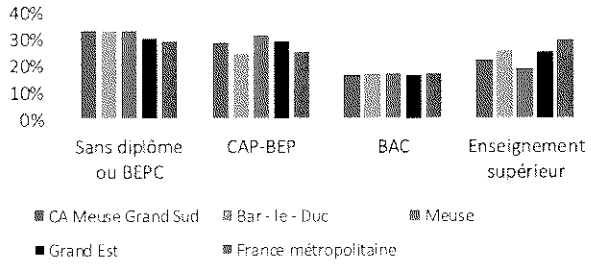
Evolution des 15 ans ou plus par catégorie socioprofessionnelle*

	2006	2011	2016	Evol. 2006-2011
Agriculteurs exploitants	160	174	136	-15%
Artisans, com., chefs d'entr.	759	834	814	+7%
Cadres et prof. intellect. sup.	1 634	1 749	1 714	+5%
Professions intermédiaires	3 969	3 841	3 697	-7%
Employés	5 553	5 343	4 988	-10%
Ouvriers	5 211	4 685	4 167	-20%
Retraités	8 533	9 311	9 887	+16%
Autres	5 120	4 565	4 305	-16%
Ensemble	30 939	30 503	29 708	-4%

Source : INSEE 2006-2016

Entre 2006 et 2016, les habitants de la CSP « employés » ont évolué de -10% pour la CA Meuse Grand Sud.

Population non-scolarisée (qui a terminé ses études)* par niveau de diplôme



Source : INSEE 2016

En 2016, on enregistrait 22% de diplômés de l'enseignement supérieur parmi les 15 ans ou plus non-scolarisés de l'EPCI.

1.3 CSP, DIPLÔME, NATIONALITÉ, IMMIGRATION (2/2)

La population réside-t-elle en France depuis plusieurs générations ? La commune a-t-elle connu des flux migratoires significatifs ?

LA DÉFINITION

- **Population étrangère** = qui n'est pas de nationalité française
- **Population immigrée** = population née à l'étranger, qui peut être ou non de nationalité française

IMMIGRÉS, ÉTRANGERS EN FRANCE

6,2 millions d' immigrés vivent en France. 2,4 millions, soit 39 % d'entre eux, ont acquis la nationalité française.

La population étrangère s'élève quant à elle à 4,4 millions de personnes. Elle se compose de 3,8 millions d'immigrés n'ayant pas acquis la nationalité française et de 0,6 million de personnes nées en France de nationalité étrangère.

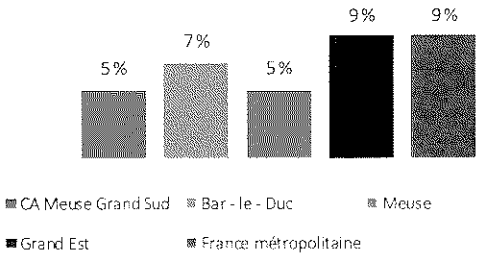
Evolution de la population non-scolarisée par niveau de diplôme

	2006	2011	2016 (nb)	2016 (%)	Evol. 2006-2016
Sans dipl. ou brevet	19 349	18 393	16 820	62%	-13%
BAC	3 817	4 203	4 509	17%	+18%
Enseignement sup.	4 769	5 316	5 967	22%	+25%

Source : INSEE 2006-2016

Entre 2006 et 2016, le nombre de personnes non-scolarisées sans diplôme de l'EPCI a évolué de - 13%.

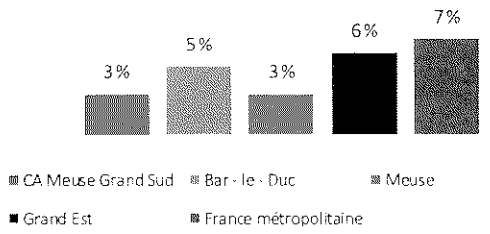
Population immigrée*



Source : INSEE 2016

En 2016, la part de la population immigrée était de 5% pour la CA Meuse Grand Sud, alors que ce chiffre était de 9% pour la France métropolitaine.

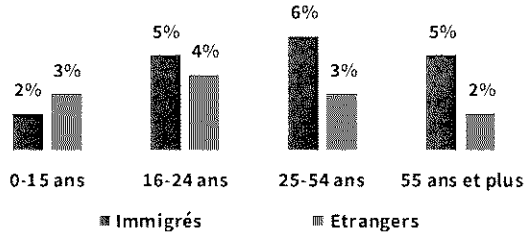
Population de nationalité étrangère*



Source : INSEE 2016

En 2016, la part de la population de nationalité étrangère était de 3% pour la CA Meuse Grand Sud, alors que ce chiffre était de 7% pour la France métropolitaine.

Population par âge, nationalité et situation quant à l'immigration

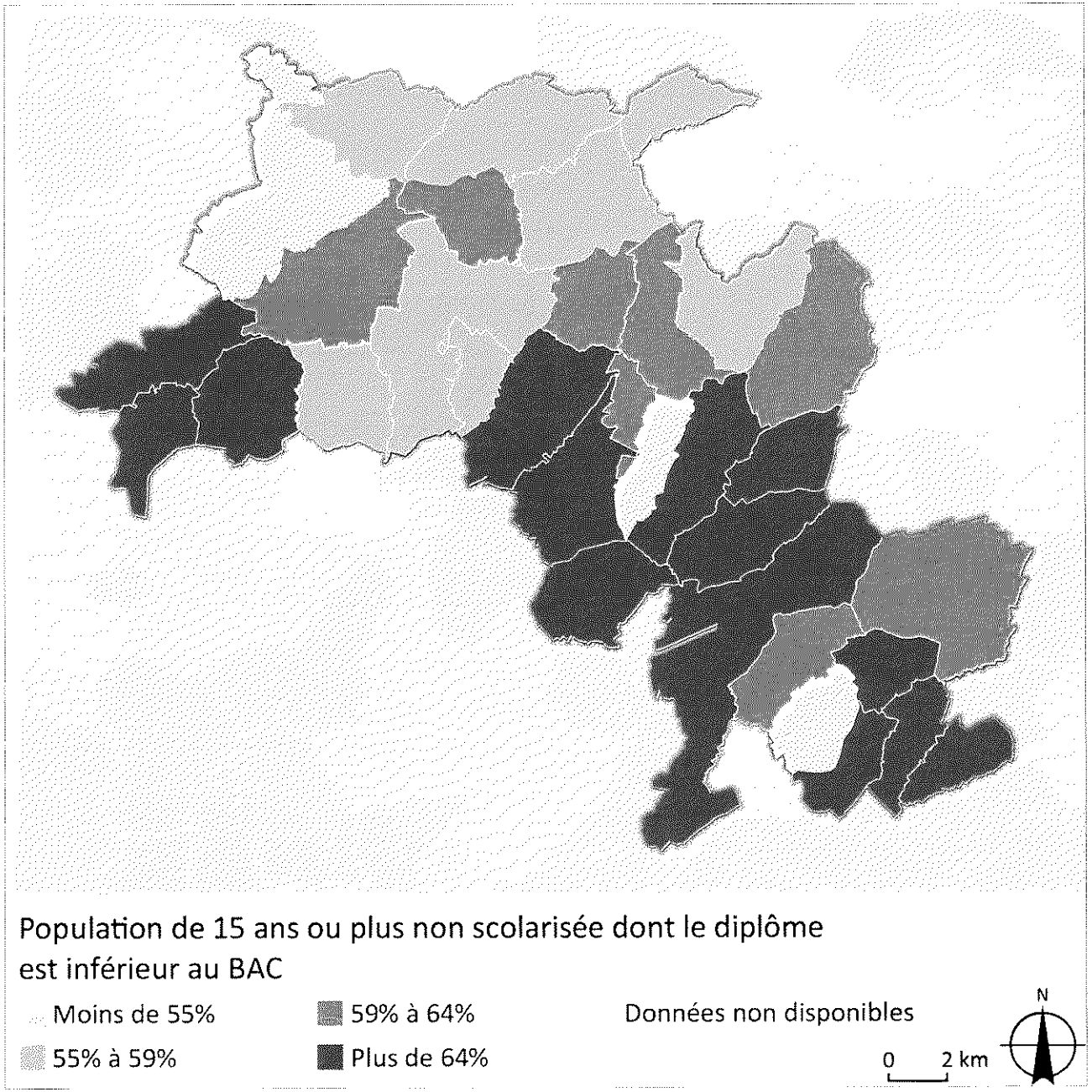


Source : INSEE 2016

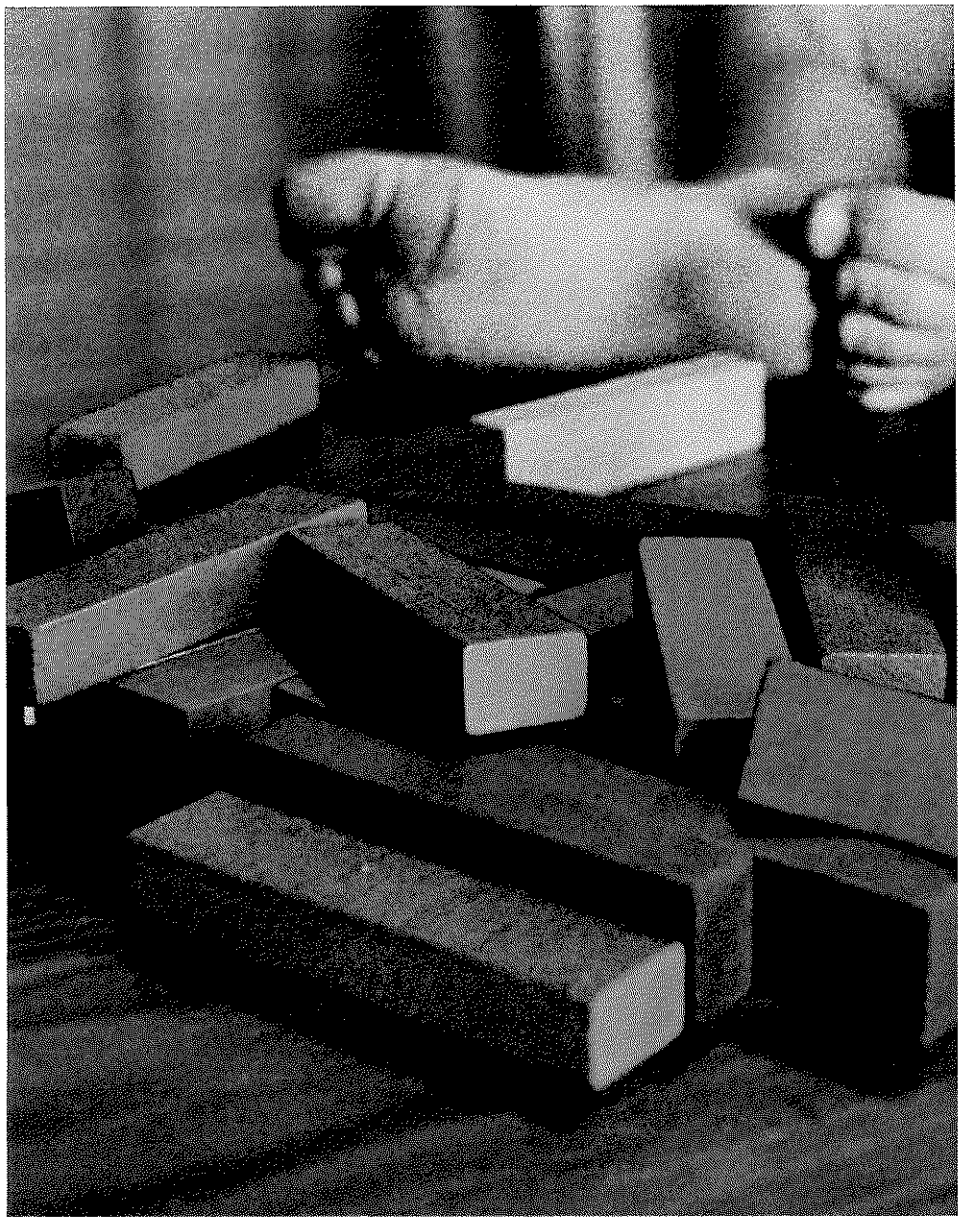
En 2016, on comptait 3% des 25-54 ans de l'EPCI qui étaient de nationalité étrangère.

CA Meuse Grand Sud

Quelle est la part de la population qui n'est pas diplômée du baccalauréat ?



Source : INSEE 2016



2.
PETITE ENFANCE

2.1 Moins de 3 ans et taux de couverture global

2.2 Offre d'accueil

2.3 Allocataires de la PAJE

1.1 MOINS DE 3 ANS ET TAUX DE COUVERTURE GLOBAL

Combien y a-t-il de jeunes enfants dans le territoire ? Quels sont les besoins en modes de garde ? Quelle est la capacité théorique d'accueil des jeunes enfants ? L'offre est-elle suffisante ?

L'INDICATEUR EXPLIQUÉ

Besoins en modes de garde élevés

= Part des 0-3 ans élevée

\+ Faible part des 2 ans scolarisés

\+ Forte proportion de parents qui travaillent

LA DÉFINITION

Selon les modalités de calcul de la CAF, les « places d'accueil » correspondent à tous les modes d'accueils individuels et collectifs présents pour les moins de 3 ans : assistants maternels, établissements d'accueil du jeune enfant (EAJE), écoles maternelles et gardes à domicile.

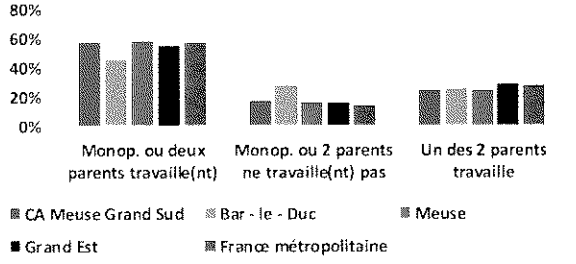
Part des moins de 3 ans au sein de la population

	2006	2011	2016
CA Meuse Grand Sud	3,0%	2,6%	2,6%
Bar - le - Duc	2,9%	2,6%	2,6%
Meuse	3,5%	3,4%	3,1%
Grand Est	3,5%	3,5%	3,2%
France métropolitaine	3,6%	3,6%	3,4%

Source : INSEE 2006-2016

En 2016, les moins de 3 ans représentaient 3,0% de la population de l'EPCI.

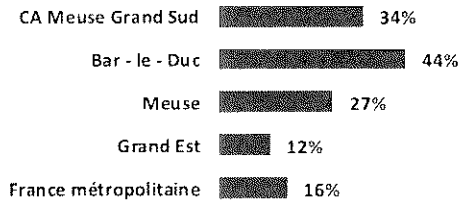
Moins de 3 ans par situation d'emploi du monoparent ou des deux parents



Source : INSEE 2016

En 2016, la part des moins de 3 ans de l'EPCI dont le ou les parent(s) ne travaille(nt) pas était de 18%.

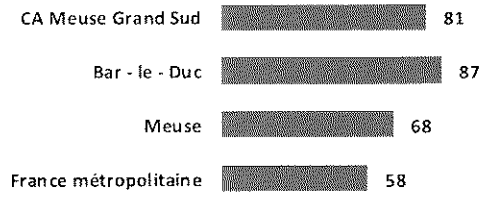
Part des 2 ans scolarisés



Source : INSEE 2016

En 2016, la part des deux ans scolarisés était de 34% pour la CA Meuse Grand Sud, alors qu'elle était de 16% pour la France métropolitaine.

Nombre total de places d'accueil pour 100 enfants de moins de 3 ans



Source : CAF 2016 (pour les EPCI, estimation à partir des communes)

En 2016, le taux de couverture global de l'offre d'accueil du jeune enfant de l'EPCI était de 81 selon les données de la CAF.

1.2 OFFRE D'ACCUEIL

Quel est le mode de garde majoritaire ? Les assistants maternels sont-ils en sous-activité ? Ou y a-t-il un manque de places disponibles ?

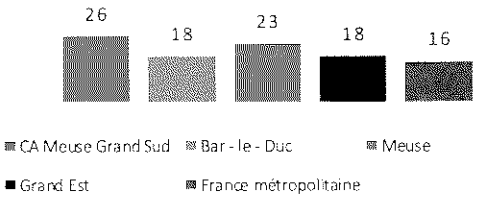
L'ASSISTANT MATERNEL D'AUJOURD'HUI

Historiquement, l'accueil des tout petits est peu valorisé socialement et associé à des qualités dites « naturellement féminines ». En réalité, par rapport à la « nounou d'hier », le métier d'assistant maternel d'aujourd'hui s'est largement professionnalisé (agrément délivré par la PMI, formation...) dans un travail de co-éducation avec les parents.

Le profil type de l'assistant maternel ? Dans 99% des cas, c'est une femme, elle-même mère mais n'ayant plus d'enfants en bas âge, la quarantaine, plutôt issue d'une classe populaire (mais non précarisée).*

* « Position sociale, conditions de travail et d'emploi au quotidien », Revue de littérature sur les assistantes maternelles n°197, Caisse Nationales des Allocations familiales (CNAF), 2017

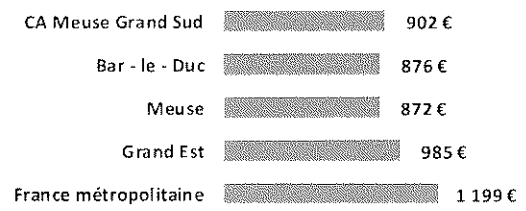
Nombre d'enfants accueillis chez un assistant maternel pour 100 enfants de moins de 6 ans



Source : CAF 2016 (pour les EPCI, estimation à partir des communes)

En 2016, il y avait 26 enfants de l'EPCI accueillis chez les assistants maternels pour 100 enfants de moins de 6 ans.

Rémunération mensuelle moyenne des assistants maternels



Source : CAF 2016 (pour les EPCI, estimation à partir des communes)

En 2016, la rémunération mensuelle moyenne des assistants maternels était de 902€, contre 872€ pour la Meuse.

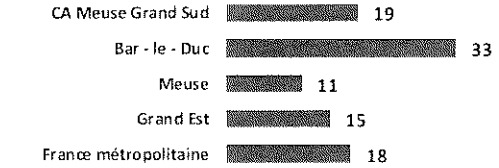
Indicateurs d'activité des assistants maternels

	Nb d'enfants par assmat	Nb d'heures par enfant
CA Meuse Grand Sud	3,1	66
Bar - le - Duc	2,9	56
Meuse	3,0	84
Grand Est	2,8	93
France métropolitaine	3,1	102

Source : CAF 2016 (pour les EPCI, estimation à partir des communes)

Le nombre moyen d'heures par enfant accueilli chez un assistant maternel était de 66 en novembre 2016 pour la CA Meuse Grand Sud.

Nombre de places en structure petite enfance pour 100 enfants de moins de 3 ans



Nb total de places présentes dans le territoire : 176

Source : CAF 2016

En 2016, le nombre de places d'accueil collectif petite enfance était de 19 pour 100 enfants de moins de 3 ans pour la CA Meuse Grand Sud.

1.3 ALLOCATAIRES DE LA PAJE

Quel recours à quel modes de garde de la part des familles ? Certains parents renoncent-ils à leur activité professionnelle pour garder leurs enfants ?

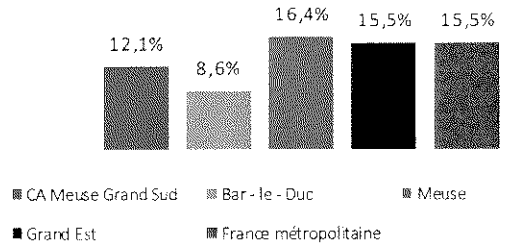
LA PAJE

La Prestation d'Accueil du Jeune Enfant (PAJE), qui constitue la principal aide au mode de garde, se divise en deux grandes catégories (cumulables entre elles) :

- PreParE-CLCA = parents qui ont réduit ou cessé leur activité professionnelle pour élever leur(s) enfant(s)
- CMG = parents qui travaillent et qui ont recours à un mode de garde (assistant maternel ou micro-crèche)

Il est à noter que le nombre d'allocataires de la PAJE, toutes prestations confondues, a baissé à l'échelle nationale depuis 2014.

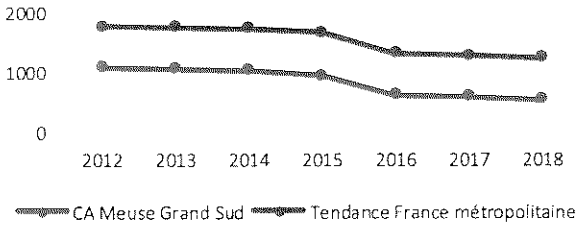
Allocataires de la PAJE* parmi les allocataires CAF en 2018



Source : CAF 2018

En 2018, 12,1% des foyers CAF de l'EPCI bénéficiaient de la PAJE de base, contre 15,5% pour Grand Est.

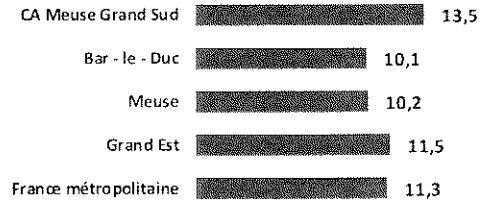
L'évolution des allocataires de la PAJE* de base de 2012 à 2018



Source : CAF 2012-2018

Entre 2012 et 2018, le nombre de foyers allocataires de la PAJE de base est passé pour la CA Meuse Grand Sud de 1 075 à 526.

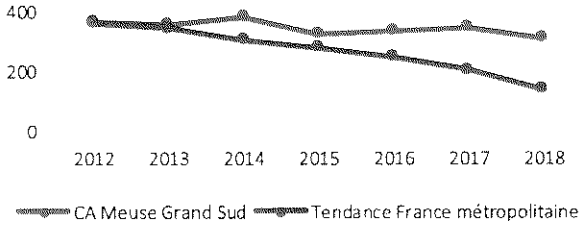
Bénéficiaires de la PreParE* pour 100 enfants de moins de 3 ans



Source : CAF 2018

En 2018, il y avait 13,5 allocataires de la PreParE pour 100 enfants de moins de 3 ans, contre 11,3 pour la France métropolitaine.

L'évolution des allocataires du CMG* assistant maternel de 2012 à 2018

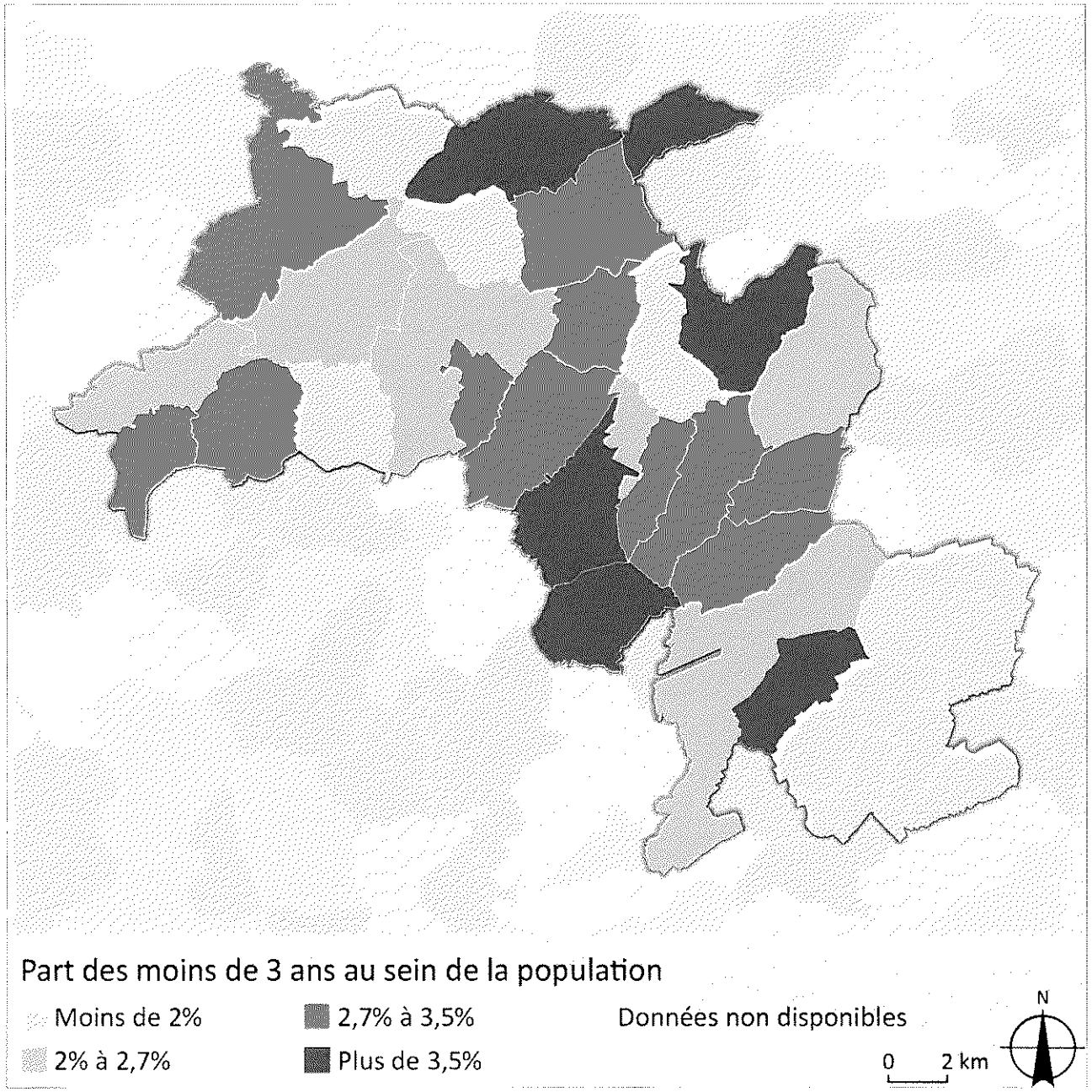


Source : CAF 2012-2018

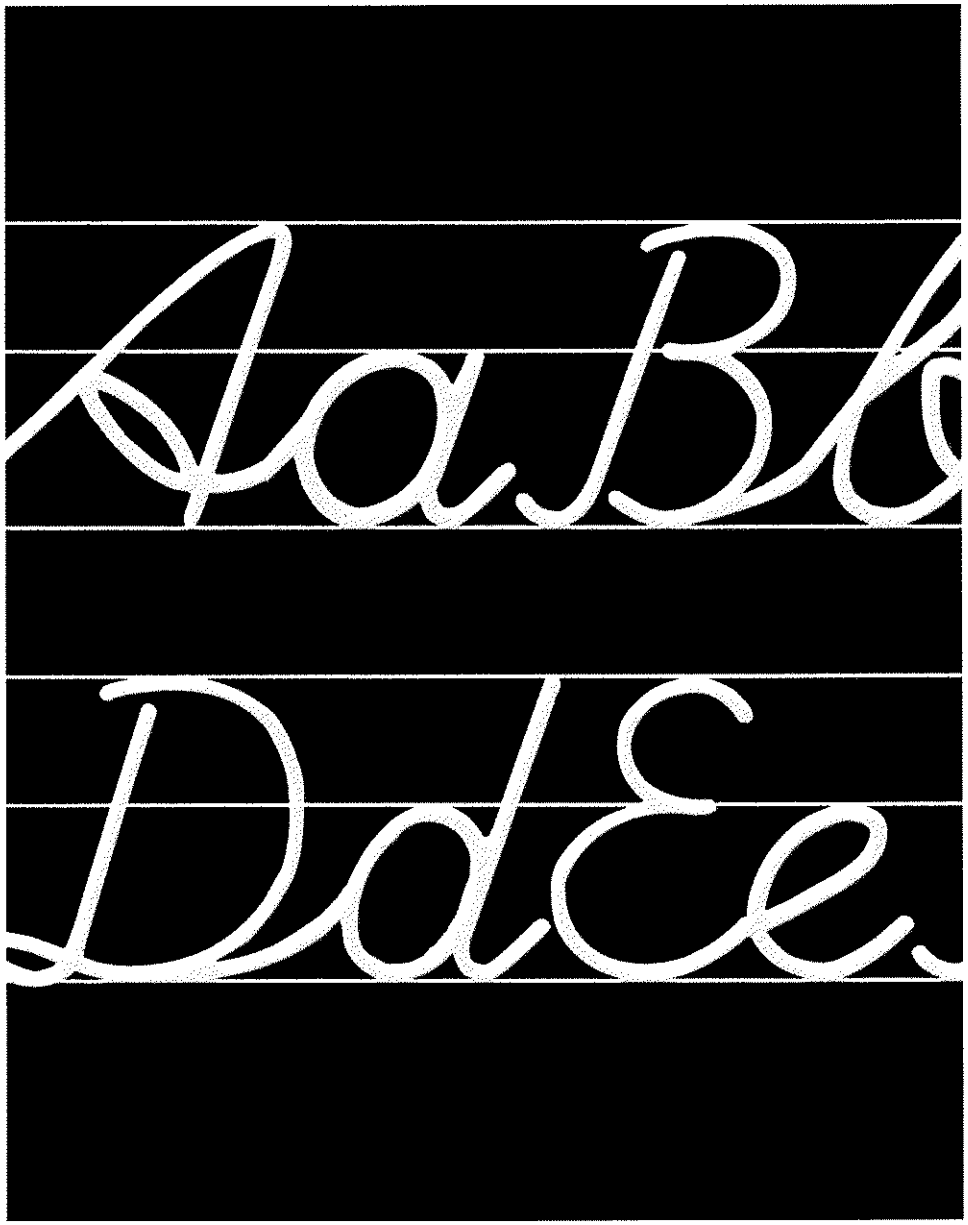
Entre 2012 et 2018, le nombre de foyers allocataires de la CMG assistant maternel est passé pour la CA Meuse Grand Sud de 365 à 308.

CA Meuse Grand Sud

Quelle est la part des moins de 3 ans dans le territoire ?



Source : INSEE 2016



3.

ENFANCE-JEUNESSE

3.1 Les 3-17 ans - Démographie et scolarisation

3.2 Les 18-29 ans - Démographie et logement

3.3 Les jeunes face à l'emploi

3.1 LES 3-17 ANS - DÉMOGRAPHIE ET SCOLARISATION

Quelle est la part d'enfants et d'adolescents dans le territoire ? Où sont-ils scolarisés ?

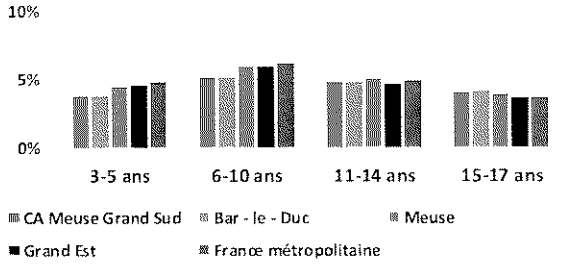
Évolution des 3-17 ans

	2006	2011	2016
3-5 ans	1 589	1 363	1 321
6-10 ans	2 114	2 057	1 816
11-14 ans	1 776	1 794	1 695
15-17 ans	1 474	1 369	1 398

Source : INSEE 2006-2016

Entre 2006 et 2016, le nombre de 3-5 ans est passé de 1 589 à 1 321, soit une évolution de -17% pour la CA Meuse Grand Sud.

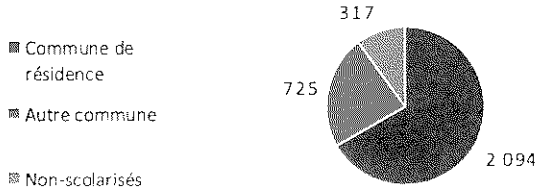
Part des 3-17 ans au sein de la population



Source : INSEE 2016

En 2016, la part des 3-5 ans au sein de la population était de 3,8% pour la CA Meuse Grand Sud, contre 4,8% pour la France métropolitaine.

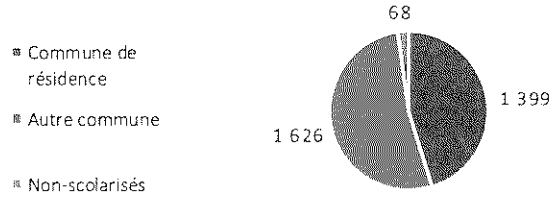
Lieu de scolarisation des 2-10 ans



Source : INSEE 2016

En 2016, 2 094 enfants de 2-10 ans de l'EPCI étaient scolarisés dans leur commune de résidence.

Lieu de scolarisation des 11-17 ans



Source : INSEE 2016

En 2016, 1 626 enfants de 11-17 ans de l'EPCI étaient scolarisés en dehors de leur commune de résidence.

LA PROJECTION DES EFFECTIFS SCOLAIRES

Projeter les effectifs scolaires permet d'anticiper plus sereinement le nombre de classes dans les écoles à moyen terme (et donc d'anticiper d'éventuels travaux et évolutions de personnel).

Sans entrer dans une prospective scolaire complexe, les collectivités peuvent avoir une bonne idée du nombre d'élèves par classe et par niveau via la méthode des taux apparents de passage (TAP).

Ce mode de calcul présente l'avantage de simplifier la projection, puisqu'il prend en compte à l'échelle de la commune les dérogations, les redoublements et les taux de scolarisation (calculés d'après les naissances).

3.2 LES 18-29 ANS - DÉMOGRAPHIE ET LOGEMENT

Les jeunes partent-ils ailleurs pour leurs études/formations ou leur 1er emploi ? Vivent-ils toujours chez leurs parents ?

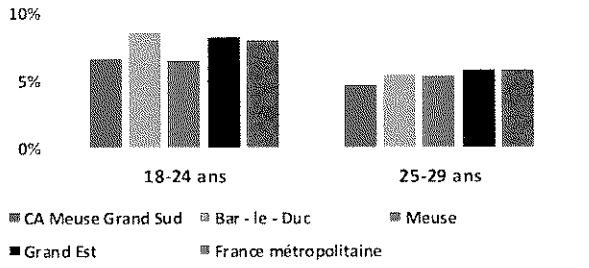
Évolution des 18-29

	2006	2011	2016
18-24 ans	2 927	2 729	2 335
25-29 ans	2 037	1 868	1 676

Source : INSEE 2006-2016

Entre 2006 et 2016, le nombre de 18-24 ans de l'EPCI est passé de 2 927 à 2 335 soit une évolution de -20%.

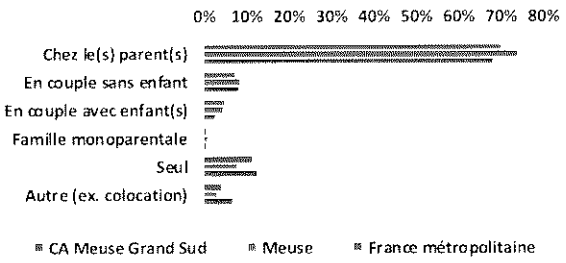
Part des 18-29 ans au sein de la population



Source : INSEE 2016

En 2016, la part des 25-29 ans au sein de la population était de 4,8% pour la CA Meuse Grand Sud, contre 5,9% pour la France métropolitaine.

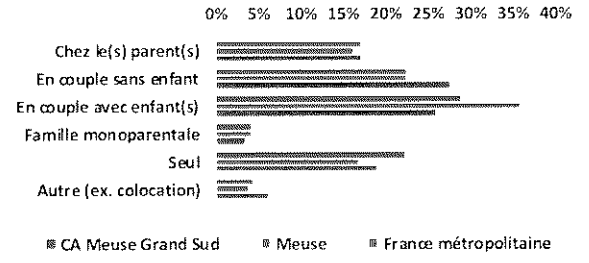
Mode de cohabitation des 15-24 ans



Source : INSEE 2016

En 2016, 70% des 15-24 ans de l'EPCI vivaient chez leurs parents, contre 74% pour la Meuse.

Mode de cohabitation des 25-29 ans



Source : INSEE 2016

En 2016, 22% des 25-29 ans de l'EPCI vivaient seuls, contre 17% pour la Meuse.

LOGEMENT DES JEUNES ET AUTONOMIE

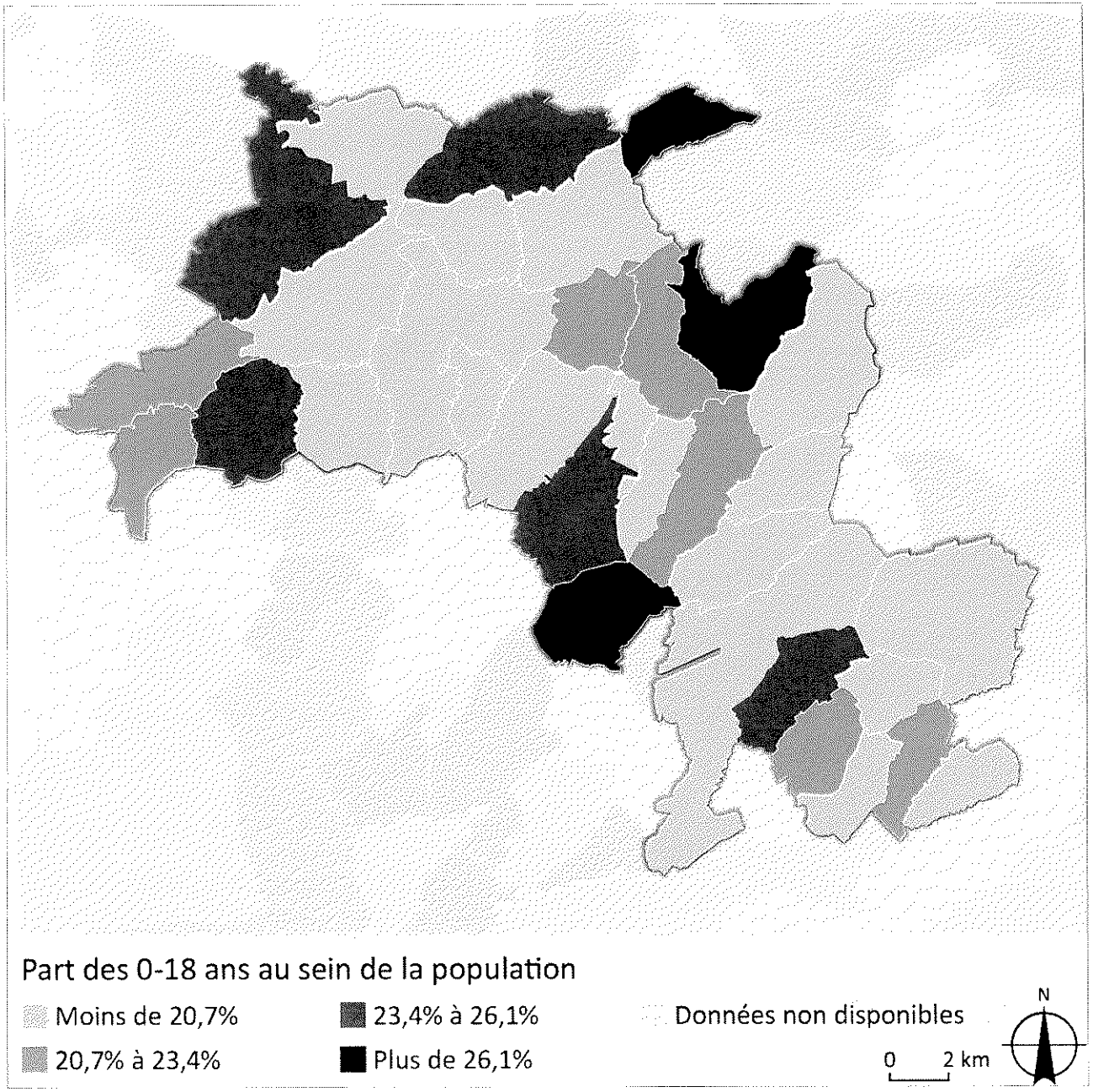
En lien avec l'augmentation du chômage, le rallongement des études et la croissance des prix des logements, le nombre de jeunes adultes vivant chez leurs parents a augmenté depuis le début des années 2000.

Le parcours vers l'indépendance est également plus sinueux qu'auparavant. Un jeune peut ainsi connaître plusieurs périodes d'aller-retours dans le logement parental, pour diverses raisons : fin d'un cycle d'études, séparation amoureuse, difficultés financières et/ou perte d'un emploi.*

* Baromètre DJEPVA 2018

CA Meuse Grand Sud

Quelle est la part des moins de 18 ans dans la population ?



Source : INSEE 2016

3.3 LES JEUNES FACE À L'EMPLOI

Les jeunes du territoire ont-ils plutôt un profil étudiant ou jeune actif ? Quelle est la part des jeunes en situation de précarité (chômage, instabilité de l'emploi...) ?

L'INDICATEUR EXPLIQUÉ

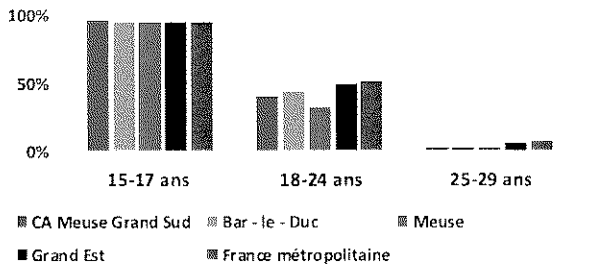
Le taux de scolarisation par tranche d'âge est un indicateur des difficultés des jeunes dans un territoire :

- Faible taux de scolarisation des 15-17 ans = potentiel décrochage scolaire au collège/lycée
- Faible taux de scolarisation des 18-24 ans = probables difficultés d'accès aux études supérieures et/ou formation au sens large

A noter que les « scolarisés » comprennent les élèves, les étudiants et les apprentis.

Les « NEET » (not in employment, education or training), soit les jeunes qui ne sont ni en emploi, ni en études, ni en formation, seraient près de 2 millions en France.

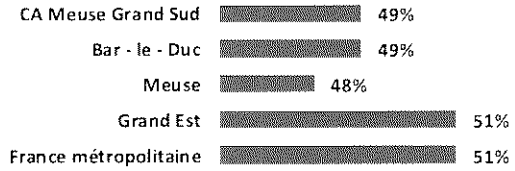
Scolarisation des 15-29 ans



Source : INSEE 2016

En 2016, 40% des 18-24 ans de l'EPCI étaient scolarisés, contre 50% pour Grand Est.

Les 15-24 ans en CDI ou dans la fonction publique

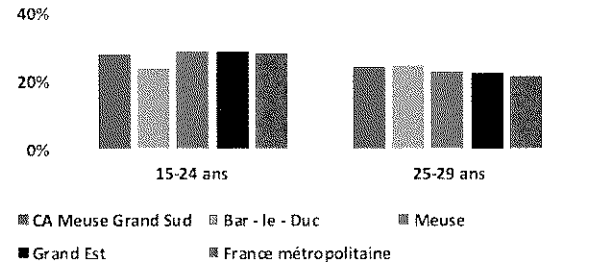


Nb de 15-24 ans occupant un emploi stable : 408

Source : INSEE 2016

En 2016, 49% des 15-24 ans salariés de l'EPCI occupaient un emploi stable (CDI ou fonction publique), contre 51% pour la France métropolitaine.

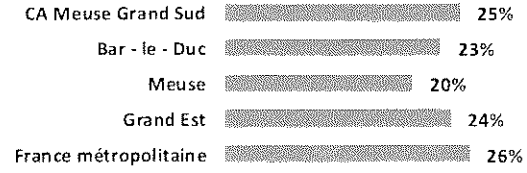
Les chômeurs de 15-29 ans



Source : INSEE 2016

En 2016, la CA Meuse Grand Sud enregistrait un taux de chômage de 28% pour les 15-24 ans, alors que ce chiffre était de 29% pour la Meuse.

Les 15-24 ans salariés à temps partiel



Nb de 15-24 ans à temps partiel : 211

Source : INSEE 2016

En 2016, 25% des 15-24 ans salariés de l'EPCI travaillaient à temps partiel, contre 20% pour la Meuse.



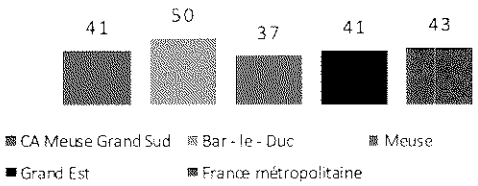
4.
FAMILLES

Familles et ménages

FAMILLES ET MÉNAGES (1/2)

Le territoire accueille-t-il beaucoup de personnes seules ? De couples avec enfants ? De familles monoparentales ? Les familles nombreuses sont-elles fortement représentées ? Se marie-t-on plus qu'ailleurs ?

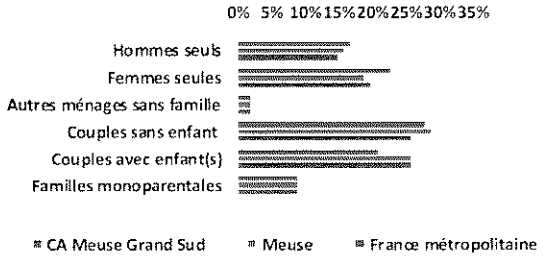
Nombre de foyers allocataires CAF pour 100 ménages



Source : CAF 2018 et INSEE 2016

En 2018, la CA Meuse Grand Sud comptabilisait 41 foyers allocataires CAF pour 100 ménages, contre 37 pour la Meuse.

Indicateur clé | Répartition des ménages par type



Source : INSEE 2016

En 2016, les hommes seuls représentaient 17% du total des ménages de l'EPCI, contre 22% pour la France métropolitaine.

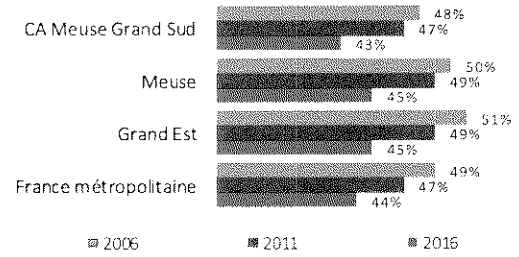
LA DÉFINITION

Selon l'INSEE, un ménage désigne le ou les occupants d'un même logement, sans que ces personnes soient nécessairement unies par des liens de parenté .

Ménage :

- = Personne seule
- = Plusieurs personnes sans famille (par exemple colocataires)
- = Famille (couple avec ou sans enfant et famille monoparentale)

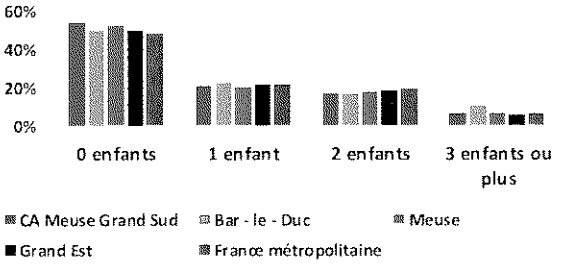
La part des personnes de 15 ans ou plus mariées



Source : INSEE 2006-2016

En 2016, la part des personnes de 15 ans ou plus mariées était de 43% pour la CA Meuse Grand Sud, contre 47% en 2011.

Familles par nombre d'enfants de moins de 25 ans

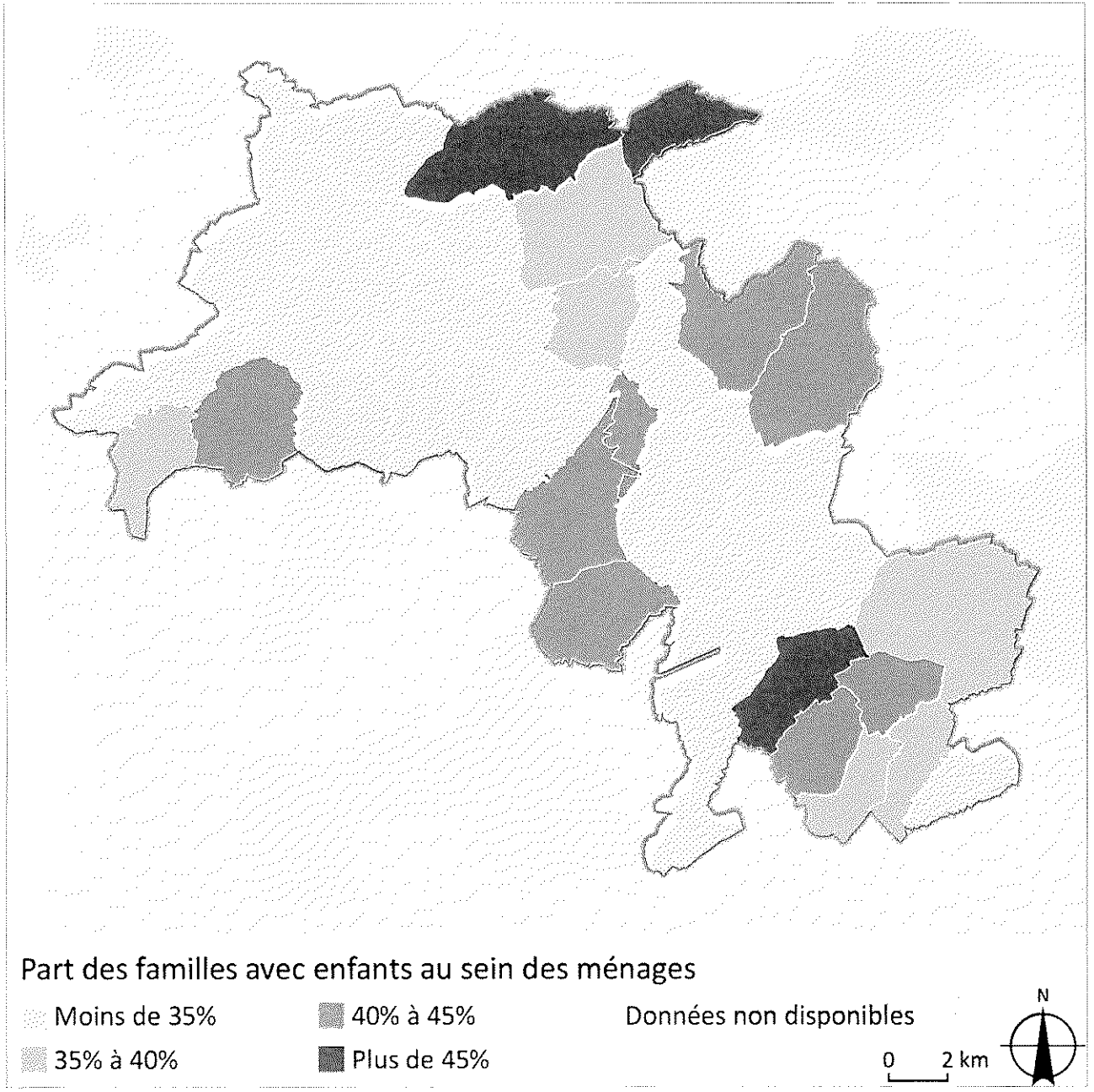


Source : INSEE 2016

En 2016, 7% des familles de l'EPCI avaient 3 enfants ou plus, contre 7% pour la Meuse.

CA Meuse Grand Sud

Quelle est la part des familles avec des enfants à charge ?



Source : INSEE 2016

FAMILLES ET MÉNAGES (2/2)

Le profil des familles a-t-il changé ? La population est-elle plus familiale qu'ailleurs ou, au contraire, le territoire accueille-t-il plutôt des étudiants, des jeunes actifs, des seniors ?

L'INDICATEUR EXPLIQUÉ

Familles (selon l'INSEE)

= Couples sans enfants

+ Couples avec enfants

+ Familles monoparentales

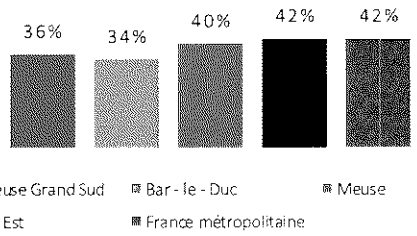
Familles sans enfants (selon l'INSEE)

= Familles qui n'ont pas eu d'enfant

+ Familles dont les enfants sont partis

+ Familles dont les enfants > à 25 ans

Les couples avec enfants - Démographie



Source : INSEE 2016

En 2016, les couples avec enfants représentaient 36% des familles de l'EPCI, contre 42% pour la France métropolitaine.

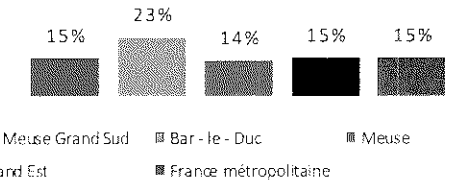
Les couples avec enfants - Évolution

	2006	2011	2016
CA Meuse Grand Sud	4 263	3 900	3 553
Bar - le - Duc	1 391	1 385	1 238
Meuse	24 243	23 063	21 459
Grand Est	700 294	673 751	649 084
France métropolitaine	7 542 998	7 485 529	7 433 706

Source : INSEE 2006-2016

Entre 2006 et 2016, les couples avec enfants de l'EPCI sont passés de 4 263 à 3 553, ce qui correspond à une évolution de -17%.

Les familles monoparentales - Démographie



Source : INSEE 2016

En 2016, les familles monoparentales représentaient 15% des familles de l'EPCI, contre 15% pour la France métropolitaine.

Les familles monoparentales - Évolution

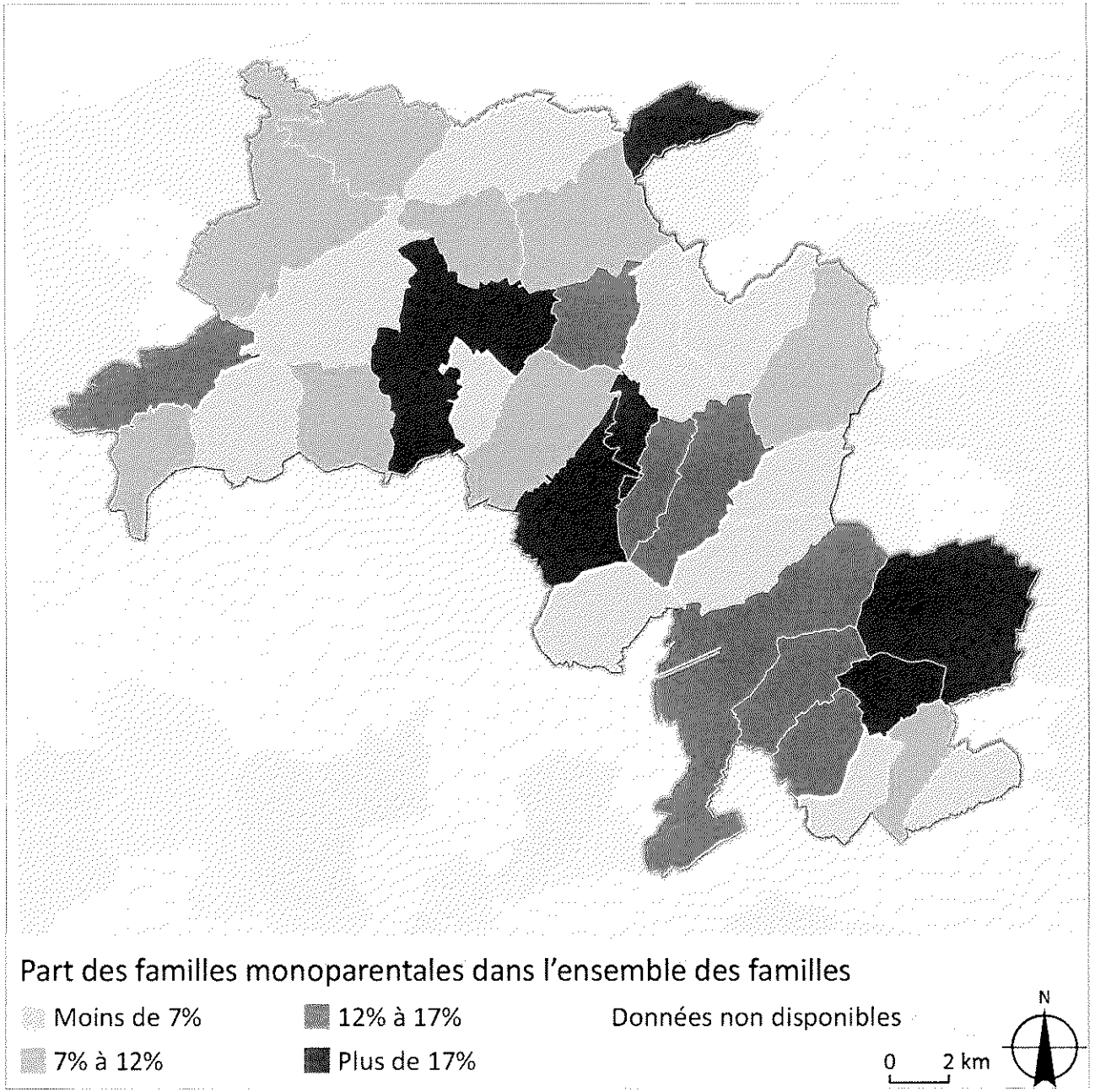
	2006	2011	2016
CA Meuse Grand Sud	1 468	1 333	1 509
Bar - le - Duc	837	718	840
Meuse	6 487	6 612	7 458
Grand Est	191 057	209 910	227 421
France métropolitaine	2 209 148	2 444 025	2 713 792

Source : INSEE 2006-2016

Entre 2006 et 2016, les familles monoparentales de l'EPCI sont passées de 1 468 à 1 509, ce qui correspond à une évolution de +3%.

CA Meuse Grand Sud

Quelle est la part des familles monoparentales dans la population ?



Source : INSEE 2016



5.
SENIORS

5.1 Démographie

5.2 Fragilité et isolement

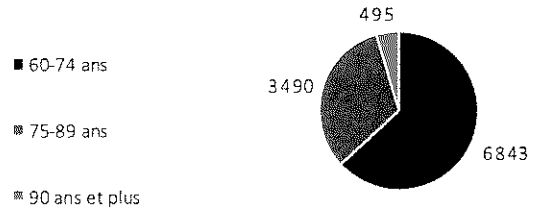
5.1 DÉMOGRAPHIE

Quel vieillissement connait la population du territoire ? Quelle est la proportion de « jeunes » retraités ?

L'INDICATEUR EXPLIQUÉ

Les évolutions des **retraités du Régime général** (représentant plus des deux tiers des retraités) permettent d'avoir des données plus récentes sur l'évolution démographique des personnes âgées.

Les seniors par âge



Source : INSEE 2016

En 2016, la CA Meuse Grand Sud accueillait 495 personnes de 90 ans ou plus.

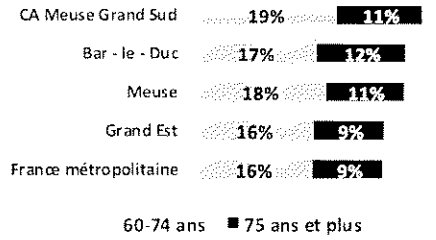
Évolution des 75 ans et + au sein de la population

	2006	2011	2016	Evol. 2006-2016
CA Meuse Grand Sud	3 275	3 818	3 985	+22%
Bar - le - Duc	1 593	1 865	1 778	+12%
Meuse	17 513	19 508	19 791	+13%
Grand Est	424 863	482 661	514 858	+21%
France métropolitaine	5 124 108	5 722 180	6 047 132	+18%

Source : INSEE 2006-2016

Entre 2011 et 2016, le nombre de 75 ans et plus de l'EPCI est passé de 3 818 à 3 985, soit une évolution de +22%.

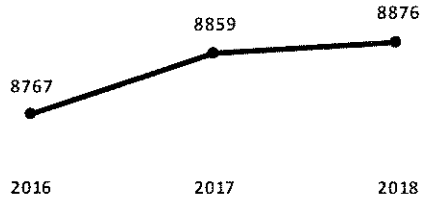
Les 60 ans et + au sein de la population



Source : INSEE 2016

En 2016, la part des plus de 75 ans au sein de la population était de 11% pour la CA Meuse Grand Sud contre 11% pour la Meuse.

Les retraités du Régime général de la Sécurité sociale de 2016 à 2018

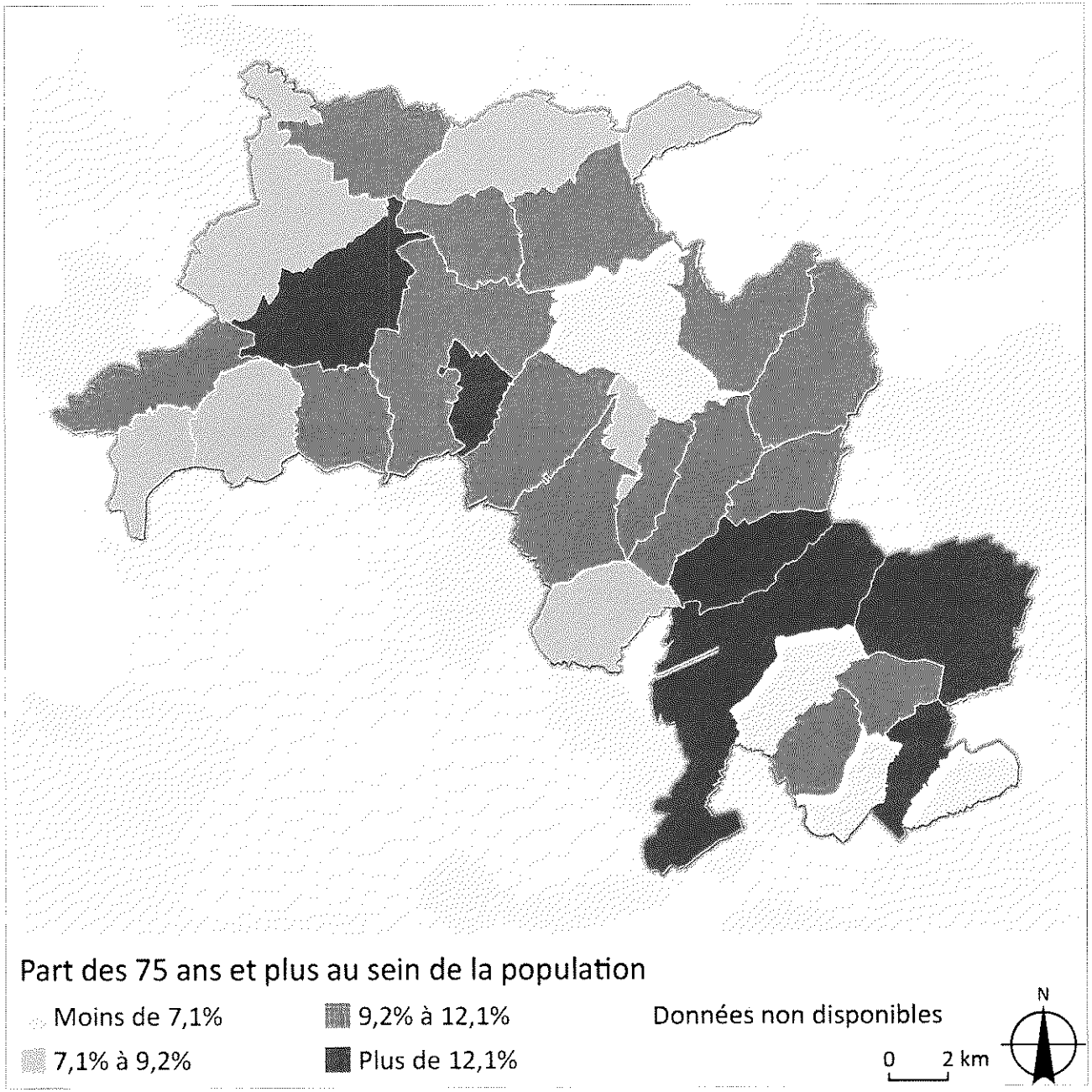


Source : Observatoire des fragilités, 2016-2018

En 2018, le nombre de retraités du Régime général de la Sécurité sociale pour la CA Meuse Grand Sud était de 8 876, contre 8 767 en 2016.

CA Meuse Grand Sud

Quelle est la part des plus de 75 ans dans la population ?



Source : INSEE 2016

5.2 FRAGILITÉ ET ISOLEMENT

Quelle proportion de seniors fragiles ? Isolés ? Disposant de faibles ressources ?

L'INDICATEUR EXPLIQUÉ

Une personne est **exonérée de la CSG** lorsque son revenu est inférieur à 11 228 € par an (ou 17 070 € par an pour un couple). Un indicateur de précarité économique particulièrement parlant !

Le **ratio aidants/aidés** permet quant à lui d'estimer le potentiel d'isolement mais aussi de liens entre les générations.

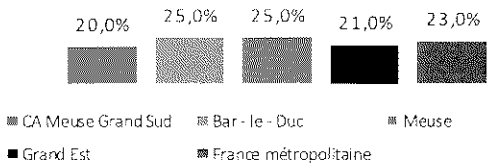
L'isolement des personnes âgées

	Total 80 ans et plus seuls	Part des 80 ans et plus seuls	Evol. 2006-2016
CA Meuse Grand Sud	1 142	53%	+35%
Bar - le - Duc	571	59%	+18%
Meuse	5 710	51%	+35%
Grand Est	138 475	50%	+38%
France métropolitaine	1 646 550	49%	+32%

Source : INSEE 2006-2016

Entre 2011 et 2016, le nombre de personnes de 80 ans et plus qui vivent seules a évolué de +35% pour la CA Meuse Grand Sud.

Indicateur clé | Les seniors exonérés de la CSG

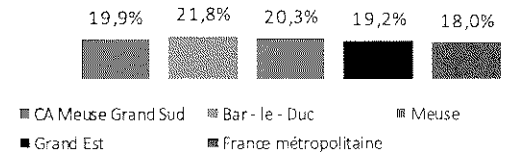


Nb bénéficiaires exonérés : 1 815

Source : Observatoire des fragilités, 2018

En 2018, 20,0% des retraités du Régime général de l'EPCI étaient exonérés de la CSG , contre 23,0% pour la France métropolitaine.

Les bénéficiaires d'une pension d'invalidité ou veuf

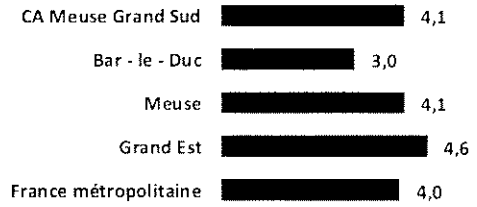


Nb bénéficiaires d'une pension d'invalidité : 1 769

Source : Observatoire des fragilités, 2018

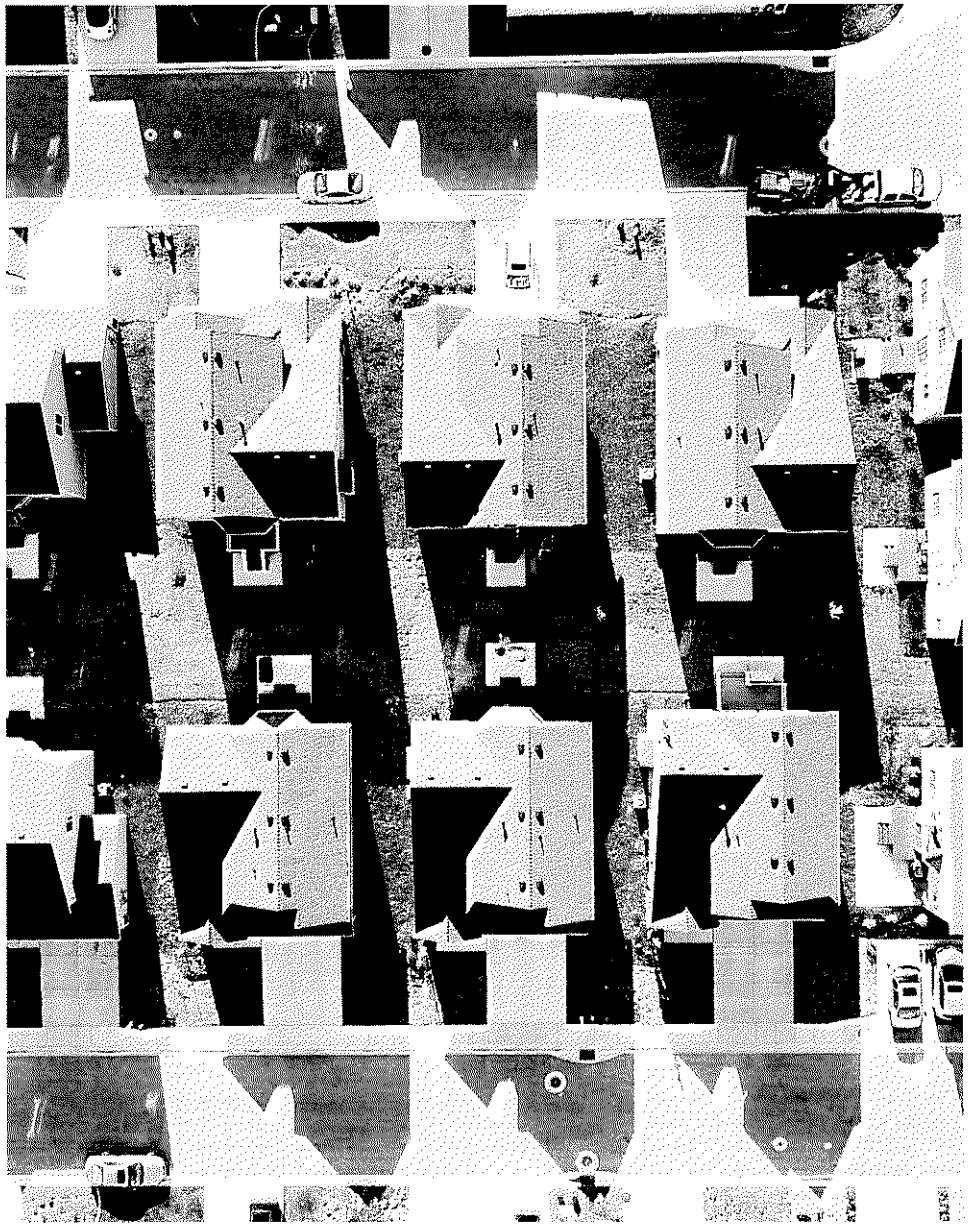
En 2018, 19,9% des retraités du Régime général de l'EPCI étaient bénéficiaires d'une pension d'invalidité ou veuf, contre 18,0% pour la France métropolitaine.

Nombre d'aidants (55-64 ans) pour un aidé (85 ans et plus)



Source : INSEE 2016

En 2016, la CA Meuse Grand Sud totalisait 4,1 personnes de 55-64 ans (potentiellement aidantes) pour 1 personne de 85 ans ou plus (potentiellement aidée).



6.
LOGEMENT ET IMMOBILIER

6.1 Typologie du parc de logements

6.2 Constructions

6.3 Prix de l'immobilier*

** Sauf Alsace-Lorraine, Corse et Outre-Mer*

6.1 TYPOLOGIE DU PARC DE LOGEMENTS

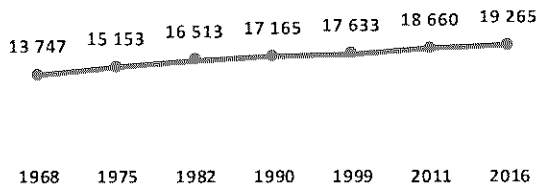
Les constructions ont-elles changé le visage du territoire depuis les années 1960 ? Aujourd'hui, quels types de logements sont présents ? Sont-ils adaptés à la population ?

L'INDICATEUR EXPLIQUÉ

Un **taux de vacance** élevé dans un territoire est souvent caractéristique d'un enjeu de rénovation d'une partie du parc de logements, peu adapté à la structure de la population et/ou aux standards actuels.

A ce jour, en France, environ 3 millions de logements seraient inoccupés sur un parc total de 35 millions.

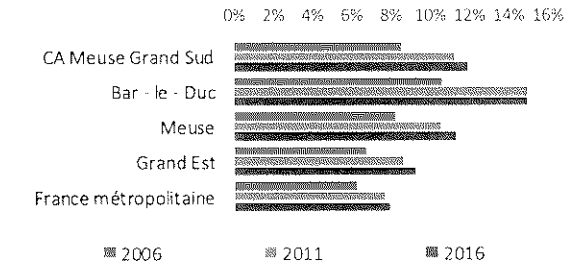
Évolution du nombre de logements de 1968 à 2016



Source : INSEE RGP 1968 - 2016

De 1968 à 2016, le nombre de logements de l'EPCI est passé de 13 747 à 19 265.

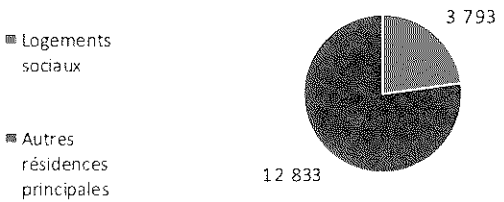
Taux de vacance*



Source : INSEE 2016

En 2016, la CA Meuse Grand Sud avait un taux de vacance de 12,0% contre 11,4% pour la Meuse.

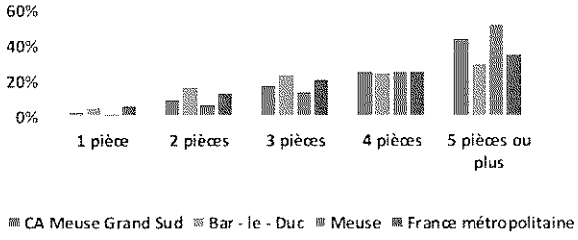
Part des logements sociaux parmi les résidences principales



Source : statistiques.developpement-durable.gouv, 2018

En 2018, le nombre de logement sociaux comptabilisés pour la CA Meuse Grand Sud était de 3 793.

Indicateur clé | Résidences principales* par nombre de pièces



Source : INSEE 2016

En 2016, 44% des logements de l'EPCI avaient 5 pièces ou plus, contre 35% pour la France métropolitaine.

6.2 CONSTRUCTIONS

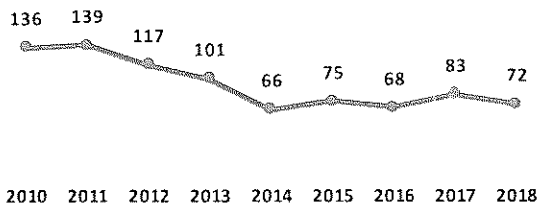
Par rapport à d'autres territoires, y a-t-il beaucoup de constructions de logements ? S'agit-il plutôt de petits ou grands logements ?

LA BASE SIT@DEL2

La base de données nationale Sit@del2 permet de consolider des éléments transmis par les collectivités et l'Etat. Elle retrace toutes les étapes d'une construction (logement ou autre local), du dépôt de dossier à la mise en chantier et jusqu'à l'achèvement des travaux.

Il est ainsi possible d'avoir une vision chronologique des autorisations de construction (de façon exhaustive) et des logements commencés (avec des données particulièrement récentes).

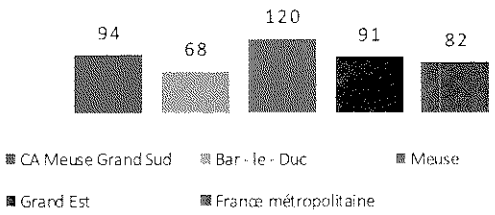
Evolution du nombre de permis de construire de 2010 à 2018



Source : base sit@del2, 2010-2018

En 2018, 72 permis de construire ont été enregistrés au sein de la base Sit@Del2 pour la CA Meuse Grand Sud, contre 83 en 2017.

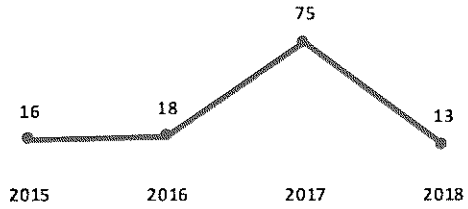
Surface moyenne des logements autorisés en 2016-2018 (en m²)



Source : base sit@del2, 2016-2018

Sur la période 2016-2018, la surface moyenne des logements autorisés pour la CA Meuse Grand Sud était de 94 m², contre 120 m² pour la Meuse.

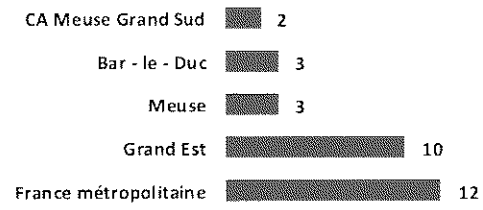
Nombre de logements commencés par année



Source : base sit@del2, 2015-2018

En 2018, 13 logements commencés ont été enregistrés au sein de la base Sit@Del2 pour la CA Meuse Grand Sud, contre 75 en 2017.

Indicateur clé | Logements autorisés en moyenne chaque année pour 1000 logements (2016-2018)



Source : base sit@del2, 2016-2018

Sur la période 2016-2018, le nombre de logements autorisés en moyenne chaque année 1 000 logements était de 2 pour la CA Meuse Grand Sud.

6.3 PRIX DE L'IMMOBILIER

Quel est le prix au m² dans le territoire pour les maisons ? Pour les appartements ? Pour les locaux professionnels ?

LA BASE DVF

Depuis janvier 2019, la DGFiP publie des jeux de données relatifs aux transactions immobilières depuis 2014. Les données sont issues des actes notariés et des informations cadastrales, et font l'objet d'une mise à jour semestrielle (avril et octobre) au cours de laquelle de nouvelles transactions peuvent être ajoutées.

Pour découvrir le détail des mutations par parcelle de votre territoire, rendez-vous sur app.dvf.etalab.gouv.fr

Bon à noter :

- En cas de vente d'une maison, le terrain est compris dans le prix de vente. En revanche, les dépendances ne sont pas comptabilisées.
- Les « autres surfaces » correspondent à l'ensemble des terrains non bâtis : terrains à bâtir, bois, terrains d'agréments, prairies, landes, vergers, carrières, taillis...

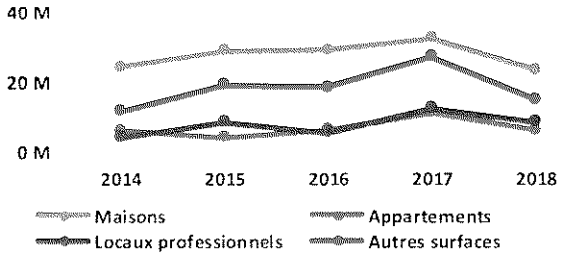
Mutations* enregistrées par type et par année

	2014	2015	2016	2017	2018
Maisons	222	263	260	308	209
Appartements	81	30	87	119	71
Locaux pro.	30	39	29	65	35
Autres	328	350	313	288	211

Source : DVF, Ministère de l'économie et des finances, avril 2019

209 mutations pour des maisons sont connues pour la CA Meuse Grand Sud en 2018. Cette donnée est provisoire, et sera actualisée en novembre 2019.

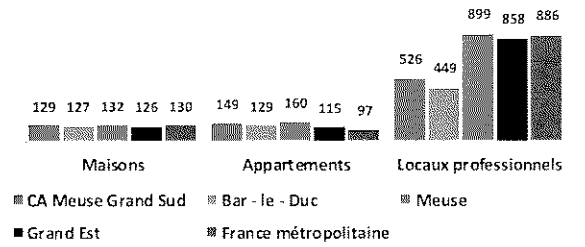
Evolution du volume des ventes enregistrées par type (en millions d'€)



Source : DVF, Ministère de l'économie et des finances, avril 2019

En 2018, le volume des mutations connues à ce jour pour la CA Meuse Grand Sud qui concernent des locaux professionnels était de 23,3€ millions d'euros, contre

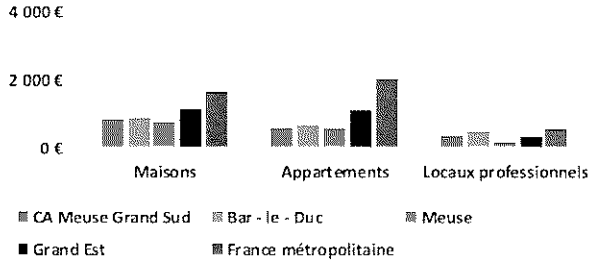
Taille moyenne des mutations enregistrées (en m²)



Source : DVF, Ministère de l'économie et des finances, avril 2019

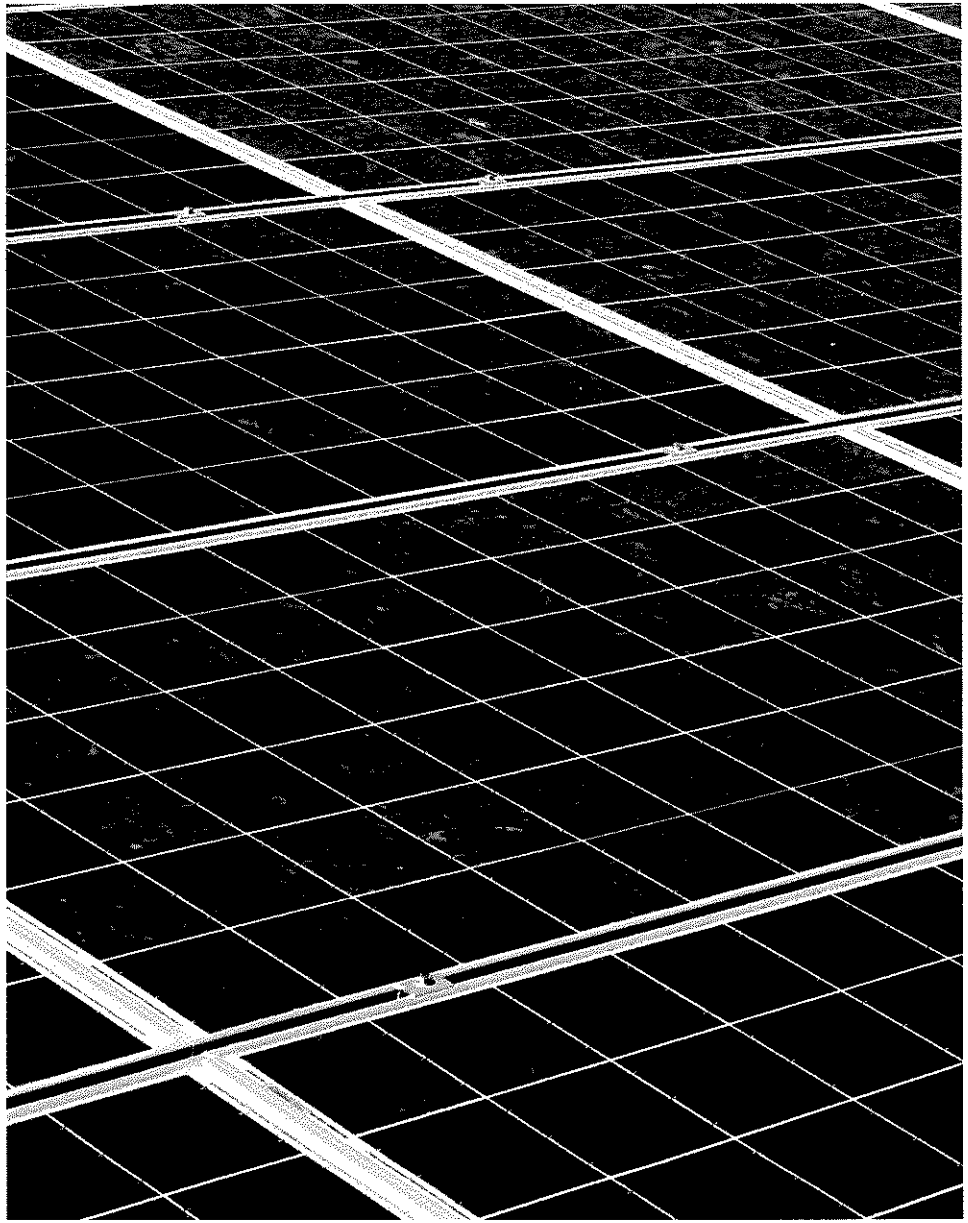
Sur la période 2014-2018, la taille moyenne des mutations enregitrées pour des maisons de l'EPCI était de 129 m².

Prix de vente au m² sur la période 2014-2018



Source : DVF, Ministère de l'économie et des finances, avril 2019

Sur la période 2014-2018, le prix moyen au m² des mutations enregitrées pour la CA Meuse Grand Sud était de 369€ pour les locaux professionnels.



7.
HABITAT ET ÉNERGIE

7.1 Ancienneté et modes d'occupation

7.2 Vétusté et équipement des logements

7.3 Consommation en électricité

7.1 ANCIENNETÉ ET MODES D'OCCUPATION

Combien de temps les habitants résident-ils dans leur logement ? Quelle part de propriétaires ? De locataires ?

LA DÉFINITION

Selon l'INSEE, il existe 4 manières « d'occuper son logement » :

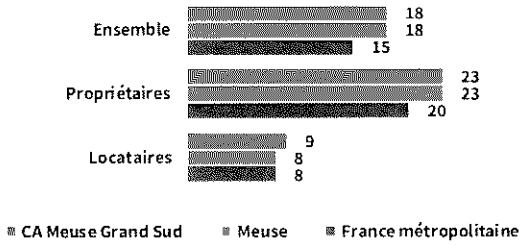
= Propriétaire (dont usufruitiers)

= Locataire dans le parc privé

= Locataire dans un logement social (HLM loué vide)

= Hébergé à titre gratuit : personne résidant, à titre gracieux, chez une autre personne propriétaire ou locataire de son logement qui n'est pas membre de la même famille

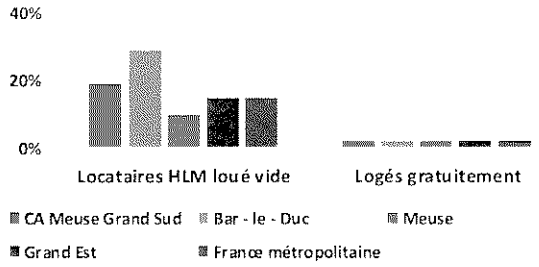
Ancienneté moyenne d'emménagement (en années)



Source : INSEE 2016

En 2016, les habitants de l'EPCI résidaient dans leur logement actuel depuis en moyenne 18 ans, contre 18 pour la Meuse.

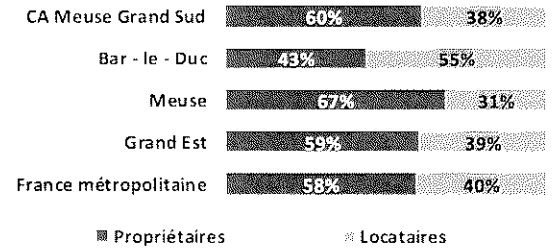
Locataires HLM* et hébergés à titre gratuit



Source : INSEE 2016

En 2016, 2% des ménages de l'EPCI étaient hébergés à titre gratuit chez des tiers qui n'étaient pas membres de leur famille.

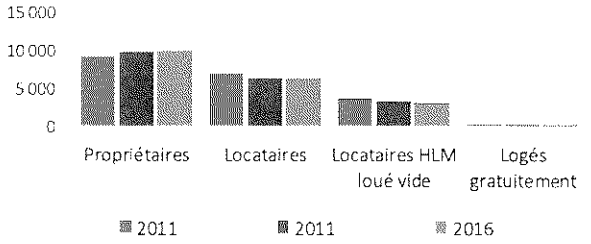
Indicateur clé | Résidences principales par mode d'occupation



Source : INSEE 2016

En 2016, 60% des habitants étaient propriétaires de leur logement pour la CA Meuse Grand Sud, contre 58% pour la France métropolitaine.

Evolution des modes d'occupation

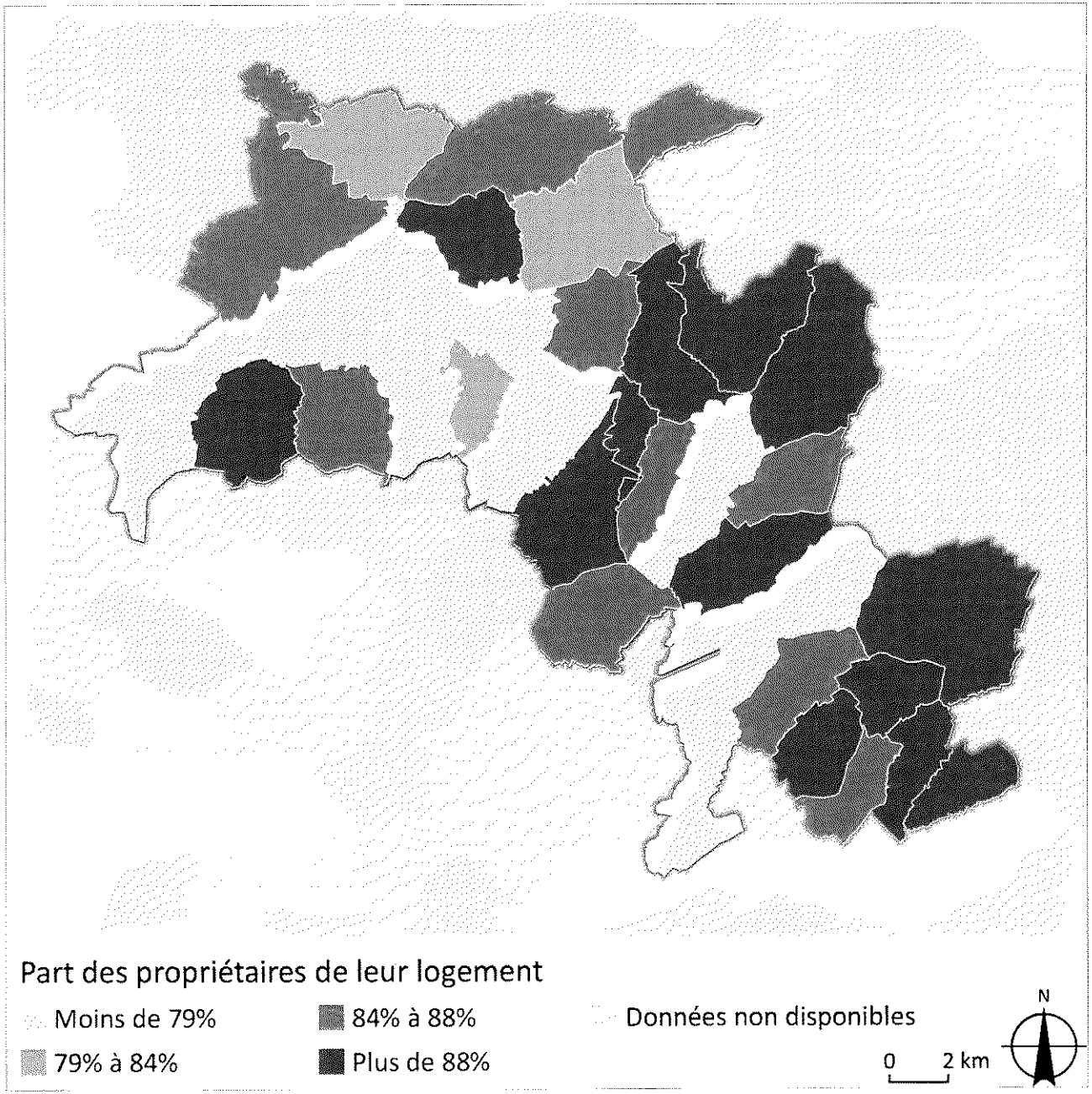


Source : INSEE 2006-2016

En 2016, on totalisait pour la CA Meuse Grand Sud 10 010 résidences principales occupées par des propriétaires, contre 9 287 en 2006.

CA Meuse Grand Sud

Quelle est la part des propriétaires de leur résidence principale ?



Source : INSEE 2016

7.2 VÉTUSTÉ ET ÉQUIPEMENTS DES LOGEMENTS

Le parc de logements est-il récent ? Y a-t-il des logements potentiellement vétustes dans le territoire ? Les locaux sont-ils mieux équipés qu'ailleurs ?

L'INDICATEUR EXPLIQUÉ

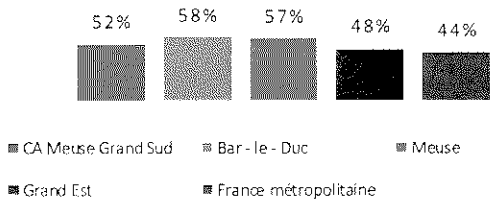
Risques de logements vétustes

= Part élevée de logements construits avant 1970 (soit avant la première réglementation énergétique)

+ Part élevée de logements non équipés d'une baignoire ou d'une douche

+ Part élevée de chauffage électrique

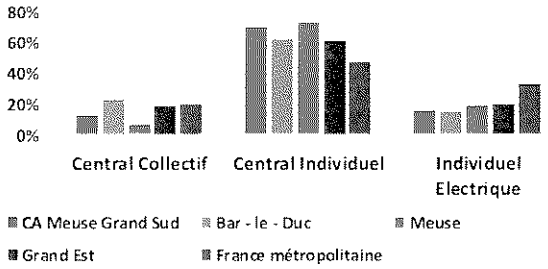
Résidences principales* construites avant 1970



Source : INSEE 2016

En 2016, 52% des résidences principales avaient été construites avant 1970, contre 44% pour la France métropolitaine.

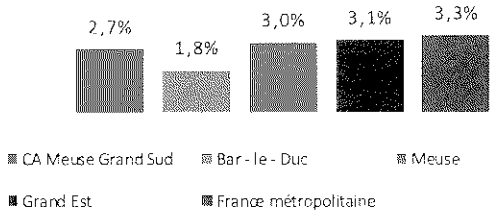
Mode de chauffage employé



Source : INSEE 2016

En 2016, 71% des résidences principales de l'EPCI étaient équipées en chauffage central individuel.

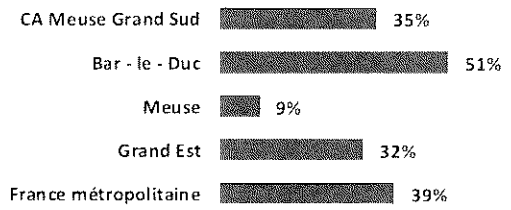
Résidences principales* ne disposant pas d'une douche ou d'une baignoire



Source : INSEE 2016

En 2016, 2,7% des logements de l'EPCI n'étaient équipés ni d'une baignoire, ni d'une douche, contre 3,1% pour Grand Est.

Part des locaux raccordables à la fibre (FttH)* au 30/06/2019

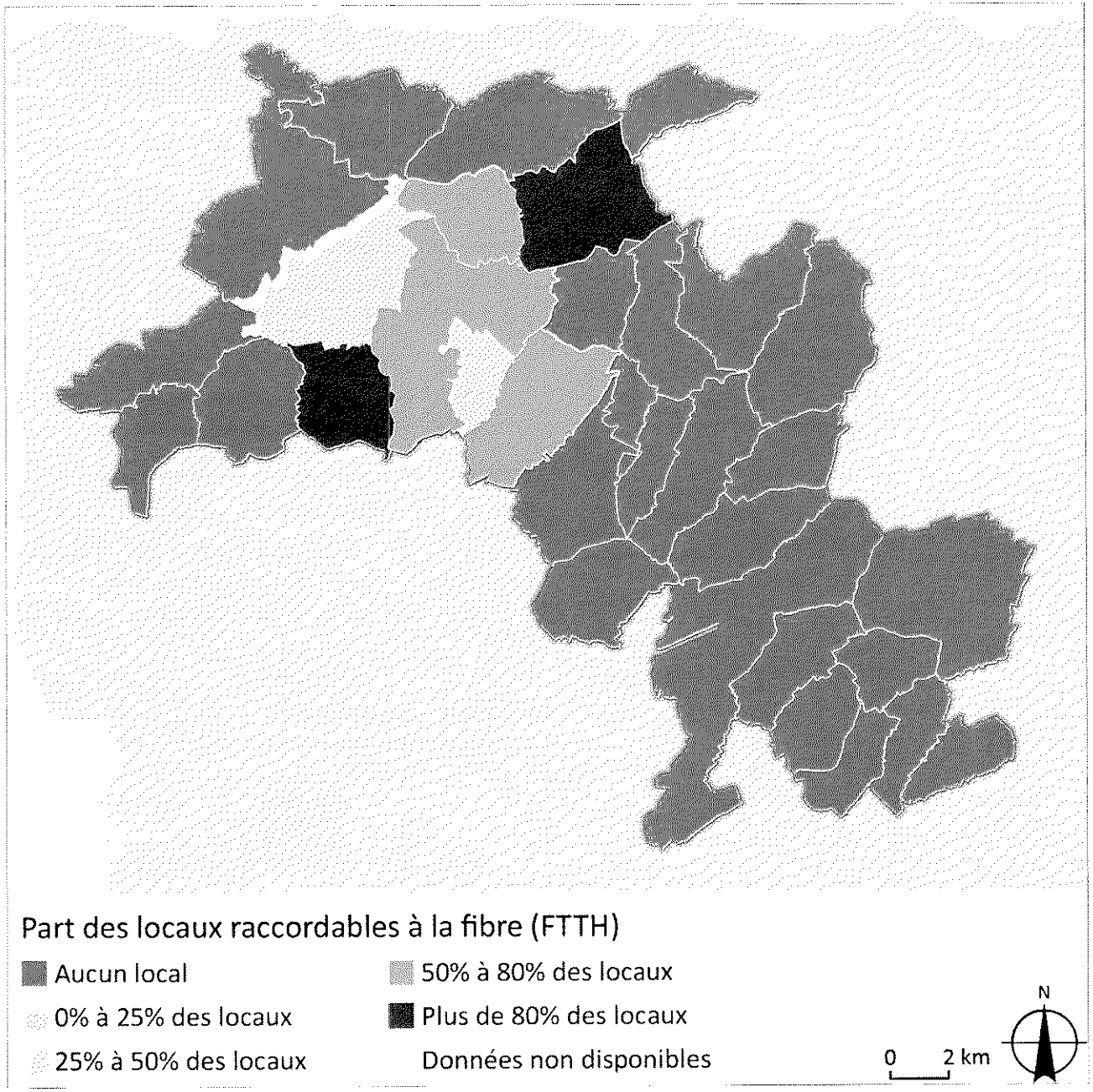


Source : ARCEP, juin 2019

En juin 2019, 35% des locaux de l'EPCI étaient raccordables à la fibre, contre 39% pour la France métropolitaine.

CA Meuse Grand Sud

Quelle est la part des locaux raccordables à la fibre ?



Source : ARCEP 2019

7.3 CONSOMMATION EN ÉLECTRICITÉ

Comment la consommation en électricité se répartit-elle ? Quelle est la part consommée par le résidentiel par rapport à l'agriculture, à l'industrie ou au secteur tertiaire ?

L'INDICATEUR EXPLIQUÉ

Consommation annuelle moyenne d'un foyer de 3 personnes vivant dans 70m²

= 11 MWh : chauffage et eau chaude

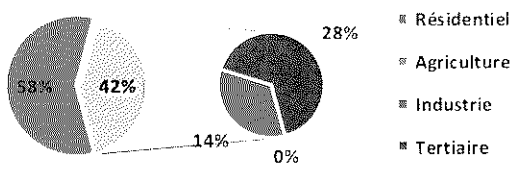
\+ 2,5 MWh : usages domestiques (TV, réfrigérateur, lave-linge...)

LES RÉSEAUX D'ÉNERGIE

L'Agence ORE (Opérateur de Réseaux d'Energie) regroupe l'ensemble des distributeurs d'électricité et de gaz en France pour faciliter la fourniture de services complets de données autour de l'énergie.

Ces données sont disponibles en open data depuis avril 2018.

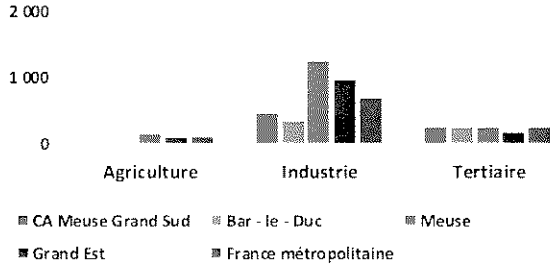
Consommation électrique par secteur en 2017 (en MWh)*



Source : Agence ORE, 2017

En 2017, le secteur résidentiel représentait 58% de la consommation électrique totale de l'EPCI.

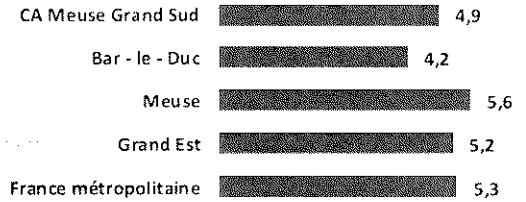
Consommation électrique annuelle moyenne par point de livraison - Professionnel (en MWh)*



Source : Agence ORE, 2017

En 2017, la consommation électrique annuelle moyenne était pour la CA Meuse Grand Sud de 247 MWh par point de livraison du secteur tertiaire.

Consommation électrique annuelle moyenne par point de livraison - Secteur résidentiel (en MWh)*



Source : Agence ORE, 2017

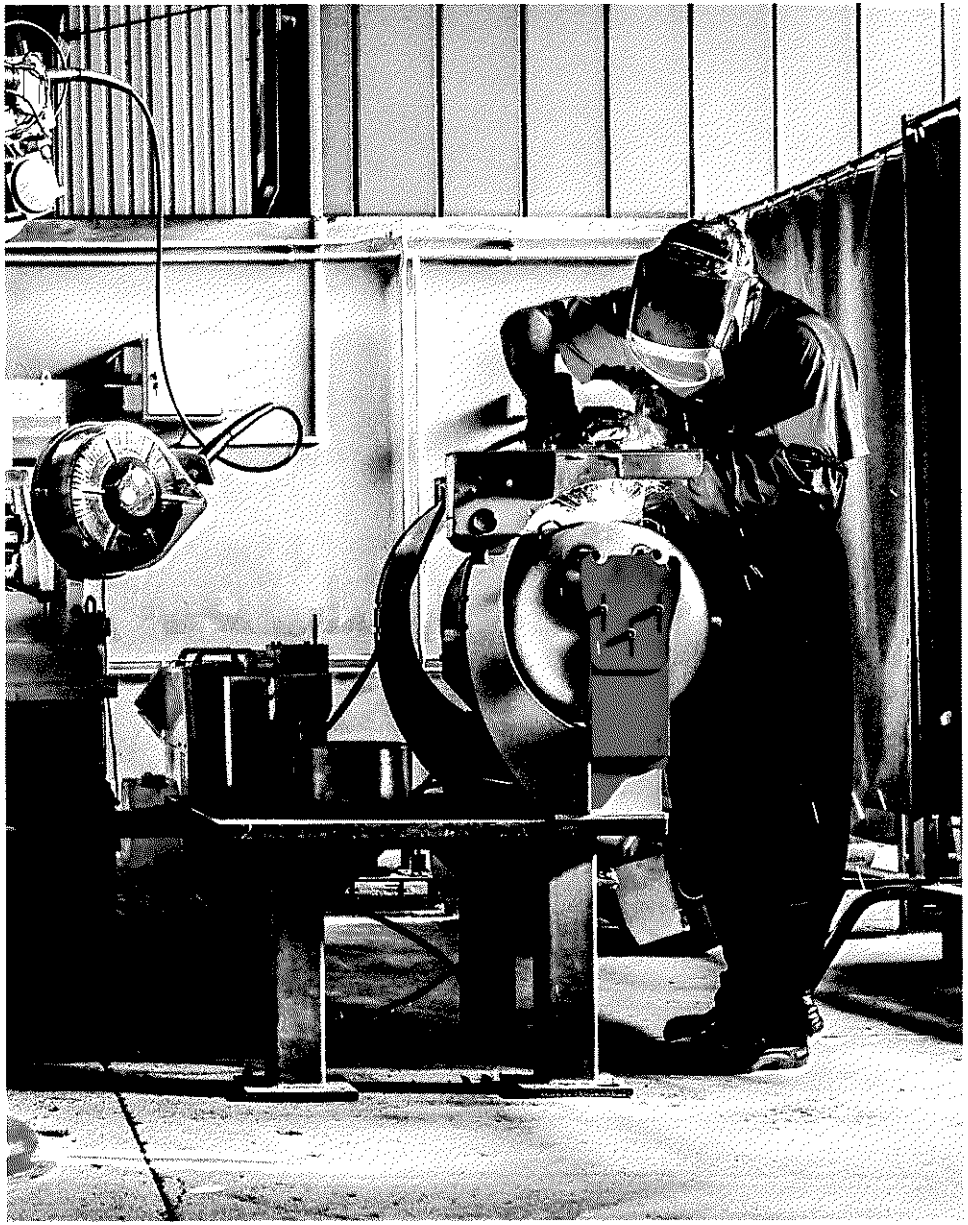
En 2017, la consommation électrique annuelle moyenne était pour la CA Meuse Grand Sud de 4,9 MWh par point de livraison du secteur résidentiel.

Evolution de la consommation en électricité de 2014 à 2017 (en MWh)*



Source : Agence ORE, 2017

De 2014 à 2017, la consommation électrique de l'EPCI pour le secteur professionnel est passée de 78 956 MWh à 75 105 MWh.



8. EMPLOI

8.1 Actifs et chômeurs

8.2 Les demandeurs d'emploi en fin de mois

8.3 Typologie d'emplois

8.4 Déplacements des actifs occupés

8.1 ACTIFS ET CHÔMEURS

Quelle est la part d'actifs dans le territoire ? Qui sont les inactifs (retraités, étudiants, personnes au foyer...) ? Quel taux de chômage ?

L'INDICATEUR EXPLIQUÉ

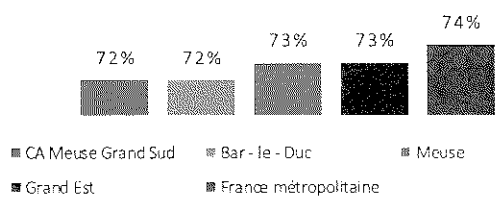
Au sens de l'INSEE, un « actif » peut être :

- **Occupé,** soit une personne en emploi ;
- **Non-occupé,** soit une personne en recherche d'emploi.

Et les « inactifs » sont des :

= Jeunes de moins de 15 ans ;
= Étudiants ;
= Retraités ;
= Hommes et femmes au foyer ;
= Personnes en incapacité de travailler...

Taux d'activité des 15-64 ans

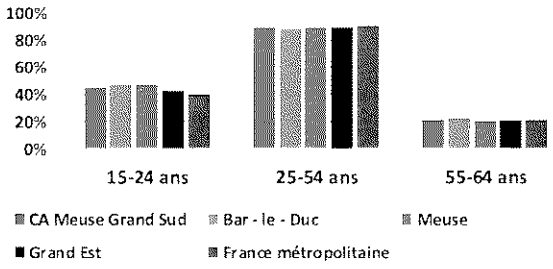


Nb d'actifs : 15 647

Source : INSEE 2016

En 2016, 72% des habitants de l'EPCI de 15-64 ans étaient actifs, c'est-à-dire qu'ils étaient en emploi ou en recherche d'emploi.

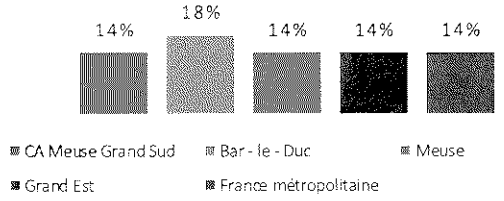
Taux d'activité par tranche d'âge



Source : INSEE 2016

En 2016, 45% des 15-24 ans de l'EPCI étaient actifs, alors que ce chiffre était de 21% pour les 55-64 ans.

Indicateur clé | Taux de chômage* des 15-64 ans

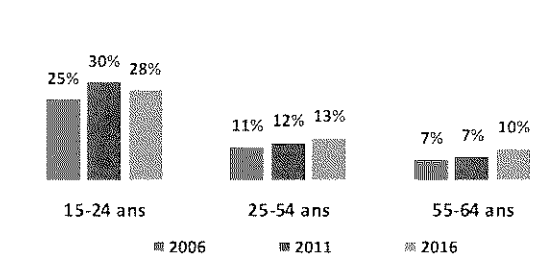


Nb de chômeurs au sens de l'INSEE : 2 246

Source : INSEE 2016

En 2016, le taux de chômage au sens de l'INSEE était de 14% pour la CA Meuse Grand Sud, contre 14% pour la France métropolitaine.

Taux de chômage* par tranche d'âge



Source : INSEE 2006-2016

En 2016, 28% des 15-24 ans de l'EPCI étaient au chômage, contre 25% en 2006.

8.2 LES DEMANDEURS D'EMPLOI EN FIN DE MOIS

Combien y a-t-il de personnes inscrites à Pôle Emploi ? Quel est leur profil (âge, ancienneté d'inscription...) ?

L'INDICATEUR EXPLIQUÉ

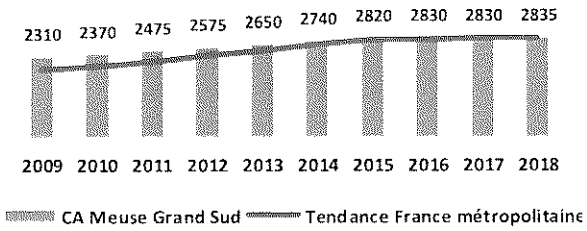
Chômeur = **actif sans emploi selon l'enquête nationale réalisée par l'INSEE**

+ Avantage : au plus proche de la réalité du territoire
- Inconvénient : des données plus anciennes (2016)

Demandeur d'Emploi en Fin de Mois (DEFM) = **personne qui s'est inscrite à Pôle Emploi**

+ Avantage : des données récentes (2018)
- Inconvénient : des données incomplètes (tous les actifs au chômage ne s'inscrivent pas à Pôle Emploi) et uniquement disponibles pour les communes / EPCI de plus de 5 000 habitants

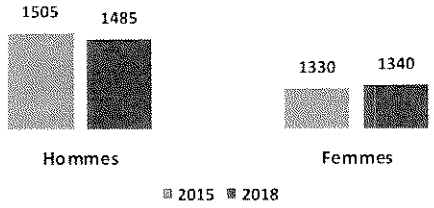
Evolution des DEFM* de cat. ABC depuis 2009



Source : Pôle emploi 2018

De 2009 à 2018, le nombre de Demandeurs d'Emploi en Fin de Mois de catégorie ABC inscrits à Pôle emploi est passé de 2 310 à 2 835.

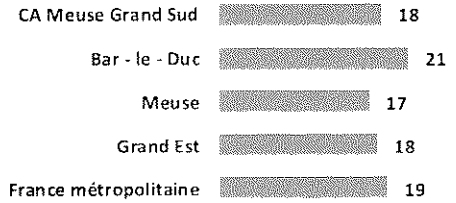
DEFM de cat. ABC* par sexe



Source : Pôle emploi 2018

En 2018, le nombre de femmes DEFM de cat.ABC inscrites à Pôle emploi était de 1 340 pour la CA Meuse Grand Sud, contre 1 330 en 2015.

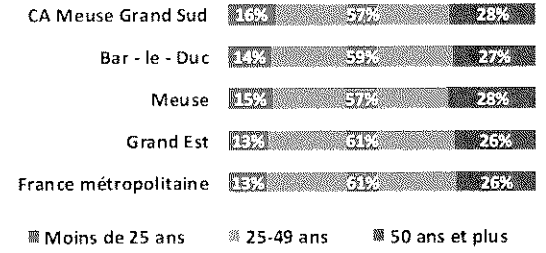
DEFM de cat. ABC* pour 100 actifs



Source : Pôle emploi 2018

En 2018, il y avait pour la CA Meuse Grand Sud 18 DEFM de cat. ABC pour 100 actifs, contre 19 pour la France métropolitaine.

DEFM de cat. ABC* par âge

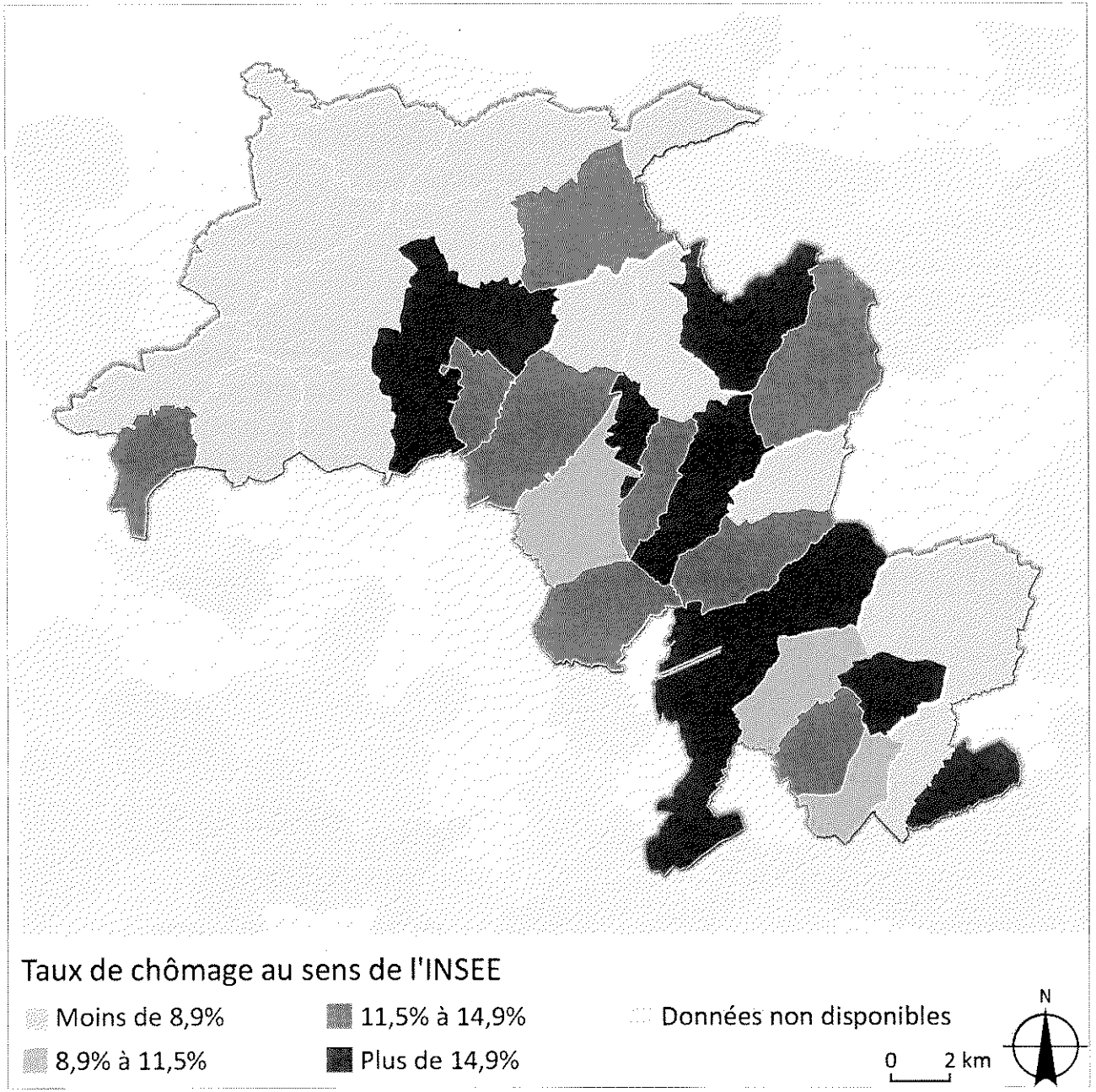


Source : Pôle emploi 2018

En 2018, 28% des DEFM de cat. ABC de l'EPCI avaient 50 ans ou plus, contre 28% pour la Meuse.

CA Meuse Grand Sud

Quelle est la part de la population au chômage ?

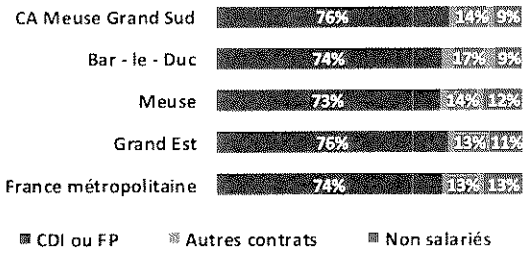


Source : INSEE 2016

8.3 LES TYPOLOGIES D'EMPLOIS

Quelle stabilité de l'emploi dans le territoire (part du salariat, CDI...) ? Les habitants peuvent-ils trouver un travail dans leur commune de résidence ? Pour quel type d'emploi ?

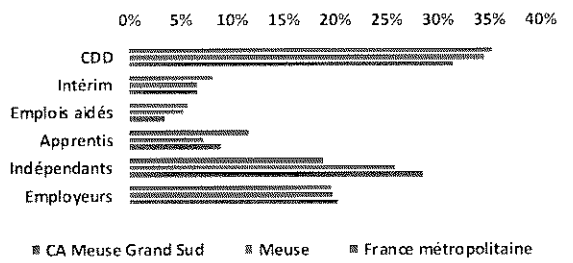
Actifs occupés par mode d'emploi



Source : INSEE 2016

En 2016, 76% des actifs occupés étaient en CDI ou travaillaient dans la fonction publique, c'est-à-dire occupaient un emploi stable.

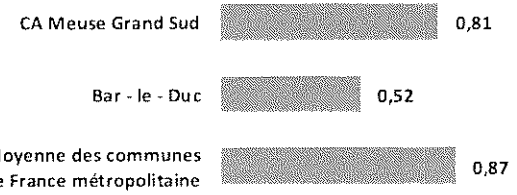
Répartition des autres modes d'emploi par type



Source : INSEE 2016

En 2016, les CDD représentaient 36% des modes d'emploi hors CDI ou fonction publique, contre 32% pour la France métropolitaine.

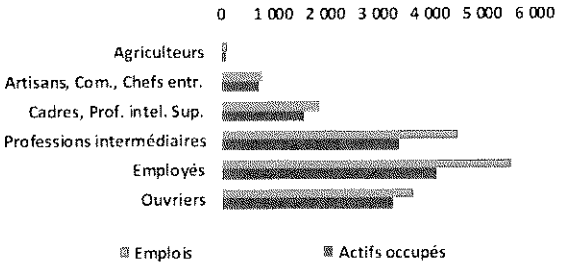
Nombre d'actifs occupés pour un emploi dans la commune de résidence



Source : INSEE 2016

En 2016, la CA Meuse Grand Sud enregistrait 0,81 actif résidant dans le territoire pour un emploi présent.

Nombre d'actifs pour un emploi selon la CSP



Source : INSEE 2016

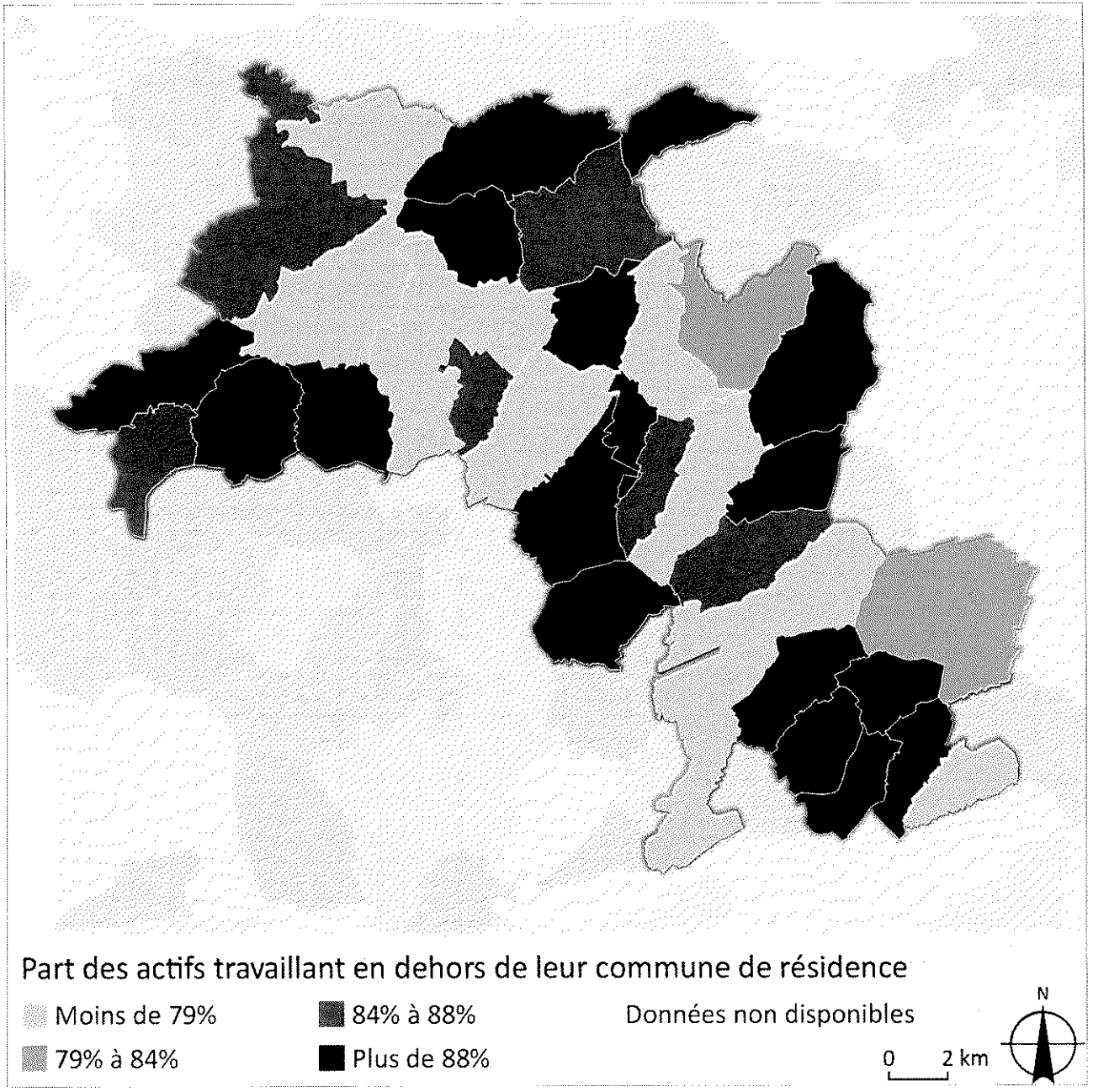
En 2016, 4 140 actifs de la catégorie « employés » étaient comptabilisés pour la CA Meuse Grand Sud, pour 5 572 emplois présents de la même catégorie.

L'INDICATEUR EXPLIQUÉ

- Si le nombre d'actifs est supérieur au nombre d'emplois, le territoire a un caractère plutôt résidentiel
- Si le nombre d'emplois est supérieur au nombre d'actifs, le territoire est probablement une ville-centre ou accueille une grande administration/entreprise
- Si la différence entre actifs et emplois est élevée, les déplacements domicile-travail sont certainement nombreux

CA Meuse Grand Sud

Quelle est la part des actifs travaillant en dehors de leur commune de résidence ?

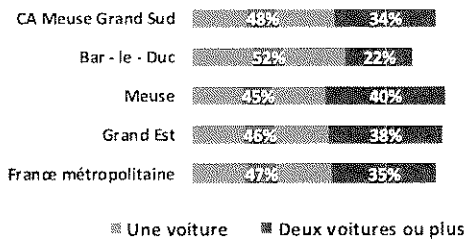


Source : INSEE 2016

8.4 DÉPLACEMENTS DES ACTIFS OCCUPÉS

Où les habitants travaillent-ils ? Comment se rendent-ils sur leur lieu de travail ? (voiture, transports en commun...)

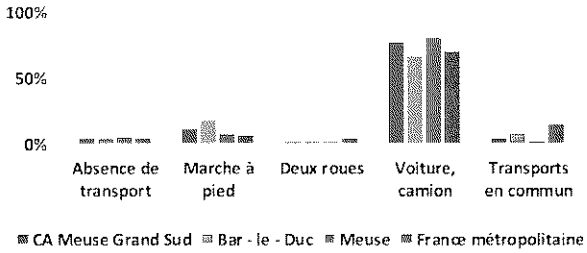
Taux d'équipement des ménages* en voiture



Source : INSEE 2016

En 2016, 34% des ménages de l'EPCI avaient deux voitures ou plus, contre 40% pour la Meuse.

Moyen de transport des actifs occupés*



Source : INSEE 2016

En 2016, la part des actifs se déplaçant en voiture était de 78% pour contre 67% pour Bar-le-Duc.

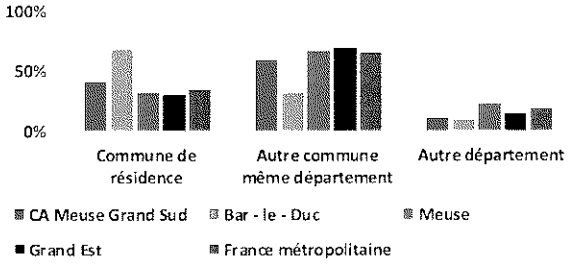
LES TRAJETS DOMICILE-TRAVAIL DANS LE MONDE

Les Français mettent en moyenne 1h04 par jour pour aller et revenir du travail. Cette durée est inférieure à la moyenne internationale qui est de 1h09 par jour.*

C'est en Israël qu'on met le plus de temps pour aller au travail (1h37). À l'inverse, les Japonais mettent en moyenne 39 minutes pour aller au travail, grâce à un réseau de transports en commun particulièrement efficace.

*Enquête Dalia Research sur 52 pays, février 2017

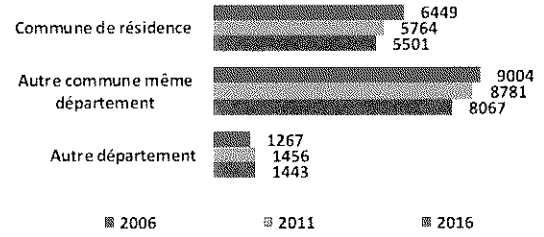
Lieu de travail des actifs occupés*



Source : INSEE 2016

En 2016, 11% des actifs de l'EPCI travaillaient dans un autre département.

Evolution du lieu de travail des actifs occupés



Source : INSEE 2006-2016

En 2016, 5 501 actifs de l'EPCI travaillaient dans leur commune de résidence, alors qu'ils étaient 6 449 en 2006.



9.
REVENUS ET PRÉCARITÉ

9.1 Revenus de la population

9.2 Fragilité socio-économique

9.1 REVENUS DE LA POPULATION

Quels sont les niveaux de revenus de la population ? Existe-il de fortes inégalités ?

L'INDICATEUR EXPLIQUÉ

Rapport interdécile élevé = écarts de revenus élevés au sein de la population

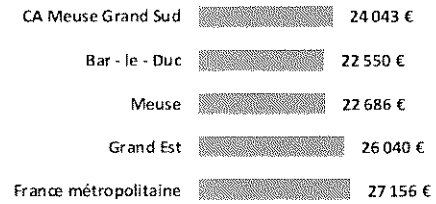
L'INDICATEUR EXPLIQUÉ

Il existe deux manières de calculer les revenus de la population :

- Revenu moyen = somme des revenus de l'ensemble des foyers fiscaux / total des foyers fiscaux
- Revenu médian = 50 % des foyers fiscaux perçoivent plus, 50 % des foyers perçoivent moins.

Le revenu médian est souvent plus proche de la réalité, de très hauts salaires pouvant tirer le revenu moyen vers le haut.

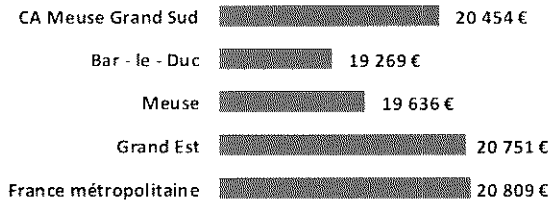
Revenu moyen des foyers fiscaux



Source : DGFiP, revenus déclarés en 2018

En 2018, le revenu moyen déclaré était de 24 043€ par foyer fiscal pour la CA Meuse Grand Sud, contre 27 156€ pour la France métropolitaine.

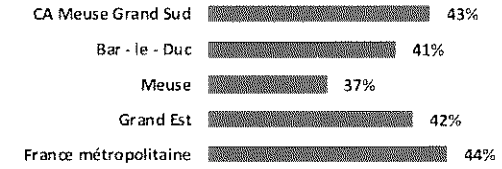
Le revenu médian*



Source : FiLoSoFi 2016

En 2018, le revenu médian était de 20 454€ pour la CA Meuse Grand Sud, contre 19 636€ pour la Meuse.

Indicateur clé | La part des foyers fiscaux imposés

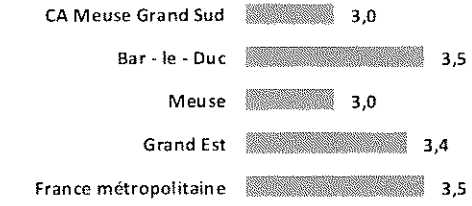


Nb de foyers fiscaux imposés : 8 761

Source : DGFiP, revenus déclarés en 2018

En 2018, la part des foyers fiscaux imposés était de 43% pour la CA Meuse Grand Sud, contre 44% pour la France métropolitaine.

Le rapport interdécile*



Source : FiLoSoFi 2016

En 2016, le revenu déclaré du ménage le plus pauvre des 10% les plus riches de l'EPCI était 3,0 fois plus élevé que celui du plus riche des 10% les moins riches.

9.2 FRAGILITÉ SOCIO ÉCONOMIQUE (1/2)

Les inégalités entre les plus riches et les plus pauvres sont-elles plus élevées qu'ailleurs ? Quelle est la part des ménages les plus fragiles ?

L'INDICATEUR EXPLIQUÉ

1. Revenu au 1er décile : 10 % des ménages touchent moins
2. Revenu au 9ème décile : 90 % des ménages touchent moins

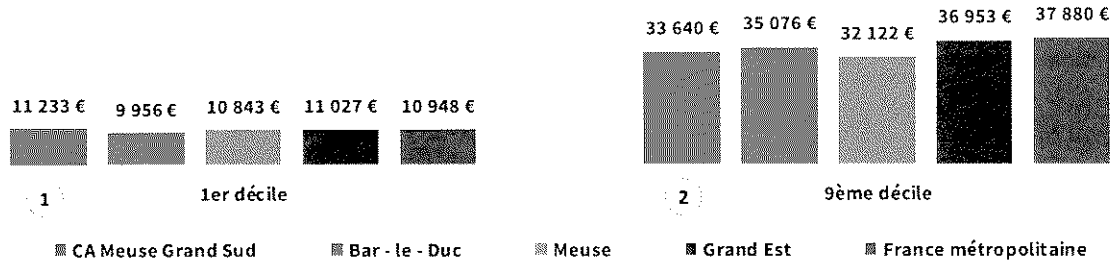
Le 5ème décile correspond donc à la médiane : 50 % touchent moins et 50 % touchent plus.

LE REVENU SOCIAL D'ACTIVITÉ (RSA)

Le nombre de personnes dites au RSA a mécaniquement baissé depuis 2016 :

- Avant 2016 : RSA = **RSA socle** (plus de 25 ans avec de très faibles revenus et moins de 25 ans avec des enfants) + **RSA activité** (travailleurs pauvres) ;
- Depuis 2016 : RSA = **RSA socle uniquement**, le RSA activité ayant été remplacé par la Prime d'activité.

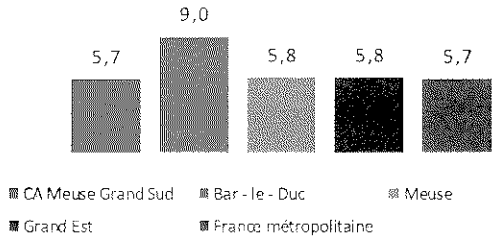
Le revenu au 1er et au 9ème décile*



Source : FiLoSoFi 2016

En 2016, le plus riche des ménages des 10% les moins riches de l'EPCI déclarait un revenu annuel de 11 233€ contre 10 948€ pour la France métropolitaine.

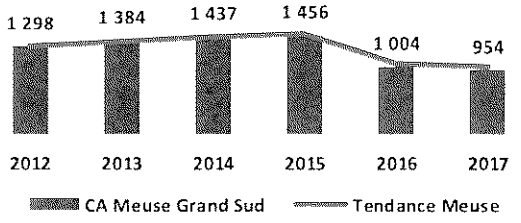
Foyers allocataires CAF au RSA* pour 100 ménages



Source : caf.data 2017

En 2017, il y avait pour la CA Meuse Grand Sud 5,7 foyers au RSA pour 100 ménages, contre 9,0 pour Bar-le-Duc.

Évolution des foyers allocataires CAF* au RSA



Source : caf.data 2012-2017

En 2017, on totalisait 954 foyers CAF allocataires du RSA pour la CA Meuse Grand Sud contre 1 298 en 2012.

9.2 FRAGILITÉ SOCIO ÉCONOMIQUE (2/2)

Quelle proportion des bénéficiaires de la prime d'activité (travailleurs pauvres) ? Les habitants en situation de précarité sont-ils en augmentation ?

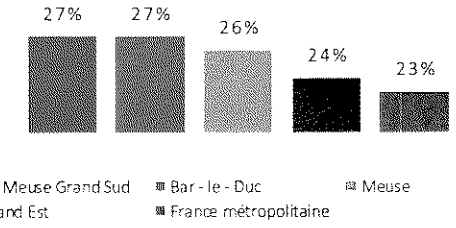
LA PRIME D'ACTIVITÉ

Dès la première année en 2016, la prime d'activité a suscité un véritable engouement. Le nombre de bénéficiaires a d'ailleurs largement dépassé les prévisions du gouvernement.

L'objectif du dispositif ? Valoriser l'activité et le pouvoir d'achat des travailleurs.

En 2019, pour répondre au mouvement des « gilets jaunes », les conditions d'accès ont encore été élargies. Aujourd'hui 8 personnes sur 10 éligibles en bénéficient, soit un taux de recours de 80 % (contre 33% pour l'ancien RSA activité). En 2020, la prime d'activité pourrait même être versée automatiquement, sans aucune démarche de la part du bénéficiaire.

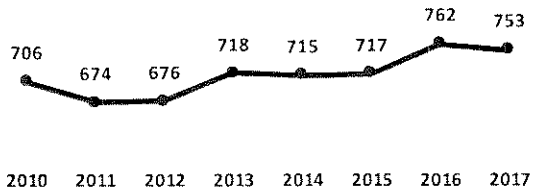
Bénéficiaires de la prime d'activité*



Source : caf.data 2017

En 2018, 27% des allocataires CAF de l'EPCI bénéficiaient de la prime d'activité, contre 24% pour Grand Est.

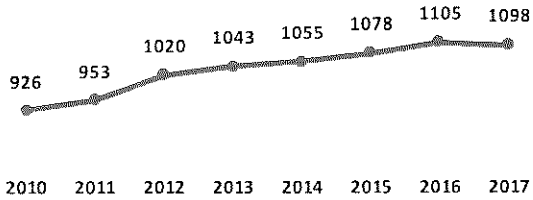
Foyers CAF* dont le revenu est constitué entre 50% et 99% de prestations sociales*



Source : caf.data 2012-2017

De 2010 à 2017, le nombre de foyers CAF dont le revenu est composé entre 50 et 99% de prestations sociales est passé de 706 à 753.

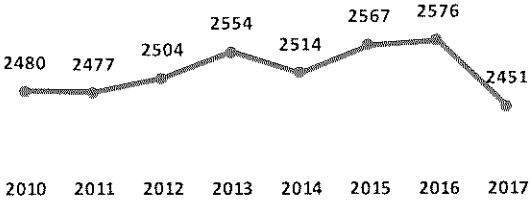
Foyers CAF* dont le revenu est constitué à 100% de prestations sociales*



Source : caf.data 2012-2017

De 2010 à 2017, le nombre de foyers CAF dont le revenu est composé à 100% de prestations sociales est passé de 926 à 1 098.

Evolution des foyers CAF à bas revenu*

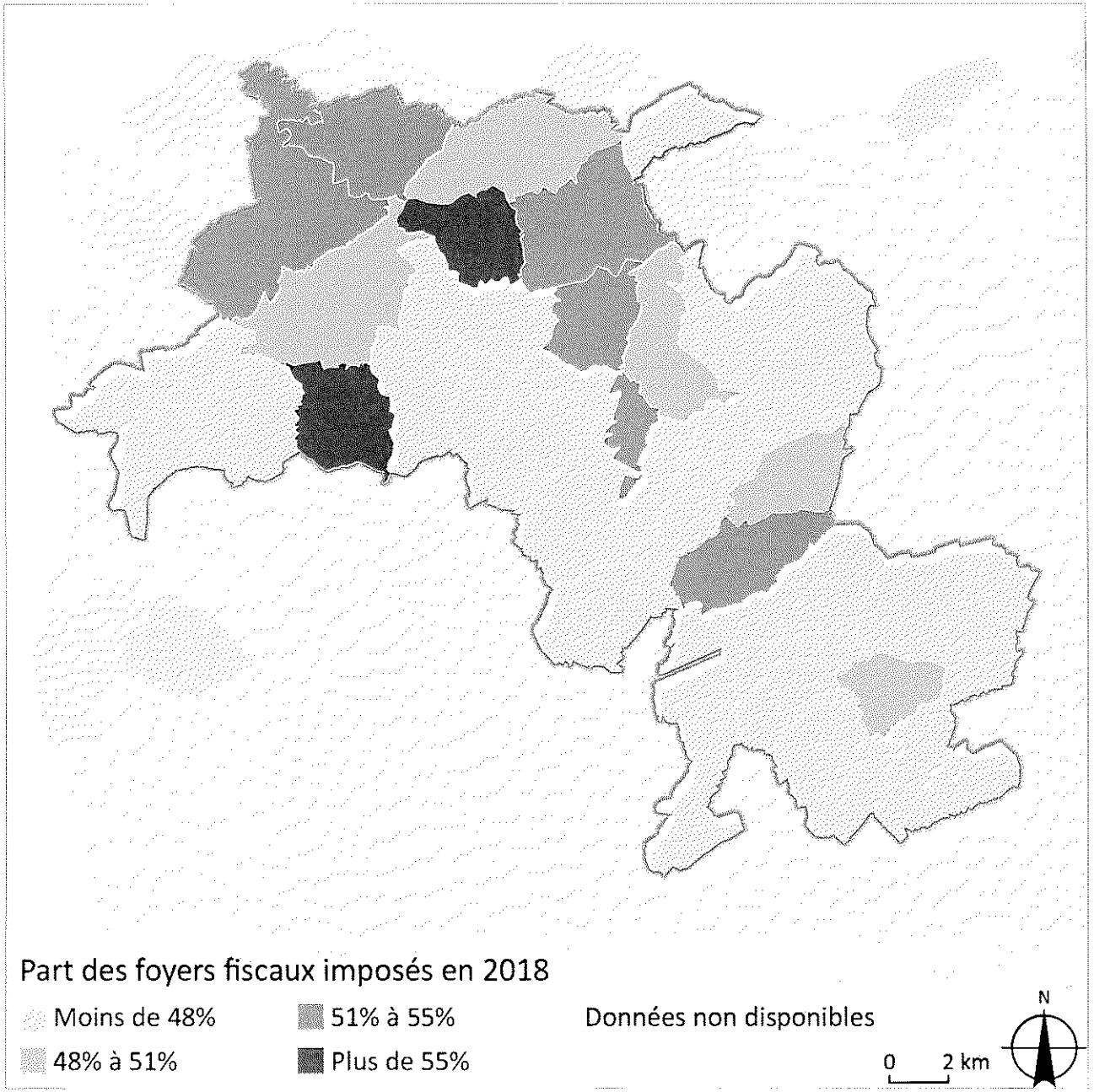


Source : caf.data 2012-2017

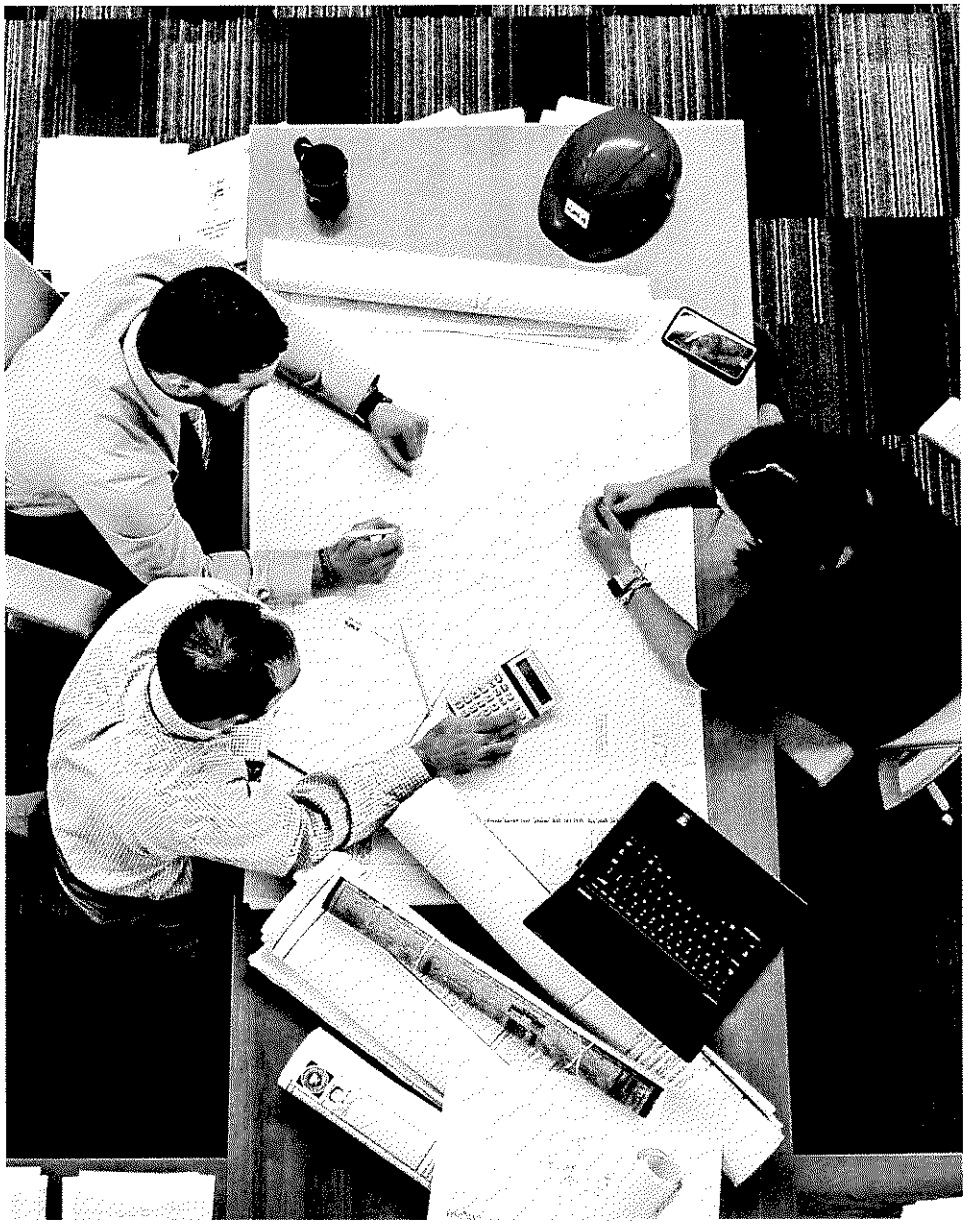
De 2010 à 2017, le nombre de foyers CAF à bas revenus est passé, pour la CA Meuse Grand Sud, de 2 480 à 2 451.

CA Meuse Grand Sud

Quelle est la part des foyers fiscaux imposés ?



Source : DGFiP 2018



10. ÉGALITÉS FEMMES-HOMMES

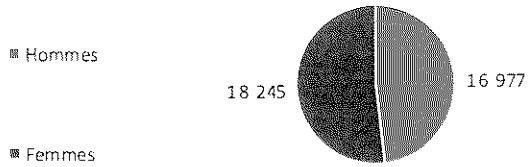
10.1 Démographie, CSP, diplômes, salaires

10.2 Emploi et précarité

10.1 DÉMOGRAPHIE, CSP, DIPLÔMES, SALAIRES

Y a-t-il un écart important entre le nombre d'hommes et de femmes ? Pourquoi ? Des inégalités économiques et sociales sont-elles présentes ?

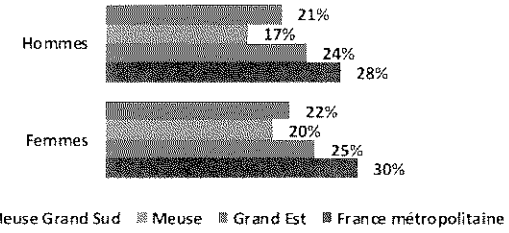
Population par sexe



Source : INSEE 2016

En 2016, la CA Meuse Grand Sud comptait 18 245 femmes pour 16 977 hommes.

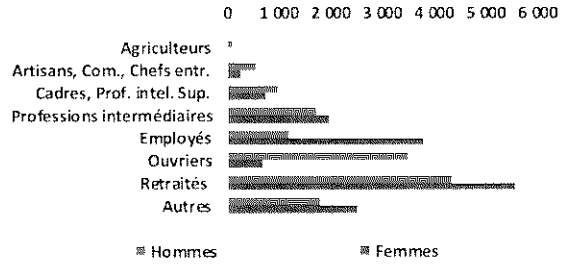
Diplômé(e)s de l'enseignement supérieur



Source : INSEE 2016

En 2016, 22% des femmes de l'EPCI de 15 ans ou plus non-scolarisées étaient diplômées de l'enseignement supérieur.

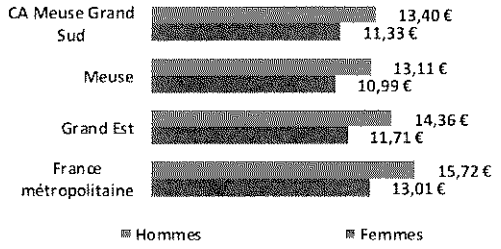
Indicateur clé | Population par catégorie socioprofessionnelle



Source : INSEE 2016

En 2016, les femmes de la CSP "employés" de l'EPCI représentaient 3 794 individus contre 1 194 pour les hommes.

Écarts de salaires (à l'heure)



Source : INSEE DADS 2015

En 2015, le salaire horaire moyen pour la CA Meuse Grand Sud était de 11,33€ pour les femmes, contre 13,40€ pour les hommes.

INÉGALITÉS DE GENRE ET COLLECTIVITÉS LOCALES

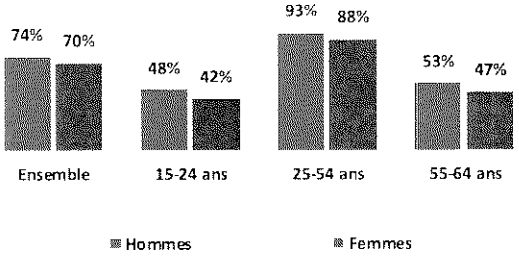
Les inégalités femmes/hommes concernent la sphère domestique (partage des tâches inégal) mais aussi l'accès à l'emploi, à l'éducation, le monde du travail, la politique...

Certaines collectivités locales prennent d'ailleurs le sujet à bras le corps : désignation d'un élu/agent référent égalité femmes-hommes, formation du personnel et des élus sur l'égalité f-h et les stéréotypes, acquisition d'ouvrages sur l'égalité f-h par la médiathèque, mise en place des outils statistiques sur les recrutements, les avancements et promotions...

10.2 EMPLOI ET PRÉCARITÉ

Les inégalités d'emploi sont-elles fortement marquées (inactivité, temps partiel, emplois précaires...) ?

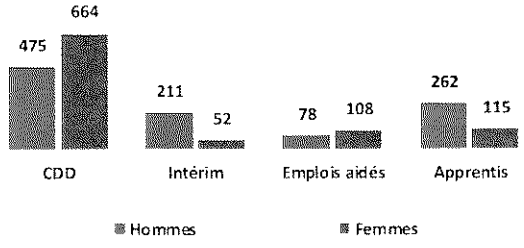
Taux d'activité par tranche d'âge



Source : INSEE 2016

En 2016, le taux d'activité des femmes de 55-64 ans était de 47%, contre 53% pour les hommes du même âge de l'EPCI.

Les emplois précaires



Source : INSEE 2016

En 2016, la CA Meuse Grand Sud totalisait 52 femmes en intérim, contre 211 hommes avec ce même type d'emploi.

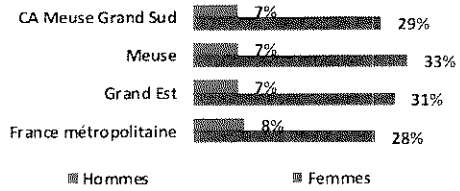
LE TEMPS PARTIEL SUBI

L'essor du travail à temps partiel (parfois subi) concerne surtout les femmes.

Celles qui sont les plus touchées ? Les femmes qui travaillent dans le secteur tertiaire (services aux particuliers, activités de nettoyage..) et/ou qui vivent en milieu rural.

Si le temps de travail dépend directement du nombre d'enfants, il est aussi lié au mode de garde (proximité du domicile, coût...).

Le travail à temps partiel*

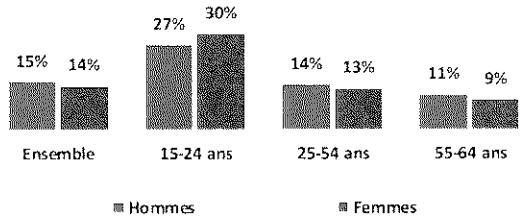


Nombre total de femmes à temps partiel : 1 803

Source : INSEE 2016

En 2016, 29% des femmes salariées de l'EPCI l'étaient à temps partiel, contre 28% pour la France métropolitaine.

Taux de chômage* par tranche d'âge

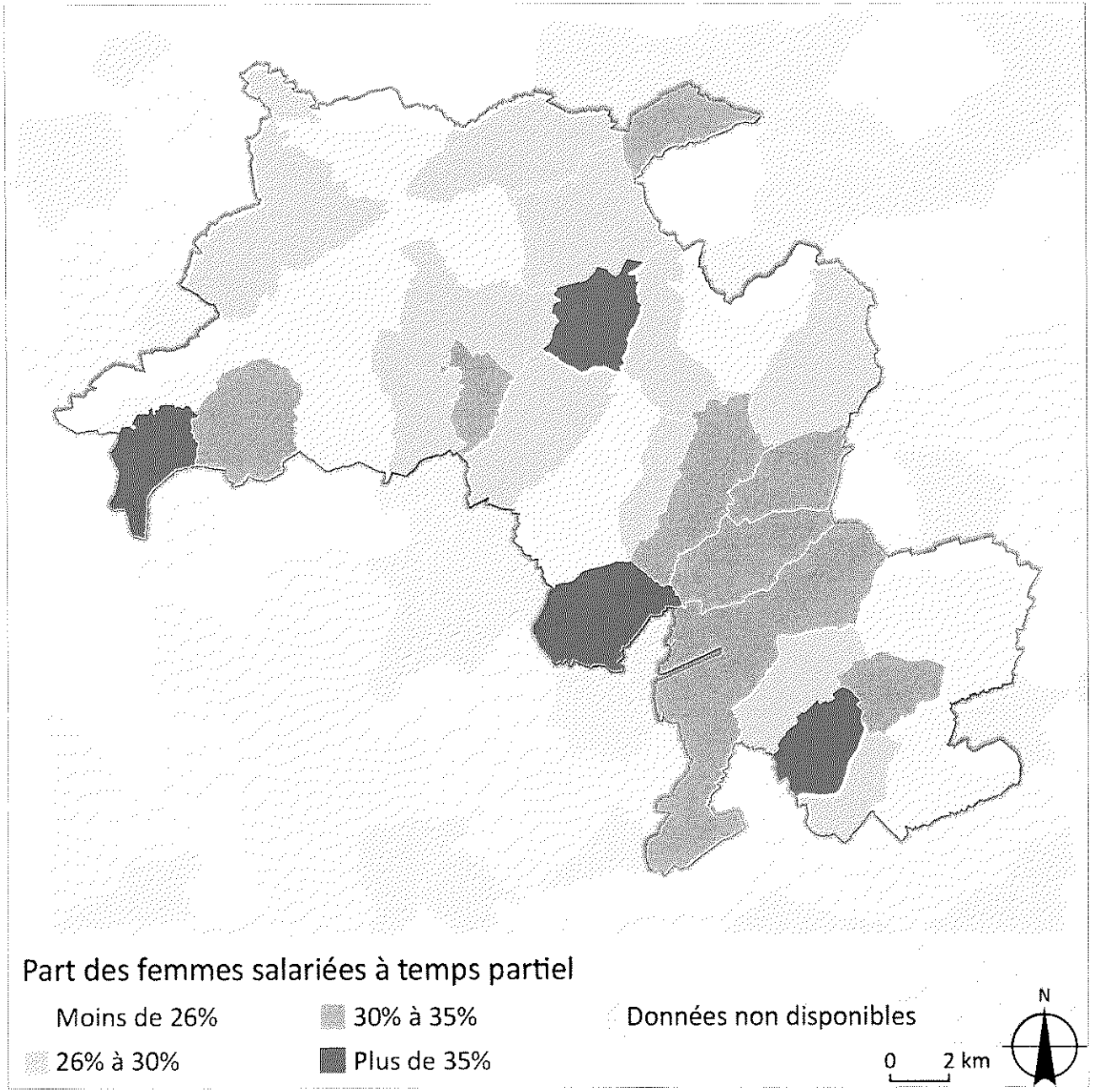


Source : INSEE 2016

En 2016, le taux de chômage des femmes était de 14%, contre 15% pour les hommes de l'EPCI.

CA Meuse Grand Sud

Quelle est la part de femmes travaillant à temps partiel ?



Source : INSEE 2016



11.
SANTÉ ET HANDICAP

11.1 Accès aux droits et aux soins

11.2 Le handicap

11.1 ACCÈS AUX DROITS ET AUX SOINS (1/2)

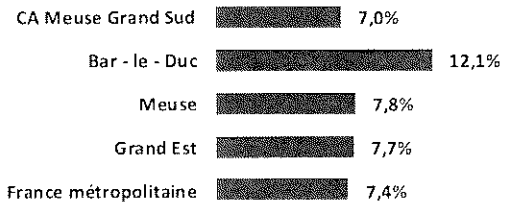
Certains des habitants renoncent-ils à consulter un professionnel de santé ? Quel (non)recours aux droits ?

L'INDICATEUR EXPLIQUÉ

L'accès à la santé peut être étudié par trois entrées :

- **L'accès aux droits**, en s'intéressant aux bénéficiaires de la CMU-C et de l'ACS
- **L'accès aux soins**, en s'intéressant aux assurés n'ayant pas déclaré de médecin traitant et donc potentiellement moins impliqués dans leur parcours de soins
- **Le non recours aux soins**, souvent révélateur de besoins en termes de santé préventive

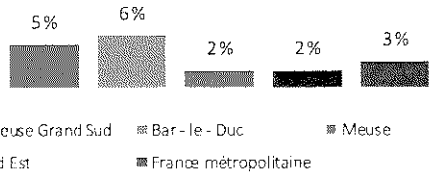
Bénéficiaires de la CMU-C*



Source : Observatoires des fragilités Nord et Sud, 2018

En 2018, les bénéficiaires de la CMU complémentaire représentaient pour la CA Meuse Grand Sud 7,0% des assurés du Régime général de la Sécurité sociale.

Les assurés du Régime général sans médecin traitant

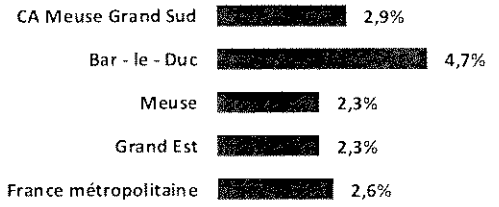


Nombre d'assurés sans médecin traitant : 1 066

Source : Observatoires des fragilités Nord et Sud, 2018

En 2018, 5% des assurés du Régime général de l'EPCI n'avaient pas de médecin traitant, contre 2% pour la Meuse.

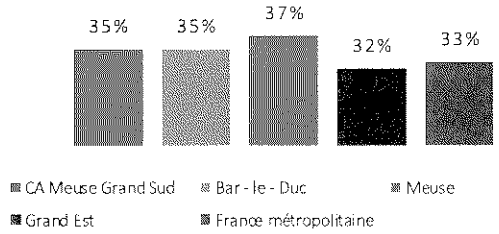
Bénéficiaires de l'ACS*



Source : Observatoires des fragilités Nord et Sud, 2018

En 2018, les bénéficiaires de l'Aide à la Complémentaire Santé représentaient pour la CA Meuse Grand Sud 2,9% des assurés du Régime général.

Les assurés du Régime général sans consultation dentaire depuis plus de 2 ans



Source : Observatoires des fragilités Nord et Sud, 2018

En 2018, 35% des assurés du Régime général de l'EPCI n'étaient pas allés chez un dentiste depuis plus de deux ans.

11.1 ACCÈS AUX DROITS ET AUX SOINS (2/2)

Y a-t-il beaucoup de personnes gravement malades ? L'offre médicale est-elle satisfaisante / suffisante ?

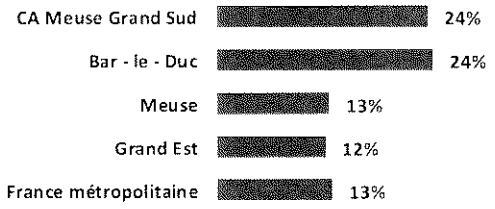
LA DÉFINITION

Parmi les « autres professions médicales », on trouve avant tout des infirmiers, des professionnels de la rééducation et aides-soignants mais aussi des psychologues, podologues, orthophonistes ...

LA DÉFINITION

Une personne qui est en Affection de Longue Durée (ALD) présente une situation médicale dont la gravité et/ou le caractère chronique nécessite des traitements prolongés et parfois lourds. Par exemple, une insuffisance cardiaque grave, la maladie d'Alzheimer, un diabète de type 1 ou 2, des troubles bipolaires ou dépressifs persistants...

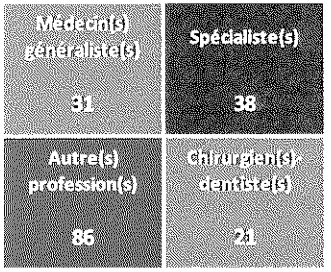
Indicateur clé | Les Affections de Longue Durée*



Source : Observatoires des fragilités Nord et Sud, 2018

En 2018, 24% des assurés du Régime général de l'EPCI étaient en affection de longue durée, contre 13% pour la France métropolitaine.

Les professions médicales



Source : Base Permanente des Equipements, 2018

En 2018, la CA Meuse Grand Sud totalisait 31 médecins généralistes.

Taux d'équipement en professionnels de santé pour 10 000 habitants

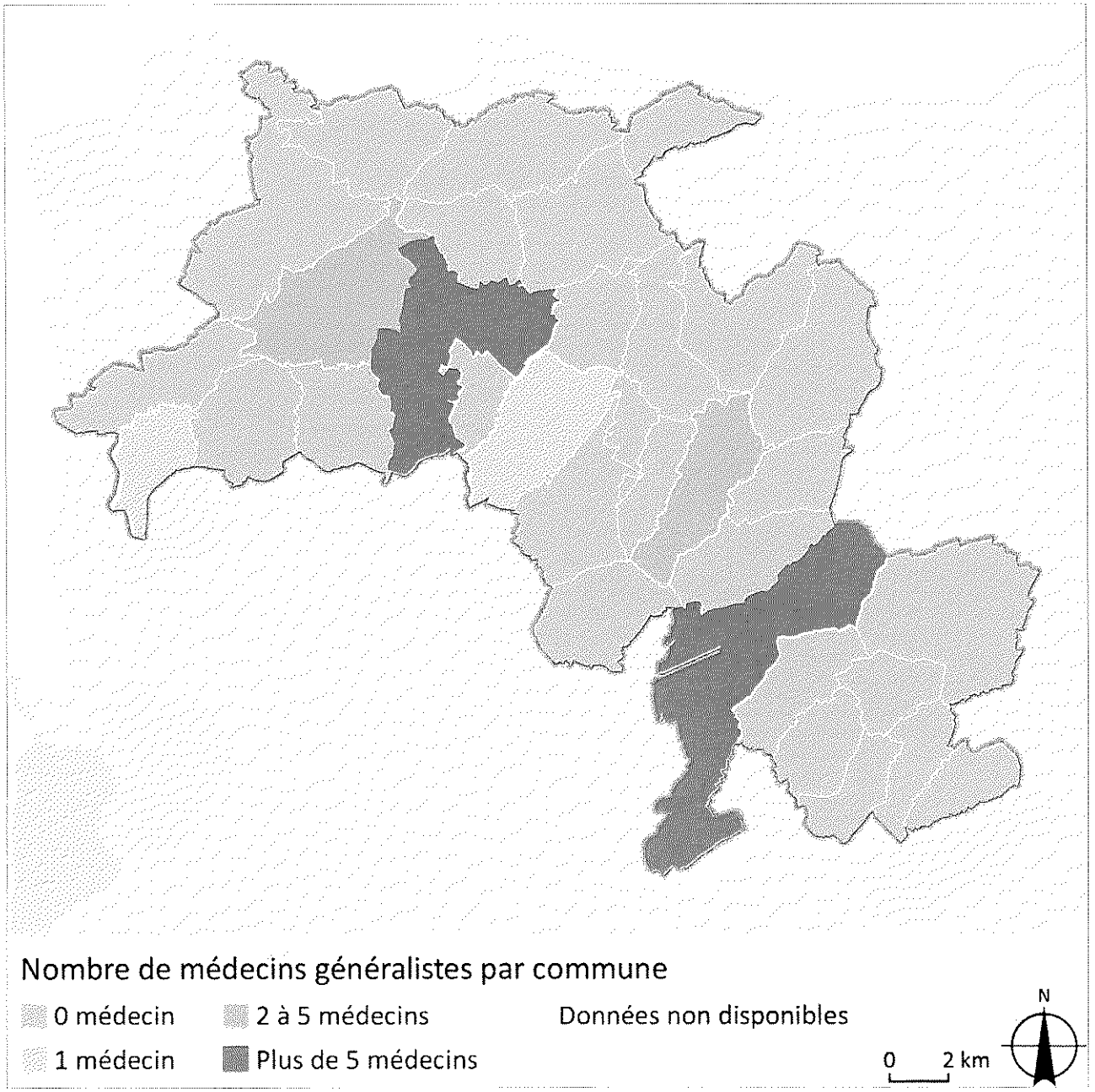
	Médecins généralistes	Spécialistes	Autres professions	Chirurgiens-dentistes
CA Meuse Grand Sud	8,8	10,8	24,4	6,0
Bar - le - Duc	10,5	24,3	33,5	10,5
Meuse	8,3	3,1	26,3	4,1
Grand Est	9,2	5,7	30,5	6,0
France métropolitaine	9,3	6,8	36,9	5,8

Source : Base Permanente des Equipements, 2018

En 2018, la CA Meuse Grand Sud avait 8,8 médecins généralistes pour 10 000 habitants contre, 9,2 pour Grand Est.

CA Meuse Grand Sud

Quel est le nombre de médecins présents dans le territoire ?



Source : INSEE BPE 2018

11.2 LE HANDICAP

Combien d'habitants bénéficient d'aides liées au handicap ? Comment expliquer les évolutions ?

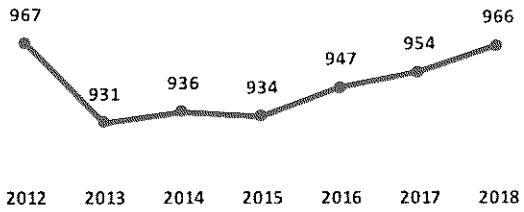
L'INDICATEUR EXPLIQUÉ

Un nombre de **bénéficiaires de prestations handicap** élevé ou en augmentation peut simplement être lié à un meilleur repérage de ces derniers. Il ne signifie pas forcément qu'il y a plus de personnes en situation de handicap.

DIVERSITÉ DES HANDICAPS

Une personne qui bénéficie de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH) peut avoir un handicap auditif, visuel, moteur, psychique, mental ou plusieurs de ces handicaps en même temps (polyhandicap). Une diversité des types de handicap qui implique une grande diversité de prises en charge !

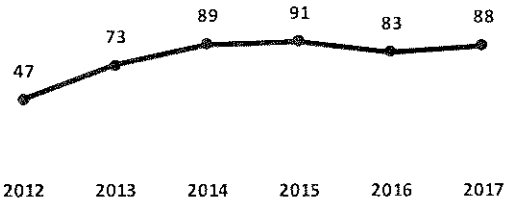
Les bénéficiaires de l'AAH*



Source : caf.data 2012-2018

De 2012 à 2018, le nombre de bénéficiaires de l'Allocation Adulte Handicapé de l'EPCI est passé de 967 à 966.

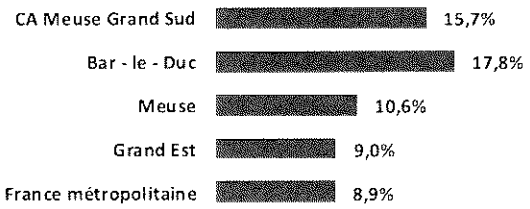
Les bénéficiaires de l'AEEH*



Source : caf.data 2012-2017

De 2012 à 2017, le nombre de bénéficiaires de l'Allocation d'Education Enfance Handicapée de l'EPCI est passé de 47 à 88.

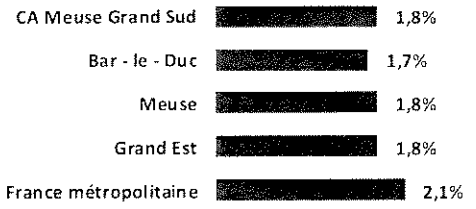
Part des allocataires CAF bénéficiaires de l'AAH*



Source : caf.data 2018

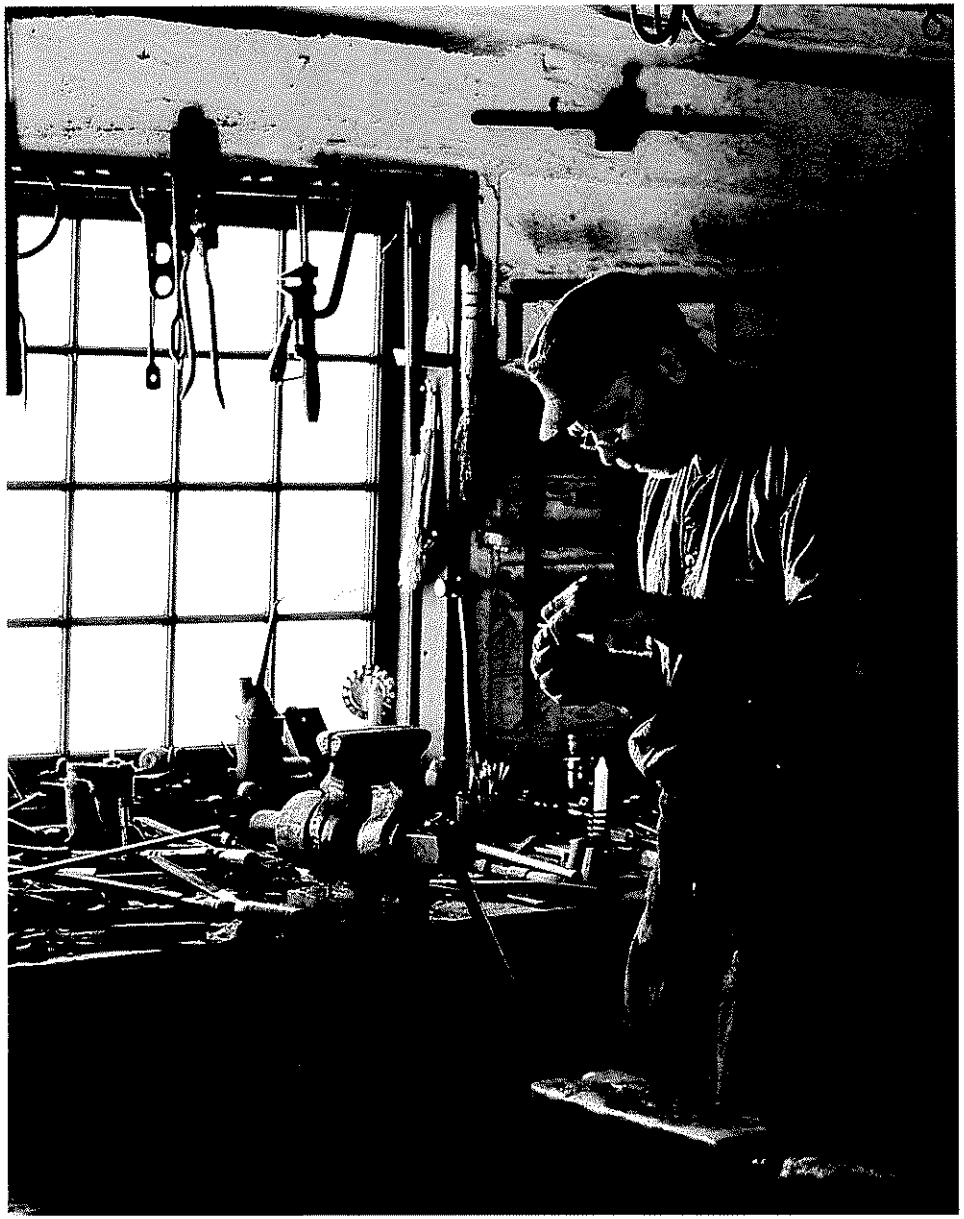
En 2018, la CA Meuse Grand Sud totalisait 15,7% allocataires CAF bénéficiaires de l'AAH, contre 8,9% pour la France métropolitaine.

Part des allocataires CAF bénéficiaires de l'AEEH*



Source : caf.data 2017

En 2017, la CA Meuse Grand Sud totalisait 1,8% des allocataires CAF bénéficiaires de l'AEEH, contre 2,1% pour la France métropolitaine.



12.
ENTREPRISES

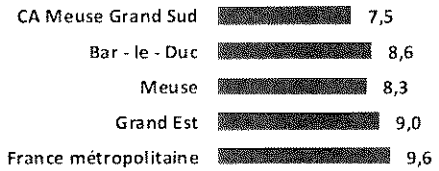
12.1 Entreprises implantées

12.2 Créations d'entreprises

12.1 ENTREPRISES IMPLANTÉES

Quel est le dynamisme économique du territoire ? Quelle typologie des entreprises (taille, secteur d'activité...) ?

Nombre d'entreprises* pour 100 habitants

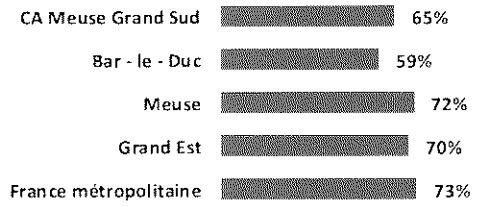


Nb établissements : 2 637

Source : Répertoire SIRENE, 1er fev. 2019

Au 1er février 2019, la CA Meuse Grand Sud comptait 7,5 entreprises pour 100 habitants, contre 8,3 pour la Meuse.

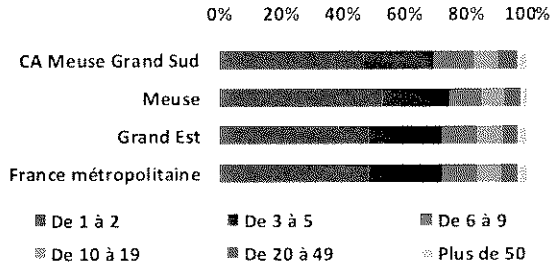
Part des entreprises de 0 salarié (dont autoentreprises)



Source : Répertoire SIRENE, 1er fev. 2019

Au 1er février 2019, 65% des entreprises de l'EPCI n'avaient aucun salarié, contre 59% pour Bar-le-Duc.

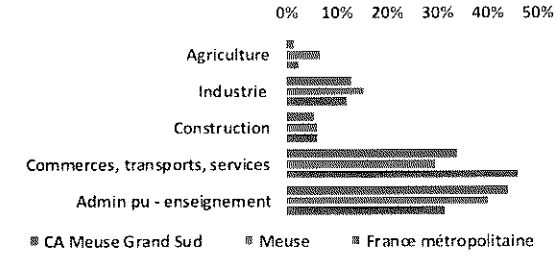
Nombre de salariés par entreprises employeuses



Source : Répertoire SIRENE, 1er fev. 2019

Au 1er février 2019, 47% des entreprises employeuses de l'EPCI avaient entre 1 et 2 salariés, contre 49% pour la France métropolitaine.

Indicateur clé | Les emplois présents dans le territoire par type



Source : INSEE 2016

En 2016, 45% des emplois de l'EPCI étaient de la catégorie administration publique ou enseignement.

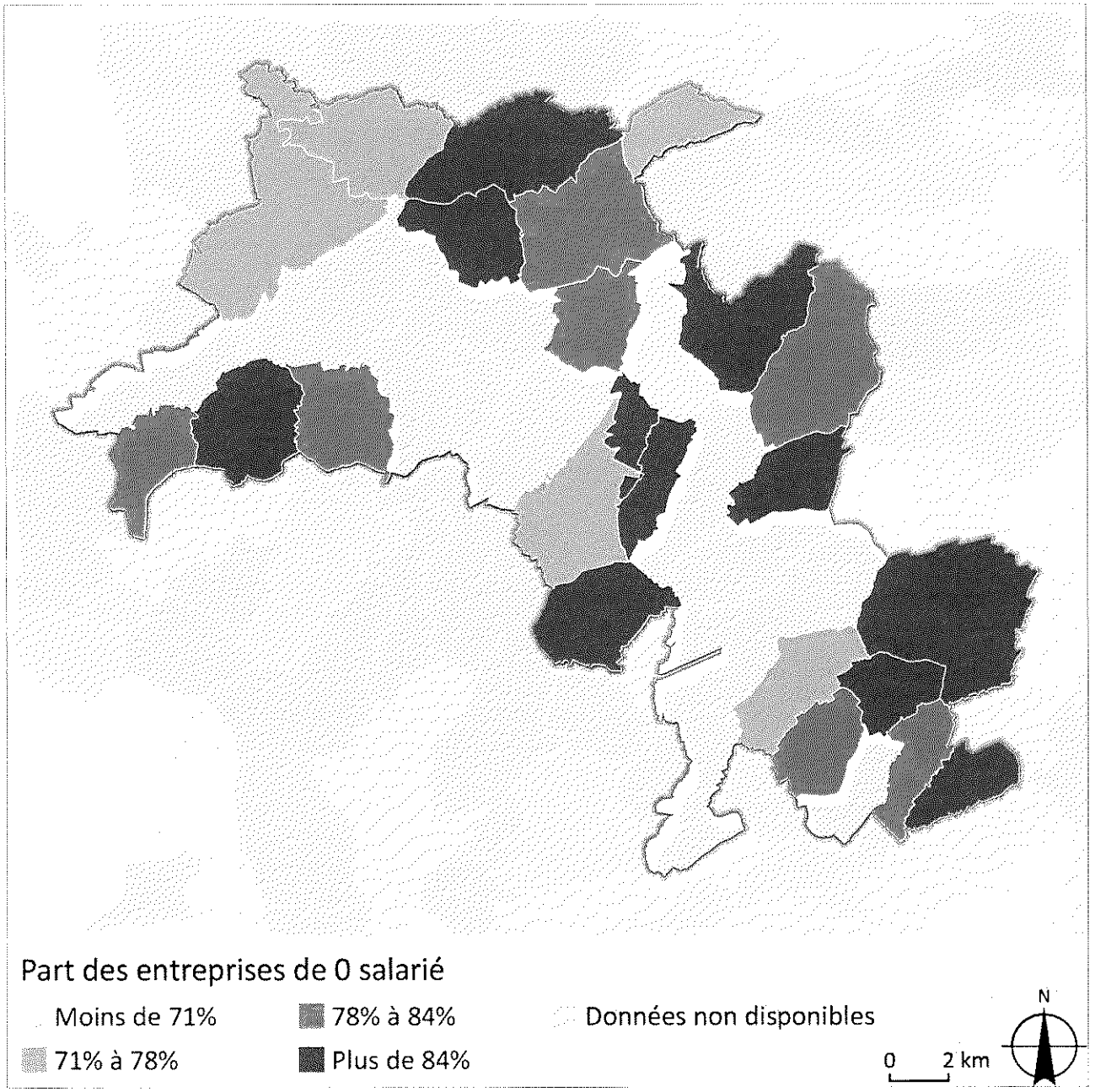
LA BASE SIRENE

Depuis le 1er janvier 2017, l'intégralité de la base SIRENE est disponible en open data. Cette formidable source d'information permet d'avoir une vision extrêmement précise des entreprises (typologie, créations, effectifs...).

Il est également possible d'exporter la liste de l'ensemble des entreprises présentes dans un territoire donné, avec de nombreuses informations pour chacune d'entre elles : date de création, code NAF, nom du dirigeant, nombre de salariés... Pour cela, rendez-vous sur le site du répertoire www.sirene.fr

CA Meuse Grand Sud

Quel est le profil des entreprises du tissu économique local ?

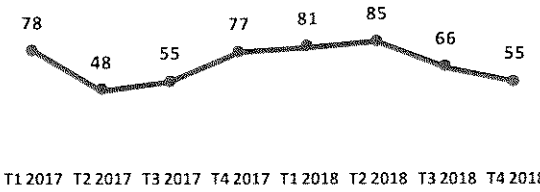


Source : SIRENE 2019

12.2 CRÉATIONS ET FERMETURES D'ENTREPRISES

Combien d'entreprises ouvrent et ferment chaque année dans le territoire ? Existe-t-il une part élevée de jeunes entreprises ?

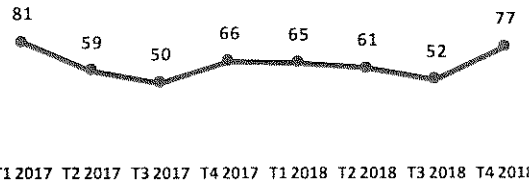
Créations d'entreprises* par trimestre



Source : Répertoire SIRENE, 2017-2018

Au 4ème trimestre 2018, on comptabilise 55 créations d'entreprises pour la CA Meuse Grand Sud, contre 78 au 1er trimestre 2017.

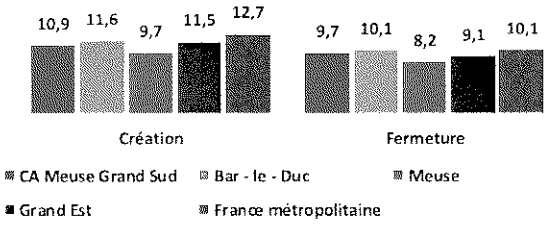
Fermetures d'entreprises* par trimestre



Source : Répertoire SIRENE, 2017-2018

Au 4ème trimestre 2018, on comptabilise 77 fermetures d'entreprises pour la CA Meuse Grand Sud, contre 81 au 1er trimestre 2017.

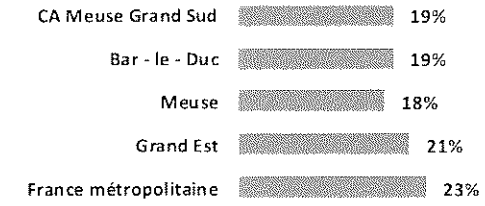
Taux de création et de fermeture d'entreprises



Source : Répertoire SIRENE, 1er fev. 2019

Pour 100 entreprises de l'EPCI au 1er février 2019, 10,9 ont été créées en 2018.

La part des entreprises* de moins de 3 ans



Source : Répertoire SIRENE, 1er fev. 2019

Au 1er février 2019, la part des entreprises de moins de 3 ans était de 19% pour la CA Meuse Grand Sud contre 21% pour Grand Est.

LES JEUNES ENTREPRISES

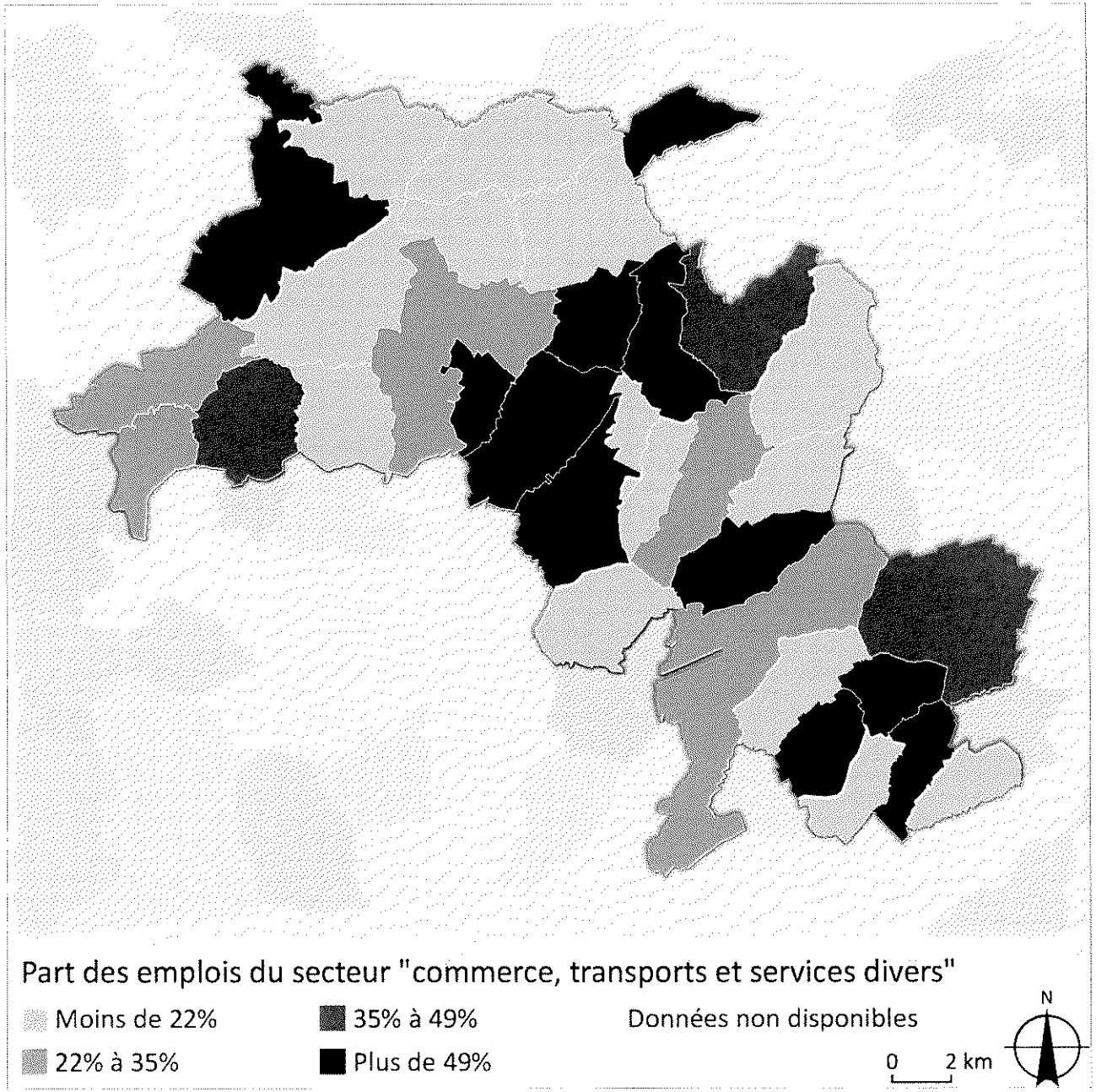
Entre la 1ère et la 3ème année d'existence, 1 entreprise sur 3 met la clé sous la porte. En matière de pérennité, les entrepreneurs ne sont pas tous logés à la même enseigne...

Les micro-entreprises ont plus de risques de fermer que les TPE ou les PME. De même, les commerces auront plus de difficultés que les activités dites « intellectuelles » (finances, informatique, services aux entreprises...).

A noter que les entreprises aidées (ex. aides au chômeur créateur ou repreneur) sont quasiment aussi pérennes que les autres. Tout comme il n'existe pas de différences notables entre les entreprises créées par les hommes ou par les femmes.

CA Meuse Grand Sud

Quelle est la part d'emplois liés au secteur des services ?



Source : INSEE 2016



13.

VIE LOCALE

13.1 Les services de proximité

13.2 Les licenciés sportifs

13.3 Les associations*

** Sauf Alsace-Lorraine, Corse et Outre-Mer*

13.1 LES SERVICES DE PROXIMITÉ

Les habitants ont-ils facilement accès aux commerces et services de proximité dont ils peuvent avoir besoin ? Le territoire a-t-il une fonction de centralité ?

Les commerces et les services de proximité

Boulangerie	Boucherie charcuterie	Poissonnerie	Magasin alimentaire	Pharmacie
30	16	0	19	15
Restaurant	**Poste**	**Banque, caisse d'épargne**	**Librairie journaux**	**Station service**
78	13	19	8	7

Source : Base Permanente des Equipements, 2018

En 2018, la CA Meuse Grand Sud accueillait notamment 13 points de contact de la Poste.

LE 1ER COMMERCE DE PROXIMITÉ DES FRANÇAIS

Si le nombre de boulangeries-pâtisseries a baissé à partir des années 1990, il s'est stabilisé depuis 2006. En France, l'artisan boulanger tient encore près de 60% du marché du pain. La boulangerie-pâtisserie se place ainsi comme le premier commerce de proximité de l'hexagone.

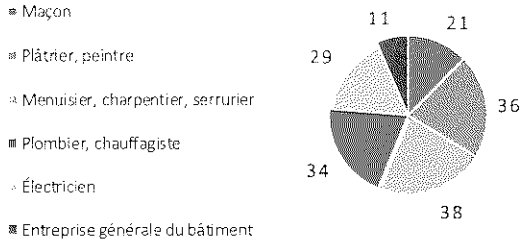
Taux d'équipement de différents services du quotidien (pour 10 000 hab.)

	Boulangeries-Pâtisseries	Magasins alimentaires	Banques, caisses d'épargne
CA Meuse Grand Sud	8,5	5,4	5,4
Bar - le - Duc	9,2	7,9	7,2
Meuse	8,3	5,6	4,1
Grand Est	7,7	5,5	4,9
France métropolitaine	7,3	7,1	5,0

Source : Base Permanente des Equipements, 2018

En 2018, le nombre de boulangeries pour 10 000 habitants de l'EPCI était de 8,5 contre 8,3 pour la Meuse.

Les artisans présents par type de métier

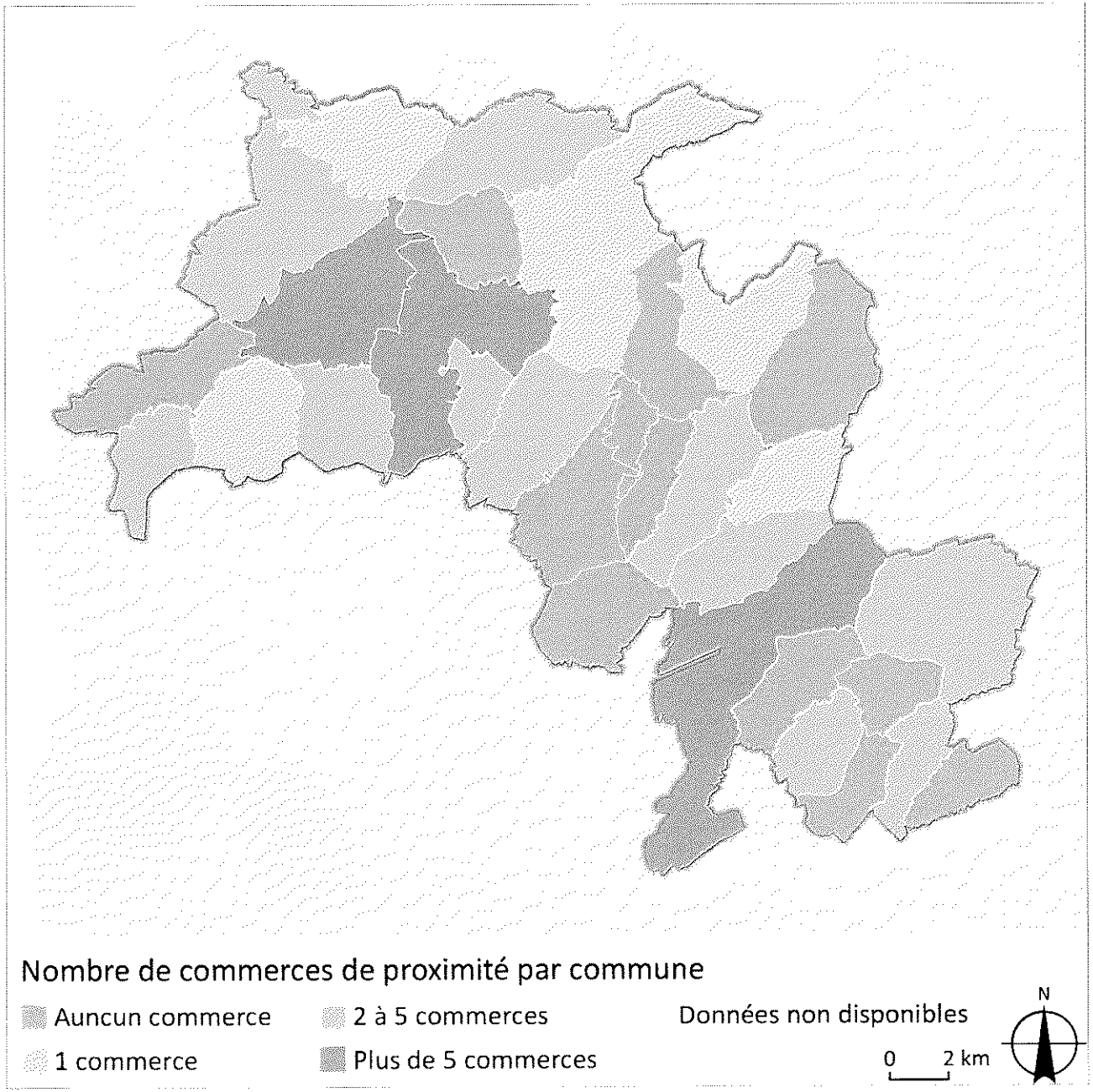


Source : Base Permanente des Equipements, 2018

En 2018, la CA Meuse Grand Sud comptait 34 plombiers-chauffagistes.

CA Meuse Grand Sud

Quel est le nombre de commerces de proximité par commune ?

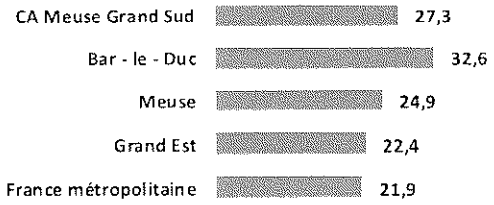


Source : INSEE BPE 2018

13.2 LES LICENCIÉS SPORTIFS

Y a-t-il plus de licenciés qu'ailleurs ? Quel est leur profil? (âge, sexe...)

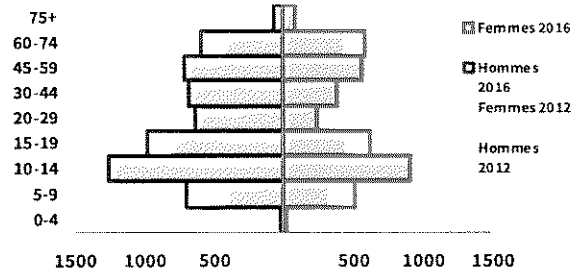
Licenciés sportifs* pour 100 habitants



Source : INJEP, 2016

En 2016, le nombre de licenciés sportifs de l'EPCI pour 100 habitants était de 27,3, contre 24,9 pour la Meuse.

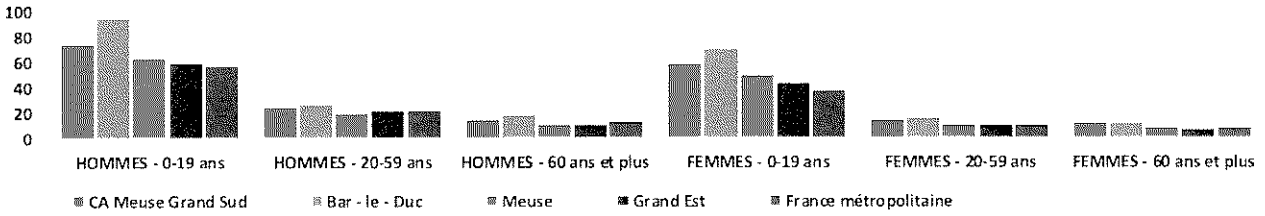
Pyramide des âges des licenciés sportifs en 2012 et 2015



Source : INJEP, 2012-2016

En 2016, il y avait pour la CA Meuse Grand Sud 510 femmes licenciées de 5-9 ans, contre 323 en 2012.

Licenciés sportifs* pour 100 habitants par âges regroupés



Source : INJEP, 2016

En 2016, on comptait 74 licenciés sportifs pour 100 hommes de l'EPCI de 0 à 19 ans, alors que ce chiffre était de 56 pour la France métropolitaine.

LES LICENCIÉS SPORTIFS

L'Institut national de la jeunesse et de l'éducation populaire (INJEP) est un service du ministère de l'Éducation nationale.

Il produit différentes données sur les licenciés sportifs résidant dans le territoire, qui permettent d'en appréhender son dynamisme sportif.

Ces données sont bien entendu à mettre en perspective avec la pratique en amateur, dont il n'existe malheureusement pas de données à une échelle communale ou communautaire.

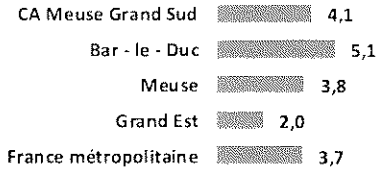
13.3 LES ASSOCIATIONS

Y a-t-il un fort dynamisme associatif ? Le tissu associatif est-il composé de structures historiquement implantées ou de jeunes associations ?

LE RÉPERTOIRE DES ASSOCIATIONS

Le Répertoire National des Associations (RNA) contient des données sur l'ensemble des associations loi 1901 (à l'exception de l'Alsace-Moselle). Il remplace depuis 2010 le répertoire Waldec (Web des associations librement déclarées).

Associations pour 100 habitants

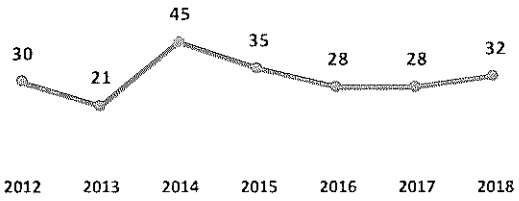


Nb d'associations enregistrées au RNA : 1 437

Source : Répertoire National des Associations, 1er février 2019

Au 1er février 2019, la CA Meuse Grand Sud totalisait 4,1 associations pour 100 habitants, contre 3,7 pour la France métropolitaine.

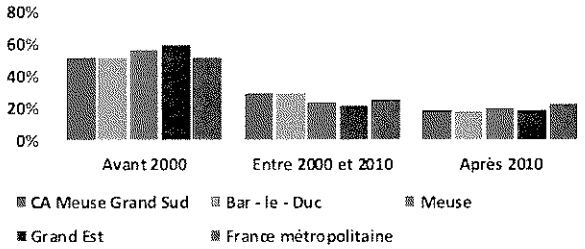
Associations créées depuis 2012



Source : Répertoire National des Associations, 1er février 2019

De 2012 à 2018, le nombre d'associations de l'EPCI créées dans l'année est passé de 30 à 32.

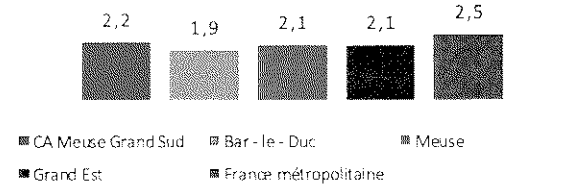
Date de création des associations au 1er février 2019



Source : Répertoire National des Associations, 1er février 2019

Au 1er février 2019, 52% des associations de l'EPCI avaient été créées avant 2000, contre 52% pour Bar-le-Duc.

Taux de création d'associations en 2018

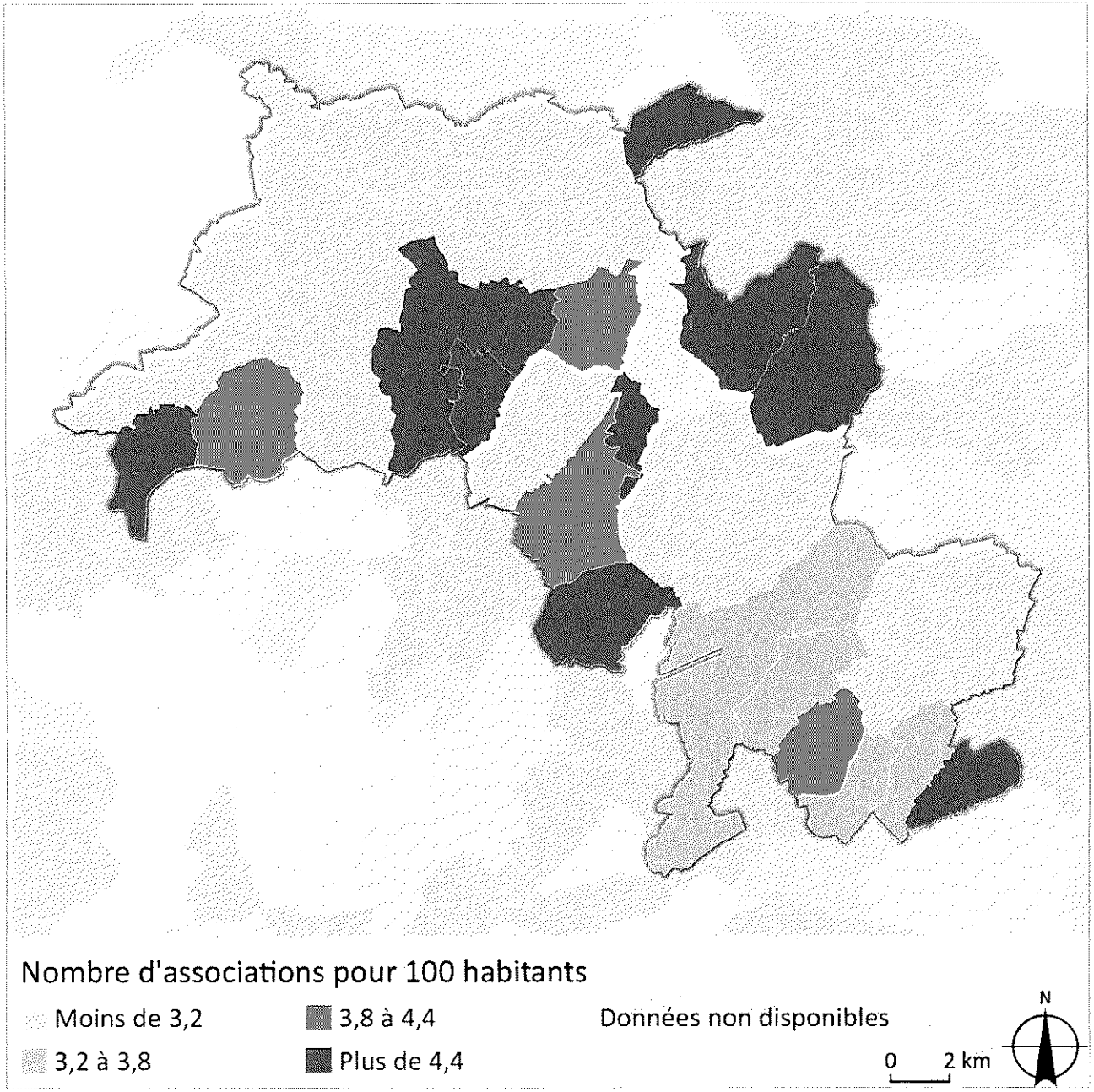


Source : Répertoire National des Associations, 1er février 2019

En 2018, 2,2 associations ont été créées pour 100 associations existantes au 1er février 2019 pour la CA Meuse Grand Sud.

CA Meuse Grand Sud

Quelle est la part d'associations pour 100 habitants ?



Source : RNA 2019



14.
TOURISME

14.1 Profil touristique

14.2 Hébergement et fréquentation

14.1 PROFIL TOURISTIQUE

Le territoire est-il touristique (résidences secondaires, équipements...) ? Combien y a-t-il d'emplois liés au tourisme ?

RECENSER LES HÉBERGEMENTS TOURISTIQUES

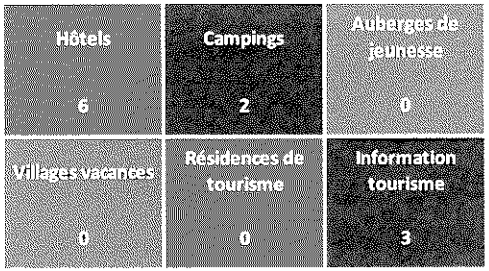
Les statistiques sur l'offre d'hébergements sont établies par l'INSEE avec les Comités Régionaux de Tourisme (CRT) et la Direction Générale des Entreprises (DGE).

Les données, qui datent de 2019, comportent :

- Les hôtels de tourisme de plus de 5 chambres ;
- Les campings de plus de 5 emplacements ;
- Les « autres hébergements collectifs » (résidences de tourisme, villages vacances et auberges de jeunesse).

Les gîtes et meublés de tourisme ne figurent dans aucune base nationale, rendant difficile leur comptabilisation.

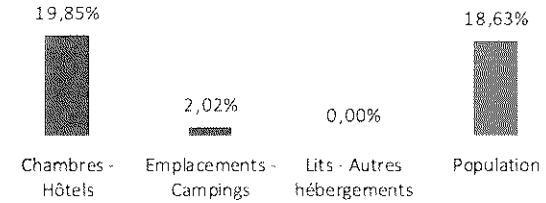
Tour d'horizon des équipements touristiques



Source : INSEE 2019

En 2019, on enregistrait 6 hôtels et 2 campings pour la CA Meuse Grand Sud.

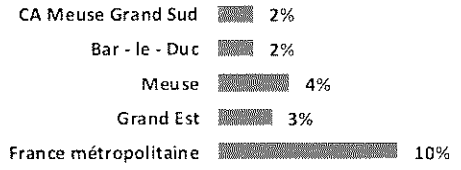
La capacité d'accueil du territoire par rapport au département



Source : INSEE 2019

En 2019, la CA Meuse Grand Sud accueillait 19,85% des chambres d'hôtel du département.

La part des résidences secondaires dans l'ensemble des logements

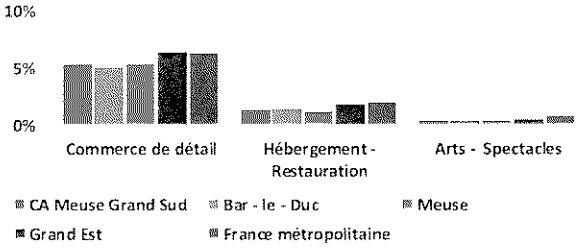


Nb de résidences secondaires : 329

Source : INSEE 2016

En 2016, 2% des logements de l'EPCI étaient des résidences secondaires, contre 10% pour la France métropolitaine.

La représentativité des emplois en lien avec le tourisme



Source : INSEE 2016

En 2016, 1% des emplois de l'EPCI relevaient des secteurs de l'hébergement et de la restauration.

14.2 HÉBERGEMENT ET FRÉQUENTATION

La capacité d'accueil touristique du territoire est-elle élevée ? Pour quels types d'hébergements (hôtels, campings...) ?

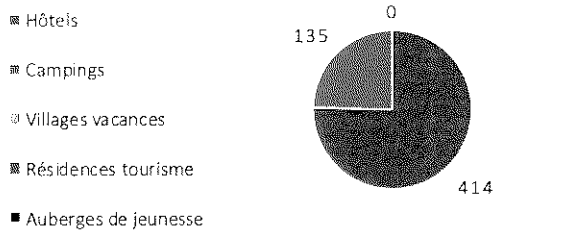
ESTIMER LE NOMBRE DE LITS

Au-delà de la présence d'équipements, il est essentiel de « zoomer » pour avoir une idée plus précise du nombre de lits dont peuvent bénéficier les touristes qui viennent passer une nuit dans le territoire.

Pour cela, l'INSEE utilise deux modes de calcul :

- Estimation pour les hôtels et les campings : 1 chambre = 2 lits estimés, 1 emplacement de camping = 3 lits estimés ;
- Calcul au réel pour les villages vacances, les résidences de tourisme et les auberges de jeunesse : nombre de lits = nombre de lits effectivement présents.

Capacité d'accueil des hébergements par type – En lits estimés



Source : INSEE 2019

En 2019, le nombre de lits estimés pour les campings était de 135 pour la CA Meuse Grand Sud.

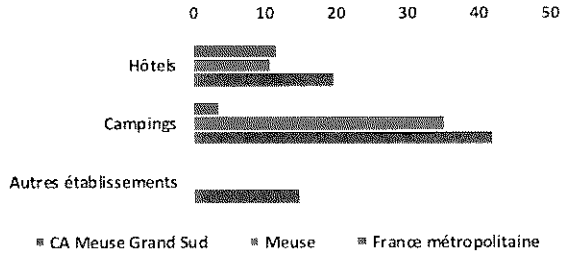
Classement des hôtels et campings



Source : INSEE 2019

En 2019, le nombre de chambre au sein d'un établissement avec 3 étoiles était de 0 pour la CA Meuse Grand Sud.

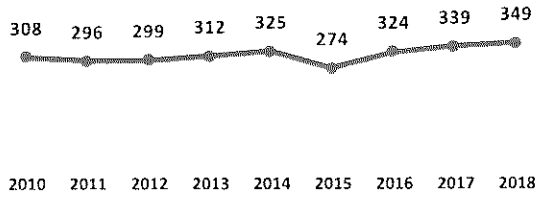
Capacité d'accueil des établissements d'hébergement pour 1 000 habitants



Source : INSEE 2019

En 2019, le territoire comptait 12 lits en chambres d'hôtel estimés pour 1 000 habitants, contre 11 pour la Meuse.

Evolution des nuitées* par an dans le département (en milliers) depuis 2010

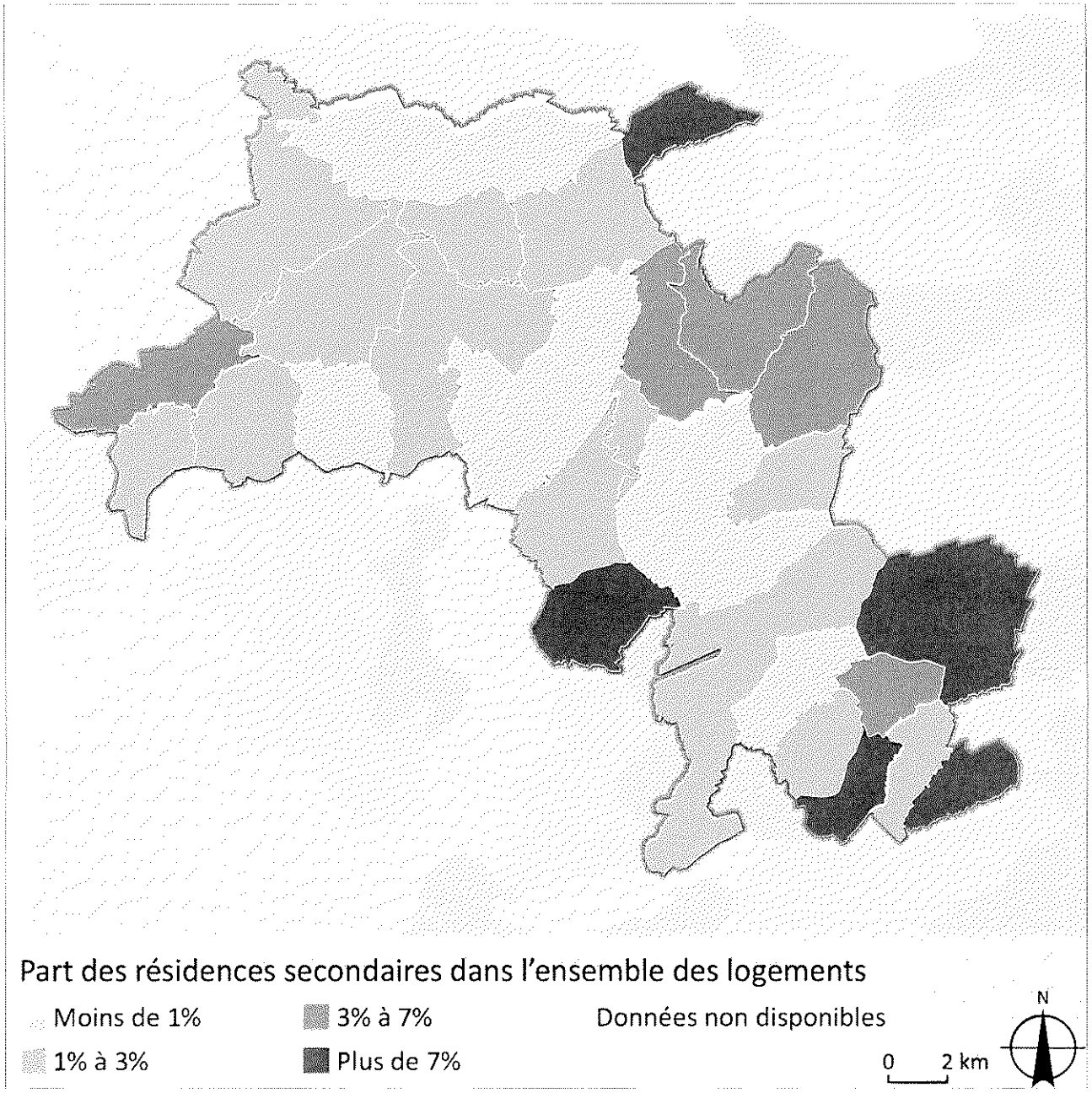


Source : INSEE 2010-2018

De 2010 à 2018, le nombre de nuitées du département (hôtels + campings) est passé de 308 à 349.

CA Meuse Grand Sud

Quelle est la part des résidences secondaires dans l'ensemble des logements ?



Source : INSEE 2016



15. SÉCURITÉ

Crimes et délits

15.1 CRIMES ET DÉLITS (1/2)

Quel est le nombre de crimes, délits, homicides/violences physiques recensés au sein du Commissariat/de la Gendarmerie dont dépend le territoire ?

LA DÉFINITION

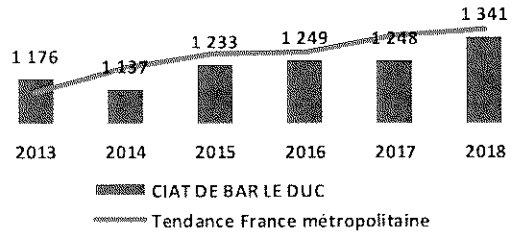
Les crimes et délits se distinguent par leur degré de gravité, les sanctions encourues et les tribunaux compétents.

- **Délit** = Infraction d'une gravité intermédiaire jugée devant le tribunal correctionnel. Par exemple vols, harcèlement, abus de biens sociaux...
- **Crime** = Infraction grave jugée devant la cour d'assises et punie d'une peine minimum de 10 ans de prison.

Contrairement aux autres indicateurs du Profil, ces données sont présentées à l'échelle du Commissariat ou de la Gendarmerie dont dépend le territoire :

- **CIAT** = Commissariat ;
- **CGD** = Compagnie de Gendarmerie Départementale.

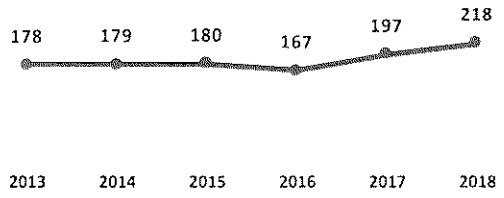
Évolution des crimes* et délits* depuis 2013



Source : Ministère de l'intérieur, 2013-2018

En 2018, le nombre total de crimes et délits enregistrés pour le CIAT DE BAR LE DUC était de 1 341.

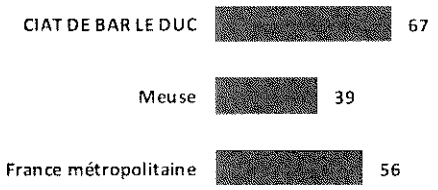
Évolution des homicides et violences physiques sur personnes depuis 2013



Source : Ministère de l'intérieur, 2013-2018

De 2013 à 2018, les homicides et violences physiques (tous types confondus) sont passés de 178 à 218 pour le CIAT DE BAR LE DUC.

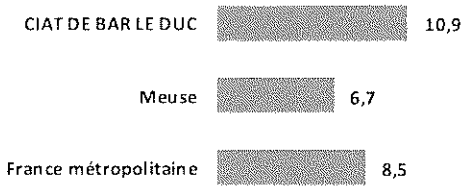
Crimes* et délits* pour 1000 habitants



Source : Ministère de l'intérieur, 2018

En 2018, on totalisait 67 crimes et délits pour 1000 habitants pour le CIAT DE BAR LE DUC, contre 56 pour la France métropolitaine.

Homicides et violences physiques pour 1 000 habitants



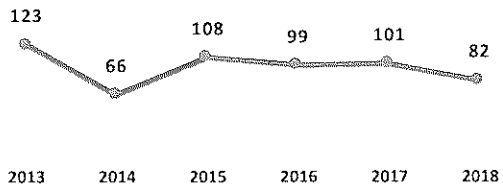
Source : Ministère de l'intérieur, 2018

En 2018, on enregistrait 10,9 homicides et violences physiques pour 1 000 habitants pour le CIAT DE BAR LE DUC, contre 8,5 pour la France métropolitaine.

15.1 CRIMES ET DÉLITS (2/2)

Quel est le nombre de vols liés à l'automobile, de cambriolages et de dégradations de biens recensés au sein du Commissariat/Gendarmerie dont dépend le territoire ?

Évolution des vols liés à l'automobile depuis 2013



Source : Ministère de l'intérieur, 2013-2018

De 2013 à 2018, les vols liés à l'automobile sont passés de 123 à 82 pour le CIAT DE BAR LE DUC.

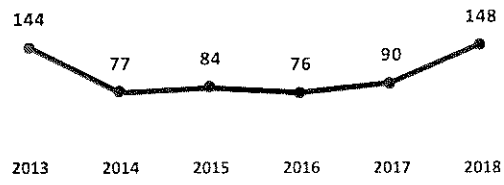
Évolution des cambriolages depuis 2013



Source : Ministère de l'intérieur, 2013-2018

De 2013 à 2018, les cambriolages sont passés de 60 à 106 pour le CIAT DE BAR LE DUC.

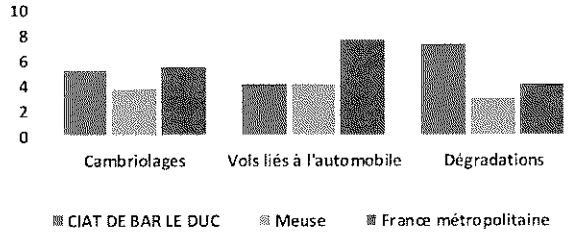
Dégradations de biens depuis 2013



Source : Ministère de l'intérieur, 2013-2018

De 2013 à 2018, les dégradations de biens sont passées de 144 à 148 pour le CIAT DE BAR LE DUC.

Cambriolages, vols liés à l'automobile et dégradations de biens pour 1 000 habitants



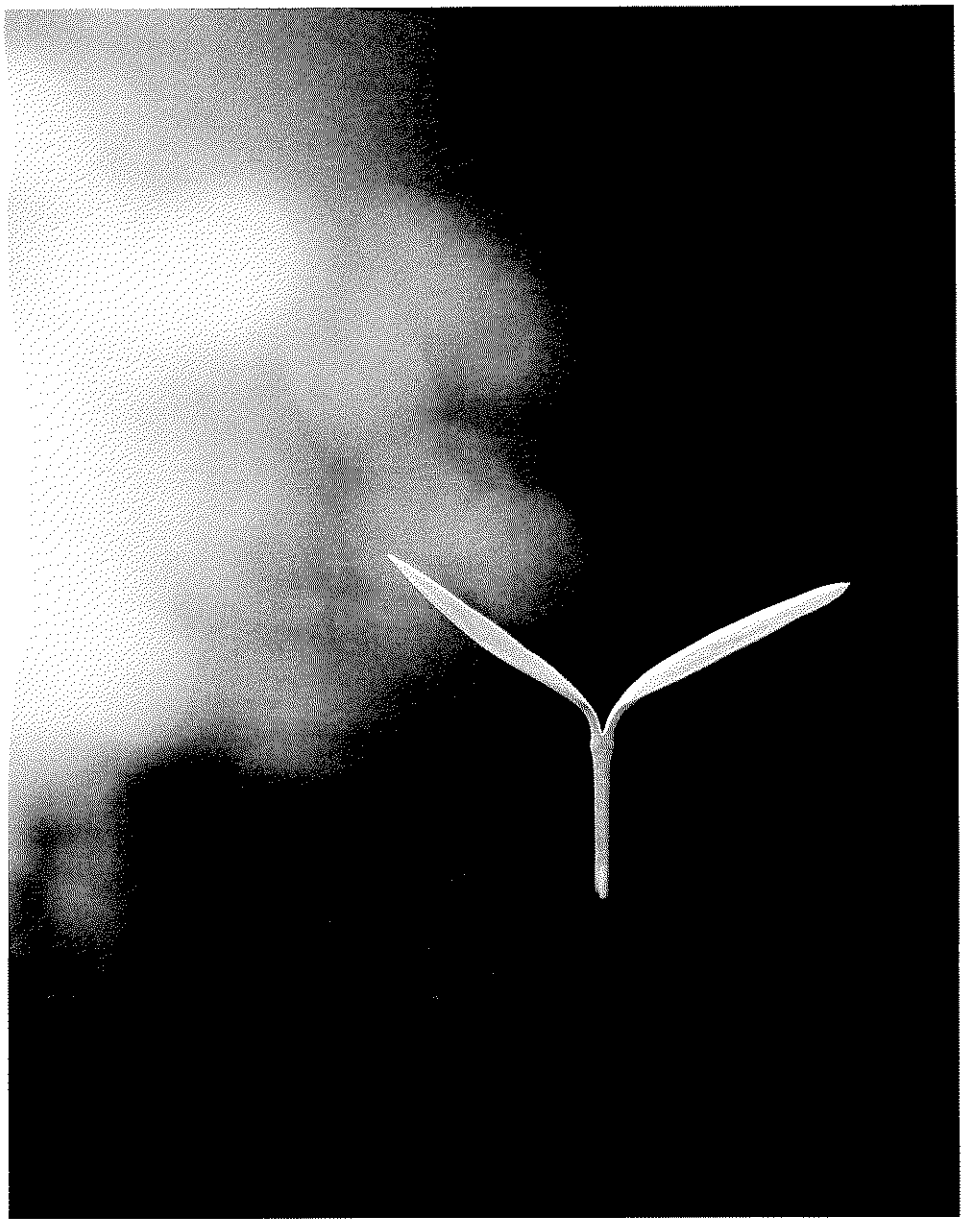
Source : Ministère de l'intérieur, 2018

En 2018, on enregistrait 5,3 cambriolages pour 1 000 habitants pour le CIAT DE BAR LE DUC, contre 5,5 pour la France métropolitaine.

LES DONNÉES SUR LA SÉCURITÉ

Les chiffres présentés ci-contre ne reprennent pas l'ensemble des crimes et délits qui se sont produits, mais ceux enregistrés par les forces de l'ordre. Ils peuvent ainsi varier selon la part des victimes portant plainte (également variable dans le temps) et les consignes données aux forces de police (y compris locales).

Ces données sont donc à considérer avec précaution.



ANNEXES

1 Finances locales

2 Et si on essayait de projeter la population ?

3 Glossaire

1. FINANCES LOCALES (1/2)

Quelle est la richesse de la collectivité par rapport à d'autres territoires ? Quelle pression fiscale est exercée sur les habitants ?

POUR UN NOUVEAU REGARD SUR LES FINANCES DE VOTRE COLLECTIVITÉ

Ithéa a développé le Budget Croisé. Ce document est disponible pour chaque commune ou EPCI de France métropolitaine.

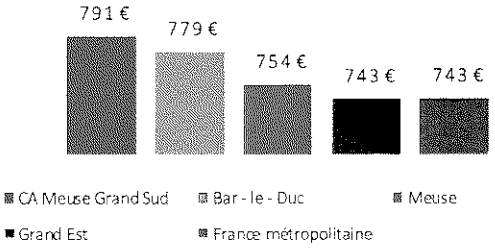
Il s'articule en :

- 40 pages
- 50 graphiques
- 8 cartes

Le Budget Croisé mobilise les dernières données financières des collectivités, en croisant les années (de 2012 à 2018) et les territoires d'analyse.

Plus d'informations et commande sur notre site : www.ithea-conseil.fr

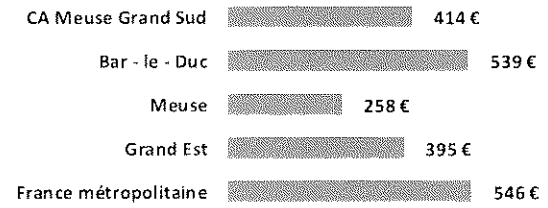
Potentiel financier* par habitant par commune et moyennes des communes



Source : Ministère de l'Economie et des finances, 2018

En 2018, le potentiel financier par habitant de l'EPCI était de 791€.

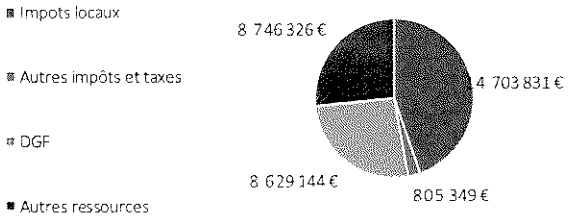
Impôts locaux par habitant (population DGF)



Source : Ministère de l'Economie et des finances, 2018

En 2018, les impôts locaux étaient en moyenne de 414€ par habitant pour les communes de la CA Meuse Grand Sud.

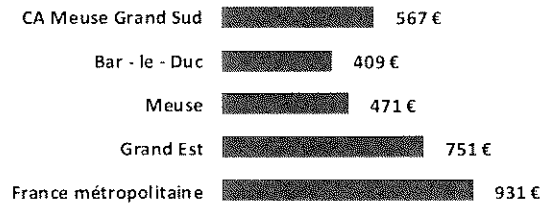
Produits de fonctionnement par type



Source : Ministère de l'Economie et des finances, 2018

En 2018, la somme de la Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) représentait 8 629 144€ pour les communes de la CA Meuse Grand Sud.

Dette par habitant



Source : Ministère de l'Economie et des finances, 2018

En 2018, la dette par habitant représentait en moyenne 567€ pour les communes de la CA Meuse Grand Sud.

1. FINANCES LOCALES (2/2)

Comment se répartissent les dépenses de l'action publique locale ? Sont-elles plus élevées qu'ailleurs ?

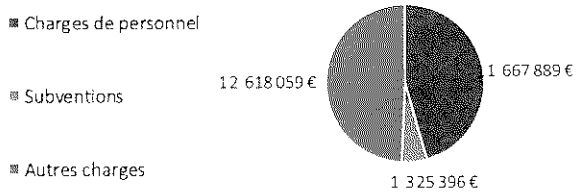
A DÉCOUVRIR DANS LE BUDGET CROISÉ

Le Budget Croisé traite de nombreuses données sur les finances des collectivités (nomenclature M14), parmi lesquelles :

- Charges de fonctionnement détaillées
- Analyse par poste de dépense
- Données fiscales (taux d'imposition, ressources liées à l'impôt...)
- Ressources et dépenses d'investissement

Il s'appuie sur la balance comptable des collectivités (2012-2018) et la balance fonctionnelle (2018), ainsi que les données produites par la DGCL (2014-2018) et DGFiP (2018).

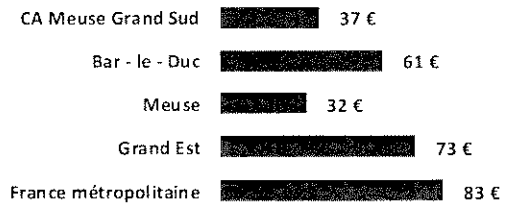
Charges de fonctionnement par type



Source : Ministère de l'Economie et des finances, 2018

En 2018, la somme des charges de personnel représentait un total de 11 667 889€ pour les communes de la CA Meuse Grand Sud.

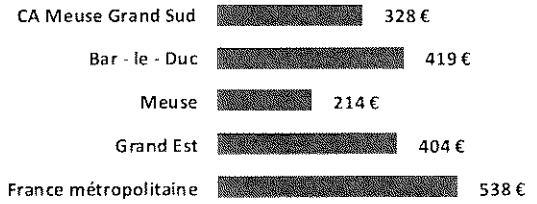
Subventions aux organismes publics et privés versées par habitant



Source : Ministère de l'Economie et des finances, 2018

En 2018, on comptabilisait en moyenne 37€ de subventions par habitant pour les communes de la CA Meuse Grand Sud.

Charges de personnel* par habitant



Source : Ministère de l'Economie et des finances, 2018

En 2018, les charges de personnel par habitant étaient en moyenne de 328€ pour les communes de la CA Meuse Grand Sud.

Capacité d'autofinancement brute* par habitant

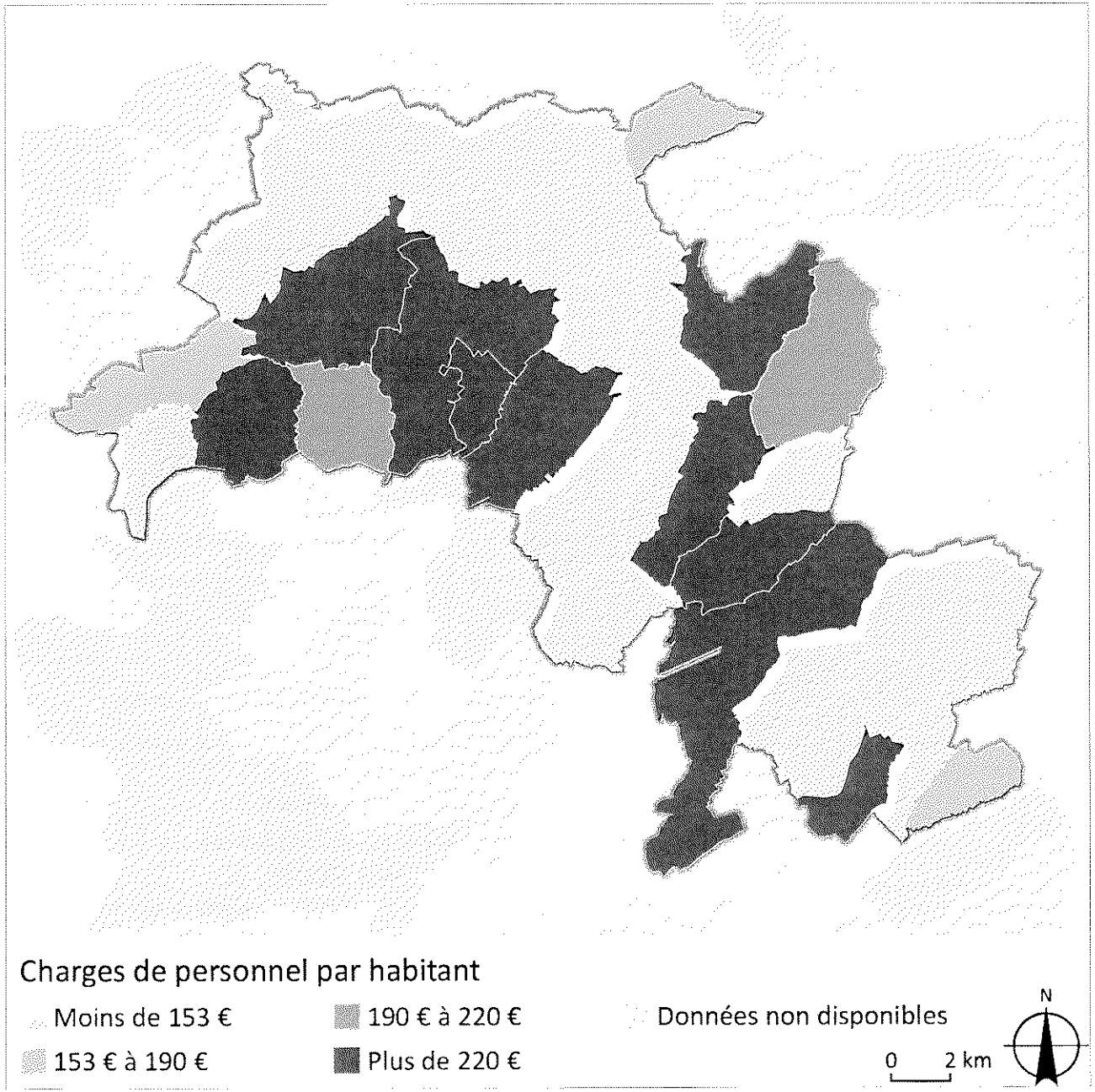


Source : Ministère de l'Economie et des finances, 2018

En 2018, la capacité d'autofinancement brute était en moyenne de 230€ par habitant pour les communes de la CA Meuse Grand Sud.

CA Meuse Grand Sud

Quelles sont les charges de personnel par habitant en 2018 ?



Source : Balance Comptable des collectivités, 2018

2. ET SI ON ESSAYAIT DE PROJETER LA POPULATION ?

PROJETER LA POPULATION DE DEMAIN

Prévoir la population de demain est très incertain ! Il est toutefois possible de projeter plusieurs images de la démographie à l'horizon 2026, à partir de certaines hypothèses.

Loin de la « prospective démographique » (beaucoup plus précise), ces simulations permettent de mesurer ce qu'il pourrait se passer si certaines tendances se produisent.

Ithéa s'est essayé à l'exercice !

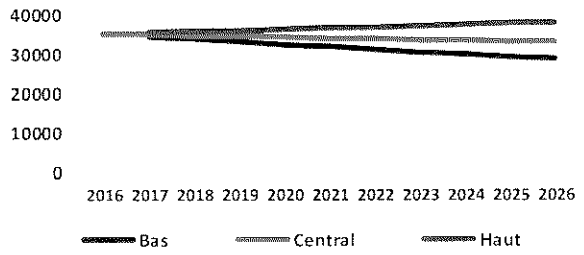
Nos hypothèses sont les suivantes :

- Hypothèse 1 : Variation annuelle de population moins élevée que les tendances observées sur 2011-2016 => scénario bas
- Hypothèse 2 : Variation annuelle de population identique aux tendances observées => scénario central
- Hypothèse 3 : Variation annuelle de population plus élevée que les tendances observées sur 2011-2016 => scénario haut

A chaque collectivité de prendre en compte le scénario le plus adapté à son territoire, en fonction de ses réalités actuelles (vieillissement...) et de ses projets (constructions...).

La pyramide des âges ci-contre présente quant à elle une projection de la population en 2021, si les tendances 2011-2016 se reproduisent à l'identique.

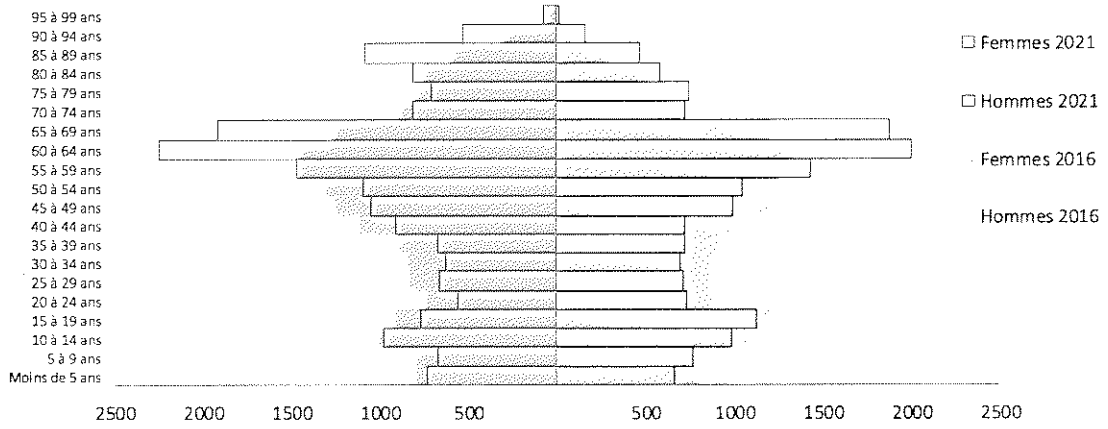
Population projetée - Horizon 2026



Variation annuelle de population projetée – Horizon 2026

	Solde naturel	Solde migratoire	Variation annuelle moyenne	Population 2026
Bas	-0,9%	-1,1%	-2,0%	28 639
Central	-0,2%	-0,4%	-0,6%	33 006
Haut	0,5%	0,3%	0,8%	37 964

Pyramide des âges de la population projetée 2016-2021 (scénario central)



GLOSSAIRE ILLUSTRÉ

Les catégories socio-professionnelles

Agriculteurs exploitants

Artisans, commerçants, chefs d'entreprise

Cadres, professions libérales et professions intellectuelles supérieures

Professionnels de santé libéraux, professionnels juridiques et techniques libéraux, cadres d'entreprises, cadres de la fonction publique...

Professions intermédiaires

Professions intermédiaires administratives, commerciales, de l'enseignement, de la santé et de la fonction publique, techniciens, contremaîtres...

Employés

Agents de service de la fonction publique, militaires, policiers, employés administratifs d'entreprise, employés de commerce...

Ouvriers

Ouvriers industriels, artisanaux, agricoles, chauffeurs...

Retraités

Autres personnes sans activité professionnelle

Élèves, étudiants, hommes/femmes au foyer

DÉMOGRAPHIE

Solde naturel. Différence entre le nombre de naissances et le nombre de décès.

Solde migratoire. Différence entre le nombre de personnes entrées et le nombre de personnes sorties du territoire.

Allocataire Caisse d'Allocations familiales (CAF). Les allocataires CAF sont des personnes qui perçoivent au moins une allocation de la part de la Caisse d'allocations familiales au vu de leur situation familiale et/ou monétaire.

Indice de jeunesse. Différence entre la population âgée de moins de 20 ans et celle des 60 ans et plus.

Population étrangère. Population qui n'est pas de nationalité française.

Population immigrée. Population, de nationalité française ou non, née étrangère à l'étranger et résidant en France.

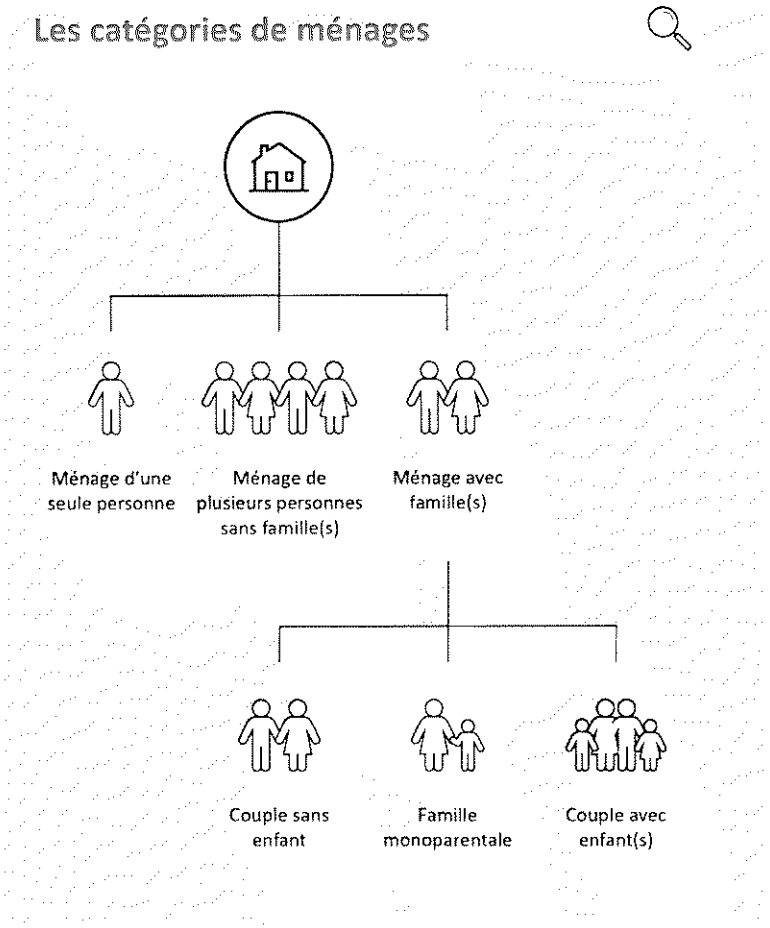
PETITE ENFANCE

Complément de libre choix du mode de garde (CMG). Aide financière versée par la CAF aux parents exerçant une activité professionnelle. Elle est destinée à financer partiellement les frais de garde (par un assistant maternel agréé) des enfants de moins de 6 ans.

Prestation partagée d'éducation de l'enfant (PreParE). La PreParE est une prestation permettant à un ou aux deux parents de cesser ou de réduire leur activité professionnelle pour s'occuper de leur(s) enfant(s) de moins de 3 ans.

Prestation d'accueil du jeune enfant (PAJE). Aide financière versée par la CAF, sous conditions de ressources, aux parents d'enfants de moins de 3 ans.

GLOSSAIRE ILLUSTRÉ



FAMILLES

Famille monoparentale. Une famille monoparentale comprend un parent isolé et un ou plusieurs enfants célibataires (n'ayant pas d'enfant).

Famille. Une famille est la partie d'un ménage comprenant au moins deux personnes et constituée :

- soit d'un couple vivant au sein du ménage, avec le cas échéant son ou ses enfant(s) appartenant au même ménage ;
- soit d'un adulte avec son ou ses enfant(s) appartenant au même ménage (famille monoparentale).

Un ménage peut comprendre zéro, une ou plusieurs familles.

Ménage. De manière générale, un ménage, au sens statistique du terme, désigne l'ensemble des occupants d'un même logement sans que ces personnes soient nécessairement unies par des liens de parenté (en cas de cohabitation, par exemple). Un ménage peut être composé d'une seule personne.

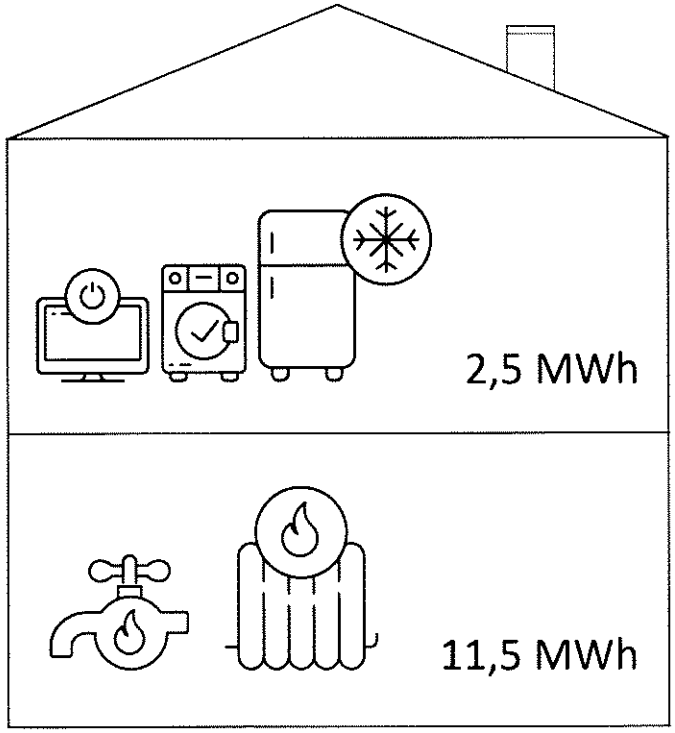
SENIORS

Contribution sociale généralisée (CSG). Impôt créé en 1991 pour participer au financement de la sécurité sociale.

Pension d'invalidité. Aide financière qui est attribuée par la Sécurité sociale à une personne qui a une capacité de travail réduite, en raison d'un accident ou d'une maladie d'origine non professionnelle et qui doit faire face à une perte de gain.

GLOSSAIRE ILLUSTRÉ

La consommation d'énergie*



*Consommation moyenne annuelle pour 3 personnes

LOGEMENT ET IMMOBILIER

Aides au logement. Les aides au logement sont des prestations sociales dont la finalité est de réduire les dépenses de logement des familles (loyer, mensualités d'emprunt). Elles sont accordées sous condition de ressources.

Logement vacant. Logement inoccupé qui est soit proposé à la vente ou à la location, soit gardé vacant et sans affectation précise par le propriétaire.

Mutation. La mutation d'un bien immobilier désigne un changement de propriétaire. Le transfert du bien peut se faire à titre gratuit (ex. succession, donation) ou à titre onéreux dans le cas d'une vente classique.

HABITAT ET ÉNERGIE

Résidence principale. Habitation occupée de façon habituelle et à titre principal par une ou plusieurs personnes d'un même ménage.

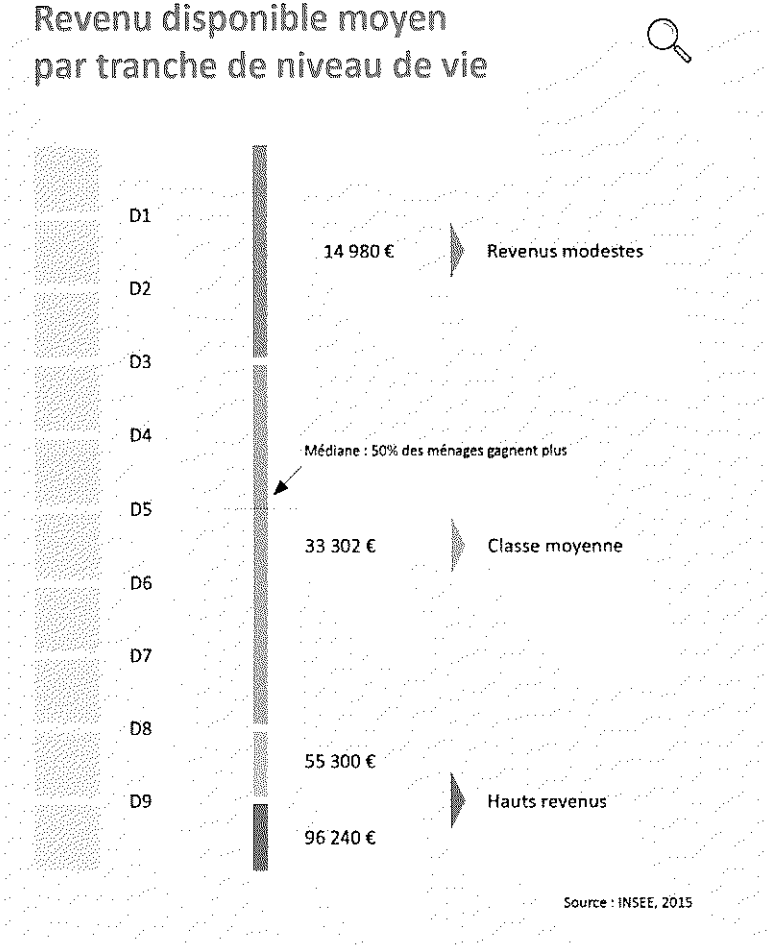
Hébergé à titre gratuit. Situation d'une ou plusieurs personnes résidant, à titre gracieux, chez une autre personne propriétaire ou locataire de son logement.

HLM loué vide. Un logement HLM est une habitation à loyer modéré au sein d'un immeuble construit avec l'aide de l'État et de diverses collectivités et affectée aux foyers qui ont de petits revenus. Un HLM loué vide est un logement non-meublé.

FTTH. Réseau de télécommunications physique qui permet notamment l'accès à internet à très haut débit.

MWh. Symbole de Mégawattheure, unité de mesure de l'énergie, qui correspond à la puissance d'un mégawatt actif pendant une heure.

GLOSSAIRE ILLUSTRÉ



EMPLOI

Actif. Un actif est une personne qui est en capacité de travailler. Un actif occupé est une personne qui a un emploi. Ainsi, la population active regroupe la population active occupée (appelée aussi « population active ayant un emploi ») et les chômeurs.

Taux de chômage. Le chômage représente l'ensemble des personnes de 15 ans et plus, privées d'emploi et en recherchant un. Les frontières entre emploi, chômage et inactivité ne sont pas toujours faciles à établir. En France il y a deux sources statistiques principales sur le chômage ;

- Chômeur = chômeur selon l'enquête nationale réalisée par l'INSEE
- Personne en recherche d'emploi = personne qui s'est inscrite à Pôle Emploi

Travail à temps partiel. Mode de travail qui peut être mis en place à l'initiative de l'employeur ou du salarié, impliquant une durée de travail inférieur à la durée légale (35h).

REVENUS ET PRÉCARITÉ

Foyer à bas revenus. Un foyer est considéré à bas revenus par la CAF si son Revenu par Unité de Consommation (RUC) est inférieur à 60% du RUC médian.

Prestations sociales. Les prestations sociales (ou transferts sociaux) sont des transferts versés (en espèces ou en nature) à des individus ou à des familles afin de réduire la charge financière que représente la protection contre divers risques.

Prime d'activité. Aide financière venue remplacer le RSA activité et la prime pour l'emploi. Elle est attribuée en tant que complément pour les travailleurs aux revenus modérés.

Revenu de solidarité active (RSA). Aide financière versée par la CAF pour les personnes de 25 ans et plus (ou 18-25 ans parents isolés) destinée à assurer un niveau minimum de ressources.

Revenu médian et rapport interdécile. Les déciles sont les valeurs qui partagent les revenus de la population en dix parties égales (cf. schéma ci-contre). Le cinquième décile, correspond à la médiane, c'est-à-dire le salaire au-dessous duquel 50% des ménages touchent plus et 50 % touchent moins. Le rapport interdécile est utilisé pour mettre en évidence les disparités (ou écarts) entre les plus riches et les plus pauvres. Plus il est élevé plus les inégalités sont grandes.

GLOSSAIRE ILLUSTRÉ



SANTÉ ET HANDICAP

Allocation adulte handicapé (AAH). Aide financière versée par la CAF aux personnes en situation de handicap selon des conditions de ressources et d'autonomie.

Aide au paiement d'une Complémentaire Santé (ACS). Aide financière versée, sous conditions de ressources et destinée au paiement d'une complémentaire santé. Cette aide est versée aux individus dont les ressources sont légèrement supérieures au plafond de la CMU-C.

Allocation d'éducation de l'enfant handicapé (AEEH). Aide financière versée par la CAF aux parents d'un enfant de moins de 20 ans en situation de handicap et destinée à financer frais d'éducation et de soins.

Couverture Maladie Universelle-Complémentaire (CMU-C). Complémentaire santé gratuite, versée sous condition de ressources.

Non-recours aux droits/soins. Notion qui renvoie aux personnes qui ne sont pas valoir leurs droits en raison de différents obstacles et /ou qui ne se rendent pas chez un professionnel de santé.

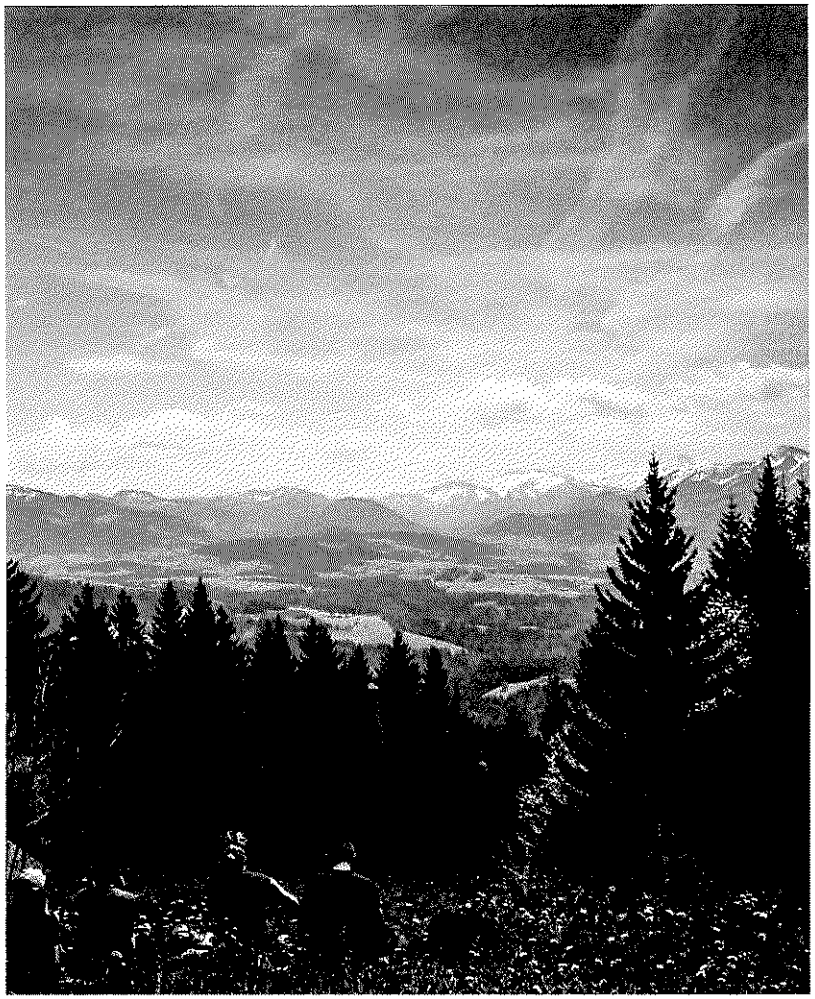
ENTREPRISES

Entreprises (répertoire SIRENE). Les entreprises enregistrées au sein du répertoire SIREN sont en fait des « établissements productifs ». Le caractère productif d'un établissement est déterminé en fonction de la catégorie juridique et de l'activité, et dans certains cas de l'effectif. Il se rapproche de la notion du caractère marchand de la comptabilité nationale.

VIE LOCALE

Licenciés sportifs. Les licenciés sportifs sont les titulaires d'une licence d'une fédération ou d'une association à caractère sportif.

GLOSSAIRE ILLUSTRÉ



TOURISME

Nuitée. Une nuitée est une unité de mesure utilisée pour comptabiliser la fréquentation de la clientèle dans un établissement. Elle permet de déterminer le taux de remplissage de ce dernier et de calculer la taxe de séjour au réel. Le nombre de nuitées est égal au nombre de nuits passées par les clients dans cet établissement.

SÉCURITÉ

Crime. Infraction que la loi punit d'une peine de réclusion ou de détention comprise entre 10 ans et la perpétuité.

Délit. Infraction d'une gravité intermédiaire, entre la contravention et le crime, jugée devant le tribunal correctionnel.

ANNEXE - FINANCES LOCALES

Potentiel financier par habitant. Élément de mesure de la richesse théorique d'une commune. Il représente le potentiel fiscal majoré de la dotation forfaitaire de la DGF provenant de l'Etat, perçue par la commune l'année précédente. Plus ce potentiel est élevé, plus la commune peut être considérée comme riche.

Capacité d'autofinancement brute. Ensemble des ressources financières générées par les opérations de gestion de l'établissement ou de la collectivité et dont il/elle pourrait disposer pour couvrir ses besoins financiers.

Charges de personnel. Les charges de personnel sont constituées des rémunérations des agents d'une collectivité et des charges sociales et fiscales liées à ces rémunérations.

Dotation Globale de Fonctionnement (DGF). Elle représente la principale dotation de fonctionnement de l'Etat aux collectivités territoriales. Elle est attribuée annuellement aux communes, établissements publics de coopération intercommunale, départements et régions.



© Ithéa Conseil SAS 2019. Tous droits réservés.

Evaluation des charges supplétives 2020

Conseil municipal du 23 mars 2021

	Structure	Equipements Ville	Equipements Agglo	Usages Occasionnels	TOTAL	Montant pondéré
1	Accordéon club Carpentier	- €	- €	282,00 €	282,00 €	282,00 €
1	Action Culturelle du Barrois	176 281,19 €	- €	148,00 €	176 429,19 €	176 429,19 €
1	AMNESTY International	- €	- €	295,00 €	295,00 €	295,00 €
1	Bar-le-Duc Animations	9 381,50 €	- €	26,00 €	9 407,50 €	3 763,00 €
1	Be Real	- €	- €	170,00 €	170,00 €	170,00 €
1	Cercle Condorcet de la Meuse	- €	- €	196,00 €	196,00 €	196,00 €
1	Chemin de fer historique de la Voie Sacrée	- €	- €	1 410,00 €	1 410,00 €	1 410,00 €
1	Comité de Jumelage	- €	- €	210,00 €	210,00 €	210,00 €
1	Société des Lettres, sciences et arts Bar-le-Duc	- €	- €	404,00 €	404,00 €	404,00 €
1	Société Saint Vincent de Paul	- €	- €	1 129,00 €	1 129,00 €	1 129,00 €
1	Thés dansants du Barrois	- €	- €	510,00 €	510,00 €	510,00 €
1	Université de la culture permanente	- €	- €	53,00 €	53,00 €	53,00 €
2	ABCK	4 572,70 €	2 304,00 €	- €	6 876,70 €	2 750,68 €
2	Amicale des cheminots	821,67 €	- €	- €	821,67 €	328,67 €
2	ASPTT Bar-le-Duc - Sud Meuse	45 869,09 €	34 427,29 €	- €	80 296,38 €	32 118,55 €
2	ASRST Tronville	327,62 €	16 045,54 €	- €	16 373,16 €	6 549,27 €
2	Association des Marcheurs de Bar	3 371,17 €	678,44 €	322,00 €	4 371,61 €	2 622,97 €
2	Association Multisports Barisienne	2 099,31 €	5 397,38 €	- €	7 496,69 €	2 998,68 €
2	Bar Aïkido Ruy	- €	1 452,07 €	26,00 €	1 478,07 €	591,23 €
2	Bar Badminton Club	10 662,08 €	1 149,25 €	26,00 €	11 837,33 €	4 734,93 €
2	Bar Football Club	13 484,68 €	52 539,83 €	170,00 €	66 194,51 €	39 716,71 €
2	Bar Natation Triathlon Club	- €	29 386,00 €	53,00 €	29 439,00 €	11 775,60 €
2	Billard Club Barisien	12 625,73 €	- €	- €	12 625,73 €	5 050,29 €
2	Bleus de Bar	43 494,07 €	2 913,58 €	26,00 €	46 433,65 €	18 573,46 €
2	Bowling Club	16 918,98 €	- €	40,00 €	16 958,98 €	6 783,59 €
2	CDOS Meuse	- €	4 691,70 €	- €	4 691,70 €	1 876,68 €
2	Club Aéromodélisme	- €	- €	26,00 €	26,00 €	26,00 €
2	Club de Gym Volontaire BD	2 307,12 €	4 602,07 €	52,00 €	6 961,18 €	2 784,47 €
2	Club Nautique Linéen	- €	2 560,00 €	588,00 €	3 148,00 €	1 259,20 €
2	Comité Meuse Badminton	3 007,46 €	334,28 €	- €	3 341,74 €	1 336,70 €
2	Comité Meuse de Handball	264,58 €	1 053,09 €	46,00 €	1 363,67 €	545,47 €
2	Comité Meuse Handisport	- €	5 333,28 €	- €	5 333,28 €	2 133,31 €
2	Comité Meuse Tennis	- €	1 807,21 €	- €	1 807,21 €	722,88 €
2	Comité Meuse UFOLEP	281,10 €	2 584,19 €	- €	2 865,29 €	1 719,17 €
2	Comité Meuse USEP	1 711,69 €	476,78 €	- €	2 188,47 €	875,39 €
2	CS Cousances les Forges	- €	100,65 €	- €	100,65 €	40,26 €
2	CSL Bar-le-Duc	15 358,30 €	5 118,79 €	- €	20 477,10 €	8 190,84 €
2	District Meusien de Football	- €	2 346,39 €	- €	2 346,39 €	1 407,83 €
2	Entente Centre Ornain - Football	- €	7 327,01 €	- €	7 327,01 €	4 396,21 €
2	Fête le mur Meuse	595,58 €	8 955,96 €	- €	9 551,53 €	3 820,61 €
2	Football club EVOBUS France	- €	2 415,66 €	- €	2 415,66 €	966,27 €
2	Football Gaélique	- €	933,22 €	- €	933,22 €	559,93 €
2	Handball club Ancerville Portes de Meuse	- €	69,64 €	- €	69,64 €	27,86 €
2	Judo Club Bar-le-Duc	- €	3 353,23 €	26,00 €	3 379,23 €	1 351,69 €
2	Judo Club Ligny	- €	4 763,54 €	- €	4 763,54 €	1 905,42 €
2	Judo Club Tronvâle	- €	1 093,02 €	- €	1 093,02 €	437,21 €
2	Karaté Club Barisien	713,11 €	3 445,09 €	52,00 €	4 210,19 €	1 684,08 €
2	Karaté Club Tronville	- €	4 007,75 €	- €	4 007,75 €	1 603,10 €
2	Kick Thai Boxing	4 011,24 €	- €	- €	4 011,24 €	1 604,50 €
2	La Barisienne de Tir	1 030,59 €	8 427,93 €	656,00 €	10 114,52 €	4 045,81 €
2	Legion Saint Georges	- €	6 575,98 €	- €	6 575,98 €	2 630,39 €
2	Les barboteurs	- €	7 490,00 €	- €	7 490,00 €	2 996,00 €
2	Les Flèches Barisiennes	2 306,45 €	- €	26,00 €	2 332,45 €	932,98 €
2	Les Palmes Barisiennes	- €	10 947,00 €	- €	10 947,00 €	4 378,80 €
2	Ligny Aquatique Club	- €	2 560,00 €	- €	2 560,00 €	1 024,00 €
2	Office Municipal des Sports	2 382,30 €	- €	253,00 €	2 635,30 €	1 054,12 €
2	Plongée du Barrois - Ligny	- €	2 560,00 €	- €	2 560,00 €	1 024,00 €
2	Rugby Club Bar-le-Duc	19 429,52 €	1 264,84 €	634,00 €	21 328,36 €	12 797,01 €
2	Self Défense Bar-le-Duc	797,00 €	1 206,19 €	- €	2 003,20 €	801,28 €
2	Taekwondo Club Bar-le-Duc	671,16 €	- €	- €	671,16 €	268,46 €
2	Team Meuse VTT	- €	223,67 €	- €	223,67 €	89,47 €
2	Tennis Club Ligny	- €	5 166,84 €	- €	5 166,84 €	2 066,74 €
2	Tennis compesserie - ESSILOR	- €	1 140,73 €	- €	1 140,73 €	456,29 €
2	Tennis de table - Ligny	- €	4 568,54 €	- €	4 568,54 €	1 827,42 €
2	Union Cycliste Barisienne	1 216,58 €	143,66 €	1 206,00 €	2 566,24 €	1 539,74 €
2	Union Sportive Behonne Longeville	- €	1 015,61 €	- €	1 015,61 €	609,37 €
2	Union Tennis Barisienne	- €	30 417,11 €	- €	30 417,11 €	12 166,84 €
2	UNSS Meuse	191,97 €	6 493,05 €	- €	6 685,02 €	2 674,01 €
2	UNSS Robert AUBRY	- €	1 754,99 €	- €	1 754,99 €	702,00 €
3	ADAPAH	- €	- €	53,00 €	53,00 €	53,00 €
3	ADAPEI Meuse	813,58 €	814,15 €	- €	1 627,74 €	651,09 €
3	AMATRAMI	- €	- €	26,00 €	26,00 €	26,00 €
3	AMIE	4 800,00 €	492,54 €	- €	5 292,54 €	2 117,01 €
3	Association diocésaine pastorale de la santé	- €	- €	148,00 €	148,00 €	148,00 €
3	Association Meusienne de Prévention	- €	1 174,28 €	- €	1 174,28 €	469,71 €
3	Association Meusienne de sauvegarde de l'enfance, de l'adolescence et des adultes	410,84 €	- €	- €	410,84 €	164,33 €
3	Association pour l'Animation des Personnes Agées	- €	- €	272,00 €	272,00 €	272,00 €
3	Centre d'accueil des demandeurs d'asile - CADA	- €	- €	79,00 €	79,00 €	79,00 €
3	Centre de documentation sociale	- €	- €	26,00 €	26,00 €	26,00 €
3	Centre d'information sur les droits des femmes et des familles	- €	- €	26,00 €	26,00 €	26,00 €
3	Centre intercommunal d'action sociale - CIAS	188,76 €	4 654,73 €	2 065,00 €	6 908,49 €	2 763,40 €
3	Coeur et santé	- €	5 217,46 €	- €	5 217,46 €	2 086,98 €
3	Conseil départemental (MNA)	3 199,42 €	1 563,08 €	- €	4 762,50 €	1 905,00 €
3	Etablissement Français du Sang	- €	- €	1 470,00 €	1 470,00 €	1 470,00 €
3	ILCG	- €	- €	328,00 €	328,00 €	131,20 €
3	ITEP Avenir	1 407,75 €	- €	- €	1 407,75 €	563,10 €
3	Joie et vie	- €	863,57 €	- €	863,57 €	345,43 €
3	Les restos du Coeur	4 800,00 €	- €	105,00 €	4 905,00 €	1 962,00 €
3	Mamonjy Madagascar	- €	- €	295,00 €	295,00 €	295,00 €
3	Peri Naua	- €	- €	78,00 €	78,00 €	78,00 €
3	Retraités Actifs du Barrois	- €	- €	340,00 €	340,00 €	340,00 €
3	Secours Populaire Meuse	- €	- €	26,00 €	26,00 €	26,00 €
3	SEISAAM	2 376,41 €	- €	- €	2 376,41 €	950,56 €
4	Accueil des Villes Françaises	6 000,00 €	- €	170,00 €	6 170,00 €	6 170,00 €
4	Amicale des Pompiers de Ligny	- €	2 180,81 €	- €	2 180,81 €	872,32 €
4	Amicale des Pompiers de Tronville	- €	1 035,97 €	- €	1 035,97 €	414,39 €

Evaluation des charges supplétives 2020

Conseil municipal du 23 mars 2021

4	Association Amicale et culturelle Franco-Turque Bar-le-Duc	566,29 €	- €	- €	566,29 €	226,52 €
4	Association culturelle et cultuelle musulmane	760,00 €	- €	- €	760,00 €	304,00 €
4	Association de coordination des Centres Socio-culturels	137 874,10 €	1 807,12 €	2 740,00 €	142 421,21 €	142 421,21 €
4	Association de Secourisme et de Sauvetage	2 400,00 €	- €	- €	2 400,00 €	2 400,00 €
4	Bridge Club des Ducs	- €	- €	971,00 €	971,00 €	388,40 €
4	Club Canin Bar-le-Duc	1 200,00 €	- €	- €	1 200,00 €	1 200,00 €
4	Familles rurales - fédération de la Meuse	- €	358,36 €	- €	358,36 €	143,34 €
4	GESAM	- €	- €	295,00 €	295,00 €	295,00 €
4	Les fées de la Tour	- €	1 442,69 €	- €	1 442,69 €	577,08 €
4	Les Fouyants	228,63 €	- €	- €	228,63 €	91,45 €
4	Ludothèque	1 200,00 €	- €	460,00 €	1 660,00 €	664,00 €
4	Meuse Nature Environnement	- €	- €	53,00 €	53,00 €	53,00 €
4	Mieux-être association Unéenne de Yoga	- €	132,32 €	- €	132,32 €	52,93 €
4	Scouts et guides de France	11 616,00 €	- €	- €	11 616,00 €	4 646,40 €
4	UCIA Bar-le-Duc	- €	- €	26,00 €	26,00 €	26,00 €
4	Union Nationale des anciens combattants	- €	- €	53,00 €	53,00 €	53,00 €
4	CANOPEE (ex CDDP)	- €	- €	771,00 €	771,00 €	771,00 €
4	Comité des fêtes - LIGNY-EN-BARROIS	- €	3 019,58 €	- €	3 019,58 €	1 207,83 €
4	Office de Tourisme	28 144,49 €	- €	- €	28 144,49 €	28 144,49 €
	TOTAL	**604 171,82 €**	**330 378,70 €**	**19 937,00 €**	**954 487,51 €**	**622 876,79 €**

1	Culture et animations
2	Sport
3	Social
4	Autre

MEUSE GRAND SUD
Communauté d'Agglomération Bar-le-Duc Sud Meuse

DGSA STRATEGIE DE DEVELOPPEMENT - ATTRACTIVITE

ASSISTANCE AUX COMMUNES

BD/HB

REGLEMENT D'INTERVENTION FONDS DE CONCOURS

COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION BAR-LE-DUC SUD MEUSE

PRINCIPES GÉNÉRAUX DU FONDS DE CONCOURS

Contexte :

En vertu du principe de spécialité, une Communauté d'Agglomération ne peut pas intervenir dans le champ des compétences que les communes ont conservées. Il existe une dérogation à ce principe : le versement de fonds de concours entre une Communauté d'Agglomération et ses communes membres (CGCT article L 5216-5 VI). Le fonds de concours peut fonctionner dans les deux sens, de la Communauté d'Agglomération vers les communes ou des communes vers la Communauté d'Agglomération.

Le versement de fonds de concours par la Communauté d'Agglomération Bar-le-Duc Sud Meuse est autorisé si trois conditions sont réunies :

1- Le fonds de concours doit nécessairement avoir pour objet de financer une opération d'investissement.

2- Le montant total des fonds de concours ne peut excéder l'autofinancement du bénéficiaire. Principe : la commune réalise un projet pour un montant de 100€. Elle reçoit 40€ de subvention. Il reste 60€ à financer. La commune doit au minimum assurer le financement de 30€, les 30€ restants peuvent être financés par un fonds de concours apporté par la Communauté d'Agglomération.

3- Le fonds de concours doit avoir donné lieu à des délibérations concordantes, adoptées à la majorité simple du conseil communautaire et du ou des conseils municipaux concernés.

Si la Communauté d'Agglomération intervient en cofinancement avec la Région, le Département, une commune ou un EPCI à fiscalité propre, pour le financement d'actions qui relèvent des compétences définies à l'article L.1111-9 du CGCT, la participation minimale du maître d'ouvrage est fixée à 30% du montant total des financements apportés par des personnes publiques. Les compétences définies à l'article L-1111-9 du CGCT sont les suivantes :

- Mobilité durable ;
- Organisation des services publics de proximité ;
- Aménagement de l'espace ;
- Développement local.

Le montant du fonds de concours varie en fonction de la taille de la commune *(population municipale)* :

- Pour les communes de 0 à 500 habitants, le montant maximum est de *40 000 €*.
- Pour les communes de 501 à 1 000 habitants, le montant maximum est de *30 000 €*.
- Pour les communes supérieures à 1 001 habitants, le montant maximum est de *20 000 €*.

Aucune subvention d'un montant inférieur à 1 000 € ne sera accordée.

Article 5 - Composition des dossiers

- Une attestation de non commencement de l'opération.
- Une délibération du conseil municipal actant le projet, sollicitant le fonds de concours.
- Une note explicative précisant l'objet de l'opération, sa durée, son coût prévisionnel global HT.
- Un plan de financement précisant l'origine ainsi que le montant des aides financières.
- Un état récapitulatif des devis conforme aux montants indiqués dans le plan de financement.
- Une copie des engagements écrits des cofinanceurs (publics et/ou privés).

En fonction de la nature du projet, des pièces complémentaires pourront être demandées pour l'instruction du dossier.

La demande de fonds de concours doit être faite uniquement par courrier adressé à *Madame la Présidente* de la Communauté d'Agglomération Bar-le-Duc Sud Meuse, avant le 31 octobre de l'année avec un dossier complet.

La commune doit justifier de ses recherches de subventions auprès des autres partenaires financiers et fournir tous les justificatifs de notification de subventions.

Article 6 - Décision d'attribution

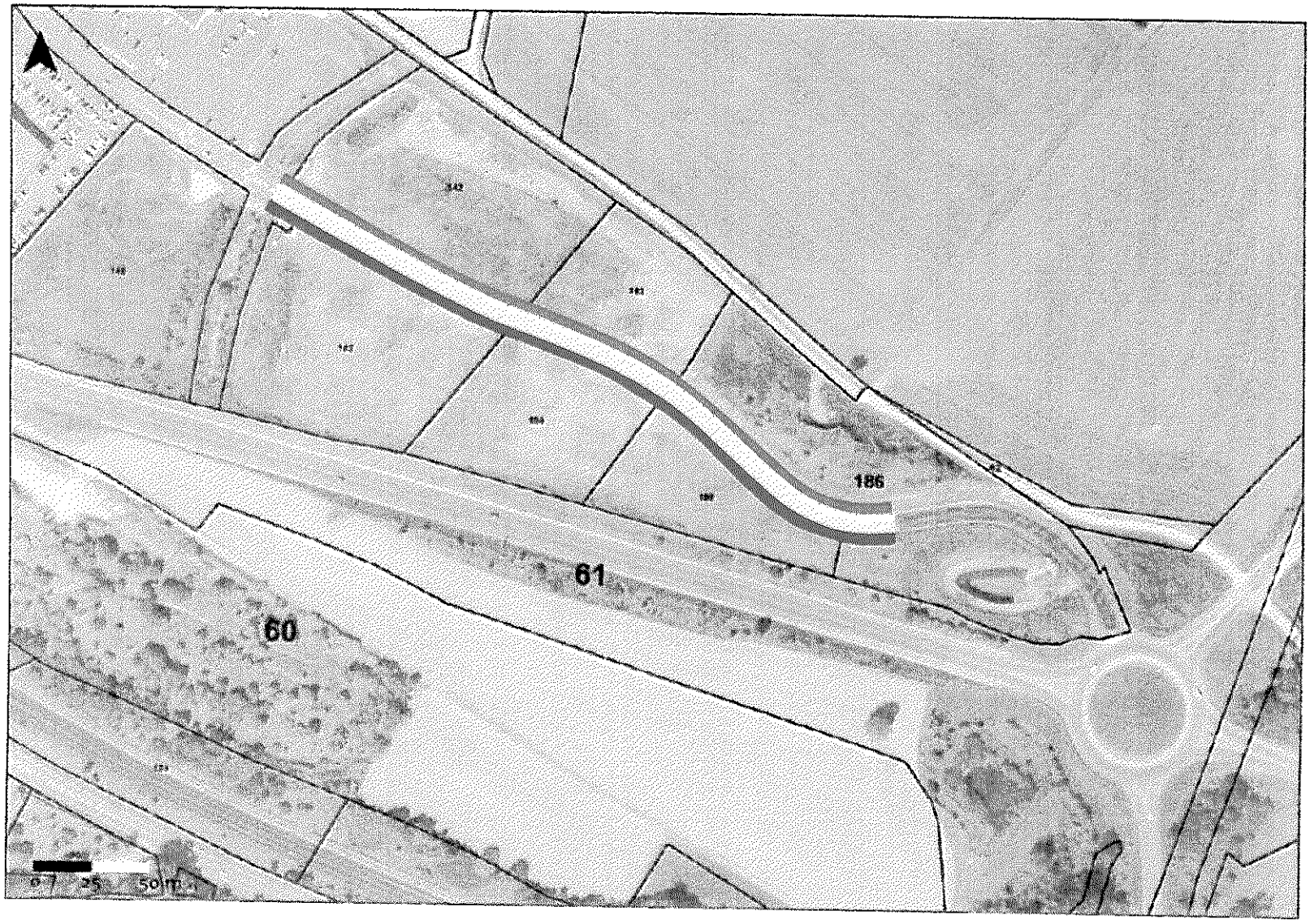
L'attribution du fonds de concours fait systématiquement l'objet d'une délibération du Conseil Communautaire prise sur proposition de la commission "Aménagement de l'espace – Politique de la ville – Habitat – Logement – Social – Développement local et soutien aux communes – Sport - Culture" et après un travail de préparation par une commission ad hoc.

Article 7 - Durée de validité de la décision

La décision d'attribution demeure valable pendant une durée maximum *d'un an* à compter de la date de notification de celle-ci. A défaut de démarrage de l'opération dans le délai suivant la notification, la décision d'octroi de subvention devient caduque et la subvention est perdue pour le bénéficiaire.

MEUSE GRAND SUD
Communauté d'Agglomération Bar-le-Duc Sud Meuse

Aménagement de la voirie ZAC de la Grande Terre



Fait à Bar-le-Duc, le 11 mars 2021

MEUSE GRAND SUD
Communauté d'Agglomération
Bar-le-Duc Sud Meuse

REGLEMENT D'INTERVENTION DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION

Attribution des aides destinées à l'amélioration des logements privés dans le cadre de l'OPAH et l'OPAH-RU

Afin d'accompagner les propriétaires dans l'amélioration de leur logement, la Communauté d'Agglomération Bar-le-Duc Sud Meuse met en œuvre deux opérations programmées d'amélioration de l'habitat (OPAH) sur son territoire : une OPAH sur l'ensemble des 33 communes et une OPAH de renouvellement urbain (OPAH-RU) sur les centres anciens de Bar-le-Duc et de Ligny-en-Barrois.

Aux côtés des partenaires des opérations, dont l'Agence nationale de l'habitat (Anah), Action Logement, la Région Grand Est, le Conseil Départemental de la Meuse et les communes de Bar-le-Duc et de Ligny-en-Barrois, la Communauté d'Agglomération propose à ce titre plusieurs aides à destination des propriétaires ou copropriétés souhaitant engager des travaux d'amélioration de leur logement.

1. Périmètre d'application

Le présent règlement d'intervention s'applique à l'ensemble du territoire des 33 communes de la Communauté d'Agglomération Bar-le-Duc Sud Meuse, en secteur OPAH ou OPAH-RU :

- Bar-le-Duc
- Behonne
- Beurey-sur-Saulx
- Chanteraine
- Chardogne
- Combles-en-Barrois
- Culey
- Fains-Véel
- Givrauval
- Guerpont
- Ligny-en-Barrois
- Loisey
- Longeaux
- Longeville-en-Barrois
- Menaucourt
- Naives-Rosières
- Naix-aux-Forges
- Nançois-sur-Ornain
- Nant-le-Grand
- Nantois
- Resson
- Robert-Espagne
- Rumont
- Saint-Amand-sur-Ornain
- Salmagne
- Savonnières-devant-Bar
- Silmont
- Tannois
- Trémont-sur-Saulx
- Tronville-en-Barrois
- Val-d'Ornain
- Vavincourt
- Velaines

2. Bénéficiaires

Les aides financières proposées par la Communauté d'Agglomération s'adressent à différents types de bénéficiaires, sous réserve d'éligibilité selon les critères définis ultérieurement dans le présent règlement :

- **Travaux d'amélioration énergétique :** propriétaires occupants réalisant des travaux éligibles à une aide « Habiter Mieux » de l'Anah (revenus modestes ou très modestes) ;

- **Travaux couplés rénovation énergétique/maintien à domicile :** propriétaires occupants réalisant des travaux éligibles à une aide « Habiter Mieux » de l'Anah (revenus modestes ou très modestes) ;

- **Travaux lourds de rénovation de logements indignes ou très dégradés :** propriétaires occupants réalisant des travaux éligibles à une aide de l'Anah (revenus modestes ou très modestes) pour des travaux lourds de réhabilitation de logements indignes ou très dégradés ;

- **Travaux d'amélioration énergétique sur des logements locatifs :** propriétaires bailleurs réalisant des travaux éligibles à une aide « Habiter Mieux » de l'Anah, sur des logements vacants et hors logements très dégradés ;

- **Travaux en copropriété :** syndicats de copropriété réalisant des travaux labellisés « Habiter Mieux - Copropriétés fragiles » ou « Copropriétés dégradées » par l'Anah ;

- **Aide à la décision en copropriété :** syndicats de copropriété engageant des études préalables au vote des travaux (recrutement d'une équipe de maîtrise d'œuvre) et bénéficiant à ce titre d'un accompagnement du prestataire de suivi-animation de l'OPAH ou l'OPAH-RU.

3. Critères d'éligibilité, nature et montant des aides

Aide aux travaux d'amélioration énergétique – propriétaires occupants	
Bénéficiaires	Propriétaires occupants
Critères d'éligibilité des travaux (cumulatifs)	• Gains énergétiques supérieurs ou égaux à 35% • Travaux subventionnés par l'Anah au titre de la lutte contre la précarité énergétique • Projets qualifiés de « Habiter Mieux-»
Montant maximal de la prime	1 000 €

Aide aux travaux couplés rénovation énergétique/maintien à domicile	
Bénéficiaires	Propriétaires occupants
Critères d'éligibilité des travaux (cumulatifs)	• Gains énergétiques supérieurs ou égaux à 35% • Travaux subventionnés par l'Anah au titre de la lutte contre la précarité énergétique et à une aide de l'Anah au titre de l'autonomie de la personne
Montant maximal de la prime	1 500 €

Aide aux travaux lourds de rénovation de logements indignes ou très dégradés		
Bénéficiaires	Propriétaires occupants	
Critères d'éligibilité des travaux (cumulatifs)	• Travaux subventionnés par l'Anah pour des travaux lourds sur un logement indigne ou très dégradé • **Pour les logements occupés :** faire l'objet d'un suivi partenarial dans le cadre de l'OPAH/OPAH-RU • **Pour les primo-accédants :** remise en état d'un logement vacant très dégradé : ○ Acquisition au cours des 24 derniers mois ○ Logement auparavant vacant depuis plus de 2 ans ○ Justificatif de dégradation : grille Anah	
Taux	**Logement occupé :** 10% de la dépense subventionnée par l'Anah	**Primo-accession :** 5% de la dépense subventionnée par l'Anah
Montant maximal de la prime	5 000 €	2 500 €

Aide aux travaux d'amélioration énergétique sur des logements vacants – propriétaires bailleurs	
Bénéficiaires	Propriétaires bailleurs
Critères d'éligibilité des travaux (cumulatifs)	• Gains énergétiques supérieurs ou égaux à 35% • Travaux subventionnés par l'Anah pour la réhabilitation d'un logement dégradé (hors très dégradé) • Projets bénéficiant d'une prime « Habiter Mieux »
Montant maximal de la prime	Doublement de la prime « Habiter Mieux », soit 3 000 € ou 4 000 €

Aide aux travaux en copropriété	
Bénéficiaires	Syndicats de copropriété
Critères d'éligibilité des travaux (cumulatifs)	• Travaux labellisés « Habiter Mieux – Copropriétés fragiles » ou « Copropriétés dégradées »
Montant maximal de la prime	500 € par lot d'habitation

Aide à la prise de décision en copropriété		
Bénéficiaires	Syndicats de copropriété	
Critères d'éligibilité (cumulatifs)	• Recrutement d'un maître d'œuvre pour la réalisation d'une phase d'étude/conception, comprenant notamment l'état des lieux de la copropriété, les diagnostics techniques avant travaux (hors audit énergétique), les études d'avant-projet et le dossier de consultation des entreprises • Accompagnement obligatoire du prestataire chargé du suivi et de l'animation de l'OPAH/OPAH-RU	
Il s'agit d'une aide à la prise de décision, sans condition de réalisation de travaux à l'issue de la phase d'étude/conception		
Montant maximal de la prime *(dans la limite de 50% de la dépense TTC)*	**Copropriété de plus de 11 lots :** 150 € par logement	**Copropriété de 11 lots ou moins :** 350 € par logement

4. Demande de subvention

Toute demande de subvention doit être réalisée avant le démarrage des travaux.

Le demandeur doit prendre contact avec l'équipe de suivi-animation de l'OPAH/OPAH-RU afin d'étudier le projet, d'établir un dossier demande de subvention auprès de l'ensemble des partenaires de l'opération et de l'instruire jusqu'au versement des aides.

La demande de subvention à la Communauté d'Agglomération sera examinée en parallèle des demandes aux autres financeurs (dont l'Anah).

5. Modalités d'attribution

Après approbation par le comité technique mis en place dans le cadre de l'OPAH/l'OPAH-RU, la prime sera accordée par la Présidente de la Communauté d'Agglomération à tout demandeur répondant aux conditions ci-avant énumérées et au vu d'un dossier complet.

Les décisions d'attribution seront prises dans la limite de l'enveloppe budgétaire allouée au dispositif.

La décision d'attribution mentionnera la recevabilité du dossier et le montant de la prime attribuable. Elle sera notifiée au demandeur.

Le délai pour réaliser les travaux sera identique à celui défini par l'Anah. Pour les aides n'étant pas conditionnées à un financement de l'Anah, celles-ci deviendront caduques au-delà de deux ans après la date de notification, si le demandeur n'a pas démarré l'opération. Une prolongation pourra être accordée par la Communauté d'Agglomération sur avis motivé du demandeur et après examen de la demande. Les travaux devront être achevés dans un délai de 3 ans à compter de la date d'accord d'attribution de la subvention.

Le versement de la prime ne pourra être fait que sur présentation des factures acquittées et de l'ensemble des justificatifs attestant la bonne réalisation de l'opération ayant fait l'objet d'une demande de subvention. Les vérifications seront conduites par l'équipe de suivi-animation ayant instruit la demande initiale. Le montant de la prime pourra évoluer à la baisse en cas de diminution des coûts du projet ou d'augmentation des autres financements. La somme restant à la charge du propriétaire ne pourra être nulle ou négative.

6. Modification et adaptation du présent règlement

Le présent règlement s'applique à compter de la date de signature des conventions d'OPAH et d'OPAH-RU par l'Anah et jusqu'à leur expiration ou l'expiration de leur éventuel avenant de prolongation.

La Communauté d'Agglomération se réserve la possibilité de modifier à tout moment les conditions d'octroi de la prime, sans effet rétroactif par rapport à la date d'arrivée de la demande.

7. Information et publicité

Chaque bénéficiaire d'une prime autorise la Communauté d'Agglomération à communiquer, de toutes manières possibles, sur l'aide octroyée.

Un exemplaire du règlement sera remis à chaque demandeur.

Grand Est
ALSACE-CHAMPAGNE-ARDENNE-LORRAINE
L'Europe s'invente chez nous

COHESION DES TERRITOIRES
ET PROXIMITE
1 Place Adrien Zeller
BP 91006
67070 STRASBOURG CEDEX

N° d'enregistrement : 20P10162

Objet de la convention :
FONDS COMMUN OPAH RU BAR-LE-DUC / LIGNY-EN-BARROIS ET OPAH MEUSE GRAND SUD

CONVENTION DE FINANCEMENT

Date de la convention :

Date de notification :

Montant de l'aide régionale : 72 000 €

Dossier n° : 20P10162

Budget : 2021
Section : Investissement
Imputation : 905

Nom et adresse du contractant :

Communauté d'Agglomération Meuse Grand Sud
12 rue Lapique
BP 60559
55012 BAR LE DUC Cédex

Convention passée en exécution de la délibération n°21CP-42 du 12 février 2021 et 21CP-610 du 23 avril 2021 de la Commission Permanente du Conseil Régional Grand Est

Suivi du dossier à la Région Grand Est :
Direction de la Cohésion des Territoires (DCT)
Suivi technique : Service Aménagement
Caroline LORAIN - caroline.lorain@grandest.fr -Tél. 03 26 70 31 44
Suivi financier : Mission Administrative et Financière
Frédérique DERVIN – frederique.dervin@grandest.fr – 03 26 70 89 47

L'Europe s'invente chez nous

MEUSE GRAND SUD Bar-le-Duc Sud Meuse

DIRECTION DE LA COHESION DES TERRITOIRES

CONVENTION DE FINANCEMENT

FONDS COMMUN REGION/TERRITOIRE POUR LE FINANCEMENT D'AIDES A LA RENOVATION DE L'HABITAT PRIVE

OPAH RU BAR-LE-DUC / LIGNY-EN-BARROIS et
OPAH MEUSE GRAND SUD

ENTRE

La Région Grand Est, dont le siège est situé 1 Place Adrien Zeller - BP 91006 - 67070 STRASBOURG CEDEX, représentée par le Président du Conseil Régional, Monsieur Jean ROTTNER,

désignée ci-après **"la Région"**,

d'une part,

ET

La Communauté d'Agglomération Meuse Grand Sud, 12 rue Lapique – 55012 BAR-LE-DUC, représentée par sa Présidente, Madame Martine JOLY, habilitée par délibération du 3 décembre 2020,

désigné ci-après **"le Bénéficiaire"**,

d'autre part.

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 4111-1 et suivants ainsi que les articles R 4311-1 et suivants,

Vu les crédits inscrits au budget de la Région Grand Est,

Vu le dispositif de Soutien à la lutte contre la vacance et les logements énergivores adopté par délibération du Conseil Régional n°19SP-2630 du 12 décembre 2019,

Vu la délibération de la Communauté d'Agglomération en date du 3 décembre 2020 validant l'opération et autorisant son Président à signer la présente convention,

Vu la convention OPAH RU multisite Bar-le-Duc et Ligny-en-Barrois signée entre le Département de la Meuse, représentant l'Etat, l'Anah, la Communauté d'Agglomération Meuse Grand Sud, les communes de Bar-le-Duc et de Ligny-en-Barrois, Action Logement Services et la Région,

Vu la convention OPAH de la Communauté d'Agglomération signée entre le Département de la Meuse, représentant l'Etat, l'Anah, la Communauté d'Agglomération Meuse Grand Sud, Action Logement Services et la Région,

Vu la délibération n°21CP-42 de la Commission Permanente du Conseil Régional Grand Est du 12 février 2021.

IL EST CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les engagements réciproques de la Région et du Bénéficiaire pour la réalisation de l'opération suivante :

FONDS COMMUN REGION/TERRITOIRE
OPAH RU BAR-LE-DUC / LIGNY-EN-BARROIS et
OPAH MEUSE GRAND SUD

ARTICLE 2 - DESCRIPTIF DU PROJET

L'aide accordée par la Région dans le cadre de la présente convention est affectée exclusivement au Bénéficiaire pour la réalisation du projet tel que décliné ci-dessus.

Le Bénéficiaire et la Région associés interviendront conjointement, par le biais d'un Fonds Commun, sur le territoire de la Communauté d'Agglomération Meuse Grand Sud.

Pour la durée de l'opération, sous réserve du dispositif régional en vigueur et de l'inscription des crédits au moment du vote du budget concerné le montant du Fonds Commun Région/Communauté d'Agglomération a été évalué à 608 000 €:

- 294 000 € pour la Communauté d'Agglomération
- 314 000 € pour la Région, dont 20 000 € de bonus pour les logements réhabilités en BBC.

Cette évaluation prend en compte les objectifs de l'OPAH RU pour 5 ans et les 3 premières années de l'OPAH sur l'ensemble de l'agglomération.

Le fonds commun permettra l'attribution, aux propriétaires privés définis par le règlement en annexe, d'une subvention destinée à l'amélioration de 112 logements, répartis comme suit :

Type de logement	Objectifs			Règlement
	OPAH RU Centres Bar-le-Duc et Ligny -5 ans	OPAH de l'Agglo Meuse Grand Sud 3 ans	TOTAL	
Remise sur le marché de logements vacants - Propriétaires bailleurs ou occupants	60	-	60	Annexe 1
Réhabilitation de logements énergivores classe E,F,G Propriétaires occupants	10	55	65	Annexe 2
Dont logements vacants ou énergivores rénovés BBC	*5*	*2*	7	Inclus dans annexes ci-dessus
	70	**55**	**125**	

Le nombre et la répartition des dossiers repris dans le tableau sont donnés à titre indicatif et peuvent subir des variations sans toutefois venir augmenter la participation régionale prévue.

ARTICLE 3 - MONTANT DE LA PARTICIPATION REGIONALE

La Région attribue au Bénéficiaire, pour la réalisation de la première année du projet décrit à l'article 2 précité, une subvention d'investissement d'un montant maximum de 72 000 € (dont 4 000 € de bonus attribués aux logements réhabilités en BBC).

A l'issue de la première année de fonctionnement, le fonds commun pourra être réabondé par avenant, en fonction des résultats de l'OPAH et des dispositions régionales en vigueur

ARTICLE 4 - MODALITES DE VERSEMENT DE LA PARTICIPATION REGIONALE

Le versement de l'aide régionale sera effectué conformément aux dispositions ci-après :

- une avance initiale de 30 % (soit 21 600 €) € après signature de la convention;
- trois versements annuels maximum, prenant en compte les dossiers payés pour lesquels le versement est demandé.

Les paiements seront effectués sur présentation des pièces justificatives suivantes :

Pièces financières :

- état récapitulatif des paiements effectués (montant, date et numéro de mandat), justifiant l'acompte demandé, signé par le représentant légal et certifié par le comptable public.

Pièces techniques :

- sous forme informatique, le tableau de suivi des subventions attribuées depuis le début de l'opération, reprenant le nom et l'adresse des destinataires, la nature des travaux, la surface après travaux, la base subventionnable retenue ..... (voir détail des informations souhaités à l'article 6, paragraphe 3).
- uniquement pour solder l'opération ::récapitulatif global de l'opération en attribution et paiement validé par le représentant légal.

Les pièces techniques seront conservées par la Région. Seules les pièces financières seront transmises à la Paierie Régionale à l'appui des versements.

ARTICLE 5 - DELAIS

Les aides du fonds commun devront être attribuées aux propriétaires par le comité technique avant le 30 juin 2026 et versées à ces derniers avant la date de fin d'opération soit le 31 mars 2030.

La Bénéficiaire disposera d'un délai de six mois maximum à compter de la date de fin de l'opération, soit le 30 septembre 2030 pour présenter à la Région l'ensemble des justificatifs demandés à l'article 4 précité.

Seules les dépenses réalisées à compter du 15 février 2021 seront prises en compte pour cette opération.

ARTICLE 6 - ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE

Le Bénéficiaire s'engage à :

- Créer un fonds d'intervention destiné à attribuer aux propriétaires privés les aides financières accordées dans le cadre de la présente convention (et ses avenants éventuels) et mettre en place un comité d'attribution auquel participe la Région.

- Associer la Région à toutes les décisions d'octroi des aides et informer l'ensemble des bénéficiaires de la participation de la Région à toutes les étapes de réalisation de ce programme. Tous les documents adressés aux bénéficiaires du fonds (plaquettes d'information, courriers divers, notifications d'attribution d'aides, arrêtés...) doivent préciser que l'aide financière attribuée est une aide conjointe. Le logo de la Région doit figurer, de façon identique à celui de Communauté d'Agglomération, sur l'ensemble des documents.

- Transmettre, sous forme informatique et à l'issue de chaque comité d'attribution des aides, un tableau de suivi des subventions (suivant modèle en annexe 3) allouées depuis le début de l'opération, reprenant au minimum le nom et l'adresse du destinataire, le type de logement, la nature des travaux, la surface après travaux, le montant des travaux, la base subventionnable retenue, le taux appliqué, l'économie d'énergie réalisée (en kWh/m²/an), la solution technique de référence préconisée et les éventuelles dérogations s'y rapportant, ainsi que le ou les versements effectués aux bénéficiaires des aides.

- Employer l'intégralité de l'aide régionale pour mener à bien le projet mentionné à l'article 1 précité, à l'exclusion de toute autre opération, et la reverser aux bénéficiaires des aides attribuées dans le cadre de la présente opération.

- Supporter la charge de tous les frais, impôts et contributions, de quelque nature qu'ils soient, que la présente convention serait susceptible de générer, afin que la Région ne puisse en aucun cas être mise en cause à cet égard.

ARTICLE 7 - RESILIATION DE LA CONVENTION

Hormis le cas de force majeure justifié, l'inobservation des conditions fixées aux précédents articles entraînera la résiliation de plein droit et sans indemnité de la présente convention.

Si nécessaire, la Région procèdera à l'annulation de l'aide régionale et à la mise en recouvrement par le payeur régional de tout ou partie de l'aide versée, sur présentation d'un titre de recette.

ARTICLE 8 - INFORMATION SUR L'AIDE REGIONALE

Le bénéficiaire de toute aide régionale, quel que soit son montant, doit mentionner le concours financier de la Région à l'occasion de chaque action d'information du public (articles de presse, visites, portes ouvertes, inauguration,) concernant la réalisation du projet.

Le logo de la Région sera intégré aux supports de communication (affiches, plaquettes, supports numériques,) en lien avec le projet objet de la présente convention.

Le guide d'utilisation du logo (charte graphique) et des modalités d'implantation des panneaux est accessible sur le site officiel de la Région (rubrique "Identité visuelle") téléchargeable à l'adresse suivante : www.grandest.fr

ARTICLE 9 - SUIVI D'EXECUTION

Le suivi de la présente convention est exercé conjointement par le Président de la Région Grand Est et le Bénéficiaire, ou leurs représentants.

ARTICLE 10 - CONTROLE

Conformément à la législation en vigueur et à une jurisprudence constante des tribunaux de l'ordre administratif comme des juridictions financières en matière de versement de fonds publics, la Région peut être amenée à procéder ou à faire procéder à des contrôles qu'elle jugera utiles, sur pièces ou sur place, concernant l'utilisation des fonds régionaux, en diligentant éventuellement un audit portant sur les comptes du Bénéficiaire et sur l'utilisation des sommes versées.

Le Bénéficiaire devra donc, le cas échéant, mettre à la disposition de l'organisme de contrôle toutes les pièces techniques, administratives et comptables lui permettant de remplir sa mission.

ARTICLE 11 - ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Le tribunal administratif de Strasbourg est seul compétent pour connaître de toute contestation relative à la présente convention.

ARTICLE 12 - COMPTABLE ASSIGNATAIRE

Le comptable assignataire de la dépense est le Payeur Régional Grand Est -1 Place Adrien Zeller - BP 91006 - 67070 STRASBOURG CEDEX.

Tous les documents se rapportant à la présente aide régionale (convention/avenant, pièces justificatives, courriers, ...) devront être envoyés à l'adresse suivante :

REGION GRAND EST
Direction de la Cohésion des Territoires
Hôtel de Région – Site de Châlons-en-Champagne
CS 70441 – 5 rue de Jéricho
51037 CHALONS EN CHAMPAGNE CEDEX

Fait à Strasbourg, le

La Présidente de la Communauté d'Agglomération Meuse Grand Sud

Pour la Région

Martine JOLY

L'Europe s'invente chez nous

MEUSE GRAND SUD Bar-le-Duc Sud Meuse

ANNEXE 1

FONDS COMMUN REGION-TERRITOIRE

REGLEMENT D'ATTRIBUTION DES AIDES FINANCIERES OPAH

	REMISE SUR LE MARCHE DE LOGEMENTS **VACANTS** EN COMPLEMENT DE L'ANAH
OBJECTIFS DE L'AIDE	• Limiter l'étalement urbain • Ramener la population en cœur de ville en favorisant la mixité sociale • Rénover le patrimoine bâti et en réduire la consommation énergétique
BENEFICIAIRES	• **Propriétaires occupants** et **propriétaires bailleurs** pour des logements situés dans le périmètre de l'OPAH RU de **Bar-le-Duc** et **Ligny-en-Barrois**
BASE ELIGIBLE	• Travaux et honoraires de maîtrise d'œuvre retenus par l'Anah (montant, liste des travaux, plafonds et conditions)
FINANCEMENT DES LOGEMENTS VACANTS RU	• Dossier soumis à l'avis du comité d'attribution pour l'octroi d'une subvention complémentaire à celle de l'Anah. Sur présentation du plan de financement prévisionnel, l'aide du fonds commun pourra être réduite ou non attribuée pour ne pas dépasser l'aide maximum autorisée par le règlement de l'Anah : ➢ **Travaux réalisés par de futurs propriétaires occupants modestes ou très modestes** - 3 000 € pour les travaux d'économie d'énergie plafonds majorés ou travaux couplés - 20 % pour les travaux lourds de primos-accédants, plafonnée à 10 000 € ➢ **Travaux de remise sur le marché de logements locatifs :** - 3 000 € (porté à 4 000 si prime habiter mieux bonifiée) logts très dégradés - 6 000 € (porté à 8 000 si prime habiter mieux bonifiée) logts dégradés ➢ **Travaux atteignant le niveau du label BBC (104 kWhep/M².an)** - Aide complémentaire correspondant au doublement de la part Région (Coeft 1 ,5 – Région seule)
CONDITIONS	Les démarches de rénovation de logements doivent privilégier une approche globale et performante afin d'être compatibles avec le niveau BBC (Bâtiment Basse Consommation) Sauf contraintes techniques particulières démontrées les travaux réalisés doivent permettre d'atteindre une consommation énergétique située entre **90 et 150 kWhEP/M².an** (Classe C d'un DPE) .
PIECES NECESSAIRES	• Devis descriptif et estimatif des entreprises retenues, • Analyse thermique avec préconisation des travaux BBC compatibles • Justificatif de propriété du logement, • Avis d'imposition du demandeur (pour les propriétaires occupants) • Permis de construire ou déclaration de travaux si nécessaire, • Copie de la notification d'attribution de l'Anah, • Relevé d'identité bancaire ou postal.
VERSEMENT DE LA SUBVENTION	Demande de versement de la subvention à adresser à l'organisme chargé du suivi-animation et comprenant notamment le(s) facture(s) détaillée(s) et les justificatifs d'attribution de l'ensemble des aides dont bénéficie le dossier concerné.
DELAI DE REALISATION	Les travaux devront être achevés dans un délai de 3 ans à compter de la date d'accord d'attribution de la subvention de l'Anah.

Grand Est
ALSACE CHAMPAGNE-ARDENNE LORRAINE
L'Europe s'invente chez nous

MEUSE GRAND SUD Bar-le-Duc Sud Meuse

ANNEXE 2

FONDS COMMUN REGION-TERRITOIRE

REGLEMENT D'ATTRIBUTION DES AIDES FINANCIERES OPAH

	REHABILITATION DE LOGEMENTS ENERGIVORES EN COMPLEMENT DE L'ANAH
OBJECTIFS DE L'AIDE	• Améliorer la performance énergétique des logements et lutter contre la précarité énergétique • Limiter la production de gaz à effet de serre
BENEFICIAIRES	• **Propriétaires occupants** éligibles à une aide de l'Anah.
BASE ELIGIBLE	• Travaux et honoraires de maîtrise d'œuvre retenus par l'Anah (montant, liste, plafonds et conditions)
FINANCEMENT	Dossier soumis à l'avis du comité d'attribution pour l'octroi d'une subvention complémentaire à celle de l'Anah. Sur présentation du plan de financement prévisionnel, l'aide du fonds commun pourra être réduite ou non attribuée pour ne pas dépasser l'aide maximum autorisée par le règlement de l'Anah : ➢ **Travaux d'économie d'énergie de propriétaires occupants modestes ou très modestes** : 2 000 € pour les travaux d'économie d'énergie logt F/G 3 000 € pour les travaux travaux couplés(économie d'énergie et autonomie) 20 % pour les travaux lourds avec suivi partenarial, plafonnée à 10 000 € 10 % pour les travaux lourds logements récemment acquis plafond 5 000 € ➢ **Travaux atteignant le niveau du label BBC (104 kWhEP/M².an)** - Aide complémentaire correspondant au doublement de la part Région (Coeft 1 ,5 – Région seule)
CONDITIONS	Les démarches de rénovation de logements doivent privilégier une approche globale et performante afin d'être compatibles avec le niveau BBC (Bâtiment Basse Consommation) : La rénovation doit à minima atteindre l'étiquette C pour un appartement. (consommation maxi entre 90 et 150 kWhEP/M².an) Pour une maison elle doit inclure un bouquet de deux travaux avec la ventilation. L'analyse thermique obligatoire devra indiquer : - la solution technique de référence choisie (Cf Règlement Région) pour atteindre le niveau BBC, - les préconisations de travaux globaux nécessaires et détail des matériaux à prévoir pour atteindre le niveau BBC à l'issue d'une rénovation globale, - pour une réhabilitation par étape, le choix des travaux retenus, précisant les éventuelles dérogations applicables.
PIECES NECESSAIRES	• Devis descriptif et estimatif des entreprises retenues, • Analyse thermique complète, • Justificatif de propriété du logement, • Avis d'imposition du demandeur, • Permis de construire ou déclaration de travaux si nécessaire, • Copie de la notification d'attribution de l'Anah, • Relevé d'identité bancaire ou postal.
VERSEMENT DE LA SUBVENTION	Demande de versement de la subvention à adresser à l'organisme chargé du suivi-animation et comprenant notamment le(s) facture(s) détaillée(s) et les justificatifs d'attribution de l'ensemble des aides dont bénéficie le dossier concerné.
DELAI DE REALISATION	Les travaux devront être achevés dans un délai de 3 ans à compter de la date d'accord d'attribution de la subvention de l'Anah.

ANNEXE 3

TABLEAU DE SUIVI DES SUBVENTIONS ALLOUEES

	588 000 €	Du 01/12/2021 au 31/12/2026
	21 600 €	30% de 72 000 € année 1 CPT 5/01/2021
	28 000 €	
	7 500 €	
	2 944 €	
	-18 656 €	

FONDS COMMUN REGION / CTE D'AGGLO BAR-LE-DUC SUD MEUSE

DESTINATAIRE	ADRESSE DU BIEN	COMMUNE	TYPE DE TRAVAUX	Type de logements (A appart de B maisons)	DATE DU COMITE	SECTEUR OPAH RU	ELEMENTS DU DIAGNOSTIC					MONTANT DES TRAVAUX TTC	MONTANT ELIGIBLE HT	PO COMPLEMENTAIRE							PB logt Vacants 25,0 et LBS		SUBVENT° VOTEE			Versements ascendeurs					
							Surface logt après TV	Cond logt ENERGIE apr		Solution technique de référence STR				Logements Vacants SLS LBS			Logements occupés (PO- E.F.O)				PB hab dégradés 3000 ou 4000 € et LBS 5500 €	PB pro dégradés 5000 and 600 € et LBS majorés	Montant	Prime BBC (part Région voir accordée)	Total	Montant versé	A payer Région		N° de Mandat	Date du Mandat	Etat (Soldé A ou annulé)	Engagement retiré en fonction Caducité
								Avant le (23% de dpe gain)	Après le	Retenue	Dérogation exécutées			PO HM bonifiés 30000	PO Tx 1 couples 30000	Travaux lourds prime complémt 20%	PO HM bonifiés 30000	PO Tx couples 30000	Tx travaux logt occup + sup 20%	Tx travaux autre ter acheté 10%						Prime Région (voir accordée)	Reste BBC (Région seule)	Total				
			Subdivision en copropriété 4 lots	M	25/10/2021	RU		14 000	7 000	ATT	Fenêtre - Porte	45 000 €	30 000 €	3 000		10 000							3 000 €	0	1 500					0	1 500 €
			Isolation thermique extérieure	A	25/10/2021	Total		8 000	4 000			30 000 €	30 000 €										10 000 €								
									0					3 000									3 000 €	0	1 500					0	500 €
									7 000						3 000								3 000 €	0	1 500					0	500 €
																							0 €							

Habitat Jeunes

Comptes de l'Association

CHARGES		Previsionnel 2021
601100	Vivres - Repas	85 800
601100	Restauration scolaire	27 560
601210	Boisson Self	4 200
601220	Boissons Cafétéria	0
	Vivres	117 560
606130	Electricité	29 000
606140	Eau	18 000
606160	Gaz	48 000
606601	Carburant véhicule	3 000
	Consommation d'énergie	98 000
606200	Produits d'entretien	6 500
606400	Fournitures de bureau	2 000
606300	Petits matériels	13 000
606310	Matériel de cuisine	5 000
606401	Photocopieur	3 530
606320	Vêtements et linge de maison	2 900
606340	Achats de marchandises -pharmacie-	300
	Autres consommations	33 230
6132	Loyers	35 500
6140	Charges locatives	8 400
6132	Loyers Médiation Familiale	4 200
	Loyers et charges locatives	48 100
615	Entretien Véhicule	2 500
61521	Décoration	100
6152	Entretien et reparation des locaux	25 000
6155	Entretien et réparation matériel	11 100
6156	Maintenance logiciels	6 400
616	Assurances	10 916
618	Divers documentation - Séminaires	0
618500	Frais de Formation	413
	Services extérieurs	56 429
622	Intermédiaires et honoraires	12 300
623	Information - Publications - Relations P	2 200
625	Déplacements, Missions, réceptions	1 060
6263	Affranchissements	2 050
6265	Téléphone & Internet	8 100
	Portable	1 000
627	Services bancaires	1 705
6281	Cotisations	7 200
	Autres charges externes	35 615
6311	Taxes sur salaires	0
633	Formation Continus	7 747
63513	Taxes Foncières	28 800
63540	Autres taxes	350
	Impôts et Taxes	36 897
	Total appointements bruts et congés payés	425 348
	Total charges sociales	120 617
	Taux de charges	28.36%
6414	Indemnités Jour + Personnel Extér	250
6416	Indemnités Retraite	2 406
647500	Médecine du Travail	1 700
	Total charges sociales	550 321
	SACEM-SPRE	650
652	Vie sociale	687
	Action Santé	0
	Animation Cycles & cyclomoteurs	500
654	Pertes sur créances irrécouvrables	1 500
658	Charges divers de gestion courante	0
	Autres charges de gestion	3 337
	Dotation aux amortissements	21 729
	Dotation aux amort de l'annee	
	Provisions	5 500
	TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION	1 056 717
661	Intérêts des emprunts	0
661	Emprunt 2020	365
661	Emprunt 2018	156
668	Autres charges financières	0
	Charges financières	524
	TOTAL DES CHARGES COURANTES	1 057 241
	Charges exceptionnelles	1 130
	TOTAL GENERAL DES CHARGES	1 058 371

RECETTES		Previsionnel 2021
7061	Repas	230 811
706115	Prestation résident week-end	0
70611	Repas résidents et divers	3 800
706117	Repas résidents	35 500
706118	Repas scolaires	109 956
706170	Boissons - Cafétéria	630
706210	Internet	900
7062	Hébergement	210 000
7062	Hébergement Lemaire Verdun	62 000
7062	Hébergement Lemaire Revigny	18 000
	Produits des prestations	671 597
706311	Fonjep	14 214
706407	ASLL (Accompagnemt S Lié Logemt)	0
706302	Suivi Sociale Fondation Leg Passerelles	3 000
706409	Conseil Régional Loj Toît	20 000
706409	IRELIS Loj Toît	
706409	C A F Action Loj Toît	10 000
706405	DEPARTEMENT	120 000
706403	C A F Sub Exceptionnelle	0
706404	C A F PSE	82 229
706405	A.G.L.S Aide Gestion Locative Sociale	23 000
706406	FASTT	300
706408	REAAP	15 000
708108	CAF Médiation Familiale	29 745
708108	MSA Médiation Familiale	2 700
708108	Conseil Général Médiation Familiale	0
708108	Justice Médiation Familiale	7 500
708118	Médiation Familiale Particip Familles	2 800
7081	Vie Sociale	500
708104	Animation Projet Santé	
	Animation Autre	0
708106	Laverie	0
	Produits de prestations financés	310 988
7411	Etat	
7412	Fondation France	0
74111	Département (Conseil Départemental)	0
74141	Commune	0
74142	Communauté d'Agglomération Sud Meuse	8 350
74143	CAF (travaux-équipement)	0
791263	Subvention Région Emploi	
	Subventions	8 350
754	Cessions / Remboursements divers	2 300
7581	Cotisations	2 050
7585	Dons et concours volontaires reçus	0
7770	Quote part subventions d'investissement	39 174
7770	Nouvelles Quotes part subv invest	0
791101	Avant Natur Repas	9 500
781517	REP.PRO.	0
781740	Reprise de prov créances douteuses	0
79121	Remboursements assurance	500
791270	Remboursement Formation	413
791260	A.S.P Activite Partielle	13 200
791261	A.S.P Contrat Aidés	0
791263		0
	Autres produits d'exploitation	67 136
	TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION	1 058 071
7610	Produits financiers	300
	Produits sur ex antérieurs	
768	Autres produits financiers	0
	Produits financiers	300
	TOTAL DES PRODUITS COURANTS	1 058 371
	Produits exceptionnels	0
	TOTAL GENERAL DES PRODUITS	1 058 371

	Previs 2021
RESULTAT NET COMPTABLE	**0**
CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	**32 555**

mise à jour le 08/02/2021

MEUSE GRAND SUD Bar-le-Duc Sud Meuse

DGSA DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE & TERRITORIAL
ASSISTANCE AUX COMMUNES

HABITAT

BD / HB

Réglement d'attribution des primes au ravalement des façades privées

Article 1 – Conditions d'octroi

Pourront bénéficier de cette prime, toutes les opérations de ravalement de la (des) façade(s) sur des immeubles ayant été construits avant 1965 et sur lesquels les derniers travaux de ravalement de la (des) façade(s) concernée(s) ont été effectués depuis plus de 10 ans.
Sont éligibles les opérations situées sur le territoire d'une commune adhérente à la Communauté d'Agglomération Bar-le-Duc Sud Meuse, hors campagne spécifique de ravalement obligatoire.

Pendant la durée de l'opération, un propriétaire ne pourra déposer qu'un seul dossier. Un dossier ne peut comprendre qu'un immeuble avec éventuellement ses dépendances et non pas plusieurs immeubles appartenant à un même propriétaire.

Les dossiers seront accompagnés dans la limite du budget voté annuellement par la Communauté d'Agglomération pour la campagne de ravalement de façades.

Article 2 – Immeubles concernés

Sont concernées les opérations de ravalement portant sur la rénovation complète et dans leur ensemble de façades privées, visibles de la rue.

Ne pourront être concernées que les opérations déclarées recevables en raison de l'intérêt qu'elles représentent au regard de l'objectif poursuivi par la Communauté d'Agglomération et dans le respect du patrimoine local.

Article 3 – Nature des travaux éligibles

Sont éligibles les travaux de ravalement de façades réalisés par des entreprises régulièrement immatriculées selon la réglementation française. Les travaux envisagés devront respecter les préconisations architecturales du secteur conformément au guide du ravalement des façades rurales en Meuse établi par le C.A.U.E.

Une attention particulière sera portée au traitement des immeubles en pierre apparente ou à pans de bois.

Article 4 – Montant de la prime

Le montant de la prime sera calculé selon les indications figurant ci-dessous :

Montant de l'aide la Communauté d'Agglomération			
	Immeuble construit entre 1900 et 1965	**Immeuble construit avant 1900 ou Immeuble en pierre apparente ou pans de bois**	**Immeuble construit avant 1900 et en pierre apparente ou pans de bois**
Taux	25 %	25 %	25 %
Dépense subventionnable	4 000 € TTC	8 000 € TTC	12 000 € TTC
Montant maximal de l'aide	1 000 €	2 000 €	3 000 €

Article 5 – Composition du dossier de demande

Le demandeur doit impérativement rassembler les pièces suivantes :

- imprimé transmis dûment rempli et signé,
- une attestation de propriété ou tout document officiel faisant foi de la date de construction,
- un plan de situation de l'immeuble dans la commune (extrait cadastral),
- des photos de la (les) façade(s) visible(s) de la rue avant travaux,
- les devis descriptifs, quantitatifs et estimatifs détaillés des travaux (les surfaces en m² de chaque façade doivent être indiquées),
- une copie de la demande et de l'accord de la Déclaration de Travaux déposée en Mairie,
- un Relevé d'Identité Bancaire.

Article 6 – Marche à suivre

La Communauté d'Agglomération se chargera de conseiller et d'assister les propriétaires dans leurs décisions et la mise en place des dossiers.

Ces conseils sont entièrement gratuits pour les propriétaires et ne couvrent pas les tâches de maîtrise d'œuvre.

Article 7 – Modalités d'attribution de la prime

L'intérêt architectural du projet et le respect du patrimoine local feront l'objet d'un examen en partenariat avec le CAUE de la Meuse. La prime sera accordée par la Présidente de la Communauté d'Agglomération à tout propriétaire répondant aux conditions ci-avant énumérées et au vu d'un dossier complet présenté par le demandeur.

La décision mentionnera la recevabilité du dossier et le montant de la prime attribuable. Elle sera notifiée au demandeur qui pourra alors commencer ses travaux.

Le versement de la prime ne pourra être fait que sur présentation des factures acquittées et des photos après travaux. Le paiement sera proportionnel au montant des factures présentées et approuvées par rapport au montant total du projet ayant ouvert droit à la prime.

La prime deviendra caduque au-delà d'un an après la date de notification, si le demandeur n'a pas commencé ses travaux. Une prolongation pourra être accordée par la Communauté d'Agglomération sur avis motivé du demandeur.

Article 8 – Modification et adaptation du présent règlement

Le paiement des primes sera réalisé dans la mesure où des crédits disponibles le permettent. La durée de validité du présent règlement est conditionnée par la disponibilité des crédits.

La Communauté d'Agglomération se réserve la possibilité de modifier à tout moment les conditions d'octroi de la prime, sans effet rétroactif par rapport à la date d'arrivée de la demande.

Article 9 – Information - publicité

Chaque bénéficiaire de la prime autorise la Communauté d'Agglomération à communiquer, de toutes manières possibles, sur l'aide octroyée.

La Communauté d'Agglomération pourra demander au propriétaire réalisant des travaux de ravalement d'afficher sur le site un support de communication signalant l'accompagnement financier de la Communauté d'Agglomération pour cette opération. Si ce support est fourni au propriétaire, il devra être restitué à l'issue des travaux.

Un exemplaire du présent règlement sera remis obligatoirement à chaque demandeur.

AVENANT N°3
A LA CONVENTION RELATIVE A LA MUTUALISATION DE CIRCUITS DE TRANSPORT SCOLAIRES

ENTRE

La Région Grand EST, ci-après dénommée « la Région »,
Représentée par son Président, Monsieur Jean ROTTNER, dûment habilité à l'effet de signer le présent avenant par délibération du Conseil Régional n° 20CP-1305, en date du 18 septembre 2020,
Sise 1 Place Adrien Zeller – BP 91006 – 67 070 STRASBOURG Cedex

ET

La Communauté d'Agglomération Meuse Grand Sud, ci-après dénommée « la Communauté d'Agglomération », représentée par sa Présidente, Madame Martine JOLY, autorisée à signer le présent avenant par délibération du Conseil Communautaire n°..... du 2020,
Sise 12 Rue Lapique – BAR-LE-DUC (55000)

***

Vu la convention relative à la mutualisation de circuits scolaires entre le Département de la Meuse et la Communauté d'Agglomération (CA) Bar-Le-Duc – Sud Meuse du 13 août 2014 ;

VU la convention de délégation provisoire de la compétence de transport scolaires et d'organisation du transfert légal des compétences de transports interurbains et scolaires entre le Département de la Meuse et la Région Grand Est passée en exécution de la délibération n° 16SP-3213 des 15 et 16 décembre 2016 de la Séance Plénière du Conseil Régional.

Vu la délibération n° 20CP-1471 de la Commission permanente du Conseil Régional du Grand Est en date du 18 septembre 2020,

Vu la délibération n° ..... du Conseil Communautaire de l'Agglomération Meuse Grand Sud en date du 2020,

***

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT:

ARTICLE 1 – OBJET

Le présent avenant a pour objet de modifier l'article 2 « circuit scolaire pour le RPI de MUSSEY » de la convention relative à la mutualisation des circuits scolaires du 13 août 2014 en intégrant la commune de Chardogne dans le circuit de transport scolaire BARLEDUC 20 desservant le RPI de MUSSEY à compter de septembre 2020.

La Région organise et exploite le circuit de transport scolaire pour les communes de Bussy La Côte, Chardogne, Mussey, Varney et Vassincourt vers le RPI de Mussey, en assure le financement auprès du transporteur dans le cadre de ses marchés, puis sollicite la CA Meuse Grand Sud pour le remboursement des dépenses effectuées pour le transport des élèves relevant de sa compétence. Cette modification fait suite au changement de sectorisation scolaire de la commune de Chardogne vers le RPI de Mussey et prend en compte le transfert de la compétence transport de la Région vers la CA Meuse Grand Sud.

L'effectif complémentaire à prendre en charge sur le circuit, d'une quinzaine d'élèves, ne nécessitera pas la mobilisation de moyen roulant supplémentaire et pourra être pris en charge dans le véhicule dédié à ce service dont l'extension représentera 3.5 kms par trajet.

ARTICLE 2 – DATE D'ENTREE EN VIGUEUR

Le présent avenant prend effet au 1er septembre 2020.

ARTICLE 3 – AUTRES STIPULATIONS

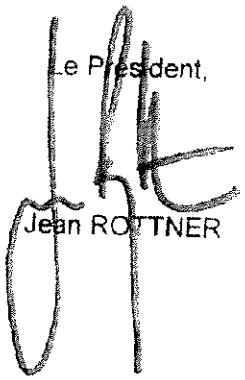
Les autres stipulations de la convention initiale restent inchangées et notamment les modalités de refacturation qui resteront calculées selon la formule suivante :

$$\frac{\text{coût annuel du circuit X nombre d'élèves de la collectivité redevable}}{\text{nombre total d'élèves du circuit}}$$

Fait à STRASBOURG, le..... en 2 exemplaires.

Pour la Région Grand Est,

Le Président,



Jean ROTTNER

Pour la Communauté d'Agglomération Meuse Grand Sud,

La Présidente,

Martine JOLY

DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

Communauté d'Agglomération Bar-le-Duc Sud Meuse Exploitation du réseau de transport

AVENANT 8

Entre les soussignés :
La Communauté d'Agglomération Bar le Duc Sud Meuse – 12, rue Lapique - 55000 Bar-le-Duc, représentée par Madame Martine JOLY, sa Présidente, agissant en application de la délibération en date du XX XX .
Ci-après dénommée « la Communauté d'Agglomération »

D'une part,

Et :

La société **Bus Est Bar le Duc,** SA au capital de 215 000€ dont le siège est situé 165 rue Henri Moissan - 54 713 LUDRES, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nancy sous le numéro B 392 083 911, représentée par M. Stéphane ANTON, en sa qualité de Président,
Ci-après dénommée « Le Délégataire »
D'autre part,

Préambule

Par délibération du ....., le Conseil Communautaire de la Communauté d'agglomération Bar-le-Duc Sud Meuse a décidé de la modification de l'offre transport.

Il est donc apparu nécessaire d'adapter le contrat de délégation de service public pour tenir compte de ces différentes adaptations et traduire leurs conséquences notamment financières ce qui est généré par :

- Un changement d'offre sur la ligne 15 : suspension de la desserte de la commune de Géry

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

Article 1 Ajustement de l'offre transport sur la ligne 15.

Dans le cadre de la rentrée 2020/2021, il est proposé un ajustement de l'itinéraire du circuit Scol 15 suite à l'absence d'enfant sur la commune de Géry. La ligne modifiée permet une économie de temps

de parcours et de kilomètres présenté dans le tableau ci-dessous. La modification est mise en œuvre à compter du lundi 2 novembre 2020.

Année pleine 2020 / 2021 (mise en application au 02/11/20 - soit 29 semaines)

Modification du circuit SCOLAIRE 15 (suppression desserte Gery matin, midi et soir)
économie de 4.4km et de 5 minutes de temps de conduite par service

SALAIRES	Heures travaillées par semaine	Nombre Semaine	Heures travaillées annuelles	Heures payées annuelles	taux horaire payé contractuel	total salaires
scolaire 15	01:20	29	38.67	61.96	18.43 €	1 141.88 €

KILOMETRES	kilomètres roulés par semaine	Nombre Semaine	Kilomètres roulés annuels	prix cout au kilomètre	total cout roulage
scolaire 15	70.40	29	2041.60	0.48	979.97 €

COUT TOTAL	frais generaux variable	total cout direct	frais generaux	cout total
scolaire 15	5.50%	2 121.85 €	123.49 €	2 245.34 €

somme H.T d'origine	économie de cout pour la collectivité	2 245,34 €

Article 2 Conséquences financières de l'ajustement de l'offre de transport sur la CFF

L'évolution kilométrique de l'offre de transport scolaire (Option 1 du contrat de délégation de service public) conduit à réévaluer le montant de la Contribution Financière Forfaitaire au titre des années 2020 et 2021.

- Modification de l'offre scolaire (OPTION 1) en année pleine pour l'exercice 2020/2021 :

Le différentiel négatif est de 836 kilomètres par an pour la ligne 15.

L'impact sur le montant de la CFF Option 1 2020 est donc de -541.98 €HT (valeur 2013)

L'impact sur le montant de la CFF Option 1 2021 est donc de -1703.36 €HT (valeur 2013)

Tableau impact CFF - Option 1 :

COMPTE D'EXPLOITATION PLURIANNUEL (hors Options) EN K €HT valeur Avril 2014 :OPTION 1 AVENANT 8: Transports urbains scolaires de la Communauté d'agglomération de Bar-le-Duc Sud Meuse			
Période	Coût	Recettes	Contribution
2020	406 453,24 €	83 731,01 €	322 722,23 €
2021	246 557,90 €	51 674,00 €	194 883,91 €

Le présent avenant entre en vigueur à compter de sa notification aux parties.

Fait à Bar le Duc , le
..... En 2 exemplaires
originaux,

Pour la Communauté d'agglomération
Bar le Duc Sud Meuse
Représentée par sa Présidente

Madame Martine JOLY

Pour BUS EST

Représentée par son Président

Stéphane ANTON

DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

Communauté d'Agglomération Bar-le-Duc Sud Meuse Exploitation du réseau de transport

AVENANT 8

Entre les soussignés :
La Communauté d'Agglomération Bar le Duc Sud Meuse – 12, rue Lapique - 55000 Bar-le-Duc, représentée par Madame Martine JOLY, sa Présidente, agissant en application de la délibération en date du XX XX .
Ci-après dénommée « la Communauté d'Agglomération »

D'une part,

Et :

La société **Bus Est Bar le Duc,** SA au capital de 215 000€ dont le siège est situé 165 rue Henri Moissan - 54 713 LUDRES, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nancy sous le numéro B 392 083 911, représentée par M. Stéphane ANTON, en sa qualité de Président,
Ci-après dénommée « Le Délégataire »
D'autre part,

Préambule

Par délibération du ....., le Conseil Communautaire de la Communauté d'agglomération Bar-le-Duc Sud Meuse a décidé de la modification de l'offre transport.

Il est donc apparu nécessaire d'adapter le contrat de délégation de service public pour tenir compte de ces différentes adaptations et traduire leurs conséquences notamment financières ce qui est généré par :

- Un changement d'offre sur la ligne 15 : suspension de la desserte de la commune de Géry

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

Article 1 Ajustement de l'offre transport sur la ligne 15.

Dans le cadre de la rentrée 2020/2021, il est proposé un ajustement de l'itinéraire du circuit Scol 15 suite à l'absence d'enfant sur la commune de Géry. La ligne modifiée permet une économie de temps

de parcours et de kilomètres présenté dans le tableau ci-dessous. La modification est mise en œuvre à compter du lundi 2 novembre 2020.

Année pleine 2020 / 2021 (mise en application au 02/11/20 - soit 29 semaines)

Modification du circuit SCOLAIRE 15 (suppression desserte Gery matin, midi et soir)
économie de 4.4km et de 5 minutes de temps de conduite par service

SALAIRES	Heures travaillées par semaine	Nombre Semaine	Heures travaillées annuelles	Heures payées annuelles	taux horaire payé contractuel	total salaires
scolaire 15	01:20	29	38.67	61.96	18.43 €	1 141.88 €

KILOMETRES	kilomètres roulés par semaine	Nombre Semaine	Kilomètres roulés annuels	prix cout au kilomètre	total cout roulage
scolaire 15	70.40	29	2041.60	0.48	979.97 €

COUT TOTAL	frais generaux variable	total cout direct	frais generaux	cout total
scolaire 15	5.50%	2 121.85 €	123.49 €	2 245,34 €

somme H.T d'origine	economie de cout pour la collectivité	2 245,34 €

Article 2 Conséquences financières de l'ajustement de l'offre de transport sur la CFF

L'évolution kilométrique de l'offre de transport scolaire (Option 1 du contrat de délégation de service public) conduit à réévaluer le montant de la Contribution Financière Forfaitaire au titre des années 2020 et 2021.

- Modification de l'offre scolaire (OPTION 1) en année pleine pour l'exercice 2020/2021 :

Le différentiel négatif est de 836 kilomètres par an pour la ligne 15.

L'impact sur le montant de la CFF Option 1 2020 est donc de -541.98 €HT (valeur 2013)

L'impact sur le montant de la CFF Option 1 2021 est donc de -1703.36 €HT (valeur 2013)

Tableau impact CFF - Option 1 :

COMPTE D'EXPLOITATION PLURIANNUEL (hors Options) EN K €HT valeur Avril 2014 :OPTION 1 AVENANT 8: Transports urbains scolaires de la Communauté d'agglomération de Bar-le-Duc Sud Meuse			
Période	Coût	Recettes	Contribution
2020	406 453,24 €	83 731,01 €	322 722,23 €
2021	246 557,90 €	51 674,00 €	194 883,91 €

Le présent avenant entre en vigueur à compter de sa notification aux parties.

Fait à Bar le Duc , le
..... En 2 exemplaires
originaux,

Pour la Communauté d'agglomération
Bar le Duc Sud Meuse
Représentée par sa Présidente

Madame Martine JOLY

Pour BUS EST

Représentée par son Président

Stéphane ANTON

DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

Communauté d'Agglomération Bar-le-Duc Sud Meuse Exploitation du réseau de transport

AVENANT 8

Entre les soussignés :
La Communauté d'Agglomération Bar le Duc Sud Meuse - 12, rue Lapique - 55000 Bar-le-Duc, représentée par Madame Martine JOLY, sa Présidente, agissant en application de la délibération en date du XX XX .
Ci-après dénommée « la Communauté d'Agglomération »

D'une part,

Et :

La société **Bus Est Bar le Duc,** SA au capital de 215 000€ dont le siège est situé 165 rue Henri Moissan - 54 713 LUDRES, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nancy sous le numéro B 392 083 911, représentée par M. Stéphane ANTON, en sa qualité de Président,
Ci-après dénommée « Le Délégataire »
D'autre part,

Préambule

Par délibération du ....., le Conseil Communautaire de la Communauté d'agglomération Bar-le-Duc Sud Meuse a décidé de la modification de l'offre transport.

Il est donc apparu nécessaire d'adapter le contrat de délégation de service public pour tenir compte de ces différentes adaptations et traduire leurs conséquences notamment financières ce qui est généré par :

- Un changement d'offre sur la ligne 15 : suspension de la desserte de la commune de Géry

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

Article 1 Ajustement de l'offre transport sur la ligne 15.

Dans le cadre de la rentrée 2020/2021, il est proposé un ajustement de l'itinéraire du circuit Scol 15 suite à l'absence d'enfant sur la commune de Géry. La ligne modifiée permet une économie de temps

de parcours et de kilomètres présenté dans le tableau ci-dessous. La modification est mise en œuvre à compter du lundi 2 novembre 2020.

Année pleine 2020 / 2021 (mise en application au 02/11/20 - soit 29 semaines)

Modification du circuit SCOLAIRE 15 (suppression desserte Gery matin, midi et soir)
économie de 4.4km et de 5 minutes de temps de conduite par service

SALAIRES	Heures travaillées par semaine	Nombre Semaine	Heures travaillées annuelles	Heures payées annuelles	taux horaire payé contractuel	total salaires
scolaire 15	01:20	29	38.67	61.96	18.43 €	1 141.88 €

KILOMETRES	kilomètres roulés par semaine	Nombre Semaine	Kilomètres roulés annuels	prix cout au kilomètre	total cout roulage
scolaire 15	70.40	29	2041.60	0.48	979.97 €

COUT TOTAL	frais generaux variable	total cout direct	frais generaux	cout total
scolaire 15	5.50%	2 121,85 €	123,49 €	2 245,34 €

somme H.T d'origine	économie de cout pour la collectivité	2 245,34 €

Article 2 Conséquences financières de l'ajustement de l'offre de transport sur la CFF

L'évolution kilométrique de l'offre de transport scolaire (Option 1 du contrat de délégation de service public) conduit à réévaluer le montant de la Contribution Financière Forfaitaire au titre des années 2020 et 2021.

- Modification de l'offre scolaire (OPTION 1) en année pleine pour l'exercice 2020/2021 :

Le différentiel négatif est de 836 kilomètres par an pour la ligne 15.

L'impact sur le montant de la CFF Option 1 2020 est donc de -541.98 €HT (valeur 2013)

L'impact sur le montant de la CFF Option 1 2021 est donc de -1703.36 €HT (valeur 2013)

Tableau impact CFF - Option 1 :

COMPTE D'EXPLOITATION PLURIANNUEL (hors Options) EN K €HT valeur Avril 2014 :OPTION 1 AVENANT 8: Transports urbains scolaires de la Communauté d'agglomération de Bar-le-Duc Sud Meuse			
Période	Coût	Recettes	Contribution
2020	406 453,24 €	83 731,01 €	322 722,23 €
2021	246 557,90 €	51 674,00 €	194 883,91 €

Le présent avenant entre en vigueur à compter de sa notification aux parties.

Fait à Bar le Duc , le
..... En 2 exemplaires
originaux,

Pour la Communauté d'agglomération Bar le Duc Sud Meuse Représentée par sa Présidente	Pour BUS EST Représentée par son Président
Madame Martine JOLY	Stéphane ANTON

DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

Communauté d'Agglomération Bar-le-Duc Sud Meuse Exploitation du réseau de transport

AVENANT 8

Entre les soussignés :
La Communauté d'Agglomération Bar le Duc Sud Meuse - 12, rue Lapique - 55000 Bar-le-Duc, représentée par Madame Martine JOLY, sa Présidente, agissant en application de la délibération en date du XX XX .
Ci-après dénommée « la Communauté d'Agglomération »

D'une part,

Et :

La société **Bus Est Bar le Duc,** SA au capital de 215 000€ dont le siège est situé 165 rue Henri Moissan - 54 713 LUDRES. immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nancy sous le numéro B 392 083 911, représentée par M. Stéphane ANTON, en sa qualité de Président,
Ci-après dénommée « Le Délégataire »
D'autre part,

Préambule

Par délibération du ....., le Conseil Communautaire de la Communauté d'agglomération Bar-le-Duc Sud Meuse a décidé de la modification de l'offre transport.

Il est donc apparu nécessaire d'adapter le contrat de délégation de service public pour tenir compte de ces différentes adaptations et traduire leurs conséquences notamment financières ce qui est généré par :

- Un changement d'offre sur la ligne 15 : suspension de la desserte de la commune de Géry

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

Article 1 Ajustement de l'offre transport sur la ligne 15.

Dans le cadre de la rentrée 2020/2021, il est proposé un ajustement de l'itinéraire du circuit Scol 15 suite à l'absence d'enfant sur la commune de Géry. La ligne modifiée permet une économie de temps

de parcours et de kilomètres présenté dans le tableau ci-dessous. La modification est mise en œuvre à compter du lundi 2 novembre 2020.

Année pleine 2020 / 2021 (mise en application au 02/11/20 - soit 29 semaines)

Modification du circuit SCOLAIRE 15 (suppression desserte Gery matin, midi et soir)
économie de 4.4km et de 5 minutes de temps de conduite par service

SALAIRES	Heures travaillées par semaine	Nombre Semaine	Heures travaillées annuelles	Heures payées annuelles	taux horaire payé contractuel	total salaires
scolaire 15	01:20	29	38.67	61.96	18.43 €	1 141.88 €

KILOMETRES	kilomètres roulés par semaine	Nombre Semaine	Kilomètres roulés annuels	prix cout au kilomètre	total cout roulage
scolaire 15	70.40	29	2041.60	0.48	979,97 €

COUT TOTAL scolaire 15	frais generaux variable	total cout direct	frais generaux	cout total
	5.50%	2121,85 €	123,49 €	2 245,34 €

somme H.T d'origine	économie de cout pour la collectivite	2 245,34 €

Article 2 Conséquences financières de l'ajustement de l'offre de transport sur la CFF

L'évolution kilométrique de l'offre de transport scolaire (Option 1 du contrat de délégation de service public) conduit à réévaluer le montant de la Contribution Financière Forfaitaire au titre des années 2020 et 2021.

- Modification de l'offre scolaire (OPTION 1) en année pleine pour l'exercice 2020/2021 :

Le différentiel négatif est de 836 kilomètres par an pour la ligne 15.

L'impact sur le montant de la CFF Option 1 2020 est donc de -541.98 €HT (valeur 2013)

L'impact sur le montant de la CFF Option 1 2021 est donc de -1703.36 €HT (valeur 2013)

Tableau impact CFF - Option 1 :

COMPTE D'EXPLOITATION PLURIANNUEL (hors Options) EN K €HT valeur Avril 2014 :OPTION 1 AVENANT 8: Transports urbains scolaires de la Communauté d'agglomération de Bar-le-Duc Sud Meuse

Période	Coût	Recettes	Contribution
2020	406 453,24 €	83 731,01 €	322 722,23 €
2021	246 557,90 €	51 674,00 €	194 883,91 €

Le présent avenant entre en vigueur à compter de sa notification aux parties.

Fait à Bar le Duc , le
..... En 2 exemplaires
originaux,

Pour la Communauté d'agglomération
Bar le Duc Sud Meuse
Représentée par sa Présidente

Madame Martine JOLY

Pour BUS EST

Représentée par son Président

Stéphane ANTON

DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

Communauté d'Agglomération Bar-le-Duc Sud Meuse Exploitation du réseau de transport

AVENANT 8

Entre les soussignés :
La Communauté d'Agglomération Bar le Duc Sud Meuse - 12, rue Lapique - 55000 Bar-le-Duc, représentée par Madame Martine JOLY, sa Présidente, agissant en application de la délibération en date du XX XX .
Ci-après dénommée « la Communauté d'Agglomération »

D'une part,

Et :

La société **Bus Est Bar le Duc**, SA au capital de 215 000€ dont le siège est situé 165 rue Henri Moissan - 54 713 LUDRES, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nancy sous le numéro B 392 083 911, représentée par M. Stéphane ANTON, en sa qualité de Président,
Ci-après dénommée « Le Délégataire »
D'autre part,

Préambule

Par délibération du ....., le Conseil Communautaire de la Communauté d'agglomération Bar-le-Duc Sud Meuse a décidé de la modification de l'offre transport.

Il est donc apparu nécessaire d'adapter le contrat de délégation de service public pour tenir compte de ces différentes adaptations et traduire leurs conséquences notamment financières ce qui est généré par :

- Un changement d'offre sur la ligne 15 : suspension de la desserte de la commune de Géry

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

Article 1 Ajustement de l'offre transport sur la ligne 15.

Dans le cadre de la rentrée 2020/2021, il est proposé un ajustement de l'itinéraire du circuit Scol 15 suite à l'absence d'enfant sur la commune de Géry. La ligne modifiée permet une économie de temps

de parcours et de kilomètres présenté dans le tableau ci-dessous. La modification est mise en œuvre à compter du lundi 2 novembre 2020.

Année pleine 2020 / 2021 (mise en application au 02/11/20 - soit 29 semaines)

Modification du circuit SCOLAIRE 15 (suppression desserte Gery matin, midi et soir)
économie de 4.4km et de 5 minutes de temps de conduite par service

SALAIRES	Heures travaillées par semaine	Nombre Semaine	Heures travaillées annuelles	Heures payées annuelles	taux horaire payé contractuel	total salaires
scolaire 15	01:20	29	38,67	61,96	18,43 €	1 141,88 €

KILOMETRES	kilomètres roulés par semaine	Nombre Semaine	Kilomètres roulés annuels	prix cout au kilomètre	total cout roulage
scolaire 15	70,40	29	2041,60	0,48	979,97 €

COUT TOTAL	frais generaux variable	total cout direct	frais generaux	cout total
scolaire 15	5,50%	2 121,85 €	123,49 €	2 245,34 €

somme H.T d'origine	économie de cout pour la collectivite	2 245,34 €

Article 2 Conséquences financières de l'ajustement de l'offre de transport sur la CFF

L'évolution kilométrique de l'offre de transport scolaire (Option 1 du contrat de délégation de service public) conduit à réévaluer le montant de la Contribution Financière Forfaitaire au titre des années 2020 et 2021.

- Modification de l'offre scolaire (OPTION 1) en année pleine pour l'exercice 2020/2021 :

Le différentiel négatif est de 836 kilomètres par an pour la ligne 15.

L'impact sur le montant de la CFF Option 1 2020 est donc de -541.98 €HT (valeur 2013)

L'impact sur le montant de la CFF Option 1 2021 est donc de -1703.36 €HT (valeur 2013)

Tableau impact CFF - Option 1 :

COMPTE D'EXPLOITATION PLURIANNUEL (hors Options) EN K €HT valeur Avril 2014 :OPTION 1 AVENANT 8: Transports urbains scolaires de la Communauté d'agglomération de Bar-le-Duc Sud Meuse

Période	Coût	Recettes	Contribution
2020	406 453,24 €	83 731,01 €	322 722,23 €
2021	246 557,90 €	51 674,00 €	194 883,91 €

Le présent avenant entre en vigueur à compter de sa notification aux parties.

Fait à Bar le Duc , le
..... En 2 exemplaires
originaux,

Pour la Communauté d'agglomération Bar le Duc Sud Meuse	Pour BUS EST
Représentée par sa Présidente	Représentée par son Président
Madame Martine JOLY	Stéphane ANTON

MEUSE GRAND SUD Bar-le-Duc Sud Meuse

BAR-LE-DUC

Convention de mise à disposition de service

Entre la Ville de Bar le Duc et

La Communauté d'Agglomération Bar le Duc Sud Meuse

Entre

La Communauté d'Agglomération Bar le Duc Sud Meuse, représentée Mme Martine JOLY, Présidente dûment habilitée par délibération en date du 15 avril 2021

Et

La Ville de Bar le Duc représentée par Mme Marie Josée HORNBERGER, adjointe au Maire, dûment habilitée par délibération en date du 11 février 2021

Il a été convenu ce qui suit

Préambule

Conformément aux articles L. 5211-4-1 III du Code Général des Collectivités Territoriales, les services d'un établissement public de coopération intercommunale peuvent être en tout ou partie mis à disposition d'une ou plusieurs de ses communes membres, pour l'exercice de leurs compétences lorsque cette mise à disposition présente un intérêt dans le cadre d'une bonne organisation des services ;

La ville de Bar le Duc sollicite la Communauté d'Agglomération afin de bénéficier d'une mise à disposition de ses services considérant l'intérêt que représente cette mutualisation pour le bon fonctionnement de la collectivité.

Article 1 : Objet et conditions générales

Après avoir informé les organes délibérants, recueilli l'avis des comités techniques concernés, la Communauté d'agglomération met à disposition de la commune de Bar le Duc une partie de ses services nécessaire à l'exercice des compétences qui lui sont dévolues.

La présente mise à disposition de services, s'agissant du personnel, s'exerce dans les conditions fixées par la présente convention et en vertu notamment des articles L. 5211-4-1 et D. 5211-16 du CGCT.

Article 2 : Modalités de mise à disposition

Les missions réalisées concernent la participation aux manifestations et opérations ponctuelles organisées par la ville de Bar le Duc. Pour chaque mission concernée, la Ville de Bar le Duc établira une lettre de commande à la Communauté d'Agglomération détaillant ses besoins. La Communauté d'Agglomération adressera une réponse écrite décrivant sa capacité à y répondre ainsi que la liste des fonctionnaires et agents non titulaires concernés par la mise à disposition.

Article 3 : situation des agents

Les agents publics territoriaux concernés sont de plein droit mis à la disposition de la commune pour la durée de la convention.

Ils sont placés, pour l'exercice de leurs fonctions, sous l'autorité fonctionnelle du maire de Bar le Duc. Ce dernier adresse directement au responsable de service les instructions nécessaires à l'exécution des tâches. Il contrôle l'exécution des tâches.

La présidente de la Communauté d'Agglomération est l'autorité hiérarchique, elle continue de gérer la situation administrative des personnels mis à disposition. La présidente de la Communauté d'Agglomération, en sa qualité d'autorité investie du pouvoir de nomination, exerce le pouvoir disciplinaire. Elle est saisie au besoin par la commune.

L'EPCI verse aux agents concernés par la mise à disposition, la rémunération correspondant à leur emploi d'origine.

Article 4 : Conditions financières

Conformément à l'article L. 5211-4-1 du CGCT, la mise à disposition des services de l'EPCI au profit de la commune fait l'objet d'un remboursement par le bénéficiaire de la mise à disposition des frais de fonctionnement du service mis à disposition.

Les charges de fonctionnement prises en compte comprennent essentiellement les frais de personnels affectés à la mission : charges de personnel et frais assimilés (rémunérations, charges sociales, taxes, cotisations...) au prorata du temps passé pour l'exécution de la prestation. Les charges sont calculées au coût réel.

Article 5 : Conditions de remboursement :

La Ville de Bar le Duc s'engage à rembourser à la Communauté d'Agglomération Bar le Duc Sud Meuse les charges engagées à son profit sur la base du décompte présenté par Communauté d'Agglomération Bar le Duc Sud Meuse. Pour chaque mission concernée, la Communauté d'Agglomération présentera à la ville de Bar le Duc un état détaillant le nombre d'heures de travail réalisées et le coût horaire concerné.

Article 6 : assurances et responsabilités

Durant la mise à disposition du service, le ou les agents concernés agiront sous la responsabilité de la commune de Bar le Duc.

Article 7 : Date d'effet et durée de la convention :

La présente convention s'établit pour la période du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2025.

Elle peut également prendre fin de manière anticipée à la demande de l'une des deux parties cocontractantes pour un motif d'intérêt général lié à l'organisation de ses propres services à l'issue d'un préavis de deux mois. Cette décision fait l'objet d'une information par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 8 : Juridiction compétente en cas de litige :

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, tout contentieux relatif à l'interprétation ou à l'application de cette convention sera porté devant le tribunal administratif de Nancy.

A Bar le Duc le

La PRESIDENTE De la Communauté d'Agglomération Bar le Duc Sud Meuse	L'adjointe au Maire de Bar le Duc
Mme JOLY	Mme HORNBERGER

CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES

Fourniture de carburants pour le parc automobile

Vu les articles L.2113-6 et L.2113-7 du Code de la commande publique,
Vu la délibération n°xxxxx en date du x xxxxxx 2021 du conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération Bar-le-Duc Sud Meuse,
Vu la délibération n°xxxxx en date du x xxxxxx 2021 du conseil municipal de la Ville de Bar-le-Duc,
Vu la délibération n°xxxxx en date du x xxxxxx 2021 du conseil d'administration du CIAS Bar-le-Duc Sud Meuse,
Vu la délibération n°xxxxx en date du x xxxxxx 2021 du conseil municipal de la Commune de

Il a été convenu de ce qui suit :

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de constituer un groupement de commandes pour la passation d'un marché relatif à la fourniture de carburants pour le parc automobile.

L'estimation des besoins des différents membres du groupement étant supérieure aux seuils des procédures formalisées, la consultation fera l'objet d'un appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-1 à L.2124-2 et R.2124-1 à R.2124-2 du Code de la commande publique.

Article 2 : Composition du groupement

Sont membres du groupement les collectivités suivantes :

- ☐ COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION BAR-LE-DUC SUD MEUSE
- ☐ VILLE DE BAR LE DUC
- ☐ CIAS BAR LE DUC SUD MEUSE
- ☐ COMMUNE DE ....

Article 3 : Désignation de l'établissement coordonnateur

La Communauté d'Agglomération Bar-le-Duc Sud Meuse est désignée par les membres du groupement comme coordonnateur dudit groupement.
La commission compétente est celle du coordonnateur (commission d'appel d'offres).

Article 4 : Mission de la collectivité coordonnatrice

La collectivité coordonnatrice est chargée de procéder aux formalités de passation du marché :

- Centraliser les délibérations des membres du groupement relatives à la création de ce dernier et veiller à la signature de la présente convention constitutive du groupement de commandes par chacun de ses membres
- Définir et coordonner l'organisation technique, juridique et administrative de la procédure de consultation dans le meilleur intérêt des membres du groupement
- Recenser les besoins du groupement
- Élaborer le dossier de consultation et assurer sa réalisation technique
- Assurer la publication de l'appel public à la concurrence
- Procéder à la réception et à l'enregistrement des offres
- Assurer le dépouillement et l'analyse des offres
- Organiser l'attribution du marché
- Procéder à d'éventuelles mises au point du marché
- Informer les candidats après l'attribution
- Assurer les éventuelles formalités de transmission au contrôle de légalité
- Signer le marché issu de la consultation et le notifier au titulaire
- Effectuer les éventuelles formalités de publicité a posteriori
- Relancer la procédure en cas de déclaration sans suite pour intérêt général ou d'infructuosité
- Assurer la transmission d'une ampliation du marché à chaque membre du groupement
- Procéder aux éventuelles actualisations ou révisions des prix conformément aux dispositions fixées dans le CCAP
- Passer les éventuels avenants
- Procéder à la reconduction ou à la non reconduction du marché
- Procéder, le cas échéant, aux modalités de résiliation du marché, conformément aux dispositions du CCAP
- Gérer les relations précontentieuses et les contentieux formés pour ou contre le groupement, à l'exception des litiges courants propres à chaque adhérent, et des recours contentieux formés pour ou contre une collectivité adhérente à titre individuel.

Article 5 : Mission de chaque membre du groupement

La personne responsable du marché de chaque membre du groupement est chargée :

- d'adopter par délibération la présente convention et ses éventuelles modifications

- d'évaluer ses besoins et de transmettre au coordonnateur tout document utile à la rédaction du dossier de consultation des entreprises et notamment ceux permettant d'apprécier tant la nature que l'étendue desdits besoins
- d'exécuter le marché pour ses propres besoins
- de procéder au paiement des prestations résultant de l'exécution du marché
- de rédiger et signer les bons de commande le cas échéant.
- d'informer le coordonnateur de toute difficulté ou litige survenant dans le cadre de l'exécution contractuelle

Conformément à l'article L.2113-7 alinéa 2 du Code de la commande publique, les membres du groupement de commandes sont solidairement responsables des seules opérations de passation ou d'exécution du marché qui sont menées conjointement en leur nom et pour leur compte selon les stipulations de la présente convention.

Article 6 : Durée du groupement

La présente convention est conclue à compter de sa date de notification à chacune des parties et jusqu'à la date de fin d'exécution du marché.

Article 7: Dispositions financières

La mission exercée par la Communauté d'Agglomération Bar-le-Duc Sud Meuse en qualité de coordonnateur ne donne lieu à aucune rémunération. Les frais engagés par le coordonnateur du groupement en matière de publicité (avis d'appel public à la concurrence, avis d'attribution, etc.) seront à sa charge et celui-ci ne pourra prétendre à aucune indemnité de la part des membres du groupement.

Les éventuels frais liés aux procédures précontentieuses et contentieuses, relatives à la passation des marchés seront également pris en charge par le coordonnateur du groupement.
Les éventuels frais liés aux procédures précontentieuses et contentieuses relatives à l'exécution des marchés, seront pris en charge par chacun des membres, pour les contentieux et précontentieux qui leur seraient propres.
En cas de contentieux commun, les frais de procédure seront répartis entre les membres.

Article 8 : Adhésion/Retrait

Chaque membre adhère au groupement de commandes en adoptant la présente convention par délibération de son assemblée délibérante ou par toute décision de l'instance autorisée.

L'adhésion au groupement de commandes vaut pour toute la durée du marché.
Le retrait d'un membre du groupement ou l'adhésion d'un nouveau membre est interdit après signature de la convention.

Article 9 : Litiges

Les parties s'efforceront de résoudre à l'amiable les contestations qui pourraient naître de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention.
En cas de litige persistant, tout contentieux devra être porté devant le Tribunal Administratif de Nancy.

Fait à Bar-le-Duc, le x xxxxxx 2021 en x exemplaires

Pour la Communauté d'Agglomération Bar-le-Duc Sud Meuse POUR LA PRÉSIDENTE, Le Vice-Président, Bernard DELVERT	Pour la Ville de Bar-le-Duc POUR LE MAIRE, L'Adjoint au Maire, Olivier MINETTO
Pour le CIAS de la Communauté d'Agglomération Bar-le-Duc Sud Meuse POUR LA PRESIDENTE, La Vice-Présidente, Marie-France BERTRAND	Pour la Commune de .... LE MAIRE,

CONVENTION CONSTITUTIVE

D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES

Entre,

La commune de BAR-LE-DUC représentée par son Maire Mme Martine JOLY, agissant en cette qualité et en vertu de la délibération de son conseil municipal en date du xx/xx/2021 ;

Et,

La communauté d'Agglomération Bar-le-Duc Sud Meuse représentée par sa Présidente Mme Martine JOLY, agissant en cette qualité et en vertu de la délibération de son conseil communautaire en date du xx/xx/2021 ;

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code de la Commande Publique et en particulier les articles L.2113-6 et L.2113-7 ;

Etant exposé ce qui suit :

Ayant de par leurs obligations et compétences respectives prévu de mettre les installations d'assainissement du site communautaire sis 59 rue Bradfer en conformité et de rendre accessible l'arrêt de bus voisin, la Communauté d'Agglomération Bar-le-Duc Sud Meuse et la Ville de Bar-le-Duc ont entrepris des études pour y aboutir.

Mené avec la même équipe de maîtrise d'œuvre ce travail a permis de cerner les problématiques, d'envisager la manière d'y répondre et d'établir les projets en prenant en compte les interfaces inhérentes à la réfection de la cour donnant sur la rue et du trottoir.

Considérant la nécessité de coordonner au mieux les interventions et l'intérêt de mutualiser les procédures, la dévolution des travaux dans la cadre d'un groupement de commandes apparaît opportune.

Article 1 : Objet de la convention

En vertu des articles L.2113-6 et L.2113-7 du Code de la Commande Publique, la Communauté d'Agglomération Bar-le-Duc Sud Meuse et la Ville de Bar-le-Duc conviennent, par la présente convention, de constituer un groupement de commandes en vue de désigner les entreprises pour réaliser les travaux de mise en conformité des installations d'assainissement du site sis 59 rue Bradfer, de refaire une partie des cours, d'aménager le trottoir contigu en vue de rendre l'arrêt de bus qui s'y trouve accessible.

Article 2 : Membres du groupement

Le groupement de commandes est constitué de :

Entité	Adresse
Ville de Bar-le-Duc	12, rue Lapique - BP 60559 55012 BAR-LE-DUC Cedex
Communauté d'Agglomération Bar-le-Duc Sud Meuse	12, rue Lapique - BP 60559 55012 BAR-LE-DUC Cedex

Article 3 : Fonctionnement du groupement

3.1. – Coordination :

La commune de Bar-le-Duc est désignée comme coordonnateur du groupement, ayant la qualité de pouvoir adjudicateur.

3.2. – Rôle du coordonnateur :

Le rôle du coordonnateur comprend notamment :

- la centralisation des délibérations relatives à la création du groupement et la diffusion de la présente convention pour signature par ses membres ;
- le recensement et la définition des besoins dans les conditions qu'il fixera ;
- la définition de l'organisation technique et administrative de la procédure de consultation des entreprises dans le respect des dispositions réglementaires régissant la commande publique ;
- l'élaboration du dossier de consultation et sa validation par les membres du groupement ;
- la définition des critères d'analyse des offres ;
- l'envoi à la publication de l'avis d'appel public à la concurrence ;
- la réception et l'enregistrement des offres ;
- la convocation et la conduite des réunions de la commission formée pour le marché (ouverture et attribution) ;
- l'analyse des offres ;
- l'information des candidats du résultat de la mise en concurrence ;
- la mise au point, la signature, la notification et le suivi de l'exécution des marchés au nom des membres du groupement ;
- la relance de la procédure en cas de déclaration dans suite pour motif d'intérêt général ou pour infructuosité ;
- la transmission d'une copie du marché à chaque membre du groupement ;
- la coordination de l'exécution des travaux en concertation avec les occupants du site, les concessionnaires de réseaux, les occupants de droits et le gestionnaire de la voie ;
- la planification et l'organisation des visites et réunions ;
- le suivi des échanges entre les membres du groupement et les différents intervenants ;
- la diffusion des comptes rendus et documents ;
- la gestion des éventuelles actualisations ou révisions des prix conformément aux dispositions du Cahier des Clauses Administratives Particulières ;
- l'établissement des éventuels avenants ;
- le cas échéant, la gestion des différends voir des modalités de résiliation du marché conformément aux dispositions du Cahier des Clauses Administratives Particulières ;
- la formalisation de la réception des travaux après avis des membres du groupement ;
- le visa du décompte général définitif se rapportant aux marché contractés ;
- ester en justice pour représenter et défendre les intérêts du groupement ou d'un de ses membres.

Le coordonnateur rend compte de ses actions et informe les membres du groupement du déroulement des procédures et prestations.

3.3. – Responsabilités et obligations des membres du groupement :

Chacun des membres du groupement demeure pour la partie qui le concerne responsable de :

- adopter par délibération la présente convention et ses éventuelles modifications ;
- définir le programme des travaux à effectuer ;
- conduire les études préalables et investigations utiles aux réflexions et au travail de conception ;
- valider les étapes et documents établis ;
- déposer les demandes d'autorisation utiles ;
- assurer le suivi des travaux en relation avec le maître d'œuvre ;
- organiser les conditions du contrôle technique ;
- participer aux réunions pour lesquelles sa présence est nécessaire ;
- informer de tout évènement ou élément pouvant influer sur la réalisation des travaux ;

- respecter le planning qui sera défini ainsi que les délais et échéances fixés ;
- réceptionner les ouvrages réalisés ;
- payer les sommes dues pour la réalisation des travaux y compris pour les prestations complémentaires qu'il a pu solliciter.

Conformément à l'article L.2113-7 alinéa 2 du Code de la commande publique, pour le reste des opérations de passation et d'exécution des marchés qui sont menées conjointement, les membres du groupement sont solidairement responsables.

Article 4 : Procédure de dévolution des prestations

4.1. – Type de procédure de consultation :

Considérant la nature et l'estimation du coût des travaux la consultation y ayant trait sera menée dans le cadre d'une procédure adaptée telle que visée aux articles L.2123-1 et R.2123-1 et suivants du Code de la Commande Publique.

4.2. – Commission formée pour le marché :

La commission compétente est celle de la Ville de Bar-le-Duc, coordonnateur du groupement, intervenant en matière de marchés à procédure adaptée.

Article 5 : Dispositions financières

5.1. – Frais de gestion et de coordination :

Les frais liés à la procédure de consultation des entreprises tels qu'établissement du cahier des charges, publicités, dématérialisation, ... et autres dépenses éventuelles de fonctionnement et de coordination tels que pilotage, reprographie, affranchissement, ... seront pris en charge par la commune de Bar-le-Duc.

Les éventuels frais liés aux procédures précontentieuses et contentieuses, relatives à la passation des marchés seront également pris en charge par le coordonnateur du groupement.
Les éventuels frais liés aux procédures précontentieuses et contentieuses relatives à l'exécution des marchés, seront pris en charge par chacun des membres, pour les contentieux et précontentieux qui leur seraient propres.
En cas de contentieux commun, les frais de procédure seront répartis entre les membres.

5.2. – Frais liés aux travaux :

Les frais liés aux travaux seront pris en charge par chaque membre du groupement pour la part qui le concerne sur la base de la répartition issue du détail quantitatif et estimatif puis du décompte général définitif.

Ceux qui ne pourraient être directement affectés seront répartis également entre les membres du groupement de commandes.

Article 6 : Durée de la convention

La présente convention prend effet après sa signature par l'ensemble des parties. Elle échouera à l'issue de la réception des décisions de réception de l'intégralité des prestations et du règlement des dépenses correspondantes par chacune des parties.

Article 7 : Modification et résiliation

La présente convention ne pourra pas être modifiée sans l'accord des parties. Toute modification ainsi convenue sera formalisée par un avenant rédigé par le coordonnateur et approuvé dans les termes par l'ensemble des membres du groupement.

Chaque membre adhère au groupement de commandes après avoir adopté la présente convention par délibération de son assemblée ou par toute décision de l'instance autorisée. L'adhésion au groupement de commandes vaut pour toute la durée du marché y afférant. Le retrait d'un membre du groupement ou l'adhésion d'un nouveau membre sont interdits après signature de la convention.

Article 8 : Litiges

Tout différend entre les parties, quant à l'interprétation et l'application de la présente convention pourra être porté devant le Tribunal Administratif de NANCY. Les parties s'engagent toutefois à rechercher préalablement une solution amiable au litige.

Fait en 2 exemplaires originaux à BAR-LE-DUC,

Le xx/xx/2021

Pour la Communauté d'Agglomération Bar-le-Duc Sud Meuse La PRESIDENTE, Martine JOLY	Pour la Ville de Bar-le-Duc POUR LE MAIRE, L'Adjoint au Maire Olivier GONZATO

CONVENTION CONSTITUTIVE D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES

Fourniture de titres restaurants

Vu les articles L.2113-6 et L.2113-7 du Code de la commande publique,
Vu la délibération n°xxxxx en date du x xxxxxx 2021 du conseil communautaire de la Communauté d'Agglomération Bar-le-Duc Sud Meuse,
Vu la délibération n°xxxxx en date du x xxxxxx 2021 du conseil municipal de la Ville de Bar-le-Duc,
Vu la délibération n°xxxxx en date du x xxxxxx 2021 du conseil d'administration du CIAS Bar-le-Duc Sud Meuse,
Vu la délibération n°xxxxx en date du x xxxxxx 2021 du conseil municipal de la Commune de

Il a été convenu de ce qui suit :

Article 1 : Objet

La présente convention a pour objet de constituer un groupement de commandes pour la passation d'un marché relatif à la fourniture de titres restaurants.

L'estimation des besoins des différents membres du groupement étant supérieure aux seuils des procédures formalisées, la consultation fera l'objet d'un appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-1 à L.2124-2 et R.2124-1 à R.2124-2 du Code de la commande publique.

Article 2 : Composition du groupement

Sont membres du groupement les collectivités suivantes :

- ☐ COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION BAR-LE-DUC SUD MEUSE
- ☐ VILLE DE BAR LE DUC
- ☐ CIAS BAR LE DUC SUD MEUSE
- ☐ COMMUNE DE ....

Article 3 : Désignation de l'établissement coordonnateur

La Communauté d'Agglomération Bar-le-Duc Sud Meuse est désignée par les membres du groupement comme coordonnateur dudit groupement.
La commission compétente est celle du coordonnateur (commission d'appel d'offres).

Article 4 : Mission de la collectivité coordonnatrice

La collectivité coordonnatrice est chargée de procéder aux formalités de passation du marché :

- Centraliser les délibérations des membres du groupement relatives à la création de ce dernier et veiller à la signature de la présente convention constitutive du groupement de commandes par chacun de ses membres
- Définir et coordonner l'organisation technique, juridique et administrative de la procédure de consultation dans le meilleur intérêt des membres du groupement
- Recenser les besoins du groupement
- Élaborer le dossier de consultation et assurer sa réalisation technique
- Assurer la publication de l'appel public à la concurrence
- Procéder à la réception et à l'enregistrement des offres
- Assurer le dépouillement et l'analyse des offres
- Organiser l'attribution du marché
- Procéder à d'éventuelles mises au point du marché
- Informer les candidats après l'attribution
- Assurer les éventuelles formalités de transmission au contrôle de légalité
- Signer le marché issu de la consultation et le notifier au titulaire
- Effectuer les éventuelles formalités de publicité a posteriori
- Relancer la procédure en cas de déclaration sans suite pour intérêt général ou d'infructuosité
- Assurer la transmission d'une ampliation du marché à chaque membre du groupement
- Procéder aux éventuelles actualisations ou révisions des prix conformément aux dispositions fixées dans le CCAP
- Passer les éventuels avenants
- Procéder à la reconduction ou à la non reconduction du marché
- Procéder, le cas échéant, aux modalités de résiliation du marché, conformément aux dispositions du CCAP
- Gérer les relations précontentieuses et les contentieux formés pour ou contre le groupement, à l'exception des litiges courants propres à chaque adhérent, et des recours contentieux formés pour ou contre une collectivité adhérente à titre individuel.

Article 5 : Mission de chaque membre du groupement

La personne responsable du marché de chaque membre du groupement est chargée :

- d'adopter par délibération la présente convention et ses éventuelles modifications

- d'évaluer ses besoins et de transmettre au coordonnateur tout document utile à la rédaction du dossier de consultation des entreprises et notamment ceux permettant d'apprécier tant la nature que l'étendue desdits besoins
- d'exécuter le marché pour ses propres besoins
- de procéder au paiement des prestations résultant de l'exécution du marché
- de rédiger et signer les bons de commande le cas échéant.
- d'informer le coordonnateur de toute difficulté ou litige survenant dans le cadre de l'exécution contractuelle

Conformément à l'article L.2113-7 alinéa 2 du Code de la commande publique, les membres du groupement de commandes sont solidairement responsables des seules opérations de passation ou d'exécution du marché qui sont menées conjointement en leur nom et pour leur compte selon les stipulations de la présente convention.

Article 6 : Durée du groupement

La présente convention est conclue à compter de sa date de notification à chacune des parties et jusqu'à la date de fin d'exécution du marché.

Article 7: Dispositions financières

La mission exercée par la Communauté d'Agglomération Bar-le-Duc Sud Meuse en qualité de coordonnateur ne donne lieu à aucune rémunération. Les frais engagés par le coordonnateur du groupement en matière de publicité (avis d'appel public à la concurrence, avis d'attribution, etc.) seront à sa charge et celui-ci ne pourra prétendre à aucune indemnité de la part des membres du groupement.

Les éventuels frais liés aux procédures précontentieuses et contentieuses, relatives à la passation des marchés seront également pris en charge par le coordonnateur du groupement.
Les éventuels frais liés aux procédures précontentieuses et contentieuses relatives à l'exécution des marchés, seront pris en charge par chacun des membres, pour les contentieux et précontentieux qui leur seraient propres.
En cas de contentieux commun, les frais de procédure seront répartis entre les membres.

Article 8 : Adhésion/Retrait

Chaque membre adhère au groupement de commandes en adoptant la présente convention par délibération de son assemblée délibérante ou par toute décision de l'instance autorisée.

L'adhésion au groupement de commandes vaut pour toute la durée du marché.
Le retrait d'un membre du groupement ou l'adhésion d'un nouveau membre est interdit après signature de la convention.

Article 9 : Litiges

Les parties s'efforceront de résoudre à l'amiable les contestations qui pourraient naître de l'interprétation ou de l'exécution de la présente convention.
En cas de litige persistant, tout contentieux devra être porté devant le Tribunal Administratif de Nancy.

Fait à Bar-le-Duc, le x xxxxxx 2021 en x exemplaires

Pour la Communauté d'Agglomération Bar-le-Duc Sud Meuse POUR LA PRÉSIDENTE, Le Vice-Président, Bernard DELVERT	Pour la Ville de Bar-le-Duc POUR LE MAIRE, L'Adjointe au Maire, Marie-José HORNBERGER
Pour le CIAS de la Communauté d'Agglomération Bar-le-Duc Sud Meuse POUR LA PRESIDENTE, La Vice-Présidente, Marie-France BERTRAND	Pour la Commune de .... LE MAIRE,

Budget Principal

Exercice pièce	montant TTC
2018	29,55 €
Total 6542 Budget Principal	**29,55 €**

Budget ASSAINISSEMENT

Exercice pièce	montant TTC	montant HT
2012	416,91 €	389,01 €
2013	1 073,99 €	985,37 €
2014	806,76 €	733,42 €
2015	824,02 €	749,11 €
2016	3 081,35 €	2 801,23 €
2017	1 638,55 €	1 489,59 €
2018	1 430,57 €	1 300,52 €
2019	1 953,75 €	1 776,14 €
2020	661,22 €	601,11 €
Total 6542 ASSAINISSEMENT	**11 887,12 €**	**10 825,49 €**

Budget OM

Exercice pièce	montant TTC
2011	69,74 €
2012	228,24 €
2013	1 243,27 €
2014	809,95 €
2015	1 802,28 €
2016	4 200,71 €
2017	2 475,29 €
2019	609,84 €
Total 6542 OM	**11 439,32 €**

Budget EAU

Exercice pièce	montant TTC	montant HT
2011	17,62 €	16,70 €
2012	211,98 €	200,93 €
2013	982,01 €	930,82 €
2014	447,69 €	424,35 €
2015	1 114,66 €	1 056,55 €
2016	3 583,29 €	3 396,48 €
2017	2 211,92 €	2 096,61 €
2018	1 867,17 €	1 769,83 €
2019	2 873,20 €	2 723,41 €
2020	1 985,49 €	1 881,98 €
Total 6542 EAU	**15 295,03 €**	**14 497,66 €**

REF TP	AGGLO	OM	ASSNT	EAU	TOTAUX
	29,55 €	**11 439,32 €**	**11 887,12 €**	**15 295,03 €**	
1547481988		86,40 €			**86,40 €**
1568647250			74,75 €	140,62 €	**215,37 €**
1538984973		479,09 €	487,21 €	618,57 €	**1 584,87 €**
1578876827		609,84 €			**609,84 €**
1558822711			2 246,54 €	3 780,63 €	**6 027,17 €**
1539048314	29,55 €				**29,55 €**
1567771682			54,63 €	103,35 €	**157,98 €**
1539038072		1 175,77 €	922,26 €	1 385,43 €	**3 483,46 €**
1538986991		2 033,30 €	376,90 €	518,05 €	**2 928,25 €**
1541604830		303,38 €			**303,38 €**
1539038295		358,56 €	656,82 €	626,72 €	**1 642,10 €**
1549716234			259,32 €	359,20 €	**618,52 €**
1552326428			104,49 €	239,20 €	**343,69 €**
1539544855		129,46 €			**129,46 €**
1539772706		172,80 €	497,44 €	967,15 €	**1 637,39 €**
1568977601			38,24 €	67,83 €	**106,07 €**
1585282060			181,03 €		**181,03 €**
1582818300		239,04 €			**239,04 €**
1569202840			1 064,27 €	2 084,75 €	**3 149,02 €**
1562084567		63,36 €			**63,36 €**
1550188697		380,16 €			**380,16 €**
1585473492			560,23 €	1 434,30 €	**1 994,53 €**
1547189190		380,16 €			**380,16 €**
1541605007			64,92 €		**64,92 €**
1542277320			328,65 €		**328,65 €**
1540874126			153,85 €		**153,85 €**
1514863871			24,57 €		**24,57 €**
1536010965			186,08 €		**186,08 €**
1542277111			308,91 €		**308,91 €**
1541884563			238,19 €		**238,19 €**
1538987818		1 108,32 €	419,15 €	508,31 €	**2 035,78 €**
1569362450		1 550,88 €	1 040,27 €	1 109,77 €	**3 700,92 €**
1538987739		2 368,80 €	1 454,15 €	1 150,60 €	**4 973,55 €**
1578426342			144,25 €	200,55 €	**344,80 €**

Partie 1 : quote-part selon les thématiques

	TOTAL	Budget principal	Budget lotissement	Budget OM	Budget bâtiment industriel	Budget centre des affaires	Budgets assainissement	Budget transport	Budget eau
Effectifs 2020	225	159	0	30	0	0	14	1	21
Part dans l'effectif total	100%	70,67%	0,00%	13,33%	0,00%	0,00%	6,22%	0,44%	9,33%
Nombre d'écritures en dépense de fonctionnement 2020	21 011	15 119	18	1 545	9	11	1 560	552	2 197
Part dans le total	100%	71,96%	0,09%	7,35%	0,04%	0,05%	7,42%	2,63%	10,46%
Dépenses fonctionnement 2020	33 593 001,61	18 983 717,28	134 912,22	5 136 744,15	178 589,13	24 248,50	2 581 522,39	2 458 602,27	4 094 665,67
Part dans le total	100%	56,51%	0,40%	15,29%	0,53%	0,07%	7,68%	7,32%	12,19%
Nbr de marché notifiés en 2020	37	24	0	11	0	0	1	0	1
Part dans le total	100%	64,86%	0,00%	29,73%	0,00%	0,00%	2,70%	0,00%	2,70%

Partie 2 : montants répartis selon les quote-part présentés en annexe 1.

Réalisé chapitre 012 de 2020	TOTAL	Budget principal	Budget lotissement	Budget OM	Budget bâtiment industriel	Budget centre des affaires	Budgets assainissement	Budget transport	Budget eau
Part ressources humaines	A répartir	Part RH	Part RH	Part RH	Part RH	Part RH	Part RH	Part RH	Part RH
	350 611,08	247 765,16	-	46 748,14	-	-	21 815,80	-	32 723,70
Part direction des finances	A répartir	Part finances	Part finances	Part finances	Part finances	Part finances	Part finances	Part finances	Part finances
	353 768,11	254 562,85	303,07	26 013,60	151,54	185,21	26 266,16	9 294,18	36 991,51
Part direction générale	A répartir	Part DG	Part DG	Part DG	Part DG	Part DG	Part DG	Part DG	Part DG
	373 196,04	210 896,55	1 498,79	57 065,83	1 984,01	269,38	28 679,01	27 313,45	45 489,03
Part marchés piublics et juridique	A répartir	Part MP/JU	Part MP/JU	Part MP/JU	Part MP/JU	Part MP/JU	Part MP/JU	Part MP/JU	Part MP/JU
	202 538,45	131 376,29	-	60 214,13	-	-	5 474,01	-	5 474,01
Total	1 280 113,68	844 600,85	1 801,86	190 041,71	2 135,54	454,59	82 234,98	36 607,62	120 678,25

Motntant retenu				133 350,00			82 000,00	36 500,00	120 500,00
Participation aux charges de communication				10 000,00			5 000,00		5 000,00

Total charges de centralités 2021				143 350,00	-	-	87 000,00	36 500,00	125 500,00

SEBL
Grand Est

CONSTITUTION DES DOSSIERS DE CREATION, DE REALISATION ET DE DUP D'UNE ZAC D'ACTIVITES COMMERCIALES CONSTITUANT UNE 2EME TRANCHE DE LA « ZAC DE LA GRANDE TERRE »

PROTOCOLE DE CLOTURE DU MANDAT DE MAITRISE D'OUVRAGE

PREAMBULE

Par convention de mandat du 16 février 2005 et ses avenants successifs, la communauté de communes de Bar-le-Duc à laquelle s'est substituée la Communauté d'Agglomération Grand Sud MEUSE a délégué à SEBL Grand Est la maîtrise d'ouvrage concernant la constitution des dossiers de création, de réalisation et de DUP d'une ZAC d'activités commerciales constituant une 2ème tranche de la « ZAC de la Grande Terre ».

La mission de SEBL étant achevée, il importe d'en arrêter le bilan définitif et de solliciter le quitus de la collectivité.

L'objet du présent protocole est, par conséquent, de préciser les conditions de cette clôture d'opération.

Ceci étant exposé,

Entre :

- ***LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION MEUSE GRAND SUD,*** représentée par sa Présidente, Madame Martine JOLY, autorisé à l'effet des présentes par une délibération du Conseil Communautaire en date du .....
  ci-après désignée « la Collectivité » ou le « Maître d'Ouvrage »,

  d'une part,

Et :

- **SEBL GRAND EST,** société anonyme d'économie mixte au capital de 5.520.000 €, dont le siège social est à Metz (Moselle) 48, place Mazelle, inscrite au RCS de Metz sous le n° B 358.801.082, représentée par Monsieur Jérôme BARRIER, Directeur Général, nommé à cette fonction par délibération du Conseil d'Administration en date du 12 septembre 2016 et dont les pouvoirs ont été définis par délibération du Conseil d'Administration en date du 12 septembre 2016,
  Désignée ci-après par le sigle « SEBL Grand Est » ou « le mandataire »,

  d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 OBJET DU PROTOCOLE

La mission confiée par la Communauté d'agglomération Grand Sud Meuse à SEBL Grand Est par convention de mandat du 16 février 2005, relative à la constitution des dossiers de création, de réalisation et de DUP d'une ZAC d'activités commerciales constituant une 2ème tranche de la « ZAC de la Grande Terre », étant achevée, les parties ont décidé, d'un commun accord, de convenir des dispositions de clôture ci-après.

ARTICLE 2 – BILAN FINANCIER DE L'OPERATION

2.1 Les comptes de clôture établis au 31 décembre 2019 par SEBL Grand Est présentent hors rémunération de SEBL Grand Est :

- En dépenses, un montant de : 4 420 761,16 € TTC
- En recettes, un montant de : 4 436 307,92 € TTC

soit un excédent de : 15 546,76 € TTC

selon détail en annexe au présent protocole.

2.2 Il est à noter que :

- les engagements financiers pris par SEBL Grand Est à l'égard de tiers sont soldés ;
- aucun contentieux n'est en cours ;
- SEBL Grand Est n'est bénéficiaire d'aucune créance.

2.3 Pour toute dépense éventuelle qui apparaîtrait, liée à la clôture de l'opération, la Communauté d'agglomération s'engage à la prendre à sa charge à compter du vote du présent protocole.

ARTICLE 3 – REMUNERATION DE SEBL

La rémunération définitive de SEBL Grand Est est fixée à **214 560,19 € TTC**.

L'ensemble de la rémunération définitive a été perçue par le mandataire.

ARTICLE 4 – REALISATION DES OUVRAGES

Les ouvrages réalisés dans le cadre de l'opération ont été mis en service et remis au mandant au fur et à mesure.

Les dossiers techniques ont déjà été transmis au mandant.

ARTICLE 5 – DISPOSITIONS JURIDIQUES FINALES

5.1 La mission de SEBL Grand Est étant achevée, la Communauté d'agglomération Meuse Grand Sud, du fait de la clôture de la convention au 31 décembre 2019, subrogée dans tous les droits et obligations de SEBL Grand Est liés à l'opération.

5.2 Le présent protocole entrera en vigueur à compter de la date de sa signature par la Communauté d'Agglomération Meuse Grand Sud.

A Bar-le-Duc, le

Pour la Communauté d'Agglomération
Meuse Grand Sud
La Présidente

Martine JOLY

A Metz, le 21 DEC. 2020

Pour SEBL Grand Est
Le Directeur Général

Jérôme BARRIER

ANNEXE : Bilan de clôture

CR 0404 BAR LE DUC ZAC LA GRANDE TERRE 2 TR

Mandat - Constate HC - Arrêté au 31/12/2019

24/03/2020 10:39
Chiffres en €
PIERRET Sébastien

	Intitulé	Bilan Approuvé	Réalisé Total	Fin 2011 Année	2012 Année	2013 Année	2014 Année	2015 Année	2016 Année	2017 Année	2018 Année	2019 Année	Bilan HT	Bilan TTC
A	**ETUDES**	**162 679.26**	**158 232.36**	**145 032.36**						**9 900**	**3 300**		**138 337.89**	**158 232.36**
A01	HONORAIRES GEOMETRES	13 945.15	17 069.2	17 069.2									14 271.8	17 069.2
A03	HONORAIRES URBANISMES	38 648.16	52 715.84	39 515.84						9 900	3 300		44 040	52 715.84
A06	SONDAGES	50 796.68	50 626.68	50 626.68									42 330	50 626.68
A07	FRAIS PLANS DOSSIERS	1 305.02	760.64	760.64									635.99	760.64
A10	FOUILLES ARCHEOLOGIQUES	37 183.95	37 160	37 160									31 080	37 160
A12	REMUNERATION S.E.B.L.	18 000												
D	**TRAVAUX D'AMENAGEMENT**	**3 749 209.61**	**4 037 779.19**	**3 714 928.28**	**17 468.58**	**-382.83**	**21 845.41**	**-3 324.19**	**287 360.7**	**-116.76**			**3 375 245.2**	**4 037 779.19**
D06	VRD Phase 1	3 618 403.34	3 597 595.3	3 597 595.3									2 997 771.99	3 597 595.3
D07	VRD Phase 2		204 148.37						287 260.08	-116.76			220 123.59	204 148.37
D14	ECLAIRAGE PUBLIC PTT	702.34	583.46	583.46									487.64	583.46
D15	PTT	1 303.36												
D17	ELECTRICITE	69 035.17	82 341.68	55 445.42	2 359.37		17 859.61	-4 322.77					68 809.69	82 341.68
D18	GAZ	10 483.95			-10 449.45	-10 449.45								
D31	TRAVAUX DIVERS	18 972.15	29 749.68	15 995.15				600	13 154.4				24 836.13	29 749.68
D37	PARTICIPATIONS DIVERSES													
D38	AVANCES REMBOURSABLES													
D39	ASSURANCES													
D40	HONORAIRES TECHNIQUES	129 404.35	153 360.57	125 308.59	3 959.76	10 066.62	3 965.8	398.58	9 941.22				128 215.81	153 360.57
D4001	INGENIERIE	112 556.19	133 953.82	92 480.2		10 066.62	3 965.8	398.58	7 042.62				111 953.91	133 954.82
D4002	AUDIMMETRE	120.57	169.53	169.53									159.53	169.53
D4004	GEOMETRE (récolement travaux)	9 030.1	9 412.53	9 994.53					417.6				7 868.65	9 412.53
D4005	ETUDES TECHNIQUES	5 665.85	9 037.34	5 977.58	3 959.76								4 713.5	9 037.34
D4007	HYGIENE SECURITE	1 921.64	1 686.35	1 686.35					2 520				1 510.02	1 705.39
E	**FRAIS DIVERS**	**4 951.51**	**10 189.42**	**4 885.03**		**39.61**	**67.22**	**4 475.76**	**416.8**	**303.5**	**1.5**		**8 529.3**	**10 189.42**
E1	FRAIS COMMERCIALISATION		528.48						229.42	299.06			440.4	528.48
E19	ENSEMBLE FRAIS COMMERCIL		528.48						229.42	299.06			440.4	528.48
E2	DIVERS	4 951.51	9 660.94	4 885.03		39.61	67.22	4 475.76	187.38	4.44	1.5		8 088.9	9 660.94
E2001	TIRAGES	300.67	396.11	395.29		39.61	57.3	47.04	56.87				330.75	396.11
E2003	ASSURANCES		146.37				9.92		130.51	4.44	1.5		146.37	146.37
E2004	FRAIS DE PUBLICITE	4 615.48	8 983.87	4 489.74				4 428.72					7 499.25	8 983.87
E2007	CONSULTATION MARCHE	135.47	134.59	134.59									112.53	134.59
F	**FRAIS GENEREAUX**	**163 367.56**	**214 560.19**	**180 468.78**	**293.82**	**4 519.19**	**4 485.21**	**3 114.28**	**13 346.75**	**6 243.37**	**2 088.79**		**179 317.29**	**214 560.19**
F4	REM SUIVI	163 367.56	194 810.6	160 468.78	293.82	421.39	585.21	792.49	11 396.75	1 118.37	138.79		162 847.88	194 810.6
F9	REM GESTION		19 749.59			4 097.8	3 900	2 321.79	1 950	5 130	1 950		16 469.41	19 749.59
G	**FRAIS FINANCIERS**													
I	**PRODUITS FINANCIERS**	**14 614.55**	**17 482.89**	**17 043.63**	**435.12**	**4.14**							**17 482.89**	**17 482.89**
I1	PRODUITS FINANCIERS	14 614.55	17 482.89	17 043.63	435.12	4.14							17 482.89	17 482.89
J	**REMBOURSEMENT AVANCES**													
L	**PARTICIPATIONS**	**3 383 556.02**	**4 418 825.04**	**4 046 732.77**		**343 813**	**2 298.96**	**2 187.14**	**3 114.26**	**17 640.12**	**1 950**	**2 088.79**	**4 418 825.04**	**4 418 825.04**
L4	AF APRES NOVEMBRE 2013		38 000			338 000							338 000	338 000
L5	FINANCEMENT REM		204 993.04	170 903.77		4 813	2 298.96	2 187.14	3 114.26	17 640.12	1 950	2 088.79	204 993.04	204 993.04
L9	AF AVANT NOVEMBRE 2013	3 383 556.02	3 875 832	3 875 832									3 875 832	3 875 832
M	**RECETTES DIVERSES**													
	RESULTAT D'EXPLOITATION	**682 037.36**	**15 546.77**	**-18 461.95**	**-17 327.28**	**338 641.17**	**-29 099.88**	**-2 078.71**	**-298 809.99**	**1 310.01**	**-3 440.29**	**2 088.79**	**734 878.25**	**15 546.77**
	FINANCEMENT													
	TRESORERIE			**-18 461.95**	**-1 470.49**	**1 775.85**	**11 955.76**	**410 712.53**	**45 230.82**	**16 848.26**	**15 546.76**	**15 546.76**		**15 546.76**

SPL-Xdemat
Société Publique Locale
au capital de 198.989 euros
Siège social : 2 Rue Pierre LABONDE – 10000 TROYES
749.888.145 RCS TROYES

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU 24 JUIN 2020

RAPPORT DE GESTION SUR LES OPERATIONS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2019

Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons réuni en Assemblée générale annuelle en application des statuts et des dispositions du Code de commerce pour vous rendre compte de l'activité de la Société au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2019, des résultats de cette activité, des perspectives d'avenir et soumettre à votre approbation le bilan et les comptes annuels dudit exercice. Ces comptes sont joints au présent rapport.

Les convocations prescrites par la loi vous ont été régulièrement adressées et tous les documents et pièces prévus par la réglementation en vigueur ont été tenus à votre disposition dans les délais impartis.

SITUATION ET ACTIVITE DE LA SOCIETE AU COURS DE L'EXERCICE ECOULE

Nous vous rappelons que l'exercice clos le 31 décembre 2019 constitue le huitième exercice social de notre société.

Le volume d'activité de cet exercice s'est révélé en terme de facturation, supérieur aux prévisions. A la clôture de l'exercice, nous avons la satisfaction de compter 2 468 actionnaires, prêts compris (ils étaient 2 169 à la clôture du précédent exercice soit 14 % d'augmentation) répartis de la manière suivante :

	Aisne	Ardennes	Aube	Marne	Haute-Marne	Meuse	Vosges	Meurthe-et-Moselle	Total
Nb actionnaires en 2019	264	283	494	258	387	91	234	457	2 468
Nb actionnaires en 2018	187	264	492	251	370	83	116	406	2 169
Ecart 2018/2019	+ 77	+ 19	+ 2	+ 7	+ 17	+ 8	+ 118	+ 51	+ 299
% d'augmentation par rapport à 2018	+ 41 %	+ 7 %	+ 0,4 %	+ 3 %	+ 5 %	+ 10 %	+ 102 %	+ 13 %	+ 14 %
Objectif 2019 fixés en mars	221	279	492	262	375	92	174	442	2 337
Ecart avec l'objectif 2019	+ 43	+ 4	+ 2	- 4	+ 12	- 1	+ 60	+ 15	+ 131
% des actionnaires par rapport aux collectivités situées sur le territoire	24,31 %	53,70 %	99,80 %	34,63 %	64,82 %	17,33 %	31,84 %	54,53 %	44,47 %

Le nombre d'actionnaires est donc passé en 8 ans de 336 à 2 468.

Les utilisateurs ont pu, durant l'exercice :

- continuer à bénéficier des outils de dématérialisation déjà proposés en 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017 et 2018 (et régulièrement améliorés avec de nouvelles fonctionnalités) à savoir Xmarchés (plate-forme de dématérialisation des marchés publics), Xactes (télétransmission au contrôle de légalité), le certificat électronique de signature, Xelec (gestion dématérialisée des listes électorales, pour les communes), Xfluco (Indigo ou Hélios (télétransmission des flux comptables)), Xsip (système de paiement par carte bancaire) et Xopticar (outil de suivi des bus scolaires dans le cadre de la compétence transports des Départements), Xsare (accusé de réception électronique), Xcélia (archivage électronique intermédiaire), Xparaph (parapheur électronique), Xpost-it (alerteur des actions en attente pour les applications utilisées), Xsacha (outil d'archivage électronique), Xconvoc (la convocation dématérialisée avec le module supplémentaire de génération électronique des délibérations), Xrecensement (le recensement citoyen obligatoire), Xtdt (tiers de télétransmission homologué), Xfactures (facturation électronique), Xpassfam (portail des assistantes familiales pour la gestion des agréments, de dématérialisation des bulletins de liaisons, les demandes des frais de transport et la gestion de circuit de validation des congés), Xcontact (gestion des relations dématérialisées entre les collectivités et les citoyens conformément à l'obligation fixée par l'ordonnance du 6 novembre 2014), Xwork (relations dématérialisations entre personnes publiques comme une communauté de communes et ses communes membres), Xsave (solution de sauvegarde déportée), Xechanges (espace d'échanges de fichiers), Xsms (outil de gestion d'envois de SMS à la demande), Xhost (gestion des transports scolaires des élèves handicapés) et Xenquetes (dématérialisation des enquêtes publiques lancées par les collectivités pour leurs différents projets), ainsi que d'un nouveau portail pour les actionnaires de la SPL
- bénéficier d'un nouvel outil de dématérialisation en 2019 à savoir, Xorcas (outil de recherche de créances du département, au titre de l'aide sociale, en lien avec les notaire) ainsi que d'un nouveau portail pour la SPL côté administration et de nouvelles fonctionnalités pour les outils existants suivants : Xactes (version 3.0 homologuée avec une utilisation plus conviviale), Xpassfam (ajustements pour la Marne et les Vosges), Xtdt (nouvelle version homologuée pour Xactes), Xfactures (nouveau référentiel SIRET), Xconvoc (développement de modèles) avec la finalisation du registre RGPD (règlement général sur la protection des données).

Si le département de l'Aube présente à ce jour le plus grand nombre d'actionnaires et d'utilisateurs, nous avons constaté une augmentation au fur et à mesure des adhésions, des collectivités actionnaires situées sur le territoire des autres départements, notamment dans les Vosges et en Meurthe-et-Moselle.

EVENEMENTS INTERVENUS DEPUIS LA CLOTURE DE L'EXERCICE

Il convient de souligner qu'entre la date de la clôture de l'exercice et la date à laquelle le rapport est établi, est intervenue la crise sanitaire liée à la COVID-19. Cet évènement a nécessité pour la société SPL-Xdemat de mettre ses salariés en télétravail. Il n'a ainsi pas été fait recours au chômage partiel. Cette crise n'a pour l'heure, occasionné aucune perte de chiffre d'affaires dans la mesure où les cotisations des actionnaires ont été versées comme prévu. Les services proposés par la société ont été maintenus à leur égard. Elle a même mis à leur disposition à titre gratuit et de manière solidaire, l'outil Xsms afin de permettre aux collectivités de faire passer facilement des messages à leurs administrés. Enfin, le déconfinement a généré quelques dépenses supplémentaires en vue de sécuriser les locaux du siège social afin de permettre un retour en présentiel au travail des salariés.

ACTIVITES EN MATIERE DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT

Eu égard à l'article L 232-1 du Code de commerce, nous vous informons que la Société a effectué des activités de recherche et de développement au cours de l'exercice écoulé pour une somme de 65 268 € concernant les outils de dématérialisation suivants :

- Dans leur totalité (outils ou développements terminés en 2019 et mis à disposition des actionnaires) :
  - Xorcas (outil de recherche de créances du département au titre de l'aide sociale, en lien avec les notaires),

- Xactes (télétransmission au contrôle de légalité – nouvelles fonctionnalités),
- Xpassfam (ajustements pour la Marne et les Vosges),
- Xtdt (nouvelle version homologuée),
- Xfactures (nouveau référentiel SIRET),
- Xconvoc (développement de modèles),
- Portail de la société SPL-Xdemat (côté administration),
- RGDP (registre),

- et seulement, pour partie, à finaliser en 2020 :
  - Xcorde (gestion documentaire (GED) pour Xparaph et Xcontact...),
  - Xmarches (développement de l'archivage des attributions),
  - RGDP (mise en conformité des outils au nouveau règlement),

Seuls les jours de développement ayant abouti à la mise à disposition en 2019 de nouveaux outils ou de nouvelles fonctionnalités sur les outils déjà existants ont été amortis comptablement dans le bilan au 31 décembre 2019 et ont valorisé l'actif immobilisé à hauteur de 54 902 €.

EVOLUTION PREVISIBLE DE LA SITUATION DE LA SOCIETE ET PERSPECTIVES D'AVENIR

Les résultats encourageants des huit premiers exercices sociaux nous ont amené à bâtir un budget prévisionnel basé sur un chiffre d'affaires net de l'ordre de 1 092 000 €.

Notre développement devrait principalement être basé sur l'augmentation d'actionnaires sur les départements de l'Aisne, des Ardennes, de la Haute Marne et de la Marne, de la Meuse, des Vosges, et de Meurthe-et-Moselle dans la continuité des chiffres de 2019. Le Département de l'Aube ne devrait compter aucun nouvel actionnaire, l'Aube ayant atteint un taux d'adhésion proche de 100 %.

Au 1er mars 2020, le nombre d'actionnaires s'élevait déjà à 2 551 actionnaires soit une augmentation de 3,36 % par rapport à l'année 2019 (base au 31 décembre 2019 : 2 468).

Par ailleurs, notre gamme d'outils de dématérialisation va encore s'étendre à compter de 2020, voire début 2021 avec la mise à la disposition des actionnaires, de Xregie (gestion dématérialisée de régies mises en place au sein de collectivités actionnaires), Xcorde (gestion documentaire GED), Xparsoc (création d'un portail pour les partenaires sociaux des Départements), et proXiServices (outil de mise en relation des usagers avec les France Services) ainsi que de nouvelles fonctionnalités pour Xmarches (archivage des attributions, interface avec P3P, fiches de recensement), Xsare (refonte de l'outil au regard de la nouvelle règlementation), Xmanager (module statistiques), Xconvoc (développement de nouveaux modèles à la demande), Xsacha (développement d'une version light de l'outil et traitement des éliminations), Xcontact (création de la version mobile et d'une version 3 avec en particulier, l'interface avec des logiciels métier), et Xpassfam (personnalisation de l'outil pour la Meuse et version 3 avec les évolutions prioritaires des Départements utilisateurs).

Devrait également être développé par la société au cours de l'année 2020 en vue de sa mise à disposition dès cette année voire 2021, un nouvel outil à savoir Xcertif (gestion des certificats électroniques à usage interne) ainsi que le cas échéant, d'autres outils en cas de décisions du Conseil d'administration en cours d'année.

Enfin, l'ensemble des outils de dématérialisation de la société devrait être mis en conformité avec le RGPD et le renouvellement des homologations d'Xtdt devrait se poursuivre avec en 2020, celle pour Xfluco.

INFORMATION SUR LES DELAIS DE PAIEMENT

En application des dispositions des articles L 441-6-1 al.1 et D 441-4 du Code de commerce, nous vous indiquons la décomposition, des délais de paiement de nos fournisseurs et clients, faisant apparaître les factures reçues et émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu :

Exercice clos le 31 décembre 2018 (pour rappel)

	Article D.441 – I.1° : factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu						Article D.441 – I.2° : factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					
	0 jour (facultatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)	0 jour (facultatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranches de retard de paiement												
Nombre de factures concernées	3						130					87
Montant total des factures concernées h.t.	14 390.71						22 675.67	4 890	1587.50	750	6 035.75	13 263.25
Pourcentage du montant total h.t. de l'exercice	1.86											
Pourcentage du chiffre d'affaires h.t. de l'exercice							2.52	0.54	0.18	0.08	0.67	1.47
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées												
Nombre des factures exclues												
Montant total des factures exclues												
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal – article L. 441-6 ou article L.443-1 du code de commerce)												
Délais de paiement de référence utilisés pour le calcul des retards de paiement	o Délais légaux : (préciser) 30 JOURS						o Délais légaux : (préciser) 30 JOURS					

Exercice clos le 31 décembre 2019

	Article D.441 – I.1° : factures reçues non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu						Article D.441 – I.2° : factures émises non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					
	0 jour (facultatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)	0 jour (facultatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranches de retard de paiement												
Nombre de factures concernées	6						254					
Montant total des factures concernées h.t.	18 088.64						15765	2587.5	1836.50	723.33	9401.25	14548.58
Pourcentage du montant total h.t. de l'exercice	2.08											
Pourcentage du chiffre d'affaires h.t. de l'exercice							1.56	0.26	0.18	0.07	0.93	1.44
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées												
Nombre des factures exclues												
Montant total des factures exclues												
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuel ou délai légal – article L. 441-6 ou article L.443-1 du code de commerce)												
Délais de paiement de référence utilisés pour le calcul des retards de paiement	o Délais légaux : (préciser) 30 JOURS						o Délais légaux : (préciser) 30 JOURS					

EXPOSE SUR LES RESULTATS ECONOMIQUES ET FINANCIERS

Il convient de préciser que, s'agissant du huitième exercice social, un comparatif est possible avec l'année précédente.

	Exercice clos le 31/12/2019	Exercice clos le 31/12/2018	Variation 2018/2019	Exercice précédent au 31/12/2017 pour mémoire	Exercice précédent au 31/12/2016 pour mémoire
Chiffre d'affaires H.T.	1 010 849 €	900 871 €	109 978 €	785 486 €	619 105 €
Total des produits d'exploitation	1 065 753 €	1 027 430 €	38 323 €	930 971 €	634 231 €
Charges d'exploitation de l'exercice	1 039 844 €	962 109 €	77 735 €	886 217 €	646 919 €
Résultat d'exploitation	25 908 €	65 321 €	- 39 413 €	44 754 €	- 12 689 €
Résultat financier	1 117 €	3 869 €	- 2 752 €	6 286 €	5 502 €
Résultat exceptionnel	44 606 €	11 549 €	33 057 €	17 249 €	22 009 €
Impôts sur les bénéfices	20 057 €	22 600 €	- 2 543 €	19 121 €	4 674 €
Total des produits	1 111 475 €	1 042 848 €	68 627 €	954 508 €	661 742 €
Total des charges	1 059 901 €	984 731 €	75 170 €	905 339 €	651 593 €
Résultat net	51 574 €	58 116 €	- 6 542 €	49 169 €	10 148 €

Pour rappel, le capital social de SPL-Xdemat est de 198 989 € divisé en 12 838 actions.

Au 31 décembre 2019, le total du bilan de la Société s'élevait à 1 148 040 € (au lieu de 1 114 553 € au 31 décembre 2018, 992 992 € au 31 décembre 2017, 814 803 € au 31 décembre 2016, 644 747 € au 31 décembre 2015 et 548 722 € au 31 décembre 2014) soit une variation de 33 487 € par rapport au 31 décembre 2018.

Ces variations et donc le résultat net s'expliquent par un nombre toujours croissant de collectivités actionnaires de la société, avec une augmentation de 14 % en 2019.

Ce bilan fait apparaître au 31 décembre 2019, 401 800 € de capitaux propres (au lieu de 350 226 € au 31 décembre 2018) soit une variation de 51 574 € (+14,73 %).

Il mentionne également un total de dettes de 746 240 € au 31 décembre 2019 (au lieu de 764 328 € au 31 décembre 2018) soit une variation de - 18 088 € (-2.37 %) correspondant pour plus de 90 %, au montant à rembourser aux Départements et au SMIC des Vosges pour le nombre de jours de travail de leurs agents mis à disposition de la société. Ce remboursement n'intervient qu'au premier semestre de l'année N+1 et représente la plus grosse dépense de la société (680 988 € en 2019 au lieu de 657 716 € en 2018). L'augmentation de cette dépense se justifie par un accroissement du nombre de jours consacrés à l'assistance administrative et fonctionnelle compte tenu de l'augmentation du nombre d'actionnaires et de l'utilisation croissante des outils de dématérialisation de plus en plus nombreux. Les moins de 10 % restant correspondent à des prestations fournies à la société SPL-Xdemat mais non encore facturées ou payées après le 31/12/2019.

Les autres dépenses 2019 restent stables par rapport à 2018 hormis :

- l'achat de certificats électroniques qui a diminué compte tenu du nombre moins important de commandes faites par les actionnaires (achat compensé par le prix de revente versé à la société par les actionnaires) et ce, malgré la hausse des prix d'achat suite au changement de la réglementation en vigueur,
- l'augmentation des besoins en hébergement compte tenu du volume des données à stocker en perpétuelle croissance,
- la hausse des honoraires du conseil juridique de la société SPL-Xdemat compte tenu d'une étude demandée en 2019,
- les frais d'homologation de l'outil Xactes,
- Un accroissement des salaires et des charges de par le recrutement en 2019 de personnes en stage, contrats à durée déterminée, contrats de professionnalisation et enfin en contrat à durée indéterminée,
- Une augmentation de la dotation aux amortissements sur immobilisation, suite à l'intégration des nouveaux outils développés et mis en production 2019,
- Une baisse des produits financiers suite au terme de certains placements.

Les dépenses de location d'un bureau et d'équipements au sein de l'Hôtel du Département de l'Aube, pour le siège social de la société, ont peu évolué jusqu'à fin novembre 2019, la convention de mise à disposition ayant été résiliée au 30 novembre 2019, remplacée pour une nouvelle convention pour l'occupation de locaux plus spacieux sis 23 rue Charles Gros à Troyes à compter du 2 décembre 2019, compte tenu de la décision du Conseil d'administration de recruter des salariés pour assurer l'assistance aux collectivités actionnaires, suite à la réorganisation des services de hotline. La société a acquis pour ces nouveaux locaux, du mobilier et du matériel informatique. Elle paie en sus d'un loyer et de charges, au Département de l'Aube, propriétaire des lieux, un forfait annuel pour la connexion internet et les consommations téléphoniques.

La dépense relative au remboursement au Département de l'Aube, des déplacements du Directeur général avec un véhicule de la collectivité, a été reconduite en 2019 avec une forte diminution par rapport à 2018 compte tenu du très faible nombre de trajets effectués par M. RICARD sur les territoires de la société en 2019.

PRESENTATION DES COMPTES ANNUELS

Les comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2019 que nous soumettons à votre approbation ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

AFFECTATION DU RESULTAT

Proposition d'affectation du résultat

Nous vous proposons d'affecter le bénéfice de l'exercice s'élevant à 51 574 € de la manière suivante :

ORIGINE

– Résultat bénéficiaire de l'exercice : 51 574 €.

AFFECTATION

– Au poste « autres réserves » : 51 574 € (soit un poste porté à 182 911 €).

Nous vous précisons en effet que la Loi impose à notre type de société, au fur et à mesure de ses résultats, de transférer jusqu'à une somme égale à 10 % du montant de son capital social, sur le poste «réserve légale» mais que sur ce poste, a déjà été affecté au cours des dernières années, le montant maximum légal soit 19 899 €.

RAPPEL DES DIVIDENDES DISTRIBUEES

Nous vous précisons qu'il n'y a pas eu de distribution de dividendes depuis la constitution de la société.

DEPENSES SOMPTUAIRES ET CHARGES NON DEDUCTIBLES FISCALEMENT

Conformément aux dispositions des articles 223 quater et 223 quinquies du Code des impôts, nous vous précisons que les comptes de l'exercice écoulé ne prennent pas en charge de dépenses non déductibles du résultat fiscal.

GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

Mandats et fonctions exercés dans la société par chaque mandataire social

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-37-4, alinéa 1, 1° du code du commerce, vous trouverez ci-dessous la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans toute entreprise par chaque mandataire social de la société durant l'exercice :

Pour les membres du Conseil d'administration de la société :

- Alain BALLAND, Président de la société SPL-Xdemat :

Alain BALLAND est également Vice-Président du Conseil départemental de l'Aube, qu'il représente au sein du Conseil d'administration.

Il est par ailleurs Maire de la commune de Saint-André-les-Vergers et 1er Vice-Président de la Communauté d'agglomération Troyes Champagne Métropole.

Enfin, en sa qualité de Conseiller départemental, il siège au Conseil d'administration de nombreuses structures parmi lesquelles figurent les Autoroutes Paris / Rhin / Rhône (APRR), l'Office Public Habitat Aube Immobilier et la Société Immobilière et d'Aménagement du Barsuraubois et de l'Aube (SIABA).

- Jean-Marc ROZE, Vice-Président de la société SPL-Xdemat :

Jean-Marc ROZE est également 1er Vice-Président du Conseil départemental de la Marne, qu'il représente au sein du Conseil d'administration ainsi qu'au sein de nombreuses instances.

Il est par ailleurs adjoint au maire de Reims et Conseiller communautaire à la Communauté d'agglomération du Grand Reims.

- Renaud AVERLY, Vice-Président de la société SPL-Xdemat :

Renaud AVERLY est également Vice-Président du Conseil départemental des Ardennes, qu'il représente au sein du Conseil d'administration ainsi qu'au sein de nombreuses instances.

Il est par ailleurs maire de Corny-Machéroménil et Président de la Communauté de communes du Pays rethélois.

- Danièle BOEGLIN, Administrateur de la société SPL-Xdemat :

Danièle BOEGLIN est également Vice-Présidente du Conseil départemental de l'Aube, qu'elle représente au sein du Conseil d'administration.

Elle est par ailleurs Présidente du SDEDA (Syndicat départemental d'élimination des déchets de l'Aube) et du SMATB (Syndicat Mixte de l'Aérodrome de Troyes Barberey). Elle est enfin administrateur de la société anonyme d'HLM Mon Logis et de la société d'économie mixte SEM Energie.

- Marie-Noëlle RIGOLLOT, Administrateur de la société SPL-Xdemat :

Marie-Noëlle RIGOLLOT est également Vice-Présidente du Conseil départemental de l'Aube, qu'elle représente au sein du Conseil d'administration.

Elle est par ailleurs Maire de la commune de Baroville et Conseillère communautaire à la Communauté de communes de la Région de Bar-sur-Aube.

Enfin, en sa qualité de Conseillère départementale, elle siège au Conseil d'administration de nombreuses structures parmi lesquelles figurent le Service départemental d'incendie et de secours (SDIS) de l'Aube, l'Office Public Habitat Aube Immobilier et la Société Immobilière et d'Aménagement du Barsuraubois et de l'Aube (SIABA).

- Olivier JACQUINET, Administrateur de la société SPL-Xdemat :

Olivier JACQUINET est également Président de la Communauté de communes Forêt, Lacs, Terres en Champagne. Il représente au Conseil d'administration, les actionnaires aubois autres que le Conseil départemental de l'Aube.

Il est par ailleurs Maire de la commune de Mesnil-Sellières. Il est enfin gérant (sans rémunération) de la Société civile d'exploitation agricole (SCEA) LORGEVEAU et Vice-Président (sans rémunération) de la Société d'Intérêt Collectivité Agricole d'Habitat Rural (SICAHR).

- Christian MOUGIN, Administrateur de la société SPL-Xdemat :

Christine MOUGIN est également Maire de Maubert-Fontaine. Il représente au Conseil d'administration, les actionnaires ardennais autres que le Conseil départemental des Ardennes.

Il est par ailleurs Conseiller communautaire à la Communauté de communes Ardennes Thiérache. Il est enfin dirigeant de la société Monsieur Christian MOUGIN (exploitation agricole).

- Gérard GROSLAMBERT, Administrateur de la société SPL-Xdemat :

Gérard GROSLAMBERT est également 1er Vice-Président du Conseil départemental de la Haute-Marne, qu'il représente au sein du Conseil d'administration.

Il est par ailleurs 1er adjoint au maire de Chaumont et Vice-Président de la Société d'économie mixte IMMOBAIL.

- Dominique THIEBAUD, Administrateur de la société SPL-Xdemat :

Dominique THIEBAUD est également Maire de Bourg. Il représente au Conseil d'administration, les actionnaires haut-marnais autres que le Conseil départemental de la Haute-Marne.

Il est par ailleurs 3ème Conseiller communautaire à la Communauté de communes du Grand Langres.

- Pierre-Jean VERZELEN, Administrateur de la société SPL-Xdemat :

Pierre-Jean VERZELEN est également Vice-Président du Conseil départemental de l'Aisne, qu'il représente au sein du Conseil d'administration ainsi qu'au sein de nombreuses instances.

Il est par ailleurs maire de Crécy-sur-Serre, Président des maires de l'Aisne et Président de la Communauté de communes du Pays de la Serre.

- Jérôme DUMONT, Administrateur de la société SPL-Xdemat :

Jérôme DUMONT est également Conseiller départemental de la Meuse, qu'il représente au sein du Conseil d'administration.

- Luc GERECKE, Administrateur de la société SPL-Xdemat :

Luc GERECKE est également Vice-Président du Conseil départemental des Vosges, qu'il représente au sein du Conseil d'administration.

Il est par ailleurs Maire de Contrexéville et Conseiller communautaire de la Communauté de communes Terre d'eau. Il est enfin, Président Directeur général de la Société anonyme d'économie mixte locale (SAEML) des Thermes et administrateur de la SAEML Vosges Télé.

- Christian ARIES, Administrateur de la société SPL-Xdemat :

Christian ARIES est également Vice-Président du Conseil départemental de Meurthe-et-Moselle, qu'il représente au sein du Conseil d'administration.

Il est par ailleurs Conseiller municipal de Longwy et Président de la Communauté d'agglomération de Longwy. Au titre de conseiller communautaire, il est membre du Syndicat mixte de traitement des Ordures Ménagères de Longwy (SMTOM), du syndicat mixte des transports de l'agglomération de Longwy (SMITRAL) et Vice-Président du syndicat de cohérence territoriale de Meurthe-et-Moselle Nord (SCOT). Il est enfin Président du Syndicat départemental d'électricité de Meurthe-et-Moselle.

- Isabelle HELIOT-COURONNE, Administrateur de la société SPL-Xdemat :

Isabelle HELIOT-COURONNE est également Conseillère régionale du Grand Est, qu'elle représente au sein du Conseil d'administration ainsi qu'au sein de nombreuses instances comme par exemple la Société d'économie mixte Metz Technopole, la Société d'économie mixte de la Technopole de l'Aube en Champagne...

Elle est par ailleurs adjointe au maire de la Ville de Troyes et Conseillère communautaire à la Communauté d'agglomération Troyes Champagne Métropole et à ce titre, siège au sein de multiples structures.

<u>Pour la direction générale de la société</u> :

- Philippe RICARD, Directeur général de la société SPL-Xdemat :

Philippe RICARD exerce par ailleurs, les fonctions de Directeur informatique au sein du Conseil départemental de l'Aube, actionnaire majoritaire de la société SPL-Xdemat. A titre accessoire, il réalise des missions informatiques pour le compte du Syndicat départemental des eaux de l'Aube.

- Isabelle DARNEL, Directeur général délégué de la société SPL-Xdemat :

Isabelle DARNEL exerce par ailleurs, les fonctions de Directeur général adjoint en charge du Pôle Développement des territoires au sein du Conseil départemental de l'Aube, actionnaire majoritaire de la société SPL-Xdemat.

Conventions visées aux articles L. 225-40 et suivants du Code du commerce

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-37-4, alinéa 1, 2° du code du commerce, vous trouverez ci-dessous la liste des conventions intervenues directement ou par personne interposée, entre,

- d'une part, l'un des mandataires sociaux ou l'un des actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % de la société (soit uniquement le Département de l'Aube) ;

- et, d'autre part, une filiale dont la société possède directement ou indirectement plus de la moitié du capital, à l'exception des conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales (la société SPL-Xdemat ne possède pas de capital d'une autre société) :

Conventions de mise à disposition de personnels du Département de l'Aube :

- Mise à disposition de Mme Christine LOUIS pour des missions d'assistance administrative et fonctionnelle (205 jours) par le Département de l'Aube du 1er janvier 2019 jusqu'au 31 décembre 2019.

- Mise à disposition de Mme Sophie SIMONET pour des missions d'assistance administrative et fonctionnelle (205 jours) par le Département de l'Aube du 1er janvier 2019 jusqu'au 31 décembre 2019.

- Mise à disposition de Mme Laurence PERNET pour des missions d'assistance administrative et fonctionnelle (60 jours) par le Département de l'Aube du 1er juillet 2019 jusqu'au 31 décembre 2019.

- Mise à disposition de Mme Jacqueline GOFFEZ pour des missions d'assistance administrative et fonctionnelle (205 jours) par le Département de l'Aube du 1er janvier 2019 jusqu'au 31 décembre 2019.

- Mise à disposition de Mme Laurence MONIOT pour des missions d'assistance administrative et fonctionnelle (100 jours) par le Département de l'Aube du 1er janvier 2019 jusqu'au 31 décembre 2019.

- Mise à disposition de M. Florian KNIBBE pour des missions d'assistance technique (100 jours après avenant) par le Département de l'Aube du 1er janvier 2019 jusqu'au 31 décembre 2019.

- Mise à disposition de M. Benoît DUBRULLE pour des missions d'assistance technique (40 jours après avenant) par le Département de l'Aube du 1er janvier 2019 jusqu'au 31 décembre 2019.

- Mise à disposition de M. Stéphane MAILLARD pour des missions à la fois d'assistance et d'expertise fonctionnelle (156 jours après avenant) par le Département de l'Aube du 1er janvier 2019 jusqu'au 31 décembre 2019.

- Mise à disposition de M. Vincent BENCI pour des missions à la fois d'assistance fonctionnelle et technique (205 jours après avenant) par le Département de l'Aube du 1er janvier 2019 jusqu'au 31 décembre 2019.

- Mise à disposition de Mme Marie-Annick OUDIN pour des missions à la fois d'assistance fonctionnelle et technique (205 jours après avenant) par le Département de l'Aube du 1er janvier 2019 jusqu'au 31 décembre 2019.

- Mise à disposition de M. Nicolas PICOTIN pour des missions à la fois d'assistance fonctionnelle et technique (205 jours après avenant) par le Département de l'Aube du 1er janvier 2019 jusqu'au 31 décembre 2019.

- Mise à disposition de Mme Annie NOWAK pour des missions d'expertise fonctionnelle (170 jours) par le Département de l'Aube du 1er janvier 2019 jusqu'au 31 décembre 2019.

- Mise à disposition de M. Christophe DUXIN pour des missions d'expertise fonctionnelle (97 jours) par le Département de l'Aube du 1er janvier 2019 jusqu'au 31 décembre 2019.

Conventions de mise à disposition de locaux et d'équipements :

- Mise à disposition d'un local meublé comprenant des équipements informatiques et téléphoniques par le Département de l'Aube (siège social de SPL-Xdemat) pendant 5 ans du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2020. Cette première convention a été appliquée du 1er janvier 2019 au 30 novembre 2019 puis résiliée au 30 novembre 2019.

- Mise à disposition de la moitié des locaux de l'immeuble situé 21 rue Charles Gros à Troyes du 2 décembre au 31 décembre 2019. Les équipements des salariés de la SPL occupant les locaux ont été achetés par la société. Le loyer comprend néanmoins une connexion internet et les consommations téléphoniques.

Convention de mise à disposition ponctuelle d'un véhicule :
- Mise à disposition ponctuelle d'un véhicule au Directeur général de la société par le Département de l'Aube pour ses déplacements, pendant 5 ans du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2020.

Modalités d'exercice de la Direction générale

Il est rappelé que le Conseil d'administration en date du 26 janvier 2012 a décidé que la direction générale de la société, serait assumée, sous sa responsabilité, par un Directeur Général, ce choix étant conforme aux statuts de la société et à l'article L. 225-51-1 du Code de commerce. Ce Directeur Général est assisté d'un Directeur Général Délégué.

CONTROLE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Conformément aux dispositions législatives et réglementaires, nous tenons à votre disposition les rapports de votre Commissaire aux comptes.

Par ailleurs, nous vous indiquons que la liste et l'objet des conventions courantes conclues à des conditions normales qui, en raison de leur objet ou de leurs implications financières sont significatives pour les parties, ont été communiqués aux administrateurs et aux Commissaires aux comptes.

SITUATION DES MANDATS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Nous vous précisons qu'aucun mandat des commissaires aux comptes n'est arrivé à expiration au cours de l'exercice.

SITUATION DES MANDATS DES ADMINISTRATEURS

Le mandat des administrateurs représentant les collectivités et groupements de collectivités, actionnaires de la société SPL-Xdemat, hors Départements et Région, se termine en mars 2020 avec les élections municipales. De nouveaux administrateurs seront désignés en conséquence dans les semaines à venir, pour les représenter au sein du Conseil d'administration.

RATIFICATION DU TRANSFERT DE SIEGE SOCIAL

Conformément à nos dispositions statutaires, nous vous demandons de bien vouloir procéder à la ratification de la décision prise par le Conseil d'administration de transférer le siège social de notre société au 23 rue Charles Gros à Troyes.

MODIFICATION DU REGLEMENT INTERIEUR

Nous vous proposons de valider la dernière version du règlement intérieur établi par le Conseil d'administration lors de sa séance du 11 mars 2020 et modifié par ses soins par décision datée du 28 mai 2020.

Nous espérons que ce qui précède recevra votre agrément et que vous voudrez bien voter les résolutions qui vous sont soumises.

Le Conseil d'administration

REVERSEMENT ATTRIBUTION DE COMPENSATION AUX COMMUNES D'IMPLANTATION D'EOLIENNES
ANNEE 2021

COMMUNES	PRODUIT EOLIENNES 2021	REPARTITION DE L'ALLOCATION
MENAUCOURT	53 550	13 387
CHANTERAINE	23 026	5 757
RUMONT	117 810	29 452
VAVINCOURT	10 710	2 678
NAIVES ROSIERES	12 316	3 079
	217 412	54 353

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Guide méthodologique

Procédure relative au classement des offices de tourisme

DIRECTION GÉNÉRALE DES ENTREPRISES

Mai 2019

Table des matières

Introduction 4

La collectivité compétente pour solliciter le classement de l'office de tourisme 5

I.- L'EPCI est le groupement compétent de droit commun 5

II.- Les communes classées en station de tourisme peuvent bénéficier d'une dérogation 5

Le périmètre pris en compte pour le classement de l'office de tourisme 6

I.- Structuration en bureau administratif et bureaux d'information touristique 6

II.- Examen a minima sur le BIT principal 6

III.- Cumul des périodes d'ouverture de plusieurs BIT 7

IV.- Cas particuliers des BIT des stations classées de tourisme 8

Les critères de classement 9

I.- L'office de tourisme est accessible et accueillant 9

II.- Les périodes et horaires d'ouverture sont cohérents avec la fréquentation touristique de la zone géographique d'intervention 9

III.- L'information est accessible à la clientèle étrangère 10

IV.- L'information touristique collectée est exhaustive, qualifiée et mise à jour 10

V.- Les supports d'informations touristiques sont adaptés, complets et actualisés 11

VI.- L'office de tourisme est à l'écoute du client et engagé dans une démarche promouvant la qualité et le progrès 11

VII.- L'office de tourisme dispose des moyens humains pour assurer sa mission 12

VIII.- L'office de tourisme assure un recueil statistique 12

IX.- L'office de tourisme met en œuvre la stratégie touristique locale 13

L'arrêté de classement de l'office de tourisme 14

I.- Les visas de l'arrêté 14

II.- Le contenu de l'arrêté 14

III.- Transmission de l'arrêté 14

IV.- Perte du classement 14

Le classement des offices de tourisme réorganisés 15

I.- Absorption par un office de tourisme classé : 15

II.- Création d'une nouvelle structure à partir d'offices classés 15

Introduction

L'office de tourisme est un organisme de promotion, institué par une collectivité territoriale de rattachement. Il est dirigé par un comité de direction composé de façon mixte d'élus et de représentants des professions et activités intéressées par le tourisme dans le territoire. L'accueil, l'information, la promotion touristique et l'animation des socio-professionnels sont ses quatre missions fondamentales. La collectivité de rattachement peut lui confier d'autres missions telles que la participation à l'élaboration et la mise en œuvre de la politique locale du tourisme et du programme local de développement touristique.

La grille de classement fixée par l'arrêté du 12 novembre 2010 a mis en place un système organisé en 3 catégories aux objectifs et ambitions très variables, mais devant aboutir à une professionnalisation de ces structures. Cet objectif étant largement réalisé, la modernisation et la simplification de la grille sont apparues nécessaires au bout de 10 ans de mise en œuvre.

La réforme du classement des offices de tourisme opérée par l'arrêté du 16 avril 2019 s'appuie sur deux principes : la simplification administrative et une meilleure articulation avec la dénomination touristique des communes ou leur classement en station de tourisme.

La simplification correspond à la nécessité d'adapter le droit pour être à la fois plus pertinent et efficace. La suppression d'une catégorie vient naturellement réduire le nombre de critères composant la grille. Sur un plan plus qualitatif, la nouvelle grille tend à une plus grande objectivité des critères afin de faciliter leur compréhension et leur instruction par les services de l'État. Le choix des thématiques est également davantage orienté vers les services rendus aux touristes plutôt que sur l'organisation et la gouvernance interne de la structure. Cette revue des critères a ainsi permet de réduire la grille précédente composée de 48 critères à une grille plus ramassée de 19 critères, traduisant certaines orientations fortes :

- le maintien d'un accueil physique de qualité, notamment pour la clientèle étrangère ;

- un renforcement du recours aux nouvelles technologies (site internet multilingue et réseaux sociaux) pour l'information du public (avant et pendant le séjour) et le traitement de la satisfaction de la clientèle (après le séjour).

La réduction du nombre de catégories vient corriger un défaut du système appliqué à partir de 2010 où la distinction entre les catégories II et III est très ténue et n'a pas de conséquence juridique par ailleurs. La suppression de la catégorie III simplifie la réglementation et redonne de la cohérence au système dans son ensemble.

Ainsi, il existera une première strate d'offices de tourisme non classés dans les communes souhaitant mettre en valeur leur patrimoine touristique sans rentrer dans une démarche de reconnaissance de ces efforts par l'État. La deuxième strate d'offices de tourisme sera constituée par la catégorie II, classement qui ouvre droit à la dénomination touristique de la commune ou de l'EPCI accueillant l'office de tourisme. Enfin, la dernière strate sera constituée par les offices de tourisme de catégorie I, classement qui seul permet le classement de la commune en station de tourisme, qui correspond à l'excellence en termes d'accueil de la clientèle touristique. Cette correspondance entre le classement de l'office de tourisme et le statut de la commune rend plus intelligible la réglementation.

La collectivité compétente pour solliciter le classement de l'office de tourisme

I.- L'EPCI est le groupement compétent de droit commun

La loi n° 2015-991 du 7 août 2015 portant sur la nouvelle organisation territoriale de la République (dite loi NOTRe) a eu un impact considérable sur l'organisation des offices de tourisme, en transférant aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) la compétence en matière de « promotion du tourisme dont la création des offices de tourisme » (articles L. 134-1 et L. 134-1-1 du code du tourisme).

Lorsqu'il existe un office de tourisme communal créé pour la promotion d'une marque territoriale protégée en application du second alinéa de l'article L. 133-1 du code du tourisme, il appartient à la commune de délibérer pour solliciter le classement, bien que la gouvernance de cet office de tourisme soit intercommunale.

II.- Les communes classées en station de tourisme peuvent bénéficier d'une dérogation

La loi NOTRe a prévu dès son origine la possibilité de maintenir des offices de tourisme distincts pour les stations classées de tourisme, mais à l'initiative de l'EPCI et dans un délai de 3 mois avant l'entrée en vigueur du transfert de la compétence.

La possibilité de conserver au niveau de la commune la compétence en matière de « promotion du tourisme dont la création des offices de tourisme » est finalement venue de la loi n°2016-1888 du 28 décembre 2016 de modification, de développement et de protection des territoires de montagne, dite acte II de la loi Montagne. L'article 69 de cette loi permet en effet non seulement aux stations classées de tourisme mais également aux communes engagées dans une démarche de classement en station de tourisme de bénéficier de cette dérogation au transfert de compétence.

Environ 150 communes continuent donc d'exercer la compétence en matière de création d'offices de tourisme, et sont donc également compétentes pour solliciter le classement de cette structure à gouvernance communale.

Le périmètre pris en compte pour le classement de l'office de tourisme

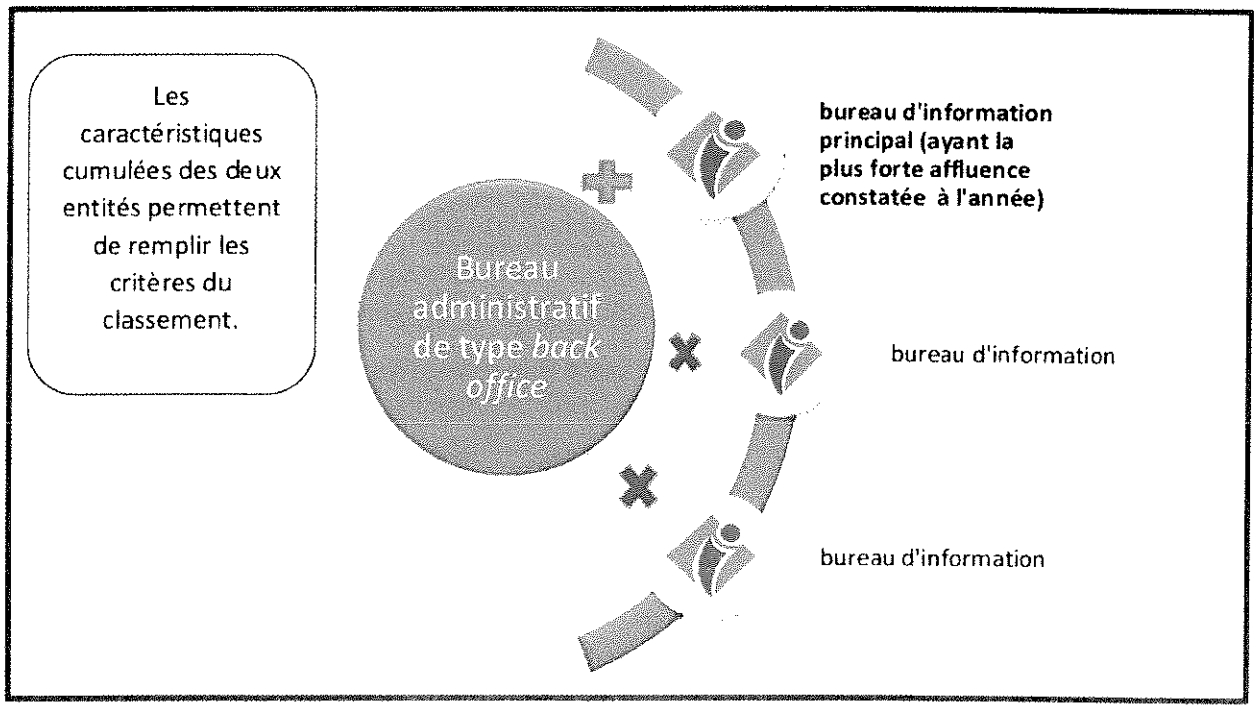
i. Structuration en bureau administratif et bureaux d'information touristique

L'office du tourisme était classiquement constitué d'une entité unique assurant à la fois l'accueil du public et les missions supports de la structure. La transformation des offices de tourisme en organisme intercommunal a multiplié le nombre des bureaux d'information touristique (BIT) dépendant d'un seul service administratif chargé du « back office ». Ainsi, le classement reposant à la fois sur des critères relatifs à l'accueil des touristes et à l'organisation de la structure, l'examen portera nécessairement sur le service administratif et un nombre variable de BIT.

ii. Examen a minima sur le BIT principal

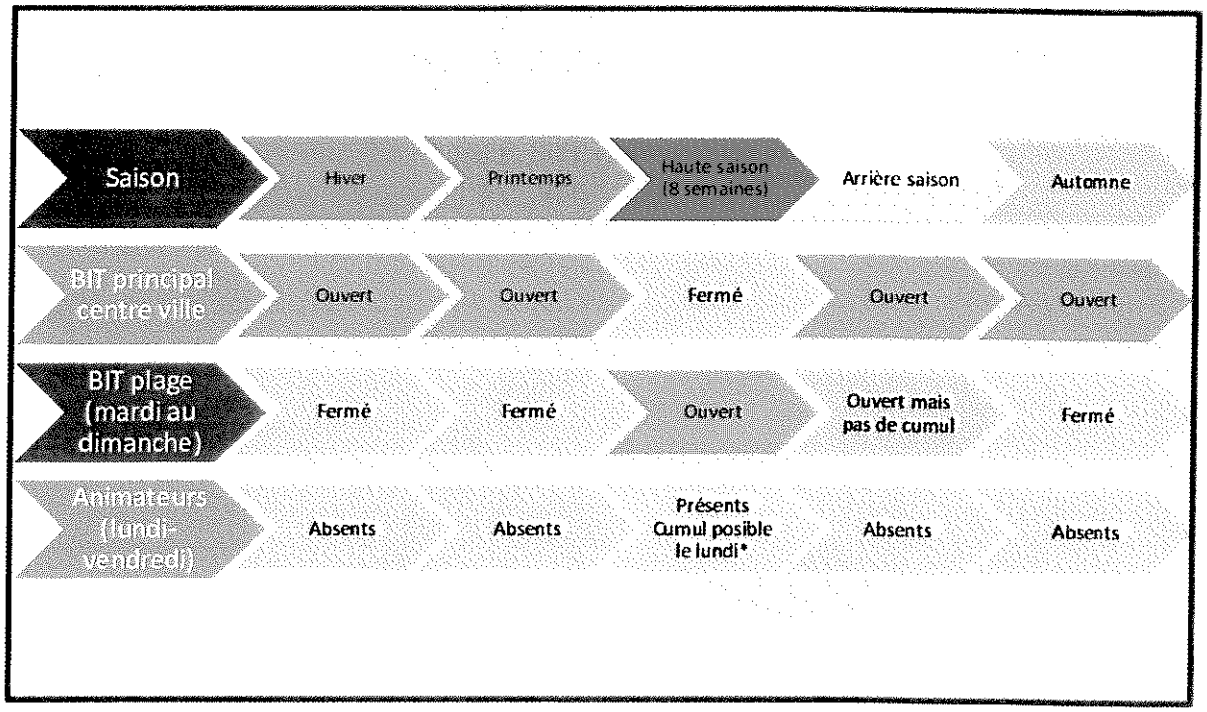
L'existence de plusieurs BIT même temporaires étant un atout pour l'accueil des touristes, il n'est exigé pour le classement que le contrôle des critères relatifs à l'accueil (n°1 à 7 et 9) pour le BIT principal, c'est-à-dire le BIT ayant la plus forte affluence et donc le plus représentatif.

D'autres BIT peuvent être inclus dans la vérification des critères pour un classement en catégorie I, afin de permettre à la commune d'implantation d'accéder par la suite au classement en station de tourisme.



III.- Cumul des périodes d'ouverture de plusieurs BIT

Afin de gérer certaines situations particulières où la saisonnalité et l'organisation des activités touristiques nécessitent de déplacer le centre de gravité de l'accueil des touristes, il est admis que les heures et jours d'ouverture de plusieurs BIT ainsi que de conseillers en séjour intervenant hors les murs directement sur les sites touristiques puissent se cumuler, dès lors que ces périodes d'activité ne se chevauchent pas.



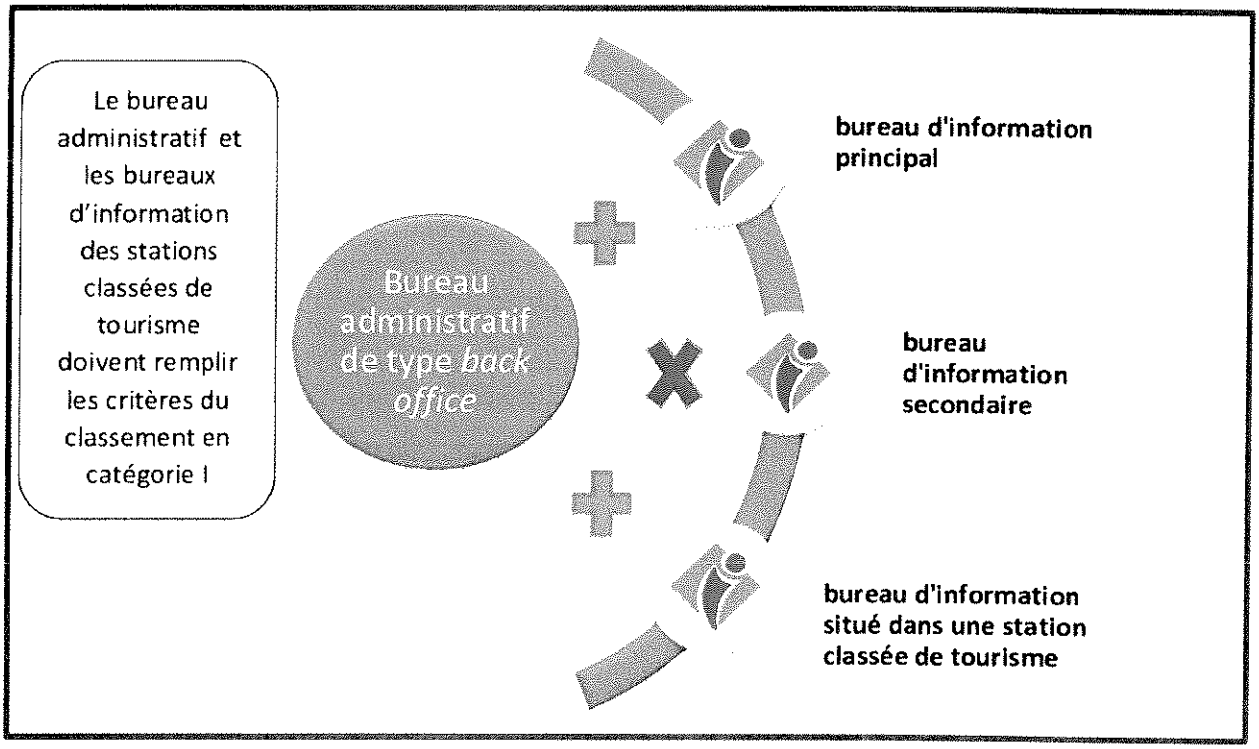
**La durée d'ouverture est calculée sur la base du BIT principal, et du BIT secondaire lorsque le premier est fermé. L'activité des animateurs peut être valorisée à hauteur de 8 jours, lorsque les BIT sont fermés.*

IV.- Cas particuliers des BIT des stations classées de tourisme

Les stations classées de tourisme sont des communes qui bénéficient d'une reconnaissance de l'excellence de leur accueil touristique. À ce titre, figure parmi les critères de classement la nécessité d'abriter un BIT présentant les caractéristiques de la catégorie I en termes d'ouverture et d'accueil en langues étrangères. Par conséquent, lorsqu'un office de tourisme demande son classement et qu'il est compétent sur le territoire d'une ou plusieurs communes classées en stations de tourisme, les BIT présents dans ces stations font partie des BIT qui doivent nécessairement être contrôlés en plus du BIT principal de l'office de tourisme.

Si un BIT présent dans une station classée ne rassemble pas les caractéristiques requises, la commune ne pourra plus prétendre au renouvellement de son classement.

La fiche de transmission à la DGE de l'arrêté de classement en catégorie I doit mentionner les BIT implantés dans les stations de tourisme en précisant si les conditions d'accueil trilingue et d'ouverture au public sont respectées afin de faciliter l'instruction ultérieure des dossiers de classement ou de reclassement en station de tourisme des communes concernées.



Les critères de classement

La nouvelle grille de classement est construite autour de 19 critères, contre 48 auparavant, permettant un classement dans l'une ou l'autre des deux catégories. L'examen de ces différents critères peut être fait sur pièces, mais il est recommandé d'effectuer une visite sur place pour approfondir le cas échéant certains aspects du dossier. Les agents des préfectures peuvent procéder à ces visites en application de l'article D.133-26 du code du tourisme.

I.- L'office de tourisme est accessible et accueillant

Quel que soit le niveau de classement visé, l'office de tourisme et son BIT principal doit remplir les trois conditions suivantes :

> *1. L'espace d'accueil de l'office de tourisme est facile d'accès. Il se situe à proximité immédiate des flux touristiques. Il bénéficie d'une signalisation directionnelle et il est signalé par une enseigne visible depuis la voie publique.*
>
> *2. Il existe un espace dédié à l'accueil et à l'information accessible à tout public. L'agencement des locaux facilite le déplacement des visiteurs et l'accès à l'information. Le mobilier permet de s'asseoir.*
>
> *3. L'information touristique est accessible gratuitement via un moyen d'accès internet à haut débit sans fil dans l'espace d'accueil de l'office de tourisme.*

En application du critère n°2, l'espace d'accueil doit être accessible aux personnes à mobilité réduite et proposer une surface suffisante pour accueillir un flux de touristes.

Le dossier doit comporter des informations sur la superficie de l'espace d'accueil, les dispositifs d'accueil pour les PMR (rampes, ascenseurs...), la signalétique externe et interne ainsi que les caractéristiques de l'accès wifi. Des photographies permettent d'illustrer ces différents éléments.

II.- Les périodes et horaires d'ouverture sont cohérents avec la fréquentation touristique de la zone géographique d'intervention

> *4. L'office de tourisme doit s'engager à ouvrir son bureau d'information touristique principal au moins 180 jours par an, pour une durée minimale de 3 heures par jour et de 1080 heures par an. Les heures d'ouverture des différents bureaux d'information touristique, ou des accueils hors les murs par des conseillers en séjour, peuvent s'additionner si leurs périodes d'ouverture ne se chevauchent pas.*
>
> *5. L'office de tourisme doit s'engager à ouvrir son bureau d'information touristique principal, ainsi que ceux présents dans les stations classées de tourisme de son ressort, au moins 240 jours par an, pour une durée minimale de 4 heures par jour et de 1680 heures par an. Les heures des différents bureaux d'information touristique, ou des accueils hors les murs par des conseillers en séjour, peuvent s'additionner si leurs périodes d'ouverture ne se chevauchent pas.*

Les exigences en termes d'ouverture de l'office de tourisme sont exprimées sous la forme d'un nombre minimal de jours et d'heures par an. Suivant la catégorie visée, la durée minimale d'ouverture est de 3 ou 4 heures pour valider une journée complète d'ouverture. Comme exposé précédemment, les horaires de plusieurs BIT peuvent se cumuler s'ils ne se chevauchent pas. Le même raisonnement est admis pour l'accueil hors les murs : les plages horaires où des animateurs et conseillers en séjour sont déployés en dehors des BIT peuvent être comptabilisées sous la condition que ces plages ne se

chevauchent pas avec les horaires d'ouverture des BIT. Ces animateurs doivent présenter les mêmes compétences notamment linguistiques que les personnels d'accueil du BIT. Un tableau décrivant les jours et horaires d'ouverture des différents lieux d'accueil des touristes et de présence d'animateurs ou conseillers en séjour permet de calculer le temps d'ouverture total de l'office de tourisme au regard de ce critère.

III. L'information est accessible à la clientèle étrangère

6. Il existe un service permanent d'accueil en français et en anglais, pendant les horaires et périodes d'ouverture du bureau d'information touristique principal. La fonction et les langues parlées par le personnel d'accueil sont identifiées sur un badge.

7. Il existe un service permanent d'accueil en français, en anglais et dans au moins une autre langue étrangère, en adéquation avec la clientèle accueillie, pendant les horaires et périodes d'ouverture du bureau d'information touristique principal, ainsi que dans les bureaux d'information touristique des stations classées de tourisme du ressort de l'office de tourisme. La fonction et les langues parlées par le personnel d'accueil sont identifiées sur un badge.

L'accueil des touristes étrangers doit se faire *a minima* en anglais dans les offices de tourisme classés. Pour les offices de tourisme qui souhaitent accéder à la catégorie I, le personnel doit accueillir les touristes au moins dans une autre langue que l'anglais, dans son BIT principal ainsi que dans chaque BIT de station classée. Le choix de la ou des langues supplémentaires proposées doit être cohérente avec la structure de la clientèle étrangère accueillie. Un organigramme, des fiches de poste et le cas échéant des CV faisant apparaître les langues pratiquées permettent de valider ce critère.

IV. L'information touristique collectée est exhaustive, qualifiée et mise à jour

8. L'office du tourisme recueille, valide et diffuse une information la plus complète possible et régulièrement mise à jour, sur l'offre touristique locale relative :

- à l'offre d'hébergement ;
- aux sites touristiques ;
- aux évènements et animations ;
- aux services de transport public et privé disponibles, de location de véhicule de tous types ;
- à tout autre service utile aux touristes.

L'office de tourisme dispose d'un système de gestion informatisé permettant de référencer, de qualifier, de mettre à jour et de diffuser cette information sur l'offre touristique locale.

Toutes ces informations sont disponibles sur le site internet de l'office de tourisme. Certaines de ces informations peuvent être diffusées sous format papier.

L'office de tourisme classé (cat. I et II) doit recueillir auprès de l'ensemble des socio-professionnels l'information la plus exhaustive permettant de valoriser l'offre touristique de la destination. Le mode de consultation privilégié est désormais le numérique : l'obligation d'éditer des brochures sous format papier est supprimée au profit d'une impression à la demande ou en fonction de la politique de l'office de tourisme et des partenaires qui mettent à disposition le cas échéant des dépliants ou flyer.

Une information indigente dans les différentes rubriques obligatoires, ou dépassée en raison d'une absence de mise à jour du site internet peut justifier un refus de classement de l'office de tourisme.

V.- Les supports d'informations touristiques sont adaptés, complets et actualisés

9. L'office de tourisme fournit gratuitement des plans ou cartes touristiques sur support papier.

10. Les informations touristiques sont accessibles sur un site internet adapté aux appareils fixes et mobiles, et compatible avec les principaux navigateurs. Le site est proposé en français et en anglais ; la traduction est réalisée par des personnes qualifiées.

11. Les informations touristiques sont accessibles sur un site internet adapté aux appareils fixes et mobiles, et compatible avec les principaux navigateurs. Le site est proposé en français, en anglais et dans au moins une autre langue étrangère, en adéquation avec la clientèle accueillie ; les traductions sont réalisées par des personnes qualifiées.

Il subsiste une seule exception en termes d'obligation de fourniture de document papier : il s'agit du plan touristique de base qui permet au touriste de s'orienter. Ce plan est gratuit, sa traduction n'est pas obligatoire et sa production peut être financée grâce à des partenariats notamment avec les commerçants référencés sur le plan, en plus des sites touristiques. Cette obligation s'applique à tous les offices de tourisme classés (cat. I et II).

Parallèlement à l'obligation d'accueil bilingue et trilingue dans les BIT, les sites internet doivent être disponibles dans les mêmes langues, grâce à des traductions soignées. Compte tenu des capacités technologiques actuelles, l'utilisation de logiciels de traduction automatique sans la supervision d'un locuteur averti ne permet pas de valider ce critère.

Le site internet doit être accessible et fonctionnel depuis des plateformes mobiles et fixes opérant sous divers logiciels : un mauvais fonctionnement ou une absence de développement pour les navigateurs et systèmes d'exploitation les plus répandus peut justifier un refus de classement.

Le dossier doit ainsi mentionner dans quelles langues le site est traduit, comment sont réalisées ces traductions et quels sont les navigateurs ou systèmes d'exploitation supportés.

VI.- L'office de tourisme est à l'écoute du client et engagé dans une démarche promouvant la qualité et le progrès

12. L'office de tourisme met en place un dispositif de collecte et de traitement des réclamations et organise l'étude de la satisfaction des clients sur les différents services qu'il propose. Il met en place des actions permettant l'amélioration de l'accueil et formalise ses procédures internes.

13. L'office de tourisme est certifié ou labellisé ou détenteur d'une marque sur la base d'un référentiel national ou international relatif à la qualité de service se caractérisant par un dispositif de reconnaissance par une tierce partie.

14. L'office de tourisme dispose de comptes sur les réseaux sociaux et y intervient pour valoriser la destination et répondre aux questions et avis publiés.

Le dossier de classement de l'office de tourisme (cat. I et II) précise quels sont les moyens dédiés aux réponses et réclamations des usagers de l'office de tourisme et comment leur satisfaction est mesurée. Les procédures internes relative à l'accueil sont formalisées et reproduites dans le dossier de classement.

Pour être classée en catégorie I, l'office de tourisme doit être détenteur d'une certification ou d'une marque relative à la qualité de service validée par un tiers. Les principales certifications accessibles aux

offices de tourisme sont la marque d'État « Qualité Tourisme », la certification « NF service » de l'AFNOR ou encore la certification « ISO 9001 ».

Le droit d'usage de la marque « Qualité Tourisme » nécessite en principe un classement préalable de la structure. Aussi, un office de tourisme souhaitant se classer directement en catégorie I peut se voir octroyer l'usage de la marque sous réserve d'obtenir son classement dans les 6 mois. Ce droit d'usage temporaire permet de valider ce critère.

L'office de tourisme classé (cat. I et II) doit disposer de comptes sur les réseaux sociaux afin de toucher le public le plus large possible. Le dossier de classement précise les réseaux sociaux utilisés ainsi que la fréquence ou la volumétrie des interventions.

VII.- L'office de tourisme dispose des moyens humains pour assurer sa mission

15. L'office de tourisme emploie un responsable justifiant d'une aptitude professionnelle appropriée, titulaire d'une formation de niveau 5 ou d'une expérience professionnelle dans un poste similaire, et des collaborateurs permanents représentant au moins 3 équivalents temps plein travaillé.

16. L'office de tourisme emploie un directeur justifiant d'une aptitude professionnelle appropriée, titulaire d'une formation de niveau 6 ou d'une expérience professionnelle dans un poste similaire, et des collaborateurs permanents représentant au moins 5 équivalents temps plein travaillé.

Le dossier de classement indique le nombre d'équivalents temps plein travaillé (ETPT) employé de manière permanente par l'office de tourisme. Les emplois saisonniers ne sont donc pas comptabilisés pour le respect de ce critère, mais le poste de direction doit en revanche être comptabilisé. Un organigramme ou un tableau précisant la quotité de travail des agents de chaque cellule permet de contrôler ce critère.

L'aptitude professionnelle du directeur ou responsable est vérifiée sur la base d'un CV, le niveau 5 du nouveau cadre national des certifications professionnelles correspondant à un diplôme BAC +2, et un niveau 6 correspondant à un diplôme BAC +3 ou +4. Un poste similaire est un poste d'encadrement dans une structure proposant un service d'accueil du public, avec des effectifs équivalents et d'une durée suffisante (environ 3 ans).

VIII. L'office de tourisme assure un recueil statistique

17. L'office de tourisme tient à jour un tableau de bord de la fréquentation touristique locale, notamment du nombre de visiteurs accueillis à l'office de tourisme, la fréquentation du site internet, et dans la mesure du possible la nature et la durée des séjours, la fréquentation des hébergements touristiques, des sites touristiques, de sa zone géographique d'intervention.

18. L'office de tourisme met en place un observatoire sur la satisfaction client à l'échelle de sa destination et une gestion de la relation client.

L'office de tourisme classé (cat. I et II) doit assurer une mesure statistique des principaux indicateurs du tourisme local, à commencer par la fréquentation de ses bureaux d'information et de son site internet et des sites touristiques dans sa zone de compétence. Le dossier de classement décrit quels sont les outils et partenariats mis en place dans ce cadre.

Pour les offices visant la catégorie I, l'office de tourisme doit étendre son suivi statistique (quantitatif et qualitatif) à la satisfaction client en lien avec les différents partenaires dans sa zone de compétence.

La gestion de la relation client est en revanche interne à l'office de tourisme. Là encore, le dossier de classement doit contenir des éléments descriptifs.

IX.- L'office de tourisme met en œuvre la stratégie touristique locale

19. L'office de tourisme élabore et met en œuvre une stratégie touristique précisant les missions de l'office de tourisme dans les domaines suivants :
- politique d'accueil ;
- commercialisation ;
- animation du réseau des acteurs touristiques, accompagnement dans la transition numérique, assistance aux porteurs de projet ;
- promotion de la destination et communication grand public ;
- actions de sensibilisation des touristes et des acteurs touristiques en matière de protection de l'environnement et de développement durable ;
- amélioration de l'offre touristique à travers le classement des hébergements et la diffusion des marques.
Cette stratégie touristique est validée par la collectivité.

L'office de tourisme classé (cat. I et II) et la collectivité doivent formaliser leurs relations et les objectifs qu'ils partagent. Le dossier doit donc contenir en annexe le document stratégique fixant les objectifs que la collectivité a assigné à l'office de tourisme. La stratégie de commercialisation s'applique à l'ensemble des produits vendus par l'office de tourisme dans sa boutique ou en ligne (prestations touristiques nécessitant une immatriculation ou produits locaux). La promotion du classement des hébergements et des marques peut se traduire par une politique d'information ou une participation active au processus au travers de l'agrément ou de l'accréditation prévus à l'article L.324-1 du code du tourisme.

L'arrêté de classement de l'office de tourisme

En application de l'article D. 133-24 du code du tourisme, le classement est prononcé par arrêté du préfet de département. Le formalisme et le contenu de l'arrêté préfectoral de classement sont libres, mais certains éléments sont obligatoires et les éléments complémentaires doivent être dans la mesure du possible limités au strict nécessaire.

I. Les visas de l'arrêté

L'arrêté de classement doit viser au moins les textes essentiels et la demande de classement de l'office de tourisme par la collectivité :

Vu le code du tourisme, notamment ses articles L. 133-10-1 et D. 133-20 et suivants ;

Vu l'arrêté du 16 avril 2019 fixant les critères de classement des offices de tourisme ;

Vu la délibération n°... *sollicitant le classement de l'office de tourisme*

II. Le contenu de l'arrêté

L'arrêté de classement d'un office de tourisme doit comporter plusieurs articles ou blocs d'articles destinés à lui donner force exécutoire. La structure suivante est suggérée :

Le premier article prononce le classement de l'office du tourisme dans l'une des deux catégories, pour une durée de 5 ans. L'entité faisant l'objet du classement doit être clairement identifiée. Le cas échéant, un précédent arrêté de classement dans une catégorie différente ou un périmètre modifié peut être abrogé.

Ensuite, les modalités de publicité par publication ou notification ainsi que les voies et délais de recours sont précisées.

Enfin, un article d'exécution mentionne les autorités locales en charge de la mise en œuvre de l'arrêté de classement de l'office de tourisme.

III. Transmission de l'arrêté

L'arrêté ainsi qu'une fiche de transmission renseignée sont adressés exclusivement par voie électronique à la Direction générale des entreprises à des fins statistiques. Le modèle de la fiche de transmission est disponible sur le site de la DGE.

IV. Perte du classement

En cas de manquement grave aux exigences du classement, le préfet peut procéder, par un nouvel arrêté, au déclassement d'un office de tourisme ou sa rétrogradation dans la catégorie II. Cette sanction ne peut être mise en œuvre qu'après injonction de mise en conformité, dans le respect des droits de la défense et de la procédure prévue aux articles D. 133-27 à D. 133-29 du code du tourisme.

Le classement des offices de tourisme réorganisés

I.- Absorption par un office de tourisme classé :

Lorsqu'un office de tourisme absorbe d'autres offices de tourisme, le classement de l'office de tourisme qui subsiste est étendu à l'ensemble de la nouvelle structure. Il est toutefois rappelé que pour les BIT des communes qui souhaiteraient devenir station classée de tourisme, les critères d'accueil et d'ouverture qui doivent être respectés sont ceux de la catégorie I au moment de l'examen du dossier de classement de la commune touristique.

II.- Création d'une nouvelle structure à partir d'offices classés

Deux cas de figures peuvent se présenter, en fonction de l'homogénéité du classement des structures :

1/ Lorsqu'une nouvelle structure résulte de la fusion de plusieurs offices de tourisme, le classement est maintenu au même niveau si l'ensemble des offices de tourisme partageait le même classement. Le maintien du classement en catégorie I est possible dans ce cadre. Le classement est perdu à la date d'échéance la plus proche.
Exemple : 3 offices de tourisme classés au niveau II jusqu'au 1er janvier 2021, 2022 et 2023 fusionnent ; l'échéance du classement du nouvel organisme est fixé au 1er janvier 2021.

2/ Si les structures qui fusionnent présentent des niveaux de classement différents, il est possible de maintenir jusqu'à sa date d'échéance le classement qui était celui de l'office de tourisme gestionnaire du BIT principal (en termes d'affluence) de la nouvelle structure, par parallélisme avec la procédure de classement. Si le maintien du classement en catégorie I est possible dans ce cadre, là encore les restrictions concernant la demande de classement en station de tourisme s'appliquent dans les mêmes conditions qu'au premier paragraphe.
Exemple : un nouvel office de tourisme est créé à partir de 4 structures : OT n°1 classé en catégorie I (8 000 visiteurs par an), OT n°2 classé en catégorie II (10 000 visiteurs par an), OT n°3 classé en catégorie III (6 000 visiteurs par an) et OT n°4 non classé (2 000 visiteurs par an). La nouvelle structure pourra revendiquer un maintien du classement en catégorie II, grâce au BIT qui a la plus forte affluence.

Dans tous les cas, il n'est pas nécessaire de solliciter un nouvel arrêté de classement pour le nouvel office de tourisme.

CONVENTION

ENTRE :

LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION BAR-LE-DUC SUD MEUSE, représentée par son **Président,** et désignée sous le terme **"Communauté d'Agglomération",**

ET:

L'OFFICE DU TOURISME SUD MEUSE, association régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé à Bar Le Duc, représenté par son **Président, Monsieur Daniel FRANCOIS,** désigné sous le terme **"l'Association"**, d'autre part,

IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

article 1ER : OBJET :

La présente convention, a pour objet de permettre le versement à **"l'Association"** d'une subvention de fonctionnement pour l'année 2021.
"L'Association" s'engage à réaliser les objectifs et le programme d'actions conformes à son objet social et à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution.

Pour sa part, la **Communauté d'Agglomération** s'engage à soutenir financièrement la réalisation de cet objectif, y compris les moyens de fonctionnement que ce contrat requiert, dans la limite toutefois des inscriptions budgétaires.

Article 2 : DUREE DE LA CONVENTION :

La présente convention est conclue pour un an, soit du 01.01.2021 au 31.12.2021.

Article 3 : MONTANT DES SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT :

La **Communauté d'Agglomération** s'engage à attribuer à **"l'Association"** une subvention globale de **291 767 €**

Elle se décompose de la manière suivante :

Objet de la subvention	Montant
Subvention de fonctionnement	269 562 €
Ouverture de l'Eglise Saint-Etienne (ville + CA)	17 205 €
Schéma de développement touristique	5 000 €
TOTAL	291 767 €

En raison de la crise sanitaire l'office déclare des sous-réalisations sur l'année 2020 à hauteur de

10 614 €. Ces sous-réalisations viennent en déduction de la subvention attribuée à l'office de tourisme, la subvention versée sera 281 153 €.

Le montant total de la subvention est imputé sur les crédits du **Chapitre 65**, **Fonction 951930, Article 6574**, du budget de la **Communauté d'Agglomération Bar-le-Duc Sud Meuse.**

Une subvention globale de 281 153 € sera versée en un seul mandat suite au retour de la convention signée.

Article 4 : **OBLIGATIONS COMPTABLES :**

L'ASSOCIATION S'ENGAGE A :

1. fournir le compte rendu financier propre à l'objectif et aux programmes d'actions conformes à l'objet social de "l'**Association**" – signé par le président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou au plus tard avant le 1er juillet de l'année suivante ;

2. adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement no 99-01 du 6 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999, et à fournir lesdits comptes annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice ;

3. se soumettre à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un (ou plusieurs) commissaires aux comptes ou faire appel volontairement à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes, et s'engager à transmettre à l'administration tout rapport produit par celui-ci ou ceux-ci, dans les délais utiles.

Article 5 : **SANCTIONS :**

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle, sans l'accord écrit de la **Communauté d'Agglomération,** des conditions d'exécution de la convention par "l'**Association**", et sans préjudice des dispositions prévues à l'article 9, la **Communauté d'Agglomération** peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie de la somme déjà versée au titre de la présente.

Article 6 : **CONTROLE DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION :**

L'**Association** s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la **Communauté d'Agglomération** de la réalisation des objectifs, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Au terme de la convention, **l'Association** remet, dans un délai de six mois, un bilan couvrant la période d'exécution de la convention. Un contrôle, éventuellement sur place, est réalisé par l'administration, en vue d'en vérifier l'exactitude.

Article 7 : **EVALUATION :**

L'évaluation des conditions de réalisation des projets ou des actions auxquels la

Communauté d'Agglomération apporte son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif, est réalisée dans les conditions définies d'un commun accord entre la **Communauté d'Agglomération** et **l'Association.**

Il s'agit des critères suivants :

- ⇨ pertinence des actions mises en place,
- ⇨ notoriété de la **Communauté d'Agglomération,**
- ⇨ accroissement du nombre de visiteurs.

L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1er, sur l'impact des actions ou des interventions, s'il y a lieu, au regard de leur utilité sociale ou de l'intérêt général, sur les prolongements susceptibles d'être apportés à la convention, y compris la conclusion d'une nouvelle convention.

Article 8 : **CONDITIONS DE RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION :**

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la réalisation du contrôle prévu à l'article 6 et du dépôt des conclusions éventuellement provisoires de cette évaluation prévue à l'article 7.

Article 9 : **AVENANT :**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1er.

Article 10 : **RESILIATION DE LA CONVENTION :**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

BAR-LE-DUC, le

LA PRESIDENTE,
Maire de Bar-le-Duc

LE PRESIDENT,
de l'Office de Tourisme Meuse Grand Sud

Martine JOLY

Daniel FRANCOIS

CONVENTION

ENTRE :

LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION BAR-LE-DUC SUD MEUSE, représentée par son **Président,** et désignée sous le terme **"Communauté d'Agglomération",**

ET :

L'OFFICE DU TOURISME SUD MEUSE, association régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé à Bar Le Duc, représenté par son **Président, Monsieur Daniel FRANCOIS,** désigné sous le terme **"l'Association"**, d'autre part,

IL EST ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

article 1ER : OBJET :

La présente convention, a pour objet de permettre le versement à **"l'Association"** d'une subvention de fonctionnement pour l'année 2021.
"L'Association" s'engage à réaliser les objectifs et le programme d'actions conformes à son objet social et à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution.

Pour sa part, la **Communauté d'Agglomération** s'engage à soutenir financièrement la réalisation de cet objectif, y compris les moyens de fonctionnement que ce contrat requiert, dans la limite toutefois des inscriptions budgétaires.

Article 2 : DUREE DE LA CONVENTION :

La présente convention est conclue pour un an, soit du 01.01.2021 au 31.12.2021.

Article 3 : MONTANT DES SUBVENTION ET CONDITIONS DE PAIEMENT :

La **Communauté d'Agglomération** s'engage à attribuer à **"l'Association"** une subvention globale de **291 767 €**

Elle se décompose de la manière suivante :

Objet de la subvention	Montant
Subvention de fonctionnement	269 562 €
Ouverture de l'Eglise Saint-Etienne (ville + CA)	17 205 €
Schéma de développement touristique	5 000 €
TOTAL	291 767 €

En raison de la crise sanitaire l'office déclare des sous-réalisations sur l'année 2020 à hauteur de

10 614 €. Ces sous-réalisations viennent en déduction de la subvention attribuée à l'office de tourisme, la subvention versée sera 281 153 €.

Le montant total de la subvention est imputé sur les crédits du **Chapitre 65, Fonction 951930, Article 6574**, du budget de la **Communauté d'Agglomération Bar-le-Duc Sud Meuse.**

Une subvention globale de 281 153 € sera versée en un seul mandat suite au retour de la convention signée.

Article 4 : OBLIGATIONS COMPTABLES :

L'ASSOCIATION S'ENGAGE A :

1. fournir le compte rendu financier propre à l'objectif et aux programmes d'actions conformes à l'objet social de "l'**Association**" – signé par le président ou toute personne habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou au plus tard avant le 1er juillet de l'année suivante ;

2. adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement no 99-01 du 6 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999, et à fournir lesdits comptes annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice ;

3. se soumettre à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un (ou plusieurs) commissaires aux comptes ou faire appel volontairement à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes, et s'engager à transmettre à l'administration tout rapport produit par celui-ci ou ceux-ci, dans les délais utiles.

Article 5 : SANCTIONS :

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle, sans l'accord écrit de la **Communauté d'Agglomération,** des conditions d'exécution de la convention par "l'**Association**", et sans préjudice des dispositions prévues à l'article 9, la **Communauté d'Agglomération** peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie de la somme déjà versée au titre de la présente.

Article 6 : CONTROLE DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION :

L'**Association** s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la **Communauté d'Agglomération** de la réalisation des objectifs, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Au terme de la convention, **l'Association** remet, dans un délai de six mois, un bilan couvrant la période d'exécution de la convention. Un contrôle, éventuellement sur place, est réalisé par l'administration, en vue d'en vérifier l'exactitude.

Article 7 : EVALUATION :

L'évaluation des conditions de réalisation des projets ou des actions auxquels la

Communauté d'Agglomération apporte son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif, est réalisée dans les conditions définies d'un commun accord entre la **Communauté d'Agglomération** et **l'Association**.

Il s'agit des critères suivants :

- ⇨ pertinence des actions mises en place,
- ⇨ notoriété de la **Communauté d'Agglomération,**
- ⇨ accroissement du nombre de visiteurs.

L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1er, sur l'impact des actions ou des interventions, s'il y a lieu, au regard de leur utilité sociale ou de l'intérêt général, sur les prolongements susceptibles d'être apportés à la convention, y compris la conclusion d'une nouvelle convention.

Article 8 : **CONDITIONS DE RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION :**

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la réalisation du contrôle prévu à l'article 6 et du dépôt des conclusions éventuellement provisoires de cette évaluation prévue à l'article 7.

Article 9 : **AVENANT :**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1er.

Article 10 : **RESILIATION DE LA CONVENTION :**

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

BAR-LE-DUC, le

LA PRESIDENTE,
Maire de Bar-le-Duc

LE PRESIDENT,
de l'Office de Tourisme Meuse Grand Sud

Martine JOLY

Daniel FRANCOIS

MEUSE GRAND SUD Bar-le-Duc Sud Meuse

Subventions touristiques 2021

Structure	Intitulé du projet	Montant voté 2020	Montant 2021 demandé	Proposition de la commission	Proposition de vote	Observations
La Cités des Leuques	Fonctionnement	2 500 €	2 500 €	2 500 €	2 500 €	
CARA	Fouilles Nasium	1 000 €	2 000 €	1 000 €	1 000 €	Subvention CA qui permet la subvention du Département
GERSM	Découverte du monde sous-terrain	700 €	1 500 €	700 €	700 €	
Bar Animations	Salon de la gastronomie	4 000 €	5 000 €	4 000 €	4 000 €	
UTB	Tournoi Tennis Europe	2 000 €	2 000 €	2 000 €	2 000 €	Edition 2021 reportée - évènement sportif à rayonnement européen
ABCK	Descente de la saulx en canoë	Pas de demande 2020	400 €	400 €	400 €	Animation touristique de découverte de la saulx promue par l'Office de Tourisme
ACDIM	Festi'cuivre 2021	Pas de demande 2020	5 000 €	0 €	0 €	Animation culturelle non touristique
Total			**13 000 €**	**10 600 €**	**10 600 €**	

Direction économie - tourisme - le 23/03/2021

MEUSE GRAND SUD
Communauté d'Agglomération Bar-le-Duc Sud Meuse

CONVENTION

ENTRE :

LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION BAR-LE-DUC SUD MEUSE, représentée par Madame Martine JOLY, sa **Présidente**, et désignée sous le terme **"Communauté d'agglomération"**,

ET :

L'ASSOCIATION LA CITÉ DES LEUQUES, association régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé à Saint-Amand-sur-Ornain, représentée par son **Président, Monsieur Pierre LEGEAY,** désignée sous le terme "**l'Association**", d'autre part,

IL EST ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

article 1ER : **OBJET :**

La présente convention, a pour objet de permettre le versement à "**l'Association**" d'une subvention de fonctionnement pour l'année 2021.
"**L'Association**" s'engage à réaliser les objectifs et le programme d'actions conformes à son objet social – dont le contenu est précisé à **l'annexe n°1** et à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution.

Pour sa part, la **Communauté d'agglomération** s'engage à soutenir financièrement la réalisation de cet objectif, y compris les moyens de fonctionnement que ce contrat requiert, dans la limite toutefois des inscriptions budgétaires.

Article 2 : **DURÉE DE LA CONVENTION :**

La présente convention est conclue pour un an, soit du 01.01.2021 au 31.12.2021.

Article 3 : **MONTANT DE LA SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT ET CONDITIONS DE PAIEMENT :**

La **Communauté d'agglomération** s'engage à verser à "**l'Association**" une subvention de fonctionnement de 2 500 €
L'intégralité de cette subvention sera versée dès la notification de la présente convention.

Article 4 : **OBLIGATIONS COMPTABLES :**

L'ASSOCIATION S'ENGAGE A :
1. fournir le compte rendu financier propre à l'objectif et aux programmes d'actions conformes à l'objet social de "l'**Association**" – signé par le président ou toute personne

habilitée, dans les six mois suivant sa réalisation ou au plus tard avant le 1er juillet de l'année suivante ;

2. adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement no 99-01 du 6 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999, et à fournir lesdits comptes annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice ;

3. se soumettre à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un (ou plusieurs) commissaires aux comptes ou faire appel volontairement à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes, et s'engager à transmettre à l'administration tout rapport produit par celui-ci ou ceux-ci, dans les délais utiles.

Article 5 : **SANCTIONS** :

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle, sans l'accord écrit de la **Communauté d'agglomération,** des conditions d'exécution de la convention par "l'**Association**", et sans préjudice des dispositions prévues à l'article 9, la **Communauté d'agglomération** peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie de la somme déjà versée au titre de la présente.

Article 6 : **CONTROLE DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION** :

L'**Association** s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la **Communauté d'agglomération** de la réalisation des objectifs, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Au terme de la convention, l'association remet, dans un délai de six mois, un bilan couvrant la période d'exécution de la convention. Un contrôle, éventuellement sur place, est réalisé par l'administration, en vue d'en vérifier l'exactitude.

Article 7 : **EVALUATION** :

L'évaluation des conditions de réalisation des projets ou des actions auxquels la **Communauté d'agglomération** apporte son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif, est réalisée dans les conditions définies d'un commun accord entre la **Communauté d'agglomération** et **l'Association.**

Il s'agit des critères suivants :

- ⇨ pertinence des actions mises en place,
- ⇨ notoriété de la **Communauté d'agglomération,**
- ⇨ accroissement du nombre de visiteurs.

L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1er, sur l'impact des actions ou des interventions, s'il y a lieu, au regard de leur utilité sociale ou de l'intérêt général, sur les prolongements susceptibles d'être apportés à la convention, y compris la conclusion d'une nouvelle convention.

Article 8 : **CONDITIONS DE RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION** :

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la réalisation du contrôle prévu à l'article 6 et du dépôt des conclusions éventuellement provisoires de cette évaluation prévue à l'article 7.

Article 9 : **AVENANT** :

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1er.

Article 10 : **RESILIATION DE LA CONVENTION** :

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

BAR-LE-DUC, le

LA PRESIDENTE,
Maire de Bar-le-Duc,

Martine JOLY

LE PRESIDENT,
de La Cité des Leuques

Pierre LEGEAY

ANNEXE N°1

LA CITE DES LEUQUES

OBJET DE L'ASSOCIATION : (cf. statuts)

L'association La Cité des Leuques créée en septembre 2002 a pour but de participer à la valorisation culturelle et touristique du patrimoine des trois villages autour du site de Nasium. Forte de 240 membres, elle propose toute l'année, des actions réalisées par ses membres, des animations pour tous les publics, adultes, scolaires, groupes.

Actions la Cité des Leuques qui présentent un caractère d'intérêt général : (sous réserve de l'évolution de la crise sanitaire)

- Conférences thématiques
Il s'agit de pérenniser un cycle de conférences afin de sensibiliser le public local sur leur patrimoine, et les informer des résultats des recherches et des découvertes effectuées sur le site.

- Nasium 2021
Comme chaque année, la Cité des Leuques organise une manifestation autour des artisans et légionnaires de l'association. Cet événement se déroule sur 2 jours.

- Aménagement des ateliers scolaires
Il s'agit de poursuivre l'installation des ateliers scolaires, notamment l'atelier de fouilles pédagogiques, aménagé en 2013, en l'étoffant au niveau du matériel.

- Entretien du matériel et des costumes
Il s'agit de disposer d'un stock de marchandise susceptible d'intervenir sur toutes les sortes de matériels (tissu, bois, bois, métal, pierre) afin d'effectuer des réparations ou le remplacement de matériel cassé.

- Stage de poterie

MEUSE GRAND SUD
Communauté d'Agglomération Bar-le-Duc Sud Meuse

CONVENTION

ENTRE :

LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMERATION BAR-LE-DUC SUD MEUSE, représentée par **Madame Martine JOLY,** sa **Présidente**, et désignée sous le terme **"Communauté d'agglomération",**

ET :

L'ASSOCIATION LA CITÉ DES LEUQUES, association régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé à Saint-Amand sur Ornain, représentée par son **Président, Monsieur Pierre LEGEAY,** désignée sous le terme "**l'Association**", d'autre part,

IL EST ARRÊTÉ ET CONVENU CE QUI SUIT :

ARTICLE 1ER : OBJET :

La présente convention a pour objet de permettre le versement à "**l'Association**" d'une subvention d'investissement, pour l'année 2021, pour la réalisation des actions suivantes :

- Travaux sur le terrain de reconstitution
- L'acquisition de documentations relatives au patrimoine culturel local et régional

"**L'Association**" s'engage à réaliser le programme d'actions ci-dessus et à mettre en œuvre, à cette fin, tous les moyens nécessaires à sa bonne exécution.

Pour sa part, la **Communauté d'agglomération** s'engage à soutenir financièrement la réalisation de ces objectifs, y compris les moyens de fonctionnement que ce contrat requiert, dans la limite toutefois des inscriptions budgétaires.

ARTICLE 2 : DURÉE DE LA CONVENTION :

La présente convention est conclue pour un an, soit du 01.01.2021 au 31.12.2021.

ARTICLE 3 : MONTANT DE LA SUBVENTION D'INVESTISSEMENT ET CONDITIONS DE PAIEMENT :

La **Communauté d'agglomération** s'engage à verser à "**l'Association**" une subvention d'investissement de 3 000 €.

L'intégralité de cette subvention sera versée dès la notification de la présente convention.

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS COMPTABLES :

L'ASSOCIATION S'ENGAGE A :

1. fournir le compte rendu financier propre aux programmes d'actions conformes à l'objet social de "**l'Association**" – signé par le président ou toute personne habilitée, dans les

six mois suivant sa réalisation ou au plus tard, avant le 1er juillet de l'année suivante ;

2. adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au règlement n° 99-01 du 6 février 1999 du Comité de la réglementation comptable relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et fondations, homologué par arrêté interministériel en date du 8 avril 1999, et à fournir lesdits comptes annuels dans les six mois suivant la clôture de l'exercice.

3. se soumettre à l'obligation légale de faire procéder au contrôle par un (ou plusieurs) commissaires aux comptes ou faire appel volontairement à un contrôle exercé par un commissaire aux comptes, et s'engager à transmettre à l'administration tout rapport produit par celui-ci ou ceux-ci, dans les délais utiles.

ARTICLE 5 : **AUTRES ENGAGEMENTS** :

L'**association** communiquera sans délai à la **Communauté d'agglomération** copie des déclarations mentionnées aux articles 3 et 13-1 du décret du 16 août 1901 portant réglementation d'administration publique pour l'exécution de la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association. En cas de retard pris dans l'exécution de la présente convention, l'association en informe également l'administration.

ARTICLE 6 : **SANCTIONS** :

En cas de non-exécution, de retard significatif ou de modification substantielle, sans l'accord écrit de la **Communauté d'agglomération,** des conditions d'exécution de la convention par "l'**Association**", et sans préjudice des dispositions prévues à l'article 9, la **Communauté d'agglomération** peut remettre en cause le montant de la subvention ou exiger le reversement de tout ou partie de la somme déjà versée au titre de la présente.

Article 7 : **CONTROLE DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION** :

L'**association** s'engage à faciliter, à tout moment, le contrôle par la **Communauté d'agglomération** de la réalisation des objectifs, notamment par l'accès à toute pièce justificative des dépenses et tout autre document dont la production serait jugée utile.

Au terme de la convention, l'association remet, dans un délai de six mois, un bilan couvrant la période d'exécution de la convention. Un contrôle, éventuellement sur place, est réalisé par l'administration, en vue d'en vérifier l'exactitude.

Article 8 : **EVALUATION** :

L'évaluation des conditions de réalisation des projets ou des actions auxquels la **Communauté d'agglomération** apporte son concours, sur un plan quantitatif comme qualitatif, est réalisée dans les conditions définies d'un commun accord entre la **Communauté d'agglomération** et **l'association**.

Il s'agit des critères suivants :

- ⇨ pertinence des actions mises en place,
- ⇨ notoriété de la **Communauté d'agglomération,**
- ⇨ accroissement du nombre de visiteurs.

L'évaluation porte notamment sur la conformité des résultats à l'objet mentionné à l'article 1er, sur l'impact des actions ou des interventions, s'il y a lieu, au regard de leur utilité sociale ou de l'intérêt général, sur les prolongements susceptibles d'être apportés à la convention, y compris la conclusion d'une nouvelle convention.

Article 9 : **CONDITIONS DE RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION** :

La conclusion éventuelle d'une nouvelle convention est subordonnée à la réalisation du contrôle prévu à l'article 7 et du dépôt des conclusions éventuellement provisoires de cette évaluation prévue à l'article 8.

Article 10 : **AVENANT** :

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

Celui-ci précisera les éléments modifiés de la convention, sans que ceux-ci ne puissent conduire à remettre en cause les objectifs généraux définis à l'article 1er.

Article 11 : **RESILIATION DE LA CONVENTION** :

En cas de non-respect par l'une ou l'autre partie des engagements respectifs inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'une ou l'autre partie à l'expiration d'un délai de trois mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

BAR-LE-DUC, le

LA PRESIDENTE,
Maire de Bar-le-Duc,

Martine JOLY

LE PRESIDENT,
de la Cité des Leuques,

Pierre LEGEAY

MEUSE GRAND SUD
Communauté d'Agglomération Bar-le-Duc Sud Meuse

REGLEMENT d'aides directes aux activités commerciales et artisa Pour les PME et TPE du territoir

(Validé au conseil communautaire du ***15/04/2021****)*

Contexte

La loi NOTRe du 7 août 2015 portant sur la nouvelle organisation territoriale impacte directement la compétence développement économique du Département de la Meuse en supprimant la compétence générale. La loi renforce le rôle de la Région en matière de développement économique.
Le Conseil Départemental ne peut plus intervenir sur les dossiers d'aide à l'immobilier en faveur des entreprises artisanales et commerciales.
La Région doit disposer d'un SRDEII – schéma régional de développement économique, d'innovation et d'internationalisation – et d'une convention avec les EPCI souhaitant développer une action d'aide aux entreprises.
La Communauté d'Agglomération a décidé de se substituer au département pour accompagner les projets des PME et TPE du territoire, via un règlement d'intervention.
Le versement de la subvention doit inciter les entreprises à s'installer sur le territoire ou à développer une activité existante lorsqu'elles réalisent :

- 1er axe : Des travaux,
- 2ème axe : Des acquisitions de matériel et d'équipement.

Principes Généraux

Article 1 - Entreprises bénéficiaires

Sont concernées les entreprises remplissant les conditions cumulatives suivantes :

- PME au sens communautaire ayant un CA < à **1 000 000 € HT**, dont l'activité ne fait pas l'objet d'exclusions communautaires
- Entreprises commerciales et artisanales, dont l'effectif est inférieur ou égal à 10 salariés
    - Ayant un projet d'implantation ou de développement sur le territoire de la CA et immatriculées au Registre du Commerce et des Sociétés de la Meuse et/ou au Répertoire des Métiers et de l'Artisanat de la Meuse.

L'entreprise bénéficiaire justifiera être assujettie à la taxe pour frais de Chambre de Métiers et/ou à la taxe pour frais de Chambre de Commerce et d'Industrie et qu'elle est à jour de ses obligations sociales et fiscales.

L'activité créée ou développée doit être obligatoirement liée à un local commercial ou artisanal d'une surface totale au sol inférieure à 400 m2.

Sont exclus :

- Les entreprises ayant bénéficié d'une aide à l'investissement de la Communauté d'Agglomération Bar-le-Duc Sud Meuse au cours **des 2 dernières années.**
  Cette disposition ne s'applique pas si la nouvelle demande concerne des investissements liés à la lutte contre le CORONAVIRUS.

- Les cabinets d'assurances, les mutuelles, les banques, les associations, les professions libérales, les hôtels et restaurants exploités en franchise ou faisant partie d'un groupe, les établissements de restauration rapide, les agences immobilières, les cabinets médicaux et paramédicaux.

Article 2 – Composition des dossiers

Les demandes d'aide doivent être préalables à l'investissement. Le dossier complet de demande sera adressé au plus tard dans les **6 mois de la demande préalable.** Il comprend une déclaration des autres aides « de minimis » reçues au cours des deux précédents exercices fiscaux et de l'exercice fiscal en cours et de celles qui seraient sollicitées par ailleurs pour le même projet.

Remarque : les commerces, confrontés à l'obligation de réaliser dans l'urgence des investissements visant à lutter contre le CORONAVIRUS, pourront déposer un dossier même si la demande préalable n'a pas été formulée. Cette disposition particulière prévaut uniquement pour les opérations réalisées depuis la date de début de confinement jusqu'à la date de validation par le Conseil Communautaire du présent règlement. Chaque demande sera étudiée au cas par cas.

Un formulaire de demande qui reprend l'identité de l'entreprise, les effectifs, la description du projet, le coût total du projet, le calendrier prévisionnel, et l'obligation et attestation du porteur du projet,

- Une note explicative précisant l'objet de l'opération, sa durée, son coût prévisionnel HT,
- Une lettre d'intention du chef d'entreprise actant le projet d'investissement et sollicitant la subvention,
- Devis,
- Attestation K-bis ou déclaration URSSAF,
- Compte de résultat prévisionnel pour les créations d'entreprises
- Bilan et compte de résultat des années (n-1 et n-2) ou justificatifs de déclaration de chiffre d'affaires pour les micro-entreprises.
- RIB de l'entreprise.

En fonction de la nature du projet, des pièces complémentaires pourront être demandées pour l'instruction du dossier.

La demande d'investissement doit être faite uniquement par courrier adressé à Madame la Présidente de la Communauté d'Agglomération Bar le Duc Sud Meuse.

Article 3 – Dépôt des dossiers

Le formulaire de demande doit être adressé, accompagné de l'ensemble des pièces, de préférence par mail à l'adresse developpement.economique@meusegrandsud.fr ou à défaut par courrier à la Communauté d'Agglomération Meuse Grand Sud sise, 12 rue Lapique 55000 BAR LE DUC.

Les dossiers peuvent être déposés jusqu'au 15 octobre de l'année en cours, délai de rigueur. Au-delà de cette date, les dossiers seront étudiés sur la base du règlement en vigueur l'année suivante et dans la limite des crédits disponibles

↳ Article 4 - Décision d'attribution

Les dossiers sont étudiés au cas par cas par un jury composé par 3 membres du bureau exécutif de la CAMGS et 1 représentant du service instructeur. Le jury se réunit 2 fois par an à minima.

L'attribution de l'aide à l'investissement fait systématiquement l'objet d'une délibération du Conseil Communautaire prise sur proposition du jury.

↳ Article 5 - Durée de validité de la décision

Les dépenses doivent être justifiées au plus tard, le 31 décembre de l'année qui suit l'attribution de la subvention.

A défaut de réalisation de l'opération l'année suivant la notification, la décision d'octroi de subvention devient caduque et la subvention est perdue par le bénéficiaire. Les sommes réservées pour le projet caduc peuvent être attribuées à un autre projet.

Les aides sont attribuées dans la limite des crédits inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération. Les dossiers éligibles non traités pour raison de consommation de l'enveloppe budgétaire annuelle pourront être repris l'année suivante, sous réserve de maintien des critères d'attribution.

↳Article 6 - Modalité de paiement

Une convention de mise en œuvre de la décision d'octroi de la subvention sera passée après délibération en conseil communautaire, entre l'entreprise bénéficiaire et la Communauté d'Agglomération qui précisera les obligations de chacune des parties.

Aucune avance ne peut être accordée. Les subventions feront l'objet d'un versement unique.

Le versement de la subvention est effectué sur justification de la réalisation des équipements, d'agencements, travaux et de la conformité de leurs caractéristiques avec le projet, objet de l'aide. Le bénéficiaire devra fournir des factures acquittées.

↳ Article 7 - Mesures d'information du public

L'entreprise bénéficiaire d'une subvention d'investissement s'engage à assurer la publicité de la participation de la CA, par voie d'affichage, pendant la réalisation des travaux.

1er Axe - Aides à la réalisation de travaux

Objectif de la CA :
Apporter un soutien financier pour la réalisation des travaux liés à une implantation où un développement d'activité, y compris la mise aux normes d'accessibilité d'un espace recevant le public (loi n° 2005-102 du 11 février 2005).

↳ Articles A – Conditions d'éligibilité

Seuls les dossiers de dépenses consacrées aux travaux de création, de remise en état du local professionnel et/ou d'accessibilité peuvent être soutenus.

Les investissements aidés doivent être maintenus sur une période minimale de trois ans, si l'activité prend fin avant cette période, l'entreprise devra rembourser la CA au prorata de la subvention reçue et du nombre d'années d'activité non exercée.
Le montant minimum d'investissements éligibles est fixé à 2 500 € HT, le montant maximum de la dépense subventionnable est de 50 000 € HT.

Sont exclus :

- Les travaux d'entretien courant et de simple renouvellement
- Les travaux faits soi-même, sauf ceux engagés dans la spécialité professionnelle de l'entreprise et sur présentation d'une facture de livraison à soi-même
- Les travaux réalisés dans un local professionnel non distinct de l'habitation
- Les travaux de remise aux normes électriques, sauf s'ils sont couplés à des travaux de rénovation thermique
- Les travaux d'aménagement extérieurs (parking – espaces verts)
- Les travaux de raccordement aux réseaux secs et humides situés sur le domaine public

Il est précisé que sont acceptés les projets liés à la réalisation d'investissements pour la rénovation thermique des locaux professionnels (isolation des murs, isolation des sols, isolation des combles, remplacement des huisseries, ventilation, remplacement des systèmes de chauffage) et/ou visant à favoriser l'accessibilité des commerces.

Les travaux doivent être effectués par un professionnel titulaire du label « Reconnu Garant de l'Environnement » et les matériaux utilisés en cohérence avec des critères de résistance thermique de haute performance.
Si les travaux ont lieu dans un local n'appartenant pas à l'entreprise celle-ci doit disposer d'un bail commercial.

↳ Article B - Modalités financières

Le taux de l'aide est fixé à 15 % de l'investissement primable HT. Elle prend la forme d'une subvention.

2ème Axe - Aide à l'acquisition de matériel, d'équipement et soutien à la digitalisation

Objectif de la CA :
Apporter un soutien financier pour l'acquisition de matériel et d'équipement à toutes les créations ou développement d'activités

Articles A – Conditions d'éligibilité

Seuls les dossiers d'acquisition concernant un véhicule utilitaire de moins de 3.5 T, un véhicule de tournée ou un matériel à usage professionnel, neuf ou d'occasion, bénéficiant d'une garantie d'au moins un an, attestée par le vendeur ou le fournisseur, sont éligibles.
Concernant les véhicules terrestres à moteur précités, seuls sont pris en considération les véhicules immatriculés servant directement à l'exploitation de l'entreprise à condition qu'ils soient associés à la création effective d'un emploi salarié à durée indéterminée justifié par la production d'un contrat de travail.
Les véhicules de moins de 3,5 T affectés tout ou partie à un usage personnel sont exclus, de même que les véhicules à 2 ou 3 roues.
Les investissements aidés doivent être maintenus sur une période minimale de trois ans, si l'activité prend fin avant cette période, l'entreprise devra rembourser la CA au prorata de la subvention reçue et du nombre d'années d'activité non exercée.
Le montant minimum d'investissements éligibles est fixé à 2 000 € HT, le montant maximum de la dépense subventionnable est de 25 000 € HT.
Ce seuil est porté à 30 000 € HT pour l'acquisition d'un véhicule utilitaire hybride ou électrique.

Sont exclus :

- Les véhicules particuliers (vp)
- Les remorques
- La location de matériels, y compris en leasing ou location financière
- Le matériel d'occasion ayant bénéficié d'une subvention
- **Les téléphones portables**
- **Les drones**
- **Les tablettes et ordinateurs sauf s'ils sont rattachés directement à l'activité et qu'ils contribuent directement à la digitalisation de l'enprise**

Disposition particulières

Les investissements liés à la digitalisation de l'entreprise sont éligibles sous réserve de la réalisation d'un diagnostic établi par le manager « Ville et Territoire » de la Communauté d'Agglomération.
Le montant minimum d'investissements éligibles est fixé à 500 € HT, le montant maximum de la dépense subventionnable est de 5 000 €.

Article B - Modalités financières

Le taux de l'aide est fixé à 20 % de l'investissement primable HT. Elle prend la forme d'une subvention.

ARTICLE 8 – Références réglementaires

Ce dispositif est adopté au regard :

a- Du régime d'aides exempté n° SA 40453, relatif aux aides en faveur des PME pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n° 651/2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014.

b- Du régime cadre exempté N° SA 39252, relatif aux aides à finalité régionale (AFR) pour la période 2014-2020, adopté sur la base du règlement général d'exemption par catégorie n°651/2014 du 17 juin 2014 de la Commission européenne, publié au JOUE du 26 juin 2014.

c- Tout autre régime réglementaire s'appliquant à l'activité développée.

Concernant les mesures spécifiques liées à la lutte contre le CORONAVIRUS, le dispositif a été adopté sur la base du régime Aide d'État SA.56985 (2020/N) – France – COVID-19: Régime cadre temporaire pour le soutien aux entreprises.

MEUSE GRAND SUD
Bar-le-Duc Sud Meuse

DGS
DIRECTION DES RESSOUCES HUMAINES

AT

CONVENTION RELATIVE A LA MISE A DISPOSITION D'AGENTS AUPRES DU GROUPEMENT HOSPITALIER DE TERRITOIRE

Entre les Soussignés,

Madame Martine JOLY, Présidente de la Communauté d'Aggloémration Bar le Duc Sud Meuse, 12 rue Lapique 55000 Bar le Duc, habilitée à cette fin par délibération du 15 avril 2021,

ET

Le Groupement Hospitalier de Territoire Cœur Grand Est – Centre Hospitalier de Bar le Duc représenté par son Directeur délégué Monsieur Eric LHUIRE

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n°82-213 modifiée du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984, portant dispositions statutaires à la Fonction Publique Territoriale, et notamment ses articles 61 à 63 relatifs à la mise à disposition

Vu le décret n°2008-580 du 18 juin 2008, relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales,

Considérant les enjeux de protection des populations durant la période de crise sanitaire

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1er : Objet et durée de la mise à disposition

La Communauté d'Agglomération met à disposition à titre gracieux auprès du Groupement Hospitalier de Territoire Cœur Grand Est – Centre Hospitalier de Bar-le-Duc les agents dont les noms, fonctions et grades sont précisés dans l'annexe jointe à cette convention.

Article 2 : Missions

Les agents mis à disposition sont chargés d'exercer des missions administratives au sein d'un centre de vaccination, dont l'accueil des personnes, la distribution des questionnaires, la saisie de données dans le logiciel dédié et la prise de rendez-vous via un standard téléphonique.

Article 3 : Conditions de travail

Durant cette mission, la résidence administrative des agents est fixée à Bar-le-Duc.

Les agents mis à disposition exercent leur activité sous l'autorité fonctionnelle de l'administration d'accueil, en lien avec la Directrice en charge de la Protection des Population au sein de la Ville de Bar le Duc, qui s'assure de la réalisation des tâches qui leur sont confiées, et sous l'autorité hiérarchique de la Présidente de la Communauté d'Agglomération.

La structure d'accueil sera responsable pendant la durée de la mise à disposition, des conditions d'exécution du travail des agents mis à disposition et organise leur activité en tenant compte des dispositions en vigueur dans son établissement, notamment en matière de durée du travail, d'hygiène et de sécurité, de travail de nuit, jours fériés et repos hebdomadaire.

En conséquence, les agents mis à disposition suivront les horaires de travail en vigueur au sein de la structure d'accueil et devront se conformer aux prescriptions qui leur sont données en matière d'hygiène et de sécurité.

Article 4 : Gestion statutaire

La situation administrative (avancement, autorisation de travail à temps partiel, gestion des congés, demande de cumul d'activité,..) des agents mis à disposition, reste gérée par la Communauté d'Agglomération, tout comme la formation professionnelle et l'octroi des prestations sociales à titre collectif et individuel.

Article 5 : Conditions de rémunération et bénéfices des prestations sociales

La Communauté d'Agglomération continue rémunérer les agents mis à disposition.

Article 6 : Prise en charge du personnel mis à disposition

La mise à disposition des agents prévue par la présente convention ne donne lieu à aucun remboursement des rémunérations et charges sociales par la structure d'accueil auprès de la Communauté d'Agglomération, qui met donc à disposition les agents sans contrepartie financière.

Article 7 : Déontologie

Les agents mis à disposition sont tenus de respecter les règles de confidentialité, d'impartialité et de secret professionnel définies par la structure d'accueil. Ils s'engagent à ne pas faire état des informations dont ils auront eu connaissance dans l'exercice de leurs fonctions au sein du Structure d'accueil même après la fin de sa mise à disposition.

Article 8 : Exercice du pouvoir disciplinaire

Les agents mis à disposition sont placés sous l'autorité hiérarchique de la Présidente de la Communauté d'Agglomération qui exerce le pouvoir disciplinaire. Dans ce cadre, il peut être saisi par le Président de l'administration d'accueil des fautes reprochées aux agents. Pour ce faire, le Président de l'administration d'accueil établit un rapport circonstancié qu'il adresse à la Communauté d'Agglomération.

Article 9 : Durée de la convention – Conditions de résiliation

La présente convention prend effet à compter du 18 janvier 2021. Elle peut être modifiée ou résiliée avec l'accord des représentants de la collectivité d'origine et de la collectivité d'accueil, par voie d'avenant.

La modification de la liste des agents se fera par voie d'avenant, avec l'accord des représentants de la collectivité d'origine et de la collectivité d'accueil. Dans cette hypothèse l'annexe 1 sera modifiée en conséquence.

Article 10 : Juridiction compétente en cas de litige

Tous les litiges pouvant résulter de l'application de la présente convention relèvent du tribunal administratif compétent.

Fait en triple exemplaires, à BAR LE DUC, le

"Lu et approuvé"

Pour la Communauté d'Agglomération,

La Présidente,

Martine JOLY

"Lu et approuvé"

Pour le GHT,

Le Directeur,